

ÉTUDES DE CAS SUR LES PRISES DE PAROLE PUBLIQUES DE MSF

CRIMES DE GUERRE ET POLITIQUES DE TERREUR EN TCHETCHENIE 1994-2004

LAURENCE BINET

ÉTUDES DE CAS SUR LES PRISES DE PAROLE PUBLIQUES DE MSF

CRIMES DE GUERRE ET POLITIQUES DE TERREUR EN TCHÉTCHÉNIE 1994-2004

**DANS LA MÊME COLLECTION,
ÉTUDES DE CAS SUR LES PRISES DE PAROLE PUBLIQUES DE MSF**

Camps de réfugiés salvadoriens au Honduras 1988

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003]

Génocide des Rwandais Tutsi 1994

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003]

Camps de réfugiés rwandais au Zaïre et en Tanzanie 1994-1995

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003]

Violences du nouveau régime rwandais 1994-1995

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003]

Traque et massacres des réfugiés rwandais au Zaïre - Congo 1996-1997

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [2004]

Famine et transferts forcés de populations en Éthiopie 1984-1986

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [janvier 2005]

Violence contre les Kosovars albanais, intervention de l'OTAN 1998-1999

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [septembre 2006]

MSF et la Corée du Nord 1995-1998

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [janvier 2008]

*Somalie 1991-1993 : guerre civile, alerte à la famine et intervention
« militaro-humanitaire » de l'ONU*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2013]

MSF et Srebrenica 1993-2003

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [juillet 2015]

MSF et la guerre en ex Yougoslavie 1991-2003

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [décembre 2015]

MSF et les Rohingya 1992-2014

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [novembre 2020]

MSF et le Darfour 2003-2009

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [septembre 2025]

Comité éditorial : Laurence Binet, Françoise Bouchet-Saulnier, Marine Buissonnière, Katharine Derderian, Rebecca Golden-Timsar, Michiel Hofman, Kris Torgeson - **Directrice d'études/Auteur :** Laurence Binet - **Traduction :** Eve Dayre, Agnès Debarge, Tiphaine Montoux, Marie-Hélène Valentin-Labrousse, Caroline Serraf, Tatevik Yeghiazarian, Maria Borshova - **Assistante :** Bérangère Cescau - **Correction et préparation de copie :** Judith Soussan - **Graphisme et mise en page :** tgraphite.

Merci à Rony Brauman pour ses conseils.
Projet de Médecins Sans Frontières International.
<https://www.msf.org/fr/speakingout/accueil>

AVANT-PROPOS

Les « Études de cas sur les prises de parole publiques de Médecins Sans Frontières » ont pour origine le souhait exprimé par le Conseil international du mouvement MSF, à la fin des années 1990, de mettre à disposition des membres du mouvement un document sur le « témoignage ».

Le document souhaité devait être simple et accessible à tous et servir de référence aux membres de l'organisation pour comprendre et se réapproprier la culture de prise de parole de l'association.

Il ne devait pas prendre la forme d'un manuel idéologique ou technique (*guideline*), le témoignage ne se limitant pas à l'application mécanique de préceptes et de procédures mais impliquant la compréhension des dilemmes inhérents à l'action humanitaire.

Le projet a été confié par le Conseil international à une directrice d'études, qui travaille avec un comité de pilotage et éditorial. Chacun des membres de ce comité a été choisi par le Conseil international (désormais IB) ou co-opté pour son expérience et ses compétences et siège *intuitu personae*, indépendamment de son entité MSF d'origine.

Le comité éditorial privilégie l'étude des prises de parole publiques de MSF comportant un dilemme, donc une prise de risque. Il propose les cas à étudier au Conseil international, qui fait le choix final.

La source principale d'information de ces études réside dans la mémoire écrite et orale de MSF. Celle-ci est restituée via la recherche de documents datant de l'époque traitée et la conduite d'entretiens avec les protagonistes des événements sélectionnés.

Les personnes interviewées présentent leur récit des événements et leur appréciation sur la manière dont Médecins Sans Frontières a réagi. Elles s'expriment dans la langue de leur choix, avec l'appui d'un traducteur si nécessaire. Les entretiens sont enregistrés puis transcrits.

Les documents sont exhumés des archives des différentes sections impliquées et, dans la mesure du possible, dans celles des médias.

Ces travaux de recherche sont soumis à des contraintes d'ordre éthique, pratique et financier : localisation et volonté des interviewés de s'exprimer, existence, qualité et quantité de documents d'archives.

Le montage principal, qui présente les faits dans un ordre chronologique, est composé d'extraits de documents et d'entretiens, reliés entre eux par de courts textes de liaison ou d'introduction. Les extraits de documents sont privilégiés pour établir les faits. À défaut, les entretiens sont parfois amenés à jouer ce rôle. Ils apportent également un éclairage de la part des protagonistes sur leur vécu et leur analyse personnels des événements.

Cette méthodologie permet de reconstituer les faits et de restituer les débats et les dilemmes rencontrés, sans imposer de conclusion définitive sur la qualité des décisions prises.

Le texte-montage principal est précédé d'une ou plusieurs cartes, de la liste des abréviations utilisées, de celle des personnes interviewées.

Un résumé de l'étude présente le contexte des prises de parole publiques concernées et les principaux dilemmes auxquels elles ont tenté de répondre.

Une chronologie détaillée resitue les actions et prises de parole de MSF dans l'actualité régionale et internationale de l'époque. Destinée à aider le lecteur à se repérer, elle ne prétend pas représenter une référence universitaire.

Chaque étude de cas est disponible en anglais et en français.

Ces études de cas ont une vocation essentiellement pédagogique. Certaines d'entre elles servent désormais de base à des podcasts et des modules de formation et l'accès à l'ensemble de ce matériel est ouvert au public sur le site internet www.msf.org/fr/speakingout/accueil.

Bonne lecture !

Le comité éditorial.
2026

SOMMAIRE

Personnes interviewées et leurs fonctions entre 1994 et 2004	7
Personnalités de la Fédération de Russie et du Caucase citées dans le document et leur position au moment des événements	10
Acronymes et abréviations	13
Carte	15
Résumé	16
Crimes de guerre et politiques de terreur en Tchétchénie 1994-2004	23
<i>Opérer sous les bombes</i>	34
<i>« Le droit humanitaire bafoué en Tchétchénie : MSF dénonce le pilonnage des civils à Chatoï et Makhkety »</i>	42
<i>Harcèlements et violences contre les équipes humanitaires</i>	54
<i>« Tchétchénie, loin de la paix : MSF dénonce les “nettoyages” de Sernovodsk, Samachki et Vedenov »</i>	64
<i>Enlèvement de membres du personnel de MSF dans le Caucase</i>	82
<i>Pour les humanitaires, l'insécurité croît avec la paix</i>	97
<i>« L'homme qui s'évada »</i>	104
<i>« Le répit n'aura pas duré »</i>	115
<i>Comment aider les populations civiles Tchétchènes ?</i>	119
<i>Parler, faute de pouvoir agir ?</i>	134
<i>Du bon usage du Prix Nobel</i>	140
<i>Premiers appels à la communauté internationale organisée</i>	151
<i>Qualifier la guerre et dénoncer sa conduite par les forces russes</i>	163
<i>Décrire la situation ou interpellier les politiques ?</i>	176
<i>Propagande russe sur les activités de MSF dans le Caucase</i>	181
<i>Prudentes reprises des opérations de MSF dans le Caucase du Nord</i>	200
<i>Une stratégie de communication fondée sur la collecte de récits</i>	208
<i>Une proposition de campagne média controversée</i>	220
<i>MSF dénonce la politique de la terreur contre les civils tchétchènes</i>	231
<i>Signaux d'alerte</i>	244
<i>« L'homme le mieux préparé en cas d'enlèvement »</i>	250
<i>« Enlevé par erreur » : les excuses de Bassaïev</i>	274
<i>Début des pressions russes pour le retour des réfugiés en Tchétchénie</i>	283
<i>Reprise des programmes MSF dans le Caucase du Nord</i>	288
<i>« Normalisation » russe par la terreur, radicalisation des indépendantistes</i>	292
<i>La rhétorique antiterroriste russe s'impose</i>	302

« Tchétchénie-Ingouchie : non-assistance à personnes en danger »	309
MSF contre le plan de rapatriement forcé en 20 étapes	340
L'été de tous les dangers	362
Arjan Erkel est enlevé au Daguestan	370
MSF et la prise d'otages du théâtre de la Doubrovka	386
Au-delà de l'avis de recherche : responsabiliser les autorités	396
Conférence de presse et pétition pour la libération d'Arjan Erkel	412
« Sans l'ombre d'un choix : le retour forcé des tchétchènes en Tchétchénie »	426
Tensions et menaces contre les humanitaires	440
Un an de captivité pour arjan erkel : MSF dénonce l'inertie des autorités russes et néerlandaises	458
Un bateau sur l'Hudson : campagne Erkel aux États-Unis et à l'ONU	470
Des journalistes désignent des commanditaires de l'enlèvement	484
MSF accuse	492
Tensions à l'intérieur, critiques à l'extérieur	515
La libération d'Arjan Erkel	546
Chronologie des événements 1990-2005	561

PERSONNES INTERVIEWÉES ET LEUR FONCTION AU MOMENT DES ÉVÉNEMENTS

(Entretiens réalisés en 1998, 2000, 2008 et 2009)

A

Membre du personnel local de MSF recruté dans le Caucase du Nord

B

Membre du personnel local de MSF recruté dans le Caucase du Nord

Loïck Barriquand

MSF France, responsable de programme de septembre 2000 à 2005

Dr José-Antonio Bastos

MSF Hollande, directeur des opérations chargé des programmes dans le Caucase du Nord de 2001 à 2003

Vincent de Bellefroid

MSF France, coordinateur de projet à Chatoï (Tchéthénie) de février à mai 1995, puis d'août 1996 à juillet 1997, coordinateur du projet Caucase du Nord de juin à septembre 2001

Samantha Bolton

MSF International, chargée de communication

Dr Jean-Hervé Bradol

MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008

Dr Rony Brauman

MSF France, président du conseil d'administration de MSF France de 1982 à 1994, directeur d'études à la Fondation MSF/Crash depuis 1994

C

Membre du personnel local de MSF recruté dans le Caucase du Nord

William Claus

MSF Belgique, coordinateur d'urgence de 1994 à 1996

Dr Eric Comte

MSF France, coordinateur de projet dans la vallée de la Pankissi (Géorgie) de décembre 1999 à avril 2000, responsable de terrain Caucase du Nord d'avril à septembre 2000

Steve Cornish

MSF France, coordinateur en Géorgie de janvier à avril 2000, puis en Ingouchie de septembre 2000 à janvier 2001; MSF Suisse, représentant en Fédération de Russie d'août 2002 à avril 2004

D

Membre du personnel local de MSF recruté dans le Caucase du Nord

Austen Davis

MSF Hollande, directeur général de 1999 à 2004

Dr Alain Devaux

MSF Belgique, responsable de programme de 1994 à 1996

Jean-Christophe Dollé

MSF Belgique, coordinateur de projet Caucase du Nord de mars à novembre 2000

[...]

MSF France, adjoint à la responsable juridique de 1995 à 2005

E

Membre du personnel local de MSF recruté dans le Caucase du Nord

Anne Fouchard

MSF France, directrice adjointe de la communication de juillet 2000 à juillet 2004

Kenny Gluck

MSF Hollande, conseiller et coordinateur pour le Caucase du Nord de novembre 1999 à janvier 2001, directeur des opérations de 2001 à 2005

Graziella Godain

MSF France, coordinatrice d'urgence pour le Caucase du Nord de février à octobre 1996, coordinatrice de la cellule de crise sur l'enlèvement de Christophe André de juillet à octobre 1997

Dr Eric Goemaere

MSF Belgique, directeur général de 1996 à 1999

M

Membre du personnel de MSF recruté dans le Caucase du Nord, 1995-2009

Anne-Marie Huby

MSF Royaume-Uni, directrice générale.

Michiel Hofman

MSF Hollande, coordinateur pour le Caucase du Nord de mai 2001-juillet 2003

François Jean

MSF France, directeur d'études à la Fondation MSF jusqu'en décembre 1999

[...]

MSF Belgique, coordinatrice de projet en Tchétchénie en 1995 ; MSF États-Unis, chargée de mission, département des programmes de 2001 à 2002

Dr Thomas Nierle

MSF Suisse, responsable des urgences puis directeur des opérations de 2000 à 2004

Dr Bart Ostyns

MSF Belgique, coordinateur de projet en Tchétchénie de 1995 à 1996, task force Caucase du Nord de 1999 à 2001

Christopher Stokes

MSF Belgique, coordinateur à Moscou de 1994 à 1996

Gabriel Trujillo

MSF France, coordinateur dans le Caucase du Nord de janvier 2002 à juillet 2003

Dr Brigitte Vasset

MSF France, directrice des opérations de 1990 à 1998, coordinatrice d'urgence dans la vallée de la Pankissi (Géorgie) d'octobre 1999 à janvier 2000

Rafael Vilasanjuan

MSF International, secrétaire général de janvier 2001 à janvier 2004

PERSONNALITÉS DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE ET DU CAUCASE CITÉES DANS LE DOCUMENT ET LEUR POSITION AU MOMENT DES ÉVÉNEMENTS

Ilyas Akhmadov

Commandant porte-parole d'Aslan Maskhadov pendant la première guerre, responsable des forces antiterroristes tchéchènes entre les deux guerres, ministre des Affaires étrangères du gouvernement d'Aslan Maskhadov à partir de juillet 1999

Ramzan Akhmadov

Commandant tchéchène proche de Khattab et membre du clan Akhmadov, réputé spécialisé dans les kidnappings

Rouslan Aouchev

Président de la République d'Ingouchie de février 1993 à avril 2002

Andreï Babitski

Journaliste russe indépendant, correspondant de Radio Free Europe en Russie; enlevé pendant plusieurs semaines en janvier 2000

Chamil Bassaïev

Commandant tchéchène, vice-Premier ministre du gouvernement d'Aslan Maskhadov à partir de 1997, puis Premier ministre par intérim de janvier à juin 1998. S'allie ensuite avec le radical islamiste saoudien Ibn-al-Khattab et la légion de combattants islamistes

Vladimir Chamanov

Général, commandant des forces russes en Tchétchénie pendant la première guerre, jusqu'en janvier 2000

Nina Davidovitch

Membre de l'ONG Droujba, enlevée en août 2002, une semaine avant Arjan Erkel, et libérée en janvier 2003

Djokhar Doudaïev

Président élu de la république de Tchétchénie de novembre 1991 à avril 1996 (assassiné)

Boris Eltsine

Président de la Fédération de Russie de juin 1991 à décembre 1999

Zelimkhan Iandarbiev

Président intérimaire de la république indépendante tchéchène d'Itchkérie d'avril 1996 à février 1997; rejoint les indépendantistes radicaux de Bassaïev et Khattab

Sergueï Iastrjembski

Responsable du service de presse du président de la Fédération de Russie pendant la première guerre. À partir de janvier 2000, conseiller du président et porte-parole pour la Tchétchénie

Igor Ivanov

Ministre des Affaires étrangères de septembre 1998 à mars 2004, puis secrétaire du Conseil national de sécurité de la Fédération de Russie

Sergueï Ivanov

Secrétaire du Conseil national de sécurité de novembre 1999 à mars 2001, puis ministre de la Défense de la Fédération de Russie de mars 2001 à février 2007

Viatcheslav Izmaïlov

Ancien militaire russe, spécialisé dans le règlement des affaires d'enlèvement, devenu journaliste de l'hebdomadaire indépendant Novaïa Gazeta ; il suit l'affaire Erkel

Akhmad Kadyrov

Nommé chef de l'administration tchétchène par Moscou en juillet 2000, puis élu président de la République de Tchétchénie en octobre 2003

Vladimir Kalamanov

Représentant du Kremlin pour les droits de l'homme en Tchétchénie

Oumar Khanbiev

Chirurgien, ministre de la Santé du gouvernement d'Aslan Maskhadov. Détenu plusieurs semaines avec son équipe en camp de filtration en janvier 2000

Ibn-al-Khattab

Chef de guerre islamiste radical d'origine saoudienne, proche de Chamil Bassaïev et leader de la « légion islamiste » de combattants djihadistes non tchétchènes, considéré comme membre d'Al-Qaïda par les États-Unis et la Russie

Général Koulikov

Chef des forces armées du ministère de l'Intérieur de la Fédération de Russie en Tchétchénie de mars 1995 à juillet 1998

Sergueï Lavrov

Ambassadeur aux Nations unies, puis ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie à partir de mars 2004

Aslan Maskhadov

Président de la République tchétchène d'Itchkérie, élu en 1997. Non reconnu par Moscou à partir de 1999

Magomedali Magomedov

Président du Conseil d'État de la république du Daguestan de 1987 à 2006

Vladimir Poutine

Premier ministre de la Fédération de Russie à partir d'août 1999, puis président par intérim à partir de décembre 1999, puis élu en mars 2000

Igor Sergueïev

Ministre de la Défense de la Fédération de Russie de mai 1997 à mars 2001

Imamutdin Temirboulatov

Adjoint au chef de la Direction de la lutte contre le crime organisé au Daguestan.

Chargé de l'enquête sur l'enlèvement d'Arjan Erkel

Dokou Zavgaïev

Président de la République de Tchétchénie (prorusse) de novembre 1995 à août 1996

Mourat Ziazikov

Président de la République d'Ingouchie, soutenu par Moscou, élu en mai 2002

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

ACF	Action contre la faim
AELE	Association européenne de libre-échange
AFP	Agence France Presse
AG	Assemblée générale
AI	Amnesty International
APCE	Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe
BBC	British Broadcasting Corporation
CA	Conseil administration
CE/CDE	Conseil de l'Europe
CHW	Community Health Workers – Agents de santé communautaires
CIA	Central Intelligence Agency – Services de renseignement des États-Unis
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CNCDH	Commission nationale consultative des droits de l'homme (France)
CNN	Cable News Network (États-Unis)
DIH	Droit international humanitaire
Desk	Equipe responsable des programmes basée au siège
DRC	Danish Relief Council – Comité de secours danois
ECHO	Office humanitaire de l'Union européenne
EMERCOM	Ministère de la Fédération de Russie pour la Défense civile, les Urgences et les Réactions aux catastrophes naturelles
FIDH	Fédération internationale pour les droits humains
FSB (ex-KGB)	Service de sécurité de la Fédération de Russie
HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
HRW	Human Rights Watch
IDP/PDI	Internal Displaced Persons – Personnes déplacées
MAE	Ministère / ministre des Affaires étrangères

MDM	Médecins du monde
MVD	Ministère des Affaires intérieures (Fédération de Russie)
NSC	National Security Council – Conseil national de sécurité (États-Unis)
NTV	Chaîne de télévision russe indépendante, puis sous contrôle gouvernemental à partir de 2001
OCHA	[United Nations] Office for the coordination of humanitarian action- Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires
OMON	Otryad Militsii Osobovo Naznacheniya – Forces spéciales d'intervention du ministère de l'Intérieur russe
OMS	Organisation mondiale de la santé (Nations unies)
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
ORT	1 ^{ère} chaîne de télévision russe progouvernementale
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PE	Parlement européen
RUBOP	Département régional de lutte contre le crime organisé
UE	Union européenne
UNSECOORD	Bureau du coordinateur des Nations unies pour la sécurité



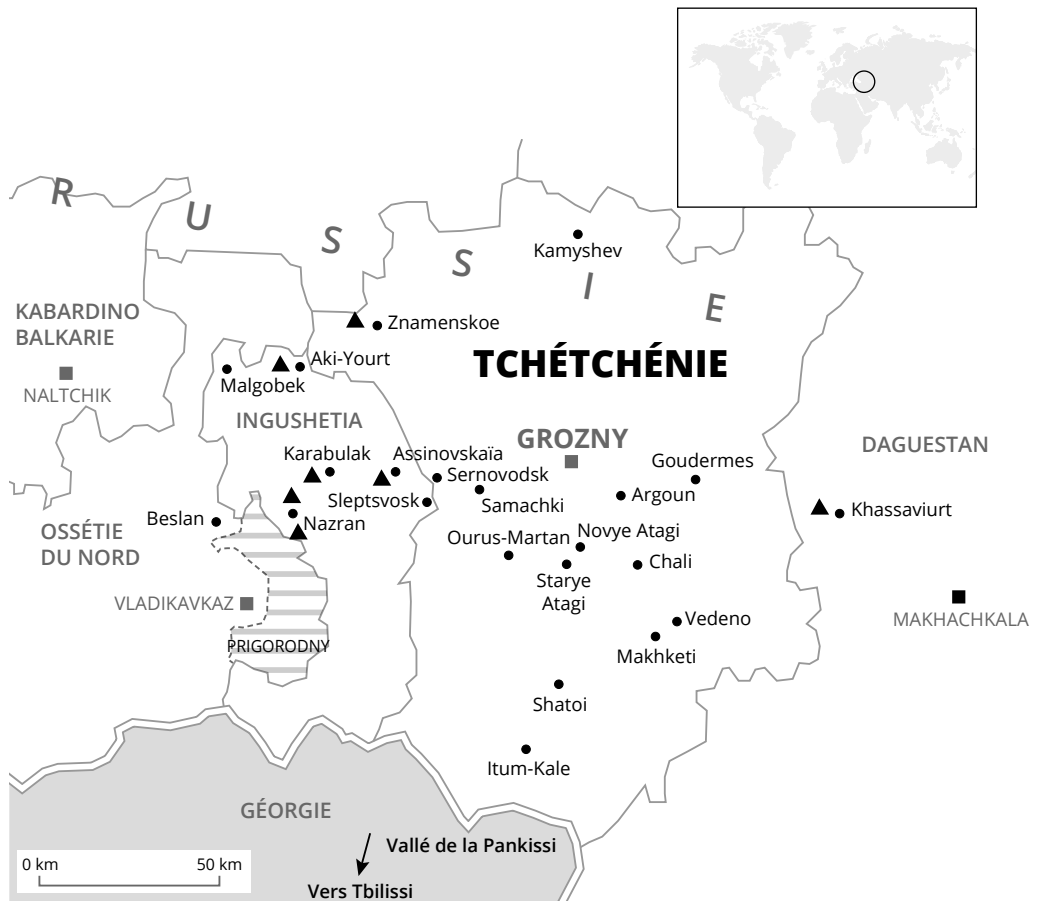
Extrait des archives de MSF ou d'articles de presse.



Extrait d'entretiens.



Retrouvez la vidéo en cliquant sur le numéro correspondant dans la liste de référence.



▲ Camps de déplacés/réfugiés tchétchènes

RÉSUMÉ

Le 1^{er} novembre 1991, la Tchétchénie, une république du Caucase du Nord dont le peuple a payé à plusieurs reprises au prix fort son opposition au pouvoir central de Moscou, se déclare indépendante de la Fédération de Russie. En janvier 1992, le président tchétchène Djokhar Doudaïev refuse de signer le traité d'adhésion de la Tchétchénie à la Fédération de Russie puis fait adopter une Constitution tchétchène. En juin 1993, il dissout le Parlement resté acquis à Moscou et s'attribue les pleins pouvoirs. Pendant l'été 1994, ses forces défont celles de l'opposition intérieure, soutenues et formées par Moscou.

En décembre 1994, les forces russes pénètrent sur le territoire tchétchène pour officiellement « désarmer les parties au conflit ». La guerre qui s'ensuit est présentée par les autorités russes comme une opération de police menée sur le territoire de la Fédération. Des villes et des villages entiers sont pilonnés et détruits par les forces fédérales, qui s'efforcent de faire en sorte qu'aucun témoin n'assiste aux bombardements des populations civiles en refusant aux organisations humanitaires internationales l'accès à des régions entières.

À l'été 1996, le conflit s'achève par la victoire militaire des indépendantistes tchétchènes sur l'armée russe, qui se retire momentanément du pays.

Le président Aslan Maskhadov, élu en 1997, ne parvient pas à ramener la stabilité dans un pays détruit par la guerre et gangrené par les mafias qu'elle a nourries et doit composer avec la montée des radicaux islamistes.

Les enlèvements de cadres d'entreprises, travailleurs humanitaires et journalistes internationaux se multiplient, contribuant à déstabiliser le Caucase du Nord et à décourager la présence d'étrangers.

En août 1999, un groupe de rebelles radicaux tchétchènes mène une incursion armée au Daguestan. Plusieurs attentats à la bombe, qui font des centaines de victimes à Moscou, leur sont également attribués.

Les forces russes interviennent alors de nouveau en Tchétchénie pour mener ce que Moscou qualifie cette fois d'« opération antiterroriste ». Après la période de bombardements intensifs qui anéantit villes et villages et pousse plus de 200 000 Tchétchènes à se réfugier dans les républiques voisines s'instaure une phase qualifiée de « normalisation » par les autorités fédérales. Elle se caractérise par l'imposition de la terreur qui fait disparaître des milliers de civils dans les opérations de nettoyage et les camps de torture. De son côté, une partie de la résistance tchétchène se radicalise, débordant le président Maskhadov, dont la légitimité n'est plus reconnue par Moscou. Les rebelles multiplient les attentats contre les représentants du pouvoir fédéral et l'administration tchétchène prorusse que le Kremlin met en place.

Dès la fin de l'année 2000, les autorités fédérales commencent à faire pression sur les réfugiés tchétchènes dans les républiques voisines pour les obliger à rentrer en Tchétchénie afin de montrer aux États et aux institutions internationales que la situa-

tion y est en voie de normalisation. En réalité, les conditions de vie et de sécurité dans ce pays en ruine sont catastrophiques. Les secours qui parviennent à la population tchétchène sont dérisoires en raison du climat de terreur qui compromet les actions des organisations internationales et des détournements massifs entretenus par une administration et des forces armées corrompues.

En mai 2002, un accord de rapatriement en 20 points signé par les autorités ingouches et le gouvernement fédéral formalise le démantèlement par la force des camps de réfugiés tchétchènes et le retour de ceux-ci dans leur pays dévasté.

QUE FAIT ET VOIT MSF ?

Pendant la première guerre, les équipes de Médecins Sans Frontières s'efforcent de franchir les obstacles posés par les forces russes et de porter secours aux populations civiles sur le territoire tchétchène et dans les républiques voisines. Elles approvisionnent les hôpitaux en médicaments et matériel médical, opèrent les blessés, négocient et obtiennent parfois l'évacuation des patients lors des opérations de pilonnage des villages.

En avril 1996, une administratrice expatriée de la section belge est enlevée et retenue en otage pendant plusieurs semaines. Puis une succession de menaces, d'autres tentatives d'enlèvements, d'attaques à main armée, de cambriolages des locaux de l'organisation et le meurtre de six employés du CICR, en décembre 1996, amène MSF à fermer progressivement ses programmes. En juillet 1997, l'administrateur de la section française est enlevé en Ingouchie. En octobre, il s'évade et MSF quitte le Caucase du Nord.

À l'automne 1999, lorsque les hostilités reprennent en Tchétchénie, les sections opérationnelles de MSF éprouvent réticences et difficultés à intervenir dans ce contexte de guerre totale et d'insécurité majeure pour les volontaires expatriés.

Courant 2000, les différentes sections lancent progressivement des activités de soutien aux réfugiés dans les républiques voisines de Géorgie, d'Ingouchie et du Daguestan. Les opérations en Tchétchénie sont mises en œuvre en grande partie par du personnel local, formé et supervisé à distance par des équipes d'expatriés basées à Moscou et à Nazran, qui se rendent ponctuellement sur le terrain. Cette prudence se renforce après la prise en otage en Tchétchénie, en janvier 2001, pendant trois semaines, du coordinateur de MSF Hollande, qui avait réussi, avec l'aide d'une solide équipe locale, à établir un système d'approvisionnement des hôpitaux de Tchétchénie en médicaments et matériel médical.

En Ingouchie, les efforts des équipes MSF pour améliorer concrètement les conditions de vie des réfugiés se heurtent à la volonté des autorités de maintenir ces derniers dans la précarité pour les pousser à rentrer en Tchétchénie.

À l'été 2002, alertes, menaces, tentatives et incidents d'enlèvement se multiplient dans le Caucase du Nord. Le 12 août 2002, le coordinateur de MSF Suisse, de nationalité néerlandaise, est enlevé au Daguestan. Pendant ses dix-huit mois de captivité, au-delà du drame lui-même, la dégradation des relations de MSF avec sa famille et les autorités néerlandaises comme celle du climat entre les sections MSF impliquées dans la résolution de l'affaire fragilisent le fonctionnement interne et la position de l'organisation en Fédération de Russie. Des opérations continuent toutefois à être menées par le personnel national en Ingouchie et en Tchétchénie.

Pendant toute cette période de présence sur le territoire de la Fédération de Russie, MSF fait de manière récurrente l'objet de rumeurs lancées et entretenues par des représentants de l'armée ou de l'administration et relayées par les médias russes, qui accusent ses équipes d'activités d'espionnage et de soutien aux rebelles tchétchènes.

Au total, la stratégie d'intimidation et de terreur des autorités russes dans le Caucase du Nord impacte les travailleurs humanitaires comme les populations auxquelles ils portent secours.

QUE DIT MSF ?

Pendant la première guerre, communiqués et témoignages de volontaires dans la presse internationale décrivent la violence dont font preuve les forces russes à l'égard des civils dans leur conduite de la guerre et les entraves posées aux organisations de secours.

En mai 1995, le bombardement massif de Chatoï et l'évacuation forcée de l'équipe MSF et de ses patients font l'objet d'une communication publique et d'un rapport dénonçant le non-respect du droit humanitaire par les forces russes.

En avril 1996, après le pilonnage de plusieurs villes du sud de la Tchétchénie, renforcé d'une interdiction d'accès aux organismes de secours, MSF tient une conférence de presse internationale à Moscou et diffuse un rapport documentant, à partir de récits de survivants et de volontaires, le ciblage des civils par les forces russes. L'enlèvement d'une administratrice de la section belge quelques jours après cette conférence de presse incite certains à envisager un lien de cause à effet entre les deux événements.

De juillet à octobre 1997, pendant un nouvel enlèvement, concernant cette fois-ci l'administrateur de la section française en Ingouchie, MSF choisit de ne communiquer qu'avec les journalistes susceptibles de lui apporter des informations. En octobre, après l'évasion rocambolesque de l'otage, MSF organise une conférence de presse au cours de laquelle ce dernier décrit les conditions bien réelles de cette évasion, qui suscitait de prime abord une certaine incrédulité.

À la reprise des hostilités à l'automne 1999, malgré un déploiement opérationnel limité, MSF se lance dans la dénonciation publique de la conduite de la guerre par les forces russes. En novembre, elle demande la réouverture immédiate de la frontière entre la Tchétchénie et la Géorgie et le respect du droit de fuite des civils tchétchènes. En décembre, en recevant le prix Nobel de la paix à Oslo, ses représentants lancent un appel au cessez-le-feu à Grozny, la capitale tchétchène, qui est sous le coup d'un ultimatum d'évacuation et de destruction totale par les forces russes. Début 2000, un rapport composé de récits de réfugiés tchétchènes en Géorgie est diffusé à la presse internationale et MSF qualifie de « guerre » ce que les autorités russes continuent à présenter comme une opération antiterroriste.

Au sein de MSF, certains questionnent la validité des récits de réfugiés qu'ils qualifient « de seconde main ». D'autres considèrent que la qualification de situation de guerre n'apporte rien et que de toute façon ce n'est pas à MSF de la porter.

Pendant l'année 2000, au cours de ses activités dans les structures de santé tchétones, le personnel national de la section hollandaise collecte des récits sur les exactions des forces russes contre les civils. À l'automne 2000, ces récits servent de base à une campagne de communication en Europe. En janvier 2001, le coordinateur de la section hollandaise, qui s'est beaucoup exprimé lors de cette campagne mais aussi dans les médias russes, est pris en otage pendant trois semaines. Là encore, un rapprochement entre ces deux événements est évoqué par certains, même si l'identité de ses ravisseurs contredit finalement cette hypothèse.

En janvier 2002, MSF lance une campagne de communication dénonçant les pressions exercées pour forcer les réfugiés tchétones en Ingouchie au rapatriement. Le temps d'une conférence de presse à Paris, elle s'associe à Sergueï Kovaliov, ancien dissident, député de la douma et militant des droits de l'homme. Cette campagne se prolonge au printemps et à l'été 2002, contre le plan de rapatriement en 20 étapes établi par les autorités russes et ingouches.

Dans les premiers mois qui suivent l'enlèvement, en août 2002, du coordinateur de MSF Suisse au Daguestan, la communication de l'organisation sur la région se limite à demander la libération de son volontaire. Ainsi, en octobre 2002, elle s'abstient de toute communication publique sur la situation sanitaire désastreuse dont son équipe est témoin dans un hôpital moscovite, après un assaut au gaz mené par les forces russes pour libérer près de 800 personnes, prises en otage par des rebelles tchétones dans le théâtre de la Doubrovka.

À partir de janvier 2003, confronté à l'absence d'informations sur le sort de son volontaire, MSF décide de changer de stratégie et de donner plus de visibilité à l'enlèvement dans les médias: lancement d'une pétition mondiale demandant la libération de l'otage; communiqués de presse marquant les dates-anniversaires ou l'obtention de preuves de vie; conférences de presse avec la famille et des représentants des autorités néerlandaises, etc.

En mars 2003, malgré la prudence requise par la poursuite de l'enlèvement, MSF dénonce publiquement la destruction des logements que ses équipes ont construits pour les réfugiés tchétones en Ingouchie. En mai, elle donne une conférence de presse à Moscou et publie un rapport fondé sur une enquête auprès des réfugiés, qui montre que plus de 90 % d'entre eux refusent de rentrer en Tchétchénie, essentiellement pour des raisons de sécurité.

Courant 2003, dans ses communiqués et les déclarations à la presse de certains de ses responsables, l'organisation met en avant le manque d'implication des autorités russes dans l'enquête et les efforts pour obtenir la libération de l'otage, alors que ce dernier a été enlevé sur leur territoire.

À partir de mars 2004, sur la base d'éléments obtenus auprès d'enquêteurs privés et d'un journaliste d'un hebdomadaire russe indépendant, une stratégie plus offensive est lancée qui accuse des membres des Parlements russe et daguestanais et pointe l'implication des services spéciaux russes. Cette ligne de communication fait l'objet de graves désaccords entre MSF et la famille de l'otage ainsi que les responsables du

gouvernement néerlandais, qui considèrent que la mise en cause des autorités et des services russes ne peut qu'être nuisible à une libération.

Elle crée aussi de lourdes tensions au sein du mouvement. Certains pensent que MSF, ne pouvant avancer aucune preuve concrète pour étayer ces accusations, devrait s'abstenir de les mettre en avant. De plus, la section néerlandaise rencontre de sérieuses difficultés à se positionner à contre-courant d'une opinion publique nationale qui soutient la ligne de prudence diplomatique de son gouvernement. L'otage est finalement libéré le 11 avril 2004.

Pendant toute cette période, MSF accompagne toutes ses prises de parole publiques, sur la situation en Tchétchénie, le sort des réfugiés et l'enlèvement de volontaires, de rencontres diplomatiques régulières, destinées à sensibiliser les responsables politiques susceptibles d'avoir une influence sur les acteurs au conflit. Ainsi, toutes les occasions de visites d'officiels russes dans des États européens ou nord-américains et de sommets internationaux incluant la Fédération de Russie sont saisies pour interpellier publiquement les uns et les autres. À trois reprises, en janvier et en novembre 2000 puis en janvier 2002, MSF est auditionnée par le Conseil de l'Europe sur la situation en Tchétchénie et sur le sort des réfugiés. En avril 2002, ses représentants sont entendus par la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Chacune de ces auditions fait l'objet d'une communication publique de la part de l'organisation.

QUESTIONNEMENTS ET DILEMMES

Tout au long de cette période, les positionnements opérationnels et l'expression de MSF dans l'espace public suscitent toute une série de questionnements et de dilemmes qui donnent lieu à réflexions, débats et controverses au sein de l'organisation et avec ses partenaires extérieurs :

- ▶ La prise de parole publique est-elle un moyen d'action pertinent ?
 - Face à la Russie, superpuissance possédant un veto au Conseil de sécurité de l'ONU et une tradition de contrôle propagandiste de l'espace public héritée d'un passé qui ignorait largement la liberté d'expression :
 - est-il réaliste de miser sur la sensibilisation des autres États membres de l'ONU, via leurs opinions publiques ?
 - faut-il ignorer les accusations d'espionnage régulièrement émises contre MSF dans les médias russes, ou y répondre ?
- ▶ Dans un contexte de terreur, face à un régime qui nie la réalité de la guerre :
 - en quoi est-il utile que cette situation soit qualifiée de « *guerre* » ?
 - est-ce le rôle de MSF de plaider pour cette qualification ?
- ▶ Compte tenu des risques d'agressions et d'enlèvements encourus par le personnel dans le Caucase du Nord, peut-on justifier la faible présence opérationnelle de MSF par la nécessité d'alimenter une prise de parole publique dénonçant les persécutions contre la population tchétchène ?
- ▶ Les prises de parole publiques sur le Caucase du Nord doivent-elles être modérées pour ne pas compromettre les activités de MSF dans les autres régions de la Fédération de Russie ?

- ▶ Existe-t-il – comme la succession des événements pourrait le laisser penser – un lien de cause à effet entre les prises de parole publique de MSF et les incidents de sécurité contre son personnel ? Faut-il tenir compte de cette éventualité dans les décisions de prise de parole publique, et comment ?
- ▶ Lorsqu'un membre du personnel de MSF est pris en otage :
 - faut-il s'exprimer dans les médias pour lui donner une visibilité qui le protégerait, ou au contraire rester le plus discret possible pour éviter d'accroître sa « valeur marchande » ?

Pour citer ce contenu :

Laurence Binet, « Crimes de guerre et politiques de terreur en Tchétchénie 1994-2004 », Études de cas sur les prises de parole publiques de MSF, juin 2010.

<https://www.msf.org/fr/speakingout/crimes-de-guerre-et-politiques-de-terreur-en-tchetchenie-1994-2004>

NOTA BENE

Pour des raisons de sécurité, les noms des membres du personnel de MSF recrutés dans le Caucase du Nord qui s'expriment ou sont cités dans ce document ont été réduits à une lettre de l'alphabet, qui ne correspond pas à leurs initiales ou indiqué par [...].

D'autre part, cette étude de cas n'évoque l'affaire de l'enlèvement d'Arjan Erkel et de sa résolution que dans sa dimension liée aux prises de parole publiques de MSF et aux dilemmes posés. On n'y trouvera donc aucun élément concernant le détail de cette affaire ni le contenu des enquêtes. On n'en trouvera pas non plus sur le procès intenté à MSF par les autorités néerlandaises à la suite de la libération d'Arjan Erkel.

CRIMES DE GUERRE ET POLITIQUES DE TERREUR EN TCHÉTCHÉNIE

1994-2004

En 1859, après un siècle de résistance à la colonisation, la Tchétchénie est annexée par la Russie. En 1921, elle est intégrée à l'Union soviétique puis, en 1936, associée à l'Ingouchie, au sein de la République autonome tchétchéno-ingouche. En 1944, cette dernière est abolie par Staline qui accuse les Tchétchènes de collaboration avec les nazis, et ordonne leur déportation en masse vers l'Asie centrale. Les conditions inhumaines de déportation et de survie dans ces régions désertiques déciment une grande partie de cette population. En 1957, les survivants sont politiquement réhabilités et rentrent dans leur pays, où ils cohabitent avec les Russes et les Ukrainiens qui s'y sont installés entre-temps. La République tchétchéno-ingouche est rétablie.

En 1990, Boris Eltsine, le président de la Fédération de Russie, propose aux petits États de l'ex-Union soviétique de « prendre autant d'indépendance qu'ils peuvent en avaler ». Le 1^{er} novembre 1991, Djokhar Doudaïev, le président élu de Tchétchénie, le prend au mot et proclame l'indépendance de son pays. Le 8 novembre, le gouvernement russe déclare cette auto-proclamation illégale et envoie des troupes, puis les retire rapidement à la demande de son Parlement. En décembre 1991, à la suite d'un référendum, l'Ingouchie se sépare de la Tchétchénie.

En janvier 1992, Djokhar Doudaïev refuse de signer le traité d'adhésion à la Fédération de Russie. Le 12 mars, il fait adopter une Constitution tchétchène. La Russie instaure alors un blocus économique.

En juin 1993, Djokhar Doudaïev dissout le Parlement tchétchène, resté acquis à l'opposition intérieure prorusse, et s'attribue les pleins pouvoirs. Le 14 janvier 1994, il rebaptise la Tchétchénie « république tchétchène d'Itchkérie ».

Pendant l'été 1994, l'opposition intérieure qui intensifie son action et crée un Conseil provisoire suprême voit ses troupes, formées et soutenues par Moscou, régulièrement défaites par celles de la république indépendante.

Le 1^{er} septembre, après une tentative de renversement de son régime par les services de sécurité de la Fédération de Russie, le président Doudaïev déclare l'état d'urgence. En octobre, des combats ont lieu jusque dans les faubourgs de Grozny, la capitale. Le 26 novembre, après plusieurs assauts, les forces de l'opposition sont provisoirement repoussées.

À cette date, une équipe de MSF France basée à Piatigorsk, une ville du sud de la Russie à la frontière du Caucase, mène en Ingouchie un programme de soutien aux réfugiés ingouches chassés de la région du Prigorodny, en Ossétie du Nord¹, et approvisionne quatre hôpitaux de Grozny en matériel médical et en médicaments. À l'été 1994, elle est intervenue sur une épidémie de choléra dans les villes tchéchènes de Kourtchaloï, Goudermes et Grozny.

De son côté, MSF Belgique travaille depuis plusieurs années dans les républiques voisines d'Arménie et d'Azerbaïdjan.

Le 11 décembre 1994, 25 000 soldats russes entrent en Tchétchénie avec pour mission de « désarmer les parties au conflit ». Le 20 décembre, les premières bombes russes tombent sur Grozny. Puis le centre-ville est bombardé. La grande majorité des 350 000 habitants prend la fuite.



« Tchétchénie : alors que les blindés de Moscou assiègent la capitale de la république sécessionniste – un pari risqué de Boris Eltsine » Sophie Shihab, **Le Monde** (France), 13 décembre 1994 (en français).

Extrait :

Le bulletin de l'agence ITAR-Tass annonçant que « des troupes russes sont entrées en territoire tchéchène » est tombé un dimanche matin, veille d'un jour férié, alors que le président Boris Eltsine s'est fait porter pâle [...]. Les bulletins télévisés montrent déjà des scènes de guerre ; l'avancée d'une armada de chars, des hélicoptères tirant sur un village, des blindés en feu, un train transportant des chars arrêté devant des rails démontés. Cette résistance, a priori désespérée au vu du rapport des forces, s'est déroulée avant même l'entrée des colonnes en Tchétchénie proprement dite, dans la microscopique république voisine d'Ingouchie. Ses 300 000 habitants, membres du même peuple « Vainakh » que les Tchétchènes, étaient pourtant réputés acquis à la cause de la coopération avec Moscou, acceptant, eux, de faire partie de la Fédération de Russie. Depuis des mois, les médias russes ont distillé une information biaisée, présentant la petite république tchéchène qui avait déclaré son indépendance il y a trois ans comme un foyer de terrorisme international et d'islamisme militant, où la population russe est persécutée. Les médias soulignaient l'émergence d'une opposition locale, qui dénonçait « la dictature » instaurée par le président tchéchène, Djokhar Doudaïev. Cette opposition existe bel et bien, mais le soutien financier, politique et militaire du Kremlin a fini par la discréditer aux yeux de la majorité des Tchétchènes. [...]

L'irruption des chars russes dans cette enclave irrédentiste de la Russie n'a pas eu lieu, comme en Afghanistan, en réponse aux « appels réitérés à l'aide d'un régime ami », mais le mécanisme reste le même. Le chef du « Conseil provisoire » tchéchène, armé par Moscou, a accueilli avec jubilation les troupes russes dans la portion de la Tchétchénie qu'il contrôle. Alors qu'officiellement les troupes russes sont venues « désarmer les parties en conflit en Tchétchénie », le Conseil provisoire a annoncé que ses hommes participaient à l'opération. Ces contradictions sont reflétées dans les premiers bulletins de l'agence ITAR-Tass. Ces « cafouillages » dans l'exécution du plan moscovite n'auraient pas eu lieu il y a quinze ans. La censure instaurée sur la crise tchéchène, par le canal d'un « centre d'information provisoire » du gouvernement russe, reste peu efficace.

1. Le Prigorodny est un district de la république d'Ossétie du Nord qui est peuplé d'Ingouches. En octobre et novembre 1992, un conflit opposant ces derniers à des forces paramilitaires ossètes a entraîné la mort de 600 civils et l'expulsion de 60 000 vers l'Ingouchie.

Les grands titres de la presse libérale russe ont mis en garde, depuis deux semaines, contre la vanité de toute « solution » militaire d'un problème de minorité, dans une région aussi instable que le Caucase. Ils ont dénoncé les mensonges du Kremlin sur sa responsabilité dans les troubles qui ont précédé l'opération de dimanche. Les médias ont aussi tiré la sonnette d'alarme sur les menaces que ferait peser une aventure militaire en Tchétchénie sur l'avenir de la démocratie en Russie.

Les équipes de MSF Belgique et MSF France se portent au secours des blessés et des déplacés sur le territoire tchétchène et dans les républiques voisines d'Ingouchie, du Daguestan et d'Ossétie du Nord. Elles approvisionnent en matériel médical et médicaments les structures hospitalières de Grozny et de plusieurs autres villes. Le 20 décembre, MSF Belgique annonce dans un communiqué de presse le début de son opération de secours aux victimes tchétchènes, à partir du Daguestan. V1 



« MSF entame une opération de secours en faveur des victimes tchétchènes »
Communiqué de presse de MSF Belgique, 20 décembre 1994 (en français).

Extrait :

Une mission exploratoire effectuée la semaine dernière a constaté l'arrivée de nombreux réfugiés au Daguestan, région frontalière de la Tchétchénie. Actuellement, nous estimons leur nombre à 8 000 personnes. Le responsable de la cellule d'urgence de Médecins Sans Frontières s'est immédiatement rendu sur place via Bakou, afin de mener une opération de secours en faveur de ces réfugiés.

L'équipe de MSF à Bakou prépare un premier convoi de matériel médico-chirurgical et sanitaire qui pourra atteindre la ville de Khassaviourt, au Daguestan, à la fin de cette semaine-ci, via la seule route donnant accès à la région frontalière. De nombreux *check-points* ont été érigés sur cette route par les forces russes.

Nous attendons actuellement les autorisations nous permettant de passer la frontière tchétchène dans les heures et jours à venir afin de pouvoir venir en aide aux blessés. MSF prépare un cargo contenant des abris et du matériel supplémentaire, qui sera envoyé sur Bakou en Azerbaïdjan.



Cela a commencé le 11 décembre 1994. On n'avait aucune connaissance de la Tchétchénie. On n'y était jamais allés, on ne connaissait pas la région. La guerre s'est déclenchée et l'intervention de MSF Belgique a été lancée à partir de l'Azerbaïdjan, car c'était l'équipe géographiquement la plus proche de la Tchétchénie. À partir de Bakou, ils sont montés par la frontière, mais ils n'ont jamais réussi à sortir de l'Azerbaïdjan. J'étais chef de mission à Moscou. Il y avait des projets pour les sans-abris, et on faisait des explorations pour ce qui allait devenir par la suite les projets tuberculose dans les prisons. Rien à voir avec le Caucase. J'avais déjà travaillé dans les zones de guerre, notamment au Rwanda en 1994, et le directeur des opérations nous a appelés en disant que cela faisait vingt jours que la guerre était commencée et que la mission belge n'intervenait toujours pas sur cette crise, et que donc nous devions descendre. On a reçu des instructions pour s'y rendre en avion avec les équipes du ministère des Urgences russe et arriver dans un aéroport militaire. On aurait été accueillis par les troupes du ministère de l'Intérieur, qui à l'époque avaient une très mauvaise réputation même à l'intérieur de la Russie. J'ai refusé. J'ai eu une longue discussion avec mon responsable de programme qui m'a dit que soit j'y allais, soit je rentrais à Bruxelles. J'ai dit d'ac-

cord. On a chargé les voitures et on est partis le lendemain, le 31 décembre, en disant qu'on avait raté l'avion... C'était une semaine de fêtes en Russie où tout est fermé et tout le monde dort la journée et boit le soir. On n'a même pas pris des voitures MSF mais des voitures russes. On est tombés en panne à plusieurs reprises. On s'est arrêtés dans des villes où les gens utilisaient encore des tickets de rationnement. Même les membres de notre personnel ne savaient pas que cela existait encore. On a parcouru environ 2 500 kilomètres en cinq jours. Le plan initial était d'entrer par le Daguestan, où MSF n'avait jamais mis les pieds. On est allés à Makhatchkala. On n'avait aucun contact avec des Tchétchènes. Il nous a semblé, d'après ce que nous disaient nos chauffeurs russes – qui réparaient les véhicules pendant la journée pour qu'on puisse les conduire la nuit –, qu'aux postes-frontières les officiels étaient au courant de notre passage. Mais c'était peut-être de la paranoïa à la russe. On a passé une journée à Makhatchkala, puis on est arrivés à la ville située juste avant la frontière, sans autorisation ni papiers. On a rencontré quelques réfugiés tchétchènes auxquels on a demandé ce qui se passait à l'intérieur du pays. On a attendu qu'il y ait une couverture nuageuse importante, parce que c'était à ce moment-là que les Russes bombardaient moins, et on est entrés en Tchétchénie sans moyen de communication. On a juste appelé Moscou avant pour dire qu'on allait entrer en Tchétchénie. C'était une mission « urbaine », on avait juste un peu de matériel dans le véhicule, mais très peu. Les chauffeurs russes ont refusé d'entrer – ce que je pouvais comprendre. Seule une interprète très courageuse, car elle avait un accent de Moscou, a accepté de venir. On est allé à Argoun, et ensuite au Sud, du côté de Novye-Atagui, et on a sillonné les routes. On a établi le contact avec les rebelles assez rapidement sur le terrain, dans les villages et les hôpitaux, où on tombait parfois sur des réunions... On a fait des donations de matériel et de médicaments et on a commencé à se présenter et à se renseigner sur la situation. Ils ne s'attendaient pas à nous voir, ils n'avaient vu personne d'autre et on n'était pas annoncés. A posteriori, je note qu'on n'était pas très bien préparés. On n'avait aucune connaissance du contexte tchétchène, de la tradition de kidnapping, qu'on a découverte par la suite. On avait sous-estimé l'intensité et la nature des bombardements. On n'avait aucune garantie de sécurité. Notre groupe était composé de trois membres de MSF Belgique et de l'interprète russe. On a fait ensuite des allers-retours à l'intérieur de la Tchétchénie pendant deux ou trois jours. Chaque fois, il fallait négocier avec les troupes du ministère de l'Intérieur. On a dit à Bruxelles qu'il fallait nous remplacer assez vite, car on devait remonter sur Moscou. On a essayé d'avancer sur la route de Grozny, mais on a dû faire demi-tour à cause des bombardements. C'est William qui a pris le relais pour aller à Grozny.

Christopher Stokes, MSF Belgique, coordinateur à Moscou de 1994 à 1996 (en français).



Je suis parti avec un charter de Belgique jusqu'à Stavropol, où j'étais attendu par l'équipe de Moscou. On est descendus vers le Daguestan en camion pour arriver à Makhatchkala, la capitale. Ensuite, on a commencé à explorer autour de la frontière et on a décidé de faire de la distribution de matériel chirurgical dans deux ou trois hôpitaux. On a décidé d'ouvrir une base à Khassaviourt, près de la frontière tchétchène, et on a commencé par un centre de santé. On a fait des consultations médicales. Cela marchait plus ou moins. Mais c'était surtout pour avoir le contact avec les Tchétchènes.

William Claus, MSF Belgique, coordinateur d'urgence de 1994 à 1996 (en français).

Le 19 janvier 1995, après des semaines de pilonnage intensif de Grozny, les forces russes prennent le palais présidentiel.

Pendant le mois de janvier, tandis que leurs volontaires témoignent dans la presse européenne, les sections belge et française de MSF alignent les communiqués de presse décrivant les bombardements des civils, en particulier le pilonnage du marché et de l'hôpital de Chali, la destruction des structures de santé et les efforts des équipes pour porter secours aux victimes. [V2](#)



Communiqué de presse de Médecins Sans Frontières – Caucase du Nord – MSF France, 2 janvier 1995 (en français).

Extrait:

Une équipe de Médecins Sans Frontières doit de nouveau approvisionner les structures de soins de Grozny – en Tchétchénie – et de sa périphérie, cette semaine. L'équipe est déjà entrée à plusieurs reprises dans la capitale tchétchène et a distribué des médicaments et du matériel médical aux hôpitaux ainsi qu'à des structures situées au sud et à l'ouest de la ville, où se rendent de nombreux déplacés. De l'avis des personnes sur place, les blessés ne restent pas dans les hôpitaux et, une fois soignés, se retirent hors de la ville.

Des volontaires de Médecins Sans Frontières travaillent également dans les républiques voisines de la Tchétchénie où se sont réfugiés des civils fuyant les combats. On estime ainsi à 100 000 le nombre de personnes qui se sont réfugiées en Ingouchie et à 20 000 les réfugiés au Daguestan. Pour l'instant, la majorité d'entre eux est installée dans des familles. Les équipes ont commencé des distributions de couvertures, de jerricans et ont accru leur appui aux structures médicales d'urgence.

L'ensemble des structures de santé de la région, déjà affaiblies, fait difficilement face à l'accroissement des besoins dus aux flux de nouveaux arrivants. Les centres de soins manquent de médicaments et de matériel.



« Tchétchénie : de nombreux civils tués et un hôpital bombardé » Communiqué de presse de MSF France, 6 janvier 1995 (en français).

Extrait:

L'équipe de Médecins Sans Frontières, de retour de la ville de Chali (20 kilomètres au sud de Grozny), a rapporté aujourd'hui que les bombardements indiscriminés avaient fait de nombreuses victimes civiles. Mercredi, le marché et l'hôpital de la ville ont subi des bombardements aériens. La maternité et le service pédiatrique ont été détruits. 30 personnes ont été tuées et 150 blessées ce jour-là. Les conditions de prise en charge des victimes sont très difficiles : l'hôpital, qui a reçu 350 blessés depuis le début du conflit, est privé d'eau, d'électricité et de chauffage. Le personnel médical doit aller s'approvisionner dans la rivière la plus proche. Les stocks de médicaments s'épuisent, le matériel chirurgical, les désinfectants, le savon et les couvertures viennent à manquer. Par ailleurs, dans la crainte des attaques aériennes, la plupart des victimes ne gagnent pas ces structures médicales.

Médecins Sans Frontières demande que les civils et les hôpitaux soient épargnés par les bombardements, conformément aux règles du droit humanitaire.



« Secours en faveur des victimes du conflit tchéchène » **Communiqué de presse** de MSF Belgique, 12 janvier 1995 (en français).

Extrait:

24 tonnes de médicaments, de matériel médico-chirurgical, sanitaire et logistique en faveur des victimes du conflit tchéchène arriveront incessamment à Makhatchkala, base arrière de l'équipe MSF. Ce matériel servira à approvisionner les structures médicales en Tchétchénie et au Daguestan.

Ces derniers jours, l'équipe de MSF présente dans la région a visité plusieurs villes du sud de la Tchétchénie afin d'évaluer les besoins et de préparer l'acheminement des secours en provenance de Bruxelles et Vilnius. Elle a pu constater que les nombreux blessés dus aux bombardements intenses évitaient les hôpitaux et se retranchaient dans les abris souterrains. Plusieurs de ces hôpitaux ont dû être évacués. L'hôpital de Chali, à 20 kilomètres au sud de Grozny, a rouvert ses portes aujourd'hui. Un bon nombre de blessés graves sont transférés vers l'hôpital de Khassaviourt, à la frontière du Daguestan. Pendant la seule journée d'hier, notre équipe a vu arriver 40 blessés et ceci en dépit du manque de moyens de transport. Une autre équipe de quatre personnes a quitté Bruxelles ce mardi par voie routière afin de renforcer notre action dans la région. Celle-ci consistera non seulement en l'approvisionnement des structures, mais également en un soutien au personnel médical présent.



« Afflux de blessés dans les hôpitaux – MSF équipe les points d'urgence » **Communiqué de presse** de MSF Belgique, 17 janvier 1995 (en français).

Extrait:

Une équipe de MSF a effectué, durant toute la journée d'hier, des distributions de matériel médico-chirurgical et de médicaments de base aux alentours de Grozny. L'équipe de MSF, opérationnelle depuis le Daguestan, compte huit expatriés. Elle poursuit actuellement son action d'évaluation, de soutien au personnel local et de distribution du matériel arrivé sur place la semaine dernière en provenance de Bruxelles et Vilnius.

William Claus, coordinateur de la mission de MSF en Tchétchénie, nous a confirmé hier soir la poursuite des bombardements sur Grozny et sur la partie sud-est de la république. L'hôpital d'Argoun, à une dizaine de kilomètres de Grozny, a subi une attaque de roquettes il y a quelques jours, détruisant le service de pédiatrie et empêchant toute activité. MSF envisage un soutien au personnel local afin que ce point d'urgence crucial pour l'accueil des blessés soit à nouveau rapidement fonctionnel.

Plus à l'est, l'hôpital de Goudermes ainsi que l'hôpital de fortune installé dans l'école de Tsotsin-lourt sont débordés de blessés.

À Khassaviourt, ville daguestanaise sur la frontière tchéchène, on opère en moyenne une trentaine de blessés par jour.

Notre équipe estime le nombre de réfugiés à 40 000 pour la seule ville de Khassaviourt et à 80 000 pour l'ensemble du territoire daguestanais.



« Les Russes empêchent l'évacuation des blessés » **Le Parisien** (France), 21 janvier 1995 (en français).

Extrait :

Volontaire de Médecins Sans Frontières depuis 1986, Élisabeth Szumilin (39 ans) est conseillère médicale de l'organisation pour tous les pays de l'ex-URSS et sillonne le Caucase depuis mai dernier. Rentrée il y a une semaine de Tchétchénie, elle témoigne de l'horreur des combats et des bombardements aveugles, qui ne l'empêcheront pas cependant d'y repartir dès lundi pour une nouvelle mission.

« À Chali, une ville du Sud où affluent des milliers de réfugiés fuyant la capitale et que nous tentons d'approvisionner, j'ai vu le marché du centre-ville délibérément visé par l'aviation russe », confie-t-elle en accusant les Russes de mener une véritable « politique de terreur » à l'encontre de la population tchétchène.

En arrivant sur Grozny, ajoute-t-elle, deux énormes cratères de bombe remplaçaient, là encore, des marchés traditionnellement installés aux carrefours des routes importantes. Tous les hôpitaux de la ville ont été détruits car devenus des cibles comme les autres. »

« Seules les zones tenues par l'opposition au président Doudaïev, alliée et armée depuis longtemps par Moscou, au nord-ouest de Grozny, observe-t-elle, sont épargnées par l'aviation russe qui, comme en Afghanistan, pratique la politique de la terre brûlée dans tout le reste du pays. »

[...] Et le Dr Élisabeth Szumilin de s'indigner : « Les Russes ne respectent plus rien, ni les conventions de Genève, ni les blessés dont ils empêchent systématiquement l'évacuation. Ils évacuent leurs propres victimes sur le Q.G. de Mozdok, en Ossétie du Nord, mais ils veulent que les Tchétchènes crèvent sur place. C'est de la barbarie. »

« Nous essayons, quant à nous, de monter des postes de secours mobiles pour évacuer le maximum de blessés vers l'arrière, mais c'est très dur de travailler là-bas, car bien souvent il n'y a plus ni eau ni électricité », explique-t-elle.

Et de conclure : « Une chose est sûre, les Tchétchènes ne vont pas déposer les armes, mais continuer à harceler les soldats russes dans les montagnes. Tant qu'il y aura un Tchétchène debout, la guerre continuera et nous devons y faire face. »



« Le conflit en Tchétchénie s'éternise : MSF envoie 42 tonnes de matériel supplémentaire » **Communiqué de presse** de MSF Belgique, 9 février 1995 (en français).

Extrait:

Vu l'impasse actuelle du conflit tchétchène, MSF a décidé d'envoyer 42 tonnes de matériel supplémentaire afin de pouvoir poursuivre ses programmes actuels, notamment les soins de santé aux réfugiés et à la population locale, l'approvisionnement de structures médicales au Daguestan et en Tchétchénie, et la prise en charge médicale des blessés de guerre.

Dans la ville de Khassaviourt, 60 000 personnes ont trouvé refuge dans des familles, chez des amis ou dans des lieux publics. On estime à 100 le nombre de nouvelles arrivées par jour. À part l'approvisionnement de l'hôpital central qui accueille la plupart des blessés de guerre, MSF a érigé trois dispensaires à des endroits stratégiques de la ville et ce afin de faciliter l'accès aux soins pour la population réfugiée et locale.

En Tchétchénie même, notre équipe continue d'approvisionner les principales structures médicales dans toute la région sud-est de Grozny et vient de mettre en place une antenne chirurgicale à Vedenov, ville située à 60 kilomètres au sud de la capitale. Depuis

le début du conflit, le 11 décembre, Vedenov, qui se trouve être sur l'axe naturel d'évacuation vers le sud, a vu sa population doubler, passant de 35 000 à 70 000. Une équipe de huit expatriés MSF travaille depuis le 8 janvier dans le pays.

À la mi-février, les forces russes ont quasiment pris Grozny où il ne reste plus que 100 000 habitants, dont une majorité de civils russes, les Tchétchènes ayant fui vers le sud et dans les républiques voisines. La section française de MSF choisit de remettre en marche des structures médicales de l'ouest de la capitale et installe une équipe en soutien au personnel de l'hôpital de Kourtchaloï.



Sitrep MSF France, 16 février 1995 (en français).

Extrait :

L'armée russe et les indépendantistes tchétchènes ont convenu mercredi 15 d'un nouveau cessez-le-feu pour deux jours à partir de mercredi minuit. La trêve a essentiellement un but humanitaire et sanitaire : évacuer les morts et les blessés. La poursuite de combats acharnés a empêché de récupérer un grand nombre de cadavres et l'arrivée, ces derniers jours, d'un début de printemps précoce fait craindre l'apparition d'épidémies (AFP).

Depuis le départ des forces indépendantistes de Grozny, le front semble s'être stabilisé au sud de Grozny entre Goïty, Starye-Atagui et Argoun. Le nord-ouest de Grozny est accessible et relativement sûr, en revanche le centre et le sud de la ville sont la cible de tirs. La nuit, l'ensemble de la ville est sous la menace des snipers.

La frontière daguestanaise devient de plus en plus difficile à passer. Les Russes ne laissent plus sortir personne depuis plusieurs jours. Lundi, une voiture CICR a été refoulée.

[...] Sur Grozny :

Suite à l'évaluation de quatre structures médicales dans le nord-ouest de la ville, l'équipe envisage de remettre en marche deux structures hospitalières.

[...] Sur le Sud :

L'équipe s'installe à Kourtchaloï. Antoine (chirurgien) est sur Kourtchaloï et va faire une évaluation chirurgicale jusqu'à samedi ou dimanche.

De son côté, le 21 février 1995, la section belge annonce, dans un communiqué de presse repris par MSF International, avoir évacué 11 orphelins de Grozny vers Vedenov, où ses équipes opèrent dans l'hôpital. Elle annonce aussi le lancement d'un programme médical et sanitaire dans l'est de Grozny.

Les volontaires de MSF sont choqués par le niveau de destruction de la capitale, beaucoup plus important, selon eux, que celui qu'ils ont pu observer au cours d'autres guerres.



« Évacuation d'orphelins de Grozny » **Communiqué de presse** de MSF Belgique, 21 février 1995 (en français).

Extrait:

Lors d'une exploration de la ville de Grozny effectuée dimanche dernier, le coordinateur de la mission de Médecins Sans Frontières en Tchétchénie a découvert, dans la banlieue sud de la ville, 11 orphelins laissés à eux-mêmes avec une infirmière dans un vieux bâtiment.

Ces 11 orphelins, âgés de 7 à 11 ans, qui n'ont pas eu la chance de trouver une famille d'accueil comme 34 autres de leurs compagnons, sont évacués aujourd'hui, par notre équipe, en bus vers Vedenov – la base de MSF en Tchétchénie – où ils seront intégrés dans des familles.

Outre ces orphelins, le coordinateur a constaté qu'un grand nombre de vieillards étaient toujours présents dans les quartiers totalement rasés situés autour du palais présidentiel. Ils survivent dans des conditions déplorables, sont obligés de puiser l'eau de la rivière et de trouver les moyens de la [faire] bouillir avant de pouvoir la consommer. Ils manquent également de nourriture.

Sur le plan médical, les besoins sont tout aussi importants. L'hôpital central est complètement détruit et, bien que la Croix-Rouge locale ait installé quelques points médicaux, les médicaments nécessaires manquent pour pouvoir aider les gens. MSF entreprendra donc une action médicale et sanitaire dans la partie est de la capitale en faveur des populations toujours présentes et extrêmement vulnérables.



Avec William Claus, on est entrés dans Grozny au moment des derniers bombardements. On a pris contact avec les autorités sanitaires là-bas. Je me rappelle que la première réunion avec le ministère de la Santé s'est faite sous une table parce que le bombardement n'était pas encore terminé, et que des troupes russes circulaient autour de la ville, et il y avait toujours des tirs. J'avais été choqué par la violence du conflit yougoslave, et j'ai trouvé pire en Tchétchénie. Sans être clandestins, on était entrés par des voies un peu détournées pour arriver jusqu'à Vedenov, puis par tout un système de chemins cachés pour débarquer à Grozny. Je ne m'attendais pas à trouver une ville si importante (1 million d'habitants), et au fur et à mesure qu'on s'approchait du centre-ville, on voyait que tout était de plus en plus démolé. On est arrivés dans un centre quasiment rasé. Des militaires russes, portant des cagoules, la bannière avec une tête de mort, circulaient sur des chars. C'était une armée composée quasiment de délinquants et de groupes de choc. Cela tirait encore. Tout était rasé, à part quelques immeubles. Le palais présidentiel avait carrément fondu et cela donnait une drôle d'impression de voir ce béton rongé avec l'armature fondue. On se demandait où se trouvait la population. Elle était dans les caves des immeubles. On est donc allés dans les caves, en laissant la voiture, car il pouvait y avoir des mines. La population s'était organisée, avec des lits, des cuisines dans l'obscurité, une bougie par-ci, par-là. Lorsque les combats se calmaient, ils allaient chercher de la neige dehors, pour la faire fondre. Ils arrachaient le bois des bancs publics et de tout ce qu'ils pouvaient trouver afin de se chauffer et de faire bouillir la marmite. Je me rappelle avoir évacué pour la soigner une vieille dame mourante, qui souffrait de problèmes cardiaques et respiratoires.

Dr Alain Devaux, MSF Belgique, responsable de programme de 1994 à 1996 (en français).



C'était extrêmement compliqué d'entrer en Tchétchénie. On est arrivés à Piatigorsk, puis on est allés à Nazran. Et comme on ne pouvait pas accéder directement à Grozny par Samachki, on a suivi le nord de la Tchétchénie, en Fédération de Russie. On suivait l'espèce de chemin de fer sur lequel il y avait plein de tentes de réfugiés. On est arrivés à Khassaviourt (Daguestan). De là, on a trouvé une petite route pour pouvoir entrer en Tchétchénie par l'est. J'étais avec un médecin et une infirmière. Il y avait deux voitures bourrées de médicaments. On a retrouvé quelqu'un de MSF Belgique. Le premier endroit où on est arrivés est Kourtchaloï. On s'est installés dans une maison qu'on nous prêtait. On avait un chauffeur arménien et un chauffeur azéri, alors que c'était la guerre entre eux au Karabagh. On avait une interprète ouzbek... Je pense qu'on était la première équipe de MSF France à se rendre en Tchétchénie, mis à part celle qui était allée sur le choléra à l'été 1994. Donc on a commencé à tourner partout, à faire des donations à des hôpitaux. On avait des interprètes français, car les Russes refusaient d'aller en Tchétchénie. Je me souviens d'un passage de frontière un peu compliqué parce que les soldats voulaient qu'on leur donne des seringues. Puis on est allés à Grozny et on a identifié un hôpital et une maison pour qu'une équipe y travaille. Plus tard, quand je suis allée voir le sud de Kaboul, en Afghanistan, je me suis dit que Grozny c'était pire. 1,50 m de gravas. Des arbres calcinés. Le bâtiment du Parlement éclaté, encore en flammes. On avait trouvé un endroit où s'installer dans la banlieue nord, et on traversait la ville en passant des check-points russes. Il y avait les « méchants » et les « gentils » russes. Les militaires « gentils » nous demandaient des trucs contre les poux, la gale, parce que leurs conditions d'hygiène étaient effroyables. Les méchants, c'étaient des mercenaires, extrêmement bien payés, les kontraktniki. Ils faisaient vraiment peur. Les chiens qui traînaient en ville étaient gros et on pouvait se demander ce qu'ils avaient mangé. Un jour, en montant sur Chatoï, on s'est fait doubler par une voiture Mercedes qui s'est arrêtée. Les gars nous ont dit qu'ils ne voulaient pas de nos pansements ou de nos médicaments. Ce qu'ils voulaient, c'était qu'on aille parler à Chirac [le président de la République française] pour lui dire qu'il fallait mettre fin à cette guerre. Ce gars s'était donc arrêté sur la route pour nous dire cela. Et à plusieurs reprises des Tchétchènes m'ont transmis ce même message.

Dr Brigitte Vasset, MSF France, directrice des opérations de 1990 à 1998, coordinatrice d'urgence dans la vallée de la Pankissi (Géorgie) d'octobre 1999 à janvier 2000 (en français).

Les mouvements de ses équipes et leur accès au sud de la Tchétchénie étant entravés par les autorités russes, MSF France conjugue démarches diplomatiques et communiqués de presse pour dénoncer cette situation.



Lettre au chef de l'administration territoriale de la république de Tchétchénie, de Marie Davy, coordinatrice Caucase, et Brigitte Vasset, directrice des opérations, MSF France, 27 février 1995 (en français).

Extrait :

Depuis deux semaines, nos convois de médicaments et / ou matériel médical restent bloqués aux *check-points* militaires russes aux frontières entre le Daguestan et la Tchétchénie d'une part, et entre l'Ingouchie et la Tchétchénie d'autre part.

Nous avons tenté de convoier nous-mêmes des médicaments et du matériel médical à travers ces frontières, afin d'assurer leur livraison à destination, là où se trouvent nos

médecins et nos infirmières venus d'Europe. Ceux-ci travaillent actuellement dans deux hôpitaux situés dans le sud du territoire de la république de Tchétchénie.

En outre, une autre équipe doit commencer à travailler cette semaine dans la ville de Grozny. Elle sera prochainement rejointe par une deuxième équipe.

Lors de notre dernière rencontre avec le chef du Conseil provisoire de la république de Tchétchénie, M. Avtourkhanov, et avec le ministre de la Santé de la république de Tchétchénie, M. Sadave, ils nous ont donné leur accord et la promesse de soutenir notre action.

Les principes humanitaires, et en particulier le principe d'impartialité, nous font obligation d'aider toutes les populations en détresse.

Dans l'accomplissement de notre mission, nous sommes parfois contraints de prendre des risques. Nous en avons conscience et nous l'acceptons.

Si nous ne trouvons pas les moyens de respecter ces principes humanitaires, et en particulier d'accès à toutes les populations, nous nous heurterons à l'incompréhension de ceux qui en Europe soutiennent notre action.

C'est pourquoi nous vous prions instamment de faire en sorte que nous soyons délivrés les documents nécessaires au transport des médicaments et au passage de nos volontaires vers la république de Tchétchénie à travers les frontières entre le Daguestan et la Tchétchénie d'une part, et entre l'Ingouchie et la Tchétchénie d'autre part.



« Normalization » **The Mission**, journal interne satirique de MSF France, 3 mars 1995 (en français).

Extrait :

Ce matin à Saint Sabin s'est déroulé un petit déjeuner d'ambassadeurs autour de la Tchétchénie. On y a dénoncé les obstacles qui se dressent de plus en plus sur la route de l'assistance. Le représentant de l'ambassade russe était là. Il nous a sorti le couplet habituel de « on fera tout ce qui est en notre pouvoir. C'est pas de notre faute, c'est la fôte à la guerre. Et vous savez, la bande à Doudaïev... » [...] Et puis il a sorti ce qu'il n'aurait jamais dû dire : « Je souhaite que la situation se normalise rapidement. » Le représentant de la République tchèque, qui était juste à sa gauche, lui a rétorqué : « Excusez-moi de vous dire qu'à ma connaissance ce ne sont pas les bandes armées de Doudaïev qui assassinent les populations civiles, mais bien l'Armée rouge. D'autre part, j'ai bien connu la normalisation à la russe en 1968 à Prague et je ne souhaite à personne de revivre cette terrible expérience. » On n'aurait pas dit mieux.



« Médecins Sans Frontières : interdiction d'entrer dans le sud de la Tchétchénie » **AFP** (France), 13 mars 1995 (en français).

Extrait :

Les autorités russes ont « clairement interdit » à Médecins Sans Frontières d'entrer dans le sud de la Tchétchénie, pour acheminer du matériel médical et des médicaments à Kourtchaloï et Chatoï, deux villages situés au sud de la capitale Grozny, a annoncé lundi MSF dans un communiqué à l'AFP.

MSF souligne que la situation des 250 000 personnes déplacées se détériore rapidement et qu'elle nécessite une assistance humanitaire urgente.

Les capacités d'accueil des régions du Sud sont saturées, les conditions sanitaires (multiplication des cas de gale) se dégradent, déclare l'organisation humanitaire. « Cette situation est encore aggravée par l'absence des médicaments et du matériel chirurgical

les plus élémentaires, l'approvisionnement en nourriture devient, lui aussi, de plus en plus problématique », poursuit MSF.

Enfin, « Médecins Sans Frontières n'a plus que trois semaines de stocks pour son intervention dans l'hôpital de Kourtchaloï ; la poursuite et l'extension de ses activités sont conditionnées à l'entrée urgente et régulière de matériel », assure l'organisation humanitaire.

OPÉRER SOUS LES BOMBES

L'équipe de MSF Belgique continue à opérer dans l'hôpital de Vedenò sous la menace des forces aériennes russes, qui bombardent cette région contrôlée par les rebelles tchéchènes.



Vedenò était à 7 kilomètres de la ligne de front. Donc les combats étaient très durs. La pression était énorme. Je ne connaissais pas du tout les contextes de guerre, les bombes, les amputations, les blessures catastrophiques. Je me suis retrouvée responsable de terrain alors que ce n'était pas prévu. Je n'avais pas assez d'expérience et c'était très dur. Les gens étaient stressés. Moi-même j'étais très stressée par rapport à la sécurité de l'équipe. Finalement notre stratégie de sécurité a été de travailler.

Des journalistes avaient vu des hélicoptères descendre jusqu'au niveau des fenêtres des maisons et lancer des grenades à l'intérieur. Ils les avaient aussi vus décharger des rafales sur les terrains où jouaient des enfants. Les rafales de Migs² étaient extrêmement destructrices. On amputait tous les jours. Une fois, Christina, l'infirmière et moi sommes restées deux jours sans chirurgien et c'était l'enfer. Il y avait eu des bombardements, et on voyait arriver des gens qui avaient perdu une jambe, etc. ça s'est amélioré quand Pablo, un chirurgien argentin, est arrivé. Il avait travaillé pendant des mois barricadés dans l'hôpital de l'enclave de Gorazde³, en Bosnie, et avait donc l'expérience de ce type de situation. On recevait aussi des combattants et on avait beaucoup de peine à éviter d'avoir des armes dans l'hôpital. Je leur avais dit qu'on voulait bien les soigner, mais qu'on ne pouvait pas travailler comme cela et que s'ils ne laissaient pas les armes à l'extérieur, on s'en irait. Je me souviens d'un homme qu'on a dû amputer d'une jambe assez haut, et dont l'autre jambe a été perdue ensuite à cause d'un mauvais plâtre. Il était chargé de garder le dépôt d'armes et sa propre grenade s'était déclenchée alors qu'il était en train de prier. Il a survécu et il demandait quand il allait pouvoir retourner sur le front. Les rebelles nous amenaient aussi des prisonniers de guerre russes pour qu'on les soigne. Ils avaient des problèmes de gale infectée à cause de leurs gros uniformes en laine. C'était atroce. Les troupes russes étaient mal nourries et avaient faim. Une nuit, les rebelles ont cogné à notre porte pour qu'on vienne s'occuper d'un jeune Russe pris à voler des poules. Ils l'avaient blessé, et ils voulaient qu'on le soigne. On pensait qu'il était mort sur la table, mais il a survécu. On a aussi soigné un soldat russe qui s'était injecté de l'eau sale dans les pieds pour ne pas retourner à la guerre. On a également traité des Afghans qui étaient venus aider les Tchétchènes à se battre contre les Russes. C'était assez bizarre parce qu'ils ne parlaient pas tchéchène, comme les rebelles, ils parlaient russe, comme leur ennemi. On en croisait certains à l'hôpital et sur les marchés. Contrairement aux Tchétchènes qui étaient en treillis, eux étaient en costume afghan, avec leur chapeau roulé. À Moscou, Christopher Stokes, le coordinateur, avait prévenu les Russes qu'on avait une équipe à Vedenò, et qu'ils ne pouvaient

2. Mig : avion bombardier de fabrication russe.

3. En mars-avril 1994, une équipe de MSF se trouve enfermée avec la population de l'enclave bosniaque de Gorazde, en ex-Yougoslavie, assiégée par les forces serbes.

pas faire comme s'ils ne le savaient pas. On espérait donc qu'ils ne nous bombarderaient pas directement. Mais ils ont quand même essayé de nous intimider. Ils sont venus bombarder à 1 kilomètre de chez nous. À un moment, on était à l'extérieur de l'hôpital et on les a vus s'approcher. Il y a eu beaucoup de blessés, une des pires nuits qu'on ait eues – des enfants éclatés, des blessures horribles. Je ne me souviens pas combien de jours on a passé dans la salle d'opération, du non-stop. On n'avait pas assez de personnel. Donc quand les chirurgiens qui soignaient les rebelles sont arrivés sur Vedeno, on a travaillé avec eux. Puis on s'est dit qu'il fallait aller chercher une deuxième position. Quand on est partis, on leur a laissé du stock pour qu'ils puissent continuer à opérer. On s'est d'abord repliés sur Dargo, un petit village, pour réfléchir à ce qu'on allait faire, car la tension était énorme. Le directeur de l'hôpital nous a hébergés dans une maison et on a distribué des médicaments. Finalement, on s'est installés à Makhkety qui était beaucoup plus calme, pour « désengorger » Vedeno et pour mettre en place un service chirurgical supplémentaire.

[...], MSF Belgique, coordinatrice de projet en Tchétchénie en 1995, MSF États-Unis, chargée de mission, département des programmes de 2001 à 2002 (en français).



À cette époque, je ne travaillais pas encore pour MSF mais j'ai croisé ses équipes sur des sites où j'exerçais mon métier de chirurgien. MSF était très bien perçue par la majorité de la population. En tant que chirurgien, je peux dire que sans leur soutien nous n'aurions pas pu gérer tous les problèmes auxquels nous devons faire face. Ce soutien était vraiment très efficace. Les expatriés étaient très volontaires et ils prenaient des risques. Il y avait parmi eux des gens qui étaient vraiment habités par l'idéal humanitaire.

B, Membre du personnel local de MSF recruté dans le Caucase du Nord (en russe, traduit vers l'anglais, puis vers le français par MSF).

Pendant la deuxième quinzaine de mars 1995, les forces russes bombardent intensivement les villes tchétchènes.

Le représentant de l'OSCE⁴ affirme publiquement que les conditions d'accès à l'aide humanitaire s'améliorent en Tchétchénie. En réponse, les sections belge et française de MSF diffusent plusieurs communiqués de presse et un rapport décrivant le sort des déplacés et la situation sanitaire à Grozny et dénonçant la recrudescence des bombardements de civils dans le sud-est du pays, les violations quotidiennes du droit humanitaire, dont les entraves posées à l'acheminement des secours par l'armée fédérale russe.

Le 30 mars, au cours d'une conférence de presse, des volontaires de MSF Belgique de retour de Tchétchénie décrivent le sort des populations civiles et les difficultés à mettre en œuvre toute action humanitaire.

Courant mars, une équipe de MSF France s'est installée à Chatoï, dans le sud de la Tchétchénie, pour soutenir le personnel de l'hôpital et de la polyclinique.

4. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe jusqu'en 1995) est une organisation internationale composée des États du continent européen et de ceux qui sont nés de la dissolution de l'Union soviétique. Les États-Unis et le Canada y ont un statut d'associés. L'OSCE a pour mission initiale de surveiller l'application des accords d'Helsinki signés en 1975 : non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États, autodétermination des peuples, inviolabilité des frontières issues de la Seconde Guerre mondiale, coopération accrue, et garantie de la défense des droits de l'homme (libre circulation des hommes, liberté de presse...). Elle s'efforce de maintenir un dialogue entre les États d'Europe de l'Ouest, les États de la Fédération de Russie et ceux d'Asie centrale.



« Alors que l'attention des médias internationaux pour le conflit en Tchétchénie diminue, 80 000 personnes errent parmi les décombres de la ville de Grozny »
Communiqué de presse de MSF Belgique, 22 mars 1995 (en français).

Extrait :

MSF s'est définitivement installée à Grozny afin de prendre en charge la situation médicale catastrophique de la ville. En effet, sur une dizaine de structures de santé fonctionnelles avant la guerre, seules trois d'entre elles (hôpitaux no 9, no 10 et n°3) permettent encore d'accueillir les victimes de la guerre. Les populations n'ayant pu fuir les combats vivent dans des conditions d'hygiène et de santé précaires. Les deux expatriés de MSF Belgique, présents dans l'est de la capitale, installent des dispensaires à travers toute la ville et distribuent des médicaments et l'équipement nécessaire pour les opérations chirurgicales et les consultations médicales classiques. Actuellement, 20 000 colis d'hygiène (savons, couvertures, etc.) sont distribués aux populations, mais il est prévu d'envoyer rapidement un charter avec du matériel supplémentaire (kits chirurgicaux, d'hygiène et médicaments) pour répondre aux besoins urgents.

Selon le Dr Alain Devaux, responsable du programme pour la Tchétchénie et de retour de Grozny, la ville est laminée, complètement détruite par les bombardements et ne compte plus que 80 000 habitants (401 000 avant le début des hostilités) vivant dans les décombres de leurs maisons sans eau, électricité, ni chauffage.

La situation sanitaire étant déplorable, MSF a décidé d'envoyer un spécialiste en eau et assainissement afin de fournir aux populations de l'eau potable ainsi qu'un logisticien polyvalent pour organiser et superviser la réhabilitation des structures médicales.

Le manque d'eau et d'hygiène combiné au fait que Grozny est une zone à risque pour le choléra fait craindre le développement d'épidémies. MSF assurera un suivi épidémiologique afin de parer à une éventuelle apparition d'épidémies.

À Vedenno, situé sur l'axe d'évacuation naturel à 60 kilomètres au sud-est de Grozny, MSF a mis sur pied mi-janvier une antenne chirurgicale pour opérer les blessés de guerre. Vu l'intensification des combats dans le sud du pays, MSF vient d'ouvrir à Vedenno même un orphelinat qui accueille pour le moment 20 enfants évacués de Starye-Atagui.

Actuellement, il y a dans le contexte tchétchène 45 expatriés MSF travaillant dans les villes de Grozny, Vedenno, Chatoï, Kourtchaloï et Khassaviourt, au Daguestan.



« Bombardements massifs sur plusieurs villes du pays. Médecins Sans Frontières envoie du matériel supplémentaire par full charter » **Communiqué de presse** de MSF Belgique, 27 mars 1995 (en français).

Extrait :

La situation en Tchétchénie se dégrade de jour en jour. En effet, des bombardements lourds ont eu lieu ce week-end sur la ville de Chali et dans la banlieue de Vedenno, et aujourd'hui, les villes de Serjen'-lourt et Elistanji ont été sérieusement touchées. Chali est une ville fantôme, abandonnée de tous ses habitants et où seuls des soldats russes sont présents. Les patients de l'hôpital de Chali ont été évacués sur Kourtchaloï et Vedenno où travaillent des équipes de MSF.

Les routes reliant Chali à Avtoury d'une part et Chali à Makhkety d'autre part ont également été bombardées. De plus en plus de blessés civils sont accueillis dans les hôpitaux où MSF est opérationnelle.

Face à cette situation, MSF a décidé d'envoyer, ce vendredi, un charter avec à son bord 45 tonnes de matériel médical, de sanitation et logistique afin d'approvisionner les équipes MSF présentes sur le conflit.

Pour rappel, il y a actuellement 45 expatriés présents sur le contexte tchétchène et travaillant dans les villes de Grozny, Vedeno, Chatoï, Kourtchaloï, Khassaviourt au Daguestan et Nazran en Ingouchie.



« Les civils cibles des combats » **Communiqué de presse** de MSF France, 30 mars 1995 (en français).

Extrait :

Alors que le représentant spécial de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) se félicite de « l'amélioration constante » de son dialogue avec les autorités russes à propos de la Tchétchénie, Médecins Sans Frontières tient à faire part de sa très vive préoccupation face à la dégradation dramatique de la situation des populations dans le sud-est du pays, encore aux mains des insurgés tchétchènes.

Depuis près de quinze jours, nos équipes présentes en Tchétchénie sont à nouveau confrontées aux conséquences inacceptables des bombardements à grande échelle sur des cibles civiles. Alors que les villes de Chali et de Goudermes sont soumises au pilonnage incessant des forces russes, les bombardements s'étendent également aux localités du sud du pays où se sont réfugiés les civils ayant fui les combats de Grozny et de ses environs. Depuis plusieurs jours, les villes et villages des régions de Kourtchaloï et de Vedeno sont la cible de bombardements indiscriminés faisant de nombreuses victimes civiles.

Lundi 27 mars, un bâtiment abritant des personnes déplacées à Elistanji (entre Chatoï et Vedeno) a été touché. D'autres sites abritant des civils dans la vallée ont subi un sort similaire et de nombreux blessés civils sont arrivés sur les hôpitaux de Vedeno et de Kourtchaloï, où travaille Médecins Sans Frontières. Les conditions de prise en charge des blessés dans l'hôpital de Kourtchaloï (10 à 30 admissions par jour) sont très difficiles en raison des bombardements et l'équipe de Médecins Sans Frontières a dû aménager un bloc opératoire en sous-sol pour parer à toute éventualité.

Devant l'intensité des bombardements, les civils ont repris leur fuite vers le sud. Chali, où vivaient 50 000 personnes, était vidée de ses habitants lorsque les forces russes y ont pénétré, le mercredi 29 mars. La situation des personnes déplacées est d'autant plus précaire que ces populations gagnent des localités dont les capacités d'accueil sont déjà saturées par les déplacements des premières semaines du conflit et où les conditions de vie sont très difficiles du fait du manque d'eau, d'électricité et de chauffage.

Dans ces conditions, l'assistance médicale et sanitaire est vitale pour des populations éprouvées par près de quatre mois de conflit. Mais l'aide humanitaire, déjà entravée par le refus des autorités russes de laisser passer tout convoi de matériel médical et de médicaments dans la partie de la Tchétchénie qui échappe à leur contrôle, est, de surcroît, totalement paralysée par le bombardement indiscriminé des axes de communication. Les rares organisations humanitaires présentes sur le terrain sont aujourd'hui dans l'impossibilité d'apporter aux populations déplacées une aide indispensable à leur survie.

Dans ce contexte, nos équipes présentes sur le terrain comprennent mal les déclarations du représentant de l'OSCE, selon lequel les conditions d'accès de l'aide humanitaire « s'améliorent ». Il est vrai que la délégation de l'OSCE n'a toujours pas été autorisée à évaluer la situation en Tchétchénie, même si elle considère comme un « progrès » d'avoir enfin pu se rendre à Nazran, la capitale de la république voisine d'Ingouchie. Face aux violations quotidiennes du droit humanitaire et aux entraves mises à la distribution des secours, Médecins Sans Frontières en appelle à une réaction ferme et immédiate de la communauté internationale pour faire enfin respecter les principes essentiels des

conventions de Genève qui condamnent expressément tout acte de guerre prenant pour cible les populations civiles et rétablir le libre accès des organisations humanitaires indépendantes et impartiales aux victimes civiles du conflit.



« Tchétchénie, la poursuite de l'aide humanitaire conditionnée à l'acheminement des secours » **Rapport** MSF France, mars 1995 (en français).

Extrait :

L'aide humanitaire impossible

- 19 février : deux véhicules chargés de médicaments sont refoulés au passage d'un *check-point* sur la route de Goudermes.
- 20 février : les mêmes véhicules sont refoulés au même endroit. L'équipe tente d'entrer dans la république par un autre *check-point* qui lui refuse aussi le passage. Elle parvient finalement à rejoindre la Tchétchénie par une piste de montagne.
- 22 février : une voiture est refoulée à la frontière tchéchénno-ingouche.
- 25 février : même refus au même endroit.
- 2 mars : accord pour passer deux voitures.
- 8 mars : un camion est refoulé à la frontière ingouche.
- 12 mars : le même camion est refoulé à la frontière daguestanaise pour des « raisons administratives ».
- 15 mars : deux voitures chargées de médicaments sont elles aussi refusées à la frontière daguestanaise.

Ces derniers jours, les populations civiles sont de nouveau la cible de bombardements aveugles et intensifs.

Alors que les besoins humanitaires ne cessent de croître, aucun convoi d'aide n'a pu pénétrer en Tchétchénie depuis des semaines. L'étau se resserre chaque jour davantage sur les civils.

Seuls Médecins Sans Frontières et le CICR sont présents dans le sud de la Tchétchénie. Les hôpitaux du sud de la Tchétchénie sont à court de médicaments et de matériel médical. À la fin du mois de mars, les stocks de Médecins Sans Frontières en Tchétchénie seront épuisés. Sans médicaments et sans matériel médical, les équipes de Médecins Sans Frontières présentes sur place ne pourront plus continuer à travailler auprès des populations tchéchènes dont le sort devient pourtant chaque jour plus préoccupant.

Le dénuement des structures de soins : un exemple, l'hôpital de Kourtchaloï*

Situé à 30 kilomètres au sud-est de Grozny, Kourtchaloï accueille aujourd'hui 30 000 déplacés – pour la plupart en provenance de Grozny – pour une population, avant-guerre, de 15 000 habitants. Il n'y a ni électricité ni gaz dans le village.

L'hôpital, d'une centaine de lits, est lui aussi dépourvu d'électricité. Le bâtiment est alimenté par un générateur. 90 % des personnes hospitalisées sont des blessés de guerre. Promiscuité, délabrement sanitaire, pénurie en médicaments et matériel médical : les conditions de prise en charge et d'hygiène dans l'hôpital sont très difficiles. Les malades sont entassés par six dans des chambres d'à peine 10 mètres carrés. L'odeur y est nauséabonde, les ordures sont entassées dans le couloir central et l'hôpital avant d'être évacuées par le personnel auxiliaire. Pour près de 100 personnes hospitalisées, on ne compte que deux toilettes. L'absence de douche empêche en outre les malades de se laver alors que certains d'entre eux sont hospitalisés depuis plus d'un mois. Les patients doivent fournir leur nourriture et acheter les médicaments, dont le prix a été multiplié par dix depuis le début du conflit.

Les pansements des patients souffrant de blessures ouvertes ne sont changés que tous les trois jours, ce qui provoque un nombre important d'infections nécessitant parfois

l'amputation. Les infections sont également dues à l'absence d'antibiothérapie convenable (manque d'antibiotiques).

Le seul bloc opératoire de l'hôpital est vétuste et souffre d'une pénurie importante en matériel chirurgical et produits de stérilisation. Le personnel médical resté dans l'hôpital n'a pas été payé depuis deux ans.

* Évaluation menée par Médecins Sans Frontières du 15 au 22 janvier 1995.



Courriel d'Iseult O'Brien, MSF International à toutes les sections partenaires, 31 mars 1995 (en anglais).

Extrait :

Comme vous le savez déjà, hier matin MSF Belgique a donné une conférence de presse pour dénoncer le ciblage des zones civiles en Tchétchénie.

[...] William Claus, l'ancien coordinateur de la mission, et Christina Schmitz, une infirmière MSF qui rentrait juste de Vedenov, ont décrit la situation actuelle et projeté une série de diapositives.

[...] William et Christina se sont déclarés particulièrement scandalisés des violations quotidiennes des droits de l'homme. « Les hélicoptères lancent des attaques sur des villages – des zones entièrement peuplées de civils –, blessant femmes et enfants. La plupart des blessés ont été atteints par des éclats d'obus. » Il a aussi alerté sur le fait que « des milliers de réfugiés ont fui vers les républiques voisines, comme le Daguestan, où le choléra est endémique ». Bien qu'aucune épidémie n'ait éclaté à ce jour, l'alimentation en eau est problématique. « Le plus horrible, c'est l'utilisation des bombes à fragmentation, pourtant interdite par les conventions de Genève. »

Vedenov

Le 4 mars 1995, il y a eu une attaque d'hélicoptère sur Vedenov, un village situé à 60 kilomètres au sud de Grozny, où MSF soutient un hôpital et a ouvert un orphelinat. Les hôpitaux sont sous-équipés pour traiter ces patients. Les cinq expatriés MSF doivent « décider qui opérer, qui laisser de côté ». Les gens sont terrifiés à l'idée de nouvelles attaques, dont ils sont certains qu'elles auront lieu. La situation sanitaire est mauvaise et presque tout le monde souffre de la gale.

Grozny

« Avant la guerre, Grozny comptait 400 000 habitants. Il y en a aujourd'hui à peine 80 000 et la ville est quasiment par terre. Ils essayent de survivre dans les décombres et dans les caves surpeuplées où ils dorment sur des matelas. Il n'y a pas de source d'eau potable, donc les gens sont obligés d'utiliser de l'eau polluée et de boire à même les flaques. Certains font des feux avec les débris. »

À Grozny, MSF et le CICR sont les seules ONG présentes. Après consultation avec le CICR, MSF a décidé d'augmenter ses activités dans la ville. En priorité, elle va fournir de l'eau (15 points d'eau vont être installés), réhabiliter un hôpital dans le nord de la ville, augmenter l'activité médicale et chirurgicale et ouvrir 10 nouveaux dispensaires.

Fin avril 1995, toute la plaine de la Tchétchénie est sous le contrôle de l'armée russe. François Jean, directeur d'études à la Fondation MSF France, se rend dans la région et s'emploie à construire un réseau de contacts entre l'Europe et le Caucase. Pendant des années, son travail d'analyse et de mise en perspective historique éclairera la compréhension des équipes sur ce terrain.

Il suggère aux équipes de recueillir auprès des patients des informations sur les circonstances dans lesquelles ceux-ci ont été victimes de violences, et de les diffuser.



Lettre de François Jean, Fondation MSF France, à Sylvie Gries et Natalia Voutova coordinatrice et adjointe, MSF France, 29 avril 1995 (en français).

Extrait :

Sylvie, Natalia

La journée de contacts à Moscou a été fructueuse. Rapidement, et avant de filer à l'aéroport, je vous transmets une proposition et quelques impressions. Tout d'abord, nous avons vu des membres de l'association Memorial, une organisation russe de défense des droits de l'homme très active sur la Tchétchénie et reconnue pour son sérieux par Human Rights Watch qui la soutient, notamment pour la traduction de certains de ses rapports. Après un long échange sur les vocations respectives des organisations humanitaires et des organisations de défense des droits de l'homme, je me suis permis d'entrouvrir la porte en termes de possible coopération, sachant, bien évidemment, que la décision finale vous appartient... J'ai catégoriquement exclu toute démarche active de notre part en termes de recueil d'information sur les atteintes individuelles (nous ne sommes pas équipés pour ça !). De même une recension exhaustive des violations de droit humanitaire ne me paraît pas être un objectif atteignable. Par contre, il me semble possible – compte tenu de la présence de Natalia à Nazran – et souhaitable – compte tenu de notre volonté de ne pas rester totalement muets sur les exactions importantes dont nous sommes les témoins directs – de transmettre à Memorial des informations sur les principaux problèmes auxquels nous sommes confrontés à travers notre action dans les structures de santé. Pour être un peu plus clair, l'idée serait, lorsque nous recevons des blessés d'un bus bombardé et des enfants qui ont sauté sur une mine – pour ne prendre que des exemples récents –, de faire remonter l'info sur Nazran, à charge pour Natalia de les transmettre à Memorial. Bien entendu sur un mode purement factuel, sans fioritures. Ex : le ... avril, l'hôpital de ... a reçu X civils, blessés dans le bombardement d'un autobus. Pour récapituler, ne transmettre que les infos importantes (pas la balle perdue), que les éléments dont nous sommes des témoins directs à travers notre travail médical et sur un mode purement factuel. Je ne sais ce que vous en pensez mais, si je ne me trompe, c'est le type d'infos que les missions sur le terrain sont susceptibles de communiquer aux journalistes de passage et, à mon avis, nous pourrions sans trop de problème les centraliser à Nazran. [...] Par ailleurs, mais sur un mode plus discret (pas de diffusion de l'info dans la presse ou dans des rapports), nous pourrions, je crois, si l'occasion se présente, indiquer à Memorial les personnes qui seraient soignées dans les hôpitaux où nous travaillons après torture ou mauvais traitements, à charge pour eux de prendre contact avec la personne pour recueillir son témoignage, à condition que MSF ne soit jamais citée dans cette affaire.

Par ailleurs, entretien déplaisant avec le représentant du département d'État revenant de Nazran pour enquête Fred Cuny⁵ (les milliers de morts de cette guerre ne pèsent rien face à la disparition d'un citoyen américain).

Manipulation ou réelle info, il est persuadé qu'il a été enlevé par les « méchants Tchétchènes, bandits, islamistes et terroristes anti-américains » (il n'a certes pas employé

5. Fred Cuny, un volontaire humanitaire américain connu pour ses critiques de la conduite de la guerre par les forces russes, et présenté comme un espion par les autorités russes, a disparu en Tchétchénie en avril 1995, en compagnie de deux employés russes de la Croix-Rouge et d'un traducteur.

ces termes mais ça revenait au même). Il va y avoir beaucoup d'allées et venues à ce sujet ces prochains temps et, le cas échéant, si nous sommes contactés, il ne me semble – et c'est, je crois, la réalité – pas inutile de rappeler qu'indépendamment du climat « d'espionnite » dont nous avons parfois à souffrir – et ce des deux côtés – nous ne souffrons pas outre mesure de l'anti-occidentalisme, ni même d'un excès de suspicion – de la part des Tchétchènes en tout cas ! – alors même que nous circulons partout avec nos grandes antennes... Au contraire, j'ai eu plutôt l'impression que les équipes de terrain sont plutôt sensibles au sens de l'hospitalité et à la qualité de l'accueil des Tchétchènes...



Je suis allé pour la première fois en Tchétchénie en octobre 1994, sur un feeling. Je savais qu'il y avait une république indépendantiste qui s'était mise en place en Tchétchénie, de cette montée de péril, de tension croissante entre Moscou et cette république indépendantiste. Le déclencheur dans ma tête a été le vote de la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies sur Haïti. J'ai vraiment eu l'impression, comme d'autres, qu'il y avait eu une sorte d'accord entre Américains et Russes sur le respect des arrière-cours respectives : les Russes ne mettent pas leur veto à une intervention américaine à Haïti, et en contrepartie, sans que ce soit réellement explicite – mais c'était quand même tout à fait clair –, ils recevaient carte blanche pour faire le ménage dans leur espace à eux et notamment en Tchétchénie.

Une fois la guerre déclenchée, je n'y suis retourné qu'en avril 1995. J'ai passé une semaine dans la région et notamment en Tchétchénie. J'en suis revenu très critique à l'égard de la façon dont la mission se déroulait. À ce moment-là, en avril, il m'a semblé qu'il y avait une espèce de surenchère logistique dont la conséquence était que les gens passaient 90 % de leur énergie à gérer des moyens, au détriment d'une approche suffisamment sensible de la situation et au détriment surtout de l'ouverture sur la société. Ils étaient dans une espèce de bulle. Je me suis alors beaucoup impliqué en Europe sur l'affaire tchétchène. J'ai trouvé des réseaux de soutien, des gens qui se mobilisaient. Au fil du temps, j'ai établi tout un réseau de relations sur la question, aussi bien en Europe qu'en Tchétchénie, avec des ponts entre Tchétchènes et universitaires, intellectuels ou soutiens européens.

François Jean, MSF France, directeur d'études à la Fondation MSF jusqu'en décembre 1999 (en français).



En fait, la lecture de la situation tchétchène nous a été apportée au cours d'une visite de François Jean. Je pense qu'on l'a vu au moins à deux reprises. Il avait anticipé le conflit tchétchène. C'est le seul exemple que j'ai à MSF (il y en a peut-être d'autres) d'une anticipation d'un conflit avec une lecture et un positionnement stratégiques. En Russie, on lisait les journaux, mais on n'avait pas la vision que François a apportée à Paris sur le contexte historique tchétchène. Cela nous a d'ailleurs poursuivis par la suite, parce qu'il nous a fallu du temps pour comprendre dans quel environnement on fonctionnait.

Christopher Stokes, MSF Belgique, coordinateur à Moscou de 1994 à 1996 (en français).

« LE DROIT HUMANITAIRE BAFOUÉ EN TCHÉTCHÉNIE : MSF DÉNONCE LE PILONNAGE DES CIVILS À CHATOÏ ET MAKHKETY »

En mai, les bombardements s'intensifient sur le sud de la Tchétchénie. Les équipes MSF, seules présentes dans cette région, continuent à travailler dans des caves ou des souterrains aux côtés des chirurgiens tchétchènes.

Celle de MSF Belgique a pris en charge l'activité chirurgicale de l'hôpital de Makhkety, laissant celui de Vedenov sous la responsabilité des chirurgiens tchétchènes. Celle de MSF France travaille à l'hôpital de Chatoï.

Le 24 mai, dans un communiqué de presse, MSF Belgique demande à l'armée russe « d'épargner » les installations médicales de Makhkety, où son équipe constitue le dernier recours médical pour les populations fuyant la ligne de front. Six jours plus tard, dans un nouveau communiqué, elle annonce que la ville est bombardée et demande instamment aux forces russes protection pour l'équipe et le périmètre de l'hôpital.

À leur retour de Tchétchénie, les volontaires de MSF continuent à témoigner dans la presse de ce qu'ils ont observé et vécu sur le terrain. **V3** 



« Médecins Sans Frontières demande à l'armée russe d'épargner les installations médicales » **Communiqué de presse** de MSF Belgique, 24 mai 1995 (en français).

Extrait :

Depuis maintenant plus d'un mois, des dizaines de blessés graves, militaires et civils confondus, affluent chaque jour dans l'hôpital de Médecins Sans Frontières à Makhkety, petite ville située tout près de la ligne de front actuelle.

Pour les victimes de cet épouvantable conflit, notre antenne chirurgicale à Makhkety reste le seul recours. Notre équipe, composée d'un chirurgien, un anesthésiste, une infirmière, un médecin et un logisticien, travaille jour et nuit pour accueillir, soigner et reconforter les nombreux blessés.

Au fur et à mesure que la ligne de front s'approche de Makhkety, l'hôpital risque de devenir, comme d'autres hôpitaux tchétchènes auparavant, une cible pour les bombes. Pour cette raison, Médecins Sans Frontières demande aux troupes russes d'épargner les installations médicales de la ville ainsi qu'un périmètre neutre autour de l'hôpital. Les installations médicales sont clairement marquées avec le sigle de notre organisation.

Extrait d'un des derniers télex de l'équipe à Makhkety :

« Attaques de Mig ce matin. De 7h15 jusqu'à midi. Une bombe à 300 m de l'hôpital. Quelques fenêtres cassées. L'hôpital est malheureusement mal situé, mais nous n'avons pas le choix. Les patients ont été transportés dans les caves. [...] Plus d'activités de polyclinique pour le moment. Tout simplement pas le temps. »



« Médecins Sans Frontières demande à l'armée russe de protéger les installations médicales » **Communiqué de presse** de MSF Belgique, 30 mai 1995 (en français).

Extrait :

Médecins Sans Frontières apprend par l'intermédiaire de son équipe située à Makhkety que la ville est actuellement bombardée.

MSF demande instamment aux autorités russes d'assurer la protection de son équipe et d'épargner le périmètre de l'hôpital qui reste le seul recours pour toutes les victimes

de ce conflit, quelles qu'elles soient. MSF demande aussi aux troupes russes de cesser les bombardements aveugles.



À Makhkety, on avait installé un hôpital en sous-sol, où on avait agencé une salle d'opération et une salle d'urgence dans les anciennes cuisines. On avait tout désinfecté et recouvert de plastique la table où auparavant ils préparaient des viandes, pour la transformer en table de chirurgie ! On avait aménagé les étagères en lits superposés. J'avais aussi insisté pour faire le stockage dans l'hôpital. S'ils bomba-daient on pouvait travailler plus en sécurité en sous-sol. On avait des abris anti-aériens partout.

Un jour, pendant qu'on prenait le petit déjeuner à la maison, ils ont bombardé l'hôpital. On s'est rendus sur place en passant par l'abri anti-aérien. Tous les patients étaient déjà en bas. On les a installés sur les étagères de la cave. Toutes les fenêtres étaient cassées. À 100 mètres de l'hôpital, il y avait un énorme cratère. Les Russes savaient qu'on était là, ils essayaient de nous intimider. Les Migs passaient au-dessus de nous et on voyait les pilotes, tellement ils étaient bas. Il n'y avait pas de porte de sortie. J'étais convaincue qu'ils ne tueraient pas les humanitaires, mais j'avais l'impression qu'on s'était creusé un trou et qu'il faudrait négocier pour en sortir. Finalement, c'est ce qui s'est passé. Quand la nouvelle équipe est arrivée pour nous relayer, j'ai dû insister pour qu'ils portent des gilets pare-balles. Ils l'ont fait. Mais lorsque je leur disais que les troupes russes arrivaient derrière eux, ils ne comprenaient pas. Nous, on partait vers le sud pour quitter le pays, à la fin de notre mission. On a fait la passation juste à temps. Ils recommençaient à bombarder Makhkety. Les Russes sont finalement arrivés avec leurs tanks. Ils ont octroyé un corridor humanitaire au CICR pour le passage des blessés, mais à l'équipe MSF ils ont dit : « Allez-vous-en. »

[...], MSF Belgique, coordinatrice de projet en Tchétchénie en 1995, MSF États-Unis, chargée de mission, département des programmes de 2001 à 2002 (en français).

Le 27 mai 1995, c'est MSF France qui requiert un cessez-le-feu pour évacuer les populations civiles de Chatoï. Elle demande que, conformément au droit humanitaire, les populations civiles et les centres médicaux ne soient pas pris pour cible par l'aviation russe. Deux jours plus tard, un nouveau communiqué dénonce les bombardements sur la ville elle-même et demande que les civils soient épargnés et aient accès à l'aide humanitaire.



« Médecins Sans Frontières demande un cessez-le-feu pour évacuer des populations civiles » **Communiqué de presse** de MSF France, 27 mai 1995 (en français).

Extrait :

Depuis quinze jours, les bombardements ont redoublé d'intensité dans le sud du pays, en particulier dans la région de Chatoï, ville située à 60 kilomètres au sud de Grozny. Ce matin des civils venant des villages autour de Chatoï sont venus demander à l'équipe de Médecins Sans Frontières présente à l'hôpital de les accompagner de l'autre côté de la ligne de front. Ces villageois veulent quitter leurs habitations qui sont sous la menace des bombes russes. Un convoi transportant plus de 400 personnes civiles (19 véhicules dont 10 camions), accompagné d'une voiture de Médecins Sans Frontières, a attendu toute la journée de samedi une possibilité de sortie. Un autre groupe de 10 véhicules

attend dans un village plus au sud de se joindre au premier. Du fait de l'intensité des tirs, le passage n'a pu avoir lieu aujourd'hui. Médecins Sans Frontières demande instamment aux autorités militaires russes d'accorder un cessez-le-feu permettant le passage de ce convoi transportant des populations civiles.

Depuis quinze jours, 74 personnes victimes des bombardements indiscriminés ont été admises à l'hôpital de Chatoï où travaille une équipe de Médecins Sans Frontières composée d'un chirurgien, un médecin, une infirmière, un logisticien, trois traducteurs et deux chauffeurs. En dix jours, 50 interventions chirurgicales dont 33 lourdes ont été pratiquées. Médecins Sans Frontières réitère sa demande que les populations civiles et les centres médicaux ne soient pas pris pour cible par l'aviation russe, conformément au droit humanitaire international.



Fax de Sylvie Gries, coordinatrice MSF France Caucase, à François Calas et Martine Guillod, responsables de programme MSF France, 29 mai 1995 (en français).

Extrait :

- Rencontre ce matin MSF Belgique, MSF France, CICR avec Stepanov, assistant de Tegorov + CL Panine.

1. L'offensive est lancée, on ne peut pas l'arrêter.
2. Les civils devaient sortir au moment du moratoire.
3. Interdiction de se rendre à Chatoï pendant les prochains jours tant que le front n'est pas stabilisé. Même si on essaye, ils ne nous laisseront pas passer.
4. Ils ne touchent pas aux villages mais aux bandits.
5. L'équipe de Chatoï doit se débrouiller avec les médicaments qu'elle a sur place.
6. Prochaine entrevue mercredi à 12 heures, il n'y aura pas de nouvelles avant.

- MSF Belgique va tenter de passer demain. Nous suivons cela de près. À titre d'info, une voiture a pu arriver de Kourtchaloï aujourd'hui mais n'a pas pu y retourner. Ainga [logisticien MSF] essaye de l'accompagner une nouvelle fois. Trois itinéraires différents ont été tentés...

À suivre.



« Les civils toujours sous les bombes russes à Chatoï » **Communiqué de presse** de MSF France, 30 mai 1995 (en français).

Extrait :

Alors que les environs de Chatoï subissent toujours le pilonnage de l'aviation russe, plusieurs centaines de civils tentent désespérément, depuis vendredi, de quitter la ville (60 kilomètres au sud de Grozny).

Chatoï est devenue une véritable nasse pour ses habitants, coincés, sous les bombes russes, entre les hautes montagnes du Caucase et le front qui se rapproche de plus en plus de la ville. Dimanche, une bombe s'est abattue sur une maison à l'entrée de Chatoï, tuant quatre personnes et en blessant deux. Une autre est tombée à 400 mètres de l'hôpital, qui a dû être évacué. Les patients les plus gravement atteints ont été transférés dans la cave aménagée par Médecins Sans Frontières en bloc opératoire. Ce refuge de fortune est aujourd'hui saturé par l'arrivée de nouveaux blessés.

Médecins Sans Frontières, qui avait appelé, samedi, à un arrêt des combats pour l'évacuation de ces civils, a rencontré, lundi matin à Grozny, les autorités militaires

russe. Ces dernières refusent la trêve et interdisent tout passage de convois (de civils et de volontaires humanitaires) en direction ou en provenance du Nord. Comme depuis le début de leur intervention, elles affirment ne viser que les « bandits tchétchènes ». Comme depuis le début du conflit, Médecins Sans Frontières est témoin, chaque jour, que les populations civiles, par l'exode ou la mort, en sont les premières victimes. L'accès de l'aide humanitaire dans cette région toujours tenue par la résistance tchétchène est, par ailleurs, complètement bloqué par les militaires russes. Une nouvelle fois, Médecins Sans Frontières demande instamment :

- que les populations civiles soient épargnées par les combats et que les personnes qui le désirent puissent quitter Chatoï ;
- que l'aide humanitaire puisse accéder sans condition à ces mêmes populations.

Sur le terrain, les équipes tentent de négocier avec les forces russes. En vain. Le 2 juin, à la suite d'un ultimatum posé par le général Koulikov, commandant des forces russes, l'équipe MSF évacue Chatoï en même temps que plusieurs centaines de civils, dans un couloir humanitaire négocié par l'OSCE.

Le jour-même, MSF Belgique et MSF France diffusent un communiqué de presse commun annonçant l'évacuation forcée de leurs équipes du sud de la Tchétchénie et dénoncent les opérations de nettoyage sans témoin menées par les forces militaires russes.

Lors de sa réunion du 9 juin, le conseil d'administration de MSF France s'interroge sur ce qu'il est encore possible de faire en Tchétchénie, tant sur le plan des opérations que sur celui du témoignage.

Le général Koulikov refuse de recevoir Philippe Biberson, le président de MSF France.

Dans le quotidien anglophone *The Moscow Times*, Christopher Stokes, le coordinateur de MSF Belgique, dénonce le refus d'accès opposé par les forces russes, une situation que MSF a selon lui rarement rencontrée, pas même au Rwanda où l'organisation avait pu travailler auprès de toutes les victimes.



Message de Natalia Dudova, assistante coordinatrice MSF France en Tchétchénie, au responsable de programme MSF France, 2 juin 1995 (en français).

Extrait :

Salut Martine,

Ce matin à 9h30, j'ai réussi à voir Koulikov. J'étais toute seule car Thierry, [de l'équipe] des Belges, n'a pas réussi à venir à temps. Donc j'ai dit à Koulikov qu'on allait partir aujourd'hui. Il m'a « félicitée » pour cette initiative, m'a dit que notre « mission » était terminée en Tchétchénie. Il m'a dit qu'il voulait qu'on soit à Grozny à 18 heures, dernière limite. Maintenant il n'est possible que de sortir, et c'est aujourd'hui. Ni le CICR, ni l'OSCE, ni MSF ne pourront plus aller dans le sud sans son autorisation personnelle. Il a appelé devant moi Trochev (commandant des opérations dans le sud) pour lui donner cet ordre de non-passage de toute organisation internationale, quelle qu'elle soit. Il m'a dit : « Dans la plaine vous pouvez assister les populations autant que vous voulez, mais pas dans les montagnes. À Grozny, Kourtchaloï, vous pouvez rester autant que vous voulez. Si vous ne partez pas aujourd'hui de Makhkety et Chatoï, vous ne pourrez plus travailler en Tchétchénie et vous aurez affaire personnellement à moi. » Il a aussi donné l'ordre à Trochev de libérer le passage pour les Belges pour qu'ils puissent sortir et c'est

uniquement aujourd'hui. Il y a un toubib militaire qui est resté avec nous pendant la conversation car c'est Koulikov qui lui a demandé de rester « pour qu'il y ait des témoins à la conversation ». Tu vois l'ambiance.



« Déclarée persona non grata dans la région de Chatoï et de Makhkety, MSF est contrainte d'évacuer le sud de la Tchétchénie » **Communiqué de presse** de MSF Belgique, MSF France, 2 juin 1995 (en français).

Extrait :

[MSF Belgique] : Le sud de la Tchétchénie subit depuis le 11 mai une intensification des bombardements massifs et indiscriminés de la part des forces armées russes. Tout acheminement d'aide médicale vers le sud est par ailleurs bloqué depuis le 23 mai.

À Makhkety, qui est tombée avant-hier aux mains des troupes russes, une équipe chirurgicale de Médecins Sans Frontières a été expulsée de son hôpital souterrain par l'armée russe. À Chatoï, toujours sous les bombes à l'heure actuelle, l'équipe médico-chirurgicale de Médecins Sans Frontières opérait depuis une semaine les blessés dans une cave aménagée. Aujourd'hui, ces deux équipes sont forcées d'évacuer.

Le général Koulikov, chef des forces armées du ministère de l'Intérieur chargé des opérations en Tchétchénie, rencontré ce matin par la représentation de MSF à Grozny, a posé un ultimatum pour que les équipes MSF quittent Chatoï et Makhkety avant ce soir 18 heures. Il a précisé que plus aucun passage ne serait possible passé ce délai.

[MSF France] : Déclarée persona non grata dans la région de Chatoï et de Makhkety par les autorités militaires russes, Médecins Sans Frontières est forcée d'évacuer le sud de la Tchétchénie.

Les civils de la région de Chatoï subissent depuis le 11 mai une intensification des bombardements massifs et indiscriminés de la part des forces armées russes. Depuis une semaine, l'équipe médico-chirurgicale de Médecins Sans Frontières opérait les blessés dans une cave aménagée. Une autre équipe opérant dans le village voisin de Makhkety est elle aussi contrainte de quitter les lieux.

Tout acheminement d'aide médicale vers le sud est par ailleurs bloqué depuis le 23 mai. Le général Koulikov, chef des forces armées du ministère de l'Intérieur chargé des opérations en Tchétchénie, rencontré ce matin par la représentante de MSF à Grozny, a posé un ultimatum pour que ses équipes quittent Chatoï et Makhkety avant ce soir 18 heures. Il a précisé que plus aucun passage ne serait possible passé ce délai. [...]

[MSF Belgique / MSF France] : Cette sommation préfigure l'assaut final sur Chatoï, l'une des dernières régions non contrôlées par les Russes et où sont réfugiés de nombreux civils coincés entre les bombardements, le front qui se rapproche et les montagnes du Caucase.

Sans assistance médicale ni présence étrangère, ces civils se retrouvent dans l'isolement le plus total. Fidèles à la tactique déjà éprouvée à Grozny et Samachki notamment, les forces militaires russes poursuivent en toute impunité leurs opérations de nettoyage et a normalisation sans témoins de la Tchétchénie.



« Les Russes ont pris le bastion de Doudaïev » Thomas de Waal, **The Moscow Times** (Moscou), 6 juin 1995 (en anglais).

Extrait :

Peu de temps avant la chute de Vedenov, Médecins Sans Frontières, ou MSF, a déclaré avoir été chassée de deux villages du sud de la Tchétchénie. Christopher Stokes, le

coordinateur à Moscou de l'organisation, a affirmé que, lors d'une réunion privée à Grozny vendredi matin, Koulikov leur avait donné l'ordre de quitter la région avant 18 heures ce même jour. Koulikov leur a dit qu'ils ne pourraient pas revenir pendant deux mois, un délai qui devrait permettre aux forces russes de terminer leur conquête du sud de la Tchétchénie. MSF était la dernière organisation de secours internationale encore présente sur le territoire contrôlé par les rebelles, où « sur le plan médical les besoins sont énormes », a déclaré Stokes dans une interview donnée lundi.

« Notre plus grande crainte c'est que, pour la première fois depuis le début du conflit, il n'y ait plus aucune présence humanitaire dans les zones non contrôlées par les forces fédérales », a-t-il ajouté.

Selon lui, MSF avait une équipe médicale dans le village de Chatoï et une équipe belge à Makhkety. Ils avaient mis en place des hôpitaux de campagne et soignaient civils et combattants. En dépit des bombardements intensifs qui ont fait voler en éclats les vitres de l'hôpital de Makhkety. Ils ont déjà réussi à évacuer 300 civils de Chatoï.

L'équipe française a tout de même décidé de quitter Chatoï vendredi car les combats étaient trop violents. À leur entrée dans Makhkety, les troupes russes ont sorti les six membres de l'équipe belge de l'hôpital. Stokes affirme que l'ordre de Koulikov contredit les assurances verbales et l'autorisation données par le Premier ministre provisoire tchétchène, Salambek Khadjiev, et va à l'encontre de toutes les pratiques internationales. « Il est très rare que nous nous voyions interdire l'accès à l'une des parties au conflit », a déclaré Stokes, rappelant d'autres expériences dans des situations de guerres : « Dans le contexte du génocide au Rwanda, malgré les difficultés, MSF a réussi à travailler des deux côtés. Dans le sud de la Tchétchénie, MSF est un acteur indépendant et nous souhaitons qu'il y ait des témoins là-bas pour éviter que des événements comme ceux de Samachki se renouvellent », a-t-il ajouté, faisant référence au massacre de civils qui s'est déroulé dans ce village tchétchène en avril. Un collègue de Koulikov à Moscou, qui refuse d'être nommé, a déclaré lundi qu'il ne connaissait pas les détails de l'affaire mais que « la situation ne permettait pas la présence permanente d'organisations humanitaires dans la région ». « On peut discuter quelle sorte d'aide humanitaire est délivrée là-bas », a-t-il ajouté tout en refusant de clarifier ses propos.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France du 9 juin 1995 (en français).

Extrait :

Il est impossible d'être avec les populations civiles. On évalue les personnes déplacées à environ 400 000, mais beaucoup d'entre elles sont parties avant le conflit et on trouve une forte proportion de Russes dans la population coincée à Grozny. On en était arrivés à l'enregistrement de 140 000 réfugiés en Ingouchie, mais il est très difficile de comptabiliser les déplacements internes et de faire une mission d'évaluation dans les montagnes.

Les problèmes d'hygiène sont très importants et on « attend » le choléra.

On assiste au réveil d'un sentiment antirusse dans la région du Caucase. Il existe une forte solidarité entre Ingouches et Tchétchènes, mais on ignore si cela s'accompagne d'une aide militaire.

Le problème est de savoir ce que l'on fait en Tchétchénie ? Doit-on rester ou partir ? Va-t-on retourner à Chatoï ? Etc.

Koulikov est le seul avec qui on pourrait négocier, mais il fait « sa » guerre et ne veut voir personne.

Il refuse pour l'instant de rencontrer Philippe Biberson qui est en Tchétchénie, à cause des communiqués de presse publiés par MSF sur la situation.

Une discussion a lieu pour savoir quelle attitude pourrait adopter MSF.

Martine [Guillod, responsable des programmes] évoque la tentative de rassembler les informations pour en faire un livre blanc, le diffuser et dire ce qui s'est passé depuis décembre en Tchétchénie. Mais il semble difficile d'alimenter une telle entreprise car Mado [infirmière de retour de Tchétchénie] explique qu'on nous a raconté les atrocités, mais qu'on ne les a pas vues directement (hors la guerre et les bombardements). Comment témoigner du vécu et en dissocier la guerre ?

À partir du moment où il y a guerre, où commencent les atrocités ? (Alain Devaux)

Si les Russes ne mettent pas d'obstacles clairs et définitifs à l'action humanitaire (François [Jean [Fondation MSF]]), c'est qu'ils n'en ont même pas besoin puisque le rouleau compresseur avance. (Odile Cochetel)

On attendra le retour de Philippe pour avancer dans cette réflexion.

Le 16 juin 1995, MSF France diffuse un rapport décrivant la réalité vécue par l'équipe lors de la prise de Chatoï, accompagné d'un éditorial dénonçant la « sale guerre » menée par les forces russes et l'impunité dont elles bénéficient.



« Le droit humanitaire bafoué en Tchétchénie : l'exemple de Chatoï » **Rapport** MSF France, 16 juin 1995 (en français).

Extrait :

Dix mois après le début du conflit, la guerre se poursuit en Tchétchénie avec son cortège de dévastations : la plupart des villes sont en ruine, les tombes fraîchement creusées se comptent par milliers, les personnes déplacées par centaines de milliers...

La destruction de Grozny, qui comptait 400 000 habitants, est une tragique illustration des méthodes employées pour liquider les « bandes mafieuses ».

Depuis l'échec sanglant des premières offensives russes sur la capitale, qui se soldèrent par un véritable carnage pour les jeunes recrues transformées en chair à canon, les autorités militaires se contentent d'anéantir les foyers de résistance sous un véritable déluge de feu, puis d'occuper les ruines et de les « normaliser » par les méthodes éprouvées de l'arbitraire policier. À cet égard, Grozny évoque moins Beyrouth, Mogadiscio ou Sarajevo que Hargeisa, en Somalie, rageusement rasée par Siad Barré en 1988, ou Hama, en Syrie, méthodiquement bombardée en février 1982 avant d'être livrée aux forces de répression.

C'est ainsi que toutes les grandes villes de Tchétchénie ont été soumises à des bombardements massifs et indiscriminés qui ont causé de très lourdes pertes dans la population civile. Cette situation est d'autant plus inacceptable que les civils ne sont pas seulement les principales victimes du conflit, ils sont devenus des otages et un objet de chantage pour obtenir la reddition des combattants.

Menacés de bombardements aveugles, nombre de villages ont ainsi tenté de se préserver en se soumettant aux autorités russes. Mais les engagements pris ne sont pas toujours respectés, comme en témoigne la tragédie de Samachki où, après [que l'armée russe eut] obtenu le départ des combattants, 200 civils sans défense furent massacrés le 7 avril dernier. Au-delà des bombardements et des opérations militaires qui s'intensifient dans les montagnes du Sud encore aux mains des indépendantistes, la guerre continue jusque dans les villes contrôlées par les forces russes. Une sale guerre, faite d'embuscades

et de représailles, d'arrestations et de disparitions, de tortures et d'exécutions arbitraires...

Après six mois de bombardements et d'exactions à grande échelle, les forces russes se transforment peu à peu en armée d'occupation et les organisations humanitaires sont plus que jamais indésirables. C'est ainsi que, le 2 juin, Médecins Sans Frontières a été contrainte de quitter le sud de la Tchétchénie.

Avec le départ de la seule organisation humanitaire encore présente dans les zones non contrôlées, les populations civiles sont abandonnées sans témoins face au rouleau compresseur russe. Au-delà de l'arrêt dramatique de toute possibilité d'aide médicale dans le Sud, il n'est pas sûr que ce départ forcé se traduise par une aggravation du sort des populations sur le plan de la protection, tant il est vrai que, depuis le début du conflit, les principes essentiels des conventions de Genève sont systématiquement violés, en toute impunité. Pour « rétablir l'ordre constitutionnel », le Kremlin a eu recours à des méthodes brutales et arbitraires faisant peu de cas de la légalité et du respect de la vie humaine. Pour « nettoyer les bandes armées », il n'a pas hésité à bombarder ses propres concitoyens et à recruter des mercenaires qui sèment la terreur parmi la population civile. Que cette population relève des « affaires intérieures » de la Russie ne change rien au problème, mais les pays occidentaux, dans le cas de la Tchétchénie, sont malheureusement portés à troquer le discours des droits de l'homme pour les délices retrouvés de la *realpolitik*.

Des civils dans la guerre

L'armée russe affirme ne viser que les bandits tchétchènes, mais MSF peut témoigner que les populations civiles ne sont pas épargnées par cette guerre et que les principes essentiels des conventions de Genève sont bafoués.

Lors d'une explication donnée par le général Koulikov sur le départ forcé de MSF de la région de Chatoï, départ motivé selon lui par des raisons de sécurité, Natalia, l'assistante de coordination de MSF, s'étonnait de voir mis en avant ces problèmes de sécurité.

Natalia : « Vous nous dites vous-mêmes que les militaires ne bombardent pas les sites civils et encore moins les structures médicales. » Koulikov : « Mais vous savez bien que les bombes peuvent dévier de leur trajectoire »

Témoignages

[...] Nadine D, infirmière-responsable de terrain à Chatoï

« Dès la reprise de l'offensive sur Chatoï, le 11 mai, nous avons commencé à soigner une majorité de civils, 80 % environ. Les blessures les plus courantes étaient provoquées par des éclats d'obus. Nous avons pratiqué beaucoup d'amputations. Dans les corps de certains blessés, on a retrouvé des aiguilles de fer, de 5 à 6 centimètres de longueur. Ce sont des bombes, dont les aiguilles partent dans tous les sens quand elles explosent, qui font des ravages terribles. Très souvent, les blessés, quand ils arrivaient, évoquaient les cinq ou six morts qu'ils avaient laissés sur place. Ces civils ne comprenaient vraiment pas pourquoi l'armée russe s'acharnait sur eux. »

[...] Sara S, interprète à Chatoï

« Un des derniers blessés qu'on a soignés nous a raconté que son village, Barzoï, avait passé un accord avec les militaires russes, en leur affirmant qu'il n'y avait plus de combattants ni d'armes dans le village, seulement des civils qu'il fallait épargner. L'armée russe n'a pas tenu ses promesses. Cet homme a perdu deux de ses filles, touchées par des éclats d'obus au cours des bombardements. Il était sous le choc. Le reste de sa famille s'était caché dans la forêt, mais il ne savait pas où ils étaient et il était terrorisé. »



On voulait absolument rester. Mais cela bombardait de plus en plus. On a fait toutes les opérations chirurgicales dans les caves, avec les consultations qui continuaient à l'étage numéro 1 de l'hôpital. Puis, à un moment donné, la coordinatrice a dit qu'on ne pouvait plus tenir. La situation devenant tendue, on a décidé d'évacuer. Donc on a formé une colonne de voitures, avec tous les patients de l'hôpital qui voulaient bien partir. Les patients d'une des deux caves ne voulaient pas partir. Quand j'y suis retourné plus tard, j'ai constaté que cette cave avait été complètement écrasée. En partant en voiture, on a vu que tout le village évacuait derrière nous. L'offensive militaire a été assez impressionnante. Comme s'ils voulaient tout raser. Avec leurs bombes à retardement et les roquettes qui partent des avions. Je ne sais pas quelles armes ils ont employé exactement, mais quand on voyait le résultat, on pouvait visualiser leur volonté de faire exploser le village. On a pris des routes parallèles, mais on s'est quand même fait bombarder. C'était assez dangereux. On a attendu la Croix-Rouge pour récupérer les blessés, dont certains étaient des militaires.

Vincent de Bellefroid, MSF France, coordinateur de projet à Chatoï (Tchéchénie) de février à mai 1995, puis d'août 1996 à juillet 1997, coordinateur du projet Caucase du Nord de juin à septembre 2001 (en français).



J'étais chirurgien à Chatoï en 1995. Je ne travaillais pas directement pour MSF, mais je travaillais dans le même hôpital que l'équipe MSF. Je me souviens d'une fillette de 10 ou 12 ans qui avait été prise sous les bombardements. Elle avait été touchée par un obus et elle est morte dans mes bras, ses grands yeux ouverts. Et, bon, la guerre a continué.

C'était le chaos permanent. Des tas de gens essayaient de sauver leur peau. On a organisé un convoi. MSF était l'organisation chargée de ce convoi et nous avons essayé d'évacuer les patients immobilisés qui ne pouvaient pas fuir l'endroit où se déroulaient les hostilités. On a traversé des villages en enfreignant toutes les règles, en prenant des chemins détournés. Le convoi est passé sans problèmes et nous avons réussi à répartir les patients à Ourous-Martan. C'était impossible de continuer à travailler à Chatoï. On travaillait à différents endroits. Chacun travaillait là où il se trouvait.

A, Membre du personnel local de MSF recruté dans le Caucase du Nord (en russe, traduit vers l'anglais, puis vers le français par MSF).

Le 20 juin 1995, dans une lettre au président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Philippe Biberson, le président de la section française, décrit la situation observée par les équipes de MSF en Tchétchénie et déplore que les parlementaires européens qui se sont rendus dans ce pays, le 9 juin, ne les aient finalement pas rencontrées.



Lettre de Philippe Biberson, président du conseil d'administration de MSF France à Miguel Angel Martinez, président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, 20 juin 1995 (en français).

Extrait :

Au cours de notre activité en Tchétchénie, nous nous sommes heurtés à de nombreuses entraves à l'acheminement de l'aide médicale (durant les mois de février et mars dans

la région de Kourtchaloï et le mois de mars dans la région de Chatoï). Nous rencontrons toujours des difficultés quant à notre circulation et la distribution de l'aide humanitaire dans des régions qui ne sont plus soumises à des opérations militaires.

Fidèles à notre principe d'assistance aux populations les plus touchées par le conflit, nous avons été présents à leurs côtés jusqu'au moment où la sécurité de nos équipes ne pouvait plus être assurée. Ceci fut le cas pour celles de Chatoï et de Makhkety, qui ont dû quitter ces sites le 2 juin dernier. D'autres équipes poursuivent leurs activités à Grozny et dans la région de Kourtchaloï, leur présence dans ces régions nous ayant permis de témoigner de l'impact des opérations armées quant à la situation des droits de l'homme.

Médecins Sans Frontières est la seule organisation humanitaire qui ait été continuellement présente dans le sud de la Tchétchénie jusqu'à la date du 2 juin dernier. La guerre en Tchétchénie s'est faite et se poursuit dans le plus grand mépris du droit des populations civiles à être épargnées. Pire, celles-ci ont, dans de nombreux cas, été prises pour cible, leurs biens pillés et leurs habitations anéanties pour faire pression sur les combattants. Nous ne pouvons que déplorer que la rencontre prévue entre notre association et les parlementaires, qui se sont rendus dans la matinée du 9 juin en Tchétchénie afin d'analyser la situation des droits de l'homme, n'ait pu avoir lieu. Il eût été fort souhaitable que la sous-commission des droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe trouve le temps de rencontrer nos représentants qui lui auraient fait part de leur expérience et des observations qu'ils ont pu faire, du fait de leur activité de secours médical durant ces derniers mois.

À la même époque, l'agence Reuters se fait l'écho auprès du coordinateur de MSF Belgique à Moscou d'accusations de transport d'armes portées par les autorités russes à l'encontre de MSF.



On a reçu un coup de téléphone de Reuters qui nous a dit que l'armée russe ou le FSB nous avait accusés de transport d'armes dans les véhicules. Je n'étais pas au courant de ces accusations et Reuters me demandait : « Qu'est-ce que vous avez à dire ? » J'étais pris de court et je crois que j'ai dit : « Pas de commentaires » ; Reuters m'a répondu : « Pas de commentaires ? Qu'est-ce que c'est que ça ? » J'ai donc dit : « Attendez. Venez au bureau, on va organiser un briefing avec la presse. » On a donc organisé un point presse à Moscou avec une dizaine de journalistes russes. On a téléphoné au terrain et on a répondu sur les accusations de transport d'armes. C'était une des premières fois qu'on était vraiment mis sur la sellette par les autorités.

Christopher Stokes, MSF Belgique, coordinateur à Moscou de 1994 à 1996.

Fin juin 1995, un groupe de combattants tchétchènes dirigé par le commandant Chamil Bassaïev attaque la ville de Boudionnovsk, dans le sud de la Russie, et se retranche avec plusieurs centaines d'otages dans l'hôpital. L'assaut mené par les forces russes entraîne la mort de 200 personnes, tandis que les rebelles se retranchent en Tchétchénie. Au passage du convoi à Khassaviourt, l'équipe de MSF Belgique réussit à soigner des blessés. Le 20 juin, cette information est rapportée dans un communiqué de presse. 



« Les Tchétchènes en armes se retirent ; un accord permet aux rebelles de quitter la ville russe avec des volontaires » Lee Hockstader, *The Washington Post* (États-Unis), 20 juin 1995 (en anglais).

Extrait :

Des autocars transportant un groupe de Tchétchènes en armes et plusieurs dizaines d'otages « volontaires » ont traversé le sud de la Russie cette nuit, se dirigeant vers la région sécessionniste de Tchétchénie, alors que semblent toucher à leur fin les cinq jours éprouvants de prise d'otages. [...]

Plus tôt, plus de 700 otages étaient sorti sains et saufs de l'hôpital de cette ville de province, où ils étaient détenus depuis mercredi dernier par des rebelles tchétchènes. Suite à un accord avec le gouvernement russe, les hommes en armes, au nombre de 70, ont été autorisés à partir à bord des six autocars, accompagnés de 139 politiciens, journalistes et autres que le gouvernement présente comme volontaires et que les rebelles utilisent comme boucliers humains.

Les hommes en armes ont promis de libérer les volontaires une fois que le convoi, qui comprend un camion réfrigéré transportant les cadavres des rebelles tchétchènes tués pendant le siège, aura atteint un refuge sûr en Tchétchénie. [...]

Les hommes, femmes et enfants retenus depuis mercredi dernier ont été relâchés en vertu d'un accord passé après deux jours et deux nuits d'intenses négociations entre le Premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, et le leader de la guérilla tchétchène Chamil Bassaïev. Au-delà d'une promesse de laisser libre passage aux preneurs d'otages, le gouvernement a aussi ordonné un cessez-le-feu à ses troupes en Tchétchénie [...] et envoyé une équipe de représentants de haut niveau pour commencer les négociations avec les séparatistes tchétchènes.

[...] Avant de monter dans les autocars, les otages volontaires ont dû remplir et signer un formulaire selon lequel ils dégageaient le gouvernement de toute responsabilité concernant leur sécurité. « Il s'agit d'une entreprise plutôt risquée », a déclaré le porte-parole du ministère de l'Intérieur. « Le terme d'otage ne s'applique plus à partir du moment où ils sont montés dans les cars. »



« Info update Tchétchénie : MSF a pu soigner des otages » **Communiqué de presse** de MSF Belgique, 20 juin 1995 (en français).

Extrait :

Ce matin vers 7 heures (9 heures, heure locale), le convoi d'otages russes en provenance de Boudionnovsk s'est arrêté à Khassaviourt, au Daguestan, sur le rond-point à l'entrée de la ville. Les équipes de Médecins Sans Frontières et du comité international de la Croix-Rouge ont pu soigner les blessés. Une dizaine d'entre eux étaient grièvement atteints. Elles ont également approvisionné les otages en eau, nourriture et médicaments. Vers 15 heures (17 heures, heure locale), le convoi s'est remis en route en direction du village de Novolak[skoïe], au sud de la Tchétchénie.

Le 30 juillet 1995, un accord militaire est signé entre les forces russes et les indépendantistes tchétchènes. Le 31 juillet, Boris Eltsine supprime la Commission des droits de l'homme de la Fédération de Russie et la Cour constitutionnelle juge que l'intervention militaire en Tchétchénie est conforme à la Constitution.

Le 2 août, le président tchétchène, Djokhar Doudaïev, signe un décret créant une armée régulière de Tchétchénie, « non soumise aux accords ».



« La guerre en Tchétchénie est jugée conforme à la Constitution russe » Sophie Shihab, **Le Monde** (France), 2 août 1995 (en français).

Extrait :

L'usage de la force armée pour résoudre un conflit ethnique interne, même à l'échelle de ce qui s'est passé depuis sept mois en Tchétchénie, est désormais « absolument constitutionnel » en Russie. C'est le résultat d'un jugement rendu, lundi 31 juillet, par la Cour constitutionnelle à Moscou, à la satisfaction du pouvoir et au grand découragement de ce qui reste comme démocrates actifs dans un pays « où le pouvoir veut à nouveau tout concentrer entre ses mains », comme l'a déploré Sergueï Kovaliov. Le commissaire russe aux droits de l'homme réagissait également, par ces termes, à la décision de Boris Eltsine, intervenue le même jour, de supprimer sa commission, dernier espace laissé à une voix indépendante au sein des structures d'État.

L'impuissance du Parlement russe face à l'exécutif est bien connue. Alors que tous les votes des députés sur l'intervention en Tchétchénie ont été ignorés, ces derniers ont ensuite mis cinq mois pour obtenir que la Cour constitutionnelle se saisisse de leurs plaintes sur l'illégalité des décrets de l'exécutif qui ont lancé la guerre. La Cour a, enfin, attendu que soit signé, dimanche à Grozny, un premier accord entre Russes et Tchétchènes (...), pour rendre public son jugement. Et celui-ci signifie que « le président peut à nouveau, s'il le désire, décider tout seul de faire intervenir l'armée n'importe où en Russie », a estimé Sergueï Kovaliov.

Pendant l'été 1995, des réfugiés rentrent à Grozny où MSF soutient les structures de santé, en grande partie détruites par la guerre. Pendant les consultations, les patients confient aux équipes les récits des violences qu'ils ont subies.



On faisait des distributions non seulement dans le centre, mais aussi dans les banlieues de Grozny. On cherchait les gens dans les caves, dans les endroits cachés. Une fois on a entendu dire qu'il y avait des gens blessés et on est allés les voir. Un homme et son fils avaient été blessés par un Russe. Ils nous ont raconté leur histoire pendant que l'infirmière leur faisait des pansements.

Dans la salle d'hospitalisation de chirurgie, où se trouvaient en majorité des blessés, ils racontaient leurs histoires : « J'étais assis là et les soldats sont arrivés et ils m'ont tiré dessus. » Et ils montraient leurs blessures. Ils disaient que cela ne les dérangeait pas que leur histoire soit écrite et même expliquée. À la télévision, ils disaient qu'ils attendaient que leurs droits soient respectés. Pendant la première guerre, les gens étaient plus ouverts, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. La peur a fait son apparition après la première campagne.

E, membre du personnel de MSF recruté dans le Caucase du Nord (en anglais).

HARCÈLEMENTS ET VIOLENCES CONTRE LES ÉQUIPES HUMANITAIRES

Les incidents de harcèlement et de violence à l'encontre des équipes humanitaires se multiplient. En juin, une voiture de MSF Belgique est prise pour cible par un char russe. En août et septembre, la base de MSF France à Grozny subit trois attaques à main armée. Le 28 septembre 1995, c'est la nouvelle base qui fait l'objet d'une attaque encore plus violente pour les volontaires. La mission est alors fermée.

Le 13 octobre, l'équipe de MSF Belgique est harcelée à un *check-point*. Le 30, celle du CICR est victime d'un cambriolage à main armée à Grozny. Le 15 novembre, c'est au tour de l'équipe de MSF Belgique d'être cambriolée ; elle cesse ses activités pendant une semaine. Le 22 novembre, elle est prise dans une embuscade entre Russes et Tchétchènes. Le 25 décembre, elle est de nouveau victime d'un cambriolage à main armée.

En janvier 1996, un hélicoptère russe mitraille un camion de MSF Belgique, dont le chauffeur tchétchène est tué. Un volontaire de MSF Belgique est retenu en otage pendant quelques heures à Vedenno. L'équipe de MSF France à Karaboulak, en Ingouchie, est victime d'un braquage. Fin février, l'équipe de MSF Belgique est victime d'une tentative de braquage à la base de Vedenno. En mars, un camion de MSF France chargé de matériel est volé dans un entrepôt à Nazran.



« Une équipe MSF attaquée par l'armée russe » **Communiqué de presse** de MSF Belgique, 25 juin 1995 (en français).

Extrait :

Le 24 juin, en début d'après-midi, la voiture MSF quitte sa base de Vedenno en direction de Dargo, avec à son bord du matériel humanitaire (couvertures, kits d'hygiène). L'équipe MSF effectuant cette mission d'approvisionnement est composée d'un médecin, un logisticien, une traductrice et un chauffeur. À 3 kilomètres de Vedenno, l'équipe est surprise par deux coups de semonce, lancés quelques mètres devant la voiture. Le chauffeur voulant faire demi-tour, d'autres tirs atteignent la voiture et des balles traversent les portières. Mains en l'air, les passagers sortent du véhicule, sous les tirs. Quelques minutes plus tard, un char russe arrive sur les lieux. Après une fouille complète de la voiture, l'équipe est obligée de retourner à Vedenno.

Médecins Sans Frontières est profondément choquée par cette action hostile de la part des forces russes envers son équipe, au moment même où l'armée russe annonce un cessez-le-feu en vue de la tenue de pourparlers de paix avec les séparatistes tchétchènes. Médecins Sans Frontières se plaindra auprès des autorités militaires et civiles à Moscou et demandera que des sanctions soient prises envers les responsables de cet incident.



Liste des incidents de sécurité en Tchétchénie, Merlin [Medical Emergency Relief International], 24 décembre 1996 (en anglais).

Extrait :

Août / septembre :

MSF France : deux cambriolages à main armée à la base de Pervomaïskoïe.

18-24 septembre 1995 :

MSF France : cambriolage à main armée à la base de Pervomaïskoïe. [...]

28 septembre 1995 : [...]

MSF France : cambriolage à main armée à la nouvelle maison de base de Katayama (mission fermée).

13 octobre 1995 : [...]

Fouille au corps de l'équipe de MSF Belgique aux postes de contrôle.

15 novembre 1995 : [...]

MSF Belgique prise dans une embuscade entre Tchétchènes et Russes autour de Pervomaiskoye. [...]

25 décembre 1995 : [...]

Cambriolage à main armée, MSF Belgique, base de Pervomaiskoye.

11 janvier 1996 : kidnapping ; MSF Belgique, Tchétchénie.

Un expatrié de MSF Belgique retenu en otage pendant quelques heures à Vedenno. [...]

30 janvier 1996 : [...]

L'équipe de MSF France à Karaboulak est cambriolée par des hommes armés.

27 février 1996 : [...]

L'équipe de MSF Belgique à Vedenno subit une tentative de cambriolage à main armée. Trois ou quatre hommes en armes essayent d'entrer dans la maison, mais une confrontation avec le propriétaire les en dissuade.



Message de Thierry et Hilde, MSF Belgique, Grozny, à Alain et Roby, responsables de programme MSF Belgique, 26 décembre 1995 (en anglais).

Extrait :

- 1) Brian, Tim et Andres rentraient à la maison à pied quelques minutes avant 21 heures la nuit de Noël.
- 2) Sur la route, à environ 60 mètres de notre maison, une vieille voiture s'est arrêtée, cinq des six hommes présents dans la voiture en sont descendus, nous ont attrapés et nous ont emmenés au bout de la rue. L'un des hommes avait un petit couteau et un autre une *Kalashnikov gun*. Dans l'auto, il y avait un bazooka.
- 3) Ils nous ont conduits dans un entrepôt vide. Les hommes ne semblaient pas très bien connaître l'endroit. Seuls deux d'entre eux portaient des masques. Aucun d'entre eux ne parlait anglais. Le conducteur était le plus âgé, le passager avant ressemblait à un combattant tchétchène et avait un regard dur. Les quatre autres étaient des « seconds couteaux ».
- 4) Tim et Andres ont alors été séparés de Brian. On nous a demandé lequel d'entre nous parlait le mieux russe. Je me suis porté volontaire pour proposer mes talents limités de traducteur (gratuitement).
- 5) Andres m'a donné la clé du coffre. Nous n'avions plus besoin que de la clé de la salle de radio. On a conclu que c'était Sophie qui la détenait.
- 6) Après une longue discussion avec les trois hommes dans l'auto, il a été décidé que j'irais chercher la clé de Sophie et que je reviendrais vers le véhicule. Ils ne voulaient pas me laisser revenir avec seulement la clé. Ils m'ont répété plusieurs fois que si cela tournait mal, Tim et Andres seraient abattus. Par chance, Sophie avait la clé et a pu venir avec moi.
- 7) On est allés au bureau et Sophie est sortie pour aller vider le coffre. L'un des hommes a commencé à la toucher..., mais l'homme le plus âgé lui a dit d'arrêter... L'un des hommes a suivi Sophie jusqu'à l'entrée du bureau mais n'est pas entré dans les locaux.
- 8) Ils nous ont dit que si Sophie n'était pas revenue dans trois minutes, ils tueraient Brian.

9) Nous sommes alors retournés vers Tim et Andres à l'entrepôt, lesquels, après quelques minutes, se sont dirigés vers la voiture. Tout le monde est monté, sauf deux des seconds couteaux qui sont partis à pied.

10) On nous a alors déposés près du bureau, en bonne santé.



Je n'ai pas du tout été étonné de nous voir l'objet de braquages et de voir qu'on était la première ONG à se faire sortir en septembre 1995 suite à des braquages à répétition. Si j'ai bien compris, chaque braquage se passait en gros au moment de la paye à la fin du mois. Mais entre deux braquages, pratiquement aucune initiative n'était prise, notamment aucune démarche n'était faite auprès du voisinage, des gens respectés ou des autorités pour en parler avec eux et éviter que ça se reproduise.

François Jean, MSF France, directeur d'études à la Fondation MSF jusqu'en décembre 1999 (en français).



À l'époque, lorsqu'il y a eu toutes les séries d'attaques, MSF avait un très gros volume d'activités en Tchétchénie. On était beaucoup trop visibles. On couvrait beaucoup trop de zones, toutes sections MSF confondues. On voyait MSF partout. On déversait des camions entiers de médicaments dans les hôpitaux.

On se disait qu'on avait certainement dérangé par notre présence, mais aussi qu'on avait beaucoup attiré de la criminalité pure, parce que les coffres étaient systématiquement braqués. On avait beaucoup d'argent sur place, on avait du volume. Quand il y a eu braquage sur braquage, on a fini par évacuer la Tchétchénie, mais on est restés dans le Caucase du Nord. Un de nos très gros questionnements a été : « Si l'on rouvre, on rouvre comment ? »

Graziella Godain, MSF France, coordinatrice d'urgence pour le Caucase du Nord de février à octobre 1996, coordinatrice de la cellule de crise sur l'enlèvement de Christophe André de juillet à octobre 1997 (en français).

Entre-temps, le 10 janvier 1996, un commando d'indépendantistes tchétchènes prend en otage un millier de civils dans l'hôpital de Kizlyar, au Daguestan, puis se retranche avec une centaine d'entre eux dans le village de Pervomaïskaïa, bientôt assiégé et pilonné par les forces russes. Des membres de l'équipe de MSF Belgique au Daguestan proposent de prendre en charge le suivi médical des otages. MSF Belgique demande publiquement au président de la Fédération de Russie, Boris Eltsine, d'intervenir auprès des autorités militaires pour qu'elles autorisent l'évacuation des blessés. [V5](#) 



Mémo d'Anouk Delafortrie, chargée de communication, MSF Belgique, à tous les départements de la communication, 11 janvier 1996 (en anglais).

Extrait :

Pour votre information : certains d'entre vous ont peut-être vu une volontaire de MSF interviewée au sujet de la prise d'otages par des rebelles tchétchènes. MSF a une équipe de trois personnes à Khassaviourt, une ville du Daguestan située près de la frontière tchétchène. Els Mathieu est un médecin belge qui avec un autre membre de l'équipe

mène un programme d'assistance médicale et sanitaire pour les réfugiés tchétchènes qui ont fui le conflit dans la république voisine. Avec la Croix-Rouge et quelques journalistes (Reuters, AFP devraient être là), elle suit le convoi détenant 160 à 200 otages. Elle s'est d'abord rendue à Kizlyar, hier, puis au village de Pervomaïskaïa, sur la frontière entre le Daguestan et la Tchétchénie. Aujourd'hui elle a réussi à parler à des otages (le CICR n'a pas réussi) qui semblaient vraiment angoissés. Pour l'instant le convoi est bloqué dans un village. Elle est finalement rentrée à Khassaviourt ce soir et retournera au village demain. Les commandants russes ont poliment refusé son offre d'assistance et de mise en place d'un poste d'urgence. Les rebelles ont toutefois demandé de la nourriture pour les otages et aussi des soins pour certains hommes. Une équipe médicale russe est présente, mais elle est convaincue que les rebelles ne veulent pas de l'aide des Russes. Ce soir, nous avons réussi à contacter brièvement elle, par le téléphone du CICR. Il est difficile de la joindre (en particulier pendant la journée) car MSF n'a pas de téléphone, seulement un télex. Elle continue cependant à parler avec les journalistes présents sur place.



Lettre d'Éric Goemaere, directeur général de MSF Belgique, à Boris Eltsine, président de la Fédération de Russie, 17 janvier 1996 (en français).

Extrait :

Alertés par le danger que constituent les combats pour les otages innocents dans le village de Pervomaïskaïa et dans le cadre de notre action humanitaire, nous vous demandons d'intervenir auprès des autorités militaires sur place pour pouvoir évacuer les blessés et malades vers les différents hôpitaux de la région.

Afin de réaliser cette opération dans les conditions de sécurité indispensables, nous vous demandons de faire établir un cessez-le-feu le temps nécessaire pour que nos équipes sur place puissent réaliser l'évacuation.

Dans l'espoir de pouvoir sauver ces victimes, nous vous prions de croire. Monsieur le Président, à notre plus haute considération.

Le 21 janvier 1996, les parlementaires du Conseil de l'Europe⁶ votent à l'unanimité pour l'adhésion de la Russie, sans exigence particulière sur la situation des droits de l'homme en Tchétchénie, pourtant au cœur de leur mandat.



« La Russie de Boris Eltsine est admise sans réserve au Conseil de l'Europe » **Le Monde** (France), 27 janvier 1996 (en français).

Extrait :

Contre toute attente, les parlementaires se sont prononcés, à une écrasante majorité, pour l'adhésion de Moscou sans exiger de réelles contreparties sur le respect des droits de l'homme. Une commission *ad hoc* pourrait être créée pour « examiner la situation en Tchétchénie ».

En se prononçant, jeudi 25 janvier à Strasbourg, à une immense majorité pour l'adhésion de la Russie à leur institution, les parlementaires du Conseil de l'Europe ont donné un

6. Créé en 1949, le Conseil de l'Europe a pour vocation de renforcer l'intégration européenne en mettant en particulier l'accent sur le respect de l'État de droit et des droits de l'homme, à travers la Convention européenne des droits de l'homme et la Cour du même nom.

quitus à Boris Eltsine. Les engagements pris par Moscou sont en effet peu contraignants, notamment en ce qui concerne la poursuite de la guerre en Tchétchénie. Il y a un an, le Conseil de l'Europe avait pourtant reporté la demande d'adhésion de la Russie en raison de ce conflit.

Le 6 mars 1996, MSF Belgique publie un communiqué de presse annonçant une offensive tchétchène sur Grozny et décrivant les bombardements et la fuite des populations et de sa propre équipe vers la périphérie de la ville.

MSF France, dont l'équipe s'est repliée sur Nazran, en Ingouchie, depuis septembre 1995, prépare une mission exploratoire en Tchétchénie.



« Offensive tchétchène sur Grozny » **Communiqué de presse** de MSF Belgique, 6 mars 1996 (en français).

Extrait :

Depuis 8h40 ce matin (heure locale), différents quartiers de la capitale tchétchène subissent des tirs d'artillerie lourde et des bombardements.

Une équipe de Médecins Sans Frontières a pu se rendre à l'hôpital n°3 situé au nord de la ville, où de nombreux blessés affluent, et y a distribué du matériel d'urgence.

« À l'heure actuelle, les bombardements continuent sur le centre de la ville et la situation reste fort confuse », nous communique Peter Vanquaille à Grozny. « Ce matin déjà, nous avons dû évacuer le bureau MSF, situé dans un quartier au cœur des combats, pour nous retrancher dans la périphérie. De nombreuses personnes y cherchent refuge, fuyant les combats ou de peur d'être prises en otage. Nous continuerons à superviser la situation dans l'hôpital n°3 et d'autres structures de santé dès que les conditions de sécurité le permettront. »



Le moins que l'on puisse dire c'est qu'à MSF France il n'y avait pas vraiment de volonté de redémarrer cette mission en Tchétchénie. J'ai donc commencé à m'investir sérieusement, en plaidant pour une nouvelle mission exploratoire destinée à éventuellement relancer une mission dans un pays où la guerre n'était pas terminée. Il y avait, comme au début du conflit, très peu d'intervenants extérieurs, très peu d'organisations humanitaires présentes, malgré la violence des combats et les conséquences sur la population. Donc, à partir de début 1996, j'ai commencé à en parler et il se trouve que ça a rejoint les préoccupations de certains, notamment de Brigitte [Vasset, directrice des opérations] qui avait été assez ébranlée par la prise d'otages de Pervomaïskaïa et par la possibilité d'un débordement sur le Daguestan. Elle m'a demandé d'aller faire un tour. Tout le monde connaissait mon désir d'essayer de voir si on ne pouvait pas recommencer une mission. Donc il ne s'agissait pas seulement « d'aller voir ». J'y suis allé en avril 1996. Au départ j'étais l'hôte des Belges puisque nous n'étions plus présents sur place en Tchétchénie, et ce n'était quand même pas évident d'y aller les mains dans les poches comme ça. Je suis arrivé au plus mauvais moment, quand sévissait une situation très très tendue sur Grozny, suite à l'offensive du mois de mars menée par les indépendantistes. Ils avaient repris la moitié de la ville avant de décrocher au bout de trois jours. C'était un signal, à Eltsine notamment, avant les élections, sur le mode « on a une capacité de nuisance, relancez les négociations sinon on peut vous foutre la pagaille pendant la campagne ». A la suite de cette offensive, il y avait eu une période extrêmement dure de représailles tous azimuts. Des employés locaux de MSF Belgique avaient été blessés. Des voitures

MSF qui passaient devant des soldats russes avaient essuyé des tirs, etc. Je suis donc arrivé à un moment où, pour des raisons de sécurité, les Belges réduisaient leur présence. Et moi je suis arrivé la bouche en cœur ! Il y a eu une période où je me suis promené dans une voiture normale, banalisée, sans aucune autorisation... Ça a donné lieu à pas mal de tensions et j'ai pris mon parti de partir de chez MSF Belgique. Ensuite j'ai logé ici et là, chez l'ACF. Puis, à partir du moment où j'ai eu des autorisations pour circuler dans des voitures MSF bien identifiées, j'ai fait venir Guy, un médecin de Toulouse qui m'attendait à Nazran. On est remontés faire l'exploration à Chatoï et au retour à Paris on a proposé d'y relancer une mission.

François Jean, MSF France, directeur d'études à la Fondation MSF jusqu'en décembre 1999 (en français).

À la mi-mars 1996, Boris Eltsine promet d'annoncer un plan de paix pour la fin du mois. Mais entre-temps, les forces russes pilonnent et nettoient les régions de Samachki puis de Sernovodsk situées à l'ouest de la Tchétchénie et refusent le libre accès aux équipes de MSF, les seules présentes dans la région avec celles du CICR. Lorsqu'elles sont enfin autorisées à entrer dans Sernovodsk, qui vient de subir trois semaines de bombardements, elles ne trouvent ni blessés ni cadavres. V6



« **Sitre**p 07 Sernovodsk », de Graziella Godain, coordinatrice terrain MSF France Caucase du Nord au desk [responsable de programme] Caucase du Nord de MSF France, 13 mars 1996 (en français).

Extrait :

Beaucoup de monde entre et sort le matin. L'accès est ouvert aux véhicules privés et aux cars de l'IOM [International Office for Migration / Bureau international des migrations]. Avons vu entrer et sortir femmes, enfants, vieillards, mais aussi hommes de tout âge. Par contre, pour les humanitaires, rien n'a changé : accès impossible. Donc stand-by toute la journée, discussions avec population, avec responsable du *check-point* et organisations présentes, IOM, CICR et nous.

Contact :

À 14 heures, un contact est établi par le biais de notre interprète avec les militaires : ils proposent à MSF uniquement de rentrer dans voiture banalisée sans identification vestimentaire, trois expats et un traducteur et avec médocs. S'engagent à nous accompagner jusqu'à l'hôpital pour se rendre compte de la situation et des blessés (s'il y a...) et les soigner sur place. Par contre, aucune garantie donnée pour évacuation des blessés. L'inconnu majeur reste que cette démarche est complètement officieuse et que nous savons que le *check-point* final qui contrôle l'entrée dans le village (non visible d'où nous sommes) n'est pas au courant de cette proposition. Donc quelles peuvent être leurs réactions en nous voyant arriver ??? Réponse : ce commandant du poste en prend la responsabilité... Ça [ne] nous rassure pas vraiment... Opportunité à saisir ou trop de risques pris pour peu d'impact si impossible évacuation de blessés potentiels ??? Feeling CICR [Comité International de la Croix-Rouge] mitigé : certains disent (je cite) : « ça pue », d'autres : « vous MSF pouvez le faire, il faut tenter ... » Feeling IOM : déconseille fortement, trop risqué, et peuvent nous arrêter comme ils veulent puisque non officiel et aucune identification.

Donc contact 00 : feeling de même et en commun accord décision prise de ne pas entrer.

On retourne rencontrer le responsable, on explique que l'on manque de garanties, qu'on n'a rien à cacher, donc que l'on ne veut pas se cacher, etc. On les remercie quand même mais trop peu pour nous.

Infos sur la situation rendues publiques par journalistes, donc pourquoi les humanitaires restent encore bloqués ??? Pas de réponse ou plutôt : « C'est pas eux qui décident »

Impression : il a l'air assez touché par la situation (je ne sais si le terme est le plus juste ?), donc peut-être démarche vraiment personnelle de sa part, mais vraiment c'était pas facile de sentir pour nous où il voulait en venir. Fin de l'épisode.

[...] Témoignages : rien de plus, toujours difficile d'obtenir des chiffres de blessés, de morts et de population restante dans le village. Avec le va-et-vient incessant, cela complique d'autant plus.

14/03/1996 : durcissement ce jour. Les bus IOM ne vont plus jusqu'au village et les hommes sont à nouveau interdits. Une femme a été tuée hier fin de journée par un sniper.

Par contre, le business ne perd pas son temps et des voitures passent sans pb : ils payent+++.

11 heures : visite d'un colonel du ministère des Affaires extraordinaires : annonce que leur service délivrera désormais autorisation à la population pour entrer et pour sortir. La *Kommandantur* à l'intérieur contrôle de plus en plus.

11h30 : rencontre demandée par CICR avec commandant en chef... Elle n'aura jamais lieu, refuse de rencontrer les humanitaires.

Témoignages : beaucoup de militaires à l'intérieur, chiffres ??? Rien de nouveau sur population.

Hier soir, discussion avec journaliste d'Associated Press, car est entré : il y a passé trois heures et non pas une nuit (erreur traduction), a payé 200 dollars et son collègue 1 000, car appareil photo aux gars du MVD [ministère de l'Intérieur].

A été accompagné tout le temps, mais dit qu'ils ne l'ont pas empêché d'aller où il voulait. Population : énorme va-et-vient donc difficile à évaluer, mais dit qu'il resterait en permanence une centaine de personnes dans le village. Le trou dans la population s'élargit, je n'y comprends plus rien... Les chiffres de 24 000 sont confirmés, alors où sont passés ces gens ??? N'a pas visité les caves ni celle de l'hôpital. Je doute de toute façon de plus en plus que l'on puisse trouver des blessés Il dit que si nous payons nous passons qu'il n'y a pas de risque. Les gars du MVD sont détendus, par contre les militaires sont très nerveux. Il a vu trois cadavres seulement, pas de tombes, mais dit qu'il n'est pas sorti de la route principale, car mines+++.

Voilà, chou blanc pour les infos supplémentaires.

De toute façon, même s'il ne reste que très peu de gens, nous savons que certains se réinstallent dans le village, car ne veulent pas perdre le peu qu'il leur reste. Donc il y a quand même des gens sans eau, sans chauffage et sans soins.

On ne va pas mener un siège de trente jours de toute manière... Si la situation ne se détend pas dans les deux jours qui viennent, on fera un point et on prendra une décision. Le CICR pousse, car c'est leur mandat. De notre côté, nous sommes sûrs d'une chose, c'est des 12 500 dans les sites et du programme en cours, et ça on ne doit pas le lâcher et les programmes doivent continuer.

Situation très difficile à analyser : ce que j'entends sur leur capacité à bloquer la zone pendant des mois ne me rassure pas (sources locales).

CC com : si détente aujourd'hui, je pense qu'on peut attendre ; par contre, si le blocage dure des mois, il faudra en parler.

Didigov premier ministre vu ce jour : promet une aide pour demain.

C'est tout. À suivre...



« L'armée russe reprend les bombardements aériens sur la Tchétchénie » **Le Monde** (France), 16 mars 1996 (en français).

Extrait :

Alors que le Conseil de sécurité du président Boris Eltsine devait se réunir à nouveau, vendredi 15 mars, les forces russes semblaient avoir d'ores et déjà reçu consigne d'utiliser tous les moyens pour venir à bout des combattants indépendantistes tchétchènes. Appuyée par des bombardiers stratégiques qui pilonnent la petite république du Caucase, l'armée russe, contrôlant à peine la moitié nord du pays, tente, pour la seconde fois, de s'emparer des montagnes du Sud. Dans la capitale, Grozny, que les Russes prétendaient tenir à nouveau après d'intenses combats ces derniers jours, les indépendantistes ont repris leurs tirs de harcèlement contre les postes de l'armée. La Russie est, d'autre part, en passe de reprendre sa place parmi les principaux exportateurs d'armes dans le monde avec une augmentation de près de 80 % de ses ventes par rapport à l'an passé.



En Ingouchie, il y a tous ces camps avec une masse de Tchétchènes et la frontière est une vraie passoire. Il n'y a aucun contrôle. Les Russes ouvrent un nouveau front à l'ouest de la Tchétchénie, à la frontière avec l'Ingouchie, pour couper l'approvisionnement de la rébellion tchétchène. Les troupes russes du ministère de l'Intérieur s'installent sur cette frontière-là et renforcent énormément leurs points de contrôle. La base d'Assinovskaïa grossit et ils commencent à nettoyer tous les villages. Ils ont nettoyé Samachki quelques semaines auparavant, un village où, l'année précédente à la même époque, il y avait eu un massacre de civils, au lance-flammes. Là, pendant trois semaines, ils encerclent Sernovodsk, qui est à 4 kilomètres de la frontière. Et là aussi, il y a des massacres de civils. Toute cette période, nous passons presque trois semaines, MSF Belgique, le CICR et nous, à faire le pied de grue de 8 heures du matin à 18 heures devant le poste-frontière, pour essayer de rentrer à Sernovodsk. On entend des bombardements, on les sent sous nos pieds puisqu'on est à 3 kilomètres – cela résonne partout. On ne réussit à entrer qu'une fois le « nettoyage » terminé, c'est-à-dire trois semaines après. Le village est déserté. On y entre au moment où ils font sortir les civils et on récupère la plupart des gens qui peuvent sortir. Les autres, on ne saura jamais véritablement ce qui leur est advenu. Quand on parle de nettoyage, c'est au propre comme au figuré. C'est-à-dire que, lorsqu'on entre dans le village, il y a des traces de balles, de bombardements, mais pas un seul blessé, pas un seul mort, il n'y a rien. Des combats ont eu lieu pendant trois semaines, on interviewe des personnes qui parlent de cadavres, de morts brûlés, de choses comme cela, mais tout a été complètement nettoyé.

Graziella Godain, MSF France, coordinatrice d'urgence pour le Caucase du Nord de février à octobre 1996 (en français).

De son côté, l'équipe de MSF Belgique quitte Vedenov, supposant que les forces russes vont terminer la campagne de bombardements des villages du Sud avant l'annonce par Boris Eltsine d'un cessez-le-feu et d'accords de paix, prévue pour le dimanche 31 mars. Elle se replie sur le village de Makhkety, où elle soigne les blessés à la suite des bombardements des villages situés tout autour de Vedenov.



C'était la dernière semaine de mars, tous les bombardements à Samachki étaient finis, tout était rasé, il restait encore une semaine avant les accords de paix annoncés. On voyait que tout se dirigeait vers le sud et nos équipes sur place à Vedenovo disaient :

« Ça va mal tourner, ils ont encore tout le week-end jusqu'au dimanche, ils ne vont pas hésiter, c'est maintenant, ils vont en finir. C'est encore juste dans leurs délais. »

Le mercredi, on avait décidé qu'on restait. Le jeudi, on a remis ça en question. J'ai dit à tout le personnel qu'on avait besoin de deux traducteurs-chauffeurs pour rester avec nous et j'ai demandé aux autres de ne pas venir travailler, d'aller dans leur famille, de partir où ils voulaient. Le vendredi, on est restés à trois expatriés. On entendait vraiment que ça s'approchait. Il y avait de plus en plus de vols au-dessus de nos têtes.

Le vendredi soir, on a dit qu'on ne restait pas, c'était inutile, ils allaient bombarder. Le samedi matin, on est partis comme des voleurs. On est allés à Makhkety, un village sur la route entre Grozny et Vedenovo à 15 kilomètres de Vedenovo, où il n'y avait pas de combats. À l'hôpital de Vedenovo j'ai dit : « Je sais que c'est ridicule mais on part quand même, et puis lundi on rentrera. Eltsine aura fait sa déclaration ce week-end. Si rien ne se passe, on rigolera bien là-dessus, on dira qu'on est des lâches. » Donc samedi, on est allés à Makhkety. Une heure après qu'on fut passés dans le dernier village, il a été bombardé. Ils ont apporté à l'hôpital de Makhkety trois enfants blessés, l'un à la tête, l'autre à l'abdomen et le troisième aux jambes. On a travaillé pendant trois heures pour les stabiliser et les envoyer sur Grozny. Samedi, c'est resté assez calme. Le dimanche matin, on est allés à l'hôpital de Makhkety où on a trouvé des rebelles blessés. On les a soignés. Vers midi, ça a commencé. Les avions passaient l'un après l'autre. On voyait les bombes tomber comme dans les films de la Seconde Guerre mondiale. On pouvait les compter. On sentait tout trembler sur Vedenovo. J'étais avec les femmes dans le bunker, ça a duré pendant des heures et des heures, ça n'arrêtait pas. À 18 heures, Eltsine était à la télé pour déclarer que c'était fini. Mais les bombes continuaient à tomber. On est allés à l'hôpital pour voir s'il y avait des blessés. On y est restés longtemps. Un commandant rebelle de Vedenovo est venu nous dire : « Qu'est-ce que vous faites ici ? Si vous ne revenez pas à Vedenovo, je viens vous chercher parce que c'est là-bas qu'il faut être ! » Je n'ai pas dormi de la nuit. J'entendais les avions. Le lendemain matin, il n'y avait plus un bruit. Pour le reste du monde, la guerre était finie. Les médias ne donnaient aucune information sur Vedenovo et j'ai demandé la permission d'y retourner. Toute la route était défoncée. De là où nous étions, à 15 kilomètres, nous pensions que tout était tombé sur le village, mais ils ne l'avaient pas bombardé directement, tout était tombé sur les collines autour. Il y avait plein d'éclats de verre mais pas un blessé...

*Dr Bart Ostyns, MSF Belgique, coordinateur de projet en Tchétchénie de 1995 à 1996
(en français).*

Le 31 mars 1996, à l'approche des élections en Fédération de Russie, Boris Eltsine a annoncé le « plan de paix » qu'il promet depuis plusieurs semaines. Mais les bombardements se poursuivent.

Le 5 avril, MSF Belgique diffuse un communiqué de presse décrivant la situation des survivants de Samachki auxquels l'une de ses équipes est allée distribuer des secours. Le communiqué signale également l'évacuation de l'équipe de Vedenovo, alertée par la population locale des menaces de bombardements sur la ville même.



« Eltsine suspend la guerre en Tchétchénie avant les élections » Michael Specter, **The New York Times** (États-Unis), 1 avril 1996 (en anglais).

Extrait :

« Nous serons en mesure de donner plus d'autonomie à la Tchétchénie qu'à n'importe quelle autre république de Russie », a déclaré M. Eltsine dans une interview qui a aussi été diffusée à la télévision nationale. « Nous n'avons pas peur de cela. »

Ce n'est pas le premier plan de paix proposé par M. Eltsine et il ne devrait pas rencontrer plus de succès que les précédents. Mais le président, âgé de 65 ans, se bat pour être réélu et a déclaré publiquement qu'il ne pourrait pas l'être s'il ne mettait pas fin à la guerre.

Mais tandis que M. Eltsine s'exprimait, les avions de chasse russes continuaient à frapper les rebelles dans le sud de la Tchétchénie et le commandant des forces russes dans la région, le lieutenant général Viatcheslav Tikhomirov, affirmait : « Il est impossible de passer aussi rapidement de la guerre à la paix. » [...] « Cela ressemble plus à un paquet de promesses à vues électorales qu'à un plan réaliste et concret », a commenté ce soir Grigori A. Iavlinski. Il est le leader de *Iabloko*, le seul groupe réformiste au Parlement, et le chef de l'opposition libérale à M. Eltsine dans la course à la présidence.

Plus tôt cette semaine, M. Iavlinski a accusé M. Eltsine de génocide en Tchétchénie, en particulier parce que les forces russes ont récemment redoublé leurs bombardements, espérant apparemment tuer le plus d'opposants possible avant l'arrêt des hostilités.



« Samachki rasée par l'armée russe – Vedenno menacée à son tour » **Communiqué de presse** de MSF Belgique, MSF France, Paris le 5 avril 1996 (en français).

Extrait :

Médecins Sans Frontières a dû évacuer la ville de Vedenno hier matin. Alertée par la population, l'équipe s'est retirée face à la menace de bombardements de la ville par l'armée russe, alors que les villages de la région avaient déjà été frappés. La population des villages situés à l'est de la ville a elle aussi évacué.

Par ailleurs, une équipe de Médecins Sans Frontières s'est rendue à Samachki, à 30 kilomètres à l'ouest de Grozny. Cette localité fut l'objet de lourds bombardements opérés par l'armée russe tout au long de la semaine passée. L'équipe a trouvé une ville désertée par la population.

En effet, seules 300 personnes environ sont retournées à Samachki, qui compte habituellement 12 000 habitants. 95 % des maisons ont été détruites. Les bombardements et les tirs d'artillerie n'ont rien épargné. Ni l'hôpital ni les écoles, totalement détruits. On a fait état de 200 morts jusqu'à présent, mais on trouve encore des corps à l'heure actuelle. Aujourd'hui, la population revient petit à petit à Samachki, transformée en ville fantôme et encore remplie de mines. Médecins Sans Frontières a organisé à Samachki des distributions de nourriture, de couvertures et de matelas.

Médecins Sans Frontières s'inquiète du sort des populations de Vedenno et craint que la ville ne subisse des bombardements massifs et indiscriminés similaires à ceux qui ont mené à la destruction quasi totale de la ville de Samachki.



Nous avons été les premiers à pénétrer dans Samachki. Et nous y sommes entrés par hasard. Ce que nous y avons vu était vraiment horrible. En approchant du village, sur un terrain vague, nous avons vu de nombreux cadavres de bétail, sur le sol.

Du gros bétail, sur le dos... c'était vraiment horrible. Je n'avais jamais vu cela de ma vie. Puis,

quand nous sommes entrés dans le village complètement détruit, nous n'avons pas tout de suite vu les gens. On en trouvait un, deux ou trois, dans une maison. Au bout d'un certain temps est arrivé un blindé. Lorsque l'officier, qui semblait être un colonel ou gradé de ce niveau, a vu notre véhicule avec le logo MSF, il a commencé à crier : « Comment êtes-vous arrivés jusqu'ici ? Je vous donne dix minutes pour partir. Si vous êtes encore là à mon retour dans dix minutes, vous serez tués. » On a décidé de partir. On avait vu ce qu'on voulait voir.

M, membre du personnel de MSF recruté dans le Caucase du Nord (en anglais).



Mardi, ils ont recommencé à bombarder. À ce moment-là, j'ai laissé tomber tout mon discours d'avant. J'ai dit : « Maintenant il a son accord de paix et ça bombarde toujours. Donc on peut déclarer : "Ce n'est pas fini, ce n'est pas la paix." » J'étais prêt à faire des déclarations tout en sachant qu'à Grozny l'équipe avait quand même la trouille et qu'il fallait le faire d'une façon plutôt discrète. L'idée était de sélectionner des journalistes et de leur passer des infos, des dossiers sous la table, pour qu'ils fassent leurs articles, mais sans vraiment mettre un nom dessus, sans dire « c'est MSF qui a dit ça et ça ».

Dr Bart Ostyns, MSF Belgique, coordinateur de projet en Tchétchénie de 1995 à 1996 (en français).

« TCHÉTCHÉNIE, LOIN DE LA PAIX : MSF DÉNONCE LES "NETTOYAGES" DE SERNOVODSK, SAMACHKI ET VEDENO »

Fin mars 1996, confrontés à l'impossibilité de secourir les victimes des bombardements et des nettoyages de Sernovodsk, Samachki puis Vedeno, les desks et les équipes de terrain décident de préparer une prise de parole publique. Coordonnée par Samantha Bolton, chargée de la communication de MSF International, elle est prévue pour la mi-avril à l'occasion de la venue à Moscou du président des États-Unis, Bill Clinton, pour un sommet exceptionnel du G7⁷.



« Témoignage en Tchétchénie » **Courriel** de Samantha Bolton, chargée de communication de MSF International, aux desks Caucase du Nord de MSF, aux directeurs de la communication de MSF Belgique et MSF France, au secrétaire général de MSF International, au chargé des relations avec l'ONU, au directeur général de MSF États-Unis, 27 mars 1996 (en anglais).

Extrait :

Suite à ma discussion sur la Tchétchénie avec les départements de la communication et à la volonté exprimée par les équipes de faire du témoignage, voici quelques faits, dates et commentaires sur lesquels réfléchir puisque nous essayons de planifier quelque chose.

1) Crise en Tchétchénie

Comme vous le savez tous, MSF travaille en Tchétchénie depuis décembre 1994 et l'envoi par Moscou de 10 000 hommes avec des armes lourdes pour écraser les rebelles qui ont déclaré la Tchétchénie indépendante de la Russie en 1991.

7. G7 : forum politique intergouvernemental des sept pays les plus développés sur le plan économique (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) pour coordonner les politiques mondiales et traiter de questions transnationales.

Depuis quelques mois maintenant, MSF est la seule ONG travaillant en Tchétchénie – en dehors du CICR qui n'est pas une ONG ! Au cours des deux dernières semaines, la situation s'est détériorée et les équipes MSF sont désormais empêchées d'entrer. Et la guerre s'aggrave.

Les équipes se voient bloquer l'accès aux villages de Sernovodsk et de Samachki qui, depuis deux semaines, sont systématiquement bombardés par les forces russes. Des milliers de personnes ont fui mais des centaines restent piégées dans les caves. Des femmes qui protestaient contre le sort fait à leurs proches ont été exécutées par les troupes russes pendant le week-end.

Le nettoyage de Sernovodsk est plus ou moins terminé et maintenant les autres villages de la zone sont encerclés par les troupes russes et bombardés, l'objectif étant de n'épargner personne pour être certain de tuer les rebelles qui se cachent dans les villages. Les Russes n'ont donné au CICR qu'un accès limité à Sernovodsk, et depuis deux semaines les équipes de MSF et du CICR attendent aux barrages sur les routes et parlent avec les gens qui fuient vers les villages de l'Ingouchie voisine.

Le CICR ne peut rien dire et les équipes MSF sont frustrées et prêtes à témoigner. Bénédicte [Jeannerod, directrice de la communication adjointe de MSF France] est présente avec une caméra de télévision.

Si nous voulons faire du témoignage efficace, il faut le faire à Moscou. Je suggère qu'on le fasse avant la visite de Clinton. Si nous voulons faire une conférence de presse à Moscou, voici quelques éléments à garder en tête.

2) La Tchétchénie et les Nations unies

La Tchétchénie est considérée comme une affaire intérieure russe. Aucun pays n'a reconnu la Tchétchénie comme un État indépendant et les Russes refusent d'aborder le sujet au sein du Conseil de sécurité. Boutros-Ghali [le secrétaire général des Nations unies] a dit lui-même qu'il ne s'agissait pas [d'un conflit entre États], que cela ne serait pas discuté.

Discuter de la Tchétchénie reviendrait à ouvrir la boîte de Pandore pour le Tibet et tous les autres conflits internes (dans ce cas, pourquoi s'occuper du Burundi ? et pourquoi l'ONU et la communauté internationale regrettent de ne pas avoir prêté plus d'attention au Rwanda ? Ce qui se passe en Tchétchénie doit certainement déranger quelques règles !). [...] Le seul aspect de la Tchétchénie qui soit discuté au sein de l'ONU, c'est la coordination des secours humanitaires.

3) Le plan de paix d'Eltsine

Le 31 mars, Boris Eltsine doit annoncer à Moscou son « plan de paix pour la Tchétchénie ». Cela fait suite à une série d'informations sur les combats violents dans la république dissidente ainsi qu'aux accusations portant sur les atrocités commises par les Russes contre des civils (même dans la presse russe). Le 16 mars, le Conseil de sécurité russe a publié un « plan de paix pour la Tchétchénie » qui proposait à ses différents membres le choix entre sept plans de paix. Les résultats devaient être annoncés le 16, mais personne n'a pu trancher et ils ont décidé de garder le secret jusqu'au 31. [...]

À Moscou, des journalistes soupçonnent que le plan de paix annoncé le 31 proposera quelque chose comme le retrait des troupes armées régulières de Tchétchénie et le maintien des troupes du ministère de l'Intérieur.

Personne ne croit que cela apportera la paix - mais il sera intéressant de voir ce qui va en sortir.

Selon Graziella, qui est postée au barrage à la sortie de Sernovodsk, certains soldats du ministère de l'Intérieur ont d'ores et déjà remplacé les troupes régulières russes. Il faut savoir qu'ils sont plus durs, plus disciplinés et plus intransigeants.

En aucune circonstance ils ne se laissent aller à bavarder ou à exprimer à quel point ils en ont marre de la guerre, etc. Graziella raconte un incident auquel elle a assisté : des

femmes se dirigeaient vers le *check-point*, et, sans discuter, les nouveaux soldats se sont agenouillé et mis en position de tir.

Lors d'une des précédentes tentatives d'accord de paix, 150 villages ont signé des accords avec le gouvernement acceptant de ne pas héberger de rebelles en échange d'une protection vis-à-vis des attaques du gouvernement – Sernovodsk était l'un de ces villages et regardez ce qui est arrivé.

4) La visite de Clinton en Tchétchénie

Du 19 au 25 avril, le président des États-Unis, Clinton, se rendra en visite à Moscou pour discuter avec le président Boris Eltsine du traité de non-prolifération nucléaire.

Selon le bureau de presse de la Maison-Blanche ici à Washington : « La Tchétchénie n'est pas officiellement à l'agenda. » Toutefois, selon des journalistes qui ont couvert sa précédente visite en Russie, qui n'avait pas non plus la Tchétchénie à l'agenda, « il y a 50 % de chances que Clinton fasse une sorte de déclaration molle sur la Tchétchénie. Après tout, il ne veut pas amoindrir son pouvoir de négociation sur d'autres questions ». L'intérêt de la visite de Clinton réside dans le fait que, selon le Conseil de sécurité des Nations unies, les seules pressions susceptibles d'aboutir à ce que quelque chose se passe en Tchétchénie sont celles des États, individuellement, au niveau bilatéral ou multilatéral.

5) Quelle information sort de Tchétchénie ?

Il y a quelques correspondants aguerris qui entrent et sortent de Tchétchénie – essentiellement de Grozny –, et des dépêches d'agence sont assez régulièrement produites qui sortent du pays et sont utilisées par la plupart des correspondants à Moscou (Reuters et Associated Press).

Tass – l'agence de presse russe – est celle qui produit le plus d'informations, et c'est aussi une source d'informations tendancieuses, de l'aveu de tous (ainsi les reportages les plus récurrents concernent des soldats russes blessés).

De nombreuses dépêches se basent aussi sur des informations de seconde main venant de femmes ou de blessés racontant qu'ils ont vu ou entendu ceci ou cela. C'est bien, mais ce n'est pas très solide. Ce que tous les journalistes disent, c'est qu'il leur manque des témoignages visuels directs et des récits d'atrocités venant de sources non tendancieuses, comme celles des travailleurs humanitaires ou de journalistes eux-mêmes.

6) Autres condamnations de la Russie

Selon un rapport récent de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, les soldats russes de Tchétchénie ont utilisé des forces disproportionnées contre des civils et se sont livrés à des cambriolages, des pillages, des incendies. Le rapport critique également les rebelles pour les prises d'otages systématiques ces dernières semaines. Il semblerait aussi qu'une sorte de film ait été réalisé par un journaliste suisse et présenté à une conférence de presse sur les droits de l'homme.

Personne d'autre ne dit rien – le seul rapport récent ici aux États-Unis concerne la disparition de Fred Cuny.

7) De quoi MSF a-t-elle besoin pour « témoigner » ?

Pour cette raison, MSF pourrait avoir un impact car nous sommes les seuls sur le terrain qui soient prêts à parler. Mais cela ne vaut la peine de communiquer que si nous avons quelque chose de nouveau à dire ou si nous avons des détails et des récits de première main pour prouver ce que nous avançons.

Si nos équipes n'ont pas été témoins directs d'abus, alors nous devons fournir des statistiques et des faits sur les blessés – l'état des victimes, etc. –, même s'il s'agit d'informations sur l'état des réfugiés arrivant en Ingouchie et dans les autres pays voisins.

- Combien de camions avons-nous vus transportant des hommes quitter les villages ?

*** Graziella rapporte avoir vu trois camions transportant une centaine d'hommes.

D'autres récits ? Quand ? Où ?

- Quel est l'état médico-psychologique des réfugiés arrivant dans les camps en Ingouchie, etc. Où travaillons-nous ?
 - Avons-nous des comptes-rendus écrits des interviews que nous avons faites avec les gens ? Qu'ont-ils dit ?
 - Sur quels projets travaille MSF en Tchétchénie ? Et en quoi les récentes attaques que nous avons subies ont-elles affecté notre travail et les populations que nous assistons ?
 - Combien de fois et avec quelle régularité les équipes ont-elles entendu parler de bombardements ? Ont-elles assisté à des exécutions ?
- *** Graziella rapporte que l'hôpital est le premier site qui a été bombardé à Sernovodsk – et que MSF a récupéré 36 blessés par balle / grenade. Quoi de plus ?

8) Qu'est-ce qu'on peut d'ores et déjà dire ?

- Les civils sont ciblés. C'est la guerre la pire et la plus sanglante sur laquelle nous intervenons en ce moment (Graziella dit qu'à côté le Burundi, c'est un divertissement). Les bombes tombent avec force et régularité – les gens qui sortent sont complètement traumatisés. Graziella elle-même a récupéré des femmes traumatisées, hystériques, des blessés et d'autres qui fuyaient la razzia. Tous sont choqués par ce qu'ils ont trouvé en entrant [dans la ville.]
- Ce n'est que le début. Maintenant que Sernovodsk et Semanski Samachki ont été écrasées, le même processus est en cours dans les villages alentour – encerclés par les Russes, bombardés et rasés jusqu'au sol. Selon Graziella, « il s'agit d'écraser et de bombarder systématiquement les civils, village par village ». C'est le pire que les équipes n'aient jamais vu. Est-ce que nous, le monde, le président Clinton, pouvons rester là sans même poser quelques questions ?
- Le plan de paix russe ne marchera probablement pas – puisque déjà les villages qui avaient signé le précédent accord sont sauvagement attaqués et que si les forces du ministère de l'Intérieur qui remplacent les troupes régulières sont encore plus dures, cela ne constitue pas à proprement parler un retrait.
- L'aide humanitaire est bloquée par les Russes qui, depuis trois semaines, empêchent qu'on entre pour aider les blessés – la Russie a signé les conventions de Genève. MSF n'a pas accès pendant les bombardements, ni après, quand les blessés en ont réellement le plus besoin, et doivent attendre en attendant les autres villages se faire bombarder puis aller récupérer les victimes qui fuient la razzia.

Les modalités de cette prise de parole font l'objet de discussions et d'échanges au sein des équipes des terrains et des sièges des deux sections MSF.

À l'occasion d'une « mini-assemblée générale » à Piatigorsk, en Russie, les équipes discutent le contenu du message et sa forme avec les envoyés des sièges.

Écœurés par le niveau des violences auxquelles ils ont assisté, les volontaires sont partagés entre leur désir de faire connaître ces événements et leurs craintes en matière de sécurité. Ils se demandent à quel point cette communication doit être publique. Ainsi, le coordinateur de l'équipe de MSF Belgique basée à Venedo souhaite tout à la fois que la prise de parole ait lieu avant la date du G7, et qu'elle reste « discrète », privilégiant la remise d'informations à des journalistes qui ne citeraient pas MSF comme source d'information. D'autres s'opposent radicalement à toute déclaration de la part de MSF.

Finalement, les sièges des deux sections se mettent d'accord pour qu'un petit déjeuner avec des journalistes soit organisé à Moscou par les deux chefs de mission, en présence d'Éric Goemaere, le directeur général de MSF Belgique.

Les témoignages recueillis par l'équipe de MSF France basée en Ingouchie auprès des réfugiés, en particulier des survivants de Sernovodsk, serviront de base à ce briefing. Ils ont été filmés par une équipe vidéo du département de la communication. V7



Il y a eu beaucoup de discussions sur ce qu'il fallait dire ou ne pas dire. Il y avait des différences entre les sections. Ils avaient besoin de quelqu'un qui avait de l'expérience dans des situations de guerre, et moi, j'avais l'habitude de travailler avec tout le monde.

On a fait une réunion pendant une journée entière à Piatigorsk. Presque toute l'équipe était là. C'était une réunion très difficile. J'ai dû vraiment manager ça pour essayer de trouver un accord parce que les équipes avaient peur. Elles voulaient parler, mais sans faire une grande conférence de presse. On a vraiment discuté de chaque mot.

Moi-même, j'avais aussi un peu peur de travailler sur la Tchétchénie. Après les événements du Rwanda et du Zaïre [le génocide des Rwandais tutsis d'avril à juillet 1994 et les événements qui ont suivi⁸], j'avais réfléchi mais je ne m'étais pas vraiment rendu compte combien ça m'avait traumatisée. C'était un an et demi après et ça a complètement redéclenché toutes les émotions.

Je me sentais aussi très mal à l'aise parce que j'avais l'habitude de travailler en Afrique, mais là, c'était différent d'un régime africain qui n'a aucun contrôle sur quoi que ce soit. On avait affaire à un régime très puissant qui n'avait peur de rien. Et puis c'était toute notre enfance. Si pour nos parents, c'étaient les Allemands qu'il fallait craindre, pour nous c'étaient les Russes. On avait tellement l'habitude d'entendre parler des services secrets, des téléphones sur écoute, etc., c'était de la paranoïa. J'étais donc très consciente de l'insécurité, des peurs des équipes. On a fait très attention. On a vraiment négocié chaque mot. On a discuté sur ce qu'ils se sentaient à l'aise de dire et sur ce qu'ils ne sentaient pas. Je me rappelle que Graziella [Godain, la coordinatrice de MSF France] poussait beaucoup plus. Hilde [Sleurs, la coordinatrice de MSF Belgique] elle aussi voulait très clairement parler. Mais elle devait être aussi du côté de ses équipes et cela la mettait dans une position un peu difficile. Les équipes étaient écœurées par ce qu'elles voyaient. Elles étaient complètement d'accord sur la gravité de la situation. Des bruits couraient sur le fait que des femmes et des enfants étaient attachés sur les tanks qui entraient dans les villages, pour que les gens ne tirent pas sur ces tanks. C'était complètement inacceptable pour tout le monde. Ce sont les volontaires qui avaient collecté toutes les informations. Ils avaient mis beaucoup de cœur, d'émotion, d'énergie dans cette collecte de témoignages, de données médicales. C'était très important pour eux.

Donc, au final, comme toujours à MSF, les désaccords et les discussions ont porté plus sur la forme que sur le contenu. La vraie question est toujours la même : « Qu'est-ce qu'on va faire avec cette information ? » Les volontaires voulaient qu'un « grand chef » du siège se déplace. C'est Éric Goemaere, le directeur général de MSF Belgique, qui est venu.

Samantha Bolton, MSF International, chargée de communication (en français).



Elsine allait annoncer son plan de paix. Ce qui nous gênait, et moi en particulier, c'était que c'était une façon pour lui de gagner du temps vis-à-vis de la communauté internationale pour faire tout ce qu'il voulait jusqu'à cette date-là. J'avais déjà fortement dit : « Il faut faire quelque chose, il faut dire ce qui se passe. » Puis il y a eu des discus-

8. Voir Génocide des Rwandais tutsis 1994, Violences du nouveau régime rwandais 1994-1995 et Camps de réfugiés rwandais Zaïre-Tanzanie 1994-1995, Laurence Binet, collection « Études de cas sur les prises de parole publiques de MSF », documents internes, MSF International.

sions au sein de MSF Belgique et l'idée est sortie d'en parler au moment du G7, qui devait avoir lieu en avril, à Moscou, avec la présence de nombreux journalistes. Je n'étais pas d'accord. Je trouvais cela absurde de déclarer des choses sur les gens une fois qu'ils étaient morts alors qu'on n'avait rien fait pendant qu'ils étaient encore vivants. J'étais vraiment en faveur de parler plus tôt.

Dans l'équipe de MSF Belgique à Grozny, les avis étaient partagés. Il y avait des gens qui ne voulaient absolument pas qu'on sorte quelque chose, même pas une déclaration sous la table. Je pense que ceux qui étaient à Vedeno étaient les plus motivés. C'était mon cas. Seul un collègue a dit : « Si vous faites quelque chose, je pars avant, je ne veux pas savoir. » Et il est parti, sans doute aussi parce que son programme n'existait plus. Mais il a eu raison de faire comme il le sentait. D'autres, de l'équipe de Grozny, ont dit la même chose, mais ils sont finalement restés.

L'équipe de MSF France avait des témoignages, et voulait en faire quelque chose. MSF Belgique disait : « On n'est pas d'accord avec les accusations que ça implique et les conséquences que cela pourrait engendrer. Ce sont quand même des témoignages directs sur les Russes, et leur conduite de la guerre. » Donc on a beaucoup discuté sur la façon de faire. Avec d'autres, j'ai accepté un compromis. J'avais personnellement été marqué par ce qui s'était passé à Vedeno. J'étais plutôt sur la tendance « on ne peut pas fermer sa gueule ».

Dr Bart Ostyns, MSF Belgique, coordinateur de projet en Tchétchénie de 1995 à 1996
(en français).



Le déclencheur de cette volonté de prise de parole est vraiment Sernovodsk. Mais l'équipe de MSF Belgique, de l'autre côté de Vedeno, ne peut plus travailler non plus à cause des bombardements. Donc on décide de frapper fort et de faire une conférence de presse à Moscou. On prépare les textes, les témoignages, etc. Le montage du film n'est pas terminé, mais on a toutes les interviews des réfugiés qui sont sortis de Sernovodsk. Hilde, la coordinatrice de MSF Belgique, et moi on travaille très bien ensemble et on est complètement convaincues qu'il faut faire cette conférence de presse ; Samantha Bolton [coordinatrice de la communication, MSF International] vient pour nous aider à organiser. Le responsable des programmes de MSF France et moi-même appuyons énormément les prises de parole. Mais la conférence de presse est compliquée à monter parce que, à Bruxelles, le siège a plutôt tendance à dire : « Si on témoigne, on se fait virer et on ne pourra plus jamais entrer en Tchétchénie. » Se taire et rester, témoigner et partir... On est en plein là-dedans, et pour cette raison, cette conférence de presse se fait aux forceps. Finalement, Bruxelles nous dit : « On envoie Éric Goemaere. » C'est le directeur général de MSF Belgique. Je ne le connais que de nom. Au début, je me dis : « Il vient contrôler la parole, il vient nous verrouiller. » Je pense qu'il a été envoyé pour cette raison. Mais à Paris, la seule manière qu'ils ont de négocier que cette conférence de presse soit commune, c'est d'accepter que ce soit Éric qui vienne la faire. Éric passe quarante-huit heures avec Hilde, Samantha et moi, et nous lui montrons tous les témoignages. Il découvre l'étendue des violences et ce que les populations veulent dire, les difficultés de travail.

Graziella Godain, MSF France, coordinatrice d'urgence pour le Caucase du Nord de février à octobre 1996, coordinatrice de la cellule de crise sur l'enlèvement de Christophe André de juillet à octobre 1997 (en français).



On se dit que les massacres, les bombardements systématiques des villages, ça commence à bien faire, et on décide d'organiser à Moscou une conférence de presse à l'occasion du G7. On veut frapper un coup directement chez les Russes – ce qui en soi est je pense une première – sur la question tchétchène, qui est une question assez sensible. On ne manque pas de témoignages, surtout ceux de la section française. Il n'y a absolument aucun incident entre sections là-bas bien que nous soyons tous impliqués opérationnellement. On est d'accord pour dire qu'il faut y aller et dire ce qui se passe.

Dr Éric Goemaere, MSF Belgique, directeur général (en français).



La directrice de la communication de MSF Belgique me téléphone et me dit qu'ils ont l'intention de prendre la parole sur la situation et de demander à Samantha Bolton et Éric Goemaere d'aller sur place pour organiser cela. On décide de s'associer à la proposition de Bruxelles. Sur le terrain, leurs équipes remontent la même indignation que les nôtres par rapport à la conduite de la guerre par les Russes. Mais je ne me souviens pas qu'elles remontent de requête pour qu'on intervienne dans le débat public. C'est donc vraiment une impulsion du siège à Bruxelles. En tant que directeur de la communication, je suis un peu surpris et à la fois pas tant que cela. J'ai une bonne relation de travail avec Gerda (Bossier, directrice de la communication de MSF Belgique), et je connais un peu Éric Goemaere. Je sais que, face à des crimes de guerre importants, il est, bon gré mal gré, quelqu'un d'assez motivé. Je m'entends aussi bien avec Samantha Bolton, qui est pressentie pour organiser cela. Je dirais donc que je suis satisfait professionnellement de ce qu'on me propose. MSF Belgique prend l'initiative. Et le message de dénonciation sur la façon dont l'armée russe conduit la guerre nous va bien.

Ce n'est pas un objet de polémique. Mais il n'y a pas unanimité sur la forme, ni sur le fond, car on se posait quand même la question du contenu. François Jean a une approche plus politique du sujet. Ce n'est pas facile entre nous de trouver le contenu du message. Le choix se porte finalement sur un message assez classique.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008 (en français).

Avant l'opération de presse, l'équipe MSF a pris soin d'informer les ambassadeurs à Moscou des pays occidentaux, dont la plupart lui ont d'ailleurs fermement conseillé de renoncer à cette prise de parole afin de ne pas mettre Boris Eltsine dans l'embarras à l'approche des élections.



On a fait le tour des principales ambassades pour leur expliquer ce qu'on allait dire. Tous les ambassadeurs, même celui des États-Unis, ont accepté de nous voir. Mais chacun d'entre eux nous a dit : « On vous conseille très fort de ne pas sortir ce rapport maintenant parce qu'on a vraiment besoin qu'Eltsine gagne les élections. C'est vraiment cela dont on a besoin. Il faudrait que vous vous taisiez. » Ils l'ont dit très clairement. On a dit qu'on ne se tairait pas. Ils ont augmenté la pression en disant : « On ne vous soutient pas, on n'est pas responsables de la sécurité de vos expatriés. »

Samantha Bolton, MSF International, chargée de communication (en français).

Le 18 avril 1996, en raison de l'affluence des journalistes, le petit déjeuner de presse prévu se transforme en conférence de presse.

La veille, une ambassade a informé l'équipe MSF qu'elle avait reçu une lettre du ministère des Affaires intérieures russes se dégageant de toute responsabilité concernant la sécurité de ses ressortissants présents sur le territoire russe.

L'équipe MSF s'est alors organisée pour que cette information, considérée comme une menace déguisée, soit divulguée et commentée pendant la conférence de presse.

En complément des récits recueillis par les volontaires montrant que les civils sont ciblés et que l'aide humanitaire est entravée, une lettre dénonçant les violations des droits de l'homme en Tchétchénie a été envoyée à tous les chefs d'État participant au sommet du G7. Au cours de la conférence de presse, la coordinatrice de la communication de MSF prend l'initiative de lire la réponse de Bill Clinton, le président des États-Unis, dont la présence à Moscou fait l'événement.

Au total, par la force des événements, dans le fond comme dans la forme, les messages délivrés par MSF vont s'avérer beaucoup plus forts que ceux prévus initialement.

La communauté diplomatique, tout en regrettant de ne pas avoir de rapport sur les exactions commises par les rebelles tchétchènes, est impressionnée par le niveau de violences infligé aux civils par les forces russes.



« Tchétchénie, loin de la paix » **Communiqué de presse** de MSF Belgique, MSF France, Moscou / Bruxelles, 18 avril 1996 (en français).

Extrait :

Pendant que les membres du G7 se réunissent pour discuter de la non-prolifération des armes nucléaires, les bombardements systématiques avec des armes conventionnelles continuent en Tchétchénie, faisant de nombreuses victimes parmi la population civile. La Tchétchénie n'est plus une « affaire intérieure » russe. En ce moment même, les violations des droits de l'homme se poursuivent et les droits humanitaires internationaux sont quotidiennement bafoués.

Depuis décembre 1994, on estime à 40 000 le nombre de civils tués. Cette « opération de simple police », qui ne devait durer que quelques heures, s'est transformée en borborygme pour les troupes fédérales et en hécatombe pour la population civile. Le 31 mars 1996, le très attendu plan de paix de Boris Eltsine fut annoncé. Mais depuis, les actions militaires de l'armée fédérale n'ont fait que s'amplifier. En l'absence de réelle volonté de chercher une issue politique au conflit, Moscou est condamné[e] à « reconquérir » sans cesse une population qui, malgré la lassitude de la guerre, lui est de plus en plus hostile. De milliers de civils sont sur les routes et affluent dans les républiques voisines de la Tchétchénie. En réalité, personne ne sait combien de personnes ont été tuées ou sont disparues. Alors que les villages sont bombardés et au moment où les besoins médicaux se font les plus urgents, les organisations humanitaires se voient systématiquement refuser l'accès à ces zones.

Médecins Sans Frontières a élaboré un dossier qui reprend des témoignages recueillis sur le terrain et qui développe les points suivants :

- Les civils sont systématiquement assassinés et les villages rasés.

À mesure que l'armée fédérale avance vers le sud, les villages se voient proposer un « accord de paix ». Les villageois sont obligés de donner de l'argent et des armes aux soldats russes. Les troupes encerclent alors le village et ne laissent plus sortir personne.

C'est alors qu'elles commencent à bombarder. Le scénario est chaque fois identique (Sernovodsk, Samachki, région d'Atchkhoï-Martan...).

Après les bombardements, les autorités militaires ouvrent un « couloir humanitaire » pour laisser sortir les femmes et les enfants moyennant une somme d'argent. Elles ne les laissent pas revenir. Les blessés et les cadavres ne peuvent être évacués (une de nos infirmières a vu les soldats refuser le passage à une femme qui portait son enfant mort). Une fois le village bombardé, les pillages commencent.

- Les droits de l'homme sont bafoués.

Pendant les bombardements, une de nos équipes a vu des soldats russes emmener un camion rempli d'hommes âgés de plus de 12 ans et de garçons accusés d'être des combattants tchéchènes par le simple fait d'avoir les mains calleuses et autres « signes de combattants ». À la fin des combats, des familles entières sont attachées sur les blindés pendant que ceux-ci défilent dans le village. Pendant que les soldats se livrent au pillage, ils poussent femmes et enfants devant eux comme boucliers humains.

Des équipes médicales ont vu des camions de l'armée fédérale remplis du produit des pillages se dirigeant vers la frontière. Le bétail restant en vie est également volé et des membres de MSF ont vu ce bétail sur les marchés de la république d'Ossétie.

- L'aide humanitaire est entravée.

Il est très difficile de travailler en Tchétchénie. Là où des combats se produisent, les organisations humanitaires se voient interdire l'accès alors que c'est à ce moment-là que les besoins d'assistance sont les plus urgents (intervention chirurgicale, évacuation des blessés, apport de nourriture et d'eau). À Samachki, les organisations humanitaires n'ont été autorisées à entrer dans le village que vingt-cinq jours après le début des bombardements.

Jusqu'à aujourd'hui, Médecins Sans Frontières est régulièrement bloquée aux *check-points* et à la frontière avec les républiques voisines.

Les actions militaires rendent de plus en plus difficiles les mouvements : il y a dix jours, notre équipe a dû évacuer de Vedeno.

Par ailleurs, les organisations humanitaires ont les plus grandes difficultés à dédouaner antibiotiques et autres médicaments essentiels pour soigner les blessures et infections.

- Les observateurs « droits de l'homme » de l'OSCE sont inefficaces.

Leur action sur le terrain a donné l'illusion d'une présence internationale. Depuis leur arrivée, les troupes militaires russes ont intensifié leurs actions ciblées systématiquement sur les civils et pratiquent en toute impunité la politique de la « terre brûlée ».

Médecins Sans Frontières tient aujourd'hui une conférence de presse à Moscou et à Bruxelles et demande :

- l'arrêt des attaques systématiques contre les civils,
- l'accès [des organisations] et le respect des opérations de secours,
- l'arrêt des pillages, du racket pratiqué sur les civils et des destructions des biens civils,
- le renforcement du mécanisme d'observation de l'OSCE.



« Tchétchénie, loin de la paix » **Rapport** MSF Belgique / MSF France, avril 1996 (en français).

Extrait :

Je m'appelle Louisa, je suis de Samachki. Je suis réfugiée à Sleptovskaïa depuis le 21 mars. Le 14 mars, les troupes russes sont arrivées. La population de Samachki ne savait pas qu'elles donneraient l'assaut : nous avons déjà été attaqués les 7 et 8 avril de l'année dernière.

Nous l'avons appris au dernier moment. Moi-même, je l'ai su le jour même, le 15, comme tous les autres.

Le 15 au matin, entre 10 et 11 heures, l'attaque a commencé. Des tirs à l'artillerie lourde. À ce moment-là nous étions dans la cave de notre maison, nous n'étions au courant de rien. La moitié de la population était dans le village, peu de gens étaient partis. Un couloir humanitaire a été ouvert le 15 au matin. Les militaires russes ont séparé la population : les hommes et les jeunes garçons d'un côté, les femmes de l'autre. Ils ont emmené des jeunes garçons de 13, 15 ans. Je ne peux pas dire exactement combien, mais on parle d'environ 140 personnes. Ils les ont pris... Des jeunes garçons de 13-15 ans...

Les bombardements ont commencé le soir même, le soir du 15. Je ne suis partie que le 6e jour. Le 19 mars, alors que les gens commençaient à partir, ils tiraient depuis des hélicoptères. Ils ont tué trois femmes sur la route, des réfugiées.

Ils ont fait sortir les gens d'une cave et les ont mis en rang pour les fusiller. Leur chef est arrivé et il leur a dit de retourner dans la cave. À peine avaient-ils passé le portail que les militaires leur ont jeté deux grenades. Trois femmes ont été tuées.



« MSF publie un rapport accablant sur les violences récurrentes des forces russes contre les civils en Tchétchénie. MSF en appelle au gouvernement britannique et aux autres membres du G7 pour faire pression sur le président Eltsine »
Communiqué de presse de MSF Moscou / Londres, 18 avril 1996 (en anglais).

Extrait :

À l'heure où les chefs d'État du G7 se réunissent cette semaine à Moscou pour discuter de la non-prolifération des armes nucléaires, l'organisation humanitaire internationale Médecins Sans Frontières (MSF) publie un nouveau rapport décrivant les bombardements systématiques et les massacres de civils commis par l'armée russe en Tchétchénie ces derniers mois.

Malgré l'initiative de paix du président Eltsine et la présence d'observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), les équipes de terrain de MSF rapportent que la situation s'est gravement détériorée depuis quelques semaines. Les civils continuent à être ciblés et les villages rasés, en violation flagrante des conventions de Genève et d'autres accords internationaux, dont la Russie est signataire. Le rapport de MSF contient des preuves accablantes de violences à l'encontre de non-combattants, y compris l'utilisation de civils, dont des femmes enceintes et des enfants, comme boucliers humains attachés sur des tanks. Il met en lumière le processus systématique d'attaque contre des villages tchétchènes, de pillage et de destruction des installations civiles (dont des hôpitaux, des écoles, des mosquées), d'arrestations arbitraires et d'entrave à l'aide humanitaire.

Seule organisation humanitaire encore présente sur le territoire, MSF a envoyé cette semaine des lettres aux chefs d'État assistant au sommet du G7 à Moscou, leur demandant instamment de faire pression sur le gouvernement russe afin qu'il mette fin au ciblage massif et systématique des civils et aux violations du droit humanitaire en Tchétchénie, qui auraient déjà coûté 40 000 vies. « En prenant la parole sur ce sujet, nos équipes sur le terrain prennent des risques considérables pour leur sécurité », a déclaré le Dr Hilde Sleurs, chef de mission. « Mais la situation pour la population civile est devenue tellement mauvaise que nous n'avons pas d'autre choix. »



Lettre envoyée à tous les chefs d'État, Éric Goemaere, directeur général de MSF Belgique, 18 avril 1996 (en anglais).

Extrait :

Comme vous allez assister au sommet sur la non-prolifération des armes nucléaires à Moscou ce week-end, je vous écris pour attirer votre attention sur la détérioration de la situation des droits de l'homme en Tchétchénie ces dernières semaines et vous demander instamment de faire pression autant que possible sur le gouvernement russe afin qu'il mette fin aux violations massives et systématiques des droits de l'homme et du droit humanitaire commises par ses troupes en Tchétchénie.

[...] L'unique réponse internationale à cette crise a consisté à fournir un soutien financier aux opérations humanitaires et à déployer une poignée d'observateurs des droits de l'homme de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe – toutefois ces derniers n'ont jamais été autorisés à se déplacer en dehors des zones du pays nouvellement « pacifiées ». Nous sommes convaincus que les marques d'apaisement manifestées actuellement par le gouvernement russe au niveau international n'ont aucun impact visible sur ses opérations en Tchétchénie.

Les médecins et les pansements ne suffisent pas. Avant que davantage de civils ne soient tués et pour empêcher que le droit humanitaire international ne soit bafoué, Médecins Sans Frontières espère que vous saisissez cette occasion de demander des comptes au gouvernement russe sur les codes de conduite auxquels il s'est engagé à adhérer en signant ces accords internationaux et en étant membre de l'OSCE.

Si vous avez des doutes sur l'étendue de ces violences, nos représentants à Moscou ont rencontré les membres de l'ambassade des États-Unis et leur ont remis officiellement un rapport sur les actions brutales commises par l'armée russe en Tchétchénie ces deux derniers mois. Nous vous en joignons une copie pour votre information et espérons que quelque chose pourra être fait pour la population de Tchétchénie.



Lettre de Bill Clinton, président des États-Unis, à Joëlle Tanguy, directrice générale de MSF États-Unis, 26 avril 1996 (en anglais).

Extrait :

Je vous remercie de me faire part de vos inquiétudes au sujet du conflit de Tchétchénie. La violence en Tchétchénie est une tragédie pour tous ceux qui y sont impliqués. Nous avons déclaré que la Tchétchénie faisait partie de la Russie, mais nous avons également exprimé notre point de vue sur la quantité intolérable de morts et de souffrances que les actions militaires ont infligé aux civils innocents. Les événements de Tchétchénie nous rappellent que les processus de transformation en Russie – et à travers toute l'ex-Union soviétique – vont connaître des revers. Personne ne peut prédire ce qu'il en sortira, mais ce serait une erreur de mettre une croix sur les réformes en Russie. Notre politique vise vraiment à maximiser les chances que la réforme aboutisse. Il est important durant cette période d'incertitude de se rappeler l'importance pour les États-Unis de promouvoir les futurs progrès de la Russie sur le chemin de la réforme.



« Eltsine face aux accusations d'atrocités » **Daily Telegraph**, Nanette van der Laan, Moscou, 18 avril 1996 (en anglais).

Extrait :

Des travailleurs humanitaires qui travaillent dans la zone depuis février 1994 lancent dans un rapport un appel aux leaders qui assistent au sommet pour qu'ils fassent pression sur M. Eltsine afin qu'il mette fin aux « violences massives contre les non-combattants, en particulier l'utilisation de civils comme boucliers humains placés sur des tanks ».

Selon des témoignages visuels rassemblés par MSF, des femmes tchétchènes ont été attachées à des tanks russes pour empêcher les attaques ; des civils ont été forcés de laisser les cadavres de leurs proches derrière eux ; des maisons ont été pillées et brûlées et des villageois exécutés.

Selon ce rapport, le 4 mars, près du village de Sernovodsk, une infirmière MSF a vu des soldats forcer une femme à abandonner son bébé sur le bord de la route.

Le 17 mars, une équipe MSF a vu des soldats, à un barrage routier, arrêter un jeune homme qui essayait de retourner au village de Samachki, qui venait d'être bombardé. Quand sa mère et sa sœur ont essayé d'intervenir, les soldats ont tiré au-dessus de leur tête. Les travailleurs humanitaires ont aussi vu des troupes russes charger les biens de villageois dans des camions. Les 9 et 10 mars, les équipes MSF ont vu des camions de 10 tonnes quitter Sernovodsk après s'être livrés à des pillages.

Les villageois se plaignent d'avoir dû payer des soldats 50 millions de roubles (environ 7 000 livres) par village pour assurer la mise en place d'un « corridor humanitaire » leur permettant de sortir avant les bombardements.

Selon MSF, les hommes qui essayaient de quitter les zones de combats étaient souvent interceptés et mis à l'écart. Le 15 mars, au barrage à la sortie de Sernovodsk, des équipes ont vu deux camions transportant environ une centaine d'hommes qui avaient été interceptés par les Russes. Leur sort est à ce jour inconnu.

Les équipes médicales récupèrent aussi régulièrement des civils blessés et traumatisés qui ont été ciblés par des snipers alors qu'ils fuyaient les combats. [...]

Selon MSF, ses demandes répétées pour entrer dans Samachki après l'attaque de mars se sont heurtées à des refus. Le 1^{er} avril, la coordinatrice médicale de MSF a enfin été autorisée à pénétrer dans le village. Elle raconte qu'il avait été rasé par les bombardements et que 120 cadavres de bétail jonchaient les rues. Selon elle, seulement 300 des 12 000 villageois sont encore à Samachki. [...]

Pour Samantha Bolton, de MSF, sur les 20 contextes de conflits dans lesquels l'organisation intervient aujourd'hui, celui de la Tchétchénie est le pire. « Plus de 30 000 personnes sont mortes depuis que M. Eltsine a envoyé ses troupes en Tchétchénie en décembre 1994 pour mater des velléités d'indépendance », constate-t-elle. « Nous avons noté qu'à Moscou les diplomates ne voulaient pas soulever la question avant juin », ajoute-t-elle. « Pourtant il ne s'agit pas seulement d'une question interne, mais bien d'un problème international. »

Dans une lettre à John Major, Anne-Marie Huby, la directrice générale de la section britannique de MSF, dénonce les attaques du gouvernement russe comme des « violations flagrantes des conventions de Genève et d'autres traités internationaux dont la Russie est signataire ».

Elle ajoute : « L'armée russe a gravement enfreint le respect de la neutralité des hôpitaux et des dispensaires dans les zones d'intense activité militaire du centre du pays et dans la capitale, Grozny, où l'hôpital de MSF est régulièrement sous le feu des snipers. »



« Le G7 interpellé sur la Tchétchénie » Chrystia Freeland, **Financial Times** (Royaume-Uni), Moscou, 19 avril 1996 (en anglais).

Extrait :

À la veille du prestigieux sommet international, la guerre en Tchétchénie a fourni hier deux nouveaux sujets d'embarras politique au président russe, Boris Eltsine. Le premier a été l'appel lancé par Médecins Sans Frontières, la respectée organisation internationale d'aide médicale, au groupe des sept leaders qui se rencontrent à Moscou aujourd'hui et demain, pour qu'ils fassent pression sur leurs hôtes russes afin que ceux-ci mettent fin aux violations flagrantes des droits de l'homme en Tchétchénie. M. Eltsine espère utiliser cette réunion de deux jours comme plate-forme pour faire monter sa cote de popularité dans son pays avant les élections présidentielles du 16 juin.



« Retour sur la campagne Tchétchénie » **Message** de Samantha Bolton, chargée de communication de MSF International, aux desks Caucase du Nord de MSF, aux directeurs de la communication et aux directeurs généraux des sections MSF, 25 avril 1996 (en anglais).

Extrait :

1) Vue d'ensemble – Bravo à Andres et à tous ceux qui ont travaillé sur ce rapport. Malgré les problèmes de coordination et le fait que trop de gens s'en soient mêlés à la dernière minute, en particulier au niveau des sièges, il est clair qu'à court et spécialement à moyen et long terme, comme l'ont souligné de nombreux journalistes et diplomates, « le rapport de MSF a mis la Tchétchénie à l'agenda international ». Ce rapport va continuer à être perçu et utilisé comme une source fiable d'information et de preuve.

Tous les diplomates à Moscou ont reçu des copies ainsi que les ministres des différents États et les organisations. Plus important : des demandes d'exemplaires du rapport continuent à affluer du monde entier dans toutes les sections. [...]

2) Besoin d'un suivi sérieux – Si on veut maintenir la Tchétchénie sur l'agenda et la crédibilité que nous avons acquise, il est crucial que les responsables des programmes Tchétchénie et les équipes continuent à collecter de l'information afin que nous puissions mettre à jour ce rapport dans quelques semaines. À Moscou, Nikolaï tient les diplomates informés.

Au niveau de la presse, à Moscou comme au niveau des sièges, il faut maintenir la pression pour que la Tchétchénie reste couverte. Les diplomates comme la presse s'attendent à ce que nous assurions un suivi pour montrer à quel point les inquiétudes que nous exprimons depuis le début sont sérieuses. []

B) Moscou

1) Réactions des diplomates à Moscou

Les équipes ont rencontré à Moscou les diplomates des missions suivantes : Belgique, Hollande, Canada, Royaume-Uni, États-Unis, France, Allemagne, Suède, Danemark, Norvège, Union européenne, Italie. Les diplomates sont désormais bien informés de notre existence et du fait que nous avons de l'information fiable.

Au niveau politique, ils ont vraiment pressé l'équipe de questions pour obtenir le plus d'informations possible et étaient vraiment désireux d'organiser des rencontres régulièrement.

Au niveau des financements, de nombreux diplomates étaient vraiment intéressés par ce que nous avons à dire sur la situation humanitaire et, alors que les ambassades étasunienne et canadienne avaient refusé de nous financer le mois dernier, ils

demandent désormais qu'on leur fasse des propositions et qu'on les contacte régulièrement.

Tous les diplomates ont été impressionnés par le rapport. De plus :

- Ils essayent de nous faire dire que les Tchétchènes de Doudaïev ne valent pas mieux que les Russes.
- Ils ont été surpris et choqués par l'ampleur de ce qu'on a raconté.
- Ils souhaitent qu'on parle très fort afin de pouvoir utiliser la crédibilité de notre rapport au niveau de leurs sièges.
- Ils veulent recevoir de l'information mise à jour régulièrement et tenir des réunions à Moscou.
- Ils étaient particulièrement inquiets au sujet d'éventuelles critiques / pressions dans leur presse nationale (c'était en particulier le cas des Scandinaves qui ont reconnu : « Nous sommes très conscients de la force de l'opinion publique dans nos pays en ce qui concerne les droits de l'homme. » Il semble aussi que les journalistes scandinaves sont particulièrement critiques sur la façon dont leurs propres gouvernements abordent la question tchétchène.
- Ils souhaitent être tenus au courant des besoins humanitaires.
- Ils croient encore que la Tchétchénie est une question interne (le diplomate britannique a même dit : « Nous avons le même problème avec l'Irlande du Nord. ») [...]

2) Réaction de la presse à Moscou

La corporation de la presse internationale à Moscou est l'une des plus importantes au monde, avec celle de New York, Londres et Paris. De nombreux journalistes ne savaient pas que MSF travaillait à Moscou et étaient contents de prendre contact. Les correspondants couvrent toute la région de la Lituanie au Kazakhstan en passant par la Géorgie, et sont avides d'informations. [...] MSF a une bonne réputation, ils nous ont vus en Afghanistan et au Moyen-Orient.



On avait prévu un petit déjeuner plutôt qu'une conférence de presse, mais il y a eu beaucoup plus de journalistes que ce qu'on attendait, et c'est vraiment devenu une conférence de presse. Tout le monde témoignait de ce qui se passait, mais on était les premiers à mettre ça dans un rapport public.

La veille de la conférence de presse, une des ambassades nous a informés avoir reçu une lettre, envoyée par le ministère des Affaires intérieures de Russie, les avisant que le gouvernement russe ne pouvait plus être responsable de la sécurité des expatriés à cause des « éléments rebelles incontrôlés ». C'était vraiment une menace très claire. Le représentant de l'ambassade en question nous a dit : « Vous devez absolument annuler cette conférence de presse. » On s'est réunis en cellule de crise avec Éric Goemaere [directeur général de MSF Belgique] et les équipes pour savoir ce qu'on allait faire. Ils m'ont demandé : « Qu'est-ce que tu en penses ? » J'ai dit : « Il faut absolument continuer et montrer qu'on a reçu une menace indirecte. J'ai une journaliste avec qui j'ai eu un bon contact, à qui je peux confier ce rôle. Je suggère qu'on l'invite un peu à l'avance, parce qu'on ne veut pas lui parler au téléphone, qu'on lui donne la lettre et qu'elle dise qu'elle l'a reçue d'une ambassade. À la conférence de presse, elle montrera la lettre en posant la question : "Est-ce que vous êtes au courant de cette lettre envoyée par le ministère des Affaires intérieures à une des ambassades ? Voilà ce que le texte dit." Elle lira la lettre devant toute la conférence de presse pour que ça soit public et nous allons répondre à cette question. » Ils ont tous dit : « OK, c'est une bonne idée. » On a décidé qu'Éric Goemaere répondrait à la question et on a vraiment préparé sa réponse. Il devait dire : « C'est très surprenant. Depuis vingt-cinq ans que MSF travaille dans les pays en guerre, nous avons très rarement reçu ou entendu parler d'une lettre envoyée par le ministère des Affaires intérieures concernant la sécurité des expatriés ou même entendu parler d'une telle lettre. »

La journaliste a exactement dit ce qu'on avait décidé : « Est-ce que vous considérez qu'il s'agit d'une menace du gouvernement russe ? » Toutes les caméras étaient braquées sur elle, les journalistes prenaient des notes, ils ont lu la lettre. C'était très bien, parce que c'était une façon neutre de faire passer cette information. Il s'agissait clairement d'une menace.

La communauté diplomatique a été choquée par les récits. C'étaient des civils qui étaient touchés. C'était très fort. Mais ils nous ont aussi demandé où étaient les récits de toutes les exactions commises par les Tchétchènes. Chaque fois, on leur répétait : « Vous entendez cette version des événements parce que vous êtes à Moscou, mais les Tchétchènes ne vont pas attaquer les Tchétchènes, c'est leur population qui est visée. » C'était incroyable de voir à quel point les diplomates ne voulaient pas entendre ça. On a briefé les journalistes individuellement sur ce qu'avaient dit les différentes ambassades. Ils ont vraiment assuré un suivi. Ils sont allés chercher les réponses dans les ambassades. Ça a été très bien repris.

Samantha Bolton, MSF International, chargée de communication (en français).



Donc, nous faisons une conférence de presse à trois voix : Éric [Goemaere, directeur général de MSF Belgique], Hilde [Sleurs, coordinatrice MSF Belgique] et moi. Nous nous exprimons en français, puis en anglais. C'est Éric qui prend le plus la parole. Il va beaucoup plus loin dans l'attaque contre les autorités russes que ce que le siège de Bruxelles avait prévu. Hilde et moi, nous sommes très étonnées. C'est la panique totale parce que plusieurs questions sont posées sur l'exposition des expatriés : « Est-ce que vous craignez pour votre sécurité ? » Éric répond : « Oui. Aujourd'hui, en prenant la parole, nous prenons des risques et tout le monde en est conscient. »

Graziella Godain, MSF France, coordinatrice d'urgence pour le Caucase du Nord de février à octobre 1996 (en français).



On donne donc une conférence à Moscou avec Graziella [Godain, coordinatrice MSF France] dans laquelle on dénonce clairement la violation des droits de l'homme par le bombardement des villages et cette stratégie qui consiste à laisser croire qu'on donne le choix aux villageois, puis à les encercler et à les écraser ensuite sous les bombes. On le dit de façon violente. Il y a une masse de journalistes, il y a les caméras de télé du monde entier qui sont là. Je pense qu'on fait pas mal de bruit.

Auparavant, on a écrit aux différents présidents du G7, ce qui nous vaut une lettre de réponse de Clinton. Il dit qu'on a tout à fait raison, que vraiment il se sent très concerné et qu'il va aborder le problème avec le président Eltsine. Faire des conférences de presse avec Samantha, c'est d'une efficacité redoutable, mais ça provoque aussi un stress redoutable. Elle était devant la caméra, montrant la lettre de Clinton et en citant le contenu. Mais moi je ne voulais pas montrer à la télé que j'avais écrit une lettre à Clinton, car je pense qu'il ne faut jamais montrer qu'on fait du lobby en parallèle ! Cela a été diffusé sur je ne sais combien de chaînes de télé américaines et européennes. On disait très clairement et largement qu'il y avait des massacres. Ça l'a fait comprendre à tout le monde.

Dr Éric Goemaere, MSF Belgique, directeur général (en français).



On a aidé à mettre le communiqué sur pied. On a eu énormément de presse là-dessus. C'était un peu un coup qu'ils avaient fait tout seuls et on était ravis parce qu'ils nous avaient mis au courant. J'ai écrit une lettre au Premier ministre John Major avant le

G7 et on utilisait cette lettre en disant : « À la veille du G7, MSF demande à John Major de soulever la question des crimes de guerre. » Je crois qu'on a utilisé le terme « crime de guerre ». On disait que c'était une violation du droit de la guerre. On forçait John Major à soulever publiquement cette question. J'ai fait circuler le rapport de témoignages aux chefs de groupes parlementaires. Il y a eu des questions au ministre des Affaires étrangères et on a surfé là-dessus pendant longtemps. Cela a été un bon coup qui s'est fait très vite, et a eu beaucoup d'impact.

Anne-Marie Huby, MSF Royaume-Uni, directrice générale (en français).



Notre communication n'a pas tellement été couverte par la presse. Elle n'a pas fait l'objet de controverse avec l'extérieur. Hormis la position des Russes, il n'y avait pas grand monde qui doutait des excès de la guerre en Tchétchénie, car il y avait des reportages de journalistes, etc. Faire cette conférence de presse n'a pas créé de polémique entre nous, et n'a pas été polémique pour l'extérieur. Après deux ans de guerre, ce n'était pas nouveau de dire ce qu'on disait.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008 (en français).

La directrice générale de MSF Royaume-Uni questionne toutefois la crédibilité de certains des récits et témoignages de réfugiés et des survivants produits dans le rapport et issus d'entretiens filmés par l'équipe vidéo de MSF France.



Il y avait une chose qui me gênait beaucoup, bien qu'on l'ait laissée de côté et qu'on soit allé de l'avant. Je trouvais que les témoignages n'étaient pas très crédibles. Heureusement, la presse ne s'est pas tellement penchée sur le détail. Si les standards journalistiques s'étaient plus appliqués à cette histoire, on n'aurait pas eu le droit de la sortir. C'était très fort, les gens racontaient leur expérience, leurs peurs, c'était très émotionnel, mais ce n'était pas robuste comme témoignage. Sur le fond, il fallait le faire, mais la qualité de la recherche n'était pas là du tout. Ça me gênait beaucoup parce qu'on accusait quand même une superpuissance de crimes de guerre. On n'arrête pas de dire : les témoignages de réfugiés, il faut les prendre avec des pincettes. Mais d'un autre côté, quand ça nous arrange, on prend un tout petit groupe de gens et on dit : « Vous étiez combien à peu près ? » Je ne trouve pas ça très crédible. Je n'ai pas sorti ces témoignages avec enthousiasme. Je sais qu'il y a des journalistes à qui j'ai choisi de ne pas envoyer certains témoignages. Je les ai gardés sous le coude. J'ai publié la lettre en disant : « Nos équipes, nos patients nous disent les choses suivantes et pour nous c'est suffisamment cohérent. » Mais je ne faisais pas référence à un travail de recherche parce que je trouvais qu'il n'était pas crédible. C'est un problème récurrent. Peut-être que c'est une question d'approche culturelle. Souvent je trouvais que les rapports de témoignage qui sortaient de Paris étaient un peu boiteux. Les réponses que l'on nous donnait étaient celles que l'on voulait entendre. Ça me gênait. Souvent je trouvais des moyens un peu cosmétiques pour pouvoir échapper à l'embarras de devoir démontrer mes sources. Je pense que c'est un problème de crédibilité. En même temps, c'est difficile de trouver des prises sur des situations comme celle-là.

Anne-Marie Huby, MSF Royaume-Uni, directrice générale (en français).



On a utilisé deux sortes d'interviews : celles réalisées par les équipes sur place avec leurs propres interprètes, qui étaient de bonne qualité, et celles filmées par l'équipe vidéo, qu'on a retranscrites. On n'avait donné qu'une seule consigne à cette équipe : « Si vous ne faites qu'une interview, il faut absolument que ce soit celle de cette femme qui est à l'hôpital et qui a été attachée sur un tank. C'est une des seules preuves vivantes de l'utilisation de boucliers humains. » Mais ils ne l'ont pas retrouvée.

En fait, le reportage a été mal organisé. Les questions n'étaient pas assez ciblées, donc les réponses relevaient parfois un peu de tout et de n'importe quoi. Et comme, sur-le-champ, les réponses étaient très approximativement traduites, ils ne s'en sont rendus compte qu'au montage, en faisant intervenir un vrai traducteur. Et là, ils se sont aperçus que les gens parlaient de leur vache qui avait perdu une jambe ou de choses comme cela. Ça a pris un temps fou, et pendant ce temps nous on attendait à Moscou. En plus ils n'avaient même pas noté d'où venaient les gens. Ce n'était pas très rigoureux. Mais il y avait aussi de bons témoignages. Il y avait aussi beaucoup de données médicales.

C'est vrai qu'on aurait pu mieux collecter. Mais ça s'est fait à l'initiative des équipes de terrain, qui ont fait de leur mieux. Ce n'étaient ni des journalistes ni des juristes. On a travaillé avec ce qu'on avait.

Samantha Bolton, MSF International, chargée de communication (en français).

Sur le terrain, les membres de l'équipe qui le souhaitent ont pu quitter la mission. Les autres ont reçu pour consigne de ne pas se déplacer.

Sur le conseil des équipes expatriées, le choix a été fait de ne pas inviter la presse russe à la conférence de presse afin de limiter les problèmes de sécurité au niveau local, dans le contexte électoral. Au risque que cette invisibilité dans la presse russe donne au personnel tchéchène de MSF, partisan d'une prise de parole forte sur le sort de ses concitoyens, la fausse impression que l'organisation est restée silencieuse. Au risque aussi de renforcer les craintes des volontaires expatriés restés sur place, déjà inquiets du fait que le message diffusé ait été plus fort que prévu.



Les volontaires étaient proches des équipes locales qui leur demandaient de témoigner et ils sentaient que c'était leur devoir de le faire. Mais ils avaient peur que ce témoignage ne soit manipulé dans le contexte des élections. Ils ne voulaient pas enflammer la situation dans la presse russe. Ils voulaient qu'on s'adresse plutôt à la presse internationale. Comme je ne connaissais pas tellement la Russie, je leur ai fait confiance. S'ils trouvaient qu'il était dangereux que ça sorte dans la presse russe, je ne pouvais pas dire grand-chose. MSF n'a pas l'habitude de s'adresser à la presse au niveau local. Chaque fois, on se sent plus à l'aise de parler avec les correspondants de la presse internationale parce qu'on parle leur langage, on sait d'où ils viennent. Les journalistes de la presse locale, eux, connaissent très bien la situation, ils posent des questions approfondies. C'est normal, et souvent ils sont politisés. Il faut assumer et répondre très clairement. On a donc décidé de ne pas alerter la presse russe. On s'est vraiment tenus à ce qu'on avait décidé. De ce point de vue-là, on a très bien réussi : il n'y avait rien dans la presse russe ou très peu. Mais je ne sais pas si c'était la bonne stratégie. Lorsque les volontaires sont repartis en Tchétchénie, l'équipe

locale leur a dit que personne n'avait entendu parler de ce qu'on avait fait, parce qu'en général personne là-bas n'écoute les informations sur la BBC ou RFI. Or ça n'a presque pas été repris dans la presse russe. Donc personne n'a rien entendu et tout cet effort semblait vain si l'on considère que l'une des raisons majeures de cette communication était de satisfaire le personnel tchétchène qui voulait qu'on parle du sort des Tchétchènes ! Je pense aussi que ça a participé à renforcer la peur des volontaires sur place. En effet, n'ayant pas entendu de réaction officielle, n'ayant rien entendu à la radio et rien lu dans la presse, ils se sont imaginé des tas de choses. C'était comme un fantasme : qu'est-ce qu'il se passe derrière ? Quand on fait une déclaration publique, autant la faire complètement publique et retirer les équipes. Je pense que, là, on a fait un peu un compromis. On a décidé : pas de presse russe, mais on laisse les équipes qui le souhaitent sur le terrain, et c'est ça qui a vraiment déchiré les gens. L'équipe de MSF Belgique était géniale mais très fatiguée, épuisée, et à un certain moment peut-être aurait-il fallu retirer tout le monde. Mais ils n'ont pas dit : « Vous sortez. » Ils ont dit : « Si vous avez envie, vous sortez. » Ça a mis beaucoup de pression sur l'équipe et ça l'a divisée parce que certains sont sortis et d'autres sont restés. Ça a vraiment déchiré les individus. Est-ce que ceux qui sortaient manquaient de courage, trahissaient les Tchétchènes ? Il y a eu une discussion là-dessus. Ils pleuraient. Ils étaient épuisés. Ils ont dû choisir, c'était très difficile.

Samantha Bolton, MSF International, chargée de communication (en français).



Selon moi, il fallait faire ce témoignage. On avait un message et une méthodologie auxquels je croyais et qu'il fallait utiliser, et il était convenu de le faire de cette façon-là. Je savais que c'était un acquis difficile parce que les Français voulaient faire beaucoup plus. Ils étaient tranquilles, ils n'avaient personne en Tchétchénie à l'époque ! Alors quand j'ai entendu que le message sortait de ce que l'on avait convenu, ma première réaction a été : « Les Français l'ont fait quand même ! » C'est après que j'ai compris que c'était Éric [Goemaere, directeur général de MSF Belgique]. J'ai appris en même temps que, d'une part, Éric Goemaere était arrivé, ce qui n'avait pas été prévu, et que d'autre part, on n'avait absolument pas de contrôle sur ce qu'il disait. Il avait utilisé tous les témoignages, il n'avait pas compris nos craintes. Il avait choisi de faire des choses sur lesquelles on n'était pas d'accord. C'est la méthodologie qui n'a pas été respectée. Ce qu'il fallait faire, c'était témoigner en faisant passer les informations à des journalistes. Et puis on n'avait pas de témoignage sur ce que faisaient les rebelles, ça me gênait. Les victimes sont victimes d'une guerre, il faut toujours essayer de dire quelque chose de négatif sur les autres aussi. J'ai vu des interviews dans le journal, je sais que ça a circulé à Grozny. Je ne connais pas les détails, mais c'était quand même clairement : « MSF a dit... » et c'était quand même dans les journaux russes, par des journalistes russes. Même si c'étaient des journaux en anglais. C'était quand même dans le Moscow Times⁹ qui était assez critique vis-à-vis des autorités russes au sujet de la guerre en Tchétchénie. Et il était clair que ça allait être repris par d'autres journaux.

Dr Bart Ostyns, MSF Belgique, coordinateur de projet en Tchétchénie de 1995 à 1996
(en français).

9. À l'époque, le *Moscow Times* est lu essentiellement par des expatriés anglophones vivant en Russie.



Je ne suis pas passé par Grozny avant d'aller à Moscou. Mais on avait pris des précautions. On avait annoncé clairement à l'équipe ce qu'on allait dire. J'ai reçu le feu vert de la coordinatrice. Mais il est vrai que je n'ai pas demandé à chacun d'entre eux son avis sur la question.

Dr Éric Goemaere, MSF Belgique, directeur général (en français).

Le 21 avril 1996, le président tchéchène, Djokhar Douaïev, est abattu par les forces russes, qui l'ont localisé grâce à son téléphone mobile. Zelimkhan landarbiev le remplace à la présidence de la république indépendante de Tchétchénie.



« Les rebelles tchéchènes annoncent que leur leader a été tué par une attaque aérienne russe » Michael R. Gordon, **The New York Times** (États-Unis), 25 avril 1996 (en anglais).

Extrait :

Après une nuit de rumeurs et d'informations contradictoires, un commandant rebelle a déclaré aujourd'hui que les insurgés tchéchènes avaient confirmé que Djokhar Douaïev, le chef rebelle, avait été tué par une attaque de roquette russe.

S'exprimant au cours d'une émission de télévision, depuis son repaire dans les montagnes, le commandant Chamil Bassaïev a annoncé la mort de M. Douaïev et proclamé une période de deuil de trois jours.

La mort de M. Douaïev remet sous les feux de la rampe Zelimkhan landarbiev, le vice-président du gouvernement rebelle tchéchène, qui réapparaît pour diriger le mouvement séparatiste.

ENLÈVEMENT DE MEMBRES DU PERSONNEL DE MSF DANS LE CAUCASE

Le 27 avril 1996, neuf jours après la conférence de presse à Moscou, l'administratrice, le nouveau coordinateur et l'interprète de l'équipe de MSF Belgique sont kidnappés sur la route entre Piatigorsk et Grozny, à 10 kilomètres de la capitale tchéchène. Dans les heures qui suivent, le coordinateur est relâché et chargé par les kidnappeurs de demander une rançon. L'événement est aussitôt médiatisé, avant même que MSF ne l'ait rendu public, ce qui oblige l'organisation à communiquer, en ne divulguant toutefois que les prénoms et les nationalités des otages. [V8](#) [V9](#) [V10](#)



« Otage en Tchétchénie » **Courriel** d'Anouk Delafortrie, chargée de communication MSF Belgique, aux départements de la communication, directions des opérations et directions générales MSF, 27 avril 1996 (en anglais).

Extrait :

Ce matin, deux membres de l'équipe MSF en Tchétchénie ont été pris en otage par un groupe d'hommes armés. L'incident s'est déroulé à environ 10 heures du matin () sur la route entre Grozny (capitale de la Tchétchénie) et Piatigorsk (base logistique en

Fédération de Russie). Deux expatriés, le coordinateur de la mission et l'administratrice, ainsi que l'interprète et les deux conducteurs, ont quitté Grozny à bord de deux véhicules. À environ 10 kilomètres au nord-ouest de Grozny, une voiture les a dépassés qui, dix minutes plus tard, les attendait. Les passagers, des hommes armés, les ont arrêtés et ont emmené l'administratrice et l'interprète tchétchène. Ils ont dit à Marcello, le coordinateur, qu'ils voulaient une rançon et lui ont donné rendez-vous le soir dans un village alentour. Les discussions auront probablement lieu demain. À partir de 9 heures nous serons au bureau et vous tiendrons informés [...]. Le siège de MSF à Bruxelles coordonnera le flux d'informations. Donc ne prenez aucune initiative pour avertir la presse (des vies sont en danger!).

La nouvelle a fait le tour en un rien de temps!

MSF aurait préféré gérer l'incident en toute confidentialité, mais les journalistes et les agences ont eu l'information très vite via des sources non-MSF. Maintenant il nous faut être capables de répondre à leurs questions d'une façon cohérente!

Que pouvons-nous dire?

MSF aura des contacts avec les preneurs d'otages afin de s'assurer que les deux personnes vont bien et pour discuter de leur libération. Notre position, c'est que nous sommes une organisation humanitaire et que l'argent dont nous disposons est utilisé pour aider la population tchétchène et les citoyens russes en Tchétchénie. Bien sûr, nous sommes avant tout inquiets pour la sécurité de notre personnel. Ne parlez pas du montant de la rançon et ne donnez pas les noms des expatriés!

Nous allons essayer, via nos réseaux locaux, d'obtenir la libération de nos collaborateurs.

Qui les a enlevés et pourquoi?

Malgré de nombreuses spéculations, nous ne savons pas précisément qui sont les preneurs d'otages. Ils sont tchétchènes, c'est tout ce que nous savons. Nous ignorons s'ils se revendiquent d'une cause.

Parmi les spéculations sur la raison de cet enlèvement, certains la rapprochent du rapport que nous avons diffusé il y a dix jours. Nous ne pouvons pas confirmer cette thèse sachant que les actes de banditismes sont très fréquents.

Précédents

En janvier et mars de cette année, deux expatriés du CICR ont été pris en otage et relâchés sans qu'une rançon ait été payée. Pour MSF il ne s'agit pas du premier incident de sécurité, mais du plus grave à ce jour. Nous avons subi des cambriolages, mais jamais de prise d'otages.

Informations / sécurité

MSF respecte strictement les règles de sécurité en Tchétchénie : les volontaires ne circulent pas à la nuit tombée. Sur les routes importantes comme celles de Piatigorsk, MSF circule au moins à deux voitures avec au moins deux passagers.



« MSF est en contact avec les kidnappeurs tchétchènes » **AFP** (France), 28 avril 1996 (en anglais).

Extrait :

L'organisation humanitaire médicale internationale Médecins Sans Frontières (MSF) est en contact depuis dimanche avec les hommes en armes qui détiennent deux de ses employés en Tchétchénie, a déclaré une porte-parole de MSF.

Les deux travailleurs médicaux ont été enlevés près de Grozny par des hommes en armes qui ont fait une demande de rançon imprécise allant de 100 000 à 300 000 dollars. La porte-parole contactée au siège de MSF à Bruxelles a annoncé que les deux otages étaient une femme originaire d'ex-Yougoslavie et son interprète tchétchène. Elle n'a pas

donné de détails sur leurs identités ou sur l'état des négociations afin de sauvegarder leur sécurité.

[...] Selon MSF, les deux hommes armés, qui ont posé un premier ultimatum pour le paiement de la rançon à 21 heures samedi, semblent être des criminels.

Les bandes armées sont nombreuses dans la capitale tchéchène, réduite en ruines il y a seize mois par les combats entre les rebelles tchéchènes et les troupes russes.

Des travailleurs humanitaires ont déjà été kidnappés dans cette région qui vit hors la loi, mais selon [...] l'adjoint au chef de mission de la Croix-Rouge à Grozny, les précédents enlèvements ont été résolus en vingt-quatre heures et la Croix-Rouge n'a jamais payé de rançon.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF Belgique, 3 mai 1996 (en français).

Extrait :

11. Questions / Réponses : CA / Exécutif

- Tchétchénie : Mario rappelle les faits. Samedi passé près de Grozny, D [...] a été enlevée avec son interprète. Mario et Alain ont appris la nouvelle rapidement. Il y a eu une médiatisation rapide des faits. Rapidement, la télévision russe a interrompu ses programmes pour annoncer l'enlèvement. La milice prorusse a ensuite visité nos bureaux. Un comité de projet a eu lieu le soir même. Trois possibilités se présentaient à nous : nous avions affaire soit à de simples bandits, soit à des rebelles tchéchènes, enfin, vu la campagne réalisée à Moscou et à Bruxelles, réaction possible des Russes pour mettre en danger les opérations et la présence humanitaire. [...]

Dans la semaine qui a suivi, plusieurs approches ont été faites avec des personnes locales pour trouver contact et commencer la négociation. Le premier rendez-vous était impossible à mettre en œuvre. Ensuite, ils voulaient négocier directement avec les populations locales. Le dimanche, il y a eu pas mal de communications avec la presse. Les ravisseurs ont lancé un message ; ils ne voulaient aucune communication sur le rapt. L'interprète a été relâché. À ce jour, il y a deux personnes qui négocient, mais on n'en sait pas plus. Alain est parti mardi. Éric est parti également.

Les opérations se sont arrêtées, à part l'approvisionnement des hôpitaux.

Le CA tient à signaler qu'ils suivent le sujet de près et que l'exécutif a toute leur confiance.

Le 8 mai 1996, dans un courrier de collecte de fonds à ses donateurs, MSF Belgique mentionne l'enlèvement et leur demande un soutien pour continuer les opérations en Tchétchénie.



Mailing aux donateurs, édition spéciale, MSF Belgique, 8 mai 1996 (en anglais).

Extrait :

Madame, Monsieur,

Quand vous lirez ce courrier, nous espérons que D [...], notre collaboratrice enlevée le 27 avril dernier en Tchétchénie, aura enfin été libérée. Ce n'est malheureusement toujours pas le cas à l'heure où nous imprimons cette lettre. Nous n'avons que très peu d'informations sur ses ravisseurs.

L'enlèvement de D [...] s'est produit dans un contexte déjà extrêmement difficile pour nos équipes. Comme vous pourrez le lire dans l'information ci-jointe, malgré les soi-disant traités de paix, la guerre se poursuit plus que jamais en Tchétchénie. Les tirs de mortier, les bombardements, les pillages sont quotidiens. Grozny est une ville complètement détruite. Les villages sont désertés, des milliers de réfugiés fuient dans les républiques voisines.

Médecins Sans Frontières est une des dernières organisations humanitaires à travailler en Tchétchénie. Chaque jour, des hommes, des femmes et des enfants attendent de nous l'aide qui ne peut, hélas, plus venir d'ailleurs. Malgré l'angoisse et la douleur que représente, pour sa famille et pour tous les Médecins Sans Frontières, l'enlèvement d'un membre de notre organisation, nous devons continuer à travailler. Plus que jamais votre soutien nous est indispensable. Merci de rester avec nous.

L'enquête menée par les équipes de MSF met au jour la complicité d'un membre du personnel local avec les kidnappeurs et aboutit à des négociations et à la libération de l'administratrice, le 10 mai 1996, après quatorze jours de captivité. MSF Belgique affirme n'avoir versé aucune rançon. V11



« Fin de la prise d'otages – Les deux membres de l'équipe MSF sont enfin libérés »
Communiqué de presse de Médecins Sans Frontières, 10 mai 1996 (en anglais).

Extrait :

D [...], logicienne / administratrice, et S [...], interprète, ont finalement été relâchés près de Grozny à 13h30, heure locale, après avoir été détenus en otage pendant quatorze jours. Ils sont en bonne santé. Pendant leur détention, les deux membres de l'équipe MSF n'ont pas été maltraités, ont été bien nourris et hébergés.

[] C'est grâce à différentes longues négociations entre les responsables de l'équipe MSF à Grozny et les représentants civils tchétchènes que la libération a pu avoir lieu. Aucune rançon n'a été versée.

À la suite du kidnapping, MSF a décidé de suspendre temporairement ses activités en Tchétchénie. Toutefois, les programmes de secours pour les réfugiés tchétchènes dans les pays voisins d'Ingouchie et du Daguestan ont suivi leur cours normal.

En tant qu'organisation humanitaire neutre et impartiale, MSF demande que la sécurité de ses équipes et de ses activités soit respectée afin qu'elles puissent continuer à assister les civils tchétchènes.

Au sein de la section belge, mais aussi du mouvement MSF, des questionnements, dont certains prètent à polémiques, émergent sur la question d'un lien éventuel entre cet enlèvement et la prise de parole publique dénonciatrice de MSF du 18 avril 1996. Ils entrent en résonance avec les débats de l'époque sur les risques posés par les prises de parole publiques sur les événements de la région des Grands Lacs d'Afrique centrale qui feront l'objet de vives controverses au sein du mouvement.



« Tchétchénie, le prix du témoignage » **Éditorial** d'Éric Goemaere, directeur général de MSF Belgique, dans *Contacts*, journal interne MSF Belgique, 30 mai 1996 (en français).

Extrait :

De retour de Moscou, il y a un mois, j'écrivais nos hésitations, notre peur pour la mission en Tchétchénie. Nous avons dénoncé avec force les massacres commis par les troupes russes, témoignage qui a fait le tour du monde. Deux semaines plus tard, D [...] et S [...] étaient pris en otage par des bandits sur la route reliant Grozny à Piatigorsk.

Tous deux sont aujourd'hui libres après une captivité moralement épuisante, un jeu psychologique permanent des ravisseurs entre la mort et la liberté dans la soirée !

Quel soulagement de revoir D [...], nous expliquant sa stratégie pour tenir le coup, véritable guérilla psychologique. Merci à toute l'équipe qui, à Grozny, non sans prendre de gros risques personnels, à Moscou et à Bruxelles, s'est mobilisée instantanément en une grande chaîne de solidarité.

Surpris, les ravisseurs nous ont un jour demandé si nous étions une famille ou un clan ! Si le prix que nous payons pour notre présence en Tchétchénie est très lourd, trop lourd, il nous reste à répondre à la question : qui a commandité le coup ?

Nous avons rencontré les ravisseurs : bandits tchétchènes minables, certainement pas les « cerveaux » de l'affaire.

Des pistes convergent pour dire qu'il s'agissait d'un coup monté par les autorités russes, premier signal pour se débarrasser de témoins gênants ; d'autres pistes, au contraire, rendent cette hypothèse peu probable. Même si nous n'en aurons jamais la preuve, nous voulons tout mettre en œuvre pour en savoir plus, nous faire une intime conviction, savoir s'il nous est encore possible de rester en Tchétchénie. Quelle que soit la réponse, nous avons fait à Moscou le témoignage le plus fort, le plus percutant jamais lancé de Bruxelles. Cet incident majeur dans l'histoire de notre association nous oblige donc à rouvrir le débat du témoignage, commencé en AG.

Hier, à la présentation annuelle du rapport de la Croix-Rouge, l'orateur claironne que l'humanitaire ne peut arrêter les guerres, il est un alibi à l'action politique.

Cette phrase est aujourd'hui devenue une rengaine, un slogan que personne n'écoute plus tant elle a été répétée, mais sans effet !

Pour mobiliser l'action politique, plusieurs forces aujourd'hui, dont l'opinion publique et les pouvoirs économiques. N'ayant aucun moyen de parler aux seconds, nous nous adressons aux premiers par notre témoignage, de plus en plus fréquent.

Cette évolution de notre association me paraît inévitable si nous voulons sauver l'action humanitaire du borbier alibi-business dans lequel elle s'enfonce chaque jour un peu plus.

Même si nous avons clairement dit à Chantilly que l'enjeu était de témoigner ET rester, l'antagonisme existe quand nous touchons à la dénonciation. L'opposition siège-terrain resurgit chaque fois qu'il s'agit de parler.

Cette question est un des grands enjeux de notre association pour demain.

Un dirigeant tchétchène est venu nous dire que, depuis notre témoignage, les portes des chancelleries européennes s'étaient ouvertes à lui. Aujourd'hui que les négociations de paix sont entamées, nous pouvons espérer avoir apporté notre pierre à l'édifice.

Ce débat est trop fondamental pour ne pas nous toucher tous. Merci d'être nombreux à vous y investir.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 31 mai 1996 (en français).

Extrait :

TCHÉTCHÉNIE (Éric Goemaere)

Éric vient rendre compte de l'enlèvement de D [...] et de son traducteur, S [...].

Une embuscade a été tendue sur la route par une voiture, D [...] et S [...] ont été emmenés et les ravisseurs réclamaient la somme de 200 000 dollars. De longues négociations ont eu lieu pendant treize jours, avec beaucoup d'intermédiaires au début (milice et FSB proposant leurs services), ce qui était très gênant, car l'affaire a été bizarrement immédiatement médiatisée à Moscou. On a d'abord mis MSF sur de fausses pistes ou des pistes dangereuses... La demande de contact direct avec les otages ne donnait rien... Le 4e jour, S [...] est revenu en faisant pression pour que l'argent soit versé... Le 7e jour, MSF a exigé de voir les preneurs d'otages. Le rendez-vous « au coin d'un bois » s'est fait avec des bandits très nerveux, et peu aguerris à ce genre de chose... Au 2e entretien, MSF a donné des talkies-walkies aux ravisseurs et la négociation s'est poursuivie sur ce mode pendant trois jours (à raison de cinq heures par jour...). Finalement, une transaction a été conclue en échangeant D [...] directement contre une somme d'argent moindre que celle demandée. Officiellement, MSF n'a pas reconnu avoir payé et la somme ne sera pas divulguée (même au CA).

Beaucoup d'interrogations :

- qui a fait le coup ?
- des bandits tchétchènes (incapables de concevoir un scénario d'échange ?),
- une commande du FSB ? Cet enlèvement a eu lieu neuf jours après la conférence de presse de MSF à Moscou où les forces militaires russes ont été clairement mises en cause (en avons-nous payé le prix ?). Pourtant, s'il devait s'agir de terrorisme d'État, on aurait sans doute eu affaire à des gens plus compétents, qui auraient pu faire « traîner » l'affaire,
- il est possible que certaines factions de combattants aient été impliquées...
- quel a été le rôle du traducteur (« Russe d'origine » membre du FSB) ? Même si Éric pense qu'il n'était pas dans le coup au départ, il n'en a pas moins fait pression et contribué à brouiller les pistes (sans doute moyennant argent...).

Des erreurs ont vraisemblablement été commises :

- en « diabolisant » les rapports au politique, MSF Belgique n'avait plus de contact depuis deux mois avec les autorités de Grozny. On pouvait donc nous prendre pour des espions... Nous devons aller voir les militaires et les autorités et leur expliquer ce que nous faisons.
- nous n'aurions pas dû dire pendant la conférence de presse que nous faisions du lobbying politique,
- il aurait sans doute fallu avoir des Tchétchènes avec nous pendant le transport (problème de langue),
- nous avons voulu mener notre enquête seuls, sans réseau de Tchétchènes...

Trois personnes de l'équipe belge restent à Grozny et Éric y retournera sans doute à la fin du mois pour refaire un bilan. Il aimerait que la section française revienne à Grozny car les besoins sont très importants et il ne reste plus grand monde en Tchétchénie.

Brigitte explique que MSF France avait décidé de retourner à Chatoï, au moment où des soldats se sont fait tuer. MSF France attend maintenant de savoir quelles sont les convictions de MSF Belgique sur l'enlèvement.

MSF Belgique va faire un complément d'enquête pendant un mois en rencontrant des personnes à Moscou et à Grozny. Ce n'est pas un incident isolé, l'enlèvement est plutôt un sport national en Tchétchénie. Le CICR a eu ce genre de problème à plusieurs reprises

et le risque de banditisme est important... Il est clair aussi que des gens du staff étaient complices.
MSF est infiltrée de toutes parts et s'est trouvée dans un système où les gardiens sont les propres preneurs d'otages...



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF Belgique, 9 août 1996 (en français).

Extrait :

Tchéchénie : [...]

Pascal [Meus] s'interroge sur l'identité des agresseurs potentiels et les raisons sous-jacentes, à la lumière de l'analyse de l'enlèvement : les enlèvements ont-ils été causés par du banditisme ou étaient-ils liés à notre conférence de presse ?

Éric [Goemaere] répond qu'il y a un fond de banditisme et un problème politique surajouté. Il ajoute que le fait que l'on prenne contact avec les autorités nous donne du crédit, car, auparavant, nous étions considérés comme des espions.

Pascal espère que l'on continuera à soigner les deux camps.

Mario [Goethals] dit que les contacts officiels sont prioritaires mais qu'il faut ensuite voir si les actions sont possibles.

Wim ajoute que l'on doit également veiller à avoir des garanties pour la sécurité des équipes. D'autre part, nous ne voulons pas nous bloquer l'accès à un camp par le fait que nous travaillons dans l'autre.

Pascal demande s'il est possible d'analyser l'impact de la conférence de presse que nous avons organisée à Moscou.

Mario répond que ce genre d'impact n'est pas toujours mesurable. De plus, dans ce cas-ci, la situation ayant dépassé les limites du tolérable, nous n'avions pas le choix. Nous devons témoigner.

Marleen [Bollaert] répond que, même si l'impact n'est pas mesurable, nous nous devons d'évaluer nos actions de témoignage au même titre que le travail médical. Elle rappelle d'ailleurs que le CA a demandé à l'exécutif de faire une évaluation critique du programme et qu'il souhaite prendre connaissance du rapport dès que celui-ci sera établi.



Malheureusement il y a l'enlèvement deux semaines après la conférence de presse. Et l'équipe de Tchétchénie, qui était pourtant d'accord avec cette prise de parole, dit : « C'est à cause du témoignage d'Éric à Moscou que ça s'est passé. »

Je viens juste de revenir de Moscou, l'assemblée générale démarre et je ressaute dans un avion pour repartir là-bas.

En tant que directeur général, je ne suis pas censé disparaître de ma section au moment de l'assemblée générale ! Mais là, si j'y vais c'est parce que je sens, à tort ou à raison, que c'est à moi d'aller au charbon. Je me sens plus coupable en partant qu'en rentrant. En partant, je me dis : « Quel con ! Je n'avais pas pensé qu'ils allaient faire ça ! » À distance ça paraît évident. Mais une fois que tu es sur place, tu te rends compte premièrement que les enlèvements, c'est le sport national, deuxièmement que ce sont des Tchétchènes avec des profils de crapules qui ont agi, même si ça ne prouve rien car ils pouvaient n'être que des exécutants, troisièmement qu'il n'y a aucun signe qui montre que les Russes se sont lancés là-dedans. Si cela avait été les Russes, je pense qu'ils auraient fait durer les choses beaucoup plus longtemps pour nous fatiguer, nous écœurer, pour être sûrs qu'on ne revienne pas. Ils n'ont pas de problèmes pour

appliquer ce genre de stratégie. Ils n'auraient pas laissé les choses se dérouler et se résoudre en un si court laps de temps, ils nous auraient fatigués, fatigués.

Dr Éric Goemaere, MSF Belgique, directeur général (en français).



L'administratrice était basée dans le Caucase du Nord. Elle avait consigne de ne pas descendre. Mais comme le type qui devait descendre pour amener l'argent nécessaire à la mission n'a pas voulu y aller, c'est elle qui a pris sa place. Elle est descendue avec le nouveau coordinateur. Les kidnappeurs l'ont gardée elle, et ont dit au coordinateur d'aller prévenir les autres qu'ils voulaient de l'argent. Ils l'ont gardée trois semaines. On a mené une enquête. On a travaillé pour essayer de suivre la piste, et c'est comme cela qu'on a fait craquer un type qui avait infiltré le groupe et qui a commencé à lâcher le morceau. Étrangement, il a fait des portraits-robots de ceux qui avaient commis l'enlèvement. J'avais gardé ces portraits dans mes fichiers. Ils doivent encore exister au bureau de MSF à Bruxelles. Il y avait toute la chronologie de l'enlèvement et ce qu'on avait fait.¹⁰ On se doutait que les informations sur le déplacement de l'équipe kidnappée avaient été données par l'un des membres de notre personnel. On l'a interrogé et le type a avoué qu'il avait été mis lui-même sous pression pour donner l'information aux bandits. On ne saura jamais vraiment la vérité là-dessus, mais il est quasiment certain que lui-même était un ancien agent des « services [de renseignement] ». Je pense que la conférence de presse et le rapport ont radicalisé les Russes par rapport à notre présence et qu'ils ont intensifié ce genre d'actes. Un autre élément confirme que c'étaient des gens contrôlés par les Russes. Via un collègue qui avait des contacts avec les « services », on est parvenu à avoir une entrevue avec Oleg Lobov, le président du Conseil de sécurité russe. C'était à un moment où tous nos contacts étaient voués à l'échec. Rien n'avancait, on n'avait que des nouvelles contradictoires. Nous nous sommes finalement retrouvés au Kremlin, avec le chef du FSB, le président du Conseil de sécurité, le président tchétchène prorusse, un traducteur – et notre collègue de MSF d'origine géorgienne qui comprend très bien le russe et qui me signalait de temps en temps qu'il fallait faire attention. Les Russes nous ont dit qu'ils allaient nous aider à faire relâcher nos otages, mais que dans ces conditions la prochaine fois qu'on mènerait une action du type du « livre blanc » [rapport], il faudrait peut-être « annoncer la couleur » – ils nous l'ont dit carrément comme cela – et qu'ainsi on pourrait éviter ce genre de problème. À ce moment-là, mon collègue et moi-même on a eu l'intime conviction qu'en fait ces types contrôlaient des éléments mafieux ou des groupes tchétchènes collaborateurs. On avait fait la conférence de presse et le livre blanc, et c'est suite à cela, une semaine plus tard, qu'avait eu lieu l'enlèvement.

Dr Alain Devaux, MSF Belgique, responsable de programme de 1994 à 1996 (en français).



Le coordinateur est rentré entre 11 et 12 heures pour nous prévenir. On a téléphoné bien sûr à Bruxelles, mais ça n'est pas sorti tout de suite. Or, vers 14 ou 15 heures, nous avons reçu un coup de téléphone de l'équipe de MSF France à Moscou qui nous a dit : « Qu'est-ce qu'il se passe ? On est en train de regarder le football à la télévision et en sous-titre, en bas de l'écran, ils annoncent que quelqu'un de MSF a été kidnappé en Tchétchénie. » Tous ceux qui connaissaient un peu la Russie ont trouvé cela très étonnant. MSF n'était « rien », et le kidnapping n'était pas un fait nouveau et extraordinaire dans cette

10. Aucun document / dossier sur cette affaire n'a pu être retrouvé ni au siège de MSF Belgique à Bruxelles ni au bureau de Moscou. Plus généralement, aucun dossier dans les archives de MSF Belgique concernant les activités de la section dans le Caucase du Nord pendant la première guerre de Tchétchénie n'a été retrouvé.

société. Pourquoi les Russes ont-ils immédiatement fait « monter » l'affaire ? C'était probablement directement lié avec nos déclarations. Quelque part, il s'agissait de montrer au public ce qui arrive à ceux qui font des déclarations. On n'avait vraiment rien fait pour faire savoir qu'on avait eu un enlèvement. Bien sûr, on avait contacté des gens à Grozny, mais c'était bizarre que ça monte si vite auprès des journalistes à Moscou. Du coup, de façon peut-être pas très logique, on s'est méfiés des gens qui, à nos yeux, avaient intérêt à passer le message très vite ou qui attendaient quelque part le résultat de ce message. Il y avait un certain nombre de facteurs qui faisaient quand même penser que les Russes étaient derrière. La moindre des choses que l'on pouvait dire, c'est que c'était troublant.

Mais mon plus grand traumatisme dans toute cette histoire a été qu'ici, à Bruxelles, le directeur général et le directeur des opérations, les gens qui prenaient les décisions pour nous, qui étaient censés nous protéger, niaient complètement le lien entre la communication et cet événement. Ça m'a choqué, ça m'a complètement fait douter de tout ce que je faisais pour MSF. Je n'ai pas de problème avec le témoignage, ce n'est pas parce qu'il y a quelque chose qui se passe et qu'il y a des suites qu'il ne faut pas le faire. Il faut juste réaliser qu'il peut y avoir des effets secondaires très graves, que l'on prend le risque et agir en conséquence, éventuellement faire un témoignage plus modéré, moins fort et moins « grande gueule ». Comme beaucoup de gens, je suis descendu un peu bas. Je suis resté trois mois ici à me demander ce que j'allais faire de ma vie, si je partirais encore avec MSF.

Dr Bart Ostyns, MSF Belgique, coordinateur de projet en Tchétchénie de 1995 à 1996
(en français).



Personnellement, je pense qu'on va chercher trop loin. Pour moi, c'était simplement une question d'argent. La mafia tchétchène était quand même bien connue. Je pense qu'une déclaration de MSF ne changeait rien pour eux. Ils fonctionnaient comme des Russes, avec leur caractère, et je ne voyais pas de différence. Je pense que c'étaient des bandits, peut-être moitié russes, moitié tchétchènes. Ce n'était pas politique, c'est mon sentiment personnel.

William Claus, MSF Belgique, coordinateur d'urgence de 1994 à 1996 (en français).



Après l'enlèvement, je suis passée à Bruxelles où j'ai eu droit à une séance du genre « tribunal du peuple ». On m'a appelée et je me suis retrouvée devant tout le monde. Ils disaient que c'était la faute de la presse et la mienne. Cela a pris une tournure très personnelle et j'ai dû dire que c'était une décision qui avait été prise au niveau institutionnel, par l'organisation, que tout le monde était dans le coup. Je me suis trouvée dans une situation très difficile et j'ai demandé qu'Éric Goemaere vienne réexpliquer devant tout le monde ce que j'avais dit. Il l'a fait : « Voilà ce qu'on a dit dans la réunion là-bas et voilà ce qu'on a fait. On a fait tout ce qu'on a dit qu'on ferait. » C'était assez dur et je pense que c'était aussi parce qu'à un certain niveau les décisions n'ont pas été assumées aussi fortement qu'elles auraient dû l'être. On a laissé la colère et l'angoisse sur les prises de décision gagner les équipes. Ça aurait pu être géré de manière plus constructive, mais ils ont été mis dans une position très difficile avec ce choix de rester ou de partir. Avec l'enlèvement, ils étaient complètement traumatisés. Moi aussi j'étais traumatisée. J'étais aussi fâchée parce que je sentais que j'étais vue comme quelqu'un qui était coupable d'une décision, pourtant institutionnelle, que tout le monde avait prise et faisait de son mieux pour assumer.

Samantha Bolton, MSF International, chargée de communication (en français).



On est dans une période tendue entre les sections sur la question du témoignage dans la région des Grands Lacs¹¹, avec toute la crise qui conduit au séminaire de Chantilly¹² dont l'un des ateliers porte sur le témoignage. À l'époque, on s'interroge déjà sur les dilemmes : témoigner, se taire, la sécurité, etc. Et là se produit cet enlèvement. Au cours de l'atelier, le directeur des opérations de MSF Belgique affirme : « On ne témoigne que si on est sûr de l'impact, sinon, on se tait. » Je lui réponds qu'on ne peut jamais mesurer l'impact d'une prise de parole et il me répond ironiquement : « On voit bien cela avec cet enlèvement... » À l'époque, suggérer qu'il y a un lien direct entre le témoignage et l'enlèvement, cela revient à mettre une bombe dans les discussions intersections sur le témoignage.

Graziella Godain, MSF France, coordinatrice d'urgence pour le Caucase du Nord de février à octobre 1996, coordinatrice de la cellule de crise sur l'enlèvement de Christophe André de juillet à octobre 1997 (en français).



Il suffisait de dix minutes pour se rendre compte que la section française n'était pas à l'initiative de cette prise de parole et qu'au contraire nous avions été sollicités pour le faire. À cette époque, il y avait beaucoup de communiqués de presse de MSF Belgique et très peu de MSF France. On était plutôt dans une configuration inversée par rapport à d'autres histoires. C'était plutôt Bruxelles qui était très actif du point de vue de la communication, et Paris qui était plus réservé. Ce type d'accusations superficielles était un automatisme acquis dans les années 1994-1995 sur les Grands Lacs. On ne peut pas conclure ni dans un sens ni dans un autre. Ce qu'on remarque dans cette affaire, c'est que ceux qui ne prennent pas la parole ne sont pas épargnés. On sait qu'il est probable qu'on soit dans le collimateur de ceux qui sont favorables à l'intervention militaire russe en Tchétchénie. Par ailleurs, la scène tchétchène est pleine de différents groupes. Il est extrêmement difficile d'arriver à une conclusion sur un tel sujet. En revanche, je ne me souviens pas d'avoir entendu dans ces débats (depuis plus de dix ans) d'éléments précis ou circonstanciels étayant significativement l'hypothèse que les prises d'otages et les violences subies par notre équipe aient été commises sur ordre des Russes.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008 (en français).



Lorsqu'on fait des déclarations très fortes, on prend le risque de mettre en danger notre accès. C'est un risque qu'il faut prendre pour la population en Tchétchénie. Cela vaut la peine. Il y a aussi un risque que ces déclarations conduisent à des kidnappings et des meurtres. C'est une décision très difficile à prendre — on n'en sait pas assez sur cette question. Les Belges pensent que leur déclaration lors de la première guerre a conduit à des représailles. C'est aussi la conviction de notre équipe.

Kenny Gluck, MSF Hollande, conseiller et coordinateur pour le Caucase du Nord de novembre 1999 à janvier 2001, directeur des opérations de 2001 à 2005 (en anglais).

11. Voir *Génocide des Rwandais tutsis 1994, Violences du nouveau régime rwandais 1994-1995 et Camps de réfugiés rwandais Zaïre-Tanzanie 1994-1995*, Laurence Binet, collection « Études de cas sur les prises de parole publiques de MSF », documents internes, MSF International.

12. Les 8 et 9 mai 1996, 200 membres des différentes sections MSF, dont une majorité de coordinateurs de mission, tiennent une assemblée internationale à Chantilly (France) pour discuter et approfondir les questions d'organisation et de cohésion du mouvement en matière d'opérations et de témoignage.

Après une trêve due à des accords temporaires de cessez-le-feu signés le 10 juin 1996, les affrontements reprennent début juillet, après l'élection de Boris Eltsine à la présidence de la Fédération de Russie.

Pendant les mois de juillet et août, François Jean et Vincent de Bellefroid, les deux volontaires de MSF France partis en mission exploratoire en Tchétchénie avec pour objectif de rouvrir un programme à Chatoï, recommencent à approvisionner des structures de santé tchétchènes en médicaments et matériel médical, appuyés par l'équipe d'Ingouchie. En août, en prenant de gros risques, ils continuent leurs activités dans Grozny assiégée. Ils en ressortent à la veille de l'expiration d'un ultimatum posé par les forces russes à la population civile. Celle-ci fuit les bombardements sur une ville où il est devenu impossible d'acheminer des secours. Pendant cette période, François Jean décrit à différents journalistes le piège qu'est devenue Grozny pour la population civile, fustige la conduite de la guerre par les Russes et l'inertie de la communauté internationale. Au sein du mouvement MSF, certains s'inquiètent des risques qu'il encourt à s'exprimer ainsi publiquement.

V12 



« Grozny, un piège pour la population civile, selon MSF » **AFP** (France), Paris, 15 août 1996 (en français).

Extrait :

Médecins Sans Frontières (MSF) s'est alarmée de la situation des civils à Grozny, estimant que la capitale tchétchène était devenue « un véritable piège pour la population civile, valide ou blessée ».

MSF, qui dispose d'une équipe à Grozny depuis dix jours, s'inquiète de « la quasi-impossibilité que rencontrent les blessés à accéder aux rares structures de soins encore opérationnelles ».

MSF s'inquiète de « l'insécurité qui règne en ville », des « bombardements indiscriminés qui font de nombreux blessés au sein de la population et qui touchent les hôpitaux » et de « l'absence de corridors ménageant une sortie » pour les civils.

Selon MSF, la situation médicale à Grozny est désastreuse. Les équipes humanitaires « rencontrent les plus grandes difficultés à entrer dans Grozny et à approvisionner les centres capables de prendre en charge les blessés ».



« J'étais à Grozny cet après-midi » Interview de François Jean, volontaire de MSF à Grozny, **Le Soir** (Belgique), 22 août 1996 (en français).

Extrait :

Je m'appelle François Jean, je suis membre de l'équipe de Médecins Sans Frontières en Tchétchénie. Je vous parle depuis la ville de Nazran, dans la république russe d'Ingouchie, voisine de la Tchétchénie. Je viens d'arriver à Nazran après avoir quitté Grozny cet après-midi... C'est ainsi que s'est ouverte, mercredi tard dans la soirée, une interview improvisée avec un témoin direct des événements de ces derniers jours en Tchétchénie.

Quelle était la situation à Grozny, mercredi soir, à la veille de l'entrée en vigueur de l'ultimatum russe ? – J'ai quitté Grozny cet après-midi. Il y avait, tout comme au cours des trois jours précédents, de très violents bombardements russes sur certains quartiers de la ville.

Quelle est la réaction de la population à l'ultimatum du général Poulikovski ? L'exode des civils se poursuit-il ? – Oui. L'exode de la population civile s'est amplifié après le lancement de l'ultimatum. Il a atteint des proportions énormes au cours des deux derniers jours.

Peut-on encore quitter la ville ? – Oui. Parfois de façon risquée puisqu'il y a des tirs et des bombes. Il y a également des obstacles, des contrôles aux points de passage qui ralentissent la colonne, mais en gros les civils réussissent à quitter la capitale.

Selon les agences de presse, il reste encore plus de 100 000 habitants civils à Grozny À mon avis, il y en a beaucoup plus que cela. Peut-être 200 000.

Pourquoi restent-ils ? – Certains restent parce qu'ils ont peur que leurs maisons soient pillées. D'autres, parce qu'ils craignent de se faire arrêter en sortant de la ville. Il y a beaucoup d'hommes qui peuvent être arrêtés. Et enfin, d'autres encore restent parce qu'ils ne savent où aller. C'est notamment le cas de la population russe. Les Tchétchènes ont souvent de la famille à l'extérieur, des amis, etc. Tandis que les Russes...

Autrement dit, le risque est grand de voir les civils russes bombardés par les soldats russes – C'est un des risques. Pour les Russes qui se trouvent à Grozny, il y a peu d'échappatoires ou d'alternatives.

Et les autres ? – La population a extrêmement peur. Elle ne croit pas que les choses vont s'améliorer sensiblement. Tout le monde se souvient de ce qui s'est passé en décembre 1994 et janvier 1995 – NDLR : le début de l'intervention russe –, à savoir les bombardements massifs et indiscriminés, au moyen de l'artillerie et de l'aviation, dont la population civile a été la principale victime. Ceux qui le peuvent préfèrent fuir la ville avant qu'il ne soit trop tard.

Je comprends votre devoir de réserve à l'égard des questions politiques. Pouvez-vous cependant nous dire si la population tchétchène, après de telles souffrances, soutient encore les indépendantistes ? – C'est, en tout cas, l'impression générale. Il faut bien dire que la façon dont les forces russes ont « géré » le problème tchétchène a contribué à renforcer une sorte de solidarité entre Tchétchènes. Le caractère massif, aveugle, indiscriminé des bombardements russes a eu pour conséquence, c'est vrai, de voir les gens se dire que, finalement, ils n'ont pas le choix.

Que pouvons-nous faire ici pour arrêter le massacre ? – Encore une fois : posez la question aux hommes politiques. Depuis le début de cette guerre, les Occidentaux semblent très bien s'accommoder de ce qui se passe ici, de voir la population civile massacrée à l'aveuglette. Pour ce qui nous concerne, nous, Médecins Sans Frontières, nous allons continuer de chercher à apporter une aide médicale à la population. C'est extrêmement difficile.

Rentrez-vous à Grozny ce jeudi ? – Nous allons essayer...



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 6 septembre 1996 (en français).

Extrait :

Tchétchénie : François Jean

Il avait été décidé de relancer la mission de Chatoï et on s'est retrouvés à Grozny dans une situation de guerre. On disposait de très peu de moyens et il a fallu jouer de contacts, relations personnelles, et rechercher des alliés dans la population. De fait, beaucoup de gens nous ont aidés et ce qui pouvait apparaître comme une faiblesse opérationnelle (pas de voitures, pas de talkies-walkies, pas de drapeaux) nous a au contraire ouvert des portes. Nous nous sommes pas mal appuyés sur les autres organisations, paralysées dans leur retraite et de ce fait peu engagées dans cette phase de la guerre.

Dans la période du 6 au 20 août, Grozny était sous offensive russe et la volonté de faire obstacle à l'aide humanitaire dans la capitale était évidente. Des médicaments et du matériel ont pu être néanmoins passés à pied de Nazran dans Grozny. Difficile d'y évaluer les besoins, les fonctionnements et les circuits des blessés. D'où le choix d'approvisionner certaines structures en lointaine périphérie, dont les hôpitaux de Tsotsin-lourt et de Tchiri-lourt. Dans l'ensemble, un mode de fonctionnement peu orthodoxe, peu spectaculaire, mais adapté à la situation et au fonctionnement de la société tchétchène.

Cette mission a une dynamique vraiment particulière et intéressante à condition de pouvoir entretenir des contacts tout à fait privilégiés avec la population.

Depuis les accords de paix, la mission de Chatoï est en train de se monter.



Nous avons commencé à nous rapprocher de Grozny, les combats ont commencé à s'intensifier. Avec François [Jean, Fondation MSF] et Graziella [Godain, coordinatrice MSF France Caucase du Nord] en appui, on faisait de l'approvisionnement médical; essentiellement des médicaments et les fameuses cantines bleues pour la chirurgie. On essayait de fournir le plus possible de médicaments à l'intérieur. On les donnait à des groupes qui les transportaient eux-mêmes à l'intérieur de Grozny. C'était un peu tendu avec Graziella parce qu'on les donnait à des groupes qu'on ne connaissait pas trop. Mais on s'est rendu compte qu'ils arrivaient à destination. Quand on a pu aller dans les hôpitaux, on a bien vu que les malles étaient dans les mains des médecins et bien employées. On est rentrés dans Grozny en août. On allait chercher des blessés dans des conditions limites... On était complètement inconscients. La voiture était identifiée MSF, mais cela ne changeait rien. Quand on circulait en voiture dans la ville, on se faisait tirer dessus. Notre chauffeur prenait des risques énormes.

Quand on est entrés dans Grozny, CNN voulait nous filmer. Ils étaient dans une voiture blindée derrière nous. Je me souviens de l'image: Grozny était déserte, et nous, on était peut-être la seule voiture à y entrer, et CNN nous filmaient. À l'époque François était un peu allergique à CNN, donc on n'a pas vraiment donné d'interview. En revanche, je pense qu'il devait de temps à autre discuter avec des journalistes, mais je le laissais gérer ce genre de chose. Il a sans doute parlé avec des journalistes de RFI et surtout avec un journaliste de Libération, qu'il appréciait beaucoup. Et puis on a été bloqués. On a dû partir à pied en suivant toute la masse de réfugiés qui sortait de Grozny à cause de l'ultimatum des Russes qui avaient ouvert un corridor. Avec le personnel tchétchène et leurs familles, on est partis à pied de Grozny jusqu'en Ingouchie. Graziella nous a récupérés.

Vincent de Bellefroid, MSF France, coordinateur de projet à Chatoï (Tchétchénie) de février à mai 1995, puis d'août 1996 à juillet 1997, coordinateur du projet Caucase du Nord de juin à septembre 2001 (en français).



La situation est couverte médiatiquement. Notre préoccupation est plutôt de faire entrer des secours par des voyages un peu audacieux à partir de l'Ingouchie. François [Jean, Fondation MSF] y va au mois d'août et essaye de trouver des connexions permettant d'acheminer des secours. Il y a une micro polémique sur la mise en danger des équipes. Je suis directeur de la communication, mais j'assume un intérim de coordinateur au Burundi. J'y reçois un coup de téléphone de collègues de l'international à propos de la

Tchétchénie. On me demande si je ne pense pas que ce que fait François n'est pas trop dangereux. Il avait dû répondre à quelques journalistes.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008 (en français).

Le 22 août 1996, un accord de cessez-le-feu est conclu et les troupes russes commencent à se retirer de Grozny. Le 31 août, à Khassaviourt, au Daguestan, les chefs d'état-major des armées russe et tchétchène, Alexandre Lebed et Aslan Maskhadov, signent des accords de paix.



« Les troupes russes amorcent leur retrait de Grozny » **Le Monde / AFP** (France), **Reuters** (France / RU), 25 août 1996 (en français).

Extrait :

Le général Alexandre Lebed devait se rendre de nouveau, samedi 24 et dimanche 25 août, en Tchétchénie pour tenter de conclure un accord politique avec les dirigeants indépendantistes. Boris Eltsine, qui avait d'abord refusé de recevoir son émissaire vendredi à Moscou et déclaré qu'il n'était pas « tout à fait satisfait de sa mission », lui a finalement apporté son soutien. Dans la soirée, il a donné, par téléphone, le feu vert au général Lebed pour mener des négociations et « signer un accord sur le règlement politique du conflit et la définition du statut de la Tchétchénie en tant que partie intégrante de la Fédération de Russie ». Le chef de l'État a annoncé son intention de « suivre attentivement tout le processus de paix ».

Sur le terrain, les troupes russes ont commencé, samedi, à se retirer de Grozny, conformément à l'accord de cessez-le-feu conclu, le 22 août, entre les chefs de la rébellion tchétchène et Alexandre Lebed. De l'avis des deux parties, le cessez-le-feu était globalement respecté, samedi matin, sur l'ensemble du territoire de la république caucasienne. D'après Interfax, sept soldats russes ont été blessés, à Grozny, ces dernières vingt-quatre heures.



Fin août, on passe à côté de Khassaviourt. Dans un champ, on voit d'énormes tentes dressées, avec des hommes autour qui ressemblent aux rebelles tchétchènes avec les costumes, l'allure qu'on nous a décrits... Avec eux il y a des « barbus » de Bosnie-Herzégovine, enfin tout ce que nous en savons, c'est-à-dire des Bosniaques islamistes qui sont venus renforcer la rébellion.

Le spectacle est impressionnant. Ils nous arrêtent. Ils fêtent la victoire. Il y a une espèce d'euphorie sur cette route, les quelques Russes qui sont là avec leur char font une drôle de tête. Et quelqu'un nous dit : « Ils sont là. » Nous sommes ébahis. C'est bien là que se passe la signature des accords de paix, sur notre axe de circulation. Nous nous retrouvons par hasard sur les lieux où se déroule un événement historique.

Graziella Godain, MSF France, coordinatrice d'urgence pour le Caucase du Nord de février à octobre 1996, coordinatrice de la cellule de crise sur l'enlèvement de Christophe André de juillet à octobre 1997 (en français).

Quelques jours plus tôt, l'équipe de MSF France a embarqué sur le bord de la route deux volontaires de l'organisation humanitaire ACF qui avaient été kidnappés le 27 juillet 1996 et viennent d'être relâchés par leurs geôliers. V13



« Les organisations humanitaires en enfer » **La Wallonie** (Belgique), 6 août 1996 (en français).

Extrait :

L'organisation française Action contre la faim était toujours sans nouvelles lundi de deux de ses collaborateurs, enlevés par six inconnus armés le 27 juillet dans la capitale, Grozny. Un homme a depuis exigé une rançon de 500 000 dollars en échange de la libération du Français Frédéric Malardeau, 35 ans, et du Britannique Michael Penrose, 24 ans, sans toutefois donner de preuve de son implication dans le rapt.

[...] Médecins Sans Frontières Belgique a également tiré la leçon amère de ses mésaventures tchétones.

Deux de ses collaborateurs, une administratrice d'origine ex-yougoslave et un traducteur russe, ont été enlevés le 27 avril par un groupe d'hommes armés entre Grozny et Piatigorsk (Russie), puis libérés le 10 mai. MSF s'est depuis désengagée de Tchétchénie.

[...] Les indépendantistes, avec qui les organisations humanitaires affirment le plus souvent entretenir de bons rapports, ont nié toute implication dans l'enlèvement des collaborateurs d'ACF.

Ils accusent le gouvernement tchéton prorusse d'avoir formé récemment des bandes armées chargées de commettre des exactions en se faisant passer pour des combattants sécessionnistes.

Quoi qu'il en soit, l'enlèvement des membres de l'ACF risque de poser, dans les milieux humanitaires, la question du maintien en Tchétchénie.

L'ACF, qui assure un service de cantine gratuite à Grozny et dans d'autres localités, est une des dernières grandes organisations d'assistance présentes, avec la Croix-Rouge, Merlin ou Médecins du monde.

Mais un désengagement humanitaire de Tchétchénie alourdirait encore le fardeau de la population civile, qui a déjà payé un prix terrible avec plus de 30 000 morts et de 400 000 réfugiés.



Avec François, en sortant de Grozny, on a récupéré deux hommes perdus au bord de la route. C'étaient les deux membres d'ACF qui avaient été relâchés sur le bas-côté. Ils marchaient vers Nazran. Ils en auraient eu pour un moment car il n'y avait pas beaucoup de voitures d'ONG qui passaient ! Ils étaient en plein syndrome de Stockholm. Ils avaient été retenus trois semaines. Je pense que les rebelles se sont dit qu'ils serviraient de monnaie d'échange si cela tournait mal. Après, comme il y a eu la victoire, ils les ont relâchés.

Graziella Godain, MSF France, coordinatrice d'urgence pour le Caucase du Nord de février à octobre 1996 (en français).



La prise d'otages de l'ACF a duré trois semaines. C'était pendant la guerre et ça a duré si longtemps tout simplement parce que les gens étaient coincés dans les caves sous les bombardements. Mais l'affaire a été assez vite résolue. Le directeur général d'ACF a contacté un certain nombre de gens que je lui avais suggéré de contacter. L'un des otages que j'ai vu lorsqu'il est sorti m'a confié qu'en gros, huit à dix jours après leur capture, ils étaient

tout à fait détendus parce qu'ils avaient senti que le leadership tchétchène avait donné des ordres très clairs pour qu'ils soient relâchés le plus vite possible et qu'il n'était pas question « de manger de ce pain-là ». De fait, si ça a tardé, c'est plus en raison des combats qu'en raison de la mauvaise volonté des preneurs d'otages. À l'époque, c'était une situation de conflit et les autorités politico-militaires tchétchènes avaient – semble-t-il – beaucoup plus de prise sur ces groupes. En tout cas, dans le cas de l'ACF, il est clair qu'une réaction ferme des autorités a résolu le problème.

François Jean, MSF France, directeur d'études à la Fondation MSF jusqu'en décembre 1999 (en français).

POUR LES HUMANITAIRES, L'INSÉCURITÉ CROÎT AVEC LA PAIX

En septembre 1996, les équipes de MSF France et de MSF Belgique reprennent leurs activités respectives à l'hôpital de Chatoï et dans une maternité et cinq polycliniques de Grozny. Mais dans la nuit du 25 au 26 septembre, trois volontaires de la section belge sont victimes d'une agression violente et kidnappés pendant plusieurs heures, après avoir été obligés de remettre l'argent du coffre de la mission.

Le 20 novembre, un véhicule de MSF France est arrêté par un commando tchétchène entre Nazran et Chatoï et conduit au quartier général d'Alkhan-Kala, où le commandant s'excuse patement : il a confondu leur véhicule avec celui du CICR.

Effectivement, le même jour, un volontaire du CICR est kidnappé dans sa voiture, puis relâché quelques heures plus tard.

En novembre, c'est la maison de MSF Belgique à Grozny qui est de nouveau cambriolée. Puis, le 14 décembre, des véhicules de MSF Belgique et du HCR sont pris au milieu d'un combat entre un groupe de combattants tchétchènes et les forces russes et détenus pendant plusieurs heures.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 4 octobre 1996 (en français).

Extrait :

Tchétchénie (Alain Devaux)

Alain rend compte de l'enlèvement de trois membres de l'équipe de MSF Belgique à Grozny vendredi dernier. Les personnes ont été libérées trois à quatre heures après leur enlèvement. [...] La présence de MSF Belgique était pourtant très discrète : trois personnes seulement et deux voitures... Mais les équipes sont gravement infiltrées et le banditisme très développé.

Une réunion d'équipe a eu lieu pour parler de ce qu'il fallait faire. Les besoins à Grozny sont très importants de même que dans le sud du pays. Deux personnes de l'équipe ont décidé de rester et une de partir. Les mesures de sécurité seront renforcées avec une garde officielle vingt-quatre heures sur vingt-quatre (à distance dans une voiture banalisée). Le bureau actuel de MSF Belgique sera déménagé vers le sud de Grozny.

Philippe B [Biberson] relate la visite du ministre des Affaires étrangères tchétchène au siège parisien de MSF pour discuter du projet d'installation d'un centre humanitaire au sud de Grozny, regroupant toutes les ONG. La visite a duré une heure et sentait la

manipulation puisque le ministre avait donné rendez-vous à un journaliste de LCI [chaîne de télévision française] qui a filmé une poignée de mains devant le signe de MSF...



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF Belgique, 13 décembre 1996 (en français).

Extrait :

b. Tchétchénie

Le CA prend connaissance de la décision du comité de projet d'interrompre la mission en Tchétchénie pour des raisons de sécurité. Un bilan de la situation sera fait après les élections. Le CA souligne qu'il se sent responsable de la sécurité des personnes sur le terrain, et insiste donc sur l'importance qu'il reçoive les informations nécessaires et complètes. Dans ce cadre, le témoignage des personnes de terrain serait très intéressant pour les membres du CA.

Janek demande si un renforcement de la cohésion inter-ONG au niveau de la réponse aux menaces ne donnerait pas une pression sur les extrémistes suffisante pour les empêcher de continuer. Éric répond qu'une réunion inter-ONG est tenue hebdomadairement, mais nous n'arrivons pas à faire suffisamment pression, et la menace est permanente.



On a pris des mesures de sécurité à quasi 100 %. Au Daguestan, qui n'est pas particulièrement prorusse, on avait même des services spécialisés de la police pour surveiller nos maisons. Mais on nous avait dit de faire attention, qu'eux-mêmes arrivaient bientôt à un moment où ils ne seraient plus capables de nous protéger à cause d'éléments infiltrés au Daguestan.

Les Russes n'étaient pas vraiment contents de notre présence là-bas. Ils la toléraient. Et comme officiellement il était difficile de chasser le monde humanitaire et les ONG, ils sont passés aux actes différemment, en se servant finalement de groupes tchétchènes prorusse ou simplement des malfrats – parce que la mafia était extrêmement présente – pour faire pression sur les ONG et les pousser à sortir. C'est ainsi qu'il y a eu une suite d'agressions et d'enlèvements de personnels MSF avec violence, avec parfois une très grosse violence pour pousser les équipes à se retirer. Pendant un certain temps, on a hésité. Mais la pression est devenue trop forte avec des événements qui dépassaient un peu l'entendement en matière de violence.

Dr Alain Devaux, MSF Belgique, responsable de programme de 1994 à 1996 (en français).

Dans la nuit du 16 au 17 décembre 1996, à Novye-Atagui, en Tchétchénie, six volontaires du CICR sont abattus pendant leur sommeil. V14  Fin décembre, toutes les équipes MSF ont cessé leurs activités et quitté la Tchétchénie en raison des risques de violences et d'enlèvement.



« L'organisation humanitaire médicale suspend ses activités en Tchétchénie »
AFP (France), Paris, 18 décembre 1996 (en anglais).

Extrait :

« L'organisation humanitaire médicale Médecins Sans Frontières (MSF) a suspendu mercredi ses activités en Tchétchénie jusqu'à nouvel ordre après que des hommes armés ont assassiné six employés de la Croix-Rouge dans cette république dissidente de la Russie », a annoncé MSF.

La dernière équipe MSF travaillant encore à Chatoï, une ville du sud de la Tchétchénie, s'est retirée tôt mercredi « en signe de solidarité avec le CICR », a annoncé un représentant officiel de MSF à l'AFP.

« L'équipe de quatre personnes qui se préparait à reprendre le travail dans l'hôpital de Chatoï, ravagé par la guerre, a quitté la Tchétchénie », a-t-il ajouté.

MSF décidera de retourner ou non dans cette république du Caucase du Nord après avoir discuté avec d'autres organisations humanitaires et avec ses propres employés.

Des hommes armés ont abattu cinq femmes – deux Norvégiennes, une Espagnole, une Néo-Zélandaise et une Canadienne – et un Hollandais pendant leur sommeil tôt mardi matin dans leur résidence de Novye-Atagui, à 20 kilomètres au sud de la capitale tchétchène, Grozny.

Ce massacre a lieu au moment où le banditisme et les prises d'otages connaissent une recrudescence en Tchétchénie, ce qui menace directement les accords de paix signés par la Russie et les séparatistes tchétchènes fin août, mettant fin à vingt-et-un mois de combats.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France du 20 décembre 1996 (en français).

Extrait :

Tchétchénie (Martine Guillod)

Dans la nuit de lundi à mardi, des personnes se sont introduites dans un hôpital au sud de Grozny en tuant six personnes et en blessant une septième. Le lendemain, toutes les organisations humanitaires présentes ont décidé de quitter les lieux en signe de solidarité. Le coordinateur Vincent [de Bellefroid] est parti sur Chatoï en expliquant à la population les raisons du retrait. François Jean doit partir rejoindre Vincent et Jean-Marc Séraphin [responsable des ressources humaines] ira voir les équipes.

Le CICR a fait un communiqué pour dire que c'était un assassinat délibéré où le CICR était clairement visé. Ce n'est pas une histoire crapuleuse (pas de vol).

Le lendemain, une famille russe de six personnes était tuée à Grozny. D'autres personnes ont disparu.

Toutes les ONG ont manifesté à Genève et à Nazran pour exprimer leur solidarité au CICR. Le CICR a suspendu toutes ses activités et les organisations humanitaires ont fait la même chose (pour une semaine au moins).

Les élections étaient prévues le 27 janvier et il semblerait qu'elles soient repoussées (rien de confirmé).

Philippe [Biberson] précise que, pour l'instant, nous n'avons pas encore tiré de conclusion. Le retrait, suite à cet acte honteux, a été adopté d'une part pour « marquer le coup » et d'autre part pour protéger la jeune équipe sur place. Cet acte est différent des précédents dans la manière dont il s'est déroulé. Nous souhaiterions pouvoir reprendre cette mission (compte tenu des besoins de la population), mais il est trop tôt pour prendre

une décision avec la tension qui règne en Tchétchénie. Il n'est pas exclu que nous ne puissions pas retourner travailler à Chatoï.

Pour Guy [Hermet], ce n'est pas le CICR qui est visé, mais l'emblème qu'il représente. Nous sommes donc tous visés et il ne faut pas poser des cibles sur le terrain pour des gens qui travaillent sans doute pour d'autres personnes en Russie.

Odile [Cochetel] souligne que ne pas savoir est pire que tout et qu'on ne pourra envisager de revenir avant d'avoir compris.



Et puis il y a eu l'assassinat de nos collègues de la Croix-Rouge internationale. À ce moment-là, on a décidé de mettre la pédale douce, et je suis allé en Tchétchénie pour faire une dernière visite et replier les équipes sur le Daguestan. J'étais encadré par les hommes de Maskhadov [chef d'état-major de l'armée rebelle tchétchène], armés jusqu'aux dents, avec deux voitures de chaque côté, pour ne pas être enlevé. On a donc replié tout le monde sur Khassaviourt. Et nous avons continué à intervenir avec des équipes de Tchétchènes qui vivaient sur place et qui voulaient continuer à travailler pour leur peuple. On a utilisé un système qu'on n'aime pas trop, l'aide à distance (remote control), mais c'était la seule possibilité. On avait eu de petits enlèvements qui avaient duré quelques heures, mais le niveau de violence augmentait chaque fois avec des menaces, des simulacres d'assassinat. Une fois, des collègues ont été attachés à côté d'une tombe. L'un devait aller chercher une somme d'argent de manière à pouvoir faire libérer son copain. À ce moment-là, des Tchétchènes indépendantistes ont attaqué pour le libérer, ce qui présentait aussi un risque.

Dr Alain Devaux, MSF Belgique, responsable de programme de 1994 à 1996 (en français).



Selon moi, ce qui s'est passé avec le CICR était un acte politique qui signifiait : « Maintenant, vous vous taisez. » Je me souviens qu'à l'époque j'étais très surprise de la quantité de témoignages du CICR sur la Tchétchénie. Je pense que ça y a contribué.

Son coordinateur parlait constamment à la radio de ce qui se passait en Tchétchénie. Il donnait même des détails assez surprenants, sur le type de missiles, les cibles des bombardements. D'habitude, ils ne donnent pas autant de détails là-dessus. Il disait vraiment : « Tel type de missile est tombé à tel endroit. » Il témoignait sur les endroits spécifiques.

Samantha Bolton, MSF International, chargée de communication (en français).



Ils ont commencé par cambrioler les ONG. Ils ne prenaient pas les gens mais l'argent – de MSF France et de MSF Belgique. Ils ne touchaient pas aux étrangers. Ils se contentaient de prendre l'argent. Puis ils se sont rendu compte que cela ne marchait pas et ils ont commencé à battre les étrangers. Je me souviens de l'un d'entre eux qui était couvert de bleus. Et puis ils ont commencé les enlèvements et au début ça a marché. Mais les gens ne portaient toujours pas. Et puis il y a eu les assassinats des membres du CICR, la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

E, membre du personnel de MSF recruté dans le Caucase du Nord (en anglais).



À l'été 1996, on avait décidé avec François [Jean] de s'installer de nouveau sur Chatoï parce qu'on y était connus. On voulait s'isoler un peu dans un village de montagne pour travailler avec peu de personnel, en sécurité, s'installer dans les hôpitaux de bas de montagne et s'occuper de toute la zone montagneuse. On a mis pas mal de temps à lancer le programme. L'équipe s'est petit à petit renforcée jusqu'à cinq ou six. Le programme tournait, avec des cliniques mobiles sur Chatoï et la périphérie. Jusqu'à l'assassinat des collègues de la Croix-Rouge, fin 1996. On a alors retiré toute l'équipe. Moi, j'avais la volonté de maintenir ce programme. J'ai eu une très longue discussion avec François et avec Brigitte Vasset [directrice des opérations MSF France]. Il est vrai que rester est assez difficile à justifier quand on a ce genre d'assassinat.

Vincent de Bellefroid, MSF France, coordinateur de projet à Chatoï (Tchétchénie) de février à mai 1995, puis d'août 1996 à juillet 1997, coordinateur du projet Caucase du Nord de juin à septembre 2001 (en français).



Ça s'est dégradé petit à petit. Les prises d'otages, ce n'était pas nouveau puisqu'il y en a eu tout au long de l'année 1996. Le CICR a été victime de six ou sept prises d'otages. Mais chaque fois, les problèmes se sont résolus localement et rapidement. Parfois en quelques jours, parfois en quelques heures. Mais à partir d'octobre / novembre, avec la prise d'otages des gens d'InterSOS, puis fin 1996-début 1997, la série de prises d'otages des journalistes russes, on a bien vu que le processus n'était plus le même et qu'on avait affaire à des groupes plus structurés, répondant beaucoup plus évidemment à une logique crapuleuse, criminelle.

François Jean, MSF France, directeur d'études à la Fondation MSF jusqu'en décembre 1999 (en français).

À la fin de 1996, MSF publie son livre **Populations en danger** qui contient un chapitre rédigé par François Jean, dénonçant fortement les violations des droits de l'homme et du droit humanitaire perpétrées par les forces de la Fédération de Russie en Tchétchénie.



« Tchétchénie : la résistance à l'oppression » François Jean in **Populations en danger**, 1996 – Action humanitaire et protection des civils, Médecins Sans Frontières – Éditions La Découverte (en français).

Extrait :

Le 11 décembre 1994, les forces de la Fédération de Russie intervenaient en Tchétchénie pour « rétablir l'ordre constitutionnel [...] par tous les moyens ». Vingt mois plus tard, le bilan est accablant : les principales villes ont été rasées, la plupart des villages bombardés, d'innombrables maisons saccagées ou pillées ; des dizaines de milliers de personnes ont été tuées – essentiellement des civils, mais aussi des milliers de soldats russes. Au fil des mois, cette « opération de simple police » s'est transformée en bourbier pour les troupes fédérales et en hécatombe pour la population civile.

Ce conflit, qui a fait plus de 50 000 victimes et provoqué l'exode de centaines de milliers de personnes, est marqué par des violations flagrantes et systématiques du droit international humanitaire. Les populations civiles, délibérément prises pour cible, sont

soumises à des bombardements indiscriminés et disproportionnés et sont victimes de représailles collectives et d'exactions à grande échelle. La situation est d'autant plus grave que les organisations humanitaires sont entravées dans leur action et empêchées de porter secours aux populations piégées par les combats et les bombardements. Cette guerre sans merci, lourde de conséquences pour le devenir de la Russie, est un pathétique révélateur de la complaisance des démocraties face aux violations massives des droits de l'homme.

Fin février 1997, MSF France commence à relancer sa mission de Chatoï, en Tchétchénie, avec une équipe réduite au minimum. Cette relance est confirmée en avril, en toute conscience des risques d'enlèvement encourus. Une autre équipe, basée à Nazran, recentre ses activités des camps de déplacés vers l'hôpital, pour des raisons de sécurité.



Fax de Martine Guillod, responsable de programme MSF France, 10 janvier 1997 (en français).

Extrait :

Voici donc les infos et plutôt les « feelings » des deux personnes qui ont été en Tchétchénie récemment.

L'objectif de cette visite était de faire le point sur la situation et de réagir et se positionner par rapport à l'événement dont le CICR a été victime.

[...] Pour tout le monde il est clair que cette action a été menée de façon très professionnelle, ce qui implique une vraie préparation, avec la volonté de tuer.

Sûrement à replacer dans un contexte de déstabilisation politique en pré-électoral.

- déstabilisation venant de la Russie ou de certains groupes russes pour donner une image désastreuse de la Tchétchénie et repousser les observateurs des élections les rendant alors plus facilement « illégitimes »

- des groupes tchétchènes sont actuellement satisfaits de la situation chaotique et insécure du pays et ne veulent peut-être pas d'un ordre remis en place dans la république par un leadership légitimé par la volonté populaire.

Aucun des interlocuteurs n'a pointé le doigt en premier sur la Russie. Tous se méfient de tous. Tout le monde s'arme.

Il existe peut-être un groupe « plus islamiste » que les autres qui pourrait avoir fait cette horreur se sachant protégé... (je t'en parle plutôt par tél si tu le souhaites mais probablement tu connais).

La décision pour nous (qui doit passer cet après-midi pour être « portée » par l'ensemble de la maison) est que nous faisons un stand-by actif. Ça veut dire que deux personnes vont aller une ou deux fois en Tchétchénie sur une courte période (une nuit à Chatoï) non organisée, non prévue, non annoncée...

L'activité médicale est supprimée pour le moment. Seule reste la supervision de la fin de la réhab de l'hosto.

Notre but est de ne pas perdre le fil de l'évolution ni les contacts et de pouvoir évaluer... en vue d'un retour... qui se soldera peut-être par un départ définitif.



Juste après l'assassinat des membres du CICR à Novye-Atagui, je suis allé en Tchétchénie et on a décidé de mettre les missions en stand-by en se donnant deux mois de réflexion... Fin février, début mars, on avait décidé d'une relance à minima, avec des programmes centrés uniquement sur l'hôpital, sans beaucoup de déplacements dans la région et on avait convenu de refaire le point un mois après. J'y suis donc retourné en avril avec Marc [Gastellu-Etchegorry, responsable des urgences à MSF France] et c'est là qu'on a décidé d'une part la relance de la mission Tchétchénie, d'autre part, compte tenu de la détérioration des conditions de sécurité en Ingouchie, d'un reformatage de la mission dans ce pays avec notamment un abandon progressif, sur un mois à peu près, de notre activité dans les camps. On travaillait dans environ 90 camps en Ingouchie, ce qui supposait énormément de déplacements. On a recentré sur certaines pathologies dans les hôpitaux de Nazran. Tous, aussi bien l'équipe sur place que le siège, nous avons commencé à sentir un changement dans les tout derniers mois de 1996, un changement qui s'est révélé très net début 1997. On a relancé la mission en disant très clairement que Novye-Atagui était un événement tout à fait exceptionnel et qu'on ne pensait pas qu'il allait se reproduire. Mais on a aussi très clairement exprimé, lors de la réunion de mars et ensuite lorsqu'on est revenus avec Marc, que relancer la mission en Tchétchénie, c'était assumer le risque d'une prise d'otages. [] C'était peut-être une illusion, mais on pouvait se dire qu'il y avait des moyens de se positionner, qu'une attention au contexte pouvait le permettre, que cela renvoyait à une rationalité politique, dont il était possible de tenir compte sans pour autant se préserver à cent pour cent.

François Jean, MSF France, directeur d'études à la Fondation MSF jusqu'en décembre 1999 (en français).

Le 5 janvier 1997, les dernières troupes russes ont quitté officiellement la Tchétchénie.

Le 27 janvier, Aslan Maskhadov a été élu président de la République indépendante de Tchétchénie, sous le contrôle des observateurs de l'OSCE. Mais il refuse de siéger au Conseil fédéral.

Le 12 mai, un accord de paix formel est signé, qui jette les bases des futures relations entre la Tchétchénie et la Fédération de Russie. Les deux parties s'y engagent à ne plus utiliser la violence. La douma, assemblée du Parlement russe, refuse de le ratifier.



« Tchétchénie : les dernières troupes russes ont évacué l'aéroport civil de Grozny » **Le Monde / AFP** (France), 2 janvier 1997 (en français)

Extrait :

Les dernières troupes russes ont évacué, lundi 30 décembre au soir, l'aéroport civil de la capitale tchétchène, Grozny, a rapporté, mardi, l'agence Interfax, citant des sources militaires russes. Seules les unités de protection de la représentation de la présidence russe dans la république installée dans l'aéroport demeurent sur place. Par ailleurs, selon des sources à l'état-major de l'armée à Moscou citées par l'agence, le retrait de Tchétchénie des dernières unités de la 205e brigade du ministère de la Défense devait s'achever mardi.



« Les présidents de la Russie et de la Tchétchénie ont signé un “accord de paix historique” » **Le Monde** (France), 14 mai 1997 (en français).

Extrait :

Se rencontrant pour la première fois, les présidents tchétchène, Aslan Maskhadov, et russe, Boris Eltsine, ont signé, lundi 12 mai au Kremlin, un accord de paix pour « *mettre fin à un conflit multiséculaire* », rejetant « *pour toujours l’usage de la force pour résoudre les différends* » entre la petite république musulmane séparatiste du Caucase et la grande Russie.

Boris Eltsine, qui n’avait accepté que du bout des lèvres l’accord de Khassaviourt, conclu le 31 août pour mettre fin aux hostilités par son représentant en Tchétchénie congédié depuis, Alexandre Lebed, a déclaré : « Nous avons signé un accord de paix qui est prédestiné à avoir une importance historique parce qu’il met un point final à quatre cents ans durant lesquels il y a toujours eu une espèce de guerre et une incertitude pour tout un peuple. »

« L’HOMME QUI S’ÉVADA »

Dans la nuit du 1 au 2 juillet 1997, Christophe André, l’administrateur de la mission MSF France en Ingouchie, est enlevé dans la maison de l’équipe à Nazran. Les responsables de MSF France optent pour une attitude discrète vis-à-vis des médias, et pendant toute la période de l’enlèvement ne se manifesteront auprès des journalistes que lors d’occasions particulières, susceptibles d’aider à la libération de Christophe, telles que la visite du président français à Moscou, en septembre. Entre-temps, en août, quatre volontaires de l’organisation Équilibre sont enlevés au Daguestan.



Message de Philippe Biberson, président de MSF France, aux membres du conseil d’administration de MSF France et aux sections MSF, 3 juillet 1997 (en français).

Extrait :

Notre administrateur à Nazran, en Ingouchie, a vraisemblablement été enlevé dans la nuit du 1^{er} au 2 dans sa maison après que son gardien a été assommé et ligoté. Le bureau n’a pas été pillé, la mission était en train de diminuer sérieusement et pas mal de staff local avait été licencié récemment.

Nous n’avons aucune autre nouvelle. La famille a été prévenue le jour même par Jean-Yves de Lemps et Anne-Marie Gloaguen.

Arnaud Laurent est sur place avec Aleth, chef de mission, et Vincent de Bellefroid, venu les rejoindre de Grozny. Le reste de la mission rentre.

François Jean est parti pour Nazran ce matin.

La nouvelle n’a pas filtré pour le moment, mais toutes les ONG et les « cousins » [les autres sections MSF] ont été mis dans la confiance, ainsi que l’ambassade de France à Moscou.

Nous ferons un communiqué laconique dès que nous y serons obligés, mais, en l’absence de contact ou de revendication, nous ne voulons pas faire état d’enlèvement sans en avoir la preuve.

Nous voulons garder l'initiative de la médiatisation, car elle est un enjeu des éventuelles négociations et nous vous donnons l'info à titre confidentiel.

Nous sommes très préoccupés car Christophe est seul et c'est sa première mission, mais c'est un garçon très solide. De plus, en Ingouchie, contrairement à la Tchétchénie, nous avons peu de contacts politiques, ce qui laisse le champ libre à tous les services officiels... et peu de place pour garder l'initiative.

Nous nous préparons à ce que cela dure.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France du 11 juillet 1997 (en français).

Extrait :

INGOUCHE (Marc Gastellu)

Christophe André, administrateur, a été enlevé à son domicile de Nazran dans la nuit du 1^{er} au 2 juillet, et nous sommes sans nouvelles de lui et de ses ravisseurs, deux semaines après sa disparition.

Cette fois encore, nous sommes réduits à des hypothèses, mais nous privilégions celle de l'enlèvement crapuleux (procédé fréquent dans le Caucase) doublé d'une composante politique. Celle-ci pourrait être interprétée comme une tentative de déstabilisation et de décrédibilisation de la Russie, dans l'isolement qu'elle impose à la Tchétchénie et à son allié ingouche. De plus, ce kidnapping a relancé une vague d'enlèvements et d'attentats en Ingouchie et en Tchétchénie.

Toutes nos activités ont été gelées.

Les officiels français et ingouches sont informés, mais MSF pense que la discrétion est mieux à même de garantir le succès des pourparlers.

François Jean est sur place. Après de nombreux contacts locaux (président du Parlement, réseaux personnels fiables, religieux), il doit rencontrer le président ingouche dans les prochains jours. Une journaliste franco-ossète nous a par ailleurs proposé d'intercéder en notre faveur auprès des présidents ingouche et ossète.

Après discussion, le conseil d'administration n'exclut pas de se doter d'un expert pour retrouver les ravisseurs. C'est en particulier l'avis de Frédéric Laffont, qui privilégie cette attitude, « cet atout », et de Jeroen Jansen, pour qui « penser que l'on peut agir soi-même est de l'arrogance, et qu'il faut savoir reconnaître ses limites ». Des contacts seront pris, mais nous ne savons pas à l'heure actuelle sur qui et sur quoi faire pression, et nous redoutons les interférences.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France du 29 août 1997 (en français).

Extrait :

Nazran - Point sur la situation (Graziella Godain)

À la suite de l'enlèvement de Christophe André, dans la nuit du 1^{er} au 2 juillet 1997 à Nazran, nous avons reçu par courrier, le 21 juillet, une demande de rançon (1 million de dollars) accompagnée d'une photo. Il était précisé que Christophe se trouvait alors en Tchétchénie.

Un mois plus tard, nous recevons un nouveau message qui nous demande d'attendre encore « un mois, un mois et demi ».

Contrairement à ce que nous pensions, les mois écoulés ont apporté des éclaircissements. Nous privilégions désormais l'idée qu'une approche plus politique est complémentaire

des stratégies locales et nous reconsidérons notre démarche dans ce sens. La famille de Christophe nous témoigne une grande confiance et partage notre volonté de rester en marge des médias.

L'intrication politique de cette « industrie du kidnapping » (quatre membres d'Équilibre sont actuellement détenus ainsi que plusieurs autres étrangers) nous incite à associer nos exigences à la visite prochaine de plusieurs dignitaires français en Russie. Nous savons que cette affaire est activement suivie par le gouvernement, mais nous nous interrogeons sur ses moyens d'agir. Une visite préparatoire est ainsi prévue au Quai d'Orsay.

À l'heure actuelle, François Jean, Arnaud Laurent, Aleth et Vincent de Bellefroid sont en permanence sur Grozny et Nazran, et les contacts se multiplient avec de nombreuses personnes, officielles et non officielles. Jean-Hervé Bradol est à Moscou et Philippe Biberson doit s'y rendre très prochainement. [...]

Doit-on communiquer avec les ravisseurs par voie de presse ?

Maurice Nègre pense que ce moyen, encore non utilisé, pourrait accélérer la négociation. Ce n'est pas l'avis de Marc Gastellu qui pressent un effet de surenchère et des conséquences contre-productives.



« Deux ONG françaises font appel à Jacques Chirac pour obtenir la libération de leur personnel retenu en otage dans le Caucase russe » Jean-Baptiste Naudet, **Le Monde** (France), 24 septembre 1997 (en français).

Extrait :

Les organisations humanitaires françaises Médecins Sans Frontières et Équilibre demandent à Jacques Chirac, en visite d'État à Moscou du 25 au 27 septembre, de faire pression sur les autorités russes pour que les cinq otages français dans le Caucase russe soient libérés. « Nous attendons de Jacques Chirac qu'il mette ce dossier au premier plan de ses discussions avec les autorités russes. Nous attendons une position plus ferme du gouvernement français. Nous comprendrions mal que [cette visite] se passe comme d'ordinaire alors que cinq otages français sont détenus sur le territoire de la Fédération de Russie », a déclaré à Moscou, à la veille de l'arrivée du président français, le chargé de mission de MSF pour le Caucase, François Jean. Christophe André, 30 ans, originaire de Valenciennes et administrateur des missions de Médecins Sans Frontières pour le Caucase du Nord, a été enlevé dans la nuit du 1 au 2 juillet, au bureau de l'association de Nazran, la capitale de l'Ingouchie (sud de la Fédération de Russie).



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France du 26 septembre 1997 (en français).

Extrait :

Nazran (Graziella Godain)

Beaucoup d'événements se sont succédé depuis le dernier CA.

La première piste n'a pas abouti, puisque les personnes ne se sont plus manifestées. La deuxième piste reste l'actualité. Nous avons des contacts avec les ravisseurs et avons pu parler avec Christophe trois minutes au téléphone. Il va « bien », a paru lucide, avec des réactions saines, nous disant qu'il pouvait tenir le coup. Nous lui avons dit qu'il n'était pas seul.

Une « industrie » de l'enlèvement

Depuis un an, les enlèvements ont augmenté de façon significative dans la région. 10 internationaux ont été pris en otage dans cette zone. Tout le monde est en alerte et il est difficile d'agir car tous nos mouvements et nos négociations peuvent être connus. Nous devons être extrêmement prudents et procéder par étapes (Philippe B).

Une réflexion nécessaire sur les termes de l'échange

La négociation n'est pas facile. Nous avons besoin de garanties sur les conditions d'échange et c'est ce qui prend le plus de temps. Les ravisseurs mettent une pression psychologique permanente pour faire augmenter la rançon, avec des dates [*limites*]. C'est très lourd pour l'équipe de MSF sur place, qui est confrontée aux menaces permanentes. L'équipe tient le coup et travaille sur les modalités de l'échange pour aboutir à une conclusion positive.

François a fait de longues interviews de journalistes russes pour comprendre comment les choses s'étaient passées lors des divers enlèvements. On constate toujours une implication politique à un moment donné (Graziella).

Pendant toute cette période de négociations, les enlèvements ont continué et les négociateurs sont eux-mêmes en danger d'enlèvement. Une mauvaise construction pourrait aboutir à une mauvaise situation : se faire voler l'argent, être pris dans une fusillade... (Jean-Hervé)

Nous sommes dépendants de coups de téléphone qui viennent ou ne viennent pas. Nous ne maîtrisons pas le contact avec les ravisseurs, c'est pourquoi nous cherchons un intermédiaire (Philippe B).

Que veulent les ravisseurs ? (Odile)

Tout leur a été proposé : médicaments, voitures. Ils veulent clairement de l'argent.

Ne favorise-t-on pas les enlèvements en payant des rançons ? (Odile)

Ce ne sont pas les payeurs de rançon qui alimentent le trafic, mais la permissivité du régime politique.

C'est l'état de la société tchétchène qui génère ce système (Jean-Hervé).

Les ravisseurs attendent que les gens qui réclament les otages comprennent que les autorités sont impuissantes ou impliquées et qu'ils soient prêts à payer. On ne peut s'en sortir autrement, même de l'avis des groupes antiterroristes. Il n'y a dans ces situations que des « figures imposées » (Philippe B).

Médiatiser ou non l'enlèvement ?

La médiatisation étant inévitable autour de la visite de Jacques Chirac à Moscou, MSF a pris l'initiative de maîtriser l'information qui serait diffusée pour aller dans un sens positif : des personnes sont enlevées sur le territoire de la Fédération de Russie : il y a une responsabilité des autorités, qui sont d'ailleurs intervenues pour favoriser la libération de certains otages. Le Conseil de sécurité est intervenu dans d'autres cas d'enlèvements et nous avons fait l'hypothèse que J. Chirac pourrait avoir une influence sur la situation. Il semble que le sujet ait été abordé avec Boris Eltsine et avec le Premier ministre (Jean-Hervé).

Quelle est la position de la famille de Christophe ?

La famille ne veut pas répondre aux journalistes et c'est MSF qui prend en charge les interviews.

Quelle issue ?

A-t-on des contacts avec des groupes ou des associations pour qui les choses se sont mal terminées ? (Maurice)

Nous ne connaissons pas l'issue des enlèvements (pratiqués par centaines) dans la population tchétchène, mais à notre connaissance les choses ne se sont jamais mal passées pour les internationaux. Cela s'est toujours terminé en payant, sauf deux fois : un otage évadé et un groupe qui a récupéré l'argent a posteriori. (Graziella)



Ce n'est sorti dans la presse qu'une semaine ou dix jours après l'enlèvement. Si on compare avec d'autres enlèvements où quasiment vingt-quatre à quarante-huit heures après c'est dans les journaux, on peut dire que le département de la communication avait bien canalisé l'information. Au début on a donné quelques interviews, mais les journalistes ne nous ont pas tellement harcelés. Par la suite, quand il y a eu à nouveau à faire des interviews, c'était à notre initiative. En fait, on avait choisi de ne pas donner d'interviews qui nous amèneraient à entrer dans les détails de l'enlèvement de Christophe. On a repris la parole pour faire pression en utilisant les fenêtres politiques pour remettre en lumière l'otage, le rendre visible. Donc, au moment des visites officielles de Védrine et Chirac [ministre des Affaires étrangères et président de la République française], on a rappelé qu'on avait une personne détenue et que la question des prises d'otages se posait.

Il fallait toujours trouver un équilibre pour éviter de donner de la valeur marchande à l'otage, faire en sorte qu'il garde à tout prix une valeur humaine. Donc, il fallait le présenter comme un « acteur humanitaire » présent pour sauver des personnes. C'est le discours qu'on tenait quand on prenait la parole, mais on ne communiquait pas de façon proactive sur la situation. Il y avait un premier cercle très restreint de journalistes : les correspondants des quotidiens Le Monde et Libération, un journaliste russe, peu de journalistes anglo-saxons.

À l'époque, ces journalistes circulaient beaucoup en Tchétchénie. On les rencontrait en effet plutôt que pour des interviews. Ils nous disaient comment ils sentaient cette histoire d'enlèvement et ils nous donnaient des contacts. De toute façon, globalement, on n'avait pas grand-chose à dire. Ils publiaient des articles plus généraux sur les otages et sur la problématique tchétchène, pas des interviews de MSF.

Graziella Godain, MSF France, coordinatrice d'urgence pour le Caucase du Nord de février à octobre 1996, coordinatrice de la cellule de crise sur l'enlèvement de Christophe André de juillet à octobre 1997 (en français).



Au départ, les membres de l'équipe sur place ont répondu à certains journalistes parce qu'on ne voulait pas cacher le kidnapping. Après, tout a été géré en accord avec Paris. Je pense que François Jean avait sélectionné les gens avec qui il était prêt à parler, et qu'il était dans une relation donnant-donnant : si tu me donnes, je te donne aussi. Il avait choisi trois ou quatre personnes en qui il avait confiance. Pour le reste, il se méfiait beaucoup. C'était plus comme un réseau de gens qui pouvaient nous amener d'autres personnes, des informateurs. On avait de temps en temps des contacts, quand on allait à Moscou par exemple. On parlait très peu du kidnapping, on disait qu'on n'avait pas de nouvelles, ce qui était vrai. On donnait de petites informations, mais pas beaucoup plus que cela. Et on était suspicieux, presque paranos avec certaines personnes. On a eu aussi des demandes d'interviews de la part d'un journaliste tchétchène, qu'on a repoussées. Sur le choix de parler ou pas, je pense qu'on peut en discuter pendant des heures et des jours. Il n'y a jamais une solution meilleure que l'autre. Mais lorsqu'on décide de parler, on le fait avec la conviction intime, qui fait très peur, qu'on met peut-être la vie de l'otage en danger, mais que si on ne le fait pas il sera peut-être oublié, on n'en parlera plus. Finalement, MSF a choisi, pour prendre la parole, des fenêtres précises qui étaient assez calculées. Ce que j'ai apprécié, c'est qu'on a eu une marge de manœuvre qui a été assez respectée, sans doute parce qu'on n'a pas eu trop de pression des médias, et que la discussion avec la famille a été très bien gérée au niveau du siège.

Vincent de Bellefroid, MSF France, coordinateur de projet à Chatoï (Tchétchénie) de février à mai 1995, puis d'août 1996 à juillet 1997, coordinateur du projet Caucase du Nord de juin à septembre 2001 (en français).

Pendant toute la période de l'enlèvement de Christophe, une cellule de crise soutient les quatre volontaires restés à Nazran pour essayer de le retrouver. Des responsables du siège se relaient pour les remplacer temporairement et les soutenir. Ils travaillent avec l'appui du groupe de lutte antiterroriste du gouvernement tchétchène.



Il était convenu, et c'était une demande très clairement exprimée dès l'automne par Vincent et l'équipe de Tchétchénie, qu'en gros j'assurais un peu le backup de la sécurité. Que, s'il se passait la moindre chose, je débarquais le plus vite possible pour mobiliser le réseau et essayer de résoudre l'affaire.

François Jean, MSF France, directeur d'études à la Fondation MSF jusqu'en décembre 1999 (en français).



On fait une enquête pour savoir qui sont les auteurs de l'enlèvement de Christophe, et c'est là qu'on met la main sur la vidéo qui avait été tournée à la fête de départ de la coordinatrice de terrain et on commence à identifier les gens. On va à Grozny voir des dirigeants tchétchènes pour identifier ceux dont on pense qu'ils ont préparé l'enlèvement de Christophe.

Et là on touche du doigt assez concrètement certaines réalités. Quand on met la vidéo dans le magnétoscope d'un des groupes antiterroristes, chargé par le gouvernement tchétchène de l'époque de faire les investigations sur les kidnappings, les types s'étranglent presque. Ce n'est pas du cinéma. Ils deviennent gris, ils se tournent vers nous et nous disent que, si des gens savent qu'on a déjà cette compréhension de la situation, ce n'est pas très bon pour nous, pour notre sécurité, à titre individuel. En les ayant en vidéo chez nous et en circulant pour poser des questions sur qui ils sont, on prend des risques pour nous-mêmes. Selon eux, c'est de l'information de grande valeur, mais extrêmement dangereuse.

Les gens qui ont été filmés à la fête sont des gens importants. Il y a entre autres un gars qui, pendant la première guerre, était du côté indépendantiste. Il avait commencé à faire du business de trafic d'êtres humains avec les Russes, puis son groupe est passé dans le camp russe. Après ce voyage à Grozny en 1997, on mesure ces choses concrètement. On constate que les commandants tchétchènes, qui ne se mouillent pas dans les affaires d'enlèvement, sont impuissants. Ceux qui sont mouillés ne nous reçoivent pas. Un midi, on va déjeuner dans un restaurant avec nos gardes du corps. Ils s'inquiètent de ce qui se passe dans le restaurant. Ils commencent à déverrouiller leurs armes et ils vont discuter avec d'autres Tchétchènes qui sont là et qui sortaient du lieu lorsqu'on y entrait. Quand ils reviennent vers nous, ils nous disent que le type qu'ils viennent de croiser est l'un des principaux chefs du business de kidnapping à Grozny, et qu'il leur a proposé de nous enlever. Là, on réalise à quel point il est difficile de se prémunir contre ce type d'exaction. Ensuite on rend visite à d'anciens otages, notamment des journalistes russes, de la chaîne privée ; François Jean va voir un membre du Conseil de sécurité de Russie, qui lui dit qu'il a pu intervenir dans une précédente histoire d'enlèvement de journaliste. Peu à peu, on se construit une culture sur la méthode pour traiter les enlèvements. C'est aussi une culture technique. On s'intéresse aux conditions matérielles de libération : comment on protège un échange « argent contre détenu » ; quels intermédiaires on doit choisir. C'est là qu'on découvre que, finalement, un colonel ou un général de l'armée russe à Nazran peut sécuriser un tel échange. Dans certains cas, c'est la milice privée d'une banque qui sécurise les lieux d'échange. Le rédacteur en chef d'une agence de presse qui a eu aussi des journalistes kidnappés nous dit que, lorsqu'il a fallu négocier les conditions pratiques de libération, les gens qui s'en occupaient (ses supérieurs et les officiels

russe) l'ont écarté de la discussion. Ce qu'il en a compris, c'est que certains éléments de paiement avaient été réglés sans publicité. On découvre concrètement tout cela. Donc on commence à décoder l'environnement.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008 (en français).

Le 21 octobre 1997, Christophe André, détenu en Tchétchénie, s'évade. L'équipe de MSF le récupère et le met à l'abri dans les locaux de l'OSCE à Grozny, qui ont le statut d'ambassade. Mais le groupe antiterroriste du gouvernement tchétchène, qui craint qu'une rançon n'ait été versée, encercle les bâtiments jusqu'à obtenir un interrogatoire de l'ex-otage.

De retour à Moscou, ce dernier donne une conférence de presse pour balayer les doutes des journalistes sur la véracité de son évasion.



« Otage / Caucase du Nord : Christophe André a quitté le territoire tchétchène en début d'après-midi » **Communiqué de presse** de Médecins Sans Frontières, 24 octobre 1997 (en français).

Extrait :

Christophe André a pu quitter le territoire tchétchène en début d'après-midi par avion. Il est maintenant sur le point d'arriver à Moscou. Il regagnera Paris dans les heures ou les jours qui viennent. Christophe, retenu en otage pendant plusieurs mois en Tchétchénie, est libre et en sécurité. Pour sa famille et pour tous les Médecins Sans Frontières, c'est un immense soulagement.

Après plus de trois mois et demi de détention en Tchétchénie, Christophe a finalement pu échapper à ses ravisseurs. Il avait été enlevé à Nazran (Ingouchie) dans la nuit du 1^{er} au 2 juillet 1997, au cours de sa mission.

Aucune rançon n'a été versée.

Depuis juillet dernier, une équipe de 5 personnes, basée dans le Nord Caucase, a travaillé à sa libération, en relation avec les autorités intéressées.

Notre préoccupation concerne aujourd'hui les otages étrangers encore retenus dans cette région, dont les quatre membres de l'association Équilibre.

Ces enlèvements sont inacceptables pour les organisations humanitaires et privent les populations qu'elles tentent de secourir d'une aide vitale.



« Caucase : l'otage de MSF raconte sa fuite » Véronique Soulé, **Libération**, 27 octobre 1997 (en français).

Extrait :

« Le pire aurait été pour moi d'être échangé contre de l'argent comme une vulgaire marchandise », raconte Christophe André, l'otage français du Caucase, membre de MSF, qui a échappé le 20 octobre à ses ravisseurs, qui avaient exigé une rançon pour sa libération. « Aujourd'hui, je me sens comme un joueur de foot qui a marqué le dernier but et a gagné le match. »

Arrivé vendredi à Moscou, l'ancien administrateur de la mission MSF au Caucase du Nord raconte à quelques journalistes les détails de son évasion. Bien qu'il ait perdu 15 kilos durant ses quasi quatre mois de détention, il affirme se sentir bien, « peut-être même n'avoir jamais été aussi heureux ». La fin du cauchemar, mais aussi et surtout la façon dont il a pris fin : « La fierté de m'en être sorti, de n'avoir jamais pleuré devant eux. » Menottes oubliées. Ce lundi, comme chaque soir, un gardien vient lui apporter son repas : une maigre soupe de légumes et du thé. « Parfois, il y avait de petits miracles : une assiette de pâtes et, à quatre reprises, de la viande. » Menotté à une barre de fer, il mange à même le lit. Dix minutes plus tard, invariablement, le gardien vient reprendre l'assiette et lui proposer un seau pour ses besoins. Le seul moment de la journée où on lui détache ses menottes : « Je répondais toujours oui, ne serait-ce que pour faire mes trois pas quotidiens. »

Ce soir-là comme d'habitude, le gardien part ensuite vider le seau et... oublie de re-menotter le prisonnier. « Cela semble incroyable mais peut s'expliquer, raconte Christophe André, il y avait chez mes ravisseurs un incroyable dilettantisme. Ils faisaient leur boulot, sans plus. Toute une nuit, ils avaient déjà oublié de me re-menotter après le dîner. Et, en revenant le matin, le gardien n'avait pas l'air affolé. » Cet ancien contrôleur de gestion de 30 ans à l'allure calme et posée assure que son comportement a aussi contribué à endormir la vigilance de ses geôliers. « Je me suis appliqué à faire le bon petit garçon : je ne leur ai jamais posé de problèmes. Ils ont cru que j'étais bien incapable de tenter quoi que ce soit. »

Christophe est comme étourdi. Depuis cette nuit du 1^{er} au 2 juillet où il a été enlevé à Nazran, il n'a cessé d'échafauder des moyens de fuir. Cette fois, l'occasion est unique : la porte de sa geôle – une sorte de remise – ne ferme pas à clé comme les précédentes. Course aveugle. Il décide alors d'attendre la nuit. Commence une course aveugle. Christophe ne sait pas où il est ; des maisons bordent la rue où il s'engage en tentant de ne pas attirer l'attention. Ses ravisseurs lui ont donné des chaussures trop grandes, sans lacets ni semelles internes. Très vite, des ampoules le tenaillent. « J'avais l'angoisse de tourner en rond. » Après avoir quitté la localité, il marche à travers champs. Puis il aperçoit un canal et décide de le suivre pour être sûr de ne pas faire du surplace. Exténué, il s'allonge par terre et « regarde les étoiles ». Arrivé au bord d'une route, il hèle une voiture. Christophe André, dont c'était la première mission MSF, ne parle ni russe ni tchétchène. À force de gestes et de mots internationaux, il explique qu'il est français et qu'il a eu un accident. L'automobiliste le conduit chez lui, à Goudermes, à une quarantaine de kilomètres de la capitale tchétchène.

Le « Bon Samaritain ». Mardi soir, le bureau de Piatigorsk (Caucase) de MSF reçoit un appel : le Tchétchène qui a ramassé Christophe est venu téléphoner à Grozny. L'homme explique avoir récupéré un Français et ne pas savoir qu'en faire. Il paraît affolé. « Mon Bon Samaritain », dit de lui Christophe André. Un peu plus tard, il annonce lui-même au téléphone : « Je me suis fait la malle ! » Il demande que, si des tractations sont en cours, elles soient immédiatement stoppées. Rendez-vous est pris avec le Tchétchène et Christophe le lendemain à 11h30 près du mémorial de la Déportation, en plein centre de Grozny. À l'heure dite, l'ex-otage descend de voiture et rejoint l'équipe de MSF qui l'attend.

Interrogatoire à Grozny. Le groupe file alors au siège de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), seule mission diplomatique en place à Grozny. Commence la seconde partie du drame, cette fois avec les autorités tchétchènes. Christophe André souhaite quitter la Tchétchénie au plus vite. Il lui faudra attendre quarante-huit heures l'autorisation officielle. Mercredi soir, à minuit, le patron du groupe de lutte antiterroriste tchétchène téléphone à la mission : il veut interroger l'ex-otage sur-le-champ. « Il est trop fatigué, nous avons refusé », explique François Jean, de MSF,

resté avec Christophe à l'OSCE. Au petit matin, la mission est encerclée par des hommes en armes. En fin de matinée, l'ex-otage donne son témoignage aux Tchétchènes. Mais les enquêteurs, sans doute frustrés de leur manque de succès contre cette « industrie » croissante du rapt d'étrangers, veulent le revoir. Ils soupçonnent une remise de rançon. « Les ravisseurs nous ont bien demandé 1 million de dollars, rappelle François Jean, mais nous leur avons dit que nous ne les avons pas et, sans fermer aucune porte, nous leur avons demandé des négociations. En vain. » « J'étais dans la position de l'accusé, se souvient l'ex-otage, c'était trop. » Vendredi, il monte enfin dans un avion pour Moscou. L'imagination pour résister. Christophe André affirme avoir connu cinq lieux de détention et il est convaincu d'avoir été détenu en Tchétchénie, par des Tchétchènes. Pour tenir des jours entiers, rivé à un radiateur ou à un tuyau, sans rien à lire, sans personne à qui parler, il faut, dit-il, « beaucoup d'imagination ». L'otage observe et médite longuement sur les moindres failles du dispositif de surveillance. Chaque matin, il note mentalement la date du jour qui se lève « pour ne pas perdre le fil ». Et il se bâtit des histoires. Après plusieurs jours passés à Moscou pour retrouver « la famille MSF » et remercier tous ceux qui l'ont aidé, l'ex-otage, originaire de Valence, s'apprête à regagner la France. MSF France a décidé de fermer sa mission dans le Caucase du Nord.



Le plus désagréable avec la presse a été la période après l'évasion de Christophe. À partir du jeudi, quand il était à l'OSCE, encerclé par les gars du groupe antiterroriste tchétchène, la nouvelle qu'il s'était évadé est sortie à fond dans la presse. Ça commençait à être difficile. Certains disaient : « C'est du pipeau, MSF raconte des conneries, etc. » Le week-end avant que Christophe ne rentre à Paris, je donne une interview au téléphone à un journaliste. Il me dit : « Bon, il s'est évadé, comment il en est sorti ? » Alors je lui raconte. Et puis à un moment de la conversation, je lui dis : « et la libération de Christophe... ». Il me dit : « Ah ! on parle de libération ou on parle d'évasion ? » Je lui dis : « Bon, écoutez, c'est une ÉVASION ! » Il me répond : « Ah ben non, vous dites "libération", ce n'est quand même pas la même chose. » Il avait l'air de dire : « Ça y est, je vous ai eue, j'ai réussi à vous coincer. » Je lui ai dit : « Écoutez, vous croyez ce que vous voulez, moi je vous raconte ce que Christophe raconte. » Je trouvais ça tellement dingue qu'il ait réussi à faire ce qu'il avait fait et qu'il n'arrive pas à convaincre les gens ! Heureusement, les interviews qu'il a données à cette sélection de journalistes à Moscou ont quand même bien désamorcé les doutes et lui ont permis de rétablir la vérité. Par la suite, j'ai discuté avec des journalistes qui m'ont dit que, pendant toutes ces journées-là, avant qu'il ne donne sa conférence de presse à Moscou, ils ont cru vraiment qu'on racontait des bobards. Mais après, quand la journaliste de Libération, qui jouit d'un certain crédit, d'une certaine notoriété, a fait un papier en racontant l'évasion, ils se sont dit que si elle y croyait, c'était vrai.

Graziella Godain, MSF France, MSF France, coordinatrice d'urgence pour le Caucase du Nord de février à octobre 1996, coordinatrice de la cellule de crise sur l'enlèvement de Christophe André de juillet à octobre 1997 (en français).



On a fait quelque chose de très utilitaire : on a décidé de voir la presse, parce qu'il y avait des rumeurs qui couraient à cause de ce qui s'était passé à Grozny. Donc on a vu Le Monde, Libération et puis les radios, pour raconter ce qui s'était passé. Et à partir du moment où on leur a raconté ce qui s'était passé, où ils ont pu me voir, ça n'a vraiment plus posé aucun problème pour accréditer la thèse de l'évasion. Les journalistes ont remué un peu la sauce au moment de la rançon qui aurait été payée par le gouvernement français pour faire libérer les membres d'Équilibre, en demandant : « Est-ce que pour MSF, ça

ne s'est pas passé de la même manière ? Quelqu'un a payé ? Qui ? » Un journaliste d'investigation de France 2 a fait une enquête en direction de MSF pour savoir si ça ne s'était pas aussi passé comme ça. J'ai accepté de lui parler au téléphone. Je lui ai dit des choses très simples : « Ce serait complètement aberrant de payer quelque chose pour la libération de quelqu'un et de ne pas en tirer un bénéfice. Comme le dit François Jean : "Il y a toujours quelqu'un qui a intérêt à être sur la photo souvenir." Or là, personne n'était sur la photo souvenir. C'est moi qui avais le contrôle total du jeu à partir du moment où j'étais dans la nature. » Les questions du journaliste de Libération étaient plutôt du genre : « Faut-il oui ou non payer des rançons ? » « Quelle est votre approche par rapport aux histoires de kidnapping ? » ou des choses comme ça. Avec François, on lui a dit : « C'est évident qu'il vaudrait mieux ne pas payer de rançon, mais vu l'incapacité des forces de police sur place, il n'y a pas d'autre choix que de commencer à négocier, car l'évasion est quand même un événement improbable, sur lequel évidemment on ne peut pas compter. » Donc, en fait, il y a des négociations, des marchandages autour de l'argent ou autour de l'échange de prisonniers. Mais il y a toujours un marché, à un moment donné, qui est passé. Ça m'énervait superbement qu'on puisse me soupçonner de ne pas dire la vérité. J'avais envie de crier : « Mais ce que je vous raconte, c'est vrai !!! » Donc on a utilisé la presse uniquement pour cela et je pense qu'on l'a très bien fait. Moi ça ne m'a jamais intéressé de passer à la télé, de faire des interviews pour moi... À partir du moment où on a été sortis de l'OSCE, ça a été royal, très bien organisé par MSF. J'ai dit à Graziella ce que je voulais, surtout ce que je ne voulais pas, et je l'ai eu exactement. À un moment donné, le chargé de communication m'a dit : « Elkabbach [journaliste vedette d'une chaîne de télévision française] a appelé. Je te donne son numéro. » Et à lui, il a dû lui dire : « Je lui ai donné votre numéro. Maintenant c'est lui qui choisit de vous rappeler ou pas. » Moi ça ne m'intéressait pas, parce que je me méfie un petit peu de moi-même. J'aurais eu l'impression de tomber dans une sorte d'autocongratulation, de plonger dans une dérive de starisation. Je n'ai pas eu envie de jouer ce jeu-là parce que cela aurait peut-être fait appel à des mauvais côtés de moi-même. De toute façon, le fait d'avoir réussi à m'évader me suffit amplement, je n'ai pas besoin d'avoir ma photo dans tous les journaux pour être content de moi-même.

Christophe André, MSF France, administrateur France en Ingouchie, avril-juillet 1997, interviewé en 1998 (en français).

Le programme de MSF France à Chatoï, dans le sud de la Tchétchénie, qui avait été maintenu en activité par l'équipe locale pendant toute la durée de l'enlèvement, est fermé dans les semaines qui suivent.



Le programme de Chatoï n'a pas été fermé avant novembre 1997. Il ne fallait pas tout fermer, parce que Chatoï pouvait être un point de contact. La deuxième raison était qu'on ne voulait pas, aux yeux des Tchétchènes, abîmer l'image de ce que faisait MSF. Donc, pendant tout ce temps-là, c'est le personnel national qui a maintenu le programme. Ce n'était pas un programme lourd, c'était de l'approvisionnement en médicaments, des visites de dispensaires mobiles. Cela a donc tenu jusque fin septembre-début octobre 1997. Après

la libération de Christophe, on est retournés fermer officiellement la mission en revoyant tous nos interlocuteurs.

Vincent de Bellefroid, MSF France, coordinateur de projet à Chatoï (Tchéchénie) de février à mai 1995, puis d'août 1996 à juillet 1997, coordinateur du projet Caucase du Nord de juin à septembre 2001 (en français).

En janvier 1998, le président tchéchéne élu, l'indépendantiste Aslan Maskhadov, nomme le chef de guerre Chamil Bassaïev au poste de Premier ministre. En juillet, Maskhadov échappe à une tentative d'assassinat. À partir d'octobre, son autorité décline tandis que celle de Bassaïev, sous l'influence du radical islamiste saoudien Ibn al-Khattab, monte en puissance. En janvier 1999, piégé dans cette surenchère, Maskhadov annonce l'instauration de la charia [loi islamique] en Tchéchénie dans les trois ans.

Les enlèvements de personnels d'entreprises et d'organisations internationales, à l'instar de ceux des autochtones, se sont multipliés. En octobre, on a retrouvé les têtes de quatre Britanniques kidnappés quelques mois plus tôt. Vincent Cochetel, le délégué du HCR, enlevé à Grozny, a été séquestré pendant douze mois dans des conditions particulièrement pénibles et libéré le 12 décembre 1998 grâce à une intervention violente des services spéciaux russes. [V15](#) [V16](#)



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 18 décembre 1998 (en français).

Extrait :

Vincent Cochetel, représentant du HCR au Caucase du Nord, a été enlevé à Vladikavkaz en janvier 1998, il vient d'être libéré ces jours derniers, lors d'une intervention des « forces de sécurité » russes. Une liaison téléphonique est établie avec Odile Marie-Cochetel [membre du conseil d'administration de MSF France] et Grégoire Cochetel à Tours. Ils remercient chaleureusement pour les soutiens apportés durant les dix mois et demi de détention de Vincent.

Vincent s'est bien remis sur le plan intellectuel et affectif, cela sera plus long sur le plan psychologique. Il a subi des pressions et des menaces permanentes. Ses lésions physiques sont superficielles. Trois psychiatres ont été à ses côtés jour et nuit pendant son hospitalisation depuis son retour.

Vincent n'avait aucune information, si ce n'est la nouvelle des enlèvements et des libérations d'otages. Il dit savoir qui détenait les Anglo-Saxons exécutés la semaine dernière. On ignore si une rançon a été versée ou non. La libération était sans doute en partie négociée et tout avait été prévu, sauf la fusillade finale. Il sera important d'en savoir plus pour décider si le travail est encore possible dans cette région. Il faut penser aux otages qui restent (dont beaucoup de Russes) et aux négociations futures.

Une partie seulement de la libération a été filmée. Il est impossible de savoir si le montage est fidèle au déroulement chronologique. Il y a sans doute eu plus de deux, trois morts. Quoi qu'il en soit, ces images redorent le blason des Russes. La libération a eu lieu précisément au moment où l'impact médiatique pouvait être maximal, quatre jours après que l'on apprenne l'exécution des quatre otages. Odile pense qu'il y a beaucoup de cynisme dans la position des Russes.



La Tchétchénie a toujours été un endroit où une simple étincelle peut déclencher un incendie. Tous ces événements entre les deux guerres sont le fruit du dur labeur entrepris par nos « salopards » et leurs « salopards » qui a conduit aux événements de 1999. Cela a également amené l'opinion publique à penser : « Oui, ce sont des bandits. Ces gens ne seront jamais capables de vivre seuls et d'organiser leur propre État. » L'invasion du Daguestan a été planifiée et organisée pour aboutir là où nous en sommes arrivés.

A, Membre du personnel local de MSF recruté dans le Caucase du Nord (en russe, traduit vers l'anglais, puis vers le français par MSF).

« LE RÉPIT N'AURA PAS DURÉ »

Entre-temps, les négociations russo-tchétchènes sur le statut d'indépendance de la Tchétchénie n'ont pas avancé et des troupes russes sont toujours présentes sur le territoire tchétchène.

Le 7 août 1999, un groupe d'indépendantistes tchétchènes mené par Chamil Bassaïev et Khattab, sans le soutien d'Aslan Maskhadov, le président tchétchène élu, pénètre au Daguestan, avec pour objectif annoncé de « libérer » cette république des forces russes. Vladimir Poutine, le nouveau Premier ministre russe, affirme pouvoir mater la rébellion en moins de deux semaines.

Le 15 août, Aslan Maskhadov déclare l'état d'urgence.

Le 6 septembre, en riposte à une nouvelle incursion des indépendantistes tchétchènes au Daguestan, les forces russes bombardent intensivement de part et d'autre de la frontière entre cette république et la Tchétchénie. Des centaines de civils sont tués, des milliers d'autres fuient vers les républiques voisines.

Fin août-début septembre, plusieurs centaines de personnes trouvent la mort à Moscou, dans des attentats attribués par le ministère de l'Intérieur et les services secrets aux chefs des « rebelles islamistes » du Daguestan. Le 11 septembre, le président Maskhadov décrète la mobilisation générale. Le 23 septembre, les forces russes commencent à bombarder la Tchétchénie.



« Moscou est confronté à une nouvelle guerre dans le Caucase du Nord » Sophie Shihab, **Le Monde** (France), 8 septembre 1999 (en français).

Extrait :

Les assauts lancés depuis un mois au Daguestan par des islamistes radicaux qui veulent « chasser les Russes » du Caucase du Nord sont le fruit d'une décolonisation non maîtrisée, qui précipite un chaos sanglant. Le Kremlin aurait pu le prévenir en négociant les termes de l'indépendance tchétchène, acquise de fait il y a trois ans, avec ses chefs modérés. Mais aujourd'hui les dirigeants russes, aux abois sur les dossiers de corruption et menacés d'un changement de régime, semblent moins capables que jamais de répondre à ces défis autrement qu'à leur habitude : par une fuite en avant militaire. Leur refus de chercher un terrain d'entente et le blocus maintenu autour d'une zone dévastée ont favorisé la montée en puissance de groupes armés islamistes et de gangs de preneurs d'otages, qui ont transformé la région en terra incognita pour les Occidentaux. C'est donc sans témoins que se déroule, depuis un mois exactement, une nouvelle « guerre du Caucase », centrée au départ sur la république du Daguestan, nouveau maillon faible de la Fédération de Russie.

L'escalade intervenue lundi 6 septembre, avec d'intenses bombardements aériens russes de part et d'autre de la frontière tchéchéno-daguestanaise, en riposte à une deuxième incursion tchéchéne au Daguestan, a fait à elle seule plus de 100 morts. Aux affirmations russes répétées que les « bandits séparatistes » sont sur le point d'être liquidés ont répondu de nouvelles incursions de Tchétchénie, ou des résistances inattendues de nouveaux villages daguestanais. [...]

Le président tchéchéne, Aslan Maskhadov, modéré bien qu'indépendantiste, s'était distancié de ce raid, lancé dans la région frontalière de Botlikh par son rival radical, Chamil Bassaïev, et les brigades wahhabites du fameux Jordano-Saoudien Khattab, financées par d'obscurs sponsors. Les autres commandants tchéchénes avaient refusé de les suivre, estimant que la situation n'était pas assez « mûre » chez leurs voisins. Mais celle-ci a évolué avec la « deuxième étape » de la contre-offensive russe, lancée dans le centre du Daguestan contre Karamakhi et des villages voisins au sud de Bouïnaksk. Le retour des hommes de Bassaïev ce week-end dans le nord-est du pays, entre Novolakskoïe et Khassaviourt, en est une conséquence. De même, sans doute, que l'explosion dimanche dans un immeuble de Bouïnaksk, qui a coûté la vie à 61 membres de familles de militaires, russes et daguestanais, ayant participé aux bombardements des villages. Des négociations pour en évacuer femmes et enfants venaient d'échouer... [...]

Le frein à l'indépendance est le risque de guerre civile, que l'armée russe n'a pas hésité à aviver : elle a légalisé la détention d'armes chez les divers clans ethniques du Daguestan pour qu'ils assurent leur « autodéfense » face aux Tchétchénes. Quant aux promesses de l'État russe en faillite, qui paie à peine ses soldats, d'accorder enfin au Daguestan une attention autre que militaire et d'y lancer des programmes socio-économiques, elles ne font même plus rire. Alors que, pour la cohorte des analystes russes, c'est « le seul moyen pour la Russie de garder la région... » En contrepoint, Chamil Bassaïev déclare qu'une « guerre de vingt ou vingt-cinq ans a commencé dans le Caucase pour libérer les musulmans de la Volga au Don ». L'auteur de la prise d'otages de 1995 dans un hôpital de la ville russe de Boudionnovsk a en outre menacé la Russie d'une « réponse spectaculaire » aux bombardements de lundi.

[...] On ne saurait mieux servir le désir du Kremlin d'apparaître aux yeux de l'Occident comme un allié menacé. Mais le président tchéchéne, Aslan Maskhadov, tout en déplorant de telles déclarations et les raids au Daguestan, ne peut que mettre en sourdine son conflit avec les wahhabites dès lors que son pays est bombardé. Le Kremlin, de son côté, peut espérer ainsi paraître non plus comme un épiscentre mafieux, mais comme un rempart du monde civilisé contre la barbarie islamiste.

À défaut de stratégie, il y aurait donc une tactique, toujours la même. Déjà, l'attentat du 31 août au centre de Moscou rappelle ceux qui avaient secoué la ville à la veille de la présidentielle de 1996, que les services russes furent soupçonnés d'avoir montés. Les Tchétchénes furent alors montrés du doigt, comme ils le sont aujourd'hui. Durant le seul mois d'août, plus de 300 Tchétchénes furent emprisonnés à Moscou. Ce regain de répression « au faciès », comme le discours « slavo-orthodoxe » et proserbe des dirigeants russes, traduit aussi l'impasse de tout projet intégrationniste pour les musulmans du Caucase du Nord. L'incertitude sur le nom du prochain occupant du Kremlin ne contribue pas à la lever.

Dans la nuit du 3 au 4 octobre, les chars de l'Armée rouge occupent le nord de la Tchétchénie. Les autorités russes ne reconnaissent plus le gouvernement du président élu, Aslan Maskhadov. Aux États-Unis qui lui demandent de la retenue dans les bombardements, Moscou répond en comparant son intervention en

Tchétchénie à celle de l'OTAN au Kosovo en avril 1999. Les secours aux blessés et l'aide aux réfugiés tchétchènes en Ingouchie sont entravés par les forces russes qui resserrent leur étau autour de Grozny.

Tandis que Rouslan Aouchev, le président de l'Ingouchie, qui accueille les réfugiés tchétchènes, tente d'alerter sur le désastre humanitaire en cours, les autorités russes en nient l'existence, reportant la responsabilité des déplacements de population sur les indépendantistes, qualifiés de « terroristes ». Le 24 octobre, elles ferment la frontière entre la Tchétchénie et l'Ingouchie, empêchant les civils tchétchènes de fuir les bombardements et soumettant la Tchétchénie à un blocus total.



« Washington souhaite de la retenue dans les bombardements » Sophie Shihab, **Le Monde** (France), 3 octobre 1999 (en français).

Extrait :

Le département d'État américain a commencé à appeler ouvertement le Kremlin à la « retenue », une semaine après la généralisation des bombardements sur la Tchétchénie. Et, s'il a été précisé que Bill Clinton, en recevant début septembre le Premier ministre russe Vladimir Poutine, l'avait poussé au « dialogue politique » avec les Tchétchènes, force est de constater que le président américain n'a pas été écouté. Aussi la réaction s'est faite un peu plus vive, vendredi 1^{er} octobre, après que M. Poutine eut annoncé ne plus reconnaître le président Maskhadov. « Ils disent qu'il n'y a personne à qui parler, a déclaré le secrétaire d'État adjoint Strobe Talbott à l'université Harvard, mais nous pensons que ce n'est pas exact. »

Le même jour, le département d'État avait fini par s'indigner de la comparaison faite à Moscou entre la campagne de l'OTAN au Kosovo et celle que le Kremlin mène. « C'est une analogie démente et presque ridicule, dans la substance comme dans la forme », a déclaré le porte-parole, James Rubin. « L'OTAN a bombardé la Yougoslavie en réponse à un assaut militaire au Kosovo qui a chassé des centaines de milliers de réfugiés, alors que la situation en Tchétchénie présente des différences », a-t-il estimé, sans s'attarder sur celles-ci.



« Les organisations humanitaires éprouvent les pires difficultés à apporter de l'aide aux réfugiés en Ingouchie » **Le Monde** (France), 17 octobre 1999 (en français).

Extrait :

« Nous sommes désormais des champions en matière de réfugiés », constatait tristement cette semaine Rouslan Aouchev, le président de l'Ingouchie, minuscule république caucasienne de 340 000 habitants où, en l'espace d'un mois et demi, se sont installés 147 000 réfugiés tchétchènes fuyant les bombardements russes.

À la tête du seul territoire de la Fédération de Russie qui n'a pas fermé ses frontières aux victimes de la guerre en Tchétchénie, Rouslan Aouchev tente, depuis plusieurs semaines, d'alerter les autorités russes et la communauté internationale sur ce qui est un désastre humanitaire. « Nous manquons désespérément de produits alimentaires, en particulier pour les enfants, de lits et de couvertures, dit M. Aouchev. La plupart des réfugiés n'ont pas d'abri. Ils campent dans des voitures ou des bus, se sont installés à la gare ou à l'aéroport. Ceux qui ont trouvé refuge chez des parents ou des amis sont une minorité. »

Les premiers cas de décès parmi les déplacés furent signalés le 11 octobre par le ministère de la Santé ingouche : un bébé de 8 mois mort de froid, alors que ses parents dormaient dans la rue depuis trois semaines ; cinq adultes emportés par des crises cardiaques et des pneumonies. 500 réfugiés ont déjà été hospitalisés, essentiellement ceux qui peuvent acheter des médicaments. Aux postes-frontières, des malades et des blessés venant de Tchétchénie ont déjà été refoulés.

Pour Moscou, la situation est pourtant « sous contrôle ». « Il n'y a pas lieu de croire qu'elle puisse déboucher sur une catastrophe humanitaire », vient d'assurer Sergueï Khetagourov, le vice-ministre russe des Situations d'urgence. De son côté, Valentina Matvienko, vice-Premier ministre et présidente d'une commission chargée de la « réhabilitation sociale des territoires libérés » (la « zone de sécurité » [dans le] nord de la Tchétchénie), a affirmé que les « bandits chassaient de leurs villages la population civile pour créer l'apparence d'une catastrophe humanitaire » et que la Russie n'avait pas besoin d'aide extérieure. Tous deux reprenaient ainsi les positions sur lesquelles Moscou s'est fixé depuis des semaines.

À ce jour, seuls huit camps, d'une capacité de 6 000 personnes – soit 4 % du total des réfugiés –, ont été installés par le service russe des migrations. 6 000 autres réfugiés sont « logés » dans une centaine de wagons. Les prix des logements ingouches, où s'entassent les familles tchétchènes « aisées », dépassent 200 dollars par mois. Devenus très discrets sur le sort des réfugiés en Ingouchie, les médias russes avaient, il y a deux semaines, parlé de 175 tonnes d'aide envoyées par Moscou. Mais, dans les camps, les « déplacés » reçoivent essentiellement du pain et de l'eau. Plusieurs témoignages font état de stocks de nourriture périmée. Le maire de Moscou a cependant fait parvenir vendredi en Ingouchie un train chargé, notamment, d'abris de chantier.



« Moscou soumet la Tchétchénie à un blocus total et à des bombardements massifs » **Le Monde** (France), 26 octobre 1999 (en français).

Extrait :

L'armée russe a achevé, dimanche 24 octobre, la mise en place d'un blocus total de la Tchétchénie, en fermant la frontière avec la république voisine d'Ingouchie. Ses troupes, appuyées de blindés, ont bloqué les routes allant vers Nazran, la capitale ingouche, et par lesquelles 170 000 réfugiés, principalement des femmes, des enfants et des vieillards, ont fui, depuis début septembre, les bombardements russes sur la Tchétchénie. [...] Moscou entend mettre fin au flot de réfugiés qui s'est accru après le massacre du marché de Grozny (137 morts et 200 blessés, selon les autorités tchétchènes) provoqué, jeudi 21 octobre, par un tir de missiles russes. Vendredi, près de 4 000 personnes avaient fui vers l'Ingouchie. À Genève, le porte-parole du Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR) estimait que « si le conflit continue, nous nous attendons à ce que 300 000 personnes viennent se réfugier en Ingouchie ».

Le FSB (ex-KGB) a expliqué que ce blocus devait empêcher « l'infiltration de terroristes » en Russie. Durant le week-end, le ministre de l'Intérieur et des représentants des services de sécurité ont expliqué que « Bassaïev et Khattab [les leaders islamistes tchétchènes] avaient donné l'ordre de commettre des actes terroristes à Moscou, Saint-Petersbourg et dans d'autres régions ». Le président ingouche, Rouslan Aouchev, a dénoncé la fermeture de la frontière : « Maintenant, la population n'a aucun moyen de quitter la Tchétchénie, a-t-il déclaré. La guerre doit être menée contre les terroristes, pas contre les réfugiés. » Parallèlement, l'armée russe a poursuivi son offensive sur les faubourgs de Grozny et également bombardé la ville de Vedeno, proche du Daguestan.

COMMENT AIDER LES POPULATIONS CIVILES TCHÉTCHÈNES ?

Les différentes sections MSF évaluent les possibilités de porter secours aux milliers de civils tchétchènes qui subissent ou fuient les bombardements et de faire pression pour qu'assistance et protection puissent leur être apportées. Leur absence du Caucase du Nord depuis la fin de 1997 en raison des risques d'enlèvement et la crainte que ceux-ci ne se reproduisent limite toutefois les possibilités opérationnelles dans la région.



Comité de projet Caucase du Nord / Russie, MSF Belgique, 30 septembre 1999 (en anglais).

Extrait :

En raison de conditions de travail inacceptables (insécurité : assassinats de travailleurs humanitaires étrangers et prises d'otages), MSF Belgique a fermé ses bureaux en Tchétchénie et au Daguestan en 1996 et 1997. Depuis la reprise des hostilités au Daguestan en août dernier, MSF Belgique est en contact avec d'anciens membres du personnel national pour surveiller la situation sur place.

Objectifs :

Aboutir à une position plus formelle de MSF Belgique concernant la détérioration de la situation humanitaire dans le Caucase du Nord ; le but principal de ce copro est de produire quelques scénarios d'intervention ou de non-intervention.

Facteurs importants :

- Facteur temps en fonction de considérations politiques : la campagne de bombardements et ses dégâts collatéraux humanitaires (le flux de réfugiés) risquent de durer plusieurs semaines, voire plusieurs mois. L'opinion publique russe semble être en faveur d'une résolution « une bonne fois pour toutes » du problème tchétchène. Aussi longtemps que ce soutien est assuré (contrairement à la guerre de 1995-1997), le gouvernement russe a les mains libres et va en profiter. De plus, la vox populi peut s'exprimer pendant les élections parlementaires en décembre 1999 et les élections présidentielles du printemps 2000.

- L'effet Kosovo : l'OTAN a atteint son objectif politique grâce aux frappes aériennes sans utiliser les troupes au sol ; le gouvernement russe pourrait choisir le même scénario : bombarder pendant des semaines afin d'affaiblir l'adversaire.

- L'accès à une information fiable : comme il n'y a pour l'instant que peu de journalistes étrangers sur les lieux, l'information fiable est filtrée et difficile à vérifier. Cependant nous réactivons les contacts locaux existants (d'ancien membres du personnel national) en Tchétchénie et en Ingouchie.

- Des réunions de coordination et partage de l'information avec les ONG, les agences humanitaires et les bailleurs vont avoir lieu dans les jours qui viennent à Genève et au niveau de Moscou.

- La sécurité des expatriés est le premier souci évoqué dans toutes les discussions ; les gouvernements ingouche et tchétchène garantiraient une protection et une sécurité totales pour les actions entreprises sur leurs territoires respectifs.

- Préparation aux urgences au niveau de Moscou : pas de stock de matériel de secours d'urgence (hygiène, abris, couvertures, nourriture), peu de matériel médical pour une intervention d'urgence ; une importation rapide n'est pas envisageable (un cauchemar en perspective).

Conclusions du copro :

- Les expériences passées dans le Caucase du Nord ont montré que l'état de la sécurité ne permettait pas à MSF Belgique de créer suffisamment de valeur ajoutée avec ses opérations.
- La sécurité ne fait que se détériorer depuis le retrait de MSF Belgique en 1997...



« Explo ! » **Courriel** de Marcel van Soest, directeur des opérations MSF Hollande, au directeur général, au responsable des urgences et au département de la communication de MSF Hollande, 13 octobre 1999 (en anglais).

Extrait :

- Bien sûr, notre souci principal, ce sont les populations en danger et leurs souffrances. Cela ne fait aucun doute.
 - Les opérations sont vivement souhaitées mais irréalisables de la façon dont nous aimerions les mener pour les raisons que tout le monde connaît.
 - On pourrait faire du pilotage à distance [*remote control*] si on avait déjà un historique sur place, des contacts et des partenaires, ce qui n'est pas le cas pour MSF Hollande et encore pas suffisamment développé pour MSF France. [...]
 - Nous pouvons nous montrer aussi innovants et créatifs que nous le voulons, mais soyons réalistes, il va être quasiment impossible d'identifier une intervention de compromis qui apporte une plus-value au sort des populations en danger par rapport à ce qu'apportent déjà les autres acteurs.
- Qu'est-ce qu'il nous reste à faire ???!!!!
- la souffrance des populations,
 - l'absence de pression de l'opinion publique russe,
 - la sympathie exprimée envers les Russes, même par Mary Robinson [présidente de la Commission des droits de l'homme de l'ONU],
 - le silence de l'ONU et son inertie à essayer de faire bouger les choses,
 - des doubles standards plus que jamais à tous les niveaux,
 - des programmes pilotés à distance certainement insuffisants et peut-être complètement inefficaces,
 - l'assistance humanitaire russe censée être mise en place mais en réalité inexistante.
- Et des milliers d'autres choses. Le problème est que nous devrions être sur le terrain mais que nous ne pouvons pas y être.

Un ou deux des points suivants doivent être abordés :

1) écarter la nécessité de notre présence en demandant instamment à l'État (la Fédération de Russie) d'assumer ses responsabilités en fournissant une assistance humanitaire efficace et en mettant fin aux violations du droit humanitaire et des droits humains de ces populations.

2) faire en sorte que les circonstances nous soient plus favorables pour accéder au terrain ; c'est-à-dire un corridor humanitaire sécurisé pour les ONG. IMPORTANT : ces deux questions doivent être abordées et les seuls qui le fassent sont quelques journalistes et Human Rights Watch. Nous ne pouvons continuer à garder le silence. Nous avons besoin de crédibilité pour vraiment plaider la cause des populations (et non pas celle de notre image !!!!). Une agence humanitaire qui ne peut pas travailler là où nous devrions travailler, même pour de bonnes raisons, doit le faire savoir à tous les niveaux et nous ne le faisons pas. Nous avons l'obligation de modifier le contexte d'intervention de l'assistance humanitaire en parlant directement avec les Russes et avec la communauté internationale pour pousser Moscou à assumer ses responsabilités d'acteur étatique. Et au-delà, à faire pression sur la communauté internationale afin

qu'elle se batte pour établir des garanties minimales, permettant que les réfugiés soient assistés par l'ONU ou par d'autres acteurs.

Pour commencer cette campagne de plaidoyer et pour « accrocher » HRW, nous avons besoin de crédibilité et nous l'obtiendrons en nous rendant sur place. [...] Oui, nous avons un message à faire passer avant même de devenir opérationnels et oui, ce message peut être compris.

Donc pas une déclaration pour le plaisir de faire une déclaration, mais une campagne de plaidoyer active commençant par une visite aux médias suivie d'une visite aux principaux acteurs (Moscou, ONU, États-Unis, Paris, UE, Genève) avec le but ultime de changer un peu la situation sur le terrain pour les populations afin que nous puissions commencer à travailler là-bas, sinon d'autres feront le travail à notre place.

Nous avons de la chance que les médias ne nous interrogent pas encore sur notre absence, mais nous n'avons pas encore exprimé spontanément nos sentiments de frustration d'être absents ni même expliqué ce qu'il faudrait pour que nous soyons présents. NOUS DEVONS LE FAIRE !

Pendant les visites de terrain, nous nous concentrerons avec les médias sur la situation humanitaire. Des messages plus forts peuvent être passés par la suite pendant des visites diplomatiques.

IMPORTANT : il n'y aura pas d'implications pour les programmes actuels en Russie ! En particulier si on considère comment HRW, dont les bureaux sont dans le même immeuble que les nôtres, attaque Moscou !!!!

Et si on décide de ne pas faire de visite :

- Les journalistes continueront leurs visites et finiront un jour par rendre compte de l'existence d'une famine ???
- Ne pas y aller maintenant, c'est déjà se laisser manipuler par Moscou, qui veut montrer à sa population que les organisations humanitaires ne vont pas là-bas parce que ce sont des bandits trop dangereux (et cela contribue à justifier la guerre).
- Déportations des déplacés par les Russes vers le nord de la Tchétchénie (toujours zone militaire) et demande de Moscou aux agences de secours de venir aider sans avoir pu se rendre sur d'autres sites de manière indépendante.



« Quelques réflexions » **Courriel** de Leslie Lefkow, département des affaires humanitaires de MSF Hollande au responsable des programmes Caucase du Nord, à l'équipe exécutive de MSF Hollande, 14 octobre 1998 (en anglais).

Extrait :

J'ai jeté un coup d'œil aux communiqués de presse du CICR concernant la Tchétchénie et c'est un exercice assez intéressant, d'une part en raison du volume, d'autre part en raison du contenu qui est impressionnant, étant donné qu'il s'agit de prises de parole publiques du CICR. Entre 1994 et 1996, le CICR a lancé de nombreux appels au respect du droit humanitaire, à des cessez-le-feu humanitaires et même à la mise en place de corridors humanitaires. [...]

D'après ce que j'ai lu et entendu ces jours derniers, quelques éléments rendent très difficile l'application des concepts de protection édictés par le DIH :

1. Le manque d'organisation / coordination des forces russes et des groupes tchétchènes ; l'ignorance des principes du droit humanitaire dans l'armée (y compris l'absence de toute notion de proportionnalité dans l'usage de la force militaire) ; l'utilisation de stratégies de contre-insurrection par l'armée russe qui écrase les civils afin d'extirper les combattants et de « punir collectivement » des communautés entières pour tout acte commis par ces combattants ; l'utilisation de civils comme boucliers humains par les

forces rebelles ; et finalement, l'existence de nombreux individus et de petits groupes de miliciens qui font des ravages pour assouvir des intérêts personnels, et rompent de ce fait des accords de cessez-le-feu, etc.

2. Le manque de volonté politique : pour des raisons que nous connaissons tous... blah blah blah.

Trouver un moyen de pression sera une tâche des plus difficiles, et je suis convaincue que la volonté politique est très différente de celle de 1994-1996. Je ne suis pas non plus certaine que MSF, seule, pourra exercer quelque influence – mon instinct de base (très scientifique !) me dit que c'est seulement en essayant de construire une large coalition que nous pourrions espérer sensibiliser suffisamment les opinions publiques occidentales pour faire pression sur les Russes – et ce ne sera que sur les Russes...

[...] Je pense que, cette fois-ci, nous allons devoir être très créatifs et cibler plus loin que l'idéal habituel de la diplomatie humanitaire.



« Tchétchénie » **Courriel** de l'adjoint à la responsable juridique de MSF aux responsables de MSF France, 3 novembre 1999 (en français).

Extrait :

Divers articles d'ONG humanitaires (y compris MSF Holland) sont parus dans la presse française et européenne autour de la Tchétchénie sur le mode nombriliste : « Pourquoi nous n'y sommes pas. Pardon de ne pas y être. »

En scrutant soigneusement au microscope à balayage électronique les déclarations de la diplomatie russe, le message est le suivant :

- il s'agit d'une opération de maintien de l'ordre antiterroriste ;
- il s'agit d'une affaire intérieure à la Russie et donc toute ingérence est interdite.

Il serait intéressant que nous puissions rompre avec le nombrilisme humanitaire, tout en démolissant l'argumentation russe, en appuyant notre prise de parole notamment sur les éléments suivants :

- il est rare qu'une opération de maintien de l'ordre provoque une vague de 200 000 réfugiés, l'engagement de moyens militaires aussi lourds, le lancement d'un blocus... En bref, expliquer que le seuil de violence est celui d'un conflit armé qui frappe de façon indiscriminée la population civile (bombardements indiscriminés, privation des biens essentiels à la survie des populations, éclatement des familles lors du passage de la frontière ingouchie...);
- l'action humanitaire menée par des organisations indépendantes et impartiales ne constitue jamais une ingérence et en l'absence de prise en charge de la population civile par la Russie, les organisations humanitaires doivent pouvoir intervenir.

Il est important que nos prises de parole cherchent à accroître les garanties en termes d'assistance et de protection de ces populations.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF Belgique, 5 novembre 1999 (en français).

Extrait :

4. La Tchétchénie : pourquoi nous n'y sommes pas ?

Vincent présente la situation.

Nous avons quitté la Tchétchénie suite à deux kidnappings en 1996 dans lesquels nous étions visés directement. Quant à une intervention en Ingouchie, cette région appartient encore à la Fédération russe et la région est culturellement très proche de la Tchétchénie.

Il n'est donc pas sûr que cela serait moins risqué que la Tchétchénie. Au départ, les Russes bombardaient la Tchétchénie pour sécuriser le nord du Daguestan contre des incursions de terroristes tchétchènes. Actuellement, cela va beaucoup plus loin. Il s'agit d'une réelle intention de mettre fin pour de bon aux mouvements nationalistes dans le pays. Les Tchétchènes tentent de fuir par l'est et le sud du pays et surtout en Ingouchie, où il y aurait actuellement de 200 000 à 250 000 réfugiés tchétchènes.

Actuellement, nous ne sommes qu'en Russie et MSF France en Géorgie, car l'insécurité et l'expérience traumatisante du passé nous empêchent d'aller vérifier les conditions possibles d'une opération. Jusqu'à présent, seuls les NU et l'OSCE ont fait des petites incursions, accompagnés par des militaires russes ou ingouches. Nous ne pouvons donc apprécier les besoins globalement. Pour mieux pouvoir apprécier la sécurité (les besoins sont évidents), nous devrions pouvoir rester un mois sur place. Mais il faut que cela soit possible au niveau de la sécurité...

Sur place, nous n'avons donc personne, mais nous avons renforcé la coordination à Moscou pour que quelqu'un puisse suivre toutes les réunions, les contacts avec les autorités russes et tchétchènes et faire une courte visite de deux jours en Ingouchie pour apprécier l'aide donnée aux réfugiés soit par les Russes (ils disent prodiguer [prodiguer] une aide), soit par MDM ou le CICR, qui font du *remote control* (distribution à partir de la frontière). Vu la pression, nous pourrions peut-être aussi opter pour du *remote control*. Mais il n'est pas sûr que la population en bénéficie vraiment. C'est aussi l'un des buts de la mission exploratoire.

Pour la Tchétchénie, MSF France est présente en Géorgie d'où elle pourrait mettre en place un programme d'appui via l'importation de médicaments et de biens par le Sud. Il faudrait alors être extrêmement prudents car les Russes n'apprécient pas d'être « pris par en-dessous ». MSF France n'est pas présente à Moscou. MSF Belgique [est] bien[présente]. Nécessité donc d'une bonne coordination, également au niveau du témoignage. Un appui via des ONG locales pourrait être envisageable.

Aucune ONG n'est sur place.

Au niveau de la presse, nous ne faisons pas de communication active. Les journalistes sont curieux de savoir pourquoi nous n'y allons pas mais font passer surtout le message de l'insécurité.



Début novembre, j'étais au siège à Bruxelles et je disais : « Qu'est-ce qu'on fait pour la Tchétchénie ? » et ils regardaient tous le bout de leurs chaussures. Je suis allé discuter avec tous ces gens du siège qui pensaient comme moi. Mais il y avait eu des comités de projets où on avait décidé : « Non, on ne fait rien. » Ces décisions avaient été prises plutôt par des gens qui n'étaient pas sur le terrain au moment de la première guerre, qui avaient géré cela du siège et qui culpabilisaient de ce qui s'était passé. Et à cause de cela, on ne voulait pas relancer une action.

*Dr Bart Ostyns, MSF Belgique, coordinateur de projet en Tchétchénie de 1995 à 1996
(en français).*



En 1999, je suis directeur des opérations. Évidemment, on sait qu'on est dans le collimateur, qu'on parle ou pas. On se rend bien compte que les gens qui ont eu des problèmes ne sont pas forcément des gens qui parlaient. À partir du moment où on est présent, on s'expose. Du point de vue de Moscou, on soutient la rébellion ; mais on est aussi exposé du côté indépendantiste tchétchène. On a suffisamment fréquenté les groupes tchétchènes pour savoir à quel point ils sont incohérents, manipulés eux-mêmes, avec des

branches criminelles importantes. On pense qu'on ne peut pas du tout être en sécurité dans un tel environnement. On pèse le pour et le contre, on sait qu'il y a des risques. Mais les violences sont telles à la reprise de la guerre qu'on décide d'intervenir, même si on s'expose à des incidents graves. On travaille le plus intelligemment possible. Ce qui nous a beaucoup marqué, c'est Novye-Atagui, l'assassinat des membres du CICR. Le CICR ne disait rien, et pourtant c'est lui qui a le plus de morts. S'opposer publiquement présente un risque pour qui que ce soit, mais tous les autres sont aussi en danger.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008 (en français).



Rétrospectivement [interview en août 2000], je pense que nous aurions dû nous montrer plus agressifs, plus tôt, pour entrer en Tchétchénie.

L'accès était possible. Ce qui nous en privait, c'était notre propre peur. En grande partie, le manque d'accès était fondé sur nos peurs et pas sur une interférence de la Russie. A posteriori, on ne peut pas accuser la Russie de ne pas nous avoir laissés entrer alors qu'on n'a pas vraiment essayé de le faire. Nous n'avons jamais demandé l'autorisation d'accès à Moscou, et même si aujourd'hui nous travaillons partout en Tchétchénie, nous ne l'avons toujours pas demandée. Je pense que, dans une telle situation, on doit s'octroyer l'accès et pas se contenter de le demander. On obtient l'accès en se rendant sur les lieux et en commençant à travailler, et c'est finalement ce qui s'est produit. Nous avons de bonnes raisons d'avoir peur. Il y avait eu des kidnappings en 1996 – on pense d'abord aux kidnappings mais il y a eu aussi des assassinats. On n'en connaît toujours pas les mobiles. On ne sait pas qui les a commis et pourquoi. Il est très difficile de dire que la situation a changé alors qu'on n'a pas encore compris ce qui s'est passé la dernière fois. Les gens qui ont commis ces kidnappings sont toujours très actifs – ils sont toujours en Tchétchénie, en liberté –, on n'a aucune raison de penser qu'ils vont se lancer dans une autre activité. En plus des kidnappings et des assassinats, il y avait eu des vagues de cambriolages à main armée – les kidnappings, ce n'est pas ce que les équipes de MSF Belgique ont vécu de pire. Il y avait eu plusieurs braquages terrifiants, des sortes de prises d'otages à très court terme. Tout le monde avait cela en tête. Et c'est cela que les sièges nous demandaient quand on mettait en place la mission : « Qu'est-ce qui a changé ? Qu'est-ce qui vous fait penser que cela ne se renouvellera pas ? » Les gens du terrain comme ceux du siège ne souhaitaient pas revivre ces épreuves.

Kenny Gluck, MSF Hollande, conseiller et coordinateur pour le Caucase du Nord de novembre 1999 à janvier 2001, directeur des opérations de 2001 à 2005 (en anglais).



Je ne suis pas critique sur la position de MSF, parce que je la comprends à cent pour cent, sans réserve. L'expérience de la gestion de la crise de nos otages a été tellement traumatisante pour une bonne partie des dirigeants, des gens qui ont de l'influence ici notamment, concernant ce qu'on peut faire dans ce genre de situation, que je comprenais très bien que tout le monde soit refroidi. Je pensais que l'action en Tchétchénie n'aurait été que symbolique, car je ne voyais personne – et je m'identifiais à cette gêne – capable de dire : « Je t'embauche pour partir en Tchétchénie, le minimum des conditions qu'on est tous prêts

à accepter est rempli. » Non, ce n'était pas possible, car on pouvait se faire prendre en otage. Donc on n'est pas entrés.

Dr Rony Brauman, MSF France, président du conseil d'administration de 1982 à 1994, directeur d'études à la Fondation MSF/Crash depuis 1994 (en français).

Le directeur général de MSF Hollande et le coordinateur à Moscou expliquent à la presse internationale les raisons et surtout les risques en matière de sécurité qui empêchent MSF de travailler en Tchétchénie.



« L'arrivée de l'hiver conforte les craintes des réfugiés tchétchènes » Celestine Bohlen, *The New York Times* (États-Unis), 30 octobre 1999 (en anglais).

Extrait :

Les agences internationales ont des soucis supplémentaires dans le Caucase du Nord, causés par les kidnappings et la violence qui, depuis plusieurs années, ont mené les travailleurs des organisations humanitaires et de défense des droits de l'homme à quitter la Tchétchénie et les régions voisines, dont l'Ingouchie.

Juste après la guerre de 1994-1996 qui a vu les troupes russes essayer en vain de mater le mouvement sécessionniste en Tchétchénie, la région a été ravagée par une vague d'anarchie alors que les chefs de guerre tchétchènes – dont certains anciens héros de guerre – se sont reconvertis dans la prise d'otages pour financer leurs opérations. []

Au total, les services de sécurité russes avançaient que plus de 2 000 personnes – des Tchétchènes, des Russes et des étrangers – ont été pris en otage à l'intérieur et autour du territoire de la Tchétchénie depuis 1996.

« Un cas succédait à l'autre », raconte Mamar Melzouk, qui dirige la mission basée à Moscou de Médecins Sans Frontières, l'organisation française qui a récemment reçu le prix Nobel de la paix pour son travail dans les zones de guerre à travers le monde. « Le monde humanitaire devient une cible. Il est évident que les risques sont très très élevés. » Médecins Sans Frontières a maintenu des programmes importants et visibles dans la région pendant la guerre de 1994-1996, au cours de laquelle des dizaines de milliers de civils ont été tués.

Mais en 1996, quand la guerre s'est terminée avec la victoire des rebelles tchétchènes, l'organisation s'est retirée de la région, peu après l'enlèvement de deux de ses employés. À ce jour, Médecins Sans Frontières n'est pas encore intervenue dans le contexte du conflit actuel.

« La sécurité et l'accès aux bénéficiaires ne sont pas garantis et pour ces raisons nous ne prévoyons pas d'intervenir pour le moment », a déclaré M. Melzouk.

« Nous sommes conscients que les problèmes s'aggravent, en particulier avec l'arrivée de l'hiver. Mais c'est une situation très compliquée. »

Selon les forces de sécurité ingouches, il n'y aurait eu aucun kidnapping dans la région ces deux derniers mois. Toutefois, un reporter des Nouvelles de Moscou, porté disparu depuis deux semaines, a été vu pour la dernière fois en Ingouchie.

Mais les autorités locales reconnaissent que la situation est dangereuse et procurent des gardes armés aux journalistes et aux travailleurs humanitaires qui effectuent de courts voyages dans les régions frontalières.



« Tchétchénie, l'échec de l'action humanitaire » Austen Davis, directeur général de MSF Hollande, **NRC Handelsblad** (Pays-Bas), 1 novembre 1999 (rédigé en anglais, traduit et publié en néerlandais).

Extrait :

Pourquoi n'y a-t-il quasiment aucune aide distribuée ? Ou pour ne parler que de nous, pourquoi MSF n'est-elle pas présente sur les lieux ? Les organisations d'aide ont eu de mauvaises expériences en Tchétchénie, les travailleurs humanitaires internationaux sont devenus les cibles favorites d'une violente industrie du kidnapping.

Depuis son arrivée dans le pays en 1995, MSF a eu deux employés kidnappés.

Cela a rendu toute aide pratiquement impossible et a entraîné, comme pour d'autres organisations, le départ de MSF de la zone en 1997, et par conséquent la transformation de la Tchétchénie en un point aveugle sur la carte du monde.

On aurait tort de penser que la présence des travailleurs humanitaires aurait pu prévenir le conflit en Tchétchénie ou y mettre fin.

Ces dernières années, les interventions humanitaires ont souvent été critiquées : l'aide humanitaire ne sauve pas toutes les victimes des catastrophes et des conflits ; les interventions humanitaires peuvent même compliquer et prolonger les guerres.

Toutefois, dans les conflits complexes, l'importance de l'aide humanitaire réside essentiellement dans la présence des organisations. En étant présent dans les zones de crise, les travailleurs humanitaires peuvent défendre les droits fondamentaux des victimes et presser toutes les parties au conflit de respecter les droits humains et les conventions internationales. Ils peuvent réintroduire des éléments d'humanité dans un environnement déshumanisé.

MSF a été créée en 1971 pour défendre le droit à l'intervention humanitaire. Souvent, la souveraineté des États était considérée comme plus importante que les droits des personnes et la communauté internationale laissait les leaders tuer et réprimer leurs populations.

MSF s'est toujours battue pour le droit de chaque individu à l'aide humanitaire. C'est une question d'humanité, d'éthique médicale. Un droit, qui plus est, qui a été établi par des conventions internationales. Les frontières et les intérêts politiques internationaux ne doivent pas se mettre en travers de ces principes.

Aujourd'hui, vingt-huit ans plus tard, nous sommes de nouveau confrontés à l'une de ces frontières. En Tchétchénie, des bandes rendent impossible la fourniture d'aide humanitaire. Les autorités locales, qui cherchent à détacher leur pays de la Fédération de Russie, n'ont pas été capables de procurer attention et sécurité au peuple tchétchène. Et la Russie mène une guerre qu'elle justifie par la guerre contre le terrorisme, mais qui affecte la population à un niveau disproportionné.

La communauté internationale ne doit pas détourner les yeux de ce conflit. La proposition d'envoyer une mission de l'ONU dans la région est la première bonne nouvelle à cet égard. Toutefois, les conditions de cette mission sont peu prometteuses. Par exemple, elle ne se rendra pas en Tchétchénie mais seulement dans les pays voisins.

De plus, elle se déplacera sous la lourde protection de troupes d'élite russes. Cela lui ôtera toute possibilité de se faire une idée objective de la situation humanitaire dans la région. Le froid déni de la Russie lorsqu'elle est confrontée aux rapports sur les victimes civiles n'est pas suffisant.

Le fait que la population fuit en masse est simplement inacceptable. L'absence d'aide pour les réfugiés et l'impossibilité pour les réfugiés tchétchènes de rendre visite à des parents ou des relations dans d'autres régions de la Fédération de Russie est également inacceptable. C'est au moins le message que devrait passer l'ONU, à voix haute et intelligible, aux autorités russes.

Toutefois, cette mission de l'ONU ne suffit pas. Cette année, la communauté internationale a pris ses responsabilités contre les violences au Kosovo, puis au Timor. Si ces crises sont différentes, la souffrance humaine reste la même partout.

Il est vraiment temps que la communauté internationale s'engage. La pression internationale doit rappeler aux différentes parties responsables qu'elles ont pour obligation de garantir la sécurité et de créer les conditions pour la fourniture d'aide humanitaire indépendante.

[...] Les combattants doivent garantir les droits de leur population et permettre aux travailleurs humanitaires indépendants d'aider les victimes. S'ils manquent à ce devoir, c'est à la communauté internationale de s'octroyer un rôle plus actif.

Il est grand temps de rompre le silence qui entoure la Tchétchénie.

En novembre 1999, la section française de MSF, basée en Géorgie, envoie trois convois de médicaments en Tchétchénie à travers les montagnes, à partir de la vallée de la Pankissi, avant que la frontière ne soit fermée. Dans les semaines qui suivent, elle s'efforce de développer des activités de consultations externes et de références chirurgicales dans la vallée de la Pankissi, et à Tbilissi, en Géorgie. Le conseil d'administration évoque l'éventualité d'une prise de parole au moment de la remise du prix Nobel de la paix, qui vient d'être décerné à MSF. Dans la presse française, les volontaires décrivent la situation dramatique des réfugiés tchétchènes bloqués dans les montagnes entre les deux pays.



« La Géorgie, seule sortie "libre" pour les Tchétchènes bombardés » Sophie Shihab, **Le Monde** (France), 8 novembre 1999 (en français).

Extrait :

Les derniers gardes-frontières russes viennent de quitter le pays. Près de 200 000 réfugiés se presseraient à la frontière dans les montagnes déjà enneigées. [...] Ces groupes préfèrent aller en Géorgie plutôt qu'en Ingouchie, pays frère et voisin mais membre de la Fédération de Russie, où les militaires russes bloquent la frontière à leur guise. [...] Un drame qui prend toute son ampleur, vu d'ici : « Il y aurait jusqu'à 200 000 civils maintenant dans les montagnes du sud de la Tchétchénie, qui tentent parfois de trouver refuge contre les bombes dans les forêts, à l'extérieur des villages pris pour cible », explique Jean-Pierre Tremblay, chef de la mission de MSF (Médecins Sans Frontières) à Tbilissi, qui, comme d'autres organisations humanitaires, n'a pas pu envoyer d'aide en Tchétchénie. Les difficultés de la tâche sont illustrées, en partie, par les récits des réfugiés qui ont réussi à fuir vers la Géorgie, au nombre de 2 000 à 3 000 seulement. [...]

Mais l'entrée en Géorgie pose elle-même problème. Il faut franchir un premier col déjà enneigé, puis amadouer les gardes-frontières géorgiens, avant de franchir un deuxième col en territoire géorgien, encore plus haut et qui sera, dit-on, incessamment fermé : il faudra des hélicoptères pour le franchir en hiver. Mais de toute façon, les hommes âgés « de 15 à 60 ans » ne passent pas, à moins d'interventions spéciales, sur lesquelles on reste peu précis.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 19 novembre 1999 (en français).

Extrait :

Tchéchénie (Jean-Clément Cabrol, responsable des urgences)

État de la situation [...]

Les (rares) journalistes qui reviennent rapportent que les Tchétchènes perçoivent l'offensive russe comme une volonté d'extermination (doublée d'une campagne raciste anti-peuples du Caucase dans toute la Fédération).

En tout état de cause, il reste encore 750 000 personnes en Tchétchénie qui sont la cible collective des tirs aériens et aveugles. L'armée russe n'avance plus physiquement qu'après pilonnage, c'est-à-dire sur des ruines, identifiant toutes les personnes rescapées comme des « rebelles ou des terroristes ». Pendant ce temps, le HCR a déclaré par la voix de sa présidente qu'il n'y avait pas de situation de « crise humanitaire » en Tchétchénie !

Dispositif MSF

[À Grozny] Les hôpitaux sont inactifs, à l'exception de la maternité qui fonctionne dans une cave. Les blessés sont essentiellement des civils et sont évacués dans la mesure du possible sur des hôpitaux d'autres villes.

MSF Belgique et MSF Hollande sont à Moscou dans le cadre des programmes classiques. Une personne est partie recenser les possibilités de travailler en Ingouchie. MSF Paris a pris contact avec deux ONG présentes pour faire passer du matériel (chirurgical et petite logistique) et travailler à partir de la Géorgie, via des filières locales.

Nous sommes aussi en Géorgie où beaucoup de Tchétchènes se sont réfugiés dans la région d'Akhmeta. Ce sont essentiellement des femmes et des enfants et il y a très peu d'hommes. Ils sont pris en charge par les structures locales de soins. Nous envisageons d'y faire une campagne de vaccination et de réaliser des entretiens avec des réfugiés.

Stratégie envisagée

L'analyse de la situation laisse assez peu d'ouvertures. L'accès est le problème majeur, les routes et les cols du seul accès non contrôlé par les Russes sont maintenant pris dans l'hiver et on peine à amener de l'aide.

La situation est d'autant plus scandaleuse quand on la compare au traitement international dont ont fait l'objet, par exemple, le Kosovo, le Timor, où il y a eu volonté de s'interposer entre les massacreurs, les déporteurs et les victimes.

Nous avons donc décidé d'écrire à tous les chefs d'État se rendant au sommet de l'OSCE à Istanbul pour leur faire part de notre indignation, de notre révolte et de notre désir que soient respectées les populations civiles.

Nous avons aussi rencontré un diplomate russe à Paris pour lui soumettre le projet d'amener vivres et matériels aux populations réfugiées. Très diplomatiquement, il nous a été signifié que tout était possible comme aide, à condition que cette aide transite entièrement par les organismes russes. Bref, volonté de contrôle total.

L'équipe belge basée à Moscou a déposé une demande de visas pour annoncer notre arrivée et notre intention de faire atterrir un avion. La question est, pour nous, de savoir si on met du personnel dans cet avion, et qui : des accompagnateurs de fret ou des médecins et des infirmières pour suivre la distribution ? Il faut avouer que les cinq mois de détention de Christophe André, enlevé en été 1997 en Tchétchénie, nous freinent dans le montage d'une telle opération. L'option la plus acceptable en matière de risques est de procéder de façon discrète à l'infiltration de matériel via la Géorgie ou, de façon plus visible, via l'Ingouchie. On s'est engagés dans une telle démarche en rencontrant Ilyas [Akhmadov, ministre des Affaires étrangères du gouvernement Maskhadov]. [...]

Jean-Hervé Bradol (Directeur des opérations): « Il y a actuellement une vraie campagne anti-tchétchène et même anti-Caucase menée dans toute la Fédération de Russie. »

Christian Losson (CA): « Même à la douma (Assemblée parlementaire de Russie), il n'y a eu que deux députés pour s'opposer à cette guerre et quelques intellectuels très isolés. »

Françoise Saulnier (Responsable juridique): « Il ne faut pas occulter l'élément économique puisqu'une partie du malheur des Tchétchènes vient de leur localisation sur un territoire pétrolifère. C'est d'ailleurs la même malchance qui frappe le Congo-Brazzaville. De ce point de vue, on assiste à la violence économique à l'état pur. »

Jean-Hervé Bradol (Directeur des opérations): « Les Tchétchènes ont déjà perdu au xix^e siècle une bonne partie de leur population, puis, au début du xxe siècle, ils en ont encore perdu entre 10 et 20 %. Alors aujourd'hui, avec les moyens « industriels » qui sont déployés, on peut craindre le pire. »

Philippe Biberson (Président): « De plus, les Russes ont réussi à organiser le huis clos parfait: pratiquement aucun journaliste (un Français est détenu en otage), aucun organisme international d'aide. »

Virginie Raisson (CA): « Oui, mais paradoxalement, c'est un conflit présent tous les jours dans les médias; donc si nous intervenons publiquement sur cette question – je pense toujours au discours du Nobel –, il faut que nous amenions notre valeur ajoutée sur notre compréhension du nouvel ordre mondial (deux poids, deux mesures, etc.). »

Conclusion:

L'absence de présence MSF en Tchétchénie s'explique par l'intensité de la guerre, le « blocus administratif » organisé par Moscou et la pression que représente la menace des enlèvements (une partie de cette stratégie de la terreur étant probablement orchestrée par les services secrets russes qui ont ainsi pu assurer un réel niveau de huis clos autour de cette guerre).



On n'a pas trop les moyens d'aller partout à la fois à cette époque. Et comme il y a déjà deux sections MSF en Ingouchie, on décide d'aller en Géorgie. Plus tard, on ira en Ingouchie quand on aura retrouvé les capacités opérationnelles. On est même prêts à faire des convois, on demande à des journalistes si c'est possible... Mais c'est matériellement interdit. Certains le font quand même, comme Renaud Girard, du Figaro, qui a fait un voyage en Tchétchénie en entrant par la Géorgie. Mais c'était très risqué.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008 (en français).



Notre objectif principal était d'arriver à toucher les déplacés bloqués de l'autre côté de la montagne. On a rencontré l'équipe de MSF Hollande qui était en exploration. On essayait d'aller par la route à Chatili, la ville frontière avec la Tchétchénie, et ils nous ont proposé d'y aller en hélico, car ils avaient de meilleurs contacts. Le but de l'opération était de récupérer des blessés bien amochés, dont une jeune femme enceinte, et de les ramener sur Tbilissi pour les faire prendre en charge par un hôpital. On savait que c'était bombardé et on se battait pour que les blessés puissent passer. Mais on n'y est allés qu'une fois. On a essayé d'y aller avec le HCR par une autre route. Mais cela n'a mené à rien. Je ne supportais pas qu'on ne fasse rien. Je voulais préparer des camions, monter sur cette route, arriver à

Itoum-Kale et forcer. Mais au l'équipe responsable des programmes n'accrochait pas à mes idées.

Dr Brigitte Vasset, MSF France, directrice des opérations de 1990 à 1998, coordinatrice d'urgence dans la vallée de la Pankissi (Géorgie) d'octobre 1999 à janvier 2000 (en français).

La section belge de MSF envoie, à partir de Moscou, une mission exploratoire pour étudier les possibilités d'intervention en Ingouchie. Quelques semaines plus tard, après de nombreuses consultations et discussions, concernant essentiellement les questions de sécurité, elle décide d'ouvrir en Ingouchie une mission qui sera gérée par du personnel local, formé et supervisé à distance par l'équipe expatriée basée à Moscou.



Certains disaient : « Ils ne nous laisseront jamais entrer. » Nous on disait : « On ne peut pas savoir, il faut qu'on envoie au moins quelqu'un pour voir. » À notre grande surprise, au siège, au moins deux personnes ont accepté qu'une personne parte à Moscou pour voir quelle était la marge de manœuvre. Est-ce qu'une exploration au Sud était faisable, tout en restant dans la légalité ? On y est allés en décembre, avec comme mission de voir comment pouvait marcher un système de remote control. Il semblait que c'était la seule solution. Sur place, on a retrouvé deux personnes vraiment très valables, E et F, avec lesquelles, après les avoir formées, on pourrait construire une équipe et travailler. Au niveau sécurité, on savait qu'il y avait un grand risque, mais la seule chose que l'on pouvait dire, c'est qu'il n'y avait pas de kidnappings. On pensait qu'il y avait une fenêtre d'opportunités et que la situation ne pourrait qu'empirer avec le temps. Si la guerre se calmait un peu, il y aurait plus de mouvement, les frontières seraient plus ouvertes. Les risques de kidnapping augmenteraient. On a proposé d'envoyer quand même une équipe d'expatriés. Une fois que tout était lancé, elle pouvait se retirer sur Moscou et faire du remote control. Cette proposition n'a pas été acceptée par le comité de projet, qui ne voulait pas de présence d'expatriés dans la région et qui disait que, de toute façon, on n'en trouverait pas. J'étais vraiment furieux. J'ai dit clairement : « Ce que vous proposez, ça ne peut pas marcher ! » Le comité de projet a proposé de former E à Moscou : « Si ça marche avec E, ça peut marcher pour d'autres gens. Donc si E peut trouver des gens et les ramener à Moscou, on fera la formation là-bas. Puis ils repartiront en Ingouchie et on les fera venir de temps en temps à Moscou. On leur donne tous les moyens de communication pour travailler à Nazran. On investit vraiment dans ces gens sans qu'il y ait d'expatrié sur place. Et là, le département des ressources humaines a dit : « Nous vous garantissons des ressources humaines si c'est pour Moscou. Mais si c'est pour Nazran, on ne veut pas le faire. » Je me suis dit : « Il y a quand même du positif dans tout cela, c'est mieux que rien. Au bout d'un certain temps, ils vont comprendre que ça ne marche pas, qu'il faut envoyer de temps en temps quelqu'un, peut-être qu'on va quand même y arriver. » Deux, trois jours plus tard, ils m'ont téléphoné pour me demander si je ne voulais pas aller à Moscou. Je me suis dit : « Si je dis non, ça va durer, ils vont avoir une excuse pour ne rien faire. » Donc j'ai dit oui et je suis parti le 5 janvier. J'y suis resté jusqu'à mi-février et on a fait la formation. Au début j'étais sceptique sur l'idée de faire venir un groupe de Tchétchènes à Moscou. Est-ce que les Russes allaient les laisser entrer à Moscou ? Ça a marché et la formation s'est très bien passée. E avait fait un très bon recrutement. On lui avait dit : il ne faut pas donner la priorité à des gens qui parlent très bien anglais, mais plutôt à des gens qui sont compétents dans leur

métier. Ce n'était pas évident de faire une formation en utilisant des traducteurs, mais ça s'est très bien passé et, petit à petit, j'ai commencé à y croire.

Dr Bart Ostyns, MSF Belgique, coordinateur de projet en Tchétchénie de 1995 à 1996 (en français).



L'idée proposée au cours du comité de projet, c'est de constituer une équipe expatriée qui soit basée dans un hôpital ou dans un hôtel vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

À côté, on constituerait une équipe avec du personnel national expérimenté qu'on a récupéré de la première guerre, qui ferait les consultations et fournirait l'assistance, et qui viendrait tous les soirs débriefer, sur les opérations, sur les techniques d'assistance aux déplacés, la pratique médicale, mais aussi sur les effets psychologiques et émotionnels de l'activité de secours à des compatriotes. Ce projet est refusé par le siège, qui considère que la plus-value par rapport au risque est trop faible, puisqu'il n'y aura pas de contact direct avec les bénéficiaires. Pourtant, c'est en gros celui qui ressortira pour l'Irak en 2003 et 2004, mais avec l'équipe basée au cœur du conflit. Il aura donc fallu cinq ans pour l'expérimenter réellement. La proposition qui est acceptée consiste à avoir une équipe en remote control total, avec les expatriés basés à Moscou de façon exclusive et permanente. Une équipe basée à Nazran, formée de Tchétchènes et / ou d'Ingouches, fournira l'assistance. Ils viendront une fois toutes les six semaines à Moscou débriefer et il y aura des contacts réguliers par téléphone, par mail, tous les jours, entre l'équipe expatriée et l'équipe nationale.

Jean-Christophe Dollé, MSF Belgique, coordinateur de projet Caucase du Nord de mars à novembre 2000 (en français).

De son côté, MSF Hollande a recruté Kenny Gluck, un ancien journaliste et collaborateur d'organisations humanitaires, qui connaît bien le Caucase où il possède un solide réseau de contacts depuis la première guerre. Fin 1999-début 2000, il ouvre un bureau à Nazran, en Ingouchie, et recrute une équipe locale chevronnée qui commence à organiser des distributions de médicaments et de matériel dans les hôpitaux et les camps de réfugiés tchétchènes en Ingouchie.



En octobre 1999, les gens de MSF Hollande, avec qui je ne travaillais pas à l'époque – j'avais juste fait quelques petites missions à court terme pour eux –, m'ont appelé pour me dire : « Tu connais la Tchétchénie, veux-tu nous aider ? » J'ai demandé un congé à mon employeur du moment, j'ai accepté de m'engager pour un mois. Et je les ai aidés à monter la mission. Je pouvais me rendre en Tchétchénie où j'avais un ami auprès de qui je me sentais en sécurité. Depuis la première guerre, je connaissais pas mal de gens et je ne voulais pas en faire entrer d'autres dans le jeu. Donc j'ai passé quelques semaines à Moscou, puis quelques semaines à Nazran à rencontrer de vieux amis de Tchétchénie pour voir ce qu'il était possible de faire et j'ai dit : « Vous pouvez monter une mission avec une base à Nazran avec certaines personnes précises en qui j'ai confiance. » J'ai ajouté : « Je ne suis là que pour deux ou trois mois. » J'y suis allé et j'ai ouvert un bureau. J'ai été le coordinateur pour la période fin 1999-début 2000. Mais je ne voulais pas rester en Tchétchénie. J'y avais travaillé en 1995-1996, à une époque très difficile. Donc j'ai dit : « Je monte la mission, mais en fait je

ne veux pas rester longtemps. » Ils ont donc trouvé un autre coordinateur et ils ont accepté que je reste trois ou quatre mois pour l'aider à s'installer.

Kenny Gluck, MSF Hollande, conseiller et coordinateur pour le Caucase du Nord de novembre 1999 à janvier 2001, directeur des opérations de 2001 à 2005 (en anglais).



Je suis allé à Moscou pour rendre visite à Ton Koene, le coordinateur, en tant que représentant de mon organisation. Je lui ai proposé un projet de fourniture d'assistance aux réfugiés.

Peu de temps après, j'ai reçu une proposition de Ton pour venir à Moscou afin de discuter des différentes possibilités d'assistance. Le premier projet concernait la distribution de produits d'hygiène aux réfugiés, le suivant de médicaments et de matériel médical. En fait, MSF a utilisé mon organisation pour mettre en œuvre ces deux projets. Pendant cette période, Ton Koene et Kenny se sont rendus sur place pour se familiariser avec la situation.

Puis, aux premiers jours de décembre, ils m'ont proposé de diriger le programme de MSF dans le Caucase du Nord. Je connaissais Kenny depuis la première guerre. Il travaillait avec mon frère et après l'attaque nous étions devenus voisins. Donc il me connaissait très bien.

C, Membre du personnel local de MSF recruté dans le Caucase du Nord (en russe, traduit vers l'anglais, puis vers le français par MSF).

Le 4 novembre 1999, les passages de la frontière entre l'Ingouchie et la Tchétchénie sont rouverts, laissant entrer les réfugiés tchétchènes et une délégation du HCR qui effectue une visite de cinq jours en Ingouchie et au Daguestan. Pendant ce temps, les forces russes poursuivent l'encerclement et le bombardement de Grozny. Le ministre des Affaires étrangères allemand déclare que les Russes ont créé une catastrophe humanitaire dans le Caucase.



« La frontière ingouche s'ouvre. Les Russes se rapprochent de Grozny » Nikolaï Topouria, **AFP** (France), (Kavkaz, Russie), 4 novembre 1999 (en français).

Extrait :

Les forces russes, qui ont bombardé jeudi les abords de Grozny, se sont rapprochées de la capitale tchétchène, coupant une route menant à la localité voisine d'Alkhan-Kala, selon un correspondant de l'AFP sur place.

Un responsable ingouche au poste Kavkaz 1 a affirmé à l'AFP que les civils pourraient de nouveau entrer librement en Ingouchie, alors que les soldats russes avaient considérablement limité les entrées ces derniers jours.

Une délégation du HCR dirigée par Nikolas Kossidis s'est rendu jeudi au poste Kavkaz, du côté tchétchène de la frontière, où attendaient plusieurs milliers de personnes.

Cette délégation effectue une visite de cinq jours dans deux républiques voisines de la Tchétchénie indépendantiste, l'Ingouchie et le Daguestan, pour établir les besoins humanitaires des réfugiés.

Au total, 195 135 personnes ont fui la Tchétchénie, dont 178 000 ont trouvé refuge en Ingouchie (340 000 habitants), a rappelé le président ingouche, Rouslan Aouchev, dans une conférence de presse mercredi soir.

La Russie a créé « une catastrophe humanitaire » dans le Caucase en intervenant militairement contre la Tchétchénie, a estimé le ministre allemand des Affaires étrangères, Joschka Fischer, lors d'une visite à Washington.

Le 5 novembre 1999, le ministre de la Défense russe reconnaît qu'au-delà de l'éradication des terroristes le but de l'opération est bel et bien le retour de la Tchétchénie dans la Fédération de Russie.



« Les généraux russes veulent écraser les Tchétchènes, pas négocier » **AFP** (France), Moscou 5 novembre 1999 (en anglais).

Extrait :

Les militaires russes ont clairement fait comprendre ces derniers jours que leur but en Tchétchénie (Caucase du Nord) était la victoire et l'écrasement des indépendantistes, et non une nouvelle issue négociée au conflit comme en 1996.

Apparemment, ils ont le soutien total du pouvoir politique, et notamment du Premier ministre, Vladimir Poutine, qui a la haute main sur le dossier tchétchène et défend une ligne dure au nom de « la lutte antiterroriste ».

« Il est difficile de comprendre clairement qui est chargé de quoi. Mais pour le moins, les généraux russes semblent avoir obtenu du Premier ministre, Vladimir Poutine, et de Boris Eltsine un degré sans précédent d'autonomie pour mener la guerre », constatait vendredi le quotidien anglophone The Moscow Times.

Mercredi, le ministre de la Défense, le maréchal Igor Sergueïev, a révélé pour la première fois que le but de l'opération militaire n'était plus seulement d'éradiquer les « terroristes », mais de ramener la Tchétchénie tout entière dans le giron de la Fédération de Russie.

« L'armée a le plein soutien du président Eltsine et comprend qu'on ne l'arrêtera pas » en chemin, a martelé le maréchal Sergueïev.

Le 12 novembre 1999, le secrétaire général de l'ONU déclare suivre la situation en Tchétchénie avec une grande inquiétude. Ses propos ne sont toutefois soutenus par aucun des membres permanents du Conseil de sécurité.



« Le secrétaire général sur la Tchétchénie » **Courriel** de Laura Brav, chargée des relations de MSF avec l'ONU, aux responsables Caucase de MSF, 12 novembre 1999 (en anglais).

Extraits :

IL NE SE PASSERA RIEN À NEW YORK, et certainement pas au niveau du Conseil de sécurité (ils ne veulent pas faire de vagues, en particulier parce que les États-Unis et le Royaume-Uni seront chargés des deux prochaines présidences du Conseil de sécurité, et qu'avec l'Irak au programme le mois prochain ils ne veulent pas fâcher les Russes) et sans doute très peu au niveau des agences de l'ONU.

Cette déclaration du secrétaire général est ce qu'on pourra obtenir de mieux (en plus d'OCHA [United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Action- Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires] briefant les gens de l'ONU

de façon informelle et [Sadako] Ogata [Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés] en discutant ouvertement avec eux hier au déjeuner) et ce sont déjà des propos forts pour un SG qui n'a AUCUN soutien des membres permanents. [...]

La déclaration suivante a été faite aujourd'hui par le bureau du porte-parole du secrétaire général, Kofi Annan :

« Le secrétaire général suit avec inquiétude l'évolution de la situation dans le Caucase du Nord. Bien qu'engagé dans le combat pour mettre fin au terrorisme, il considère qu'il est vital que l'utilisation de la force dans la lutte contre ce fléau soit proportionnée et soit dirigée contre les terroristes eux-mêmes.

Il rappelle le caractère contraignant du droit humanitaire international – et tout particulièrement les conventions de Genève – qui doit être totalement respecté en toutes circonstances. Cela signifie que la protection des civils innocents des effets du conflit doit toujours se voir accorder la plus haute priorité.

Toutefois, le secrétaire général est troublé de constater que l'ampleur de l'offensive militaire en Tchétchénie a évolué bien au-delà de celle d'une campagne avec l'objectif limité d'extirper les terroristes et qu'elle a causé de grandes souffrances et des pertes importantes parmi les civils, en particulier les personnes âgées, les femmes et les enfants. Il renouvelle son appel aux dirigeants russes pour qu'ils prennent immédiatement des mesures afin d'éviter plus de souffrances à la population.

Il les exhorte à ne pas perdre de temps à chercher une solution à long terme au conflit, dont il pense qu'il ne peut être résolu que par un processus politique.

Le secrétaire général souhaite remercier le gouvernement de la Fédération de Russie pour son accueil et sa coopération avec la mission humanitaire qu'il a envoyée dans la région à la fin de la semaine dernière.

Il a maintenant reçu le rapport de cette mission et ses recommandations. Il a demandé aux agences humanitaires des Nations unies de prendre en compte ces recommandations en préparant le renforcement et le développement de leurs programmes de secours.

Cela sera essentiel pour assurer une réaction internationale rapide pour alléger les souffrances des victimes civiles innocentes du conflit. »

PARLER, FAUTE DE POUVOIR AGIR ?

Le 12 novembre 1999, le président de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) exprime publiquement un constat d'impuissance, après le refoulement de ses délégués de Tchétchénie par les autorités russes.

À l'occasion du sommet de cette organisation, qui se tient à Istanbul à partir du 17 novembre, MSF France publie une lettre ouverte demandant aux chefs d'État des pays membres « *d'utiliser tous les moyens en leur pouvoir* » pour obtenir des autorités russes « *l'arrêt des bombardements non discriminés, le droit de fuite vers la Géorgie pour les populations et l'accès pour les organisations de secours* ».

Le directeur général et le directeur des opérations de MSF Belgique ainsi que le coordinateur médical de MSF Hollande questionnent la pertinence de cette lettre ouverte, et regrettent que la décision ait été prise, selon eux, sans l'avis des équipes de terrain. Ils craignent qu'elle ne compromette leurs tentatives de monter des opérations en Ingouchie. MSF Belgique s'inquiète également des réactions des autorités russes vis-à-vis de ses autres programmes à Moscou et en Sibérie.



« L'OSCE est impuissante en Tchétchénie, constate son président » **AP** (États-Unis), Helsinki, 12 novembre 1999 (en français)

Extrait :

L'OSCE, née à Helsinki il y a vingt-quatre ans et qui regroupe 54 pays, s'efforce de jouer au minimum un rôle humanitaire en Tchétchénie. « Mais en ce qui concerne une solution à long terme pour la région, il est très important que l'OSCE soit impliquée (politiquement) », a ajouté M. Vollebaek.

Une délégation de l'OSCE vient de se rendre dans la république séparatiste, mais elle a finalement été éconduite par les autorités russes. M. Vollebaek a dit que M. Ivanov lui avait expliqué qu'il s'était agi d'un « *malentendu* ».

« Je regrette vraiment qu'il ait écarté un rôle politique pour l'OSCE », a ajouté M. Vollebaek. Igor Ivanov a ajouté qu'il ne voulait pas que le sommet de l'OSCE la semaine prochaine à Istanbul vire au débat sur la Tchétchénie, et, sous-entendu, à la mise en cause de Moscou.



« Re : communication on Chechnya » **Courriel** d'Alex Parisel, directeur général de MSF Belgique aux directeurs généraux des sections MSF, 16 novembre 1999 (en français).

Extrait :

La réaction de Moscou s'explique aisément et met une grande pression sur nos opérations en Russie et donc sur la maison, de crainte de voir les efforts pour avoir accès dans la zone réduits à néant, voire de nuire gravement à nos projets en Sibérie. Au-delà de cette réaction logique et pertinente, je pense que :

- Il est trop tard pour tout arrêter, Paris a, comme annoncé hier soir, lancé la machine.
- Je demande à tous les centres opérationnels d'être très conscients que cette initiative, au vu de nos contacts moscovites, ferme la porte à toute initiative d'explo ou autre à partir de la Russie pour quelques semaines au moins (danger physique pour expats au-delà de problèmes administratifs), et donc à toute présence MSF potentielle auprès des réfugiés – sauf *very low profile* de l'initiative com lancée.
- Je demande que chacun se responsabilise sur la dissociation entre cette initiative liée à la Tchétchénie et le reste du travail effectué par MSF en Russie (programme TB à Mariinsk, lié à la campagne médocs).

Il y a clairement une ambiance de parano qui règne à Moscou, qui vont surréagir. Notre chef de mission a une expérience de plusieurs années dans la région et je lui fais confiance sur son analyse et les risques qu'il met en avant. Cependant, notre attentisme envers la Tchétchénie est tout aussi difficile à avaler. C'est donc dans « la mesure » de notre communication que se fera la différence et ce difficile équilibre. C'est d'ailleurs le même argument utilisé par les sections MSF en Géorgie pour ne pas mettre leurs autres projets en danger là-bas.

Il est très dommage qu'aucune section MSF, y compris MSF Belgique, n'ait pris l'initiative de rencontrer les autorités russes avant de se lancer dans ce processus. Cette initiative

était prévue pour fin de cette semaine. Cela ne rendra que plus lourde la pression sur nos équipes à Moscou.



« Re : communication sur la Tchétchénie » **Courriel** de Vincent Janssens, directeur des opérations MSF Belgique, aux directeurs généraux, de la communication, des opérations du mouvement MSF, 16 novembre 1999 (en anglais).

Extrait :

Ce n'est que maintenant, ayant plus de détails sur l'initiative (jusqu'à hier, il n'a jamais été question de faire un communiqué de presse) et de retour du terrain que je réalise que la forme et le timing ne correspondent ni à notre objectif de demander une assistance pour les populations vulnérables, ni à celui de confronter notre opinion de manière constructive à celle des autorités locales. Cela nous donnera juste la satisfaction (au siège) d'avoir pris la parole.

Je pense que, bien que le témoignage en lui-même n'ait aucune obligation de résultat, nous ne devons pas nous aveugler sur les conséquences probables d'un engagement que certains considèrent comme une occasion unique.

Déjà, avant de nous exprimer publiquement, nous sommes tous d'accord sur le fait que, étant donné que des milliers de lettres similaires ont déjà été envoyées par des instances semblables aux nôtres, les Russes seront certainement les seuls à le remarquer. Pas nécessairement son contenu (qui n'a rien d'un scoop), mais sa signature.

Une réunion récente avec des humanitaires (ONU-ONG) à Moscou, avec les autorités russes, a mis en lumière une évolution dans l'accès des humanitaires aux réfugiés mais aussi le fait que les autorités russes sont particulièrement méfiantes à l'égard des ONG, et des ONG françaises en particulier. [...]

Il est probable que ce genre de message peut mettre fin à cette évolution, en particulier pour MSF (notre choix ?) mais probablement aussi pour toutes les autres ONG.

Jusqu'ici, MSF Belgique – aujourd'hui la seule section réellement opérationnelle en Russie – n'a pas pris de contact direct avec les autorités sur cette question. Sans doute avons-nous perdu du temps, mais maintenant nous avons un « envoyé spécial » sur ce sujet. Ce communiqué, en soi, aurait pour effet de :

1. rendre totalement impossible (pour ne pas dire en faire une possible cible physique) la mission de cette personne,
2. nous ridiculiser devant les médias devant lesquels nous devons admettre que, jusqu'ici, nous n'avons pris aucune initiative formelle avec les autorités russes, ni pour exprimer directement nos inquiétudes sur la situation, ni pour formellement demander un accès humanitaire,
3. en interne, nous mettre en contradiction avec le principe du témoignage selon lequel nous devons d'abord soumettre les problèmes aux autorités locales avant de nous exprimer publiquement.

L'équipe de terrain (et si quelqu'un connaît les Russes, c'est bien elle) s'attend concrètement à ce que les autorités (apparemment déjà très sensibles sur la question) surréagissent, aussi bien sur la forme (des accusations de la part d'étrangers) que sur le contenu (un message politique sans apport d'éléments spécifiques à MSF).

Une réaction négative à toute velléité d'opération dans le Caucase du Nord est garantie, mais les mesures peuvent s'étendre aux autres opérations en Russie, telles que le programme TB-MDR.

Des retours de Géorgie me font comprendre que d'autres sections sont également très sensibles à un tel argument.

En conclusion, étant donné que le consensus de départ était que nous devions être tous d'accord avant de mettre en œuvre une telle initiative, je demande l'annulation de l'envoi de la lettre du communiqué de presse. En échange, je propose un agenda pour prendre en charge la question localement à Moscou en rendant compte à tout le monde.



« Message urgent message concernant la déclaration à la presse » **Courriel** de Ton Koene, coordinateur de MSF Hollande, et Marie Skinnider, coordinatrice médicale de MSF Hollande, 16 novembre 1999 (en anglais).

Extrait :

Une stratégie de plaider sur la crise humanitaire en Tchétchénie et en Ingouchie doit alerter sur les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme concernant la population affectée. L'équilibre entre le choix de prendre la parole et celui de garder la possibilité de fournir de l'assistance à cette population doit être étudié et dans ce processus le terrain doit être consulté.

L'équipe de MSF Hollande en Russie soutiendrait (à condition d'avoir été avertie à l'avance) une lettre exprimant notre inquiétude sur la Tchétchénie adressée aux dirigeants internationaux (en excluant ceux de Russie). Toutefois nous ne soutenons pas la déclaration à la presse de MSF France. MSF France n'est pas opérationnelle en Russie et en conséquence devrait avoir consulté toutes les sections opérationnelles en Russie avant toute déclaration.

MSF Hollande lance des opérations en Ingouchie et de tels propos peuvent mettre en danger la fourniture d'aide aux populations déplacées. Nous demandons donc de reconsidérer la conversion de cette lettre en déclaration à la presse.



« **Lettre ouverte** de Médecins Sans Frontières » à l'ensemble des présidents et Premiers ministres des pays membres de l'OSCE, 17 novembre 1999 (en français, en anglais).

Extrait :

Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre,

À la veille du sommet de l'OSCE qui doit se tenir cette semaine à Istanbul, nous tenons à vous faire part de notre révolte et de notre indignation quant au sort des populations civiles de Tchétchénie. Depuis plus de deux mois, la population tchétchène subit des bombardements systématiques et indiscriminés de la part des forces russes. Sous prétexte d'une lutte contre le terrorisme, elle est soumise à des représailles collectives qui touchent essentiellement les civils. À plusieurs reprises, des hôpitaux, marchés et écoles ont été la cible des attaques de l'armée russe.

Les conditions de survie de cette population sont encore aggravées du fait de la fermeture partielle des frontières par les autorités fédérales, interdisant aux personnes qui le désirent de trouver refuge et assistance dans les républiques voisines et aux blessés d'être opérés. La guerre totale menée par les militaires russes sur le territoire tchétchène rend impossible toute action de secours de la part des organisations humanitaires indépendantes en faveur des civils déplacés et des blessés.

La première guerre de Tchétchénie (1994-1996) avait déjà été d'une violence inouïe et avait décimé la population tchétchène : les estimations font état de plus 50 000 morts sur une population de 1 million d'habitants. La guerre que mènent aujourd'hui les forces russes est encore plus meurtrière puisque celles-ci mettent en œuvre une stratégie de

bombardements à distance par l'utilisation d'armes particulièrement destructrices qui provoquent des carnages et des pertes humaines considérables parmi les civils.

Face à ces violations systématiques du droit humanitaire international et des règles de l'OSCE concernant les droits de l'homme et les droits des minorités, nous vous demandons, lors du sommet d'Istanbul, d'utiliser tous les moyens en votre pouvoir pour obtenir des autorités russes :

- qu'elles cessent immédiatement les bombardements indiscriminés sur les populations tchéchènes ;
- qu'elles autorisent les personnes qui le désirent à quitter la Tchétchénie pour se réfugier à l'extérieur de la république ;
- qu'elles permettent l'accès des réfugiés et des blessés aux secours.

En tant que chef d'État / Premier ministre, vous avez le pouvoir de conditionner votre soutien et votre aide au gouvernement russe à l'arrêt de ces tueries indiscriminées.

En espérant que vous accorderez la plus grande attention à ce courrier, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre, l'expression de notre plus haute considération.



Même si on met simplement de côté la situation humanitaire ou la situation des droits de l'homme, d'un simple point de vue politique, il n'y avait pas d'internationalisation possible de la crise puisqu'il s'agissait de la Russie, membre permanent du Conseil de sécurité. Or normalement, en temps de conflit, c'est ce dernier qui est en charge du maintien de la paix et de la sécurité internationale. Il est censé prendre des décisions plus ou moins impliquées, mettre en place des médiations, nommer un émissaire pour régler le conflit, mettre en place des embargos, etc. Mais là, il n'était pas question que la situation soit discutée au Conseil de sécurité ni, par exemple, que le secrétariat général de l'ONU nomme un envoyé spécial. Tout le système des droits de l'homme des Nations unies était également paralysé. L'OSCE aussi était paralysée, en tant qu'organisation créée par la Russie et pour la Russie avec un système de prise de décision par consensus, qui consiste donc à donner le droit de veto à tous ses membres.

[...], MSF France, adjoint à la responsable juridique de 1995 à 2005 (en français).

Le 4 décembre 1999, les forces russes lancent sur Grozny une attaque aéroportée d'envergure, qui coupe toutes ses voies d'approvisionnement.

Le 5 décembre, le commandement militaire russe diffuse des tracts annonçant à la population de Grozny que toute personne restée dans la ville après le 11 décembre « sera considérée comme terroriste et anéantie par l'artillerie et l'aviation ».

En pratique, la population civile est bloquée et refuse d'emprunter le couloir mis en place et contrôlé par les forces armées russes, qui aboutit sur le territoire russe et non pas en Ingouchie, comme annoncé.

La critique de la communauté internationale s'intensifie. Le 5 décembre, le ministre des Affaires étrangères français déclare que l'Occident maintiendra sa pression pour que la Russie mette fin à son opération militaire.

Le 7 décembre, Bill Clinton, le président des États-Unis, condamne la stratégie russe de destruction de Grozny.

Le 8 décembre, plusieurs ministres d'États européens ainsi que le ministre des Affaires étrangères canadien déclarent que l'ultimatum sur Grozny est inacceptable et brandissent la menace de sanctions contre la Russie.

Le 9 décembre, Boris Eltsine rappelle aux États-Unis que la Russie est une puissance nucléaire.



« **Sitrep** 004 Caucase du Nord - 29/11 au 7/12 1999 » MSF Hollande (en anglais).

Extrait :

L'armée russe a lancé un ultimatum le 5 décembre ordonnant à tous les Tchétchènes de quitter Grozny dans les cinq jours sous peine d'essuyer une attaque combinée aérienne et d'artillerie. Un nombre inconnu de civils restent piégés dans Grozny. Le service de migration de Russie a déclaré qu'il attendait la fuite de 20 000 à 30 000 personnes dans les cinq jours à venir. Selon d'autres sources (comme la BBC), 50 000 civils sont encore dans la capitale. Le « passage sécurisé » se dirige vers le nord, une zone contrôlée par la Russie, et pas vers l'Ingouchie.

La critique internationale va croissant. Toutefois, Poutine a déclaré publiquement qu'il pensait que les dirigeants occidentaux ne feraient rien pour s'opposer à la campagne russe.

Blair a affirmé que les ministres de l'Union européenne discuteraient probablement de la Tchétchénie (et de l'ultimatum) lors d'une réunion à Bruxelles lundi et d'un sommet de l'UE en Finlande à la fin de la semaine.

Clinton a condamné la stratégie russe qui consiste à rayer Grozny de la carte (7.12.1999). Le ministre des Affaires étrangères français, Hubert Védrine, a déclaré le 5 décembre que l'Occident maintiendrait la pression sur la Russie pour l'obliger à mettre fin à sa campagne militaire dans la région rebelle de Tchétchénie et aboutir à un règlement politique.

Le commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Alvaro Gil-Robles, est arrivé à Moscou le 28 novembre.

Le Fonds monétaire international reconsidérerait sérieusement son projet de retirer des financements [à la Russie] si la communauté internationale ne le soutient pas (27.11.1999).

Le ministre des Affaires étrangères norvégien et actuel président de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, Knut Vollebaek, a rencontré le Premier ministre, Igor Ivanov, à Moscou. La Russie a laconiquement rejeté l'offre de médiation de l'OSCE concernant la Tchétchénie.

Le 3 décembre, un envoyé du président tchétchène, Aslan Maskhadov, a averti que les forces russes se préparaient à utiliser des armes chimiques lors de leur attaque militaire sur la région séparatiste du Caucase.



« Tchétchénie : Eltsine lance un sérieux avertissement à Clinton » **AFP** (France), Pékin, 9 décembre 1999 (en français).

« Il semble que M. Clinton ait oublié que la Russie est une grande puissance qui possède l'arme nucléaire », a déclaré le président russe à des journalistes juste avant le début d'un entretien avec le numéro deux chinois, Li Peng.

« Nous n'avons absolument pas peur des prises de position antirusses de Clinton », a-t-il ajouté d'une voix forte et animée.

« Je veux dire au président Clinton qu'il ne peut pas dicter aux autres la manière dont le monde doit vivre, travailler ou s'amuser. C'est à nous de dicter », a-t-il dit, dans des propos traduits en anglais par un officiel russe.



Le plus impressionnant, c'est le niveau continu de violence pendant dix ans. J'ai travaillé comme consultant pour des agences humanitaires dans de nombreux endroits et partout j'ai entendu dire que cette guerre était unique. Toutes les guerres sont uniques, c'est la nature même de la guerre. Mais la spécificité de la guerre de Tchétchénie, c'est d'être une guerre à l'ancienne – de vieilles armes, au contraire du Soudan ou d'autres endroits où la plupart des guerres sont menées avec des kalachnikovs et des RPG. Celle-ci est menée avec des armes qui datent de la Seconde Guerre mondiale. Des bombardements de l'intensité de ceux de Grozny, la dernière fois que c'est arrivé c'était pendant la Seconde Guerre mondiale. Aucun des conflits actuels en Afrique ne connaît une telle intensité de bombardements. Ils ont ciblé et détruit une grande ville de 400 000 habitants, dont le centre a été totalement détruit.

Kenny Gluck, MSF Hollande, conseiller et coordinateur pour le Caucase du Nord de novembre 1999 à janvier 2001, directeur des opérations de 2001 à 2005 (en anglais).

DU BON USAGE DU PRIX NOBEL

Le 10 décembre 1999, alors que 40 000 civils se trouvent encore dans Grozny assiégée et bombardée, une délégation de membres de MSF est à Oslo pour la cérémonie de réception du prix Nobel de la paix, qui lui a été décerné le 15 octobre. Le discours prononcé par James Orbinski, le président du mouvement MSF, commence par un appel au président Eltsine pour qu'il fasse cesser le bombardement des populations civiles de Tchétchénie. Passant outre la tradition qui veut que le lauréat du prix apparaisse au balcon de l'hôtel de ville, les représentants de MSF vont manifester devant l'ambassade de la Fédération de Russie à Oslo. [V17](#)  MSF France lance sur internet une pétition reprenant ces demandes à l'attention du président et du Premier ministre de la République française.



« Re : mes meilleurs souvenirs d'Ingouchie » **Courriel** de Kenny Gluck, conseiller Caucase du Nord de MSF Hollande, au coordinateur MSF Hollande à Moscou, 9 décembre 1999 (en anglais).

Extrait :

J'ai parlé avec Bart et Jean [Ostyns et Pletinckx, *task force* MSF Belgique] au sujet de la déclaration publique à venir concernant la Tchétchénie. Ils s'accordent avec moi pour dire que cette déclaration vaut la peine d'être rendue publique, malgré tous les inconvénients qu'elle pourrait entraîner sur nos programmes en Ingouchie. Nous pensons qu'il est vraiment important que cette déclaration ne déforme pas la réalité de la situation ici. Le problème de la région – la catastrophe humanitaire – ne réside pas dans les conditions de vie des déplacés en Ingouchie, mais plutôt dans le comportement des troupes russes en Tchétchénie et dans le traitement subi par la population là-bas. Je suppose que toute déclaration qui se fera, je l'espère, entendre à voix haute à Oslo reflétera cette réalité.



Discours tenu par James Orbinski, président du Conseil international de MSF, à la réception du prix Nobel, 10 décembre 1999 (en français, en anglais).

Extraits :

Messieurs les membres du Comité Nobel, Excellences, Mesdames et Messieurs, Les populations tchétchènes et les habitants de Grozny sont, en ce moment même et depuis plus de trois mois, victimes des bombardements indiscriminés des forces armées russes. Pour eux, l'aide humanitaire est aujourd'hui quasiment inexistante. Les personnes âgées, les plus faibles, les malades sont prisonniers des bombardements, dans l'incapacité de fuir la capitale tchétchène. Les populations en danger et le respect de leur dignité sont au cœur de la distinction que vous nous remettez aujourd'hui. Par ce geste, vous récompensez notre façon particulière de répondre à leur détresse. Je demande solennellement aujourd'hui à Son Excellence l'ambassadeur de Russie et, par son intermédiaire, au président russe, Boris Eltsine, de mettre un terme aux bombardements des civils tchétchènes sans défense. Si les conflits et les guerres sont bien l'affaire des États, les violations du droit humanitaire, les crimes de guerre et les crimes contre l'Humanité concernent chacun d'entre nous.



« La Russie doit cesser les attaques non discriminées contre les civils en Tchétchénie – le peuple tchétchène doit avoir accès à l'aide humanitaire »
Communiqué de presse de MSF Royaume-Uni, 10 décembre 1999 (en anglais).

Extrait :

Selon le président de MSF International, le Dr James Orbinski, une ville entière ne peut pas être considérée comme une cible militaire légitime. « Même en admettant que les gens veulent partir, aucune condition n'est assurée pour qu'ils évacuent en toute sécurité, en particulier les malades et les blessés », déclare le Dr Orbinski. « Nous demandons expressément à toutes les parties au conflit de restaurer les conditions dans lesquelles les organisations neutres et indépendantes comme MSF puissent revenir dans cette république répondre aux besoins des civils. » Après les kidnappings et les assassinats de travailleurs humanitaires de ces dernières années, il est devenu quasiment impossible aux agences d'aide humanitaire indépendantes de maintenir une présence internationale durable dans cette république.

« La présence de personnel médical et humanitaire international dans un contexte de guerre n'est pas un privilège qu'un gouvernement peut octroyer ou retirer selon son gré. Le peuple pris au piège dans les combats en Tchétchénie a le droit à une assistance humanitaire et à une protection maintenant », a affirmé le Dr Orbinski.



« MSF manifeste devant l'ambassade de Russie à Oslo » **AFP** (France), Oslo, 10 décembre 1999 (en français).

Extrait :

Une centaine de membres de l'organisation humanitaire française Médecins Sans Frontières (MSF), qui venait de recevoir le prix Nobel de la paix, ont manifesté vendredi devant l'ambassade de Russie à Oslo, pour protester contre les bombardements en Tchétchénie.

Des membres de MSF, arborant un tee-shirt portant en lettres rouges l'inscription « Grozny », étaient accompagnés de Tchétchènes et de membres d'Amnesty international, organisation défendant les droits de l'homme.

Selon Françoise Saulnier, responsable du droit humanitaire à MSF, l'organisation a décidé de manifester pour « obtenir la levée de l'ultimatum lancé par l'armée russe aux populations de Grozny pour qu'elles quittent la ville ». « Nous savons qu'il y a encore dans la ville des femmes, des enfants et des vieillards qui ne peuvent pas en sortir. »



Texte de la pétition, MSF France, 10 décembre 1999 (en français, en anglais).

Extrait :

Madame, Monsieur,

Depuis plus de trois mois, la ville de Grozny, comme l'ensemble de la république tchéchène, est pilonnée sans répit par les forces armées russes. Les villes, les villages, les hôpitaux, les marchés sont pris pour cible. Rien ni personne n'est épargné.

Plus de 200 000 civils sont parvenus à trouver refuge dans les républiques voisines, après avoir marché dans le froid et la neige, après avoir attendu des heures durant l'ouverture des frontières... les blessés, les malades, les personnes âgées ne peuvent entreprendre ce long exode.

Ces hommes et ces femmes qui tentent d'échapper à cette guerre terrible, nous leur avons déjà porté secours de 1994 à 1996. Aujourd'hui, la violence est telle que nous ne pouvons être physiquement présents sur le territoire tchéchène. Même si nous déployons tous nos efforts pour faire parvenir du matériel médical et chirurgical aux hôpitaux démunis, nos actions sont limitées. Il faut nous résoudre à accepter notre impuissance.

Contre cette guerre insupportable, contre ces massacres indiscriminés, des voix se sont déjà élevées. Sans résultat. Pour sauver les populations tchéchènes toujours présentes sur le territoire, il faut faire plus, il faut faire vite.

À l'heure où l'armée russe est engagée dans des massacres de civils à grande échelle et fait obstacle à l'acheminement de l'aide humanitaire aux victimes du conflit, il est intolérable que la Russie siège au Conseil de l'Europe. De même, il est inacceptable que cette guerre sans merci soit financée par les citoyens de pays démocratiques à travers les financements de l'Union européenne.

Le 16 novembre dernier, nous avons demandé aux chefs d'État et de gouvernement réunis à Istanbul d'intervenir pour faire cesser les violences. Aujourd'hui, à votre tour, demandez au président de la République française et au Premier ministre d'utiliser tous les moyens en leur pouvoir pour obtenir des autorités russes :

- qu'elles cessent immédiatement les bombardements indiscriminés sur les populations tchéchènes,
- qu'elles autorisent les personnes qui le désirent à quitter la Tchétchénie pour se réfugier à l'extérieur de la république,
- qu'elles permettent l'accès des réfugiés et des blessés aux secours.

Vous qui connaissez et soutenez nos actions, engagez-vous en nous renvoyant votre signature.



En décembre, j'ai eu un choix important à faire entre aller à Oslo pour représenter MSF Belgique ou aller en Tchétchénie pour faire mon expo. J'ai raté Oslo, je trouvais cela plus fort d'être en Tchétchénie que d'aller me balader avec un tee-shirt « Grozny » à Oslo. Je n'étais pas contre cette idée de manifester avec les tee-shirts à la réception du Nobel,

mais je trouvais que mon idée était meilleure. J'avais un peu de mal à l'idée que les Français allaient faire du bruit sans rien faire sur le terrain à ce moment-là.

Dr Bart Ostyns, MSF Belgique, coordinateur de projet en Tchétchénie de 1995 à 1996 (en français).



Je crois qu'on savait qu'on allait avoir une tribune absolument incroyable avec la remise du Nobel de la paix, et comme on avait du mal à faire parler de la Tchétchénie, pour tout le monde il était acquis qu'il fallait utiliser cette tribune pour ouvrir là-dessus. Peut-être qu'on se sentait pousser des ailes grâce ou à cause du Nobel. Dans l'inconscient collectif de MSF, on a peut-être cru qu'on pouvait aller aussi loin.

[...], MSF France, adjoint à la responsable juridique de 1995 à 2005 (en français).



Le Nobel, c'est un coup. Quand on reçoit le Nobel la veille de l'expiration d'un ultimatum, on ne peut pas, devant l'ambassadeur de Russie, décemment faire autre chose. On se serait déshonorés, a contrario, à parler la langue de bois fleurie au cours d'une cérémonie de prix comme ça. Mais c'est tout. Il y avait une telle frustration en interne, c'était compliqué de la prendre entièrement à rebours, et tout ce qui était acceptable, il fallait le faire, et ça, le Nobel, c'était dans les limites de l'acceptable.

Dr Rony Brauman, MSF France, président du conseil d'administration de MSF France de 1982 à 1994, directeur d'études à la Fondation MSF/Crash depuis 1994 (en français).

Le 13 décembre 1999, la frontière entre la Tchétchénie et la Géorgie est fermée et les civils du sud de la Tchétchénie sont privés de toute possibilité de fuite.

Le 17 décembre, dans une lettre adressée au président de la Géorgie, MSF France et MSF États-Unis demandent la réouverture immédiate de la frontière entre la Géorgie et la Tchétchénie. Deux communiqués de presse appuyant cette demande sont diffusés respectivement les 17 et 23 décembre, ainsi qu'un rapport composé de récits recueillis auprès des réfugiés. V18



« Géorgie-Tchétchénie – Point au 12 décembre 1999 » responsable de programme MSF France, 12 décembre 1999 (en français).

Extrait :

C/ Notre rôle auprès de l'opinion publique / la communauté internationale

La guerre de Tchétchénie a été jusqu'à présent bien couverte par les journalistes qui ont été à plusieurs reprises sur le terrain pour ramener images et commentaires. Non par manque de volonté mais certainement par manque de sécurité lors des déplacements, ce mouvement semble se ralentir alors même que l'intérêt des populations occidentales pour ce conflit n'était que très partiellement assuré (malgré le militantisme de certains journalistes). La communauté humanitaire n'a été présente à aucun moment sur le terrain (malgré quelques tentatives peu crédibles de MDM) et le futur proche ne laisse prévoir aucun changement significatif. Dès lors, les sources indépendantes d'informations sur le conflit tchétchène se tarissent inexorablement.

Le travail entrepris par Bénédicte et Brigitte auprès des réfugiés d'Akhmeta est essentiel puisque, aujourd'hui, les réfugiés deviennent notre dernière source crédible d'informations concernant la situation des populations tch[étchènes]. Il est donc important de prolonger ce recueil de témoignages auprès des derniers arrivants (en particulier ceux transférés ces jours-ci par le HCR).

Questions en suspens : doit-on faire nous-mêmes ce travail ou encourager plutôt des organisations comme Amnesty ou HRW à le faire ? Dans la mesure où nous envisageons de démarrer une intervention régulière sur Akhmeta, cette activité « recueil de témoignages » n'est pas déconnectée de notre mission médicale au quotidien, cela est-il clairement inscrit dans nos objectifs ? Quelle sera l'utilisation de ces informations en provenance de Tchétchénie (préparation d'un doc-lobby-gouvernements occidentaux = trop long, pas réactif ? communiqués de presse fréquents sur la base des derniers témoignages des derniers sortis de Tch = problème avec les autorités géorgiennes ?)



« Les réfugiés sont anéantis, incapables de penser au lendemain » **Le Monde** (France), 14 décembre 1999 (en français).

Extrait :

Brigitte Vasset rentre de Géorgie, où elle a passé quinze jours comme « coordonnatrice d'urgence » d'une mission de Médecins Sans Frontières (MSF).

« Combien de réfugiés sont arrivés jusqu'à présent en Géorgie ?

- On en dénombre environ 5 000, arrivés depuis octobre en plusieurs vagues. Mais depuis quelques semaines, très peu de réfugiés parviennent à passer, à cause du danger qu'ils encourent dans la vallée de l'Argoun, qui mène à la frontière et que les Russes bombardent jour et nuit. Ces derniers temps n'arrivaient que 5 à 10 personnes par jour : des femmes et des enfants accompagnés de rares hommes, souvent âgés.

- Comment sont-ils pris en charge ?

- Les réfugiés transitent par Chatili, situé à la frontière, en pleine montagne, à environ 2 600 mètres, où MSF va installer des tentes chauffées dès que la météo le permettra. 4 000 réfugiés ont été accueillis dans des familles de la vallée d'Akhmeta, à 100 kilomètres au sud de Chatili. Ces gens sont traditionnellement en contact avec les Tchétchènes et, linguistiquement, ils peuvent se comprendre. Le millier restant est hébergé dans des crèches et des écoles de la même vallée.

- Que racontent les réfugiés ?

- Ils ont l'air beaucoup plus désespérés que lors de la première guerre en Tchétchénie de 1994-1996, qu'ils qualifient aujourd'hui de "guerre démocratique". Ils racontent qu'à l'époque ils pouvaient toujours trouver répit dans un village voisin si le leur était bombardé. Cette fois, ils sont harcelés sans relâche, ne savent pas où aller.

Beaucoup ont l'air perdus, anéantis, incapables de penser au lendemain. Ils disent ne pas comprendre pourquoi les Russes cherchent à les "exterminer".

- Quelle est l'urgence en Géorgie ?

- Jusqu'à présent, les choses sont à peu près sous contrôle. Les besoins pourraient se faire beaucoup plus pressants si de nouvelles vagues franchissaient la frontière. Les capacités d'accueil sont saturées. Les Géorgiens n'ont que peu de moyens et l'hiver arrive. Bientôt, la route pour quitter Chatili sera rendue complètement impraticable par la neige jusqu'à mars. Il faudra trouver d'autres moyens de transport.

- Quelles sont les relations entre les organisations humanitaires et les autorités géorgiennes ?

- Les Géorgiens acceptent l'assistance internationale avec bonne volonté. Des réunions se tiennent entre leur gouvernement, le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) et MSF.

Certes, la situation est sensible : les Tchétchènes ont aidé les Abkhazes dans leur lutte contre la Géorgie en 1993. Mais cette sensibilité, plutôt négative envers les Tchétchènes, ne se ressent pas près de la frontière. Avant notre arrivée, les Géorgiens n'avaient rien pour vacciner les enfants contre la diphtérie, le tétanos, la rougeole ou la poliomyélite. Le HCR, à Akhmeta, distribue des matelas, des poêles, et devait commencer avec la nourriture cette semaine.

- Que fait MSF pour venir en aide aux 230 000 Tchétchènes réfugiés en Ingouchie ?

- Nous avons demandé à de nombreuses reprises aux Russes de pouvoir faire atterrir de l'aide à Nazran. Leur réponse a longtemps été nient jusqu'à ce qu'ils acceptent, à condition de distribuer l'aide eux-mêmes. Cette condition est inacceptable. Nous allons donc continuer à faire pression pour qu'au moins les hôpitaux puissent être aidés, ce qui est un minimum à respecter en temps de guerre. »



Lettre au président de la République de Géorgie, Philippe Biberson, président du conseil d'administration de MSF France, 17 décembre 1999 (en français).

Extrait :

Nous sommes extrêmement préoccupés par la situation des populations tchétchènes qui depuis quelques jours se pressent en direction de la frontière entre la Géorgie et la Fédération de Russie pour fuir les bombardements indiscriminés, sachant qu'aucune autre porte de sortie ne leur est actuellement disponible. Plusieurs centaines de Tchétchènes sont déjà éparpillées à proximité de votre territoire dans des conditions précaires sans possibilité de franchir la frontière en raison de la fermeture administrative de celle-ci. Les conditions de vie de ces populations (sans abri, sans nourriture et sans soins), le risque d'être victimes de bombardements et leur désir d'échapper à la guerre nous ont convaincus de vous demander en urgence la réouverture de cette frontière pour sauver la vie de centaines de civils d'autant que les conditions logistiques d'évacuation de ces personnes vers d'autres lieux seront de plus en plus précaires en raison des conditions météorologiques. Enfin, pour ne pas laisser à la seule Géorgie le poids d'un nouvel afflux de réfugiés, Médecins Sans Frontières demande à tous les États membres des Nations unies de soutenir dans cette action la Géorgie, en particulier en proposant d'accueillir immédiatement sur leurs territoires des populations tchétchènes souhaitant quitter la Fédération de Russie.

Médecins Sans Frontières insiste sur le caractère urgent de telles décisions pour mettre un terme à la souffrance d'une population civile menacée de mort et espère compter sur votre appui, Monsieur le Président, en proposant l'ouverture immédiate de votre frontière avec la Fédération de Russie.



« La Traque des civils », interviews réalisées auprès de réfugiés tchétchènes installés en Géorgie, **Rapport** MSF, décembre 1999 (en français).

Extrait :

Interviews réalisées auprès de réfugiés tchétchènes installés en Géorgie

Alors que les autorités russes ont annoncé à plusieurs reprises une trêve de quelques heures par jour sur Grozny et la mise en place de « corridors humanitaires » pour permettre l'évacuation des civils en « toute sécurité » des zones et villes bombardées, les dernières informations recueillies par Médecins Sans Frontières auprès des civils tchétchènes réfugiés en Géorgie démentent la réalité de ce dispositif.

Dans ce contexte, les annonces russes relèvent de la propagande et non d'une quelconque réalité. La Tchétchénie est aujourd'hui une nasse dans laquelle les populations civiles sont piégées et cherchent désespérément un endroit où se mettre à l'abri. En effet, les récits des réfugiés démontrent :

- d'une part que les bombardements russes se poursuivent sans discontinuer et s'exercent sur l'intégralité du territoire tchétchène : aucune région n'est épargnée. Les villages du sud de la république, qui accueillent des milliers de déplacés ayant fui les bombardements sur leur ville ou leur région, subissent en ce moment même des bombardements intensifs. À ce jour, il n'existe aucune région où les civils puissent vivre à l'abri des attaques russes. Les derniers témoignages recueillis les 11 et 12 décembre évoquent par ailleurs l'acharnement des troupes russes sur des cibles civiles.

- d'autre part qu'il n'existe pas de possibilité de fuite sécurisée pour les populations qui souhaitent trouver refuge à l'extérieur de la république. Les dernières personnes arrivées après les bombardements des 10 et 11 décembre sur la région d'Itoum-Kale évoquent toutes la traque des civils qui tentent de fuir vers Chatili (Géorgie) par l'étroite vallée de l'Argoun, seul et dernier espoir de sortie pour les populations du Sud. Ils racontent les bombardements de l'aviation russe sur la route menant en Géorgie et les attaques d'hélicoptères sur les groupes de réfugiés qui utilisent cette route.

Les bombardements intensifs empêchent, par ailleurs, toute action humanitaire de se déployer sur le territoire tchétchène, privant de secours les blessés, les malades et les personnes les plus vulnérables restées à l'intérieur. Malgré les importants mouvements de populations vers l'Ingouchie, on estime que près de 500 000 personnes se trouveraient toujours en Tchétchénie.

La « lutte antiterroriste » menée par les autorités russes contre les « *bandits tchétchènes* » s'apparente à une punition collective infligée à l'ensemble de la population. Compte tenu de leur intensité, les opérations militaires menées en Tchétchénie entrent dans le cadre des conflits armés internes réglementés par le droit humanitaire. Certaines pratiques militaires russes contreviennent manifestement à ces dispositions et pourraient donc constituer des crimes de guerre voire des crimes contre l'humanité.

Il s'agit notamment :

- des bombardements indiscriminés,
- des attaques délibérées contre des civils ou des objectifs civils,
- des actes ou des menaces de violence destinés à semer la terreur parmi la population,
- des déplacements de populations sans que toutes les mesures possibles soient prises pour que ces populations bénéficient de conditions satisfaisantes de sécurité, de logement et d'alimentation,
- de l'interdiction de toute assistance médicale et humanitaire aux populations.

Ces agissements relèvent de la responsabilité de la communauté internationale. Il est urgent que celle-ci réagisse par des actions concrètes permettant de qualifier, de faire cesser ou de sanctionner les crimes commis contre la population tchétchène.

Méthode

Du 24 au 29 novembre dernier, une équipe de Médecins Sans Frontières s'est rendue dans la région d'Akhmeta, dans le nord-est de la Géorgie. Notre objectif était double : évaluer la situation des réfugiés tchétchènes installés là et collecter des informations auprès d'eux sur la situation des populations civiles à l'intérieur de la république. Nous avons organisé des entretiens avec une vingtaine de réfugiés et leurs familles. Nous avons cherché à savoir ce qu'ils avaient subi en termes de bombardements et / ou exactions de la part des forces militaires, à connaître leurs conditions de survie depuis le début de l'offensive russe, les circonstances de leur fuite vers la Géorgie ainsi que leurs sentiments vis-à-vis de cette nouvelle guerre.

En raison de la promiscuité dans les centres collectifs ou dans les familles d'accueil, nous n'avons pas eu la possibilité de mener des entretiens individuels. Nous étions généralement en présence de l'ensemble de la famille et des proches de la personne interviewée. Certains interviews se sont, de ce fait, transformés en discussions collectives, nous empêchant de retracer la totalité de l'histoire de la personne concernée. Cela explique qu'une partie seulement des entretiens ont été reproduits ci-après.

À ces entretiens se sont ajoutées les dernières informations que nous a fait parvenir notre équipe présente à Tskhinvali en Géorgie, où elle a participé à la prise en charge médicale des réfugiés transférés par le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) depuis la frontière. Les 11 et 12 décembre, en effet, près de 400 personnes (dont une majorité de femmes et d'enfants) fuyant les pilonnages de l'armée russe sur les villages du Sud sont arrivées en Géorgie. L'état des réfugiés à leur arrivée ainsi que les récits concernant les conditions de leur fuite montrent une grave dégradation de la situation des civils dans le sud de la Tchétchénie.

Compte tenu du fait que ce document a été élaboré à partir des récits de réfugiés arrivés en Géorgie, il n'aborde pas ou peu la question des personnes parties trouver refuge en Ingouchie.



« MSF demande une nouvelle fois l'ouverture immédiate de la frontière géorgienne et l'accueil des réfugiés tchétchènes par des pays tiers » **Communiqué de presse** de MSF France, 23 décembre 1999 (en français).

Extrait :

Présente auprès des réfugiés tchétchènes arrivés en Géorgie, Médecins Sans Frontières renouvelle son appel aux autorités géorgiennes afin qu'elles rouvrent en urgence leur frontière pour permettre aux civils tchétchènes de se réfugier à l'abri des bombardements russes. Les capacités d'accueil de la Géorgie étant limitées, Médecins Sans Frontières demande également que la communauté internationale se mobilise pour organiser l'accueil des réfugiés dans des pays tiers.

Les derniers réfugiés arrivés racontent qu'ils ont quitté la région d'Itoum-Kale le 10 décembre dernier pour fuir le pilonnage de la région. Ceux-ci n'ont pu franchir la frontière géorgienne fermée sur ordre du gouvernement géorgien. « Désespérant de pouvoir fuir la guerre », certains ont fait demi-tour vers la région d'Itoum-Kale. Une centaine de personnes se sont massées dans le *no man's land* qui sépare la Tchétchénie de la Géorgie. Ce n'est que le vendredi 17 décembre, alors que la zone est bombardée par les forces russes, après plusieurs nuits passées dans des conditions extrêmes durant lesquelles deux nourrissons auraient trouvé la mort, que les gardes-frontières géorgiens ont accordé, à titre exceptionnel, le passage aux femmes et aux enfants. Un nouveau bombardement, le lendemain, a décidé les autorités géorgiennes à laisser entrer les hommes.

« Compte tenu de la situation désespérée des populations civiles du Sud, soumises aux bombardements massifs et indiscriminés des forces russes, le bouclage de la frontière géorgienne est intolérable et s'apparente à un déni de protection », dénonce Denis Gouzerh, chef de mission de Médecins Sans Frontières. Selon les derniers arrivants, plusieurs milliers de personnes cherchent à quitter la Tchétchénie pour échapper aux bombardements incessants des forces russes.

« Sans une mobilisation de la communauté internationale, la Géorgie pourrait être tentée par une politique de refoulement systématique des réfugiés vers la Fédération de Russie », conclut Denis Gouzerh.



On n'arrivait pas à entrer. Il y avait plein de gens déplacés bloqués dans des situations effroyables, blessés, et on ne pouvait pas passer. Les Géorgiens ne voulaient pas. On est allés voir un ministre très sympathique qui s'occupait de cela, mais qui disait qu'avec les Russes c'était difficile. De temps en temps, ils réaffirmaient qu'ils ne survolaient pas la Géorgie, mais on voyait des avions passer et ils bombardaient partout. À Tbilissi on préparait des malles de médicaments qu'on donnait à des gens qui passaient de l'autre côté, le soir... On a écrit des tonnes de lettres pour avoir accès. Mais ça bloquait.

Dr Brigitte Vasset, MSF France, directrice des opérations de 1990 à 1998, coordinatrice d'urgence dans la vallée de la Pankissi (Géorgie) d'octobre 1999 à janvier 2000 (en français).



Comme la sortie était bloquée sur le front nord, une grosse partie de la population s'était réfugiée dans la région de Chatoï, dans le sud de la Tchétchénie, en pensant pouvoir passer de l'autre côté en Géorgie. Malheureusement, les Russes avaient déjà parachuté des gardes-frontières, et donc toute la population s'est trouvée coincée entre deux fronts russes, et cela a été horrible, très violent. En plus c'était l'hiver, et les vieux, les femmes et les enfants ont dû marcher dans la neige. C'est une des pires périodes que j'aie connues : tous ces gens bloqués en haut de la montagne, sans nourriture, sans eau, sans rien, entre deux fronts, avec des avions et des hélicoptères qui bombardaient constamment. Vraiment pris au piège. Certains ont pu passer, je ne sais pas combien y sont restés. MSF demandait l'ouverture d'un corridor humanitaire. Il y avait des hélicoptères qui attendaient et la Croix-Rouge. En fait, les Russes appliquaient leur méthode : on négocie pendant qu'on bombarde et on terrorise, et on laisse sortir à la fin des gens qui sont psychologiquement détruits. Ce sont des gens qui avaient vu mourir des enfants devant leurs yeux. C'était horrible. On travaillait dans les camps de réfugiés dans la Pankissi. À l'époque c'était assez bouillonnant d'extrémistes musulmans, et ce n'était pas très facile. On avait du mal à se positionner, et les réfugiés ne nous demandaient qu'une chose : parler. Au niveau médical, on avait installé une infirmière et un médecin, mais ils voulaient vraiment qu'on parle. C'était récurrent chez tous les réfugiés : « On s'en fout de vos médocs, mais parlez. » C'était assez impressionnant, cette volonté de s'exprimer, de dire ce qui se passait.

Vincent de Bellefroid, MSF France, coordinateur de projet à Chatoï (Tchétchénie) de février à mai 1995, puis d'août 1996 à juillet 1997, coordinateur du projet Caucase du Nord de juin à septembre 2001 (en français).

Lors de sa réunion du 19 décembre 1999, le conseil d'administration de la section française évoque l'éventualité de faire passer clandestinement une équipe en Tchétchénie, via les montagnes géorgiennes. Sans suite.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 19 décembre 1999 (en français).

Extrait :

La question d'envoyer une équipe en Tchétchénie est posée.

Philippe Biberson : « Nous avons conscience que cette action (transfert de médicaments) est dérisoire au regard de la situation. La question de faire passer une équipe a été

évoquée à maintes reprises. François Calas nous avait expliqué, à son retour de Géorgie, qu'en s'approchant prudemment de la frontière et bien accompagné, on pouvait passer de l'autre côté pour voir ce qui se passait ponctuellement. On n'était pas contre, a priori, même si ici on reste fortement réticent à avoir des gens exposés et aux bombardements et aux risques d'enlèvement. Mais là, s'il y a un bataillon hélicoptère russe au milieu de la frontière, ça va être un peu compliqué. »

François Calas : « On a retourné cette idée dans tous les sens et je pense que cela aurait été faisable un temps où on avait identifié des filières tchétchènes suffisamment fiables pour minimiser le risque tchétchène (enlèvements), mais le risque russe était toujours entier. Alors, sachant cela, est-ce que l'on est prêts à accepter le risque de bombardements, etc. ? Mais derrière, cela renvoyait à une autre question : pour quoi faire ? On a aussi retourné cela dans notre tête et on n'a pas toujours été tous d'accord. »

Plusieurs idées s'expriment :

- L'idée d'aller faire une mission exploratoire pour projeter une installation d'une équipe chirurgicale par exemple,
- L'idée d'aller à l'intérieur ponctuellement pour rencontrer les autorités tchétchènes, consolider notre réseau et faire un monitoring à distance de l'aide que l'on enverrait à l'intérieur,
- et enfin,
- Une option qui était d'y aller pour voir, ouvrir nos yeux et puis revenir et ouvrir notre gueule pour témoigner...

Pour l'instant, on n'a pas tranché sur les objectifs ni même sur l'organisation de cette mission exploratoire qui devient de plus en plus difficile au fur et à mesure que les combats et les bombardements s'intensifient. La question, on la repose en permanence, mais l'opportunité d'y aller n'est plus complètement claire.

Maurice Nègre : « Je suppose qu'il y a des unités combattantes qui se déplacent à l'intérieur de la Tchétchénie : où se réfugient-elles en dehors de la Géorgie ? »

François Calas : « Elles se réfugient dans le Sud, vers Chatoï et puis dans les montagnes, puisque toute la plaine est occupée par les Russes... On peut imaginer que cette guérilla va s'enkyster et que prochainement les Russes vont se retrouver au contact direct avec les Tchétchènes. »

En résumé : l'aide (insuffisante) aux réfugiés en Géorgie et en Ingouchie et l'acheminement d'un peu de matériel vers les hôpitaux du sud de la Tchétchénie sont les seules activités actuelles. À suivre...

Le 20 décembre 1999, le représentant auprès des personnes déplacées du secrétaire général des Nations unies rappelle à la Russie qu'assister et protéger les Tchétchènes déplacés par les combats, c'est-à-dire respecter les principes du droit international relatif aux personnes déplacées, relève de sa responsabilité.



« Le représentant de l'ONU appelle la Russie à fournir de l'aide aux déplacés tchétchènes » **Communiqué de presse** des Nations unies, 20 décembre 1999 (en anglais).

Extrait :

Francis M. Deng [...], le représentant spécial pour les personnes déplacées du secrétaire général de l'ONU [...], a déclaré que la campagne russe en Tchétchénie a déraciné plus de 250 000 citoyens de leurs lieux de vie et que « la majorité d'entre eux sont déplacés

entre les frontières de la Fédération de Russie, principalement en Tchétchénie et en Ingouchie. Pour cette raison ce sont des personnes déplacées et la responsabilité de leur fournir protection et assistance relève avant tout du gouvernement russe ».

Selon lui, on a rapporté que des soldats russes ont tiré sur des Tchétchènes qui tentaient de fuir et que la Russie a mis en place des « camps de filtration » où les Tchétchènes suspects d'être sympathisants des rebelles sont détenus illégalement.

Il a ajouté que les conditions d'hébergement et de chauffage des Tchétchènes qui vivent dans les camps de réfugiés sont inadéquates et qu'ils n'ont pas accès à des soins de santé et à un soutien social.

Il a également accusé les autorités russes de mettre en œuvre des « obstacles bureaucratiques » pour empêcher les organisations de secours international d'avoir accès aux déplacés tchétchènes.

« Je lance un appel aux autorités russes pour qu'elles respectent les principes du droit international en particulier ceux concernant les déplacements internes », a-t-il déclaré.

Le 23 décembre 1999, MSF Hollande et Amnesty International organisent une manifestation devant l'ambassade de Russie à La Haye et demandent à l'ambassadeur de la Fédération de Russie aux Pays-Bas et au commandement des groupes de la rébellion tchétchène de respecter les exigences du droit international en matière de protection et d'assistance des civils.



Lettre du directeur d'Amnesty International et du directeur de MSF Hollande à l'ambassadeur de la Fédération de Russie à La Haye, 23 décembre 1999 (en anglais).

Extrait :

Les deux organisations déplorent toutes les violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international qui sont commises quotidiennement dans le contexte du conflit armé de la république tchétchène.

Nous demandons expressément au gouvernement russe de mettre en œuvre, entre autres, les recommandations suivantes :

- L'armée russe doit respecter les clauses du droit humanitaire international interdisant les attaques non discriminées et les attaques directes sur les civils et les objectifs civils, et en conséquence cesser immédiatement ces attaques.
- L'armée russe doit prendre les précautions suffisantes pour protéger les civils.
- Les autorités russes doivent garantir une aide humanitaire aux personnes déplacées et aux autres civils piégés dans les zones de conflit en Tchétchénie.
- Les autorités russes doivent prendre des mesures pour mettre fin à la campagne d'intimidation contre les Tchétchènes et les autres peuples du Caucase qui résident à Moscou et dans les autres villes de la Fédération de Russie.

Médecins Sans Frontières et Amnesty International aimeraient souligner que, sans prendre position sur le statut légal de la Tchétchénie, elles appellent aussi les autorités de la république tchétchène et le commandement des groupes d'opposition armée à respecter le droit humanitaire international concernant la protection des civils dans le cadre d'un conflit armé.

Les commandants des groupes armés tchétchènes doivent prendre suffisamment de précautions pour protéger les civils et s'assurer que tout prisonnier russe est traité humainement. [...]

Médecins Sans Frontières et Amnesty International appellent également à une enquête sur les allégations de violations du droit humanitaire international en Tchétchénie afin d'établir les faits et d'identifier les responsables. Le gouvernement russe doit immédiatement permettre à une équipe d'enquêteurs d'accéder à la Tchétchénie.

PREMIERS APPELS À LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE ORGANISÉE

Le 22 décembre 1999, le président des États-Unis, Bill Clinton, a assuré par courrier à MSF États-Unis que son administration condamnait l'usage non discriminé de la force contre les civils et déployait tous ses efforts pour favoriser une solution politique et mettre fin aux pertes civiles. Début janvier, divers responsables de l'administration des États-Unis dont le président déclarent que l'avenir politique de Vladimir Poutine est lié à un règlement pacifique de la crise tchétchène.

Le 12 janvier, alors que les forces russes mènent une nouvelle offensive en Tchétchénie, le *New York Times* publie une lettre ouverte de MSF États-Unis au président Bill Clinton et à la secrétaire d'État Madeleine Albright, leur demandant de convaincre la Russie de mettre fin à la guerre. MSF accuse l'État russe de commettre des crimes de guerre, demande le respect du droit de fuite et demande pourquoi les États-Unis ne discutent pas à haut niveau du sort des Tchétchènes, comme ils l'ont fait pour celui des Kosovars.

Ce message, préparé en collaboration avec MSF France et MSF Royaume-Uni, à un moment où les États-Unis président pour quelques mois le Conseil de sécurité des Nations unies, est repris par de nombreux médias internationaux.



Lettre de Bill Clinton, président des États-Unis, à Joëlle Tanguy, directrice générale de MSF États-Unis, 22 décembre 1999 (en anglais).

Extrait :

Chère Madame Tanguy :

Je vous remercie de votre lettre concernant le conflit tchétchène. Je partage vos inquiétudes sur la détérioration de la crise humanitaire dans le Caucase du Nord et le prix terrible de ce conflit en vies civiles innocentes. [...]

Mon administration reconnaît l'obligation qu'a la Russie de faire respecter l'intégrité de son territoire et de protéger ses citoyens du terrorisme et de l'anarchie.

Toutefois, au sommet de l'OSCE à Istanbul, j'ai dit clairement que l'usage non discriminé de la force contre des civils était inacceptable et que les moyens utilisés par la Russie pouvaient mener à un cycle de violence et affaiblir l'intégration de la Russie dans la communauté internationale.

Pour ces raisons, nous avons fait comprendre à la Russie qu'une solution purement militaire n'était pas possible en Tchétchénie et nous avons appelé à un dialogue politique. À Istanbul, nous avons réussi à obtenir que la Russie reconnaisse le rôle de l'OSCE dans la stabilisation du conflit. La visite récente dans le Caucase du Nord du président de l'OSCE, M. Vollebaek, représente une étape importante et nous allons continuer à travailler avec les Russes pour définir l'avenir de ce rôle.

[...] La position prise par mon administration sur le conflit en Tchétchénie et son impact sur les civils est ferme et claire : les pertes civiles doivent cesser, une solution militaire

ne sera pas efficace, et la Russie doit entamer un dialogue politique pour mettre fin au conflit. Nous allons poursuivre les contacts bilatéraux et multilatéraux, privés et publics.



« Selon des dirigeants étasuniens, le sort de Poutine pourrait dépendre de la Tchétchénie » **AP** (Washington), 3 janvier 2000 (en anglais).

Extrait :

« La question pour les successeurs du président Eltsine n'est pas seulement de savoir comment libérer Grozny sans causer la mort de milliers de civils. Il s'agit aussi de savoir si cette guerre doit être considérée comme un modèle pour régler d'autres problèmes impliquant des terroristes et des séparatistes », écrit le président Clinton dans l'édition de Time Magazine de cette semaine.

« La Russie doit trouver le juste équilibre entre une force efficace et le respect des droits individuels et des lois internationales », ajoute-t-il.

[...] « Aujourd'hui, la Tchétchénie pose un dilemme », a déclaré le conseiller à la Sécurité nationale Samuel Berger lors de l'émission « This Week » de la chaîne ABC. « Si cela dure, ou si cela commence à causer de plus en plus de morts russes, comme cela semble être le cas, en raison de l'intensification de la résistance, cela peut enfoncer Poutine dans un bourbier, et la vague sur laquelle il surfe pourrait bien être celle qui va l'emporter. »

[...] « La guerre de Tchétchénie ne sera pas réglée sur le champ de bataille mais autour d'une table de négociations », a affirmé la secrétaire d'État Madeleine Albright dans l'émission de NBC's « Rencontre avec la presse ».

« Tout ceci ne peut avoir qu'une solution politique. »



« Recommandations pour la lettre ouverte Tchétchénie (France et Royaume-Uni) » **Courriel** de Françoise Saulnier, responsable juridique MSF, Anne-Marie Huby, directrice générale de MSF Royaume-Uni, à Antoine Gérard, directeur général de MSF États-Unis, 7 janvier 2000 (en anglais).

Extrait :

Chers Antoine et Kris,

Merci pour la lettre. Juste une suggestion : nous sommes encore trop vagues sur ce que nous attendons que le président et la secrétaire d'État FASSENT.

Comme nous ne pouvons pas lancer la troisième guerre mondiale, est-ce qu'on pourrait au moins demander que le gouvernement des États-Unis soit PLUS PRÉCIS dans sa condamnation de la conduite de la Russie en Tchétchénie. Nous apprécions les récentes critiques du président concernant le traitement des réfugiés, mais il n'a pas réussi jusqu'ici à rappeler à la Russie ses obligations légales concernant le droit humanitaire international et à mentionner que la Russie devra être tenue responsable de la non-application de ces règles par la communauté internationale et le sera. À ce jour, les déclarations publiques se limitent à de la rhétorique vide.

Voilà – C'est tout pour nous.

Bien à vous. AM [Anne-Marie Huby]

Hello Antoine,

Après discussion ici à Paris [...], voici nos derniers commentaires sur le brouillon de lettre :
1/ C'est une bonne chose que la qualification de crime de guerre soit incluse dans la lettre. Ne pensez-vous pas que nous pourrions renforcer la comparaison avec la situation au Kosovo en introduisant plutôt cette qualification de crimes de guerre à la fin du

paragraphe concernant le Kosovo et que sa position près de notre appel pourrait lui donner plus de force ?

Que pensez-vous de quelque chose comme :

« Souffrent-ils moins que la population du Kosovo ? Est-ce un moindre crime de guerre que celui du Kosovo ? »

2/ Notre remarque principale concerne le dernier point de l'appel : « un accès humanitaire libre et sécurisé à toutes les populations ».

Même si ces points dépendent du droit humanitaire international, dans le contexte actuel il semble qu'ils dépendent plutôt de notre responsabilité d'acteurs humanitaires. À notre connaissance, les Russes ne s'opposent pas à l'accès de l'aide humanitaire dans les républiques voisines ou dans les zones de Tchétchénie sous leur contrôle. Les limites proviennent plutôt de notre perception des contraintes de sécurité.

Ainsi, concernant les zones contrôlées par les indépendantistes, avons-nous déjà demandé aux Russes et au Tchétchènes l'autorisation de nous y rendre ? Les Russes pourraient aisément se justifier en avançant que leur action militaire permettra de restaurer un accès sécurisé de l'aide humanitaire aux populations de certaines zones à l'intérieur de la Tchétchénie.

D'un autre côté, nous ne devons pas de nouveau fournir aux politiques un moyen d'échapper à leurs responsabilités. Cela pourrait mener, comme nous l'avons déjà vu dans d'autres contextes, à une démission des politiques de leurs responsabilités, sachant qu'ils peuvent régler plus facilement ce point que les deux autres cités plus haut (fin des bombardements non discriminés et passage libre et sécurisé pour ceux qui veulent sortir) qui sont les plus importants pour nous.

Donc nous pensons que le troisième point de l'appel concernant l'accès des humanitaires n'a pas de sens dans ce contexte et devrait être supprimé.

Dernière remarque mais pas la moindre : au sujet de l'amélioration rapide de la situation humanitaire du peuple tchétchène. La qualification d'humanitaire n'ajoute rien. Elle est de plus en plus systématiquement utilisée dans les médias (situation humanitaire ou catastrophe, etc.).

Peut-être pouvons-nous simplement parler de la situation du peuple tchétchène... ?

Françoise [Saulnier]



« **Lettre ouverte** au président Clinton et à la secrétaire d'État Albright – le droit humanitaire doit être respecté dans le conflit tchétchène » Joëlle Tanguy, directrice générale de MSF États-Unis, 12 janvier 2000 (en anglais).

Extrait :

Monsieur le Président, dans un récent article du magazine Time, vous avez déclaré : « Nous avons un désaccord profond et ouvert avec le gouvernement russe, non pas sur son droit de s'opposer à la violence des rebelles tchétchènes mais sur le traitement des réfugiés. »

Monsieur le Président et Madame la secrétaire d'État Albright, ces propos contre la violence en Tchétchénie sont encourageants, mais ils ne veulent pas dire grand-chose sauf s'ils permettent une amélioration rapide de la situation humanitaire en Tchétchénie. Vous devez persuader la Russie de respecter ses obligations vis-à-vis du droit humanitaire. Médecins Sans Frontières demande de toute urgence :

- un arrêt immédiat des bombardements non discriminés et des attaques contre les civils tchétchènes,
- un corridor sécurisé et sans entrave pour ceux qui veulent quitter la Tchétchénie pour chercher refuge hors de la république, y compris l'ouverture de la frontière géorgienne,

qui n'est plus franchissable en raison des bombardements quotidiens depuis trois semaines,

- un accès humanitaire libre et sans entrave à toutes les populations et toutes les zones à l'intérieur de la Tchétchénie et des républiques voisines, comme le garantit le droit international humanitaire.

Nous vous demandons instamment de porter toute votre attention sur cette question.



« Couverture Tchétchénie » **Courriel** d'Anne-Marie Huby, directrice générale de MSF Royaume-Uni, 13 janvier 2000 (en anglais).

Extrait :

Un petit mot [...] pour vous faire savoir que le sujet « MSF accusant les Russes de crimes de guerre en Tchétchénie » a été traité en deuxième position au journal de la BBC aujourd'hui, et ce n'est pas fini.

Nous ne nous attendions pas à autant d'intérêt – étant donné que nous n'apportons pas d'élément vraiment nouveau –, mais évidemment, l'accusation de crimes de guerre est assez sérieuse pour garantir la couverture.

La principale source de questionnement ici est : quels sont les parallèles avec le Kosovo (doubles standards dans l'application du droit international) ? Pensez-vous réellement réussir à obtenir quelque chose avec cela (n'allez-vous pas plutôt braquer encore plus le gouvernement russe ?) Que peut faire la communauté internationale face à des crimes de guerre commis par un membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies et une puissance nucléaire ?

L'opération de communication est appuyée par des démarches diplomatiques de MSF États-Unis et de la coordinatrice de terrain de MSF France dans la vallée de la Pankissi auprès des administrations étasunienne et canadienne.



« Briefing du département d'État sur la Tchétchénie » **Courriel** du département des programmes de MSF États-Unis, aux desks Caucase du Nord, directeurs généraux et directeurs de la communication de MSF, 13 janvier 2000 (en anglais).

Extrait :

Cet après-midi j'ai discuté avec un [membre du département d'État] qui m'a dit « *off the record* » qu'en effet il ne fallait pas s'attendre à grand-chose de la part des États-Unis sur cette question... Ils se font beaucoup plus de souci pour la stabilité de la Russie et « vous savez ce que c'est, avec deux puissances nucléaires » ! ... Il a ajouté qu'il pensait que le conflit serait long et que les Russes sont encore plus violents (si cela est possible) que lors de la première guerre de Tchétchénie.



Courriel du responsable de programme de MSF France au directeur de programmes de MSF États-Unis, aux directeurs généraux et aux directeurs des opérations de MSF Belgique et MSF Hollande, 14 janvier 2000 (en français).

Extrait :

Concernant la demande d'arrêt des bombardements indiscriminés sur les populations tchétchènes, nous voudrions aller au-delà en demandant que soient « qualifiés » les événements actuels dans la république de Tchétchénie. Jusqu'à présent, la Fédération de Russie parle de « lutte antiterroriste » menée en Tchétchénie et aucun pays membre des Nations unies n'a contredit cette « qualification ». Or, à nos yeux (MSF mais aussi les journalistes présents depuis des mois dans les zones contrôlées par les combattants), il s'agit d'une « guerre ». Les témoignages recueillis par les équipes MSF auprès des réfugiés tchétchènes en Géorgie sont un élément important pour parler de guerre et non plus de lutte antiterroriste.

Nous – MSF – demandons au Conseil de sécurité élargi (la présidence est actuellement étasunienne) d'ouvrir un débat visant à établir la qualification des opérations menées par les Russes en Tchétchénie : s'agit-il d'une opération antiterroriste ou d'un conflit armé interne ? On peut rappeler au passage les lenteurs de l'administration américaine à qualifier les événements de 1994 au Rwanda de « génocide »...



« Témoignage Tchétchénie – version courte » **Courriel** de Laura Brav, département des programmes MSF États-Unis, aux responsables de programme Caucase du Nord, directeurs généraux et directeurs de la communication, 21 janvier 2000 (en anglais).

Extrait :

- On a alors laissé nos interlocuteurs de l'administration s'exprimer. En gros, ils avaient préparé leurs discours sur tout ce qu'ils avaient déjà réalisé (c'est-à-dire : déclaré), sur à quel point cette situation n'avait vraiment rien à voir du tout avec le Kosovo, comment ils prenaient bien note de tous nos points, etc.

- Brigitte a alors introduit nos demandes / questions / recommandations. Nous n'avons eu aucune réponse sur ces points, qui ont été « soigneusement notés » pour être revus / reconsidérés plus tard.

1. La « situation » en Tchétchénie doit être clairement définie comme étant un conflit interne armé afin qu'il n'y ait aucun doute et, plus important, qu'il y ait un engagement de responsabilités plus important concernant l'application du droit humanitaire.

2. L'OSCE doit envoyer des observateurs (le gouvernement des États-Unis y est très favorable...).

3. Le Conseil de sécurité des Nations unies doit débattre de la Tchétchénie. Nous avons dit que nous étions conscients de l'obstacle du veto russe, mais avons souligné que tout le monde était informé de qui dit ou même suggère quoi au Conseil de sécurité et que même cela pouvait avoir un impact, donc que juste soulever la question représente un pas important et que le veto ne peut pas être une excuse pour ne pas essayer.

4. Les États devraient manifester leur soutien aux Tchétchènes et leur intérêt pour la Géorgie en acceptant un geste même symbolique tel que prendre quelques réfugiés tchétchènes. Nous ne demandons pas qu'on décharge la Géorgie de ses devoirs envers le droit des réfugiés, en particulier en regard de sa récente entrée au Conseil de l'Europe, mais qu'on aide des civils à pouvoir fuir les bombardements. Nous ne pensons pas non plus que le risque que la Géorgie soit déstabilisée en cas d'afflux massif de réfugiés soit infondé.

5. MSF a demandé au Canada (et en a parlé aux États-Unis) de saisir la Commission internationale humanitaire d'établissement des faits (mandatée par le Protocole I, le Canada et la Russie ont reconnu sa compétence, donc le Canada peut la saisir et la Russie doit l'accepter – précisons que la Commission a reconnu sa propre compétence dans les conflits armés internes, bien qu'elle soit mandatée par le Protocole I qui concerne les conflits internationaux).



Je suis allée aux Amériques. J'ai un souvenir moins précis et moins satisfait que la première visite de 1995. Ils étaient moins attentifs. Il est vrai qu'on n'était pas présents en Tchétchénie, qu'on ne rapportait que ce que les réfugiés nous avaient raconté. On n'avait pas grand-chose à dire. Je ne suis pas allée souvent chez les Américains, mais ils aiment bien qu'on leur donne des infos, et ils notent TOUT.

Dr Brigitte Vasset, MSF France, directrice des opérations de 1990 à 1998, coordinatrice d'urgence dans la vallée de la Pankissi (Géorgie) d'octobre 1999 à janvier 2000 (en français).

Au sein du mouvement MSF, la publication de la lettre ouverte à Bill Clinton ne fait pas l'unanimité. Certains considèrent qu'il faut s'adresser au gouvernement russe plutôt qu'au président des États-Unis. D'autre part, l'achat par MSF États-Unis d'un espace publicitaire au *New York Times* pour publier cette lettre fait l'objet de critiques.



« Tchétchénie » **Courriel** de Samantha Bolton, coordinatrice de la communication MSF International, aux directeurs de la communication et des programmes de MSF États-Unis, à la chargée des relations avec les Nations unies, copie au président de MSF International et au secrétaire général, 18 janvier 2000 (en anglais).

Extrait :

Chers Kris, Antoine et Kathrine,

J'ai été choquée (tout comme James [Orbinski, Président du conseil de MSF International] et JMK [Jean_Marie Kindermans, secrétaire général de MSF]) de découvrir que MSF avait payé environ 100 000 \$ pour la page publiée dans le New York Times.

Cela n'a été mentionné nulle part dans les documents demandant des signatures ou dans le contenu.

Je ne pense pas que MSF devrait dépenser autant d'argent dans une campagne de témoignage alors que nos opérations sont très faibles et que nous n'avons probablement pas dépensé autant d'argent que nous en avons dépensé sur cette publicité.

Ce type de décision va également bien au-delà du bureau des États-Unis. Personne ni aux opérations ni dans les autres sections n'était au courant, pas même les dircoms.

Combien avez-vous budgété pour d'autres actions de ce genre dans l'année ?

Il y a sans doute d'autres moyens de faire du témoignage qu'en dépensant de l'argent.



J'avais un problème avec cette lettre à Bill Clinton parce qu'il me semblait que des choses comme celle-là devaient être adressées au gouvernement russe, pas aux États-Unis. La seule explication pour qu'elle ait été adressée aux États-Unis, c'est qu'il s'agissait d'une démarche initiée par les membres de MSF États-Unis. Je pense que chaque MSF a le droit et l'obligation de mettre la pression sur son propre gouvernement.

Kenny Gluck, MSF Hollande, conseiller et coordinateur pour le Caucase du Nord de novembre 1999 à janvier 2001, directeur des opérations de 2001 à 2005 (en anglais).

Dans son numéro de janvier 2000, la revue française *Esprit* publie le dernier article de François Jean, de la Fondation MSF France, dont les analyses et l'engagement ont contribué à développer les opérations de MSF pendant la première guerre de Tchétchénie, et qui est décédé le 25 décembre 1999. Dans cet article, qui sera également publié en anglais dans le numéro de septembre 2000 de la Revue internationale de l'université Harvard, il analyse le nouveau conflit russo-tchétchène comme le fruit d'une volonté de revanche de la part de la Russie après sa défaite de la première guerre.

Après sa disparition, ses analyses continueront à entretenir au sein de MSF le souci d'un engagement particulier auprès des populations tchétchènes.



« Tchétchénie, la revanche de Moscou » François Jean, *Esprit*, janvier 2000 (en français).

Extrait :

À trois ans d'intervalle, l'histoire semble bégayer. Ce serait une farce si ce n'était un désastre, pour la Tchétchénie bien sûr, mais aussi pour la Russie et le Caucase. Car cette nouvelle guerre sera plus cruelle encore que celle qui l'a précédée et qui avait littéralement décimé la population de la république. Plus absurde aussi, car aucun des objectifs confusément annoncés par des dirigeants irresponsables – « liquidation des terroristes » ou « libération de la Tchétchénie » – n'est susceptible d'être atteint, sauf à envisager l'élimination de toute la population. Plus inquiétante enfin, car elle jette une lumière particulièrement crue sur l'état du système politique et de la société russes et risque d'entraîner tout le Caucase dans la violence. [...]

L'État n'ayant pu asseoir sa légitimité et Maskhadov son autorité, le pays est devenu le terrain d'action de groupes puissants – criminels ou fondamentalistes – qui opèrent en toute impunité. [...]

L'élection d'Aslan Maskhadov témoignait des aspirations d'une population lasse de la guerre, attendant de son président qu'il normalise les relations avec la Russie, obtienne une reconnaissance internationale de la république ainsi que les moyens de reconstruire le pays et de relancer l'économie. Le moins que l'on puisse dire est que Moscou ne lui a pas facilité la tâche, le laissant sans résultats ni marge de manœuvre, face aux surenchères des va-t-en-guerre, dans une Tchétchénie en pleine ébullition. [...]

La revanche russe

Le 1 octobre 1999, après trois semaines de bombardements intensifs sur les villages proches de la frontière daguestanaise, l'armée russe passait à l'offensive et pénétrait sur le territoire tchétchène. Tandis que le Premier ministre russe, Vladimir Poutine, déniait toute légitimité à Aslan Maskhadov, les forces fédérales entreprenaient de créer une « zone de sécurité » en occupant les districts de Naourskaïa et Chelkovskaïa, situés au

nord du fleuve Terek et traditionnellement considérés comme les moins hostiles à l'égard de la Russie. Mais, après avoir semblé vouloir se limiter à l'établissement d'un « cordon sanitaire » et au bombardement des « bases terroristes », l'armée russe, deux semaines plus tard, franchissait le Terek, annonçait sa volonté de « détruire les bandes armées sur tout le territoire » et commençait sa progression vers Grozny.

Dans le même temps, Vladimir Poutine franchissait le Rubicon et énonçait un nouveau but de guerre : la « reconquête de la Tchétchénie ». Ce glissement en forme de fuite en avant reflète l'irrationalité du processus de décision au Kremlin et entraîne la Russie dans un engrenage dont nul ne sait jusqu'où il la mènera. Aujourd'hui, comme en 1994, le sort de la Tchétchénie est suspendu aux décisions d'un pouvoir irresponsable, ne connaissant que le langage de la force et incapable de proposer une relation équilibrée entre Moscou et les différentes composantes de l'ex-empire soviétique. À la différence, toutefois, que la société russe, hier hostile à la « guerre du Kremlin », plébiscite l'intransigeance de Vladimir Poutine dans une épaisse atmosphère de chasse aux « *culs noirs* » caucasiens à Moscou et de règlement de compte militaire en Tchétchénie. [...]

Même si la majorité des Russes admettent que la Tchétchénie n'est pas la Russie, ils perçoivent l'indépendance tchétchène comme une violation de l'intégrité territoriale russe. C'est ainsi que la Russie s'est mise à défendre ses frontières à l'intérieur de son propre territoire. [...]

Une guerre totale

Dès les premiers jours du conflit, les bombardements massifs et indiscriminés ont jeté sur les routes des centaines de milliers de civils dont 150 000 ont pu trouver refuge dans la république voisine d'Ingouchie avant que, le 23 octobre, la frontière ne soit complètement contrôlée par l'armée. Depuis, l'exode s'est réduit à un mince filet : le passage de la frontière ne se fait plus qu'au compte-gouttes, après des jours d'attente, et se monnaie souvent au prix fort. [...]

Dès lors, la majorité de la population a reflué vers les montagnes du sud du pays, en une fuite éperdue pour tenter d'échapper au rouleau compresseur russe. Mais les montagnes sont devenues un cul-de-sac pilonné sans relâche par les avions et les hélicoptères, qui s'acharnent particulièrement sur la dernière issue, la piste qui franchit la chaîne du Caucase en direction de la Géorgie. Il n'y a pas de sanctuaire : la Tchétchénie est devenue une nasse où tournent sans fin près d'un demi-million de déplacés qui tentent désespérément d'échapper aux bombardements. [...]

Pour les responsables russes, le système clanique semble être la clé de la compréhension de la société tchétchène. Cette approche, caractéristique de l'ethnographie coloniale, les a toujours conduits à exagérer le caractère immuable et rigide d'une société pourtant profondément transformée par certains traumatismes politiques – au premier rang desquels la déportation. [...]

Si les responsables russes n'ont jamais réussi à saper l'influence et la cohésion des indépendantistes, ils n'ont également jamais pu convaincre la population d'accepter l'autorité de Moscou. Lors de la dernière guerre, tous les observateurs ont pu noter le caractère erratique et souvent aberrant des stratégies dites de « pacification » : certains villages réputés « prorusses » ou ayant signé des accords de paix ont été bombardés, attaqués ou pillés. La collaboration avec les forces fédérales n'a jamais été une garantie de sécurité. Aujourd'hui encore, les témoignages recueillis par les journalistes occidentaux dans la « zone de sécurité », officiellement pacifiée, au nord du Terek, témoignent de la brutalité des forces fédérales et du climat de méfiance et d'hostilité qui règne dans cette « vitrine » de la reconquête russe. À l'agressivité traditionnelle des soldats, prisonniers de leur propre propagande à l'égard de la population tchétchène, s'ajoutent les aléas de la discipline qui amènent certaines unités à s'auto-organiser – ou à divaguer –, avec des conséquences sanglantes pour les civils : la peur et la vodka aidant,

certains soldats s'adonnent au pillage et au racket ou tirent littéralement sur tout ce qui bouge. [...]

Trouver une issue politique

Il est clair que la guerre ne permettra d'atteindre aucun des objectifs énoncés par Moscou au début des hostilités. Loin de ramener la Tchétchénie dans le sein de la Fédération de Russie, cette nouvelle guerre ne fait qu'exacerber la méfiance et l'hostilité qui se sont accumulées durant deux siècles de confrontation. De même, loin d'affaiblir les jusqu'au-boutistes, elle ne peut que radicaliser les esprits et renforcer les partisans d'une lutte à outrance contre la Russie. Dès lors, sauf à jouer la politique du pire, il n'est d'autre solution que la négociation. Tôt ou tard, après 50 000 ou 100 000 victimes, la Russie devra, « en toute logique », revenir à la table des négociations. Le problème est que la guerre renvoie à bien d'autres enjeux que les objectifs affichés à propos de la Tchétchénie et que les processus de décision, au Kremlin, suivent des itinéraires tortueux qui brouillent au passage toute notion de rationalité. Raison de plus pour que les pays démocratiques s'efforcent de convaincre Moscou qu'il est dans son intérêt de trouver une solution politique au conflit. [...]

C'est pourquoi les pays occidentaux ont un rôle essentiel à jouer pour aider la Russie à sortir de l'ornière. Quand bien même il s'agirait d'une affaire intérieure russe, les pays démocratiques ne pourraient rester passifs face au conflit. D'abord parce que les moyens employés sont tout simplement inacceptables, en violation des « exigences de la conscience publique » et des obligations de la Russie comme membre de l'OSCE, du Conseil de l'Europe et des Nations unies. Ensuite, parce que la guerre engagée en Tchétchénie risque de déstabiliser tout le Caucase, sans même parler de ses effets désastreux sur la société et le système politique russes.



Il ne faut pas sous-estimer le travail de François Jean. Tout au long de cette deuxième guerre, beaucoup d'entre nous relisaient ses papiers sur la Tchétchénie. Ce qui ressortait de ses analyses, c'est que la question de la dynamique génocidaire (tant pis, j'utilise le terme) ou la question de savoir s'il n'y avait pas une volonté de faire disparaître un peuple se posait. Donc ces dynamiques de violence et la surdité de la communauté internationale nous donnaient une responsabilité particulière sur ce conflit. [] Le poids de François dans MSF, la qualité de sa réflexion et de ses travaux sur la Tchétchénie ont façonné notre analyse et en conséquence les responsabilités qu'on s'assignait en matière de communication publique et de lobby sur la Tchétchénie. Il a facilité la tâche de ceux qui voulaient veiller à ce que MSF joue un rôle d'alerte sur la Tchétchénie. Je pense que, sans ses travaux ou ses articles, on aurait laissé tomber peut-être plus tôt.

[...], MSF France, adjoint à la responsable juridique de 1995 à 2005 (en français).



Il y avait quelque chose autour de François Jean et de la Tchétchénie. François avait cette connaissance de tout, et personne ne pouvait se sentir prêt à relancer quelque chose du même niveau après sa disparition.

Anne Fouchard, MSF France, directrice adjointe de la communication de juillet 2000 à juillet 2004 (en français).



François se rendait compte lui-même qu'il était plutôt dans le registre du soutien politique à la résistance tchéchène. Il ne voulait pas que les messages de MSF soient trop naïfs, mais d'un autre côté il ne s'attendait pas non plus à ce que MSF soit dans ce registre. Il était très conscient que cela ne pouvait pas être le cas. MSF le laissait faire quand il voulait publier un papier, personne ne lui faisait obstacle.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008 (en français).

Du côté de MSF Hollande, la priorité est à mettre en place des programmes en Ingouchie et dès que possible en Tchétchénie. Les activités de témoignage et de plaidoyer pour demander l'arrêt de la guerre et des violences sont considérées comme nécessaires, mais ne peuvent trouver leur légitimité que dans les activités opérationnelles.

On s'interroge également sur l'impact d'une communication vers la presse internationale, dont le régime russe ne se soucierait guère. On se demande s'il ne vaut pas mieux cibler les médias russes et tchéchènes afin d'essayer de faire évoluer les opinions locales au sujet du conflit.



« Re : une question ou deux » **Courriel** de Kenny Gluck, conseiller Caucase du Nord de MSF Hollande à Rendt Gorter, coordinateur Caucase du Nord de MSF Hollande, 21 janvier 2000 (en anglais).

Extrait :

Plaidoyer pour les droits humains

Je ne pourrais pas compter le nombre de fois où, en 1995 et 1996, des gens en Tchétchénie m'ont dit d'arrêter de perdre mon temps à reconstruire des dispensaires ou à distribuer de l'aide et de juste faire en sorte qu'ils arrêtent de bombarder. Et dans cette nouvelle guerre, j'ai entendu la même chose à de nombreuses occasions dans les camps d'Ingouchie.

Le plaidoyer pour que la guerre cesse ou pour limiter les violences des Russes ou des Tchétchènes contre la population civile est nécessaire et fondé.

Nous avons également le souci très légitime que notre plaidoyer ne conduise à une réaction des Russes ou des Tchétchènes qui hypothéquerait notre capacité à fournir une assistance dans la région.

C'est un souci réel et certaines personnes pensent encore que certaines des attaques criminelles commises contre les agences de secours en 1995 et 1996 ont coïncidé avec des déclarations de MSF France ou MSF Belgique contre les Russes.

Depuis le début de la guerre actuelle, Human Rights Watch a diffusé des rapports qui critiquent vivement les actions de l'armée russe et du gouvernement dans le Caucase. Pourtant ils n'ont été confrontés à aucun obstacle dans leur travail, ni en Ingouchie ni à Moscou.

Il est très probable qu'une campagne de plaidoyer entraînerait une réaction du gouvernement russe. Mais cela ne signifie pas, en soi, que cela ne vaut pas la peine de la faire.

Si nous pensons que notre plaidoyer pourrait entraîner pour nous une incapacité totale à intervenir dans la région, nous avons toujours le choix de travailler via des agences comme HRW avec lesquelles nous avons des relations serrées.

Le problème le plus sérieux, c'est que le type de plaidoyer international que MSF a développé pour d'autres pays semble être totalement inefficace dans ce contexte. Les Russes résistent complètement à l'opinion occidentale actuelle et les Tchétchènes en sont totalement ignorants. Je suggérerais que nous développions ici une stratégie de plaidoyer différente qui soit plus orientée vers l'opinion publique locale. [...]

Je pense qu'il serait possible de développer une stratégie de plaidoyer qui soit concentrée sur les contacts avec les journalistes de la presse locale, en les aidant à avoir une meilleure compréhension de la situation dans le Caucase et de la nature des questions humanitaires de la région.

La presse russe vibrante et dynamique offre de bonnes opportunités pour diffuser les concepts et des principes de l'action humanitaire, ce qui pourrait aider à faire évoluer l'opinion publique au sujet de la guerre et du traitement des civils tchétchènes. Il sera plus difficile de travailler de la même façon avec la société tchétchène, mais je crois que cela vaut la peine d'explorer également cette piste. [...] Il sera nécessaire de voir ce qu'Amsterdam et les autres sections MSF souhaitent, car le plaidoyer a besoin d'être accepté par toutes les sections, mais je pense qu'il existe de nombreuses possibilités de travailler de façon constructive.



On pensait que cela pourrait amoindrir notre capacité à mettre en œuvre nos programmes – on voulait que nos programmes soient lancés avant de commencer le plaidoyer. Et non pas commencer le plaidoyer en même temps que nos premières tentatives pour entrer en Tchétchénie.

Il y avait déjà beaucoup d'informations sur la Tchétchénie : dans tous les journaux on parlait des violations du droit humanitaire, des organisations comme Human Rights Watch faisaient du plaidoyer à partir de ce qui sortait de Tchétchénie. Donc on pensait que notre parole – surtout sans notre présence – ne changerait pas grand-chose. Il était plus important de nous installer, de mettre en marche nos programmes et de commencer ensuite à mettre en œuvre une éventuelle stratégie de plaidoyer.

Kenny Gluck, MSF Hollande, conseiller et coordinateur pour le Caucase du Nord de novembre 1999 à janvier 2001, directeur des opérations de 2001 à 2005 (en anglais).



Quand MSF France a produit ce gros rapport, nous n'avions personne sur le terrain en Tchétchénie. Tout le rapport était basé sur des témoignages de personnes qui avaient fui la Tchétchénie pour se réfugier en Géorgie.

J'ai dit que si MSF n'avait aucune présence sur le terrain en Tchétchénie, cela me semblait un peu faible de sortir un rapport avec des témoignages de seconde main, des « on a entendu dire que ». La force de MSF a toujours été : « Nous sommes présents et nos médecins ont vu ceci ou cela. » C'est cela qui rend notre plaidoyer légitime.

Et puis soudain on se met à faire cette sorte de plaidoyer, le même que celui que MSF a fait sur la Corée du Nord et que je désapprouve : « Nous avons appris par des réfugiés que... » Bien sûr, on a tous entendu des réfugiés raconter des faits, mais cela ne veut pas dire qu'on les a vus. Et c'est ce qui fait la différence.

Donc, après cela, nous avons décidé d'être plus systématiques dans la méthode pour ce type de plaidoyer contre la violence.

Elle serait basée sur le témoignage de médecins employés par MSF qui auraient vu un patient

victime d'un traumatisme de guerre, auraient recueilli de sa part des informations sur l'origine de ce traumatisme.

Michiel Hofman, MSF Hollande, coordinateur pour le Caucase du Nord de mai 2001-juillet 2003 (en anglais).

Le 24 janvier 2000, le secrétaire général de l'OTAN déclare que son organisation « comprend mais n'accepte pas » l'action de la Russie en Tchétchénie. De leur côté, les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne réaffirment leur opposition à la façon dont la Russie mène la guerre en Tchétchénie, mais ne décident d'aucune sanction.



« Robertson : l'OTAN comprend, mais n'accepte pas l'action russe en Tchétchénie »
AFP (France), Varsovie, 24 janvier 2000 (en français).

Extrait :

L'OTAN « comprend », mais « n'accepte » pas l'action de la Russie en Tchétchénie, a indiqué lundi le secrétaire général de l'Alliance atlantique, George Robertson, en visite de vingt-quatre heures à Varsovie.

« Il est clair que nous comprenons les raisons des actions de la Russie en Tchétchénie, mais nous n'acceptons pas, avec fermeté, ce que les forces russes font en Tchétchénie », a dit M. Robertson.



« Russie : l'UE maintient sa condamnation, mais souhaite préserver le dialogue »
AFP (France), Bruxelles, 24 janvier 2000 (en français).

Extrait :

Dans la continuité du sommet européen d'Helsinki, en décembre, où ils avaient vivement condamné les opérations militaires russes en Tchétchénie, les Quinze devaient réaffirmer leur ferme opposition à la manière dont cette action est conduite.

Mais lundi matin, lors des discussions au niveau des directeurs politiques, ils n'avaient pas dégagé d'accord pour avancer de façon conséquente en direction de sanctions dures, selon une source diplomatique. L'Union européenne entendait rappeler la Russie à la nécessité de respecter ses engagements et les dispositions contractuelles dans le domaine commercial.

« Au mieux, on pourrait avoir quelques gestes de réprobation sur le commerce », indiquait une source européenne pendant les discussions.

Mais l'UE devait parallèlement prendre en compte la nécessité de préserver le dialogue avec Moscou, avec l'espoir d'une évolution positive en Russie. « C'est très important pour le futur. On maintient le contact », a résumé la ministre luxembourgeoise Lydie Polfer. [...] Le ministre allemand des Affaires étrangères, Joschka Fischer, qui s'est rendu la semaine dernière à Moscou, a rendu compte à ses homologues européens de ses entretiens avec les autorités russes.

« Il y a un intérêt à long terme à maintenir les relations avec la Russie », a-t-il estimé devant des journalistes. Il a également jugé que l'arrivée de M. Poutine constituait « un facteur nouveau ».

« La guerre contre un peuple ne peut pas être un moyen de lutter contre le terrorisme [...] mais nos moyens sont limités », a-t-il ajouté. « La politique est l'art du possible, pas du désirable. »

QUALIFIER LA GUERRE ET DÉNONCER SA CONDUITE PAR LES FORCES RUSSES

À la veille d'une réunion extraordinaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), les sections européennes de MSF envoient une lettre ouverte aux chefs d'État des pays membres pour leur demander de reconnaître l'état de guerre en Tchétchénie.

MSF Hollande conteste le fait que MSF demande aux États de qualifier la situation en Tchétchénie de « conflit interne », donc soumis à l'application du Protocole II des conventions de Genève, et préférerait demander que toutes les parties au conflit respectent les conventions de Genève. De plus, selon ses responsables, ce genre de déclaration serait compris comme une participation au débat politique sur la légitimité du gouvernement indépendantiste tchétchène. Or ce dernier fait l'objet de controverses dans la société et la presse russes. En conséquence, la version de la lettre diffusée par MSF Hollande ne contient pas le paragraphe concernant l'existence d'un conflit armé.



« Les pays membres du Conseil de l'Europe doivent reconnaître l'état de guerre en Tchétchénie » **Lettre ouverte** de Médecins Sans Frontières aux États membres du Conseil de l'Europe, MSF France, 26 janvier 2000 (en français).

Extrait :

Aujourd'hui encore, la population civile tchétchène est soumise à l'acharnement des forces russes qui, depuis près de six mois, bombardent de manière massive et indiscriminée l'intégralité du territoire. Il n'existe à ce jour aucune région où les civils puissent vivre à l'abri des attaques russes ou des combats, même dans les zones reconquises où règne l'arbitraire. Les enfants de plus de 10 ans sont aujourd'hui menacés d'arrestation par les autorités russes. La nature des opérations militaires empêche également toute action de secours humanitaire indépendante de se mettre en place, y compris pour la prise en charge des blessés et malades à l'intérieur de la Tchétchénie. Par ailleurs la fermeture des frontières, la crainte des arrestations, les attaques contre les réfugiés et la présence de mines enlèvent toute possibilité de fuite aux populations qui souhaitent trouver refuge à l'extérieur de la république. Les réfugiés en Ingouchie sont menacés de rapatriement forcé. Ceux qui tentent de fuir en Géorgie sont refoulés vers les zones de combats.

La prétendue lutte antiterroriste s'apparente à une punition collective qui fait de chaque civil un suspect.

Cette violence justifiée par la Russie au titre de la lutte antiterroriste n'a rencontré aucune opposition de la part des autres États membres de la communauté internationale. Contre toute évidence, les États n'ont pas mis fin à ce mensonge qui prive la population de tout droit à la protection et à l'assistance, et l'enferme dans un face-à-face mortel avec l'armée. Aucun gouvernement n'a encore officiellement reconnu l'état de guerre. La situation en Tchétchénie n'a pas non plus été abordée par le Conseil de sécurité des Nations unies, qui valide ainsi la position russe.

Médecins Sans Frontières dénonce la complicité des États qui, en refusant de reconnaître l'existence d'un conflit armé, renoncent à leurs responsabilités et évitent l'application du droit humanitaire au profit des victimes.

Au Rwanda déjà, la reconnaissance extrêmement tardive du génocide par les États avait laissé sans défense les populations victimes des massacres.

C'est pourquoi, au moment où le Conseil de l'Europe tient une réunion d'urgence sur la Tchétchénie, Médecins Sans Frontières demande expressément aux États membres de sortir enfin de la rhétorique.

Nous demandons en particulier aux États du Conseil de l'Europe :

- de reconnaître officiellement l'existence du conflit armé en Tchétchénie et de rappeler ainsi la Russie à son obligation de respecter le droit humanitaire vis-à-vis des populations ;
- la saisine du Conseil de sécurité pour qu'il débattenne enfin de la situation en Tchétchénie ;
- la saisine de la Commission internationale d'établissement des faits (CIEF), chargée par les États, y compris la Russie, d'enquêter sur l'existence de crimes de guerre ;
- la saisine de la Cour européenne des droits de l'homme, chargée de sanctionner les violations de la Convention européenne des droits de l'homme ;
- de soutenir les demandes déjà formulées par MSF sur le plan humanitaire concernant l'arrêt des bombardements indiscriminés, le non-refoulement des réfugiés aux frontières, le libre accès des civils aux secours et le déploiement d'observateurs internationaux dans les zones contrôlées par les forces armées.



« Re urgent : brouillon de lettre aux États membres du Conseil de l'Europe »
Courriel de Kenny Gluck, conseiller Caucase du Nord de MSF Hollande au responsable de programme de MSF France, au département des affaires humanitaires et au directeur général de MSF Hollande, 26 janvier 2000 (en anglais).

Extrait :

Merci de nous avoir envoyé une copie de la lettre ouverte aux États membres du Conseil de l'Europe.

Comme je l'ai déjà dit, nous soutenons totalement les déclarations destinées à limiter les violations du droit humanitaire dans la région.

Toutefois, je ne crois pas que nous devrions avoir des exigences concernant la définition juridique du conflit.

Comme le faisait remarquer James ce matin, la qualification de « conflit armé » ne change en rien l'obligation de respecter le droit humanitaire.

Le gouvernement russe n'a jamais déclaré officiellement qu'il n'y avait pas de conflit armé dans la région. Le baptiser « opération antiterroriste » est leur façon à eux de décrire leurs opposants dans ce conflit et n'influence pas son statut juridique vis-à-vis du droit international.

Toutefois, un tel appel donne l'impression que nous participons au débat politique interne à la Russie sur la caractérisation de la guerre.

Un débat de fond anime la presse russe sur la légitimité politique du gouvernement rebelle tchétchène. C'est un débat plus politique que juridique, mais nous n'avons pas à y prendre part. C'est quelque chose que nous devons éviter à tout prix afin de maintenir notre capacité à sensibiliser sur les questions humanitaires posées par ce conflit.

Nous soutenons les déclarations qui sont basées sur les besoins humanitaires des populations et de la population civile dans la zone. Nous devons nous efforcer d'éviter les débats sur le statut politique de la guerre.



« Pour James et MSF Moscou » **Échange de courriels** entre Françoise Saulnier, responsable juridique de MSF France, et James Ross, département des affaires humanitaires MSF Hollande, 26 janvier 2000 (en anglais).

Extrait :

Chers tous,

Je pense que Françoise fabrique un problème à partir d'un non-problème – et en conséquence dilue notre message, qui devrait être que le Conseil de l'Europe doit prendre la parole plus fortement et agir plus fermement au sujet des nombreuses violations du droit humanitaire en Tchétchénie.

Personne, même pas les Russes, ne prétend que, la Russie se disant engagée seulement dans des activités « antiterroristes », le droit humanitaire ne s'applique pas.

Aussi pourquoi devrions-nous en faire des tonnes pour convaincre le Conseil de l'Europe de déclarer formellement que c'est bien une « guerre » qui se déroule (ce qu'ils ne feront pas et qui n'est pas nécessaire pour que le droit humanitaire s'applique) ?

Il est acquis que le DIH s'applique. Le problème, c'est que les gouvernements ne condamnent pas suffisamment la Russie pour l'avoir violé. Pour nous, demander cela aux États européens revient à laisser penser que nous le faisons pour que le DIH soit appliqué, ce qui n'est pas notre position.

La lettre ne doit pas être consacrée à marquer des points sur le plan juridique. Je ne veux pas répéter ici les éléments d'inquiétude de Kenny, mais ils sont basés sur les perceptions russes, qui malheureusement pèsent plus à Moscou que les subtilités du droit.

MSF devrait se concentrer sur l'horrible situation du peuple tchétchène et le fait que les gouvernements d'Europe et des États-Unis devraient en faire beaucoup plus pour résoudre ces problèmes.

Dire qu'une guerre existe officiellement n'ajoutera rien à leurs obligations déjà existantes (à la différence du cas de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide qui stipule que qualifier une situation de génocide implique des obligations juridiques).

Cordialement, James

J'aimerais évoquer brièvement deux points, car nous avons peu de temps avant la réunion du Conseil de l'Europe.

1) Sur la reconnaissance de la guerre en Tchétchénie.

Je suis d'accord avec James Ross pour dire qu'il n'y a pas besoin de reconnaissance officielle de la guerre pour créer l'obligation pour les belligérants de respecter le DIH.

Mais en ce qui concerne l'obligation pour les autres États de faire en sorte que le DIH soit respecté par les belligérants (article 1), la première étape consiste à s'assurer que lesdits États reconnaissent que cette situation est celle d'un conflit armé et que leur devoir dans cette situation est bien de faire respecter ce droit par les belligérants ou d'agir collectivement pour sanctionner les violations de ce droit.

Nous sommes au stade où les Européens et les États occidentaux font attention à éviter de qualifier la situation et ce afin de contourner leurs responsabilités concernant la mise en œuvre des sanctions en cas de violation du DIH.

Cela nous rappelle le génocide au Rwanda quand les États se retenaient d'utiliser le terme « génocide » parce que cela les aurait obligés à agir.

2) Sur le débat concernant la légitimité de l'actuel gouvernement tchétchène.

Là encore c'est une bonne question et je comprends que le débat soit chaud à Moscou. Mais de notre côté, nous avons la possibilité d'éviter d'entrer dans un tel débat.

Quand nous voulons qualifier une situation de conflit armé, nous ne précisons pas « interne » ou « international ». [...] La véritable nature d'un conflit armé interne est d'opposer deux parties dont une seule (par définition) est un acteur étatique.

La deuxième est représentée par des autorités de nature non étatique et n'est bien sûr pas reconnue par les autorités nationales. Le DIH a été écrit de façon à pouvoir s'appliquer dans de telles situations. Il dit que son application n'a aucune conséquence sur la reconnaissance (politique, juridique...) des parties au conflit. Donc je pense que nous pouvons utiliser cet argument juridique pour éviter d'entrer dans le débat politique au sujet de la légitimité du gouvernement tchéchène (ce qui ne serait pas une bonne chose pour MSF. [...])

Bises Françoise



Il y avait déjà en Russie un débat politique en cours sur la pertinence de qualifier cette situation de guerre. Je ne pensais pas que MSF devait s'impliquer là-dedans.

Nous devrions baser toutes nos activités de plaidoyer sur les conséquences pour la population. Et ces conséquences, c'étaient les morts dues aux bombardements non discriminés et à la destruction des habitations. Il y avait juste une phrase avec laquelle je n'étais pas d'accord. On a appelé Paris et on leur a dit : « On ne pense pas que cette déclaration soit appropriée. On doit en parler. On doit vérifier certains points. Personne ne parle français dans notre équipe. » Mais quatre heures plus tard, ils nous ont dit qu'il était trop tard, que la déclaration avait été donnée à la presse. On n'était pas contents. Je pense qu'ils ont rédigé la déclaration à la dernière minute, juste avant de partir pour Strasbourg, donc cela nous laissait peu de temps pour dire non. On avait un problème avec seulement une partie de la lettre. Cette question de l'état de guerre qui nous semblait ne rien avoir à faire avec notre travail à MSF. Je pensais que cela risquait de créer un malentendu sur ce qu'était MSF. C'est pourquoi cela ne me semblait pas utile. Mais je ne pensais pas non plus que c'était dramatique – et qu'à cause de cette déclaration ils allaient nous empêcher de travailler –, donc on n'en a pas fait une histoire.

Je ne sais pas si l'objectif de cette guerre était de tuer des civils ou bien s'ils n'en avaient tout simplement rien à faire des pertes civiles. En matière de droit humanitaire, il y a une différence entre ces deux approches. En tout cas, ils disaient que les critères humanitaires n'étaient applicables que dans les situations de guerre. Un gouvernement n'a aucune démarche juridique à entreprendre pour déclarer l'état de guerre. L'état de guerre, c'est un fait. Ce niveau de bombardements, c'est une guerre. Au niveau international, et même en Russie, personne n'avait de doute sur le fait qu'il s'agissait d'une guerre, selon les critères du droit international. Cela allait de soi. Et il semble que nous, nous essayions d'en faire un point de discussion. Je pense que cela a été mal compris en Russie, mais cela n'a créé aucun problème et nous [MSF Hollande] avons soutenu la déclaration – mais pas ce paragraphe.

Kenny Gluck, MSF Hollande, conseiller et coordinateur pour le Caucase du Nord de novembre 1999 à janvier 2001, directeur des opérations de 2001 à 2005 (en anglais).

Le 27 janvier 2000, à Strasbourg, en marge de la réunion de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), des représentants de MSF France donnent une conférence de presse pour questionner la conduite de la guerre par l'armée russe et son impact sur les civils. La lettre ouverte est distribuée aux parlementaires.



« Tchétchénie Conseil Europe » **Courriel** de Bénédicte Jeannerod, chargée de communication MSF France, aux directeurs et chargés de la communication des sections MSF, 27 janvier 2000 (en français).

Extrait :

Salut à tous,

Juste un petit mot au sujet de ce qui va se passer aujourd'hui au Conseil de l'Europe. Comme vous le savez déjà, une réunion extraordinaire se tient aujourd'hui à Strasbourg sur la Tchétchénie, à l'occasion du retour d'une délégation du Caucase du Nord.

Hier, nous avons écrit une lettre ouverte à tous les chefs d'État ou de gouvernement des pays du Conseil de l'Europe. La lettre [...] est partie hier soir à Chirac et Jospin [président de la République et Premier ministre de la République française] et a été publiée ce matin dans *Le Figaro* (comme quoi, tout arrive...).

Les autres sections basées dans des pays membres ont dû faire de même de leur côté. Un communiqué de presse est par ailleurs parti ce matin (ci-dessous la reprise AFP).

En ce qui concerne Strasbourg, Rony, Françoise Saulnier, François Calas et Cécile sont partis ce matin pour faire un peu d'agit-prop sur les lieux même de l'affaire. Ils se démerderont pour faire passer la lettre aux parlementaires qui siègent aujourd'hui au Conseil.

Et tiendront un point presse, au Conseil de l'Europe même, à 14h15, juste avant la conférence de presse de Monsieur Ivanov, ministre des Affaires étrangères russes. Ça devrait dépoter...

Voilà, c'est tout pour le moment. Je vous tiens au courant de la suite des événements.

Ben



« Médecins Sans Frontières exige une action en Tchétchénie », 27 janvier 2000, **AFP** (France), Strasbourg (en anglais).

Extrait :

Médecins Sans Frontières, lauréate du prix Nobel de la paix 1999, a appelé le Conseil de l'Europe à reconnaître l'existence d'un état de guerre dans la république séparatiste du sud de la Fédération de Russie.

Dénonçant la « complicité des États », MSF déclare dans une lettre ouverte que la communauté internationale a « refusé de reconnaître l'existence d'un conflit armé, failli à assumer ses responsabilités et évité l'application du droit humanitaire pour aider les victimes ».

MSF a demandé aux 41 membres du Conseil de l'Europe – un organisme observateur des droits de l'homme transeuropéen qui tenait un débat sur la Tchétchénie en urgence jeudi – de « reconnaître officiellement l'existence d'un conflit armé en Tchétchénie et de rappeler à la Russie ses obligations de respecter les droits de l'homme ».

MSF a appelé le Conseil de sécurité des Nations unies, la Cour européenne des droits de l'homme et la Cour internationale d'établissement des faits à mener des investigations pour déterminer si des crimes de guerre avaient été commis.

[...] Le Conseil de l'Europe devait voter plus tard une résolution offrant « un soutien approprié » à la Russie. Cette résolution, a déclaré l'exécutif du Conseil de l'Europe, devait offrir « un support adéquat aux autorités russes » dans le cadre d'une politique « pour mettre fin à la crise en Tchétchénie ».

Plus tôt dans la semaine, le groupe des chrétiens-démocrates avait appelé à une suspension de la Russie du Conseil de l'Europe en raison d'accusations de violations des droits de l'homme en Tchétchénie.



Notre activité de plaidoyer est très réactive à la perception que nous avons de la complaisance des principaux États étrangers et les Nations unies sont très complaisantes vis-à-vis des Russes. Autant lors de la première guerre il y avait une mobilisation internationale des États pour essayer de modérer Moscou, autant lors de la deuxième guerre il n'y a rien... Par exemple, les Allemands, qui avaient opéré des pressions sur Moscou lors de la première guerre, ne font rien lors de la seconde. Donc au début de la deuxième guerre, on est motivés pour les prises de parole parce qu'on pense qu'il y a un déficit en politique. C'est un peu naïf de notre part, on pense que cela va faire changer l'opinion, et cela va fléchir l'attention internationale.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008 (en français).

Finalement, l'APCE refuse de sanctionner la Russie pour sa conduite en Tchétchénie. Elle considère cependant que l'État russe viole certaines obligations imposées par la Convention européenne des droits de l'homme et le droit humanitaire international. Elle demande un cessez-le-feu immédiat et le lancement d'un dialogue politique avec les autorités tchétchènes élues. Elle émet également un certain nombre de recommandations dont certaines à caractère humanitaire, et annonce qu'elle en vérifiera l'application en avril.

Igor Ivanov, le ministre russe des Affaires étrangères réaffirme que les événements en Tchétchénie ne sont ni un conflit ni une guerre et que la Russie mènera jusqu'au bout son « opération antiterroriste ».



« Suivi Tchétchénie » **Courriel** de Françoise Saulnier, responsable juridique MSF France, à Brigitte Vasset, coordinatrice MSF France en Géorgie, 4 février 2000 (en français).

Extrait :

La recommandation 1444/2000) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe n'a pas exclu la délégation parlementaire russe. Mais après ses débats elle a voté une recommandation qui a déplu à M. Poutine.

Le Parlement « condamne comme totalement inacceptable la conduite actuelle des opérations militaires ». Il affirme que « la Russie viole certaines de ses obligations les plus importantes aux termes de la Convention européenne des droits de l'homme et du droit humanitaire international ».

L'Assemblée estime que les opérations militaires violent l'État de droit, puisque la loi sur la lutte contre le crime organisé (lutte antiterroriste) ne couvre pas l'étendue de ces opérations. En effet, l'état d'urgence n'a pas été déclaré et ces opérations sont donc arbitraires et pas prévues par la législation.

L'Assemblée n'a pas pris de sanctions à ce stade. En revanche, elle fait des demandes spécifiques au gouvernement russe et « jugera » de la façon dont la Russie a respecté (ou non) ces recommandations en avril.

Comme un certain nombre de recommandations ont un caractère humanitaire, je pense qu'il est important que l'on documente ces divers éléments pour pouvoir de notre côté informer également le Conseil de l'Europe sur ces points. Il s'agit notamment :

- de s'abstenir de tout rapatriement forcé en Tchétchénie,

- de respecter scrupuleusement les droits fondamentaux de la population dans les territoires de la Tchétchénie sous contrôle russe...
- de permettre l'acheminement libre de l'aide humanitaire internationale et l'action efficace des organisations humanitaires gouvernementales et non gouvernementales internationales dans la région.

Sur le plan plus général, l'Assemblée parlementaire demande l'instauration d'un cessez-le-feu immédiat et complet et l'arrêt des activités militaires inconsidérées et disproportionnées. Elle demande aussi d'entamer immédiatement un dialogue politique, sans conditions préalables, avec les autorités tchétchènes élues, dans le but d'assurer un cessez-le-feu et de parvenir à une solution politique globale du conflit.

Ce dernier argument fait réponse aux arguments de MSF Hollande qui s'inquiétait du fait que MSF risquait de donner une légitimité aux autorités tchétchènes actuelles en parlant de conflit. Le Conseil de l'Europe reconnaît la légitimité de ces autorités et demande à la Russie de négocier avec ces autorités élues.

Concernant le développement de liens entre MSF et l'opinion publique russe, nous avons parlé de l'intérêt de reprendre des contacts avec des représentants de la société civile russe opposés à la guerre en Tchétchénie.

Je vous signale que M. Kovalev et Mme Elena Bonner seront de passage à Paris le 19 février, invités par le comité de soutien à la Tchétchénie. Ce serait important de les rencontrer et d'organiser quelque chose avec eux.



« Russie-Tchétchénie » **Courriel** de Françoise Saulnier, responsable juridique MSF France, à James Ross, département des affaires humanitaires MSF Hollande, 4 février 2000 (en anglais).

Extrait :

Juste un petit mot pour poursuivre notre discussion tchétchène. Je vous joins les grandes lignes du discours de M. Ivanov soulignant que ce qui se déroule actuellement en Tchétchénie n'est pas une guerre.

Cela peut donner des arguments à notre pression auprès du Conseil de l'Europe, par exemple, pour une reconnaissance internationale de l'existence d'un conflit armé.

J'ai le texte de la recommandation de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur la Tchétchénie qui peut aider sur cette question (plus les rapports de la commission juridique et celui de la commission politique).

Le Conseil de l'Europe prend aussi clairement position sur la légitimité de l'actuel gouvernement de Tchétchénie. Il demande à la Russie de reprendre immédiatement, sans aucune condition préalable, le dialogue politique avec les autorités tchétchènes élues afin d'aboutir à un cessez-le-feu et un règlement politique du conflit.

Cette déclaration est peut-être intéressante pour Kenny, à Moscou ?

[...] Françoise

STRASBOURG (Conseil Europe), 27 jan (AFP) – Igor Ivanov, ministre russe des Affaires étrangères, a réaffirmé jeudi à Strasbourg, au Conseil de l'Europe, que la Russie conduirait « jusqu'au bout » son « opération antiterroriste » en Tchétchénie.

« L'opération antiterroriste en Tchétchénie a pour objectif de rétablir le droit et les droits de l'homme dans la région. Il est impossible de mener une telle opération sans la conduire jusqu'au bout », a déclaré le chef de la diplomatie russe dans un discours devant les parlementaires des 41 pays membres de l'organisation.

Selon M. Ivanov, par cette « opération antiterroriste », « la Russie protège les frontières européennes communes des attaques barbares des terroristes », qui sévissent, a-t-il dit, en Afghanistan, dans les Balkans et dans le Caucase.

Cette situation « à la frontière de l'Europe » menace la sécurité, la vie et le bien-être de tous les citoyens européens, a poursuivi le ministre.

Il a martelé à plusieurs reprises que les événements en Tchétchénie n'étaient pas « un conflit » ni « une guerre », mais une « action antiterroriste ». « Nous ne combattons que les terroristes et les bandits », a-t-il dit, affirmant que « l'usage de la force par l'armée russe était proportionné » à la situation, face aux « mercenaires étrangers » qui combattent en Tchétchénie.



Le seul espace qu'on avait, c'était le Conseil de l'Europe. Dans le panorama des organisations intergouvernementales, c'était la seule organisation qui continuait à discuter de la Tchétchénie, du point de vue politique et du point de vue humanitaire et des droits de l'homme. Il y avait notamment, au niveau de l'Assemblée parlementaire, quelques députés actifs qui essayaient vraiment de faire bouger les choses, mais qui se retrouvaient confrontés à l'exécutif du Conseil de l'Europe. Le secrétaire général, en particulier, était sous pression du Comité des ministres du Conseil de l'Europe. Parmi les 41 membres, des poids lourds comme la France et le Royaume-Uni étaient plutôt sur une logique de « ne pas embêter la Russie, à cause des questions de gaz, etc. ». Ils faisaient passer les intérêts stratégiques et économiques avant la situation en Tchétchénie.

[...], MSF France, adjoint à la responsable juridique de 1995 à 2005 (en français).

Le 27 janvier 2000, Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU, en visite à Moscou, lance un appel à un cessez-le-feu rapide en Tchétchénie et à la protection des civils dans la zone de guerre.



« Annan veut la fin du conflit tchétchène » **AP** (États-Unis), Moscou, 27 janvier 2000 (en anglais).

Extrait :

La Russie a été très critiquée par les États occidentaux pour son offensive sur la république séparatiste et la plupart de ces critiques s'est concentrée sur le bilan très élevé en pertes civiles et les bombardements non discriminés. La Russie a déclaré que sa campagne, qui dure depuis cinq mois, cible ceux qu'elle considère comme des terroristes.

Annan a déclaré qu'il soutenait les efforts pour extirper le terrorisme mais que « nous devons faire tous les efforts pour protéger les droits des civils et nous assurer qu'ils ne subissent pas de souffrances indues ».

« Nous aimerions que ce conflit prenne fin le plus rapidement possible », a déclaré Annan après sa rencontre avec Igor Stoïev, le président de la chambre haute du Parlement. Annan est arrivé à Moscou jeudi pour une visite de trois jours.

[...] Annan a remercié le gouvernement russe pour la protection policière qu'il a fournie à ses employés et a exprimé l'espoir que les employés de l'ONU soient bientôt autorisés à se rendre en Tchétchénie, dont l'accès est interdit aux organisations internationales.

Le 3 février 2000, les forces russes affirment avoir pris Grozny, désertée par les combattants tchétchènes depuis plusieurs jours. Tout en empêchant l'accès des équipes humanitaires, elles se livrent à un harcèlement des blessés et du personnel médical. Ainsi, Oumar Khanbiev, chirurgien et ministre de la Santé du gouvernement indépendantiste tchétchène, et son équipe sont arrêtés dans l'hôpital où ils opèrent et enfermés dans un camp « de filtration », un camp où la torture est érigée en norme d'interrogatoire. Khanbiev ayant été un contact privilégié de MSF en Tchétchénie pendant la première guerre, une prise de parole publique pour demander sa libération est envisagée. Il est finalement libéré le 18 février et maintenu en résidence surveillée à Goudermes.



« Maîtres de Grozny, les Russes font la chasse aux blessés tchétchènes » Pierre Flambot, **Le Monde** (France), 8 février 2000 (en français).

Extrait :

Le président par intérim, Vladimir Poutine, a annoncé, dimanche 6 février, la « prise finale » de la capitale indépendantiste. Sur place, quelques rares médecins tentent d'évacuer les combattants blessés qui n'ont pu s'enfuir. La ville-symbole est tombée, mais la guerre apparaît sans issue politique.

Les soldats russes font la chasse aux blessés tchétchènes qui survivent encore dans les décombres de Grozny, abandonnée par les combattants et dont le président russe par intérim, Vladimir Poutine, a annoncé, dimanche 6 février, la « prise finale ». Le sort des réfugiés qui rentrent, plus ou moins forcés, dans les territoires « libérés » inquiète les ONG. [...] Les conventions de Genève protégeant le personnel médical, les journalistes et les civils n'ont pas plus cours que celles prohibant les tortures ou les armes de destruction massive. Moscou prétend ne pas trouver d'interlocuteur tchétchène représentatif qui puisse participer au rétablissement de l'ordre fédéral, ce qui, selon le Kremlin, bloque toute solution politique. [...] En attendant, les militaires russes justifient l'interdiction d'accès humanitaire à la ville « libérée » – comme à la Tchétchénie dans son ensemble – par la nécessité de mener à bien le déminage. « C'est-à-dire qu'ils pillent maison par maison avant d'y mettre le feu, traduit Adlan. Ou qu'ils laissent eux-mêmes de nouvelles mines. Une femme a ainsi été déchiquetée en rouvrant le portail par lequel elle était sortie quelques heures plus tôt. »



« Tchétchénie » **Courriel** de l'adjoint à la responsable du service juridique MSF, au responsable de programme et aux chargées de communication, 8 février 2000 (en français).

Extrait :

Ce message du comité Tchétchénie [...] fait état de l'arrestation du chirurgien et ministre de la Santé Oumar Khanbiev (que nous connaissons bien et avec lequel il me semble que nous entretenions de bonnes relations depuis plusieurs années) et de son équipe de santé.

À mon avis, en raison de ce lien et en tant qu'organisation médicale, la question d'une prise de parole publique se pose.

La possibilité de soigner les blessés et malades pendant les conflits constitue l'un des fondements du droit international humanitaire. En outre, la mission médicale est au cœur du droit humanitaire. Avec cette arrestation (sans compter que l'on peut se

demander ce que sont devenus les blessés et malades de l'hôpital de Grozny), c'est la vocation même de MSF qui vole en éclats.
Je crois pour toutes ces raisons que nous devrions nous sentir un peu concernés par cette affaire.



« Personnel médical » **Courriel** de Brigitte Vasset, coordinatrice MSF France en Géorgie, à l'adjoint à la responsable du service juridique MSF, 13 février 2000 (en français).

Extrait :

Nous sommes « légitimes » pour nous intéresser à ces deux arrestations :

- Depuis 1995 nous connaissons Oumar Khanbiev, ministre de la Santé de Tchétchénie. Il est venu à Chatoï quand l'équipe y travaillait et a été notre interlocuteur privilégié durant toute la mission jusqu'à notre départ après l'enlèvement de Christophe. Pour détails, voir avec Vincent, mais durant l'enlèvement, il nous a aidés dans la mesure de ses moyens.

- Pour cette guerre, en décembre 1999, le gros fret de médicaments que nous avons envoyé lui a été remis. Il l'a distribué durant une réunion avec les principaux responsables des hôpitaux de Tché. Il nous a remerciés pour cet envoi (pas de lettre directe de lui, mais par un intermédiaire). N.B. : savoir si on fait état publiquement ou pas de cet envoi.

- En 1995, nous avons travaillé à l'hôpital de Kourtchaloï durant qq mois.

Enfin, en janvier, j'ai demandé des nouvelles d'Oumar Khanbiev. On m'a répondu que cela allait, mais que son frère avait été tué. [...]

Concernant la proposition de Fabien, bien sûr que je suis d'accord. Il faudrait, comme pour Babitski, les faire exister, lui et son équipe, et celle de Kourtchaloï, pour éviter qu'ils ne disparaissent. Mais il faut se dépêcher.

Je comptais en parler aux deux ambassadeurs que j'essaye de voir la semaine prochaine : États-Unis et Royaume-Uni. Si vous avez un MSG [message] plus spécifique, dites-le-moi avant.



« CICR et position de Rony sur Khanbiev » **Courriel** de l'adjoint à la responsable du service juridique MSF au responsable de programme, 18 février 2000 (en français).

Extrait :

2) Position Rony sur l'initiative Oumar Khanbiev (grosso modo) :

- La prise de parole de MSF doit être liée à la présence sur le terrain. Il est gêné par l'absence de ce lien. Malgré l'existence d'opérations MSF France en Géorgie et MSF Belgique et Hollande en Ingouchie, MSF n'est pas là où il faut.

- La prise de parole de MSF doit apporter des informations nouvelles ou en rupture avec les informations délivrées par les médias. La question des « camps de filtration » est déjà largement sortie dans la presse.

- Rony est gêné par le fait de prendre par le petit bout de la lorgnette (cette histoire individuelle) la torture de tout un peuple.

Voilà. Cette position, qui englobe en fait plus largement la question de la légitimité et des limites du témoignage à MSF, reste à mon avis très discutable. On peut envisager un échange là-dessus lors de la première réunion de lundi, encore que je pense qu'il est désormais trop tard pour envisager une prise de parole.



« Oumar » **Courriel** de Denis Gouzerh, responsable de programme MSF France, à l'adjoint à la responsable du service juridique MSF, 19 février 2000 (en français).

Extrait :

Oumar a été relâché du camp de filtration en même temps que son équipe médicale, il se trouve aujourd'hui en résidence surveillée à Goudermes sous la menace d'un chantage : « Travaillez pour nous (les Russes) ou votre équipe médicale pourrait être menacée... de retourner dans les camps (?) ».

À suivre...

Les réfugiés commencent à être forcés par les autorités russes à rentrer en Tchétchénie alors qu'aucune aide humanitaire n'y est prévue et que le pays est encore en situation de guerre.

Le 11 février 2000, Poul Nielsen, le commissaire européen au développement, à la coopération et à l'action humanitaire, s'en inquiète et demande aux autorités russes et ingouches de laisser aux organisations humanitaires le libre accès aux populations de la région, de garantir leur sécurité.

Le 16 février, Mary Robinson, la haut-commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme, demande publiquement aux autorités russes de donner l'accès de la Tchétchénie à des observateurs de la situation des droits de l'homme, qu'elle s'est elle-même vu refuser.



« Poul Nielsen se rend en Russie et dans le Caucase du Nord pour évaluer la situation humanitaire dans la région » **Communiqué de presse** de l'ECHO, 10 février 2000 (en anglais).

Extrait :

M. Nielsen a loué le rôle des agences humanitaires qui dans cette crise tentent d'améliorer le sort des déplacés. M. Nielsen a appelé les autorités russes et ingouches à fournir les garanties nécessaires, particulièrement concernant la sécurité, qui permettent aux agences humanitaires de remplir leur tâche en accord avec leurs critères et leurs conditions de travail habituels.

Dans ce contexte, M. Nielsen a souligné l'importance d'un accès libre des travailleurs humanitaires aux populations dans le besoin dans toute la région. Il a exprimé des inquiétudes concernant les rapatriements forcés de déplacés en Tchétchénie qui seraient organisés par les autorités.



« La haut-commissaire aux droits de l'homme appelle la Russie à augmenter les possibilités d'accès international à la Tchétchénie » **Communiqué de presse** de la Commission des droits de l'homme des Nations unies, 16 février 2000 (en anglais).

Extrait :

La haut-commissaire aux droits de l'homme, Mary Robinson, a appelé aujourd'hui le gouvernement russe à autoriser une observation de la situation des droits de l'homme en Tchétchénie, Fédération de Russie, et à agir face aux preuves croissantes de graves

violations des droits de l'homme pendant et après l'assaut sur Grozny et d'autres parties du territoire.

Exprimant le profond regret que le gouvernement russe n'ait pas répondu positivement à sa demande de visite à Moscou et dans les zones affectées par le conflit, ou, plus tôt, à sa proposition d'envoyer son représentant spécial dans la région, Mme Robinson a déclaré que l'absence de réponse des autorités russes à des manifestations d'inquiétude légitimes « amène à penser que les accusations de violations des droits de l'homme pourraient s'avérer fondées ».

Le 11 février 2000, le président tchétchène Maskhadov annonce le lancement d'une guerre de partisans contre les forces russes dans les montagnes de Tchétchénie.



« Maskhadov annonce le début d'une guerre généralisée de partisans » **AFP** (France), Moscou, 11 février 2000 (en français).

Extrait :

Les rebelles indépendantistes ont l'intention de lancer une guerre de partisans dans les montagnes, dans les plaines et dans chaque village de la république, a déclaré M. Maskhadov.

Les Tchétchènes ont compris que la campagne russe n'avait rien à voir avec une lutte contre le banditisme ou le terrorisme, mais qu'il s'agissait d'une guerre contre le peuple tchétchène, a affirmé le président déclaré illégitime par Moscou.

Lors du précédent conflit (1994-1996), les combattants tchétchènes avaient lancé une guerre d'embuscades et d'escarmouches contre « l'occupant » russe, leur permettant notamment de reprendre plusieurs localités.

Le président Maskhadov avait déclaré lundi son intention de reprendre la capitale, sous contrôle russe depuis près d'une semaine.

Les rebelles indépendantistes ont fui Grozny le 1^{er} février 2000 pour se replier dans le sud montagneux de la république, où les Russes mènent depuis quelques jours des bombardements intensifs. La majorité de l'opinion publique russe soutient la guerre en Tchétchénie. Ceux qui s'y opposent, membres d'organisations de défense des droits de l'homme ou de certains médias restés indépendants du pouvoir, sont censurés et réprimés.

Ainsi Andreï Babitski, le correspondant de Radio Svoboda qui couvrait les événements en Tchétchénie depuis la première guerre, est arrêté par l'armée russe le 16 janvier 2000 et accusé de « participation à bande armée ». Il est finalement échangé, début février, contre trois soldats russes. Mais il ne réapparaîtra que le 24 février, affirmant avoir été, pendant toutes ces semaines, détenu et battu dans le camp de filtration de Tchernokozovo.



« Plus de 60 % des Russes favorables à l'intervention en Tchétchénie » **AFP** (France), Moscou, 24 février 2000 (en français).

Extrait :

Environ 61 % des Russes soutiennent l'opération militaire dans la république indépendantiste de Tchétchénie, alors que seulement 19 % s'y opposent, selon un sondage de l'institut ARPI, cité jeudi par l'agence Interfax.

54 % des personnes interrogées jugent que les pertes enregistrées parmi les forces fédérales sont inévitables pour parvenir à l'extermination de tous les rebelles tchétchènes, selon ce sondage réalisé entre le 18 et le 20 février auprès de 1 600 personnes dans 49 régions de Russie.

29 % des Russes interrogés estiment toutefois que la population civile de Tchétchénie est la principale victime des hostilités et que celles-ci doivent, pour cette raison, immédiatement cesser. [...] Début février, un sondage [...] révélait que 73 % des Russes étaient favorables à la poursuite de l'offensive des forces fédérales en Tchétchénie.



« Le journaliste Babitski affirme avoir été battu par les forces russes » **AFP** (France), Moscou, 29 février 2000 (en français).

Extrait :

Babitski, 35 ans, qui couvrait la guerre du côté des indépendantistes tchétchènes pour l'antenne russe de Radio Free Europe, avait été arrêté le 16 janvier près de Grozny par les Russes qui l'avaient accusé de participation à bande armée.

« J'ai été livré à des sadiques, qui m'ont retenu au camp de concentration de Tchernokozovo. J'ai subi le traitement que reçoivent tous ceux, sans exception, qui passent par cet endroit. C'est-à-dire quelques dizaines de coups de matraque », a déclaré Babitski en soulignant que d'autres prisonniers de Tchernokozovo étaient soumis à la torture. [...]

« J'ai l'intention de faire savoir à l'opinion publique ce qui s'est passé avec moi, ce qui se passe en Tchétchénie et ce que j'ai vu. J'estime qu'il s'agit là non seulement d'une garantie de sécurité pour ma famille et moi, mais aussi, d'une certaine manière, d'un moyen d'agir sur l'arbitraire épouvantable et le cauchemar qui règnent en Tchétchénie », a-t-il déclaré. Alors que sa disparition avait suscité un grand émoi en Russie et à l'étranger, le journaliste avait réapparu vendredi au Daguestan, république voisine de la Tchétchénie, après un silence de quarante jours.

Il avait été aussitôt incarcéré par la police pour « détention de faux passeport » avant d'être libéré et renvoyé chez lui à Moscou lundi soir.

Le 23 février 2000, jour anniversaire de la déportation des Tchétchènes en Asie centrale, MSF France et MSF Belgique signent une pétition initiée par plusieurs organisations de défense des droits de l'homme, intitulée « Crime sans châtement en Tchétchénie : Vladimir Poutine poursuit l'œuvre de Staline ».



« Crime sans châtement en Tchétchénie » Pétition publiée dans **France Soir** (France), 23 février 2000 (en français).

Extrait :

Février 1944 : déportation des Tchétchènes

Février 2000 : massacre des Tchétchènes

Vladimir Poutine poursuit l'œuvre de Staline. Patriote, il ordonne de raser Grozny, permet d'achever les civils rescapés et de fusiller les combattants blessés. Humain, il écrase les villages sous les charges incendiaires et les obus à fragmentation. Moderne, il interdit aux secours médicaux de se rendre sur place. Démocrate, il muselle la presse et fait enlever le mieux informé des journalistes russes, Andreï Babitski, par ses sbires du FSB qui le rouent de coups et le livrent à des geôliers non identifiés. Efficace, il organise des « camps de filtration » où des Tchétchènes de toutes conditions sont battus à mort, sodomisés et, si possible, rançonnés.

La Russie est membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, membre à part entière du Conseil de l'Europe et de l'OSCE, invitée au G7, cliente du FMI et de la Banque mondiale. Les autorités russes ont commis ces derniers jours des crimes de guerre massifs et des actes barbares qui devront être qualifiés de crimes contre l'humanité. Mais pas un mot de condamnation, nulle esquisse de sanction n'ont émané des instances internationales. [...]

Philippe Biberson signe pour et avec Médecins Sans Frontières.

DÉCRIRE LA SITUATION OU INTERPELLER LES POLITIQUES ?

Fin février 2000, les différentes sections MSF travaillant sur la question tchétchène partagent leurs approches de la communication sur cette crise. Tandis que la section hollandaise souhaite laisser « parler d'elle-même » la description de la situation humanitaire en Tchétchénie qu'elle fait aux journalistes, la section française considère qu'elle doit interpeller publiquement le monde politique afin qu'il s'engage plus fermement sur l'aspect humanitaire du conflit.

Le 25 février, le comité de projet de la section belge donne son accord pour renforcer la communication de MSF dans la société russe, mais, pour des raisons de sécurité, souhaite limiter le témoignage public. Le 29 février, Bart Ostyns, responsable de la *task force* Caucase du Nord, s'exprime toutefois dans le quotidien *La Dernière Heure* sur la situation dans la région, les activités de MSF, les risques d'enlèvement, mais aussi sur les témoignages concernant des mauvais traitements subis dans les camps de détention des forces russes.



« Conclusions du comité de projet sur le Caucase » **Mémo** MSF Belgique, 25 février 2000 (en anglais).

Extrait :

4. Communication :

A. Bien que pour le moment il y ait peu de couverture dans la presse, et pas suffisamment de pression mise sur l'UE et les gouvernements nationaux pour faire vraiment du bruit, nous acceptons les restrictions au témoignage afin de ne pas mettre en danger nos opérations ; notre priorité est maintenant de faire tourner les opérations, ce qui semble être pour le moment la réponse humanitaire la plus efficace à cette population en danger.

Communications (compte tenu des restrictions ci-dessus) ciblant la communauté internationale devraient inclure :

- Un événement à Bruxelles afin de mobiliser les autorités européennes et l'opinion publique belge sur la situation dans le Caucase.
- Inviter une personnalité russe légitime (Elena Bonner, la veuve de Sakharov) en Europe pour qu'elle témoigne directement devant l'opinion publique occidentale de la situation dans le Caucase du Nord.
- Renforcer nos contacts avec les associations russes locales actives dans le domaine de la défense des droits de l'homme (Memorial, Les Mères de soldats russes...) et avec les organisations de défense des droits de l'homme étrangères (Human Rights Watch...).
- Fournir, si l'occasion se présente, des compétences médicales pour confirmer les atteintes physiques aux droits de l'homme.
- Recueillir des témoignages sur les violations des droits de l'homme si nous en avons l'occasion, lorsque des expatriés sont présents en Ingouchie et / ou en Tchétchénie ; remonter ces informations pour un discret plaidoyer auprès des ambassades.

Il reste à discuter de savoir si cela relève réellement du mandat de MSF – et si ce type d'activité doit être réalisé dans le cadre de l'activité opérationnelle (une expo ne peut pas avoir deux objectifs : elle est censée avoir un agenda et une durée fixés à l'avance). [...]

E. Dans la société russe il ne faut évidemment pas s'attendre à de grands changements concernant le regard porté sur le conflit par la moyenne des citoyens :

- Continuer à rassembler de l'information et de l'analyse sur l'interaction entre l'opinion publique russe et les médias russes en ce qui concerne le conflit tchétchène.
- Améliorer la compréhension du mandat et des activités de MSF en Russie.
- Par la suite, attirer l'attention des médias russes sur la situation des victimes civiles du conflit tchétchène ; non pas sur le bien-fondé ou pas de la guerre, mais sur les conséquences humanitaires de la guerre pour les civils. Méthode : contacter proactivement les journalistes russes (déjeuners de presse).

Nous avons discuté ces points avec les autres sections lundi et leur réaction a été la suivante :

- Inquiétude générale sur les conséquences d'une dénonciation en matière de sécurité.
- En conséquence, MSF Hollande ne communique pas du tout sur ses activités au niveau international, tandis que MSF France considère que sa tâche est de mobiliser le monde politique pour qu'il prenne une position plus ferme sur l'aspect humanitaire du conflit.
- MSF Hollande ne voit aucune objection à approcher le monde des journalistes, puisqu'ils considèrent que le message doit être purement et sûrement humanitaire (ne pas condamner la guerre, éviter le jugement et laisser la description de la situation humanitaire de la population civile tchétchène parler d'elle-même). [...]
- De même MSF Hollande ne croit pas qu'inviter des Russes « réputés pour leur respect des valeurs morales » à prendre la parole soit approprié, car il s'agit toujours d'une parole politique. Ce n'est pas le rôle de MSF de se joindre au mouvement antiguerre, cela ne relève pas de notre mandat.

5. MSF International :

- Toutes les sections sont opérationnellement indépendantes et s'identifient officiellement ainsi devant les autorités russes.
- Les initiatives de témoignage sont prises en commun d'une façon transparente et coopérative en fonction de la sécurité et de l'impact opérationnel potentiel.
- Veto sur les activités de témoignage en cas de risques pour la sécurité pour le personnel MSF (national et international) !
- Proposer / imposer l'obligation à toutes les sections d'informer et de discuter quarante-huit heures avant l'action de témoignage.



« Les Européens sont des cibles évidentes » Hubert Leclercq, **La Dernière Heure** (Bruxelles), 29 février 2000 (en français).

Extrait :

Le Dr Bart Ostyns a travaillé pour MSF lors de la première guerre de Tchétchénie de 1994 à 1996.

Cette fois, ce médecin de passage en Belgique doit se contenter de missions à Moscou et de visites rapides en Ingouchie.

« Tout est à faire. »

« Je suis allé en Ingouchie en décembre dernier, explique le médecin de retour en Belgique. Il est difficile de travailler là-bas. Aucune infrastructure, évidemment. Mais ça, on en a l'habitude. Par contre, on a rarement vu une telle organisation criminelle centrée sur l'enlèvement des Occidentaux. Nous sommes contraints de travailler avec des Russes qui nous avaient rejoints en 1996 en Tchétchénie. Nous les avons formés à Moscou avant qu'ils rejoignent le terrain. Mais il est difficile de communiquer autour de ce qui se passe là-bas parce que nous ne disposons pas de témoignages de première main. » [...]

« Les camps officiels ne suffisent pas. Énormément de réfugiés vivent en petites communautés dans d'anciennes usines ou des entrepôts désaffectés. C'est vers ces personnes que nous tentons d'acheminer notre aide. » [...]

Comme d'autres ONG présentes sur le terrain, MSF a recueilli des témoignages de réfugiés ayant subi de mauvais traitements dans des camps russes. « On a entendu parler de torture ou, du moins, de mauvais traitements, poursuit le Dr Ostyns, mais, comme nous ne pouvons vérifier ces affirmations, nous ne pouvons que confirmer qu'il y a des témoignages en ce sens. Plus le temps passe, plus les témoignages se succèdent. Mais il faudrait pouvoir se rendre sur place pour juger de la situation. Il ne faut pas se faire d'illusions, c'est une guerre et tous les coups sont permis. »



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF Belgique, 2 mars 2000 (en français).

Extrait :

a. La Tchétchénie.

[...] Stefaan demande quelle est la politique de communication de MSF Belgique.

Alex [Parisel, directeur général de MSF Belgique] : actuellement notre plus-value à ce niveau est limitée. MDM a gardé une présence via un réseau local depuis 1996-1997 -> réaction plus rapide et plus grande possibilité de communiquer. À court terme, nous avons donc choisi de favoriser l'ouverture d'une opérationnalité en Tchétchénie.

C'est à plus long terme que nous pourrions envisager une politique de témoignage efficace. [...] Stefaan demande quel est l'objectif opérationnel ? Il s'agit de développer une présence MSF, mais toujours sans expats : la prudence est toujours de mise, les analyses cc[concernant] la sécurité n'ont pas changé et risquent d'empirer avec la diminution de la présence militaire.

Le sentiment qui prévaut est l'optimisme, confiance en l'équipe, tout en connaissant les limites du projet (*remote control*, équipe tchétchène). C'est la première fois que nous agissons via le *remote control* dès le début d'une opération. Des moyens importants y ont été alloués (cinq pers. à Moscou).

Sentiment aussi d'impuissance car nous voudrions être beaucoup plus proches des populations. Mais se rapprocher à petits pas est indispensable pour ré-approvoiser le contexte et arriver à ce que nous voulons. Le fait qu'il n'y ait pas de mortalité accrue, et donc pas de *life-saving* a joué dans la décision d'agir avec prudence.

Les relations avec le ministère de la Santé sont bonnes. Ils acceptent le système, leur structure ne pouvant assurer de façon optimale les soins de santé. Nous avons l'appui du ministère de l'Intérieur pour la sécurité et l'approvisionnement.

Alex informe le CA de la demande qu'a faite Georges Dallemagne [parlementaire, ancien directeur général de MSF Belgique] à MSF de participer à un comité Tchétchénie. En Belgique, c'est la seule dynamique de rassemblement lancée... (contrairement à la France où il y a une mobilisation plus importante des intellectuels pour mettre en avant la question tchétchène vis-à-vis du gouvernement). Le Comité est principalement composé de Georges, de Tchétchènes et de Russes habitant la Belgique. Nous ne nous sommes pas joints à ce mouvement mais nous regrettons l'absence d'une dynamique mobilisatrice autre.

Il [Alex] se demande s'il n'y aurait pas un deal Kosovo-Tchétchénie : les Russes se taisent sur le Kosovo, nous nous taisons sur la Tchétchénie.



« CNN » **Courriel** de Kenny Gluck, conseiller régional Caucase du Nord de MSF Hollande, aux responsables Caucase du Nord du mouvement MSF, 21 mars 2000 (en anglais).

Extrait :

CNN va diffuser deux sujets pour lesquels MSF Ingouchie a donné des interviews. Vous pouvez regarder le sujet sur le système de santé tchétchène dans lequel intervient B, l'un des membres de notre personnel médical en Tchétchénie. Le sujet devrait raconter comment le système de santé s'est débrouillé pour continuer à offrir des services pendant les deux guerres et six ans sans salaires ni approvisionnement. B, qui est chirurgien, raconte comment, entouré d'hôpitaux détruits, il a continué à traiter les blessés dans une cave avec du matériel récupéré dans les ruines de la structure hospitalière où il travaillait auparavant.



Pendant la première guerre, on a travaillé dans différents hôpitaux, à Grozny, puis à Starye-Atagui puis à Chatoï. Mais pendant la deuxième guerre, on n'avait même plus cette possibilité parce qu'ils bombardaient partout. En fait, ça ne s'est pas du tout passé de la même façon que lors de la première guerre. On s'est retrouvés à être obligés de se déplacer de maison en maison pour porter assistance aux patients, à pratiquer toutes sortes d'opérations.

Si une personne est blessée, ou si elle ne veut plus ou ne peut plus participer aux hostilités pour quelque raison que ce soit, selon le droit humanitaire, elle a le droit de recevoir une assistance médicale. Mais à cette époque, on pouvait facilement se faire abattre pour avoir porté assistance.

A, Membre du personnel local de MSF recruté dans le Caucase du Nord (en russe, traduit vers l'anglais, puis vers le français par MSF).

Entre-temps, MSF Hollande a commencé à mettre en œuvre un programme de distribution de médicaments et de matériel médical dans les hôpitaux de Tchétchénie, en s'appuyant sur un réseau de chirurgiens tchétchènes, respectés de tous bords pour leur activité professionnelle pendant la première guerre.



J'ai embauché du personnel et on a vraiment commencé à travailler dans les camps en Ingouchie et à planifier des activités dans des hôpitaux en Tchétchénie : des interventions légères, un peu de soutien chirurgical, de réhabilitation de blocs opératoires, et l'identification d'hôpitaux et de dispensaires où nous pourrions apporter de l'aide. C'est là que nous avons embauché B. Avant la guerre, il était responsable du service de chirurgie dans le plus grand hôpital chirurgical de Tchétchénie et il connaissait tous les chirurgiens. Nous avons également embauché R, qui était chirurgien orthopédiste. On les a en partie embauchés parce qu'ils avaient été les chirurgiens des rebelles dans les montagnes en 1995. Donc ils connaissaient tout le monde. Ils avaient opéré un commandant très connu et ils pouvaient facilement lui rendre visite chez lui et lui dire : « On a besoin de ça, ça et ça. » Ils connaissaient tous ses combattants parce qu'ils s'étaient vraiment déplacés avec les rebelles en 1995 et 1996. Même si, sur le plan politique, ils s'en étaient distanciés. À cause de la gestion désastreuse de 1997, ils ne croyaient plus en la rébellion mais ils connaissaient les gens, ils avaient des liens personnels, des liens familiaux avec eux... Ils étaient aussi capables de travailler avec les Russes et les Tchétchènes prorusses, et ils le faisaient. C'était très important pour nous. Ils pouvaient travailler des deux côtés. Ils étaient seniors. B avait l'habitude de faire tourner un hôpital au milieu d'une guerre. Il savait acheter des médicaments au marché noir, convaincre les médecins de se mettre au travail, gérer les salaires des infirmières, etc. On avait une capacité d'autonomie dans notre organisation beaucoup plus importante avec ces seniors, qui n'avaient aucun problème à entrer dans le bureau de Kadyrov ou à aller droit chez Bassaïev et de dire : « Hé, j'ai besoin de quelque chose. Tu ne peux pas me demander d'attendre. C'est moi qui ai extrait un morceau de ferraille de ta tête. Maintenant, j'ai besoin de ton aide. » Cela nous donnait un sentiment de sécurité et une certaine capacité à nous organiser.

Kenny Gluck, MSF Hollande, conseiller et coordinateur pour le Caucase du Nord de novembre 1999 à janvier 2001, directeur des opérations de 2001 à 2005 (en anglais).



Ma famille était en Ingouchie et moi en Tchétchénie. Toute la Tchétchénie était occupée, on peut même dire « prisonnière ». Je suis venu rendre visite à ma famille en février 2000. Je n'avais aucun revenu, aucun moyen, ma famille non plus. On m'a présenté au responsable du bureau de MSF à Nazran. Et il m'a invité à un entretien avec Kenny Gluck. Je connaissais Kenny depuis la première guerre. Il était journaliste à l'époque. Au début, j'ai dit que je travaillerais un mois puis que je retournerais en Tchétchénie. Mais Kenny m'a convaincu de signer un contrat de deux mois avec MSF. Le 26 février j'étais donc au travail avec MSF. Le 3 mars nous sommes allés en Tchétchénie. Je faisais des allers-retours. Nous assistions 25 hôpitaux en Tchétchénie. Il s'agissait d'un programme de distribution de médicaments dans ces hôpitaux. Au début on n'aidait que trois ou quatre établissements, puis on a augmenté. Je continuais à faire de la chirurgie. Parfois, sur le chemin en rentrant chez moi, je devais opérer. J'avais toujours avec moi une boîte d'instruments. Il y avait énormément de blessures dues à des explosions. Et je tombais toujours sur les plus terribles.

B, Membre du personnel local de MSF recruté dans le Caucase du Nord (en russe, traduit vers l'anglais, puis vers le français par MSF).



Notre réponse en Tchétchénie a pris un peu de temps. C'était lié à certaines difficultés. Tout d'abord pour traverser la frontière et ensuite pour atteindre certains villages et sites. Un simple exemple : de la frontière entre la Tchétchénie et l'Ingouchie jusqu'à

Grozny, sur pas plus de 50 kilomètres, il y avait environ 18 check-points. Et ce n'étaient pas des check-points faits de trois bouts de bois, mais des barrières en béton avec des militaires, des tanks, contrôle des papiers et tutti quanti.

C, Membre du personnel local de MSF recruté dans le Caucase du Nord (en russe, traduit vers l'anglais, puis vers le français par MSF).

Le premier convoi d'aide du Haut-Commissariat aux réfugiés parvient à Grozny. Le personnel humanitaire décrit une population affamée, sans abri et sans soins, survivant dans une ville dévastée.



« Dans Grozny dévastée, les besoins sont immenses » **AFP** (France), Genève, 3 mars 2000 (en français).

Extrait :

Les besoins de la population de Grozny, la capitale tchétchène dévastée par les combats, sont « immenses », a déclaré vendredi à Genève le porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Ron Redmond.

« À en juger par les informations données par nos personnels qui se trouvaient dans le premier convoi du HCR à Grozny, arrivé mardi, les besoins sont immenses », a dit Ron Redmond. « Ils ont décrit une ville dévastée, à l'abandon, où se trouvent encore seulement 21 000 civils, selon des listes d'habitants établies localement. »

Les membres du HCR ont fait état de la poursuite de combats dans certaines parties de la ville. « On découvre encore des cadavres de civils dans les ruines d'immeubles, et les mines et grenades font courir de sérieux risques dans de nombreux endroits », a-t-il dit. « La sécurité est un problème et de nombreuses personnes se sont plaintes du manque de nourriture, de vêtements chauds et de soins, notamment face à des cas de tuberculose », a poursuivi le porte-parole du HCR.

PROPAGANDE RUSSE SUR LES ACTIVITÉS DE MSF DANS LE CAUCASE

En février et mars, pendant plusieurs semaines, MSF est confrontée en Fédération de Russie aux effets d'une série de rumeurs et de déclarations publiques mettant en cause la neutralité de sa présence dans le Caucase. Le 29 février 2000, le ministre de la Justice russe déclare publiquement que les forces russes ne mettent pas d'obstacle au transport par la Croix-Rouge et Médecins Sans Frontières de médicaments destinés aux combattants indépendantistes tchétchènes dans les zones montagneuses. Ces propos diffusés par les agences de presse sont interprétés comme une accusation par la chaîne russe REN TV¹³, qui demande alors aux équipes MSF de venir expliquer à l'écran pourquoi elles livrent des médicaments aux indépendantistes. Les équipes déclinent l'interview en expliquant qu'elles ne livrent pas de médicaments aux indépendantistes et décident de s'organiser pour que MSF soit mieux connue de la presse locale.

13. Chaîne de télévision commerciale indépendante mais peu populaire en Russie.



« Déclaration de MSF Tchétchénie à la presse » **Courriel** de Ton Koene, coordinateur de MSF Hollande à Moscou, au coordinateur de terrain de MSF Hollande pour le Caucase du Nord, au responsable de programme et aux directeurs des opérations et de la communication de MSF Hollande, 1 mars 2000 (en anglais).

Extrait :

1) Hier MSF Belgique a été contactée par une chaîne de télévision russe (REN) – Voici la traduction de leur requête / déclaration : [] Selon l'agence de presse ITAR-Tass, les forces fédérales n'empêchent pas les organisations internationales comme la Croix-Rouge ou Médecins Sans Frontières de fournir des médicaments aux combattants tchétchènes. Est-il vrai que MSF approvisionne les combattants tchétchènes ? Pourquoi ? Est-ce que les autorités fédérales essayent de l'empêcher ? Question : quelle est la mission de MSF en Tchétchénie ?

2) MSF Belgique et moi-même nous sommes rencontrés ce matin et avons discuté de la façon dont nous devrions répondre à cela. Via un contact au CICR, nous avons obtenu une copie d'une dépêche de Reuters. Il s'agit d'un court message au sujet de la libération de six femmes et les deux dernières phrases sont les suivantes : « Le major Nazarkine (le ministre de la Justice russe qui s'exprimait de Tchernokozovo) a déclaré que les forces fédérales en Tchétchénie ne mettaient aucun obstacle à ce que les responsables des organisations humanitaires internationales – la Croix-Rouge et Médecins Sans Frontières – transportent des médicaments pour des militants blessés dans les régions montagneuses. »

3) Donc, ce qui s'est passé, c'est que Reuters a cité cette déclaration hier (29.2.00), qu'elle a été reprise par ITAR-Tass puis repérée par REN TV. REN TV nous a alors soumis la requête ci-dessus (dans laquelle elle demande si MSF approvisionne les combattants tchétchènes en médicaments). Donc c'est REN TV qui a vraiment transformé la dépêche Reuters / ITAR-Tass en une sorte d'accusation. REN TV a demandé une interview à MSF.

4) Ce que nous avons décidé, avec MSF Belgique :

- nous informerons REN TV que nous déclinons poliment leur proposition d'interview télévisée.
- nous allons déclarer que nous ne soutenons (n'approvisionnons) pas les combattants tchétchènes en médicaments.
- si cela les intéresse de savoir comment nous travaillons et s'ils veulent un point sur nos activités, nous serons contents de le leur fournir dans les jours qui viennent (car nous avons besoin de l'accord de nos sièges pour toute déclaration publique).
- j'ai travaillé à une déclaration générale sur MSF et ses activités dans le Caucase du Nord que je viens d'envoyer à MSF Belgique pour leurs commentaires avant de l'envoyer au siège (à votre intention).
- au cas où les médias souhaiteraient une déclaration, nous pouvons la leur fournir cette semaine, mais nous voulons éviter d'être interviewés à la télévision sur un sujet politique aussi délicat. Je pense que nous devons faire attention à ne pas nous laisser entraîner dans une discussion qui ne nous concerne pas.

5) Je pense que, de toute façon, nous avons besoin d'avoir un peu de documentation préparée pour la presse, car si nous augmentons notre présence en Tchétchénie, nous serons de plus en plus scrutés par les médias. Nous devons nous y préparer. En donnant de l'info générale sur qui nous sommes, quels sont nos objectifs et ce que nous faisons (sans aller trop loin dans les détails mais en restant transparents).

Trois jours plus tard, le 4 mars 2000, c'est le général Vladimir Chamanov, commandant des forces russes en Tchétchénie, qui déclare à la télévision russe que « MSF a des intérêts qui portent préjudice à l'État russe. » Alors que MSF Hollande souhaite une simple réaction de principe à cette déclaration afin de ne pas hypothéquer ses projets d'intervention dans la région, MSF France considère cet incident comme majeur et propose une réaction forte. Après discussions, le 16 mars, une lettre au nom du mouvement MSF est envoyée à l'ambassadeur de la Fédération de Russie aux Nations unies. Elle qualifie les déclarations du général Chamanov de calomnie et pouvant mettre en danger les possibilités d'action des organisations de secours international dans le Caucase.



« À l'attention de Bart / Kenny / Denis-Didier » **Courriel** de Jean-Christophe Dollé, coordinateur Caucase du Nord de MSF Belgique, aux responsables de programme MSF Belgique et MSF France et au conseiller Caucase du Nord de MSF Hollande, 9 mars 2000 (en anglais).

Extrait :

Hello,

Voici la traduction de l'extrait de l'interview du général Chamanov à Dorenko, le 4 mars 2000 à 21 heures, sur la chaîne centrale russe ORT (propriété de l'État).

« Nous avons commis certaines erreurs lors de la précédente campagne de Tchétchénie. En fait, les services de renseignement travaillent sous la couverture de l'OSCE, Médecins Sans Frontières et autres "spécialistes". Ennemis des Russes, ils portent à dessein préjudice aux intérêts de l'État russe. Et cela nous touche, nous qui essayons d'avoir une bonne image aux yeux de l'opinion publique mondiale.

Nous ne sommes pas une république bananière. On ne nous dirige pas. Mais nous ne sommes plus non plus un pays fermé, nous avons beaucoup fait pour devenir un État normalement démocratique. »

(Original en russe – traduction non officielle de MSF Belgique à Moscou)



Échange de courriels entre Kenny Gluck, conseiller Caucase du Nord de MSF Hollande, et Bart Ostyns, task force Caucase du Nord, MSF Belgique, 9 mars 2000 (en anglais).

Extrait :

Voici une ébauche de lettre au ministre de la Défense en réponse à ses récentes déclarations. Comme je l'ai expliqué hier, le ton et le contenu sont plus informatifs que scandalisés.

À ce point je pense qu'il est essentiel que nous maintenions cette approche :

- 1) parce que nous sommes actuellement engagés dans des négociations locales pour avoir accès et que notre personnel local et expatrié va passer des *check-points* armés ce week-end ;
- 2) il serait dommageable de nous retrouver engagés dans une polémique publique avec le ministre en particulier sur le rôle de MSF. Cela affaiblirait nos possibilités d'accès et notre force de plaidoyer à l'avenir ;
- 3) cette déclaration était plutôt une remarque hors micro et n'a pas été suivie d'actions ou de restrictions contre les activités MSF ;
- 4) cette déclaration cible les agences d'aide en général et pas particulièrement MSF.

J'aimerais aussi que, quelle que soit la lettre, elle soit remise seulement après la réunion prévue mardi matin avec l'armée pour obtenir un accès plus permanent à la Tchétchénie. Il n'y a pas d'urgence particulière à répondre au ministre de la Défense. Faites-moi savoir ce que vous en pensez et vos éventuelles corrections.

Hello Kenny,

Nous avons lu ta lettre.

Évidemment, il va sans dire que nous ne devons pas mettre nos opérations en danger sur cette question (j'aurais dû l'ajouter dans les objectifs).

D'un autre côté, nous pensons que nous devons soulever la question de comment « interpréter » cette déclaration et ceci pour les mêmes raisons : notre propre sécurité – opérations et personnel.

Nos opérations ne sont-elles pas déjà mises en danger par ce type de déclarations ? Quand on connaît les conséquences :

- dans le pire des cas : un sentiment négatif envers MSF à tous les *check-points*,
- dans le meilleur des cas : encore une fois un signal que la présence humanitaire n'est pas appréciée de la hiérarchie militaire.

Je vous demanderais donc de trouver un compromis entre les deux lettres (le premier *draft*, mais sans l'esprit « nous sommes des champions » de l'introduction).

J'espère que nous arriverons à un accord.

Bart

Bart,

[...] Il me semble que nous pouvons combiner des éléments des deux ébauches. Je pense qu'il est très bon de mettre en avant les milliers de volontaires de nombreux pays qui travaillent pour MSF. Sauf s'il existe une bonne raison de ne pas le faire, je pense que nous devrions aussi mentionner les autres interventions de MSF en Russie.

Je conseillerais fortement de ne pas demander que le ministre désavoue publiquement les premières remarques de Chamanov. Demander un désaveu du ministre risque d'entraîner d'autres déclarations virulentes de Chamanov ou autre qui pourraient tourner à la controverse publique. Cela ne pourrait qu'affaiblir notre sécurité, notre capacité à travailler et notre éventuelle capacité de plaider dans la région.

J'admets que nous avons besoin de répondre, mais j'aimerais mieux qu'on s'en tienne à une déclaration se limitant à donner notre position sans scandale ni exigences. Il est extrêmement improbable qu'ils désavouent publiquement les propos de Chamanov.

Si nous provoquons une réponse, il est plus que probable qu'elle sera hostile. Je ne vois pas ce qu'on a à gagner à faire appel à l'extérieur pour apaiser notre propre indignation. À ce stade de notre intervention, cela ne vaut pas le coup de prendre le risque.

Demain, j'essayerai de combiner des éléments des deux lettres. Je vous donnerai également un coup de fil dans la matinée afin de m'assurer que nous sommes sur la même ligne.



« Teleconf Tchétchénie / Chamanov vs MSF » **Courriel** de Jean-Hervé Bradol, directeur des opérations MSF France, aux directeurs des opérations, directeurs généraux de MSF Hollande, MSF Belgique, MSF Suisse, au président de MSF International, 13 mars 2000 (en anglais).

Extrait :

Chers collègues,

Vous trouverez ci-joint un court texte décrivant la position de Paris. Le sujet est suffisamment important pour que nous ayons une téléconférence demain avant la prochaine réunion de chefs de mission à Moscou (mercredi)

[...] amicalement

Jean-Hervé [...]

Petit dossier Chamanov vs MSF [...]

Proposition de réponse élaborée jusqu'à présent par les équipes de terrain (elles doivent se réunir à Moscou mercredi prochain pour finaliser)

Cher Igor Dmitrievich,

Depuis 1971, Médecins Sans Frontières s'efforce de porter assistance aux populations en danger partout dans le monde. Aujourd'hui MSF travaille dans plus de 80 pays et nous apportons de l'aide en Russie depuis 1991.

Des millions de donateurs et des milliers de volontaires de nombreux pays participent à cette action de solidarité visant à fournir une aide médicale aux populations qui en ont besoin.

Malheureusement, certains représentants du ministère de la Défense en Russie ont mal compris les activités de MSF et ont suggéré que des agences humanitaires, dont MSF, se sont engagées dans des activités inappropriées. Ces déclarations donnent une image erronée de nos activités en Russie et affaiblissent nos capacités à fournir de l'aide en Tchétchénie.

Afin d'éviter tout malentendu dans le futur, nous saisissons cette occasion de vous informer sur les programmes de MSF en Russie et de sa mission humanitaire internationale.

MSF continuera à fournir de l'assistance aux populations qui en ont besoin en Russie. Nous espérons que les employés du ministère de la Défense montreront du respect pour cette mission humanitaire et faciliteront les activités de son personnel sur le terrain.

Pour toute question sur la mission humanitaire de MSF ou sur nos activités en Russie, n'hésitez pas à nous contacter.

Analyse

Ces déclarations sont inquiétantes pour la sécurité des équipes. Il ne s'agit pas de rajouter de l'huile sur le feu, mais une réponse inappropriée, niant la gravité des faits en parlant de « *misunderstanding* », serait encore plus dangereuse.

Face à ces déclarations, voici selon moi ce qui devrait constituer le contenu de notre réponse :

1 rappel des faits

2 caractérisation des faits

3 protestation

4 demande d'éclaircissement

Ce texte (lettre ouverte) devrait s'adresser au ministre de la Défense et au chef de l'État. Cette démarche devrait être relayée auprès de quelques « grosses » représentations diplomatiques russes à l'étranger (New York ou Washington, représentant à Bruxelles, au Conseil de l'Europe, à l'OSCE, etc.).

Par ailleurs, nous devrions faire connaître les déclarations de Chamanov et notre réaction aux diplomates impliqués sur la question russe ainsi qu'aux journalistes en charge de ce dossier.

Un exemple de lettre

Monsieur,

Nous nous permettons de vous écrire à la suite des propos tenus par le général Chamanov, le 4 mars 2000, lors d'une interview sur la chaîne de télévision d'État, ORT. Lors de cette interview, le général Chamanov a qualifié Médecins Sans Frontières d'organisation abritant des activités de renseignement visant à porter préjudice à l'État russe.

Cette déclaration, non étayée par les mentions de faits précis, constitue à nos yeux à la fois une calomnie et une menace. Nous nous permettons d'insister sur le caractère menaçant de ces propos tenus dans un contexte de guerre où les populations civiles sont lourdement frappées par l'offensive militaire en cours et où les possibilités d'action des organismes d'aide internationaux sont limitées.

Nous tenons à rappeler que l'intervention de Médecins Sans Frontières se déroule dans le respect des conventions de Genève, dont la Russie est signataire. Dans cet esprit, notre action vise uniquement à porter secours aux populations civiles et aux blessés des conflits, quels qu'ils soient.

Inquiétés par l'hostilité menaçante affichée par un membre de la hiérarchie militaire à notre rencontre, nous sollicitons, respectueusement, une clarification de votre part.

Conclusion

La réaction à ce type de problème tombe typiquement dans le champ de responsabilité des dir ops.

Le maintien d'une position du type de celle du *draft* émanant de Moscou amènerait certainement la section française à prendre une position de manière autonome.



« Re : Teleconf Tchétchénie / Chamanov vs MSF » **Courriel** de Vincent Janssens, directeur des opérations MSF Belgique, aux directeurs des opérations, directeurs généraux de MSF Hollande, MSF France, MSF Suisse, au président de MSF International, 13 mars 2000 (en anglais).

Extrait :

En réaction au « petit dossier » de JHB et comme la téléconférence est annulée, voici quelques commentaires personnels.

Je n'ai aucune idée de leur utilité à ce niveau des événements, mais je me lance.

1. Réagir ou pas ?

- À distance il est difficile de juger : comme l'affirme Thierry Durand [directeur des opérations de MSF Suisse], en Serbie nous avons fait l'objet de toutes sortes d'accusations, dont l'unique objectif était de remplir les journaux et d'espérer une réaction ; nous avons parfois répondu, parfois pas ; apparemment aucune des deux attitudes n'a eu de résultat (positif ou négatif).

Il faudrait évaluer comment la déclaration a été reçue localement.

- Presque dix jours se sont écoulés depuis et nous devrions évaluer si une réaction tardive est opportune / utile.

- Personnellement, je pense que cela vaut encore la peine de répondre, mais c'est un point de vue d'ici.

- Pour se décider sur cette réaction, il faut analyser nos objectifs ; personnellement, je crois qu'il est mieux pour notre sécurité (et notre marge de manœuvre opérationnelle sur le terrain) de corriger clairement mais respectueusement ce genre de déclaration

qui vise à discréditer MSF. Il reste difficile d'évaluer jusqu'à quel point ce genre de message (et de réponses) influence réellement la sécurité sur le terrain, mais si message il y a, je pense qu'une réponse correcte devrait réduire le risque plutôt que l'accroître.

2. Si nous répondons, quel doit être le contenu ?

- Je suis d'accord avec les points 1-3 de Jean-Hervé (rappeler les faits, les qualifier et protester), mais pas avec le 4e (demande de clarification) : nous savons ce qui se tient derrière tout cela et nous connaissons la réponse (encore un peu plus de ces accusations vagues) et le risque d'entraîner MSF dans une sorte de débat public où nous n'avons rien à gagner.

- Je pense que le texte original produit par le terrain donne l'impression (à distance) de répondre à une question, sans dire quoi que ce soit, voire que nous avons peur d'appeler un chat un chat : même les Russes ne croient pas au malentendu ; donc ne faisons pas semblant ; je préférerais ne pas réagir plutôt qu'envoyer cette seconde réponse.

- Dans la version de JHB, il y a (dans le paragraphe 3) des références à la guerre actuelle (à laquelle Chamanov ne fait pas référence) et qui peuvent également nous entraîner inutilement vers une controverse publique qui est perdue d'avance en Russie, particulièrement si elle est posée de cette façon.

3. Quelle est notre cible ?

Je pense en gros au même public que celui de l'interview ; je vérifierais donc s'il est utile et possible de l'envoyer à ORT et ne l'enverrais décidément pas au président (il ne réagira pas et tous les intermédiaires auront le sentiment d'avoir été trompés).

[...] En réaction à la conclusion de JHB, je préciserai juste que, si aucun consensus n'est trouvé et qu'une section s'exprime seule, elle doit aussi en assumer la responsabilité et signer en son nom propre. En autorisant d'autres sections à adopter leurs propres positions.



Lettre de Catherine Dumait-Harper, chargée des relations avec les Nations unies de MSF, à Sergueï Lavrov, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, mission permanente de la Fédération de Russie aux Nations unies, 16 mars 2000 (en anglais).

Extrait :

Votre Excellence,

Je vous écris au sujet des commentaires émis par le général Chamanov le mardi 4 mars 2000 lors d'un entretien sur la chaîne de télévision ORT.

Au cours de cet entretien le général Chamanov a qualifié Médecins Sans Frontières d'organisation abritant des services de renseignement portant préjudice aux intérêts de l'État russe.

Nous considérons cette déclaration, qui ne s'appuie sur aucun fait concret, comme un acte de calomnie, et en fait comme une menace. En tant que signataire des conventions de Genève, la Russie est, au contraire, sous l'obligation de s'assurer que les organisations et le personnel sont respectés et protégés et que la liberté de mouvement est garantie. La déclaration du général Chamanov met en danger les possibilités d'action des organisations d'aide internationale.

Médecins Sans Frontières travaille auprès des populations dans le besoin depuis de nombreuses années, dans plus de 80 pays à travers le monde. Notre unique légitimité repose dans la qualité de l'assistance que nous prodiguons et dans le strict respect des principes humanitaires.

En respectant totalement ces principes, Médecins Sans Frontières porte assistance à des populations en Russie depuis 1991, apparemment à la pleine satisfaction de tous les partenaires concernés.



Sur une chaîne de télévision, Chamanov déclare que notre but est d'agir contre les intérêts de l'État russe. Les autres sections ne veulent pas répondre à cela. Je ne veux pas laisser cela sans réponse. Je pense que faire l'autruche ne va pas apporter la sécurité. Il vaut mieux avoir son drapeau déployé, y compris ses messages publics, même s'ils dérangent. Vu la façon dont les services secrets nous perçoivent, cela ne sert à rien d'être discrets. Autant qu'on soit bien identifiés comme un opposant à ce qu'ils font. Et s'ils nous attaquent publiquement, il faut absolument répondre. Après, s'il nous arrive quelque chose, cela sera important de montrer qu'on avait déjà des problèmes avec eux. Je suis prêt à prendre des risques en communication. J'écris une lettre. Il n'y a pas de déclaration publique. Pour MSF Belgique, Vincent Janssens examine les deux possibilités de répondre ou pas. Thierry Durand, le directeur des opérations de MSF Suisse, n'est pas très favorable à l'idée de répondre, parce qu'il pense que ces accusations sont fréquentes. Il reprend des exemples de la guerre en ex-Yougoslavie. Au début, on veut écrire au ministre de la Défense russe. Finalement, on le fait via le bureau de New York.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008 (en français).



On a eu un gros désaccord avec MSF France. Le général Chamanov – le commandant en chef des troupes basées dans l'ouest de la Tchétchénie – est passé à la télévision. C'était une interview du terrain, quelque part dans le Caucase. Un journaliste lui a mis un micro sous le nez et il a dit que l'OSCE et MSF étaient des espions et des ennemis de la Russie. Paris et Amsterdam ont réagi différemment. Nous, nous pensions que nous devions remettre une lettre d'information au ministre de la Défense et c'est tout. MSF France voulait faire une déclaration d'une plus grande ampleur et demander une rétractation, etc. Nous on pensait qu'attaquer le général ne ferait que le provoquer – il ferait une autre déclaration et cela se terminerait par une querelle entre lui et MSF.

Nous disions que le plaidoyer devait être réservé pour parler du sort des populations, pas de MSF. Nous allions ruiner nos chances de faire du témoignage et de travailler en entrant dans une bataille publique comme si nous étions offensés parce qu'il nous aurait insultés. Ce n'était pas la question. Je pense qu'à MSF France ils étaient persuadés qu'on ne pouvait pas laisser passer de telles choses. Quand quelqu'un vous jette un gant, vous devez le ramasser. Ou bien vous montrez que vous avez peur de lui. Malheureusement, nous avons passé trois semaines à nous disputer sur ce point. On a fini par trouver un compromis, mais il était mauvais.

Kenny Gluck, MSF Hollande, conseiller et coordinateur pour le Caucase du Nord de novembre 1999 à janvier 2001, directeur des opérations de 2001 à 2005 (en anglais).

Une semaine plus tard, le 22 mars 2000, c'est l'agence de presse officielle russe ITAR-Tass qui affirme que le bureau de MSF dans la vallée de la Pankissi, en Géorgie, a été ouvert pour servir aux trafics de matériel humanitaire et d'armes des combattants tchétchènes. Ces accusations font partie de la stratégie des

autorités pour discréditer la Géorgie. Dans la vallée de la Pankissi, les équipes MSF soignent tous les blessés qui leur sont amenés, quelle que soit leur origine.



« Les boïviki [séparatistes] tchétchènes ont pénétré en Géorgie pour y imposer leurs propres lois » **Caucasus Press - ITAR-Tass**, Moscou, 22 mars 2000 (traduit du russe vers l'anglais par MSF).

Extrait :

Les *boïviki* tchétchènes qui ont pénétré sur le territoire de la Géorgie établissent leurs propres lois sur le territoire de ce pays, dans la vallée de la Pankissi. La région géorgienne d'Akhmeta s'est transformée en « petite Tchétchénie » avec toutes ses réalités criminelles. Ici, en pratique, les lois géorgiennes ne sont pas appliquées et le pouvoir réel est exercé sur la base des règles imposées par les commandants et leurs officiers. Ils annoncent ouvertement qu'ils ne retourneront pas en Tchétchénie et comptent bien rester en Géorgie.

Ils ne comptent pas élever du bétail ou se lancer dans l'agriculture. Ils ont l'intention de développer leur activités habituelles – le kidnapping, la mise en esclavage, les attaques à main armée et l'extorsion de fonds.

Selon les informations disponibles, les autorités géorgiennes essayent de prendre des contacts informels avec les autorités de la diaspora tchétchène, afin qu'elles persuadent leurs concitoyens de quitter le territoire de la Géorgie.

Toutefois leurs appels restent vains. Les Tchétchènes continuent à faire pression sur Tbilissi, réclamant la liberté de transporter de l'aide humanitaire, des armes et des munitions vers la vallée de la Pankissi. Dans ce but, des bureaux du Croissant-Rouge turc et de Médecins Sans Frontières ont été ouverts dans le village de Jokolo.



Courriel de Kenny Gluck, conseiller Caucase du Nord de MSF Hollande, à Rendt Gorter, coordinateur de terrain Caucase du Nord de MSF Hollande, et aux responsables Caucase de MSF Hollande, 29 mars 2000 (en anglais).

Extrait :

Cela fait du bien de savoir que MSF conserve une place importante dans les médias russes...

Avant que cette histoire ne se répande plus, il nous faut répondre aux récentes allégations publiées par Tass au sujet de la Géorgie. Je suis d'accord avec l'idée d'une approche « profil bas ». Je suppose que Jean-Pierre [le coordinateur de MSF France] saura mieux que nous en convaincre Paris.

Les démarches pourraient inclure l'envoi d'une lettre expliquant les activités de MSF en Géorgie. Je pourrais compléter avec un coup de téléphone et quelques rencontres.

Il serait bon que MSF établisse des contacts avec Tass et d'autres journalistes russes en Géorgie afin d'éviter que ce type de commentaires ne se renouvelle. C'est plutôt MSF France qui devrait le faire, car ils peuvent montrer qu'ils développent des activités.

La présence de MSF Hollande, qui n'a pas d'opérations, pourrait générer plus de soupçons que de compréhension.

Notre réponse à la persistante popularité de MSF dans la presse russe devrait être plus proactive, comme le prévoit d'ailleurs depuis le début notre stratégie de plaidoyer.

Avant de nous lancer dans un communiqué ou une conférence de presse, nous devrions avoir la prudence d'établir des contacts et de nous assurer une certaine compréhension

de la part de nos interlocuteurs. [...] Mettre notre nom sur le devant de la scène peut aider certains à mieux comprendre nos activités, mais participer aussi à nous mettre dans le collimateur de certains autres.

2) Nous devons certainement travailler à montrer plus de transparence vis-à-vis des diverses structures de pouvoir. Cela signifie des rapports plus réguliers aux ministères de la Santé, des Affaires étrangères ou à qui que ce soit d'autre qui serait intéressé.

Il va nous falloir porter beaucoup d'attention à la façon dont nous présentons nos activités, sans nous laisser bercer par l'illusion que cela transformera notre réputation, déjà bien assise, auprès des responsables aux plus hauts niveaux des structures militaires et sécuritaires.

Nous ne devons pas faire pression pour avoir accès à Grozny à très haut niveau, comme si c'était une façon de faire passer des informations aux décideurs clés. Je pense que ce type de requête générerait un sentiment de suspicion inutile et diminuerait aussi nos chances d'avoir accès à Grozny.

On nous a dit que nous ne pouvions pas aller à Grozny, mais je pense que nous pouvons remédier à cela au niveau local, puisque nous avons accès partout ailleurs en Tchétchénie. Une fois que nous aurons l'accès, nous pourrions être plus agressifs dans notre volonté de transparence de nos activités.



Cela se faisait comme cela venait, les patients débarquaient, et on les soignait... Je pense que le kidnapping de Christophe avait fortement influencé l'histoire. Le responsable de programme était parti dans l'idée que si on voulait pouvoir travailler de manière un peu sécurisée, il fallait un accord prioritaire avec un clan. Dans la Pankissi, les premiers contacts que MSF avait eus, c'était avec un businessman tchétchène. Le responsable de programme l'avait rencontré et s'était mis un peu sous sa protection. Par exemple, quand on est arrivés là-bas, les gars qu'on avait employés pour la sécurité nous avaient été recommandés par lui. Et lui, il était proche des réseaux de combattants. Donc, à travers ce réseau de la Pankissi, il est certain qu'on soignait des combattants. Mais il ne s'agissait pas non plus d'un nombre important de patients. Et puis la question était plus compliquée qu'elle n'en a l'air, parce que dans les fractions de combattants tchétchènes il y avait « les barjots et les moins barjots », les radicaux et les modérés. Mais on se posait quand même des questions. J'avais hérité de cette situation et j'étais mal à l'aise. J'en avais parlé.

Dr Eric Comte, MSF France, coordinateur de projet dans la vallée de la Pankissi (Géorgie) de décembre 1999 à avril 2000, responsable de terrain Caucase du Nord d'avril à septembre 2000 (en français).



Je suis allé rendre visite à l'un des contacts de MSF Hollande dans la vallée de la Pankissi, en Géorgie, et il m'a parlé d'activités de l'équipe dont je n'avais pas été mis au courant sur le moment. Il m'a dit : « Je suis vraiment reconnaissant. Vous avez évacué 10 membres d'une famille qui étaient en train de mourir de froid dans les montagnes, horriblement blessés. Certains d'entre eux avaient déjà été amputés et agonisaient sur la neige et vous avez organisé un vol pour les transporter à l'hôpital de Tbilissi. S'ils sont vivants aujourd'hui, c'est grâce à vous. » MSF Hollande a aussi fait passer des camions pleins de médicaments à travers les montagnes, vers certaines structures chirurgicales, sans avoir aucun contrôle sur leur destination finale. Quand je l'ai découvert, j'ai pensé : « OK, là ça va un petit

peu trop loin. » J'étais très strict avec les rebelles et on ne leur donnait rien. On utilisait seulement les structures qu'on considérait comme ouvertes à tous et pas celles des rebelles.

Kenny Gluck, MSF Hollande, conseiller et coordinateur pour le Caucase du Nord de novembre 1999 à janvier 2001, directeur des opérations de 2001 à 2005 (en anglais).

Début avril 2000, les Nations unies passent avec la Fédération de Russie un accord de collaboration qui définit le cadre de leurs opérations humanitaires en Ingouchie et en Tchétchénie. Les modalités de cet accord, qui imposent en particulier des escortes armées, sont considérées par les deux parties comme s'appliquant à l'ensemble des acteurs humanitaires. MSF refuse d'utiliser ces escortes et rappelle ses principes opérationnels d'indépendance.



« **Notes internes** sur le rendez-vous Tchétchénie-Ingouchie du 4 avril avec OCHA » Laura Brav, adjointe à la chargée des relations de MSF avec l'ONU, Kenny Gluck, conseiller Caucase du Nord de MSF Hollande, 4 avril 2000 (en anglais).

Extrait :

Kenny a alors abordé la question de l'impartialité. MSF s'inquiète du recours à des escortes armées russes. Les soldats tchétchènes ne font plus la différence entre les ONG et EMERCOM, ce qui met en danger l'indépendance des ONG. [...] La discussion est revenue sur l'accord-cadre [MoU] qui stipule que les Russes doivent fournir des « modalités ». Kenny a dit que le HCR avait créé un précédent fâcheux en utilisant des gardes russes, dont certains ont même été impliqués dans des atrocités. David a répondu que le gouvernement russe insistait pour que les Nations unies opèrent à travers EMERCOM. Kenny a répliqué que c'était aussi ce qu'ils demandaient à MSF, mais que MSF avait discuté avec les responsables d'EMERCOM et négocié un accord lui permettant de travailler de façon indépendante. Une fois informée de cela, Moscou a laissé filer. Interrogé sur le retour des réfugiés, Kenny a répondu que nombre d'entre eux souhaitaient rentrer, même si cela était dangereux. Ils ne sont qu'à trente minutes en voiture de Grozny. Reste qu'un sérieux désaccord persiste sur les raisons qui les empêchent de rentrer maintenant.

En ce qui concerne la coordination sur le terrain, Kenny a expliqué que le problème résidait dans le fait que les ONG avaient des opinions différentes sur la sécurité, sans parler des différences entre les ONG et l'ONU. [...]

Kenny a dit que MSF était frustrée par la peur manifestée par l'ONU vis-à-vis de la Russie, étant donné la facilité avec laquelle les Russes pourraient expulser MSF de la région. Ils ont déjà accusé MSF d'espionnage. Il a fait remarquer que les Russes ne pourraient pas se comporter de la même façon avec l'ONU, car c'est le seul « club » dans le monde au sein duquel la Russie a encore une place de superpuissance et les Russes ordinaires font preuve d'un respect craintif vis-à-vis de l'ONU. Il a demandé à OCHA de tenir compte de cela quand les Nations unies font des déclarations sur la protection et l'accès humanitaire. D'un autre côté, les Tchétchènes ont le sentiment que les Nations unies les ont trahis lors de la dernière guerre.

Sur le plan diplomatique, les États et les institutions internationales poursuivent leurs déclarations indignées, qui restent sans effet. Le 13 mars 2000, la délégation envoyée à Moscou et dans le Caucase du Nord par l'APCE pour observer la mise en œuvre des recommandations qu'elle a émises en janvier appelle à un cessez-le-feu bilatéral. Elle demande aux autorités russes d'enquêter sur les violations des droits de l'homme et les crimes de guerre, et de laisser les organisations humanitaires accéder librement à la région. Elle demande également l'ouverture de négociations avec les « *représentants tchéchènes élus* ». Début avril, l'APCE vote unanimement en faveur d'une suspension de la Russie si cette dernière ne recherche pas immédiatement une solution de paix en Tchétchénie et ne met pas fin aux violations des droits de l'homme. Moscou lui répond en lui conseillant, en substance, de se mêler de ses propres affaires.



« **Résultats d'enquête** de la mission de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Moscou et dans le Caucase du Nord », Moscou, 13 mars 2000 (en anglais).

Extrait :

« Cela dépasse l'entendement qu'au début du xxe siècle une ville européenne telle que Grozny puisse être systématiquement détruite par les forces armées de son propre gouvernement », a déclaré Lord Judd, le chef de la délégation de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, à l'issue de sa mission d'enquête à Moscou et dans le Caucase du Nord du 9 au 12 mars.

L'objectif de la mission était d'observer les progrès réalisés par les autorités russes concernant les requêtes émises par l'Assemblée parlementaire lors de sa session de janvier 2000.

La délégation a été profondément perturbée par la détresse et le traumatisme des civils à la suite de l'usage de la force non discriminé et disproportionné de la part de l'armée russe.

Elle appelle à un cessez-le-feu immédiat, qui soit respecté des deux côtés, et à des accords pour garantir un accès libre et sécurisé aux agences humanitaires de la zone.

Dans le même temps, elle demande au gouvernement russe de commencer sans délai des négociations pour trouver une solution politique au conflit avec les représentants tchéchènes élus et d'autres Tchétchènes influents.

Ces discussions pourraient aussi impliquer l'administration provisoire tchéchène. La délégation soutient fermement la proposition d'une conférence régionale sur le Caucase du Nord, avec la participation de représentants choisis par les Tchétchènes. Elle croit qu'en Tchétchénie les deux parties commettent de graves violations des droits de l'homme et des crimes de guerre.

Des témoins visuels rapportent des faits de massacres et de harcèlement par les forces russes, ainsi que d'actes de violence inacceptables de la part de combattants tchéchènes, l'application de la charia et les prises d'otages.

En conséquence, la délégation appelle les autorités russes à intensifier l'enquête sur les accusations de violations en coopération avec les représentants internationaux. Elle presse également le Parlement russe de mettre en place sans délai une commission spéciale chargée d'enquêter sur ces crimes. Au-delà, elle souligne l'importance de donner à tous les prisonniers l'accès à des conseils juridiques et appelle à la libération des prisonniers.



« La rebuffade des Européens relance la crise d'identité de la Russie. L'acte du Conseil est peut-être le signe d'un éloignement croissant » R.C. Longworth, **Chicago Tribune** (États-Unis), 9 avril 2000 (en anglais).

Extrait :

Le Conseil de l'Europe, une institution dont la réputation en temps normal est plutôt basée sur le discours que sur les actes, a posé à Vladimir Poutine la question à laquelle elle-même n'avait jamais réellement voulu répondre :

Est-ce que la Russie est une nation européenne ? Souhaite-t-elle vraiment appartenir à l'Europe et à l'Occident ? jusqu'à quel point ?

La semaine dernière, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a voté en masse la suspension de l'appartenance de la Russie jusqu'au moment où celle-ci commencera à rechercher à établir la paix en Tchétchénie et à mettre fin aux violations des droits de l'homme dans ce pays.

La recommandation du Parlement de suspendre la Russie doit être approuvée à l'unanimité par les 40 autres gouvernements de cette organisation composée de 41 nations. Cela peut prendre des mois. Avant cela, les diplomates vont essayer d'organiser une confrontation.

Même si la suspension prend effet, dans la pratique la Russie ne se verra infliger aucune sanction. Le Conseil n'a qu'un statut consultatif et peu de pouvoirs.

Il n'a aucun lien avec l'Union européenne, une union économique qui a une réelle influence sur les économies des 15 nations d'Europe de l'Ouest, ni avec l'OTAN, l'alliance de défense transatlantique.

Malgré tout, le vote du Parlement du Conseil est cinglant. C'est un acte hautement symbolique qui met en question le droit de la Russie de se considérer comme faisant partie de l'Europe.

Les Russes eux-mêmes ne se sont jamais vraiment positionnés sur cette question, si bien que le vote est un défi au rôle de la Russie en Europe, à ses relations avec l'Occident et à son identité profonde.

Le Conseil de l'Europe considère qu'il incarne les valeurs européennes. Il a été créé en 1949 par 10 nations d'Europe de l'Ouest, avec pour mandat de promouvoir la démocratie et de « protéger et mettre en œuvre les idéaux et les principes qui constituent son héritage commun ».

Le 22 avril 2000, à l'occasion de la visite dans son pays de la « troïka » européenne, composée des ambassadeurs du Portugal, de la France et du représentant de l'Union européenne en Russie, le président ingouche, Rouslan Aouchev, plaide en faveur d'un dialogue entre les responsables russes et le président tchétchène, Aslan Maskhadov. La troïka, qui n'a pas pu entrer en Tchétchénie, déclare insuffisants les efforts humanitaires de la Russie en faveur des civils tchétchènes.



« L'Ingouchie plaide pour un dialogue Poutine-Maskhadov auprès des Européens » **AFP** (France), Moscou, 22 avril 2000 (en français).

Extrait :

Rouslan Aouchev, le président de l'Ingouchie, une république frontalière de la Tchétchénie, a plaidé samedi en faveur d'un dialogue entre Moscou et le président

indépendantiste Aslan Maskhadov lors d'une visite de la « troïka » européenne dans cette république du Caucase du Nord. [...]

« Il est nécessaire qu'un certain nombre de questions soit discuté avec le président légalement élu de Tchétchénie, Aslan Maskhadov », a fait valoir le président Aouchev, qui a joué à plusieurs reprises le rôle d'intermédiaire entre Moscou et Grozny, capitale de la Tchétchénie.

« Il (Maskhadov) est le seul avec qui le problème de la Tchétchénie doit être résolu, car il n'y a personne d'autre du côté tchétchène qui ait un droit légal ou moral de représenter la Tchétchénie dans des négociations », a ajouté le président Aouchev, dont la république accueille la majorité des réfugiés tchétchènes.

Moscou n'a pourtant guère laissé d'espoir vendredi sur un dialogue avec le président indépendantiste, estimant que ce dernier ne contrôlait pas suffisamment ses chefs de guerre pour être un interlocuteur valable.

Tout en reconnaissant avoir reçu des propositions de paix, les avoir amendées et retournées au président indépendantiste, le président russe Vladimir Poutine a continué à traiter ce dernier de « criminel ».

Moscou ne reconnaît plus la légitimité du président tchétchène, élu en 1997, depuis le lancement de son offensive terrestre contre la Tchétchénie, le 1^{er} octobre dernier. Une enquête criminelle pour « rébellion armée » a également été ouverte contre lui. [...]

La « troïka » européenne devait terminer sa visite dans le Caucase du Nord samedi après s'être notamment rendue en Tchétchénie la veille. [...]

Selon l'agence Interfax, la « troïka » s'est présentée au poste de contrôle de Kavkaz 1, à la frontière entre l'Ingouchie et la Tchétchénie, mais l'hélicoptère des autorités russes qui devait la transporter en Tchétchénie n'était pas au rendez-vous.

La visite de la « troïka » – l'ambassadeur portugais José Luis-Gomes, l'ambassadeur de France Hubert Colin de Verdière, le représentant de l'UE en Russie Gilbert Dubois – a notamment pour but de « mieux préparer le sommet Russie-UE » du 17 mai à Moscou, selon l'ambassadeur portugais.

La délégation a jugé vendredi que les efforts humanitaires de la Russie en faveur des civils tchétchènes étaient insuffisants.

Le 9 juin 2000, le Sénat des États-Unis vote une résolution condamnant la politique brutale des forces russes en Tchétchénie, lui demandant de cesser immédiatement ses opérations militaires et de donner l'accès aux organisations humanitaires internationales. Il presse également l'administration Clinton de rencontrer les représentants du gouvernement tchétchène élu et condamne fermement son manque d'initiative.



« Le Sénat approuve la résolution Helms sur la Tchétchénie » **Communiqué de presse** du Sénat des États-Unis, 9 juin 2000 (en anglais).

Extrait :

Le Sénat a approuvé ce matin par vote à main levée un amendement introduit par le président de sa commission des affaires étrangères, Jesse Helms, [...] condamnant la politique brutale de la Russie en Tchétchénie et demandant instamment à la secrétaire d'État de rencontrer les représentants du gouvernement tchétchène librement élu. Ce que les plus hauts responsables du département d'État se sont toujours refusés à faire.

La résolution appelle également le gouvernement russe à cesser immédiatement ses opérations militaires en Tchétchénie et à autoriser les organisations humanitaires internationales à accéder aux victimes du conflit.

En septembre 2000, après une nouvelle visite d'une délégation en Tchétchénie, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe reconnaît les efforts entrepris par la Russie pour mettre en œuvre des institutions chargées de surveiller le respect des droits de l'homme. Toutefois, elle presse à nouveau les autorités russes d'agir pour que cessent les abus et les violences et d'enquêter sur les coupables. Elle demande également des mesures d'urgence avant l'arrivée de l'hiver et le libre accès des organisations humanitaires en Tchétchénie.



« L'Assemblée demande instamment à la Russie d'agir sans délai en Tchétchénie »
Communiqué de presse de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 28 septembre 2000 (en anglais).

Extrait :

L'Assemblée a répété aujourd'hui qu'elle était convaincue que la conduite de la campagne militaire de la Fédération de Russie en république tchétchène et les violations des droits de l'homme qui en ont résulté étaient inacceptables au regard des principes et des objectifs du Conseil de l'Europe. [...]

L'Assemblée a toutefois reconnu qu'il y avait eu quelques développements encourageants tels que le début du travail des organes des droits de l'homme mis en place par la Fédération de Russie dans le cadre du conflit tchétchène, à savoir le bureau de M. Kalamanov, représentant spécial du président de la Fédération de Russie pour assurer les droits et les libertés de l'homme et des citoyens en république tchétchène, la commission de la douma d'État sur la normalisation de la situation politique, sociale et économique, et sur la protection des droits de l'homme en république tchétchène, et la Commission publique nationale sur les enquêtes criminelles et le respect des droits de l'homme dans le nord du Caucase. [...]

Les parlementaires ont aussi invité instamment la Russie à prendre sans délai des mesures sur la base du travail des organes précités afin que les services du procureur militaire engagent des poursuites criminelles systématiques, crédibles et complètes à l'encontre des membres des forces fédérales impliqués dans des crimes de guerre ou dans d'autres violations des droits de l'homme ; à faire cesser toutes les pratiques illégales aux postes de contrôle, notamment le harcèlement et l'extorsion de fonds, et à limiter activement le nombre de ces postes au strict minimum ; à faire cesser toutes les arrestations et détentions illégales ou arbitraires ainsi que les mauvais traitements physiques ou psychologiques des personnes détenues ; à prendre des mesures immédiates afin de clarifier le sort de toutes les personnes disparues ; à rétablir un système judiciaire efficace en république tchétchène ; à accélérer la délivrance des documents d'identité ; à indemniser les victimes pour la perte ou la destruction de leurs biens durant le conflit ; à accélérer le retour des réfugiés et des personnes déplacées dans leurs propres foyers et, entre-temps, à assurer pleinement le respect de leurs droits, leur sécurité et leur dignité.

L'Assemblée a instamment invité la Russie à accélérer sa recherche d'une solution politique au conflit, notamment par des négociations sans conditions préalables avec des dirigeants civils et avec le commandement militaire tchétchène ; à enquêter sur tous

les massacres de civils dont se seraient rendues coupables les troupes russes ; à limiter ses opérations de maintien de l'ordre en république tchétchène à ce qui est absolument nécessaire pour assurer la protection de ses propres forces et de la population ; à y assurer la liberté de circulation de la population civile et des médias.

L'Assemblée a également appelé à la mise en œuvre de mesures d'urgence afin d'assurer aux réfugiés et aux déplacés un logement adéquat pour l'hiver, le chauffage, la nourriture, les soins médicaux et une éducation, avec l'aide financière des organisations adéquates. Elle souligne que les organisations humanitaires internationales et les ONG désireuses de commencer leurs opérations doivent se voir garantir l'accès à la République et appelle également les gouvernements des États membres du Conseil de l'Europe à apporter sans délai un soutien généreux à la réhabilitation humanitaire et à sa reconstruction.

MSF saisit toutes les occasions pour interpellier les États et les institutions internationales sur la situation en Tchétchénie. Le 12 avril 2000, à l'occasion de la visite en Russie d'une délégation de l'OSCE, MSF Hollande, relayée par MSF États-Unis, diffuse un communiqué de presse appelant l'organisation à installer une présence indépendante de contrôle en Tchétchénie.



« MSF demande la présence d'observateurs indépendants en Tchétchénie »
Communiqué de presse de MSF Amsterdam / New York, 11 avril 2000 (en anglais).

Extrait :

À l'occasion de la visite en Russie de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'organisation de secours médical international Médecins Sans Frontières (MSF) demande instamment à l'OSCE de mettre en place des observateurs en Tchétchénie.

« Les combats continuent et les actes de violence à l'encontre des civils restent courants », a déclaré Rendt Gorter, le coordinateur de MSF en Tchétchénie. « Des observateurs indépendants permettraient de mettre ces actes au grand jour et de réduire les craintes. »

MSF est inquiète de la situation qui prévaut en Tchétchénie. Ses équipes médicales ont constaté que de nombreuses structures médicales avaient été gravement endommagées. Elles ont également constaté un manque important de médicaments et de matériel médical. Les premières évaluations confirment un besoin énorme d'aide humanitaire, mais l'accès des organisations humanitaires en Tchétchénie reste hasardeux.

L'accès des civils aux structures de santé qui fonctionnent encore est limité en raison de l'insécurité ambiante – en particulier le soir et la nuit, à cause des couvre-feu et des postes de contrôle.

Les gens ont peur et hésitent à se déplacer. Ils ne peuvent donc se rendre dans un centre de soins au moment précis où ils en ont besoin. C'est ainsi que certains patients se présentent avec des complications qui auraient pu être évitées.

La situation sanitaire en Tchétchénie demeure précaire. Les conditions de vie déplorables, les abris surpeuplés et le manque d'hygiène ont pour effet un nombre élevé de cas de maladies de peau, de diarrhées, d'infections gastro-intestinales et autres, en particulier chez les enfants.

De nombreuses blessures par balles parmi les civils, dont des vieillards, des femmes et des enfants, ont également été constatées.

Rendt Gorter prévient : « Des milliers de personnes souffrent de maladies qui pourraient être évitées. Le retour de seulement une partie des déplacés va augmenter la population à risque et accentuer la pression sur une infrastructure déjà totalement inadaptée. » La population qui reste sur le territoire tchétchène est estimée à environ 350 000 personnes. Le personnel de santé continue à remplir sa tâche, malgré un manque désespéré de médicaments et de matériel médical. « Il est impressionnant de voir comment le personnel de santé travaille dur à essayer de maintenir ses services. Des équipes médicales travaillent dans des bâtiments quasiment en ruine. Mais c'est stimulant de voir médecins et infirmières prendre marteaux et pelles pour essayer de réparer leurs postes de santé », constate Gorter.

Le 30 mai 2000, c'est MSF Autriche qui consacre sa conférence de presse annuelle à la Tchétchénie et organise une série de briefings avec les 10 plus importantes délégations à l'OSCE, dont la présidence est occupée par l'Autriche.



Courriel de Gabi Faber-Wiener, directrice de la communication MSF Autriche, aux responsables Caucase du Nord du mouvement MSF, 9 juin 2000 (en anglais).

Extrait :

Chers tous,

Comme certains d'entre vous le savent déjà, notre conférence de presse annuelle qui s'est tenue mardi était consacrée principalement à la Tchétchénie. Il y a une raison à cela : l'Autriche préside cette année l'OSCE et nous plaçons très fortement pour que celle-ci renforce sa présence dans la région. Pour cette raison, nous avons organisé la veille de la conférence de presse un briefing de l'OSCE avec les 10 plus importantes délégations (France, États-Unis, Allemagne, Royaume-Uni, Portugal, Suisse, Danemark, Norvège, Roumanie, Finlande). Le coordinateur de MSF Hollande dans le Caucase du Nord a fait une présentation impressionnante sur la situation en Tchétchénie et a projeté une vidéo de Grozny et des activités de MSF dans la région. Nous avons eu une discussion très ouverte et très constructive avec l'OSCE et nous avons été très clairs sur la nécessité d'une forte présence dans cette zone.

Les résultats de la diplomatie sont toujours difficiles à évaluer, mais notre briefing a permis de passer aux membres de l'OSCE un message important sur la nécessité d'adopter une approche plus forte que celle qui prévaut actuellement.

(Et maintenant voilà qu'ils nous demandent quelle maison ils doivent louer à Znamenskoïe !)

La conférence de presse elle-même s'est très bien déroulée. Notre message principal : la guerre en Tchétchénie continue même si elle a disparu des écrans de télévision. Nous n'avons pas de nouveau message, donc, avec l'accord de MSF Hollande, nous n'avons pas diffusé de communiqué de presse international. Ce fut une opération de témoignage classique mais efficace, basée sur l'expérience et la personnalité du coordinateur. Nous avons clairement dit à la presse qu'il nous était difficile de formuler des exigences politiques concrètes qui pourraient mettre en danger notre personnel sur le terrain et que nous préférons nous concentrer sur le témoignage. En conséquence ce sont les médias qui ont ajouté des commentaires politiques à nos histoires. Cela a donné plusieurs excellents et longs articles dans les journaux autrichiens (quantité exacte inconnue à ce jour), 5 interviews à la radio et une à la télévision.

Le 8 juin 2000, Vladimir Poutine place la Tchétchénie sous administration directe de sa présidence et nomme à sa tête Akhmad Kadyrov, un chef religieux et chef de clan, ancien partisan des indépendantistes. Pendant tout le mois de juillet, les rafles organisées par la police dans les familles et les attaques-suicides qui s'ensuivent se multiplient en Tchétchénie. Un nouveau flux de déplacés tchétchènes arrive en Ingouchie et les conditions de circulation des travailleurs humanitaires en Tchétchénie se détériorent. En septembre, Akhmad Kadyrov déclare que l'aide de la Russie en Tchétchénie est insignifiante. Il affirme que les Tchétchènes pourraient bien se soulever face à la politique d'abus menée par les forces russes, qui selon lui empêche la résolution du conflit. Il conteste toutefois la réalité des milliers de disparitions signalées par le Conseil de l'Europe.



« Poutine place la Tchétchénie sous administration présidentielle directe » **AFP** (France), Moscou, 8 juin 2000 (en français).

Extrait :

Le président russe, Vladimir Poutine, a placé jeudi par décret la Tchétchénie sous administration présidentielle directe, a annoncé le secrétaire du Conseil de sécurité, Sergueï Ivanov, cité par l'agence Interfax.

« Le président a pris sur lui tout le poids du pouvoir en Tchétchénie », a précisé M. Ivanov. [...] L'administration directe de la république indépendantiste, présidentielle puis fédérale, restera en vigueur deux à trois ans, jusqu'à l'élection d'un organe législatif du pouvoir national en Tchétchénie, a estimé M. Ivanov, cité par Interfax.

[...] Le président américain, Bill Clinton, avait une nouvelle fois critiqué la guerre en Tchétchénie, lundi à Moscou, appelant à une « solution politique ».

« Il est logique de penser que la composante politique (du conflit) va maintenant considérablement se renforcer », a commenté jeudi le représentant du Kremlin pour la Tchétchénie, Sergueï Iastrjembksi, tout en précisant que ce décret ne marquait pas la fin de « l'opération antiterroriste en Tchétchénie », selon Interfax.

[...] Le chef de l'administration en Tchétchénie, qui devrait être nommé rapidement, sera « le chef du pouvoir exécutif dans la république tchétchène », selon le décret.



« **Sitrep** MSF Hollande Caucase du Nord » 3 juillet 2000 (en anglais).

Extrait :

L'administration tchétchène dirigée par Akhmad Kadyrov, qui a été nommé par le président russe, Poutine, début juin, a finalement pris ses fonctions le 20 juin après un délai de plusieurs jours.

La nomination de Kadyrov a provoqué la démission d'un grand nombre de chefs de l'administration locale protestant contre le soutien passé de Kadyrov aux rebelles séparatistes et son « fanatisme religieux ».

[...] Les séparatistes tchétchènes ont largement développé l'utilisation de poseurs de bombes suicides, qui a commencé début juin. Les 2 et 3 juin, des attaques-suicides ont eu lieu sur cinq avant-postes russes.

[...] L'accès des organisations humanitaires à la Tchétchénie s'est détérioré à la suite des récentes attaques des insurgés sur les avant-postes russes. Le Conseil danois pour les réfugiés, qui est le plus grand fournisseur d'aide alimentaire en Tchétchénie, a annoncé la suspension de ses opérations en Tchétchénie après qu'un convoi de 16 camions n'a

pas été autorisé à franchir un poste de contrôle en Tchétchénie pendant cinq jours consécutifs. Les convois d'ACF [Action contre la faim] ont également rencontré des difficultés croissantes à franchir les postes de contrôle russes.

Les véhicules MSF ont pu généralement franchir les postes de contrôle, même si certains jours, en particulier ceux qui ont suivi les attaques-suicides, le passage leur a été interdit. MSF discute actuellement de la fourniture de nouveaux laissez-passer avec les représentants du gouvernement russe en Tchétchénie.



« L'administrateur de la Tchétchénie dénonce l'insuffisance de l'aide russe »
Françoise Michel, **AFP** (France), Moscou, 26 septembre 2000 (en français).

Extrait :

« L'aide de Moscou est tout à fait insignifiante. Il n'y a pas de programme pour reconstruire l'économie. Nous avons seulement reçu de l'argent pour payer les retraites et les allocations sociales, et financer un peu la santé et l'enseignement », a déclaré à l'AFP l'ex-mufti de Tchétchénie nommé à la tête de la république le 12 juin dernier par Vladimir Poutine.

« Toute l'aide humanitaire est reçue par l'Ingouchie, une république frontalière de la Tchétchénie qui accueille la majorité des réfugiés », a critiqué le responsable.

« L'Ingouchie exagère le nombre des réfugiés », a-t-il affirmé, évaluant le nombre de ces derniers à un maximum de quelque 115 000 personnes.

Selon le président ingouche, Rouslan Aouchev, cette république compte quelque 200 000 réfugiés.

« Actuellement nous ne recevons qu'un soutien moral de Moscou alors que la situation est très difficile. Les gens n'ont pas de toit, pas de travail », a souligné l'ex-mufti, qui s'est battu aux côtés des indépendantistes pendant le 1^{er} conflit russo-tchétchène (décembre 1994-août 1996).

Il a affirmé avoir rompu avec Aslan Maskhadov après les incursions en août 1999 de combattants islamistes radicaux au Daguestan dirigés par les chefs rebelles Chamil Bassaïev et Khattab. Il a reproché également à Maskhadov d'avoir toléré le développement du wahhabisme (fondamentalisme musulman) dans la république russe.

Akhmad Kadyrov a reconnu qu'il disposait de pouvoirs limités, la douma (chambre basse) n'ayant toujours pas adopté la loi sur le statut de l'administration tchétchène.

« Ni l'armée ni les forces de l'Intérieur ne me sont subordonnées, même si nous travaillons ensemble. Il aurait été souhaitable qu'il y ait un seul commandant [...], mais ce n'est pas réaliste », a-t-il ajouté.

Il a une nouvelle fois averti que les exactions des forces russes pourraient conduire à des « troubles » dans la république indépendantiste.

Il a cependant contesté le chiffre de 18 000 disparitions avancées jeudi dernier par le secrétaire général du Conseil de l'Europe, Walter Schwimmer, lors d'auditions sur la Tchétchénie à la douma.

« 18 000 disparus n'est pas un chiffre réaliste. Il y a environ 400 localités en Tchétchénie, il devrait y avoir au moins 40 disparus dans chaque village, ce qui n'est pas possible », a déclaré à l'AFP l'ex-mufti de la république.

« Les disparus peuvent se compter par centaines, mais pas par milliers. On peut parler de 18 000 morts, mais pas de 18 000 disparus », a-t-il souligné.

Il a rappelé que le représentant du Kremlin en Tchétchénie, Vladimir Kalamanov, avait récemment fait état de 379 disparitions recensées depuis le début de l'intervention russe en Tchétchénie, le 1^{er} octobre 1999.

M. Schwimmer n'a pas donné d'indications précises sur l'origine du chiffre qu'il a cité. Akhmad Kadyrov a reconnu que les indépendantistes étaient loin d'être défaits même s'ils sont « désunis », car ils ont « assez de forces pour se livrer à des actes terroristes ». Considéré comme un « traître » par les indépendantistes qui ont mis sa tête à prix, Akhmad Kadyrov assure « qu'il s'est habitué à vivre » avec cette menace après avoir échappé à plusieurs attentats.

PRUDENTES REPRISES DES OPÉRATIONS DE MSF DANS LE CAUCASE DU NORD

Le programme de MSF Belgique en Ingouchie, orienté vers les soins de santé aux femmes, est entièrement géré par une équipe tchétchène, supervisée « à distance » (*remote control*) par une équipe d'expatriés basée à Moscou, qui pendant les premiers mois se rend rarement dans le Caucase.



Lorsque j'arrive, la consigne est : « Tu seras basé à Moscou ; tu n'iras jamais sur le terrain. » L'équipe tchétchène est formée et en place. Elle connaît plus que le b.a.-ba de MSF. Je fais tourner comme un coordinateur de projet, car c'est à peu près ce niveau de management qui a été dessiné. Les points d'interrogation commencent à ce moment-là. Est-ce un vrai projet ou non ? Comment traiter cette équipe sur le terrain qui, en fait, ressemble de plus en plus à une équipe projet composée de locaux à la place des expatriés avec un coordinateur de projet, un logisticien projet, un médical projet, alors qu'il y a déjà la même composition d'équipe avec des expatriés à Moscou ? Comment faire tourner ces deux « équipes terrain » dont l'une est vraiment sur le terrain et l'autre est vraiment en capitale ? Cela crée beaucoup de frustrations tous les jours au niveau de Moscou.

D'autant plus que j'ai quand même une coordinatrice à laquelle je dois répondre. Mais elle a décidé qu'elle n'irait jamais en Ingouchie ou Tchétchénie, pour des raisons de sécurité personnelle (à l'époque, elle a un enfant en bas âge). Finalement, on en arrive à lui faire comprendre qu'elle ne fait pas partie de la discussion sur le Caucase, et peut se concentrer sur les autres projets en Fédération de Russie. C'est l'époque du projet tuberculose dans les prisons en Sibérie et du projet des « sans domicile fixe » à Moscou. La mission Ingouchie est donc gérée quasiment en direct de Bruxelles, à la fois par la cellule régulière et par une task force composée du médecin et du logisticien de la cellule qui ont fait la mission exploratoire. Elle est donc en partie gérée comme une urgence, avec des contacts réguliers avec le siège, une à deux fois par jour, alors même que ce n'est plus vraiment une urgence. Les dispensaires itinérants ont été lancés quasiment en décembre et ont continué à fonctionner pendant toute l'année 2000, essentiellement dans la région de Malgobek, dans le nord-est de l'Ingouchie. On s'est installés dans des centres de santé déjà existants ou dans des camps de déplacés et on y va tous les jours faire des consultations. Puis, en mars ou en avril, assez vite, ce sont des minibus équipés en salle d'examen gynécologique où on se concentre sur les soins aux femmes et la distribution de produits non alimentaires.

Jean-Christophe Dollé, MSF Belgique, coordinateur de projet Caucase du Nord de mars à novembre 2000 (en français).

Pendant plusieurs mois, les équipes de MSF Belgique explorent les possibilités de travailler en Tchétchénie. Finalement, le projet initial d'y ouvrir un programme géré par des équipes locales est jugé provisoirement irréalisable.



« Ouvrir en Tchétchénie – trois mois de discussions » **Mémo** de Bart Ostyns, *task force* MSF Belgique, et Jean-Christophe Dollé, coordinateur de projet Caucase du Nord, MSF Belgique, 4 août 2000 (en anglais).

Extrait :

Aujourd'hui, lors de notre visite à Nazran et après discussion avec E. et Kenny Gluck, de MSF Hollande, et avoir entendu les points de vue d'autres personnes du CICR et de MDM, nous sommes arrivés à un certain nombre de conclusions qui sont, sans être définitives, au moins suffisamment étayées concernant nos capacités à travailler en Tchétchénie aujourd'hui et dans le futur proche.

Bien que rien ne soit stable dans la région, que la situation puisse changer rapidement (et si c'est le cas ce ne sera pas pour s'améliorer), il est probable que ces conclusions s'appliqueront tout au long de l'automne et l'hiver qui viennent, donc pour une assez longue période.

[...] Voici nos conclusions et notre stratégie pour le mois à venir :

1. Annuler toutes les visites exploratoires en Tchétchénie qui avaient été prévues pour les raisons suivantes :

- a. de toute évidence l'équipe n'est pas à l'aise avec cette idée et nous respectons son point de vue,
- b. aller passer la frontière et revenir ensuite à temps semble être prendre un risque de sécurité pour l'équipe,
- c. l'explo avait pour but d'inventorier les structures de santé existantes afin d'en sélectionner certaines pour nos actions futures. Toutefois, je crois que nous devrions essayer de travailler là où les structures ne fonctionnent pas, n'existent plus ou n'ont jamais existé – et où la population cible est importante (par exemple, des sites d'installation sauvage),
- d. à ce stade, toute sorte d'intervention de nos équipes en Tchétchénie requiert d'abord l'identification d'une base de repli sécurisée sur le territoire tchétchène, ce qui à son tour requiert les conditions mentionnées ci-dessus. En conséquence, les visites exploratoires sont un exercice inutile qui ne justifie en aucun cas les risques qu'elles engagent.

2. Laisser E. continuer à faire des visites occasionnelles de coordination, de la façon dont elle l'a fait jusqu'ici. C'est à dire assister à des réunions organisées sur le territoire tchétchène et se tenir au courant de la situation sécuritaire et humanitaire. Ces visites devraient toujours être justifiées et approuvées par le coordinateur à Moscou.

Un expatrié pourrait aussi participer à certaines occasions, lorsqu'il est en visite à Nazran. Cela fait partie du processus « d'appropriation du contexte ». Logiquement une telle visite doit être approuvée et soutenue par Moscou et Bruxelles.

4. Finalement, il existe une situation particulière dans laquelle une intervention en Tchétchénie pourrait être décidée. C'est en cas d'urgence (médicale, pas due à la guerre) sur le territoire tchétchène, pour laquelle l'équipe médicale pourrait apporter une aide qui sauverait des vies. Dans ce cas, un certain nombre de conditions sont requises :

- a. les conditions de sécurité le permettent et l'équipe nationale se sent en sécurité pour le faire,
- b. on prévoit que cette intervention sauve des vies,
- c. le feu vert est donné de Moscou / Bruxelles,

d. une équipe d'expatriés descend à Nazran pour apporter un soutien technique à partir de cette ville (en évitant ainsi un niveau supplémentaire de contrôle à distance) et, si nécessaire et justifié, avec des visites de terrain (en Tchétchénie).

En dépit de ces conditions, une telle décision doit et peut être prise très rapidement. Elle nécessite une préparation à l'urgence (qui a commencé mais a besoin d'être développée) et une prise de décision rapide aux niveaux de Moscou et Bruxelles.



J'ai toujours poussé pour faire des visites d'expatriés en Ingouchie, et sur les six premiers mois de projets, on en a réalisé 7, soit une moyenne de plus d'une fois par mois.

Au début, chaque fois il fallait un copro (l'accord du comité de projet) pour décider si on pouvait descendre jusqu'à Nazran. Ces visites ont fini par être plus ou moins acceptées par Bruxelles, à condition qu'on justifie leur objectif, qu'on ait des garanties de sécurité pour les gens. On ne force personne à le faire. Ce n'est pas l'idéal, mais ça fonctionne. Il faut dire qu'on n'avance que lors de ces visites. Sans elles, ce programme n'est pas possible. On a mené une mission exploratoire en Tchétchénie pour voir comment c'était.

Bien sûr, on pourrait y faire comme les autres sections : demander à une équipe d'entrer, aller jusqu'à l'hôpital, déposer les médicaments et revenir en Ingouchie. Je ne suis pas d'accord avec cette approche. Si je l'étais, je l'aurais déjà mise en place en Ingouchie. J'ai préféré construire une équipe avec des médecins qui soignent les gens au nom de MSF. On a constitué des équipes médicales avec des femmes, parce qu'on voulait soigner surtout des femmes. Les activités sont complètement différentes : soigner des gens, c'est autre chose que de déposer des médicaments et, arrivé à un check-point, dire : « Je ne le sens pas » et faire demi-tour.

Pour l'instant (itv en août 2000), il ne nous est pas possible de travailler en Tchétchénie, car cela impliquerait que l'équipe rentre dans le pays chaque matin, commence à travailler et s'arrête à 14 heures pour rentrer en Ingouchie. Sur le chemin du retour, elle risque d'être arrêtée par des soldats, de subir une attaque, de se retrouver bloquée devant des postes-frontières fermés. Ça, je ne peux pas le lui demander.

Les membres de notre équipe disent toujours qu'ils veulent entrer travailler en Tchétchénie. Mais chaque fois qu'on fait la proposition, ils ne veulent plus. Ce que j'ai compris maintenant, c'est que, pour eux, la seule façon de travailler, c'est d'être basés en permanence à Grozny parce qu'ils sont originaires de Grozny. Mais je sens qu'ils ne sont pas prêts à travailler et surtout à se déplacer dans d'autres endroits que Grozny.

On peut aussi envisager que l'équipe basée à Grozny travaille en supervisant à distance celle de Nazran et que nous, de Moscou, on « supervise à distance » l'équipe de Nazran.

En théorie, j'ai déjà accepté la proposition suivante : en cas d'urgence médicale « non militaire », une épidémie par exemple, notre équipe d'Ingouchie peut entrer en Tchétchénie à condition qu'à ce moment-là les expatriés puissent descendre jusqu'à Nazran. Je pense que, malgré tous les principes, on peut faire une exception dans ces cas-là, parce qu'il s'agit de sauver des vies. C'est pour ça que je veux une équipe forte à Moscou, qui suive les programmes en descendant au moins une fois par mois à Nazran et qui soit aussi prête à réagir pour apporter le soutien nécessaire sur une urgence.

*Dr Bart Ostyns, MSF Belgique, coordinateur de projet en Tchétchénie de 1995 à 1996
(en français).*



Comme toujours à MSF, c'est lié à des personnes. Bart Ostyns est médecin et connaît bien la Tchétchénie, où il a travaillé en 1995-1996. Il connaît très bien la responsable de terrain tchétchène. Le 26 avril, on fait une réunion de comité de projet à Bruxelles au cours de laquelle on propose à nouveau de faire en Tchétchénie le même type d'assistance

qu'en Ingouchie – biens de première nécessité et dispensaire itinérant – en privilégiant les femmes. Une équipe basée également à Nazran ferait les allers-retours tous les jours sur la Tchétchénie. Le pari est d'essayer d'identifier une équipe ingouche, sur le même modèle que celui de l'équipe actuelle tchétchène d'Ingouchie, pour la remplacer, cette dernière s'installant à terme sur Grozny où elle remonterait un projet. Mais finalement, aucune décision n'est prise. En fait, l'équipe tchétchène basée en Ingouchie a perdu ses contacts en Tchétchénie. Ses membres avancent toutes sortes de bonnes raisons pour ne pas être remplacés, en Ingouchie : « Les Ingouches ne sont pas fiables, le projet est en pleine expansion et donc, nous avons besoin de toutes les ressources ici avant même de vouloir commencer un deuxième projet. » Au bout de quelques mois, le remote control s'est inversé : ceux qui sont « remote-contrôlés » ne sont plus ceux qu'on pensait. J'en suis convaincu maintenant, la durée de vie d'un tel projet ne peut pas être de plus de six à neuf mois maximum. Les trois-quatre-cinq-six premiers mois, on a peut-être une plus-value en voulant faire du remote control parce qu'on vient avec tout son bagage MSF – c'était ma deuxième mission, la troisième pour la coordinatrice et la huitième ou neuvième mission pour Bart –, mais très vite l'absence de contact avec la réalité, l'absence d'évaluation, l'impossibilité d'appliquer le fameux triangle de l'espace opérationnel commencent à peser. C'est l'équipe locale qui guide dans le bon ou dans le mauvais sens.

Jean-Christophe Dollé, MSF Belgique, coordinateur de projet Caucase du Nord de mars à novembre 2000 (en français).



Il y avait une véritable solidarité entre sections. Chaque fois qu'on a eu besoin d'un coup de main, les équipes des autres sections nous ont aidés. Les Belges avaient remis les clés de la mission à la responsable de terrain tchétchène. Sa priorité était de gérer son programme, mais chaque fois qu'on lui a demandé de l'aide, elle a été très sympa avec nous. Elle nous a donné des conseils pour les embauches. Je ne voulais pas aller n'importe où avec n'importe quel chauffeur et elle me conseillait.

Dr Eric Comte, MSF France, coordinateur de projet dans la vallée de la Pankissi (Géorgie) de décembre 1999 à avril 2000, responsable de terrain Caucase du Nord d'avril à septembre 2000 (en français).

De son côté, la section suisse a ouvert une mission au Daguestan avec pour objectif d'intervenir à terme dans l'est de la Tchétchénie.

Pour des raisons de sécurité, elle met en place un système d'alternance de 2 chefs de mission qui se relaient tous les trois mois sur le terrain. Elle ouvre également un bureau à Moscou.



Compte-rendu visite de terrain Daguestan 30/06/01-08/07/01 – Dr Christine Chevalier, responsable service médical MSF Suisse, 9 juillet 2001 (en français).

Extrait :

Début 2000, le responsable des urgences était responsable de la mission MSF Suisse Daguestan : il s'agissait d'apporter une aide médicale aux victimes tchétchènes de la guerre, personnes déplacées sur le territoire daguestanais (le long de la rivière Terek, tout en cherchant à entrer en Tchétchénie (but principal). Les activités étaient mises en œuvre à partir de Moscou, Bakou et Makhatchkala. L'approche était calquée sur celle

que MSF Belgique avait adoptée quatre ans plus tôt dans un contexte similaire. La passation entre le *desk* urgences et le *desk* régulier n°1 s'est effectuée en mai 2000.



On a commencé à s'intéresser au Daguestan en 2000 avec une première mission d'exploration à partir de l'Azerbaïdjan. C'était une première prise de contact. L'urgence était de trouver une porte d'entrée sur le contexte de la crise tchétchène. Les différentes sections MSF étaient bien positionnées, surtout à partir de l'Ingouchie, où se trouvaient les plus grandes organisations. De son côté, le Daguestan était déserté par toutes les organisations internationales parce qu'il y avait eu des kidnappings. À travers les médias et des contacts que nous avons eus, nous avons senti que l'est de la Tchétchénie pourrait être à terme intéressant. Le but n'était pas d'aller tout de suite en Tchétchénie, mais d'aller étape par étape, de comprendre le contexte à partir du Daguestan, d'essayer de faire sa place en travaillant à la frontière avec la Tchétchénie. La situation humanitaire n'était pas comparable à celle de l'Ingouchie. On a commencé un programme à Khassaviourt, à la frontière tchétchène, à partir de Moscou et de Makhatchkala, la capitale du Daguestan. Le programme s'est étendu, on a commencé à travailler à la frontière tchétchène dans des centres de santé, rien de très spectaculaire mais des soins de base dans des régions délaissées. Cela nous a permis de prendre contact avec un certain nombre de Tchétchènes. Au niveau de la sécurité, on avait une politique assez stricte. On n'a jamais laissé trop longtemps les gens sur place, on les rapatriait rapidement vers Moscou. On avait deux chefs de mission qui se relayaient. Pour nous, le coordinateur était la personne centrale dans la réalisation de projet, donc on ne pouvait pas se permettre de faire du remote control – et on ne voulait pas en faire – à partir de l'équipe de coordination à Moscou. On ne voulait pas prendre de risque.

Dr Thomas Nierle, MSF Suisse, responsable des urgences puis directeur des opérations de 2000 à 2004 (en français).

La section française reste partagée sur le niveau de risques à prendre pour travailler dans le Caucase. En avril, suite à une mission exploratoire, un programme d'appui a minima à l'hôpital de Nazran, en Ingouchie, est ouvert. Dans les semaines qui suivent, l'équipe de terrain prend l'initiative d'une intervention dans les camps de déplacés en Ingouchie, puis de distributions de matériel et de médicaments à la maternité de Grozny et à Sernovodsk, en Tchétchénie. Enfin, elle se lance dans une mission exploratoire à Chatoï, où MSF France a eu longtemps une mission.



Dans la maison, il y avait un mur de refus qui a été très difficile à casser. Beaucoup de gens étaient contre le fait qu'on intervienne dans cette région. Dès qu'on faisait un pas, on avait cinquante paires d'yeux braquées sur soi, et c'était très difficile de travailler dans ces conditions. Tout le monde avait peur qu'on soit kidnappé. C'était vraiment paralysant. Finalement, la marge de manœuvre dans l'équipe responsable de programmes était beaucoup plus réduite qu'ailleurs, ce qui pesait sur les équipes de terrain, sur lesquelles on répercutait cette pression. Tout le monde était un peu pieds et poings liés.

Loïck Barriquand, MSF France, responsable de programme de septembre 2000 à 2005 (en français).



Les « anciens » de MSF qui avaient travaillé dans le Caucase ne voulaient pas y retourner. Si j'avais été dans l'équipe, je pense que j'aurais réagi comme eux. Mais à l'époque, j'y travaillais avec MDM. Donc je connaissais tous ces gens, mais comme je suis parti juste une semaine avant que Christophe André soit kidnappé, j'ai été en quelque sorte un protégé de cette affaire. Un jour, j'avais dit que, s'il fallait quelqu'un pour retourner dans cette région, j'étais prêt à y aller... Il fallait quelqu'un qui connaisse un peu le secteur, en qui le responsable de programme avait à peu près confiance et qui ne soit pas barjot. Et puis Maurice Nègre et Denis Gouzerh ont fait la mission exploratoire en mars et en sont revenus avec plein d'enthousiasme pour pousser les opérations.

Ils ont trouvé une administratrice qui avait une grosse expérience dans les pays de l'Est, parlait russe et avait travaillé pour MSF... et moi, ils m'ont trouvé.

Le plan de Maurice et Denis n'était pas d'aller tout de suite en Tchétchénie, mais uniquement à l'hôpital central de Nazran, dans un service de pédiatrie qu'ils voulaient soutenir en échange de la prise en charge par l'hôpital de 5 à 10 Tchétchènes réfugiés en Ingouchie. Ils avaient décidé de faire profil bas et je pense que c'était la bonne chose pour convaincre les gens. Les gens de l'hôpital étaient contents de nous voir arriver pour les soutenir, mais ils n'étaient pas prêts à accueillir beaucoup de patients réfugiés. Lorsque je suis allé négocier le fait d'en prendre cinq en charge chaque mois, la dame que j'avais en face de moi a failli s'étouffer. En fait, le gros besoin concernait les soins de santé primaire pour les réfugiés. Cela allait même au-delà de la médecine. Il fallait aménager les camps, s'occuper du sanitaire, des logements, etc. Au cours des réunions, on nous faisait remarquer qu'il y avait des milliers de réfugiés à soigner, alors qu'on s'occupait de peu de personnes à l'hôpital. Donc, au bout d'un ou deux mois, la situation est vite devenue intenable.

D'autant plus que les consignes de sécurité frôlaient la paranoïa... Nazran, c'est une toute petite ville. On vivait dans un hôtel gardé par des miliciens dans lequel on avait ordre de rester toute la journée, en y donnant nos rendez-vous. On était simplement autorisés à aller dans l'hôpital à 500 mètres, avec la voiture blindée... On s'ennuyait, et on voyait que c'était à côté que cela se passait, dans les camps.

Et puis on a commencé à aller en Tchétchénie, à Sernovodsk, le village juste après la frontière. Au début c'était vraiment pour dire qu'on y était allés... Ensuite le responsable de programme a commencé à nous dire : « Il faut que vous alliez à Grozny, il faut, il faut... » C'est alors que la responsable de la maternité de Grozny est venue frapper à notre porte en Ingouchie pour demander de l'aide. En septembre, quand j'ai quitté la mission, on avait donc deux programmes en Tchétchénie : Sernovodsk et la maternité de Grozny.

Entre-temps, le siège nous avait laissé entendre qu'il voulait qu'on retourne à Chatoï parce qu'on y était lors de la première guerre. Ce n'était pas vraiment une demande formalisée. C'était plutôt du genre : « Ce serait bien... » Donc quand Steve Cornish est arrivé, on a profité du fait qu'on soit tous les deux et il a fait un aller-retour à Chatoï. Cela s'est donc fait petit à petit, et une fois que c'était parti, que la machinerie était en marche, on a avancé.

Dr Eric Comte, MSF France, coordinateur de projet dans la vallée de la Pankissi (Géorgie) de décembre 1999 à avril 2000, responsable de terrain Caucase du Nord d'avril à septembre 2000 (en français).



Certains ne voulaient pas de cette mission, ils pensaient que cela ne valait pas la peine. Donc, chaque fois qu'on passait à Paris, tous les deux ou trois mois, il fallait à chaque fois convaincre tout le monde... C'est grâce à Éric Comte, le responsable de terrain qui m'a précédé, qu'on est repassés en Tchétchénie. Chaque fois, il y allait sans demander l'autorisation, puis il expliquait au responsable de programme ce qu'il avait vu et fait, et c'est ainsi qu'on avançait. Quand je suis arrivé en août, on a fait une courte passation, car il devait partir

très rapidement. On m'avait dit d'aller à Chatoï. J'ai donc rouvert Chatoï. Mais c'est lui qui avait pris la décision d'y aller, et le risque vis-à-vis de Paris. Je faisais des allers-retours en Tchétchénie. Je faisais le tour pendant des périodes de trois à dix jours, puis je rentrais en Ingouchie. On n'avait pas beaucoup de communication. J'y allais avec un interprète et un chauffeur qui avait déjà travaillé avec MSF lors de la première guerre. L'interprète était un gars que j'avais connu en Pankissi, et en qui j'avais confiance. À MSF France, on prenait des risques pour être présents, mais on ne travaillait pas comme on voulait. J'ai voulu qu'on prenne en charge 10 000 réfugiés avant la fin de l'hiver, et j'ai eu beaucoup de réticence, parce qu'à Paris ils pensaient que c'était trop gros et trop risqué. Mais sur le terrain, on le ressentait différemment. On pensait le contraire : « Pourquoi être présents et prendre des risques pour ne pas faire grand-chose ? » Notre personnel national voyait ce que les Hollandais faisaient, et cela commençait à peser. Donc on a poussé fort, et on a vraiment fait un gros travail.

Steve Cornish, MSF France, coordinateur en Géorgie de janvier à avril 2000, puis en Ingouchie de septembre 2000 à janvier 2001, représentant MSF Suisse en Fédération de Russie d'août 2002 à avril 2004 (en français).



On était prêts à prendre des risques pour de bonnes raisons, mais aussi pour de mauvaises. Les bonnes raisons, c'était qu'il y avait un besoin de secours évident. Les mauvaises, c'est qu'on sortait d'une très mauvaise période opérationnelle sur les années précédentes. Nos capacités d'intervention d'urgence s'étaient amenuisées, on n'était pas en bonne forme opérationnelle – donc on voulait reprendre du poil de la bête. Rétrospectivement, certains de mes comportements me font un peu froid dans le dos. Si j'avais des volontaires, j'étais prêt à prendre des risques pour « relancer la boutique » des opérations. Quand on est dans de telles humeurs, il est difficile de faire la part des choses, et à certains moments, les bonnes et les mauvaises motivations s'intriquent. Steve Cornish et moi étions assez remontés. Denis Gouzerh, qui était le responsable des programmes, était un peu plus prudent que nous. Je pense que si Steve n'est pas entré plus tôt en Tchétchénie monter une opération, c'est parce que Denis l'a bloqué, sinon il y serait entré. Denis jugeait que c'était trop dangereux à ce moment-là. Et il avait raison. Steve et moi individuellement, on était prêts à y aller nous-mêmes. On relativisait le danger en estimant qu'on ne le faisait pas prendre à des gens qui n'étaient pas au courant. Le contrat entre nous deux était clair : s'il avait eu besoin de moi comme médecin pour venir avec lui, je serais venu. On était peut-être un peu trop enthousiastes. Et je ne regrette pas que Denis ait été là pour modérer nos ardeurs.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008 (en français).



C'était amusant de travailler avec Steve Cornish parce que, à MSF France, d'un côté tout était centralisé et de l'autre, au siège à Paris, ils changeaient d'avis deux fois par jour. Steve s'en plaignait sans cesse. Le matin, Paris lui reprochait de ne pas être à Grozny, comme MSF Hollande. Et puis l'après-midi, ils l'appelaient et lui disaient : « Tu ne peux pas y aller, c'est trop dangereux. C'est impossible ! » Ma stratégie à moi était beaucoup moins sophistiquée !

Kenny Gluck, MSF Hollande, conseiller et coordinateur pour le Caucase du Nord de novembre 1999 à janvier 2001, directeur des opérations de 2001 à 2005 (en anglais).

Début juin 2000, Kenny Gluck, le conseiller régional Caucase du Nord de MSF Hollande, reprend le poste de coordinateur, après le renvoi de son prédécesseur pour avoir introduit une caméra sur le terrain.

En raison de sa connaissance du contexte tchétchène et de ses réseaux, Kenny bénéficie d'une grande liberté d'action de la part du siège de sa section. Les décisions stratégiques sont discutées et élaborées de concert avec l'équipe tchétchène, en particulier celles concernant la sécurité, qui servent souvent de référence aux équipes des autres sections.



Je suis revenu en Tchétchénie. Entre-temps, le coordinateur avait fait entrer une caméra clandestinement en Tchétchénie, sans en informer qui que ce soit. Il l'avait vraiment fait secrètement. Son argument, c'était : « Oh ! ce n'est pas dangereux. » Je lui ai dit « Très bien, peut-être as-tu raison, mais ça m'est égal, tu n'as pas à faire ça, pas derrière le dos de toute l'équipe qui est terrorisée et qui a des raisons de l'être. »

J'avais tenu à faire venir des personnes qui avaient déjà de l'expérience dans la région. À Amsterdam, ils étaient très en colère. Ils disaient : « On te met tous ces gens à disposition. C'est comme s'il y avait quatre chefs de mission sur le même projet ! » Je répondais : « Si vous voulez travailler là-bas, moi je veux des gens expérimentés. Je ne veux pas de petits jeunes qui n'ont jamais mis les pieds dans le Caucase, je veux des gens qui ont déjà passé du temps là-bas. » À mon époque, le contrôle du siège sur la communication de MSF Hollande concernant la Tchétchénie était très faible. Tout était conçu sur le terrain. Je donnais un coup de téléphone toutes les deux semaines pour les tenir au courant, personne ne savait vraiment grand-chose et c'était un vrai problème. Au siège de MSF Hollande, personne ne connaissait rien de la Tchétchénie et ils m'ont juste dit qu'ils me donnaient carte blanche.

Je construisais notre stratégie opérationnelle en collaboration avec notre personnel médical en Tchétchénie et Steve [Cornish, le coordinateur de MSF France]. Steve et moi, on avait une très bonne relation, on discutait beaucoup, on habitait à deux minutes l'un de chez l'autre. Je parlais aussi beaucoup avec le coordinateur d'ACF, qui connaît tout en détail sur la Tchétchénie. C'était donc très utile. Avec le personnel tchétchène on construisait des tas de théories sur ce qu'il était possible de faire ou pas.

Kenny Gluck, MSF Hollande, conseiller et coordinateur pour le Caucase du Nord de novembre 1999 à janvier 2001, directeur des opérations de 2001 à 2005 (en anglais).



Kenny connaissait la Russie et la Tchétchénie mieux que quiconque dans tous les sièges et c'était un personnage très important. Donc, en pratique, non seulement il contrôlait très bien son équipe en Tchétchénie, mais il influençait aussi les décisions concernant quoi dire et quand le dire.

Cela ne signifie pas que nous n'avions pas de règles strictes, mais cela nous donne des indications sur qui est là pour faire appliquer ces règles... Le responsable de programme pratiquait une politique de non-intervention, et se reposait beaucoup sur les processus. Il croyait beaucoup en la délégation au terrain. Par la suite, il a été critiqué parce qu'il ne contrôlait pas suffisamment, en particulier parce qu'il ne définissait pas clairement qui était responsable à chaque niveau. L'équipe d'urgence était impliquée, mais pas au quotidien. Et certaines personnes du département de la communication étaient également impliquées dans le processus de prise de parole publique, mais aussi l'équipe de direction et moi-même, plus particulièrement. Il reste que c'était de loin notre programme le mieux géré avec les règles de sécurité les plus développées. Donc chaque déplacement devait être planifié, justifié et approuvé à l'avance par les sièges. C'était la même chose pour toute opération de communication

publique. Un certain nombre de personnes étaient impliquées, qui devenait de plus en plus important au-delà d'un certain seuil de danger ou de visibilité publique potentielle.

Austen Davis, MSF Hollande, directeur général MSF Hollande de 1999 à 2004 (en anglais).



Kenny jouait un peu le rôle du père pour nous tous. Il avait une grosse expérience et MSF Hollande s'était implantée assez rapidement en mettant en place un réseau efficace pour distribuer des kits et des médicaments. Il nous agaçait un peu, car il venait sans arrêt vérifier si on ne faisait pas de bêtises. Le soir, il venait boire un verre avec nous, mais je voyais bien qu'en fait il venait nous coacher ! Et il n'avait pas tout à fait tort, surtout au début ! On venait d'arriver avec six mois de retard, on s'installait dans notre petit hôpital avec une équipe composée d'une administratrice / traductrice et d'un « pingouin », moi en l'occurrence, qui faisait tout et qui ne faisait rien... Je veux bien croire qu'à ses yeux on n'avait pas fait nos preuves, ni individuellement ni collectivement. Il faut bien admettre qu'à l'époque envoyer une équipe de 2 personnes dans ces conditions c'était un peu léger : trop petit, pas assez de recul, pas de discussion, sans coordinateur, et trop de boulot !

Kenny avait une trouille monstrueuse qu'on se fasse kidnapper, et que toutes les MSF en arrivent à quitter la région. Un jour, au cours d'une réunion inter-sections à Moscou, le chef de mission de MSF Suisse nous explique qu'ils ont l'intention de faire passer des médicaments à travers le Daguestan. Il dit qu'ils ont trouvé des gars de confiance auxquels ils confient ces médicaments, etc. Kenny lève les bras au ciel et lui dit qu'ils sont complètement fous, que ces gars sont peut-être des combattants tchéchènes qui font passer leurs armes en même temps qu'ils font passer les médicaments. Et puis, petit à petit, j'ai senti que Kenny se décontractait.

Dr Eric Comte, MSF France, coordinateur de projet dans la vallée de la Pankissi (Géorgie) de décembre 1999 à avril 2000, responsable de terrain Caucase du Nord d'avril à septembre 2000 (en français).

UNE STRATÉGIE DE COMMUNICATION FONDÉE SUR LA COLLECTE DE RÉCITS

Dans ses plans d'intervention, MSF Hollande propose la stratégie de plaidoyer et de communication suivante : destinée à informer sur la situation humanitaire en Tchétchénie, elle est basée sur la collecte auprès des patients d'informations sur les violations des droits de l'homme et du droit humanitaire et privilégie le développement de contacts avec les journalistes et les médias russes, plutôt que des « coups » dans la presse européenne ou nord-américaine. Le 18 juillet 2000, les responsables de programme des différentes sections présentes dans le Caucase du Nord se mettent d'accord sur le principe d'une politique de communication commune qui rejoint celle de MSF Hollande.



Ébauche de « Politique de plaidoyer de MSF », MSF Hollande, 9 mai 2000 (en anglais).

Extrait :

Défis à relever par le plaidoyer

Russie

Développer la sensibilisation du public russe à la situation humanitaire en Tchétchénie et en Ingouchie afin d'augmenter la pression sur le gouvernement russe pour qu'il :

- réduise les violences commises par les forces fédérales et les violations du droit humanitaire international en Tchétchénie,
- augmente le soutien aux services sociaux de Tchétchénie et Ingouchie.

- Stratégie :

- disséminer régulièrement de l'information sur la situation humanitaire à des journalistes russes dont 1) l'état des structures de santé 2) le niveau de soutien aux structures de santé en Tchétchénie et en Ingouchie 3) le nombre de blessés de guerre parmi la population civile,
- informer les journalistes russes qui écrivent sur le Caucase des principes de base du droit humanitaire tel qu'il s'applique au conflit tchétchène (matériel du CICR ?),
- faciliter les contacts directs entre les journalistes russes et le personnel du système de santé tchétchène. Ces contacts peuvent inclure aussi bien le personnel médical local MSF, qui est impliqué dans l'évaluation et la collecte d'information sur le système de santé tchétchène, que le personnel des hôpitaux et des cliniques.

Les efforts de MSF pour influencer les points de vue des journalistes russes et des médias russes nécessiteront, lorsque cela sera possible, un engagement personnel avec les journalistes russes. Les conférences de presse et les déclarations s'avéreront souvent contre-productives en raison de la suspicion avec laquelle la presse russe traite les agences internationales.

L'objectif de notre travail avec les journalistes russes sera plutôt de les tenir le plus possible informés de la situation humanitaire en Tchétchénie plutôt que de présenter nos conclusions. Se rendre compte des conséquences de la guerre produira en soi plus d'inquiétude sur la conduite de cette guerre que n'en aurait une déclaration de MSF condamnant les actions russes.

Les contacts personnels avec les journalistes permettront à MSF de faire passer de l'information courante à la presse au cas où des bombardements ou des blocus de villages reprendraient.

Caucase du Nord

Renforcer la compréhension et le respect des principes humanitaires par tous les acteurs du Caucase du Nord.

MSF travaillera avec les médias locaux en Ingouchie et en Tchétchénie afin de générer une meilleure compréhension de son travail et de celui des autres agences dans la région et de mieux informer le public des principes humanitaires.

Cela sera nécessaire afin de commencer à faire régresser la suspicion qui règne dans le public concernant les agences humanitaires.

L'impact de cette approche sera limité par le climat général de méfiance envers les médias, qui n'a pas diminué depuis la fin de la période de censure soviétique, et le manque de popularité des médias locaux.

Les journaux locaux ont un lectorat très faible. Le seul journal tchéchène encore existant, *Le Travailleur de Grozny*, qui a continué à fonctionner grâce à des fonds internationaux, est toujours très faiblement distribué en Ingouchie et pratiquement pas du tout à l'intérieur de la Tchétchénie.

MSF préparera des brochures d'information sur l'organisation, ses principes et son travail dans le Caucase du Nord. Ce matériel peut être mis à disposition via les dispensaires mobiles en Ingouchie ainsi qu'à travers les structures de santé en Tchétchénie et en Ingouchie.

MSF va développer un réseau de contacts personnels en Tchétchénie qui sera utilisé pour diffuser de l'information sur ses activités humanitaires. Ces contacts incluront des responsables de la communauté et de l'administration locale. Ils seront utilisés pour faire baisser le niveau de suspicion qui existe dans le Caucase du Nord envers les acteurs humanitaires et pour se tenir mieux informés des potentielles menaces pour la sécurité. Ces contacts doivent être pris avec les groupes qui peuvent présenter des menaces de sécurité, mais aussi avec ceux qui peuvent nous aider à contrôler ces risques. [...]

International

- assurer une observation internationale et indépendante de la situation des droits de l'homme et humanitaire dans le Caucase du Nord,
- s'assurer que toutes les organisations internationales dans le conflit (ONU, OSCE) sont prêtes à intervenir en se maintenant hors de l'influence du gouvernement russe,
- sensibiliser la communauté internationale sur la situation humanitaire dans le Caucase du Nord.

Quand cela est possible, le plaidoyer international de MSF doit s'enraciner fermement dans le travail réalisé dans les structures de santé et pour les populations cibles d'Ingouchie et de Tchétchénie. MSF utilisera des données médicales collectées en coopération avec les structures de santé en Tchétchénie afin de maintenir l'intérêt international et encourager la communauté internationale à établir la présence d'observateurs en Tchétchénie.

On se consacrera plus particulièrement aux données établissant le nombre de blessés de guerre parmi la population civile ou l'étendue des dégâts dans les structures de santé tchéchènes. Si nécessaire, MSF collectera des témoignages individuels sur les violations des droits de l'homme pour l'usage de la presse internationale et afin de plaider pour l'expansion d'une présence internationale en Tchétchénie.

Si les bombardements non discriminés reprennent en Tchétchénie, MSF sera bien placée pour collecter des informations sur les pertes civiles dans la région et attirer dessus l'attention des médias et des autres organisations internationales.

Dans le passé, les forces fédérales russes ont fréquemment établi des blocus autour de certaines zones.

L'absence de liberté de mouvement a souvent des implications graves pour la santé des populations prises au piège. Aucun blocus de village n'a eu lieu depuis la mi-mars 2000, mais cela se reproduira sans doute si les combats reprennent plus tard dans l'année. MSF doit être prête à collecter des données sur les conséquences de l'absence de liberté de mouvement afin de plaider pour la levée des restrictions sur les déplacements et assurer l'accès aux agences humanitaires.

Plaidoyer en direction des agences internationales

Le gouvernement russe est membre de la plupart des organisations internationales. Pour des raisons évidentes, ce n'est pas le cas de la Tchétchénie. Particulièrement à

l'ONU et dans ses agences où la Russie a un degré d'influence démesuré en raison de son siège au Conseil de sécurité, il existe un fort risque que ces organismes ne se comportent pas avec tout le respect des principes de neutralité et d'impartialité requis. Toute présence d'observation internationale en Tchétchénie doit être en mesure de fonctionner de manière indépendante du contrôle politique ou des interférences russes. MSF travaillera à s'assurer que les agences de l'ONU engagées dans la fourniture de secours n'interviennent d'aucune façon pouvant laisser penser qu'ils soutiennent l'une ou l'autre des parties au conflit. Par le passé, l'utilisation d'escortes de l'armée russe par les convois des Nations unies et les ONG a montré à la population tchétchène leur manque de neutralité dans le conflit qui affaiblit l'espace humanitaire dans lequel évoluent MSF et les autres agences.

Implications en matière de sécurité

Tout appel à une action de la communauté internationale ou déclaration à la presse internationale doit être étudié sous l'angle des risques en matière de sécurité dans la région. Plusieurs agences (dont MSF Belgique) soupçonnent que les attaques contre les bureaux des ONG en 1995-1996 ont correspondu à des déclarations critiques du gouvernement et de l'armée russe. On suspecte fortement une implication russe dans les assassinats des membres du CICR en décembre 1996.

En raison du possible impact de telles déclarations publiques en matière de sécurité, il sera essentiel que toutes les sections opérationnelles dans le Caucase du Nord soient consultées avant de planifier toute déclaration publique et toute action.

À l'intérieur de chaque section, il sera nécessaire que les équipes de terrain évaluent le risque en matière de sécurité de chaque déclaration avant qu'elle soit rendue publique.



« **Résumé** de la réunion intersections de Bruxelles, 18 juillet 2000 » par Kenny Gluck, coordinateur Caucase du Nord de MSF Hollande, au responsable de programme de MSF Hollande (en anglais).

Extrait :

Plaidoyer / Témoignage

Les Belges surmontent progressivement leur réticence à s'engager dans des activités de plaidoyer concernant la Tchétchénie, qui s'enracine dans leur conviction que le kidnapping de 1996 était en fait une forme de représailles à une déclaration publique. Nous avons présenté certaines des données sur les traumatismes de guerre et les récits de vie que nous avons collectés ainsi que le travail que nous avons commencé avec la presse nationale et internationale.

Un consensus a été trouvé sur le fait que le plaidoyer enraciné dans notre travail dans les structures de santé est positif et doit être poursuivi.

Il y a eu aussi consensus sur le besoin de maintenir toutes les sections informées et impliquées dans toute démarche de plaidoyer public concernant la Tchétchénie.

Les Belges devraient également se joindre à nous pour collecter des récits de vie de victimes de traumatismes de guerre via leurs *dispensaires mobiles* en Ingouchie.

Il a été suggéré que MSF fasse une compilation plus exhaustive de récits de vie des victimes du conflit. Nous nous sommes mis d'accord sur l'idée de revenir à cette possibilité une fois le terrain consulté.



Une fois reçue l'autorisation d'entrer en Tchétchénie, nous avons formé des équipes composées d'un médecin, d'un assistant médical et d'un logisticien. Pendant les visites, nous travaillions de la façon suivante : pendant la remise des médicaments aux personnes responsables, les assistants médicaux collectaient les récits directement auprès des gens qui avaient souffert et du personnel médical et remplissaient des fiches.

C, Membre du personnel local de MSF recruté dans le Caucase du Nord (en russe, traduit vers l'anglais, puis vers le français par MSF).



Si en route on entendait parler de quelqu'un qui avait été arrêté ou détenu ou assassiné, on se rendait dans son village, ou on allait voir sa famille et enregistrer le cas. Kenny et moi on travaillait beaucoup sur cette question. Et cette année-là on était les premiers à voyager dans ces coins-là. Pour chacun des cas, nous avions une fiche spéciale à remplir. On collectait ces données sur chaque cas de violation des droits de l'homme.

B, Membre du personnel local de MSF recruté dans le Caucase du Nord (en russe, traduit vers l'anglais, puis vers le français par MSF).



On était les seuls à Grozny, donc il y avait toujours des gens qui venaient nous voir pour rechercher des proches, etc. C'était l'un de nos problèmes. Le CICR ne venait toujours pas. Je pouvais me rendre en Tchétchénie, donc là-bas des mères venaient vers moi et disaient : « Il est arrivé ceci à mon fils », et souvent je répondais : « On est là pour faire tourner un hôpital, pas pour rechercher des gens, nous ne sommes pas un organisme de recherche. Vous pouvez vous adresser au CICR ou à Human Rights Watch, ils vont vous aider à faire des recherches. » On les emmenait et on les introduisait auprès de ces organisations, qui essayaient de suivre les cas individuels.

Kenny Gluck, MSF Hollande, conseiller et coordinateur pour le Caucase du Nord de novembre 1999 à janvier 2001, directeur des opérations de 2001 à 2005 (en anglais).



Kenny ne nous a pas du tout demandé de travailler à la collecte des témoignages. S'il l'avait demandé, peut-être qu'on l'aurait fait. Mais on n'avait ni méthode ni expérience pour recueillir du témoignage. Peut-être aussi que c'était un peu tôt. On n'était pas encore dans la démarche de prise de parole. On parlait déjà peu des actions qu'on menait. On cherchait surtout des pistes pour travailler. Notre stratégie était plutôt de nous taire pour pouvoir avoir accès à des patients.

Pourtant, à Grozny, on avait des opportunités de témoignage direct à portée de main. Déjà on s'était rendu compte de l'état de la ville : c'était rasé, il y avait des check-points partout, des rues désertes avec quelques petites vieilles qui balayaient dans les rues, des types qui sortaient des caves... La maternité avait été rasée. On voyait bien les horreurs qui s'y étaient déroulées. Et pourtant il y avait toujours un ou deux accouchements par jour et les gens parlaient des horreurs de leur quotidien. On avait un bon angle, car ce n'étaient pas des combattants, c'étaient des femmes, des enfants, la vie qui continue à travers les accouchements, et c'était une bonne source d'information. On aurait pu recueillir les données sur la santé des enfants, voir s'il y avait des problèmes de malnutrition, s'il y avait eu des problèmes lors des accouchements, etc. Je me sentais alors assez à l'aise pour faire du témoignage là-dessus et lors d'une visite du responsable de programme, on s'est posé la question. Pour moi, cela aurait

été un bon témoignage MSF, parce qu'il aurait montré une réalité et fait ressortir des histoires. Mais cela ne s'est pas fait.

Dr Eric Comte, MSF France, coordinateur de projet dans la vallée de la Pankissi (Géorgie) de décembre 1999 à avril 2000, responsable de terrain Caucase du Nord d'avril à septembre 2000 (en français).



Pour moi, à ce moment-là, le plus important était d'aller voir ce qui se passait et de témoigner, et la livraison des médicaments était la clé pour cela. C'était une horreur indescriptible, et pour moi le principal était d'y aller pour accompagner les gens, pour qu'ils sachent qu'on ne les avait pas abandonnés et pour ensuite prendre la parole. On prenait pas mal de risques pour les rencontrer. Mais ils parlaient facilement. Certains témoignages arrivaient par notre personnel, d'autres en provenance des centres médicaux, et d'autres spontanément. Quand les gens savaient que quelqu'un pouvait récupérer les témoignages, ils venaient. Mais cela restait quand même rattaché à l'activité médicale. Je pensais vraiment qu'il fallait le faire, et que cela valait le coup de prendre des risques.

Steve Cornish, MSF France, coordinateur en Géorgie de janvier à avril 2000, puis en Ingouchie de septembre 2000 à janvier 2001; MSF Suisse, représentant en Fédération de Russie d'août 2002 à avril 2004 (en français).

À la mi-août 2000, sous condition d'anonymat, la section belge de MSF diffuse à la presse les résultats d'une enquête effectuée en juin par son équipe auprès des réfugiés tchétchènes en Ingouchie. Cette enquête conclut que 70 % d'entre eux craignent de rentrer en Tchétchénie en raison de l'insécurité.

À la même époque, MSF Belgique installe à Moscou une deuxième équipe qui se consacre uniquement à la gestion des missions dans le Caucase du Nord. L'équipe en place se concentre sur les programmes auprès des sans-abri à Moscou et des prisonniers tuberculeux de Sibérie.



« Réfugiés tchétchènes en Ingouchie, **résultats d'une enquête** de Médecins Sans Frontières » MSF Belgique, 15 août 2000 (en anglais).

Extrait :

Introduction

En juin 2000, les équipes de MSF ont mené une étude parmi les réfugiés tchétchènes dans le district de Malgobek, situé dans le nord-ouest de l'Ingouchie. Ce district abrite environ un quart du total de la population réfugiée de Tchétchénie, qui est actuellement estimée à 150 000.

L'objectif de l'étude était de mesurer et d'améliorer la réponse de MSF aux besoins dans ce district, où nos équipes prodiguent des soins médicaux et distribuent des secours depuis février 2000.

400 chefs de famille des 11 villages du district de Malgobek ont été interviewés, ce qui représente 10 % de la population totale réfugiée dans le district. Ci-dessous quelques résultats de cette étude. [...]

Principaux besoins et assistance de MSF [...]

Mesurant leur propre impact, les équipes MSF ont découvert que, dans 61 % des familles de réfugiés, au moins un membre avait consulté auprès d'un médecin MSF. 95 % des familles avaient reçu des biens de première nécessité (tels que des kits d'hygiène et des couvertures) distribués par l'organisation.

Contrairement à leur désir, la majorité des réfugiés resteront en Ingouchie pendant l'hiver []. Comme les besoins vont devenir plus aigus pendant la saison froide, MSF va augmenter ses activités de préparation pour l'hiver (dont la distribution de poêles, de couvertures, de sous-vêtements chauds et de bâches de plastique). []

Plans de retour en Tchétchénie

Seulement 8 % des réfugiés en Ingouchie sont retournés vivre en Tchétchénie entre septembre 1999 et juin 2000. Toutefois, nombre d'entre eux ont pu faire des allers-retours en Tchétchénie. Ces mouvements expliquent les fluctuations des chiffres concernant les effectifs globaux de la population.

Une énorme majorité de réfugiés (98 %) ont affirmé ne pas vouloir rentrer en Tchétchénie. Mais 82 % d'entre eux ont ajouté qu'ils ne savaient pas quand ils rentreraient, tandis que 16 % disaient qu'ils prévoyaient de rentrer avant l'hiver.

Le haut niveau d'incertitude sur la date de leur retour reflète leur forte appréhension des dangers qu'ils courent en Tchétchénie (ces craintes sont fondées sur des expériences vécues lors de leurs visites occasionnelles). Dans leur première réponse, plus de 70 % des réfugiés exprimaient le point de vue selon lequel le plus gros problème en Tchétchénie est la question de la sécurité. Quand ils donnent une deuxième réponse, c'est la question du logement qui est la plus souvent évoquée (30 %), la nourriture et les soins de santé suivent juste derrière (25 %).



On se demande comment parler de ce conflit. On se dit qu'on va essayer de faire une enquête de type quasi-sociologique, aussi objective que possible, sans prise de position qui pourrait être interprétée comme politique, sachant que Bruxelles serait super réticent à cela. On veut faire quelque chose avec des colonnes et des chiffres. Si on demande aux gens quelle est la raison principale pour laquelle ils ne veulent pas retourner chez eux et que 30 % répondent : « parce qu'on a peur de se faire tuer », 30 autres % répondent : « notre maison a été détruite », et les 30 % restant : « parce que je n'ai pas envie de me faire torturer », cela devrait être assez édifiant. On se dit : « On a une super équipe sur le terrain, on va la faire travailler sur l'enquête. » L'échantillon est assez significatif. Il s'agit d'au moins 100 familles, si ce n'est plus, auxquelles on soumet un questionnaire, dont on entre les réponses dans une base de données. Le rapport est diffusé au moins autant à la presse russe qu'à la presse internationale, mais sans le tintamarre habituel. Ce n'est pas vraiment une prise de parole, c'est plus un dossier de référence, diffusé sous forme de fiches d'information. En gros, les Français nous disent que ce n'est pas une prise de parole et l'ignorent. Les Hollandais nous disent que c'est très bien, mais qu'ils ne peuvent pas s'y associer parce que cela concerne l'Ingouchie et qu'ils n'y travaillent pas. Et le siège de MSF Belgique l'accepte parce que ce n'est pas une prise de parole susceptible de nous faire prendre des risques a priori.

Cette position ambiguë de MSF Belgique est aussi en partie due à un management un peu foireux au niveau des décisions. Pour simplifier : le directeur général est plutôt favorable à une prise de parole, le directeur des opérations y est plutôt défavorable. C'est aussi un moment de transition entre 2 responsables de programme, donc un peu confus. Quant à la coordinatrice, elle dit : « On ne va pas prendre la parole, parce que cela risque de compromettre notre projet tuberculose en Sibérie, et puis, de toute façon, on va déjà prendre la parole sur notre programme pour les sans-abris à Moscou. » En août-septembre, il y a en effet une exposition à Moscou sur la question des sans-abris avec des affiches dans le métro. Et puis, à l'époque,

il faut aussi qu'on signe ce fameux protocole sur la tuberculose dans les prisons, dont on discute depuis des années. C'est d'ailleurs aussi un peu la raison pour laquelle, à Bruxelles, le directeur général pousse pour qu'on mette en place un management spécifique pour le Caucase du Nord en parallèle avec celui des autres programmes en Fédération de Russie. En effet, si en plus, pour tout ce qu'on fait dans le Caucase, il faut prendre en considération les opérations en Sibérie et auprès des sans-abris, on ne va pas s'en sortir.

Jean-Christophe Dollé, MSF Belgique, coordinateur de projet Caucase du Nord de mars à novembre 2000 (en français).

Des interviews, des récits de volontaires de MSF décrivant l'état de destruction du pays, la situation désastreuse des hôpitaux en Tchétchénie et le dévouement et le courage des médecins tchétchènes sont régulièrement publiés sur les sites des sections MSF et dans la presse internationale.



« Au milieu des ruines écrasantes, de petites actions de reconstruction », Rendt Gorter, coordinateur Caucase du Nord, MSF Hollande, **site internet MSF International**, 11 avril 2000 (en anglais).

Extrait :

Le coordinateur de MSF était récemment à Grozny. Voici son reportage sur les conditions de vie là-bas. [...]

Après ma première visite à l'été 1995, j'avais décrit une cité « complètement dévastée ». Quel est le superlatif pour décrire une situation deux à trois fois pire ?

Il y a de la vie – les meilleures estimations parlent d'environ 50 000 résidents, un chiffre qui croît régulièrement. Nombreux sont les visiteurs de passage qui vérifient l'état de leur maison et de son contenu, même si on ne sait pas exactement combien ils sont.

Ils découvrent très rarement une maison qui n'a pas été touchée. [...]

Je me souviens d'être tombé sur Lécha, pas loin d'ici, juste au moment de la fin des combats en août 1996. Nous étions contents de le voir vivant et bien portant – à la différence de certains autres dont les corps gisaient tout près.

À l'époque, sa maison avait aussi souffert. Mais avec un peu de travail il l'avait rendue de nouveau habitable. Juste pour être de nouveau obligé de la quitter quelques années plus tard. Quid de la prochaine fois ?

Selon une source bien informée, 20 % des maisons ont été réduites à l'état de ruines. Seul 20 autres % sont habitables et le reste va avoir besoin de sérieuses réparations pour qu'on puisse de nouveau y vivre.

Sans oublier le manque de gaz, d'eau et d'électricité. Nous avons vu un tas de gens transporter des bidons d'eau collectée là où ils le pouvaient. Par exemple près de Lermontova, où plus de 60 personnes ont attrapé la typhoïde, qui a contaminé la source d'eau du village. [...]

Nous arrivons à une polyclinique dont le mur est éventré par un trou de la taille d'une porte de garage. Deux femmes (en temps normal elles sont infirmières à la clinique) sont occupées à déblayer des morceaux de métal tordus et des débris.

La médecin-chef nous accueille. Elle a entrepris de transformer cette coquille vide sans fenêtres, sans matériel et sans médicaments en une structure de santé. Et, oui, elle a besoin d'aide.

Dans un autre hôpital de la ville, le personnel médical est également occupé à nettoyer et réparer. Ici aussi, il manque deux fenêtres. Mais la bienveillante Fatima, une sage-femme, est occupée à balayer le sol du petit bureau, sans prêter attention à la ligne tracée par les impacts de balles le long du mur.

À l'extérieur, dans un fourneau installé sur un chariot, des repas cuisent pour les voisins proches. Il y aurait également de l'eau, sauf que le tank à eau installé lorsque j'étais ici après la première guerre – ou était-ce la guerre encore avant celle-là ? – est percé de trous dus aux impacts de balles. « Pas de problème, nous assure-t-on, on va le réparer avec des morceaux de pneu. »

À l'hôpital pédiatrique – le bâtiment de trois étages est toujours debout, il en manque juste un morceau –, le travail est également en cours.

Sultan, le médecin-chef – il était l'adjoint du ministre de la Santé quand je l'ai rencontré pour la première fois en 1997 –, est occupé avec une équipe de soudure, qu'il a supplié le ministre russe des Urgences de lui envoyer. [...] Khadija, tout en rebouchant avec du ciment les trous causés par les impacts de balle, me raconte comment Sultan les a retrouvés et rassemblés et comment il met toute son énergie à faire revivre l'hôpital – « de ses propres mains », dit-elle en riant.

Le matériel médical que nous apportons est déballé avec fébrilité. Ils ont hâte de pouvoir de nouveau recevoir des patients. « Il y a 8 000 enfants dans la ville », nous confie Sultan. « Et ils ont besoin d'aide », insiste-t-il.

Nous demandons comment ils se procurent de l'eau. « Nous remontons des jerrycans du lac. » Et... ? « Nous la désinfectons, bien sûr », nous assure-t-il. Il leur reste en effet des tablettes de stérilisation qu'ils avaient judicieusement cachées après la dernière livraison par une organisation humanitaire, il y a quelques années.

Vous êtes en sécurité ?

« Bien sûr. Il y a un poste militaire russe à moins de 100 mètres. Ils assurent la sécurité. Nous les entendons tirer la nuit », dit-il en riant.

Mais lorsqu'on lui demande ce que l'avenir leur réserve, son sourire disparaît.



« Le rafistolage d'une société brisée – Malgré des structures de santé en ruine et un approvisionnement spartiate, le personnel médical tchéchène soigne les victimes de la guerre » Sharon LaFranière, *The Washington Post* (service étranger), 21 juillet 2000 (en anglais).

Extrait :

Dire que les hôpitaux de Tchétchénie sont mal équipés, c'est comme dire que ses routes sont cahoteuses. Des 28 hôpitaux et 28 dispensaires visités récemment par l'équipe de Médecins Sans Frontières, les trois quarts n'avaient ni médicaments ni matériel médical. La plupart n'avaient pas non plus l'eau courante, ni de réfrigérateur pour stocker les médicaments, ni de matériel radiologique. 47 % n'avaient pas l'électricité le jour de l'évaluation. Ce qu'ils avaient, c'est du personnel.

« Les hôpitaux sont pleins de médecins, d'infirmières, malgré quatre ou cinq années sans salaire », constate Kenny Gluck, qui parcourt la Tchétchénie pour l'organisation, afin d'évaluer les besoins sanitaires. Selon l'association, la quantité de personnel excède le minimum exigé par l'Organisation mondiale de la santé.

« Il existe peu d'endroits dans le monde où l'on trouve un tel niveau d'engagement, affirme Gluck. C'est une des qualités de cette société. »

Gluck connaît de nombreux travailleurs médicaux qui ont réalisé des actes exceptionnels, comme ce médecin qui a fouillé les ruines de l'hôpital dévasté de la ville de Chatoï pour

retrouver des anesthésiques, et cet autre qui a opéré pendant trois mois à la chandelle dans une cave.

C'est Bakaïev qu'il trouve le plus impressionnant. « Les gens nous ont dit que, sans lui, leur village n'existerait plus », raconte Gluck. « Il s'est débrouillé pour faire marcher l'hôpital au milieu de ce chaos et de la désagrégation sociale, et cela a été essentiel non seulement pour la santé des gens mais aussi pour le village. Les gens disent que l'hôpital est devenu, en quelque sorte, la colonne vertébrale du village. »

[...] Bakaïev se souvient bien des patients qu'il n'a pas pu sauver. En avril, un jeune homme qui n'avait pas 30 ans avait essayé de désamorcer une mine dans un village près d'Alkhazouovo. Bakaïev l'a amputé d'une jambe et l'a chargé dans une voiture pour l'emmener en Ingouchie. L'homme est mort pendant que ses parents essayaient de négocier le passage en urgence aux postes de contrôle militaires.

Une fillette de 10 ans, dont l'estomac avait été perforé par un éclat d'obus, a survécu à l'opération mais est morte d'hémorragie.

Bakaïev soigne tout le monde – une politique qui lui a causé de sérieux soucis avec le médecin-chef durant la première guerre. Il ne se sent pas obligé de rendre compte des rares occasions où un combattant tchétchène lui a demandé des soins. Quand les soldats russes sont venus fouiller l'hôpital en janvier, raconte-t-il, il n'a pas mentionné que cinq combattants tchétchènes venaient juste d'en partir.



« Le coût illimité de la guerre » Kenny Gluck, coordinateur Caucase du Nord de MSF Hollande, **site internet MSF International**, 1 août 2000 (en anglais).

Extrait :

Plusieurs milliers de personnes déplacées ont commencé à rentrer en Tchétchénie, espérant y reconstruire leur vie. À ceux qui sont retournés dans les villages de Tchétchénie, l'artillerie et l'aviation russes continuent à infliger mort et destruction. La multitude de mines et de munitions non explosées qui émaillent le paysage tchétchène continue à tuer et menacer la population. [...] Les besoins énormes en Tchétchénie et en Ingouchie ont été dans un premier temps pris en charge grâce à la bonne volonté et les actions des voisins, des amis et plus spécialement d'un système de santé tchétchène qui refuse de mourir. [...]

Les médecins, qui ont déjà traversé deux guerres, ne comprennent pas qu'autant de moyens soient mis au service de la guerre alors que si peu le sont pour les hôpitaux. En mai, certains membres du personnel médical en Tchétchénie ont reçu un à deux mois de salaire. Pour nombre d'entre eux il s'agissait du premier versement en cinq ans, mais il ne s'élevait qu'à 25 dollars américains. Dans certains hôpitaux, ce salaire dérisoire n'a même pas été versé.

Un effort pour répondre aux besoins

MSF s'efforce de trouver des moyens de soutenir les dispensaires et les hôpitaux qui fonctionnent. Depuis février, l'organisation approvisionne en médicaments et matériel médical des structures de santé à travers toute la Tchétchénie. Devant les difficultés d'importation dues aux restrictions imposées par les douanes russes, les logisticiens de MSF [...] sont devenus des experts pour se procurer des médicaments en Russie.

Chaque mois, MSF arrive à fournir les médicaments essentiels pour 120 000 personnes en Ingouchie et en Tchétchénie. Là où les dispensaires ont été détruits par les bombardements, les équipes MSF effectuent des réparations de base – qui permettent d'équiper chaque dispensaire d'au moins une pièce fermée et meublée où les patients peuvent être examinés.

L'approvisionnement des hôpitaux et des dispensaires en Tchétchénie exige que le personnel MSF négocie son passage aux douzaines de postes de contrôle de l'armée russe, qui émaillent les rues de cette république dévastée par la guerre.

Il en existe 19 entre l'hôpital de Starye-Atagui et le bureau de MSF en Ingouchie. L'approvisionnement n'atteint l'hôpital que grâce au charme, au courage et à la persévérance de notre personnel. [...]

Une présence nécessaire

Tous les membres du personnel national de MSF sont eux-mêmes des réfugiés. Certains [...] ont perdu leur maison pendant la première guerre et ont déménagé dans l'Ingouchie voisine. D'autres [...] ont vu leur quartier réduit à l'état de ruines et de cendres par les bombardements de Grozny de 1999 et 2000. D'autres encore ont reconstruit leur maison pendant les mois d'espoir qui ont suivi la fin de la guerre de 1996 pour la voir de nouveau détruite au cours des combats qui ont suivi.

Le personnel médical des hôpitaux tchétchènes et le personnel national MSF ont assisté avec désespoir à la fuite des agences humanitaires de la région en 1996-1997, à la suite de violentes attaques contre les travailleurs humanitaires.

Pendant des mois, lors de la guerre en cours, ils ont attendu que l'aide arrive enfin.

Un médecin de l'hôpital de Starye-Atagui a exprimé sa profonde gratitude lorsque la première équipe MSF est venue visiter l'hôpital. Sa gratitude, a-t-il précisé, concernait davantage le fait que nous soyons là que celui de recevoir des boîtes de médicaments. Depuis des années la population tchétchène s'est sentie rejetée par le reste du monde – abandonnée seule à ses souffrances.

« Le fait que vous soyez de retour nous rappelle que nous faisons partie du même monde, a-t-il confié. C'est plus important pour nous que n'importe quoi d'autre que vous puissiez nous apporter. »

En dépit de l'insécurité et des risques, la Tchétchénie est l'un des endroits où MSF se doit d'être présente.

Puissions-nous apprendre du dévouement du personnel de cet hôpital et de sa capacité à continuer à travailler dans les situations les plus difficiles.

Début octobre, afin d'éviter de politiser son image, MSF Hollande répond négativement à une demande de l'actrice et activiste britannique Vanessa Redgrave qui souhaite visiter ses missions dans le Caucase. Quelques mois plus tôt, l'actrice avait déjà accompagné la présentation de son film sur les enfants tchétchènes dans la guerre, à la Chambre des communes, d'un discours composé d'extraits du témoignage du coordinateur de MSF Hollande.



« Chambre des communes » **Courriel** de Frances Stevenson, MSF Royaume-Uni à Kenny Gluck, coordinateur Caucase du Nord de MSF Hollande, 11 juillet 2000 (en anglais).

Extrait :

Vanessa Redgrave a lu des extraits de ton papier pour illustrer la situation humanitaire. Sinon la réunion était plutôt orientée sur la question des droits de l'homme, car coorganisée par Amnesty, qui a présenté son rapport « Pour la terre natale » – publié en décembre dernier, et que vous avez sans doute vu.

Le petit film qu'a réalisé Vanessa Redgrave est assez amateur et émotionnel, avec des images d'enfants blessés par la guerre, une interview d'un pédiatre en Tchétchénie.

La discussion animée par Vanessa et son mari a ressemblé en tous points à ce qu'on peut attendre d'Acteurs bien-pensants (avec un A majuscule) qui se sont trouvés une cause à défendre... plutôt naïve (selon moi), tempêtant contre le gouvernement, la communauté internationale, etc.

Il y avait un représentant politique tchétchène qui a donné un discours calme et posé mais évidemment politique sur la noble cause tchétchène, remerciant Amnesty pour son soutien à cette cause... ! Cela m'a surpris.

Amnesty n'a pas réagi à cette apparente cooptation.

Il y avait un nombre important de parlementaires, des journalistes et autres. Beaucoup d'indignation sur le fait qu'on laisse se dérouler de telles horreurs. Tout cela a permis qu'on continue à en parler.

Pas de retours pour l'instant – je te tiens au courant s'il y en a (mais je n'en attends pas).



« Re: Vanessa Redgrave », **Courriel** de Ruud Huurman, responsable de la communication, MSF Hollande, 4 octobre 2000 (en anglais).

Extrait :

J'ai discuté ce matin avec Marcel [van Soest, directeur des opérations MSF Hollande]. Il m'a dit qu'aucun accord ferme n'avait été passé, ni aucune promesse faite à Vanessa, mais cela l'intéresse de travailler avec elle d'une façon ou d'une autre, car selon lui nous avions plutôt eu une expérience positive avec elle il y a quelque temps, lorsqu'elle avait également demandé une implication de MSF, et que nous avions décidé de nous contenter de lui fournir des informations.

Marcel pense qu'il est important de demander d'abord à Kenny si une visite est possible ou pas. Donc il est encore possible de discuter le pour et le contre. [...]

3. Au cours d'une téléconférence cet après-midi, Kenny a clairement affirmé qu'une visite en Tchétchénie était hors de question (sécurité, mauvais moment). Si elle vient en Ingouchie, il la briefera et peut-être lui donnera-t-il quelques contacts de chauffeurs, etc., mais il ne mettra PAS à sa disposition le personnel ou la logistique MSF.

Kenny n'est pas d'accord pour qu'on l'invite, pour qu'elle soit l'hôte de MSF.

4. Laissez-moi vous rappeler le conseil de Martyn Broughton [directeur de la communication, MSF Royaume-Uni] : Vanessa est sans doute engagée et compatissante vis-à-vis des centres d'intérêts de MSF, mais des expériences dans le passé indiquent qu'elle peut aussi « utiliser » les gens et les organisations au cœur de l'action. [...] Donc si nous avons à travailler avec elle, une distinction très stricte doit être établie.

Nous pouvons lui fournir de l'information, comme nous le ferions avec des journalistes, mais nous ne pouvons pas permettre (et en fait, nous ne le permettrons pas) qu'elle s'exprime en aucune façon de la part de MSF ou qu'elle utilise notre nom dans sa campagne. Bien sûr, nous ne voulons pas être impolis avec elle – nous apprécions vraiment ses efforts pour stimuler le débat sur la crise tchétchène. Nous ne pouvons pas la prendre en charge, mais nous pouvons l'aider en lui donnant certains conseils sur la sécurité, etc.

[...] Dernière remarque : j'étais un peu en retrait ces temps-ci, mais je suis curieux de savoir si nous pensons que MSF doit chercher à améliorer la couverture médiatique de la crise tchétchène (bien que cela soit très difficile). Avons-nous des informations, des points de vue qui méritent attention ? Avons-nous une position que nous voulons particulièrement faire connaître ?

UNE PROPOSITION DE CAMPAGNE MÉDIA CONTROVERSÉE

En septembre 2000, en prévision de la venue à Paris de Vladimir Poutine pour le sommet Union européenne-Russie des 30 et 31 octobre, la section française de MSF commence à réfléchir à une campagne destinée à remettre la situation en Tchétchénie à l'agenda des médias. Les avis sont partagés sur la nécessité d'appuyer une éventuelle prise de parole publique par un recueil de données épidémiologiques.



« À l'occasion de la visite de Vladimir Poutine à Paris, Médecins Sans Frontières prend la parole sur la Tchétchénie – Petit doc écrit après la réunion du jeudi 21 [septembre] 2000 » **Mémo** de la direction de la communication de MSF France, 25 septembre 2000 (en français).

Extrait :

Lors d'une réunion improvisée le mardi 10 octobre (responsable de programme, communication, Guillaume [Legallais, directeur des opérations]), faisant suite aux précédentes réunions et aux échanges de mails (voir papier précédent), des décisions ont été prises qui feront l'objet de notre réunion de demain. Pour rappel, la visite de Poutine commence le 30 octobre et il nous reste donc deux semaines pour monter l'opération.

LA DÉCISION FINALE DOIT DONC IMPÉRATIVEMENT ÊTRE PRISE À LA FIN DE CETTE RÉUNION DU 12 OCTOBRE.

Que pense-t-on de la situation en Tchétchénie aujourd'hui ?

- Le discours officiel de la Russie : ce n'est pas une guerre mais une opération antiterroriste et la situation est en voie de normalisation. La qualification d'opération terroriste permet d'entraver le travail des médias (raisons de sécurité) et des humanitaires (à vos risques et périls), et de mener loin des regards indiscrets une politique de terreur à l'égard de la population tchétchène.

- Les besoins de la population sont énormes : matériel médical, structures de soins, prise en charge des blessés de guerre et victimes des mines, 200 000 réfugiés qui s'apprêtent à passer un second hiver à la frontière...

- Terreur et contrôle social sont plus que jamais de mise en Tchétchénie : les hôpitaux occupés par l'armée russe, les *check-points* limitant l'accès aux structures de soins, les réfugiés qui ne peuvent pas rentrer (aucune aide ne leur est de toute façon allouée pour reconstruire), les arrestations et tortures (cf. les rapports des organisations de droits de l'homme), les filières de soins des blessés de guerre avec l'étranger, etc.

- Les gens ne peuvent pas rentrer chez eux, leurs maisons sont rasées, ils sont laissés dans une dépendance totale à l'égard de l'aide humanitaire.

- La guerre continue à huis clos ou presque, les Tchétchènes sont dans une impasse et un face-à-face sans issue avec les forces russes ; le combat est bien inégal...

Quel est le contexte humanitaire, médiatique et politique qui entoure cette rencontre ?

- Nous n'avons pas réellement de problèmes d'accès : le matériel humanitaire et les personnes rentrent dans le pays. La « faiblesse » de nos actions s'explique par la sécurité très précaire et nos craintes d'enlèvements et de violences. L'idée qui consistait à envoyer des camions avec du matériel à la frontière (à grands renforts de caméras) tombe donc à l'eau.

- Les journalistes ont un accès très limité au territoire : les caméras ne rentrent pas, les hommes prennent trop de risques, les reporters femmes seules continuent donc à travailler, mais le plus discrètement possible.

- Le sommet EU-Russie pour lequel Poutine vient en France a pour but de réviser l'aide allouée par l'UE à la Russie ; cette aide n'est bien sûr pas conditionnée au respect des droits de l'homme ou des conventions de Genève...

Partant de ce constat, et compte tenu de la position que nous avons toujours eue sur la Tchétchénie (1^{re} et 2^e guerres), nous estimons (réunion du 10 octobre) que MSF doit profiter de cette venue de Poutine pour sensibiliser le public et les médias sur cette guerre très violente à huis clos et les conséquences sur les civils (accès des blessés, mines, réfugiés qui attendent l'hiver).

En clair, MSF se doit de jouer la provocation, voire la subversion, autour de la visite de Poutine. Et ce dans un principal objectif : foutre le merdier ; et trois sous-objectifs : briser le huis clos, s'élever contre l'hypocrisie d'une telle rencontre, et forcer la mise à l'ordre du jour de la Tchétchénie pendant le sommet.

Comment le faire ?

- En assumant notre faible opérationnalité en expliquant les craintes relatives à la sécurité des volontaires,

- N'ayant pas les moyens de recueillir des données de terrain (témoignages ou données épidémio) pour étoffer un éventuel rapport sur la situation humanitaire, nous assumons un « coup médiatique » exprimant la position de MSF.

- En montant un coup médiatique en France : campagne d'affichage ou autre événement... À décider.

Le département communication a donc été « mandaté » pour proposer des idées de campagnes ou d'événementiels sur lesquelles il faudra se prononcer demain. Des idées, nous en avons... La décision est entre vos mains !



Échange de courriels entre Jean-Hervé Bradol, président, Anne Fouchard, directrice adjointe de la communication, Françoise Saulnier, responsable juridique, et Virginie Raisson, membre du conseil d'administration de MSF France, 7, 10, 11, 12 octobre 2000 (en français).

Extrait :

Salut à tous,

[...] Notre analyse doit être solidement étayée si on veut s'en prendre à Poutine. Il me semble en outre que nous gagnerions beaucoup à discuter de notre prise de parole sur la Tchétchénie avec le terrain. Steve, le chef de mission sur la zone, a une idée très claire sur les différents champs que pourrait couvrir notre discours public. Il me semble qu'il s'était déjà engagé à acheminer des infos vers le siège sur les différents champs qu'il avait identifiés.

Quant à la possibilité d'avoir une démarche proactive de recueil d'infos, il pourrait aussi nous dire ce qui est en cours ou réalisable et où (Tché et / ou Ingouchie), compte tenu des contraintes opérationnelles et de sécurité. Par exemple, serait-il encore temps de rassembler du biscuit en couplant un recueil d'infos de type quantitatif (Épicentre) et de type qualitatif (interviews de déplacés par le terrain ou à l'aide d'une visite éclair de qqn du siège) ?

Très amicalement

[...]

Salut,

J'ai deux remarques à faire. La première, j'en ai marre d'entendre parler de la faible opérationnalité de MSF dans le Caucase. Les personnes qui conduisent ces opérations (équipe de terrain, HoM, RP et ARP) ont-elles le même avis ? Si on croit au sens de ce

qu'on fait sur le terrain (quels qu'en soient le volume et les limites) et si on a quelque chose à dire qui ne soit l'habituel stéréotype, on ne doit pas être gêné de s'exprimer. Depuis le début cet argument parasite le débat : soit pour décourager les gens de s'exprimer, soit pour provoquer un sentiment de culpabilité justifiant de s'exprimer de manière soi-disant plus radicale.

Pour moi, cela avait un sens de faire passer du matériel chirurgical en Tchétchénie l'hiver dernier, d'accueillir les réfugiés en Géorgie même s'ils n'étaient pas des dizaines de milliers, etc.

Ceci dit, nous avons nos limites et « l'enlèvement de Christophe » en constitue une qui personnellement me va très bien. Dès que nous avons trouvé les ressources, nous sommes quand même retournés à Nazran (là où Christophe a été enlevé) et la mission a été difficile à ouvrir, est-ce étonnant ? À chaque discussion, la suspicion est jetée sur ce que nous faisons sur le terrain. Je trouve ça démagogique. Le Caucase n'est pas un parc d'attractions où il serait facile de monter des opés de secours.

Le texte sur les enfants (Adam) est émouvant, mais ce n'est pas un message en lui-même, hormis « les enfants souffrent pendant les guerres ».

« Opération emmerder Poutine », c'est peu dire que le principe ne me plaît pas. En un mot, nous ne sommes pas des justiciers. Comme lors de la réunion à laquelle j'ai assisté, la radicalité des propos me semble cacher un manque d'assurance sur le fond.

Je pense qu'il y a moyen d'avoir un message autour de : « La guerre continue à frapper durement les civils (continuation des attaques, arrestations arbitraires, vie quotidienne dans un grand dénuement) et manque de secours à l'approche de l'hiver (maisons, état des hôpitaux) ». Il n'est absolument pas indispensable de faire un rapport si nous avons une équipe qui assume ce message et qui est capable de l'étayer avec des histoires issues de sa pratique quotidienne. Je trouve cela justifié, car la situation de la population et des secours n'est pas bonne, et cela ne fait plus l'objet d'aucune attention publique.

Jean-Hervé Bradol

Bonjour, bonsoir,

Et d'abord, merci aux différentes contributions jointes...

Au risque d'être « épidémiologiquement » iconoclaste, et « MSFment infidèle », je ne peux m'empêcher de poser les questions suivantes :

D'un côté, comme Jean-Hervé et d'autres, je souscris complètement à l'idée qu'un témoignage étayé d'une enquête Épicentre viendrait éventuellement cautionner notre propos et lui donner un crédit méthodologique idéal, au risque sinon d'être pris en flagrant délit d'extrapolation et de manipulation. On se souvient du précédent kosovar... Néanmoins :

Je me méfie justement de notre exigence méthodologique au regard des idées et des principes que nous défendons. Et si vous me le permettez de manière très provocatrice : aura-t-on besoin d'une enquête nutritionnelle pour parler de la Corée du Nord ? A-t-on eu besoin d'images en direct au JT et d'enquêtes de mortalité rétrospectives de Srebrenica pour être convaincus ? Et puisque « j'y étais », je m'interroge toujours sur le besoin que nous avons eu d'une enquête Épicentre au Kosovo pour abonder dans le sens commun, voire otanien, en première page de *Libé* (mais c'est un autre débat).

À qui s'adresse-t-on ? Pour quoi faire ? Sur la base de quoi ?

Il me semble qu'à la dernière question la réponse est facile puisque nous avons une intention, une action, et des limites. Faut-il plus pour parler « légitimement » ?

Pour quoi faire : sans doute pas pour faire changer d'avis Poutine, mais pour rappeler à ceux que cela concerne leurs responsabilités. À ce titre, le sommet russo-européen me semble plus pertinent que le sommet franco-russe.

À qui s'adresse-t-on : aux Russes aussi sans doute. Où en est-on de côté-là ?

On a le droit de se tromper, mais moins celui de ne pas essayer au motif de ne pas avoir une enquête épidémio sur la souffrance et le destin des enfants tchétchènes pour être certains de penser ce qu'on pense depuis longtemps. Si ce qui est rapporté des propos d'Adam est vrai, et fort de notre expérience sur place, cela me paraît largement suffisant pour se lancer « en campagne » quand l'occasion nous est servie. L'objectif dans ce cas n'est pas notre objectivité scientifique, qui reste certes une ligne de fuite à suivre, ni la crédibilité de MSF face à ses donateurs et autres bailleurs, mais ce que notre indépendance peut apporter aux Tchétchènes. Sans utopie.

Et pour cela, j'espère que nous ne briderons pas notre imagination...

Virginie Raisson

[...]

Je voudrais juste poser quelques questions dans le désordre :

- Opération emmerder Poutine.

Je ne crois pas que cela soit ou doive être notre cible.

Nous cherchons plutôt à emmerder les organisateurs du sommet de l'Union européenne sur lesquels nous avons de vrais moyens de pression démocratique. Il s'agit en l'occurrence des chefs de la diplomatie et des gouvernements des pays de l'UE.

On veut dire merde à Poutine mais que veut-on dire à nos chefs de gouvernement ?

- La France s'est déjà beaucoup distinguée des autres pays européens sur la Tchétchénie. Il me semble important que MSF ne soit pas perçue comme une organisation française sur ce sujet. On doit parvenir à sensibiliser l'opinion et la diplomatie britanniques, allemandes...

Bref, ceux qui pèsent en Europe. Donc attention à la dérive franchouillarde. On a des bureaux dans ces pays et ce serait une force de les impliquer.

Où est le terrain ?

- Lors de notre dernière rencontre à ce sujet, il y avait plusieurs personnes du terrain qui étaient re-parties dans l'idée de nous renvoyer de l'info.

Que sait-on de plus depuis sur les besoins des populations, sur ce que MSF fait ou non pour eux, sur ce que l'on sait, sur ce que le terrain trouve important à dire... réfugiés, besoins sanitaires. EMERCOM14...

- Quel impact notre prise de parole aura sur nos programmes et notre présence sur le terrain ? MSF France mais aussi les autres sections ?

- Qui discute de cela sur le terrain ?

- Je suis personnellement confrontée à une pénurie quasi totale d'info terrain MSF France/Belgique, ou Hollande, pourtant ces infos existent. Sont-elles de si mauvaise qualité, inutilisables ??? Qui discute de cela avec eux ?

Je ne voudrais pas que l'on se retrouve coincé dans une position de communication institutionnelle déguisée par manque d'info. Je ne voudrais pas que la décision prise aujourd'hui soit perçue comme un test de loyauté et de dévouement à la cause MSF et que notre vote de cet après-midi soit assimilé à un référendum très stalinien : pour ou contre Poutine.

Françoise Saulnier

14. Ministère de la Défense civile, des Urgences et de la Gestion des conséquences des catastrophes naturelles de la Fédération de Russie.

Un projet de campagne d'affichage dans le métro parisien est refusé par les prestataires en charge de l'attribution des espaces qui le considèrent comme trop politique.

MSF France persiste à vouloir demander que les événements en Tchétchénie soient qualifiés de « guerre », espérant ainsi contrer la qualification d'« opération antiterroriste » mise en avant par la Russie. MSF Hollande reste en désaccord avec cette proposition.

En revanche, tout le monde s'accorde sur la nécessité de documenter la situation de manière plus approfondie et d'assumer le risque d'un accroissement des difficultés sur les programmes. Celui d'être expulsé par les autorités russes semble peu probable.



Message de Kenny Gluck, coordinateur Caucase du Nord de MSF Hollande, aux responsables Caucase du Nord de MSF France et MSF Hollande, 14 octobre 2000 (en anglais).

Extrait :

Le Message

Il est essentiel que nous définissions mieux ce que nous essayons de faire avancer avec cette campagne médiatique afin de rendre notre position plus claire.

Il est important de remettre la Tchétchénie sur la carte médiatique en Europe et d'essayer de faire en sorte que les responsables européens fassent pression sur Poutine au sujet de la Tchétchénie.

Nous devrions aussi définir un peu mieux les changements que nous aimerions voir mettre en œuvre par la Russie.

Les déclarations proposées jusqu'ici se sont beaucoup concentrées sur le fait que la Russie qualifiait le conflit d'« opération antiterroriste ». Elles ne visent pas seulement à montrer que la guerre se poursuit, mais aussi à mettre en question la représentation qu'en donne la Russie. MSF France demande que la Russie et la communauté internationale reconnaissent qu'il s'agit d'une guerre. Je pense que cette approche présente les défauts suivants :

1) Le premier problème, c'est que la Russie n'a jamais contesté le fait que ce conflit « armé interne » tel que défini par les conventions de Genève.

L'accord passé avec le CICR sur les visites des centres de détention de Tchétchénie est une confirmation implicite de cette position.

Nous sommes en train d'exiger quelque chose qui est déjà reconnu en pratique.

Même si le gouvernement affirmait qu'il ne s'agit pas d'un conflit armé interne, cela ne le dispenserait pas de respecter le droit humanitaire. Dans les médias russes, les officiers de l'armée russe font fréquemment référence à leurs activités comme faisant partie d'une opération antiterroriste.

2) Il y a peu d'intérêt à discuter les éléments de la propagande russe. Tous les régimes engagés dans des guerres finissent toujours par utiliser, pour décrire leurs activités, des euphémismes qui paraissent innocents. En demandant à la Russie de ne plus utiliser son euphémisme favori, nous détournons l'attention de la conduite de la guerre et de ses conséquences humanitaires qui devraient être notre souci principal.

En nous concentrant sur la qualification de la guerre, nous nous retrouvons inévitablement piégés avec les arguments de légitimité de la guerre. [...]

Nous devrions laisser ces arguments aux journaux russes dans lesquels les grands esprits et les analystes politiques hyperactifs du pays débattent à longueur de colonnes.

3) En nous concentrant sur la persistance du traumatisme, nous reportons l'attention sur la conduite de la guerre et ses conséquences ; et là nous pouvons vraiment parler de ce que nous connaissons. La description du niveau persistant des traumatismes dus à la guerre se base sur notre travail au sein des hôpitaux mais permet de montrer que le conflit perdure et que la population a besoin d'aide.

Les déclarations basées sur les souffrances réelles de la population peuvent être à la fois fortes et politiques, mais elles nous préservent des inutiles disputes juridiques sur la caractérisation de la guerre. Au contraire, notre message doit être profondément enraciné dans notre travail au sein des structures médicales de Tchétchénie. [...]

1) [...] Nous devrions demander que l'armée prenne des mesures plus importantes pour s'assurer que les zones civiles ne soient pas ciblées. Nous avons plusieurs interviews de victimes de récents bombardements dans ces zones.

Le traumatisme de guerre le plus répandu dans les hôpitaux tchétchènes c'est celui des blessures par mine. Dans la plupart des cas, nous ne sommes pas en mesure de dire avec certitude si les mines ont été placées par les forces séparatistes ou par l'armée russe. La seule exception concerne les cas dans lesquels les mines avaient été disposées autour des postes avancés russes ou des postes de contrôle et n'ont pas été enlevées après le déplacement de ces postes. Nous avons quelques témoignages de blessures par mines autour des positions russes. Nous devons veiller à ne pas nous prononcer lorsque nous ne connaissons pas l'origine de la mine.

Nous pouvons aussi décrire les violences commises à l'encontre des prisonniers, en nous basant sur les rapports médicaux des hôpitaux où les victimes de tortures ont été soignées.

2) Le manque d'appui des structures de santé en Tchétchénie. Dans la plupart des structures que nous soutenons, le gouvernement russe n'a rien investi depuis le début de la guerre.

Nous devrions appeler la Russie à fournir le soutien et les services nécessaires dans les zones sous son contrôle au même niveau que ce qu'elle fournit aux populations partout ailleurs en Russie. L'occupation militaire permanente des hôpitaux de Chatoï et ailleurs devrait également être mentionnée.

3) Les restrictions de déplacements en Tchétchénie et leurs conséquences sur le manque d'accès aux structures de santé et les difficultés des familles tchétchènes à assurer leur subsistance. Nous avons l'histoire de Gikalo où une victime de mine est restée bloquée toute une journée à un poste de contrôle.

4) Quand nous expliquons notre position, nous devons faire attention à ne pas parler des origines de la guerre. On va sans doute nous poser des questions sur le terrorisme. Tout rapport inexact sur une zone sera sans doute immédiatement saisi par les médias russes et participera à aggraver les problèmes de sécurité sur nos programmes. [...]

Conclusions

Nous soutenons la campagne médiatique avec : [...]

2) un message clarifié de façon à être enraciné dans notre travail et plus détaillé sur les changements que nous aimerions voir dans le comportement des Russes.



« Com Tché, la suite » **Courriel** de Bénédicte Jeannerod, chargée de communication MSF France, aux responsables Caucase du Nord de MSF, 18 octobre 2000 (en français).

Extrait :

Nous avons sollicité les réseaux d'affichage parisiens. La plupart ont refusé la campagne sous prétexte que celle-ci était trop politique. Nous n'avons eu qu'une seule proposition sur un réseau réduit qui ne produirait pas l'impact voulu.

Lundi PM, nous renonçons donc à la campagne d'affichage.

3. Parallèlement à cela, les discussions que nous avons eues entre nous (Paris, Moscou, terrain) ont montré que Médecins Sans Frontières était dans le plus grand flou concernant son positionnement par rapport à la situation en Tchétchénie. Les réflexions des uns et des autres sont par ailleurs extrêmement contradictoires : la guerre est finie / elle se poursuit ; il y a des bombardements / il n'y en a plus ; les humanitaires subissent des blocages / il n'y a pas de problèmes d'accès ; les réfugiés ne rentrent pas chez eux en raison de la destruction de leurs maisons / ils ne rentrent pas en raison de la terreur que font régner les troupes russes, etc. En ce qui concerne l'information dont nous disposons sur la situation des Tchétchènes aujourd'hui, elle est soit très pauvre, soit non diffusée à l'intérieur du réseau.

4- Les discussions ont également montré qu'il existait d'importants points de divergence sur le type de communication que MSF devait mener : purement humanitaire (« la souffrance continue, les Tchétchènes ont besoin d'aide humanitaire »), plus politique (« les Tchétchènes sont enfermés dans un face-à-face sans issue avec les troupes russes, ils ont besoin d'aide humanitaire, certes, mais surtout de ne plus être la cible principale de cette guerre »).

En conclusion : si nous voulons prendre la parole le 30 octobre de manière offensive (campagne presse, conférence de presse, itvs, *opinion pieces* [articles d'opinion], etc.), nous devons non seulement obtenir davantage d'informations (cf. pièce jointe – sur les réfugiés, les déplacés, l'accès aux soins, etc.), mais aussi construire une analyse plus claire de ce qui se produit aujourd'hui en Tchétchénie pour les civils. Il s'agit vraiment d'une condition préalable avant toute prise de parole. Jean-Hervé Bradol, président, d'accord sur le principe d'une prise de position publique, a réaffirmé qu'il ne porterait pas cette parole si celle-ci n'est pas fortement argumentée ni documentée.

Nous comptons donc sur les opérations et sur Moscou pour faire remonter des infos. D'ici, nous continuons à travailler et à suivre de très près le dossier, mais nous ne pourrons pas avancer sans ce matériel.



« Opération de plaidoyer à Paris », **Courriel** de Kenny Gluck, coordinateur Caucase du Nord de MSF Hollande, au département des affaires humanitaires, au chargé de communication et au directeur général de MSF Hollande, 22 octobre 2000 (en anglais).

Extrait :

Sécurité

Dans le passé, nous nous sommes inquiétés, en particulier MSF Belgique, du fait que les prises de parole publiques puissent conduire à des problèmes de sécurité.

Ce risque existe toujours. Il est peu probable que le gouvernement russe s'attaque directement au personnel ou aux bureaux de MSF. Il y a des preuves qui suggèrent que certains membres des services de sécurité russes ont été impliqués par le passé dans

des enlèvements et dans d'autres incidents contre des représentants internationaux dans le Caucase du Nord.

Une visibilité importante dans les médias accroît la probabilité que ces groupes, s'ils redeviennent actifs, développent des actions contre MSF en représailles de notre déclaration afin de se débarrasser de notre présence gênante dans la région.

Malheureusement, l'augmentation du niveau de risque due à une campagne médiatique est impossible à évaluer.

La réponse, s'il y en a une, ne sera probablement pas immédiate. Le fait que MDM [Médecins du monde] n'ait pas souffert de représailles après sa campagne de plaidoyer du printemps (qui n'a eu aucun écho dans la presse russe) ne devrait pas nous laisser croire que ces campagnes publiques ne font courir aucun risque. Les campagnes augmentent la probabilité que certains éléments des services de sécurité veuillent entreprendre des actions contre les organisations de secours international.

Nos campagnes médiatiques augmentent la probabilité que nous soyons ciblés dans le cas où ces groupes se lanceraient à nouveau dans des opérations d'intimidation.

Il existe un risque beaucoup plus grand qu'une campagne médiatique conduise à des difficultés pour nos programmes sur le terrain. Le risque que le gouvernement russe, à cause d'une campagne médiatique, expulse MSF ou se mêle directement de notre accès à la Tchétchénie est beaucoup plus mince. Il est plus probable que la campagne médiatique conduise à une série d'actions mineures qui entameront toutefois notre capacité de travail.

La population tchétchène, y compris le personnel local MSF, a toujours soutenu nos opérations de plaidoyer. Le danger principal, c'est que la campagne médiatique ait un impact sur nos programmes ou rende notre travail plus difficile. C'est un risque que nous devons prendre. [...]

Travailler en collaboration avec Paris

Il existe une forte suspicion dès qu'il s'agit de travailler avec Paris sur une campagne médiatique. Nous aimerions vraiment que celle-ci soit un exemple de collaboration positive. Sur le terrain, nous sommes engagés à travailler ensemble et à diffuser des messages soutenus par toutes les sections. Nous devons faire tout notre possible pour faire en sorte que cette collaboration ne soit pas étouffée par le poids de nos expériences passées et des soupçons mutuels.



Les responsables de programme pensaient que, pour ouvrir les portes, il fallait faire un gros événement lors de la venue de Poutine à Paris. On avait prévu une campagne d'affichage avec une photo d'une vieille dame sur un tas de ruines, avec un tapis et un tableau de son mari. On avait conçu l'affiche en interne et on avait négocié un affichage gracieux dans le métro. Mais il est interdit de faire un affichage politique dans le métro parisien. Donc on n'a pas pu le faire. Toutefois, ce projet avait déjà suscité deux ou trois réunions des opérations auxquelles on m'avait convoquée car on se demandait si ces affiches n'étaient pas trop agressives.

Anne Fouchard, MSF France, directrice adjointe de la communication de juillet 2000 à juillet 2004 (en français).

Finalement, l'opération de communication prend la forme d'interviews et d'articles des chefs de mission de MSF Hollande et MSF France et des responsables de programme dans la presse française et internationale. Ils expliquent qu'en

Tchéchénie la situation n'est pas du tout normalisée et que la guerre continue. Le coordinateur à Moscou des missions Caucase de MSF Belgique participe à la préparation de l'opération.



« De la difficulté pour les ONG étrangères d'intervenir en Tchétchénie » **AFP** (France), Paris, 27 octobre 2000 (en français).

Extrait :

« Aussi peu d'ONG, c'est exceptionnel vu la situation », constate MSF France : du fait de l'insécurité et de conditions de travail difficiles, rares sont les organisations humanitaires étrangères à intervenir en Tchétchénie. [...]

Pour Denis Gouzerh, responsable du programme Tchétchénie de MSF France, « militaires et Tchétchènes forment des groupes multiples. On peut établir des contacts dans un secteur, mais 10 kilomètres plus loin, il faudra recommencer. C'est un travail énorme de reconquête kilomètre par kilomètre ».

Traumatisée par l'enlèvement de l'un de ses volontaires en 1997 et l'assassinat un an auparavant de six délégués du CICR, MSF France est revenue en juillet seulement. Et pour un engagement prudent, avec l'envoi de deux médecins, un logisticien et un coordinateur, chargés d'approvisionner les hôpitaux de Chatoï, Grozny, Sernovodsk. Basés à Nazran, ils font des « allers-retours réguliers ». [...]

MSF n'hésite pas à parler de freins « psychologiques » : « Nous avons les autorisations, mais nous devons aussi faire avec notre angoisse », explique Denis Gouzerh.

« Nous avons perdu nos anciens contacts, c'est difficile pour nous de comprendre la situation, cette présence militaire. Peut-être y a-t-il aussi une volonté floue de laisser la peur s'installer, c'est dur à dire », ajoute-t-il. « En tout cas, aujourd'hui, on n'est pas prêts à envoyer 50 personnes. » [...]

Il y a des milliers de patients à réopérer ou appareiller, et un « flot constant » de victimes de guerre et civils blessés par les mines. Ce à quoi il faut ajouter des problèmes de santé mentale, affections respiratoires, tuberculoses non traitées avec fort potentiel de contagion.

Au regard des destructions, la présence étrangère humanitaire est « ridicule », admet MSF, en soulignant qu'il s'agit « d'abord d'un problème politique ».

« La vraie catastrophe humanitaire, c'est la façon dont les civils sont traités, ce sont les blessés, les mauvais traitements en prison, les gens battus », insiste Kenny Gluck, chef de mission de MSF Hollande, joint par téléphone à Nazran (Ingouchie).

« Comme il y a six mois, les médecins continuent de travailler dans le noir et le froid », dit-il. « La différence est qu'aujourd'hui ils disent qu'ils n'ont plus l'espoir. »



« Guerre à huis clos en Tchétchénie » Kenny Gluck, coordinateur Caucase du Nord de MSF Hollande, **Ouest-France**, 29 octobre 2000 (en français).

Extrait :

La semaine prochaine, le président Poutine sera reçu en France dans le cadre d'un double sommet euro et franco-russe. Il est essentiel que ces grands rendez-vous diplomatiques ne passent pas sous silence la situation insoutenable des Tchétchènes, prisonniers d'une guerre qui n'a jamais dit son nom.

Lorsque les jets russes sont passés au-dessus de lui, Adam Gaitarov, 16 ans, n'a pas eu l'idée d'aller se cacher. Il se trouvait à l'entrée de Douba-lour avec son père et son grand-père pour nettoyer le cimetière. « Les avions volaient si bas que nous pouvions voir très

clairement les pilotes », raconte l'oncle d'Adam qui, à ce moment-là, travaillait dans un champ à proximité. « Je suis sûr qu'ils ont très bien vu que nous n'étions pas des combattants mais de simples villageois en train de travailler. »

« L'avion est passé plusieurs fois au-dessus du village avant d'ouvrir le feu directement sur le cimetière », continue-t-il. « Quand j'ai couru sur les lieux, j'ai tout de suite vu que le père et le grand-père d'Adam étaient déjà morts. Adam était couvert de sang, mais toujours vivant. Plusieurs tombes avaient volé en éclats. » Aujourd'hui, Adam est l'un des patients d'un hôpital du sud de Grozny, où les médecins ne savent pas s'il retrouvera un jour l'usage de ses jambes.

Pendant l'hiver et le printemps derniers, le pilonnage de Grozny et des villages tchétchènes ont été largement traités dans les journaux télévisés du soir. Malgré l'attention des médias, les Tchétchènes ont enduré la guerre et ses conséquences sans assistance du monde extérieur ou presque.

Un an après, la guerre continue de faire des ravages sur la population tchétchène. L'artillerie et l'aviation russes sont toujours à l'œuvre ; chaque jour, les mines qui truffent le sol de la petite république et les obus non explosés mutilent et tuent des civils, en majorité des femmes et des enfants. Aujourd'hui encore, les blessures de guerre représentent la plus grande partie de l'activité chirurgicale en Tchétchénie.

Pour de nombreux Tchétchènes, l'agriculture de subsistance était le seul moyen de faire vivre leurs familles. Cela est devenu une activité à haut risque. Ilias, 16 ans, originaire d'un village proche de Grozny, a été blessé dans une explosion pendant laquelle cinq de ses proches ont trouvé la mort. Le véhicule qui transportait toute la famille aux champs a sauté sur une mine. Avec ses jambes et ses hanches brisées par l'explosion, Ilias a été hospitalisé à Grozny. Les médecins qui l'ont opéré se désolent à l'idée qu'ils ne trouveront pas les médicaments nécessaires à la cicatrisation de ses blessures.

Parmi les personnes blessées, beaucoup ne parviennent jamais jusqu'aux hôpitaux. Récemment, Imran, un homme de 27 ans, père de deux enfants, a marché sur une mine alors qu'il taillait des haies. Sa jambe gauche a été complètement arrachée, la droite gravement atteinte par des éclats. Quand ses voisins ont essayé de le transporter à l'hôpital, ils ont été bloqués à un barrage militaire russe. Imran a passé une nuit entière à se vider de son sang, sans soins, sans médicaments pour calmer sa douleur. Quand, le jour suivant, il a finalement pu atteindre l'hôpital, les médecins n'ont rien pu faire d'autre que de l'amputer.

Les hôpitaux de Tchétchénie ont désespérément besoin d'être remis sur pied et de recevoir de l'aide. L'hôpital de Starye-Atagui, détruit pendant la guerre de 1995, n'a été que partiellement restauré. Le principal bâtiment de l'hôpital no 9 de Grozny ressemble à un gruyère, criblé d'impacts d'artillerie. Les patients s'entassent dans les couloirs du seul bâtiment réparé avec des bouts de ficelle par le personnel. En mai, le gouvernement russe a payé un ou deux mois de salaire aux équipes médicales, pour la première fois depuis cinq ans. 25 dollars en tout et pour tout. Depuis, elles n'ont plus rien reçu.



Kenny et moi, nous nous sommes posé la question de présenter nous-mêmes le rapport. Mais il ne fallait pas que ce soit les gens du terrain qui parlent. Finalement il a décidé de parler quand même et on nous a envoyé des journalistes. Il n'y avait donc pas de politique très ferme et on a certainement pris plus la parole que si on avait eu une directive.

Steve Cornish, MSF France, coordinateur en Géorgie de janvier à avril 2000, puis en Ingouchie de septembre 2000 à janvier 2001; MSF Suisse, représentant en Fédération de Russie d'août 2002 à avril 2004 (en français).



Lorsqu'on a voulu faire de la communication, je suis allé à Paris et j'ai parlé avec eux. Donc j'ai dit à Steve: « Les Hollandais ne savent pas y faire en matière de communication, faisons-le avec Paris. » De toute façon, la Hollande n'est pas un marché pour les médias, donc je me disais qu'en le faisant en anglais et en français on pouvait avoir vraiment plus d'écho. Il était très agréable de travailler avec les responsables de programme de MSF France. Donc j'étais ravi de faire cela avec la section française. Et en Hollande, ils étaient furieux. Car lorsque j'en suis arrivé à cette étape, je ne suis même pas allé à Amsterdam. Je suis allé directement à Paris. Il y a eu quelques critiques, dont certaines selon moi étaient justes, qui disaient: « Kenny est hors contrôle. Il fait ce qu'il veut. » Effectivement je leur avais dit: « Je veux travailler avec Paris, je travaillerai avec Paris. »

Kenny Gluck, MSF Hollande, conseiller et coordinateur pour le Caucase du Nord de novembre 1999 à janvier 2001, directeur des opérations de 2001 à 2005 (en anglais).



Kenny est allé plusieurs fois à Paris. Il s'est réuni avec les directeurs des opérations, il a rencontré Jean-Hervé [Bradol, président de MSF France], a discuté des informations recueillies par MSF Hollande et de la façon dont nous allions en parler, sur le contenu et sur la forme, mais aussi des implications en matière de sécurité. Il y a eu quelques désaccords mais pas de controverse majeure. À MSF Hollande nous avons reçu de nombreux compliments de la part de MSF Belgique et MSF France pour avoir trouvé quelqu'un comme Kenny.

Austen Davis, MSF Hollande, directeur général de 1999 à 2004 (en anglais).



Je continue à travailler avec le responsable de programme sur ces questions. Je fais donc connaissance avec Kenny et je découvre avec plaisir qu'on a un collègue hollandais très motivé par les prises de position publiques sur un sujet aussi touchy. C'est un des personnages importants à l'époque. Il vient à Paris, on en discute, et on se met d'accord. Ce sont des prises de position importantes.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008 (en français).

À l'issue du sommet, Vladimir Poutine obtient que les représentants de l'Union européenne, par ailleurs de plus en plus dépendants de la Russie pour leur approvisionnement en énergie, restent discrets sur la Tchétchénie.



« Poutine à Paris, médias russes, Deutsche Welle » **Mémo** de la responsable régionale de l'information (RIO) de MSF à Moscou, 3 novembre 2000 (en anglais).

Extrait :

La Russie et l'UE ont déclaré lundi qu'elles prévoyaient de mettre en œuvre un partenariat stratégique à long terme pour assurer l'approvisionnement en énergie au xxie siècle et éviter le type de pénurie de pétrole qu'a connue l'Europe de l'Ouest cette année. En ce qui concerne la Tchétchénie, Chirac a déclaré que c'était la première fois que la Russie

et l'UE étaient d'accord pour admettre qu'une solution politique devait être recherchée. (*Moscow News*, 31 octobre)

Le sommet UE-Russie qui s'est déroulé au palais de l'Élysée lundi non seulement a montré des signes d'intensification de la coopération entre la Russie et les 15 nations de l'UE, mais il a aussi donné à Moscou et Paris une chance de réparer leurs relations qui avaient été entamées par des désaccords sur la campagne militaire de Moscou en Tchétchénie. [...] (*www.allnews.ru*, 31 octobre)

[] « Qu'est-ce que Gazprom a signé à Paris ? L'impact économique de la visite de Poutine s'élève à \$1-2 milliard ».

Gazprom et Gaz de France ont signé un accord de coopération. Il s'agit du premier document officiel qui confirme l'intention de construire un pipeline direct de la Russie vers l'Europe de l'Ouest via le Belarus, la Pologne et la Slovaquie sans passer par l'Ukraine.

[...] (*Kommersant*, 2 novembre)

Russie, UE et problèmes tchétchènes

Les voix des intellectuels français protestant contre les violations des droits de l'homme en Tchétchénie n'ont pas été entendues à Paris. Malheureusement cette fois, la société civile occidentale n'a pas pu influencer la position de la Russie concernant la Tchétchénie. Tout d'abord parce que le pire a déjà eu lieu en Tchétchénie ; et que maintenant la situation là-bas s'améliore (la Commission européenne l'a confié récemment).

Deuxièmement, Poutine continue de parler de bataille contre le terrorisme international. Et troisièmement, le prix du pétrole est très favorable à la Russie à cause de la crise du Moyen-Orient. Si on regarde l'avenir, on peut dire que ce n'est pas dans les prochaines années que la Russie gagnera ou perdra en Tchétchénie.

Et cette situation fait de la guerre un élément de négociation politique pour les politiciens occidentaux : quand ils ont besoin de faire pression sur la Russie, ils font donner les voix de l'opinion publique, mais quand les relations politiques et économiques avec la Russie sont plus ou moins normales, ils gardent l'opinion publique en coulisses où ces voix ne sont pas très audibles.

MSF DÉNONCE LA POLITIQUE DE LA TERREUR CONTRE LES CIVILS TCHÉTCHÈNES

Le 22 novembre 2000, une délégation de MSF est auditionnée par le Conseil de l'Europe à Bruxelles sur la situation humanitaire en Tchétchénie. Au cours de la conférence de presse qui suit, elle diffuse un dossier composé de récits recueillis auprès des patients, qui décrit le climat de terreur régnant en Tchétchénie. La presse internationale s'en fait largement l'écho.



« Réunion du Conseil de l'Europe sur la Tchétchénie » **Échange de courriels** entre Denis Gouzerh, responsable de programme, et l'adjoint à la responsable juridique, copie à Jean-Hervé Bradol, président, et Bénédicte Jeannerod, chargée de communication, MSF France, 12 octobre 2000 (en français). (édité)

Extrait :

M. Perin, secrétaire de la commission des affaires politiques de l'Assemblée parlementaire du Conseil, souhaite inviter MSF le 21 novembre à Bruxelles (Sénat belge) dans le cadre d'une réunion sur la « situation humanitaire en Tchétchénie » avec des parlementaires du Conseil et des membres d'ONG. Objectif : avoir des éléments pour le rapport politique

en janvier 2001 à l'Assemblée du CE et décision de la reconduction de la suspension du droit de vote des Russes au Conseil. Déjà contactés par M. Perin : AI, HRW. Selon lui, à l'heure actuelle, un lobby important au sein du CE tente d'intervenir en faveur du rétablissement du droit de vote des Russes... Notre présence est souhaitée et effectivement me semble indispensable. À écouter M. Perin, il est plutôt sur une ligne : non-accès des organisations à la Tchétchénie, mais cite pour cela l'OSCE et le UNHCR... donc pas vraiment notre créneau, et pense (sans éléments concrets, c'est un sentiment) aussi que notre organisation a des difficultés pour intervenir liées aux comportements des autorités russes. Il envoie dans les jours qui viennent le programme du 21.11.00.

À+

Denis

Je pense qu'il faut y aller, car :

- nous pouvons dire des choses avec plus de souplesse en contrôlant l'intégralité / intégrité de notre analyse dans le cadre d'un lobby (plus compliqué sous forme de prise de parole publique). Il faudra cependant en informer le terrain et leur demander du biscuit frais,

- nous avons décidé avec Françoise et Rony de mener un lobby continu et solide vis-à-vis du Conseil de l'Europe, compte tenu de notre statut consultatif et parce qu'ils nous apprécient.

Effectivement, il existe depuis quelque temps des pressions énormes sur les parlementaires du Conseil de l'Europe, car ils ont considérablement embarrassé l'exécutif du Conseil de l'Europe lors de la dernière session en demandant formellement la saisine de la Cour européenne contre la Russie et en proposant la suspension non plus seulement de la délégation parlementaire mais de la Russie elle-même. Pour info, un peu avant la réunion de l'exécutif faisant suite à la dernière session du Parlement, le secrétaire général du Conseil de l'Europe a été contacté par les États-Unis sur le mode : calmez-vous, c'est dans notre intérêt à tous de ne pas couper les ponts avec la Russie. Il y a donc un courant très fort pour prôner l'idée d'une normalisation en Tchétchénie.

Amitiés

Fabien



« Médecins Sans Frontières dénonce la politique de terreur conduite sur les populations civiles tchétchènes » **Communiqué de presse** de MSF, 22 novembre 2000 (en français).

Extrait :

Dans un rapport rendu public ce matin, à l'issue de l'audition de Médecins Sans Frontières par la commission des affaires politiques du Conseil de l'Europe, l'association dresse le bilan des conséquences de la politique de terreur actuellement menée par les troupes fédérales sur les populations civiles : exécutions arbitraires, opérations de nettoyage, arrestations et disparitions, extorsions et rackets de cadavres.

300 000 personnes sont toujours réfugiées ou déplacées. Les données médicales prouvent que l'usage indiscriminé de la force fait toujours de nombreuses victimes civiles. Les blessures résultent de tirs par balle, de tirs d'artillerie, d'attaques aériennes ou de mines. Entre septembre et octobre 2000, plus de 280 nouveaux blessés de guerre ont été admis dans 12 des 30 structures hospitalières qui fonctionnent encore.

La guerre qui continue en Tchétchénie, malgré l'illusion de normalisation entretenue par le pouvoir russe, conduit les populations à vivre dans un ghetto qui les enferme dans un face-à-face meurtrier avec l'armée russe. Le droit de circulation leur est refusé, les

blessés et les malades sont empêchés de passer aux barrages militaires. Lors de leurs déplacements, tous les civils étant considérés comme des suspects jouent leur vie à la « roulette russe ».

« Ces opérations militaires commises à l'encontre des civils s'apparentent à une punition collective, qui fait de chaque civil un suspect et une victime potentielle », a déclaré Loïck Barriquand de Médecins Sans Frontières. « La terreur incessante est aggravée par l'immensité des besoins et le peu d'aide qui arrive », a-t-il ajouté.

En l'absence de réactions internationales consistantes et de sanctions contre les auteurs de crimes, les Tchétchènes sont privés de toute forme de protection et de recours, et l'assistance arrive au compte-gouttes.

Les violences perpétrées à l'encontre des civils n'ont suscité aucune opposition de la part des États membres du Conseil de l'Europe, ni d'aucun autre. La seule instance internationale à avoir pris des mesures concrètes est l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe en décidant de suspendre le droit de vote de la délégation russe.

Médecins Sans Frontières s'est rendue à l'invitation du Conseil de l'Europe pour témoigner des faits inacceptables qui se produisent toujours en Tchétchénie.

MSF a remis un rapport, rendu public ce jour, dans lequel figurent les récits qui ont été recueillis par ses équipes sur le terrain auprès du personnel médical, de malades, de blessés et de résidents.

Médecins Sans Frontières dénonce les agressions massives et la politique de terreur dont sont victimes les civils en Tchétchénie. La violation quotidienne de leurs droits fondamentaux, dont la liberté de déplacement, les condamne ainsi à ne pas avoir accès au peu de secours existants.

Médecins Sans Frontières demande que les États membres du Conseil de l'Europe saisissent la Cour européenne des droits de l'homme et le Conseil de sécurité des Nations unies.



« Tchétchénie : la politique de la terreur » **Rapport**, MSF, novembre 2000 (en anglais, en français).

Extrait :

La Tchétchénie est toujours en guerre. Plus d'un an après l'intervention des troupes fédérales, les bombes, les mines et les balles continuent de tuer. Malgré l'illusion de normalisation entretenue par le pouvoir russe et la démission de la communauté internationale, les violences contre les populations civiles se poursuivent. Sous d'autres formes. Les données médicales prouvent que l'usage indiscriminé de la force fait encore de nombreuses victimes civiles.

Alors que 300 000 personnes sont toujours réfugiées et déplacées, la guerre est entrée dans une nouvelle phase. Après les pilonnages intensifs et les destructions massives, l'armée se livre, dans les zones « reconquises », à une forme de violence plus sournoise. Elle mène une politique de terreur, multiplie les exactions et pratique une politique d'humiliation des civils : exécutions sommaires et opérations de nettoyage, arrestations et disparitions, extorsions et rackets de cadavres...

Les forces russes ont transformé la Tchétchénie en un immense ghetto. Un ghetto où chaque civil est un suspect, auquel le droit de libre circulation est refusé. Même les malades et les blessés sont empêchés de passer aux barrages militaires. Au cours de tout déplacement, en franchissant l'un des innombrables *check-points*, obligatoires et incontournables, les civils jouent ainsi leur vie à la « roulette russe ».

Un ghetto, où la traque et la terreur sont érigées en système. Après avoir subi pendant des mois des bombardements massifs, les Tchétchènes sont toujours exposés aux pires violences. Aujourd'hui, en l'absence de réactions internationales consistantes et de sanctions contre les auteurs de crimes, les civils tchétchènes, privés de toute forme de protection et de recours, sont prisonniers d'un huis clos, face à des militaires auxquels l'impunité donne carte blanche.

Confrontée sur le terrain à une population terrorisée et à des besoins que l'aide humanitaire n'est pas en mesure de couvrir, Médecins Sans Frontières a répondu à l'invitation du Conseil de l'Europe. MSF y a témoigné des faits inacceptables qui se produisent en Tchétchénie. Les récits qui figurent dans ce document ont été recueillis – entre août et novembre 2000 – par nos équipes sur le terrain, auprès du personnel médical, de malades, de blessés et de résidents. Ces récits racontent l'insoutenable quotidien de la population. Ils soulignent l'impossibilité de prendre en charge les urgences médicales, les dangers auxquels s'exposent les blessés ou malades qui se rendent dans un hôpital pour recevoir des soins et les entraves multiples aux activités médicales. Ces récits racontent la poursuite de la guerre...

1/ Les conséquences de la poursuite de la guerre sur les civils

Blessés de guerre et pertes civiles [...]

Ces blessures résultent de tirs par balle, de tirs d'artillerie, d'attaques aériennes ou de mines. Des bombes, destinées aux militaires russes ou à la police, sont également placées dans les lieux où vivent des civils. Les forces militaires en Tchétchénie ne se préoccupent pas du sort des populations, celles-ci vivent dans la peur des tirs indiscriminés que l'on entend, la nuit, sur tout le territoire. [...]

Un retour compromis par l'insécurité

300 000 personnes environ sont toujours déplacées à l'intérieur ou à l'extérieur de la république tchétchène (principalement en Ingouchie, qui accueille encore 150 000 personnes). Si ces personnes ne se sont toujours pas décidées à rentrer chez elles malgré la perspective de passer un second hiver dans des conditions terriblement précaires et l'attachement à leur terre, c'est tout autant en raison de la destruction de leurs habitations et de la perte de tous leurs biens que de la terreur que fait régner l'armée russe dans les zones reconquises. Une enquête de MSF, réalisée l'été dernier auprès des déplacés tchétchènes à Malgobek, en Ingouchie, montrait que 98 % des personnes interrogées souhaitaient rentrer chez elles, mais que 70 % d'entre elles estimaient que l'insécurité en Tchétchénie les en empêchait. [...]

2/ La population vit dans un climat de terreur constante

Les civils soumis à l'arbitraire des forces russes

Les témoignages récemment recueillis par les équipes MSF rapportent les tirs à vue, les arrestations arbitraires, exécutions sommaires, passages à tabac... dont est victime quotidiennement la population tchétchène. Si de telles exactions sont commises par les soldats russes lors des *zatchistki* – les opérations de nettoyage –, la plupart se déroulent au quotidien de manière totalement arbitraire, lors des déplacements, et notamment au passage des barrages militaires installés à toutes les intersections, les rues principales et aux points d'entrée. [...]

3/ Entraves à l'accès aux soins

Des structures de santé dévastées

Les hôpitaux de Tchétchénie ont tous subi des destructions massives au cours des deux dernières guerres. Le principal bâtiment de l'hôpital no 9 de Grozny est ainsi criblé d'impacts d'artillerie. Les patients s'entassent actuellement dans les couloirs du seul bâtiment réparé avec les faibles moyens disponibles. Quant à la maternité de Grozny, il s'agit aujourd'hui de la seule maternité qui fonctionne encore dans la république tchétchène.

Sur l'ensemble de la république, 10 hôpitaux, comme celui de Vedeno, et 11 dispensaires ont été complètement détruits lors des bombardements entre la fin de 1999 et la première moitié de l'an 2000. De nombreux autres ont été partiellement endommagés. D'autre part, trois structures de santé au moins, parmi lesquelles l'hôpital de Chatoï, sont toujours occupées par les militaires russes.

Il ne reste plus aucune structure chirurgicale dans tout le sud de la république. Les personnes qui doivent se faire opérer se trouvent dans l'obligation de parcourir de longues distances et de passer de nombreux barrages militaires.

Alors que les blessés de guerre représentent toujours la majeure partie des interventions chirurgicales, les hôpitaux manquent des moyens nécessaires à leur prise en charge. Pas de chauffage, pas d'électricité, pas assez de produits anesthésiques...



« MSF épingle la Russie pour les violences commises en Tchétchénie » **BBC World Service**, 22 novembre 2000 (en anglais).

Extrait :

L'organisation médicale internationale Médecins Sans Frontières a sévèrement critiqué la conduite des forces russes dans la république sécessionniste de Tchétchénie.

Dans un rapport, elle constate que l'usage de la force par les Russes, qu'elle qualifie de politique de la terreur, continue à être à l'origine de nombreuses pertes civiles.

Elle produit une liste de témoignages visuels, rassemblés par ses volontaires, dont le correspondant de la BBC à Moscou rapporte qu'ils dressent un tableau terrifiant composé d'exécutions sommaires, d'arrestations arbitraires, de passages à tabac et de torture de civils. L'association estime que 300 000 personnes sont encore réfugiées. Régulièrement, les autorités russes nient l'existence de violations des droits de l'homme, excepté dans certains cas individuels. Plus de 2 500 soldats russes sont déjà morts dans le conflit.



« Russie – Rapport accablant de Médecins Sans Frontières : La terreur se poursuit en Tchétchénie » Isabelle Lasserre, **Le Figaro** (France), 23 novembre 2000 (en français).

Extrait :

Trois organisations des droits de l'homme (Médecins Sans Frontières (MSF), Human Rights Watch et la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH)) ont été auditionnées hier par le Conseil de l'Europe sur la Tchétchénie. À cette occasion, MSF a publié un nouveau rapport consacré à la république indépendantiste. Intitulé « La politique de la terreur », ce travail, réalisé à partir de témoignages recueillis sur le terrain, met une nouvelle fois en avant les multiples exactions infligées par les soldats russes aux civils tchétchènes. [...]

MSF regrette que ces violences n'aient pas suscité de réactions de la part des membres du Conseil de l'Europe, à qui l'ONG demande de se saisir des instances internationales compétentes.



« Revue de la couverture presse du rapport MSF : Tchétchénie : la politique de la terreur » **Mémo** de Samantha Bolton, responsable de la communication de MSF International, 28 novembre 2000 (en anglais).

Extrait :

1. Stratégie de diffusion à Bruxelles :

Le rapport MSF et le communiqué de presse « Tchétchénie : la politique de la terreur » ont été diffusés publiquement à Bruxelles le mercredi 22 novembre 2000 afin de coïncider avec un briefing à la commission des affaires étrangères du Conseil de l'Europe. MSF, Amnesty, MDM et Human Rights Watch étaient invités ce matin-là à briefer le Conseil, dans le cadre du processus d'évaluation de la pertinence de mettre fin à la suspension de l'adhésion de la Russie à cet organisme. Une décision finale sera prise en janvier 2001. Le planning, le contenu et les idées pour ce rapport MSF sont sortis de discussions à Paris, entre le terrain et les sections, il y a quelques semaines, dans la précipitation de la visite de Poutine en France (rétrospectivement, tout le monde admet que cette visite aurait été une meilleure « accroche » pour les médias, mais cela a stimulé toute la dynamique). Les chefs de mission sont alors revenus dans le Caucase et ont commencé à collecter des témoignages sur ce qui se déroulait en Tchétchénie.

La stratégie discutée entre les terrains et les *desks* a consisté à diffuser le rapport MSF sur la Tchétchénie pour l'audition au Conseil de l'Europe, à Bruxelles, pas à Moscou.

Bien que l'internet et les médias diffusent désormais les informations au niveau mondial, tactiquement il semblait moins dangereux en matière de sécurité pour les équipes de diffuser ce rapport à partir de l'Europe. Cela permettait de minimiser les risques d'attaques agressives contre Poutine dans la presse. Clairement cela nécessite d'avoir un bon potentiel de chance vue la réactivité d'internet, et cela rend plus difficile la couverture presse en Europe, car la presse européenne fait couvrir ce type de rapport par ses correspondants à Moscou.

La stratégie a pourtant été payante, car la couverture du rapport en Russie a été très faible, tandis qu'elle a été très importante partout ailleurs, en particulier là où les sections l'ont mise en avant.

Cependant, si le rapport avait été couvert par les correspondants étrangers de la région, il est probable que la couverture aurait été plus informée, en particulier dans le monde anglophone.



« MSF + Tchétchénie + médias russes » **Courriel** de Gazelle Gaignaire, responsable de l'information MSF en Fédération de Russie, aux chargés de communication MSF, 24 novembre 2000 (en anglais).

Extrait :

Presse russe

Le *Moscow Times* a repris les dépêches de Associated Press et Reuters et nous a mis en page 4 aujourd'hui : titre = « MSF : la Russie fait régner la terreur en Tchétchénie. »

En gras = « Selon l'organisation lauréate du prix Nobel de la paix, le Kremlin est coupable de "nettoyage ethnique" » (!)

kavkazcenter.com, le site internet des rebelles tchétchènes, parle de la conférence à Bruxelles et de la présence du ministre tchétchène de la santé, Omar Khanbiev, qui a passé un certain temps à « Tchernokozovo¹⁵ » et est intervenu pendant la session [...].

15. Centre de « filtration » où les détenus sont torturés.

Outra.ru, le site russe, citant *Radio Svoboda* comme source, écrit : « Médecins Sans Frontières impose la "politique de la terreur" en Tchétchénie. Dans un rapport publié à Bruxelles, MSF parle de nettoyage ethnique massif en Russie. MSF donne des exemples de civils obligés de vivre dans des ghettos... », etc.

Avant l'audition à Bruxelles, au début de la semaine, il y a eu un peu de couverture dans la presse russe sur la visite de la délégation de l'APCE pour deux raisons : 1) le président de la Commission internationale de la douma faisait partie de la délégation et 2) c'est la première fois que les représentants de l'APCE étaient censés rencontrer non seulement des Tchétchènes mais également des déplacés et réfugiés russes.



« Un nouveau rapport, accablant pour "l'illusion russe" – MSF: Tchétchénie, immense ghetto », Jean-Paul Collette, **Le Soir** (Bruxelles) 24 novembre 2000 (en français).

Extrait :

Le titre du rapport, « Tchétchénie : la politique de la terreur », ne laisse aucune place à l'ambiguïté : ce que Médecins Sans Frontières rappelle aujourd'hui aux opinions occidentales relève de l'indicible.

Car les exactions, les tortures, les violences et l'arbitraire restent le lot quotidien des civils dans la république indépendantiste. Directement imputable à l'armée russe, dans le comportement des hommes ou les options de leur hiérarchie qui, écrit MSF, a transformé la Tchétchénie en immense ghetto.

Une nouvelle fois, MSF tente d'en persuader les décideurs européens. Avec Amnesty International et Human Rights Watch, l'organisation humanitaire a d'ailleurs été entendue mercredi par le Conseil de l'Europe, seule instance européenne à avoir jusqu'ici quelque peu élevé la voix à l'adresse de Moscou.

Le témoignage que MSF apporte se fonde sur les récits et les documents recueillis par ses équipes sur le terrain entre août et novembre de cette année, auprès du personnel médical, de malades, de blessés et d'habitants. Ils soulignent l'impossibilité de prendre en charge les urgences médicales, les dangers auxquels s'exposent les blessés ou malades qui se rendent dans un hôpital et les entraves multiples aux activités médicales. Ces récits racontent la poursuite de la guerre. Ou, pour citer encore MSF, l'insoutenable quotidien de la population.

L'organisation ne se gêne pas pour livrer son état des lieux politique, militaire et humain : malgré l'illusion de normalisation entretenue par le pouvoir russe et la démission de la communauté internationale, les violences contre les populations civiles se poursuivent. Sous d'autres formes. Les données médicales prouvent que l'usage indiscriminé de la force fait encore de nombreuses victimes civiles.

Pour MSF, la guerre est entrée dans une nouvelle phase, l'armée russe se livrant, dans les zones « reconquises », à une violence plus sournoise : terreur, humiliation des civils, exécutions, « nettoyage », jusqu'au racket de cadavres...

Au cours de tout déplacement, assure MSF, en franchissant l'un des innombrables *check-points* obligatoires et incontournables, les civils jouent leur vie à la « roulette russe ».

Il est frappant de constater que ce nouveau rapport accablant rejoint jusque dans les termes celui que la Fédération internationale des droits de l'homme avait publié fin octobre, à la veille de la visite du président russe, Vladimir Poutine, à Paris.

On l'aura lu plus haut : MSF regrette que la répétition de ces cris d'alarme n'ait pas davantage mobilisé les responsables européens, parmi lesquels le Conseil de l'Europe.

Pourtant, une délégation de l'Assemblée parlementaire de ce Conseil séjourne depuis mardi soir dans le Caucase du Nord pour une visite entièrement consacrée à la situation dans les camps de réfugiés.



On tendait plus vers la documentation de la violence. C'était une période où tout le monde faisait ça à MSF. Le rapport de MSF France sur le Kosovo était lui aussi très orienté vers la dénonciation des atteintes aux droits de l'homme.

Jean-Hervé [Bradol, président du conseil d'administration de MSF France], Loïck [Barriquand, responsable de programme de MSF France] et moi-même, nous sommes allés à Bruxelles pour ce témoignage au Conseil de l'Europe.

Quand je le regarde à nouveau, je constate qu'on avait dénoncé aussi les exactions commises par les rebelles, comme la pose d'engins explosifs dans des endroits surpeuplés. On ne parlait pas de « rebelles » ni de « l'armée russe », mais dans le contexte on voyait clairement de qui on parlait. Et j'ai dû me battre pour qu'on inclue ces informations sur la pose de bombes dans des espaces publics. Je sentais qu'à MSF France ils étaient réticents et je trouvais cela injuste. Il faut dire aussi que tout notre personnel était contre les Russes. Et notre vision du conflit était très liée à la leur. Évidemment c'est dur d'éviter cela. Je ne crois pas que le témoignage au Conseil de l'Europe ait eu beaucoup d'impact. Je pense que cela valait la peine de le faire, on avait le devoir de le faire, mais il ne fallait pas s'attendre à ce que cela ait beaucoup d'impact.

Nous avons utilisé notre notoriété pour qu'en Europe on porte un peu d'attention à la Tchétchénie. Ce qui était assez difficile parce que les journalistes avaient très peur de se rendre en Tchétchénie.

Donc on apportait un peu la crédibilité du témoignage d'étrangers alors que tant de journalistes n'y étaient jamais allés. Même les gens de Human Rights Watch n'y étaient jamais allés. Tout le travail était fait par des Russes et des Tchétchènes. Et malheureusement, dans la presse occidentale, la parole d'un étranger a plus de poids que celle de l'autochtone. Je pense que c'était bon aussi pour le moral des Tchétchènes.

Kenny Gluck, MSF Hollande, conseiller et coordinateur pour le Caucase du Nord de novembre 1999 à janvier 2001, directeur des opérations de 2001 à 2005 (en anglais).



Les journalistes nous demandaient instamment de dire des choses. Dans cette histoire, c'est le chien qui se mord la queue. Effectivement ils ont besoin de « sourcer » leurs informations, de pouvoir dire que MSF sort un rapport. Donc il faut le faire. Steve Cornish, qui était sur le terrain, poussait beaucoup pour du témoignage. Mais en fait, il n'avait rien à nous donner. Les seuls à avoir des choses à dire, c'était l'équipe de MSF Hollande. Kenny, mis au courant par Steve, nous a contactés. Il est venu à Paris et on a travaillé ensemble sur la base des témoignages qu'il nous a donnés, pour faire un rapport qu'il a présenté au Conseil de l'Europe. On a dû rephotocopier les 70 exemplaires à la dernière minute parce que le nom d'un témoin était resté sur une page et que ce n'était pas acceptable. Donc on avait peaufiné le rapport et je pense qu'il était d'une bonne teneur. L'objectif était de montrer, à travers un point de vue médical, la violence que subissaient les gens. Mais on a surexploité ce qu'on avait, c'est-à-dire pas grand-chose quand même. C'étaient beaucoup de témoignages indirects.

Anne Fouchard, MSF France, directrice adjointe de la communication de juillet 2000 à juillet 2004 (en français).

Affirmant que les chaînes de télévision russes couvrent abondamment et de façon assez objective la guerre en Tchétchénie, le coordinateur de MSF Suisse met en question dans son rapport mensuel le discours public de MSF qui, selon lui, « diabolise » les Russes et reste muet sur les exactions commises par les indépendantistes.



Rapport d'activités mensuel, Jean-Émile Canut, coordinateur de MSF Suisse au Daguestan, novembre 2000 (en français).

Extrait :

Sur les différentes chaînes de TV (russes et dag.), on voit pratiquement tous les soirs un reportage sur la situation en Tchétchénie. Je ne sais pas quelle analyse en est faite par le Press Office Moscou, si même il en est fait une, mais certains reportages ne diffèrent pas, dans leur présentation, de ceux qui peuvent être réalisés par des équipes occidentales. Nous avons même eu droit à des images tournées par des *boïviki* où l'on voit des actions menées, avec succès, contre des troupes russes.

De même, une exposition photo intitulée « *Chechnya-Daguestan : refugees who aren't there* » [Tchétchénie-Daguestan : les réfugiés qui ne sont pas là-bas] s'est tenue récemment à Moscou au musée A. Sakharov.

Dans les faits, l'orientation donnée par la com parisienne à ses différents messages me semble plus relever de l'acharnement à dénoncer à tout prix plutôt que d'une vision claire avec des objectifs et éventuellement des résultats. Nulle part je n'ai vu de mention à l'encontre de ce que les T. ont fait subir tant aux populations russes que daguestanaïses, par exemple. Après tout, juridiquement parlant, la prise d'otages de Boudionnovsk par Bassaïev en 1995 est également assimilable à un crime de guerre. Le discours tenu diabolise les Russes et tend à exonérer les T., ce qui me semble un peu court. Tant il est vrai que l'on gueule quand on n'a rien d'autre à faire.

Au sein des sections MSF, ces prises de parole sont portées par des personnes très motivées qui poussent l'institution à se positionner, malgré la réticence de certains en particulier face aux contraintes de sécurité.

Elles sont soutenues par le personnel national qui, à l'instar de l'ensemble des Tchétchènes rencontrés par les équipes de MSF, souhaite avant toute chose que le sort de leur peuple soit connu.



Je pensais qu'il valait mieux prendre position publiquement, que le monde entier sache. Que l'on doive mourir après ou pas n'avait pas d'importance à mes yeux parce que je pensais que les gens ne savaient pas et je voulais que chacun connaisse la vérité. Il n'y avait pas que le personnel national qui était sur cette position. Toute la population l'était. Les gens se demandaient : « Pourquoi les étrangers ne disent-ils rien ? Pourquoi restent-ils silencieux ? » C'était cela le sentiment général. Parfois je devais expliquer aux gens : « Tu sais, c'est parce que, s'ils parlent, on va les enfermer et personne ne pourra les faire sortir. Et alors on ne recevra plus aucune assistance. Leur présence peut nous éviter d'être maltraités et torturés. Sans eux cela serait bien pire que ce que nous subissons aujourd'hui. » Tout le monde comprend la présence des ONG. Il ne s'agit pas seulement d'aide humanitaire

directe, mais aussi de soutien moral et aussi de l'idée que, quelque part, cela empêche les autorités et les forces armées d'être plus brutales.

E, membre du personnel de MSF recruté dans le Caucase du Nord (en anglais).



Mon opinion c'est qu'il y avait des jours où il était nécessaire d'essayer d'influencer la situation pour que cela s'arrête. Si cela n'avait pas été nécessaire à ce moment-là, Kenny n'aurait pas pris la parole publiquement. Ce n'est pas le genre d'hommes à se lever et à s'exprimer pour le plaisir de gagner de la notoriété. Il était nécessaire d'influencer la situation parce qu'elle était injuste et pas assez connue. Parce que l'être humain était devenu une simple cible. Les militaires qui ont commis ces crimes n'ont jamais été inquiétés.

Je ne pense pas qu'on aurait mieux fait de rester et de se taire. Avant toute chose, notre présence aidait les gens. D'abord à être moins exposés à cette violence, ensuite à trouver une voie pour restaurer les droits dont ils avaient été privés. Pour cela, nos conseillers les référaient à des organisations parce que les gens ne savaient tout simplement pas où aller et quelles mesures prendre.

C, Membre du personnel local de MSF recruté dans le Caucase du Nord (en russe, traduit vers l'anglais, puis vers le français par MSF).



Les Tchétchènes nous disaient qu'ils ne voulaient pas mourir en silence. Ils voulaient qu'on prenne position. Ils nous le demandaient, ils nous le criaient. Ils étaient conscients du risque. Quand je suis arrivé, ils commençaient à être très déçus par l'Ouest. Après la première guerre, ils avaient eu beaucoup de soutien des gens qui travaillaient directement avec eux. Nous, on travaillait plus à distance. Ils trouvaient qu'on faisait trop attention à notre sécurité, et qu'on ne s'investissait pas assez pour leur histoire. Et ils voyaient les atrocités et les leaders de l'Ouest embrasser Poutine comme un grand homme. Et leur déception était très forte. On sentait que, faute de pouvoir arrêter ces horreurs quotidiennes dans les salles de chirurgie, dans les hôpitaux, dans la rue, il fallait parler. C'était la seule chose qui pouvait avoir un impact pour que la guerre soit plus propre.

Tous les jours, on entendait les gens parler de cela. Et ils en avaient marre de parler à des gens sans avoir d'aide. Aider n'était pas assez : il fallait aider et témoigner. Soit tu travailles sur place, soit tu rentres à la maison. Et si tu travailles, cela ne sert à rien de prendre tous ces risques et de rester muet. Finalement, ne rien dire revenait à être complice des Russes. Et les Nations unies et tous nos pays étaient complices.

Steve Cornish, MSF France, coordinateur en Géorgie de janvier à avril 2000, puis en Ingouchie de septembre 2000 à janvier 2001; MSF Suisse, représentant en Fédération de Russie d'août 2002 à avril 2004 (en français).



En Tchétchénie, il n'y avait presque pas d'ONG. Il n'y avait quasiment que MSF. Dans ces cas-là on se sent des obligations particulières.

Je pense qu'il y a eu cet engagement fort de François Jean, puis de notre équipe. Souvent se crée un sens du devoir dans une équipe, et c'est là où cela devient un peu imprudent. Il ne s'agissait pas tellement de MSF Hollande en tant qu'institution, mais de moi-même et de quelques personnes de MSF France.

Beaucoup de gens disaient : « C'est complètement fou ! Qu'est-ce que vous faites ? » Jean-Hervé

[Bradol, président de MSF France] disait que je n'aurais pas dû prendre la parole publiquement parce que je travaillais en Tchétchénie. Selon lui, j'aurais dû laisser cela aux gens basés en Europe. Je ne crois pas que cela fasse beaucoup de différence, qui parle ou pas, mais il n'avait pas tort. Avant de diffuser le rapport « Politique de la terreur » et avant de passer à la télévision, nous avons fait une réunion avec l'ensemble du personnel national et nous avons eu une discussion sur le thème « est-ce que cela vaut la peine ? MSF pourrait se faire expulser, se faire attaquer, et vous, les Tchétchènes, vous pouvez être arrêtés et torturés, etc. » La première réaction des plus jeunes, des gardiens, des chauffeurs a été de la réticence [à la diffusion du rapport], parce qu'ils voulaient garder leur travail. Et ce sont les plus âgés, les seniors de l'équipe, qui ont poussé avec fierté en affirmant : « Nous sommes tchétchènes, il s'agit de notre peuple, faire connaître au niveau international ce qui se passe ici est bien plus important que ce programme. Et nous voulons prendre le risque. »

Kenny Gluck, MSF Hollande, conseiller et coordinateur pour le Caucase du Nord de novembre 1999 à janvier 2001, directeur des opérations de 2001 à 2005 (en anglais).



En matière de prise de parole, le personnel tchétchène a souvent mis un frein en disant : « Vous ne savez pas ce dont vous parlez. Lorsque vous parlez, c'est nous qui prenons des risques. » Ils avaient en partie raison. C'était sans doute moins vrai en Ingouchie.

Jean-Christophe Dollé, MSF Belgique, coordinateur de projet Caucase du Nord de mars à novembre 2000 (en français).



En gros, entre nous, il n'y avait pas de difficultés. Je me méfiais juste de notre propre inclinaison à une certaine mansuétude quand les problèmes étaient créés par les groupes tchétchènes liés aux indépendantistes, et en revanche à ne rien laisser passer quand cela venait de Moscou. Il y avait un parti pris. Dans le fond, François Jean n'était pas tout seul sur cette ligne.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008 (en français).



J'avais essayé de faire en sorte qu'on identifie des leviers au niveau des chancelleries ou des organisations internationales – c'est pour cela qu'on avait commencé le travail au Conseil de l'Europe. Ensuite, une fois qu'Anne [Fouchard, directrice adjointe de la communication, MSF France] a pris ses fonctions, on a décidé de s'organiser quasiment comme une campagne. Il était bien clair que, même si ce terme n'a jamais été utilisé, on avait décidé qu'il fallait qu'il y ait une espèce de permanence de la prise de parole publique de MSF et que toutes les initiatives et toutes les opportunités médiatiques soient vraiment identifiées et saisies de manière que la pression demeure. On avait des équipes de terrain, en particulier la population tchétchène et le personnel national tchétchène, qui poussaient beaucoup MSF à prendre la parole. Et malgré les risques de sécurité, je n'ai pas souvenir de discussions où on nous ait dit qu'il ne fallait pas faire tel communiqué de presse ou ne pas aller au Conseil de l'Europe parce qu'il y avait trop de risques pour le terrain. Je n'ai pas du tout ce souvenir.

Je pense qu'on avait vraiment des encouragements des équipes de terrain et du personnel national et des populations.

[...], MSF France, adjoint à la responsable juridique de 1995 à 2005 (en français).



Je pense que tout le monde était conscient, au sein de toutes les sections, que la communication publique pouvait avoir pour conséquence des attaques, des agressions contre les sections MSF, que ce soient des kidnappings ou de l'obstruction et du harcèlement administratif. Mais nous mettions soigneusement dans la balance notre désir de décrire certaines situations dont nous étions témoins en Tchétchénie avec les risques potentiels pour nos missions. C'était discuté entre les sections. Il ne s'agissait pas seulement de craintes implicites, c'était exprimé, discuté et, dans la mesure du possible, on essayait de le gérer.

Austen Davis, MSF Hollande, directeur général de 1999 à 2004 (en anglais).

De leur côté, les sections non opérationnelles de MSF saisissent les occasions qui se présentent pour interpeller des officiels russes sur la situation en Tchétchénie. À la mi-décembre 2000, la section canadienne interpelle publiquement le Premier ministre pour qu'il demande au président russe, en visite au Canada, de rendre des comptes sur les violations des droits de l'homme en Tchétchénie.

Lors d'une conférence donnée à Berlin sur « les menaces de sécurité contre la Russie », la directrice générale de MSF Allemagne rappelle au responsable des opérations de l'armée russe en Tchétchénie que la Russie, ayant signé les conventions internationales, est responsable de la protection des populations civiles.



« Le Canada pourrait aider à ce que cessent les horreurs en Tchétchénie » David Morley, directeur général de MSF Canada, *The National Post* (Canada), décembre 2000 (en anglais).

Extrait :

La semaine prochaine, pendant que le président de la Russie rencontrera les membres du gouvernement canadien, les horreurs continueront en Tchétchénie.

L'armée russe a établi un régime de terreur, perpétrant des actes de violence : exécutions arbitraires et descentes de police, arrestations, disparitions et extorsions.

Les forces russes ont transformé la Tchétchénie en un vaste ghetto où chaque civil est un suspect et où la liberté de mouvement n'existe pas.

Même les malades et les blessés sont bloqués aux points de contrôle militaires.

Après des mois de bombardement intensif, la population tchétchène est prise au piège dans une confrontation avec des soldats qui bénéficient d'une impunité leur laissant la possibilité de se comporter à leur guise.

Les équipes MSF qui travaillent avec les Tchétchènes ont entendu de nombreux récits de fusillades sans discrimination, d'arrestations arbitraires, de passages à tabac, de disparitions et d'exécutions sommaires. Un médecin d'Ourous-Martan le dit simplement : « Il est impossible de vivre ici. Ils arrêtent des gens partout – sans aucune raison. Pour

les jeunes hommes, circuler dans la rue est devenu dangereux. Ils y sont enlevés et emmenés aux états-majors de l'armée où ils sont tabassés. »

La torture est courante. « Ces deux derniers mois, nous avons vu beaucoup de gens qui avaient été arrêtés », raconte un médecin de Grozny. « Ils souffrent de multiples blessures. Des fractures, des blessures à la tête. Certains racontent qu'on leur a mis des fils de fer sur le corps et qu'on y a fait passer de l'électricité. Ils sont tellement terrorisés que certains d'entre eux en sont ressortis muets. Ils essayent de ne pas venir à l'hôpital car nous les y enregistrons. Aucun d'entre eux n'a porté plainte. Ils ne veulent pas revivre cet enfer. »

Un autre chirurgien d'Ourous-Martan confirme : « J'en ai vu beaucoup qui portaient des marques de brûlures sur le dos et sur la poitrine. Dans certains cas, il s'agissait de brûlures à l'électricité. Ils m'ont raconté ce qu'il leur était arrivé. On leur avait mis sur la peau deux fils électriques connectés entre eux. Il y avait un point de brûlure entouré d'une marque bleue et noire. »

La guerre a ravagé la Tchétchénie. Un chirurgien de Grozny décrit les conditions dans un des meilleurs hôpitaux de la ville : « Nous accueillons chaque jour environ 15 patients sérieusement malades. Environ un tiers d'entre eux devraient être hospitalisés. Mais nous ne pouvons pas le faire. Nous n'avons tout simplement pas les conditions requises pour cela. Nous n'avons pas de lits. Nous n'avons pas de chambres. Nous n'avons même pas de toilettes. »

Nombre d'hôpitaux et de dispensaires ont été détruits par les bombardements non discriminés de l'armée russe. « Quand il y a eu cette explosion la semaine dernière, rapporte un autre chirurgien, 21 personnes gravement blessées nous ont été amenées – des gens avec des traumatismes multiples et compliqués. L'explosion a eu lieu près de l'hôpital n°2, mais le bombardement a été tellement infernal qu'ils ont dû venir jusqu'ici. Huit d'entre eux avaient besoin d'une chirurgie abdominale immédiate avec une anesthésie générale. Mais nous avions déjà une opération en cours quand ils nous les ont amenés. Nous n'avons que deux tables chirurgicales équipées pour l'anesthésie. Sept des huit patients qui avaient besoin d'une chirurgie immédiate et majeure sont décédés. »

« Ce sont les naissances qui présentent le plus de danger », confie un autre médecin. « Les moyens pour donner des soins prénataux sont très limités. Les femmes attendent le moment critique pour venir à l'hôpital. Mais qui va se risquer à circuler la nuit ? C'est trop dangereux. »

À cause de cette situation de terreur, les médias ne vont pas en Tchétchénie.

Sans aucun témoin à ces atrocités, l'armée russe peut continuer à mener son implacable campagne de terreur en toute impunité. Le silence choquant de la communauté internationale et la réticence de tous les gouvernements occidentaux à appeler le gouvernement russe à rendre des comptes sur ses actions contre les civils tchétchènes signifient que nous sommes tous complices de ces crimes.

La semaine prochaine à Ottawa, Vladimir Poutine, le président de la Russie, rencontrera Jean Chrétien et d'autres responsables du gouvernement canadien. Une opportunité historique se présente au Premier ministre de prendre le leadership international et d'appeler le gouvernement russe à s'expliquer sur les violations continues des droits humains de base et du droit humanitaire international en Tchétchénie. C'est le minimum que devraient attendre les Canadiens de leur gouvernement. L'horreur règne depuis trop longtemps en Tchétchénie. Il est temps que cela s'arrête.



« Le général Milanov sur la Tchétchénie » **Courriel** de Ulrike von Pilar, directrice générale de MSF Allemagne, aux responsables Caucase du Nord de MSF Hollande, 15 décembre 2000 (en anglais).

Extrait :

1. Ce n'est pas Sergueï Iastrjembksi [le porte-parole du Kremlin sur la Tchétchénie], dont la présence était annoncée à l'origine, qui a assisté à la conférence (ils ont dit qu'il avait dû rentrer en raison d'une attaque en Tchétchénie la veille), mais le général Milanov, qui a été présenté comme l'adjoint au chef d'état-major de l'armée russe. [...] En plus, la délégation russe dans le public était assez imposante – sans doute parce qu'il s'agissait d'une conférence germano-russe. Parmi d'autres, il y avait le secrétaire d'État du ministre de la Défense russe, le général Mikhaylov. [...]

4. Mon impression, c'est que ce discours nous a été servi en préparation à de futures interventions justifiées par la lutte antiterroriste. Il y a eu des attaques contre les ONG, contre Human Rights Watch en particulier, contre les médias occidentaux et tout le reste.

5. Quand j'ai présenté nos informations et notre position (la Russie a signé les conventions et est responsable de la protection de la population civile), il a répondu en saluant l'héroïsme et les hauts faits de MSF. Puis il a admis quelques méfaits de militaires russes et nous a affirmé qu'ils avaient jugé 300 d'entre eux, que 20 avaient déjà été punis et que s'il ne s'agissait que de lui, il les ferait tous exécuter. Il a aussi affirmé qu'il y avait 116 postes de contrôle dans le pays et que leur existence ne se justifiait que pour prévenir les actes de guerre contre les soldats et la population civile. Et qu'ils avaient à cœur d'améliorer la protection des droits de l'homme et la restauration de la loi et tout le reste.

7. Apparemment, j'étais le seul membre d'une ONG dans la salle – et beaucoup de gens sont venus me voir après pour remercier MSF et souligner à quel point nos expériences de terrain comptaient pour eux et insister pour que nous continuions à nous exprimer publiquement.

SIGNAUX D'ALERTE

Le 29 novembre 2000, une équipe locale de MSF Hollande est retenue trois heures à un *check-point* près de la frontière entre la Tchétchénie et l'Ingouchie. Une employée locale de MSF se voit confisquer des récits de patients et l'exemplaire du « Rapport sur la politique de terreur » qu'elle transporte. Elle évite de peu la détention dans un centre de filtration. Le 2 décembre, le FSB (services de renseignement russes) interroge une autre employée locale de MSF sur Kenny Gluck, le coordinateur de la mission de MSF Hollande dans le Caucase du Nord.

Le 8 décembre, deux membres de l'équipe locale de MSF Hollande sont attaqués et retenus plusieurs heures par des hommes masqués et en treillis. L'équipe est convaincue que les attaquants voulaient enlever un expatrié de MSF et qu'ils les ont relâchés faute de l'avoir trouvé.



« Suivi de l'incident du 29/11 » **Courriel** de Kenny Gluck, coordinateur Caucase du Nord de MSF Hollande, 7 décembre 2000 (en anglais).

Extrait :

Chers tous, [...]

Suite à plusieurs discussions avec l'équipe et compte tenu de la discussion qu'a eue H [...] avec le FSB, il est devenu évident que l'incident du 29 novembre ne relevait pas d'une coïncidence.

Il est clair qu'ils cherchaient H [...] comme mentionné ci-dessous. On ne sait pas bien s'il s'agissait d'une réponse au rapport diffusé à Bruxelles ou à leur connaissance du fait que nous sommes engagés dans des activités de type « défense des droits de l'homme ». Depuis l'incident de la semaine dernière, nous avons connu une accalmie. Il n'y a pas eu de filature, à part le rendez-vous avec le FSB qui est décrit ci-dessous.

Rendez-vous du FSB avec H [...].

Un officier du FSB s'est rendu au domicile de H [...] à Starye-Atagui le 2 décembre et lui a demandé de contacter le FSB local à Nazran. Là-bas, le 3 décembre, elle a parlé avec un Russe, un dénommé D. Selon elle, il a été très cordial et informel et lui a parlé de sa famille. Il a expliqué que MSF était impliquée dans des activités inappropriées et que nous diffusions des informations sur les actes de banditisme et les violations des droits de l'homme pour augmenter la pression internationale sur la Russie.

D. lui a demandé si elle pensait que c'était par pure coïncidence qu'elle s'était fait arrêter et fouiller mercredi dernier. Il a laissé entendre qu'ils avaient de l'information sur elle et ce qu'elle manigançait. [...]

Elle a dit qu'elle pouvait leur donner toute l'information qu'ils souhaitaient sur nos activités.

Ils ont dit qu'ils voulaient de l'information sur ce que faisait Kenny. Elle a demandé quelle sorte d'information ils voulaient, mais ils ont refusé de le dire, exigeant qu'elle signe un accord de confidentialité d'abord.

Elle a refusé de signer quoi que ce soit mais a répété que, s'ils lui disaient quelle sorte d'informations ils voulaient, elle pourrait les leur donner oralement. Elle ne voulait rien mettre par écrit. (J [...] avait eu la même discussion deux mois plus tôt dans le même bureau. Comme J [...], H [...] ne veut pas avoir de relation formelle avec le FSB, parce que c'est considéré comme moins déshonorant et parce qu'une fois embarqué il est difficile d'en sortir).

Il lui a expliqué qu'elle avait intérêt à coopérer, car elle avait déjà violé l'article 275 et pouvait être poursuivie (comme on le lui avait dit au poste de contrôle Kavkaz 1 le 29 novembre – cela n'a pas de sens, étant donné le type d'informations contenu dans son cahier, qui sont des interviews avec des patients et du personnel de l'hôpital) et qu'elle devait les aider.

Pour essayer de la convaincre de coopérer, il lui a demandé si elle aimait sa patrie. [...]

Ils vont sans doute nous laisser tranquilles pendant un moment, jusqu'à ce qu'ils ressentent le besoin de nous pousser à nouveau. Leur connaissance du fait que H [...] est la personne la plus engagée dans le travail sur les droits de l'homme et de qu'il leur faut repérer aux postes de contrôle montre que nos opérations sont beaucoup plus surveillées que nous le pensions.

Nous savions que nos téléphones étaient sur écoute, mais nous devons maintenant envisager la possibilité que quelqu'un au sein même du personnel leur fait des rapports. Il est peu probable que d'autres actions soient entreprises contre H [...] à part des demandes répétées de nous espionner. En Ingouchie, ses refus permanents n'entraîneront probablement pas de représailles contre elle.

Selon notre consultant sur ces questions – un membre senior du Parlement ingouche –, les autorités locales ingouches ont assez d'influence sur le FSB pour faire en sorte que cela n'aille pas plus loin.

Il m'a semblé positif que tout ce qu'ils demandent à H [...] se limite à des informations me concernant. Nous préférons que le FSB, sur ces questions, s'intéresse aux expatriés plutôt qu'au personnel national. Je m'inquiéteraï plus sur les questions de sécurité s'ils se concentraient sur le personnel national. Je suppose qu'ils s'intéressent plus à moi qu'à d'autres expatriés principalement parce que je suis ici depuis plus longtemps, je suis américain et je parle plus couramment le russe. Les employés locaux du FSB n'aiment manifestement pas assez leur langue pour pouvoir imaginer qu'on puisse l'apprendre pour autre chose que pratiquer l'espionnage.

Je vais essayer de rencontrer de nouveau le responsable local du FSB. Nous ne l'avons pas vu depuis août après avoir eu des problèmes similaires avec J [...].

Ensuite nous rencontrerons le responsable du Conseil de sécurité d'Ingouchie [...] et la personne responsable des relations de l'Ingouchie avec les services de sécurité. Lors de notre dernière réunion en octobre, il a promis de nous aider en cas de problème avec les services de sécurité ici.



« L'incident du 8 décembre – le récit complet » **Courriel** de Kenny Gluck, coordinateur Caucase du Nord de MSF Hollande, 13 décembre 2000 (en anglais).

Extrait :

R [...], T [...] et E [...] sont arrivés à l'hôpital de Starye-Atagui aux environs de 10 heures. Ils avaient terminé le gros de leur travail vers 13 heures, mais ils attendaient l'infirmière en chef qui devait arriver incessamment. Ils ont décidé de laisser la voiture de T [...] à l'hôpital et de voyager dans celle de R [...] et d'aller déposer un sac de farine chez un parent qui vit dans le village.

À environ un kilomètre et demi de l'hôpital, une vieille voiture beige leur a coupé la route et les a forcés à s'arrêter. Quatre hommes armés et masqués en tenue de camouflage ont immédiatement encerclé la voiture et demandé les papiers de R [] et de T []. Sans même y jeter un coup d'œil, ils ont embarqué R [] et T [] de force dans leur voiture. R [] a protesté en disant qu'ils étaient médecins et qu'il devait s'agir d'une erreur, mais ils n'ont pas prêté attention à ce qu'il disait.

R [...] a été poussé sur le siège arrière entre deux des assaillants. T [...] a été assis de force sur le siège du passager avant entre le conducteur et l'un des assaillants.

Toute l'attaque s'est déroulée de manière très professionnelle. T [...] et R [...] croient qu'il s'est passé moins de deux minutes entre le moment où ils se sont arrêtés et celui où ils ont été emmenés dans le véhicule des assaillants.

Au moment de l'attaque, T [...] et R [...] ont noté que les assaillants étaient habillés d'une tenue de camouflage neuve, des pieds à la tête. Les uniformes semblaient n'avoir jamais été portés auparavant car les plis étaient encore visibles.

R [...] a été obligé de se couvrir la tête avec son manteau. Bien que son visage ait été par moments couvert d'un masque, T [...] a pu facilement voir où ils allaient. Pendant le voyage, l'un des assaillants assis à la gauche de R [...] n'a pas cessé de le menacer.

« On ne réfléchira pas deux fois avant de te couper la gorge. »

« Vous transportez des combattants blessés dans vos voitures. »

R [...] a répondu qu'aucune personne armée n'était autorisée à monter dans nos véhicules. [...] Ils ont demandé à plusieurs reprises à T [...], qui ne ressemble pas à un Tchétchène, qui il était. Il leur a dit qu'il était tchétchène. (« J'avais envie de leur dire que

j'étais tchétchène "comme eux", mais je ne tenais pas à les provoquer puisqu'ils prétendaient être russes. »)

Au début ils ne l'ont pas cru et lui ont demandé de dire quelque chose en tchétchène. [...] Puis ils lui ont demandé de traduire tout ce qu'il disait [en russe].

T [...] rapporte qu'à une occasion ils ont répondu avant même qu'il ait pu traduire, ce qui laissait entendre qu'ils comprenaient le tchétchène.

Après cette discussion, R [...] et T [...] ont entendu les assaillants déclarer qu'ils « n'avaient pas pris la bonne personne ». [...]

Les assaillants leur ont dit de s'éloigner de l'enceinte sans se retourner, jusqu'à ce qu'ils soient partis. R [...] et T [...] ont marché pendant quelques dizaines de mètres jusqu'à ce qu'ils entendent la voiture des assaillants s'éloigner. Ils sont retournés au compound où ils avaient été interrogés et ont demandé à un habitant s'il savait à qui appartenait la voiture qui venait de partir, mais les gens ont répondu qu'ils ne savaient pas.

[...] Nos réflexions

Selon le rapport de T [...] et R [...], il est clair que l'attaque ciblait MSF. Dans une attaque bien planifiée de cette nature, il est peu probable que les assaillants se trompent de véhicule, lorsque celui-ci est clairement identifié par des stickers.

Cependant les assaillants n'ont pas trouvé ce qu'ils cherchaient. Ils semblaient particulièrement déçus de découvrir que T [...] était tchétchène. Tout cela laisse penser qu'ils cherchaient un expatrié.

Le professionnalisme et la vitesse à laquelle s'est déroulée l'attaque laissent à penser que l'objectif n'était ni simplement du vol ni de l'intimidation.

Il n'est pas nécessaire d'organiser une embuscade pour intimider ou voler.

Le kidnapping reste donc le motif le plus probable de cette attaque.

Starye-Atagui [...] est un endroit que les expatriés de MSF visitent régulièrement pour suivre un gros travail de réhabilitation du service de chirurgie et de soutien aux activités de la maternité.

Au-delà d'un contrôle de façade affiché par les Russes sur la région, c'est en réalité un groupe islamiste de tendance wahhabite qui a la mainmise sur Starye-Atagui, et dans une moindre mesure sur Novye-Atagui. Un autre groupe très actif proche de Guelaïev est aussi très présent. MSF est en contact depuis le début avec ces deux groupes.

Le groupe « wahhabite » nie toute implication dans l'affaire et affirme n'avoir aucune information. Nous leur avons parlé au cours d'une réunion semi-officielle et il est peu probable que dans ce cadre ils aient admis être impliqués.

Le personnel local a pris leurs contacts à Atagui pour assurer le suivi avec eux de façon plus informelle, au cas où ils auraient des informations.

[...] Réponse:

Nous avons annulé tous les déplacements d'expatriés en Tchétchénie jusqu'à nouvel ordre. Depuis mercredi, nous avons également annulé les activités impliquant du personnel local. Seule une équipe s'est rendue en Tchétchénie mercredi afin de collecter plus d'informations.



À l'automne, on a commencé à avoir plus de problèmes avec la sécurité au niveau local. Rien de grave, mais lorsque nous avons publié le rapport « Politique de la terreur » en Europe, l'une des membres du personnel, une femme, très intelligente mais très jeune, a – je ne sais pas pourquoi – emporté une copie de ce rapport avec elle en Tchétchénie. Ce n'était pas très malin. Elle a été arrêtée à un poste de contrôle et ils ont trouvé le rapport en anglais. Ils le lui ont pris et lui ont posé des problèmes à cause de cela. Mais pas de problèmes graves. Et puis il y a eu une autre femme qui a été interpellée par le FSB, qui lui

a demandé de produire des rapports réguliers sur ce qui se passait à MSF. Elle a refusé et ils l'ont menacée.

Donc on a commencé à avoir ce type de problèmes. Mais ce qui est intéressant, c'est que c'était le personnel junior qui était ciblé. Ils n'ont jamais essayé avec les seniors, les gens les plus connus, qui avaient des relations. Ils se sont attaqués à des jeunes femmes d'une vingtaine d'années, qui sont plus vulnérables.

Kenny Gluck, MSF Hollande, conseiller et coordinateur pour le Caucase du Nord de novembre 1999 à janvier 2001, directeur des opérations de 2001 à 2005 (en anglais).



La situation dans laquelle on travaillait à l'époque, c'était que quotidiennement des dizaines, des douzaines, des centaines de personnes étaient portées disparues. Pratiquement, il y avait très peu d'organisations qui se rendaient sur ce territoire pour tenter de protéger les populations civiles de l'impunité. Et en organisant la collecte des données, notre objectif était d'atteindre ces personnes et de leur fournir toute l'aide possible. Mais le fait que nous ne soyons pas en sécurité était compris par tous. Pratiquement chacun d'entre nous a assisté à des fusillades ou des explosions, ou a été pris dedans et a vu des gens se faire arrêter aux postes de contrôle, emmener dans leurs tentes spéciales puis dans leurs salles d'attente. Les gens qui entraient dans ce type d'endroit, on n'entendait plus parler d'eux par la suite. C'est pourquoi on avait des tâches et des missions très claires. Il fallait avoir le plus de contacts possibles pour pouvoir réagir rapidement si on se retrouvait dans l'une de ces situations. Il avait été clairement dit que si une personne se sentait menacée et avait peur, elle avait le choix de ne pas y aller. Mais personne n'a jamais refusé d'y aller parce qu'on avait un objectif et qu'on voulait l'atteindre quel que soit le prix à payer. On était très conscients des risques. Mais on avait l'espoir de pouvoir y échapper, grâce à Dieu. Aux postes de contrôle, les autres organisations faisaient la queue. Mais nous on les évitait et parfois on arrivait même à passer sans avoir à s'arrêter. Grâce à Kenny, on avait établi des règles très strictes sur la façon de communiquer avec les soldats et de se comporter aux postes de contrôle. On ne leur distribuait rien, ni pansements, ni médicaments. On était couverts par les conventions de Genève et notre identité MSF. Et le temps qu'ils comprennent ce que tout cela voulait dire, on était déjà loin. D'autres organisations ont eu des employés enlevés. On s'est efforcés de les aider.

C, Membre du personnel local de MSF recruté dans le Caucase du Nord (en russe, traduit vers l'anglais, puis vers le français par MSF).

Kenny Gluck, le coordinateur Caucase du Nord de MSF Hollande, continue à s'exprimer dans les médias internationaux. Il s'efforce aussi de cibler la presse russe afin de sensibiliser la société russe au sort des populations civiles de Tchétchénie.

Le 22 décembre 2000, au cours d'une émission de la chaîne russe NTV, en présence d'Akhmad Kadyrov, l'administrateur prorusse de Tchétchénie, et d'un médecin de l'équipe tchétchène de MSF, il décrit la persistance de la guerre et des violences contre les civils dans cette région.



Vox Populi (*Glas Naroda*), NTV, 22 décembre 2000 (en anglais).

Extrait :

Kenneth Gluck : Je m'appelle Kenneth Gluck. Je suis coordinateur du programme de Médecins Sans Frontières. Nous travaillons en Tchétchénie depuis déjà neuf mois. Je suis inquiet du fait que nous parlons de ces souffrances comme si elles relevaient déjà du passé. Ce pédiatre de Guekhi-Tchou que vous avez vu travaille toujours dans un dispensaire détruit. Il n'a toujours pas de médicaments, à part ceux que lui apportent Médecins Sans Frontières et la Croix-Rouge.

Là-bas les enfants vont mourir de froid s'ils ne reçoivent pas d'aide de la Croix-Rouge ou d'autres organisations humanitaires. Je l'ai vu le mois dernier. [...] Nous ne pouvons pas non plus parler des atrocités comme de quelque chose qui appartient au passé. Des enfants qui sont tués, blessés, aujourd'hui comme hier arrivent toujours dans les hôpitaux de Tchétchénie.

[...] Chirurgien : En plein centre de Goudermes, une fillette est en train de mourir du cancer et ne reçoit aucune aide du ministère de la Santé. Elle ne cesse de demander : « Quand vais-je mourir ? Quand cela va-t-il finir ? » Je pose cette question : quand cessera la campagne de calomnie qui pèse sur le peuple tchétchène ? Les sondages effectués à la veille de l'invasion de Bassaïev au Daguestan montraient 99 % de réponses négatives concernant les Tchétchènes.

Pourquoi les mass médias ont-elles omis de raconter que, dans le district de Noïa-lourt, Bassaïev avait été refoulé par des hommes armés de fusils qu'ils avaient bricolés eux-mêmes, parce qu'il avait entamé l'honneur des peuples de la montagne ? Qu'est-ce que veulent les Tchétchènes ? 99 % d'entre eux ont peur des troupes fédérales ? Est-ce que la politique menée est vraiment la bonne ? Pourquoi l'armée ment-elle au sujet des insurgés ? Pourquoi Istissouest-elle bombardée alors qu'elle n'abrite aucun insurgé ? Nous avons besoin du soutien de la société russe pour faire comprendre que les Tchétchènes sont des gens qui respectent les lois.

[...] [Akhmad] Kadyrov [le chef de l'administration prorusse de la Tchétchénie] : À propos de comment mettre fin à tout ce qui se passe, nous devons tous être honnêtes, y compris les Tchétchènes. Cet homme qui prétend être chirurgien dit qu'il n'y a pas d'insurgés à Istissou, mais mes équipes en ont capturé un. Il avait sur lui 20 000 dollars qu'on lui avait donnés à l'avance pour me faire exploser. On lui en avait promis 100 000 de plus. J'ai toujours condamné les bombardements, mais nous, les Tchétchènes, nous devons réaliser ce qui se passe. Seuls les Tchétchènes peuvent mettre fin à cette guerre. J'y mettrai fin. Et il n'y aura plus de terroristes.

Une femme : Cette discussion peut donner la fausse impression que seul l'Occident fournit de l'aide humanitaire. C'est faux. C'est la Russie qui apporte le gros de l'aide. Notre hôpital a accueilli 75 000 patients, dont 25 000 enfants de plus de 1 an et 2 mois. Maintenant nous travaillons dans le camp de réfugiés de Sleptovskaïa. Le ministre de la Santé a fourni plus de 130 tonnes de médicaments et de matériel médical à la Tchétchénie et à l'Ingouchie pour un coût total de 30 millions de roubles, qui ont été distribués directement aux médecins chefs en fonction de leurs besoins et du nombre de leurs patients. Il s'agit d'une aide concrète et de qualité.



« La Tchétchénie s'enfonce dans les sables mouvants de la guerre » Colin Mac Mahon, **Chicago Tribune** (États-Unis), 21 décembre 2000 (en anglais).

Extrait :

« La plupart des Tchétchènes ne voient pas cela comme un conflit entre deux parties », constate Kenny Gluck, un Américain qui travaille pour Médecins Sans Frontières en Tchétchénie. « Pour eux, c'est un supplice quotidien auquel on les soumet. Ils se voient comme otages du conflit. »

[...] Des organisations de défense des droits de l'homme, dans des rapports bien documentés, avancent que des Tchétchènes ont été torturés et exécutés sommairement par les forces russes.

« En Tchétchénie, le niveau de terreur s'élève chaque jour », constate Gluck. « Assassinats. Arrestations. Torture. Depuis l'été, la situation ne fait qu'empirer. Tout cela contredit les discours sur la normalisation en Tchétchénie. »



Notre communication était censée exposer et humaniser ce qui se passait à l'intérieur de la Tchétchénie. L'image qu'on en avait, c'était surtout l'aspect militaire, les bombardements de Grozny, etc. Et on essayait de faire passer des éléments plus personnels, de donner un côté humain. C'est pourquoi dans nos rapports on essayait d'introduire des récits de gens qui subissaient tout cela et de les faire passer dans les médias russes. Je connaissais beaucoup de journalistes russes, car moi-même j'avais été journaliste à Moscou. Comme je parlais russe, je me sentais à l'aise pour donner les interviews dans cette langue et personne d'autre ne le faisait. L'un de nos chirurgiens est aussi passé à la radio, à la télévision et dans la presse, avec sa photographie. Nous en avons longuement discuté et il se sentait en sécurité.

En novembre 2000, j'ai donné des interviews à la télévision russe. Certaines d'entre elles ont été controversées, en particulier quand je suis apparu sur un plateau en face d'[Akhmad] Kadyrov. C'était une émission en direct et beaucoup de gens ont dit que j'avais insulté les Russes sur une chaîne de télévision russe. Je ne crois pas que ce soit vrai. Les Russes étaient incroyablement ignorants de ce qui se passait dans leur propre pays et de la façon dont se conduisait leur armée. Et en allant à la télévision russe, dans les médias russes, et en donnant un peu un visage humain à ce qui se passait, on participait à fabriquer un peu de pression publique. Je pense que c'était très positif, plus d'un point de vue moral que d'un point de vue pratique.

Kenny Gluck, MSF Hollande, conseiller et coordinateur pour le Caucase du Nord de novembre 1999 à janvier 2001, directeur des opérations de 2001 à 2005 (en anglais)

« L'HOMME LE MIEUX PRÉPARÉ EN CAS D'ENLÈVEMENT »

Le 9 janvier 2001, à Starye-Atagui, en Tchétchénie, un convoi composé d'une voiture de MSF Hollande et d'une voiture d'Action contre la faim est attaqué par des hommes armés et masqués. Kenny Gluck, le coordinateur Caucase du Nord de MSF Hollande, est enlevé. Dans les jours précédents, son équipe avait reçu des informations sur l'imminence de l'enlèvement d'un international et il effectuait une dernière visite pour prendre des contacts afin de renforcer la sécurité.

Le 10 janvier, toutes les sections MSF diffusent un communiqué de presse annonçant l'enlèvement et demandant la libération du coordinateur. **V19**



« MSF condamne l'attaque dont ont été victimes des volontaires humanitaires »
Communiqué de presse de MSF, 10 janvier 2001 (en français).

Extrait :

Médecins Sans Frontières condamne fermement l'attaque contre un convoi humanitaire et l'enlèvement de l'un de ses volontaires hier en Tchétchénie. Suite à cet attentat, et pour d'évidentes raisons de sécurité, MSF a dû suspendre ses opérations dans le pays. À la reprise du conflit, fin 1999, MSF avait ouvert des programmes d'assistance aux populations tchétchènes déplacées en Ingouchie. En février 2000, MSF avait pu entrer en Tchétchénie pour y ouvrir des programmes médicaux destinés aux personnes les plus vulnérables. Depuis le début de ses opérations en Tchétchénie, MSF a toujours travaillé avec l'accord des autorités civiles et militaires, contrairement à ce qui a été déclaré par le représentant des forces russes. MSF ne travaillait pas sous protection armée. Travailler sous protection armée serait en effet en contradiction avec les principes d'indépendance de l'organisation humanitaire.

MSF apporte son soutien à des hôpitaux, des maternités, des dispensaires sur tout le territoire de la république tchétchène, achemine du matériel médical et des médicaments, réhabilite des structures chirurgicales et d'hospitalisation. Au-delà de ces activités en Tchétchénie, MSF apporte une assistance aux déplacés tchétchènes dans les pays voisins (distributions de vivres, de matériel de premier secours, abris...).



La veille au soir, j'avais dit à Kenny que j'avais des informations selon lesquelles on se préparait à le kidnapper. C'était sa dernière semaine de mission en Tchétchénie. Lui et moi on pensait qu'il fallait qu'on connaisse personnellement les commandants rebelles. On avait une liste de gens à rencontrer pour leur expliquer ce qu'était MSF. Kenny voulait faire sa passation au nouveau coordinateur en lui laissant, pour la gestion de la sécurité, un organigramme complet des différents contacts et de leurs liens entre eux.

Nous avons obtenu un rendez-vous avec des seniors wahhabites à Atagui, mais on nous avait dit de ne pas y aller parce que nous risquions d'être attaqués. On en avait discuté à un moment dans la soirée et Kenny avait dit : « J'ai une semaine pour boucler ce dossier, on doit y aller. » Avec Kenny, je me sentais en confiance.

Sur la route, un convoi militaire qui circulait devant nous a explosé à 200 mètres, juste sous nos yeux. Les corps volaient tout autour de nous.

On a fait rapidement demi-tour, on est revenus sur nos pas et on est passés par des chemins détournés pour finalement atteindre Starye-Atagui.

Là, on nous a dit que les personnes qu'on venait voir n'étaient pas là et arriveraient plus tard. Puis on a rencontré un autre type qui avait de l'autorité côté fédéral mais qui était également respecté des rebelles.

Pendant qu'on était à l'hôpital, le chirurgien local est venu nous dire : « Il y a un wahhabite qui vient juste d'entrer dans la salle d'hospitalisation. Cela devient dangereux. » On avait le choix de rester passer la nuit dans l'hôpital ou de revenir en Ingouchie. On a choisi de reprendre la route pour l'Ingouchie. On a pensé que ce choix serait plus sûr parce qu'il n'y avait aucun village en Tchétchénie où on ne nous connaissait pas, i.e., mon collègue chirurgien, et moi-même, puisque nous fournissions beaucoup d'aide médicale. On pensait que si Kenny était avec nous, personne n'oserait nous attaquer. Mais on a fait le mauvais choix. Par précaution, on a pris un autre véhicule, une ambulance. On a aussi embarqué d'autres médecins. Et Jonathan [Littell, le coordinateur d'ACF] circulait avec nous dans sa voiture avec son propre chauffeur.

On avait décidé de quitter le village, non pas par la route normale mais par les chemins de traverse qu'on n'avait pas l'habitude de prendre.

On s'attendait à ce qu'ils aient préparé une embuscade sur la route principale et on pensait qu'en prenant une autre route on serait capables de s'échapper.

Mais ces gars-là étaient particulièrement bien équipés en moyens de communication. Je conduisais, I. était sur le siège du passager avant et Kenny était assis derrière moi. Jonathan était devant nous avec A., son chauffeur. On a été bloqués par trois véhicules. En essayant de faire marche arrière, A. a percuté ma voiture. Et un pneu a éclaté... « puhshs ».

Les kidnappeurs ont sauté hors de leur véhicule et commencé à tirer en l'air. J'ai été sorti du véhicule, ainsi que I. J'ai commencé à répondre mais ils m'ont mis la crosse d'un fusil sur la tempe. Deux autres ont mis le canon d'une arme dans mes côtes et m'ont dit : « Ne bouge pas. » Kenny a dit : « Stop ». Il est sorti de la voiture puis il y est retourné, en a extirpé son carnet de notes, son ordinateur. Et ils l'ont emmené.

Les deux véhicules emportant Kenny sont partis et le troisième est resté à attendre. Nous avons gardé les armes pointées sur nous pendant trente minutes jusqu'à ce que les autres disparaissent. Puis ceux qui étaient restés sont aussi partis.

A. et Jonathan avaient disparu immédiatement. J'ai laissé ma voiture, qui était bien amochée. Tout l'avant était cassé. J'ai pris une autre voiture et je suis retourné en Ingouchie.

L'attaque a eu lieu à 200 mètres d'un poste de contrôle bien inutile. Il y a eu des tirs en l'air, dans tous les sens. Mais rien n'a bougé du côté de ce poste de contrôle.

B, Membre du personnel local de MSF recruté dans le Caucase du Nord (en russe, traduit vers l'anglais, puis vers le français par MSF).



Le voyage était planifié et les réunions et les rendez-vous étaient organisés. Kenny n'était pas un lâche, au contraire. Il a toujours été courageux. On voyageait avec lui en Tchétchénie en toute confiance et c'était réciproque. Il ne nous a jamais donné l'occasion de penser qu'il commençait à avoir peur. Sa confiance nous obligeait à nous comporter comme lui. En particulier quand on passait les postes de contrôle où des soldats ivres pointaient des fusils sur nous, nous menaçant de mort.

C, Membre du personnel local de MSF recruté dans le Caucase du Nord (en russe, traduit vers l'anglais, puis vers le français par MSF).



Depuis le début, j'étais l'otage le mieux préparé... J'avais toujours un « sac de kidnapping » avec moi. Vingt-quatre heures sur vingt-quatre : brosse à dents, dentifrice, vêtements de rechange, des médicaments et un gros livre, toujours sur moi.

On savait qu'il existait un risque sérieux de kidnapping. On avait donc mis au point une stratégie au cas où cela arriverait, qui décrivait en détail nos contacts et nos conseillers locaux. On avait développé cela en collaboration avec le personnel local et on l'avait mis par écrit. On avait eu des discussions avec le personnel : « Êtes-vous prêts à prendre le risque d'un assassinat, d'un enlèvement ? » Avant leur départ pour la Tchétchénie, on diffusait aux volontaires une vidéo montrant ce qui était arrivé à certains otages...

J'étais pressé de terminer ma mission car j'avais déjà été nommé directeur des opérations à MSF Hollande. Mais il y avait certaines choses que je voulais faire avant de partir. Le bruit courait qu'un groupe était à la recherche de quelqu'un à kidnapper. On pensait qu'il s'agissait d'un nouveau groupe et on voulait négocier avec eux. On a donc vérifié avec nos contacts et je suis allé avec B à plusieurs rendez-vous. On nous a dit : « OK, cela vient de tel groupe. On les connaît, nous sommes amis avec eux, on peut organiser une rencontre pour que vous leur parliez. » C'est à cette rencontre que je me rendais quand j'ai été kidnappé.

À ce jour, on ne sait toujours pas ce qui a mal tourné. Il est juste de dire que nous n'avons pas

été assez prudents. Avec la communication, on savait qu'il y avait un risque, mais on pensait que cela valait la peine. À la fin on a dit : « C'est pour cela qu'on est là. Si on ne veut pas prendre de risques, il ne faut pas venir en Tchétchénie. » On le savait et c'était écrit quand j'y suis allé. S'ils m'ont appelé pour ouvrir la mission, c'est parce qu'ils ne pouvaient pas faire autrement. Ils pensaient que c'était trop dangereux. Et MSF France n'irait pas, ni MSF Belgique.

Kenny Gluck, MSF Hollande, conseiller et coordinateur pour le Caucase du Nord de novembre 1999 à janvier 2001, directeur des opérations de 2001 à 2005 (en anglais).



Quelques jours avant son enlèvement, Kenny nous envoie un mail très inquiétant pour nous informer, en gros, qu'un groupe cherche à l'attraper. Quand on apprend qu'il est allé quand même dans la région où on cherche à l'attraper, on ne comprend pas du tout. Jusqu'alors on trouvait ses comportements audacieux mais rationnels, mais là on ne comprend pas. D'autant plus que, derrière lui, il n'y a absolument personne de MSF Hollande qui connaisse le dossier et qui soit capable d'agir pour le rechercher. Amsterdam nous demande de l'aide. C'est nous qui leur amenons les représentants de la résistance tchétchène dans leur bureau.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008 (en français).

De nombreux intervenants humanitaires sont convaincus que l'enlèvement est un avertissement lancé par les Russes qui espèrent limiter ainsi la présence des organisations humanitaires auprès des réfugiés tchétchènes. Au sein de MSF, les avis sont partagés sur cette question.

Toutes les sections MSF ainsi que l'ACF et l'UNHCR décident toutefois de suspendre leurs opérations en Tchétchénie, mais de les maintenir auprès des réfugiés tchétchènes dans les autres républiques caucasiennes. Le porte-parole du Kremlin accuse les volontaires de MSF et d'ACF d'avoir circulé en Tchétchénie sans autorisation et reporte la responsabilité de l'enlèvement sur les chefs de guerre tchétchènes. MSF affirme que son équipe circulait en toute légalité et fait également état de la santé fragile de Kenny. V20 



« Interrogations sur l'enlèvement d'un médecin américain de MSF en Tchétchénie » Sophie Shihab, **Le Monde** (France), 12 janvier 2001 (en français).

Extrait :

L'enlèvement en Tchétchénie d'un Américain, Kenny Gluck, chef de la mission de Médecins Sans Frontières Hollande à Nazran (Ingouchie), a relancé les interrogations classiques dans de tels cas, survenus par dizaines depuis l'échec, en 1996, de la première campagne russe en Tchétchénie. Les auteurs du rapt ont-ils agi pour récupérer une rançon ou pour intimider, à l'instigation des forces russes, les étrangers qui tentent, malgré tout, d'aider les victimes du conflit et de témoigner ?

Les premières indications, recueillies, jeudi 11 janvier, auprès d'organisations non gouvernementales (ONG) et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) travaillant à partir de l'Ingouchie, dessinent plutôt un « scénario à la Babitski », selon l'expression

d'un chef de mission locale qui doit garder l'anonymat. C'est-à-dire d'un rapt commis par des Tchétchènes à la solde des forces russes. Le journaliste Andreï Babitski avait été, selon son propre témoignage, détenu en mars 2000, par des Tchétchènes du clan Deniev, connus comme salariés des services russes. À Moscou cependant, les autorités ont toujours affirmé que Babitski, arrêté par les forces russes, avait été « échangé » et remis, « à sa demande », à des « bandits indépendantistes ».

[...] Divers responsables russes ont aussitôt accusé des « chefs rebelles », y compris le président tchétchène Maskhadov, tandis que ceux-ci démentaient toute implication. Le bureau du porte-parole du Kremlin pour la Tchétchénie, Sergueï lastrjembski, fidèle à sa manière, a expliqué que MSF Hollande était responsable de ce qui leur était arrivé car « ils circulaient en violation flagrante des règles en vigueur ». Ce que la représentation moscovite de l'organisation humanitaire a aussitôt démenti, soulignant que son équipe détenait toutes les autorisations nécessaires et qu'elle se rendait régulièrement auprès des autorités militaires russes pour les obtenir, en précisant ses objectifs et ses trajets. Résultat du nouvel enlèvement : dès mercredi, les étrangers des organisations de l'ONU travaillant en Ingouchie étaient aperçus en train de plier à nouveau bagage, alors même qu'un nouvel afflux de milliers de réfugiés y était enregistré, à cause de l'intensification des rafles et des bombardements russes en Tchétchénie.



« La santé de Kenneth Gluck est menacée – MSF exige la libération immédiate de son volontaire enlevé en Tchétchénie » **Communiqué de presse** de MSF Amsterdam / Paris / New York, 12 janvier 2001 (en français).

Extrait :

Médecins Sans Frontières ainsi que sa famille et ses proches sont extrêmement inquiets pour le sort de Kenneth Gluck, enlevé en Tchétchénie, et demandent instamment sa libération immédiate.

Depuis son enlèvement par des hommes armés et masqués le mardi 9 janvier, l'association et la famille sont sans nouvelles de Kenneth. Or celui-ci souffre d'une forme chronique d'asthme et doit recevoir un traitement médical quotidien. Privé de ce traitement et soumis à une situation particulièrement stressante, Kenneth risque une crise d'asthme sévère susceptible de mettre sa vie en danger. MSF a fait parvenir des traitements adéquats dans tous ses bureaux de la région.

Par ailleurs, Médecins Sans Frontières juge scandaleuses les déclarations émanant des autorités selon lesquelles l'organisation travaillerait illégalement en Tchétchénie et Kenneth Gluck n'aurait pas été muni des autorisations nécessaires à ses déplacements, se rendant ainsi responsable de son propre sort. MSF réfute ces accusations et réaffirme avoir toujours travaillé avec les autorisations délivrées par les autorités russes. Tous les documents confirmant officiellement le statut légal des opérations menées par MSF dans cette région ont d'ailleurs été transmis au bureau présidentiel en charge des ONG avec une demande d'explication concernant ces affirmations.

[MSF rappelle que son action en Tchétchénie est parfaitement conforme au droit international humanitaire. Les quatre conventions de Genève de 1949 et les deux protocoles additionnels de 1977 prévoient un droit d'initiative humanitaire au profit des ONG comme MSF. En outre, selon ce droit, les belligérants ne peuvent refuser les actions de secours d'ONG comme MSF sauf à démontrer l'inexistence des besoins humanitaires.

Enfin, il est impossible à quiconque de circuler sans autorisation russe sur le territoire tchétchène.]¹⁶

Cet enlèvement a pour conséquence directe de priver la population tchétchène d'une assistance dont elle a dramatiquement besoin à l'approche de l'hiver, MSF et d'autres organisations internationales ayant suspendu leurs activités. Jusqu'alors, MSF apportait une assistance médicale aux victimes civiles de ce conflit armé, en apportant son soutien à un système de santé défaillant et en approvisionnant des structures de santé en matériel médical et en médicaments.



Minutes de la réunion inter-sections sur la nécessité de continuer à fournir de l'assistance dans le Caucase du Nord suite à l'enlèvement de Kenny Gluck, MSF Hollande, bureau de Moscou, 15 janvier 2001 (en anglais).

Extrait :

Vision commune de MSF sur la poursuite du travail dans le Caucase du Nord :

Les besoins des déplacés dans le Caucase du Nord demeurant très importants, MSF considère que l'aide DOIT CONTINUER.

Les activités au Daguestan et en Ingouchie vont rester inchangées.

Les activités en Tchétchénie sont pour l'instant suspendues.

La possibilité de continuer ou pas les programmes en Tchétchénie est à l'étude dans les différents sièges.

Réflexions sur le sujet :

Si les activités reprennent en Tchétchénie, aucune activité de témoignage ne doit être lancée, au moins jusqu'à ce que les raisons du kidnapping de Kenny soient éclaircies (si elles le sont un jour).

Comme (au moins pour le moment) les expats n'iront pas là-bas, les programmes pourraient être redéfinis.

Une bonne partie de la valeur ajoutée de la présence d'expats sur le terrain a été justement de pouvoir témoigner.

Presse :

Il nous faut maintenir la dynamique :

Cela sera plus facile en Amérique (Kenny étant américain).

En Europe, cela sera plus difficile (déjà aujourd'hui l'intérêt est faible).

Également très important à Moscou. La couverture dans la presse russe s'améliore déjà.

Les derniers reportages sont déjà plus objectifs, ouverts, très positifs.

Toutes les décisions concernant la façon d'approcher la presse seront prises en commun par Moscou, Amsterdam et New York. Toutefois les décisions finales seront prises à Moscou.

Si quelqu'un dans une section est approché par la presse pour une interview sur le sujet, qu'il contacte d'abord MSF Amsterdam avant d'aller plus loin.

Cette année MSF a 30 ans et travaille en Russie depuis dix ans. Nous devrions en profiter pour passer le message de notre présence dans le Caucase et sur le cas de Kenny.

16. Cette partie n'existe que dans la version du communiqué publiée par MSF France.



« Les ONG sont les seuls témoins extérieurs des violences de l'armée russe »
François Bonnet, **Le Monde** (France), 20 janvier 2001 (en français).

Extrait :

L'enlèvement du coordinateur de Médecins Sans Frontières, Kenny Gluck, le 9 janvier en Tchétchénie, a ravivé un débat entre les organisations humanitaires. Faut-il, malgré les risques, travailler en Tchétchénie, et comment ? Jeudi 18 janvier, la plupart des ONG se sont réunies à Moscou. Toutes, à l'exception de Médecins du monde et du CICR (Comité international de la Croix-Rouge), ont décidé de se retirer. Certaines s'interrogent sur la poursuite de leur intervention dans la petite république voisine d'Ingouchie, qui accueille près de 200 000 réfugiés.

MSF Hollande, pour qui travaille Kenny Gluck, a suggéré ce retrait, appelant à la solidarité. Médecins Sans Frontières avait commencé à intervenir en Tchétchénie en février 2000, six mois après le début du conflit, surtout à partir d'août. Médecins du monde, en revanche, a décidé de poursuivre les opérations en Tchétchénie. Présente depuis la première guerre (1994-1996) et ayant conservé toutes ces années des équipes médicales locales, MDM met en avant « une organisation différente des autres » qui lui permet d'approvisionner plusieurs hôpitaux de la région à Grozny, Argoun, Ourous-Martan et Vedenov. « On continue parce qu'on a des moyens particuliers et parce qu'il faut préserver un espace humanitaire tout rabougri. Il y a déjà très peu d'aide en Tchétchénie, il n'y aurait alors plus rien », dit une responsable de Médecins du monde à Moscou. Car depuis un an et demi de guerre, la présence humanitaire est restée extrêmement faible. Si une trentaine d'organisations travaillent avec les réfugiés d'Ingouchie, six seulement ont progressivement développé des programmes en Tchétchénie [...]. Se sont ajoutées des livraisons de vivres du HCR (Haut-Commissariat aux réfugiés) et du CICR. « Après cet enlèvement, il faut se donner le temps de réfléchir, revoir nos modes d'intervention, même si notre position de principe est de continuer en Tchétchénie, mais nous déciderons dans deux ou trois semaines », dit-on à Action contre la faim. Son coordinateur en Russie, Jonathan Littell, était dans le même convoi que Kenny Gluck et a pu échapper aux ravisseurs.

[...] Le retrait des ONG pourrait donc n'être que temporaire, mais dépendra, une fois de plus, de l'attitude de Moscou. Car les interrogations sont sur toutes les lèvres quant à l'implication des services russes dans l'enlèvement de Kenny Gluck. Le précédent du journaliste Andreï Babitski, l'an dernier, et d'autres prises d'otages rendent « cette question légitime », dit un intervenant humanitaire : « Les Russes ont-ils voulu donner un avertissement ? »

Depuis le début du conflit, des obstacles majeurs ont été dressés par les autorités russes. Dans un premier temps, Moscou a simplement interdit l'accès à la Tchétchénie, comme elle l'a fait pour les journalistes étrangers. Elle a limité l'intervention des ONG à la seule république d'Ingouchie, tentant au passage de prendre le contrôle de cette aide par le biais de son ministère des Situations d'urgence. Les discussions ont été rudes et ce n'est qu'après la prise de Grozny, en février 2000, et la fin des plus violentes opérations de bombardement et de « nettoyage » que les humanitaires ont pu, au compte-gouttes, pénétrer dans la république. « On en a marre de faire le boulot que devraient faire les Russes en Ingouchie alors que la vraie catastrophe se produit en Tchétchénie », résumait, peu avant l'enlèvement de Kenny Gluck, un responsable d'ONG. Les autorités russes se sont rapidement désengagées de la gestion des camps ingouches, supprimant les livraisons de repas chauds, de nourriture et de matériel. Le HCR et les ONG ont dû prendre le relais et les 200 000 réfugiés tchétchènes survivent grâce à l'aide internationale.

Or, de l'aveu même de M. Kalamanov, représentant du président Poutine pour les droits de l'homme, la situation en Tchétchénie est autrement pire : 300 000 personnes ont fui leur maison. La famine menace et les possibilités de soins demeurent quasi inexistantes. À force de négociations, les humanitaires avaient pu faire accepter aux autorités russes quelques principes de base : pas d'escorte armée pour les interventions en Tchétchénie, accès libre aux différentes zones (après autorisation) et maîtrise des livraisons. Cette autonomie n'a cessé d'être battue en brèche par les Russes. Alors que le blocus opposé aux journalistes n'a cessé de se renforcer, les ONG étaient devenues les seuls observateurs des violences de l'armée russe dans la république et de la dégradation de la situation humanitaire.

L'enlèvement de Kenny Gluck y a mis fin. Les Russes devraient s'en saisir pour définir un nouveau cadre d'intervention des ONG et tenter de renforcer encore le huis clos dans lequel se déroule cette guerre.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 26 janvier 2001 (en français).

Extrait :

Intervention de Marie et Mickaël (membres de l'équipe en mission dans le Caucase) : nous venons nous faire l'écho des personnes qui sont actuellement engagées sur le terrain. Nous sommes tous convaincus de la nécessité d'une présence et d'une action humanitaire car les besoins sont très importants (+ de 200 000 Tchétchènes sont enregistrés en Ingouchie). L'aide (russe ou internationale) est concentrée sur les grands camps et c'est pour cela que nous avons choisi d'aider les structures les moins soutenues avec une « préparation à l'hiver » et une réhabilitation des structures (matériaux, bois, tôles, etc.). En Tchétchénie, 12 000 personnes sont couvertes pour les soins anténataux (30 femmes par jour sont reçues lors de deux consultations hebdomadaires assurées par des médecins tchétchènes).

L'équipe pense que, si l'on part maintenant, il faudra envisager d'assumer de ne plus y retourner, car il sera impossible de gérer le vacillement de la confiance chez nos équipiers tchétchènes. C'est en partie pour cela que nous avons d'ores et déjà formé le personnel à reprendre les rênes des programmes en construisant la synergie nécessaire pour que les activités se poursuivent en notre absence. Même si pour l'instant tout n'est pas parfait, l'équipe fonctionne, mais pour parfaire l'organisation, il serait nécessaire de procéder à quelques compléments de formation (ceci pouvant d'ailleurs s'effectuer à Moscou puisque les Tchétchènes peuvent librement y circuler). Sur la Tchétchénie, il faut peut-être imaginer de nouveaux modes de fonctionnement en acceptant pour un temps de passer par une intervention à distance (*remote control*).

Débat

[...] Odile Cochetel : il me semble que la chronologie [...] souligne une graduation dans la menace, et particulièrement le ciblage précis de MSF dans sa fonction de témoignage assurée par la présence des expatriés. Il faut entendre cette menace pour ne pas jouer la provocation et ne pas mettre en péril la sécurité de Kenny : il faut faire un geste symbolique pour dire que l'on a bien compris et que l'on ne cherche pas à s'installer dans la surenchère.

François Bourdillon : mais pourquoi MDM a-t-il pu continuer à travailler sans essuyer d'incidents ?

Jean-Hervé Bradol : la réalité est qu'ils ont assuré une présence continue là-bas sans aucun expatrié permanent avec une filière directement rattachée au ministre tchétchène de la Santé. Leur témoignage a été dans le même sens que le nôtre, voire plus dur.

Maurice Nègre : je rappelle que le retour dans la zone a été une volonté de notre part de ne pas faire du *remote control* [gestion à distance] comme MSF Hollande le pratiquait. Et de ce point de vue, il faut constater que MDM a toujours fonctionné avec le passage régulier d'expatriés sur le terrain, toujours les trois-quatre mêmes personnes depuis des années. Cela dit, notre retour a été conditionné au respect de notre sécurité ; avec tous nos interlocuteurs, il était entendu que si le moindre incident pouvait rappeler l'enlèvement de Christophe André, nous cesserions immédiatement toutes activités.

Graziella Godain : la question est de savoir si l'on veut rester engagés dans cette situation et accepter que si l'on passe en *remote control* cela nous ampute de notre mission de témoignage.

Xavier Jardon : on ne peut pas avoir cette discussion sans avoir à l'esprit la lecture qui en sera faite par les ravisseurs : *a minima*, il me semble qu'il faut que ce soit notre principale préoccupation.

François Bourdillon : quelle est la position de MSF Hollande ?

Mickaël : MSF Hollande a pour l'instant suspendu toutes ses activités en Tchétchénie et invite les autres sections à être solidaires de cette décision.

Jean-Hervé Bradol : pour l'ensemble du Caucase, nous avons décidé après l'enlèvement de Christophe de ne plus risquer d'exposer du personnel (national ou international). Après la reprise de la deuxième guerre, on a estimé que la situation des deux belligérants se prêtait moins à une poursuite des enlèvements ; mais, le temps passant, il faut constater que la Russie piétine, ce qui va générer un flou politique propice à toutes les manipulations. Souvenons-nous aussi qu'après l'enlèvement de Christophe le crescendo s'est vite installé pour s'envoler vers l'enlèvement de plusieurs dizaines de personnes. Il est donc évident que notre premier objectif dans cette situation est de faire clairement comprendre que l'on a bien capté le message afin de ne pas mettre en péril notre personnel dans son ensemble, et Kenny en particulier. C'est pour cela que cela ne me dérange pas particulièrement d'envisager de passer en *remote control*, si on a bien l'assurance que ce ne sont que les étrangers qui sont visés par cet enlèvement.

Bruce Mahin : j'ai quelques observations à faire car il me semble de mon point de vue que : pour la sécurité de Kenny le passage au *remote control* risque de polluer la clarté de notre message vers les ravisseurs ; de plus le *remote control* implique (tel qu'il me semble pour l'instant défini) de maintenir des visites ponctuelles, ce qui reste donc très dangereux ; enfin, il faudrait coordonner notre position avec celle de MSF Hollande qui continue à travailler avec des expatriés permanents en Ingouchie.

Maxime Filandrov : j'ai été administrateur de mai à août à Moscou et une des conclusions de mon expérience est qu'il serait tout à fait profitable d'apprendre à travailler avec les militaires russes et surtout avec le ministère de l'Intérieur ; si pour l'instant on fonctionne en voulant les ignorer, il faut bien accepter que la crise tchétchène est d'abord une crise russe ; si l'on exploite cette analyse en travaillant avec eux à Moscou, on peut en attendre des bénéfices directs sur le terrain des exactions.

Didier Fassin : ces situations d'enlèvement sont des révélateurs de notre vulnérabilité puisqu'elles nous contraignent à ne plus prendre la parole (en dénonçant la crédibilité du Conseil de l'Europe qui vient de réintégrer la Russie en nous retirant du terrain des activités. Si l'on regarde la façon dont MDM travaille, il faut bien constater qu'ils se sont comportés de façon différente en privilégiant le travail sur la durée, sur la construction de leur image. [...]

Xavier Jardon : ne faudrait-il pas, par exemple, envisager un bureau permanent à Moscou, dont l'implantation serait vraiment politique mais qui pourrait être tout à fait utile pour se faire connaître et reconnaître et s'imposer dans des bras de fer où l'on n'a aucun intérêt à faire profil bas ?

Décision :

À l'unanimité, le CA se prononce contre une présence permanente de personnel international en Tchétchénie et en Ingouchie dans la conjoncture actuelle marquée par une reprise des tentatives d'enlèvements. Cette décision n'exclut pas la possibilité de continuer la distribution de secours à travers le réseau du personnel national et la supervision de cette activité par des visites brèves de personnel international. Seul le personnel international impliqué dans la recherche de Kenny Gluck est autorisé à séjourner de manière permanente dans cette région.



Les kidnappeurs avaient une compréhension assez vague des différentes organisations et individus qui essayaient d'intervenir. Il est donc possible que quelqu'un ait voulu cibler spécifiquement MSF Hollande, ou Kenny. Mais le coordinateur d'ACF, un étranger, était aussi dans le convoi et il a réussi à s'échapper. Donc il n'y a aucune preuve. Deuxièmement, les preuves objectives que nous avons sur qui l'a fait et pourquoi n'indiquent aucun lien avec cette prise de parole que nous avons eue juste avant. On ne peut pas dire qu'il y ait un lien de cause à effet.

Austen Davis, MSF Hollande, directeur général de 1999 à 2004 (en anglais).



Il y a plutôt une polémique à Paris entre nous. Anne Fouchard [directrice adjointe de la communication] est très en faveur d'indiquer très tôt publiquement qu'on pense que cela vient plutôt du côté russe. Son point de vue n'est pas du tout irrationnel parce que, juste avant, Andreï Babitski [journaliste de Radio Svoboda kidnappé quelques mois plus tôt en Tchétchénie] a réussi à sortir grâce à une campagne de ses amis sur l'implication des services russes. Et donc Anne a dans l'idée de faire la même chose pour Kenny. Et là il y a un désaccord sur l'analyse des probabilités sur les auteurs de l'enlèvement. Je suis convaincu que ce ne sont pas les Russes. Je suis convaincu qu'ils ont une forme de participation, que probablement il y a des idées d'échange derrière, mais je ne pense pas du tout que l'impulsion de départ vienne du FSB et de ses amis. Avant d'être kidnappé, Kenny avait fait lui-même une analyse des groupes avec qui il avait des problèmes. Huit jours avant le kidnapping, il avait envoyé un mail nous disant en gros : « Si je suis kidnappé, adressez-vous à telle adresse. » Et cette adresse était clairement connue comme une adresse Bassaïev. Le principal concerné, celui qui avait fait l'enquête sur la menace, était arrivé à cette conclusion avec des éléments de connaissance de terrain. Donc je ne voyais pas pourquoi on allait chercher de l'autre côté. En conséquence, on ne fait pas de déclaration disant qu'on pense que ce sont les Russes. J'impose mon point de vue là-dessus.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008(en français).

À l'exception d'une conférence de presse donnée avec le frère de Kenny Gluck, l'équipe de MSF États-Unis limite les rapports avec les médias et privilégie les démarches diplomatiques. V21

À Moscou, au contraire, l'équipe de MSF Hollande et la chargée de communication régionale de MSF s'efforcent d'obtenir le maximum de couverture presse concernant l'enlèvement du coordinateur. V22



« Appel aux kidnappeurs en Tchétchénie pour qu'ils libèrent l'otage, originaire de Brooklyn » **The New York Times / AP** (États-Unis), 13 janvier 2001 (en anglais).

Extrait :

Joëlle Tanguy, la directrice générale de Médecins Sans Frontières, et Daniel Gluck ont déclaré que Kenneth Gluck souffrait d'une forme sévère d'asthme qui nécessite un traitement chronique. On ne sait pas quelle quantité de médicaments il avait avec lui quand il a été enlevé, a ajouté Mme Tanguy. « Sans ces médicaments, son état de santé risqué de se détériorer sérieusement et sa vie peut même être en danger. Nous appelons donc quiconque le détient à prendre en compte son état de santé. » [...]

Mardi, le ministre russe des Affaires étrangères a accusé Kenneth Gluck et Jonathan Littell, lequel travaille pour l'organisation humanitaire Action contre la faim et a échappé à l'embuscade, d'être entrés en Tchétchénie en présentant de faux papiers au poste de contrôle avec l'Ingouchie. Mme Tanguy a récusé les accusations des autorités russes selon lesquelles les travailleurs humanitaires n'avaient pas signalé leurs déplacements et circulaient sans escorte militaire. « Nous récusons complètement ces accusations, a-t-elle déclaré. Elles sont complètement fausses. »

Selon elle, le convoi avait « toutes les autorisations officielles de toutes les autorités pour approvisionner en aide humanitaire les hôpitaux de Tchétchénie ». « Le convoi avec lequel Kenneth Gluck voyageait était tout à fait autorisé à circuler, par toutes les autorités civiles et militaires », a-t-elle insisté. Elle a annoncé qu'hier le bureau moscovite de MSF avait donné tous les documents confirmant l'autorisation au bureau de l'adjoint du président russe.

Mme Tanguy a aussi insisté sur le fait que le convoi n'était pas armé. « Nous ne circulons jamais sous protection armée, a-t-elle affirmé, parce que dans ce conflit, en particulier ces derniers temps, cela compromettrait les principes humanitaires et d'indépendance sur lesquels s'appuie le travail de notre organisation et que Kenny soutient avec force. » Médecins Sans Frontières, qui a reçu le prix Nobel de la paix en 1999, a critiqué sévèrement la conduite de la guerre par la Russie, accusant ses forces armées d'exécuter arbitrairement des civils et de mener une campagne de terreur.

Ses opérations en Tchétchénie ainsi que celles de nombreuses autres agences de secours ont été suspendues après l'enlèvement de M. Gluck.

« Kenny n'a pas pris parti, a déclaré Mme Tanguy. Il a choisi d'être au service des victimes. Il a aidé à atténuer les souffrances et il a témoigné. »



« Brainstorming (com) » **Courriel** de Gazelle Gaignaire, responsable de l'information en Fédération de Russie, MSF International, aux responsables Caucase du Nord de MSF, 15 janvier 2001 (en anglais).

Extrait :

- Marcel van Soest vient juste de terminer une interview avec le programme ouvert de la radio Écho Moscou (ils ont l'habitude d'y inviter d'autres médias). Étaient présents des journalistes de : Associated Press, Reuters, trois grandes stations de TV (ORT, RTR, NTV) et de « The Russia journal ». L'entretien a duré quarante minutes mais a été ralenti par la traduction. Marcel a insisté sur la situation terrible en Tchétchénie et sur le mandat de plaidoyer de MSF. J'ai trouvé les questions étonnamment peu agressives et directes. À noter qu'ORT (pro-Poutine), qui avait diffusé des sujets assez négatifs les premiers jours, couvre désormais l'affaire de façon beaucoup plus positive. Son revirement a été assez soudain et remarqué par les Russes. Est-ce le signe d'une pression politique de la part des Américains ? Ou bien... ?

- La télévision canadienne a fait une interview en tête à tête avec Marcel après l'émission de radio, qui en comparaison était beaucoup plus dangereuse. Ex : « Pouvez-vous écarter l'hypothèse que le FSB ait organisé cet enlèvement pour se débarrasser des ONG présentes en Tchétchénie ? »

- Très, très bonne couverture, bien équilibrée, par NTV (chaîne de TV russe nationale et indépendante), diffusée hier à 20h15 dans « *Itogui* » (*), un programme d'analyse de l'actualité de très bonne réputation et très apprécié du public en Russie, qui dure une heure trente chaque dimanche. En quelques jours, la cacophonie de mardi et mercredi, quand les journaux, les sites internet et les ondes étaient inondés d'informations fausses et accusatoires (confusion entre MSF et ACF, illégalité de notre travail, Kenny l'a fait exprès, il se cache, il s'est évadé...), a disparu. [...] Vendredi / samedi, Kenny servait d'excuse à l'armée : selon Interfax, six Russes avaient été tués en le recherchant, et un sujet à la une montrait des soldats russes qui, censés chercher Kenny, avaient découvert un entrepôt plein d'armes près de Starye-Atagui, mais les rebelles avaient pris la fuite... (*) : sont apparus dans l'émission d'*Itogui* : Sergueï (le meilleur ami russe de Kenny), Marcel van Soest (le directeur des opérations à Amsterdam, membre de la cellule de crise, c'est lui qui a embauché Kenny sur le programme Caucase du Nord), Kenny (rediffusion de l'émission de débat « La voix du peuple » à laquelle il avait participé et au cours de laquelle il avait fait quelques remarques dures à Kadyrov sur les horreurs commises contre les civils en Tchétchénie), des réfugiés tchétchènes en Ingouchie. Les points saillants évoqués : l'enlèvement a été bien orchestré et ciblé (Sergueï) ; les Tchétchènes n'ont aucun intérêt à cet enlèvement (un réfugié tchétchène interviewé dans un camp) ; Kenny avait respecté toutes les procédures, avait un très bon réseau et avait de très bonnes relations avec les autorités russes et ingouches (Marcel). Il était ouvertement critique au sujet de Poutine (le journaliste et le présentateur) ; comptez sur nous pour ne pas laisser tomber cette histoire (le présentateur) [...].

STRATÉGIE COM

- je pense que le programme « *Itogui* » est un parfait exemple du type de communication que nous devrions poursuivre : très visible, continue, des efforts pour maintenir Kenny sous les feux de l'actualité, faire pression pour la libération.

À Moscou, on appréciera les efforts de New York pour limiter les histoires du héros américain, alors qu'ici on met en avant le côté russe de Kenny, travaillant coude à coude avec ses amis russes – dont de nombreux journalistes – et qu'on cultive notre approche spécifique des médias russes.

Une stratégie médiatique internationale bien synchronisée devrait avoir trois axes : Russie, Europe de l'Ouest et Amérique. En Russie, nous devons développer la dynamique que nous avons lancée. Cette année nous fêtons le 10e anniversaire [de la présence de MSF en Russie] (MSF Belgique a prévu un budget de plaidoyer spécial). À part le Caucase du Nord, les programmes MSF s'intéressent aussi à la tuberculose, au sida et aux sans-abris, et cela pourrait aider à contrebalancer notre image pro tchétchène. Il serait préférable que les décisions de communication soient prises rapidement à Moscou.

- Il nous faut définir rapidement notre seuil pour corriger les fausses informations ou répondre aux accusations : quelques lignes directrices nous aideraient à décrypter les médias avec les mêmes critères. Par exemple : « quand la vie de Kenny est en danger » ou « quand l'image de MSF est grossièrement et délibérément salie ».

Notre concentration sur les médias russes ne doit pas nous faire oublier les médias tchétchènes. Il est plus difficile d'établir le contact avec ces derniers, mais des efforts supplémentaires doivent être entrepris (exemple : Kavkaz Center avec son bureau semi-légal peut-être à Tbilissi (?)) – on va envoyer un courriel à MSF France pour qu'ils entrent en contact avec eux).



On s'est demandé comment il fallait faire. On a d'abord appelé les Français pour avoir des conseils sur la gestion des premiers contacts avec les proches de Kenny. Graziella Godain [qui avait géré l'affaire de l'enlèvement de Christophe André en 1997] nous a dit : « Premièrement, il faut que tu les mettes en confiance tout de suite. Et deuxièmement, il faut montrer une détermination, montrer que vous gérez, que tout est sous contrôle. Sinon, ils vont prendre leurs propres initiatives. » C'est New York qui a imposé la ligne de communication. Nous avons beaucoup de pression à cause de la famille. Les ONG américaines voulaient s'impliquer. Le gouvernement américain voulait mettre en œuvre ses services de renseignement sur la Tchétchénie. Les Américains étaient intéressés par la région, car il y avait des factions musulmanes, très fondamentalistes, et je pense qu'ils avaient un intérêt par rapport à la lutte contre le terrorisme. En fait, les gens avec qui on discutait au FBI n'avaient pas l'air très informés. Ou alors ils jouaient les innocents ! C'était vraiment problématique. C'est pour cela que j'ai dit qu'on n'irait pas voir l'administration américaine sans avoir défini une stratégie, et une demande précise à formuler. Et effectivement, la première chose qu'ils nous ont demandée c'est ce qu'on voulait faire. On ne voulait pas de déclaration publique. On voulait plutôt travailler en coulisses. On n'avait aucune idée de qui l'avait enlevé, des Russes ou des Tchétchènes. Mais on pensait que si c'étaient les Russes, ils avaient fait cela pour nous faire taire, nous faire quitter la région. Donc on voulait que les Américains disent que ce n'était pas bien que quelqu'un ait été enlevé dans la région, mais on ne voulait pas qu'ils mettent en avant le fait que Kenny était de nationalité américaine. On leur avait demandé de faire de la diplomatie silencieuse, mais rien d'officiel. Le seul moment de communication publique a eu lieu deux jours après l'enlèvement. Lors d'une conférence de presse, Daniel, le frère de Kenny, a parlé publiquement au nom de la famille. Il a dit que son frère était un humanitaire, enlevé alors qu'il faisait son travail pour les populations de ce pays. Kris [Torgeson, directrice de la communication MSF États-Unis] a géré les contacts communication en répétant toujours la même chose : « C'est un humanitaire, c'est un humanitaire... » On voulait le désassocier de tout ce qui était politique américaine, dire que c'était quelqu'un qui n'avait rien à voir avec la politique. La stratégie était donc de dire que les kidnappeurs s'étaient trompés de cible, de jouer sur la carte humanitaire.

[...], MSF Belgique, coordinatrice de projet en Tchétchénie en 1995; MSF États-Unis, chargée de mission, département des programmes de 2001 à 2002 (en français).



Kenny fait son témoignage au Conseil de l'Europe, et il se fait enlever début janvier. J'ai été ébranlée et je me suis demandé : « Est-ce qu'on n'a pas tendu un peu la perche pour se retrouver avec de tels problèmes ? »

On a confirmé sa disparition qui avait été annoncée par Reuters. En termes de communication, la consigne était la prudence. Je crois que l'enlèvement d'I [...] en Colombie¹⁷ était à peu près dans le même timing, et on avait la même attitude là-dessus. J'étais plutôt en faveur qu'on parle publiquement de l'enlèvement de Kenny, mais je me suis rangée à l'avis général. On a géré l'enlèvement de Kenny et celui de la Colombie un peu de la même manière, en restant discrets. On s'est arrangés pour que d'autres puissent prendre le relais, sur le plan diplomatique par exemple. Ayant peu d'éléments, mais subodorant qu'il y avait des choses qui se négociaient à New York, je ne me suis pas surexcitée pour dire qu'il fallait absolument rendre

17. I [], laborantin et logisticien de l'équipe de MSF France en Colombie, a été enlevé le 25 juillet 2000, et libéré fin janvier 2001.

cela visible. Et puis cela a duré suffisamment peu de temps pour qu'on ne rentre pas dans ce genre de problème.

Anne Fouchard, MSF France, directrice adjointe de la communication de juillet 2000 à juillet 2004 (en français).

Dans son édition du 16 au 22 janvier 2001, l'hebdomadaire russe *Moskovskie Novosti* [Les Nouvelles de Moscou] publie une interview que lui a donnée Kenny Gluck dix jours avant son enlèvement, dans laquelle il constate que les Tchétchènes continuent à être blessés par balles ou explosifs et accuse les autorités fédérales de ne pas permettre l'approvisionnement des hôpitaux.



« Interview de Gluck à un hebdomadaire russe dix jours avant son enlèvement »
AFP (France), Moscou, 17 janvier 2001 (en français).

L'hebdomadaire russe *Moskovskie Novosti* a publié cette semaine une interview du volontaire américain de Médecins Sans Frontières (MSF) Kenny Gluck, réalisée dix jours avant son enlèvement, le 9 janvier, en Tchétchénie.

Le bureau de MSF à Moscou, interrogé par l'AFP, a confirmé que l'Américain était « entré en contact avec *Moskovskie Novosti* » quelques jours avant son enlèvement.

« Officiellement la guerre est finie depuis longtemps, mais rien n'a changé pour les civils tchétchènes », affirme M. Gluck dans cette interview.

Selon lui, 90 % des civils tchétchènes qui demandent une aide médicale souffrent de « blessures par balles ou explosifs ».

« Ce sont plusieurs centaines de personnes par mois. Cela signifie que les armes continuent à être utilisées aussi souvent que pendant la guerre », ajoute-t-il.

Les postes de contrôle mis en place en Tchétchénie par les Russes « représentent le plus grand problème » pour les civils, selon M. Gluck.

« Ils sont fermés après 4 heures de l'après-midi et il est impossible (pour les civils) d'atteindre des établissements médicaux le soir et la nuit », explique-t-il.

« Une amie gynécologue m'avait raconté qu'une femme enceinte qui avait besoin d'une intervention chirurgicale urgente était morte ainsi », raconte M. Gluck, ajoutant : « Il y a des dizaines d'histoires sauvages semblables. »

De nombreux civils « tentent d'éviter les établissements médicaux » par peur d'être dénoncés et accusés d'être des combattants, affirme encore l'Américain.

« Je me souviens d'un Tchétchène arrêté à l'hôpital et accusé d'être un combattant. Il était impossible de prouver ou de démentir cette accusation. »

M. Gluck accuse par ailleurs « les autorités fédérales » de « ne pas avoir organisé l'approvisionnement régulier des hôpitaux tchétchènes en médicaments ».

Interrogé sur les risques que les employés des organisations humanitaires encourent en Tchétchénie, l'Américain répond : « Bien sûr, nous en sommes conscients, mais notre situation est moins difficile que celle des civils. Lorsqu'on voit dans quel état de menace constante ils vivent, il est malvenu de se plaindre. »



Micha Cheveliov était le rédacteur en chef des Nouvelles de Moscou, un journal très influent qui couvrait très bien le Caucase. On avait souvent affaire à eux. B, l'un de nos chirurgiens, et moi-même avons participé à une table ronde et ils en ont

fait deux pleines pages dans le journal. C'était une sorte d'interview de nous deux où B a pu raconter la réalité d'une salle d'opération sous les bombes à Grozny.

Avant de prendre la parole publiquement, on prenait l'avis de gens comme Micha : « Est-ce que cela vaut la peine ? Est-ce que cela aura un impact ? »

Il répondait par l'affirmative. Bien sûr, il était très intéressé parce qu'il voulait l'information dans Les Nouvelles de Moscou, mais il disait aussi : « Le peuple russe doit se rendre compte que les gens qu'ils combattent sont des médecins qui essayent de faire de la chirurgie dans un hôpital, et soignent des enfants défigurés, etc. Les Russes doivent en être informés. C'est pour cela que vous devez vous exprimer publiquement. »

Et je pense que cela renvoie à ce que, au moins à MSF Hollande, nous nous efforçons de transmettre aux gens : « Ne cherchez pas à faire une analyse bénéfices-coûts en quantité de vies sauvées. Considérez cela comme une obligation morale. Vous êtes là, en quelque sorte vous participez à cette situation de crime de guerre massif et vous avez l'obligation au même titre que les autres, si vous êtes présents, de ne pas la cacher. Pensez à cela dans ces termes-là, ne cherchez pas de bénéfices concrets. »

Kenny Gluck, MSF Hollande, conseiller et coordinateur pour le Caucase du Nord de novembre 1999 à janvier 2001, directeur des opérations de 2001 à 2005 (en anglais).

Toutes sortes de rumeurs circulent sur le lieu où serait détenu Kenny Gluck, et par quel groupe. Le 18 janvier 2001, le ministre de l'Intérieur de la Fédération de Russie, Vladimir Rouchaïlo, déclare à la presse qu'il est détenu dans la région de Vedeno par le groupe de l'islamiste radical Khattab et que les forces russes mènent des opérations pour le localiser.

Le 23 janvier, le président indépendantiste tchéchène, Aslan Maskhadov, accuse les gardes du corps d'Akhmad Kadyrov, le chef de l'administration tchéchène prorusse. Le 27 janvier, il déclare que, dans la mesure où, selon lui, Kenny Gluck recueillait des informations sur les atrocités commises par les forces russes, il n'exclut pas une implication de l'armée russe. Puis le procureur de Tchétchénie annonce l'arrestation par les services de police tchéchènes d'un suspect qui serait lié à l'enlèvement de Kenny. Le Kremlin se prononce aussitôt contre le principe de paiement d'une rançon.

Le 1^{er} février, dans l'hebdomadaire russe indépendant *Novaïa Gazeta*¹⁸, le journaliste Viatcheslav Izmaïlov, ancien officier de l'armée russe, spécialiste des questions d'enlèvement, pointe l'absence d'engagement des services russes dans la recherche de Kenny Gluck. Le 2 février, sur la chaîne russe NTV, il les accuse directement de détenir Kenny et affirme que ce dernier est lié à des services secrets.

18. *Novaïa Gazeta* est un hebdomadaire indépendant du pouvoir, soutenu par l'ancien président de la Fédération de Russie, artisan de la perestroïka, Mikhaïl Gorbatchev.



« L'Américain Kenny Gluck est probablement entre les mains de Khattab » **NTV**¹⁹, 18 janvier 2001 (en anglais).

Extrait :

Aujourd'hui, le service de presse du ministre de l'Intérieur du Caucase du Nord a annoncé que, selon ses informations, l'Américain Kenneth Gluck était entre les mains de Khattab, dont le groupe, selon ITAR-Tass, se cache dans le district tchétchène de Vedenov. Cette information a été diffusée moins de vingt-quatre heures après la rencontre de Vladimir Rouchaïlo, le ministre de l'Intérieur russe (MVD), avec des journalistes à Naltchik. Le responsable du MVD a assuré aux représentants des médias que les forces armées recherchaient activement Gluck.

Selon Rouchaïlo, les forces de police ont déjà en main toutes les informations disponibles à ce jour concernant les personnes liées à l'enlèvement de Kenneth Gluck, citoyen des États-Unis, ainsi que l'endroit où il pourrait être détenu. En kidnappant ce citoyen des États-Unis peu de temps avant l'arrivée de la délégation de l'APCE en Tchétchénie, les rebelles « montrent leur vrai visage ». Cet incident a « influencé la position du Conseil de l'Europe dans un sens précis ».

Les divisions des forces armées mènent en ce moment des opérations spéciales à Starye-Atagui, Novye-Atagui, Maïrtoup et dans les banlieues de Grozny afin de retrouver le citoyen étasunien. En communiquant des informations sur la recherche de Gluck, les responsables russes ont aussi fourni des renseignements sur les libérations d'otages capturés par des Tchétchènes.

Selon Rouchaïlo, ces deux dernières années, plus de 50 citoyens étrangers ont été libérés. Le bureau de Iastrjembksi [conseiller spécial du Kremlin pour la Tchétchénie] a donné l'information suivante : l'année dernière, 66 personnes ont été kidnappées et 203 ont été relâchées. En 2001, 1 personne, Kenny Gluck, a été kidnappée, cinq personnes ont été libérées.



« Personne n'a l'intention de fuir la Tchétchénie » **Kommersant - Daily**²⁰, 27 janvier 2001 (en anglais).

Extrait :

Aslan Maskhadov a été élu président de Tchétchénie le 27 janvier 1997. Comme le proclament les représentants des autorités tchétchènes actuelles, son mandat présidentiel se termine le 27 janvier. Mais dans son interview au journal *Kommersant Daily*, Maskhadov réfute ces assertions et déclare que l'Américain Kenneth Gluck pourrait avoir été enlevé en Tchétchénie par l'armée russe. [...]

Concernant le sort de l'Américain Kenneth Gluck, de l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières : « Nous savons que Kenneth Gluck a eu des problèmes de relations avec l'armée russe. Il avait déjà essuyé des tentatives d'enlèvement... Selon mes informations, lors de son dernier voyage il a collecté des données qui auraient pu être utilisées pendant le débat sur la question tchétchène à la prochaine session de l'APCE ou dans tout autre forum international.

C'est pourquoi je n'exclus pas que l'armée russe puisse être impliquée dans l'enlèvement de l'Américain, parce qu'elle n'a aucun intérêt à ce que soient divulguées les violations des droits de l'homme qu'elle a commises contre une population pacifique. Si c'est le cas, cela va être difficile de le retrouver. »

19. NTV : chaîne de télévision, à l'époque encore indépendante du pouvoir pour quelques semaines.

20. *Kommersant* : quotidien très orienté vers les questions économiques, plutôt libéral, considéré comme sérieux et compétent, propriété d'un magnat de l'acier. Très lu dans les grandes villes russes.



« La guerre de Moscou contre l'action humanitaire en Tchétchénie » Sophie Shihab, **Le Monde** (France), 4 février 2001 (en français).

Extrait :

Intervenant vendredi 2 février sur la chaîne de télévision NTV, à l'indépendance menacée mais encore réelle, Viatcheslav Izmaïlov, un officier russe spécialisé dans les échanges d'otages, a, pour la première fois, accusé publiquement des « services spéciaux » russes de détenir l'Américain. En affirmant, il est vrai, que ce dernier est « lui-même lié à des services secrets ». La veille, cet expert avait signé un article dans *Novaïa Gazeta* s'achevant par un appel à ces « messieurs » des services russes : « Si un sort tragique devait atteindre Kenny Gluck à cause de vos jeux, ni vous, ni vos enfants, ni la Russie entière ne pourront en être absous. »

Viatcheslav Izmaïlov estime que les planificateurs du rapt de l'Américain ne veulent pas le tuer. Mais l'opération peut échapper à leur contrôle, dit-il, à cause du « psychisme perturbé » des détenteurs de l'otage. « Comme cela avait failli être le cas pour Andreï Babitski », le journaliste de Radio Svoboda, enlevé il y a un an par les militaires russes et remis à un groupe tchétchène qualifié de « bandits indépendantistes », mais travaillant en réalité pour Moscou. « Les buts politiques de l'enlèvement de Gluck sont atteints, il est temps de le libérer », conclut l'officier russe, le premier à dire tout haut ce dont chacun, en Tchétchénie, était déjà convaincu – à savoir que ce sont les Russes, et non les « bandits tchétchènes », qui ont enlevé Gluck. Une version qui s'appuie non seulement sur l'utilité évidente du rapt pour Moscou, mais aussi sur toutes ses circonstances, telles que rapportées par des témoins (*Le Monde* du 27 janvier). Il s'est, en outre, déroulé dans un village totalement sous contrôle des militaires russes, lesquels ont attendu trois jours avant de le boucler pour y faire un de leurs « ratissages » coutumiers...

[...] Mais les responsables des ONG, comme ceux de l'ONU, continuent à user de phrases sibyllines pour ne pas embarrasser Moscou, quand ils ne penchent pas ouvertement, comme l'a fait le Conseil de l'Europe, pour la version officielle russe, accusant les rebelles tchétchènes. Ce qui sème le désarroi chez le personnel humanitaire sur place : « On se retire, d'accord, mais au moins, alors, on dit la vérité », disent les uns. « Non, on ne se retire pas, on ne cède pas au chantage russe, on peut continuer avec du personnel local, avec un maximum de précautions », affirment d'autres.

C'est cette dernière option qu'ont choisie le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et Médecins du monde, qui travaille en Tchétchénie sur fonds propres. MSF, pour qui travaillait Kenny Gluck, a aussi suffisamment de moyens pour ignorer l'appel à la suspension lancé par les bailleurs de fonds de l'ONU et de l'Union européenne. Mais ses dirigeants ont choisi, dans un premier temps du moins, non seulement de suspendre toute action dans le Caucase du Nord, mais aussi d'appeler les autres ONG à faire de même en signe de « solidarité ». Cela fut très mal perçu à la base et, le débat interne aidant, la position des dirigeants de MSF a évolué : il n'est plus question d'appeler les autres ONG au retrait, et les programmes d'aide aux réfugiés tchétchènes de MSF devraient être maintenus.



Les journalistes russes, en particulier mes amis, étaient persuadés que c'étaient les Russes [qui m'avaient enlevé].

Ils ont immédiatement affirmé : « Kenny a dénoncé le gouvernement russe, celui-ci le lui fait payer. » Mes amis connaissent le gouvernement russe et ne l'aiment pas, mais ils ne connaissent pas bien les Tchétchènes. Ils se sont donc mis à écrire des articles dans la presse

russe en ce sens et à communiquer des informations à leurs collègues journalistes russes. Il y a eu plusieurs articles de ce type, comme ceux de Viatcheslav Izmailov.

Kenny Gluck, MSF Hollande, conseiller et coordinateur pour le Caucase du Nord de novembre 1999 à janvier 2001, directeur des opérations de 2001 à 2005 (en anglais).

Le 25 janvier 2001, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe annule les sanctions imposées à la Russie neuf mois plus tôt pour sa conduite de la guerre en Tchétchénie. Lord Judd, le rapporteur britannique qui, dix jours plus tôt, a déclaré que l'enlèvement de Kenny Gluck aurait de graves conséquences pour la population tchétchène, lance un appel à sa libération, dans un contexte qui revient à accuser les indépendantistes tchétchènes de l'enlèvement.



« Enlèvement d'un volontaire américain : "graves conséquences" pour la population (Judd) » **AFP** (France), Znamenskoïe (Russie), 15 janvier 2001 (en français).

Extrait :

L'enlèvement d'un volontaire américain de Médecins Sans Frontières (MSF) « aura de graves conséquences » pour le peuple tchétchène, a estimé lundi le parlementaire européen Lord Franck Judd lors d'une visite à Znamenskoïe (nord de la Tchétchénie). Cet enlèvement est « un coup à la cause des organisations humanitaires qui aura de graves conséquences pour le peuple de Tchétchénie », a déclaré le parlementaire britannique.

« Je ne sais pas si les gens qui ont enlevé Kenny Gluck sont conscients du prix que le peuple tchétchène devra payer pour cela », a ajouté Lord Judd.

À la suite de l'enlèvement de l'Américain, mardi dernier, alors qu'il était en mission au sud de Grozny, capitale de la Tchétchénie, les organisations humanitaires ont cessé leurs opérations dans la république indépendantiste du Caucase du Nord.

Le représentant du président Vladimir Poutine pour les droits de l'homme en Tchétchénie, Vladimir Kalamanov, a pour sa part estimé que Kenny Gluck avait été « imprudent » en premier lieu de se rendre à Starye-Atagui (20 kilomètres au sud de Grozny).

Les Russes ont affirmé que le volontaire de MSF s'était déplacé sans autorisation, ce que MSF a démenti.



« Les parlementaires du Conseil de l'Europe rétablissent la Russie dans son droit », Sophie Shihab, **Le Monde** (France), 27 janvier 2001 (en français).

Extrait :

La séance fut bâclée dans un lâche soulagement : au nom de la realpolitik, les députés du Conseil de l'Europe ont annulé, jeudi 25 janvier, la sanction infligée à la Russie neuf mois plus tôt, la seule à avoir jamais été imposée à Moscou pour sa guerre en Tchétchénie. Par 88 voix contre 20 et 11 abstentions, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a décidé de ratifier les pouvoirs de la délégation russe, sans conditions ni limitations. Ce qui revient à lever la suspension du droit de vote des délégués de la douma – sanction légère que l'Assemblée, à son propre étonnement, avait votée en avril 2000, par crainte du discrédit. L'APCE avait alors été poussée par une opinion européenne

choquée par les bombardements sur Grozny qui avaient déjà fait plusieurs milliers de morts, et dont les télévisions disaient chaque jour qu'ils « *s'intensifiaient* ». [...]

Le rapport « prend acte de certains progrès encourageants, encore que limités, intervenus depuis septembre 2000 ». Or ces « progrès » sont contestés par ceux qui ont un accès plus ou moins libre et quotidien au terrain : l'ONG russe Memorial et d'autres, qui ont témoigné de la poursuite systématique, par les forces russes, de la torture, des viols, des exécutions sommaires, des « ventes » d'otages, des pillages, etc. Tels Human Rights Watch, qui n'a pu enquêter qu'auprès des réfugiés en Ingouchie, et Médecins Sans Frontières, qui, avant l'enlèvement, le 9 janvier, de son coordinateur américain, Kenny Gluck, travaillait aussi en Tchétchénie.

Ce dernier a-t-il payé pour ce qu'il venait de déclarer publiquement à Moscou et devant des députés européens ? « Le plus effrayant, avait-il dit, c'est que rien n'a changé, des centaines de blessés par faits de guerre continuent d'arriver chaque mois aux hôpitaux, c'est 90 % des patients, souvent des femmes et des enfants, et nul ne sait combien meurent faute de pouvoir franchir les postes militaires. » Des indices tendent à prouver que M. Gluck a été enlevé par les Russes : outre la réponse à la question : « À qui cela profite ? » (tous les « humanitaires » étrangers, témoins indésirables, ont suspendu leurs activités en Tchétchénie), il y a les circonstances du rapt : mené, dans un village contrôlé par les Russes, par « huit géants masqués, en uniformes identiques et neufs, dont un a parlé russe sans accent », selon un témoin fiable. De plus, alors que tout acte de guerre attribué aux Tchétchènes est toujours suivi d'un bouclage et de fouilles, « les militaires russes ont attendu trois jours pour commencer les "nettoyages" dans le village en question », selon Memorial. [...] Pourtant, Lord Judd a choisi de lancer un appel à la libération de M. Gluck dans le paragraphe faisant suite à sa dénonciation des violations du droit humanitaire commises par les combattants tchétchènes et des « activités terroristes », ce qui revient à accuser aussi ces derniers du rapt.

Pour des raisons de sécurité, la cellule de crise de MSF Hollande décide de ne pas commenter la décision de l'APCE et de traiter l'information concernant l'enlèvement de Kenny Gluck avec plus de discrétion.



« Point com sur les médias » **Courriel** de Ruud Huurman, chargé de communication MSF Hollande, aux chargées de communication de MSF, 26 janvier 2001 (en anglais).

Extrait :

En matière de médias, nous cherchons des moyens de maintenir l'affaire sous les feux de l'actualité, mais nous devons nous montrer très prudents afin d'éviter d'alimenter les débats sur notre statut juridique, nos déclarations publiques l'an dernier concernant la politique russe, etc.

La première semaine, nous avons été entraînés dans des discussions et des spéculations sur les tenants et les aboutissants de l'enlèvement. Nous pensons que ce n'est pas dans l'intérêt de Kenny et nous devons éviter que cela ne se reproduise.

- Comme vous le savez, hier le Conseil de l'Europe a réinstauré le droit de vote des Russes. Vous devez vous demander quelle est la position de MSF sur ce sujet. Nous avons décidé que nous devons nous abstenir de tout commentaire. Nous sommes convaincus qu'à ce stade MSF ne devrait pas devenir un sujet de discussion sur les rapports entre la Russie et le Conseil de l'Europe et la situation des droits de l'homme.

Vous avez peut-être noté que les autres ONG, en particulier les organisations de défense des droits de l'homme, s'exprimaient beaucoup sur la question.

> merci de vous abstenir de commenter la question du Conseil de l'Europe, et de ne vous référer qu'à l'enlèvement de notre volontaire et au fait que cet enlèvement et la sécurité de notre volontaire sont notre priorité.

> s'ils veulent aller plus loin, merci d'éviter toute discussion et si nécessaire d'en référer à Amsterdam.

Le 4 février 2001, MSF annonce la libération de Kenny Gluck. Mais, avant d'être vraiment libre, celui-ci passe encore deux jours entre les mains des forces russes, qui veulent l'obliger à donner une conférence de presse pour déclarer qu'elles sont l'auteur de sa libération. À son arrivée à Moscou, le 6 février, Kenny refuse de parler aux journalistes, qui se livrent alors à toutes sortes de spéculations.



« Kenny Gluck libéré en bonne santé » **Communiqué de presse** de MSF, Paris, 4 février 2001 (en français).

Extrait :

MSF confirme aujourd'hui que le volontaire américain Kenny Gluck, chef de mission pour la section hollandaise pour le Caucase du Nord enlevé le 9 janvier dernier en Tchétchénie, a été libéré et est en bonne santé.

Il est actuellement sous la protection des autorités russes compétentes. Le volontaire a eu un bref contact téléphonique avec Amsterdam en début d'après-midi.



« Le silence du Dr Gluck » Sergueï Vanine, **Segodnya**²¹ (Ukraine), 7 février 2001 (traduit de l'ukrainien vers l'anglais par MSF).

Extrait :

Il semble que la mystérieuse odyssée du travailleur humanitaire de MSF Kenneth Gluck arrive à sa fin. Hier à 17h15 il est arrivé de Nazran à l'aéroport de Vnoukovo, à Moscou, par un vol régulier. Il prévoit de rentrer aux États-Unis le 7 février. Mais le 5, il a été interrogé dans le bureau du procureur de Tchétchénie à Goudermes sur les conditions de son enlèvement par des inconnus. Le procureur de Tchétchénie, Vsevolod Tchernov, a confirmé avoir « obtenu les informations permettant à l'enquête d'identifier les kidnappeurs ». Kenneth Gluck a en particulier donné la description des personnes qui le retenaient en captivité et s'est même souvenu des noms de certaines d'entre elles. « À cause de l'enquête, les détails ne peuvent pas être révélés », a déclaré le procureur. Les conditions de l'enlèvement et de la libération sont encore recouvertes du voile du secret. La nuit dernière, à l'aéroport, Gluck a refusé de parler aux journalistes. « Sans commentaires » est la réponse à laquelle se sont heurtés les journalistes de la part du FSB russe et du FSB tchétchène et même du bureau moscovite de MSF. Deux interprétations expliquant ce silence ont été données par des informateurs proches des services de renseignement.

La version « humanitaire » : Kenneth Gluck a vraiment été enlevé par des rebelles tchétchènes mais la libération a été assurée par MSF et pas par les services spéciaux.

21. Journal de Kiev (Ukraine), à l'époque plutôt sur une ligne éditoriale proche de celle de la presse d'Europe de l'Ouest.

Selon le journal Segodnya, pour certaines raisons, une part considérable de l'aide humanitaire fournie par cette organisation passe « derrière la ligne de front » et revient aux rebelles tchéchènes. Les représentants de l'organisation (probablement via des médiateurs spéciaux) ont lancé un ultimatum aux commandants tchéchènes : ou bien ils rendaient Gluck, ou bien l'aide humanitaire ne serait plus fournie en Tchétchénie. Le Dr Gluck aurait été libéré après cela.

Une version moins exotique est également proposée. Un ancien membre du FSB avance que Kenneth Gluck était fiché par les services spéciaux russes comme suspect d'être un agent de services de renseignement étrangers. « La version dit que le kidnapping a été organisé pour démasquer l'agent des services étrangers. En tout cas le résultat de l'opération est positif pour le FSB : le suspect est parti, le public a applaudi. »

Au bureau de presse du FSB les deux versions sont considérées comme délirantes.



J'ai été libéré le 4. Mais les Russes m'ont encore retenu le 5 et le 6 et je ne suis arrivé à Nazran que le 6. J'ai donc passé deux jours dans la base militaire russe. On m'a libéré devant la maison d'un des membres de notre personnel national. Il a été question de me ramener discrètement à MSF. Mais notre collègue a dit que c'était trop dangereux. « Je dois te remettre d'abord aux Russes, sinon on peut se faire tuer. » Il m'a dit qu'un tas de rumeurs couraient sur le fait qu'ils voulaient peut-être me re-kidnapper ou m'assassiner. Il était très effrayé. L'un des contacts a appelé l'armée russe par radio et ils m'ont conduit à une base militaire de l'armée russe à Starye-Atagui. J'ai passé la nuit là-bas. Puis on m'a conduit à la base militaire de l'armée russe à Khankala, à l'est de Grozny. C'est ainsi que j'ai passé deux nuits avec l'armée russe. Deux nuits pendant lesquelles je n'ai pas dormi du tout. Ils ont refusé de me relâcher parce qu'ils voulaient que je passe à la télévision et les remercie de m'avoir sauvé, ce que j'ai refusé de faire. Ils m'ont menacé et m'ont dit : « On ne te relâchera pas tant que tu ne l'auras pas fait. » – « C'est ridicule. Cela fait déjà deux jours que vous avez annoncé que j'étais libéré et je ne le suis pas. »

J'avais rédigé un message à la main que je m'étais débrouillé pour faire sortir par un ami de mon collègue. Donc MSF était vraiment informé de ma libération, par ce message écrit de ma main. Le message disait donc : « Ce sont les Russes qui me retiennent maintenant, pas les Tchétchènes. Il faut suivre les Russes. » Donc MSF mettait déjà la pression sur les Russes en disant : « Nous savons que vous le détenez, où est-il ? » Puis le deuxième jour ils m'ont laissé donner quelques coups de téléphone. J'ai donc appelé MSF et mon père. Juste pour dire que j'étais dans une base de l'armée russe.

Kenny Gluck, MSF Hollande, conseiller et coordinateur pour le Caucase du Nord de novembre 1999 à janvier 2001, directeur des opérations de 2001 à 2005 (en anglais).

Les services de sécurité russes (FSB), auxquels Vladimir Poutine vient de transférer la direction des opérations en Tchétchénie, revendiquent la libération de Kenny Gluck. Puis un officier de ce même FSB, basé en Tchétchénie, déclare sous couvert de l'anonymat au quotidien russe *Kommersant* que Kenny Gluck a été déposé par ses ravisseurs près d'une maison à Starye-Atagui. Après avoir interrogé Kenny, le procureur de Tchétchénie déclare que ce dernier a été enlevé par des « bandits tchéchènes de la bande de Yacoub ». Dans l'hebdomadaire *Novaïa Gazeta*, le journaliste Viatcheslav Izmaïlov réplique que Yacoub n'existe pas et accuse de

nouveau les services secrets russes. Selon lui, ils voulaient « faire en sorte qu'il n'y ait plus de témoins en Tchétchénie ».
De son côté, le porte-parole du département d'État des États-Unis fait part de ses doutes sur la véracité des informations officielles données par les autorités russes.



« Washington doute de la version officielle russe de l'affaire Gluck » Sophie Shihab, **Le Monde** (France), 7 février 2001 (en français).

Extrait :

Le département d'État à Washington ne se contente pas de douter de la véracité des explications officielles russes sur l'enlèvement puis la libération, en Tchétchénie, de l'Américain de Médecins Sans Frontières Kenny Gluck. Il l'a fait savoir. Son porte-parole, Richard Boucher, a ainsi déclaré, lundi 5 février, que son pays « cherche à avoir plus d'informations sur les circonstances entourant cette libération » intervenue la veille. Quant aux « conditions de son enlèvement », le 9 janvier, elles demeurent « une source d'inquiétude », a-t-il précisé. Washington ne pouvait sans doute pas faire moins, alors que les témoignages se multiplient sur le rôle du FSB (ex-KGB) dans le rapt de l'Américain et que les explications officielles de Moscou débordent d'incohérences. Mais à trop exiger la vérité, Washington ne risque-t-il pas de pousser Moscou à fermer encore plus hermétiquement les portes de la Tchétchénie ?

Pour l'instant, une première crainte est écartée, celle touchant au sort de Kenny Gluck. « Beaucoup de gens partageaient mon avis, mais avaient peur de dire ouvertement que ce sont les services russes qui l'ont enlevé. Car nul ne savait ce que ces services, se sentant découverts, auraient pu faire. » L'ancien militaire Viatcheslav Izmaïlov, qui témoignait ainsi, lundi, sur les ondes de Ekho Moskv, [L'Echo de Moscou] a commencé à écrire sa vérité sur le rapt dès le 18 janvier dans *Novaïa Gazeta*, journal d'opposition où il décrit, depuis des années, son travail de libérateur d'otages professionnel, membre d'une commission *ad hoc* du Kremlin. « Je connais toutes les personnes, dans les services, qui auraient été susceptibles de chercher Gluck en Tchétchénie, après son enlèvement », a-t-il précisé. « Or aucune d'elles ne l'a fait, ni n'a reçu d'instructions pour le faire », a constaté Izmaïlov, qui en fut conforté dans sa conviction d'un enlèvement par les Russes, « comme ce fut le cas pour Andreï Babitski », journaliste qui avait « disparu » en Tchétchénie il y a un an.

L'ex-officier Izmaïlov aide alors comme il peut les amis de Gluck : « On s'était mis d'accord, moi je devais nommer les choses par leurs noms, alors que les autres se pliaient aux us officiels : le président a parlé au président, le ministre au ministre, les missions humanitaires pareil. Finalement, grâce à Dieu, le bon sens a triomphé et ceux qui l'ont enlevé l'ont libéré. »

Cette libération fut décrite par un autre témoin, un officier anonyme du FSB cité lundi par le quotidien *Kommersant* : Gluck a été amené la nuit à pied, yeux bandés, devant la porte d'un médecin qu'il connaissait bien dans le village de Starye-Atagui, celui-là même, strictement contrôlé par les militaires russes, où il fut enlevé et détenu par des « inconnus ». Lesquels lui ont enlevé son bandeau puis sont tranquillement repartis.

Officiellement, Gluck a été libéré par le FSB des mains « de bandits tchétchènes dirigés par Yacoub », au cours « d'une opération spéciale » qui s'est déroulée « sans coups de feu, sans pertes du côté du FSB et sans versement de rançon ». Et sans arrestation d'un seul des ravisseurs, a perfidement remarqué Izmaïlov, qui assure qu'il n'existe pas de commandant connu du nom de Yacoub. Des généraux russes avaient d'ailleurs qualifié ce Yacoub tantôt d'intermédiaire, tantôt de ravisseur, rôle qu'ils ont aussi attribué, successivement, à la plupart des plus célèbres chefs tchétchènes rebelles...

Selon Izmaïlov, « le chef du FSB, Patrouchev, et peut-être Poutine devaient être au courant » de tout. Le but était de faire en sorte qu'il n'y ait plus de témoins en Tchétchénie : « Kenny ne se taisait pas, il a témoigné devant le Conseil de l'Europe ; il fallait le remettre à sa place, comme les autres humanitaires travaillant en Tchétchénie. Après l'enlèvement de Babitski, aucun journaliste n'y a plus circulé librement ; c'est maintenant le tour des humanitaires : ils reviendront peut-être, mais seulement accompagnés par l'armée. » Les ONG résistent encore face à un tel marché, mais les institutions de l'ONU les poussent à céder.



Viatcheslav Izmaïlov a écrit un article sur comment j'ai été kidnappé par les Russes. Il a appelé une de mes bonnes amies et elle m'a appelé à son tour, pour me dire : « Écoute, Viachek dit qu'il publie son article demain. Acceptes-tu de parler avec lui ? » J'ai répondu : « Non. Pour l'instant, je ne veux parler à aucun journaliste. » Elle m'a ensuite rappelé et m'a dit : « Écoute, de toute façon il sort demain un papier racontant que tu as été capturé par une unité de l'armée russe et que tu as été détenu et transporté dans un char. Tout ce qu'il veut, c'est savoir s'il peut dire que c'est vrai. » Je ne sais pas où il était allé chercher cela. C'était très détaillé. C'est un ancien officier de l'armée. J'ai juste dit à mon amie que ce n'était pas vrai du tout. J'ai dit : « Dis-lui que c'est complètement faux. » Donc ils ont publié des infos tout en sachant qu'elles étaient fausses. Peut-être pensait-il que je mentais. Il voulait écrire que j'avais été détenu dans le village d'un des chirurgiens de MSF, ce qui était également faux. Mais c'était important, car cela signifiait que quelqu'un essayait de rendre ce chirurgien responsable de l'enlèvement. C'est un petit village, un clan unique, très puissant dans la région. On ne peut rien faire dans ce village sans que toute la famille soit impliquée. Donc à ce moment-là j'ai appelé Viatcheslav et je lui ai dit : « C'est vraiment du pur mensonge et cela risque de causer des ennuis à quelqu'un, donc, s'il te plaît, ne fais pas cela. » Et cela, il ne l'a pas publié. C'était très déplaisant. Je n'ai jamais su qui avait répandu cette rumeur.

Kenny Gluck, MSF Hollande, conseiller et coordinateur pour le Caucase du Nord de novembre 1999 à janvier 2001, directeur des opérations de 2001 à 2005 (en anglais).

Le 8 février 2001, au cours d'une rapide conférence de presse à Moscou, Kenny Gluck déclare ne pas avoir d'indice sur les auteurs de son enlèvement et ne pas vouloir spéculer sur leur identité. À New York, il ne rencontre la presse que deux semaines après son retour. Il déclare n'avoir vu aucune trace d'une opération des services russes au moment de sa libération. Selon lui, sa libération inconditionnelle est un signe que le message d'indépendance des humanitaires est bien passé.

V23  **V24** 



« Kenny Gluck, le volontaire de MSF, relate les détails de sa captivité »
Communiqué de presse de MSF Hollande, Amsterdam 8 février 2001 (en anglais).

Extrait :

Lors d'une conférence de presse donnée à Moscou aujourd'hui, le volontaire humanitaire Kenneth Gluck, coordinateur des opérations de Médecins Sans Frontières (MSF) dans le

Caucase du Nord, a relaté les détails de son enlèvement, de sa captivité et de sa libération.

Gluck, 39 ans, a été enlevé par des individus armés alors qu'il voyageait avec un convoi humanitaire non armé près du village de Starye-Atagui, en Tchétchénie, le 9 janvier.

Gluck a raconté qu'il avait été détenu dans une cave sombre pendant une partie de sa captivité et qu'il passait son temps à écouter la radio, à lire et à se faire du souci pour le sort de ses collègues et pour sa propre libération. « Heureusement, je n'ai jamais été bâillonné, battu ou torturé en aucune façon pendant ma période de captivité, a-t-il déclaré. J'ai toujours reçu trois repas par jour et en quantité suffisante. »

Après avoir été emmené, les yeux bandés, dans une voiture, Gluck a été relâché samedi 3 février dans le village de Starye-Atagui. Pendant son mois de détention, MSF n'a jamais été contactée par qui que ce soit se présentant comme le kidnappeur de Kenny, ni reçu aucune exigence.

« Cela a été une surprise heureuse et totale d'apprendre la libération de Kenny », a déclaré le directeur général de MSF Hollande, Austen Davis. « Cet incident est une tragédie personnelle pour Kenny et sa famille et pour beaucoup d'autres », a poursuivi Davis. « C'est aussi une tragédie pour les médecins et les infirmières qui continuent à réaliser des opérations chirurgicales en Tchétchénie et à prodiguer de l'assistance et des soins aux malades et aux blessés, malgré les conditions précaires, sans approvisionnement et sans salaires. Ils méritent notre respect et notre soutien, mais à la suite de cet incident toutes les opérations d'assistance humanitaire ont été suspendues. »

MSF réitère ses profondes inquiétudes concernant la situation désespérée à laquelle font face des centaines de milliers de personnes en Tchétchénie et ceux qui ont fui la Tchétchénie et l'Ingouchie.

MSF va maintenant commencer le processus de réévaluation de son rôle dans la distribution de l'aide dans la région. La poursuite de ses activités dans le Caucase du Nord dépend à la fois de sa propre capacité de mise en œuvre et des conditions d'accès et de fourniture de l'aide.

MSF appelle les deux parties au conflit à réaffirmer leur engagement dans l'action humanitaire et à créer les conditions dans lesquelles les acteurs humanitaires peuvent fournir de l'aide et travailler sans menaces ni restrictions et avec un accès libre pour évaluer les besoins et superviser les programmes.

MSF s'inquiète du fait que, sans l'assistance des acteurs humanitaires indépendants, la disponibilité et l'accès aux soins soient réduits.

Gluck prévoit de retourner à New York pour retrouver ses amis et sa famille.



« L'Américain donne des détails sur son épreuve en Tchétchénie – le mystère entoure l'enlèvement et la libération du travailleur humanitaire » Sharon LaFranière, **The Washington Post** (États-Unis), service étranger, 27 février 2001 (en anglais).

Extrait :

Est-ce que Gluck a été enlevé par un des fameux groupes tchétchènes qui ont déjà capturé une dizaine de travailleurs humanitaires depuis 1995 ? Ou bien les autorités russes sont-elles impliquées, peut-être dans la mise en œuvre de son enlèvement pour des raisons politiques ou de propagande ? Le reporter de Radio Liberté Andrei Babitski affirme que c'est ce qui lui est arrivé en Tchétchénie l'an dernier. [...]

Un porte-parole des services de sécurité fédéraux, les services de renseignement intérieurs russes, a décrit la libération de Gluck comme un coup audacieux des agents

de renseignement qui auraient traqué ses kidnappeurs pendant des jours et auraient agi juste au bon moment, libérant Gluck sans tirer un coup de feu.

Mais Gluck raconte qu'il n'a vu aucune trace d'une telle opération. Aucun véhicule militaire n'accompagnait la voiture qui l'a déposé. Aucun officier russe n'est venu à sa rencontre. Le médecin tchéchène a juste alerté le commandant local de l'armée, qui l'a envoyé à la principale base militaire à l'extérieur de Grozny.

Gluck a déclaré qu'il restait investi dans l'action humanitaire. Il ne regrette pas du tout d'avoir parlé aux journalistes des souffrances des civils qu'il a pu observer dans la région, même si cela l'a rendu plus repérable – et a fait peser plus de risques sur lui. [...]

« Une partie du service que nous rendons consiste à témoigner de la souffrance des gens », a-t-il déclaré dimanche.

Gluck prend à cœur le fait que ses kidnappeurs l'aient relâché sans conditions ou demande de rançon – un signe possible qu'ils ont reçu le message selon lequel il est interdit de toucher aux travailleurs humanitaires.

Comme d'autres travailleurs humanitaires qui veulent aider la Tchétchénie, il se demande s'il doit croire ce que ses kidnappeurs lui ont dit avant de le laisser partir : « Cela ne se reproduira plus jamais. »



La presse américaine voulait parler de l'enlèvement, et nous, nous voulions parler de l'enlèvement dans le contexte de la guerre en Tchétchénie et des activités de MSF.

Donc nous avons sélectionné trois journalistes, qui avaient tous travaillé en Tchétchénie durant la guerre : Dany Shevsky, Carlotta Gall, et Sharon LaFranière. Plus tard, Carlotta s'est excusée auprès de moi : « Ils ont enlevé tout ce qui parlait de la situation en Tchétchénie et n'ont laissé que ce qui concernait le kidnapping. Je suis désolée, le rédacteur en chef a tout coupé. » Pour les deux autres journalistes, je pense que les publications ont été un petit peu meilleures.

Il y a eu une bonne couverture pendant ma captivité et dans les semaines qui ont suivi, mais au moment de mon retour aux États-Unis et de ces interviews, c'était déjà terminé.

Kenny Gluck, MSF Hollande, conseiller et coordinateur pour le Caucase du Nord de novembre 1999 à janvier 2001, directeur des opérations de 2001 à 2005 (en anglais).

« ENLEVÉ PAR ERREUR » : LES EXCUSES DE BASSAÏEV

Le 11 mars 2001, la chaîne de télévision russe NTV annonce l'arrestation de deux hommes, dont un proche du commandant indépendantiste Chamil Bassaïev, qui sont tous deux accusés par le ministre de l'Intérieur russe de l'enlèvement de Kenny Gluck. Le 12 mars, le site d'information des indépendantistes tchéchènes, Kavkaz Center publie une lettre, qui a été adressée à Kenny Gluck par Chamil Bassaïev avant sa libération. Le commandant y présente ses excuses pour l'enlèvement, qu'il décrit comme le fruit d'un malentendu. Il reproche à Kenny de ne pas avoir rendu sa lettre publique. Ce dernier dit s'en être abstenu, car il pensait que cela risquait de mettre le chef rebelle dans l'embarras, et par conséquent de faire prendre des risques aux employés MSF sur le terrain.



« Le succès des services spéciaux russes », transcription d'un sujet diffusé dans l'émission de **NTV « Itogui »**, 11 mars 2001 (traduit du russe vers l'anglais par MSF).

Extrait :

La recherche de deux personnes qui viennent juste d'être arrêtées par la brigade de lutte contre le crime organisé de Bakou (Azerbaïdjan) a duré plusieurs mois. L'une de ces personnes est Rouslan Akhmatov (le fameux chef de guerre tchétchène), l'autre est Batroudine Mourtazaïev, un aide de camp de Chamil Bassaïev.

Rouslan Akhmatov est l'un des plus cruels chefs de guerre de Tchétchénie. Le clan Akhmatov est considéré comme le fondateur et l'organisateur principal de l'industrie de l'enlèvement contre rançon. Les images diffusées [montrant deux femmes otages, demandant leur libération] ont été tournées par les rebelles eux-mêmes quand ils détenaient deux universitaires polonaises.

Selon le ministre russe de l'Intérieur, Rouslan Akhmatov et ses frères sont directement liés aux enlèvements de 34 personnes, dont le général Chpigoun, le correspondant de ITAR-Tass, Yatsina, et les citoyens néo-zélandais qui ont été tués. Les frères Akhmatov ont également été impliqués dans l'enlèvement de Kenneth Gluck. Les services de sécurité de la Fédération de Russie ont retrouvé Rouslan Akhmatov via Interpol.

Le deuxième détenu a été identifié grâce à une vidéocassette qui a été distribuée par les rebelles en Tchétchénie pendant la première guerre de Tchétchénie. Il est clair que Mourtazaïev était présent pendant l'exécution d'un officier russe. Il admet maintenant sa culpabilité.



Lettre de Chamil Bassaïev à Kenneth Gluck, remise à Kenny avant sa libération, version postée sur le site indépendantiste tchétchène **kavkazcenter.com** le 12 mars 2001 (en anglais).

Extrait :

Cher Kenneth Gluck ! [...]

Le haut commandement militaire de l'assemblée des moudjahidines vous présente ses excuses pour votre détention et vous informe que, grâce à Dieu, vous êtes libre. Il s'agit d'un malentendu, qui toutefois peut s'expliquer. []

Un groupe de nos moudjahidines a décidé de son propre chef d'obtenir la libération de plusieurs de nos camarades en échange de votre personne.

Il existait différents prétextes pour le faire, et les Russes leur ont fait comprendre qu'ils pouvaient échanger jusqu'à 10 personnes contre un étranger. Nous n'avons pas la possibilité d'être en contact permanent avec tous les groupes, c'est la raison pour laquelle nos camarades ont agi de leur côté.

L'autre raison, c'est la faible connaissance qu'ont nos combattants de la loi islamique. Pour éviter tous les malentendus et les rumeurs, nous avons décidé de ne pas régler le problème par la voie hiérarchique mais de le soumettre à la Haute Cour de justice islamique sous le haut commandement de l'assemblée des moudjahidines. [...]

La Haute Cour de justice islamique sous le haut commandement de la sainte assemblée des moudjahidines a examiné votre cas et a considéré votre détention comme illégale pour différentes raisons. La raison principale est que votre sécurité avait été garantie par un musulman, le Dr A[...], et que vous êtes membre d'une organisation humanitaire. [...] Que votre sécurité soit garantie par un puissant émir ou par un simple musulman ne change rien, le plus important c'est le respect des lois islamiques concernant les garanties de sécurité.

Prenant en considération le fait que le Dr A[...] a garanti votre sécurité, mais aussi celui que les lois islamiques ne sont pas suffisamment comprises, nous ne punirons pas vos ravisseurs, bien qu'ils soient prêts à endurer toute punition infligée par la Haute Cour islamique.

Nous ne nous soucions pas non plus de votre nationalité, quoique les Russes se soient empressés de nous en informer par voie médiatique. [...]

Si la décision vous concernant a été aussi longue à prendre, c'est parce que nous avons eu quelques difficultés à nous décider sur l'utilité d'une réunion de la Haute Cour de justice islamique. L'unique condition à votre libération réside dans l'obligation qui vous incombe d'éviter de propager toute information pouvant nuire à vos ravisseurs.

Nous vous demandons de jurer sur votre foi en Dieu, ou, si, Dieu vous pardonne, vous n'êtes pas croyant, de nous donner votre parole d'honnête homme.

Nous aimerions vous assurer que nos actes s'expliquent par un simple désir de justice et de respect de la loi islamique. Nous sommes très négatifs quant à la communauté internationale qui est devenue une communauté de lâches et d'hypocrites, et nous n'utiliserons pas votre libération pour faire de la politique. [...]

La Haute Cour de justice islamique sous le haut commandement de la sainte assemblée des moudjahidines tient de nouveau à s'excuser de ce qui vous est arrivé et entreprend de vous rembourser les dommages qui vous ont été causés. Nous espérons que vous changerez d'opinion sur notre peuple et aussi que tout ce qui vous est arrivé sera utile pour d'autres. Nous vous informons également qu'en examinant votre cas la Haute Cour de justice islamique a décidé d'interdire les enlèvements de membres d'organisations humanitaires.

Le président de la section française de MSF reproche alors à la direction de la section hollandaise de ne pas avoir informé le mouvement de l'existence de cette lettre et de lui avoir fourni une version selon lui mensongère du rapport sur l'enlèvement qu'elle a fait réaliser après la libération.



J'ai eu trente jours pour discuter avec les ravisseurs. On sait qui ils sont. J'ai un document de Bassaïev lui-même, que j'ai reçu pendant ma détention. Et cela a été confirmé au plus haut niveau par les rebelles, qui ont dit : « Oui, nous sommes désolés. »

Ils ont eu du mal à se mettre d'accord, cela n'a eu lieu que dans les derniers jours de ma détention, quand ils m'ont dit : « On va vous relâcher, avec toutes nos excuses et nous promettons que MSF peut continuer son action et ne sera pas ciblée. Nous sommes vraiment, vraiment désolés, mais s'il vous plaît, ne nous mettez pas dans l'embarras. » Donc on a supposé que rendre la lettre publique les mettrait dans l'embarras. Et qu'à l'avenir cela empêcherait MSF de travailler.

Plus tard, Bassaïev a dit : « Pourquoi n'avez-vous pas rendu la lettre publique ? » C'est cela qui était étrange. Mais ensuite, ils ont publié la lettre sur kavkazcenter.com, leur site internet, et ils se sont plaints à nous directement : « Pourquoi n'avez-vous pas remercié Bassaïev de votre libération ? » J'ai renvoyé le message suivant : « Je ne pouvais pas vous remercier de m'avoir libéré sans dire que vous m'aviez enlevé. C'était embarrassant. » C'est pour cela que, finalement, on n'a pas publié la lettre. Mais eux l'ont fait. Et nous avons refusé de faire des commentaires là-dessus. Ce que dit Bassaïev, c'est qu'aucune de ses unités n'était véritablement contrôlée, donc qu'elles n'étaient pas informées que nous avions toutes les garanties de sécurité. Et cela est plausible parce que la plupart des rebelles n'avaient pas de moyens de communication corrects. Ils avaient peur d'utiliser les moyens de communication électroniques

depuis la mort de Doudaïev²², etc.

Donc oui, on peut dire qu'ils sont sous le leadership spirituel de Bassaïev ou de Guelaïev, ou d'un autre. Mais ils opéraient à travers de petites cellules disséminées dans le pays, qui agissaient de manière largement indépendante. Donc ils m'ont pris en otage et ça leur a pris un peu de temps avant de recevoir le message qui disait : « Ceci n'est pas autorisé. » Puis cela a pris encore un peu de temps avant d'organiser véritablement la libération. Et cela a pris encore un peu de temps à notre personnel tchétchène senior et aux autres pour entrer en contact avec chacun et dire : « Vous n'êtes pas autorisés à faire cela, on a passé un accord. » Et puis quelqu'un a dû se rendre auprès de Bassaïev, revenir, et tout cela a pris plusieurs jours. Cela semble cohérent, car la qualité de mes conditions de détention s'est largement améliorée le neuvième jour. J'ai été autorisé à sortir de ma cellule, on m'a donné de la meilleure nourriture. Ils ont dit : « Nous sommes désolés. Nous promettons que nous allons vous relâcher. Qu'est-ce que vous voulez ? » Et ils m'ont donné une radio, un rasoir, des livres.

Considérer Bassaïev comme un agent des Russes est une caricature. Ce que je crois, c'est que tous les chefs rebelles ont des relations avec les Russes. Maskhadov et Doudaïev, par exemple, ont passé toute leur vie dans l'armée russe. Ils connaissaient tout le monde au ministère de la Défense. Donc il ne fait aucun doute qu'il y existait une forme de communication entre les officiers russes et Bassaïev, Maskhadov et beaucoup d'autres pendant la guerre.

Ils commerçaient avec les Russes, ils échangeaient des informations. La plupart des rebelles ont maintenu des relations avec leurs ennemis. C'est la nature même d'une guerre civile. Et cela signifie qu'il y a des ouvertures pour améliorer la collaboration. Les Tchétchènes se procuraient probablement la plupart de leurs armes via l'armée russe. Et ça ne peut pas se faire sans avoir de relations.

Mais cela ne veut pas dire qu'ils travaillent pour les Russes. Cela veut dire qu'au milieu d'une guerre il existe des possibilités de collaboration. Et je mettrais Bassaïev dans cette catégorie. Il a maintenu des niveaux de collaboration avec certains éléments du régime russe, qui était loin d'être uni. Une partie de cette collaboration peut avoir concerné le kidnapping, certainement le trafic d'armes, les cessez-le-feu du genre : « Accordons-nous pour ne pas nous entre-tuer à telle heure, dans telle zone. » On fait des affaires, donc on peut faire du commerce, voire se reposer un moment.

Kenny Gluck, MSF Hollande, conseiller et coordinateur pour le Caucase du Nord de novembre 1999 à janvier 2001, directeur des opérations de 2001 à 2005 (en anglais).



Il y a sûrement des gens qui ont fait le rapprochement entre les déclarations au Conseil de l'Europe et l'enlèvement de Kenny juste après.

Mais Kenny lui-même était vraiment persuadé que cela n'avait aucun lien. Selon lui, il était évident que les Russes n'avaient rien à voir avec tout cela, qu'il s'agissait d'un groupe de rebelles dissidents. Et il avait cette lettre pour le prouver. Si l'affaire a été résolue aussi rapidement, c'est parce que le groupe principal des rebelles a pu faire pression sur ses dissidents en disant : « En fait, vous vous êtes trompés de personne. Celui-là est sous notre protection, donc vous devez le relâcher. »

Pourtant, beaucoup de gens se satisfaisaient de l'explication : « Si tu prends la parole publiquement, les Russes te kidnappent. » Évidemment, tout ce qui touche à Kenny a tendance à prendre des proportions particulières. Mais quand celui qui a été enlevé, qui est considéré

22. Le 21 avril 1996, Djokhar Doudaïev, le président élu de Tchétchénie, avait été repéré grâce à son téléphone mobile et abattu par les forces russes.

comme l'expert de la Tchétchénie, affirme aussi fortement le contraire, évidemment ça crée une dynamique.

Michiel Hofman, MSF Hollande, coordinateur pour le Caucase du Nord de mai 2001-juillet 2003 (en anglais).



Cette lettre a vraiment été écrite par Bassaïev. Autant que je puisse juger de ce qui est arrivé ou de comment c'est arrivé, il n'y avait que peu d'officiers rebelles de haut rang impliqués. En fait, le FSB leur avait fait savoir qu'en échange de Kenny ils feraient sortir d'autres rebelles de prison. Donc, peut-être n'y avait-il pas de lien direct entre eux et le FSB, mais il y avait un lien indirect, c'est quasiment certain.

Le deuxième élément, c'est que, pour les kidnappeurs, c'était une bonne occasion de se faire pas mal d'argent. Ces types sont aussi des êtres humains, des gens qui ne crachent pas sur l'argent. Dans le contexte politique de l'époque, l'objectif était la guerre. Mais si on descend un cran en dessous, il y a aussi l'aspect financier qui fait son apparition.

Dans cette lettre il n'y avait pas seulement des excuses à Kenny, mais aussi aux médecins tchétchènes de MSF.

B, Membre du personnel local de MSF recruté dans le Caucase du Nord (en russe, traduit vers l'anglais, puis vers le français par MSF).



Ce que j'ai compris de cette histoire, c'est que le projet du groupe de kidnappeurs était plutôt d'obtenir un échange avec les Russes. Ils avaient des prisonniers russes et pensaient pouvoir faire des échanges avec le FSB. Et je pense que c'est là où le FSB a participé en leur disant clairement que, s'ils avaient un Occidental, ils l'échangeraient. À MSF Hollande, ils m'ont dit qu'au moment de la libération de Kenny ils avaient eu l'impression que le groupe de Bassaïev assumait la libération mais ne souhaitait pas trop qu'on en parle. Selon eux, le fait que cette information circule pourrait provoquer l'irritation de ce groupe, voire de l'insécurité pour MSF. Bassaïev ne voulait pas qu'on sache qu'il était impliqué à ce point... C'est ce qu'ils nous ont servi comme explication. On s'est fâchés très fort avec eux – pas seulement nous, mais aussi d'autres responsables dans le mouvement international – quand Bassaïev a pris la parole plus tard en disant : « On ne comprend pas pourquoi MSF ne mentionne pas que la libération de Gluck a été obtenue grâce à nous, etc. » Il a publié la fameuse lettre qu'il avait fait remettre à Kenny. Dans cette lettre, il évoquait « la parole de l'Achoura, la parole d'un musulman qui a été donnée pour garantir la sécurité... nous sommes des gens de parole... ». J'ai eu un entretien assez dur avec Austen Davis (le directeur général de MSF Hollande) sur le fait qu'ils nous avaient caché la lettre, qu'ils nous avaient menti. Pour la sécurité de nos équipes, il est important que les autres sections soient tenues au courant. Le fait qu'on nous la cache, je trouve cela vraiment dégueulasse. Austen justifiait cela par la peur du danger. Je l'ai menacé, si un épisode comme celui-là se reproduisait, de m'en prendre lourdement à lui institutionnellement dans MSF en tant que directeur général, de le mettre en cause individuellement. Je crois que [cacher l'existence de cette lettre] ce n'était pas une décision collective de MSF Hollande. C'était plutôt celle d'un petit groupe d'individus. Je ne pense pas que le conseil d'administration de MSF Hollande ait été au courant de ce genre de choses. Une partie de la direction l'était, mais pas toute. On s'est tapé le boulot pour chercher Kenny, et quand ils ont une information critique pour la sécurité des équipes, ils nous la cachent ! On était furieux...

Comme d'habitude, il y a eu trois ou quatre versions du rapport de MSF Hollande sur l'enlèvement de Kenny. Donc, quelle est la définitive ? On n'en sait rien. Mais dans celle qui nous a été communiquée, c'était du mensonge institutionnel.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008 (en français).



Ce qui est étrange avec la Tchétchénie et le travail en Russie en général, c'est l'ambiance de dissimulation, et comment cela finit par atteindre toutes les MSF. Quand on était à Moscou pour s'occuper de l'enlèvement de Kenny, lorsqu'on voulait parler sérieusement de quelque chose, y compris du personnel tchétchène, on sortait du bureau et on allait s'asseoir dans un es café pour discuter. On avait cette impression étrange d'être sous surveillance ou qu'il y avait des gens qui faisaient des rapports sur nous. Je pense que cela vient de la période communiste, mais je ne crois pas que cela soit fondé. Même entre sections, la gestion de l'information était marquée par à la fois la volonté de « tout » savoir et par un vrai sens du secret. Quand Kenny nous a traduit cette lettre après sa libération, Kenny, Steve et moi-même sommes sortis nous asseoir discrètement dans l'escalier glacial (il faisait moins 20 degrés) d'un immense bâtiment pour ouvrir la lettre et la lire. On aurait pu rester dans nos bureaux, fermer la porte et la lire, mais non, on était à quatre pattes dans ce vieil escalier de l'époque communiste. On a tendance à modifier son environnement en fonction du regard de suspicion qu'on jette sur lui. On était revenus à l'ambiance de la guerre froide, en quelque sorte.

J'ai sorti discrètement cette lettre du pays. On savait qu'elle valait « de l'or » donc je l'ai cachée dans mon écharpe pour passer la douane. On savait que les douaniers savaient qui on était. C'était comme dans un roman d'espionnage. On est rentré en Hollande, différentes choses se sont passées et le rapport sur l'enlèvement est sorti. On a tout de suite organisé une réunion avec les directeurs des opérations des 5 sections, et on leur a raconté ce qu'il s'était passé. On leur a même fait circuler la lettre originale accompagnée d'une traduction officielle. On n'a laissé personne en garder une copie, mais on l'a montrée. Donc tout le monde l'avait vue, et ça ne semblait pas être si important que ça. Ce n'est que plus tard que des rumeurs ont commencé à circuler disant qu'on dissimulait des informations.

Je pense qu'il faut garder dans un coin de la tête deux éléments de contexte. Le premier, c'est que la Tchétchénie était un environnement extrêmement difficile pour mener des opérations. Il fallait avoir une très bonne connaissance du contexte local pour y intervenir. Il fallait aussi suivre des procédures de sécurité extraordinaires. Donc la gestion de l'accès était compliquée et le niveau requis pour comprendre le contexte local était élevé. Et peut-être aussi que cette atmosphère de secret a fini par déteindre sur certains collègues à MSF. À la fin, c'est devenu une plaisanterie entre nous. Il n'y avait rien à faire pour persuader certains collègues que nous avions bien partagé les bonnes informations. Nous étions même accusés de cacher des informations à notre propre conseil d'administration.

Austen Davis, MSF Hollande, directeur général de 1999 à 2004 (en anglais).

Quelques mois plus tard, le président de la section française fera part au ministre des Affaires étrangères du gouvernement indépendantiste tchétchène, en exil en Europe, de l'incompréhension de MSF face à l'enlèvement de l'un de ses volontaires par des combattants indépendantistes tchétchènes, alors que leurs responsables

déclarent soutenir l'action humanitaire. Il lui demandera de se prononcer sur l'espace de travail qui peut être attribué à MSF dans un tel contexte. Puis il tiendra les mêmes propos, dans une lettre de demande d'audience adressée à Aslan Maskhadov, le président de la République tchétchène indépendante d'Ichkérie, et à son Premier ministre, Chamil Bassaïev.



Minutes de la rencontre avec Ilyas Akhmadov à Paris, Loïck Barriquand, responsable de programme MSF France, 15 juin 2001 (en français).

Extrait :

Jean Hervé a d'abord rappelé nos actions dans le Caucase (déplacés en Ingouchie, hôpitaux en Tchétchénie et blessés de guerre – y compris combattants – en Géorgie) et réitéré notre solidarité avec la population et notre volonté de continuer à lui apporter des secours. Retour également sur nos prises de parole publiques, pour rappeler que notre position a toujours été claire et engagée.

Par contre, il est aujourd'hui nécessaire d'éclaircir nos discours réciproques et d'éviter la propagande entre nous. Nous avons été victimes de trois enlèvements dont deux au moins relèvent de la responsabilité de Tchétchènes et ce au plus haut niveau : Arsanov et Bassaïev. Notre aide est ainsi contrecarrée par des attaques qui viennent du camp tchétchène, nous acculant ainsi à des décisions que nous ne souhaitons pas prendre, au contraire. Une nouvelle menace ou attaque nous conduirait à cesser totalement nos opérations et à retirer nos équipes. Une telle décision irait nécessairement de pair avec une explication publique des raisons qui l'ont motivée.

Aujourd'hui, la question que nous nous posons est celle de la perception qu'ont les responsables politiques et militaires tchétchènes de MSF. Est-il « normal » d'attaquer nos volontaires, comment sommes-nous perçus et devons-nous craindre d'être à nouveau une cible ? C'est autour de cette question que nous demandons des rendez-vous à Maskhadov et Bassaïev, pour obtenir un positionnement politique de leur part vis-à-vis de nous.

Réponse d'Ilyas : Effectivement, Bassaïev a bien endossé la responsabilité de l'enlèvement (Ilyas ne conteste pas non plus l'implication d'Arzanov) et il confirme l'authenticité de la lettre de Bassaïev. Il précise que lui-même était convaincu de la responsabilité russe jusqu'à la réception de cette lettre.

Notre démarche lui semble légitime (bien qu'à mon avis il soit surpris, mais il n'en montre rien) : « Ceux qui souffriront de votre départ sont en premier lieu la population tchétchène. » Il propose de contacter Maskhadov dès son retour à Bakou (fin juin), un rendez-vous lui semble possible. En revanche, cela semble plus difficile à organiser avec Bassaïev, non pas par refus de celui-ci, mais pour des questions pratiques et de sécurité. Il propose que nous lui écrivions une lettre et qu'il lui transmette. Bassaïev nous répondra. Une discussion téléphonique (cinq min.) pourrait également être une option. À la question de l'apparition récente de groupes incontrôlés en Tchétchénie, Ilyas répond que la situation n'a pas changé récemment. Par contre, il nous déconseille fortement d'envoyer des étrangers dans la zone.



Lettre de Jean-Hervé Bradol, président de MSF France, au président de la République tchétchène d'Itchkérie, Aslan Maskhadov, 11 juillet 2001 (en français).

Extrait :

Monsieur le Président,

Vous connaissez l'implication et le rôle de Médecins Sans Frontières dans votre république lors du premier conflit, en 1995. Depuis la reprise de la guerre, en 1999, nos équipes sont retournées porter secours à la population tchétchène, en Tchétchénie même, en Ingouchie, en Géorgie et en Turquie. Comme vous le savez, à la suite de l'enlèvement de Kenny Gluck, un des volontaires de la section hollandaise de MSF, en janvier dernier, nous avons été contraints de réduire nos effectifs et de limiter nos programmes d'assistance aux victimes de la guerre. Aujourd'hui, nous sommes toujours convaincus de la gravité de la situation et de la nécessité croissante d'aider la population tchétchène.

Nous avons apprécié vos prises de position publiques dénonçant l'enlèvement et tenons à vous remercier pour votre rôle dans son dénouement heureux.

Cependant, malgré notre ferme volonté de continuer à secourir les victimes de la guerre, nous ne voulons plus mettre nos équipes face à de tels dangers et souhaitons redéfinir le cadre de notre intervention.

Aussi sollicitons-nous une audience auprès de vous afin de recueillir votre sentiment et de nous aider à mieux apprécier notre espace de travail.



Lettre de Jean-Hervé Bradol, président du conseil d'administration de MSF France, au général Chamil Bassaïev, gouvernement de la République tchétchène d'Itchkérie, 11 juillet 2001 (en français).

Extrait :

Depuis la fin de 1999, en dépit des risques auxquels nos équipes sont confrontées, nous soutenons les hôpitaux de Tchétchénie et portons secours aux populations tchétchènes qui ont trouvé refuge en Ingouchie, en Géorgie et en Turquie. Dans ces deux derniers pays, nous aidons à opérer et soigner les blessés de guerre, y compris des combattants blessés, conformément aux conventions de Genève. Témoins directs de la guerre, des souffrances infligées à la population, des exactions commises contre nos patients et des entraves au travail du personnel médical, nous avons à plusieurs reprises pris des positions publiques fortes. Nous avons interpellé les responsables politiques occidentaux et russes pour que soient respectés les droits des civils. Le 23 novembre 2000, Jean-Hervé Bradol, président de MSF, Loïck Barriquand, responsable du programme MSF pour le Caucase du Nord, et Kenny Gluck, chef de mission de la section hollandaise de MSF, ont témoigné dans ce sens devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (rapport en pièce jointe).

L'enlèvement de Kenny Gluck en janvier dernier nous a choqués et nous a amenés à réduire considérablement notre intervention en Tchétchénie. Pourtant, comme vous nous l'avez rappelé dans votre lettre adressée à Kenny Gluck, le président élu Aslan Maskhadov avait invité toutes les organisations humanitaires internationales à venir en Tchétchénie en leur offrant des garanties de sécurité. C'est pourquoi il nous a été extrêmement difficile de comprendre que nous puissions être victimes d'une attaque de la part de combattants tchétchènes. Cet acte, totalement contraire aux intérêts de la population, survient alors que nos équipes étaient déjà soumises à de très lourdes contraintes dans l'accomplissement de leur mission.

En identifiant le groupe qui a commis l'enlèvement comme étant sous votre autorité, vous vous êtes personnellement engagé pour résoudre la situation. Ainsi, votre intervention et la décision de l'Assemblée de la Haute Cour de la charia ont permis de libérer Kenny Gluck sans conditions et sans atteinte à son intégrité physique. Nous vous en remercions sincèrement et voulons interpréter votre geste et votre lettre comme un signal politique positif.

Cependant, et malgré cette issue favorable, nous ne pouvons oublier les conséquences qu'a eues cet acte sur la population et sur l'aide humanitaire qui lui était apportée en Tchétchénie. En effet, suite à l'enlèvement, les forces fédérales ont procédé à de nombreuses *zatchistki* et arrestations. L'aide humanitaire a quant à elle été drastiquement réduite. Les rares et indispensables témoins étrangers ont quitté le pays.

En ce qui concerne notre organisation, nous ne sommes plus prêts à exposer nos volontaires à de tels périls. De nouvelles menaces ou attaques rendraient injustifiables les risques que nous prenons encore. Si à l'avenir un incident supplémentaire devait se produire, nous serions contraints, contre notre gré, de retirer intégralement et définitivement nos équipes du Caucase du Nord. Ce qui, pour nous, signifierait ne plus pouvoir porter secours aux victimes de la guerre, ne plus pouvoir témoigner, ni exprimer notre solidarité avec le peuple tchétchène.

Transparents dans nos actes, en premier lieu vis-à-vis des personnes que nous assistons, nous serions nécessairement amenés à justifier publiquement la décision de l'arrêt de nos missions. Nous sommes conscients que ces explications sur les raisons de notre départ seraient dommageables à l'ensemble de la population tchétchène. Votre lettre (ainsi que votre enregistrement vidéo récent dont nous vous saurions gré de nous faire parvenir une copie) nous encourage dans l'idée que vous êtes engagés dans une démarche politique, ferme et volontariste, auprès de vos combattants et compatriotes, visant au respect des équipes humanitaires. Nous aimerions entamer avec vous un dialogue sur la place spécifique de Médecins Sans Frontières et obtenir un entretien avec vous.

Nous souhaiterions en effet connaître votre point de vue sur l'aide que nous apportons, sur notre rôle de témoins engagés et sur l'espace de travail que vous considérez possible pour nos équipes tant tchétchènes qu'étrangères.



Tel que je le voyais à l'époque, il fallait aller secouer fortement les indépendantistes modérés pour qu'ils fassent pression sur Bassaïev, et lui disent d'arrêter ses conneries avec nous. On était plutôt en bons termes avec lui. En 1997, lorsqu'on recherchait Christophe André, on avait demandé à Ilyas Akhmadov, qui avait été son aide de camp, de nous prêter des gardes du corps. Donc je ne voyais pas pourquoi on avait un problème avec Bassaïev. Parmi les indépendantistes modérés, Ilyas était relativement honnête. Plus tard, je l'ai engueulé officiellement. Je lui ai dit qu'on n'était pas du bétail qu'on capture. Il était au courant de ce qui s'était passé, sinon il ne se serait pas laissé prendre un savon par un jeune blanc-bec de l'Ouest, bien au chaud dans son bureau. Ce n'est pas le genre. Pour moi, les engueuler était un moyen d'avoir une confirmation de leur culpabilité. Quant à Oumar Khanbiev (le ministre de la Santé du gouvernement Maskhadov), il essayait de nous faire croire que c'étaient les Russes. Au cours d'un entretien, il avait reproché au responsable de programme de ne pas dénoncer les Russes. Les Russes sont toujours mêlés à tout, quelle que soit l'histoire. C'est normal, c'est leur territoire. Mais pas plus que cela, selon moi.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008 (en français).

DÉBUT DES PRESSIONS RUSSES POUR LE RETOUR DES RÉFUGIÉS EN TCHÉTCHÉNIE

Tout au long de l'année 2001, les autorités fédérales, l'administration tchétchène prorusse et la nouvelle administration ingouchie renforcent leur politique de rapatriement forcé des déplacés tchétchènes en Ingouchie. Outre la terreur imposée quotidiennement à ces derniers, l'un de leurs moyens d'action privilégiés consiste à faire pression sur les organisations humanitaires pour qu'elles cessent leur aide en Ingouchie et la réorientent vers la Tchétchénie.

Le 14 février 2001, alors que les organisations humanitaires s'apprêtent à reprendre leur aide à la population tchétchène, suspendue pendant l'enlèvement de Kenny Gluck, Akhmad Kadyrov, le chef de l'administration tchétchène prorusse, annonce qu'elles n'ont plus le droit d'intervenir de manière indépendante en Tchétchénie.



« Les organisations humanitaires en Tchétchénie sont prêtes à reprendre leurs activités, suspendues suite à l'enlèvement de Kenneth Gluck » **RIA Novosti** (Russie), 13-14 février 2001 (en anglais).

Extrait :

Toutes les organisations humanitaires à l'œuvre dans la région tchétchène ont exprimé le souhait de reprendre leurs activités en Tchétchénie. Ces activités avaient été suspendues pour raison de sécurité suite à l'enlèvement de Kenneth Gluck, travaillant pour MSF. Selon [...] le Haut-Commissariat aux réfugiés en Ingouchie, les convois de nourriture et autres denrées sont prêts à partir. Pour l'instant, RIA Novosti a obtenu une information selon laquelle les populations tchétchènes ont bénéficié de l'assistance humanitaire du CICR, qui est la seule organisation ayant continué à exercer ses activités en république tchétchène pendant la période où Kenneth Gluck était détenu en captivité.



« Kadyrov a critiqué les activités des organisations humanitaires en Tchétchénie », **Interfax** (Russie), 14 février 2001 (en anglais).

Extrait :

Le chef du gouvernement tchétchène, Akhmad Kadyrov, a critiqué le travail indépendant des organisations humanitaires en Tchétchénie. « Les autorités tchétchènes n'ont pas l'intention de permettre aux organisations humanitaires de mener leurs actions en toute indépendance », a-t-il déclaré mercredi à Goudermes lors de sa rencontre avec Vladimir Kalamenov.

Kadyrov a avancé comme raison le fait que certaines agences utilisaient leur soutien aux déplacés comme un écran de fumée, car, en réalité, « elles spéculent sur les problèmes de la Tchétchénie et sur le sang du peuple tchétchène ».

Il a déclaré que l'assistance humanitaire fournie par les organisations internationales n'arrivait pas à parvenir dans le pays. Il a critiqué le système de transit des cargaisons de denrées alimentaires par Mozdok (Ossétie du Nord), et par l'Ingouchie et le Daguestan. Toutefois, il s'est déclaré favorable à la livraison de ces cargaisons directement en Tchétchénie.

Kadyrov a également déclaré que les déplacés auraient la possibilité de revenir en Tchétchénie. À cet effet, il est prévu que chaque famille se voie attribuer une maison ou un mobile home.

Kadyrov a défini la situation comme étant proche de la stabilité, et en a donné comme preuve le rétablissement du droit de vote de la Russie à l'APCE.

Début mars 2001, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations unies demande aux ONG de signer un protocole d'accord qui soumet l'action humanitaire au contrôle arbitraire du FSB, le service de sécurité intérieure de la Fédération de Russie. À l'instar de la section belge, les différentes sections MSF refusent de signer ce protocole d'accord.

Le 6 mars, le responsable des programmes de la section française rencontre Victor Kalamanov, le représentant du Kremlin chargé des droits de l'homme, et décline sa proposition de fournir une escorte armée pour les déplacements de l'équipe. Il l'informe également que MSF n'a pas encore pris sa décision quant à la reprise de ses activités. Pourtant, le jour même, le représentant du Kremlin annonce à l'agence de presse russe Interfax que MSF va reprendre ses activités en Tchétchénie et qu'elle approuve les décisions des autorités russes concernant les opérations humanitaires. MSF apporte un démenti officiel, mais qui n'est pas rendu public.



Lettre de Sylvie Schwall, coordinatrice MSF Belgique, à Toby Lanzer, OCHA, pour le siège de la Fédération de Russie, le 1 mars 2001 (en anglais).

Extrait :

Comme vous devez vous en souvenir, Médecins Sans Frontières Belgique a présenté sa décision de ne pas signer le protocole entre les Nations unies et les ONG qui travaillent dans le Caucase du Nord lors de la réunion de l'ONU sur la sécurité et la coordination qui s'est tenue le 23 février à Moscou.

MSF Belgique reconnaît qu'une coopération étroite et une bonne coordination sont indispensables entre tous les acteurs humanitaires présents sur le terrain. Le partage des informations, la coopération sectorielle entre groupes de travail et la transparence sont à l'évidence nécessaires pour garantir l'adéquation de l'assistance humanitaire aux populations du Caucase du Nord qui en ont besoin. MSF Belgique a accueilli avec satisfaction l'information concernant la sécurité, y compris la sécurité des personnels, un sujet qui doit être traité avec toutes les parties concernées.

Cependant, MSF Belgique insiste sur l'impartialité et l'indépendance totales de ses analyses et de ses prises de décision. Ceci vaut également pour nos décisions en matière d'opérations et de sécurité.

Comme vous l'avez mentionné, MSF Belgique a été à l'origine de l'adhésion à un « code de conduite » auquel d'autres acteurs humanitaires ont été encouragés à souscrire et ce dans d'autres contextes de crises. Ce protocole dépasse toutefois largement le cadre des questions purement opérationnelles et touche à l'indépendance de toutes les ONG. En conséquence, nous ne voyons aucune raison réelle de soumettre à conditions l'assistance des Nations unies (visas ou communications VHF par exemple) lors de la signature du protocole. Bien sûr, nous souhaitons et prévoyons la continuité de la coopération telle qu'elle existe, que le protocole soit ou non ratifié. Nous espérons et

prévoyons aussi que notre refus de signer ce protocole ne va pas gêner ou affaiblir les occasions futures au cours desquelles il nous sera permis d'améliorer l'état de notre coopération actuelle.



« Médecins Sans Frontières se prépare à revenir en Tchétchénie – par l'envoyé russe des droits de l'homme » **Interfax** (Russie), Moscou, le 6 mars 2001 (en anglais).

Extrait :

L'organisation internationale Médecins Sans Frontières, qui avait suspendu ses activités en Tchétchénie après l'enlèvement de son volontaire Kenneth Gluck en janvier dernier, se prépare à revenir dans cette république du Caucase : c'est ce qu'a déclaré à Interfax l'envoyé russe pour les droits de l'homme après avoir rencontré mardi un des coordinateurs de l'organisation.

Selon Kalamanov, la réunion s'est tenue dans une ambiance constructive et le représentant de Médecins Sans Frontières s'est déclaré d'accord avec la position russe au sujet des règles de conduite des organisations internationales et non gouvernementales qui travaillent en Tchétchénie. « Nous avons abouti à un accord mutuel sur les nouvelles formes de coopération avec le gouvernement de la république tchétchène et le cabinet de Kadyrov. Nous nous sommes également entendus pour rencontrer les leaders tchétchènes de telle sorte qu'un accord a pu être signé entre ces derniers et Médecins Sans Frontières », a déclaré Kalamanov.

[Cet accord] ne concerne pas uniquement les possibilités d'interactions mais aussi les garanties de sécurité pour les travailleurs de l'organisation présents en Tchétchénie qui apportent une assistance médicale à la population du pays, a-t-il affirmé.



Résumé de la réunion inter-sections pour le Caucase du Nord qui s'est tenue le 7 mars 2001, à Moscou – Gazelle Gaignaire, MSF RIO 7 mars 2001 (en anglais).

Extrait :

Commentaires [...]

- Le matin suivant la réunion, Loïck [Barriquand ; responsable des programmes] a appelé Kalamanov au sujet du communiqué de presse d'Interfax. K a dit qu'il ne faisait qu'exprimer son opinion et ses vues personnelles, et a tacitement reconnu son erreur en disant à L que, si nous le souhaitions, MSF ne devrait pas se priver d'apporter des éclaircissements sur certains points auprès des médias. K a dit qu'il pourrait tenir une réunion de suivi avec L le lundi suivant (le 12 mars), mais la réunion n'a pas pu avoir lieu (L est reparti à Paris).

- Au vu de l'heure du communiqué Interfax, K a dû appeler l'agence immédiatement après la réunion, qui s'est terminée autour de midi. L a reconnu également la façon de s'exprimer de K et pense que K savait exactement ce qu'il faisait. Tim a proposé que la lettre de suivi de L résume clairement les différents points qui ont été discutés et reprenne avec diplomatie les déclarations du communiqué de presse pour permettre d'apporter des éclaircissements sur les « différences » dans leurs « conclusions ».

Décisions

- Pas de déclaration publique. Loïck a dit qu'il aurait préféré faire une petite conférence de presse pour montrer à ceux qui suivent de près les développements que MSF s'élève contre une manipulation. Mais il a dit que ce n'était pas une raison suffisante pour se battre sur un communiqué de presse. D'autres ont ajouté qu'une déclaration publique

ne serait pas cohérente par rapport à l'intention initiale de MSF d'ouvrir la porte à de futures négociations. Gazelle a confirmé que les sièges des différentes sections ne pensaient pas non plus qu'une déclaration publique était une bonne idée.

- Partager les infos entre sections concernant les intentions ou les plans pour rencontrer les hautes autorités et les officiels; s'adjoindre un partenaire (plutôt qu'y aller seul) en cas de réunions particulièrement sensibles. Le besoin d'une coopération étroite est à nouveau souligné.

- Lettre de suivi à Kalamonov à signer par Loïck en tant que représentant de MSF France (plutôt que toutes les sections), qui sera envoyée en copie à toutes les autres. [...]

Commentaires

- Un point de vue commun, souligné par les autorités russes, est qu'ils souhaitent ramener les déplacés en Tchétchénie. Ils envoient des signaux manifestes d'ouverture dans leurs négociations avec les ONG, il ne fait pas de doute qu'ils tentent de réunir deux objectifs en un seul : flatter les Occidentaux et rallier tout le monde de l'autre côté.

- Pour résumer l'idée que MSF s'est faite jusqu'ici de ses diverses réunions avec des officiels, Tim dit que personne ne comprend le but d'ensemble du protocole OCHA, ni les mesures de sécurité qu'il comporte : les Hollandais n'y comprennent rien, les Français non plus, pas plus que les Canadiens, ni l'ECHO... Tim a suggéré que l'accumulation des réactions de nos donateurs pourrait aider MSF à renforcer ses arguments vis-à-vis de son opposition au protocole et son refus de le signer, et pourrait convaincre les autres ONG d'en faire autant.

Courant mai 2001, la section hollandaise de MSF est sommée par l'administration tchétchène prorusse de réorienter toute son aide vers la Tchétchénie, tandis que les autorités russes continuent à diminuer leur aide aux déplacés tchétchènes en Ingouchie.



Lettre de A. A Magomedov, vice-chef du gouvernement de la république tchétchène, à José-Antonio Bastos, directeur des opérations, chargé des programmes dans le Caucase du Nord, MSF Hollande, 17 mai 2001 (en anglais).

Extrait :

À l'heure actuelle, le gouvernement tchétchène est confronté au grave problème du retour des réfugiés qui sont hors des frontières du pays.

C'est dans ce but que nous tentons de créer les conditions adéquates, à savoir préparer des lieux de vie, et résoudre la question de la sécurité.

C'est en rapport avec ces faits et avec les cas de détournement de l'aide humanitaire que je vous demande très sérieusement de diriger toute l'aide que votre organisation fournit vers le territoire de la république tchétchène, étape par étape, et de coordonner vos travaux avec ceux de la représentation permanente de la république tchétchène auprès du président de la Fédération de Russie, qui a été désigné pour résoudre les questions relatives à l'aide humanitaire en vertu d'un décret du chef du gouvernement tchétchène. Les employés de la représentation permanente, qui sont basés en république tchétchène, ont déjà préparé un schéma satisfaisant concernant la réception, l'accompagnement et la distribution de l'aide humanitaire.

À la mi-juillet 2001, les organisations humanitaires internationales sont officiellement informées du contenu de la résolution 22, édictée par le gouvernement tchétchène prorusse, qui établit leurs conditions de séjour et de travail en Tchétchénie. Ces conditions limitent leur capacité d'action de façon drastique.



« Résolution 22 Tchétchénie » **Courriel** de Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique de MSF, pour le responsable de programme et le coordinateur Caucase du Nord, 2 septembre 2001 (en anglais).

Extrait :

Ces dispositions soulèvent de nombreux problèmes pour le travail des ONG. Elles contredisent les dispositions et l'esprit de l'aide humanitaire internationale et par là même gênent et limitent les possibilités d'actions humanitaires. Je tente ci-dessous d'en dresser la liste ici, ainsi que celle des arguments juridiques correspondants [...].

Commentaire :

Plutôt qu'offrir un environnement sûr pour le travail des ONG comme il le revendique, ce texte crée un contexte extrêmement dangereux pour ce type de travail.

La responsabilité des individus et des organisations n'est jamais définie, ni la nature des infractions, et la nature des procédures et des sanctions, qu'elles soient administratives ou pénales, n'est pas définie non plus.

Quiconque (individus ou organisations, locales ou internationales) peut être sanctionné pour des actes commis par d'autres. Ceci génère une certaine paralysie au lieu de promouvoir les actions entreprises par les organisations humanitaires. Les expatriés et le personnel local sont exposés à des décisions arbitraires qui peuvent avoir des conséquences dramatiques vis-à-vis de leur protection.

C'est pour ces raisons que le texte est en contradiction avec certains principes juridiques et humanitaires tels que ceux-ci :

- le principe juridique de la responsabilité individuelle par opposition à la responsabilité collective (tout le monde peut être tenu pour responsable des actions commises par d'autres),
- le principe éthique qui consiste à « ne pas nuire » : parce que le personnel local et l'organisation peuvent souffrir (à l'infini) des actions menées par des acteurs humanitaires (en infraction avec la res. 22),
- le principe de l'indépendance humanitaire, parce que les dispositions prévues par le texte sont trop vagues et dangereuses du fait qu'il n'y a pas de libre choix et de vision de la part des organisations humanitaires.

Le principe des opérations de l'action humanitaire tel qu'il est défini par le droit humanitaire offre aux ONG la possibilité d'entreprendre des actions même sans approbation formelle quand la situation l'exige. Ceci est clairement stipulé par la convention de Genève pour les activités médicales.

La convention de Genève indique que personne ne peut être tenu responsable d'avoir mené des activités médicales nécessaires quelles que soient les circonstances (dans la mesure où ces activités respectent l'éthique médicale).

Voici pour l'instant, je vous souhaite la réussite pour vos négociations.

Nous pourrions envisager de proposer un amendement à la res. 22, en rédigeant, par exemple, une res. 22bis : tout dépendra de votre sentiment quant à notre marge de manœuvre à propos de ce nouveau processus réglementaire.

REPRISE DES PROGRAMMES MSF DANS LE CAUCASE DU NORD

Après la libération de Kenny Gluck, les différentes sections MSF ont relancé leurs programmes en Ingouchie et les développeront tout au long de l'année 2001. Les possibilités d'intervention en Tchétchénie sont explorées puis progressivement mises en œuvre.

Le coordinateur de la section hollandaise étudie avec le personnel national les possibilités de retourner travailler en Tchétchénie, tandis que son équipe locale continue à affirmer à la presse que ce retour n'est pas d'actualité. La section hollandaise reprendra officiellement ses activités en Tchétchénie le 1^{er} novembre 2001.



Actualités ITAR-Tass, 4 mai 2001 (en anglais).

Extrait :

Aujourd'hui, après trois mois de pause, l'organisation humanitaire « Médecins Sans Frontières » reprend ses activités à Nazran. Leur action avait été suspendue suite à l'enlèvement d'un de leurs volontaires, Kenneth Gluck, citoyen américain, qui a été libéré le 4 février 2001.

Selon un employé de MSF à Nazran B [...], MSF a repris aujourd'hui la distribution de médicaments dans les structures de santé d'Ingouchie. Ce sont l'hôpital républicain et l'hôpital du district de Sounja qui ont reçu ces médicaments ; ils avaient assuré la plus grosse partie de l'aide médicale aux déplacés tchétchènes en Ingouchie. [L'employé] B a précisé que MSF n'avait pas l'intention de reprendre ses activités en territoire tchétchène à ce jour.



Après l'enlèvement et la libération de Kenny, il y a eu une révision interne de notre sécurité et une des conclusions a été qu'il fallait changer le directeur des opérations chargé de ces programmes. Je me suis porté volontaire. J'ai commencé en mars-avril 2001 et j'ai fait la première visite en Tchétchénie pour recommencer l'activité en mai 2001. Il y a eu un peu de débat interne. Un groupe minoritaire disait : « Il y aura toujours des risques en Tchétchénie. On ne doit plus prendre de risque et ne plus travailler dans des pays comme ça. » Mais la majorité était d'accord pour continuer, de façon différente. L'idée c'était d'être raisonnable et en même temps très ambitieux. On a suivi un plan de développement très orienté vers une présence en Tchétchénie, avec une première étape d'évaluation, à partir de Moscou, sans expatriés en Ingouchie, puis une deuxième étape avec des équipes qui allaient et venaient de Moscou à Nazran, par intermittence, pour des périodes de deux ou trois semaines. Irrégulièrement, mais avec une présence assez longue. Ils faisaient des évaluations de sécurité autour de l'Ingouchie. On a fait construire à Nazran un hébergement pour ces expatriés. Puis on a commencé à considérer l'accès à la Tchétchénie.

Mais on a écrit clairement, pour que tout le monde le comprenne, qu'on acceptait de travailler en remote control mais qu'on n'était pas du tout satisfaits de cela et que notre ambition demeurait d'avoir une présence expatriée. Il n'était pas question de tout réorganiser pour

pouvoir travailler en remote control. Cette façon de faire était temporaire et pas du tout un objectif en soi.

Dr José-Antonio Bastos, MSF Hollande, directeur des opérations et chargé des programmes dans le Caucase du Nord de 2001 à 2003 (en français).



Le programme pour la Tchétchénie est resté en suspens même après la libération de Kenny. Et il y a eu beaucoup de discussions pour savoir si je devais ou non redémarrer un programme. Et lorsqu'ils ont décidé que je devais le faire, ils m'ont demandé de me réengager en Tchétchénie. La première partie du plan était de s'assurer que le personnel national en fasse partie, parce que c'est la base de notre intervention sur place. Sans le personnel national, nous n'avons ni la sécurité ni l'accès en Tchétchénie pour faire quoi que ce soit, donc il fallait qu'ils soient d'accord avec cette reprise. La deuxième partie consistait à définir une façon de travailler qui tiendrait compte des enseignements tirés des erreurs commises par MSF lors de l'enlèvement de Kenny. Un aspect important était l'absence de bons contacts. Les discussions avec les officiels du gouvernement russe auraient dû être établies au même niveau qu'avec les rebelles tchétchènes, c'était un peu déséquilibré. Donc la première des choses a été une grande réunion à Moscou avec tout le personnel national pour définir le plan de retour en Tchétchénie et pour vérifier qu'ils avaient la volonté de s'engager à nos côtés. Si cela n'avait pas été le cas, alors on n'aurait certainement pas pu recommencer. Et on aurait même dû faire quelque chose de totalement différent. Mais ils étaient prêts et mêmes désireux de recommencer, et ils voulaient même aller plus vite que je ne le souhaitais moi-même. Je savais qu'il fallait tout d'abord réunir un certain nombre de conditions pour s'assurer qu'ils travailleraient différemment, afin d'éviter un nouvel enlèvement six mois plus tard. Il y avait des expatriés à Nazran et j'ai toujours pensé que, s'il n'était pas possible qu'ils puissent faire des visites en Tchétchénie, je ne voulais même pas entendre parler d'un programme. L'un des éléments essentiels de notre action en Tchétchénie a été la prise de parole et les témoignages. Or, pour être crédible dans ce domaine, il fallait aussi des expatriés parmi les témoins.

Michiel Hofman, MSF Hollande, coordinateur pour le Caucase du Nord de mai 2001-juillet 2003 (en anglais).

Dès le printemps, l'équipe de la section suisse au Daguestan met en place un programme de réhabilitation de la maternité de Goudermes, dans l'est de la Tchétchénie, puis un programme de consultations itinérantes dans les centres de santé alentour. Les visites des expatriés se font sous escorte armée, imposée par les autorités. Ces positionnements au Daguestan et en Tchétchénie et les modes d'intervention sont jugés dangereux par les autres sections.

L'analyse portée sur le contexte par l'un des deux chefs de mission diverge de celle de l'ensemble du mouvement MSF, dont les positionnements publics sont rarement relayés par la section suisse.



Compte-rendu visite de terrain Daguestan 30/06/01-08/07/01 – Dr Christine Chevalier, responsable service médical MSF Suisse, 9 juillet 2001 (en français).

Extrait :

Il existe par ailleurs un non-dit entre MSF Suisse et les autres sections MSF, qui ont plutôt pris le parti du témoignage à tout prix en ce qui concerne la Tchétchénie, où personne, à part MSF Suisse, n'est actuellement présent physiquement. MSF Suisse a préféré l'être et y œuvrer pour l'instant avec discrétion.

[...] Recommandation :

Il serait bon d'améliorer la coordination médicale et le dialogue avec les autres sections MSF présentes à Moscou, d'autant que la Tchétchénie va devenir un sujet de plus en plus commun (d'après les dires de[s membres] MSF Hollande rencontrés à Moscou, qui comptent bien réaliser une mission exploratoire en Tchétchénie dans les deux-trois mois à venir, et qui comptent bien s'harmoniser avec les autres sections pour toute action dans ce pays). Une visite au moins tous les deux mois du médecin de MSF Suisse serait à prévoir dans les mois à venir.



MSF Daguestan / Tchétchénie – Sécurité, **règles spécifiques** Tchétchénie, septembre 2001 (en français).

Extrait :

Depuis mars 2001, les équipes de MSF Suisse Daguestan sont amenées à se déplacer en territoire tchétchène, principalement vers la ville de Goudermes. Ces déplacements requièrent une organisation spécifique et ne se font ni avec le personnel local ni avec les matériels (véhicules) affectés à la mission Daguestan.

Ils sont aléatoires, ne correspondent pas à un calendrier régulier et ne doivent être diffusés en interne qu'au dernier moment. Ils doivent être justifiés par une action concrète (évaluation, distribution de matériel), validée par le siège (desk 1) et nécessitent l'accord des autorités administratives et militaires concernées. Lors de déplacements de ce type, les autres activités sont gelées, à l'exception de la *mobile team*. [...]

Véhicule : [...] Escorte militaire (imposée) à vue, mais la plus lointaine possible (250 à 500 mètres). Si tirs et explosions, ne pas s'arrêter (probablement escorte visée).



C'est le directeur des opérations de l'époque qui a pris la décision d'aller en Tchétchénie. Il y est allé en mission exploratoire en février 2001. Quand il a quitté son poste, courant 2001, j'ai été nommé directeur des opérations. On a repris le projet, et finalement, le programme tournait assez bien près de la frontière tchétchène où l'on soutenait plutôt les postes de santé. Et on avait donc mis un premier pied en Tchétchénie, à Goudermes. À partir de là, on jetait des regards vers le sud / sud-est de la région, qu'on commençait à survoler un peu pour connaître les besoins. Les rebelles étaient tous partis très loin dans le Sud. Je me rappelle qu'on a fait 2 ou 3 explorations dans des zones un peu moins contrôlées, mais l'emprise russe sur le Sud était déjà importante.

L'un des chefs de mission avait de la Tchétchénie la vision d'un magma de méchants et de bandits ; il faisait peu de distinctions. Comme les besoins de la population tchétchène au Daguestan n'étaient pas énormes, il surestimait la normalité de la situation, en disant que, chez les Russes, il y avait peut-être des méchants mais qu'il y avait aussi des gentils, et que, de toute façon, dans cette région, c'étaient tous des bandits et des voleurs. Évidemment, cela contredisait le discours de MSF qui essayait d'alerter et de pointer la responsabilité de l'ad-

ministration russe, à juste titre car, même s'ils n'étaient pas responsables de toutes les atrocités, les Russes avaient une responsabilité envers la population.

Thomas Nierle, responsable des urgences puis directeur des opérations MSF Suisse, 2000-2004 (en français)



Après l'enlèvement de Kenny, les expatriés n'allaient plus en Tchétchénie. Les Suisses étaient les seuls à y aller. C'était l'époque où ils venaient d'ouvrir en Tchétchénie, dans la principale ville prorusse [Goudermes], et on ne savait pas très bien pourquoi ils étaient là plutôt qu'ailleurs. Nos contacts tchétchènes nous disaient de venir à tel endroit et on leur répondait que c'étaient les Suisses qui iraient parce qu'ils étaient présents sur le territoire tchétchène. Mais les Suisses n'y allaient pas. La section suisse n'a jamais vraiment participé aux prises de parole. Ils disaient qu'il n'y avait rien de spécial à dire. Un jour, lors d'un briefing au CERI²³ devant des députés qui s'informaient avant d'aller en Tchétchénie, l'un des 2 chefs de mission de la section suisse a déclaré que la Tchétchénie n'était pas plus détruite que le Kosovo. Selon lui, il ne fallait pas exagérer, les Russes nous laissaient travailler, et pour la sécurité il suffisait d'être proche de la population, comme partout ailleurs. En fait, il niait la réalité. J'ai dit à l'assistance que ce n'était pas notre position. Puis j'ai appelé Thomas Nierle, le directeur des opérations de la section suisse, qui a recontacté les députés pour dire que ce n'était pas la position de la section suisse non plus.

Loïck Barriquand, MSF France, responsable de programme de septembre 2000 à 2005 (en français).



Lorsque je suis arrivé, les Belges et les Français étaient également basés à Moscou, et ils disaient tous : « Les Suisses, ils sont essentiellement basés au Daguestan, et ils rentrent en Tchétchénie escortés de chars blindés. » J'ai simplement téléphoné aux Suisses et je me suis invité au Daguestan. Ils étaient enchantés parce que ça faisait longtemps qu'ils n'avaient pas vu quelqu'un d'une autre section MSF. Ils m'ont fait faire le grand tour de leurs programmes. [...] Il y a quelques « trucs » que je trouvais assez bizarres au Daguestan. Le premier, c'est que, hormis pour les quelques déplacés tchétchènes sur les régions frontalières, la dynamique d'ensemble n'avait pas grand-chose à voir avec celle de la Tchétchénie. En fait, c'était dix fois plus compliqué. La Tchétchénie était un coin dangereux, mais la situation était facile à comprendre. Il y avait deux ou trois partis du côté des rebelles, et un ou un et demi du côté non rebelle. Les relations entre les uns et les autres étaient assez claires, et il était assez facile de repérer sur la carte les grandes zones d'influence. C'était gérable. Au Daguestan, on était dans la purée de pois : 200 clans différents, 40 langues, et deux mille ans qu'ils s'étrépaient entre eux !

Le programme a été monté, assez vite, avec peu de personnes et avec un coordinateur tournant. Avec ce montage, on ne pouvait avoir aucune idée de ce qui se passait sur place. Il n'y avait aucun autre acteur humanitaire, à part MDM qui effectuait une visite tous les mois depuis l'Ingouchie, et le Comité danois pour les réfugiés [DRC] qui parachutait des vivres pour les déplacés. Il n'y avait personne à qui demander ce qui se passait sur place. Tant qu'on s'occupait d'une seule partie de ce cirque humanitaire de la Tchétchénie et de l'Ingouchie, c'est-à-dire 10 000 déplacés dans la zone d'influence de la Tchétchénie, et tant que les Tchétchènes déclaraient qu'ils nous protégeaient (et ils pouvaient réellement protéger la zone), tout allait bien. Mais le Daguestan se trouve juste de l'autre côté du fleuve. Là-bas, on était déjà au

23. Centre de recherches sur les relations internationales (Paris).

milieu des clans, et on n'avait aucune protection. Donc la situation était vraiment bizarre. Quand je suis allé les voir, ils étaient en train d'étendre leur programme aux populations des collines, sur la frontière sud avec la Tchétchénie. Ils étaient totalement immergés dans une zone de clans : des siècles de guerres claniques et quasiment une impossibilité de négocier l'accès. C'était une région très reculée, ce qui veut dire que, si on cherche les besoins en soins médicaux, là on va en trouver, parce qu'il n'y a quasiment aucune structure de santé qui fonctionne bien. Et puis la justification des activités de MSF n'était pas trop claire. C'était du genre : « OK, on est au Daguestan, alors c'est sympa de faire quelque chose pour les gens du Daguestan. » Pourquoi pas ! Mais la région qu'on a choisie est la plus dangereuse de tout le Caucase, bien plus dangereuse que la Tchétchénie !

MSF Suisse a affirmé avoir reçu des garanties pour le Daguestan. Mais je ne vois pas comment ils ont pu les obtenir pour mettre en place des dispensaires dans une région où, à peu près tous les kilomètres, on change de zone clanique. C'est un endroit vraiment dangereux. S'il y avait eu de gros besoins et si MSF avait consacré une année à simplement essayer de savoir qui est qui et à entamer un processus de négociation, on aurait trouvé un moyen d'y parvenir. Mais juste y passer en voiture, non, ça ne peut pas marcher.

Michiel Hofman, MSF Hollande, coordinateur pour le Caucase du Nord de mai 2001-juillet 2003 (en anglais).

« NORMALISATION » RUSSE PAR LA TERREUR, RADICALISATION DES INDÉPENDANTISTES

En Tchétchénie, les opérations de ratissage, les disparitions, tortures et exécutions sommaires se généralisent, voire se banalisent, tandis que les attentats meurtriers organisés par les plus radicaux des indépendantistes se multiplient. Régulièrement, la communauté internationale manifeste sa désapprobation face aux violences. Mais ces réactions n'ont pas d'impact.

Le 15 février 2001, le Parlement européen demande un cessez-le-feu, l'ouverture de négociations en présence d'instances internationales et la fourniture aux ONG des moyens nécessaires pour accéder aux déplacés.



« L'Union européenne appelle à un cessez-le-feu en Tchétchénie » **Le Monde /AFP** (France), 17 février 2001 (en français).

Extrait :

Le Parlement européen a adopté, jeudi 15 février, une résolution réclamant un cessez-le-feu en Tchétchénie et l'ouverture de négociations en présence d'instances internationales. Les députés européens insistent sur la nécessité qu'une commission indépendante « vérifie les allégations relatives aux crimes de guerre commis par les deux parties au conflit ». Ils ont exhorté le commissaire européen au développement et à l'aide humanitaire, Poul Nielsen, à se rendre en Tchétchénie et dans la république d'Ingouchie pour évaluer les besoins en aide humanitaire. Les députés demandent aussi que Moscou fournisse « aux ONG humanitaires internationales les moyens nécessaires » pour accéder aux déplacés. Le ministère russe de la Défense a annoncé jeudi qu'une « phase de réduction des effectifs » militaires en Tchétchénie avait commencé, ce que le président

tchétchène, Aslan Maskhadov, a aussitôt démenti. « Les Russes font passer la simple rotation de leurs troupes pour un retrait des forces », a indiqué la présidence tchétchène.

Le 22 avril 2001, la Commission des droits de l'homme de l'ONU adopte une résolution proposée par l'Union européenne condamnant la conduite brutale de la guerre russe en Tchétchénie. Pendant la session, les délégués russes font obstruction aux prises de parole du représentant du gouvernement indépendantiste tchétchène. À la mi-juin, Moscou présente comme le signe d'une normalisation la réouverture des bureaux de l'OSCE en Tchétchénie, qui avaient été fermés en 1998 en raison des enlèvements.



« La voix tchétchène étouffée à la Commission des droits de l'homme de l'ONU », **Le Monde** (France), 7 avril 2001 (en français).

Extrait :

Rappelée à l'ordre l'an dernier pour les violations des droits de l'homme en Tchétchénie, la Russie s'emploie à éviter une nouvelle résolution de la Commission de l'ONU mettant en cause son intervention militaire dans le Caucase. Ainsi l'irritation de la délégation russe s'est-elle vivement manifestée lors du témoignage apporté devant la Commission, jeudi 5 avril en fin d'après-midi, par le ministre de la Santé du gouvernement tchétchène, Oumar Khanbiev. S'exprimant sous l'égide du Parti radical transnational, une organisation non gouvernementale (ONG) qui lui avait cédé cinq minutes de son temps de parole, M. Khanbiev a parlé de son expérience de médecin et s'est bien gardé d'aborder des questions de souveraineté ou directement politiques. Mais c'en était déjà trop pour les représentants de Moscou, qui l'ont interrompu à quatre reprises pour des remarques de terminologie officielle, avant d'obtenir du président de séance de le faire taire purement et simplement sans qu'il puisse terminer son discours.

Dans son exposé inachevé, le médecin tchétchène a rappelé les heures passées sous les bombes à Grozny « jusqu'à la fin de la résistance en ville » et son arrestation, le 2 février 2000 dans la localité d'Alkhan-Kala, où il s'était retranché avec 18 membres du personnel médical et 76 blessés dans un hôpital, lui aussi bombardé. [...] Ensuite, il a passé huit mois caché dans un village de montagne à soigner les blessés, jusqu'à tomber malade lui-même en raison des tortures subies. « Aujourd'hui, il y a plus de 800 camps et points de filtration en Tchétchénie », a-t-il précisé. [...]

M. Khanbiev évalue à plus de 20 000 le nombre de personnes disparues et à environ autant celles qui sont actuellement détenues. Selon les estimations du ministère de la Santé tchétchène, en août 2000, « on comptait 87 000 tués, 200 000 blessés, plus de 30 % de la population chassée de chez elle, 90 % des établissements hospitaliers détruits ». Dans cette guerre qu'il a qualifiée de « coloniale », « presque toutes les formes d'armement disponible ont été utilisées. J'ai soigné des personnes blessées par des missiles sol-sol, par des systèmes d'armes Grad, Ouragan, Buratino par des bombes à effet de vide, à fragmentation de toute nature, par des mines déguisées, par des bombes contenant des produits innervants ».

Évoquant « cette situation tragique pour son peuple », M. Khanbiev a été définitivement interrompu et empêché de lancer à la communauté internationale un appel à l'aide médicale « pour ceux qui sont encore vivants en Tchétchénie et pour les déplacés à l'extérieur. Cette aide humanitaire est fondamentale, mais elle ne sera que de peu d'utilité si l'on ne met pas un terme aux sources de la catastrophe. Pour parler la langue

des médecins, l'ONU doit jouer le rôle du thérapeute, qui soigne la maladie et non son symptôme qui continue à progresser ».



« La Russie condamnée à l'ONU pour son action en Tchétchénie » **Le Monde** (France), 22 avril 2001 (en français).

Extrait :

Pour la deuxième année consécutive, la Russie a été condamnée par la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations unies pour la brutalité de ses opérations militaires en Tchétchénie, où la guerre dure depuis un an et demi.

Le texte mis en avant par l'Union européenne réclame la mise en place d'une « commission d'enquête nationale » indépendante sur les exactions en Tchétchénie, et l'autorisation pour des experts des droits de l'homme d'enquêter librement dans la région.

En 2000, Moscou avait été condamnée une première fois pour les mêmes raisons, cas unique pour un pays membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.

Le texte voté vendredi épingle la Russie pour l'insuffisance des mesures prises depuis un an pour mettre fin aux exactions en Tchétchénie. 22 des 53 membres de la commission réunie à Genève ont approuvé la résolution, parmi lesquels les États-Unis, le Pakistan et l'Arabie saoudite. 12 autres membres, dont la Chine et l'Inde, ont voté contre. Un grand nombre de pays membres (19) ont choisi l'abstention.

En mai 2001, la poursuite du conflit en Tchétchénie pèse sur le sommet entre la Russie et l'Union européenne sans pour autant amener cette dernière à imposer des sanctions.



« Le sommet entre l'Union européenne et la Russie bute sur la guerre en Tchétchénie » François Bonnet, **Le Monde** (France), 19 mai 2001 (en français).

Extrait :

Sergueï Iastrjembksi, l'un des porte-parole du Kremlin, s'en félicitait, mercredi 16 mai : « J'ai l'impression que l'Occident est fatigué du thème tchétchène. L'attention de l'opinion publique mondiale se porte désormais sur le Kosovo et le Proche-Orient. » Le sommet Union européenne-Russie, qui s'est tenu jeudi à Moscou, l'a partiellement démenti. [...] Ainsi, si la Tchétchénie n'a été qu'une question abordée parmi bien d'autres, elle a renforcé le climat d'attentisme et de méfiance qui semble prévaloir. Vladimir Poutine a, comme il se doit, signé un communiqué commun expliquant que le partenariat Europe-Russie ne peut se construire que « sur la base de valeurs partagées », dont la démocratie et le respect des droits de l'homme. De même, le président russe est « d'accord » sur « la nécessité de rechercher de manière urgente une solution politique en Tchétchénie ». Le Premier ministre suédois a pris note sans illusions. « C'était une bonne discussion, mais il y a ce que vous dites et ce que vous faites... Alors j'espère que ce qui a été dit sera suivi d'actes. » Depuis le début de la guerre, cela n'a jamais été le cas.

Romano Prodi a, lui, insisté sur la situation humanitaire, l'Europe étant le premier fournisseur d'aide aux déplacés et victimes du conflit. « Nous savons les obstacles et demandons un meilleur accès aux zones », a-t-il dit. La Russie « réaffirme sa volonté de

coopération » en la matière, mais, de fait, les organisations humanitaires sont quasiment interdites d'accès en Tchétchénie.



« Réouverture vendredi de la mission de l'OSCE en Tchétchénie » **AFP** (France), Moscou, 14 juin 2001 (en français).

Extrait :

Les membres européens de la mission de l'OSCE avaient quitté la Tchétchénie en décembre 1998 en raison des risques croissants d'enlèvements.

Ouverte dans la capitale tchétchène, Grozny, la mission permanente de l'OSCE avait joué un rôle important dans la mise en place d'un dialogue politique entre Moscou et les séparatistes lors du précédent conflit en Tchétchénie (1994-1996).

Moscou exerçait depuis des mois des pressions pour obtenir le retour de l'OSCE en Tchétchénie, ce qui est, selon les Russes, un signe de « la normalisation progressive de la situation » dans la république rebelle.

« La partie russe espère que la mission de l'OSCE soutiendra les activités des autorités fédérales et de l'administration tchétchène destinées à améliorer la situation socio-économique dans la république », a indiqué jeudi le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué.

En Russie, le processus de musellement de la presse indépendante se poursuit. Il vise notamment la chaîne de télévision indépendante NTV. Cependant, en avril 2001, pour la première fois, un sondage fait état du rejet par l'opinion publique russe de la politique menée en Tchétchénie.



« L'opinion publique russe commence à exprimer son rejet de la "politique de Moscou" dans la région », Sophie Shihab, **Le Monde** (France), 7 avril 2001 (en français).

Extrait :

L'institut Romir, membre de Gallup international, a ainsi annoncé que 46,4 % des personnes interrogées « condamnent la politique tchétchène de Moscou », alors que 42,8 % la soutiennent. Selon VTsIOM, autre institut indépendant, le nombre de ceux qui se disent « inquiets » de l'incapacité du président Poutine à mettre fin aux combats a doublé en un an, passant de 22 % en mars 2000 à 48 % le mois dernier.

Il aura donc fallu près de vingt mois de conflit – avec des dizaines de milliers de morts et des centaines de milliers de déplacés – pour que l'opinion russe commence à exprimer son rejet d'une guerre qui, lors de sa première étape, en 1994-1996, avait appelé une condamnation massive et immédiate. La raison, à l'époque, en fut le « phénomène NTV » : cette première télévision privée russe donnait alors une fenêtre sur la guerre telle qu'elle était. Avec ses soldats russes prisonniers quand le Kremlin affirmait qu'il n'y en avait aucun, ses bombes qui tombaient quand Boris Eltsine assurait que les raids avaient cessé, et ses chefs indépendantistes, interrogés par la chaîne à la suite des militaires russes.

[...] Aujourd'hui, si l'opinion fut bien plus lente à se distancier de la propagande officielle, c'est aussi parce que NTV – étroitement contrôlée sur le terrain par les militaires – a cessé de jouer son rôle de « débusqueur » des mensonges relatifs au conflit.

Fin mai 2001, MSF Belgique intervient auprès des victimes d'inondations à Lensk, en Sibérie, et le fait savoir par communiqué de presse.



« Aide aux victimes des inondations » **Communiqué de presse** de MSF Belgique, 28 mai 2001 (en français).

Extrait :

Médecins Sans Frontières (MSF) vient de commencer la distribution de fournitures diverses aux victimes des inondations qui ont frappé la ville de Lensk, dans l'est de la Sibérie. Suite à l'invitation des autorités locales, une équipe MSF de Moscou, composée d'un logisticien et d'un médecin, s'est rendue sur les lieux de la catastrophe pour évaluer les besoins de base immédiats de la population. Entre-temps, un chargement de 1,4 tonne contenant des médicaments, du matériel médical, des couvertures et des vêtements chauds est parti en direction de Lensk. [...] L'organisation fournit des médicaments de base et du matériel médical qui fait défaut aux médecins locaux et au personnel soignant des centres collectifs. MSF continue également à prodiguer les premiers secours afin de prévenir les risques de maladies.

Les différentes sections MSF poursuivent leurs efforts pour rendre compte des violences subies par les populations qu'elles prennent en charge et des entraves posées par les autorités à leurs activités humanitaires. Elles doivent concilier ces démarches avec les contraintes de sécurité pour les équipes et leur volonté de pérenniser leurs programmes dans les autres régions de la Fédération de Russie, qui dépendent du bon vouloir des autorités.

Ainsi, plutôt discrète sur le Caucase, l'équipe de la section belge mène des campagnes de communication dans les médias russes sur son programme pour les sans-abri à Moscou et son programme tuberculose dans les prisons de Sibérie.

Le 14 mai 2001, lorsqu'un responsable du FSB affirme qu'un citoyen russe d'origine tchéchène arrêté pour espionnage aurait voyagé en tant que représentant de MSF, l'organisation publie aussitôt un communiqué de presse qui qualifie ces propos de diffamatoires et rappelle ses principes d'indépendance d'action.



Sitrep MSF Belgique, janvier 2001 (en anglais).

Extrait :

Susciter une prise de conscience :

En réponse à notre plainte auprès du Comité pour les télécommunications et les médias du gouvernement moscovite concernant le retard pris dans la décision de diffuser notre film « Les sans-abri » à la télévision, la chaîne TVZ a demandé la vidéocassette de notre film. La demande est actuellement considérée par le vice-président de la chaîne TVZ, M. Nekhorochev.

Les magazines *Narodo Nasélénié* et *Pravo Zachtchitnik* ont accepté de publier nos articles qui révèlent les sondages d'opinion effectués à l'automne 2000 parmi les anciens détenus. Il apparaît que, parmi les prisonniers libérés pour l'amnistie de l'année 2000,

les cas de tuberculose sont trois fois plus élevés que pour l'ensemble de l'année. La majorité d'entre eux n'ont pas de passeports. MSF est bien connue dans le milieu carcéral du fait que les prisonniers libérés se tournent directement vers nous pour obtenir une aide. Le coordinateur du programme a participé à l'émission de télévision « Viorsty », consacrée aux parents sans abri, qui a été diffusée le 11 juin à 13 heures sur TVZ, et a également participé à une émission de radio sur Canal Chrétien, diffusé le 6 juin.



« MSF s'indigne des propos diffamatoires du porte-parole du FSB » **Communiqué de presse** de MSF, 14 mai 2001 (en français).

Extrait :

Dans une récente dépêche Interfax, le lieutenant-colonel Bolchounov, responsable du service de relations publiques du département de Voronej du service de sécurité fédéral, a affirmé qu'un citoyen russe tchétchène, arrêté pour avoir vendu des informations aux services de renseignement français, aurait « entretenu des contacts avec plusieurs autres personnes qui étaient en relation directe avec les services secrets français et qu'il aurait voyagé en Russie en tant que représentant de plusieurs organisations humanitaires internationales, dont Médecins Sans Frontières ».

Médecins Sans Frontières s'indigne de ces accusations lancées sans aucune preuve à son encontre.

Elles relèvent purement et simplement de la diffamation et jettent un discrédit inacceptable sur l'ensemble des organisations humanitaires présentes dans cette région. MSF, qui s'étonne de n'avoir été consultée à aucun moment avant la divulgation (publication) de ces allégations (dans les médias), a demandé officiellement aux autorités concernées un rendez-vous afin d'obtenir des explications.

MSF rappelle solennellement que ses principes aussi bien que ses actions sont indépendants de tous pouvoirs politiques, économiques et religieux.

C'est au nom de ces principes de neutralité et d'impartialité énoncés dans la charte de Médecins Sans Frontières que l'association travaille en Fédération de Russie. Depuis 1991, MSF apporte une assistance médicale et sanitaire en Russie (programme d'assistance aux sans-abri à Moscou et programme de lutte contre le sida dans tout le territoire de la Russie), ainsi qu'en Sibérie (programme de lutte contre la tuberculose à Mariinsk et Kemerovo), en Ingouchie (assistance aux déplacés tchétchènes) et en Tchétchénie (approvisionnements aux structures de santé).

Le 12 juin 2001, le responsable des programmes de la section française en Géorgie demande par courrier au HCR de bien vouloir veiller à ce que le droit de fuite et le principe de non-refoulement soient respectés dans le Caucase.



Lettre de Pascal Vignier, responsable des programmes de MSF France en Géorgie, à Jean-François Durieux, directeur des opérations Europe du HCR, 12 juin 2001 (en français).

Extrait :

Cher Monsieur,

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur la précarité du statut de protection accordé aux déplacés tchétchènes présents en Géorgie (environ 6 000 personnes) et en Azerbaïdjan

(environ 9 000 personnes) et sur les pratiques de refoulement vers la Tchétchénie dont ces personnes sont victimes.

Comme vous le savez, l'immense majorité des Tchétchènes qui ont fui le conflit et les violations massives des droits de l'homme et du droit humanitaire ne bénéficie pas du statut de réfugié au sens de la Convention de 1951. La plupart de ces personnes jouissent d'un statut alternatif de protection qui peut être suspendu de façon discrétionnaire par les autorités géorgiennes si elles estiment que la situation en Tchétchénie a changé et qu'elle ne justifie plus cet asile temporaire.

De fait, le discours sur la « normalisation » en Tchétchénie et les pressions de la Fédération de Russie sur la Géorgie nous font craindre un refoulement des déplacés, alors même que la situation sur le terrain en Tchétchénie reste très préoccupante en termes de sécurité, d'assistance humanitaire, de protection et d'accès aux soins pour les populations.

La dernière résolution 2001/24 de la Commission des droits de l'homme reconnaît que « des violences sur une large échelle à l'encontre de la population civile » continuent d'être perpétrées en Tchétchénie et que « la situation en matière de sécurité reste insatisfaisante ».

Médecins Sans Frontières a également pris note avec satisfaction de la position du HCR citée dans le dernier rapport sur la Tchétchénie du haut-commissaire aux droits de l'homme, selon lesquelles le HCR estime que la situation en Tchétchénie ne permet pas le retour des réfugiés et déplacés tchétchènes et selon lesquelles le souci du HCR est « de ne pas donner un sentiment de sécurité trompeur alors qu'il est impossible d'exercer un contrôle minimal en matière de protection et de répondre aux besoins énormes en assistance ».

Nos équipes médicales confirment que le nombre de blessés de guerre pris en charge a augmenté et continuent à rapporter des cas de torture, de détention arbitraire et de bombardements indiscriminés. Des violations graves des droits de l'homme et du droit humanitaire continuent donc d'être perpétrées actuellement en Tchétchénie contre la population civile.

En outre, l'ancienneté des blessures traitées par les équipes de MSF témoigne de l'impossibilité d'une prise en charge médicale en Tchétchénie et confirme que la Géorgie est actuellement l'un des rares sanctuaires médicaux de la région. De janvier à aujourd'hui, près de 60 personnes ont été prises en charge par nos équipes pour des fractures ouvertes, des blessures par éclats aux membres inférieurs et aux yeux.

Conformément aux déclarations du HCR et à votre mandat, nous vous demandons de bien vouloir veiller à ce que le droit de fuite et le principe de non-refoulement, qui constituent les deux piliers du droit des déplacés et des droits de l'homme, soient respectés par la Géorgie, l'Azerbaïdjan, la Fédération de Russie et les pays voisins.

Le 4 juillet 2001, l'équipe de la section française de MSF à Nazran (Ingouchie) informe les responsables de programme qu'elle a reçu des témoignages directs sur des opérations de « nettoyage » menées dans les villages tchétchènes de Sernovodsk et Assinovskaïa par les forces russes et s'inquiète de l'absence de réaction des représentants des Nations unies à cette nouvelle.

Elle entreprend de collecter les récits des habitants des deux villages qui ont trouvé refuge dans les camps d'Ingouchie et elle essaye en vain de passer en Tchétchénie pour soigner les victimes et recueillir d'autres témoignages. Finalement, les récits recueillis dans les camps seront joints à une enquête sur les conditions de vie des déplacés qui sera publiée quelques mois plus tard.



« Au sujet des nettoyages en Tchétchénie » **Courriel** de Marie-Madeleine Leplomb et Vincent de Bellefroid, coordinatrice médicale et responsable de terrain, MSF France en Ingouchie, 4 juillet 2001 (en français).

Extrait :

La situation devient ici de plus en plus déplorable, le mot est bien faible, pour les Tchétchènes. Nous savions que des villes en Tchétchénie les unes après les autres étaient victimes de nettoyage par les militaires russes, et surtout la branche du ministère de l'Intérieur antiterroriste RUBOP, mais là nous venons d'avoir des témoignages en direct, ce qui nous perturbe énormément en termes de réactivité.

Aujourd'hui, l'infirmière en chef de Sernovodsk est venue chercher ses médicaments. La veille, les RUBOP sont venus dans leur petite ville, en procédant initialement par un encerclement de la ville avec hélicoptère, voiture et garnisons. Ils sont rentrés dans les maisons, à l'hôpital, les camps et ont rassemblé 800 personnes qu'ils ont dirigées vers un lieu pour prendre leur identité et les enregistrer sur informatique. En collectant les victimes, ils ont pillé les maisons (télé, magnétoscope, et ce qu'ils ne pouvaient pas prendre, ils menaçaient de[le] détruire sinon contre paiement), maltraité les gens, cassé des vitres à l'hôpital, forcé les portes fermées, ouvert les boîtes de médicaments (au cas où ils trouveraient de l'argent caché!).

Puis [ils] ont probablement mené des interrogatoires, torturé par électrocution, les victimes pouvaient être entendues facilement, [par] des civils non arrêtés. Puis ils [les victimes] ont été libérés dans la nuit, 10 manquent à l'appel, 2 blessés, dont un a été référé à Sleptovskaïa.

Nous avons eu une suite des faits au cours de la réunion OCHA, par une victime qui a expliqué qu'ils n'avaient pas tous été libérés comme cela. Certains ont été emmenés en bus à Atchkhoï-Martan, d'autres ont été envoyés vers la mosquée après avoir signé un papier de « décharge » et auraient été obligés de se déshabiller, de mettre leurs habits sur la tête. La population locale a voulu réagir avec pierres et bâtons, les soldats les ont mis en joue, les femmes auraient agressé les soldats pour protéger les hommes. Puis finalement, le colonel de l'opération a déclaré le nettoyage terminé et a promis de revenir dans six jours.

Puis [ils] se sont dirigés vers Assinovskaïa.

On ne sait pas ce qui a motivé cette férocité, peut-être une explosion à Sernovodsk qui aurait fait un mort parmi les soldats avant ce nettoyage.

Après ce témoignage fait en direct devant un éventail d'ONG et UN, le *chairman* a simplement invité tout le monde à passer au sujet suivant comme si de rien n'était alors que ce témoin avait pris de gros risques en venant faire une telle déclaration. Personne n'a réagi, nous non plus, abasourdis par l'indifférence du type d'OCHA [...]

Nous venons de vous faire un résumé des faits, reste à préciser des choses. Nous voulions vous faire part de la démesure entre la gravité des événements et le peu de considération que les représentants des UN portent à de telles situations.

Par ailleurs, nous venons d'apprendre ce soir que les RUBOP encercleraient le camp de Spoutnik à Sleptovskaïa, info à vérifier. Étonnant, alors que les grévistes de la faim sont près de Spoutnik et régulièrement visités par les journalistes. Il y a quelque chose qui ne tourne pas rond, peut-être est-ce une rumeur.

Quelle action entreprendre devant une telle situation ? Aller taper sur la table à OCHA, se balader à Spoutnik, rencontrer Aouchev, le président ingouche, secouer Human Rights [Watch] ? Quelle est celle qui vous semble la plus pertinente ? Ça vous paraît peut-être stupide comme question, mais bon, nous sommes un peu sous le choc.



« Arguments » **Courriel** d'Anne Fouchard, directrice adjointe de la communication, à Joanne Liu et Loïck Barriquand, responsables de programme Caucase du Nord, MSF France, 11 juillet 2001 (en français).

Difficile de donner des arguments forts et clairs, on sent qu'on « doit » le faire tout en ayant toujours en tête le risque, mais à ce niveau-là, le premier pas est toujours excessivement difficile. [...]

Demain, Julie et Dr R [...] vont aller sur les camps et l'hôpital côté « vert » [Ingouchie] et vont très certainement arriver à obtenir les témoignages nécessaires et peut-être que le voyage en pays « groseille » [Tchéchénie] ne sera pas nécessaire. Mais...

Selon Dr R [...] beaucoup de gens blessés se cacheraient chez eux. Probablement les médecins de l'endroit les soignent-ils à la maison. Reçoivent-ils tous les soins nécessaires ? Peuvent-ils être traités chez eux sans mettre leur vie en danger ? Refusent-ils d'être soignés de peur d'être enregistrés quelque part ? Difficile de répondre et est-ce qu'un médecin expat fera la différence ?? ou est-ce que, sur le médical, Raïssa peut faire ce boulot ?

De plus, des nouvelles horreurs apparaissent, y en a-t-il d'autres ?

- Viol d'hommes (60 selon ce qu'on nous a dit, dont un garçon de 16 ans)
- Présence de chiens : au moins un homme sévèrement mordu
- Des hommes suspendus par les bras
- Un homme qui a perdu son œil suite à des électrochocs ??

C'est pour cela qu'on pense que c'est important, si Marie accepte, qu'elle aille sur la zone avec R [...], et essaye de faire des témoignages accompagnés d'un examen médical complet. C'est l'objectif numéro 1. De son côté, Julie peut également faire des recueils et signaler des cas précis à Marie.

Ce qui pourrait être fait sur les camps si on veut juste des témoignages, mais il me semble plus que nécessaire également de voir s'il n'y a pas des gens qui nécessitent une aide médicale plus importante que celle déjà fournie, c'est d'avoir une vision à nous pour vraiment nous rendre compte. Il y a le cas d'un homme avec le foie éclaté qui serait en train de mourir à l'hôpital côté vert, y en a-t-il d'autres qui meurent doucement chez eux ?? Memorial et HRW, rencontrés aujourd'hui, n'iront pas de l'autre côté et ont déjà du mal à joindre des gens ici : à peine une dizaine d'entretiens depuis une semaine. Les gens rebutent à parler aux « droits-de-l'Hommes » mais le feraient peut-être plus volontiers à une ONG médicale « très connue », selon le type de HRW. Memorial et HRW sont très intéressés par partager l'info : on a déjà nom et adresse d'un des « disparus » du nettoyage, qui aurait été ramassé dans la rue et ramené chez lui.

2 journalistes, un Anglais et un Danois, y sont allés aujourd'hui, ont interviewé des gens, notamment les familles de certains blessés.

Impossible de leur parler ce soir.

Les nettoyages continuent, sur 2 villages plus au sud de la Rostov-Bakou, derniers villages au pied des montagnes, sud d'Ourous-Martan : Chalaji et Rochni-Tchou.

Point de vue technique : voyage avec S, R et L, sans demande de *propousk* [laissez-passer], et en ne passant pas par Kavkaz 1 mais par une route parallèle. Impossible de répondre si les téléphones portables fonctionnent sur la zone. Je pense que non, donc réfléchir au risque de prendre un sat phone (complètement interdit sur le pays groseille) ou aller sans rien...

On va également contacter B et voir si lui peut nous aider à avoir des informations sur le viol des hommes.

Entre-temps, l'existence des massacres est rendue publique. Le 9 juillet 2001, Akhmad Kadyrov, l'administrateur tchétchène prorusse, accuse les troupes russes de s'en prendre aux civils. Le 10 juillet, Sergueï Iastrjembski, le porte-parole du Kremlin, annonce qu'une enquête préliminaire a été ouverte sur des accusations d'exactions commises par des soldats russes en Tchétchénie. Le même jour, le Conseil de l'Europe appelle la Russie à fournir un rapport complet sur les accusations de torture en Tchétchénie.

Le 11 juillet, Vladimir Moltenski, le commandant par intérim des forces russes dans le Caucase, lui-même reconnaît les « crimes à grande échelle » commis contre des civils à Sernovodsk et Assinovskaïa.

Le 12 juillet, Lord Russell-Johnston, le président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, condamne les ratissages des villages tchétchènes par les forces russes et appelle les responsables occidentaux à faire pression sur les autorités russes pour qu'elles changent de comportement.



« Un général russe dénonce des “crimes à grande échelle en Tchétchénie” », **Le Monde** (France), Moscou, 13 juillet 2001 (en français).

Extrait :

« Ceux qui ont mené les opérations de ratissage à Sernovodsk et à Assinovskaïa se sont conduits de façon grossière et anarchique, détruisant tout sur leur passage mais prétendant après coup ne rien savoir de ces destructions », a déclaré le général Vladimir Moltenski [commandant par intérim des forces russes dans le Caucase du Nord], cité par ITAR-Tass, dans une critique sans précédent envers ses troupes. Mais le ministère russe de l'Intérieur a sommé les responsables russes de ne faire aucun commentaire sur ces opérations tant que les enquêtes engagées n'auront pas été menées à terme. Un porte-parole a dénoncé ceux qui ont été présenter les activités de l'armée comme « illégales et inutiles », qualifiant ces déclarations d'irresponsables et visant à induire en erreur l'opinion publique.



J'étais coordinateur. On était trois expatriés dans l'équipe, basés principalement entre Moscou et Nazran, et on faisait énormément d'allers-retours parce qu'on n'était pas autorisés à dormir sur Nazran. Et on avait passé un accord ambigu avec le responsable de programme. Officiellement, on s'était engagés à ne pas aller en Tchétchénie. En réalité, on avait leur accord tacite pour « aller voir ». En juin ou en juillet, dans une ville juste à la frontière avec la Tchétchénie, il s'est passé pas mal d'incidents. On était en contact régulier avec la directrice adjointe de la communication de la section française et elle avait la volonté de faire quelque chose. Le problème, c'est qu'on n'a pas réussi à mettre les pieds en Tchétchénie. C'est vraiment une grosse erreur de ma part et du responsable des programmes, qui ne m'a pas laissé plus de flexibilité. Du coup, on n'avait pas d'information directe du terrain, donc cela nous posait un problème de légitimité. À l'époque, des informations circulaient, mais on était assez soucieux d'avoir des informations vraiment pertinentes, surtout sur ces incidents, et il y avait toujours cette question énorme d'insécurité.

Vincent de Bellefroid, MSF France, coordinateur de projet à Chatoï (Tchétchénie) de février à mai 1995, puis d'août 1996 à juillet 1997, coordinateur du projet Caucase du Nord de juin à septembre 2001 (en français).



Il y a eu Sernovodsk, en juillet 2001. L'administratrice était sur le terrain pour faire un recueil de témoignages à la frontière. Je suis allée à Moscou pour finaliser le dossier. Je me souviens de discussions avec l'équipe qui se sentait très perdue, piégée par le contexte d'insécurité et les risques d'enlèvement qui étaient omniprésents. En effet, après l'histoire de Kenny, les incidents se multipliaient, ciblant d'autres ONG. On a tout fait pour s'accrocher à ce qu'on avait comme données de terrain. Chaque fois qu'on a pu faire des témoignages, on l'a fait. Mais cela n'ébranlait pas beaucoup les gens. Les journalistes continuaient à faire courageusement des papiers, ils répondaient à l'appel. Il y avait un côté désespéré et désespérant.

Anne Fouchard, MSF France, directrice adjointe de la communication de juillet 2000 à juillet 2004 (en français).



À Sernovodsk, les organisations internationales ont sauvé de nombreuses vies. Tous les hommes entre 7 et 60 ans ont été rassemblés sur un terrain et les militaires russes ont commencé à les maltraiter. Toutes les organisations, qui se tenaient à l'orée du village mais qu'on ne laissait pas entrer, se sont alors interposées, et grâce à cela, les gens ne sont pas morts. Il s'agit d'un cas concret, où l'intervention des organisations a permis d'obtenir des résultats.

C'est MSF qui m'a envoyé là-bas. Je suis allé à l'hôpital où on m'a informé que les gens étaient retenus sur un terrain. On était complètement encerclés par les militaires. On ne s'est pas tous levés en agitant une banderole « Libérez-les ». Mais toutes les organisations ont réclamé une réunion avec les autorités et demandé : « Laissez-nous voir avec les chefs du village ce qui se passe ici et pourquoi. » En d'autres termes, les organisations ont fait du raffut. Et je pense que c'est cela qui a réussi à empêcher les militaires d'aller jusqu'au bout de ce qu'ils avaient l'intention de faire.

B, Membre du personnel local de MSF recruté dans le Caucase du Nord (en russe, traduit vers l'anglais, puis vers le français par MSF).

LA RHÉTORIQUE ANTITERRORISTE RUSSE S'IMPOSE

Après les attentats du 11 septembre 2001 contre les tours du World Trade Center à New York et le Pentagone à Washington, Vladimir Poutine déclare associer les opérations militaires russes en Tchétchénie à la lutte antiterroriste initiée par le gouvernement étasunien. Pour ces opérations, il bénéficie désormais d'une tolérance accrue de la part des États occidentaux. Les journalistes ont de plus en plus de mal à intéresser leur rédaction à la couverture de la situation en Tchétchénie.



« Moscou propose à Washington de coopérer en matière de lutte contre le terrorisme » **Le Monde** (France), 14 septembre 2001 (en français).

Extrait :

Vladimir Poutine, moins prompt à réagir lors du naufrage du *Koursk* il y a un an, a réagi au quart de tour. Le président Bush, qu'il a eu deux fois au téléphone mercredi 12

septembre, l'a d'ailleurs remercié d'avoir, le premier, exprimé sa compassion, selon le Kremlin.

Une minute de silence devait être observée, jeudi à midi, en Russie. Le Kremlin a proposé d'envoyer sur place des sauveteurs, de nombreux Russes ont proposé des dons de sang. Les gens « ressentent profondément cette tragédie, parce que, malheureusement, à de nombreuses occasions, nous avons vécu l'horreur des attaques terroristes », a expliqué le ministre des Affaires étrangères, Igor Ivanov. Pour audacieux qu'il soit, le parallèle entre les attentats aux États-Unis et la guerre en Tchétchénie – qualifiée au Kremlin d'« opération antiterroriste » et lancée à la suite d'attentats dont l'origine n'a jamais été prouvée – est omniprésent dans les commentaires officiels.

Espérant une meilleure compréhension envers sa politique en Tchétchénie, Moscou multiplie les initiatives dans le sens d'une « union internationale contre le terrorisme ». Selon l'ambassadeur américain à Moscou, la Russie a demandé une réunion d'urgence des pays du G8²⁴ et souhaite qu'une « résolution spéciale » sur la lutte contre le terrorisme soit adoptée lors de l'Assemblée générale des Nations unies.

Surtout, le Kremlin multiplie les appels au renforcement des relations entre Washington et Moscou. Le nouvel ambassadeur américain, Alexander Vershbow, a dit espérer que la tragédie conduirait à une coopération renforcée entre les deux pays. « Ça ne veut pas dire que nous avons une opinion identique à 100 % sur les problèmes de la Tchétchénie », a toutefois précisé le diplomate.



« Vladimir Poutine s'engage à combattre le terrorisme avec les Quinze » **Le Monde** (France), 4 octobre 2001 (en français).

Extrait :

La visite que le président russe, Vladimir Poutine, effectue à Bruxelles depuis lundi 1^{er} octobre, dans le cadre du sommet semestriel entre la Russie et l'Union européenne, arrive à point nommé pour les deux parties. Elle intervient au beau milieu de la crise internationale engendrée par les attentats aux États-Unis, et la Russie, condamnant sans ambiguïté de tels actes, s'est nettement rangée dans le camp de la coalition internationale que les Américains s'efforcent de mettre sur pied.

En échange de ces marques de solidarité et de ce soutien politique, Moscou souhaite, bien sûr, obtenir quelques compensations (notamment sur la Tchétchénie), mais, de part et d'autre, le sentiment est que la toile de fond du terrorisme doit être l'occasion d'approfondir le « partenariat stratégique » entre les Quinze et la Russie, cette dernière souhaitant, d'autre part, opérer un rapprochement avec l'Alliance atlantique. [...]

Le texte de la déclaration commune passe en revue les principaux aspects de la coopération entre l'UE et la Russie, et consacre en particulier un paragraphe à la situation en Tchétchénie.

Le « respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Russie » est réaffirmé, ainsi que la nécessité de « respecter les principes fondamentaux des droits de l'homme, même dans des situations exceptionnelles telles qu'en Tchétchénie ». Le texte de cette déclaration souligne qu'il est particulièrement important de « trouver d'urgence une solution politique » au conflit, « d'élucider rapidement les cas de violation des droits de l'homme et de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire dans le Caucase du Nord ». On souligne, de source européenne, que cette condamnation prudente des violations des droits de l'homme en Tchétchénie manifeste la volonté des Quinze de ne pas

24 En 1997, la Russie a rejoint le G7 devenu G8.

accepter l'équation russe selon laquelle le terrorisme s'applique *de facto* aux combattants tchéchènes.

Les Européens reconnaissent, selon des diplomates, qu'ils ont aujourd'hui une meilleure « perception » de la situation en Tchétchénie. Cette *realpolitik* se nourrit à la fois des attentats contre l'Amérique et du geste politique significatif accompli par Moscou en facilitant la décision de trois pays de sa sphère d'influence (Tadjikistan, Ouzbékistan et Turkménistan) d'accorder des facilités logistiques aux forces américaines qui prennent position autour de l'Afghanistan.



Le 11 septembre n'a pas aidé. Il a cloué le bec à la minorité de responsables politiques qui souhaitait que la Tchétchénie reste soumise à un examen. Il y a vraiment eu « avant » et « après » le 11 Septembre. C'est certain. Après le 11 Septembre, par exemple, les journalistes et les correspondants en Russie des journaux français devaient se battre contre leurs rédactions pour parler de la Tchétchénie. Les Russes, à grand renfort de propagande, avaient réussi à installer dans les esprits que la rébellion tchéchène avait des connexions avec Al-Qaïda ou en tout cas avec les mouvances islamistes intégristes²⁵, alors qu'en Tchétchénie la majorité de la population est soufie. Cela a très bien marché. Pendant un moment, les journalistes du Monde ou du Figaro, notamment, avec qui j'avais des relations très étroites sur toute cette période, me rapportaient qu'ils devaient se battre contre leurs rédactions pour passer un papier sur la Tchétchénie.

[...], MSF France, adjoint à la responsable juridique de 1995 à 2005 (en français).

À la mi-septembre 2001, une vaste offensive des combattants indépendantistes surprend les forces russes dans l'est de la Tchétchénie. Les chefs-lieux de l'administration prorusse sont visés par des attentats. En réponse, les forces russes multiplient les bombardements et les opérations de ratissage.



« Moscou-Caucase, septembre-octobre 2001 » **Sitrep** MSF France, septembre-octobre 2001 (en français).

Extrait :

Tchétchénie

1. Situation générale

Après les attentats aux États-Unis, on s'attendait à un durcissement du côté russe ; mais ce sont les *boïviki* qui ont repris l'offensive, en lançant une série d'actions, dont certaines hautes en couleur, comme la reprise de Goudermes quelques heures – actions qui depuis ne se sont plus arrêtées (activité intense avant la pause de l'hiver ?). Attaque de *check-points* russes, de bâtiments de l'administration tchéchène prorusse (milice notamment), de convois de BTR, etc. En réponse, les Russes ont relancé de forts bombardements sur les régions montagneuses, et les *zatchistki* continuent à un rythme effrayant : tous les jours, des récits concordants de nettoyages peuvent être lus et / ou entendus. Même la propagande russe n'ose plus trop parler du retour des déplacés d'Ingouchie.

25. Cette assertion, fausse à l'époque, est devenue une réalité avec l'affaiblissement de tous les indépendantistes modérés et la radicalisation des rebelles. La population tchéchène, elle, a continué à pratiquer un islam éloigné du radicalisme.

Ce qui est nouveau : de plus en plus de récits de gens masqués qui mènent des opérations spéciales en entretenant la confusion sur leur nationalité (tout le monde est ici persuadé que ce sont les services spéciaux russes : un article de *Prague Watchdog* raconte l'histoire de Tchétchènes de la milice prorusse, attaqués par des hommes masqués prétendument rebelles, certains de ce groupe se font prendre et on s'aperçoit que ce sont des officiers du GRU).

Une histoire à Argoun : un couple blessé chez eux par un groupe armé est amené d'urgence à l'hôpital ; un groupe d'hommes masqués abat l'homme sur la table d'opération et blesse la femme et plusieurs personnes de l'équipe médicale... Tout l'hôpital s'est mis en grève en protestation contre cet acte.

MSF Hollande a annoncé officiellement lors d'un meeting à Grozny qu'elle reprenait ses activités en Tchétchénie à partir du 1 novembre.

En octobre 2001, les responsables des programmes Caucase du Nord des différentes sections MSF lancent une enquête et un recueil de témoignages sur les conditions de vie précaires des déplacés dans les camps ingouches. L'enquête est menée en novembre, tandis que les modalités d'une prise de parole publique sont à l'étude. La majorité des membres du personnel national continue à soutenir la volonté de témoignage et de plaider de MSF, tout en pointant les conditions et les limites.



« **Le point** sur le Caucase du Nord » Gazelle Gaignaire, responsable de l'information MSF en Fédération de Russie, 4 octobre 2001 (en anglais).

Extrait :

- Les sections MSF qui travaillent en Ingouchie pensent effectuer une évaluation indépendante concernant les conditions de vie des déplacés internes. Les résultats pourraient être utilisés pour faire du lobbying auprès du HCR afin qu'il fournisse des abris.
- MSF France a entamé une série de réunions avec quelques représentants du gouvernement et des ONG en Ingouchie pour se faire une idée de leur point de vue « officiel ». Un expatrié et un médecin local ont également commencé des entretiens individuels ouverts avec des Tchétchènes déplacés internes en Ingouchie ; ils leur posent une série de questions simples et standardisées pour mieux comprendre leurs conditions de vie dans les familles d'accueil, les centres d'hébergement collectif et les camps de toile, sur les pressions qu'ils reçoivent pour partir, sur leur vision d'un retour possible vers la Tchétchénie, etc. 25 questionnaires sont terminés pour l'instant. Des discussions sont en cours à Paris à la com pour voir si ce travail doit être poursuivi et s'il peut être utile pour notre communication externe à l'avenir.



« Ingouchie » **Courriel** de Françoise Saulnier, responsable juridique MSF France, au responsable des programmes, au département de la communication MSF France, 19 novembre 2001 (en français).

Extrait :

Suite à notre dernière réunion, voici les quelques mots de commentaires que j'avais promis pour articuler notre prise de parole en y intégrant tous les éléments d'information et les motifs de préoccupation qui nous habitent.

1- Le niveau d'assistance des personnes qui ont fui en Ingouchie est indigne des standards d'assistance.

(On peut illustrer cela par...)

- les récits réels,
- les volumes de financement accordés par les différents bailleurs de fonds en mettant l'accent sur la priorité des financements d'aide à l'intérieur de la Tchétchénie plutôt qu'en Ingouchie...,
- la sous-estimation du nombre de personnes déplacées compte tenu de l'arrêt de l'enregistrement des déplacés et de la poursuite des arrivées.

2- Le niveau de violence en Tchétchénie reste très élevé.

- ce niveau contredit les discours sur la normalisation à l'intérieur du pays,
- ce niveau interdit toute possibilité de rapatriement des personnes réfugiées en Ingouchie,
- ce niveau exige l'amélioration des capacités d'accueil et de prise en charge des déplacés dans les pays limitrophes et notamment en Ingouchie.

À travers un rapport analytique, des témoignages, des photos..., MSF veut alerter les décideurs (bailleurs de fonds, gouvernements, Conseil de l'Europe) et l'opinion publique russe et occidentale... et témoigner du sort des populations déplacées :

- victimes d'une assistance inadaptée,
- victimes de la violence persistante en Tchétchénie,
- victimes de l'illusion de normalisation qui 1) limite leur possibilité de fuite à l'extérieur du pays et qui 2) limite les volumes d'assistance qui leur sont fournis, et qui 3) les expose aux dangers d'un rapatriement forcé.

MSF s'engage de son côté à... augmenter les niveaux d'assistance... et à informer les décideurs de la gravité de cette situation...

Voilà le canevas de travail que je vous avais proposé. On pourrait tout à fait prévoir un rapport qui suive ce plan, qui intègre les récits des déplacés et qui serve de support à une exposition photo.



« **Rapport de visite** du directeur des opérations en Russie, du 4 au 9 décembre 2001 » MSF Hollande, 10 décembre 2001 (en anglais).

Extrait :

13. Témoignage sur la situation des déplacés internes en Ingouchie. Enquête effectuée, résultats et interprétations retardés pour raisons diverses. Expo photo à Moscou plus présentation des résultats enquête prévues pour vendredi prochain, 14 décembre. Destiné à faire pression sur les autorités russes, le UNHCR et les donateurs concernant les conditions de vie de déplacés internes. [...]

ADVOCACY (mini-atelier avec Dick van der Tak [HAD : département des affaires humanitaires, MSF Hollande])

14. Le personnel national est très conscient des risques et des limites aux « droits de l'homme » que comporte ce type de témoignage, comme ils ont pu le constater par le

passé. Ils comprennent et acceptent également le choix de MSF de témoigner et souhaitent continuer, mais ils demandent une approche différente.

15. Points soulevés lors des discussions : le PS (programme sur la santé mentale) ne sera pas utilisé comme source d'information individuelle pour témoigner ; les violences à l'encontre des civils et du personnel médical sont considérées comme les points essentiels ; l'information médicale doit être à la base des témoignages et peut être enregistrée ouvertement, c'est-à-dire en tant qu'élément du contrôle de la distribution des médicaments ; les informations concernant les violations des droits de l'homme ne seront pas formellement enregistrées dans le cadre des activités ; demande de formation sur le témoignage pour le personnel national ; besoin d'une meilleure surveillance de la situation des déplacés internes en Ingouchie.

16. Le niveau de connaissance, d'expérience et d'exposition aux activités de témoignage des équipes du personnel national est très élevé. La situation en Tchétchénie (agressions continues sur les populations civiles) et la quasi-absence du personnel national dans la République [tchétchène] implique qu'inévitablement MSF sera confrontée à de graves problèmes de témoignage.

17. Un atelier prolongé (plus long que les deux jours et demi prévus cette fois-ci) mené par un responsable HAD [département des affaires humanitaires] et se tenant dans les prochains mois va préparer la mission aux dilemmes et aux défis qui vont certainement se présenter dès que les expats de MSF Hollande vont se déplacer en Tchétchénie.



Comme pour la sécurité, MSF Hollande a pris une décision institutionnelle, très structurée : on doit communiquer. Pour le témoignage comme pour la décision d'entrer en Tchétchénie, on s'est dit : « On ne peut pas faire de compromis. On est sur une situation de crise, on doit y aller. Et si MSF va en Tchétchénie, on ne peut pas décider que ce sera sans faire de témoignage. Mais on doit partager cela avec le personnel local. Ils courent d'énormes risques. Ce n'est pas bien de leur imposer ce risque sans les informer. » MSF Hollande a fait de gros efforts pour leur expliquer et les convaincre que : « Désolé, mais on ne peut pas laisser tomber cet aspect-là de MSF, c'est à vous de décider si vous voulez continuer à travailler avec nous, mais c'est cela la raison pour laquelle on le fait. C'est cela qu'on peut faire en Tchétchénie. »

Dick van der Tak, du département des affaires humanitaires, m'a accompagné en visite sur le terrain et il a organisé un atelier de discussion sur le témoignage de MSF avec le personnel local. Ils ont eu aussi leurs discussions entre eux et en majorité ils ont déclaré que MSF ne parlait pas assez de la Tchétchénie : « On est prêts à prendre les risques et on doit parler. » Et Dick van der Tak a développé avec le département médical un formulaire pour collecter toute l'information concernant les patients victimes de violences dans les hôpitaux qu'on soutenait. On a compilé tout cela et on a fait un gros rapport sur la violence en Tchétchénie.

Dr José-Antonio Bastos, MSF Hollande, directeur des opérations et chargé des programmes dans le Caucase du Nord de 2001 à 2003 (en français).



Un programme médical en Tchétchénie sans la partie témoignage, pour moi ça n'a pas de sens. Et le témoignage qui repose uniquement sur le personnel national n'a pas la légitimité nécessaire pour avoir un impact. Quant à dénoncer l'État russe, cela n'a pas non plus beaucoup d'impact parce que c'est la Russie. Et si en plus on témoigne sur la base de déclarations venant d'une organisation considérée comme tendancieuse et du côté des rebelles tchétchènes, alors on n'a aucune crédibilité. Donc sans expatriés sur place, il vaut mieux oublier le témoignage. [...] À l'évidence, on ne prévoyait pas un programme avec des

expatriés présents en permanence en Tchétchénie. Mais ça ne voulait pas dire qu'aucun expatrié ne devait se rendre en Tchétchénie. Donc, quelle que soit la finalité du programme, on devait garder la possibilité d'envoyer des expatriés en Tchétchénie pour recueillir des témoignages de première main.

Michiel Hofman, MSF Hollande, coordinateur pour le Caucase du Nord de mai 2001-juillet 2003 (en anglais).



Je trouvais cela vraiment intéressant d'être près des gens. Ce qu'ils demandaient, c'était : « Soyez notre voix. » Collecter des récits, c'est un travail de plus longue haleine que la rédaction d'un communiqué de presse. Il faut faire attention parce que, souvent, on crée des attentes chez les gens et finalement on n'y répond pas. On leur demande beaucoup d'informations et derrière, s'il n'y a rien, cela crée une frustration.

Vincent de Bellefroid, MSF France, coordinateur de projet à Chatoï (Tchétchénie) de février à mai 1995, puis d'août 1996 à juillet 1997, coordinateur du projet Caucase du Nord de juin à septembre 2001 (en français).

À la mi-décembre 2001, MSF organise à Moscou une exposition de photos prises dans les camps de déplacés en Ingouchie et diffuse un rapport rassemblant les résultats de l'enquête pointant la mauvaise qualité de l'assistance.



« **Enquête** sur les conditions de vie des personnes déplacées en Ingouchie – Résumé », MSF Moscou, novembre 2001 (en anglais).

Extrait :

Introduction [...]

La sécurité ne s'étant pas améliorée en Tchétchénie, il est devenu évident que la majorité des personnes déplacées en Ingouchie ne pouvaient pas retourner en Tchétchénie et allaient entamer leur troisième hiver dans des conditions souvent très précaires. La communauté humanitaire a donc commencé, pendant les mois de septembre et octobre de cette année, à se préparer à poursuivre les activités en Ingouchie.

Plusieurs motifs d'inquiétude sont apparus quant aux conditions de vie des déplacés :

- les ressources financières privées des familles déplacées s'épuisent, avec des conséquences sur les mécanismes individuels de *coping* [adaptation],
- les abris d'urgence fournis en 1999/2000, notamment les tentes, montrent des signes considérables d'usure après deux ans d'usage,
- le nombre de déplacés non enregistrés auprès des institutions fédérales a augmenté en 2001, ce qui limite leur accès à l'emploi, aux allocations et à une partie de l'aide fédérale et humanitaire.

Faute d'informations concrètes disponibles sur la manière dont tous ces facteurs ont influencé les conditions de vie actuelles des déplacés, MSF a décidé de réaliser :

Une enquête dans le secteur collectif (à la fois dans les camps de tentes et les installations spontanées) avec échantillons pris au hasard à travers le territoire ingouche. Cette enquête reposait sur un questionnaire pour les familles déplacées, et un questionnaire séparé (combiné à une inspection visuelle) pour les administrateurs de chaque centre collectif.

Un sondage dans le secteur privé, sur la base de questionnaires distribués à des familles déplacées, échantillonnées de manière aléatoire parmi la population déplacée dans la ville de Malgobek.

Le 21 décembre 2001, dans un communiqué de presse publié à l'occasion de ses 30 ans, la section française de MSF déclare agir « au service des victimes, pas des régimes » et cite en exemple son action auprès des déplacés tchétchènes en Ingouchie.



« Trente ans au service des victimes, pas des régimes » **Communiqué de presse** de MSF France, 21 décembre 2001 (en français).

Extrait :

Aujourd'hui, Médecins Sans Frontières célèbre ses trente ans d'existence. Aujourd'hui, l'hiver commence dans le Caucase. Aujourd'hui, comme chaque jour depuis plus de deux ans, Khuzimat attendra l'assiette que ses voisins lui apporteront ce soir : son repas de la journée. Khuzimat a 101 ans. Son mari est mort il y a huit ans et son seul fils il y a trois ans. Ses sœurs et ses frères aussi sont morts dans cette guerre, en Tchétchénie. Elle est originaire de la région d'Ourous-Martan où elle est née en 1900. Exilée en Ingouchie à la fin de 1999, elle a d'abord vécu chez des amis. Mais ils étaient 10, entassés dans ce lieu trop bruyant pour son grand âge. Quand les anciens locataires sont partis, elle a pu s'installer ici, seule. Quand il pleut, l'eau coule du plafond. L'humidité et le froid nuisent à sa santé. Quand elle est malade, il lui faut six mois pour récupérer. Les deux lits de la pièce appartiennent à ses voisins. Tout ce qu'elle possède, ce sont deux couvertures rouges, un petit tapis de prière et un oreiller. En général, elle reçoit une aide d'une organisation danoise. Mais elle ne figure plus sur les listes ; elle n'a donc rien reçu depuis trois mois. Alors, chaque soir, ses voisins lui apportent une assiette. Et elle fait son pain elle-même, dehors.

Comme 200 000 autres personnes déplacées tchétchènes en Ingouchie, Khuzimat n'a ni espoir de retour ni avenir. Comme tant d'autres, elle est non seulement victime d'une guerre d'une extrême violence mais aussi de non-assistance à personnes en danger. C'est pour des personnes comme Khuzimat que Médecins Sans Frontières se bat depuis trente ans. C'est pour elles que, demain, nous continuerons à nous battre, en nous mettant au service des victimes, pas des régimes.

« TCHÉTCHÉNIE-INGOUCHE : NON-ASSISTANCE À PERSONNES EN DANGER »

En janvier 2002, après un mois de décembre 2001 qui a vu se multiplier les bombardements et les opérations de ratissage des forces russes, dans une « offensive finale » en Tchétchénie, une série d'événements et de déclarations au niveau international incitent MSF à une prise de parole publique forte sur le sort des déplacés tchétchènes et le climat de violence en Tchétchénie.

Le 10 janvier 2001, le département d'État des États-Unis déclare que les actions militaires et les violations des droits de l'homme commises par la Russie en

Tchétchénie encouragent le terrorisme. Il demande de nouveau à la Russie d'entamer le dialogue avec les indépendantistes tchétchènes, comme elle s'est déjà engagée à le faire.



« Les États-Unis affirment que l'attitude de la Russie en Tchétchénie encourage le terrorisme » **AFP** (France), 10 janvier 2002 (en anglais).

Extrait :

La poursuite d'actions militaires en Tchétchénie par la Russie, conjuguée aux violations des droits de l'homme par ses soldats, encourage le terrorisme, affirmaient jeudi les États-Unis, en exhortant Moscou à tenir son engagement de recherche de dialogue avec les séparatistes de la république tchétchène.

Richard Boucher, porte-parole du ministère américain des Affaires étrangères (département d'État), a déclaré que Washington jugeait « regrettable » que Moscou n'ait pas donné suite à une proposition de dialogue avec les rebelles tchétchènes faite en septembre par le président russe, Vladimir Poutine.

Et un haut responsable américain indiquait que, si les Russes ne prenaient aucune mesure pour améliorer la situation en Tchétchénie, cela pourrait nuire aux efforts visant à instaurer de nouvelles relations post-guerre froide entre les deux pays. [...]

Ce haut responsable, qui s'adressait aux journalistes sous couvert d'anonymat avant le communiqué officiel, confiait que les États-Unis étaient « déçus » que l'offre de pourparlers de Poutine n'ait pas eu de suite.

[...] Ces commentaires de la part des États-Unis interviennent alors que la Russie tente de tirer parti de son alliance avec les États-Unis dans la guerre contre le terrorisme, en qualifiant les rebelles tchétchènes de terroristes.

Et ils tombent vingt-quatre heures après la fin d'une opération militaire de dix jours menée par les forces fédérales russes à travers des villes tchétchènes, au cours de laquelle 92 rebelles ont été tués et qui a vu s'accumuler les preuves d'atteintes aux droits de l'homme commises par les soldats russes.

Des organisations de défense des droits humains ont détaillé toutes sortes de violations – des rapports que Washington a jugés « crédibles » –, notamment des assassinats arbitraires, des passages à tabac et des prises d'otages.

Le président de l'Ingouchie, Rouslan Aouchev, qui a toujours milité ouvertement pour un règlement politique du conflit russo-tchétchène, est contraint à la démission, laissant le champ libre à un positionnement plus radical de la part de l'administration ingouche. Quelques mois plus tôt, MSF avait diplomatiquement décliné la demande du comité de soutien à sa candidature au prix Nobel de la paix.



Courriel envoyé par Austen Davis, directeur général de MSF Hollande, à Morten Rostrup, président de MSF International, et à Rafa Vilasanjuan, secrétaire général de MSF International, 6 avril 2001 (en anglais).

Extrait :

Chers Morten et Rafa

Comme vous le savez sans doute, nous avons de bonnes relations avec le président Aouchev en Ingouchie. Il se bat pour obtenir un soutien international afin de continuer à jouer un rôle entre la Russie et la Tchétchénie.

Nous ne voulons pas nous l'aliéner. Un comité s'est formé pour la nomination d'Aouchev comme lauréat du prix Nobel de la paix. Ils nous ont contactés pour soutenir sa candidature. Les départements des opérations de toutes les sections pensent que nous devons le lâcher en douceur. Une lettre a été rédigée et approuvée. Les[départements] des opérations souhaiteraient que la lettre et le message soient délivrés par quelqu'un qui ne participe pas aux opérations localement, aussi a-t-il été suggéré que vous vous rendiez à Nazran pour rencontrer ces personnes et leur remettre la lettre.



« Le président ingouche Rouslan Aouchev a été contraint à la démission par le Kremlin » Sophie Shihab, **Le Monde** (France), Nazran, 16 janvier 2002 (en français).

Extrait :

Rouslan Aouchev, le seul président d'une république membre de la Fédération de Russie à avoir toujours osé condamner la guerre lancée contre ses voisins tchétchènes, a annoncé, le 28 décembre, sa démission de son poste de président de l'Ingouchie, accueillie avec tristesse par, semble-t-il, la majorité des Ingouches. Quelques milliers d'Ingouches ont manifesté aux portes de son palais pour tenter de l'en dissuader ainsi que des Tchétchènes, et des « amis du Caucase » pour qui Rouslan Aouchev représentait une figure unique de dirigeant populaire, énergique et moderne. C'est pourquoi il n'a guère convaincu en expliquant sa décision par la « fatigue » ressentie après huit années passées à cette présidence. Mais sans doute ne cherchait-il pas à être cru. Il fut élu président une première fois, en mars 1993, avec plus de 95 % des voix des électeurs d'un petit pays alors tout neuf, qui comptait quelque 300 000 habitants. L'Ingouchie était née deux ans plus tôt, lorsque ses habitants, choisissant de rester au sein de la Fédération de Russie, se sont séparés de leurs cousins tchétchènes qui se préparaient à l'indépendance. Ils ont ainsi mis fin à l'existence de la République tchétchéno-ingouche de la Fédération de Russie de l'époque soviétique. Pour autant, Rouslan Aouchev a su conserver de bonnes relations avec ses voisins tchétchènes et, en premier lieu, avec leur président élu, Aslan Maskhadov, dont il partage les vues modérées et pro-occidentales, sans pour autant rompre avec Moscou ni se laisser entraîner dans une guerre que des généraux russes souhaitaient voir élargie à l'Ingouchie. Les bonnes relations qu'il avait su garder avec Boris Eltsine faisaient de ce jeune général un médiateur entre Moscou et Grozny – rôle qu'il a tenu avec discrétion et efficacité.

Mais le nouveau maître du Kremlin ne pouvait que se sentir menacé par le seul président qui n'a pas hésité à dénoncer le caractère « électoral » de la nouvelle guerre tchétchène. Ce qui revenait à mettre en cause la version officielle de ses antécédents, c'est-à-dire l'attribution, sans preuve, des attentats de septembre 1999 en Russie à des « terroristes tchétchènes ».



Aouchev avait assumé de faire de l'Ingouchie une « terre d'accueil ». Après qu'il a été viré, toutes les ONG ont commencé à avoir des ennuis. Je pense que c'était déjà annoncé par les Russes qui voulaient virer les Tchétchènes d'Ingouchie. Mais avec le départ d'Aouchev, c'est devenu une politique officielle.

*Loïck Barriquand, MSF France, responsable de programme de septembre 2000 à 2005
(en français).*

À la mi-janvier 2002, une délégation parlementaire du Conseil de l'Europe, puis Ruud Lubbers, le haut-commissaire aux déplacés des Nations unies, visitent des camps en Ingouchie.

À l'occasion de cette visite, dans un communiqué de presse diffusé par toutes les sections et dans une interview du coordinateur de la section belge à Moscou, MSF dénonce le maintien dans la précarité des déplacés tchétchènes des camps ingouches et demande publiquement au HCR d'activer son aide et de mettre en place un système d'enregistrement de ces déplacés.

De son côté, Ruud Lubbers déclare que le président tchétchène, Aslan Maskhadov, n'est pas un terroriste et s'inquiète des violences commises par les forces russes.



« MSF demande au HCR d'améliorer les conditions de vie des déplacés tchétchènes » **Communiqué de presse** de MSF Belgique, 16 janvier 2002 (en français).

Extrait :

À l'occasion de la visite en Ingouchie de M. Ruud Lubbers, le haut-commissaire pour les réfugiés des Nations unies (HCR), Médecins Sans Frontières (MSF) publie aujourd'hui un appel à M. Lubbers pour qu'il s'engage à améliorer les conditions de vie des déplacés tchétchènes en Ingouchie. La détresse de cette population n'est plus à l'agenda de la communauté internationale, alors que chaque jour de nouveaux déplacés tchétchènes viennent s'ajouter aux milliers de personnes qui vivent déjà en Ingouchie dans des conditions inacceptables.

MSF est inquiète de la détérioration de la situation humanitaire des 180 000 déplacés tchétchènes qui se préparent à affronter leur troisième hiver en Ingouchie. Plusieurs d'entre eux seront accueillis par des familles ingouches. Cependant, plus de 60 000 déplacés vivent dans des tentes, dans des écoles ou des usines désaffectées. Des abris et des installations sanitaires sont devenus des besoins pressants. Les tentes sont déchirées et doivent être remplacées d'urgence. Les installations sanitaires sont au-dessous des niveaux acceptables, une seule installation doit parfois être utilisée par 100 personnes ou plus.

MSF s'inquiète aussi du nouveau système d'enregistrement des derniers déplacés arrivés. Comme les différentes organisations utilisent leurs propres systèmes, un grand nombre de ces déplacés n'est enregistré nulle part. En outre, en février 2001, les autorités russes ont suspendu l'enregistrement des nouveaux arrivés. Les autorités fédérales considèrent en effet ces individus comme étant des « migrants économiques », et ne les enregistrent pas. Sans enregistrement, ces personnes n'ont aucun statut légal, n'ont pas droit aux allocations, rencontrent des problèmes pour trouver du travail et très souvent ne peuvent pas avoir accès à l'assistance humanitaire qui leur est nécessaire. MSF

demande au HCR de faire en sorte que l'enregistrement officiel des déplacés tchétchènes soit repris immédiatement.

Cependant, les violences continuent en Tchétchénie. La population civile est toujours menacée et de nombreuses familles ont perdu leurs maisons et leurs biens. MSF continue à fournir une aide médicale et soutient les centres de santé en Ingouchie et en Tchétchénie. En Tchétchénie, MSF a apporté son aide aux déplacés tchétchènes depuis leur arrivée, en 1999. Pour des raisons de sécurité, MSF ne peut fournir qu'une assistance limitée aux centres de santé en Tchétchénie, mais malgré ces limites, l'organisation parvient à distribuer des médicaments et du matériel médical.



« Nicolas Cantau : "la position du HCR sur la Tchétchénie est hallucinante", propos recueillis par Karim Talbi » **Le Figaro** (France), 19 janvier 2002 (en français).

Extrait :

Le haut-commissaire de l'ONU pour les déplacés (HCR), Ruud Lubbers, était en visite mercredi en Ingouchie. Le chef de mission à Moscou de Médecins Sans Frontières (MSF), Nicolas Cantau, appelle le HCR et le Conseil de l'Europe à être plus actifs dans leur aide aux 180 000 déplacés tchétchènes.

Le Figaro : Pourquoi cet appel au HCR ?

Nicolas Cantau : Nous craignons que cela soit une visite de courtoisie sans effet. La priorité du gouvernement russe est de faire rentrer les déplacés chez eux. Nous demandons au HCR de remplacer les tentes qui abritent les déplacés. Elles sont abîmées ou pleines de trous ; certaines d'entre elles étaient déjà d'occasion. La position du HCR et du Conseil de l'Europe de dire que la situation s'est améliorée dans les camps est tout bonnement hallucinante.

Comment cela serait-il possible après trois hivers ? Les déclarations de l'émissaire du Conseil de l'Europe selon lesquelles 30 % des déplacés seraient des migrants économiques sont également affligeantes. Ce sont simplement des Tchétchènes qui font des petits boulots pour survivre, mais ce sont de vrais déplacés qui ne peuvent pas rentrer dans leur pays en guerre.

Le Figaro : Comment vivent les déplacés dans les camps ingouches et daguestanais ?

Nicolas Cantau : La grande majorité des déplacés vit le plus souvent dans des écoles, des usines désaffectées, voire des étables, dans des conditions déplorables. Près de 24 000 vivent dans des camps. Ils vivent à 10 dans une tente souvent trouée et chauffée par un simple poêle à gaz. Les conduites de gaz traversent le camp et je me demande encore comment aucun incendie ne s'est déclaré. Il y a des problèmes sanitaires puisqu'on a parfois pu constater des camps qui disposaient d'un seul lieu d'aisances pour 200 personnes.

Le Figaro : Que peuvent devenir ces déplacés tchétchènes ?

Nicolas Cantau : Les Russes ont annoncé qu'ils ne voulaient plus voir de camps de déplacés à la fin mars sous prétexte que la situation se serait normalisée en Tchétchénie. L'émissaire du Kremlin pour les droits de l'homme, Vladimir Kalamonov, déclarait jeudi que 6 000 déplacés seraient relogés dans deux hôtels en cours de construction à Grozny et Sernovodsk. Mais que va-t-on faire des milliers d'autres déplacés ? Les mettre à la rue ? Les forcer à rentrer ? Les déplacés n'ont pas envie de rentrer. Ils savent très bien que de l'autre côté de la frontière la guerre continue.



« Le président tchéchène, Aslan Maskhadov, n'est pas un terroriste » **AFP** (France), Moscou, 18 janvier 2002 (en français).

Extrait :

Le haut-commissaire de l'ONU pour les réfugiés (HCR), Ruud Lubbers, a récusé vendredi le terme de « terroriste » au président indépendantiste Aslan Maskhadov qu'il a au contraire qualifié de « figure clef » pour un règlement du conflit tchéchène. [...]

« On peut le critiquer parce qu'il n'a pas été toujours capable d'empêcher certains actes de violence. Mais si je parle des Tchétchènes qui cherchent une issue (au conflit), en excluant les éléments étrangers et de nouveaux actes de violence, Maskhadov doit alors être une figure clef », a-t-il ajouté.

Depuis le lancement de leur « opération antiterroriste » en Tchétchénie, le 1^{er} octobre 1999, les autorités russes ne reconnaissent plus la légitimité du président Maskhadov, qui a été démocratiquement élu en 1997.

Des contacts entre Moscou et la présidence indépendantiste ont déjà eu lieu, mais ont été officiellement interrompus en raison de divergences sur les sujets à discuter.

Le conseiller du Kremlin pour la Tchétchénie, Sergueï Iastrjembski, n'a pas exclu vendredi une reprise des contacts avec des représentants d'Aslan Maskhadov pour discuter exclusivement « de leur reddition et d'un retour à la vie civile ».

Le chef du HCR s'est par ailleurs inquiété des violations des droits de l'homme commises par les militaires russes en Tchétchénie, les jugeant « absolument inacceptables ».

Il a dans le même temps condamné la mouvance islamiste radicale wahhabite dont se réclament des rebelles tchéchènes proches du commandant arabe Khattab, estimant qu'elle était étrangère à la tradition tchéchène. [...]

« Plusieurs personnes qui se cachent aujourd'hui dans les montagnes ne sont toutefois pas des terroristes », a-t-il souligné.

Le 15 janvier 2002, à l'occasion de la visite à Paris de Vladimir Poutine, la section française diffuse un communiqué de presse demandant que le sort des déplacés tchéchènes soit au cœur des discussions franco-russes et annonçant que ses représentants seront auditionnés sur cette question par le Conseil de l'Europe le 22 janvier.



« Vladimir Poutine à Paris : MSF dénonce le sort des déplacés tchéchènes » **AFP** (France), 15 janvier 2002 (en français).

Extrait :

MSF souligne, dans un communiqué, « l'extrême précarité dans laquelle sont intentionnellement maintenus les déplacés tchéchènes dans l'Ingouchie voisine, une situation encore plus dramatique avec le froid qui s'est installé ».

Rappelant que l'exode des populations est la « conséquence directe des bombardements, exécutions sommaires, tortures, massacres et rackets qui ont toujours cours en Tchétchénie », MSF, qui a déployé des équipes en Tchétchénie, en Ingouchie, en Géorgie et au Daguestan, estime que le chiffre officiel de 150 000 déplacés est « largement sous-estimé ».

L'association indique par ailleurs qu'elle sera auditionnée le 22 janvier devant le Conseil de l'Europe pour « témoigner de cette stratégie de non-assistance à personnes en danger en Ingouchie et de la terreur qui continue de régner en Tchétchénie ».

Vladimir Poutine effectue mardi une visite de travail de quelques heures à Paris, avant de repartir le soir même pour Varsovie pour une visite officielle de deux jours en Pologne.

Au cours de sa visite à Paris, alors que le président de la République française appelle au dialogue politique, Vladimir Poutine déclare que « tous les moyens » peuvent être utilisés contre le régime « criminel » tchétchène.



« M. Poutine : combattre “le régime criminel” tchétchène par “tous les moyens” »
AFP (France), 15 janvier 2002 (en français).

Extrait :

« En quoi ce régime criminel (en Tchétchénie) se distingue-t-il des talibans ? En rien, si ce n'est qu'il est peut-être encore plus sanguinaire », a dit le président Poutine.

« Nous avons pleinement le droit d'utiliser contre lui tous les moyens si les moyens juridiques sont insuffisants », a-t-il ajouté dans une conférence de presse conjointe avec son homologue français, Jacques Chirac, après un entretien de près de deux heures à l'Élysée.

De son côté, M. Chirac a indiqué avoir réaffirmé à M. Poutine que « le problème tchétchène » ne se résumait pas « à l'aspect terroriste » et que sa solution nécessitait « un dialogue politique ».

Le chef d'État français a rappelé les attentats terroristes perpétrés en Russie « en liaison avec la Tchétchénie » et dénoncé « les liens existant entre certains individus et le réseau Al-Qaïda ».

« J'ai redit au président Poutine qu'il n'y avait pas deux standards et que la France condamnait tout acte terroriste, où qu'il soit, d'où qu'il vienne », a insisté Jacques Chirac. Pour sa part, M. Poutine a souligné que les victimes des attentats à Moscou en 1999, attribués par les autorités russes aux indépendantistes tchétchènes, étaient comparables à celles des attentats du 11 Septembre aux États-Unis.

Le 22 janvier 2002, des représentants de MSF sont auditionnés par la commission « déplacés et migrations » de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) qui doit se prononcer par un vote sur la situation des droits de l'homme et la situation humanitaire en Tchétchénie.

Au fil du temps, l'APCE s'est montrée de plus en plus tolérante face aux agissements de la Russie et prône désormais le retour des déplacés en Tchétchénie.

Le président de la section française dénonce la passivité du Conseil face à ce qu'il décrit comme « un nouvel épisode de la tentative de destruction d'un peuple ».



« Tchétchénie – Audition de Médecins Sans Frontières au Conseil de l'Europe – Quelle responsabilité le Conseil de l'Europe assumera-t-il ? » **Communiqué de presse** de MSF France, 22 janvier 2002 (en français).

Extrait :

Auditionnée aujourd'hui à Strasbourg par la Commission déplacés, migrations et démographie de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Médecins Sans

Frontières témoignera à nouveau de l'extrême violence à laquelle est soumise la population civile en Tchétchénie.

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe doit se prononcer, par un vote le mercredi 23 janvier, sur la situation des droits de l'homme et la situation humanitaire en Tchétchénie. À l'heure où un consensus international a pris le parti, renforcé depuis le 11 septembre 2001, de ménager le nouvel allié russe dans sa « *lutte antiterroriste* », le Conseil de l'Europe prendra-t-il les responsabilités qui lui incombent ?

Le Conseil de l'Europe est la seule organisation internationale qui discute en son sein de la nouvelle guerre démarrée en 1999 sur le territoire tchétchène. Après avoir notamment exclu, en avril 2000, la délégation parlementaire russe de l'Assemblée et suspendu son droit de vote, le Conseil de l'Europe l'avait, quelques mois plus tard, restaurée dans ses droits. Censé faire respecter les droits de l'homme sur le territoire de ses 43 États membres, le Conseil de l'Europe choisira-t-il d'assumer sa mission ?

Au cours de son audition, MSF témoignera de la véritable stratégie de non-assistance à personnes en danger mise en place, par les autorités fédérales russes, à l'encontre des Tchétchènes déplacés en Ingouchie. Cette stratégie vise à forcer ces populations au retour en Tchétchénie, État de non-droit où une politique de terreur contre les civils a toujours cours en toute impunité.



« **Audition** de Médecins Sans Frontières devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe – Commission déplacés et migrations » Texte de l'intervention de Jean-Hervé Bradol, président du conseil d'administration de MSF France, 22 janvier 2002 (en français).

Extrait :

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les députés,

Je vous remercie tout d'abord d'avoir accepté de nous auditionner aujourd'hui. Notre présence ici témoigne de la relation qui existe entre l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et Médecins Sans Frontières. Depuis le milieu des années 1990, nous rapportons publiquement et lors des sessions de travail des commissions du Conseil de l'Europe l'ampleur des crimes commis contre la population civile tchétchène ainsi que les restrictions frappant l'aide humanitaire touchant aussi bien les populations restées en Tchétchénie que celles réfugiées dans l'Ingouchie voisine. Cette proximité avec vous nous a toujours permis de vous parler avec franchise.

La lecture de nos rapports, mentionnant des faits étalés sur plusieurs années, est aussi triste qu'ennuyeuse. Le sentiment d'ennui dont on se sent saisi à leur lecture est le produit de l'inlassable répétition des actes de violence frappant la population tchétchène. Cette répétition est la claire manifestation de la volonté de détruire un peuple : en le bombardant, en le dispersant dans l'exil, en asservissant ceux qui ne peuvent fuir et en exécutant une partie des habitants. Car c'est bien au nouvel épisode de la tentative de destruction d'un peuple que nous assistons aujourd'hui. L'histoire de la confrontation russo-tchétchène débute par l'emploi de la terreur lors de la colonisation russe au début du xix^e siècle. Un siècle plus tard, au début du xxe siècle, l'histoire se répète et une répression massive survient lors de la guerre civile suivant la révolution russe. En 1944, les Tchétchènes sont déportés dans leur quasi-totalité. Plus du tiers de ces personnes déportées mourra au cours de ce transfert forcé vers les steppes glacées d'Asie centrale. Tous les Tchétchènes de plus de 50 ans ont vécu la déportation et, confrontés de nouveau à la répétition de la politique de terreur, ils ont la conviction que leur survie est

en jeu. Les faits confortent ce point de vue. Et il est vrai que ce que nous avons à vous dire n'est pas très agréable à entendre.

Durant le premier épisode de la guerre des années 1990 (décembre 1994 à août 1996), les pertes tchétchènes sont évaluées aux alentours de 100 000 personnes. En toute rigueur mathématique, il s'agit d'une décimation. Après une brève accalmie, ponctuée par l'élection reconnue par la communauté internationale d'un président tchétchène, la guerre a repris de plus belle. De nouveau les civils ont été écrasés sous les bombes par milliers, arrêtés arbitrairement, torturés, déplacés de force et privés, en partie, de l'assistance minimum qui leur permettrait de sortir de la misère. Depuis l'automne 1999, les morts se comptent par dizaines de milliers.

La mission principale du Conseil de l'Europe est de veiller au respect des droits de l'homme sur le territoire de ses 43 États membres. La Russie a-t-elle été exclue du Conseil de l'Europe ? Non. Certes, l'Assemblée parlementaire a suspendu un temps les droits de vote de la délégation russe, mais pour les rétablir quelques mois plus tard, sans qu'aucune de vos exigences n'ait été remplie. Les États membres du Conseil de l'Europe ont-ils saisi la Cour européenne des droits de l'homme contre la Fédération de Russie ? Non. Aucune enquête internationale indépendante n'a été menée depuis deux ans sur les crimes commis par les forces russes et dans une moindre mesure par les combattants tchétchènes. En Russie, le travail de Vladimir Kalamanov en faveur des droits de l'homme est systématiquement paralysé par le procureur général et les procureurs militaires. En fait, le Conseil de l'Europe a cédé aux pressions des États membres influents de l'Union européenne (France, Grande-Bretagne, Allemagne). Vous avez finalement choisi de poursuivre une « logique de coopération » avec Moscou, c'est-à-dire de garder le silence sur les violations massives des droits de l'homme et du droit humanitaire perpétrées en Tchétchénie.

Depuis plus de deux ans pourtant, vous fermez les yeux, en toute connaissance de cause, devant la reprise de la répression contre la population tchétchène, accompagnée de son cortège habituel de crimes commis au nom de la « lutte antiterroriste ». Quand je dis « vous », je m'adresse à l'Assemblée parlementaire, mais surtout au Comité des ministres et au secrétaire général du Conseil de l'Europe. Votre passivité depuis plus de deux ans et le nouveau blanc-seing accordé à la Russie depuis le 11 septembre 2001 engagent aujourd'hui votre responsabilité au regard de la gravité des crimes contre la population civile tchétchène.

Aujourd'hui, Médecins Sans Frontières est là également pour souligner l'incroyable précarité de la population tchétchène déplacée en Ingouchie. Il faut que vous sachiez que cette situation humanitaire inacceptable est la conséquence directe d'une véritable stratégie de non-assistance aux personnes déplacées en Ingouchie, mise en place depuis près d'un an par les autorités fédérales russes pour forcer ces personnes à rentrer en Tchétchénie. Les pressions au retour qui se sont multipliées et durcies depuis plusieurs mois sont pour nous une source de préoccupation majeure. Car la frontière qui sépare l'Ingouchie de la Tchétchénie sépare en fait l'État de droit d'un État de non-droit, dans lequel règnent l'arbitraire, les viols, les exécutions sommaires et la torture.

Vous aurez la responsabilité, lors du vote du 23 janvier, de dire clairement que les conditions de vie et de sécurité en Tchétchénie ne permettent pas le retour de la population civile. Vous avez la responsabilité de rappeler que le droit de fuir son pays lorsque l'on est menacé est un des droits de l'homme les plus fondamentaux. Le 23 janvier prochain, lors du débat sur la Tchétchénie, vous aurez la responsabilité de continuer à enterrer l'identité et les valeurs du Conseil de l'Europe ou de commencer à les défendre.



Dans nos relations avec le Conseil de l'Europe, et dans notre communication publique, on est allés de la coopération au clash public : on les a accusés de collaboration. Auparavant, on les avait informés, on avait fait tout ce qu'on pouvait. Il faut savoir que, même en allant briefer l'Assemblée parlementaire et des commissions du Conseil de l'Europe, on prenait des risques, parce qu'il y avait évidemment des députés russes dans ces enceintes. On s'exposait.

[...], MSF France, adjoint à la responsable juridique de 1995 à 2005 (en français).



Je suis quand même marqué par les événements des Grands Lacs²⁶ sur lesquels j'ai beaucoup travaillé. Et je trouve franchement que la campagne de répression en Tchétchénie prend un tour génocidaire dans sa continuité historique. Après on peut dire que ce sont des dommages collatéraux, mais quand, toutes les décennies, on ampute une population de 10 %, 20 % ou 30 %, et que cela continue... C'est la question qu'il faut poser : n'y a-t-il pas finalement une entreprise de destruction physique de la population tchétchène ? C'est ce que je dis au Conseil de l'Europe. Je n'ai pas vécu la première guerre, à part comme directeur de la communication, à la fin. Mais c'est ce que j'en ai compris, et à voir la deuxième... Je me mets aussi à lire sur le sujet. Mon discours au Conseil de l'Europe est très dur, il pose la question du génocide. Je cite d'ailleurs les dates historiques de répression contre la population tchétchène depuis la fin du xixe siècle. Je dis que la série conduit à cette question. J'utilise probablement plutôt le terme « destruction d'une population ». J'ai cru que le représentant russe dans la salle allait faire un infarctus... Le top, c'est qu'on donne quasiment les interviews pour Radio Moscou sur ces prises de position à partir de sa ligne téléphonique, depuis son bureau... au Conseil de l'Europe ! La moitié de son personnel est d'accord avec nous...

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008 (en français).

Le 23 janvier 2002, le Conseil de l'Europe annonce n'envisager aucune sanction contre la Russie. Le 24 janvier, dans un communiqué de presse, la section belge condamne son « hésitation » tandis que la section française l'accuse de « collaboration ».



« Le Conseil de l'Europe n'envisage aucune sanction contre la Russie » Denis Rousseau, **AFP** (France), Strasbourg, 23 janvier 2002 (en français).

Extrait :

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe n'a même pas envisagé mercredi à Strasbourg de sanctionner la Russie pour les violations des droits de l'homme en Tchétchénie, faisant ainsi la sourde oreille aux appels pressants à la fermeté lancés par des organisations humanitaires.

L'Assemblée parlementaire, réunie pour sa session d'hiver, a averti Moscou que « la légitimité des actions militaires contre les terroristes ne peut être utilisée par aucun État,

26. Les Grands Lacs d'Afrique centrale, dont le génocide des Rwandais tutsis en 1994.

y compris par la Fédération de Russie, pour justifier les manquements au respect des droits de l'homme et à la primauté du droit ou le refus de rechercher un règlement politique ».

Les parlementaires des 43 États membres de l'organisation ont cependant suivi le rapporteur sur le conflit en Tchétchénie, Lord Judd (travailleiste britannique), pour qui « de nouvelles sanctions à l'encontre de la Russie seraient un constat de notre incapacité à exercer une persuasion efficace par la coopération et le dialogue ». [...]

Cette semaine, l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières (MSF) et l'organisation russe de défense des droits de l'homme Memorial ont durement accusé le Conseil de l'Europe d'abandonner les Tchétchènes à leur sort. [...]

Semblant donner raison aux détracteurs de l'organisation paneuropéenne, le rapport de Lord Judd estime que « la responsabilité première du règlement du conflit et de la construction de la paix incombe non pas au Conseil de l'Europe, mais aux peuples de la Russie et de la Tchétchénie », même si l'organisation des 43 entend continuer à exercer des « pressions » sur Moscou.

Malgré tout, les exactions commises par des militaires russes et les violations des droits de l'homme ont été dénoncées mercredi par les différents rapporteurs de l'Assemblée parlementaire. [...]

Le Conseil de l'Europe a été la seule organisation politique à punir la Russie pour violations des droits de l'homme en Tchétchénie. Au printemps 2000, la délégation parlementaire russe à Strasbourg avait été privée de son droit de vote. Mais la sanction fut de courte durée : quelques mois plus tard, la délégation russe était restaurée dans ses droits.



« Réaction de Médecins Sans Frontières au vote du Conseil de l'Europe sur la Tchétchénie : Le Conseil de l'Europe : de la coopération à la collaboration »
Communiqué de presse de MSF France, 24 janvier 2002 (en français).

Extrait :

Le vote intervenu hier au Conseil de l'Europe, en ne sanctionnant pas la Russie sur sa conduite de la guerre en Tchétchénie, signe l'échec de la stratégie menée depuis plus de sept ans par cette instance.

Alors que le Conseil de l'Europe prétendait par une politique de coopération intégrer la Russie au rang des États démocratiques, force est de constater que cette instance se range aux côtés d'un État qui a pour politique de bafouer les droits les plus élémentaires des civils dans la guerre.

Malgré le tableau particulièrement sombre de la situation en Tchétchénie en matière de violations graves et continues des droits de l'homme, décrit par l'Assemblée parlementaire, cette dernière se contente d'« inciter les autorités russes à continuer à coopérer avec toutes les instances du Conseil de l'Europe ».

Sur le terrain humanitaire, la description de la situation faite par le rapporteur de la Commission déplacés et migrations révèle les carences et faiblesses des méthodes de travail utilisées par cette instance.

Face à une telle démission et devant l'absence de sanctions que cette instance – censée faire respecter les droits de l'homme sur le territoire de ses 43 États membres – a adoptées à rencontre de la Russie, quelle instance internationale est aujourd'hui en mesure de faire cesser en Tchétchénie les violations massives des droits de l'homme et du droit international humanitaire ?

Médecins Sans Frontières, qui a été auditionnée par le Conseil de l'Europe le 22 janvier dernier, organise demain vendredi 25 janvier une conférence de presse (au siège de MSF,

8 rue Saint-Sabin, 75011 Paris) en présence de M. Sergueï Kovaliov (président d'honneur de Memorial, membre de la délégation de la Russie au Conseil de l'Europe, député de la douma).

À cette occasion, MSF rendra public son rapport « Tchétchénie-Ingouchie : une stratégie de non-assistance à personnes en danger » et inaugurera une exposition des photos réalisées en Ingouchie par Alexander Glyadyelov.



« MSF condamne l'hésitation du Conseil de l'Europe à censurer la guerre menée par la Russie » **Communiqué de presse** de MSF Belgique, 24 janvier 2002 (en français).

Extrait :

Le vote intervenu hier au sein du Conseil de l'Europe, approuvant la guerre menée par la Russie en Tchétchénie, signe l'échec de la stratégie mise en œuvre par cette institution depuis plus de sept ans. Le Conseil entendait intégrer la Russie par le biais d'une politique de coopération dans les rangs des états démocratiques. Il apparaît que cette politique implique aujourd'hui de se ranger du côté d'un État coupable de violations des droits les plus fondamentaux des populations civiles en temps de guerre.

Dans sa session consacrée à la Tchétchénie, l'Assemblée parlementaire a entendu des témoignages présentant un tableau très sombre des graves et systématiques violations des droits de l'homme. Pourtant, la réaction de l'Assemblée s'est limitée à « inviter les autorités russes à coopérer avec tous les organes du Conseil de l'Europe ».

MSF est consternée par le peu de « pressions » que cette institution, censée faire respecter les droits de l'homme par ses 43 États membres, semble prête à user contre la Russie.

MSF avait témoigné devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, en démontrant que les civils de Tchétchénie vivaient sous un régime de terreur, dans un environnement quasi-carcéral caractérisé par l'arbitraire des règles et une violence quotidienne. Une telle situation provoque l'exode d'un grand nombre de civils qui vont chercher refuge en Ingouchie. Entre 20 000 et 50 000 déplacés tchétchènes n'ont même pas été officiellement enregistrés. Ces déplacés se terrent alors dans des conditions misérables véritablement inhumaines. Privés d'aide humanitaire et de soins de santé, ils font en outre l'objet de menaces visant à les contraindre à rentrer en Tchétchénie.

Aucune institution internationale ne semble capable ou désireuse de protéger les droits fondamentaux de ces populations.

Le 25 janvier 2002, la section française donne à Paris une conférence de presse en compagnie de Sergueï Kovaliov, député à la douma (Parlement) de la Fédération de Russie, ancien dissident de l'époque soviétique et président d'honneur de Memorial²⁷. Elle diffuse le rapport basé sur l'enquête dans les camps d'Ingouchie.

27. Organisation russe de défense des droits de l'homme issue de cette dissidence.



« Tchétchénie-Ingouchie : non-assistance à personnes en danger » **Rapport**
Médecins Sans Frontières, janvier 2002 (en anglais / en français).

Extrait :

Sommaire

Une stratégie d'assistance *a minima*

- Des conditions de survie et d'hébergement déplorables
- La non-assistance comme une stratégie

L'existence niée des nouveaux exilés

- Un exode toujours massif
- L'arrêt des enregistrements : de nouveaux exilés rendus invisibles
- Sous la menace des incitations au retour

En Tchétchénie, une prison à ciel ouvert

- En Tchétchénie, échapper aux crimes de guerre et aux crimes contre l'humanité
- Les entraves à la présence des équipes et du travail humanitaires : insécurité et durcissement des procédures

Annexes :

- Témoignages recueillis par nos équipes
- Principaux résultats de l'enquête menée en Ingouchie
- Sernovodsk : une opération de nettoyage massif [...]

Tchétchénie-Ingouchie :

Une stratégie délibérée de non-assistance à personnes en danger

En novembre 2000, Médecins Sans Frontières témoignait devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe de la gravité de la situation humanitaire en Tchétchénie. Nous dénoncions alors la politique de terreur menée par les autorités russes et prorusses sur le territoire depuis la reprise de la guerre en 1999, et les entraves à l'accès des civils à des soins vitaux. Les témoignages recueillis sur le terrain par nos équipes démontraient l'arbitraire et l'extrême violence auxquels étaient soumis les civils. Aujourd'hui, alors que les conditions de sécurité pour le personnel humanitaire se sont encore détériorées et que les entraves à l'accès pour les organisations de secours se multiplient, l'assistance humanitaire est de plus en plus difficile en Tchétchénie. Parce que leur vie y est en danger, les civils continuent à fuir massivement vers l'Ingouchie voisine où ils doivent se terrer dans des conditions inhumaines.

- En Tchétchénie, les civils survivent dans la terreur, dans un environnement carcéral où règne l'arbitraire, où les violences sont quotidiennes. Médecins Sans Frontières rappelle que la « *lutte antiterroriste* » s'arrête là où commencent les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. Depuis deux ans, aucune enquête internationale indépendante n'a été menée sur les violations massives des droits de l'homme et du droit international humanitaire perpétrées quotidiennement en Tchétchénie.
- Cette guerre qui entre dans sa troisième année engendre de nouveaux exodes clandestins et non reconnus vers l'Ingouchie. Entre 20 000 et 50 000 personnes ne sont pas prises en compte dans les enregistrements officiels.
- Les conditions d'accueil en Ingouchie sont d'une totale indécence, ce que les autorités russes reconnaissent elles-mêmes. La faiblesse de l'assistance délivrée et les menaces sont utilisées comme des moyens de pression pour forcer des retours non désirés vers la Tchétchénie. Médecins Sans Frontières rappelle que tout rapatriement ne peut s'effectuer que sur une base volontaire et si les conditions de sécurité dans le pays d'origine le permettent.

Ces constats s'appuient sur les témoignages recueillis par nos équipes de terrain en Ingouchie dans le cadre de leurs activités de secours aux déplacés ainsi que sur une enquête menée par MSF auprès de ses bénéficiaires. [...]

Conclusion

Deux poids, deux mesures ? Alors qu'il entre dans sa troisième année, le conflit en Tchétchénie n'a toujours pas été qualifié pour ce qu'il est : une guerre d'une extrême brutalité aux conséquences très lourdes pour les civils. L'indignation que devrait susciter la conduite de la guerre à l'encontre de ces civils tchétchènes, au nom de l'opération « *antiterroriste* » menée par Moscou, semble disparaître au profit d'intérêts politiques internationaux plus pressants.

Malgré l'indécence des conditions de vie en Ingouchie, pour bon nombre de victimes, fuir la Tchétchénie est une question de survie ; fuir, quitte à vivre comme des rats dans des caves, et dans le froid, quitte à prendre le risque de ne trouver ni hébergement ni secours.

Force est de constater que cette stratégie de non-assistance à personnes en danger ne porte pas ses fruits : maintenir ces personnes déplacées dans des conditions aussi déplorables, inhumaines et humiliantes n'endigues pas l'exode. Cela ne poussera pas davantage ces exilés à rentrer dans l'univers carcéral et dangereux, soumis à l'arbitraire et aux prédations qu'est aujourd'hui la Tchétchénie.

La réalité de cet exode doit être reconnue, comme doit l'être le nombre de déplacés désormais présents en Ingouchie afin qu'une aide décente et adaptée au nombre réel d'exilés se déploie.



« Le député russe Kovaliov dénonce la frilosité de l'Occident sur la Tchétchénie »
AFP (France), 25 janvier 2002 (en français).

Extrait :

« L'Occident est frileux, à courte vue, s'accommode de son confort et ne veut pas exercer de pression politique sur le Kremlin », a déclaré à Paris M. Kovaliov, lors d'une conférence de presse à Médecins Sans Frontières (MSF), organisation auteure d'un rapport dénonçant « une stratégie délibérée de non-assistance à personnes en danger » en Tchétchénie-Ingouchie.

« Le 11 septembre, Ben Laden a offert un cadeau personnel au président russe Vladimir Poutine, a ajouté le député russe. Mais les hommes politiques occidentaux savent très bien que la guerre en Tchétchénie n'a aucun rapport avec la lutte contre le terrorisme. Seulement ils sont prêts, à des fins politiques, à suivre la politique de Poutine. »

L'ancien dissident soviétique et président d'honneur de Memorial, organisation russe de défense des droits de l'homme, a rappelé que « la violation du droit n'est jamais l'affaire intérieure d'un quelconque pays ».

[...] Pour sa part, le président de MSF, Jean-Hervé Bradol, a déclaré qu'il n'était « pas acceptable de transformer la lutte internationale contre le terrorisme en politique de terreur contre une population ».

Le Haut-Commissariat aux réfugiés perçoit très mal le rapport de MSF. Il s'y sent accusé de faire le jeu des autorités russes en maintenant les déplacés tchétchènes en Ingouchie dans une situation précaire, afin de les inciter à rentrer chez eux. De leur côté, les autorités russes interprètent la position conciliante du Conseil de l'Europe à leur égard comme le signe d'un désintérêt des Européens pour la Tchétchénie.



« CR réunion HCR » **Courriel** de Loïck Barriquand, responsable de programme Caucase du Nord, MSF France, 26 février 2002 (en français).

Extrait :

Cette réunion fait suite à la publication de notre rapport « *une stratégie de non-assistance* ». 1) Notre rapport a été mal perçu par le HCR car ils s'y sentent accusés de jouer le jeu des autorités russes pour pousser les déplacés tchétchènes au retour. Nous avons clarifié notre position (j'ai d'abord expliqué les objectifs de notre rapport) : nous sommes d'accord sur la ligne politique du HCR qui s'est exprimé clairement et publiquement contre les rapatriements. Par contre, nous pensons que cette volonté doit obligatoirement s'accompagner de mesures concrètes pour donner aux déplacés les moyens de choisir de rester. Sur le terrain, nous n'avons constaté aucun changement concret dans l'action du HCR, nous n'avons pas non plus été informés de leur part de projets allant dans ce sens. Notre objectif n'est donc pas de critiquer leur position officielle mais leur action de terrain.

En réponse, elle [la représentante du HCR] nous dit partager notre analyse de la situation sur l'ensemble du rapport : gravité des violences en Tchétchénie, fuite continuelle vers l'Ingouchie et nécessité de donner le choix aux déplacés de rester et donc de leur en donner les moyens. Concernant les objectifs du HCR découlant de cette analyse, ils veulent s'inscrire dans la durée et chercher des solutions plus durables. Politiquement, cela se traduit, selon elle, par une pression sur le gvt fédéral pour prendre en charge sa population (avec « menace » de désengagement ?) avec des solutions intermédiaires entre l'urgence et le retour. Opérationnellement, la question des abris et de la sanitation est supposée être toujours prioritaire, ils préconisent par exemple le remplacement de tentes par des logements préfabriqués qui seraient démontables (pour pouvoir les réutiliser en Tchétchénie plus tard, manière de vendre l'idée aux Russes ?). Elle dit également qu'ils rencontrent d'énormes difficultés à obtenir des autorisations. Concernant les tentes, ils auraient voulu en remplacer cet hiver mais auraient eu des problèmes avec leur fournisseur.



« La Tchétchénie a perdu de son intérêt pour les Européens (députés russes) » **AFP** (France), Moscou, 28 janvier 2002 (en français).

Extrait :

« C'était seulement le quatrième point à l'ordre du jour. (...) À la différence des autres sessions, la Tchétchénie n'était pas un sujet prioritaire », a déclaré Mikhaïl Marguelov [président de la commission des affaires étrangères de la Fédération de Russie (chambre haute)] lors d'une conférence de presse donnée à l'occasion du retour à Moscou de la délégation.

« La délégation russe a été accueillie chaleureusement », a ajouté le député Alexandre Plechakov.

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe avait suspendu le droit de vote de la délégation russe au Conseil de l'Europe en avril 2000 en raison des violations des droits de l'homme en Tchétchénie. Ce droit a été rétabli en janvier 2001. [...] Quatre des 12 délégués présents à la conférence de presse ont attribué ce changement d'attitude des Européens à la position adoptée par la Russie après les événements du 11 Septembre, lorsque Moscou a offert un soutien sans précédent aux Américains dans leur opération contre les talibans afghans.



Dans le rapport, on parlait de la situation des déplacés en Ingouchie, mais on parlait aussi de la situation en Tchétchénie et des raisons pour lesquelles les déplacés ne voulaient pas y retourner. On se basait sur des témoignages recueillis dans les camps. On a beaucoup communiqué. On a refait la « tournée des popotes ». On a écrit partout. On a fait la conférence de presse. Je suis allé voir des parlementaires anglais qui étaient plutôt à l'écoute et qui ensuite ont posé leurs questions dans une de leurs sessions au Parlement. On a ainsi su qu'ils avaient pris en compte nos remarques.

*Loïck Barriquand, MSF France, responsable de programme de septembre 2000 à 2005
(en français).*



En janvier 2002, on a donné une conférence de presse, avec toute une mise en scène : on a exposé des photos dans la salle, on a mis des couvertures sur les murs. On a fait venir Sergueï Kovaliov, un monsieur de 73 ans habitué à voir débarquer chez lui la nuit les forces de Poutine. Il avait une lecture très clairvoyante de la situation. Il a parfaitement joué le jeu. On n'a pas fait la une des journaux, mais cela a bien fonctionné. On a eu des retours médias parce que Kovaliov a le sens de la formule. Il a en particulier donné une interview musclée au journal Le Monde. On savait qu'il fallait pousser du côté de la diplomatie. On visait donc les articles dans Le Monde. Si on avait pu avoir le Journal de 20 heures sur une grande chaîne de télévision, on n'aurait pas refusé, mais ce qu'on visait plutôt c'était ce type d'articles.

Anne Fouchard, MSF France, directrice adjointe de la communication de juillet 2000 à juillet 2004 (en français).

Pendant ce temps, en Fédération de Russie, le gouvernement continue la reprise en main ou la liquidation des organes de presse indépendants. Après la prise de contrôle par le gouvernement, quelques mois plus tôt, de la chaîne NTV, c'est TV6, la dernière chaîne de télévision indépendante, qui cesse d'émettre.



« En Russie les soupçons vont bon train après l'arrêt des programmes de TV6 », par Michaël Wines, **The New York Times** (États-Unis), 23 janvier 2002 (en anglais).

Extrait :

TV6, la dernière chaîne de télévision indépendante de Russie, vient de succomber à ce que ses dirigeants et la plupart des analystes extérieurs ont qualifié de complot du Kremlin pour l'interdire d'antenne.

Complot ou pas – et le Kremlin nie l'accusation –, la disparition de TV6 est l'épilogue d'une mort annoncée : la plupart des dirigeants de la chaîne avaient déjà déserté NTV l'été dernier, quand une entreprise liée au Kremlin avait pris le contrôle de cette chaîne lors d'un putsch administratif.

[...] Si la plupart des analystes tiennent pour acquis que TV6 a été réduite au silence sur ordre du Kremlin, tous n'ont pas été aussi prompts aujourd'hui à conclure à la mort de la liberté de la presse. « Je crois qu'il est impossible de totalement museler la presse nationale, même avec le système monocentrique que met en place le Kremlin », estimait Igor Bounine, analyste politique, lors d'un entretien. « Poutine est bien obligé d'admettre

que la presse est nécessaire à l'expression, qui elle-même est importante pour le développement d'une libre économie de marché. »

La raison primordiale derrière l'arrêt de TV6 demeure obscure. Les défenseurs des libertés civiles notent que le gouvernement a renforcé sa mainmise sur la télévision nationale en passant d'une seule chaîne contrôlée par l'État, il y a trois ans, à trois chaînes aujourd'hui. Mais d'autres, comme M. Bounine, pensent que le Kremlin règle ses comptes avec la poignée de magnats qui essayent encore d'utiliser leur fortune à des fins politiques.



« Tchétchénie : silence, on tue » par Fred Hiatt, **The Washington Post** (États-Unis), 25 février 2002 (en anglais).

Extrait :

L'organisation Memorial a documenté avec d'effrayants détails le mode opératoire des Russes, comme l'ont fait, de différentes manières, Human Rights Watch, Physicians for Human Rights et Médecins Sans Frontières. Les soldats russes encerclent un village ou une petite ville et forcent tous ses habitants à se rassembler dans un champ, où ils les obligent à rester parfois pendant un ou deux jours. Les hommes sont souvent sévèrement battus, les femmes aussi parfois. Beaucoup d'hommes sont emmenés – dans certains cas, pour être échangés contre une rançon ; dans d'autres cas, pour ne jamais revenir. Les soldats russes amènent des camions devant chaque maison et chargent tous les objets de valeur – tapis, radios, shampooing. Puis ils détruisent ce qu'ils ne peuvent emporter, brisent les miroirs, abattent les moutons, incendient les meules de foin. [...] Quand Memorial tient des conférences de presse à Moscou pour divulguer ces faits, quelques journaux se font l'écho de ses rapports. Mais aucune télévision ni radio n'ose désormais couvrir ce sujet, selon Orlov [Oleg, un des responsables de Memorial]. Preuve du succès de la campagne menée par Poutine pour acheter ou intimider les médias audiovisuels russes.

Après une mission exploratoire, menée en janvier 2002, qui l'amène à constater que la situation y est désormais moins dangereuse qu'en Ingouchie, le coordinateur de la section hollandaise de MSF transfère l'équipe locale d'Ingouchie vers la Tchétchénie, où elle ouvre un programme. Une équipe d'expatriés s'installe à Naltchik, dans la république voisine de Kabardino-Balkarie. Peu à peu, un programme de soutien à l'unité chirurgicale d'un hôpital de Grozny est mis en place.



Tout a démarré aux alentours de janvier 2002, quand je me suis pour la première fois rendu sur place pour voir ce qui se passait, ce qui a été très utile parce qu'un changement majeur de stratégie a eu lieu à ce moment-là.

Auparavant, tout reposait encore sur des équipes basées à Nazran, qui se déplaçaient pour la journée à Grozny. J'ai assez vite compris que Nazran devenait aussi dangereux que Grozny. Mais selon moi, il était inenvisageable d'avoir une présence permanente d'expatriés dans ces deux villes.

On ne pouvait pas se le permettre, étant donné ce qui se passait avec les nouveaux gouvernements d'Ingouchie et de Tchétchénie, et la politique très claire des Russes visant à normaliser la situation en Tchétchénie. J'ai donc décidé que MSF devait ouvrir une permanence à

Grozny et que les expatriés seraient basés à Naltchik, en Kabardino-Balkarie. Les personnels de la mission Tchétchénie s'en sont réjouis, car, en tant que Tchétchènes, eux-mêmes n'étaient plus les bienvenus en Ingouchie.

Le programme mis sur pied a consisté à relancer la fourniture de médicaments aux hôpitaux et dispensaires. C'était le premier et le plus facile à mettre en place, et ça nous permettait de négocier d'autres programmes parce que, quand on commence par donner, il est plus facile ensuite d'aborder d'autres activités. Ensuite, les deux principaux volets concernaient la santé mentale et la tuberculose. Le programme tuberculose a été le plus difficile à ouvrir, pour des raisons de sécurité. Simplement parce qu'il est très difficile d'évoquer la tuberculose dans les négociations médicales avec l'ex-Union soviétique. Nous avons également prévu quelques activités supplémentaires à Grozny même, comme la mise en place d'une assistance chirurgicale dans l'hôpital no 9. Et nous avons des médecins sur le terrain en Tchétchénie qui voyaient des patients. Ils ont aussi commencé à recueillir systématiquement les données liées aux traumatismes de la guerre.

Michiel Hofman, MSF Hollande, coordinateur pour le Caucase du Nord de mai 2001-juillet 2003 (en anglais).

Dans la foulée des prises de parole publiques du mois de janvier 2002, à l'instar des sociétés civiles européennes qui renforcent leur mobilisation autour du sort des Tchétchènes, MSF continue à interpeller les acteurs internationaux sur la situation humanitaire des déplacés et sur les violences dont ils sont victimes.

En février, la section française saisit l'occasion de la visite à Paris du Premier ministre russe, Igor Ivanov, pour de nouveau pointer la stratégie de non-assistance aux déplacés mise en œuvre par les autorités russes.



« Visite d'Igor Ivanov à Paris : la Tchétchénie au cœur des discussions »
Communiqué de presse de MSF France, 15 février 2002 (en français).

Extrait :

À l'occasion de la visite ce vendredi à Paris du ministre russe des Affaires étrangères, Igor Ivanov, Médecins Sans Frontières tient à rappeler l'extrême précarité dans laquelle se trouve la population tchétchène réfugiée en Ingouchie. Cette situation est le résultat direct d'une véritable stratégie de non-assistance mise en place par les autorités fédérales russes pour forcer la population visée à rentrer en Tchétchénie. Les pressions au retour qui se sont multipliées et durcies depuis plusieurs mois en Ingouchie et depuis peu en Azerbaïdjan et en Géorgie sont pour MSF une source de préoccupation majeure. Les frontières qui séparent l'Ingouchie et la Géorgie de la Tchétchénie séparent en fait des zones de refuge d'une prison à ciel ouvert dans laquelle règnent l'arbitraire et l'impunité.

Médecins Sans Frontières tient également à rappeler que la « lutte antiterroriste » doit s'arrêter là où commencent les exécutions sommaires, tortures, massacres et bombardements qui sont en cours depuis plus de deux ans en Tchétchénie.

Les autorités françaises vont-elles saisir la Cour européenne des droits de l'homme contre la Russie ? La France et l'Union européenne ont-elles prévu d'obtenir la condamnation de la Russie lors de la prochaine session de la Commission des droits de

l'homme de l'ONU, qui se tiendra du 18 mars au 26 avril prochains ? Quelle instance internationale est aujourd'hui en mesure de faire cesser en Tchétchénie les violations massives des droits de l'homme et du droit international humanitaire ?

Dans les semaines qui suivent, à l'occasion de la commémoration de la déportation des Tchétchènes par Staline, les sociétés civiles européennes et certains responsables politiques manifestent publiquement leur soutien aux Tchétchènes. Le Parlement européen est saisi.



« Une campagne de soutien aux Tchétchènes lancée en Europe » **Le Monde** (France), 22 février 2002 (en français).

Extrait :

Reçu la semaine dernière à Paris, le ministre russe des Affaires étrangères, Igor Ivanov, s'est plaint à son homologue, Hubert Védrine, que « des envoyés du président tchétchène, Aslan Maskhadov, continuent à être reçus en France ». [...]

Sa protestation concernait seulement les entretiens accordés, deux semaines plus tôt, au « ministre de la culture » du gouvernement indépendantiste, Akhmed Zakaïev, par des responsables du département Europe au Quai d'Orsay et par Jack Lang au ministère de l'Éducation. Akhmed Zakaïev avait représenté le président tchétchène aux premières négociations, avortées, entre belligérants, en novembre dernier. C'est à ce titre qu'il fut reçu à Strasbourg par le Parlement du Conseil de l'Europe et à Londres au Foreign Office. Les ambassadeurs de Grande-Bretagne et de France furent convoqués en repréailles – de façon déjà « routinière » – au ministère des Affaires étrangères à Moscou. Que fera le ministre Ivanov quand il apprendra l'invitation faite en France non plus à un des ministres de Maskhadov mais à trois d'entre eux, avec des représentants de la société civile, russe et tchétchène ? Et quand il saura que l'invitation vient de représentants du monde culturel français – comédiens, régisseurs, écrivains, etc. –, sur lesquels la bureaucratie russe n'a pas prise ?

Les « ministres » Ilyas Akhmadov (Affaires étrangères), Omar Khanbiev (Santé) et Akhmed Zakaïev (Culture), ainsi que la présidente de l'association des Mères de soldats de Saint-Pétersbourg, Elia Poliakova, et la directrice d'une ONG de femmes du Caucase, Zainab Gachaeva, sont d'abord invités à rencontrer la presse, vendredi 22 février. Le lendemain, jour anniversaire de la déportation de toute la population tchétchène, en 1944, vers l'Asie centrale, des manifestations sont prévues à Paris comme dans une dizaine de villes européennes, avec des prolongements, en mars, sous forme de colloques, expositions et spectacles montés par des Tchétchènes, « un peuple nié ».



« Le Parlement européen saisi » **Le Monde** (France), 9 mars 2002 (en français).

Extrait :

Le Parlement européen (PE), saisi par un groupe de députés – dont Olivier Dupuis, secrétaire du Parti radical, en grève de la faim depuis deux semaines –, a décidé, jeudi 7 mars, d'inscrire la question tchétchène à l'ordre du jour de sa session plénière du 14 mars à Strasbourg. Dans une lettre au président du PE, Pat Cox, M. Dupuis souligne que, « en admettant que le président Poutine veuille réellement entamer des négociations

avec le représentant du président Maskhadov, notre politique faite de silence, d'oubli et de cynisme ne lui serait d'aucune aide pour affirmer cette volonté face à un lobby militaire qui prospère sur la tragédie tchétchène ». En soutien à cette action visant à faire appliquer les résolutions déjà adoptées par le Parlement, plus de 200 personnes, dont Elena Bonner, épouse d'Andrei Sakharov, ont l'intention de participer au jeûne, du 12 au 14 mars. Le président de la délégation du PE pour les relations avec la Fédération de Russie, Bart Staes, organise, le 14 mars, une audition de représentants du président tchétchène, Aslan Maskhadov.



« Tchétchénie : l'indignation de Joschka Fischer » **Le Monde / AFP** (France), AP (États-Unis), 22 mars 2002 (en français).

Extrait :

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Joschka Fischer, a dénoncé, mercredi 20 mars, les violations « graves et systématiques » des droits de l'homme en Tchétchénie, observant devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU qu'« il ne devait y avoir aucun bonus antiterroriste ». De son côté, Ilyas Akhmadov, ministre des Affaires étrangères du gouvernement tchétchène indépendantiste, reçu mercredi par le Parlement danois, a dénoncé l'aggravation de la situation en Tchétchénie depuis le 11 septembre.

En février 2002, l'équipe de MSF États-Unis diffuse à son tour le rapport de MSF France « Tchétchénie-Ingouchie : non-assistance à personnes en danger » qu'elle complète par des recommandations. Elle organise une tournée d'information auprès de différents responsables politiques.

Début mars, c'est au tour de MSF Belgique de diffuser le rapport, appuyé par un communiqué de presse incluant le témoignage du coordinateur à Moscou.



« Chechnya report / US » **Courriel** de Patrice Page, département des programmes MSF États-Unis, à Loïck Barriquand, responsable de programme MSF France, et à l'adjoint à la responsable juridique de MSF, 15 février 2002 (en français).

Extrait :

En bref, sur le contenu, c'est exactement le même rapport que celui de MSF France, mais avec des modifications sur la forme / l'ordre de présentation et quelques infos additionnelles [...] qui viennent ajouter au contenu et non pas le modifier.

La différence importante est en page 5, où nous avons inclus des recommandations et ça a été de longs échanges ici entre moi et Nicolas sur quelles recommandations... Disons qu'aux US il est vraiment important d'inclure des recommandations, car les officiels veulent savoir plus précisément / concrètement ce qu'on attend d'eux (...). L'ajout de recommandations est important au point que ça peut faire la différence entre être complètement ignoré ou non par les politiques à Washington pour présenter le rapport (stupide mais c'est comme cela). Je crois que les recommandations reprennent assez bien l'esprit du rapport, mais j'attends *of course* votre *feed-back*. Au début, elles étaient un peu trop « *soft* » et après les discussions avec Loïck ce week-end dernier, j'ai ajouté un peu de dents...

Au sujet de ces meetings, ce sera jeudi et vendredi prochains et, déjà bonne nouvelle, le responsable de BPRM (bureau des populations, réfugiés et migrations), donc un des quatre assistants politiques direct de Powell au *Department of State*, a accepté de nous recevoir. Il représente l'interlocuteur politique de plus haut rang au *Department of State* pour les questions proprement humanitaires. C'est quand même une victoire, car on espérait seulement être reçus par des responsables de *desks* (donc des bureaucrates) et non pas des « politiques » du *Department of State*, vu la sensibilité du sujet.



« Tchétchénie-Ingouchie : non-assistance à personnes en danger » **Rapport** Médecins Sans Frontières États-Unis, février 2002 (en anglais).

Extrait :

[...] Recommandations

MSF en appelle aux autorités russes pour :

- Respecter pleinement le droit humanitaire international dans le conflit armé en Tchétchénie. En particulier, garantir une protection adéquate des civils qui restent en Tchétchénie.
- Geler immédiatement les politiques visant à forcer les Tchétchènes déplacés en Ingouchie, au Daguestan et dans d'autres républiques à retourner contre leur gré en Tchétchénie malgré la poursuite des combats et l'insécurité qui y règne. En particulier, relancer l'enregistrement des Tchétchènes déplacés et apporter une assistance humanitaire correspondant aux besoins réels et au nombre exact de déplacés.

MSF enjoint vivement toutes les parties au conflit en Tchétchénie à :

- Permettre l'accès aux organisations humanitaires pour qu'elles opèrent sans obstacles en Tchétchénie, en Ingouchie et dans les autres républiques voisines, conformément aux conventions de Genève, y compris par la simplification des règlements administratifs. MSF exhorte le Conseil de sécurité des Nations unies, en particulier les principaux États membres, comme les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, à obliger immédiatement la Russie à répondre des violations du droit humanitaire international dans la région en :
- Prenant les mesures appropriées pour sommer la Russie de respecter le droit humanitaire international en Tchétchénie et dans les républiques voisines, notamment par la mise en œuvre de politiques qui garantissent une protection et une assistance adéquates aux civils tchétchènes.
- Soulever la question des conséquences de la guerre en Tchétchénie sur la population civile (notamment les violations répétées des droits fondamentaux inscrits dans le droit international humanitaire et les textes internationaux sur les droits humains, ainsi que les obstacles imposés à l'aide humanitaire) auprès des instances internationales pertinentes, en particulier le Conseil de sécurité des Nations unies, la Commission des droits de l'homme de l'ONU, et la Cour européenne des droits de l'homme.
- Demander une enquête internationale indépendante sur la guerre en Tchétchénie et ses conséquences sur la population civile tchétchène.



« Les civils continuent à fuir la violence en Tchétchénie » **Communiqué de presse** de MSF Belgique, 4 mars 2002 (en français).

Extrait :

Un rapport publié par Médecins Sans Frontières (MSF) révèle que l'insécurité et la violence qui sévissent en Tchétchénie amènent toujours de nombreux civils tchétchènes à chercher refuge en Ingouchie, ainsi que dans d'autres républiques voisines. Ils n'y

reçoivent malheureusement qu'une aide humanitaire très limitée, car les autorités refusent d'enregistrer les nouveaux déplacés.

« Les civils tchéchènes sont confrontés à un terrible dilemme, affirme Nicolas Cantau, chef de mission pour MSF à Moscou. En Tchétchénie, ils sont confrontés quotidiennement à la violence, au harcèlement, aux bombardements et aux arrestations arbitraires. Mais lorsqu'ils tentent de se réfugier dans les républiques voisines, ils se voient refuser un enregistrement officiel et une aide appropriée. »

Les témoignages qui documentent le rapport de MSF « Tchétchénie / Ingouchie : une stratégie délibérée de non-assistance à des populations en crise » révèlent que, trois ans après le début d'une guerre décrite comme une « opération antiterroriste », les civils tchéchènes continuent à vivre sous un régime de terreur, véritablement prisonniers d'un système arbitraire et de la violence quotidienne. Ces témoignages révèlent que, chaque jour, des femmes et des hommes innocents meurent en Tchétchénie, victimes d'actes de violence ou de tirs croisés. Survivre devient chaque jour de plus en plus difficile et de nombreuses personnes passent la plupart du temps dans des caves, surveillant les rares objets personnels qu'il leur reste.

Des milliers de Tchétchènes continuent donc à fuir dans la république voisine d'Ingouchie, mais, depuis le début de 2001, les nouveaux déplacés sont considérés comme des « clandestins » et ne sont donc plus enregistrés officiellement. MSF s'inquiète de la situation humanitaire des quelque 180 000 déplacés tchéchènes qui doivent actuellement affronter leur troisième hiver en Ingouchie. Plus de 60 000 personnes sont toujours hébergées dans des tentes, des écoles ou des usines désaffectées.

Comme ils ne sont pas enregistrés, les « nouveaux déplacés » n'ont souvent pas accès à l'aide humanitaire officielle, tandis que, de leur côté, les organisations non gouvernementales éprouvent des difficultés à leur apporter une aide adéquate. Cette stratégie délibérée de non-assistance vise à forcer les Tchétchènes à rentrer chez eux. MSF s'inquiète surtout des pressions exercées par les autorités russes sur les déplacés en Ingouchie et espère que le retour des civils tchéchènes se fera exclusivement sur une base volontaire et uniquement si la situation en Tchétchénie le permet.



Les démarches diplomatiques se discutaient entre sections, mais à New York on prenait aussi des initiatives quand on voyait une opportunité. On pensait qu'il fallait continuer la pression sur la Tchétchénie et maintenir les contacts qu'on avait pris lors de l'affaire Kenny. On avait des plans annuels d'intervention, qui permettaient de laisser certaines choses mijoter à petit feu. Mais dès qu'il y avait un rapport comme celui-là, il fallait le remonter. Le bureau MSF de New York s'est imposé comme centralisateur des informations et des messages. On a arrêté certaines campagnes qu'on ne trouvait pas opportunes, mais en général on faisait le relais. Les sections nous sollicitaient aussi. Le département des programmes s'est carrément ingéré dans les politiques de prises de parole des sections qui voulaient parler aux États-Unis. Mais en faisant cela, on a dialogué avec tout le monde. On avait une vision très différente des choses, mais cela nous permettait de comparer les styles des sections, et on pouvait faire des commentaires et des suggestions. Donc, quand on a vu le rapport sur les camps en Ingouchie, qui décrivait la situation volatile et la volonté de normaliser de force, on a voulu le faire remonter au niveau de l'administration américaine en expliquant que ce n'était pas du tout normal.

[...], MSF Belgique, coordinatrice de projet en Tchétchénie en 1995; MSF États-Unis, chargée de mission, département des programmes de 2001 à 2002 (en français).

En prévision de la prochaine session de la Commission des droits de l'homme des Nations unies, la section française informe de la situation des déplacés tchétchènes les diverses instances de l'Union européenne, ainsi que le gouvernement français via la Commission nationale consultative des droits de l'homme, dont elle est membre.



« **Comptes-rendus** des RV à Bruxelles – 4 mars 2002 », l'adjoint à la responsable juridique de MSF, 18 mars 2002 (en français).

Extrait :

À noter : aucun de nos interlocuteurs n'a contesté l'analyse de MSF sur la stratégie de non-assistance délibérée mise en place par les autorités russes à l'encontre des déplacés tchétchènes en Ingouchie. Nous nous attendions pourtant à devoir argumenter sur ce point.

1) RV avec Poul Nielsen, commissaire européen en charge de l'action humanitaire et du développement

[...] Compte tenu du mandat du commissaire et d'ECHO, l'objet de ce RV pour MSF était avant tout de les alerter sur les problèmes d'assistance et de protection des déplacés et réfugiés tchétchènes, en particulier :

- la précarité de la population déplacée en Ingouchie, liée à la mise en place d'une véritable stratégie de non-assistance par les autorités fédérales russes (cœur de notre rapport publié en janvier dernier) ;
- la multiplication depuis plusieurs mois des pressions au retour en Ingouchie et depuis peu en Géorgie. Pour mémoire, MSF s'est positionnée clairement comme un acteur vigilant sur cette question depuis plus d'un an.

Sur le premier volet de notre message, sans remettre en cause notre analyse sur la mise en place d'une stratégie délibérée de non-assistance, Nielsen, a cherché toutefois à éviter toute « politisation » du problème. Il s'est replié de façon très restrictive sur son mandat et celui d'ECHO et s'est du coup accroché à une « lecture humanitaro-humanitaire » de la situation. À l'écouter, sa responsabilité et celle d'ECHO se résument à l'équation suivante : là où il y a des besoins humanitaires, il doit y avoir de l'assistance humanitaire. Il a esquivé sur les causes politiques de ces besoins (= la stratégie de non-assistance), que nous lui présentions et botté en touche quand nous lui avons demandé quel type de mesures concrètes il pensait prendre pour faire diminuer les pressions au retour et les problèmes d'assistance. Il nous a indiqué que les seules choses sur lesquelles la Commission et ECHO pouvaient nous aider et maintenir la pression étaient les questions d'accès à la Tchétchénie, la liberté d'action des acteurs humanitaires et la possibilité pour les ONG d'utiliser des moyens de communication.

2) RV avec le Conseil de l'Union européenne

[...] Ce RV était le plus politique des deux. Nous avons repris le message développé avec le commissaire européen, en y ajoutant en conséquence des éléments plus politiques :

- la spécificité de ce conflit parmi la trentaine de conflits armés en cours dans le monde ;
- le grand écart entre la gravité de ce conflit et la passivité de la « communauté internationale » ;
- la demande d'introduction par l'Union européenne, lors de la prochaine session de la Commission des droits de l'homme, d'une résolution sur la Tchétchénie exigeant une enquête internationale indépendante sur les violations massives des droits de l'homme ;
- la saisine de la Cour européenne des droits de l'homme par un ou plusieurs États membres de l'Union européenne.

[...] Pour le reste, ils ont souligné la difficulté de maintenir la Tchétchénie sur l'agenda des chefs d'État de l'Union européenne. À ce sujet, ils nous ont tendu une perche en nous rappelant qu'un sommet Union européenne / Russie se tiendrait en mai et en nous invitant implicitement à stimuler la pression publique à cette occasion. Nous avons alors indiqué qu'après une période d'apathie il nous semblait que les médias européens se remobilisaient fortement sur la Tchétchénie.

Selon eux, la réticence des chefs d'État à évoquer la Tchétchénie est liée principalement au souci de ménager la Russie face au prochain grand objectif politico-stratégique de l'Union européenne, à savoir l'élargissement à une vingtaine de membres, dont plusieurs ont des frontières communes avec la Russie.

Ils ont semblé prendre bonne note de notre demande d'une « action » de l'Union européenne lors de la session de la Commission des droits de l'homme. En revanche, ils nous ont indiqué qu'il existait un consensus parmi les États membres sur l'idée que la saisine de la Cour européenne des droits de l'homme n'était pas une option envisageable. Ils ne semblaient pas informés (ou faisaient mine de ne pas l'être ?) sur la procédure en cours au Danemark qui pourrait aboutir à une demande par les parlementaires danois d'une saisine de la Cour européenne par le gouvernement danois à l'encontre de la Russie.



« La CNCDH [Commission nationale consultative des droits de l'homme] dénonce la "situation dramatique" en Tchétchénie » **AFP** (France), Paris, 11 mars 2002 (en français).

Extrait :

Dans un avis du 7 mars remis au chef du gouvernement, Lionel Jospin, la CNCDH évoque « les violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire (...), les grandes difficultés d'accès à l'assistance humanitaire pour la population civile, la situation d'extrême précarité de la population tchétchène réfugiée en Ingouchie ».

La Commission, qui avait déjà émis il y a un an un avis dans le même sens, se dit « vivement préoccupée ». « La disproportion entre les violations des droits de l'homme perpétrées par les forces russes en Tchétchénie et les poursuites engagées témoigne de l'absence de volonté des autorités russes de sanctionner les auteurs de ces violations », relève la Commission, qui ajoute que « les organismes internationaux chargés d'enquêter sur la situation des droits de l'homme en Tchétchénie rencontrent de grandes difficultés pour mener à bien leur travail ».

La CNCDH demande au gouvernement français de « veiller à ce que l'Union européenne prenne l'initiative, lors de la prochaine session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, d'introduire une résolution condamnant de nouveau la Fédération de Russie pour les violations massives des droits de l'homme et du droit humanitaire international ». Elle lui demande aussi d'exiger des autorités russes qu'elles « autorisent sans délai la visite en Tchétchénie des rapporteurs spéciaux ».

Elle souhaite enfin que « si l'échec des démarches entreprises jusqu'à ce jour devait se confirmer, la France et les États membres du Conseil de l'Europe saisissent la Cour européenne des droits de l'homme ».



À l'époque, la section française était membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, qui est un organe indépendant placé auprès du Premier ministre, et qui a pour but de conseiller ou de critiquer le gouvernement français sur un certain nombre de questions relatives aux droits de l'homme et à la situation humanitaire.

On a assez rapidement identifié cet organisme comme un possible levier pour maintenir la pression sur le gouvernement français. Et donc il y a eu un certain nombre d'avis de la CNCDH très clairement draftés et coordonnés par MSF, en coopération avec la FIDH, et d'autres organisations humanitaires comme MDM.

[...], MSF France, adjoint à la responsable juridique de 1995 à 2005 (en français).

Le 14 mars 2002, dans une lettre ouverte publiée dans le quotidien international *The International Herald Tribune*²⁸, MSF reproche au Conseil de l'Europe de se dérober à ses responsabilités concernant la situation des droits de l'homme en Tchétchénie. Le 15 mars, le président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe lui répond par une récapitulation de tous les efforts entrepris selon lui par l'Assemblée pour mettre fin au conflit russo-tchétchène.



« Pas de fin en vue à la guerre en Tchétchénie », **Lettre ouverte** de MSF parue dans *l'International Herald Tribune* du 14 mars 2002 (en anglais).

Extrait :

Après deux ans de guerre, les civils tchétchènes sont parvenus à une sinistre conclusion : dans la lutte contre le terrorisme déclarée suite aux événements du 11 septembre 2001, aucune puissance internationale n'est disposée à arrêter le Kremlin et à protéger la vie des Tchétchènes ni même leurs droits humains les plus fondamentaux.

Lors de sa session d'hiver, le 23 janvier 2002, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe n'a pas envisagé d'imposer des sanctions à la Russie pour violations des droits de l'homme en Tchétchénie. Le Conseil a donc suivi les recommandations émises par le rapporteur britannique, Lord Judd, pour qui « de nouvelles sanctions contre la Russie ne feraient que témoigner de notre incapacité à parvenir à une véritable solution à travers la coopération et le dialogue ».

Et qu'en est-il du sort des réfugiés tchétchènes dans l'Ingouchie voisine ? Le rapporteur de la commission spéciale a ignoré les inquiétudes et recommandations émises par Ruud Lubbers, le haut-commissaire de l'ONU pour les réfugiés, ainsi que le rapport (« Tchétchénie / Ingouchie : des populations vulnérables privées d'assistance ») publié par MSF (ce rapport peut être téléchargé à partir du site web de MSF : www.msf.org). Lord Judd a déclaré que, bien que la situation demeure difficile, il avait constaté des « améliorations tangibles » lors de sa visite de deux jours sur le terrain : apparemment quelques nouvelles tentes ont suffi à faire illusion. Près de 200 000 Tchétchènes vivent là dans des conditions de plus en plus précaires et dangereuses. En plein hiver, les réfugiés s'entassent sous des tentes criblées de trous, qui ne les protègent ni du froid ni de la neige ; ou ils s'abritent dans des caves et des fermes, insalubres et sans chauffage, où ils se relaient pour dormir dans le peu d'espace disponible. Un W-C pour 200 personnes, une douche pour 400 personnes ; les conditions d'hygiène sont effrayantes. Cette situation humanitaire inacceptable est le résultat direct de la non-assistance de la Russie aux Tchétchènes déplacés en Ingouchie, une stratégie déployée depuis près d'un an pour contraindre les réfugiés à retourner en Tchétchénie. Et les problèmes rencontrés par les réfugiés à leur retour, qui ont empiré et se sont multipliés ces derniers mois, préoccupent beaucoup Médecins Sans Frontières (MSF) ; la frontière

28. Quotidien étasunien de langue anglaise, dont le siège est à Paris, imprimé et diffusé dans 180 pays et 35 villes.

entre l'Ingouchie et la Tchétchénie sépare un État de droit d'un État de non-droit, où le désordre, les viols, les exécutions sommaires et la torture sont monnaie courante. Voilà pourquoi MSF demande aux agences de l'ONU et aux donateurs de faire leur possible pour apporter des améliorations concrètes en termes d'assistance, notamment en rétablissant l'enregistrement des nouveaux réfugiés afin que l'aide fournie corresponde au nombre de bénéficiaires, et en se concentrant immédiatement sur les besoins les plus urgents : l'hébergement et le chauffage.

Le Conseil de l'Europe est la seule instance internationale à avoir mis la Tchétchénie à son ordre du jour. En avril 2000, l'Assemblée parlementaire a suspendu le droit de vote de la délégation russe au Conseil de l'Europe, avant de le rétablir quelques mois plus tard. La mission du Conseil de l'Europe est de veiller au respect des droits de l'homme dans les 43 États membres. Et pourtant le Conseil a fui ses responsabilités le 23 janvier en ne déclarant pas clairement que les conditions de vie et de sécurité en Tchétchénie ne permettaient pas le retour de la population civile.

Il était aussi de sa responsabilité de rappeler que le droit de fuir son pays quand on y est menacé est un droit humain fondamental. Il s'en est abstenu. Le Conseil avait aussi la responsabilité de défendre et faire respecter son identité et ses valeurs. Là encore, il s'est abstenu. Les parlementaires de la délégation russe ont déclaré avec une satisfaction manifeste que « la Tchétchénie n'est pas, pour l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, une question prioritaire ». Si la Tchétchénie n'est pas une priorité pour le Conseil de l'Europe, elle l'est pour les représentants des organisations humanitaires et de défense des droits de l'homme.

Depuis 1995, de nombreux groupes ont publié des rapports et informé les comités du Conseil sur l'étendue des crimes commis contre la population civile tchétchène. Dans la même veine, nous avons décrit les restrictions imposées à la fourniture d'aide humanitaire, restrictions qui affectent aussi bien la population restée en Tchétchénie que ceux qui ont fui en Ingouchie voisine. Nos différents rapports, à l'instar de ceux d'organisations pour les droits de l'homme comme Memorial ou Human Rights Watch, décrivent un scénario inquiétant et répété de violences à l'encontre de la population tchétchène. Ces répétitions mettent à jour une politique visant à détruire un peuple par les bombardements, l'exil forcé, l'asservissement de ceux qui ne peuvent pas s'enfuir et les exécutions. Nous sommes témoins d'une nouvelle tentative d'anéantissement d'une population civile.

Pendant la première phase du conflit, de décembre 1994 jusqu'en août 1996, on estime que 100 000 Tchétchènes ont perdu la vie – une véritable hécatombe. Après une brève accalmie, ponctuée par l'élection d'un président tchétchène reconnu par la communauté internationale, la guerre a repris de plus belle. De nouveau, les civils tombaient par milliers sous les bombes, les arrestations arbitraires, la torture, et les expulsions par la force. Ils étaient même privés de l'aide minimum qui aurait soulagé leur détresse. Des dizaines de milliers sont morts depuis l'automne 1999, tandis que les cas de tortures et de disparitions se comptent par centaines.

Les organismes internationaux et les gouvernements occidentaux vont-ils continuer d'accepter cette ligne de pensée qui a, par le passé, laissé se commettre les pires atrocités ? Face à cette indifférence politique généralisée, la fin des violences en Tchétchénie ne semble pas être pour demain.



« Re : réponse à MSF du Council of Europe » **Courriel** de l'adjoint à la responsable juridique de MSF à Isabelle Lasserre et Laure Mandeville, journalistes du quotidien français **Le Figaro**, 20 mars 2002 (en français).

Extrait :

Pour info, si vous ne l'avez pas déjà, la lettre ouverte du président de l'APCE. J'ignore cependant dans quel journal cette lettre ouverte a été publiée. C'est une réponse à une lettre ouverte que nous avons nous-mêmes publiée dans l'*International Herald Tribune*. Par ailleurs, je vous confirme que nous organisons un briefing conjoint avec Memorial, HRW, MDM, FIDH et Amnesty le 2 avril prochain devant la Commission des droits de l'homme à Genève. Ce briefing sera précédé le matin d'une conférence de presse.

Je vous joins quelques comptes-rendus de réunions ou RV dans le cadre de notre « lobby » et vous envoie par la poste l'avis de la CNCDH que nous avons introduit et fait voter conjointement avec la FIDH pour faire pression sur la France à la veille de la Commission des droits de l'homme + les CR de RV aux États-Unis avec les autorités américaines.

Du côté du Parlement européen, nous pensions nous fendre d'une lettre au président du Parlement (que nous devons rencontrer par ailleurs) et d'un CP, car la Tchétchénie avait été retirée des débats de la session de début avril, ce qui constituait un geste symbolique très négatif en pleine session de la Commission des droits de l'homme. Suite à la mobilisation de plusieurs députés de différents groupes, la Tchétchénie a toutefois été réintroduite avec l'objectif de voter une résolution. À suivre...

Enfin, le bureau anglais de MSF prépare également un briefing devant la Chambre des communes à Londres.

Qui fait quoi pour mettre fin à la guerre en Tchétchénie ?

Lettre ouverte de Peter Schieder, président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Médecins Sans Frontières (Strasbourg 15.02.2002)

Dans une déclaration publiée dans la presse internationale le lundi 4 mars, Médecins Sans Frontières reproche à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe de « fuir ses responsabilités » par rapport au conflit en Tchétchénie. MSF cite les membres de la délégation russe, qui affirment que la Tchétchénie n'est plus une question prioritaire pour l'Assemblée. Rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité.

Le Conseil de l'Europe a été la première instance internationale à réagir quand le second conflit tchétchène a éclaté il y a deux ans et demi. Aujourd'hui, dans le sillage du 11 Septembre, le Conseil, et l'Assemblée en son sein, est le seul organisme international qui continue de traiter ce drame comme une question prioritaire. Notre organisation a été créée par des gouvernements afin de défendre les droits de l'homme sur la base de traités internationaux juridiquement contraignants, et à ce titre nous ne pouvons pas nous engager ou nous désengager au gré des opportunités politiques.

Depuis le début, les efforts de l'Assemblée en Tchétchénie se heurtent à d'innombrables obstacles. Le débat de janvier était à cet égard symptomatique – la résolution adoptée a été critiquée par tous. La délégation russe était contrariée par l'appel lancé à Moscou pour négocier avec Aslan Maskhadov, tandis que les représentants de M. Maskhadov exprimaient leur déception quant à l'absence de sanctions contre la Russie pour sa conduite en Tchétchénie. Les organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme et les ONG humanitaires – dont MSF – espéraient également une ligne plus dure et une plus forte condamnation de la Russie à Strasbourg.

Si l'Assemblée s'était impliquée dans le conflit tchétchène pour plaire à tous, je devrais reconnaître notre cuisant échec. Mais nous ne nous sommes pas engagés pour plaire. Par notre action, nous voulons aider à mettre un terme aux souffrances de la population tchétchène, améliorer la situation en matière de droits de l'homme et promouvoir une

solution politique au conflit. Ce faisant, nous avons décidé d'une démarche, qui peut ne pas toujours être appréciée par les deux parties au conflit, ni par l'opinion publique, mais c'est cette démarche qui est soigneusement réfléchie et dont nous assumons l'entière responsabilité politique.

On nous reproche souvent de ne pas en faire assez. Peut-être à juste titre. Chacun a sa part de responsabilité, et face à une telle tragédie humaine, on se dit toujours que l'on aurait pu faire davantage pour l'empêcher, ou l'arrêter. Nous ne prétendons pas pouvoir apporter un soulagement immédiat aux souffrances de la population. Ceux qui ont connu l'enfer des vingt-huit derniers mois de guerre ne seront guère réconfortés par des délibérations politiques se déroulant à 2 000 kilomètres de chez eux. Ce que nous pouvons faire, et faisons, est d'œuvrer pour un changement de mentalité en Russie même, changement qui s'est déjà amorcé et devrait, à terme, conduire à la fin de la violence et des violations des droits humains.

Le Conseil de l'Europe est impliqué en Tchétchénie à travers ses experts auprès du Bureau du représentant spécial du président russe chargé des droits de l'homme. Pendant un an et demi, ils ont constitué la seule présence étrangère en république tchétchène. Leur tâche, menée dans des conditions très difficiles et dangereuses, est d'aider à la manifestation de la vérité sur ce conflit et à ce que justice soit faite.

Pour la toute première fois, le secrétaire général du Conseil de l'Europe a invoqué l'article 52 de la Convention européenne des droits de l'homme, et demandé aux autorités russes de fournir une explication sur la manière dont les mesures mises en place pour régler la situation en Tchétchénie « garantissent l'application effective de toutes les dispositions de la Convention ». La réponse des autorités russes est actuellement examinée par le Comité des ministres.

En juillet dernier, le Comité européen pour la prévention de la torture (CPT), organe du Conseil de l'Europe, a fait une déclaration publique – la deuxième seulement depuis sa création – dans laquelle il critiquait les autorités russes pour n'avoir pas conduit d'enquête indépendante et complète sur les événements qui ont eu lieu au centre de détention de Tchernokozovo et pour n'avoir pas rendu publics les abus ni engagé de poursuites dans les cas avérés de mauvais traitements contre des personnes privées de liberté dans le cadre du conflit en Tchétchénie.

La Cour européenne des droits de l'homme – le pilier judiciaire du Conseil de l'Europe, qui veille au respect des droits humains dans ses États membres – a reçu des centaines de plaintes de violations des droits de l'homme en Tchétchénie. Beaucoup devraient être jugées admissibles et conduiront à des décisions de justice qui auront force de loi et s'imposeront au gouvernement russe.

L'Assemblée parlementaire poursuit ses efforts en vue d'entamer un processus politique, seul moyen de parvenir à une solution durable et pacifique. À travers le Groupe de travail mixte créé par l'Assemblée et la douma de l'État russe, et le début d'un dialogue intra-tchétchène sous les auspices de l'Assemblée, nous nous efforçons de changer les mentalités et les préjugés, qui entretiennent le conflit.

L'accent mis sur une solution politique n'a pas affecté notre critique sans équivoque de ces atteintes aux droits de l'homme. Ceux qui doutent de notre détermination à exiger de la Russie le respect total de ses obligations en tant qu'État membre du Conseil de l'Europe sont invités à lire attentivement le texte intégral de la dernière résolution de l'Assemblée sur le conflit en Tchétchénie.

Le 2 avril 2002, au cours d'un briefing de la 58e session de la Commission des droits de l'homme des Nations unies, MSF rappelle que sa dernière participation à cette

session remonte au génocide des Rwandais tutsis en 1994 et qu'aujourd'hui elle est justifiée par la gravité et la spécificité de la situation en Tchétchénie, qualifiée de « politique de destruction d'un peuple ».



« Intervention de MSF devant la 58e session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU » **Communiqué de presse** de MSF France, 2 avril 2002 (en français).

Extrait :

La participation de Médecins Sans Frontières à cette session est exceptionnelle. Elle est réservée aux situations d'une extrême gravité, comme le génocide rwandais en 1994 et comme la situation en Tchétchénie aujourd'hui.

Cette intervention s'inscrit dans la lignée d'autres prises de parole par MSF visant à dénoncer une situation en Tchétchénie qui ne fait qu'empirer.

Lors d'une audition au Conseil de l'Europe le 22 janvier dernier, le Dr Jean-Hervé Bradol, président de MSF, a témoigné du « nouvel épisode de tentative de destruction d'un peuple » en Tchétchénie, ainsi que des restrictions frappant l'aide humanitaire touchant aussi bien les populations restées en Tchétchénie que celles réfugiées dans l'Ingouchie voisine.

En dépit de notre témoignage, le Conseil de l'Europe, pourtant censé faire respecter les droits de l'homme sur le territoire de ses 43 États membres, n'a pas sanctionné la Russie sur sa conduite de la guerre en Tchétchénie.

Face à une telle démission, quelle instance internationale est aujourd'hui en mesure de faire cesser en Tchétchénie les violations massives des droits de l'homme et du droit international humanitaire ?

C'est la question que MSF a posée le 25 janvier 2002, lors d'une conférence de presse à l'occasion de la sortie de son rapport « Tchétchénie-Ingouchie, non-assistance à personnes en danger ». C'est la question que MSF pose à nouveau aujourd'hui à la Commission des droits de l'homme.

Par ces prises de parole, MSF signifie son refus de se résigner à soigner en silence des patients qui sont victimes d'agressions et qui sont à nouveau plongés dans la violence, la torture et les exécutions dès leur sortie de l'hôpital.



« **Briefing** devant la 58e session de la Commission des droits de l'homme » MSF France, 2 avril 2002 (en français).

Extrait :

Je vous remercie d'avoir accepté de nous écouter.

« Les nettoyages à Tsotsin-lour entre le 31 décembre et le 6 janvier derniers ont paralysé les gens. On ne leur demandait même pas leur passeport, si quelqu'un tentait de le montrer, ils étaient furieux. Chaque maison a dû payer 5 000 roubles ; s'il n'y avait pas d'homme dans la maison, c'est la femme qui devenait la victime. Trois jours plus tard, deux jeunes gens ont été tués à Argoun, écartelés entre deux véhicules blindés. » Ceci n'est qu'un extrait des nombreux témoignages recueillis par nos équipes de terrain que je tenais à vous lire en guise d'introduction.

La participation de Médecins Sans Frontières à la session de la Commission des droits de l'homme est inhabituelle et pour nous, exceptionnelle. Elle est réservée aux situations d'une particulière gravité. Pour mémoire, notre dernière participation remonte au génocide rwandais.

Si nous sommes venus, en tant qu'ONG médicale humanitaire, c'est que nous refusons de nous résigner à soigner en silence des patients qui sont victimes d'agressions et qui sont à nouveau plongés dans la violence, la torture ou les exécutions dès leur sortie de l'hôpital, quand ce n'est pas pendant leur hospitalisation même qu'ils subissent ces exactions. L'acte de soin ne peut se détacher de son environnement passé et futur, sous peine d'échouer ou d'être inutile. En ce sens nous sommes confrontés à une situation qui évoque celle des médecins chargés de remettre sur pied des victimes de la torture alors que les bourreaux vont continuer leur besogne.

Notre présence aujourd'hui à la Commission des droits de l'homme et la présence d'autres organisations témoignent de la gravité et de la spécificité du conflit en Tchétchénie. Ce à quoi nous assistons depuis plus de deux ans et demi en Tchétchénie est un nouvel épisode de la tentative de destruction d'un peuple. L'histoire de la confrontation russo-tchétchène est marquée par l'emploi de la terreur, de la colonisation russe à nos jours en passant par la guerre civile qui a suivi la révolution russe. Tous les Tchétchènes de plus de 50 ans ont vécu la déportation de 1944 et sont confrontés de nouveau à la répétition de cette politique de terreur, ils ont la conviction que leur survie est en jeu. Les faits confortent malheureusement ce point de vue. Au cours du premier conflit en Tchétchénie, de décembre 1994 à août 1996, les pertes tchétchènes sont évaluées aux alentours de 100 000 personnes. Selon certaines estimations, près de 100 000 personnes pourraient avoir été tuées dans le cadre du conflit en cours, soit chaque fois près de 10 % de la population. En toute rigueur mathématique, il s'agit d'une décimation.

Comme le montre notre rapport, les violences contre les civils sont aujourd'hui toujours extrêmes et sont sans rapport avec des affrontements entre forces armées. Les actes commis à leur encontre ont été systématisés. Encerclement de villages, rafles, pillages, arrestations arbitraires et tortures, rien n'arrête les forces armées russes et certainement pas l'enceinte d'un hôpital civil, comme en témoigne l'attaque de l'hôpital de Tchiri-lourt le 28 janvier dernier. Des milliers de civils continuent à fuir la Tchétchénie en ce moment vers l'Ingouchie. Pourtant, tout est fait à l'arrivée pour maintenir les conditions d'accueil à un niveau inacceptable dans un but de dissuasion.

Ainsi, le règne de la terreur et de l'arbitraire en Tchétchénie ne suffit pas, les autorités fédérales entendent en plus y maintenir la population civile comme dans une prison à ciel ouvert et pousser ceux qui se sont déplacés à l'extérieur des frontières de Tchétchénie à rentrer au péril de leur vie.

Cependant, notre objectif aujourd'hui n'est pas de détailler devant vous des faits qui sont déjà connus de tous et qui sont même en partie revendiqués publiquement par le gouvernement fédéral russe lui-même, mais de dresser le constat suivant :

- Alors que la violence et le déni de secours aux populations qui les subissent sont toujours la règle, les autorités fédérales montrent une volonté claire de poursuivre cette politique et de ne prendre aucune sanction contre les auteurs des crimes perpétrés en Tchétchénie.

- Parallèlement, aucune institution internationale ni gouvernement n'ont agi dans le sens d'une reconnaissance des faits ou de pression envers la Fédération de Russie. Au contraire, c'est même un blanc-seing qui lui a été accordé depuis le 11 Septembre. À ce jour, aucune enquête internationale sur les violations massives des droits de l'homme et du droit humanitaire n'a été menée.

La question qui se pose à vous aujourd'hui est simple : lors de cette 58e session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, allez-vous choisir de fermer les yeux sur la politique de destruction d'un peuple ?

Le 10 avril 2002, le Parlement européen vote une résolution sur la Tchétchénie qui se garde de condamner la Russie et demande que les deux parties négocient une solution politique au conflit. Le 11 avril, dans un communiqué de presse, MSF qualifie ces recommandations de « cosmétiques ».



« Tchétchénie : les recommandations “cosmétiques” du Parlement européen »
Communiqué de presse de MSF, 12 avril 2002 (en français).

Extrait :

Le 10 avril dernier, le Parlement européen s'est saisi de la question extrêmement grave qu'est la situation en Tchétchénie.

S'il est heureux que cette instance traite à nouveau de la question tchétchène, les résolutions adoptées sont cependant loin d'être à la hauteur des constats faits par ce même Parlement.

Les différents rapports publiés récemment par les ONG (notamment le rapport MSF cité dans la résolution) et communiqués au Parlement européen dénoncent unanimement la gravité et l'intentionnalité des violences commises par les forces russes contre les civils : multiplication des actes de torture, des viols, des arrestations arbitraires, opérations de nettoyage, attaques fréquentes y compris d'hôpitaux.

Pourtant, force est de constater que la résolution votée avant-hier ne permettra pas une quelconque amélioration de la situation. La résolution ne propose aucune mesure concrète telle que l'envoi d'une enquête internationale indépendante, ou la saisine par les États membres de la Cour européenne des droits de l'homme contre la Russie. Le Parlement européen ne demande même pas à la Commission des droits de l'homme réunie actuellement à Genève l'adoption d'une résolution sur la Tchétchénie.

À titre d'exemple, une des mesures de ce texte consiste à rappeler la résolution votée en mars 2000 par ce même Parlement prévoyant l'envoi d'une « délégation ad hoc pour visiter la région Caucase du Nord » (art. 8). Cette résolution n'a jamais été suivie d'effets et rien dans le nouveau texte ne permet de penser qu'il en sera autrement. Rappelons qu'à ce jour aucune enquête internationale indépendante n'a mis les pieds en Tchétchénie.

De même, lorsque la nouvelle résolution (art. 7) invite « instamment sa délégation [du Parlement européen] à la commission parlementaire de coopération UE-Russie à mettre sur pied, de concert avec son homologue russe, un groupe de travail commun sur la Tchétchénie dans le but de surveiller la situation et d'enquêter », il est légitime de se demander s'il s'agit d'autre chose que d'un vœu pieux.

Ainsi, le texte de compromis adopté le 10 avril par le Parlement européen ne fait qu'accentuer le décalage entre la réalité tchétchène et la faiblesse des prises de position du Parlement. Cette résolution montre une fois de plus l'absence de volonté politique de l'Europe à faire respecter les droits des civils tchétchènes.

Le 20 avril 2002, c'est la Commission des droits de l'homme de l'ONU qui rejette une résolution condamnant les exactions des forces russes en Tchétchénie.



« La Russie échappe à une condamnation » **Le Monde** (France), 21 avril 2002 (en français).

Extrait :

La surprise de la journée de vendredi à la Commission des droits de l'homme (CDH) de l'ONU est venue du rejet d'une résolution condamnant les exactions russes en Tchétchénie, qui avaient été condamnées en 2000 et 2001. Avec 16 voix contre, 15 voix pour et 22 abstentions, la Russie a échappé à une voix près à la condamnation. La Chine et l'Inde ont apporté leur appui à Moscou. « On ne peut faire de distinction entre bons et mauvais terroristes », a expliqué un délégué chinois.

MSF CONTRE LE PLAN DE RAPATRIEMENT FORCÉ EN 20 ÉTAPES

Les autorités fédérales, ingouches et tchétchènes renforcent la pression au retour sur les déplacés et sur les organisations humanitaires qui persistent à ne pas réorienter leur aide vers la Tchétchénie. En réaction, MSF poursuit sa campagne d'alerte diplomatique et publique sur les dangers d'un retour forcé. Au sein du mouvement, certains jugent cette approche trop semblable à celle des organisations de défense des droits de l'homme.

En avril 2002, le porte-parole de Vladimir Poutine, Sergueï Iastrjembski, accuse l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch et MSF de publier des rapports biaisés sur la Tchétchénie. Tandis que la pression se renforce en Ingouchie et en Géorgie pour inciter les déplacés à rentrer en Tchétchénie, le Premier ministre du gouvernement tchétchène prorusse, Stanislav Illiassov, annonce que tous les camps de déplacés en Tchétchénie seront démantelés d'ici le 15 avril.

Les véhicules transportant du matériel médical et des médicaments sur le territoire tchétchène, dont ceux de MSF, sont soumis à un renforcement des contrôles administratifs.

Les responsables des différentes sections MSF pour le Caucase du Nord prévoient de remplacer des tentes défectueuses dans plusieurs camps de déplacés en Ingouchie. Ils discutent de la médiatisation de cette opération et plus généralement des positionnements publics de l'organisation. Les représentants des sections belge et hollandaise reprochent à la section française une stratégie de prise de parole publique qui ne permet plus, aux yeux des autorités russes, de différencier MSF des organisations de défense des droits de l'homme.



« Re : Michiel / com » **Courriel** de Loïck Barriquand, « responsable de programme » Caucase du Nord Caucase du Nord, MSF France, adressé à Michiel Hofman, coordinateur, MSF Hollande, 15 avril 2002 (en anglais).

Extrait :

J'ai lu très attentivement ton article sur la communication concernant le Caucase du Nord. J'apprécie que tu clarifies ta position, ce qui semblait être nécessaire. Pourtant je

suis très étonné et je ne suis pas du tout d'accord avec certains points et je ne peux en accepter d'autres qui sont inexacts. [...]

Chapitre 1

Je suis d'accord pour dire que la « campagne » 2000 était bonne, mais que le résultat n'est pas si évident. Après notre audition à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, ils ont décidé de réintégrer la Russie.

Chapitre 2

« La campagne MSF France sur les droits de l'homme et l'accès en Tchétchénie et la non-assistance en Ingouchie n'a pas été entendue, la méthode a été critiquée par les autorités russes et celles d'autres pays comme étant une copie de HRW (Human Rights Watch), sans lien avec le mandat de MSF, ce qui a affaibli l'impact d'un message pourtant valable. »

Je te rappelle les objectifs de ce rapport :

- remettre le sort des civils tchétchènes dans l'agenda médiatique et politique alors qu'il n'y avait plus d'information publiée à ce sujet,
- attirer l'attention des principaux acteurs sur le problème de non-assistance en Ingouchie.

Contrairement à ce que tu affirmes, je pense que le premier objectif a plutôt été couronné de succès. Au total, plus de 20 journaux, 6 chaînes de TV et 10 radios, y compris les principaux médias français. Je ne sais pas quelle a été la couverture médiatique hors de France. Plusieurs gouvernements ou institutions ont publiquement accusé réception de notre rapport, dont les gouvernements français et américain (qui ont indiqué qu'il s'agissait d'un rapport d'ONG crédible dès réception), le président de l'APCE et enfin le Parlement européen par l'adoption d'une résolution.

Si tu penses qu'il n'est pas nécessaire de parler haut et fort si on ne parvient pas à changer directement la vie des Tchétchènes, alors autant ne rien faire du tout. Notre boulot, c'est de parler haut et fort quand personne ne le fait, plutôt que de hurler avec les loups. Mais bien sûr, c'est plus difficile et ça demande quelques efforts. Je pense aussi que c'est arrivé au bon moment, car cela a permis d'alimenter les débats dans plusieurs enceintes (UE, APCE, Commission des droits de l'homme), même si elles ne changent pas de position. Et c'est également arrivé à un moment où quelques autres initiatives ou débats ont suivi. On a au moins essayé, au moins on a fait notre travail et au moins personne ne peut faire semblant de ne rien savoir. [...]

Quant à la relation entre nos déclarations et nos activités de terrain, tu as simplement oublié que les personnes que nous avons interrogées étaient, comme toujours, nos PATIENTS et des RÉFUGIÉS que nous aidons DIRECTEMENT dans les camps.



« **Note de discussion** – projet » Koen Repriels, coordinateur de projet Caucase du Nord, MSF Hollande Moscou, 27 avril 2002 (en anglais).

Extrait :

Malgré le travail de lobbying intense de plusieurs organisations de défense des droits de l'homme et de MSF France auprès du Parlement européen, de la Commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève et du Conseil de l'Europe, ceux-ci ont adopté peu ou pas de résolutions. Les efforts de MSF France auprès de ces institutions n'ont pas été entendus. Dans un courrier envoyé le 12 avril, MSF Hollande propose clairement de centrer le travail de communication et de témoignage sur l'amélioration de l'accès vers la Tchétchénie et sur le fait que les futures activités de témoignage de MSF en Tchétchénie, et liées aux activités MSF, permettraient sûrement d'adresser un message mieux argumenté et plus fort. La méthodologie de témoignage de MSF diffère peu de celle

d'organisations telles que Human Rights Watch ou Amnesty International. Il n'est guère surprenant de voir que les autorités concernées ont du mal à faire la différence entre MSF acteur humanitaire et les autres organisations de défense des droits de l'homme.



Sitrep no 02-03 2002, MSF Belgique, avril 2002 (en anglais).

Extrait :

Général :

1.1 Questions humanitaires : Tchétchénie et Ingouchie

- Une délégation de l'ONU accompagnée de représentants de MSF Hollande et d'autres ONG s'est rendue à Grozny pour négocier l'accès des organisations humanitaires avec les autorités civiles et militaires. [...] Cette rencontre n'a pas donné beaucoup de résultats : au 1^{er} mars, aucune ONG n'a obtenu d'accès officiel en Tchétchénie. Une réunion de suivi est organisée le 6 mars pour régler ces « malentendus ». Le commandant Filitov a évoqué ce qu'il considérait être une bonne nouvelle : les *zatchistki* (opérations de nettoyage) n'entraient plus dans leur stratégie et elles devaient être remplacées par des opérations d'infiltration ciblées avec des arrestations vigoureuses et rapides.
- Encouragement au retour en cours des PDI [personnes déplacées à l'intérieur, IDPs en anglais] vers de nouveaux centres d'hébergement social récemment rénovés à Grozny depuis les camps de Znamenskoïe et Sernovodsk. Seuls les femmes, les personnes âgées et les enfants prennent le risque d'aller dans ces centres.
- Pression accrue de la Russie et de la Géorgie sur les 7 000 réfugiés tchétchènes de la région de la Pankissi pour qu'ils retournent en Tchétchénie. [...]

Élimination des camps de réfugiés en Tchétchénie :

Le Premier ministre tchétchène, Stanislav Illiassov, a déclaré que tous les camps de réfugiés en Tchétchénie devaient être levés d'ici le 15 avril. Ce sont surtout les 8 000 PDI qui sont dans les camps de tentes de Znamenskoïe, dans le nord de la Tchétchénie, qui risquent de souffrir directement de cette pression politique. La déclaration du Premier ministre tchétchène a beaucoup inquiété les populations réfugiées dans le camp de tentes d'Aki-Iourt, dans le nord de l'Ingouchie et à quelques kilomètres de Znamenskoïe, alors qu'elles ont déjà souffert de coupures de gaz et d'électricité importantes pendant plusieurs jours du mois de mars.

Critique des officiels russes contre MSF

Le porte-parole du président russe, M. Iastrjembksi, a critiqué les rapports de Human Rights Watch et MSF sur la situation des droits de l'homme en Tchétchénie, qualifiés de biaisés et de nature « dogmatique ».

Ordre d'arrêter les véhicules de transport de matériel médical et de médicaments : ordre a été donné aux commandants militaires des districts tchétchènes de surveiller tout particulièrement les véhicules de transport de tout type de matériel médical ou médicaments. Tous les véhicules transportant du matériel médical ou des médicaments sans les documents requis seront arrêtés. Des rumeurs de trafic de matériel médical vers les districts de Vedenov et Nojaï-Iourt ont circulé, et depuis lors, les *check-points* ont reçu l'ordre de chercher des convois médicaux dépourvus de documents obligatoires. Ces dernières semaines, MSF Hollande et MSF France ont été particulièrement visées aux *check-points* situés en Tchétchénie. Ce ciblage a atteint son point culminant lorsque le commandant en chef des opérations militaires en Tchétchénie a donné « l'ordre » d'une vigilance toute particulière lors du contrôle de toute fourniture médicale qui entrait dans la république. [...]

4. Témoignage

- Inter-sections. Une rencontre inter-sections sur la stratégie de témoignage a eu lieu le 4 avril. Les possibilités de témoignage ont fait l'objet d'un débat, ainsi que la question du remplacement des tentes dans plusieurs camps de réfugiés de MSF Hollande, MSF France et MSF Belgique à Aki-lourt. L'attaché de presse MSF étudiera la possibilité d'organiser un événement médiatique en même temps que le remplacement des tentes. Les sections ont convenu que ces événements devaient d'abord être organisés en Ingouchie.

- MSF Hollande a fortement défendu l'idée selon laquelle le principal défi pour le témoignage à l'avenir sera de mettre un peu moins l'accent sur les violations des droits de l'homme et de s'orienter davantage vers un lobbying réussi portant sur la liberté d'accès et de mouvement en Tchétchénie ainsi qu'un témoignage en faveur du respect, *a minima*, des principes et du droit humanitaire (l'exemple de la décision sur les médicaments début avril montre une fois encore que les principes les plus élémentaires inscrits dans les conventions de Genève ne sont plus respectés). Par conséquent, la stratégie de communication doit non seulement porter sur MSF en tant qu'observateur du HCR mais aussi sur le témoignage pour les droits de l'homme. On pourrait accorder plus d'attention à l'ouverture d'un dialogue constructif avec le CICR et les autorités pour contrer la rhétorique antiterroriste russe et essayer de voir comment les principes fondamentaux du droit humanitaire international pourraient tout au moins s'appliquer en période de rhétorique antiterroriste virulente dans les zones de conflit.

- MSF Belgique : Pendant les évaluations pour les distributions ciblées, l'équipe d'évaluation de Nazran a également posé aux PDI des questions générales sur une pression éventuelle exercée en Ingouchie pour les forcer à retourner en Tchétchénie. Les réponses les plus intéressantes peuvent éventuellement être utilisées pour le témoignage.



Après cette affaire avec Kenny, notre organisation faisait parfois l'objet de contrôles sur notre lieu de travail. De même, comme par hasard, certains organismes venaient à l'hôpital où nous donnions les médicaments et, comme par hasard, ils nous trouvaient et vérifiaient nos papiers, nos médicaments. Notre équipe a été arrêtée par des membres du FSB. Grâce à notre mobilité et à nos moyens de communication rapide, nous avons vite résolu la situation.

Ce n'était pas vraiment du harcèlement. Je dirais plutôt qu'ils essayaient de trouver une bonne raison pour nous causer des problèmes, des problèmes juridiques. Alors que nous avons fait enregistrer notre organisation officiellement. On respectait la loi, on essayait de remplir toutes les exigences, de payer les impôts et de dormir tranquilles.

C, Membre du personnel local de MSF recruté dans le Caucase du Nord (en russe, traduit vers l'anglais, puis vers le français par MSF).

Le 8 mai 2002, invoquant l'accord-cadre qu'il a signé en octobre 2001 avec la « communauté humanitaire », le comité du gouvernement de la république tchétchène pour les personnes déplacées demande à la section hollandaise de MSF de fournir 200 tentes aux déplacés rentrés en Tchétchénie, plutôt qu'à ceux restés en Ingouchie.



Lettre du comité pour les PDI du gouvernement de la république de Tchétchénie adressée à Michiel Hofman, coordinateur MSF Hollande en Fédération de Russie, 8 mai 2002 (en anglais).

Extrait :

Tout en accordant de l'importance à l'aide que fournit votre organisation, le comité, qui est chargé des modalités de retour des PDI (personnes déplacées) d'Ingouchie, s'étonne de constater que vous investissez des moyens supplémentaires pour acheter des tentes destinées aux camps situés en république d'Ingouchie.

En même temps, il est notoire que les villages de Bamout et Komsomolskoïe ont été pratiquement détruits pendant la guerre. Néanmoins, les habitants de ces villages sont prêts à retourner vers leurs lieux de résidence permanente et à reconstruire leurs maisons à condition de pouvoir disposer d'abris provisoires, au moins de tentes.

Cependant, et malgré le « protocole d'accord entre le gouvernement de la république de Tchétchénie et les représentants de la communauté humanitaire » signé le 31 octobre 2001 et selon lequel les représentants de la communauté humanitaire s'engagent à respecter les demandes du gouvernement, nos appels répétés à la communauté humanitaire pour fournir des tentes aux habitants de ces villages n'ont pas été pris en compte.

Compte tenu des éléments mentionnés ci-dessus, le comité pour les PDI du gouvernement de la république de Tchétchénie présente une nouvelle demande de fourniture de 200 tentes aux habitants des villages de Komsomolskoïe et Bamout.

Le 29 mai 2002, Mourat Ziazikov, le nouveau président ingouche, soutenu par le Kremlin et le gouvernement tchéchène prorusse, signe un « accord de rapatriement » en 20 étapes sur le retour des déplacés en Tchétchénie. Le 3 juin, dans un communiqué de presse, les sections française et étatsunienne font état de cet accord et rappellent que le retour des déplacés doit s'effectuer sur la base du volontariat et que cette condition n'est pas remplie. La presse internationale se fait largement l'écho de ce message.



« Ingouchie : victoire controversée d'un général du FSB soutenu par le Kremlin » Arbi Arbiev, **AFP** (France), Nazran, 29 avril 2002 (en français).

Extrait :

Le candidat du Kremlin a remporté contre toute attente dimanche la présidentielle en Ingouchie dans des conditions dénoncées par les défenseurs des droits de l'homme et avec le risque de déstabiliser cette république du Caucase du Nord qui croule sous les déplacés tchéchènes.

Mourat Ziazikov, un général du FSB (ex-KGB) de 45 ans, a obtenu 53,15 % des voix, selon des résultats provisoires annoncés lundi par la commission électorale.

Le candidat soutenu par l'ex-président ingouche Rouslan Aouchev, le député Alikhan Amirkhanov, n'a obtenu que 43,21 % des voix bien qu'il soit arrivé en tête au 1^{er} tour, selon les résultats communiqués par le président de la commission électorale, Kazbek Kastoiev.

[...] Amirkhanov était soutenu par l'ex-président Aouchev qui prône des négociations avec les rebelles indépendantistes pour mettre fin au conflit russo-tchéchène, s'opposant ainsi au président Vladimir Poutine, un ancien chef de l'ex-KGB.

Le général Aouchev a démissionné mardi dernier de son poste de sénateur pour protester contre les violations de la loi commises, selon lui, par les autorités russes, lors de la campagne électorale.



« Inquiétudes face aux nouvelles pressions au retour exercées sur les déplacés tchétchènes en Ingouchie » **Communiqué de presse** de MSF, 3 juin 2002 (en français).

Extrait :

Le 29 mai 2002, le nouveau président ingouche, le général des services spéciaux Mourat Ziazikov, et le chef de l'administration tchétchène prorusse dans la république indépendantiste, Akhmad Kadyrov, ont signé un accord prévoyant le retour chez eux des déplacés tchétchènes. Cet accord fait peser de lourdes inquiétudes quant à l'avenir de près de 200 000 Tchétchènes déplacés dans cette république.

Médecins Sans Frontières rappelle en effet que le climat d'extrême violence en Tchétchénie est la raison principale de la fuite des civils, et de leur refus de rentrer en république tchétchène.

MSF rappelle que tout rapatriement ne peut s'effectuer que sur une base volontaire et si les conditions de sécurité dans le pays d'origine le permettent. Il est clair qu'aujourd'hui ces conditions ne sont absolument pas réunies.

En Tchétchénie, la violence n'a pas baissé d'intensité, au contraire, bombardements, nettoyages, rackets, escadrons de la mort, tortures... La guerre, toujours qualifiée d'opération antiterroriste par Moscou, frappe en premier lieu une population civile dépourvue de tous droits, aide et protection, et soumise à des exactions particulièrement violentes.

La faiblesse de l'assistance délivrée, les incitations ou les menaces pour tenter de contraindre les retours vers la Tchétchénie n'avaient, jusqu'à présent, pas entraîné de départs volontaires massifs. Au contraire, l'exode s'est poursuivi.

MSF s'inquiète de cet accord qui constitue une nouvelle étape vers le retour forcé des civils, sans que la question de leur sécurité soit résolue, ni même évoquée.



« Moscou veut le retour des déplacés d'Ingouchie » Laure Mandeville, **Le Figaro** (France), 4 juin 2002 (en français).

Extrait :

« Pour moi, la normalisation consiste uniquement à donner l'apparence de la normalité », résume Gabriel Trujillo [coordinateur de MSF France].

Sans doute est-ce ainsi qu'il faut comprendre le surprenant « accord » signé mercredi dernier à Grozny par le chef de l'administration tchétchène prorusse, Akhmad Kadyrov, et le nouveau président de la république voisine d'Ingouchie, Mourat Ziazikov, accord qui prévoit le retour chez eux des quelque 150 000 Tchétchènes déplacés en terre ingouche depuis le début de la deuxième guerre, en 1999.

Si ce retour est désormais possible, c'est que la normalisation gagne du terrain, arguent Kadyrov et Ziazikov, qui promettent un vaste programme pour « assurer travail, logement et sécurité » aux Tchétchènes qui rentreraient. « Personne ne s'apprête à utiliser la force pour encourager les déplacés à rentrer », se défend toutefois le ministre chargé de la question tchétchène, Vladimir Elaguine, qui estime à seulement 40 000 le nombre de personnes qui refuseront le retour.

Ce n'est pas l'avis des déplacés tchéchènes d'Ingouchie, qui ont toujours dit préférer vivre sous des tentes prenant l'eau ou des caves insalubres que rentrer en « enfer » ; et qui sont persuadés que le nouveau pouvoir ingouche, assujéti au Kremlin, veut se débarrasser d'eux. « Les déplacés ne veulent pas rentrer dans la prison à ciel ouvert qu'est devenue la Tchétchénie, ils ne veulent pas vivre sur un sol où l'on court le risque d'être tué par les militaires chaque fois qu'on sort chercher de l'eau », raconte Gabriel Trujillo, qui s'indigne du « silence coupable » de l'Occident.

Fait nouveau, cette peur de rentrer au pays se double aujourd'hui d'une autre crainte : celle d'une précarisation croissante du statut des déplacés en Ingouchie. Les pressions des militaires, les contrôles de passeports s'y font de plus en plus fréquents. Des rumeurs de disparition de Tchétchènes circulent. « Tous les déplacés parlent d'une tchéchénisation rampante de l'Ingouchie », précise Trujillo, qui note que son organisation elle-même est désormais soumise à de nombreux tracas.



« Éditorial du Washington Post / Tchétchénie » **Courriel** de Patrice Page, département des programmes MSF États-Unis, aux responsables Caucase du Nord des sections MSF, 27 juin 2002 (en anglais).

Extrait :

On a l'éditorial dans le *Washington Post* d'aujourd'hui, le quotidien lu par la majorité des juristes du pays. Une réaction plutôt rapide. MSF n'est pas mentionnée dans l'édito, même si c'est nous qui avons donné l'information... Mais ce n'est pas le plus important ! Pat.

« Réfugiés tchéchènes »

[...] Pendant longtemps la Russie a voulu forcer les Tchétchènes au retour, un retour qui les exposerait à de brutales opérations de « nettoyage » par les forces militaires et plaiderait en faveur de l'idée de M. Poutine selon laquelle la république est en train de revenir à une situation normale. Les réfugiés, craignant les brutalités et n'ayant, pour la majorité, plus de maisons dans les villes dévastées de Tchétchénie, ont jusqu'à présent refusé de bouger. Cependant, les choses ont commencé à changer en avril lorsqu'un ancien général des services fédéraux de sécurité (l'ex-KGB) de M. Poutine a été déclaré vainqueur d'élections présidentielles en Ingouchie, élections entachées de fraude selon les allégations crédibles de journalistes russes et d'autres observateurs témoins. Le nouveau président a presque immédiatement invité des unités de l'armée russe à se déployer près des camps de réfugiés tchéchènes et il a rencontré le président Poutine pour évoquer le renvoi des réfugiés chez eux. La semaine dernière, il a signé un accord avec le chef de l'administration fantoche de Tchétchénie pour appeler au retour des réfugiés et à l'élimination des camps d'ici fin septembre. Selon les organisations de défense des droits de l'homme, ceux qui ne seront pas volontaires à une réinstallation deviendront la cible des troupes russes ; des descentes nocturnes orchestrées par des hommes masqués et en tenue de camouflage ont en effet déjà été signalées. Oleg Mironov, le médiateur des droits de l'homme du gouvernement russe, lui-même a prévu ce qui allait se passer si le dernier plan de M. Poutine est mis à exécution : l'une des plus grandes catastrophes pour les droits de l'homme de l'histoire russe de ces dernières années. La manifestation d'une opposition significative à cette opération en Russie ou dans le reste du monde n'est pas encore claire. Le HCR, l'agence des Nations unies sur laquelle la Russie compte s'appuyer, n'a pas encore pris position, même si sa politique consiste à s'opposer à tout déplacement forcé de réfugiés. Le HCR devrait donc s'opposer, et les gouvernements occidentaux, les nouveaux partenaires de M. Poutine à l'OTAN, feraient bien d'en faire autant, alors que M. Poutine parie sur leur silence...



« TRANSFERT : Le Washington Post sur la Tchétchénie (encore !) » **Courriel** de Patrice Page, département des programmes MSF États-Unis, aux responsables Caucase du Nord des sections MSF, 1 juillet 2002 (en anglais).

Extrait :

Le *Washington Post* frappe à nouveau un grand coup au sujet de la Tchétchénie. Autre éditorial très bon ce matin sur les nouvelles relations entre Moscou et Washington, la guerre contre le terrorisme et les conséquences pour le peuple tchétchène. [...] Patrice. La complaisante analogie de M. Bush, par Fred Hiatt

Le président Bush a chaleureusement accueilli M. Poutine dans le cercle des adversaires du terrorisme la semaine dernière.

« Le président Poutine a apporté un soutien inconditionnel à la lutte contre le terrorisme », a déclaré M. Bush alors que les deux leaders se tenaient côte à côte au Canada. « Il comprend la menace terroriste parce qu'il a connu le terrorisme. »

« Il a connu le terrorisme », qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire ? Bush parlait probablement de la Tchétchénie, région montagneuse du sud de la Russie dont les habitants, ou du moins certains, mènent une guerre pour leur indépendance. Poutine a fréquemment dépeint ces combattants tchétchènes comme des terroristes, et certains le sont sans aucun doute. Et Bush a souscrit au point de vue de Moscou. Mais, si le terrorisme est, par définition, le fait de nuire à des civils innocents pour effrayer toute une population, alors les principaux terroristes aujourd'hui actifs en Russie œuvrent pour M. Poutine : il s'agit de ses soldats et de sa police. Bush l'a compris du premier coup ; maintenant reste à savoir ce qu'il pense pouvoir y gagner en feignant que ce n'est plus vrai. Le dernier rappel du terrorisme russe est arrivé dans une dépêche de Sharon LaFranière du *Washington Post* ce samedi, qui y décrit une *zatchistka* – opération de nettoyage – à Mesker-lourt, un village tchétchène d'environ 2 000 habitants situé seulement à 10 kilomètres de Grozny, la capitale pacifiée.

[...] Aujourd'hui la guerre reçoit moins d'attention qu'auparavant. C'est notamment parce que Poutine a muselé une grande partie des médias nationaux, surtout la radio et la télévision, et notamment parce que des reporters ont été attaqués et kidnappés par les deux camps et que peu sont disposés à aller en Tchétchénie ; et aussi parce que les gouvernements européens, bien que toujours très préoccupés par les Palestiniens, ont pratiquement cessé de prendre fait et cause pour les droits de l'homme en Tchétchénie. Poutine peut exporter beaucoup plus de gaz et de pétrole qu'Ariel Sharon... Et dans une large mesure parce que Bush s'est glissé sans difficulté dans le rôle de Clinton, qu'il critiquait autrefois : excuser, laisser faire, . « Il [Poutine] comprend ce que je comprends : il n'y aura pas de paix tant qu'on laissera les terroristes tuer des innocents », a déclaré G. Bush. Et de poursuivre : « donc le président Poutine est mon allié... ».



Mise à plat Caucase, MSF France, 4 juin 2002 (en anglais).

Extrait :

Communication :

Dans le proche avenir, le retour des réfugiés sera l'axe principal de notre communication. Cela devra reposer sur notre capacité à décrire les moyens de pression exercés sur les réfugiés, sur leurs intentions et sur un suivi attentif de l'aide apportée. À cet égard, l'ONU apparaîtra plus clairement comme une cible, sauf si elle change de position, ce qui est peu probable. Pour la Tchétchénie, obtenir des informations auprès des patients et du personnel médical sera très difficile et risque d'être très dangereux pour eux. Cela ne

doit pas nous empêcher de faire des déclarations si nécessaire. Aller en Tchétchénie ne signifie certainement pas que nous devons cesser de parler alors que nous pensons que c'est nécessaire, mais il faut adapter cette action aux possibilités réelles et tenir compte des avantages et des inconvénients qu'il y aurait à le faire.



« Une équipe MSF s'est rendue à Grozny où la situation est particulièrement tendue, la misère extrême et la violence quotidienne » **Site internet** MSF France, juillet 2002 (en français).

Extrait :

Tchétchénie : Quand l'absurde ne choque plus

Par Gabriel Trujillo, chef de mission MSF à Moscou et Nazran, en Ingouchie.

Grozny est une ville presque totalement détruite, et la situation y reste extrêmement tendue. La capitale tchétchène est aujourd'hui composée de plusieurs îlots de populations entourés de no man's land. Les gens se regroupent dans un bâtiment, un pavé de maisons moins détruit que les autres, par peur d'être isolés. Ils ont l'air de zombies, ils se déplacent toujours en groupe. Seul, c'est trop dangereux. Car, en Tchétchénie, le quotidien est celui des enlèvements, des passages à tabac et des meurtres. S'il n'y a plus d'affrontements conventionnels, il y a des incidents tous les jours dans plusieurs régions de la république, où les civils sont directement touchés. La population est victime d'une extrême violence : opérations de nettoyage, arrestations, torture, disparitions, dénonciations, viols d'hommes et de femmes, exécutions, pillages, achat-vente des personnes ou des corps, et ceci dans l'impunité totale.

À Grozny, la situation des hôpitaux est catastrophique. La maternité de l'hôpital central est dépourvue de presque tout, de matériel et de médicaments. Lorsque nous sommes passés, les enfants étaient entassés dans les bacs pour les nouveau-nés. Dans l'unique couveuse, il y avait un enfant prématuré, et cinq autres qui attendaient leur tour à côté, enveloppés dans des couvertures.

L'hôpital (no 4) ayant été détruit, les médecins l'ont transféré dans un HLM environnant. Nous avons visité l'unité des grands brûlés, située au troisième étage. L'escalier qui y mène est très petit et ne permet pas le passage d'un brancard. Il n'y a pas d'eau, pas d'électricité. Les blessés sont allongés sur des lits à ressorts, sans matelas, sans couvertures ni draps.

Un réchaud à gaz et un seau pour aller chercher de l'eau dans le jardin constituent la seule méthode de stérilisation possible. Les médecins font de leur mieux, ils continuent à travailler avec peu de moyens, mais c'est extrêmement difficile. Il faut être très dévoué pour se battre ainsi sous la terreur et la peur. Il n'y a ni antibiotiques ni traitements disponibles contre la douleur. Le taux d'infection est de 100 %. Les médicaments fournis par MSF à ces deux structures sont quasiment les seuls disponibles, et il n'y en a pas suffisamment.

Il n'y a pas grand-chose à dire, entre le moisi et les malades qui pourrissent vivants. C'est la misère la plus extrême.

Zatchistki : le lot quotidien des Tchétchènes

Le jeudi 6 juin, les militaires locaux et russes sont venus dans le camp. Il était 10 heures du soir. Ils se sont emparés de tous les hommes qu'ils voyaient, sans parler, sans expliquer pourquoi. Personne n'a pu entrer ni sortir du camp jusqu'à 10 heures du matin. 10 personnes ont été enlevées ce jour-là. Deux d'entre elles n'ont pas encore réapparu. Pendant un mois le village de Mesker-lourt a été fermé. Une *zatchistka* (opération de nettoyage par les militaires russes) était en cours. Le village était si hermétiquement fermé que même le colonel russe n'a pu entrer. Des femmes racontent : « Ça a été une

horreur là-bas. Ils ont pris les hommes dans la mosquée et les torturent par électricité. Une femme enceinte a vu que les militaires voulaient enlever son beau-frère, elle a essayé de leur demander de ne pas le prendre. Ils l'ont violée. Depuis, deux jeunes filles ne sont toujours par revenues. »

Dans les camps de déplacés, les discussions autour du nettoyage à Mesker-lourt ne portaient pas sur le nombre de morts, hommes et femmes confondus. Non, il s'agit de savoir s'ils ont été brûlés, électrocutés, ou encore « explosés ». L'organisation non gouvernementale russe des droits de l'homme Memorial a montré il y a un mois, lors d'une conférence de presse, les restes de quatre hommes du village d'Alkhan-Kala, qui avaient été « explosés » lors d'une opération de nettoyage.

À Mesker-lourt, on a retrouvé 25 corps écartelés, et l'on ne sait pas s'il y en a plus. Est-ce vraiment la question ? Une fosse commune doit être creusée, mais les gens ont peur de s'en approcher, car elle est peut-être minée.



À l'arrivée de Ziazikov, nous avons eu le fameux plan en 20 points et des difficultés pour mettre en place des abris, même des latrines. Il y avait une pression pour ne pas mettre d'infrastructure supplémentaire pour les déplacés. Au départ, le terrain ne devait pas faire de communication. C'était au siège de la faire. Mais au moment de l'assemblée générale, le responsable des programmes m'a mis en contact avec la journaliste du Figaro pour que je donne une interview. C'est à ce moment-là que j'ai parlé de l'Ingouchie. Cet article a aussi été publié beaucoup plus tard à Washington. Il a été traduit en russe intégralement et publié avec ma photo. Il y avait eu aussi le documentaire de National Geographic en Ingouchie. Ils nous ont suivis pendant trois ou quatre jours, jour et nuit. On a visité des camps. Ce documentaire aussi a déplu aux autorités. Je suis allé les voir pendant que la caméra derrière moi filmait des militaires dans un camp en train de préparer des opérations de déplacement forcé.

Gabriel Trujillo, MSF France, coordinateur dans le Caucase du Nord de janvier 2002 à juillet 2003 (en français).



Les autorités proposaient aux gens de rentrer en Tchétchénie en leur disant que là-bas la situation s'améliorait, qu'il y avait des habitations et des conditions de vie bien meilleures que celles de l'Ingouchie. Mais ce que les gens qui étaient rentrés en Tchétchénie disaient, c'est que dans Grozny il n'y avait pas d'eau ni d'électricité, il fallait en acheter, alors qu'en Ingouchie c'était gratuit parce que les ONG assuraient l'approvisionnement. En Tchétchénie, dans les TACs [les logements mis à disposition par l'administration tchétchène prorusse], comme il n'y avait pas d'ONG, l'approvisionnement était irrégulier et insuffisant, et les gens se plaignaient de l'insuffisance de l'aide d'EMERCOM [l'administration fédérale chargée des secours]. Il n'y avait pas d'école à côté, ni de médecin, ni de consultation gratuite. Donc les gens qui sont revenus en Ingouchie ont dit qu'il n'y avait rien là-bas, qu'on les avait fait rentrer pour pouvoir dire que les gens retournaient et que la situation se stabilisait, mais que c'était juste pour l'image. L'administration fédérale payait les camions pour déménager les gens. Au début, il y avait des sortes de primes pour ceux qui acceptaient de s'installer et les conditions étaient meilleures. Après, cela a diminué et ils ne donnaient plus rien aux gens qui déménageaient. MSF a dit : « Si on participe à ce mouvement, c'est que, nous aussi, on favorise ce retour. On ne peut pas dire aux gens de ne pas aller là-bas parce que ce n'est pas bien, les gens ont le choix ; donc, on attend. Si les gens préfèrent déménager, ils

déménagent, et c'est la politique du gouvernement. » On ne se mêle pas de la politique, on reste à côté, neutres.

D, membre du personnel national de MSF recruté dans le Caucase du Nord (en français).

MSF poursuit sa campagne de diplomatie vers des députés du Conseil de l'Europe qui contestent la politique adoptée par leur Assemblée envers la Russie et le ministre des Affaires étrangères du Danemark, État qui prend la présidence de l'Union européenne.



« Com et lobby Ingouchie » **Courriel** de l'adjoint à la responsable juridique de MSF aux responsables Caucase du Nord de MSF France et MSF États-Unis, à Philippe Couturier, chargé de liaison ONU, MSF International, 5 juin 2002 (en anglais).

Extrait :

Comme vous le savez, MSF France (avec l'aide des chargés de liaison MSF à l'ONU NY et Genève) a été très active en matière de lobby et de communication sur la Tchétchénie depuis le mois de janvier :

- communiqué de presse pendant la visite de Poutine en France ;
- audition devant la commission des migrations et des réfugiés de l'APCE ;
- publication (avec une grosse couverture médiatique en France) de notre rapport avec conférence de presse commune avec Kovaliov ;
- deux communiqués de presse pour dénoncer la politique du Conseil de l'Europe en Tchétchénie ;
- communiqué de presse lors de la visite d'Ivanov en France ;
- préparation et négociation d'une déclaration officielle de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (France) sur la Tchétchénie pour demander au gouvernement français une série d'actions concrètes à l'égard de la Fédération de Russie juste avant la session de la Commission des droits de l'homme des Nations unies ;
- audition commune avec MDM, Amnesty International, HRW, Memorial et la FIDH devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU (très rare pour MSF, la dernière a eu lieu pour le Rwanda) ;
- communiqué de presse pour dénoncer la position du Parlement européen sur la Tchétchénie ;
- communiqué de presse pour prévenir du risque de retour forcé ;
- plusieurs rencontres avec la Commission européenne, la présidence européenne et le cabinet de J. Solana, avec le HCR à Genève, le département d'État américain et le NSC à Washington, le ministère français des Affaires étrangères ;
- informations transmises à l'ONU NY, aux rapporteurs spéciaux des Nations unies pour les droits de l'homme (dispositif de protection des droits de l'homme aux Nations unies), au HCR...

Désolé pour cette longue liste, mais elle permet de voir qu'une stratégie offensive qui associe la communication et le travail de lobbying est un choix réfléchi. Ce mode d'action est lié à la particularité et à la gravité du conflit en Tchétchénie.

Depuis janvier, notre message reposait sur ces éléments essentiels :

- parmi les conflits actuels, la guerre en Tchétchénie a une dimension particulière si l'on considère l'ampleur et la nature des violences infligées aux populations civiles ;
- l'absence d'aide aux PDI en Ingouchie est le résultat direct d'une stratégie délibérée et fomentée par les autorités russes pour repousser les populations vers la Tchétchénie ;
- les pressions des autorités russes sur les PDI pour qu'elles retournent en Tchétchénie se sont intensifiées ces derniers mois.

Ces six mois de travail de communication et de lobbying me conduisent à tirer les conclusions suivantes pour les six prochains mois :

- Maintenir cette stratégie offensive est crucial ;
 - Il est essentiel de maintenir la pression publique à un niveau élevé, ce qui signifie qu'une stratégie reposant uniquement sur le lobbying est inutile ;
 - Je doute fortement que nos rencontres avec des officiels et des décideurs aient eu un véritable impact. Pourtant, je pense que nous devons garder des contacts ciblés tout en sachant que cette action est davantage guidée par un souci moral et le sens des responsabilités que par l'efficacité (même si nous espérons tous que la position de MSF a un petit impact concret que nous ne pouvons pas évaluer).
- J'appuie totalement les idées de Michiel pour prendre rapidement des contacts avec le HCR à Genève, la présidence européenne et l'APCE pour souligner qu'il y a un risque de retour forcé et j'y ajouterais :
- Le département d'État américain ou d'autres acteurs importants à NY ou Washington. À Antoine, Patrice, Catherine et Nicolas de les identifier ;
 - Mary Robinson au HCR à Genève ;
 - Francis Deng, représentant spécial de SG US pour les PDI.



« Tch / CDE » **Courriels** de l'adjoint à la responsable juridique aux responsables de programme, à la directrice de la communication, à la chargée de communication, MSF France, 17 juin 2002 (en français).

Extrait :

Salut les zamis,

Je vous ré-envoie mon message de la semaine dernière car j'ai vu qu'il y avait des interrogations sur la proposition faite par plusieurs organisations de droits de l'homme d'une nouvelle action de lobby auprès du Conseil de l'Europe.

La FIDH m'a contacté vendredi là-dessus. Ils ont également été approchés, mais sont réservés. En gros, ils estiment que les organisations en question débarquent sur la Tché, mais nous sommes aussi d'accord pour penser que l'on n'est jamais assez nombreux pour maintenir la pression sur cette question. Je dois voir la FIDH cette semaine pour faire le point avec eux sur la situation en Tché et Ingouchie et sur leurs actions à venir. Ils continuent de penser qu'à l'heure actuelle MSF reste en France l'organisation humanitaire la + sérieuse et la + engagée sur le fond.

Rappel : Loïck a donné son feu vert pour contacter le groupe de députés européens de l'APCE qui contestent la politique du CDE sur la Tché et remettent en cause l'indépendance des mécanismes de surveillance des droits de l'homme. Il s'agit dans un premier temps de chercher à comprendre leurs motivations et objectifs pour voir si on peut envisager quelque chose avec eux. Je vous tiens au courant.



« **Lettre** au ministre des Affaires étrangères danois sur le rapatriement de déplacés internes tchéchènes en Ingouchie » MSF Danemark, 10 juin 2002 (en anglais).

Extrait :

À la suite de la reprise du conflit en Tchétchénie depuis 1999, quelque 180 000 Tchétchènes ont cherché refuge dans les territoires voisins de l'Ingouchie et du Daguestan. Cette population est répartie sur ces territoires dans des campements, dans des « centres collectifs » (en général des bâtiments industriels désaffectés) et dans des hébergements privés.

Médecins Sans Frontières (MSF) vient en assistance à ces personnes depuis 1999, et par ses contacts avec ces populations est consciente qu'elles souhaitent retourner en Tchétchénie mais ne considèrent pas la situation assez sûre pour le faire pour l'instant. Ce point de vue est corroboré par des rapports répétés de violence indiscriminée et de violation des droits humains en Tchétchénie.

Mardi (4 juin) une réunion du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations unies a révélé un plan de rapatriement des déplacés tchéchènes d'Ingouchie. Le chef de la commission du gouvernement tchéchène sur les déplacés internes a décrit le programme de retour lors de la réunion, et les Tchétchènes et le gouvernement nouvellement élu d'Ingouchie sont tombés d'accord sur ce plan. Le rapatriement des déplacés internes des camps de Znamenskoïe, dans le nord de la Tchétchénie, a déjà commencé, avec 300 personnes transférées depuis deux semaines. Les tentes et les infrastructures de ces camps ont déjà été démontées.

L'inquiétude de MSF porte sur le fait que ce rapatriement ne constituera pas un retour volontaire de la part des déplacés internes tchéchènes, dont la fuite de et à l'intérieur de la Tchétchénie avait été provoquée au départ par le conflit en cours.

Par exemple, le positionnement récent de forces militaires au voisinage direct des camps (comme le nouveau poste militaire de Troitskaïa, à 5 kilomètres au nord des camps de Spoutnik et Alina à Slepsovskaïa, Ingouchie orientale) a coïncidé avec une recrudescence des arrestations de déplacés internes, ainsi qu'avec des rumeurs persistantes de « disparitions » des autres camps. Nous craignons que des opérations militaires dans cette zone ne poussent les populations des camps à rentrer. De plus, il est envisagé de fermer les camps complètement, sans possibilité de relogement pour ceux qui ne souhaitent pas rentrer chez eux.

MSF s'inquiète aussi du fait que ce rapatriement s'effectue vers un territoire qui est toujours en état de guerre civile. Les agences humanitaires internationales n'ont eu pratiquement aucun accès à la Tchétchénie depuis un an, ce qui signifie qu'aucune information fiable sur les conditions sur le terrain n'est disponible.

Étant donné les rapports répétés concernant les violations des droits humains en Tchétchénie, il serait essentiel de mettre en place un suivi et un encadrement qui soient indépendants du processus de rapatriement volontaire. De plus, même pour les personnes qui souhaitent rentrer, les dispositions prises à Grozny pour les déplacés internes qui ont perdu leur logement sont trop limitées et de trop mauvaise qualité.

Le Danemark va prendre la présidence de l'UE dans quelques semaines. En tant que ministre des Affaires étrangères de ce pays, vous allez aussi représenter la politique étrangère commune de l'Union européenne. Dès lors, je vous demande instamment de prendre toutes les mesures en votre pouvoir, en tant que représentant du gouvernement danois et de l'UE, pour vous assurer que tout rapatriement de déplacés internes en Tchétchénie se déroule dans le respect de la propre volonté des personnes, sans aucune coercition, et que ces rapatriements sont suivis de près par des observateurs internationaux.

Je sollicite également une réunion avec vous sur ce sujet à une date à votre convenance, le plus tôt possible.

Le 27 juin 2002, la section belge fait savoir par un communiqué de presse qu'elle distribue des produits de première nécessité et des médicaments aux victimes des inondations qui frappent la région de Stavropol, en Russie, dans le nord du Caucase.



« La réaction de MSF face aux inondations qui ont frappé le sud de la Russie »
Communiqué de presse de MSF Belgique, 27 juin 2002 (en français).

Extrait :

Le 25 juin, l'équipe de MSF s'est rendue dans la région de Stavropol, dans le Caucase du Nord, pour évaluer les besoins d'urgence des populations touchées par les inondations. L'équipe de MSF a commencé par visiter plusieurs villes et villages de la région afin de rassembler davantage d'informations permettant d'évaluer la situation.

D'après les premières informations, les régions les plus touchées sont Kotchoubeyevskoïe, Gueorguievsk et Nevinnomyssk. Suite aux visites à Barsoukovskaïa (4 000 habitants) et Nadzornoïe (3 000 habitants), les médecins MSF ont observé une légère recrudescence de cas d'infections respiratoires et de problèmes de santé, liés au stress.

Dès que MSF disposera de plus amples informations sur ces maladies et qu'elle aura évalué les capacités des postes médicaux locaux, l'organisation se chargera alors de fournir aux médecins locaux les éventuels médicaments nécessaires. Actuellement, MSF prévoit la distribution de kits médicaux / chirurgicaux et d'hygiène qui permettront de venir en aide à 2 500 personnes au moins.

Au vu de l'expérience de MSF dans des situations d'urgence similaires, notamment l'aide apportée par MSF aux victimes lors des inondations de Lensk, en Iakoutie (mai 2001), il semble que les besoins les plus criants se situent surtout au niveau du matériel de désinfection pour lequel peu de réserves sont disponibles. MSF prévoit de fournir aux médecins locaux des médicaments et des comprimés de chlore pour désinfecter l'eau, et de distribuer des kits d'hygiène.

Le 4 juillet 2002, les responsables des programmes Caucase des différentes sections établissent une stratégie commune de réaction au plan de rapatriement en 20 étapes des déplacés tchétchènes. Ils décident d'alerter une nouvelle fois les acteurs institutionnels régionaux, nationaux et internationaux impliqués dans la région et de demander le renforcement de l'assistance aux déplacés et leur protection.



« 4 juillet, Paris, Tchétchénie, point de vue de Michiel » **Courriel** de Michiel Hofman, coordinateur de MSF Hollande Caucase du Nord, aux responsables Caucase du Nord (en anglais).

Extrait :

Chers tous,

Comme je ne peux malheureusement être présent à Paris, je voudrais vous faire part brièvement de mon point de vue sur les sujets en cours de discussion.

D'après l'ordre du jour de Loïck (le point sur les programmes a été envoyé hier). [...]

4 : communications / témoignage

Ingouchie :

Le problème le plus urgent et pour lequel la charge reviendra largement aux organisations telles que MSF est le retour encouragé des déplacés internes. Les réactions mitigées des Nations unies et des bailleurs de fonds ces derniers mois nous laissent à penser qu'il n'y aura pas de réactions fortes tant que des déportations visibles ne sont pas engagées. De notre côté, nous avons discuté directement avec la plupart des acteurs internationaux, avec des résultats limités, en dehors du fait que, maintenant, personne ne peut dire qu'il ne savait pas ; certains se sont exprimés de manière un peu plus forte qu'ils ne l'auraient fait sans nous et cela a entraîné une certaine attention des médias internationaux. Mais si MSF est un de ceux qui font entendre leur voix plus fortement, il faut nous assurer que nous avançons sur des bases solides. Il nous faut pour cela nous mettre d'accord sur une approche qui nous permette de réagir de façon rapide et précise. Depuis un mois, il s'est avéré utile à plusieurs reprises d'effectuer des vérifications ponctuelles par nos expatriés de rumeurs faisant état de changements ou d'événements en Ingouchie, ce qui est possible pour l'instant car nous bénéficions d'un accès sans restriction à l'Ingouchie. Les rumeurs qui nous parviennent, même de nos employés nationaux, ont tendance à être exagérées et ne peuvent donc être prises pour argent comptant pour des actions de communication / lobbying. Les mouvements de population réels, toujours exagérés à l'extrême par les autorités locales, peuvent être mieux suivis par des liens plus directs avec la base de données du CDR (Comité danois pour les réfugiés), qui s'est avérée fiable jusqu'à présent, car les populations, qu'elles rentrent de façon volontaire ou non, prennent toujours le soin d'informer le CDR pour s'assurer d'avoir un colis alimentaire à leur retour. Pour l'instant, le CDR fait état d'autant de personnes rentrées que de nouveaux arrivants en Ingouchie.

Tchéchénie : une stratégie de communication s'exprimant au nom des déplacés internes souhaitant rester ne peut pas fonctionner sans communication continue sur la situation en Tchétchénie, qui est la raison même pour laquelle ils ne veulent pas rentrer. Avec trois sections présentes et une quatrième en route, nous devrions pouvoir bien communiquer sur la situation en Tchétchénie avec des informations de première main. Je crois toujours fermement qu'une approche médicalisée plus systématique augmenterait la force de notre message et toucherait un plus vaste public.

Je propose de nous concentrer sur les traumatismes liés à la guerre et sur la protection des patients, qui seront considérés comme des sujets légitimes pour MSF, et véhiculeront un message assez fort en lui-même, même si nous nous en tenons aux faits. Pour que ceci fonctionne, une cohésion plus forte entre les sections augmenterait considérablement notre efficacité. Un système de collecte de données sur les traumatismes liés à la violence (blessures de guerre, mines, violences) et un système d'enregistrement des cas de protection de patients dans les hôpitaux devraient permettre de couvrir, toutes sections confondues, presque toutes les zones de la Tchétchénie.

De plus, les gouvernements occidentaux doivent faire l'objet d'une forte pression de la part de MSF, tout comme les autorités russes. Avant le 11 septembre [2001], quelques

gouvernements et organisations internationales étaient encore enclins à dénoncer publiquement la situation en Tchétchénie, même si parfois en traînant les pieds. Aujourd'hui, toutes les formes de pouvoir semblent avoir cédé à des intérêts plus larges de commerce, guerre contre le terrorisme, nouvelles alliances, etc.

L'Union européenne a complètement cédé, l'OSCE a été neutralisée, l'ONU ne s'est jamais engagée, bien qu'elles fonctionnent toutes trois sur des fonds publics et soient censées avoir pour mandat de surveiller et de faire rapport sur les droits humains, la protection, etc., en Tchétchénie.

L'OSCE nous a particulièrement déçus, car elle est la seule ayant un mandat direct en Tchétchénie à surveiller la situation pour le compte de la communauté internationale. [...] Les ambassades des pays de l'OSCE confirment qu'elles reçoivent beaucoup d'informations de l'Organisation, mais ne peuvent pas les partager. Cette autocensure n'est pas imposée uniquement par la Russie, mais aussi par d'autres pays occidentaux, comme le Portugal qui détient actuellement la présidence de l'OSCE. Sur ce sujet, je propose une action publique de haut niveau par laquelle tous les bureaux MSF dans les pays membres de l'OSCE, ce qui fait plus de la moitié des membres, exigent que les rapports de l'organisation soient publiés [...].

Politique envers l'ONU : n'a pas changé énormément, mais il est peut-être bon de se rappeler que, si nous avons une politique, voici ce qu'elle a été jusqu'à présent : l'ONU n'est pas indépendante politiquement, et donc tout type d'accord de partenariat d'action est inacceptable. Toutes les autorités considèrent l'ONU comme représentante de toute la communauté humanitaire, soit par incompréhension totale du système humanitaire, soit parce qu'il est plus pratique de ne parler qu'à un partenaire réceptif. Cela signifie que, dans toute négociation de haut niveau sur l'accès ou sur la liberté d'opérations, il est crucial d'avoir un représentant de MSF pour maintenir une voix indépendante, sans quoi il sera supposé que MSF est d'accord avec toute décision prise par l'ONU lors de ces réunions. Pour contrer l'impression que MSF (ou le CICR d'ailleurs, qui garde également toujours une représentation indépendante) fait partie du système de l'ONU, il est aussi crucial de présenter MSF comme bien distincte des autorités. [...]

MSF peut également participer aux différentes réunions de coordination pour s'assurer que les problèmes sont bien exposés, mais ne peut participer à aucun accord formel de coordination.

Nous pouvons certes continuer à pointer du doigt l'immobilisme de l'ONU, mais une réaction plus vigoureuse est nécessaire là où cet organisme bloque l'assistance de façon manifeste : le HCR recommandant de ne pas financer des tentes supplémentaires, et récemment une intervention possible de l'OMS pour bloquer le centre antituberculeux de MSF en Ingouchie.



Compte-rendu de la réunion inter-sections Ingouchie / Tchétchénie / Daguestan, 4 juillet 2002 (en anglais).

Extrait :

Lobbying :

Le lobbying de MSF est une activité continue à différents niveaux (terrain, Moscou, Genève, NY, présidence danoise de l'UE). Notre lobbying est motivé par notre responsabilité plutôt que par le résultat escompté. Nous savons que nous devons nous adresser aux bureaucrates des Nations unies par principe, mais ne devons rien en attendre en matière de résultats étant donné l'influence russe au sein de l'ONU.

Cependant, pour ce qui est des agences des Nations unies avec un mandat spécifique, comme le HCR, nous serons plus précis dans nos demandes et interrogations, par

exemple en demandant des garanties pour le rapatriement volontaire des déplacés internes. Nous devons nous renseigner sur les visites prévues à la région : Oshima (OCHA) fin août, troïka de l'UE, sommet européen, etc., pour voir si elles présentent des opportunités de lobbying intéressantes (Philippe-Genève, Patrice-NY, Phil-Danemark). En revanche, nous pensons que la position de MSF doit être plus ferme avec l'OSCE. MSF est déçue de voir que l'OSCE est la seule organisation avec un mandat direct en Tchétchénie à observer la situation pour le compte de la communauté internationale. Son personnel de terrain semble avoir accès à la plupart des zones de la Tchétchénie et dit rédiger des rapports sur ses observations directes, mais rien n'est rendu public. MSF envisage d'enjoindre l'OSCE de publier ces rapports sans aucune censure.

C'est pourquoi nous allons rédiger une lettre mentionnant nos inquiétudes et recommandations / exigences qui sera envoyée à toutes les institutions internationales (signée par MR) et aux États membres de l'OSCE (signée par le directeur de la section MSF). Phil Clarke a proposé de préparer un texte reprenant les messages dans sa lettre au ministre des Affaires étrangères danois (cf. site internet international). Nous demandons l'aide de toutes les sections partenaires pour diffuser cette lettre à partir de la mi-juillet. 15 de nos 18 bureaux sont situés dans des pays membres de l'OSCE (n'en font pas partie : l'Australie, le Japon, Hongkong).

Communication :

Nous devons réfléchir au message, ainsi qu'aux exigences claires à inclure ou non, par exemple le fait de demander que les rapports de l'OSCE ou des officiers de protection de l'ONU soient rendus publics.

Il y avait un souhait très clair que le chargé d'information à Moscou s'implique plus au Caucase et aide au travail de liaison avec la presse.

- communiquer lorsqu'il y a des violations graves des droits humains et / ou des rapatriements forcés (mais en concertation entre toutes les sections présentes, étant donné l'insécurité de la région);
- le lobbying doit se poursuivre;
- nous devons commencer à nous préparer dès maintenant;
- envoyer une lettre formelle (comme celle que Phil a envoyée au ministre danois des Affaires étrangères), avec des exemples pour les membres du Conseil de sécurité des acteurs de protection internationale (OSCE, ONU, UE). Implication des sections partenaires de MSF (US, UK, Danemark, et autant d'autres que possible);
- publier sur notre site internet les lettres que nous enverrons aux institutions internationales et aux membres de l'OSCE;
- utiliser l'exemple de l'OMS et du HCR;
- inclure un message / une exigence claire :
- rapports de l'OSCE rendus publics,
- agents de protection de l'ONU;
- informer tout le mouvement de la stratégie de communication;
- formaliser les communications avec l'ONU.

À la mi-juillet, 2002 une lettre ouverte, qui reprend le contenu de la lettre envoyée au gouvernement danois un mois plus tôt, est envoyée aux Nations unies, aux signataires de l'accord de rapatriement, dont Vladimir Poutine, et à l'OSCE ainsi qu'aux ministres des Affaires étrangères occidentaux, dont celui de la France à la veille d'un sommet France-Russie.



Projet de lettre : « Craintes sur des déplacements forcés de la population tchétchène », MSF, 18 juillet 2002 (en anglais).

Extrait :

Cher « nom »,

[...]

Seulement pour les agences de l'ONU :

L'ONU, qui est mandatée pour fournir une assistance humanitaire aux déplacés internes tchétchènes en Ingouchie, le fait de façon de plus en plus lente et inefficace. Le manque de réactivité du HCR dans l'assistance et la protection des populations tchétchènes déplacées en Ingouchie et en Tchétchénie même presse encore plus les déplacés internes tchétchènes à quitter l'Ingouchie pour la Tchétchénie.

La fuite des déplacés internes tchétchènes vers l'Ingouchie et le Daguestan a été provoquée au départ par la guerre civile et les violations des droits humains. La Tchétchénie est effectivement toujours en guerre civile, et des rapports répétés font état de violations des droits humains sur le territoire. Les conditions en Tchétchénie ne sont toujours pas adaptées au retour de ces déplacés internes.

Seulement pour l'OSCE et ministres nationaux des Affaires étrangères :

Des informations fiables et détaillées sur ces conditions ne sont toutefois pas disponibles, puisque les agences humanitaires internationales n'ont eu qu'un accès limité à la Tchétchénie depuis un an, et que l'OSCE a refusé de publier les informations dont elle dispose sur la situation en Tchétchénie. Un exemple récent est la fermeture et le démantèlement de deux camps de toile à Znamenskoïe, en Tchétchénie, le 7 juillet 2002, qui n'ont laissé aux populations déplacées d'autre solution que d'aller à Grozny. MSF comprend que l'OSCE est en possession d'informations précises sur les circonstances de cette fermeture mais s'inquiète de son refus de les divulguer.

Comme l'OSCE a été mandatée par la communauté internationale pour surveiller la situation en Tchétchénie et dispose d'un accès à tout le territoire, MSF s'inquiète du manque de transparence de l'OSCE. Il est essentiel que les informations dont dispose l'OSCE soient publiées, pour démontrer que les conditions ne permettent pas le retour des personnes déplacées, et pour éviter que les abus continus sur le peuple tchétchène ne soient passés sous silence. La disponibilité de ces informations est la condition préalable pour que la communauté internationale réagisse à la crise tchétchène de façon plus appropriée que jusqu'à présent.

La communauté internationale doit cesser d'ignorer la situation en Ingouchie et en Tchétchénie et augmenter considérablement son action afin de s'assurer que les droits et besoins essentiels du peuple tchétchène soient respectés, aussi bien en Ingouchie qu'en Tchétchénie. Je vous demande donc instamment [...] de prendre toutes les mesures en votre pouvoir pour :

- garantir la fourniture d'une assistance appropriée et continue aux déplacés internes tchétchènes en Ingouchie, en rapport avec leurs besoins ;
- défendre le droit fondamental de la population tchétchène à trouver asile en Ingouchie et à y rester ;
- empêcher tout déplacement forcé de la population vers la Tchétchénie, conformément à la loi internationale et humanitaire.

OSCE et ministres des Affaires étrangères seulement :

- faire en sorte que les rapports de l'OSCE sur la Tchétchénie et l'Ingouchie soient publiés sans censure. MSF vous demande d'exiger de votre représentant au Conseil permanent de l'OSCE que ces rapports soient publiés.

UNHCR seulement :

- renforcer la protection par la fourniture d'un nombre approprié d'agents de protection internationaux en Ingouchie.



« **Projet de lettre** de MSF à Vladimir Poutine, président de la Fédération de Russie, et à quatre signataires du plan en 20 points » **Courriel** de Michiel Hofman, coordinateur Caucase du Nord, à José-Antonio Bastos, directeur des opérations chargé des programmes dans le Caucase du Nord, MSF Hollande (en anglais).

Extrait :

Monsieur le Président Poutine,

[...] Nous prenons acte de votre garantie que les personnes déplacées en république d'Ingouchie ne rentreront que sur la base du volontariat et que celles qui souhaitent rester sont les bienvenues, et que vous avez déclaré le 18 juillet que les personnes devaient rentrer chez elles dans des conditions qui leur permettent de le faire de façon délibérée et sans aucune pression de la part de l'administration.

Cependant, il n'est pas possible d'assurer un retour volontaire tout en annonçant la fermeture des camps et sans fournir d'autre option que celle du retour en Tchétchénie. À Znamenskoïe, la totalité des 2 200 personnes ont été déplacées de force vers des centres temporaires de logement à Grozny, les logements et les infrastructures ont été liquidés (« utilisé ici à tous les niveaux officiels de communication ») dès le 9 juillet. À l'heure actuelle, les mêmes procédures que celles de Znamenskoïe ont lieu au camp d'Aki-Iourt. MSF fournit des soins médicaux, des abris et une assistance à l'accès à l'eau dans ces deux camps, et la réalité est que les déplacés internes ont été l'objet d'un harcèlement constant et d'une désinformation sur leur retour. Le choix de rester ne leur est pas présenté comme une option. On leur a dit que le camp allait fermer, et qu'ils devaient rentrer chez eux. Ils sont menacés d'expulsion ainsi que de coupures de gaz, d'eau et d'électricité, par des membres de l'administration tchétchène.

On leur promet aussi des avantages sous la forme de logement, de matériel de reconstruction et d'argent. Cependant, des visites aux centres d'hébergement temporaires de Tchétchénie montrent qu'il n'y pas d'infrastructures suffisantes pour permettre leur retour et que ces promesses n'ont pas été tenues. Les conditions de sécurité ne sont pas remplies non plus.

Nous reconnaissons que les conditions de vie de la plupart des déplacés internes en Ingouchie sont terribles. Malgré tout, ces personnes ont décidé de rester, car ce n'est pas l'aide qui les fait rester en Ingouchie, mais bien l'insécurité en Tchétchénie. Ces personnes décident de rester car elles n'ont aucune protection contre la violence actuelle en Tchétchénie.

Au contraire, les forces russes et des milices ont délibérément pris pour cible des civils. Des civils travaillant ou soupçonnés de travailler avec les autorités tchétchènes et / ou les autorités russes sont assassinés, enlevés et menacés par les milices. Les civils sont l'objet d'arrestations arbitraires, de tortures, de viols, d'exécutions sommaires, de disparitions, de pillages, de menaces, et d'extorsion de la part des forces fédérales russes. MSF a exhorté la communauté internationale à ne pas ignorer plus longtemps la situation en Ingouchie et en Tchétchénie.

Nous vous demandons que les droits de ces personnes soient respectés en tant que citoyens de la Fédération de Russie, qu'ils ne soient pas soumis à des discriminations ou à des traitements cruels, et qu'une aide humanitaire leur soit apportée.

Nous vous demandons de défendre le droit fondamental de la population tchétchène à chercher asile et à rester en Ingouchie, au Daguestan ou dans n'importe quel autre endroit de la Fédération de Russie qui leur semble sûr.

Nous vous demandons de faire tout ce qui est en votre pouvoir pour éviter tout déplacement forcé de population vers la Tchétchénie, conformément au droit humanitaire international, et pour assurer la fourniture d'une assistance adaptée et continue aux déplacés internes tchétchènes en Ingouchie, en fonction de leurs besoins. Nous vous demandons de faire bien comprendre à tous les niveaux des autorités russes, locales ou fédérales, que ces droits du peuple tchétchène, définis par la loi russe, doivent être respectés.



Lettre de Karim Laouabdia, directeur général de MSF France, à Dominique de Villepin, ministre des Affaires étrangères de la République française, 16 juillet 2002 (en français).

Extrait :

À la veille du sommet France-Russie qui se tiendra les 19 et 20 juillet prochains, nous attirons votre attention sur les menaces réelles de retour forcé qui pèsent sur les populations tchétchènes réfugiées en Ingouchie.

Comme vous le savez, environ 180 000 personnes se sont réfugiées en Ingouchie pour fuir les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité perpétrés en Tchétchénie depuis près de trois ans.

Depuis l'arrivée à la présidence de l'Ingouchie du général Mourat Ziazikov, nos équipes de terrain font part d'une augmentation significative des pressions exercées sur les déplacés pour les forcer à rentrer en Tchétchénie. Le récent déploiement militaire à proximité des camps de déplacés de Sleptovskaïa s'est accompagné d'une multiplication des arrestations et des « disparitions » parmi la population tchétchène. [...]

Nous vous demandons, ainsi qu'au président Chirac, de bien vouloir aborder ce problème avec les autorités russes, à l'occasion du sommet des 19 et 20 juillet. Nous vous demandons également de bien vouloir effectuer en urgence toute démarche que vous jugerez utile, dans un cadre bilatéral et multilatéral, pour éviter ces déplacements forcés de populations, veiller au caractère volontaire du retour et défendre la zone de refuge que constitue l'Ingouchie, conformément au droit international des déplacés et au droit international humanitaire.



Quand Hubert Védrine quitte le ministère des Affaires étrangères, cela change complètement. Dominique de Villepin, le nouveau ministre des Affaires étrangères, nous reçoit, nous accorde du temps, nous prend au sérieux et nous explique la nouvelle politique. Ce ne sont pas tant les intérêts économiques qu'il met en avant que le risque de chaos dans l'ex-Union soviétique. Selon lui, il faut rétablir l'ordre, et Poutine est en train de le faire. Il nous dit : « Pour se redresser, Poutine prend appui avec son bâton sur la Tchétchénie ;

évidemment le bout du bâton fait des dégâts en Tchétchénie, c'est humainement horrible, mais c'est politiquement nécessaire... » On est tous très choqués.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008 (en français).

Entre-temps, le 9 juillet 2002, dans un communiqué de presse initié par les équipes de terrain, MSF a condamné la fermeture coercitive et violente du camp de tentes de Znamenskoïe, dans le nord de la Tchétchénie.



« MSF condamne la relocalisation forcée de déplacés tchétchènes » **Communiqué de presse** de MSF France, Moscou, 9 juillet 2002 (en français).

Extrait :

MSF condamne la relocalisation forcée de déplacés tchétchènes et russes, sur des sites provisoires à Grozny, où la violence et l'insécurité font partie du quotidien. Suite à la campagne de harcèlement et de coercition entreprise par les autorités, un camp a été fermé à Znamenskoïe dimanche dernier, dans le nord de la Tchétchénie, ne laissant à la population aucun autre choix que celui de partir. MSF condamne cette action des autorités russes et juge inadmissible l'apathie de l'OSCE, des Nations unies et de la communauté internationale face à l'évidence de cette coercition et de ce harcèlement. Les États membres de l'OSCE ont été informés de ces faits à Znamenskoïe comme dans d'autres camps. Pourtant aucune action n'a été entreprise pour prévenir ces exactions. MSF réclame que les Nations unies lancent dès aujourd'hui une mission d'enquête à Znamenskoïe pour aborder la question des relocalisations forcées des personnes déplacées.

« Il est évident qu'il ne s'agit pas ici de déplacement volontaire, note José-A. Bastos, directeur des opérations MSF. Des mères de Znamenskoïe nous ont déclaré qu'en retournant sur Grozny leurs vies ainsi que celles de leurs fils seraient en danger. »

« Nos évaluations sur Grozny montrent que les conditions de vie pour le retour des déplacés sont inacceptables, déclare Bruno Lab, le responsable de programmes basé à Genève. L'aide fournie à ceux qui rentrent est insuffisante et ils n'ont aucune garantie de sécurité. »

Dans le camp de Znamenskoïe, qui abritait 2 200 personnes déplacées, des tentes et des latrines ont été démolies ces dernières semaines. Ceux qui sont restés ont été poussés à quitter les lieux : on leur a dit que le gaz, l'eau et l'électricité allaient être coupés. Des pressions psychologiques ont également été exercées : on leur a raconté qu'ils allaient perdre leurs droits aux allocations s'ils ne partaient pas se réinstaller à Grozny.

Un « plan en 20 points » pour la réinstallation dans les douze prochaines semaines de 180 000 Tchétchènes déplacés en Ingouchie a récemment été initié par les autorités, qui affirment qu'elle s'effectuera de manière volontaire. MSF considère que toute campagne de retour volontaire inclut pour les déplacés la possibilité de rester sur place, ce qui implique également que les services et les équipements essentiels doivent demeurer en l'état pour ceux qui décident de rester.

La mission d'enquête menée aujourd'hui par les Nations unies à Znamenskoïe intervient trop tard pour apporter une aide aux 2 200 Tchétchènes et Russes qui ont été relocalisés

à Grozny. Pour préserver la sécurité des déplacés restants, MSF demande aux Nations unies de mettre un terme aux relocalisations forcées de déplacés tchétchènes et russes.



« Les déplacés tchétchènes sous pression » **Site internet** MSF Belgique, 26 juillet 2002 (en français).

Extrait :

Il n'y pas si longtemps encore, 3 organisations médicales travaillaient à Aki-lourt, dans un camp de toile qui abrite environ 1 600 déplacés tchétchènes, juste de l'autre côté de la frontière, en Ingouchie. Désormais, seule MSF fournit les soins médicaux nécessaires dans ce camp (une autre organisation se charge des soins dans un village voisin). Le réservoir qui dispensait l'eau potable au camp, détérioré par manque d'entretien, a été supprimé. D'autre part, il y a deux semaines, les déplacés ont à nouveau été enregistrés par l'EMERCOM, le service du gouvernement russe chargé des situations d'urgence. Lorsque les personnes concernées ont interrogé ses membres sur les raisons de ce nouvel enregistrement, ils ont répondu que c'était en vue de leur retour prochain en Tchétchénie.

Les déplacés tchétchènes subissent de nombreuses pressions visant à précipiter leur retour à domicile. Certaines de ces pressions semblent délibérées. Par exemple, au camp de Znamenskoïe, situé en Tchétchénie, cette pression s'est particulièrement fait ressentir au cours des premières semaines de juillet. Les autorités avaient alors averti les familles établies dans les camps que les fournitures de première nécessité telles que l'eau, le gaz et l'électricité allaient être interrompues. Tentes et latrines ont alors été démontées, et il a été conseillé à ces familles de se rendre rapidement dans les centres d'accueil temporaires situés aux abords de Grozny avant qu'ils n'affichent complets. Elles n'ont eu d'autre choix que de s'y rendre.

Pendant ce temps, en Ingouchie, les Tchétchènes enchaînent les enregistrements. Certains sont effectués par des organisations humanitaires dans le but de fournir l'aide nécessaire. Mais d'autres sont effectués par le gouvernement. Ceux-là posent problème, car le nombre officiel de déplacés enregistrés ne cesse de diminuer. En effet, si vous n'êtes pas présents au moment de la procédure, vous perdez toute chance d'être un jour enregistré.

Toutes les personnes situées au nord de la république sont obligées de se rendre à leurs frais à Malgobek, de se faire photographier (40 roubles) et enregistrer (encore 40 roubles supplémentaires). La plupart du temps, on leur demande de revenir le jour d'après ou même la semaine suivante. Sans ressources ni biens à vendre, un grand nombre de déplacés n'ont pas les moyens de se faire enregistrer et ne peuvent donc plus bénéficier de l'assistance gouvernementale. Par ailleurs, ceux qui n'ont pu être enregistrés sont souvent considérés comme des terroristes.

Ainsi, alors que la pression sur les Tchétchènes pour qu'ils rentrent chez eux s'intensifie et que les autorités organisent le démantèlement de tous les camps de toile d'ici l'hiver, beaucoup de déplacés tombent dans l'anonymat. Les centres d'accueil temporaires de Grozny affichent déjà complet. Qui plus est, sans eau ni système d'évacuation, et avec la chaleur torride de l'été du Caucase, les risques de contracter des maladies se multiplient.

Grozny ainsi que la plupart des régions de Tchétchénie sont loin d'être des lieux sûrs : la guerre entre l'armée russe et les rebelles fait toujours rage. Officiellement, les autorités ont affirmé que tout retour en Tchétchénie serait envisagé sur une base volontaire. Or il semble que la plupart des déplacés soient forcés de quitter les lieux et d'aller s'installer ailleurs. Les équipes MSF établies en Ingouchie sont cependant déterminées à respecter

leur engagement vis-à-vis des déplacés et continuent leur action en faveur de ces personnes.



Lorsque j'ai ouvert le programme, tous les dispensaires auxquels nous apportions notre soutien se trouvaient dans le Sud, dans une zone aux mains des rebelles.

Et j'ai dit qu'il fallait équilibrer un peu la situation, et que nous ne devrions pas travailler uniquement dans la zone rebelle. Il y avait de bonnes raisons de ne pas travailler seulement là. Il y avait ces deux camps relativement grands dans le nord de la Tchétchénie, très proches de la frontière russe, avec une population particulièrement vulnérable, qui avait besoin d'assistance médicale. C'était un de ces endroits auxquels il était possible d'avoir l'accès. Il y avait ainsi des témoins de la façon dont les camps étaient démantelés, et dont les gens étaient expulsés des logements. C'est comme cela qu'à l'époque des déclarations ont pu être publiées dans la presse sur la fermeture forcée de ces camps.

Michiel Hofman, MSF Hollande, coordinateur pour le Caucase du Nord de mai 2001-juillet 2003 (en anglais).



J'étais allé au camp de Znamenskoïe un mois avant qu'il soit démantelé. L'objectif de cette visite, c'était de déterminer quel était l'état d'esprit des réfugiés par rapport au rapatriement et de constater la pression mise par les autorités russes qui coupaient l'eau et le gaz. J'ai tout vérifié. J'avais demandé à Michiel, le coordinateur, l'autorisation de prendre des photos. Les gens parlaient facilement. J'ai discuté avec un groupe de mères de famille, de babouchkas, qui s'exprimaient avec détermination. Dans les camps de réfugiés en Ingouchie, c'était très facile de s'asseoir et de discuter avec les gens. Je me souviens qu'une fois, au camp de Karaboulak, où travaillait MSF Belgique, nous nous sommes retrouvés entourés par des réfugiés qui nous ont engueulés parce qu'on était trop silencieux. Ils disaient : « Si vous ne voulez pas dénoncer avec force ce qui se passe ici, ce n'est plus la peine de venir nous voir. » Ils ne craignaient pas de parler. Lorsque le camp de Znamenskoïe a été démantelé, on a préparé une communication commune aux trois sections. Les gens de Znamenskoïe ne voulaient pas du tout rentrer.

Dr José-Antonio Bastos, MSF Hollande, directeur des opérations et chargé des programmes dans le Caucase du Nord de 2001 à 2003 (en français).

L'ÉTÉ DE TOUS LES DANGERS

Alors que les observateurs constatent une aggravation de la violence, les autorités fédérales russes annoncent au contraire une « normalisation » de la situation en Tchétchénie. Les informations sur les menaces d'enlèvement de ressortissants étrangers présents dans le Caucase du Nord se multiplient.

Le 26 juin 2002, à la veille du sommet du G8, Vladimir Poutine a qualifié la guerre en Tchétchénie de « tragédie » et annoncé une « normalisation » grâce à la prise du pouvoir par les Tchétchènes prorusses d'ici un an. De son côté, Aslan Maskhadov, le président indépendantiste tchétchène, a demandé en vain aux membres du G8 de faire pression sur la Russie afin d'obtenir l'ouverture de négociations.

Pendant ce temps, sur le terrain, combats à l'artillerie lourde et « nettoyages » se poursuivent.



« Vladimir Poutine qualifie pour la première fois la guerre en Tchétchénie de "tragédie" » **Le Monde** (France), 26 juin 2002 (en français).

Extrait :

À la veille du G8, le président russe esquisse une ouverture alors que les combats se poursuivent.

Le président russe, Vladimir Poutine, a, pour la première fois, adouci ses propos sur la guerre en Tchétchénie, lundi 24 juin, lors d'une conférence de presse tenue au Kremlin, laissant l'impression qu'il était à la recherche d'un désengagement progressif des troupes russes dans cette république, où le conflit dure depuis bientôt trois ans. Ambigu, le chef du Kremlin n'a toutefois parlé ni de retrait des troupes ni de pourparlers avec le président tchétchène élu, Aslan Maskhadov.

La guerre en Tchétchénie est « aujourd'hui une tragédie », a estimé M. Poutine. Il faut en finir avec le « mythe du Tchétchène ennemi », une notion qu'il avait pourtant activement contribué à répandre, à partir de l'automne 1999, au moment du déclenchement des opérations militaires russes qui avaient accompagné sa montée au pouvoir. « Le peuple tchétchène n'est pas coupable », a estimé lundi le président russe. « Les autorités fédérales ont abandonné le peuple tchétchène. L'État s'est avéré incapable de le défendre. Les extrémistes (islamistes, NDLR) en ont profité. »

Interrogé sur les rafles menées quotidiennement par les troupes russes dans des villages tchétchènes, M. Poutine a indiqué que ces « nettoyages doivent cesser, d'ici à la fin de l'année », sans donner d'autre précision. Il n'a fait aucune allusion aux accusations de crimes de guerre, de tortures et de disparitions de civils, régulièrement formulées contre l'armée russe par les défenseurs des droits de l'homme.

« Les Tchétchènes doivent prendre en main le pouvoir », a déclaré M. Poutine, expliquant qu'il entendait par là que la fonction de maintien de l'ordre dans la république caucasienne devrait être à l'avenir confiée à des formations armées tchétchènes prorusses. Aujourd'hui, près de 100 000 soldats russes sont déployés dans cette zone. Le conflit aurait fait 15 000 morts du côté des militaires depuis trois ans, selon le Comité des mères de soldats 4 700 morts, selon les chiffres officiels du ministère de la Défense russe). Le président russe a soutenu qu'une « normalisation » devait intervenir en Tchétchénie « dans un délai d'un an », par le biais de « l'adoption d'une Constitution » de la république. [...]

Lors d'une rare interview, accordée à un journaliste britannique et rendue publique ce mois-ci, le président tchétchène, Aslan Maskhadov, a réitéré qu'il était prêt à négocier et à envisager un statut particulier pour sa république. Si la Russie « cesse toute agression armée contre la Tchétchénie », a indiqué M. Maskhadov, « alors nous sommes prêts à discuter de toute question avec le côté russe ». Ces propos n'ont reçu aucune réponse. Sur le terrain, les combats se poursuivent. L'artillerie lourde et des hélicoptères russes bombardaient ces jours-ci la région d'Argoun. Chaque semaine, de nouveaux témoignages de civils sont recueillis par l'organisation Memorial, décrivant une litanie de pillages, tortures et exécutions sommaires d'habitants détenus.

Le 20 juillet, Abdoul-Khakim Soultgov, le nouveau représentant du président russe pour les droits de l'homme en Tchétchénie, qualifie lui-même la situation d'« inadmissible ».

L'organisation de défense des droits de l'homme russe Memorial, qui, pour pouvoir travailler, dialoguait tant bien que mal avec les autorités, décide de cesser toute collaboration pour ne pas cautionner cette situation.



« La situation en Tchétchénie est “inadmissible”, selon M. Soultgov » **Le Monde** (France), Moscou, 20 juillet 2002 (en français).

Extrait :

Le nouveau représentant du président russe pour les droits de l'homme en Tchétchénie, Abdoul-Khakim Soultgov, a qualifié, jeudi 18 juillet, d'« inadmissible » la situation des droits de l'homme dans la république indépendantiste. « Actuellement c'est le chaos, personne ne sait qui arrête les gens ni où on les emmène », a-t-il déclaré, indiquant qu'une de ses priorités serait d'édicter de nouvelles règles sur les opérations de « ratissage », afin d'éviter des abus de la part de l'armée russe. M. Soultgov a tenu à souligner l'importance de la coopération entre les autorités russes ou tchétchènes prusses et les organisations de défense des droits de l'homme pour améliorer la situation.



« Les ONG dénoncent l'armée en Tchétchénie » Patrick de Saint-Exupéry, **Le Figaro** (France), 25 juillet 2002 (en français).

Extrait :

Signe de durcissement en Tchétchénie, les ponts risquent d'être bientôt rompus entre organisations humanitaires et officiels russes. Depuis la reprise en 1999 de la guerre, les organisations humanitaires et de défense des droits de l'homme étaient parvenues à établir un relatif *modus vivendi* avec les autorités. Contre l'autorisation de poursuivre leurs travaux et enquêtes, ces dernières avaient accepté, sans rien renier sur le fond, d'observer un profil bas : communication préliminaire des rapports aux autorités russes et forums informels réunissant représentants d'organisations humanitaires et du FSB (l'ex-KGB).

C'est cette logique d'échange minimum d'informations qui est remise en cause. En témoigne l'arrêt par l'organisation russe de défense des droits de l'homme, Memorial, de toute coopération avec les autorités. « Nous avons compris que rien ne changerait, a confirmé une responsable de Memorial, Tatiana Kassatkina. Nous ne voulons pas cautionner une telle situation. »

Comme bon nombre d'organisations russes et internationales, Memorial participait depuis près d'un an à des réunions régulières regroupant les autorités locales tchétchènes, le parquet, les services de sécurité et l'armée russe. En mars dernier, à la suite de ces réunions, l'état-major de l'armée russe avait publié une directive visant à réglementer les sinistres opérations de « ratissage » de l'armée. Le constat dressé quelques mois plus tard par Memorial est sans ambiguïté : « L'ordre n'a jamais été respecté et aucun militaire n'a été puni. » D'où la décision de mettre fin à une coopération qui finit par « jeter le discrédit sur nos organisations », poursuit la représentante de Memorial.

[...] Médecins Sans Frontières (MSF), qui a payé un lourd tribut à la guerre de Tchétchénie, est ainsi de plus en plus gênée par la politique extrêmement « volontariste » mise en

place quant au retour des déplacés en Tchétchénie. À coups de coupures d'eau et d'électricité dans les camps, en multipliant menaces et pressions sur les démunis, les autorités comptent faire revenir 300 familles par semaine. « Les déplacés rentrent volontairement, assurait hier Stanislav Illiasov, Premier ministre tchétchène. Il serait insensé et même criminel de forcer les gens à quitter les camps. » Faux, rétorquent les ONG, laissant ouvertement entendre que la politique menée est « insensée et criminelle ».

Le 12 juillet 2002, le ministère de la Santé ingouche a informé le coordinateur de la section hollandaise qu'il mettait fin à l'accord signé dix jours plus tôt autorisant l'ouverture d'un hôpital pour traiter les déplacés atteints de tuberculose séjournant sur son territoire, arguant que ceux-ci pourraient désormais être soignés en Tchétchénie.

Le 26 juillet, le directeur du service fédéral des migrations annonce pour la fin de l'année la fermeture des camps de déplacés, qu'il considère comme une honte.



Lettre du ministre de la Santé d'Ingouchie à Michiel Hofman, coordinateur MSF Hollande, 12 juillet 2002 (en anglais).

Extrait :

Le ministère de la Santé d'Ingouchie et Médecins Sans Frontières Hollande ont conclu un accord (MoU) le 2 juillet 2002 sur l'ouverture d'un hôpital sur le territoire de la république d'Ingouchie pour traiter la population tchétchène atteinte de tuberculose. Mais un autre accord vient d'être conclu entre les dirigeants des républiques d'Ingouchie et de Tchétchénie concernant le retour des déplacés internes tchétchènes vers leur lieu de résidence permanente dans le courant de l'année. Des antennes médicales ont été ouvertes sur le territoire tchétchène pour fournir des services spécialisés. Le ministère de la Santé d'Ingouchie annule pour sa part l'accord (MoU) du 2 avril 2002 qu'il avait conclu avec MSF. .



« La Russie va fermer les camps de déplacés tchétchènes à la fin de 2002 »
Reuters (Royaume-Uni), Moscou, 26 juillet 2002 (en français).

Extrait :

La Russie a annoncé qu'elle fermerait à la fin de l'année des camps où sont rassemblés des dizaines de milliers de déplacés de Tchétchénie. Pour les associations de défense des droits de l'homme, cependant, toutes les garanties de sécurité permettant un retour massif ne sont pas encore réunies dans la république rebelle.

[...] directeur adjoint du Service fédéral des migrations, a fait savoir que les déplacés auraient le choix entre un appartement en Tchétchénie ou dans la province voisine d'Ingouchie, où les camps sont actuellement installés.

« Ces camps de toile où les gens souffrent sont une honte et doivent disparaître », a-t-il déclaré. Environ 90 000 Tchétchènes se trouvent selon lui actuellement en Ingouchie. Près de 25 000 vivent sous des tentes. Au plus fort de la guerre, plus de 200 000 personnes ont fui la province rebelle.

Seuls 30 000 déplacés, principalement d'origine ingouche, ont jusqu'à présent refusé de retourner en Tchétchénie, a ajouté [le directeur].

Le 10 juillet 2002, le FSB prévient l'UNSECOORD, le bureau de coordination des questions de sécurité des Nations unies en Fédération de Russie, qu'en raison des menaces d'enlèvement, les visites de personnel international en Tchétchénie doivent être suspendues.



Document relatif à la fermeture du camp de toile d'Aki-Iourt, en Ingouchie du Nord, MSF Belgique, mi-décembre 2002 (en anglais).

Extrait :

Le 10 juillet 2002, le FSB a informé l'UNSECOORD que des menaces d'enlèvement imminent portant sur les missions impliquant des expatriés en Tchétchénie devaient être prises en considération, jusqu'à nouvel ordre.

Le 23 juillet 2002, Nina Davidovitch, une employée de l'organisation humanitaire Droujba, qui collabore avec l'UNICEF, est enlevée en Tchétchénie. Les Nations unies ainsi que la plupart des organisations de secours, dont MSF, condamnent l'enlèvement et annoncent la suspension de leurs opérations en Tchétchénie.



« Communiqué de presse Tchétchénie – à publier aujourd'hui – message de Michiel Hofman, CDM MSF Hollande » **Courriel** d'Anouk Delafortrie, coordinatrice de l'information, MSF International, aux services de communication de MSF, 6 août 2002 (en anglais).

Extrait :

Pour que vous puissiez bien comprendre le « pourquoi » et le « pourquoi maintenant » de ce communiqué de presse, j'ai copié-collé les passages suivants d'un message de Michiel Hofman de MSF Hollande (bien entendu, ceci est à USAGE INTERNE EXCLUSIVEMENT).

« Le lundi matin (29 juin), l'ONU a publié un communiqué de presse prioritaire dans lequel elle annonçait la suspension de ses activités pour deux jours en Ingouchie, mais également une suspension INDÉFINIE en Tchétchénie. Cette annonce (de la suspension en Tchétchénie) a été faite sans aucune consultation des bailleurs de fonds, des partenaires ni des ONG indépendantes. La presse locale et internationale s'en est emparée et a commencé à appeler les organisations principales : CICR, MSF et le Conseil danois des déplacés. Toutes trois ont été prises par surprise car elles ne savaient pas que la suspension en Tchétchénie était indéfinie, et ont été forcées de formuler des positions *ad hoc* sur-le-champ.

Voici où nous en sommes donc :

- ICRC continue, mais souhaite mettre cette poursuite dans un cadre de suspension ;
- les partenaires de l'ONU sont suspendus pour la Tchétchénie, mais la raison en est : « l'ONU nous l'a dit » ;
- les ONG locales, y compris Droujba, continuent ;
- les ONG indépendantes sont divisées sur le sujet, bien que la plupart n'aient pas travaillé, pour raisons de sécurité insuffisante, et parce que les autorisations pour août n'ont pas été délivrées. Aucune ne travaille avec des expatriés en Tchétchénie, encore une fois pour des raisons de sécurité ;

- toutes les activités en Ingouchie ont repris normalement.

(Personne n'exprime de désaccord sur ceci, à la lumière du plan en 20 points).

L'ONU a mal géré la situation, tout d'abord l'incident de sécurité lui-même, puis les décisions prises et la communication de la suspension. Ces manquements ont été partiellement reconnus, et pourront être étudiés plus tard.

MSF se trouve dans la position inconfortable d'être connue, aussi bien internationalement en tant qu'acteur humanitaire majeur que spécifiquement en lien avec les enlèvements en Tchétchénie. Il est également notoire que MSF évolue indépendamment des Nations unies. C'est pourquoi il lui faut exprimer une position claire sur ce sujet.

ARGUMENTS PRINCIPAUX:

Il s'agit du premier enlèvement de travailleur humanitaire depuis Kenny. Bien que cela ne puisse jamais être prouvé, la suspension des activités pendant un mois après l'enlèvement de Kenny pourrait avoir contribué au fait qu'un tel événement ne se soit pas reproduit pendant un an et demi. En ignorant partiellement cet incident, nous pourrions créer un dangereux précédent et des enlèvements pourraient être commis régulièrement sans aucune réaction sérieuse.

MSF a bénéficié d'une réponse cohérente de la communauté humanitaire pour accélérer la libération de Kenny sain et sauf l'année dernière. Cela constitue une pression morale pour faire la même chose pour un collègue humanitaire.



« MSF condamne fermement l'enlèvement de la responsable de Droujba – les opérations restent suspendues » **Communiqué de presse** de MSF Belgique, 6 août 2002 (en français).

Extrait :

MSF garde suspendu son programme d'aide en Tchétchénie pour une période de deux semaines en raison de l'enlèvement de Mme Nina Davidovitch, responsable de l'organisation non gouvernementale Droujba. MSF condamne fermement le kidnapping de Mme Davidovitch et encourage les personnes concernées à procéder immédiatement à sa libération.

MSF a interrompu ses opérations en Tchétchénie le 29 juillet dernier, après avoir été informée de l'enlèvement de Mme Davidovitch. MSF fournit des équipements sanitaires, ainsi que des médicaments et du matériel médical et mène un projet de santé mentale en Tchétchénie. MSF réexaminera la situation le 20 août prochain et décidera s'il y a lieu de poursuivre cette action.

Cependant, MSF continuera à fournir une assistance directe en cas d'urgence, ce qui inclut également une coopération avec les équipes chirurgicales en Tchétchénie. Toutes les opérations en Ingouchie et au Daguestan continuent de fonctionner normalement. Cet enlèvement révèle une nouvelle fois la menace continue qui pèse sur les civils – y compris sur les travailleurs humanitaires – en Tchétchénie, où la guerre fait toujours rage. Aujourd'hui, MSF est extrêmement préoccupée par le sort de centaines de milliers de civils tchétchènes vivant dans ce pays déchiré par la guerre et dans les républiques voisines.

Début août 2002, les autorités daguestanaises préviennent la section suisse que de sérieuses menaces d'enlèvement ont été lancées contre les internationaux présents dans le Caucase du Nord. Les expatriés ne circulant plus en Tchétchénie,

d'aucuns pensent que la menace pèse plutôt sur les républiques voisines. La section suisse maintient toutefois une équipe minimale composée de trois expatriés et de personnel national à Makhatchkala, la capitale daguestanaise, afin de se tenir informée de la situation.



« Point sur le Daguestan » **Courriel** d'Arjan Erkel, coordinateur MSF Suisse, à Bruno Lab, responsable de programme MSF Suisse, 7 août 2002 (en anglais).

Extrait :

ICRC nous a appelés pour nous demander ce qui se passait ici et pour nous dire que leurs employés locaux s'attendaient à des problèmes, et qu'il y avait déjà des problèmes dans la région de Novolak[skoie]. Il s'agit d'une information publiée dans un journal, mais nous ne pouvons ni en obtenir confirmation ni l'ignorer.

MSF Hollande pense que la situation ne se calmera pas tant qu'un gros poisson n'aura pas été enlevé. Après consultation de plusieurs sources, ils pensent aussi que, puisque personne ne se rendait plus en Tchétchénie, Khassaviourt était plus facile d'accès que Nazran pour des bandits, et que c'est sans doute pour cela que MSF Suisse ou les expatriés de Khassaviourt ont été pris pour cible.

Hier soir, j'ai rencontré le colonel en charge des questions d'enlèvements, qui est aussi responsable de la loi et des forces de l'ordre au Daguestan. Il s'est montré très sympathique et nous a accordé assez de temps pour qu'on lui expose la situation avant de nous donner son avis.

Il en ressort que, pour lui, Makhatchkala est plus sûre que Khassaviourt, où la frontière avec la Tchétchénie est plus facile d'accès pour les bandits. [...] Il pense qu'il y a toutes les raisons de faire attention en raison de la célébration du 6, mais n'a pas constaté de recrudescence de l'activité des bandits. Il serait bon pour MSF d'entrer en contact avec lui de temps en temps, dit-il, de cette façon les bandits sauront que nous avons de bonnes relations avec ses services et hésiteront à nous attaquer. [...]

Le FSB a été également amical et soucieux. Pour eux, c'est plutôt lié à la commémoration du 6 août ou du 23 février (anniversaire de la Diaspora). [...]

Après discussion avec Genève et avec l'équipe, il a été décidé de procéder vendredi à une sorte d'évaluation à Khassaviourt pour rencontrer le chef administrateur.

Le 8 août 2002, une équipe du CICR est enlevée dans la vallée de la Pankissi, en Géorgie. La section française annonce la suspension de ses opérations dans cette région. Les rumeurs sur les menaces d'enlèvement vont croissant.



« MSF suspend ses activités dans la vallée de la Pankissi (Géorgie) » **Communiqué de presse** de MSF France, 8 août 2002 (en français).

Extrait :

MSF suspend ses activités dans la vallée de la Pankissi, suite à l'enlèvement d'une équipe du CICR, vendredi, dans cette région du nord-est de la Géorgie, proche de la frontière avec la Fédération de Russie (Tchétchénie). Dans ces circonstances, MSF estime que les conditions de sécurité ne sont pas réunies pour les quatre volontaires qui travaillent et vivent dans la vallée. Ils ont rejoint Tbilissi, la capitale géorgienne, samedi 5 août.

Depuis octobre 1999, MSF apporte son soutien aux 7 000 déplacés qui avaient pu fuir la Tchétchénie bombardée par l'armée russe avant la fermeture de la frontière par les autorités géorgiennes, en décembre 1999. Ces déplacés tchétchènes sont logés chez les habitants de la vallée, les Kistines, et dans des écoles ou des usines.

Depuis dix mois, l'assistance médicale de MSF auprès de cette population est passée de l'urgence à une aide plus ciblée : 4 500 personnes ont tout d'abord été vaccinées, puis l'équipe a mis en place, pour toute la population de la vallée, un système de référence des patients atteints de pathologies graves vers les hôpitaux de la région (Akhmeta, Telavi ou Tbilissi). Enfin, confrontée à une population très traumatisée par la guerre, l'équipe a ouvert un programme de soutien psychologique qui prend en charge 125 enfants de 6 à 12 ans.



Nous avons reçu certains signaux et avertissements des services spéciaux pendant les voyages en Tchétchénie, et les organisations rencontraient des problèmes lors des passages de postes de contrôle et les voyages. Nous, l'équipe de MSF Hollande, avons toujours tenu compte de ces avertissements.

C, Membre du personnel local de MSF recruté dans le Caucase du Nord (en russe, traduit vers l'anglais, puis vers le français par MSF).



Tous les indicateurs étaient au rouge. On attendait le pépin. Il y avait déjà eu Nina [Davidovitch]. On le sentait. On sentait une agressivité très proche et réelle dans la vie courante. J'habitais dans le même immeuble que les collègues de Nina, et ils avaient eu plusieurs visites, avec leur appartement et leur voiture fouillés. Même chose pour nous. On sentait tout le temps cette agressivité. Des rumeurs commençaient à sortir dans les marchés sur les prix des expatriés. On avait des refus de visite de la part des autorités, on sentait une pression sur le comportement des gens avec qui on travaillait.

Gabriel Trujillo, MSF France, coordinateur dans le Caucase du Nord de janvier 2002 à juillet 2003 (en français).



Les 2 chefs de mission de MSF Suisse avaient une vision diamétralement opposée de la situation en Tchétchénie, de la nécessité d'y aller. L'un disait qu'il fallait y aller et être sur place, qu'il y avait des besoins ; et l'autre disait qu'en raison de l'insécurité il ne fallait pas y aller, que les Tchétchènes étaient tous des mafieux, qu'il fallait rester prudent, qu'ils étaient bien comme cela avec leur petit programme et qu'il ne fallait pas précipiter les choses. Ce n'était pas facile de travailler comme cela. Le programme commençait tout juste quand l'alternance entre les 2 chefs de mission a atteint ses limites, car il y avait trop de tensions. Nous avons cherché désespérément un autre coordinateur, et nous sommes tombés sur Arjan Erkel, qui connaissait un peu le Daguestan.

L'administration daguestanaise nous a dit de faire attention, que quelque chose se préparait contre un étranger et que nous étions particulièrement à risque. Donc on a retiré tous les expatriés de Khassaviourt [sur la frontière tchétchène]. On a évacué une grande partie de l'équipe vers Moscou. Mais pour avoir des renseignements et savoir ce qui se passait, on a gardé une équipe réduite à Makhatchkala. Initialement, j'avais demandé que tout le monde parte et dit qu'il ne fallait pas prendre de risque. Mais finalement, en discutant, le responsable des programmes m'a convaincu de laisser une ou deux personnes sur place. Le coordinateur,

un logisticien et une infirmière, je crois, sont restés avec du personnel daguestanais, en qui on avait confiance.

Dr Thomas Nierle, MSF Suisse, responsable des urgences puis directeur des opérations de 2000 à 2004 (en français).

ARJAN ERKEL EST ENLEVÉ AU DAGUESTAN

Dans la soirée du 12 août 2002, Arjan Erkel, le coordinateur de MSF Suisse, est enlevé à Makhatchkala, la capitale du Daguestan. MSF Suisse diffuse deux communiqués de presse, relayés par les autres sections, qui annoncent l'enlèvement et la suspension des activités de MSF dans le Caucase du Nord.



« Médecins Sans Frontières confirme l'enlèvement d'un de ses volontaires au Daguestan » **Communiqué de presse** de MSF Suisse, 13 août 2002 (en français).

Extrait :

L'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières (MSF) confirme l'enlèvement d'Arjan Erkel, un volontaire néerlandais. Chef de mission dans la république russe du Daguestan depuis février 2002, Arjan a été enlevé hier soir.

L'enlèvement a eu lieu vers 22 heures à Makhatchkala, la capitale. Arjan rentrait chez lui lorsque la voiture MSF a été interceptée par un véhicule avec trois hommes à bord, dont deux armés. Arjan a été enlevé et poussé dans une autre voiture. MSF est extrêmement préoccupée et demande la mise en liberté immédiate d'Arjan.



« MSF condamne le kidnapping d'un membre de son personnel et suspend ses activités » **Communiqué de presse** de MSF, 14 août 2002 (en français).

Extrait :

MSF condamne fermement le kidnapping d'Arjan Erkel, son chef de mission au Daguestan, survenu le soir du 12 août dernier dans la capitale régionale, Makhatchkala. MSF est très préoccupée par le sort réservé à Arjan et demande instamment aux personnes qui le retiennent de le traiter humainement et de le relâcher sans qu'aucun mal lui soit fait.

Suite à cette prise d'otage, MSF a décidé de suspendre ses opérations au Daguestan et en Ingouchie. MSF avait déjà arrêté ses activités en Tchétchénie depuis le 29 juillet dernier en réaction au kidnapping de Nina Davidovitch, représentante de l'ONG russe Droujba.

Ces kidnappings consécutifs attestent des risques encourus tant par les travailleurs humanitaires que par les populations civiles dans cette région ravagée par la guerre. La situation des personnes, particulièrement des Tchétchènes, reste plus que précaire au niveau de la sécurité et surtout en ce qui concerne l'accès aux soins. MSF continuera d'évaluer la situation et décidera, en fonction de son évolution, si la suspension de ses activités peut être maintenue.

Dans la région, MSF apporte son soutien dans des hôpitaux et dans de nombreux centres de santé en les approvisionnant en médicaments et en matériel médical. MSF réhabilite certaines structures de santé afin de permettre aux malades d'avoir accès à des services

d'hospitalisation, de chirurgie, de maternité. L'organisation humanitaire opère aussi au travers d'équipes mobiles. [...]

Arjan Erkel - Informations biographiques

Peter-Arjan Erkel a 32 ans et est de nationalité hollandaise. Depuis avril 2002, il occupe la fonction de chef de mission pour la section suisse de Médecins Sans Frontières, basée à Makhatchkala, la capitale de la république russe du Daguestan. Arjan a une formation en logistique (Transport Academia) et a ensuite étudié à l'université de Nijmegen (Nimègue) pour obtenir un diplôme supérieur d'anthropologie culturelle. Arjan a commencé à travailler avec MSF en 1994 en Ouganda comme logisticien. Il a ensuite travaillé au Tadjikistan comme logisticien et puis en tant que chef de mission. Ces dernières années, il était responsable de projet sur le terrain successivement en Ouzbékistan, en Russie et au Sierra Leone.

Dans les jours qui suivent l'enlèvement, une cellule de crise est mise en place à MSF Suisse pour gérer le cas Erkel. Elle est coordonnée par Thomas Nierle, le directeur des opérations de MSF Suisse, qui se rend aussitôt au Daguestan. Il y apprend que, quelques jours avant son enlèvement, Arjan a dîné avec deux attachés militaires étasuniens, contre l'avis de son équipe et celui du coordinateur de MSF Hollande à Moscou, auquel il avait demandé conseil.



« **Note** pour le journal de bord - 26 août 2002 » Michiel Hofman, 3 septembre 2002 (en anglais).

Extrait :

Question : Comment le contact a-t-il été établi entre l'ambassade des États-Unis et MSF Suisse ?

Réponses :

SC : Quand la mission des deux attachés militaires a été discutée, le major M. a cherché à savoir s'il y avait au Daguestan un représentant d'une agence internationale qu'ils puissent contacter pour avoir un point de vue extérieur sur la situation de la sécurité. S [...] a suggéré Arjan Erkel, le coordinateur de MSF Suisse, qu'il avait rencontré un mois plus tôt à l'ambassade, et a donné le numéro de téléphone de MSF Suisse à Moscou.

Major M : J'ai contacté le bureau et parlé à une femme [...]. Elle m'a informé qu'Arjan était à Moscou et m'a donné son numéro de téléphone mobile. Je l'ai appelé, me suis présenté comme le major M., de l'ambassade des États-Unis. Arjan a été très réceptif, m'a suggéré de le contacter à son arrivée au Daguestan et m'a donné ses numéros de téléphone sur place.

Question : Quelle a été la nature de vos discussions avec Arjan Erkel au Daguestan ?

Réponses :

Major M. : À notre arrivée à Makhatchkala, nous avons contacté Arjan Erkel à son bureau. Nous avons pris rendez-vous pour dîner. Il est venu nous chercher à notre hôtel à 19 heures. Nous sommes allés avec lui dans une pizzeria du centre de Makhatchkala. Il était le seul représentant de MSF Suisse. Nous avons dîné pendant deux heures, jusqu'à 21 heures, et sommes retournés à l'hôtel. Pendant la première heure, nous avons discuté autour de son point de vue sur la sécurité des étrangers au Daguestan et des mesures prises par MSF à cet effet. La deuxième heure a été consacrée à une discussion générale sur son parcours, comment il était arrivé au Daguestan, sa compagne de Makhatchkala et comment il l'avait rencontrée au Tadjikistan.

À la fin du dîner, il nous a suggéré de visiter Khassaviourt le lendemain matin (notre vol de retour sur Moscou était prévu pour le lendemain après-midi) afin d'évaluer la situation des déplacés et pouvoir ainsi donner nos impressions de témoin direct à S C [...], une fois rentrés à Moscou.

Nous nous sommes mis d'accord pour prendre contact au sujet de ce voyage le lendemain matin pour voir si de notre côté et du sien cela serait possible, car ce voyage n'était pas prévu à l'origine.

Le lendemain matin à 9 heures, Arjan est revenu à notre hôtel pour nous dire que le voyage à Khassaviourt était annulé pour des raisons de sécurité.

Il nous a informés qu'ils avaient reçu un avertissement du FSB concernant la sécurité des expatriés à Khassaviourt et qu'ils avaient évacué leur équipe à Makhatchkala. Il nous a aussi informés que les Américains étaient plus particulièrement en danger. Depuis ce matin-là nous n'avons jamais revu Arjan, l'après-midi nous avons pris notre vol pour Moscou. [...]

Question : Est-ce que le voyage à Khassaviourt avait été initié par l'ambassade des États-Unis ?

Réponses :

Général R [...] : Non, c'était une initiative de M. Erkel.

SC [...] : Je voulais me rendre au Daguestan, mais l'ambassade n'était pas d'accord car l'UNSECOORD n'était pas opérationnelle là-bas. Toutefois, ce n'est pas moi qui ai demandé aux attachés militaires de s'y rendre de ma part. [...]

SC [...] s'est excusé d'avoir suggéré à ses collègues du département militaire de contacter MSF Suisse et Arjan Erkel. Il a dit qu'il réalisait que c'était une erreur et qu'il lui semblait maintenant évident que MSF ne pouvait pas se permettre d'être associée avec des militaires, quels qu'ils soient. S [...] m'a aussi informé que la nature réelle de la mission d'origine était une mission d'observation militaire de manœuvres conjointes sur la mer Caspienne des forces navales russe, azerbaïdjanaise et iranienne.

La mission avait été réduite à une liaison avec EMERCOM après que l'Iran, au dernier moment, se fut opposé à la présence d'observateurs américains pendant ces manœuvres. Plus tard, il a souligné qu'il comprenait bien qu'il ne devait plus approcher MSF pour le moment, à moins que ce ne soit MSF qui le contacte.



J'ai été appelé la nuit de l'enlèvement, vers 23 heures je crois, par Christopher Stokes, le directeur des opérations de MSF Belgique. Notre équipe au Daguestan avait pu joindre Nicolas [Cantau], leur coordinateur à Moscou, qui a transmis le message à Christopher. Tout de suite, dans la même nuit, nous avons pu reprendre contact avec notre équipe, pour vérifier les faits. Et je suis parti le lendemain ou le surlendemain, le temps d'obtenir un visa. Je suis parti entre autres pour reprendre la fonction de coordinateur, parce qu'il n'y en avait plus.

Il fallait quelqu'un qui ait suffisamment d'assise pour pouvoir lancer un certain nombre de choses. Après l'alerte, j'avais voulu que l'équipe quitte le Daguestan, mais le responsable des programmes avait répondu qu'il n'y avait pas de risque. Après l'enlèvement, ces deux semaines passées entre Moscou et le Daguestan m'ont permis de comprendre un certain nombre de choses par rapport à toute cette histoire de contacts avec les militaires américains. Cela m'a permis de cerner la personnalité d'Arjan et aussi de me demander si cet enlèvement relevait vraiment du pur banditisme. Cette impression s'est forgée assez rapidement.

Quand Arjan a rencontré les conseillers américains, il y a eu toute une discussion au sein de l'équipe. Le logisticien, un jeune qui avait la tête sur les épaules, lui avait dit qu'il était fou, qu'il ne fallait pas faire cela. Le coordinateur de MSF Hollande, Michiel Hofman, était aussi un

copain d'Arjan, avec lequel il avait une complicité plutôt rassurante. Il m'a dit qu'il avait essayé de le cadrer et de le prévenir, mais qu'il n'avait pas été écouté. J'ai demandé à un gars de MDM qui se rendait en Tchétchénie en traversant le Daguestan grâce à ses contacts d'essayer de se renseigner un peu. Il est revenu avec énormément d'accusations envers MSF Suisse, nos projets d'ouverture en Tchétchénie, mais aussi et surtout envers certains membres de l'équipe. Il m'a rapporté que c'était la pagaille, que ce n'était pas possible de travailler comme cela. Le message passé avec l'enlèvement était plutôt quelque chose de local, mais il y avait toujours l'idée, en arrière-plan, que ce type d'exaction devait être autorisé par quelqu'un quelque part, que, dans ce jeu, ce sont des gens de pouvoir qui avaient la main.

Dr Thomas Nierle, MSF Suisse, responsable des urgences puis directeur des opérations de 2000 à 2004 (en français).



Selon moi, la première raison de ce kidnapping réside dans l'ignorance totale des règles de sécurité. L'une des autres raisons derrière tout cela, c'est qu'il n'y avait pas vraiment d'équipe. Une équipe, ce n'est pas quand vous avez des expatriés et du personnel national, c'est quand vous avez des gens qui parlent et qui écoutent. En d'autres termes, quand l'un écoute ce qu'on lui dit et que l'autre dit vraiment ce qu'on s'attend à ce qu'il dise. Tous les membres de l'équipe doivent être en mesure à la fois d'écouter et de s'exprimer.

Dans les situations d'urgence, il ne doit pas y avoir de structure de management autoritaire. Un expatrié ne connaît pas forcément mieux que moi la situation sur place. J'ai l'impression qu'on ne l'avait pas dit à Arjan, qu'ils n'avaient pas ce genre de communication. Et il n'existait pas de règles de sécurité claires.

C, Membre du personnel local de MSF recruté dans le Caucase du Nord (en russe, traduit vers l'anglais, puis vers le français par MSF).



Après l'enlèvement de Kenny, MSF Hollande, comme avant elle MSF Belgique et MSF France, était devenue beaucoup plus consciente du risque et les équipes restaient beaucoup plus confinées dans leurs bases en Ingouchie. C'est à cette époque que les Suisses ont étendu leur espace d'intervention et sont devenus plus aventureux. On plaisantait tous ouvertement sur le fait que les Suisses seraient les prochains à être pris en otage. Et je crois que cela était prévisible. Donc personne n'a été surpris quand Arjan a été enlevé. Ce qui a peut-être été une surprise, c'est qu'il soit enlevé au Daguestan plutôt qu'en Tchétchénie, mais chacun, au moins dans mon équipe, s'attendait à ce que cela arrive à quelqu'un de l'équipe suisse, à un moment ou un autre.

Austen Davis, MSF Hollande, directeur général de 1999 à 2004 (en anglais).

MSF prend des contacts avec les différents acteurs politiques présents dans le Caucase et les responsables internationaux susceptibles de les inciter à agir pour obtenir la libération d'Arjan Erkel.

MSF Suisse confie la responsabilité de sa représentation en Fédération de Russie à Steve Cornish, ancien coordinateur de MSF France, qui a également participé à la recherche de Kenny Gluck en 2001 et qui connaît bien la région.

MSF International et MSF Suisse demandent le soutien des autorités russes dans la recherche d'Arjan Erkel.

À la demande de MSF France, l'équipe de MSF États-Unis prend contact avec le ministre des Affaires étrangères du gouvernement rebelle tchéchène, en exil à New York. Elle rencontre également divers responsables de l'administration étasunienne, espérant qu'un sentiment de culpabilité concernant la rencontre des attachés militaires avec Arjan les rendra plus coopérants pour faire pression sur leurs homologues russes.



Lettre de Thomas Linde, directeur général de MSF Suisse, et du Dr Morten Rostrup, président du Conseil international de MSF, à l'ambassadeur de Russie en Suisse, 23 août 2002 (en anglais).

Extrait :

Médecins Sans Frontières – une organisation humanitaire internationale qui travaille depuis dix ans en Fédération de Russie – informe votre Excellence de l'enlèvement de l'un des membres de notre personnel international au Daguestan et sollicite votre soutien à nos efforts pour obtenir une libération rapide et inconditionnelle de notre collègue. [...]

Médecins Sans Frontières est conscient qu'il s'agit de mener ces efforts sans répit et d'être patients. Ceci implique également que toute initiative pouvant mettre en danger la vie de notre collègue doit être absolument évitée.

Les autorités compétentes – tant au niveau fédéral qu'au niveau local – sont déjà très actives et très serviables, et nous aurons besoin qu'elles maintiennent ce soutien.

Médecins Sans Frontières a en particulier demandé aux autorités fédérales et nationales de lui fournir toute information ou contact susceptible d'aider à la résolution du problème. Nous les avons assurées que nous garderions la stricte confidentialité au sujet de ce soutien.

En outre, Médecins Sans Frontières leur a assuré qu'aucune déclaration ne serait faite sur les tenants et aboutissants de l'enlèvement, ni pendant la crise, ni après sa résolution. Seule la libération de notre collègue nous importe.



« Chris à New York » **Courriel** de la chargée de mission au département des programmes MSF États-Unis à Kenny Gluck, directeur des opérations, MSF Hollande, 13 août 2002 (en anglais).

Extrait :

Hello Kenny,

[...] Comme tu le sais sans doute déjà, Loïck [Barriquand, responsable de programme MSF France] m'a demandé de prendre contact avec Ilyas Akhmadov [ministre des Affaires étrangères du gouvernement indépendantiste tchéchène], ici aux États-Unis, dans l'espoir qu'ils puissent avoir un contact direct avec lui. Patrice l'a rencontré une fois ces derniers mois. MSF France veut reprendre contact avec lui pour discuter en particulier des récents événements qui ont mené à une suspension partielle de nos activités en Tchétchénie. [...] Peux-tu me donner [...] un autre numéro de téléphone pour joindre Akhmadov ?



« Réunion au Conseil de sécurité national, Washington D.C., 18 octobre 2002 »
Minutes, Patrice Page, Nicolas de Torrente, MSF États-Unis, 21 octobre 2002 (en anglais).

Extrait :

Il a suggéré qu'à Moscou nous évoquions ouvertement et directement avec les Russes l'hypothèse d'une composante politique dans notre cas, sans être accusateurs, quelque chose du genre « est-ce que vous travaillez sur l'éventualité d'une composante politique dans le mobile de l'enlèvement, sur l'éventualité d'éléments incontrôlés de votre administration qui pourraient être impliqués dans l'enlèvement ? » [...].

Puis la discussion est devenue plus sérieuse lorsque nous avons évoqué « l'incident » impliquant C [...] et les deux attachés militaires. [...]

Conclusions de la réunion :

- Nous ne sommes pas certains que les autorités étasuniennes aient soulevé le cas d'Arjan avec leurs homologues russes en évoquant le cas de S C[...] (nous avons l'impression que cela n'a probablement pas été fait).

- Il était important d'impliquer le NSC [Conseil national de sécurité] pour obtenir des démarches pertinentes des États-Unis envers Moscou, à un plus haut niveau (l'ambassadeur des États-Unis ou ses adjoints avec leurs homologues russes).

Si le département d'État [...] ne s'est pas montré très actif sur ce cas, c'est sans doute à cause de « l'incident » pour lequel ils se sentent une responsabilité et sont embarrassés. [...]

Il faut souligner que, depuis l'enlèvement, c'est la première fois que MSF rencontre un responsable politique de l'administration étasunienne, toutes les autres rencontres ont eu lieu avec des fonctionnaires du département d'État [...] et c'est un élément important si l'on considère le climat actuel à Washington (tension accrue entre le département d'État et l'administration Bush). En conséquence, et si MSF Suisse en ressent le besoin, nous pouvons à l'avenir continuer à rencontrer des représentants politiques du département d'État. [...]

Il était important et très pertinent de soulever ouvertement et directement la question de l'incident avec les deux attachés militaires. La réaction de G [...] a été encourageante. Après avoir écouté la relation de l'incident, il est apparu plus intéressé par une implication des États-Unis.

Il a mentionné plusieurs fois la possibilité que des « éléments russes non contrôlés » soient liés à l'enlèvement d'Arjan.

MSF a montré une certaine réticence à « jouer la carte des États-Unis » en raison de l'impact potentiel que pourrait avoir sur la sécurité d'Arjan le fait d'évoquer l'incident avec les attachés militaires. Nous sommes maintenant dans une situation différente depuis que « l'abcès a été crevé » avec l'administration étasunienne et que nous avons soulevé la question au niveau d'un de ses responsables politiques influents qui nous promet d'entamer une démarche concrète envers Moscou basée sur notre requête.

En conséquence, Genève devra coordonner de façon serrée les démarches à Moscou et à New York afin d'utiliser efficacement les contacts et l'influence des États-Unis sur l'administration russe.



J'étais chef de mission, la mission étant de sortir Erkel...

Steve Cornish, MSF France, coordinateur en Géorgie de janvier à avril 2000, puis en Ingouchie de septembre 2000 à janvier 2001; MSF Suisse, représentant en Fédération de Russie d'août 2002 à avril 2004 (en français).



À cette époque, j'étais le seul coordinateur présent à Moscou. Et MSF Suisse n'avait plus de coordinateur, donc quelqu'un devait prendre les choses en charge pendant les premières quarante-huit heures. Je suis entré en contact avec les autorités russes, j'ai géré la presse et tout cela, jusqu'à ce que MSF Suisse obtienne des visas et puisse envoyer du personnel.

Puis je suis resté impliqué, parce qu'à ce moment-là on ne savait pas s'il s'agissait d'une affaire daguestanaise ou tchéchène. Les deux étaient possibles. Depuis le début, tout le monde reconnaissait que les employés de MSF en Tchétchénie les mieux renseignés, possédant le plus de contacts, étaient ceux qui travaillaient pour MSF Hollande. Ils avaient tout simplement les liens les plus directs et les plus solides avec les commandants rebelles qu'il fallait connaître. Ils vérifiaient : « Est-ce vous qui les avez enlevés ? Si oui, merci de les laisser partir. » Il suffisait de le dire simplement. Donc, dès leur arrivée, les Suisses ont demandé s'ils pouvaient utiliser ces personnes et, évidemment, comme ils travaillaient pour moi, j'étais impliqué dans les contacts en Tchétchénie. J'étais aussi impliqué quand il y avait des discussions en tête-à-tête avec l'autre côté en Tchétchénie, le côté prorusse. À l'époque, Akhmad Kadyrov était devenu l'homme le plus fort de Tchétchénie. Donc on avait aussi affaire à lui, car il était soit impliqué, soit en mesure de dire quelque chose là-dessus. J'ai eu un tête-à-tête avec lui. J'y suis allé moi-même parce que je ne voulais pas que n'importe qui aille traîner avec ses gros sabots à Grozny et détruise tout le fragile réseau que j'avais construit là-bas.

Michiel Hofman, MSF Hollande, coordinateur pour le Caucase du Nord de mai 2001-juillet 2003 (en anglais).



Il devenait de plus en plus clair que des représentants américains s'étaient rendus sur le terrain au Daguestan, et avaient parlé avec Erkel ouvertement, et qu'il aurait peut-être été kidnappé à cause de cela. Et Erkel avait fait l'erreur de se montrer publiquement avec ces personnes. J'avais un contact au département d'État qui remontait à l'enlèvement de Kenny Gluck et on avait pris des rendez-vous avec cette personne. On y est allés une première fois et on leur en a parlé ouvertement, mais sans particulièrement les pointer du doigt. On voulait quand même leur tordre le bras pour qu'ils se bougent et participent à la résolution de ce problème. Donc on a ouvert cette discussion. Mais quand on y est retournés avec Patrice [Page, chargé de mission, département des programmes, MSF États-Unis], là ils ont nié le fait qu'on leur avait déjà parlé de cela. Ensuite Patrice et Nicolas [de Torrente, directeur général de MSF États-Unis] sont allés au National Security Council (Conseil national de sécurité). Les personnes qu'ils ont rencontrées ont joué les imbéciles, réagi comme si elles n'avaient jamais entendu parler de cela.

[...], MSF Belgique, coordinatrice de projet en Tchétchénie en 1995; MSF États-Unis, chargée de mission, département des programmes de 2001 à 2002 (en français).

La presse européenne analyse les kidnappings d'étrangers comme une pression pour faire partir les organisations internationales du Caucase du Nord et obliger les déplacés, ainsi privés d'aide humanitaire, à rentrer en Tchétchénie. Le journaliste de *Novaïa Gazeta*, Viatcheslav Izmailov, ancien officier de l'armée russe, spécialiste des questions d'enlèvement, pointe la responsabilité des services de sécurité intérieure russes.



« Regain d'activité des rebelles tchétchènes » Karim Talbi, **Le Figaro** (France), 21 août 2002 (en français).

Extrait :

Cette offensive des rebelles intervient à un moment où la Russie cherche à régler le problème des réfugiés. Annoncé depuis des mois, le retour en Tchétchénie des dizaines de milliers de réfugiés devait prochainement commencer. Les organisations non gouvernementales (ONG) humanitaires ont unanimement dénoncé ce projet et ont presque toutes suspendu leurs activités depuis le kidnapping, le 23 juillet, de Nina Davidovitch, responsable d'une ONG russe.

Il y a une semaine, c'est le chef de la mission suisse de Médecins Sans Frontières (MSF) au Daguestan, le Néerlandais Arjan Erkel, qui était enlevé en rentrant chez lui. Des responsables d'organisations humanitaires à Moscou estimaient hier, sous couvert de l'anonymat, que ces enlèvements avaient pour but de provoquer le départ des ONG de Tchétchénie et des républiques voisines au moment du retour des réfugiés.



« Qui a enlevé Peter-Arjan Erkel » Viatcheslav Izmaïlov, **Novaïa Gazeta** (Russie), 29 août 2002 (traduit du russe vers l'anglais par MSF).

Extrait :

Il existe trois versions principales concernant l'enlèvement du volontaire néerlandais. La première est qu'il a été kidnappé par des groupes militaires illégaux, stationnés en Tchétchénie.

En ce moment, tous ces groupes, sans exception, ont des problèmes financiers. [...]

La majorité des groupes de banditisme subordonnés à Maskhadov, Bassaïev ou Guelaïev sont complètement indépendants en matière de financements. En particulier l'un des plus importants, celui dirigé par Dokou Oumarov, le secrétaire du Conseil de sécurité de Maskhadov, principalement établi dans les districts d'Atchkhoï-Martan, en Tchétchénie [...], et de Sounjenski, en Ingouchie.

Dokou Oumarov et ses bandits trouvent leurs financements dans le kidnapping des personnes (en particulier six employés d'une compagnie de pétrole enlevés à la frontière entre l'Ingouchie et l'Ossétie du Nord), les attaques à main armée et les cambriolages contre la population tchétchène à Grozny et dans d'autres villes.

Les bandits prennent l'argent, les décorations en or, les voitures. La majorité des victimes menacées de représailles physiques ont peur de porter plainte auprès des autorités et des forces de l'ordre fédérales et locales. Selon nos informations, le groupe d'Oumarov prévoit des enlèvements avec demande de rançon sur des journalistes russes et étrangers et des travailleurs des organisations de secours.

Il existe de bonnes raisons de penser que Nina Davidovitch, la responsable de l'organisation humanitaire Droujba, qui a été kidnappée le 23 juillet de cette année, est détenue par le groupe d'Oumarov.

La probabilité que Peter-Arjan Erkel ait été enlevé par ce groupe lié à Dokou Oumarov est aussi très élevée. Il n'est sans doute pas détenu en Tchétchénie mais au Daguestan, où malgré des mesures strictes prises par le ministère de l'Intérieur, il existe de nombreuses possibilités de détenir un otage, spécialement dans les zones montagneuses de la république.

Cependant, les mesures sévères de prévention prises par le ministère de l'Intérieur après l'attaque terroriste de Kaspiisk en mai concernent principalement Makhatchkala et quelques autres villes de la république. Par exemple, Peter-Arjan Erkel a pu aisément

être emmené de la zone de banlieue où il a été kidnappé jusqu'au district de Bouïnaksk en passant à travers les différents postes de contrôle.

Une telle possibilité n'est pas exclue, même par les forces de l'ordre daguestanaïses elles-mêmes (le 6^e département du ministère de l'Intérieur daguestanaïse).

La seconde version est politique.

Rappelons-nous plusieurs provocations significatives arrangées par les services spéciaux – le « faux » échange en janvier 2000 d'Andreï Babitski, le correspondant de Radio Liberty, contre des soldats russes. Il était passé entre les mains de supposés bandits tchéchènes, mais en réalité entre celles de Gazimagomed Deniev, lié aux services spéciaux.

Même scénario avec le kidnapping de Kenneth Gluck, un coordinateur de MSF (Hollande) en Tchétchénie et Ingouchie, organisé par les services spéciaux en janvier 2001, juste après la diffusion d'un rapport sur la situation en Tchétchénie et sa présentation devant le Conseil de l'Europe en novembre 2000.

On connaissait les Tchétchènes qui l'ont détenu (ils travaillaient pour les services spéciaux russes) et on connaît également l'endroit où il a été détenu.

Il faut avouer que nous n'avons aucune information sur l'éventuel intérêt que représenteraient Peter-Arjan Erkel ou Nina Davidovitch pour les services spéciaux russes. De toute façon, certains détails de l'enlèvement d'Erkel, qui nous sont familiers ainsi qu'au 6^e département du ministère de l'Intérieur daguestanaïse, peuvent témoigner indirectement contre les services spéciaux russes.

La troisième version : Erkel a été kidnappé par un autre groupe de bandits du Daguestan, poursuivant le même objectif que celui de la première version – une rançon.

Cette version est toutefois moins probable que les deux premières. Pendant les deux dernières années, le kidnapping, qui était typique du Daguestan entre 1996 et 1999, est devenu moins populaire. À la mi-2000, le département spécial responsable de la prévention des enlèvements a mis fin à ses activités. Et aujourd'hui, seules quelques personnes du 6^e département du ministère de l'Intérieur au Daguestan travaillent sur cette question.

Suspendue après l'enlèvement, l'activité humanitaire dans le Caucase du Nord reprend progressivement à partir de septembre 2002 afin de répondre aux besoins humanitaires des populations. Mais les entraves à l'action et les pressions au retour des réfugiés s'accroissent. Le 14 août 2002, les Nations unies condamnent l'enlèvement d'Arjan Erkel. Le 15 août, le CICR évacue son personnel du Caucase. Le 9 septembre, les agences de l'ONU reprennent leurs activités en Tchétchénie, tout en appelant à la libération de Nina Davidovitch et d'Arjan Erkel.



« Les Nations unies condamnent l'enlèvement d'un représentant de MSF »
Communiqué de presse du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations unies, Moscou, 14 août 2002 (en anglais).

Extrait :

Les Nations unies se joignent à Médecins Sans Frontières (MSF) pour condamner fortement l'enlèvement du coordinateur de MSF au Daguestan, M. Arjan Erkel, à Makhatchkala, la capitale de la république du Daguestan, le 12 août.

Les Nations unies sont également très inquiètes du sort de Mme Nina Davidovitch, l'employée de l'organisation humanitaire Droujba, qui a été enlevée en Tchétchénie le 23 juillet.

De telles actions compromettent la mise en œuvre efficace de l'aide humanitaire aux nombreuses personnes qui en ont besoin dans le Caucase du Nord.

Les Nations unies souhaitent également réitérer leur solidarité avec les centaines de civils qui ont été enlevés en Tchétchénie ces dernières années et appellent les responsables à assurer le retour de leurs victimes saines et sauvées.

Les activités des Nations unies en Tchétchénie restent suspendues jusqu'à nouvel ordre. Les Nations unies continuent à observer la situation.



« L'ONU retourne en Tchétchénie » **AFP** (France), 9 septembre 2002 (en français).

Extrait :

« La décision de reprendre les activités [en Tchétchénie] a été prise après de nombreuses consultations avec le gouvernement russe, la communauté médicale, les organisations non gouvernementales et la population sur les besoins de la république » caucasienne, a fait savoir lundi le bureau de l'ONU en Russie dans un communiqué.

L'ONU avait suspendu ses activités humanitaires en Tchétchénie pour une durée indéterminée le 29 juillet, après l'enlèvement du chef de l'ONG russe Droujba, Nina Davidovitch, travaillant avec l'Unicef (Fonds des Nations unies pour l'enfance).

« Le besoin croissant d'aide humanitaire parmi la population civile en Tchétchénie est la principale raison du retour (de l'ONU) dans la région », souligne le communiqué. Les Nations unies sont « profondément préoccupées par la situation dans le Caucase du Nord et les risques pris par les travailleurs humanitaires », lit-on encore.

L'ONU exprime aussi « sa solidarité avec Mme Davidovitch, ainsi qu'avec le chef de la mission de Médecins Sans Frontières, Arjan Erkel, enlevé au Daguestan, une république russe voisine de la Tchétchénie. Les Nations unies condamnent ces actes et appellent à la libération immédiate des deux travailleurs humanitaires ».

[...] Les autorités russes n'ont pas commenté dans l'immédiat la décision onusienne. Mais les défenseurs des droits de l'homme présents dans la république indépendantiste se demandent pourquoi l'organisation y retourne alors que ni Mme Davidovitch ni M. Erkel n'ont été retrouvés.

En octobre 2002, la délégation de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui s'est rendue dans le Caucase en juillet et en septembre publie son rapport. Elle y prend acte de la persistance des opérations de nettoyage en Tchétchénie et insiste pour que des enquêtes systématiques soient menées. Mais elle appelle aussi les ONG à augmenter leur aide en Tchétchénie, soutenant ainsi indirectement la politique de rapatriements forcés de Moscou.

En raison de l'enlèvement d'Arjan Erkel, l'ensemble des sections MSF décide de ne pas commenter publiquement ce rapport.



« Conseil de l'Europe et Tchétchénie » **Courriel** de l'adjoint à la responsable juridique de MSF, 14 octobre 2002 (en français).

Extrait :

Un petit mot pour vous faire part du contenu du dernier rapport du Groupe mixte de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, dirigé par Lord Judd. Ce document,

qui est public, fait suite à deux visites (en juillet et en septembre) d'une délégation du Conseil de l'Europe, composée de membres de la Commission politique, de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme et de la Commission sur les réfugiés.

L'ensemble de ces acteurs avaient été saisis par MSF dans le cadre de notre alerte formelle de juillet sur les risques de retour forcé. À ce sujet, et pour info, il semble que l'exécutif de l'Union européenne, via le cabinet de Solana [Javier, secrétaire général du Conseil de l'Union européenne], a exercé des pressions discrètes mais réelles sur la Russie sur la question du rapatriement, en juillet dernier. J'ignore si cette position de l'UE est liée à notre mobilisation (CP + important lobby), mais il semble quand même qu'à partir de la mi-juillet jusqu'au début du mois d'août il y a eu une synergie de pressions sur les autorités russes sur le problème des retours forcés. Le rapport de l'APCE, qui est un document en deux parties, fait le point sur :

- Les perspectives de solution politique du conflit ;
- La situation des droits de l'homme ;
- La situation humanitaire. [...]

Sur la situation des droits de l'homme

Le rapport de Judd est clair sur la persistance des opérations « de nettoyage », qui s'accompagnent d'exécutions sommaires, de torture, de pillage, et sur l'impunité qui règne en Tchétchénie, particulièrement pour les forces russes. Il exige des enquêtes systématiques et l'application de « l'ordonnance 80 » qui prévoit la rédaction d'un rapport détaillé après chaque opération par les autorités parties prenantes (procureur, commandant militaire, chef de l'administration locale...) et l'autorisation pour les médias de couvrir ces opérations militaires. Les ONG de droits de l'homme russes avaient dénoncé à plusieurs reprises le non-respect de cette ordonnance.

Le rapport Judd indique aussi que le bureau du nouveau représentant de Poutine pour les droits de l'homme (Soultiygov) a déménagé en mai de Znamenskoïe pour Grozny (tiens, curieux, c'était juste avant la fermeture des camps de déplacés...), mais que les conditions matérielles ne lui permettent pas de fonctionner : pas d'électricité, pas de téléphone, infiltration d'eau et grande humidité (ce qui évidemment n'est pas sans conséquence pour la bonne conservation des dossiers de plainte...) [...].

Situation humanitaire

Le rapport évoque les déplacements forcés de Znamenskoïe et précise l'absence de caractère volontaire des déplacements qui pourraient avoir lieu dans le cadre de l'accord de rapatriement en 20 points signé le 29 mai dernier. Il décrit également les conditions de vie dans les TACs et le sentiment d'insécurité des personnes qui sont rentrées sur Grozny de façon forcée, il mentionne aussi les fausses promesses d'aide qui ont été faites aux déplacés pour les inciter à quitter les camps. Malheureusement, il en appelle à la communauté internationale et aux ONG pour augmenter substantiellement l'aide humanitaire en Tchétchénie. À noter aussi que le rapport cite les chiffres officiels avancés par le chef du gouvernement tchétchène (Illiasov) selon lesquels il reste seulement entre 30 000 et 40 000 personnes en Ingouchie et selon lesquels 350 000 personnes sont rentrées depuis dix-huit mois en Tchétchénie...

Voilà. C'est pas grand-chose, on peut douter que cela change la situation sur le terrain, mais c'est au fond la seule organisation internationale qui débat du conflit en Tchétchénie, qui se positionne publiquement sur les violations des droits de l'homme et qui recherche une solution politique alternative à celle peu crédible imposée par le Kremlin.

Ce n'est sans doute pas suffisant, mais les sanctions qui pourraient être imposées à la Russie dépendent de l'exécutif du Conseil de l'Europe (le Comité des ministres) qui, lui, est totalement muet sur la question. Tout cela pourrait évidemment être plus ferme,

mais vu le blanc-seing donné à la Russie après le 11 septembre, faut bien se raccrocher à un petit quelque chose au risque de désespérer...



« Le point sur Arjan (06-13.10.02) » **Courriel** de Marc Joly, directeur de la communication MSF Suisse, au réseau de communication de MSF, 14 octobre 2002 (en anglais).

Extrait :

Un communiqué de presse était prévu pour marquer le deuxième mois de détention d'Arjan. Il est suspendu pour au moins une semaine, pour des raisons opérationnelles liées à la famille d'Arjan. [...]

STRICTEMENT INTERNE :

Les autorités russes continuent à faire pression sur les réfugiés tchétchènes en Ingouchie pour qu'ils soient déplacés vers de nouveaux sites à l'intérieur de l'Ingouchie. AUCUNE COMMUNICATION PROACTIVE de la part de MSF, aucun commentaire en ce qui concerne ces pressions. En cas de questions, répondez que les équipes MSF sont entièrement concentrées sur la délivrance de l'aide aux déplacés (pour plus de détails sur l'assistance, merci de revenir au communiqué de presse du 10 septembre) vu les nouvelles conditions de sécurité et l'instabilité en Ingouchie.

Le 21 octobre 2002, les directeurs des opérations des sections MSF rediscutent de la suspension des opérations en Tchétchénie et du lien entre l'enlèvement d'Erkel et les opérations.



Compte-rendu de la réunion des coordinateurs de MSF pour le Caucase du Nord, 21 octobre 2002 (en anglais).

Extrait :

1. État des lieux de la suspension des activités en Tchétchénie.

Au cours de la dernière réunion des directeurs des opérations, il y a quatre semaines, il a été décidé de maintenir la suspension des activités de MSF en Tchétchénie aussi longtemps que les motifs du kidnapping ne seront pas éclaircis et que les détails concernant des liens éventuels avec la Tchétchénie ne sont pas connus. Lors de cette réunion, aucun délai n'a été prévu pour revoir cette décision.

MSF Hollande va maintenant proposer aux dir ops de discuter de nouveau de la décision de suspension en Tchétchénie pour les deux raisons suivantes :

1. Afin d'établir une argumentation plus détaillée en cas de décision à prendre sur la reprise ou non des activités MSF en Tchétchénie.
2. Afin de comprendre jusqu'à quel point les opérations de MSF peuvent être en lien avec le kidnapping d'Arjan. [...]

5. Abris : moratoire imposé par les autorités sur le remplacement des tentes. [...]

Un an après la campagne de MSF pour attirer l'attention sur les difficiles conditions de vie des déplacés en Ingouchie, la situation humanitaire dans les camps de tentes et les centres collectifs n'a fait que se détériorer.

Les mêmes problèmes persistent : surpopulation et conditions sanitaires bien en dessous des normes internationales requises, et en plus de tout cela un nouveau

problème est apparu : les tentatives de forcer les gens à rentrer dans des zones de Tchétchénie encore en guerre.

Le fait que certaines ONG qui veulent remplacer les tentes détériorées dans les camps d'Ingouchie n'aient pas reçu (après requête) de confirmation pour mettre en œuvre ce projet montre que la situation des déplacés y demeure hautement politisée. Pour le moment, des centaines de tentes restent stockées dans les entrepôts.

Le 14 novembre 2002, MSF condamne l'enlèvement de deux employés du CICR par des hommes armés sur la route entre Grozny et Malgobek. Les déplacements des organisations humanitaires dans ce district sont alors soumis à de sévères restrictions de déplacements.



« MSF condamne fermement le kidnapping des employés du CICR en Tchétchénie et exprime sa solidarité avec les familles des deux personnes prises en otage et le CICR » **Communiqué de presse** de MSF, 14 novembre 2002 (en français).

Extrait :

Médecins Sans Frontières (MSF) condamne fermement l'enlèvement de deux employés du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) survenu mercredi après-midi près de Grozny. MSF réitère que de tels actes sont inacceptables et souhaite exprimer sa solidarité avec les familles d'Alexander Panov et de Moussa Satushiev.

MSF dénonce les actes de kidnapping qui se sont multipliés dans la région au cours des derniers mois : Nina Davidovitch, responsable de l'ONG Droujba, et Arjan Erkel, chef de mission pour MSF au Daguestan, tous deux travailleurs humanitaires, et dont nous sommes toujours sans nouvelles à ce jour.

Ces dernières prises d'otages de travailleurs humanitaires illustrent une fois de plus le climat d'insécurité totale qui règne dans cette région du Caucase ravagée par la guerre ainsi que les risques encourus tant par les populations civiles que par les travailleurs humanitaires qui tentent de leur porter secours.

Dans les camps d'Ingouchie, une opération de réenregistrement administratif prive de statut légal plus de 40 000 personnes. Le 2 décembre 2002, le camp d'Aki-lourt est vidé par la force. Malgré les menaces des autorités, l'équipe de MSF Belgique, qui documente depuis plusieurs mois tous les incidents de sécurité, persiste à apporter des soins médicaux aux déplacés qui sont restés dans le district. Au sein de MSF, les avis restent partagés sur la pertinence d'une communication sur ce sujet et sa capacité de nuisance sur le sort d'Arjan Erkel.



Document sur la fermeture du camp de tentes d'Aki-lourt, dans le nord de l'Ingouchie, observée à travers le prisme des opérations de MSF Belgique en Ingouchie, mi-décembre 2002 (en anglais).

Extrait :

- Visite d'un membre du département de la communication de MSF Belgique en Ingouchie entre le 8 et le 12 juillet 2002. Formation à tous les niveaux du personnel de Nazran sur

le rôle de témoignage de MSF, les droits des déplacés, etc. Cette visite s'est conclue par la mise en place d'un système de collecte de données. Il a été décidé que le réseau de MSF Belgique de 26 agents de santé communautaires (CHW) du district de Malgobek ferait entièrement partie de ce réseau.

Après cette visite, nous avons l'impression que le retour forcé allait commencer à être mis en œuvre en Ingouchie. Des formulaires de signalement d'incidents ont désormais été envoyés régulièrement à Moscou.

À la suite des premiers retours d'incidents envoyés à Moscou à partir de juillet, nous avons fait part à OCHA et au HCR à Moscou en juillet 2002 de nos craintes qu'Aki-lourt soit le premier camp de tentes en Ingouchie à être fermé, suivant le même mode opératoire que celui de Znamenskoïe. [...]

- Début septembre, les déplacés du camp de tentes d'Aki-lourt avaient diffusé plusieurs pétitions aux ambassadeurs des pays européens, à l'ONU, à l'OSCE et à l'APCE, au président de l'Ingouchie et à son peuple, aux déplacés des autres camps en Ingouchie, affirmant qu'ils ne voulaient pas quitter le camp pour retourner en Tchétchénie ou vers tout autre lieu en Ingouchie.

Deux femmes et un homme représentant ces déplacés ont été arrêtés par les services spéciaux ingouches le jeudi 19 septembre et relâchés au bout de plusieurs heures d'interrogatoire. [...]

Incursion d'un groupe de combattants tchétchènes armés en Ingouchie. Le 25 septembre, ces rebelles tchétchènes ont abattu un hélicoptère militaire Mi-24 russe, tuant plusieurs membres d'équipage, près du village de Galachki, dans le sud de l'Ingouchie. Pendant le combat qui a ensuite éclaté, sept soldats russes et plusieurs rebelles ont été tués. Cet incident a par la suite alimenté l'argumentation des services de migration fédéraux et ingouches et des militaires selon laquelle les camps de tentes représentaient une menace sécuritaire pour leur environnement. Il a également entraîné l'accélération des efforts pour la fermeture de ces camps et le renforcement des méthodes de surveillance de tous les mouvements d'entrée et de sortie. [...]

- En septembre 2002, les déplacés ont commencé à quitter les camps de tentes d'Aki-lourt. Ils sont de plus en plus nombreux à faire l'objet de pressions psychologiques pour quitter les camps. Les 22-23 septembre 2002, un représentant des services de migration et des représentants du ministère des Urgences ont démantelé deux tentes dans le camp situé dans le village d'Aki-lourt. Les rapports d'incidents indiquent que, selon les réfugiés, une famille qui vivait dans une des tentes a accepté, sous la pression de la propagande, de se rendre sur un site d'installation spontanée à Malgobek. Toutefois, lorsqu'elle est arrivée sur le site et a constaté que les conditions proposées n'étaient pas meilleures que celles du camp, elle a refusé de quitter le camp. Mais le chef des services de migration de Malgobek [...] et l'adjoint au chef des services de migration ingouches [...] ont ordonné à leurs subordonnés d'enlever la tente et de laisser les effets des réfugiés sur place.

Laissée sans toit, cette famille a dû louer une pièce dans une petite cabane dans le voisinage du camp. [...]

- Octobre 2002. Plus de 30 familles ont quitté le camp d'Aki-lourt courant octobre à la suite d'une pression psychologique croissante. Les déplacés étaient autorisés à prendre les tentes avec eux. À deux occasions, EMERCOM et les services de migration ont fourni des camions pour les transporter en Tchétchénie.

- Les services fédéraux de migration ont terminé leur opération de réenregistrement en Ingouchie en octobre 2002. Selon leurs chiffres, 70 000 déplacés étaient encore en Ingouchie à cette date. Le nombre de réfugiés enregistrés dans les fichiers de DRC [Danish Refugee Committee, une organisation danoise chargée de la majeure partie de

la distribution de l'aide alimentaire] est passé de 153 000 en janvier 2001 à 116 000 en août 2002 [...].

Toutefois, ce décalage signifie que 40 000 déplacés demeurent « invisibles » en Ingouchie. 5 000 de ces déplacés invisibles sont encore aujourd'hui dans les camps de tentes en Ingouchie, sans aucune protection.

DRC a déclaré que la diminution du nombre de déplacés pendant l'année 2002 est essentiellement le résultat de la suppression de sa liste de distribution des personnes qui venaient de Tchétchénie en Ingouchie pour recevoir de l'aide alimentaire.

Selon DRC, fin octobre 2002, il restait 1 700 déplacés dans le camp de tentes d'Aki-lourt.

- Novembre 2002. Le chef des services de migration fédéraux a informé le HCR à Moscou que les camps de tentes en Ingouchie seraient fermés le 20 décembre.

Détérioration de la sécurité dans le district de Malgobek. Ce dernier a été déclaré hors du périmètre d'intervention de la communauté humanitaire par l'UNSECOORD [le bureau du coordinateur des Nations unies] pendant environ dix jours à partir du 15 novembre.

Les agences de maintien de l'ordre ont rapporté qu'un reste du groupe armé impliqué dans les combats de Galachki avait trouvé refuge dans le district de Malgobek et qu'en conséquence des opérations spéciales étaient en cours dans ce district. Au même moment, plusieurs enlèvements et disparitions de déplacés étaient rapportés dans toute l'Ingouchie, y compris dans le district de Malgobek, ainsi que la présence sur le territoire de ce district d'officiers armés appartenant à l'administration tchétchène. [...]

- MSF Belgique a réduit ses activités dans le district de Malgobek après que des incidents ont éclaté le 17 novembre. Toutes les activités logistiques ont été suspendues pendant dix jours, mais toutes les équipes médicales ont continué à travailler normalement, selon le plan prévu lorsque ce district était fermé aux interventions des agences des Nations unies et de leurs partenaires.

Pendant cette période, nos équipes médicales et celles des agents de santé communautaires ont rapporté que le gaz et l'électricité seraient coupés le 1^{er} décembre dans le camp de tentes d'Aki-lourt. Plusieurs hauts responsables des autorités tchétchènes et fédérales ont continué à faire pression sur les gens pour qu'ils partent et à répéter que le camp serait fermé le 1^{er} décembre.

Un détachement d'OMON [unités spéciales de la police russe] a été installé dans les locaux d'une école gérée par une ONG autrichienne située dans le voisinage direct du camp.

De plus en plus de familles ont commencé à quitter le camp. À ce moment nous partageons l'information sur la situation à Aki-lourt quasiment quotidiennement avec les représentants de l'ONU et d'ECHO à Moscou

- Après que l'UNSECOORD a levé les restrictions de circulation dans la région de Malgobek, à la fin de novembre 2002, l'ONU et le CICR ont été souvent empêchés d'entrer dans le camp de tentes d'Aki-lourt. Les équipes médicales de MSF Belgique sont restées opérationnelles et ont continué à entrer quotidiennement dans le camp et à y mener des activités.

- Les autorités ont fermé le camp d'Iman à Aki-lourt, qui abritait 1 700 réfugiés selon la base de données de DRC et seulement 700 selon celle des services de migration. Les déplacés avaient été soumis pendant plusieurs mois à des intimidations, des pressions juridiques et psychologiques.

Les derniers jours de novembre, les gens ont été transportés dans la jungle du secteur privé en Tchétchénie par des camions et des bus fournis par EMERCOM et les services de migration. La campagne a culminé le dimanche 1^{er} décembre quand les policiers ingouches et le détachement d'OMON ont commencé à démanteler les tentes des réfugiés qui avaient refusé de partir.

Seuls les 700 réfugiés enregistrés par le service fédéral des migrations se sont vu offrir des compensations pour se réinstaller dans le secteur privé en Tchétchénie car tous les centres de logement provisoires de Grozny étaient déjà occupés.

- Fermeture du camp de tentes d'Aki-lourt le 2 décembre 2002.

Memorial a décrit les événements comme une déportation des déplacés, dans la plus pure tradition stalinienne, lâchés de force dans la sauvagerie de la Tchétchénie déchirée par la guerre.

MSF Belgique a prévenu les déplacés qu'elle continuerait à soutenir ceux qui resteraient dans le secteur privé ou dans des camps spontanés autour d'Aki-lourt. L'ONU rapporte que, selon ses chiffres initiaux, environ 40 % des anciens résidents d'Aki-lourt ont trouvé un abri dans ces endroits.

- Le 3 décembre, le représentant des services de migration a menacé l'équipe de MSF Belgique de démantèlement de notre poste médical. Au 10 décembre, ce dernier est toujours debout.



« Re : Ingouchie com, merci de copier Mark Walsh » **Courriel** de Marc Joolen, cellule en charge du Caucase du Nord, MSF Belgique, 17 décembre 2002 (en anglais).

Extrait :

Je sens poindre une certaine confusion concernant ce que nous communiquons, ce que nous pouvons ou devrions communiquer. Il me semble que ces jours derniers j'ai entendu deux versions différentes sur ce sujet. Ceci n'est pas du tout une note destinée à éparpiller la frustration, plutôt quelques éléments de base pour une petite discussion permettant de vérifier si nous sommes encore tous sur la même ligne.

Tout d'abord ce que je crois être les deux versions :

Version 1 :

- En raison de l'enlèvement d'Arjan, il serait extrêmement dangereux de communiquer sur le mode du témoignage au sujet de la situation des déplacés, que ce soit en Ingouchie ou en Tchétchénie. Le fait que nous ne sachions pas officiellement « qui est derrière cela » est en grande partie déterminant sur cette question. Toute forme de témoignage pourrait mettre Arjan encore plus en danger. [...]

En conséquence, la question de savoir s'il faut communiquer ou non sur certains sujets est entre les mains de la cellule de crise. Je pense que, ces derniers mois, la plupart se sont conformés à cela en évitant toute communication extérieure directe. Je pense que du côté des opés cela a été perçu comme : « la cellule de crise détermine ce qui peut faire l'objet d'une communication » (à tort ou à raison, je ne me prononce pas là-dessus). Le résultat est qu'une forme de communication indirecte a été poursuivie ces derniers mois, sous la forme, disons, d'une mise en lumière de certains incidents (Aki-lourt via HRW, etc.).

Une exception avait été clairement discutée en août : en cas de « réelle catastrophe », nous devrions reconsidérer notre communication externe.

La fermeture d'Aki-lourt était clairement une de ces occasions. Lors d'une réunion entre les responsables des opérations de MSF Belgique et les chefs de mission présents à Moscou, une décision très claire a été prise : pas de communication directe.

À la place, MSF Belgique, d'après la suggestion des participants à cette réunion, a choisi de lancer son programme « Argent contre abris », essayant ainsi de faire une déclaration. Il a aussi été décidé que les autorités concernées seraient informées de cette démarche. À ce jour, cela n'a pas été fait. La raison en est purement opérationnelle : nous voulons

être absolument certains que le système mis en place fonctionne. Les premiers paiements auront lieu autour des 24/25 décembre. Ce sera aussi le moment de communiquer sur cette action par une lettre adressée aux autorités.

Version 2 :

- Si je comprends bien, la cellule de crise aimerait une approche plus *ad hoc*, en d'autres termes (quelle que soit la section) devrait / aimerait mettre en avant les questions qu'ils aimeraient communiquer extérieurement, que ce soit sur les activités entreprises ou à entreprendre ou sur les questions de témoignage. Sur la question spécifique de l'Ingouchie, puisque la section suisse n'y a jamais été opérationnelle, elle n'a pas de position a priori??

À mes yeux, si cela est le cas il s'agit alors d'un changement majeur dans l'approche concernant la communication externe de MSF. Et j'aimerais savoir quelle peut ou doit être notre approche :

- Est-ce que nous ne communiquons que sur notre approche ?

- Jusqu'à quel point pouvons-nous communiquer sur la situation des déplacés ? (par exemple, les gens qui vivent dans le voisinage font l'objet de pressions pour quitter la zone... est-ce qu'on peut communiquer là-dessus ou pas ?)

- Bien que la pression sur les autres camps semble avoir été réduite récemment (à la suite d'une discussion entre Poutine et le Groupe d'Helsinki à Moscou), aucune action apparente n'a été menée pour retirer la décision du démantèlement total des camps pour le 20 décembre. Il est donc nécessaire de rester vigilants et que faisons-nous lorsqu'ils seront vraiment démantelés ? On en construit d'autres ? on communique ? on dénonce ? on renforce le « Argent contre abris » ?

Voilà, c'est à peu près ce que j'entendais par « clarifier un peu les choses ». Je pense qu'en gros on a suivi la version 1. Inutile de dire que, bien sûr, Aki-lourt a été en soi une expérience très frustrante à vivre pour MSF Belgique mais compréhensible, en raison de la situation d'Arjan. [...]

Étant donné la situation actuelle, je suis en faveur de parler publiquement de nos activités, y compris de nos interventions auprès de ceux qui ont dû quitter Aki-lourt.

Loïck Barriquand :

J'ai discuté avec José-Antonio et Marc au sujet de la fermeture des camps. Nous pensons que nous devons communiquer à ce sujet. Mais il est un peu tard maintenant (trop tard après Aki-lourt).

Donc je propose que nous nous tenions prêts pour la prochaine fois, car si nous nous mettons d'accord et nous préparons maintenant, nous gagnerons beaucoup de temps. Il s'agirait bien sûr de s'exprimer publiquement sur ce qui arrive aux réfugiés mais aussi de nous repositionner [...] comme une organisation humanitaire et d'utiliser cette occasion d'ouverture dans les médias pour parler d'Arjan. Merci de confirmer (infirmer ?) votre accord. Pour le dernier point, concernant Arjan, qu'en pensez-vous, Thomas ?

MSF ET LA PRISE D'OTAGES DU THÉÂTRE DE LA DOUBROVKA

Le 23 octobre 2002 au soir, un groupe de combattants tchéchènes prend d'assaut le théâtre de la Doubrovka à Moscou et retient en otage les 700 personnes présentes dans l'assistance.

Le 24 octobre au matin, les services de Sergueï Iastrjembski, le conseiller spécial de Vladimir Poutine pour la Tchétchénie, demandent au CICR et à MSF d'entrer dans

le théâtre pour apporter des médicaments. L'équipe du CICR y pénètre et négocie avec succès la sortie de trois otages. Celle de MSF, considérant ne pas avoir le même mandat de médiation, n'entre pas mais informe qu'elle se tient en alerte en cas de besoins médicaux ou humanitaires. Au sein du mouvement MSF, les avis sont partagés sur la pertinence de cette attitude. Certains considèrent que MSF ne peut refuser d'aider les otages. D'autres craignent qu'un rôle d'intermédiaire dans une négociation ne compromette une éventuelle ouverture pour l'affaire Erkel. Pour tous, la présence d'une équipe MSF autour des lieux du drame est susceptible de fournir une opportunité de prise de contacts utile.

De son côté, la presse russe affirme que les preneurs d'otages ont demandé la médiation de MSF.

Le 25 octobre, MSF diffuse un communiqué de presse pour préciser les conditions de sa présence. Le président de la section française donne également une interview à ce sujet à un hebdomadaire français et rappelle que la situation continue à se dégrader en Tchétchénie. [V25](#)  [V26](#) 



« Déclaration de MSF au sujet de la prise d'otages de Moscou » **Communiqué de presse** de MSF Moscou, 25 octobre 2002 (en anglais).

Hier, 24 octobre, les autorités russes ont demandé à Médecins Sans Frontières (MSF) de se rendre sur les lieux de la prise d'otages où une assistance était requise. Deux représentants de MSF sont actuellement sur les lieux, mais leur intervention n'a pour l'instant pas été sollicitée.

MSF s'inquiète beaucoup du sort des civils pris en otage : c'est pourquoi nous restons disponibles pour répondre à tous les éventuels besoins médicaux ou humanitaires. Nous sommes prêts à intervenir où et quand cela s'avérera nécessaire pour aider les otages, dans notre domaine d'expertise, qui est l'aide médicale et humanitaire. Si la suite des événements entraînerait des conséquences de cette nature, nous sommes prêts à traiter les personnes blessées ou malades et à fournir de l'aide aux otages.

MSF est une organisation internationale humanitaire médicale qui fournit une aide humanitaire et médicale aux victimes de guerre, de conflits et de catastrophes naturelles. Cette assistance est donnée au-delà de tout critère politique, religieux ou ethnique. MSF est une organisation indépendante, internationale, non gouvernementale et est principalement financée par les dons des citoyens des 18 pays où sont situés ses bureaux.

Question / réponse :

Est-ce que MSF exclut de jouer un rôle de médiateur entre les preneurs d'otages et les autorités russes ?

Jusqu'ici nous n'avons pas été sollicités pour servir de médiateur. La question ne se pose donc pas pour le moment.



« Les Tchétchènes n'attendent rien de personne – trois questions à Jean-Hervé Bradol », propos recueillis par Laure Gnabé, **Le Nouvel Observateur** (France), 25 octobre 2002 (en français).

Extrait :

Quelle est actuellement la situation à Moscou ?

Nous ne savons pas grand-chose sur les preneurs d'otages et cela ne nous intéresse pas. [...] Dans cette prise d'otages nous avons un rôle purement humanitaire. Nous avons eu

confirmation par les autorités russes d'une demande de médiation de MSF, du CICR et de diplomates étrangers. Nous ne participerons aux négociations que sur un plan purement médical. Nous interviendrons sur les questions concernant la libération d'otages étrangers et les médicaments. En ce moment, quatre de nos représentants, dont un médecin, sont à l'intérieur du théâtre pour tenter de régler ces points. Il n'est pas question de discuter d'autre chose, nous ne sommes pas des diplomates et n'avons pas vocation à l'être.

Dans quelles conditions vivent les Tchétchènes ?

Du point de vue des violences commises envers eux, cela fait trois ans que cela se dégrade sans discontinuer. Tortures, massacres, viols, ratissages de quartiers et enlèvements sont le lot quotidien des Tchétchènes. Avec toutes les horreurs qui s'ensuivent, comme le trafic des corps humains.

Les autorités russes organisent des plans de rapatriement forcé dans des conditions atroces et refoulent les populations en d'autres endroits. Les Tchétchènes manquent de tout et n'attendent plus rien de personne. Cela fait deux hivers qu'ils dorment sous des tentes et sont bien partis pour un troisième. Ils vivent dans la boue et n'ont pas de quoi manger. C'est aussi pour tout cela qu'ils reprochent à la communauté internationale [sa] complaisance par rapport à la Russie.

Quelles sont les difficultés que vous rencontrez ?

Le climat est très lourd depuis le début de la guerre, et avec le kidnapping du chef de MSF au Daguestan, le 12 août dernier, nous nous sentons de plus en plus vulnérables. D'ailleurs on ne se rend plus en Tchétchénie, on couvre les alentours, l'Ingouchie, le Daguestan. De plus, maintenant que la grande guerre contre le terrorisme a commencé, on ne peut plus parler de la Tchétchénie.

C'est probablement aussi pour cela que les preneurs d'otages ont agi de la sorte. Ils cherchent à médiatiser le conflit, mais je ne pense pas que cela va leur être bénéfique. Évidemment ça fait du bruit, mais cela risque de desservir leur cause.



Les preneurs d'otages avaient demandé que le CICR et MSF viennent. Je pense que la demande nous a été transmise par le ministère de l'Intérieur russe, qui nous a appelés. Et puis on a envoyé Manana [Anjaparidze, médecin, coordinatrice médicale MSF France en Fédération de Russie, de nationalité géorgienne], avec Steve [Cornish, représentant de MSF Suisse à Moscou] dans le périmètre de sécurité. Ils y ont passé la nuit.

Ensuite, on a demandé à Jean-Hervé [Bradol, médecin, président de MSF France] et à Morten [Rostrup, médecin, président de MSF International] de venir. On a amené directement Jean-Hervé près du théâtre avec André [Slavuckijl, médecin MSF de nationalité lituanienne]. L'idée était qu'ils seraient appelés si besoin. Mais les forces de l'ordre avaient évacué tous les civils des environs proches. Ils ont donc passé la nuit, mais sans jamais entrer dans le théâtre. Un pédiatre russe et un journaliste ont pu rentrer à deux reprises.

À ce moment-là, on ne savait pas encore qui avait demandé la présence de MSF. Au niveau international, l'idée que cela puisse être les preneurs d'otages nous a paralysés. Steve Cornish se demandait : « Est-ce qu'on va nous associer à des terroristes ? » Alors qu'en fait la demande avait été transmise par le ministère de l'Intérieur. On n'avait aucune action à l'intérieur du théâtre. On n'était pas visibles.

*Gabriel Trujillo, MSF France, coordinateur dans le Caucase du Nord de janvier 2002
à juillet 2003 (en français).*



C'est Iastrjembksi [conseiller spécial du Kremlin pour la Tchétchénie] qui a demandé la présence de MSF. Je pense que les Russes ont été un peu pris au dépourvu. Ils ont pensé que certaines organisations avaient plus de facilité et plus d'accès qu'eux pour discuter avec des Tchétchènes. Peut-être même que ce sont les Tchétchènes qui ont demandé un médiateur ? Je ne sais pas. Classiquement, c'était le rôle du CICR. Et effectivement, au final, ils ont préféré prendre le CICR. Et ils ont fait comme s'ils ne nous avaient jamais rien demandé. On a eu une discussion au sein du mouvement. Mon point de vue à cette époque était que ce n'était pas le rôle de MSF de servir de médiateur. Mais s'ils voulaient de nous, peut-être qu'on pouvait faire ce geste et que cela nous servirait pour l'affaire d'Arjan. Je ne dirai pas que j'étais convaincu de cela, mais cela ne servait à rien de refuser si on avait les ressources humaines pour le faire. Ensuite cela dépendait du personnel MSF qu'on pouvait mobiliser sur place. Il est clair que ce n'était pas le rôle classique de MSF, mais nous étions dans une situation tellement particulière et énorme. Même le CICR n'avait jamais été confronté à une telle situation avec des centaines d'otages qui pouvaient exploser à tout moment. Je ne suis pas sûr que ce soient les Tchétchènes qui aient exigé notre présence. Et je ne suis pas sûr non plus que cela nous ait desservis. Je crois que c'était une histoire très particulière, difficile à gérer pour tout le monde, et que tout le monde se faisait sa propre analyse.

Dr Thomas Nierle, MSF Suisse, responsable des urgences puis directeur des opérations de 2000 à 2004 (en français).



Un des moments très difficiles a été celui du théâtre à Moscou. On a choisi une stratégie qui n'était pas forcément consensuelle, avec déjà des différences entre ceux qui voulaient y aller et ceux qui ne voulaient pas. Le coordinateur de MSF Hollande m'a appelé pour me dire que la radio russe avait rapporté que les preneurs d'otages voulaient que MSF et le CICR jouent le rôle de médiateurs. Jean-Hervé [Bradol, président de MSF France] m'a aussi appelé pour me dire que l'ambassade de la Fédération de Russie en France nous avait aussi appelés pour venir là-bas. J'ai convoqué une téléconférence avec Jean-Hervé, Kenny [Gluck, directeur des opérations MSF Hollande], et d'autres personnes. J'ai conseillé à Morten [Rostrup, président du Conseil international de MSF] de partir aussi à Moscou. 700 personnes étaient concernées, et même si la question n'était pas médicale, si quelqu'un nous disait qu'on pouvait faire quelque chose pour la vie de ces personnes, je pensais qu'il fallait y aller. D'autres personnes disaient que nous étions des médecins, pas des médiateurs de conflit. Ils étaient tout à fait contre notre présence au théâtre. Ils étaient plutôt de l'avis qu'il ne fallait pas se mettre à dos le gouvernement russe. Il y a eu une confrontation entre Kenny, qui ne voulait pas que Jean-Hervé y aille, et celui-ci qui voulait partir. Il y a eu une discussion tendue pour savoir où se trouvait la responsabilité dans tout cela.

Rafael Vilasanjuan, MSF International, secrétaire général de janvier 2001 à janvier 2004 (en anglais).

Dans la nuit du 25 au 26 octobre 2002, les forces spéciales russes donnent l'assaut au théâtre. Au préalable, elles ont diffusé un gaz à travers le système de ventilation. Tous les preneurs d'otages, à l'exception de deux femmes, sont abattus, tandis que plus d'une centaine de personnes décèdent, asphyxiées par le gaz. Les survivants sont transportés dans des hôpitaux débordés qui n'ont pas été préparés à accueillir des patients souffrant de ce type de pathologie. Deux médecins de MSF se débrouillent pour apporter leur soutien dans un des hôpitaux,

malgré la forte réticence de certains responsables du mouvement qui craignent que cette action puisse être préjudiciable à Arjan Erkel. V27



« Moscou » **Courriel** de Michel Clerc, directeur de la communication, MSF Suisse, aux départements de la communication du mouvement MSF, 29 octobre 2002 (en anglais).

Extrait :

1. Ce que nous avons fait

Opérations menées par MSF à Moscou depuis samedi dernier :

Dons de matériel médical, de médicaments, de nourriture et de produits d'hygiène à l'hôpital no 13 de Moscou pour les patients admis après la crise du théâtre et assistance continue à l'hôpital no 3 dans la gestion des conséquences de la crise. [...]

3. Ce que nous avons dit ? ... en gros, à peu près rien pour le moment.

Rien de plus que dimanche dernier. Pas de communication proactive pour MSF.

Pas de commentaire sur la technique utilisée pour l'assaut du bâtiment. De toute façon, MSF avait été éloignée avant même que l'assaut ne commence. Pas de commentaire sur le manque évident de préparation en ce qui concerne les éventuelles conséquences sur les otages. Tout cela est décrit dans les médias, pas besoin pour MSF de donner son avis là-dessus et les membres du personnel des hôpitaux, au moins la majorité d'entre eux, ne sont pas en faveur d'une prise de parole publique de MSF sur leur travail.

À Moscou, Mark [Walsh, chargé de l'information MSF International pour la Fédération de Russie] et Morten [Rostrup, président de MSF International] organisent un autre briefing de presse demain afin de clarifier, si besoin, le « rôle » de MSF depuis le début de cette crise, mais ils ne donneront aucun avis, ni ne spéculeront au-delà de ce qui est établi dans notre ligne de communication.



Lettre du médecin-chef de l'hôpital municipal n° 13 à Morten Rostrup, président de l'organisation internationale Médecins Sans Frontières, 30 octobre 2002 (en anglais).

Extrait :

L'administration et le personnel de l'hôpital municipal no 13 tiennent par la présente à vous exprimer leur profonde gratitude pour l'assistance et le soutien que vous avez apportés aux patients victimes de l'acte de terrorisme qui s'est déroulé au théâtre Nord-Ost Doubrovka. Vous avez été parmi les premiers à tendre une main secourable à notre hôpital.

Pendant ces jours difficiles, vous avez été proches des patients, les avez aidés en leur fournissant des médicaments, de la nourriture et des vêtements, des produits d'hygiène.



Sitrep Moscou mi-octobre-mi-novembre 2002, MSF France, novembre 2002 (en anglais).

Extrait :

La crise des otages à Moscou

Le 23 octobre, 30 à 40 Tchétchènes en armes conduits par Movsar Baraïev ont occupé un théâtre et pris en otage 700 personnes pendant trois jours. Les forces russes ont pris

d'assaut le théâtre après avoir répandu un gaz à travers le système de ventilation pour endormir tout le monde...

Le dernier chiffre officiel des otages tués par le gaz s'élève à 128, mais serait de 136 selon les médias. Les preneurs d'otages ont tous été tués par les forces russes, soit par le gaz soit abattus pendant leur sommeil. Il manque encore 71 otages à l'appel. Environ 35 personnes ont été réadmisées à l'hôpital dans les jours ou les semaines qui ont suivi. Une semaine après les événements, le ministre de la Santé a révélé que le gaz utilisé était une version du fentanyl.

Différentes versions confuses et questions sans réponses circulent concernant ce qui s'est réellement passé pendant ce raid. Tout d'abord, combien d'otages ? Pourquoi les hôpitaux n'étaient-ils pas préparés ? Pourquoi le type de gaz utilisé a-t-il été gardé secret ? Pourquoi n'avait-on pas préparé des médicaments pour soigner les effets du gaz ? Comment se fait-il que des otages aient disparu ? Pourquoi les preneurs d'otages ont-ils été tués ? Pourquoi les femmes n'ont-elles pas fait exploser le bâtiment ? Pourquoi les familles n'ont-elles pas été autorisées à rendre visite aux victimes à l'hôpital ? Comment s'est déroulé le début de la prise d'otages ? etc.

Quelques jours après le raid, les médias ont posé des questions sur ce qui s'était passé. Mais tout cela a été rapidement verrouillé. La douma refuse d'accepter la création de deux commissions parlementaires pour enquêter sur ce qui s'est passé. L'union des forces de droite mène sa propre enquête.

Les preneurs d'otages ont requis la présence de MSF sur les lieux, via le bureau de lastrjembski. Parmi les différentes sections MSF, les avis divergeaient sur ce que devait être notre rôle pendant la crise. À l'extérieur, le message que nous avons donné c'est que nous sommes une organisation humanitaire médicale prête à aider par tous les moyens qui nous sont accessibles. Toutefois, en interne, il y a eu controverse sur les limites de notre intervention au cas où une occasion ou des circonstances se présenteraient.

Finalement, nous ne sommes pas entrés dans le théâtre. Comme nous n'étions pas admis à l'intérieur comme médecins, mais comme « libérateurs d'otages », nous avons choisi de ne pas y aller. Cette décision n'a pas été prise d'un commun accord, mais par la personne présente sur place sur le moment. Lorsque les autorités lui ont demandé si nous pouvions entrer et ressortir avec des otages étrangers dont les représentants diplomatiques n'étaient pas présents sur place (le CICR n'était pas présent à ce moment-là), le représentant de MSF présent à ce moment-là a refusé, arguant que cela n'était pas notre mandat. Plus tard nous nous sommes débrouillés pour faire venir le CICR pour remplir ce rôle.

Après le raid des forces de sécurité russes, nous avons soutenu les deux hôpitaux qui ont reçu la majorité des otages, principalement en leur donnant des médicaments mais aussi de la nourriture, des produits d'hygiène, etc.

Notre intervention / non-intervention dans cette crise soulève une série de questions concernant notre action dans des crises futures du même genre. Dans ce cas, nous avons eu le sentiment que beaucoup de décisions / non-décisions ont été prises sous l'emprise de la peur – peur que MSF, en tant qu'institution, soit impliquée dans de telles urgences.



Il n'y avait plus que des militaires, des snipers partout. Je sentais que l'ambiance était tendue. Je faisais attention quand je marchais pour ne pas trébucher et provoquer une réaction des hommes armés. La nuit a passé, et on a assisté à l'évacuation des otages par bus. Manana et Andreï, nos deux médecins, sont allés dans les hôpitaux et ont constaté le désastre. Plusieurs médecins russes étaient tombés dans le coma : comme il man-

quait des respirateurs, ils avaient dû faire du bouche à bouche et avaient été empoisonnés. Les gens étaient arrivés plus ou moins dévêtus, et n'avaient pas de drap, pas de couverture, pas de papier toilette, pas d'eau, pas de savon... Sans parler des médicaments. C'était un peu apocalyptique. On a eu la chance de pouvoir faire entrer Manana et Andreï dans l'hôpital pour donner un coup de main. Ensuite, l'administration s'est très vite refermée. Dans les sections MSF, il y avait des gens qui étaient contre le fait que nos médecins MSF s'impliquent dans cette affaire de prise d'otages au théâtre, à cause d'Arjan. Ils disaient qu'on n'avait rien à voir avec cette histoire, qu'on ne devait pas s'en mêler. Manana et Andreï l'ont fait quand même. Et peut-être qu'on aurait pu en faire plus.

Gabriel Trujillo, MSF France, coordinateur dans le Caucase du Nord de janvier 2002 à juillet 2003 (en français).



Je crois que c'était bien que MSF soit là. On a essayé de soutenir les hôpitaux, qui n'avaient pas beaucoup de moyens. Mais je crois qu'on aurait pu aller un peu plus loin. Avant l'évacuation, on avait deux médecins qui étaient disponibles, mais non utilisés. Je pense que, faute de pouvoir s'occuper des gens à l'intérieur, cela aurait été assez bien vu de s'occuper des gens à l'extérieur. On aurait pu distribuer des couvertures aux gens qui attendaient dehors – qui sont restés trois jours – et essayer de leur donner de la nourriture. Le problème est que les deux coordinateurs qu'on avait sur place étaient en première ligne, à l'intérieur de l'enceinte, et ne voyaient pas forcément ce qui se passait à l'extérieur. Ils se sont mis à la disposition en tant que personnel médical, et ils n'étaient pas utilisés. C'est vrai qu'il aurait fallu peut-être les sortir de là et les concentrer sur ce qui était vraiment possible de faire. Car, sur l'évacuation des personnes, avoir deux médecins n'aurait pas fait une grande différence...

Morten et Jean-Hervé ont vu des gens mourir dans les bus, complètement inconscients, sans protection des voies aériennes. Il y avait un problème. On avait l'information, concernant la mauvaise qualité de la prise en charge.

Dr Thomas Nierle, MSF Suisse, responsable des urgences puis directeur des opérations de 2000 à 2004 (en français).

L'ambassadeur des États-Unis à Moscou questionne les conditions dans lesquelles le raid des forces russes sur le théâtre a été mené, et en particulier la prétendue innocuité du gaz utilisé. La presse internationale se fait l'écho de ses doutes.



« Les séquelles à Moscou : enquête » Michael Wines et Steven Lee Myers, **The New York Times** (États-Unis), 30 octobre 2002 (en anglais).

Extrait :

L'ambassadeur des États-Unis en Russie a déclaré aujourd'hui que le secret imposé par la Russie sur l'utilisation d'un puissant gaz anesthésique a peut-être augmenté le nombre de morts lors de l'assaut mené samedi contre les terroristes tchétchènes du théâtre de Moscou. Au moins 116 otages ont perdu la vie pendant cet assaut ; un autre a été abattu dans les heures précédentes. L'ambassadeur, Alexander R. Vershbow, a déclaré que les États-Unis n'avaient pas anticipé la décision russe d'utiliser le gaz, facteur décisif qui a mis fin à un siège de trois jours qui a maintenu 763 otages piégés à l'intérieur.

Mais il a suggéré que les responsables ont eu tort de ne pas parler aux médecins de ce gaz et d'un antidote efficace avant de lancer l'assaut sur le théâtre.

« Nous regrettons que le manque d'information ait contribué à la confusion après l'opération de libération des otages », a-t-il affirmé. « Il est clair qu'avec un peu plus d'information au moins quelques otages supplémentaires auraient survécu. »

MSF choisit de ne faire aucun commentaire public sur ce que son équipe a été amenée à observer : l'état grave des victimes hospitalisées et de certains médecins intoxiqués en leur administrant des soins.

Un projet de conférence de presse envisagé par certains membres de l'équipe de Moscou est finalement abandonné.



Le coordinateur de MSF Suisse voulait monter une conférence de presse. Kate [de Rivero, équipe de coordination MSF France] l'a appris par hasard parce qu'elle passait au bureau suisse. Ils avaient déjà lancé toutes les invitations aux journalistes. Mais c'était une erreur. Tout ce qu'on avait à dire, c'est qu'on n'avait pas fait grand-chose.

Gabriel Trujillo, MSF France, coordinateur dans le Caucase du Nord de janvier 2002 à juillet 2003 (en français).



Je ne me souviens plus des détails, mais je pense qu'on a décidé délibérément de ne pas en parler à ce moment-là. Je pense que c'était lié à Arjan. Mais nous étions aussi dans une histoire tellement importante... On a considéré que, finalement, parler de la mauvaise prise en charge des gens serait très mal pris par la population russe. Je crois que c'était plutôt cela l'argument principal. Ce n'est pas ce que les gens voulaient entendre. C'étaient des terroristes qui avaient pris en otage des innocents, et les forces spéciales avaient pu libérer les gens d'une manière héroïque... Et la dernière chose que les Russes voulaient entendre était qu'un certain nombre de morts auraient pu être évitées.

Dr Thomas Nierle, MSF Suisse, responsable des urgences puis directeur des opérations de 2000 à 2004 (en français).



Certains ne voulaient pas souscrire à ce type de communication, et d'autres, comme moi, pensaient qu'il fallait s'occuper des victimes mais aussi envoyer à la communauté russe des signaux sur notre présence. Cela montre qu'il y avait des problèmes au sein de MSF.

Rafael Vilasanjuan, MSF International, secrétaire général de janvier 2001 à janvier 2004 (en anglais).



On avait les témoignages d'Andreï et de Manana. C'était à double tranchant. On savait bien à quel point les Russes prenaient cela au sérieux, et d'un autre côté, il y avait Arjan. On a pu livrer deux tonnes de matériel dans les hôpitaux. On a fait une bonne opération et on n'a rien dit. On savait ce qui se passait, il y avait la volonté de parler, mais au final on a gardé le silence. Je crois aussi qu'on ne voulait pas mettre en danger les membres

du personnel national qui avaient pris des risques pour apporter le matériel, ni se retrouver obligés de mettre fin à notre collaboration avec eux. On avait aussi peur pour les médecins qui étaient intoxiqués. On a reçu des remerciements de la part des hôpitaux.

Steve Cornish, MSF France, coordinateur en Géorgie de janvier à avril 2000, puis en Ingouchie de septembre 2000 à janvier 2001, représentant MSF Suisse en Fédération de Russie d'août 2002 à avril 2004 (en français).

Le 29 octobre 2002, Steve Cornish, le représentant de MSF Suisse à Moscou, et Morten Rostrup, le président de MSF International, obtiennent un rendez-vous avec un haut responsable du FSB. Selon Steve Cornish, il leur affirme qu'Arjan Erkel est vivant et que le responsable de son enlèvement serait un « commandant local ». Il dit considérer comme anormal que les kidnappeurs n'aient pas encore demandé de rançon. Il rappelle toutefois que le corps de Fred Cuny, un travailleur humanitaire enlevé en 1996, n'a été retrouvé qu'au bout de trois ans... Selon d'autres témoignages, il fait comprendre à ses visiteurs que ce genre d'incident arrive aux organisations humanitaires qui dérangent.



Minutes de la réunion avec le FSB, Steve Cornish, coordinateur MSF Suisse en Russie, 29 octobre 2002 (en anglais).

Extrait :

Il a réprimandé MSF pour son manque de coopération avec les services et avec le HCR. Déclaré que l'ambassade des Pays-Bas n'avait pas coopéré non plus, ne leur donnant pas l'information qu'ils [le FSB] réclamaient.

[...] Il a déclaré que, selon les informations de M [...] (de la division spéciale antiterroriste du FSB de Makhatchkala) du 27 octobre, le responsable de la situation d'Arjan était un commandant (il n'a pas spécifié son nom ou sa région d'origine) et qu'ils n'avaient aucune information permettant de penser qu'Arjan aurait été tué.

À un certain moment, Koutzura [le responsable du FSB] a déclaré que nous avions eu à gérer plusieurs cas en commun dans le passé. Il a mentionné Fred Cuny comme étant quelqu'un de MSF. Son assistant a essayé de le corriger, mais il a continué à parler comme si Cuny était un MSF***. J'ai fortement récusé cette assertion. Koutzura a alors dit qu'il citait ce cas parce que cela avait pris trois ans pour retrouver le corps.

Il a dit cela après que je lui ai dit que MSF était aussi prête à entendre les mauvaises nouvelles, si mauvaises nouvelles il y avait.

Koutzura a aussi déclaré qu'un tel silence était rare dans un cas purement crapuleux, qu'il n'était pas compréhensible que les ravisseurs n'aient pas encore exigé de rançon ou de conditions de libération, que ce n'était pas une situation classique.

Il a mis en avant trois motifs éventuels :

- L'obtention d'une rançon
- La mise sous pression des autorités fédérales pour qu'elles mettent fin à leurs actions en Tchétchénie
- L'arrangement d'un échange de prisonniers

Je lui ai dit que nous avions fourni l'information requise et que nous allions coopérer avec le FSB.

***Notons qu'il s'agit peut-être d'une tactique de la part du FSB, ou tout simplement qu'aux yeux de Kutzura tous les humanitaires sont les mêmes.



Les Russes sont intéressés par notre présence sur les lieux de la prise d'otages. Ce sont eux qui nous demandent d'être là. On y va. Jusqu'ici, on n'arrivait pas à être reçus par les hautes autorités et grâce à notre participation à l'affaire du théâtre, on obtient enfin un rendez-vous avec un dignitaire du FSB au niveau central. C'est Morten qui y va. Je l'ai débriefé plusieurs fois, je lui ai fait répéter plusieurs fois ce qu'il avait entendu, en ma seule présence, puis en présence de Nicolas de Torrente [le directeur général de MSF États-Unis] pour être sûr qu'il n'y ait pas de malentendu... Morten m'a dit que ce dignitaire du FSB lui avait fait comprendre que ce genre d'ennuis arrivait aux gens qui les emmerdaient, comme nous. À partir de ce moment-là, on estime qu'un général du FSB nous a dit en réunion qui était coupable. Dans le fond, si on écoutait bien, le FSB lui-même nous le disait. Pour nous, ce qui se passait faisait partie de la radicalisation qui se produisait à cette époque. Au théâtre, moi, les morts entassés dans les bus, je les ai vus.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008 (en français).

À la même époque, le président de MSF France rencontre un diplomate qui, après avoir été en poste à Moscou, est resté en contact avec Sergueï Lavrov, l'ambassadeur de la Fédération de Russie aux Nations unies. Ce diplomate lui recommande la plus grande fermeté vis-à-vis des responsables politiques russes.



À la même époque, à New York, j'ai discuté avec un ambassadeur aux Nations unies qui était un ami personnel de Lavrov. Il m'a dit que tout ami personnel qu'il était, le seul conseil qu'il avait à me donner était de leur rentrer dedans publiquement. Il m'a dit textuellement : « Si vous vouliez vraiment être efficaces, vous ne devriez pas être dans mon bureau, vous devriez être dans les locaux du New York Times, parce que les Russes ne réagissent qu'à la pression. Ce ne sont pas les intermédiaires qui nous écoutent d'habitude qui feront pression sur un dossier. » Je lui ai répondu que je n'étais pas loin de partager son point de vue, mais que je lui demandais quand même de faire savoir à M. Lavrov que MSF était prête à arranger cette affaire entre adultes. Ce qui nous inquiétait, c'était le temps qui passait et l'état de santé d'Arjan.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008 (en français).

AU-DELÀ DE L'AVIS DE RECHERCHE : RESPONSABILISER LES AUTORITÉS

Pendant les six premiers mois, MSF communique a minima sur l'enlèvement d'Arjan Erkel, puis, n'ayant toujours aucun signe de vie, décide d'augmenter la pression sur les autorités russes.

Le 19 août 2002, MSF Suisse demande à nouveau la libération de son coordinateur. Le 22 août, elle annonce le maintien de la suspension de ses activités dans le Caucase.



« MSF demande la libération inconditionnelle d'Arjan Erkel. Les représentations MSF au Daguestan restent ouvertes, la suspension des activités est maintenue »
Communiqué de presse de MSF Suisse, 19 août 2002 (en français).

Extrait :

Médecins Sans Frontières (MSF) est extrêmement préoccupée par le sort d'Arjan Erkel et demande sa libération inconditionnelle. MSF maintient la suspension de ses programmes d'aide au Daguestan mais ses bureaux à Makhatchkala et à Khassaviourt restent ouverts.

L'organisation humanitaire demande la libération immédiate et sans condition d'Arjan Erkel, citoyen hollandais et chef de mission de la section suisse au Daguestan, qui a été enlevé le lundi 12 août à Makhatchkala.

Depuis, MSF n'a pas reçu de nouvelles d'Arjan et est extrêmement préoccupée par le sort qui lui est réservé. Les bureaux de MSF à Makhatchkala et à Khassaviourt restent ouverts, cependant toutes les opérations à Khassaviourt et dans la région de Tsoumada sont toujours suspendues. Avant l'enlèvement d'Arjan, MSF apportait des soins médicaux à des milliers de personnes déplacées dans la région, un soutien pour leur hébergement et une amélioration des structures sanitaires. Plus de 50 000 Daguestanais ont bénéficié d'un meilleur accès aux services de santé grâce aux cliniques mobiles MSF et à l'approvisionnement en médicaments et matériel médical de nombreux centres de santé dans la région de Tsoumada, dans les districts de Botlikh, Novolak[skoie] et Khassaviourt. L'enlèvement récent d'Arjan ainsi que celui de Mme Nina Davidovitch démontrent les risques encourus par les travailleurs humanitaires dans cette région ravagée par les conflits et les guerres.



« MSF maintient la suspension de ses activités dans le Caucase du Nord »
Communiqué de presse de MSF Suisse, 22 août 2002 (en français).

Extrait :

Médecins Sans Frontières a décidé de maintenir la suspension de ses activités en Ingouchie, Tchétchénie et au Daguestan. La suspension avait été décidée suite aux enlèvements d'Arjan Erkel, chef de mission MSF au Daguestan, et de Nina Davidovitch, responsable de l'organisation non gouvernementale russe Droujba, en Tchétchénie.

MSF n'a toujours pas d'informations concernant Arjan Erkel, son chef de mission au Daguestan, enlevé le 12 août dernier à Makhatchkala, et reste très préoccupé par son sort. MSF demande la libération immédiate et inconditionnelle d'Arjan.

Suite à ces deux prises d'otages, MSF avait suspendu ses activités en Ingouchie, au Daguestan et en Tchétchénie. Cette suspension est maintenue jusqu'à nouvel ordre. Afin de rester en contact étroit avec la population et de suivre de près l'évolution de la

situation, les bureaux MSF à Makhatchkala, Khassaviourt et Nazran restent ouverts. MSF apportait une assistance médicale à des milliers de personnes par le biais de cliniques mobiles en Ingouchie, en Tchétchénie et au Daguestan, avec une attention particulière aux soins materno-infantiles. Certains programmes d'aide visaient également à améliorer les conditions d'hébergement, d'hygiène et d'approvisionnement en eau potable. Par ailleurs, MSF soutenait de nombreuses structures de santé en Tchétchénie en leur fournissant des médicaments et du matériel médical.

Le 11 septembre 2002, un mois après l'enlèvement d'Arjan Erkel, MSF rappelle être sans nouvelles de l'otage, mais annonce la reprise de ses activités en Ingouchie.



« Toujours sans nouvelles de son chef de mission au Daguestan, MSF reprend néanmoins ses opérations de secours en Ingouchie » **Communiqué de presse** de MSF, 11 septembre 2002 (en français).

Extrait :

MSF exige à nouveau la libération immédiate et inconditionnelle d'Arjan Erkel, chef de mission au Daguestan, enlevé le 12 août dernier à Makhatchkala, et renouvelle sa condamnation de tout enlèvement de personnel humanitaire dans le Caucase du Nord. MSF a néanmoins décidé de reprendre ses activités en Ingouchie, après quasiment un mois de suspension. Cette décision a été prise en raison de l'extrême précarité dans laquelle sont maintenus des centaines de milliers de civils dans cette république voisine de la Tchétchénie.

Les opérations de MSF en Ingouchie reprennent aujourd'hui ; lancées en l'an 2000, ces activités consistent principalement en distributions de médicaments et de matériel médical à plus de 30 hôpitaux et cliniques et en consultations tant générales que gynécologiques et prénatales en faveur des déplacés tchétchènes et de la population locale à travers des cliniques et des cliniques mobiles. MSF effectue encore des consultations pédiatriques et prend aussi en charge divers travaux d'approvisionnement en eau, de traitement des eaux usées, de réhabilitation d'abris et de logements ainsi que des distributions de matériel de secours en faveur de la communauté déplacée.

MSF a décidé de reprendre ses activités en Ingouchie afin de poursuivre sa politique d'assistance humanitaire et médicale des populations déplacées et civiles. Tous les programmes de MSF dans le Caucase du Nord avaient été suspendus suite aux enlèvements d'Arjan Erkel, chef de mission pour MSF au Daguestan, et de Nina Davidovitch, représentante de Droujba, une organisation non gouvernementale russe active en Tchétchénie.

Si les projets de MSF au Daguestan et en Tchétchénie restent en revanche toujours suspendus, MSF va cependant continuer à fournir, en Tchétchénie, une assistance vitale en cas d'urgence, qui inclut une coopération avec des unités chirurgicales et des maternités. Afin de superviser l'évolution de la situation, les bureaux de Makhatchkala, Khassaviourt et Grozny restent aussi ouverts.

MSF continue activement à demander la libération immédiate et inconditionnelle d'Arjan Erkel, citoyen néerlandais de 32 ans, toujours porté disparu depuis son enlèvement par trois hommes armés à Makhatchkala le 12 août dernier.

Le 19 novembre 2002, MSF déplore toujours être sans nouvelles d'Arjan Erkel cent jours après son enlèvement, et demande sa libération, ainsi que celle de Nina Davidovitch.



« Cent jours après son enlèvement au Daguestan, MSF est toujours sans aucune nouvelle de son chef de mission » **Communiqué de presse** de MSF, 19 novembre 2002 (en français).

Extrait :

Cent jours se sont écoulés depuis qu'Arjan Erkel, chef de mission de Médecins Sans Frontières (MSF) au Daguestan, république voisine de la Tchétchénie, a été enlevé par des hommes masqués et armés à Makhatchkala.

Bien que cent jours se soient déjà écoulés depuis l'enlèvement d'Arjan Erkel, le 12 août dernier, MSF et sa famille n'ont toujours aucune information sur les raisons et les auteurs de cet enlèvement. Les efforts officiellement entrepris par les autorités russes pour résoudre cette affaire n'ont, à ce jour, donné aucun résultat, ce qui renforce les inquiétudes de MSF quant au sort d'Arjan.

MSF a fait part aux pays donateurs impliqués dans le Caucase du Nord de ses plus vives inquiétudes pour les sorts respectifs d'Arjan, de Nina Davidovitch, responsable de l'ONG russe Droujba, et, plus récemment, des deux chauffeurs du CICR enlevés puis relâchés dimanche. L'organisation leur a également rappelé que, lorsqu'ils planifient une aide humanitaire dans cette région, ils doivent garder en mémoire le fait que ces affaires de kidnapping entravent les opérations de secours. Morten Rostrup, président international de MSF, a salué en ces termes la libération des deux chauffeurs du CICR dimanche dernier : « Leur libération rapide est un exemple positif qui montre comment les pressions politiques peuvent accélérer la résolution de ce type d'affaires. À l'aune de cet exemple, MSF demande expressément aux autorités russes de multiplier les efforts pour obtenir la libération immédiate et en bonne santé d'Arjan. » MSF a suspendu ses opérations, d'abord en Tchétchénie après l'enlèvement de Nina Davidovitch le 27 juillet dernier, puis dans le Caucase du Nord le 12 août, après le kidnapping d'Arjan. MSF offrait des soins à des milliers de déplacés tchétchènes et plus de 50 000 Daguestanais bénéficiaient d'un meilleur accès aux soins grâce aux cliniques mobiles de MSF et aux approvisionnements en médicaments et matériel médical de plusieurs structures médicales. Le 12 septembre dernier, MSF a décidé de reprendre ses activités en Ingouchie. Cette décision a été motivée par l'ampleur des besoins de milliers de déplacés tchétchènes et de civils ingouches dans cette république après un mois de suspension d'activités. Les projets au Daguestan et en Tchétchénie sont toujours gelés. En Tchétchénie, cependant, MSF continue à apporter une aide d'urgence, ce qui inclut le soutien à des structures chirurgicales et obstétriques. Afin de suivre d'éventuels développements dans l'affaire d'Arjan, les bureaux de Makhatchkala, Khassaviourt et Grozny restent ouverts. Aujourd'hui, après cent jours de détention, MSF demande une fois de plus aux ravisseurs d'Arjan et de Nina qu'ils respectent l'intégrité physique et mentale de ces travailleurs humanitaires et les relâchent immédiatement, sans mettre leur santé en danger.



La première chose que j'ai faite, c'est de donner une conférence de presse au Daguestan. Je n'étais pas du tout dans l'optique de ne pas communiquer là-dessus. Je pense qu'au départ il fallait faire du bruit. On a essayé de faire des interviews avec des déclarations et des communiqués de presse très basiques. On parlait de la libération

immédiate, on demandait aux autorités de faire ce qu'elles pouvaient. On n'avait aucune idée de comment cela se passait. Puis, à partir du moment où j'ai eu en tête après mon premier séjour au Daguestan que l'enlèvement ne relevait peut-être pas du pur banditisme, je suis devenu plus hésitant par rapport à la communication. Je voulais mieux comprendre avant de me lancer dans des attaques ou des demandes. Donc on a continué à faire des communications basiques.

Dr Thomas Nierle, MSF Suisse, responsable des urgences puis directeur des opérations de 2000 à 2004 (en français).



On avait commencé par faire une communication sur la disparition d'Arjan, qui consistait à parler pour ne rien dire. Le directeur de la communication de MSF France le résumait en disant que c'était comme poser dans la rue une affichette d'avis de recherche annonçant : « MSF a perdu son chat. » Pendant très longtemps, la stratégie de communication a donc consisté à « chercher son chat ». Il y avait une jolie photo d'Arjan et la légende : « On a perdu le pauvre chéri. » C'était très faible.

Anne Fouchard, MSF France, directrice adjointe de la communication de juillet 2000 à juillet 2004 (en français).



Les premiers trois mois, on était paralysés. Ensuite, je pense que, comme il n'y avait pas de signe de vie, des gens disaient qu'Arjan était mort. Au départ, on avait très peur de dire quoi que ce soit, et cela s'est estompé avec le temps. Il est arrivé un moment où tout le monde a accepté le fait qu'il n'y avait pas le choix.

Steve Cornish, MSF France, coordinateur en Géorgie de janvier à avril 2000, puis en Ingouchie de septembre 2000 à janvier 2001; MSF Suisse, représentant en Fédération de Russie d'août 2002 à avril 2004 (en français).



Pendant les six premiers mois, on a juste fait ce que j'appelle de la communication marketing. Il était impossible de parler. Il y avait un veto opérationnel, car toutes les pistes pour trouver Arjan pouvaient se fermer à partir du moment où on prenait la parole. Mais pendant ces six premiers mois, nous n'avons pas eu une seule preuve de son emplacement. On savait des choses mais on ne voulait pas les utiliser. Pourquoi ? Parce qu'au niveau opérationnel il y avait de la peur. Pour ma part, je pense qu'on a réagi tard. On ne savait pas vraiment comment agir.

Rafael Vilasanjuan, MSF International, secrétaire général de janvier 2001 à janvier 2004 (en anglais).

Sur le terrain, les coordinateurs des différentes sections MSF et le chargé d'information du mouvement international sont frustrés par ce qu'ils considèrent comme un manque de dynamisme de la part de MSF Suisse. Ils s'efforcent de collecter des informations sur le sort d'Arjan Erkel.



On était extrêmement frustrés dès le départ. « On », c'est-à-dire les chefs de mission de MSF France, MSF Hollande et MSF Belgique, plus le RIO²⁹ de l'époque (Marc). On a créé une espèce de cellule B pour discuter de comment gérer l'affaire Arjan, et voir de notre côté si on pouvait proposer aux Suisses des choses auxquelles ils n'avaient pas pensé. On a bousculé les démarches. On avait besoin de certains rendez-vous et on les a organisés. On était mal à l'aise avec la façon dont MSF Suisse gérait l'histoire.

Gabriel Trujillo, MSF France, coordinateur dans le Caucase du Nord de janvier 2002 à juillet 2003 (en français).

À la mi-novembre 2002, un groupe international informel de responsables de MSF est mis en place afin de soutenir et conseiller la section suisse, dont les tensions internes pèsent sur la cellule de crise. Ce « comité de suivi international » est composé des présidents de MSF International et MSF France, du secrétaire général du Bureau international, des directeurs généraux de MSF Suisse, MSF Belgique, MSF Hollande et MSF États-Unis, du directeur des opérations de MSF Hollande.



Il y avait déjà une tension en interne à MSF Suisse : l'équipe des premiers mois était brûlée. Thomas Linde, le directeur général, n'était pas d'accord avec Thomas Nierle, le directeur des opérations. Le mouvement a dit qu'à cause de ces tensions internes on ne pouvait pas laisser l'espace uniquement à MSF Suisse, et qu'il fallait prendre ses responsabilités. On a dit que MSF Suisse devait avoir l'initiative de la communication, mais que c'était un comité qui devait diriger la stratégie.

Rafael Vilasanjuan, MSF International, secrétaire général de janvier 2001 à janvier 2004 (en anglais).



Vu le sujet, pour communiquer à l'extérieur il vaut mieux avoir une certaine solidarité et solidité en interne. Or, au sein de MSF Suisse, on n'avait plus ni solidité ni solidarité. À MSF Suisse, tout a toujours été très centralisé au niveau de la direction des opérations. Trop de pouvoir est donné à une seule personne. Et dans des moments de crise, surtout si cela perdure, cela fragilise. Avec l'arrivée de Thomas Linde à la direction générale, c'était un peu la première fois qu'il y avait plus de partage de pouvoir. On avait quand même un fonctionnement qui nous permettait d'avancer ensemble. Mais certains directeurs étaient peu investis, soit en raison de problèmes personnels, soit parce qu'ils venaient à peine d'arriver ou qu'ils étaient sur le départ. Tout commençait à se fragiliser, moi aussi. Il fallait donc bien déterminer quelques personnes avec qui il était possible de travailler. Le comité de suivi international a été créé à partir de la fin de 2002, pour partager des informations qu'on ne pouvait pas partager par téléphone ou par e-mail. Il y avait des réunions de mise au point pour que toutes les sections soient sur la même longueur d'onde et qu'elles comprennent dans quelle logique nous étions et quelle stratégie nous poursuivions. C'étaient des moments de partage, des occasions de se nourrir des réflexions des uns et des autres. Et de plus en plus, en raison de l'absence de la direction générale et de la présidence de MSF Suisse, c'est devenu un comité de pilotage, une sorte de réflexion stratégique. Mais ce comité n'était pas décisionnel, parce

29. Regional information Officer : chargé d'information régional du mouvement international MSF.

que les décisions ne pouvaient pas se prendre là. Les avis étaient trop divergents entre les différents acteurs.

Dr Thomas Nierle, MSF Suisse, responsable des urgences puis directeur des opérations de 2000 à 2004 (en français).



MSF Hollande n'a pas une politique prête à l'emploi pour chaque situation. Mais en gros, nous avons une stratégie spécifique pour la gestion de crise, en particulier en Tchétchénie. Nous avons immédiatement contacté les Suisses, nous les avons briefés sur ce que serait notre mode opératoire dans un tel cas, leur avons offert notre soutien, en matière de personnel et de moyens. Nous avons reconnu que d'autres sections pourraient gérer cela d'une façon différente et que le plus grand danger qui les menaçait, c'était qu'ils devraient faire avec différentes stratégies et que, dès le début, ils devaient être très clairs sur l'approche qu'ils adoptaient. Donc je pense qu'on peut dire que notre stratégie a consisté essentiellement à leur offrir conseil et soutien.

Puis a émergé un groupe international de responsables des sections MSF qui régulièrement étaient consultés pour établir une politique internationale et essayer de maintenir une cohésion à tout ce qui était entrepris. Nous avons pris une part très active à ce groupe et notre stratégie a été de d'abord défendre fortement notre position, puis de nous rallier à la position collective.

Austen Davis, MSF Hollande, directeur général de 1999 à 2004 (en anglais).

Au cours de la première réunion du comité de suivi international, le président de la section française reproche vivement à ses collègues de la section hollandaise d'utiliser les services d'une société de sécurité britannique pour rechercher Arjan. Ceux-ci lui rétorquent qu'ils ne font appel aux services de cette société que pour des analyses de contexte et de la formation, et surtout pour rassurer la famille d'Arjan Erkel.



Jean-Hervé [Bradol, président de MSF France] a posé une question sur une compagnie privée contractée par MSF Hollande. La démarche de MSF Hollande n'allait pas plus loin que récupérer quelques informations et faire un peu de formation, mais il s'est mis en colère et a dit : « Je n'accepte pas qu'on s'associe avec des ex-espions. »

Rafael Vilasanjuan, MSF International, secrétaire général de janvier 2001 à janvier 2004 (en anglais).



Ils [MSF Hollande] avaient commencé à activer ce genre de démarche. On leur a dit d'arrêter, de ne pas faire cela, de ne pas trafiquer avec les services secrets. On se sentait mis en danger, pour Arjan, pour les équipes, pour nous-mêmes.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008 (en français).



Il s'agit d'un groupe d'anciens membres de services de sécurité, pour la plupart britanniques ou américains. Ils avaient géré des centaines de kidnappings. Donc MSF Hollande leur a juste demandé un papier d'analyse sur les tendances dans le kidnapping, etc. On leur avait également demandé de faire une sorte de formation au bureau. Finalement, ils n'ont pas été très efficaces. Ils avaient déjà été contractés pendant mon enlèvement, pas pour faire quoi que ce soit, mais juste pour venir au siège de MSF Hollande et parler de la stratégie, et pour rencontrer ma famille.

Wouter [Kok, chargé des relations avec la famille Erkel à MSF Hollande] a dit que c'était une bonne initiative car cela rassurait la famille sur le fait que la stratégie n'oubliait aucun élément. Cela avait aussi été très rassurant pour ma famille, qui voulait s'assurer que MSF ne mettait pas ses propres intérêts avant ceux liés à l'enlèvement et avait dit : « Si vous ne les contractez pas, on le fera nous-mêmes. » Or c'est beaucoup mieux que tout soit centralisé. On ne souhaitait pas que ce groupe ait un rôle opérationnel, mais ils ont parfois joué un rôle de formation ou de regard sur la stratégie, ou auprès de la famille. Et c'était exactement notre politique : on ne fait pas appel à eux pour de l'opérationnel, mais si on a besoin d'eux, pour de l'information.

Je ne comprends pas pourquoi cela a suscité autant de griefs. Ça s'est passé à Barcelone, Rafa m'a emmené au café et on a tenu une grande réunion. En fait, c'était une réunion d'ex-com [de directeurs généraux] et j'étais venu pour l'affaire Arjan. Jean-Hervé [Bradol, président de MSF France] a dit : « Je veux que vous garantissiez que vous n'utiliserez jamais les services de cette société. » – « C'est notre politique, nous ne faisons pas appel à eux pour de l'opérationnel, mais si nous pensons qu'ils peuvent être utiles, nous les utiliserons. » Et il a dit : « Non, je veux une garantie que vous ne les utiliserez pas. » On a répondu non. Et il a dit : « Si vous les utilisez, je déclarerai la guerre à MSF Hollande. » On a commencé à rire : « Qu'est-ce que cela signifie qu'une section déclare la guerre à une autre section ? »

Jean-Hervé avait raison sur certains constats. Simplement il ne savait pas comment les projeter pour aller plus loin. En fait, sur de nombreux plans on était d'accord avec lui. Ainsi, on n'a jamais utilisé ces gars [de l'entreprise de sécurité] sur le terrain, à cause des risques pour notre image. On les utilisait juste comme appui en arrière-plan, parce qu'il se pouvait qu'ils aient des informations. Mais au final, s'ils avaient eu de l'information sur un point important, on l'aurait utilisée. On ne faisait pas passer les principes avant l'efficacité. Et on voulait montrer à la famille que les principes ne prenaient pas le dessus sur la nécessité de sauver une vie. Et c'était très important pour la famille.

J'ai dit aux Suisses : « La famille n'a pas confiance en vous, vous devez faire quelque chose. Ils veulent un expert extérieur, comme cette société, contractez-les. Juste pour qu'ils aillent voir la famille et lui disent : "Nous avons étudié la stratégie de MSF et nous pensons qu'elle est bonne." La famille se sentira mieux. Ils arrêteront un peu de vous attaquer. Cela sera bon pour leur état psychologique et pour le vôtre. Et il n'y a aucun risque. Ce sera une consultation à la demande de MSF Hollande. À Genève, il n'y a aucun risque pour l'image. » Mais à cause de la pression mise par Jean-Hervé, ils ont refusé. Les Suisses étaient toujours inquiets d'être critiqués dans le mouvement. On leur a dit : « Peu importe ce que disent les Hollandais et les Français, ce n'est pas votre problème, votre problème c'est de résoudre un enlèvement. Ce n'est pas l'état de votre image dans le mouvement. »

Kenny Gluck, MSF Hollande, conseiller et coordinateur pour le Caucase du Nord de novembre 1999 à janvier 2001, directeur des opérations de 2001 à 2005 (en anglais).

Le 10 décembre 2002, la cellule de crise « Erkel » établit un plan de communication en plusieurs phases destiné à maintenir la pression sur les autorités russes pour qu'elles s'activent à la libération d'Arjan. Dans les semaines qui suivent, elle décide de pointer plus clairement les responsabilités des autorités russes susceptibles d'aider à la libération d'Arjan Erkel.



« Plan de la campagne de solidarité avec Arjan » **Courriel** de Pere Joan Pons et Michel Clerc, cellule de crise Erkel, MSF Suisse, aux départements de communication de MSF, 10 décembre 2002 (en anglais).

Extrait :

Bonjour à tous,

Suite à l'accord donné par la famille d'Arjan vendredi dernier, voici le plan de communication de décembre 2002 à février 2003 que nous avons établi avec l'objectif de maintenir la pression sur les autorités russes afin de résoudre l'affaire de manière positive et de fournir des messages de soutien qui, nous l'espérons, pourront parvenir à Arjan. Ce plan est en relation et en soutien au plan d'action établi par la cellule de crise pour cette période. Par ailleurs, il est sujet à révision en fonction de l'évolution de la situation. [...]

Il comprend 3 phases qui prévoient d'augmenter progressivement la pression sur les autorités russes. Pour l'instant, nous présentons seulement la première phase.

1. La publication d'une lettre personnelle courte (avec photo) de sa famille à Arjan. Nous prévoyons de la publier dans la plupart des journaux daguestanais et dans quelques éditions régionales de médias russes. La lettre a été envoyée pour traduction à Mark Walsh, le chargé de l'information à Moscou. En ce moment, Mark achète de l'espace dans les médias. La lettre sera publiée pendant plusieurs jours dans le courant de la semaine prochaine (probablement le 16 et le 18 décembre). Cette action vise à envoyer un message de soutien à Arjan (en espérant que ses ravisseurs lui donnent l'article) et aussi lui donner un visage humain face à l'opinion publique au Daguestan.

2. Avant Noël, nous lancerons également une « campagne de solidarité » dans un certain nombre de journaux / magazines internationaux avec le soutien des sections MSF des différents pays. Cela consistera en un court message pour rappeler à l'opinion publique qu'Arjan est toujours détenu en otage et pour contribuer, indirectement, à la pression diplomatique que MSF fait peser sur les autorités russes à travers les pays donateurs. L'objectif de cette action est d'augmenter la pression sur les principaux acteurs à la suite des récents contacts que MSF a établis dans plusieurs pays et institutions. Afin de mettre en œuvre la « campagne de solidarité » tous en même temps, nous vous demandons à partir d'aujourd'hui jusqu'à vendredi d'acheter de l'espace dans un quotidien national (le plus important + page impaire si possible + ¼ page maximum, dans la rubrique politique internationale si possible) afin de publier l'annonce le 17 ou le 18 décembre. [...]

3. Nous voulons renforcer nos contacts avec les journalistes qui comprennent qu'on a besoin non pas de spéculations sur le sort d'Arjan mais plutôt de soutien quand nous aurons besoin de leurs reportages.

4. Mark à Moscou va accroître la communication institutionnelle sur MSF en Russie basée sur notre présence et nos projets ailleurs que dans le Caucase du Nord.

5. La famille d'Arjan va rédiger et envoyer un courrier privé à Poutine.

Le 10 janvier 2003, Nina Davidovitch, la responsable de Droujba enlevée quelques jours avant Arjan Erkel, est libérée. Dans un communiqué de presse, MSF s'en réjouit et demande à nouveau la libération immédiate d'Arjan Erkel.



« MSF se réjouit de la libération de Nina Davidovitch et demande la libération immédiate de son chef de mission, kidnappé le 12 août dernier au Daguestan »
Communiqué de presse de MSF, 10 janvier 2003 (en français).

Extrait :

MSF salue la libération – après cent soixante-huit jours de captivité – de Nina Davidovitch, responsable de Droujba, une ONG russe. MSF lui souhaite un prompt rétablissement et espère qu'elle pourra rapidement rejoindre ses amis et sa famille.

Ce n'est que peu de temps après l'enlèvement de Nina, le 23 juillet dernier, qu'Arjan Erkel, chef de mission pour MSF au Daguestan, a lui aussi été enlevé par des hommes armés non identifiés à Makhatchkala, la capitale de cette république.

Arjan a 32 ans et a été volontaire pour MSF pendant plus de six années. Il a commencé à travailler au Daguestan en avril 2002.

Après presque cinq mois, les efforts des autorités pour résoudre le cas n'ont ramené aucune information sur Arjan ou son état de santé.

La libération de Nina donne l'espoir à MSF et à la famille d'Arjan qu'il puisse également être libéré bientôt. Dans cette optique, MSF demande aux autorités de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour qu'Arjan soit libéré sain et sauf.

MSF demande aux ravisseurs d'Arjan de respecter son intégrité physique et mentale et de le libérer indemne.

Depuis l'enlèvement d'Arjan, le 12 août dernier, les activités de MSF au Daguestan et en Tchétchénie sont toujours suspendues.

En Tchétchénie, cependant, MSF continue à fournir une assistance directe en cas d'urgence (coopération avec des unités chirurgicales et de maternité).

MSF continue aussi à fournir de l'aide aux Tchétchènes déplacés en Ingouchie.

Le 13 janvier 2003, la cellule Erkel lance la deuxième phase de sa stratégie de communication qui prévoit, entre autres, de mettre en avant le fait que les autorités russes ont la capacité de travailler à la libération d'Arjan. Le 29 janvier, au cours d'une réunion avec le ministre des Affaires étrangères néerlandais et MSF, la famille Erkel demande toutefois qu'aucune critique ne soit émise publiquement contre les autorités russes, afin de ne pas aggraver le sort d'Arjan.



« Mise en œuvre de la phase 2 – **draft** » Michel Clerc, Pere Joan Pons, cellule de crise Erkel, MSF Suisse, 13 janvier 2003 (en anglais).

Extrait :

2. Cibles :

- Les autorités russes (à Moscou et à Makhatchkala) : politiques, judiciaires et organes d'investigation
- Représentations russes à travers le monde (ou au moins dans les pays où MSF a un bureau)

- La communauté des bailleurs de fonds, en fait la majorité des pays et des organisations internationales que nous avons approchés pour faire pression sur les autorités russes (ONU, UE, Pays-Bas, Suisse, France, Allemagne, Royaume-Uni, États-Unis)
- Médias internationaux
- Opinion publique en Russie, Hollande (et Suisse...)
- Opinion publique internationale

3. Message pour la phase 2 :

Aux autorités russes :

MSF croit que les autorités russes ont la capacité de travailler à la libération d'Arjan. La libération de Nina Davidovitch prouve que la résolution d'un tel cas requiert un engagement fort des autorités russes. MSF n'accepte pas qu'après six mois d'enquête des autorités russes ces dernières n'aient produit aucun résultat concret.

En conséquence, MSF demande que des moyens plus appropriés soient vraiment mis en œuvre par les autorités russes afin de faire immédiatement libérer Arjan.

Aux États bailleurs de fonds :

Le manque de sécurité pour les travailleurs dans le Caucase du Nord est un obstacle à la distribution de l'aide des pays bailleurs de fonds.

Le cas d'Arjan n'est pas le seul cas d'enlèvement d'un humanitaire. En conséquence, l'assistance ne peut pas être correctement délivrée et atteindre ceux qui en ont le plus besoin.

Lorsqu'ils apportent de l'aide dans la région, les États bailleurs de fonds doivent exiger des autorités russes que les travailleurs humanitaires qui fournissent l'aide soient respectés (et pas ciblés). Les États bailleurs de fonds doivent demander aux autorités concernées qu'Arjan et les autres humanitaires (??) soient immédiatement libérés. La situation qui prévaut dans cette région de la Fédération de Russie est absolument inacceptable.

4. Mise en œuvre :

Par :

- Le réseau MSF
- La famille Erkel
- Le grand public

Actions :

- travail éditorial dans les journaux internationaux et travail sur les médias
- conférence de presse, communiqués de presse
- pétition de l'ensemble de MSF (10 000 ??) et des supporters animée dans le cadre d'une campagne de solidarité (plus de 5 000) et adressée aux autorités russes
- manifestations devant les ambassades de Russie d'au moins 17 pays où MSF a une section et les Nations unies.

Où :

- 1- en Russie
- 2- en Hollande
- 3- dans les pays où MSF a une section
- 4- sur les sites des Nations unies



Minutes de la réunion sur Arjan Erkel, bureau du ministère des Affaires étrangères, La Haye (Pays-Bas), 29 janvier 2003 (en anglais).

Extrait :

[...] la famille veut détailler explicitement les points suivants :

1. Pas d'autres contacts avec la presse que ceux qui accompagnent les efforts diplomatiques et autres sans consultation préalable.
2. Pas de ton accusatoire envers les autorités russes ; selon la famille, cela pourrait avoir un impact négatif sur le cas.
3. La famille réclame le droit d'initier ses propres contacts avec la presse si elle le désire sans consultation préalable.
4. MSF est invitée à initier, en coopération avec d'autres ONG, un débat public sur la sécurité des travailleurs humanitaires en général.

À la suite d'une réunion à l'ambassade des Pays-Bas à Moscou, fin janvier 2003, le coordinateur de MSF Hollande émet des doutes sur la réelle volonté du gouvernement néerlandais d'exiger le maximum du gouvernement russe pour aider à la libération d'Arjan Erkel.



« Discussion avec Michiel, MSF Hollande » **Courriel** de Marc Joly, directeur de la communication, à Thomas Nierle, directeur des opérations, et à la cellule de crise Erkel, MSF Suisse, 27 janvier 2003 (en français).

Extrait :

- Réf. cocktail à l'ambassade Hollande: l'analyse de Michiel est claire, les H ne sont même pas prêts à remettre en question le protocole (un MSF a voulu parler à la sœur de la reine) pour Arjan. De plus, à cette occasion, l'ambassadeur a fait un speech où il a annoncé que 2002 avait été une très bonne année pour les relations Hollande-Russie, et n'a pas mentionné l'enlèvement d'Arjan ! Michiel est très critique du gvt H et il pense qu'il ne veut pas mettre en danger les bonnes relations commerciales, ni pour Arjan, ni pour l'OSCE, ni pour la TT [Tchéchénie]. Pour lui, il est clair qu'il faut continuer à mettre la pression sur les H, car c'est le seul moyen de les pousser à se bouger le c... D'autre part, il pense que les élections ont été une occasion manquée d'influencer les partis politiques H via les médias / opinion publique. Néanmoins, le gouvernement n'étant formé que dans les mois à venir, il est possible de mettre la pression directement sur les personnes (*i.e.* le ministre des AE [Affaires étrangères]) s'ils veulent garder leur poste.



Les Hollandais avaient des intérêts économiques dans le Caucase (BP, Shell, etc.), et c'était un moment où ils les défendaient. Austen [Davis, directeur général de MSF Hollande] est revenu de sa première réunion avec le ministère des Affaires étrangères néerlandais convaincu qu'ils ne mélangeraient jamais les intérêts économiques néerlandais avec la question d'Arjan. On a donc pris cela comme un signe très clair qu'on allait devoir batailler avec le gouvernement hollandais, mais sans le montrer explicitement. On s'est dit qu'il fallait orienter la communication pour montrer que l'enlèvement était politique. Si cela avait été criminel, on l'aurait vu. Pour nous, il n'était pas acceptable que le ministre des Affaires étrangères néerlandais ne questionne pas le ministre des Affaires étrangères russe pour lui demander quelles étaient ses intentions d'action.

*Rafael Vilasanjuan, MSF International, secrétaire général de janvier 2001 à janvier 2004
(en anglais).*

Le 19 janvier 2003, dans une lettre à Morten Rostrup, le président de MSF International, le ministre des Affaires étrangères néerlandais s'étonne des propos qu'aurait tenus le président de MSF France au ministre des Affaires étrangères français, suggérant une implication des services de renseignement russes dans l'enlèvement d'Arjan Erkel et déplorant le faible engagement des autorités néerlandaises dans la résolution de l'affaire.

Le 5 février, Morten lui répond que le président de MSF France a voulu signifier que MSF avait besoin d'assurances sur l'implication effective dans la recherche d'Arjan de tous les acteurs compétents, y compris les services de sécurité russes. Il réitère la volonté de MSF de collaborer dans les meilleures conditions avec les autorités néerlandaises.



Lettre de Jaap de Hoop Scheffer, ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, au Dr Morten Rostrup, président de MSF International, 29 janvier 2003 (en anglais).

Extrait :

J'ai cru comprendre que le président de MSF France avait récemment rencontré mon collègue français Dominique de Villepin afin de s'assurer le soutien des autorités françaises dans la recherche du ressortissant néerlandais Arjan Erkel, enlevé au Daguestan en août 2002.

Il va sans dire que toute aide visant à résoudre ce cas d'enlèvement compliqué et douloureux est la bienvenue. J'aurais préféré, toutefois, que MSF se coordonne avec mon ministère avant de soumettre sa requête aux autorités françaises, étant entendu qu'une approche conjointe aurait été sans doute plus efficace.

Au cours de cette rencontre avec M. de Villepin, MSF a apparemment émis la conviction que les services de renseignement russes étaient impliqués dans l'enlèvement d'Arjan. Pour notre part, nous n'avons aucune information ferme ou spécifique qui nous orienterait sans ambiguïté dans cette direction.

Que ce soit ou non le cas, nous avons le sentiment qu'il est inutile d'exposer aussi explicitement de telles allégations. En accusant directement les autorités russes, nous courons le grave risque qu'elles refusent de coopérer plus avant dans la recherche d'Arjan. Nous sommes convaincus que, sans le soutien actif des autorités russes, il sera bien plus difficile de retrouver la trace d'Arjan et de le ramener sain et sauf.

Je suis également inquiet du fait que le président de MSF France a déclaré à Dominique de Villepin que les autorités néerlandaises ne semblaient pas prendre beaucoup d'initiatives pour assurer la libération d'Arjan Erkel. Je ne suis pas d'accord avec cela. Le Premier ministre néerlandais, moi-même et notre ambassadeur à Moscou, ainsi que de nombreux autres parlent en permanence de cette question avec les autorités russes, au niveau central et régional.

De mon point de vue, une coopération rapprochée et constructive entre les autorités néerlandaises et MSF représente le meilleur moyen d'arriver à une libération rapide d'Arjan Erkel.

Nos deux organisations devraient donc s'en tenir aux accords passés à ce sujet en septembre 2002.



Lettre du Dr Morten Rostrup, président de MSF International, à Jaap de Hoop Scheffer, ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, 5 février 2003 (en anglais).

Extrait :

Je vous remercie pour votre lettre datée du 19 janvier qui a retenu toute mon attention. Laissez-moi vous assurer que Médecins Sans Frontières apprécie la coopération avec votre ministère en ce qui concerne le cas douloureux d'Arjan Erkel et lui accorde la plus haute priorité à. J'apprécie la franchise de votre lettre, et serais heureux de vous rencontrer, selon votre convenance, afin d'envisager avec vous comment nos relations pourraient s'améliorer en cas de problème.

Comme vous l'avez noté, depuis la fin novembre, nous avons intensifié nos contacts avec les organisations internationales et les gouvernements afin de souligner le fait que le cas d'Arjan Erkel demeure non résolu. Nous avons informé votre ministre de cette initiative, directement à La Haye ainsi qu'à travers notre ambassade à Moscou et notre représentant permanent à New York.

Nos contacts internationaux incluent le commissaire de l'Union européenne aux Affaires étrangères et à la Sécurité, le secrétaire général des Nations unies et le haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, ainsi que des responsables des Affaires étrangères de haut niveau – entre autres – en France, Allemagne, Suisse, Italie, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Il va sans dire que nous maintenons également des relations avec les autorités russes tant au niveau régional qu'au niveau national, et avec le représentant de la Russie aux Nations unies, à New York.

Nous réclamons régulièrement du soutien aux autorités de la Fédération de Russie en leur rappelant la nécessité de mobiliser des moyens supplémentaires afin de trouver une solution. Entre-temps sont apparues les premières indications montrant que les plus hautes autorités à Moscou ont compris les signaux et y répondent positivement. C'est évidemment en ce sens que le président de Médecins Sans Frontières France s'est entretenu avec M. de Villepin : nous voulons nous assurer que toutes les parties compétentes, y compris le système de sécurité russe, sont actives dans la recherche de moyens pour obtenir la libération d'Arjan.

Les autorités russes au plus haut niveau doivent être saisies, car ce cas va au-delà d'une simple affaire criminelle ou consulaire, comme cela a parfois été suggéré.

Au regard de l'action du gouvernement néerlandais pour sécuriser la libération d'Arjan Erkel, je suis bien conscient que les autorités néerlandaises font en permanence usage des canaux bilatéraux pour évoquer le sujet avec les autorités russes. Je suis persuadé que l'attention accrue qu'a reçue ce sujet pendant ces dernières semaines dans un contexte multilatéral renforcera notre action et nous permettra d'atteindre notre objectif commun.

Les 16 et 31 janvier 2003, le Parlement européen puis la présidence de l'Union européenne lancent un appel aux autorités russes et daguestanaïses pour qu'elles fassent tout ce qui est en leur pouvoir afin d'obtenir la libération d'Arjan Erkel. MSF s'en félicite dans deux communiqués de presse.



« Le Parlement européen lance un appel à la Russie afin qu'elle mette tout en œuvre pour libérer Arjan » **Communiqué de presse** de MSF, 26 janvier 2003 (en français).

Extrait :

Le Parlement européen a soulevé la question d'Arjan Erkel, le volontaire de MSF enlevé le 12 août 2002 au Daguestan, une république russe voisine de la Tchétchénie. Les députés européens ont également demandé au gouvernement russe de déployer tous les efforts possibles afin qu'Arjan soit libéré.

Lors de sa séance plénière du 16 janvier dernier, le Parlement européen a ainsi voté une résolution demandant au « gouvernement russe de mettre tout en œuvre pour permettre la libération rapide d'Arjan Erkel, travailleur humanitaire de MSF, qui est toujours retenu en captivité dans la région ».

C'est à Makhatchkala, la capitale du Daguestan, qu'Arjan Erkel a été enlevé par des hommes armés non identifiés. Cinq mois plus tard, les efforts des autorités pour élucider l'affaire n'ont toujours apporté aucune information quant au lieu de détention ou à l'état de santé d'Arjan Erkel.

Au cours du débat qui a précédé l'adoption de la résolution, Arie Oostlander, membre du Parlement européen néerlandais, a déclaré que « Monsieur Erkel, qui était chef de mission pour MSF au Daguestan, est toujours détenu. Nous ne savons pas par qui. Il n'y a eu aucune demande de rançon. J'ai lancé des questions à ce sujet à la Commission et au Conseil. Des collègues d'autres partis vont aussi dans ce sens et appuient pleinement ma démarche. Nous souhaitons que la Commission fasse le nécessaire pour déterminer ce qui est arrivé à Arjan Erkel et qu'elle enquête sur les raisons de son maintien en captivité ».

Fodé Sylla, membre du Parlement européen français, a déclaré : « Le maintien en captivité d'un travailleur humanitaire est un acte véritablement scandaleux. »

MSF demande aux ravisseurs d'Arjan de respecter son intégrité physique et mentale et de le libérer indemne.



« L'Union européenne appelle à la libération d'Arjan Erkel, chef de mission MSF au Daguestan, république du sud de la Fédération de Russie » **Communiqué de presse** de MSF Paris, 5 février 2003 (en français).

Extrait :

Médecins Sans Frontières (MSF) salue la récente déclaration de l'Union européenne (UE) réclamant la libération d'Arjan Erkel, chef de mission pour MSF enlevé au Daguestan, et dont on est toujours sans nouvelles après près de six mois.

Cette déclaration publique a été faite le 31 janvier dernier à Bruxelles par la présidence de l'Union européenne ; elle appelait à la « libération immédiate et dans de bonnes conditions » d'Arjan Erkel, enlevé au Daguestan, une petite république du sud de la Fédération de Russie voisine de la Tchétchénie.

Dans sa déclaration publique, l'UE (ainsi que ses États membres et associés, de même que ceux membres de l'AELE [Association européenne de libre-échange]) a affirmé que « le kidnapping de travailleurs humanitaires ne peut qu'aggraver la situation humanitaire dans le Caucase du Nord ».

C'est dans ce contexte que MSF invite à nouveau les autorités russes et daguestanaïses à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour parvenir à la libération d'Arjan.

Arjan Erkel a été enlevé par des hommes armés non identifiés à Makhatchkala, la capitale du Daguestan, le 12 août dernier. Arjan a 32 ans et a été volontaire pour MSF pendant plus de six années.

Depuis l'enlèvement d'Arjan, les activités de MSF au Daguestan ont été suspendues. MSF continue cependant à fournir de l'aide d'urgence (maternité et chirurgie) en Tchétchénie et à assister les populations tchétchènes déplacées en Ingouchie.

Début février 2003, dans un communiqué de presse, MSF Belgique salue la campagne d'information pour les sans-abri de Moscou lancée par la douma (le Parlement russe).



« À Moscou, la douma lance une campagne d'information pour les sans-abri »
Communiqué de presse de MSF Belgique, 3 février 2003 (en français).

Extrait :

À Moscou, la douma a initié la création et la distribution d'affiches destinées aux 100 000 sans-abri vivant dans les rues de la capitale. Par le biais de cette action, la ville de Moscou veut les inciter à se préparer aux rudes conditions climatiques de l'hiver. MSF, qui fait campagne pour que les sans-abri puissent bénéficier d'une meilleure aide médico-sociale, a salué cette initiative.

« Cette démarche prouve que les autorités russes ne sont pas restées insensibles à nos requêtes et qu'en définitive elles ont décidé de venir en aide aux Moscovites en marge de la société qui meurent dans les rues de la capitale », déclare Alexeï Nikiforov, coordinateur du programme MSF à Moscou.

Les affiches, qui sont distribuées par le service de défense sociale dans les rues de la capitale, sur les places et dans les stations de métro, mentionnent les adresses de huit foyers d'accueil dans lesquels les sans-abri peuvent trouver refuge, s'alimenter et bénéficier de soins médicaux. Vu le nombre élevé de victimes, il était urgent d'agir. En effet, chaque hiver à Moscou, quatre personnes par jour décèdent du froid dans les rues. Cette année, les rudes conditions climatiques ont déjà été fatales à plus de 330 personnes.

Quelque temps auparavant, MSF avait déjà adressé une lettre au maire de Moscou demandant que l'on se soucie davantage des sans-abri. Suite à cette initiative, les centres de nuit ont ouvert leurs portes à toutes les personnes en quête d'un toit et de protection. En dix ans d'existence, ce projet MSF a permis d'offrir une aide médico-sociale à plus de 70 000 personnes. Il faut savoir qu'à Moscou un quart des sans-abri sont d'anciens prisonniers et que les autorités russes ne les aident quasiment jamais à se réinsérer dans la société.

Le 10 février 2003, alors que Vladimir Poutine est reçu par le président de la République française, le quotidien *Le Figaro* publie une interview du président de la section française de MSF qui décrit le Caucase russe comme un « triangle des Bermudes » où des personnes disparaissent. Tout en admettant n'avoir aucun élément tangible pour désigner les responsables de l'enlèvement d'Arjan Erkel, il dénonce l'absence de résultats des enquêteurs russes.



« La Russie de Poutine est un triangle des Bermudes » propos recueillis par Laure Mandeville, **Le Figaro** (France), 10 février 2003 (en français).

Extrait :

Le président de Médecins Sans Frontières évoque les difficultés des organisations humanitaires qui œuvrent en Tchétchénie.

Le Figaro : Que pensez-vous de la disparition de la Tchétchénie des priorités diplomatiques occidentales, vous dont l'organisation reste en première ligne dans le Caucase ?

Jean-Hervé Bradol : C'est inquiétant, mais nous y sommes habitués, car, depuis trois ans que le conflit a repris, il n'y a jamais eu de pression internationale forte pour réduire la violence subie par la population civile. Pourtant, cette violence ne cesse de déborder, notamment sur les organismes d'aide internationaux. Elle s'est soldée pour Médecins Sans Frontières par quatre enlèvements depuis 1996 et de nombreuses attaques de nos bureaux. Nous sommes sans nouvelles de notre chef de mission néerlandais au Daguestan, Arjan Erkel, disparu le 12 août dernier à Makhatchkala sans laisser de traces. Nous ne savons même pas s'il est toujours vivant. Les enquêteurs ne produisent aucun résultat.

Il est clair qu'il y a déficience des responsabilités de l'État russe, un État constitué qui a obligation d'assurer la sécurité sur son territoire.

Le fait que des ressortissants nationaux et internationaux puissent disparaître en aussi grand nombre et aussi mystérieusement sur le territoire d'un État membre du Conseil de sécurité est tout à fait anormal ! Le Caucase russe est devenu un triangle des Bermudes et c'est le président Vladimir Poutine qui en est le président. Que cela suscite aussi peu d'émoi dans les relations diplomatiques s'apparente à une forme de passivité. Nous attendons un sursaut diplomatique, un sursaut de dignité collective.

Le Figaro : Qui a intérêt à décourager les organisations humanitaires présentes au Caucase ?

Jean-Hervé Bradol : Sur l'enlèvement d'Arjan, nous avons tout un tas de pistes, allant du conflit interpersonnel au crime crapuleux en passant par des motifs d'ordre politique. Depuis huit ans que nous sommes sur le terrain caucasien, nous avons été frappés par des groupes purement criminels, des groupes de la résistance indépendantiste, mais aussi des groupes des services de sécurité russes. Sur le cas d'Arjan règne la plus totale confusion et aucun élément ne nous permet de conclure dans un sens ou dans un autre. Voilà pourquoi nous interpellons M. Poutine en visite à Paris. L'ONU, l'Union européenne ont été saisies du dossier, le ministre des Affaires étrangères français également.

Le Figaro : MSF a moins communiqué que d'habitude sur le dossier. Pourquoi ?

Jean-Hervé Bradol : C'est lié à la peur. Faire de l'humanitaire en Tchétchénie n'a jamais été une promenade de santé, mais on a de plus en plus peur. Peur d'agir sur le terrain et de se faire enlever. Peur de s'exprimer sur le conflit, car les belligérants sont ultra-violents et qu'une parole malheureuse peut avoir des conséquences fatales, quand on a un camarade porté disparu.

On ne peut pas dire que la liberté d'expression sur la politique russe ait progressé ces deux dernières années ! Les journalistes moscovites le disent eux-mêmes et l'affaire de l'enlèvement du journaliste Andreï Babitski en 2000 a été à cet égard emblématique du fait que la violence contre ceux qui parlent haut peut venir des forces de sécurité russes, chargées en principe de faire régner l'ordre. Journalistes, secouristes, diplomates, civils, tout le monde a peur.

Le Figaro : Malgré la prise d'otages de la Doubrovka, les diplomates occidentaux affirment que la Russie de Poutine se stabilise...

Jean-Hervé Bradol : Je ne suis pas spécialiste, mais je vois que cet argument de la stabilisation politique est utilisé par tous nos interlocuteurs occidentaux pour justifier

leur passivité sur la question de la répression contre les civils en Tchétchénie. Les Russes parlent même sérieusement d'élections démocratiques dans la république, mais comment mettre cela en parallèle avec le climat d'insécurité totale et de guerre que je vous décris ? C'est la méthode Coué appliquée à la politique !

CONFÉRENCE DE PRESSE ET PÉTITION POUR LA LIBÉRATION D'ARJAN ERKEL

Le 12 février 2003, six mois après l'enlèvement, Morten Rostrup, le président du mouvement international MSF, le père et le frère d'Arjan Erkel et l'ambassadeur des Pays-Bas en Russie donnent une conférence de presse commune à Moscou. La famille d'Arjan et les représentants de l'ambassade des Pays-Bas présentent l'enlèvement comme un acte purement criminel. Les représentants de MSF, au contraire, en pointent la dimension politique ainsi que l'absence de résultat des enquêtes des autorités russes et daguestanaises. La presse russe se fait l'écho de ces déclarations.



« Toujours aucune nouvelle d'Arjan Erkel, enlevé il y a six mois, jour pour jour, au Daguestan. MSF demande aux gouvernements russe et daguestanais qu'ils accordent la plus haute importance à cette affaire » **Communiqué de presse de MSF Moscou / Genève, 12 février 2003 (en français).**

Extrait :

Le président du Conseil international de Médecins Sans Frontières, le Dr Morten Rostrup, a annoncé aujourd'hui à Moscou que l'absence de contact de la part des ravisseurs d'Arjan Erkel, six mois après son enlèvement, amène Médecins Sans Frontières (MSF) à penser que la non-résolution de ce kidnapping pourrait reposer sur des motifs politiques. Malgré les efforts des services de sécurité russes et daguestanais durant ces six mois, Arjan est toujours porté disparu. MSF ignore même s'il est encore en vie.

Arjan Erkel, chef de mission de Médecins Sans Frontières dans le Caucase du Nord, a été pris en otage par trois inconnus armés le 12 août 2002 à Makhatchkala, capitale de la république fédérale du Daguestan.

MSF demande au président Poutine et au président du Conseil d'État du Daguestan, M. Magomedov, de ne pas considérer l'enlèvement d'Arjan comme une simple affaire criminelle.

« Il est impératif que les gouvernements russe et daguestanais assument leur responsabilité dans la résolution du cas d'Arjan, en lui accordant la plus haute importance. Les autorités russes ont récemment montré qu'elles pouvaient résoudre de tels cas avec succès », explique le Dr Morten Rostrup, président de Médecins Sans Frontières.

Les recherches menées au Daguestan sous la supervision des autorités fédérales n'ont donné aucun résultat. Ni le procureur général de la Fédération russe, ni le procureur de la république du Daguestan n'ont été en mesure, à ce jour, de fournir à MSF des éléments d'information sur les auteurs ou les motifs de l'enlèvement d'Arjan.

Aujourd'hui, six mois jour pour jour après l'enlèvement d'Arjan, MSF lance une pétition internationale pour adresser notre demande au président Poutine et au président du Conseil d'État du Daguestan, M. Magomedov.



« Conférence de presse Arjan » **Mémo** MSF, 12 février 2003 (en anglais).

Extrait :

Participants : famille Erkel, Morten Rostrup, Bruno Lab [responsable des programmes MSF Suisse], ambassade des Pays-Bas.

Journalistes 20-30 de Russie, du Daguestan, des Pays-Bas et de la presse internationale

1. [...] Anna Politkovskaïa a fait une interview du président de MSF et de la famille Erkel.

A. Messages principaux délivrés par MSF aux médias pendant la conférence de presse :

1. L'enlèvement a eu lieu dans une république de la Fédération de Russie, dans la capitale du Daguestan. En conséquence, la Fédération de Russie est responsable de la résolution du cas Arjan Erkel.

2. MSF a saisi l'occasion d'en appeler au président Poutine : faites tout ce qui est en votre pouvoir pour résoudre le cas et sécuriser la libération d'Arjan sain et sauf.

B. Transcription du message délivré par Morten Rostrup :

MSF exprime sa plus profonde sympathie à la famille dans une situation aussi insupportable.

Il est difficile de comprendre ce qui se passe.

Arjan est notre collègue, notre ami. Et il a été enlevé il y a six mois.

Nous sommes une organisation humanitaire médicale. Nous sommes complètement concentrés sur la situation d'Arjan et sur comment le faire libérer. Nous recevons le soutien d'autres organisations.

Demain les agences humanitaires travaillant dans le Caucase célébreront une journée d'action en solidarité avec Arjan.

Mais aujourd'hui, après six mois d'enlèvement, la seule réalité c'est que nous n'avons pas d'éléments factuels, malgré l'enquête. Nous ne savons même pas si Arjan est vivant. Au bout de six mois, MSF est amenée à penser que la résolution du cas comprend une dimension politique. C'est aussi ce que les enquêteurs nous ont dit.

Le cas d'Arjan ne relève pas seulement d'un acte criminel. Cela va bien au-delà. [...]

De plus, nous sommes convaincus qu'un engagement politique plus important est nécessaire et que d'autres kidnappings ont été résolus par un engagement politique.

Aujourd'hui, MSF lance, dans une pétition à travers le monde entier, un appel aux plus hautes autorités politiques à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour résoudre le cas d'Arjan.

Et je saisis cette occasion pour lancer un appel direct au président Poutine pour qu'il fasse tout ce qui est en son pouvoir pour résoudre le cas et sécuriser la libération d'Arjan sain et sauf.

Merci.

C. Questions des journalistes pendant la conférence de presse :

Une radio russe à MSF : Qui est derrière cette affaire ?

MSF : Il y a une dimension politique qu'il faut prendre en compte, mais il est impossible de spéculer.

Le même journaliste : Avez-vous défini le montant d'une rançon pour la libération d'Arjan ?

MSF : Aucun contact, aucun élément factuel, donc aucune information.

Un journaliste russe à tous mais spécialement à l'ambassadeur des Pays-Bas : Au sujet des droits de l'homme... Quand l'OSCE sera-t-elle de nouveau présente en Tchétchénie ?

L'ambassadeur : Les ministres néerlandais ont rencontré Ivanov et une mission d'enquête sera probablement mise en œuvre, mais concentrons-nous sur la libération d'Arjan.

Radio Liberté à MSF : D'autres cas d'enlèvements. Nous parlions d'autres cas d'enlèvement. Qu'en est-il aujourd'hui ?

MSF : Nous faisons référence à des cas d'enlèvement récents, comme les deux personnes du CICR et Nina Davidovitch. Cela montre que, lorsque la volonté politique est suffisamment présente, une libération est possible. Dans le cas de Nina Davidovitch, cela a pris du temps.

Le même journaliste : À quelle sorte d'enquête faites-vous allusion ?

MSF : Nous avons rencontré de nombreux responsables dont ceux du bureau du procureur, au Daguestan et en Russie, au niveau fédéral. Clairement, aujourd'hui, il n'y a aucun résultat.

Reuters à MSF : À propos de volonté politique, pouvez-vous développer ?

MSF : Jusqu'ici il n'y a eu qu'une enquête criminelle. Elle n'a donné aucun résultat. Nous avons demandé à rencontrer de hauts responsables politiques, mais cela n'a pas encore eu lieu. La responsabilité de résoudre cette affaire relève du gouvernement fédéral.

Un journaliste étranger à MSF : Pouvez-vous développer plus l'aspect politique ?

MSF : Entrer plus dans les détails reviendrait à spéculer. Pour résoudre l'affaire, il faut la regarder d'un point de vue politique. Cela nous a été confirmé par les enquêteurs eux-mêmes lors de nos rencontres.

Un journaliste du journal néerlandais *NRC Handelsblad* : L'aspect politique, cela signifie que les autorités russes veulent faire pression sur MSF ?

MSF : Cette réponse est trop spécifique et basée sur de la spéculation.

Un journaliste à la famille Erkel : Vous avez dit que vous gardiez un profil bas sur l'affaire d'Arjan ? Quand l'enquête a-t-elle commencé et quand avez-vous soulevé la question ?

La famille : Juste après l'enlèvement, nous avons demandé à MSF et au ministère des Affaires étrangères de commencer l'enquête.

MSF : On nous a dit que trois mois d'enquête intensive avaient commencé la nuit même de l'enlèvement. MSF a suspendu ses activités mais a gardé une équipe à MAK [Makhatchkala] pour garder le contact avec les autorités.

Le même journaliste à MSF : Quand vous avez commencé le programme au Daguestan, étiez-vous conscients des risques pour vos employés ?

MSF : Après plusieurs années d'activités dans le Caucase du Nord, MSF est consciente des conditions de sécurité. Nous travaillons dans de nombreux pays où nous sommes confrontés à des problèmes de sécurité. Dans ces régions, les civils souffrent beaucoup et MSF est extrêmement utile. Au Daguestan, nous pensons que les risques étaient moins importants que les besoins des populations.

Un journaliste à MSF : Est-ce que les autorités russes elles-mêmes sont derrière l'enlèvement ? Vos allusions politiques sont très vagues...

MSF : C'est une étrange manière de poser une question. Toute réponse serait pure spéculation. Ce que nous voulons dire, c'est que d'autres éléments, autres que criminels, doivent être pris en compte.

Un journaliste russe d'Interfax Daguestan à MSF et à la famille : Insistez-vous pour une libération immédiate ou êtes-vous prêts à négocier une rançon ?

La famille : Nous sommes une famille simple, avec quatre enfants. Nous n'avons pas d'argent pour payer une rançon. Je peux envoyer mon autre fils...

MSF : Notre politique est de ne pas payer de rançon. Dans les cas d'enlèvement précédents, nous n'avons jamais payé de rançon. De plus, nous considérons comme inacceptable de demander une rançon après l'enlèvement d'un travailleur humanitaire qui consacre sa vie à aider les gens.

L'ambassade des États-Unis à Moscou à MSF : Avez-vous constaté une attitude négative de la part des autorités vis-à-vis des activités de MSF ? Est-ce que la situation s'aggrave dans le Caucase du Nord ?

MSF : Aucune pression spéciale n'a été imposée à MSF, mais la situation des travailleurs humanitaires dans la région est assez difficile. Il règne un sentiment de peur et,

évidemment, il n'est pas possible d'intervenir normalement. On craint que les gens ne disparaissent comme c'est arrivé à Arjan.

Un journaliste néerlandais de *NRC Handelsblad* à MSF : Est-ce que MSF est prête à offrir une forme de récompense pour de l'information ?

MSF : On n'en a pas discuté jusqu'ici, mais toute solution alternative sera considérée. Mais il est clair pour nous que les autorités russes doivent résoudre l'affaire.

Déclaration finale du père aux journalistes :

Continuez à nous soutenir. Nous ne pouvons pas le faire revenir vivant tout seuls.



« Les médecins demandent au président Poutine de retrouver leur collègue » Ioulia Govorun, ***Stolitchnaïa Vetcherniïa Gazeta***, 13 février 2003 (traduit du russe vers l'anglais puis vers le français par MSF).

Extrait :

Le président de Médecins Sans Frontières, Morten Rostrup, pense que l'enlèvement d'Arjan Erkel revêt une dimension politique, plutôt que criminelle comme on le pensait au début. « Il ne fait aucun doute que la possibilité d'une libération d'Arjan Erkel dépend des autorités russes. Comme aucun fait nouveau n'est venu éclairer l'affaire depuis six mois, il nous semble que l'affaire criminelle en question se déroule dans un certain contexte politique. Je ne suis toutefois pas en mesure d'annoncer qui se trouve derrière. » Bruno Lab [responsable des programmes MSF Suisse], qui enquête sur cet enlèvement, a annoncé que l'organisation Médecins Sans Frontières avait eu des réunions avec de nombreux responsables du bureau du procureur et du gouvernement, mais que toutes ces réunions n'avaient abouti à aucun résultat tangible. « On nous a fourni de l'information sur le processus d'enquête, mais aucune hypothèse ne peut être écartée. » Mirzabala Mirzabalaev, le responsable de l'unité d'enquête du bureau du procureur à Makhatchkala, espère que le cas Arjan Erkel « ne va pas durer éternellement ». Selon lui, l'enquête est entravée par le fait qu'aucune exigence n'est exprimée par les criminels. « Pourquoi les ravisseurs gardent-ils le silence depuis si longtemps ? Je n'arrive pas à l'expliquer », s'est-il demandé au cours d'un entretien avec le journal *Stolitchnaïa*. [...] La responsable adjointe du service de presse du bureau du procureur général, Natalia Vichniakova, a rapporté que le bureau général du procureur ne s'occuperait pas de ce cas : « C'est toujours triste quand une vie humaine est concernée, mais cela ne signifie pas que tous les cas de cette sorte doivent être traités par Moscou. Ils sont nombreux. De plus, au Daguestan, ils s'occupent vraiment de ce cas. » Le père d'Arjan Erkel est en contact régulier avec le bureau du procureur au Daguestan pour suivre les progrès de l'enquête. Hier, au cours de la conférence de presse, il a dit, en regardant son second fils, Diderick, le frère d'Arjan, que celui-ci était prêt à se porter volontaire pour être échangé contre son frère.



« Les plaignants restent silencieux » Anna Politkovskaïa, ***Novaïa Gazeta*** (Russie), 13-16 février 2003 (traduit du russe vers l'anglais par MSF).

Extrait :

Un jeune Néerlandais de 32 ans, Arjan Erkel, membre de l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières au Daguestan, a été enlevé à Makhatchkala il y a six mois. On n'a plus entendu parler de lui depuis. Ni par les ravisseurs, ni par les autorités. On ne sait absolument rien du lieu où se trouve Arjan ni de qui l'a kidnappé. « Nous espérons que notre venue sera un signal pour qu'ils prennent enfin contact », a déclaré

Dick Erkel, le père d'Arjan, arrivé à Moscou avec le frère cadet d'Arjan, âgé de 28 ans, pour avoir des réunions avec les responsables impliqués dans cette tragédie.

Arjan Erkel, le coordinateur de MSF Suisse, a été porté disparu le 12 août 2002 à Makhatchkala. Depuis cette date, la vie de ses parents, Dick et Fransann, est devenue un enfer. Jour et nuit, son père et sa mère sont en attente auprès du téléphone dans leur maison du petit village néerlandais de Westdorpe, dans le sud du pays, pas loin de la frontière avec la Belgique et la France. C'est parce que quelqu'un doit rester près du téléphone que Fransann n'est pas venue en Russie.

Ces six derniers mois, l'enquête menée par le bureau du procureur du Daguestan, sous le contrôle du bureau du procureur général, n'a donné aucun résultat concret. « Je n'arrive pas à comprendre qu'aucun résultat n'ait été obtenu », déclare Morten Rostrup, le président de la fameuse organisation internationale, également présent à Moscou ces jours-ci pour le cas d'Arjan. Aucun résultat, même après que les parents Erkel ont envoyé une lettre au président Poutine en décembre dernier via l'ambassade de Russie à La Haye.

Comme Bruno Lab, le responsable de la cellule de crise MSF à Genève, le précise : « Un résultat concret serait déjà de savoir si Arjan est vivant ou pas. »

La tradition à MSF est de ne pas employer de gardes armés dans les « endroits chauds » et de ne pas payer de rançon, afin de ne pas encourager de futurs enlèvements.



À partir de la conférence de presse de Morten, une phase de communication beaucoup plus politique a commencé qui a causé beaucoup de tensions en interne. Après ces six mois sans nouvelles, la seule chose qu'on commençait à savoir était que le gouvernement russe n'était pas tout à fait fâché qu'il y ait ce kidnapping. On ne pouvait pas continuer comme cela. C'est là où la stratégie de communication s'est divisée. Deux idées ont alors émergé. L'idée qu'il fallait continuer à être très diplomate avec le gouvernement russe ; et l'idée que, quel que soit le kidnappeur, le gouvernement russe avait une responsabilité, et surtout avait la capacité de le libérer et que c'était là où on pouvait faire pression. C'était là que se situait la grande division entre MSF Hollande et le reste du mouvement. Mon opinion, c'est que la communication ne tue pas. Elle sert à mettre les gens devant leurs responsabilités.

*Rafael Vilasanjuan, MSF International, secrétaire général de janvier 2001 à janvier 2004
(en anglais).*



Depuis le début, à MSF France, on pense plutôt que ce sont les Russes. Rafa et Morten sont plutôt sur cette sensibilité ainsi que New York. À cette époque les Belges se tiennent à distance. Le vrai dialogue inter-sections sur ces questions se déroule entre les Hollandais, les Suisses et nous, et le bureau international. Chez les Suisses, Thomas Nierle [directeur des opérations] et Thomas Linde [directeur général] sont assez convaincus que ce sont les Russes. Du côté de nos homologues hollandais, je ne sais pas ce que pense chacun individuellement. Kenny Gluck pense comme nous. Mais pour des raisons institutionnelles, MSF Hollande n'est pas sur cette position. Ils s'interdisent d'ailleurs de conclure sur l'analyse qui domine.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008 (en français).

Début mars 2003, l'équipe de MSF Suisse à Moscou reçoit la facture du téléphone mobile d'Arjan. Les numéros appelés depuis la date de son enlèvement correspondent à des numéros de responsables politiques et administratifs daguestanais. Cette piste ne sera jamais explorée plus avant par les enquêteurs officiels.

Fin avril, le représentant de MSF Suisse à Moscou apprendra également, par le procureur adjoint de la Fédération de Russie, qu'au moment de son enlèvement Arjan faisait l'objet d'une filature de la part d'agents du FSB qui ont été témoins visuels du kidnapping. Fin mai, il découvrira que l'enquête sur l'enlèvement d'Arjan est close depuis novembre 2002. Les autorités daguestanaises avec lesquelles il est pourtant en contact régulier ont oublié de l'en informer en temps et en heure.



« **Chronologie narrative** : Cas Arjan Erkel – de 2002 à 2004 » cellule de crise MSF Suisse, 2004 (en anglais).

Extrait :

Début mars : le bureau de MSF Suisse à Moscou reçoit la note du téléphone mobile d'Arjan Erkel. Elle montre que ce téléphone a été utilisé pendant les deux premières semaines de février. Après quelques recherches [...] à Makhatchkala, il apparaît que les numéros de téléphone appelés correspondent à ceux :

- du major général du FSB, major général K [...] à partir de la garnison de B[...]
- d'un officier du MVD
- du fils [d'un...] ministre du Daguestan [...]
- [...] d'un ancien otage, travaillant désormais [...] à l'université de Makhatchkala
- d'une compagnie pétrolière contrôlée par G [...] (un parlementaire daguestanais membre de la douma à Moscou)
- du résident de l'appartement MSF voisin d'Arjan Erkel à Makhatchkala

Certains appels ont également été émis de Rostov-sur-le-Don à destination de personnes de nationalité tchétchène.



On a reçu par courrier la facture de téléphone portable d'Arjan et cela ne nous a pas du tout mis en confiance. On sentait que les autorités se moquaient royalement de notre affaire. En plus, à peu près en même temps, au début de 2003, on a appris qu'au moment de son enlèvement Arjan était suivi par des agents du FSB local. Ils nous ont dit : « On le suivait, on a vu ce qui se passait, mais nos agents étaient dans l'incapacité d'intervenir quand il s'est fait kidnapper... » Steve [Cornish] avait repris contact avec le procureur, et il s'est rendu compte que le dossier était en train d'être clos. Le procureur de la région avait laissé tomber le dossier à la fin de 2002 parce qu'il pensait qu'il n'était plus utile de poursuivre. On s'est dit qu'il y avait quelque chose qui clochait et cela a commencé à faire évoluer notre pensée par rapport à ce qu'il y avait derrière tout cela. Localement, au Daguestan, on avait très fréquemment des contacts avec l'administration, car Steve y allait une fois par semaine. On avait mis en place un dispositif assez important pour essayer à la fois d'avoir des informations et de se rassurer sur le fait qu'au niveau des autorités tout était entrepris. Localement, on nous rassurait dans ce sens, alors qu'en réalité le procureur général de la région pour le Caucase du Nord était en train de clore le dossier. Cela nous a mis en colère.

Dr Thomas Nierle, responsable des urgences, puis directeur des opérations MSF Suisse, 2000-2004 (en français)

Le 7 mars 2003, à l'occasion de l'anniversaire d'Arjan Erkel, MSF lance une pétition internationale demandant à Vladimir Poutine et à M. Magomedov, le président du Conseil d'État daguestanais, de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour obtenir la libération de l'otage. À la demande du ministre des Affaires étrangères néerlandais, le lancement de cette pétition, qui était à l'origine prévu pour la conférence de presse conjointe du 12 février, avait été reporté par crainte d'être perçu comme trop agressif à l'égard des autorités russes.



Lettre de Willem Andrae, directeur des Affaires consulaires, ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, à Austen Davis, directeur général de MSF Hollande, Thomas Linde, directeur général de MSF Suisse, et Steve Cornish, représentant de MSF Suisse à Moscou, 10 février 2003 (en anglais).

Extrait :

Comme nous l'avons clairement expliqué lors de la réunion susmentionnée, le ministère ne soutient pas le lancement de la pétition le 12 février à l'occasion de la conférence de presse de la famille à Moscou. Ce lancement ne fera que distraire l'attention du message de détresse de la famille.

Je tiens également à souligner que, au cours de la réunion du 7 février, les représentants du ministère avaient explicitement manifesté leur désaccord avec le texte de la pétition tel qu'il était rédigé dans le plan de communication phase 2 de MSF, en raison de sa partialité et de son ton accusatoire qui pouvait s'avérer contre-productif.



« Appel international pour la libération d'Arjan, volontaire de MSF, otage depuis sept mois dans le Caucase, à l'occasion de son anniversaire – Les autorités russes n'assument pas leurs responsabilités » **Communiqué de presse** de MSF, 7 mars 2003 (en français).

Extrait :

Un mois après l'appel lancé par MSF, lors d'une conférence de presse à Moscou, aux autorités russes et daguestanaises pour qu'elles fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour obtenir la libération d'Arjan Erkel, force est de constater que ces autorités font preuve de la plus mauvaise volonté pour résoudre cette affaire.

Sept mois après son enlèvement, les autorités fédérales russes, qui supervisent l'enquête au Daguestan, sont toujours incapables de fournir la moindre information sur les raisons ou les auteurs de cet enlèvement, comme sur la manière d'obtenir le moindre progrès dans cette affaire. De plus, les demandes de rendez-vous faites par MSF auprès du bureau présidentiel ont jusqu'à ce jour été rejetées.

Arjan Erkel, chef de mission pour Médecins Sans Frontières dans le Caucase du Nord, a été enlevé le 12 août dernier par trois hommes non identifiés dans les rues de Makhatchkala, la capitale du Daguestan, république frontalière de la Tchétchénie.

« Le manque de progrès de quelque nature que ce soit relève de l'obstruction. À ce jour, les autorités russes n'ont pas fait preuve de la volonté politique indispensable à la résolution de cette affaire. Nous leur demandons donc d'obtenir la libération immédiate d'Arjan et d'assumer leurs responsabilités pour garantir la sécurité des civils et des travailleurs humanitaires sur leur territoire », a déclaré le Dr Morten Rostrup, président international de MSF.

Le lundi 10 mars, à l'occasion du 33^e anniversaire d'Arjan, le mouvement MSF à travers le monde invite à signer une pétition appelant le président Poutine et M. Magomedov,

le président du Conseil d'État daguestanais, à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour obtenir la libération immédiate d'Arjan. Jusqu'à présent, plus de 150 000 personnes ont signé cette pétition en Suisse et dans le monde. Celle-ci sera remise aux autorités russes et daguestanaises dans les jours qui viennent.

Fin mars 2003, les autorités fédérales annoncent que plus de 80 % des Tchétchènes ont participé au référendum sur l'instauration d'une nouvelle Constitution, qui ramène leur pays dans le giron de la Fédération de Russie. D'après de nombreux observateurs, le référendum a fait l'objet de fraudes. Mettant en avant l'offensive que viennent de lancer les États-Unis en Irak, les autorités russes s'appuient sur ce référendum pour se poser en pacifistes et affirmer qu'un processus de règlement politique est en cours en Tchétchénie.



« Vladimir Poutine, la Tchétchénie et la guerre en Irak » Natalie Nougayrède, **Le Monde** (France), 29 mars 2003 (en français).

Extrait :

Un Moscovite auquel on explique à quel point le référendum du 23 mars en Tchétchénie avait été falsifié, avec des chiffres de participation officiels (89,5 %) ne correspondant en rien à la réalité observée indépendamment sur le terrain, réagit en ces termes : « Nos dirigeants nous ont donc de nouveau menti... Mais Bush non plus ne dit pas la vérité sur l'Irak... »

Dénonçant les opérations militaires en Irak, se targuant d'un « processus de règlement politique » en Tchétchénie qu'incarnerait le référendum contesté, le Kremlin cherche à se prévaloir d'une image de pacifisme. Ce n'est pas le moindre des paradoxes, si l'on pense aux accents militaristes et va-t-en guerre contre les « terroristes tchétchènes » qui ont été depuis trois ans la marque de la présidence de Vladimir Poutine.

En dénonçant la guerre en Irak, pays musulman, la Russie a renforcé ses chances de réconciliation avec les Tchétchènes, minorité musulmane, a assuré le porte-parole du Kremlin, Sergueï Iastrjembski. « La guerre d'Irak peut participer à la consolidation de la société tchétchène, car il existe une solidarité entre les musulmans, et la Russie est contre les opérations militaires », a-t-il dit. [...]

Vladimir Poutine aurait conçu le référendum comme le moyen de proclamer « terminée » une guerre qu'il sait impopulaire, alors que la Russie est entrée dans une année électorale. Il chercherait aussi, selon certaines sources, à réduire la toute-puissance des milieux militaires russes sur le dossier tchétchène, en légitimant par des élections un pouvoir civil prorusse dans la république. Le référendum a « clos le dernier problème concernant l'intégrité territoriale de la Fédération de Russie », a déclaré M. Poutine.

Fin mars 2003, les représentants du ministère néerlandais des Affaires étrangères montrent à la famille Erkel et à MSF les premières preuves de vie d'Arjan, qu'ils viennent de recevoir : des photos de l'otage tenant en mains un journal récent ainsi qu'une lettre pour sa famille et une autre pour MSF.



« **Chronologie narrative** : Le gouvernement néerlandais – Cas Arjan Erkel – de 2002 à 2004 » cellule de crise MSF Suisse, 2004 (en anglais).

Extrait :

31/03 : rencontre avec les représentants du ministère néerlandais des Affaires étrangères, la famille Erkel et MSF Suisse (T-Linde) à La Haye : le ministère néerlandais des Affaires étrangères montre deux preuves de vie (2 photographies (...)) et 2 lettres – une lettre pour MSF et une lettre pour la famille – rédigées par AE).

Des proches du commandant indépendantiste tchéchène Chamil Bassaïev rapportent les résultats de l'enquête sur le sort d'Arjan Erkel et l'identité de ses ravisseurs, enquête qu'ils ont réalisée à la demande de MSF. Selon eux, les ravisseurs travailleraient pour les services russes et auraient essayé de leur revendre l'otage contre plusieurs millions d'euros.



On considère que Bassaïev a une dette envers nous, depuis l'enlèvement de Kenny. On va voir son représentant ici à Paris, et on demande comme un service à son groupe de faire l'enquête pour nous. Ils acceptent et quand ils reviennent, ils nous disent que c'étaient untel et untel. Que ce sont des gens qui travaillent pour les services russes. Ils nous disent qu'ils connaissent le tarif de départ de la négociation puisque les ravisseurs leur ont proposé de le leur revendre à plusieurs millions. Ce sont sans doute les gens de Bassaïev qui, pour se protéger et faire cette enquête, ont fait savoir qu'ils seraient peut-être acheteurs. C'est ce que j'ai compris. Ils ne voulaient pas acheter, ils voulaient savoir qui vendait. Pour ce faire, ils se font passer pour un acheteur potentiel.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008(en français).

À la mi-mars 2003, lors d'une réunion avec la famille Erkel et les autorités néerlandaises, MSF réaffirme son objectif de maintenir la pression sur les autorités russes. Au contraire, les représentants du gouvernement néerlandais réinsistent sur le caractère selon eux contre-productif de toute mise en cause publique des autorités russes. La famille d'Arjan Erkel, tout en se disant satisfaite de la campagne de pétitions, demande toutefois que la pression ne soit pas augmentée.



« **Rapport** de la réunion sur Arjan Erkel au ministère des Affaires étrangères », 12 mars 2003 (en anglais).

Extrait :

MSF renouvelle son objectif de faire pression sur les autorités russes au plus haut niveau et de les irriter afin de s'assurer que les responsables au niveau opérationnel restent vigilants et actifs et se montrent plus ouverts à recevoir ses représentants. Le refus de lastrjembski, le porte-parole présidentiel et conseiller pour la Tchétchénie, de recevoir MSF confirme l'absence de volonté de coopération des autorités russes. Ces faits

justifient d'augmenter le niveau de pression et d'aller plus loin dans la mise en tension. MSF considère les reproches de l'ambassade de Russie à La Haye au MAE au sujet de la publicité et de la pétition sur l'affaire comme un signe que Moscou commence à ressentir la pression.

Des faits concrets (par exemple les refus de rendez-vous en octobre / novembre lorsque la visibilité publique de l'affaire était très faible) ont convaincu MSF que l'absence de volonté des autorités fédérales russes doit être maintenant mentionnée publiquement. En réaction à ces propos, le MAE (ministère des Affaires étrangères) rappelle une nouvelle fois sa position : les déclarations politiques publiques de MSF qui accusent indirectement ou explicitement les autorités russes de non-coopération ou d'obstruction à la résolution du cas, ou même de complicité, ne peuvent être que contre-productives. Le MAE rappelle que la peur est la raison principale pour laquelle il ne pouvait pas soutenir la pétition au nom d'Arjan. Notre objectif commun est d'assurer la libération d'Arjan sain et sauf et ce type de déclaration pourrait affaiblir nos efforts pour le réaliser. Le MAE prévient que MSF est en train de réduire ses chances d'être entendue par les autorités russes, pour ne pas parler de celles d'être reçue au plus haut niveau. La division du travail entre MSF (contacts informels, contacts diplomatiques différents de ceux du MSF, canaux non diplomatiques) et le MAE (politiques, canaux diplomatiques) est utile et a été approuvée à un stade précédent, mais les déclarations de MSF, accusant les autorités russes d'obstruction à la résolution du cas (Rostrup dans le communiqué de presse du 7 mars : « Le manque de progrès, de quelque nature que ce soit, relève de l'obstruction »), affectent sérieusement les efforts en faveur d'Arjan menés par le MAE à travers les canaux diplomatiques et politiques.

Les autorités russes sont responsables de la recherche d'Arjan et de l'enquête. Il n'existe aucune information d'aucune sorte suggérant qu'elles seraient impliquées ou travailleraient à l'encontre de la résolution de ce cas.

Diederick Erkel [frère d'Arjan Erkel] a déclaré que la famille demandait que la pression ne soit pas montée au-dessus de son niveau actuel et qu'on évite d'irriter encore plus le côté russe. Si MSF prévoit d'augmenter la pression, la famille souhaite être consultée à l'avance et dans les moindres détails.

Le 2 avril 2003, les représentants des sections MSF remettent les pétitions signées aux ambassades de la Fédération de Russie à travers le monde, et diffusent un communiqué de presse. Dick et Diederick Erkel [père et frère de Arjan Erkel] et Rafa Vilasanjuan, le secrétaire général de MSF International, remettent au Kremlin l'ensemble des 339 000 signatures. En présence de Nina Davidovitch, l'otage enlevée quelques jours avant Arjan et récemment libérée, Dick Erkel lance un nouvel appel à la libération de son fils.

En public, le père d'Arjan se réjouit de la « bonne coordination entre MSF et le ministre des Affaires étrangères hollandais » ; en privé, il reproche au secrétaire général de MSF d'insister sur le peu d'engagement des autorités russes dans l'enquête.



« Médecins Sans Frontières demande instamment au président Poutine d'intervenir en faveur de la libération de son chef de mission » **Communiqué de presse** de MSF, 2 avril 2003 (en français).

Extrait :

Deux cent trente-deux jours après l'enlèvement d'Arjan Erkel, chef de mission au Daguestan, Médecins Sans Frontières (MSF) et plus de 300 000 personnes à travers le monde exigent que le président Vladimir Poutine fasse tout ce qui est en son pouvoir afin d'obtenir la libération du volontaire. Aujourd'hui, les premières 300 000 signatures de la pétition destinées au président Poutine vont parvenir à son bureau.

Après presque huit mois d'attente, MSF tend à croire que les enquêteurs locaux se sont heurtés à des obstacles insurmontables qui ont gêné les efforts menés pour la libération d'Arjan. Selon MSF, les autorités supérieures chargées de cette affaire n'ont pas encore manifesté la volonté nécessaire à sa résolution.

Selon Rafael Vilasanjuan, secrétaire général de Médecins Sans Frontières, « le fait que jusqu'à maintenant toutes les demandes de rencontre avec l'administration présidentielle aient été rejetées est tout à fait inacceptable. Le manque de volonté politique pour résoudre cette affaire nous laisse comme seule alternative celle de nous adresser directement au président Poutine. MSF ainsi que 300 000 personnes pensent en effet que celui-ci a le pouvoir d'obtenir la libération de notre collègue. Nous espérons sincèrement qu'il utilisera ce pouvoir ».

Arjan Erkel est un volontaire humanitaire dont le travail consiste essentiellement à alléger la souffrance des populations civiles. Son cas n'est malheureusement pas isolé. Durant des mois, les organisations humanitaires ont été la cible de menaces, d'actes de violence et d'enlèvements dans le nord du Caucase.

MSF poursuivra la collecte de signatures (en ligne sur www.msf.ch) jusqu'à ce qu'Arjan Erkel soit libéré et maintiendra sa pression sur les autorités russes afin qu'elles prennent leurs responsabilités.



Mémos de MSF Japon, MSF Australie et les équipes de MSF en Colombie et en Arménie, avril 2003 (en anglais).

Extrait :

MSF Japon :

Le 2 avril, l'équipe de MSF Japon avait rendez-vous à l'ambassade de Russie pour la remise de deux boîtes pleines de signatures de la pétition. Toutefois, la réunion promise n'a pas eu lieu en raison de malentendus techniques... Nous avons remis les deux cartons pleins de signatures, la lettre et le communiqué de presse à la réception de l'ambassade le jour prévu. [...]

Lors de la réunion d'aujourd'hui, nous avons appris de la part du secrétaire Soukhanov qu'une *task force* commune d'enquête sur le cas d'Arjan était créée (ou sur le point de l'être) par le procureur général de la Fédération de Russie, le ministère de l'Intérieur et le Service fédéral de sécurité (FSB). [...]

MSF Amérique latine :

Voici un petit débriefing des événements en Amérique latine :

- réunions avec l'ambassade de Russie à Bogota [...] et à Mexico. MSF Espagne essaye d'avoir une entrevue avec l'ambassade de Russie à Buenos Aires et à Lima, l'ambassade de Russie a refusé de recevoir MSF Belgique. Toutefois, le coordinateur leur enverra la

pétition et nous prévoyons une interview sur cette journée d'action sur une importante radio péruvienne [...].

En Colombie : [...]

La réponse : le représentant nous a fait savoir qu'il n'avait aucune connaissance de cette situation. (?) Sa réaction a été très encourageante. Il a promis de soulever la question avec le ministère des Affaires étrangères et d'envoyer une lettre pour demander des informations. On s'est mis d'accord pour que le chargé d'information régional [de MSF, RIO] reste en contact pour un éventuel retour d'informations. On nous a autorisés à demander un suivi la semaine prochaine. [...]

Attention médiatique : très bonne réaction, malgré le fait que la Colombie doit déjà gérer ses propres affaires d'enlèvement... Nous avons été reçus par trois stations de radio en Colombie. [...]

MSF Nairobi :

Voici un petit débriefing des événements à Nairobi : environ 70 travailleurs MSF, tous en tee-shirt et portant des affiches, des photos, des ballons, etc., ont marché jusqu'à l'ambassade de Russie pour remettre la pétition. Là, nous avons été reçus par le premier secrétaire [].

Frederic Royce, le coordinateur de MSF Suisse en Somalie, a tenu un discours plutôt salé et [le premier secrétaire] a répliqué que les autorités russes faisaient tout ce qu'elles pouvaient, qu'elles ne pouvaient pas faire mieux mais continueraient à travailler sur le cas, qu'il ne comprenait pas pourquoi on ciblait les autorités russes à Nairobi. [...] Il a accepté la pétition et dit qu'il la remettrait « aux plus hautes autorités ». [...]

MSF Australie :

Hier, en Australie, nous avons effectué une présentation discrète de la pétition.

Giuseppe Scollo (directeur général) et moi-même sommes allés à Canberra rendre visite à l'ambassadeur de Russie – mais n'avons pas réussi à être reçus par lui !

Nous avons donné quelques interviews aux médias – malgré la sympathie générale, il faut reconnaître qu'en ce moment les efforts des journalistes sont majoritairement tournés vers l'Irak.

MSF Arménie :

Aujourd'hui, nous (MSF France et MSF Belgique) avons rencontré le premier conseiller de l'ambassade de Russie en Arménie et lui avons remis la pétition Arjan. Il a promis de l'envoyer à Moscou et a déclaré qu'il espérait qu'Arjan serait libéré.

Nous avons diffusé un communiqué de presse aux agences de presse locale, qui a déjà été relayé sur la première chaîne de télévision arménienne.



« Communiqué de presse Grozny pour jeudi » **Courriel** de Susanne Staals, chargée de communication MSF Hollande, aux départements de communication de MSF, avril 2003 (en anglais).

Extrait :

Salut à tous,

Merci de ne pas diffuser avant jeudi le communiqué de presse sur les assassinats à Grozny. Il est important que ce message ne soit pas confondu avec celui sur Arjan, diffusé demain. Donc, si vous voulez le diffuser, ne le faites pas demain.

Merci et désolée pour la confusion.



Discours de Rafael Vilasanjuan, secrétaire général de MSF International, Moscou, 2 avril 2003 (en anglais).

Extrait :

Merci d'être venus, malgré des conditions météo peu favorables à une manifestation publique.

Nous sommes ici pour remettre une partie des 339 069 signatures collectées à travers le monde, en Russie et dans le Caucase pour demander au président Poutine qu'il obtienne la libération d'Arjan Erkel.

Une partie des signatures arrivent encore de Moscou et vont continuer pendant les prochains jours.

Vous devez vous demander pourquoi nous lançons cette pétition. Presque huit mois ont passé, et même si on nous a dit qu'une enquête criminelle était en cours, quel est le résultat ? L'information recueillie est inconsistante et la famille est maintenue dans un état d'ignorance insupportable. Pour le dire simplement, Arjan n'est toujours pas avec nous, et nous n'avons aucun indice de l'endroit où il se trouve.

Cependant, nous sommes ici pour crier notre inquiétude au président Poutine afin qu'il apporte le soutien politique nécessaire à la libération.

Laissez-moi vous rappeler une chose, Arjan est un travailleur humanitaire. Ses objectifs et ceux de notre organisation sont d'alléger la souffrance des populations civiles en dehors de tout agenda politique. Et cette action est aussi juste et pertinente dans le Caucase qu'elle l'est à Bagdad, où MSF travaille vingt-quatre heures sur vingt-quatre avec les médecins irakiens.

C'est en ce sens que nous considérons cet enlèvement comme un acte d'hostilité vis-à-vis de l'action humanitaire indépendante.

Nous ne pouvons pas détacher cet enlèvement de l'environnement dans lequel Arjan travaillait.

L'insécurité permanente dans le Caucase est un problème politique qui non seulement affecte les civils mais s'étend aussi aux travailleurs de l'humanitaire.

C'est pourquoi nous ne pouvons accepter que ce cas soit simplement laissé entre les mains des enquêteurs.

Serait-ce que le président ne souhaite pas utiliser son pouvoir pour traiter la question de la sécurité dans la région ?

Serait-ce que la présence humanitaire internationale n'est pas appréciée ou même qu'elle n'est pas souhaitée ?

Jusqu'ici, les autorités fédérales n'ont opposé que du silence à nos questions.

En particulier de la part du bureau du président. Nous considérons que cette attitude non seulement obstrue les possibilités de la libération mais soulève aussi des doutes.

C'est dans ce sens que nous pressons le président Poutine de manifester clairement son engagement et son soutien.

La libération d'Arjan ne peut être possible que si une ferme volonté politique se manifeste. Jusqu'ici, elle a été inexistante.



Je suis allé à Moscou avec le père d'Arjan pour remettre les signatures de la pétition et donner une conférence de presse. La veille, il était reparti en Hollande, pour consulter le gouvernement hollandais, à la demande de ce dernier, puis il était revenu. Il m'a demandé ce que j'allais dire. Moi, je pensais qu'il fallait être fort en face des Russes. Il m'a dit que je ne sortirais pas de la pièce avec mon papier si c'était pour aller dans ce sens. Et là, en une heure, j'ai compris ce que vivait MSF Hollande, qui était sous la pression de l'opinion publique hollandaise, dominée par la famille et le gouvernement. La famille voulait rester

dans une relation diplomatique avec le gouvernement russe. Et nous, nous pensions que la méthode à suivre était de responsabiliser le gouvernement russe. J'ai répondu au père d'Arjan que je défendais non seulement son fils mais aussi les 3 000 autres personnes de MSF qui étaient sur le terrain, et que je devais parler ainsi, car j'étais responsable pour tout le mouvement. Mais ça, la famille ne voulait pas le comprendre. J'avais eu des appels de gens de MSF Somalie et MSF Colombie, qui me demandaient ce que nous faisons, parce qu'ils craignaient d'être kidnappés... Ils avaient peur, car si nous payions, même sans rien dire, la même chose allait se passer en Somalie ou ailleurs.

*Rafael Vilasanjuan, MSF International, secrétaire général de janvier 2001 à janvier 2004
(en anglais).*

Le 3 avril 2003, dans un communiqué de presse, qui ne mentionne pas, à dessein, le sort d'Arjan Erkel, MSF Hollande se dit choquée par l'assassinat de deux cardiologues de l'hôpital no 9 de Grozny, rappelant que son équipe locale travaille toujours dans cet établissement.



« Médecins Sans Frontières choquée par les assassinats à Grozny » **Communiqué de presse** de MSF Moscou / Amsterdam, 3 avril 2003 (en anglais).

Extrait :

Médecins Sans Frontières est choquée par la nouvelle des meurtres de deux médecins travaillant à Grozny, la capitale de la Tchétchénie. Les médecins travaillaient tous les deux dans le service de cardiologie de l'hôpital no 9, à Grozny. MSF soutient cet hôpital depuis de nombreuses années et cinq membres de son personnel national y travaillent. Jeudi dernier, les corps des deux médecins ont été trouvés dans leur voiture. Le motif des meurtres reste inconnu.

MSF exprime sa sympathie à la famille, aux collègues et aux amis des victimes. MSF est très inquiète de l'augmentation de la violence dans la région. L'organisation a déjà suspendu ses activités non vitales en Tchétchénie et toutes ses activités dans la république voisine du Daguestan. En Ingouchie, MSF fournit de l'aide aux déplacés tchétchènes.

Le 4 avril 2003, le ministère des Affaires étrangères néerlandais demande à MSF de mettre fin à la diffusion de la pétition, afin d'attirer le moins possible l'attention de la presse. MSF refuse et maintient sa stratégie de communication, cette fois-ci avec l'accord de la famille Erkel.



« Re : pour information » **Courriel** de Stella Ronner, ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, à Pere Joan Pons, cellule de crise MSF Suisse, 4 avril 2003 (en anglais).

Extrait :

Comme je vous l'ai déjà indiqué, le ministre des Affaires étrangères a des doutes sur le possible impact que pourrait avoir le fait de poursuivre la pétition dans de telles

circonstances. En fait, nous préférons que cette activité cesse et considérons que c'est le bon moment pour cela, puisque la remise des signatures s'est déroulée à Moscou le 2 avril.

Notre position se base sur la conviction qu'il serait préférable, dans la période qui vient, d'attirer le moins possible l'attention de la presse.

Cela aiderait à éviter ou à réduire les spéculations des médias sur le cours que prennent les événements dans le cas d'Arjan.

Cela dit, j'apprécie votre remarque sur le fait que le nombre de spots TV attirant l'attention sur le sort d'Arjan va probablement baisser.

De plus, j'ai aussi pris note du fait que la famille était particulièrement attachée à poursuivre la pétition jusqu'à ce qu'Arjan soit de retour sain et sauf.

La famille (Dick Erkel) m'a également assurée qu'ils ne cherchaient pas actuellement de couverture médiatique intensive (telle que des interviews sur les radios ou télévisions néerlandaises).

En conséquence, nous n'insisterons pas pour qu'il soit mis fin à ces activités (simplement parce que nous ne le pouvons pas), mais j'ai pensé qu'il était sage d'attirer l'attention sur nos inquiétudes et de les mettre « par écrit ».

Comme discuté, je compte sur vous pour partager ces informations avec vos collègues à Amsterdam, de la manière que vous jugerez appropriée.

« SANS L'OMBRE D'UN CHOIX : LE RETOUR FORCÉ DES TCHÉTCHÈNES EN TCHÉTCHÉNIE »

MSF continue à s'opposer publiquement au rapatriement forcé et à secourir les réfugiés tchétchènes restés en Ingouchie.

Le 12 mars 2003, la section française envoie une lettre à Mourat Ziazikov, le président ingouche, lui demandant de laisser les réfugiés tchétchènes s'installer dans les logements construits par son équipe avec l'accord de l'administration locale depuis la fin de 2002. Dans les semaines qui suivent, l'ensemble du mouvement MSF envoie des copies de cette lettre à divers responsables occidentaux afin qu'ils relaient cette demande. Un communiqué de presse dénonçant les ordres de destruction comme une atteinte aux droits des réfugiés est diffusé en appui. MSF France décide de présenter l'enlèvement d'Arjan comme une extension aux humanitaires du sort infligé aux civils en Ingouchie et en Tchétchénie.



Lettre de Nicolas Cantau, coordinateur de MSF Belgique, Gabriel Trujillo, coordinateur de MSF France, Michiel Hofman, coordinateur de MSF Hollande, à Mourat Ziazikov, président de l'Ingouchie, 12 mars 2003 (en anglais).

Extrait :

Monsieur le Président,

Au cours de la réunion que nous avons eue en janvier, vous avez donné un accord verbal à notre initiative de construire des logements pour héberger les civils tchétchènes déplacés qui vivent aujourd'hui dans des conditions très précaires.

Nous avons construit des logements en panneaux de particules destinés aux familles les plus vulnérables qui vivent dans des tentes déchirées et des campements insalubres. D'autres sont cours de construction.

Cette activité est menée en pleine coopération avec le service de migration du MVD et avec son accord écrit. Nous avons signé d'autres accords avec les services de fourniture de gaz et d'électricité, avec les propriétaires de terres et avec le chef du district de Sounjenski.

Ces six dernières semaines, en contradiction avec votre accord, votre administration a refusé d'autoriser les familles vulnérables à occuper les logements qui sont terminés.

M. Makhaouri, le vice-Premier ministre, nous a informés que le gouvernement empêcherait l'occupation de ces logements par les réfugiés et a menacé d'expulser MSF de la république.

De plus, le procureur du district de Sounjenski a ordonné la destruction de ces logements pour la fin du mois.

Malgré nos tentatives pour clarifier la situation, à l'occasion de réunions avec le Premier ministre, Viktor Aleksentev, M. Makhaouri et plusieurs de leurs adjoints, la situation reste bloquée et ils nous conseillent de nous adresser à vous.

Cette situation est inacceptable et nous vous demandons de résoudre ces problèmes immédiatement, c'est-à-dire d'autoriser les réfugiés à s'installer dans les logements qui sont prêts et de donner des instructions claires pour que les activités de construction en cours et à venir ne fassent pas l'objet d'un tel harcèlement.

Comment la loi fédérale sur les activités d'architecture et le code de l'urbanisme peut-elle être appliquée à nos simples logements d'une pièce alors qu'une grande proportion de la population déplacée vit dans des squats inappropriés et dangereux ?

Ceci est en contradiction avec votre déclaration publique annonçant que des solutions alternatives seraient proposées aux réfugiés qui ne veulent pas rentrer en Tchétchénie. En conséquence, nous vous demandons également de prendre les mesures nécessaires auprès du procureur et de vous assurer que les conventions internationales sur l'humanitaire prévaudront.

Nous aimerions également vous rencontrer afin de discuter des futurs programmes de MSF en Ingouchie.



« **Compte-rendu** de la réunion des opération », 25 mars 2003, MSF France (en français).

Extrait :

TCHÉTCHÉNIE / INGOUCHIE – Le contexte actuel est extrêmement préoccupant, la situation ne cesse de se dégrader depuis l'été dernier à travers une campagne d'agressions vis-à-vis des personnes et des ONG qui se traduit sous différentes formes :

- enlèvements,
- mises en garde, menaces,
- diminution de l'espace de travail.

Ce que nous subissons est une extension aux humanitaires de ce qui est infligé aux civils. Les arrestations de civils en Tchétchénie et en Ingouchie augmentent. Les gens ne veulent pas rentrer en Tchétchénie pour des raisons évidentes d'insécurité, certains finissent par céder, victimes de harcèlements et de pressions au retour qu'ils subissent de plus en plus.

Dans la pratique, nous ne sommes allés qu'une fois en Tchétchénie depuis l'été dernier, et sommes de moins en moins présents en Ingouchie.

Notre intention aujourd'hui est de travailler à un plan opérationnel en réaction à ces agressions. En ce sens, le cas d'Arjan doit être associé à la situation en Ingouchie et en Tchétchénie. Nous ne pouvons en effet pas continuer à communiquer ainsi sur la

situation, il nous semble indispensable d'interpeller les autorités de façon bien plus agressive, au risque de durcir notre relation avec les autres sections MSF.

Les courriers de demande de rendez-vous à l'attention des Nations unies, ECHO, et gouvernements impliqués sur la question de la destruction des maisons pour les réfugiés tchétchènes ont été envoyés avec une copie de la lettre adressée au président ingouche. Un communiqué de presse sera publié mercredi 26 mars. À suivre.



« Les ordres de destruction d'abris pour les réfugiés tchétchènes constituent une nouvelle entrave aux droits des réfugiés » **Communiqué de presse** de MSF, 26 mars 2003 (en français).

Extrait :

Les autorités ingouches ont donné jusqu'à ce jour à Médecins Sans Frontières pour détruire 180 logements construits par l'association pour les réfugiés tchétchènes les plus vulnérables. Cet ordre constitue un obstacle supplémentaire pour empêcher les organisations humanitaires de porter secours à une population de plus en plus menacée par des rapatriements forcés.

Les pièces construites en contreplaqué sont posées sur une dalle en béton et équipées d'un poêle à gaz et d'une prise électrique. À l'extérieur, des douches et des toilettes ont été construites. En plus de ces 180 pièces déjà construites, 1 020 autres sont en construction ou prévues d'ici à la fin de 2003 par l'ensemble des sections de Médecins Sans Frontières. Les travaux en cours ont été interrompus du fait de cette interdiction. Médecins Sans Frontières avait pourtant obtenu des garanties verbales du président ingouche, ainsi que toutes les autorisations écrites requises pour ce programme d'abris de 1 million d'euros financé par l'Union européenne à hauteur de 70 %. Prétextant soudainement que ces constructions ne seraient pas conformes au code de l'urbanisme, les autorités judiciaires et administratives locales posent donc un nouvel obstacle au travail des agences humanitaires dans la région.

Ces abris sont destinés à des familles vivant dans des conditions inacceptables en Ingouchie mais qui ne veulent pas rentrer en Tchétchénie. Fin janvier, Médecins Sans Frontières a rencontré l'ensemble des familles vivant dans des camps de tentes en Ingouchie, afin de déterminer les besoins en matière de logement. Sur 3 191 familles (soit 16 426 personnes), moins de 2 % veulent rentrer en Tchétchénie et 92 % citent l'insécurité comme la raison première de ce choix. Rappelons que les réfugiés risquent leur vie en rentrant en Tchétchénie où une violente campagne de répression par les forces russes est toujours à l'œuvre. Or les pressions au retour se sont faites plus contraignantes depuis le printemps 2002, notamment à l'encontre des personnes vivant dans les camps de tentes : détachements militaires à proximité des camps et disparitions de noms des listes des bénéficiaires d'une aide humanitaire s'ajoutent aux fermetures manu militari de certains camps. Ainsi, le camp d'Aki-lourt a été vidé en décembre 2002. L'insécurité s'étend aux travailleurs humanitaires, exposés également à toutes sortes d'agressions dans la région. Ainsi Arjan Erkel, chef de mission de Médecins Sans Frontières au Daguestan voisin, enlevé à Makhatchkala le 12 août dernier et dont nous sommes sans nouvelles depuis. Il est de la responsabilité des autorités russes de démontrer une réelle volonté d'obtenir la libération immédiate d'Arjan et de mettre fin à ce climat de terreur et d'impunité. MSF demande donc instamment aux autorités locales et fédérales qu'elles donnent aux organisations humanitaires les garanties nécessaires à un véritable travail de secours auprès des réfugiés ainsi que des assurances que ces mêmes réfugiés ne soient d'aucune manière forcés au retour. MSF demande également aux instances des Nations unies et aux bailleurs de fonds de défendre

concrètement le droit au refuge des populations tchétchènes. MSF est présente dans le Caucase du Nord depuis 1999, pour apporter une assistance aux civils tchétchènes en Tchétchénie, Ingouchie et Daguestan.



Lettre de Nicolas de Torrente, directeur général de MSF États-Unis, à Paula J. Dobriansky, sous-secrétaire aux affaires internationales, département d'État, États-Unis, 1 avril 2003 (en anglais).

Extrait :

Depuis que MSF a repris son travail en Ingouchie en 1999, les autorités font régulièrement obstruction à la fourniture d'assistance aux déplacés tchétchènes en Ingouchie. Ces obstructions ont atteint un niveau inacceptable ce mois-ci lorsque les autorités ingouches ont lancé à MSF un ultimatum pour la destruction, au plus tard le 26 mars 2003, de 180 abris que l'organisation a récemment construits pour les déplacés tchétchènes les plus vulnérables.

MSF a prévu de construire 1 200 abris de ce type pour les familles tchétchènes qui vivent actuellement en Ingouchie, dans des conditions de vie déplorables, dans des tentes battues par le vent ou des bâtiments abandonnés.

Le travail en cours a été interrompu par cet ultimatum bien que MSF ait reçu auparavant de la part des différents services administratifs ingouches concernés toutes les autorisations écrites nécessaires pour mettre en œuvre la construction de ces abris.

L'affirmation par les autorités administratives et judiciaires locales selon laquelle les abris de MSF ne seraient pas conformes aux codes d'urbanisme n'est que la dernière d'une litanie de mesures administratives prises pour bloquer la fourniture d'une aide particulièrement nécessaire en Ingouchie et exercer une pression sur les déplacés tchétchènes pour qu'ils quittent la sécurité de l'Ingouchie et retournent en Tchétchénie. À ces mesures se sont ajoutées l'installation de détachements militaires russes près des camps de déplacés et la suppression de noms des listes de bénéficiaires de l'aide humanitaire. [...]

En conséquence, MSF vous demande instamment d'utiliser les moyens en votre pouvoir afin d'obtenir que les autorités russes et ingouches protègent les droits des civils tchétchènes à chercher refuge en Ingouchie, et plus spécifiquement que :

- la fourniture d'une assistance efficace et durable aux déplacés tchétchènes d'Ingouchie soit facilitée et non pas entravée par les autorités ;
- les droits de base des Tchétchènes à chercher refuge en Ingouchie soient respectés par les autorités ;
- en conformité avec le droit humanitaire international, le rapatriement forcé de civils vers une zone de guerre n'ait pas lieu.

En lien avec toutes ces questions, nous aimerions réaffirmer l'impératif pour les travailleurs de l'action humanitaire d'avoir un accès aux populations civiles. Selon le droit humanitaire international, la responsabilité de la sécurité du personnel humanitaire relève en premier lieu des autorités du pays d'accueil. Dans les zones de conflit comme le Caucase du Nord, la violence contre les travailleurs humanitaires nuit aux victimes civiles, qui ont besoin d'assistance et de protection. Par exemple, notre assistance médicale aux populations civiles du Daguestan est suspendue depuis l'enlèvement, le 12 août 2002, d'Arjan Erkel, 32 ans, notre coordinateur à Makhatchkala, au Daguestan. Nous renouvelons notre inquiétude concernant le fait que, à ce jour, l'enquête menée par les autorités de la Fédération de Russie n'a fourni aucune information importante

sur le sort d'Arjan Erkel. Nous serions heureux de répondre aux questions que vous pouvez vous poser sur ces problèmes urgents.



Autour des maisons qu'on a construites, on a fait pas mal de communication. C'était devenu un site de visite en Ingouchie pour les diplomates. Ensuite, des journalistes russes sont venus et ont écrit des articles.

Gabriel Trujillo, MSF France, coordinateur dans le Caucase du Nord de janvier 2002 à juillet 2003 (en français).



Dans les camps de tentes en Ingouchie, la situation n'était pas bonne et les gens n'habitaient pas seulement dans les tentes mais aussi dans les squats, les fermes, etc. Malgré la présence de 100 ou 200 organisations humanitaires qui travaillaient dans la région, il y avait des problèmes, les conditions de vie étaient mauvaises, chacun faisait ce qu'il pouvait. Ce n'était pas mauvais partout. Cela dépendait si c'était un petit camp ou pas. Si les gens étaient plus ou moins du même village, ils se respectaient, ils gardaient la propriété, c'était mieux. Il n'y avait ni gaz ni eau. C'étaient les ONG qui approvisionnaient. Idem pour les sanitaires, c'étaient les ONG qui le faisaient. MSF France notamment, avait construit 80 logements pour les déplacés tchéchènes à Sleptovskaia [en Ingouchie]. Mais on n'arrivait pas à installer les gens dans ces pièces parce que les autorités nous mettaient des obstacles, nous disaient qu'elles n'étaient pas habitables, que c'étaient de mauvaises conditions. Elles nous reprochaient, en tant qu'organisation étrangère, humanitaire, de ne pas avoir respecté les règles de construction. Nos tentatives et nos démarches pour convaincre les autorités du contraire ne servaient à rien. En plus, c'était la période où le président avait changé. On n'arrivait pas à obtenir un rendez-vous avec le nouveau président. Il refusait de nous recevoir parce qu'il n'avait pas le temps. On a été vraiment bloqués, parce qu'on n'arrivait pas à trouver un dialogue avec les autorités, avec ceux de qui cela dépendait. À Moscou, les chefs de mission avaient beaucoup discuté, y compris dans les réunions avec les Nations unies, qui étaient d'accord pour dire qu'il fallait faire quelque chose, mais personne ne savait comment. Finalement, on a obtenu un rendez-vous commun MSF / ONU avec le président de l'Ingouchie. On a expliqué que, si le camp fermait, c'était mieux pour les réfugiés de vivre dans ces logements que dans des tentes. Les responsables ingouches disaient que ce n'était pas de bonnes habitations, qu'il fallait les revoir et que cela prendrait du temps, etc.

D, membre du personnel de MSF recruté dans le Caucase du Nord (en anglais).



On en avait marre d'agir sans rien dire. L'objectif était double : à la fois étaler publiquement ce qui se passait en Ingouchie, avec le fait que les Russes voulaient expulser les réfugiés, et aussi convaincre les autres acteurs de l'aide que la qualité de l'assistance était médiocre, que cela participait à la politique de rapatriements forcés et qu'il était donc de la responsabilité des autres organisations d'agir différemment. Du coup, les autres sections MSF, et d'autres ONG aussi, se sont mises à construire des abris. On s'est retrouvés un moment avec un nombre important de projets de construction d'abris sur notre modèle, des logements corrects par rapport à l'état moyen. Ce n'était pas très grand pour une famille, mais il y avait un chauffage, quatre vrais murs, un vrai toit, des sanitaires à côté, de l'électricité. On avait imposé des standards pour les douches avec de l'eau chaude, les toilettes en dur, etc. – ces standards avaient été repris par ECHO qui était d'accord pour financer. Pour une fois, on était d'accord pour recevoir des financements de ce type, parce que cela obligeait

les Européens à réagir lorsqu'on avait des ennuis et qu'on pouvait aller les voir en leur disant que les Russes voulaient détruire ce qu'ils avaient payé. Ces logements commençaient à être très visibles et les Russes ont dit « stop ». Sont venues alors les tracasseries administratives, les menaces du style : « Vous n'avez pas la certification de conformité contre les incendies. Cela serait dommage qu'un incendie ravage vos aménagements... Donc vous ne pouvez pas laisser de gens dedans, etc. » Une fois, une délégation est venue de Moscou avec des ambassadeurs auxquels ils voulaient montrer que les ONG pouvaient travailler. Ils étaient venus dans un camp, et pour jouer la transparence, les autorités disaient aux réfugiés qu'ils pouvaient poser les questions qu'ils voulaient. La première question posée par un réfugié tchétchène a été : « Quand pourrons-nous nous installer dans les logements MSF ? » Évidemment, le gars n'a pas répondu...

Loïck Barriquand, MSF France, responsable de programme de septembre 2000 à 2005
(en français).

Le 5 avril 2003, dans un article du quotidien néerlandais *NRC Handelsblad*, le journaliste Coen van Zwol, qui enquête sur l'affaire Erkel en reprenant les hypothèses de Viatcheslav Izmaïlov de *Novaïa Gazeta*, rapporte les propos du responsable de l'information de MSF à Moscou et du coordinateur de MSF Hollande en Fédération de Russie. Ces derniers envisagent un lien entre l'enlèvement d'Arjan et la réticence des autorités russes à accepter la présence des organisations humanitaires dans le Caucase. Ils racontent ce qu'a vu l'équipe MSF après l'attaque du théâtre de la Doubrovka, en octobre 2002, en expliquant le silence de l'organisation à ce sujet, à l'époque, par son souci de ne pas nuire à Arjan Erkel.



« Un jeune homme aux cheveux clairs vaut des millions au Daguestan » Fenneken Veldkamp, Coen van Zwol, *NRC Handelsblad* (Pays-Bas), 5 avril 2003 (traduit du néerlandais vers l'anglais par MSF).

Extrait :

Deux cent trente-trois jours ont passé et toujours aucune nouvelle d'Arjan Erkel depuis son enlèvement au Daguestan. Qui est derrière tout cela ? La rébellion tchétchène ? La mafia daguestanaise ? Ou l'un des services secrets russes ? Cette semaine, la famille d'Arjan devait se rendre au Daguestan, mais elle n'est pas allée plus loin que Moscou. De l'idéalisme pragmatique et des compromis entre Médecins Sans Frontières et le ministère des Affaires étrangères. « La publicité peut s'avérer préjudiciable. »

[...] Arjan Erkel est un nouveau venu dans le Caucase, affirme Izmaïlov. Mais il peut toujours y avoir des motifs politiques en jeu. La Russie essaye toujours de couper la Tchétchénie du reste du monde : les journalistes ne peuvent voyager là-bas qu'avec des anges gardiens russes. Au moment de l'enlèvement, le gouvernement essayait de repousser les réfugiés des républiques voisines de la Tchétchénie. MSF a protesté contre la force et l'intimidation et a attiré l'attention sur les difficultés du retour en Tchétchénie. Izmaïlov : « Il y avait et il y a toujours une bonne raison d'intimider MSF. »

MSF est consciente de cela mais ne peut pas le dire tout haut. Mark Walsh, leur porte-parole, le dit presque : « Le climat de menaces et de violence contre les travailleurs humanitaires dans le Caucase soulève la question de savoir si le président Poutine veut vraiment de nous là-bas. »

Michiel Hofman est plus franc : « Je crois en cette organisation et en notre approche critique. D'autres se contenteraient de livrer des caisses de médicaments aux hôpitaux ; nous, nous voulons être sûrs qu'elles ne sont pas aussitôt volées ou que le patient ne tombe pas raide mort après les avoir avalés. Si cela se passait, nous le dirions. » Hofman est conscient que ce type d'approche rend MSF vulnérable : « Il est possible qu'Arjan ait été kidnappé par les services de sécurité ou par qui que ce soit d'autre et que les autorités se soient satisfaites de laisser cela se dérouler. Après la disparition d'Arjan, nous avons suspendu de nombreuses opérations. Et nous sommes restés calmes. »

Hofman cite en exemple le fait qu'après la tragédie des otages à Moscou, en octobre dernier, MSF a fourni une assistance à grande échelle à des hôpitaux moscovites : « Le premier jour, les Tchétchènes ont demandé notre présence au théâtre. Le Kremlin nous a appelés. Il y avait une équipe MSF dans le personnel de crise. » Puis la tragédie s'est terminée. « Ce matin-là nos collègues ont vu des centaines d'otages transportés à l'extérieur, soit inconscients, soit morts. » MSF a appelé ses contacts dans les hôpitaux de Moscou et a appris que c'était le chaos total. Hofman : « Et qu'il y avait deux agents du FSB auprès de chaque victime, qui parfois bloquaient le traitement médical. C'était complètement fou. » La situation était particulièrement grave à l'hôpital n°13 : des centaines d'otages inconscients et mourants et seulement 50 employés pour s'en occuper. MSF a livré des camions de médicaments, de nourriture, de vêtements et de produits d'hygiène. Plus tard, l'hôpital n°13 les a remerciés.

Hofman : « Nous leur avons demandé de ne pas le faire. Cela serait douloureux pour les autorités si on apprenait que c'est MSF qui a fourni de l'aide d'urgence dans le froid glacial de Moscou et que les services de secours étaient dans une telle pagaille. Donc on a gardé le silence. On n'a vraiment émis aucune critique. Et tout cela pour aider Arjan. » Le personnel de l'hôpital no 13 a confirmé l'histoire d'Hofman.

Le même jour, le quotidien français *Le Monde* rapporte les difficultés rencontrées par les organisations de secours pour faire parvenir l'aide humanitaire financée par l'Union européenne en Tchétchénie et mentionne les menaces de destruction qui pèsent sur les logements construits par MSF pour les déplacés. Le 10 avril 2003, le coordinateur et le responsable de programme de MSF France rencontrent le président ingouche Ziazikov et lui demandent de lever ces menaces. En vain. Sous la pression, de plus en plus de déplacés rentrent en Tchétchénie.



« Moscou multiplie les obstacles à l'aide humanitaire » ***Le Monde*** (France), Natalie Nougayrède, 5 avril 2003 (en français).

Extrait :

C'est une grogne bien discrète, qui passe par des canaux diplomatiques. Les lettres à Vladimir Poutine ne sont pratiquement jamais rendues publiques, comme s'il s'agissait de ne pas faire de vagues. Mais le constat est là, de nombreux représentants d'organisations non gouvernementales (ONG) l'attestent : l'aide humanitaire financée par l'Union européenne en direction de la Tchétchénie est en péril. Les obstacles bureaucratiques posés par Moscou et une apparente volonté de mise sous contrôle politique de l'assistance humanitaire « font que nous n'avons plus les moyens de vérifier sur place, en Tchétchénie, si notre aide arrive réellement à destination et est bien distribuée », dit un représentant européen. [...]

Les autorités russes tiennent un double langage : « un règlement politique » du conflit serait en cours, rendant possible le retour des réfugiés, mais la situation « sécuritaire » ne permettrait pas aux humanitaires de travailler en liberté.

Tout déplacement d'un véhicule d'aide humanitaire vers l'intérieur de la Tchétchénie doit être au préalable « autorisé » par un document délivré par les services secrets russes, le FSB, détaillant la date, les horaires et les détails du parcours qui sera emprunté, ainsi que l'identité des passagers. « Cela équivaut presque à un préavis pour les preneurs d'otages », s'insurge un membre de Médecins Sans Frontières (MSF). L'association se bat pour obtenir la libération de son collaborateur Arjan Erkel, enlevé par des hommes armés à Makhatchkala (Daguestan), le 12 août 2002. « L'administration présidentielle russe, l'entourage de Poutine refusent de nous recevoir », regrette le porte-parole de MSF à Moscou, Mark Walsh.

[...] En Ingouchie, où des milliers de réfugiés tchétchènes passent leur quatrième hiver sous des tentes de toile, les autorités locales, placées sous le contrôle du FSB, ont récemment ordonné la destruction de 600 maisonnettes en brique, construites par MSF pour reloger des familles. « La priorité des responsables russes est de cacher le drame des réfugiés, donc de les refouler vers la Tchétchénie, où les étrangers n'ont pratiquement aucun accès. Moscou cherche par tous les moyens à bloquer toute aide qui "fixerait" ces populations en Ingouchie », dit une source proche du dossier.



Compte-rendu de la réunion du département des opérations de MSF France du 29 avril 2003 (en français).

Extrait :

NAZRAN [...]

Loïck [Barriquand, responsable des programmes MSF France] revient d'une visite à Nazran et nous fait part de la situation.

Il a rencontré, en compagnie de Gabriel [Trujillo, le coordinateur], le président Ziazikov afin de lui rappeler son engagement et lui demander :

- de débloquent les menaces de destruction qui pèsent sur les logements que nous avons construits,
- d'obtenir des garanties concrètes sur la réalisation de nouveaux abris.

Ces abris ont été construits afin de permettre aux déplacés qui ne veulent pas rentrer en Tchétchénie de rester.

Double discours du président qui soutient nos activités tout en insinuant qu'elles sont inutiles puisque tous les déplacés veulent rentrer chez eux ! Il a décrété la création d'une commission afin de nous aider à résoudre nos problèmes administratifs, commission qui depuis n'a pas vu le jour.

Suite à cette entrevue, Gabriel a écrit au Premier ministre, mais n'a obtenu aucune réponse. Deux semaines se sont écoulées depuis la rencontre avec le président, et rien n'a été fait.

Actuellement, les déplacés cèdent à la pression au retour et certains commencent à partir. Ils partent au compte-gouttes et il est difficile d'évaluer leur nombre. De même que la pression des autorités ingouches sur les ONG augmente, elle s'accroît sur les déplacés. D'un point de vue sécurité, il n'y a pas de raison objective de penser que la situation s'améliore.

Une conférence de presse est prévue la semaine prochaine afin de rendre publics les résultats de l'enquête effectuée en février dernier. Enquête menée auprès de 16 400 personnes vivant dans les camps, qui montre que 98 % des familles ne veulent pas rentrer en Tchétchénie, 93 % d'entre elles pour des raisons d'insécurité.

Le 11 avril 2003, le gouvernement tchéchène prorusse publie un rapport décrivant les exactions perpétrées par les forces russes contre les civils. Mais le 16 avril, une résolution soumise au vote de la Commission des droits de l'homme de l'ONU condamnant la Russie pour ces exactions n'est pas adoptée.



« Massacres en Tchétchénie : un document officiel accable l'armée russe »
Natalie Nougayrède, **Le Monde** (France), 12 avril 2003 (en français).

Extrait :

Ce rapport, dont une copie a été obtenue par *Le Monde*, a été transmis, fin mars, « au plus haut niveau fédéral » russe, selon nos sources. C'est-à-dire à Vladimir Poutine. Interrogés sur ce point, les services de Sergueï Iastrjembksi, le porte-parole spécial du Kremlin sur la Tchétchénie, disent ne rien savoir : « Nous ne pouvons ni confirmer ni infirmer. Ce rapport existe peut-être. Peut-être a-t-il été transmis au président, mais il n'est pas passé par nos services. »

Sur une trentaine de pages, le document représente une première tentative de bilan officiel des crimes commis contre les civils en Tchétchénie. Une partie du rapport, intitulée « informations sur les assassinats commis sur le territoire de la Tchétchénie du 1 janvier 2002 au 31 décembre 2002 », dénombre un total officiel de 1 314 assassinés « parmi la population civile » pour la seule année 2002. Il s'agit là de décès survenus hors de tout affrontement armé, tirs d'artillerie, bombardements ou explosions de mines télécommandées. Il s'agit d'un décompte des victimes d'exécutions sommaires.

En moyenne, cela donne 109 Tchétchènes tués chaque mois, selon ce document officiel. C'est le double des évaluations fournies par l'association russe Memorial, qui tient une « chronique » des exactions en Tchétchénie mais reconnaît que ses données ne sont pas complètes, faute de moyens pour couvrir tout le territoire. Les défenseurs des droits de l'homme seraient ainsi en dessous de la vérité.



« La Russie échappe à une condamnation de l'ONU sur la Tchétchénie » **Le Monde**
(France), 18 avril 2003 (en français).

Extrait :

Pour la deuxième année consécutive, mercredi 16 avril, la Russie a échappé à une condamnation de la Commission des droits de l'homme (CDH) de l'Organisation des Nations unies (ONU) pour les exactions perpétrées par ses forces en Tchétchénie. La résolution, présentée par l'Union européenne, a été rejetée par une majorité de 21 voix contre, 15 voix pour et 17 abstentions.

Cette résolution a été mise au vote après l'échec de négociations menées par l'Union européenne avec la Russie, dans l'espoir de parvenir à un texte qui aurait pu être adopté par consensus des 53 membres. La Russie a jugé « regrettable » le projet européen, estimant qu'il « va à l'encontre » d'une solution politique, alors qu'il existe « un mouvement positif très clair et évident » dans cette direction, marqué par l'approbation du référendum constitutionnel du 23 mars dans la république rebelle.

Les États-Unis ont voté en faveur du texte sans le parrainer. Ils ont souligné que le texte condamnait très vigoureusement les actes terroristes commis par des groupes tchéchènes, accusant trois de ces groupes d'avoir des liens avec les talibans et le réseau Al-Qaïda. La Chine et l'Inde ont voté contre le projet européen, invoquant le droit d'un pays de régler ses problèmes sans ingérence et de lutter contre le terrorisme

international. Parmi les pays qui ont voté pour la résolution figurent, outre les Européens, l'Australie, le Canada et le Mexique. Le Japon et la Corée du Sud se sont abstenus. [...] L'organisation Human Rights Watch (HRW) a regretté que le texte ait été rejeté. « Cette décision est due à la composition de la CDH, qui compte de nombreux pays qui ne peuvent se vanter de respecter les droits de l'homme », a estimé Anna Neïstat, qui représente HRW à Moscou. Cependant, « si l'ONU n'est pas prête à appeler la Russie à prendre ses responsabilités sur la Tchétchénie, nous espérons que l'Europe le fera », a-t-elle ajouté, rappelant que l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'était récemment prononcée pour la création d'un tribunal pénal international pour juger des « crimes de guerre » en Tchétchénie.



« **Déclaration** de Médecins Sans Frontières » devant la 59^e session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, 7 avril 2003 (en français).

Extrait :

Madame la présidente :

Je tiens tout d'abord à remercier le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires qui offre à Médecins Sans Frontières cet espace de parole.

Arjan Erkel, 33 ans, chef de mission dans le Caucase du Nord pour Médecins Sans Frontières (MSF), a été enlevé par trois hommes armés dans la nuit du 12 août 2002 à Makhatchkala, capitale de la république fédérale du Daguestan.

Après plus de sept mois, nous n'avons toujours aucune information concrète, ni sur les motifs de son enlèvement ni sur son lieu de détention.

À ce jour, nous pensons que les enquêteurs locaux se heurtent à des obstacles qui gênent les efforts menés pour la libération d'Arjan.

Selon nous, les autorités supérieures chargées de cette affaire n'ont pas encore manifesté la volonté nécessaire à sa résolution.

La politique de MSF, dans sa démarche visant à obtenir la libération d'Arjan, est de porter son cas à la connaissance des gouvernements, autorités, organismes internationaux et individus qui sont en mesure d'aider à sa résolution positive.

Au-delà des démarches diplomatiques, nous avons multiplié les actions publiques afin de maintenir le cas d'Arjan sur les agendas politiques.

Une pétition a été lancée le 12 février 2003, appelant le président Poutine à faire tout ce qui est en son pouvoir pour amener à la libération de notre collègue.

Cette pétition a recueilli plus de 300 000 signatures et a été remise officiellement le 2 avril à Moscou, ainsi que dans de nombreuses ambassades Russes à travers le monde.

Nous sommes convaincus que seule une volonté politique forte de la part des plus hautes autorités russes peut enfin faire avancer le processus de résolution de cette crise. Arjan Erkel est un travailleur humanitaire. À ce titre il n'a d'autre engagement que celui de contribuer à l'allègement des souffrances des populations civiles. Son cas, dans la région du Caucase du Nord, n'est malheureusement pas isolé.

Depuis 1995, 56 travailleurs humanitaires ont été enlevés dans le Caucase du Nord. Dans les mois écoulés, la communauté humanitaire a été la cible de menaces et d'enlèvements répétés.

Ces procédés d'intimidation sont inacceptables. S'il est clair qu'ils privent considérablement les populations civiles d'une aide vitale, la question qui s'impose est de savoir à qui profitent ces actes criminels.

Le respect et l'intégrité des volontaires humanitaires, comme de toute personne civile, devraient être une préoccupation constante des autorités.

La responsabilité de la sécurité du personnel humanitaire se trouve principalement entre les mains des autorités du pays d'accueil.

Il appartient au gouvernement de la Fédération de Russie de prendre toutes les mesures nécessaires pour en finir avec les détentions illégales des travailleurs humanitaires dans le Caucase du Nord.

Il lui appartient également de garantir aux organismes humanitaires l'accès aux personnes déplacées et à tout civil nécessitant une aide et une protection.

Mesdames, messieurs, nous vous demandons, à l'occasion de cette 59e session de la Commission des droits de l'homme, de vous joindre à nous en insistant auprès des autorités compétentes de la Fédération de Russie afin qu'elles accordent une priorité politique à la libération d'Arjan Erkel.

Le 6 mai 2003, au nom du mouvement MSF, la section française donne une conférence de presse à Moscou au cours de laquelle elle diffuse un rapport sur le sort des réfugiés en Ingouchie, basé sur une enquête menée par les équipes dans les semaines précédentes. Il démontre que plus de 98 % des familles déplacées ne veulent pas rentrer en Tchétchénie. Ce rapport, qui a fait l'objet d'une fuite organisée vers la presse quelques jours avant la conférence, est transmis entre autres au haut-commissaire aux réfugiés en lui demandant d'intervenir pour aider à mettre fin aux rapatriements forcés.



« Re : Rapp Ingouchie Urgent » **Courriel** d'Aurélie Grémaud, chargée de communication MSF France, à Kurt Tonini, chargé de communication MSF Suisse, 2 mai 2003 (en anglais).

Extrait :

Salut Kurt,

Oui, Gabriel, le coordinateur, et Mark Walsh ont organisé la « fuite » à Reuters d'une partie des résultats de l'enquête une semaine avant [la publication officielle]. Ils ont diffusé deux résultats : les 98 % qui ne veulent pas rentrer et les 93 % qui disent que c'est en raison de l'insécurité. Depuis, plusieurs journalistes ont appelé en demandant des informations complémentaires, ce qui est un bon point pour la conférence de presse de mardi 6 mai, qui est une semaine au ralenti en Russie.



« Sans l'ombre d'un choix – Le retour forcé des Tchétchènes en Tchétchénie » une **enquête** de Médecins Sans Frontières, avril 2003 (en anglais).

Extrait :

Principaux résultats :

Le principal objectif de cette enquête était de comprendre les besoins et les choix des familles tchétchènes qui vivent dans les camps de tentes en Ingouchie. Il s'agissait aussi d'identifier les familles les plus vulnérables de façon à pouvoir fournir une solution de logement dans l'éventualité d'une fermeture des camps de tentes, telle qu'elle a été annoncée.

Les enquêteurs ont rencontré et dénombré 16 499 personnes (sur les 10 035 personnes dont ont fait état les réfugiés tchétchènes) et ont interviewé 3 209 familles dans le cadre de cette enquête, couvrant ainsi la quasi-totalité de la population de réfugiés vivant dans

les huit camps de tentes (dont « Logovaz », « Rassviet » et « Outchkhoz »). Seules 39 familles n'ont pu être interrogées en raison de leur absence au moment des visites répétées des enquêteurs.

Plus de 98 % de la population interrogée refuse de rentrer en Tchétchénie dans un avenir proche.

Les problèmes d'insécurité sont la raison majeure du refus de retour en Tchétchénie des familles de réfugiés tchétchènes. Sur ceux qui refusent le retour en Tchétchénie, 93 % invoquent leurs craintes pour la vie de leurs familles.

L'absence de structures de logements en Tchétchénie s'avère être la seconde raison de leur refus de retour en Tchétchénie. 74 % des familles interrogées ont invoqué la perte de leurs logements en Tchétchénie comme seconde raison majeure de leur refus.

La présence ou l'absence d'aide humanitaire ne joue pas de rôle déterminant dans la décision des familles de retourner en Tchétchénie ou de demeurer en Ingouchie. 88 % des familles n'ont pas mentionné l'aide comme facteur de leur décision de ne pas rentrer. La plupart des familles rencontrées vivent dans des conditions extrêmement précaires : 54 % d'entre elles vivent dans des tentes percées, sans protection contre le froid et sans plancher salubre.

Sur le total des 98 % des familles qui n'ont pas l'intention de retourner en Tchétchénie, 90 % d'entre elles n'ont aucune solution de remplacement de logement en Ingouchie. Cela représente 2 827 familles, soit 14 443 personnes en situation de besoin urgent de logement.

Malgré ces faits, il est clair que des familles ont quitté les camps pour retourner en Tchétchénie, sans aucune garantie d'y trouver un abri. À ce jour, les solutions de remplacement de logement en Ingouchie restent dans l'impasse.



« Sans l'ombre d'un choix – le retour forcé des Tchétchènes en Tchétchénie »
Communiqué de presse de MSF, 6 mai 2003 (en français).

Extrait :

Alors que les camps de tentes vont être fermés en Ingouchie, une enquête MSF montre que plus de 98 % des familles tchétchènes déplacées qui y vivent ne veulent pas rentrer en Tchétchénie.

Lors d'une conférence de presse à Moscou, Médecins Sans Frontières livre aujourd'hui les résultats d'une enquête réalisée entre le 3 et le 16 février dernier auprès de réfugiés tchétchènes vivant dans les huit camps de tentes d'Ingouchie. Cette enquête, qui concerne 3 209 familles, montre que 98 % des Tchétchènes ne veulent pas rentrer en Tchétchénie, principalement parce qu'ils craignent pour leur vie.

La situation en Tchétchénie continue à être dangereuse pour les civils. 93 % des familles qui ne veulent pas y rentrer dans un proche avenir donnent l'insécurité comme raison. Les familles réfugiées refusent de rentrer bien que leurs conditions de vie dans les camps soient totalement inacceptables. 52 % des familles vivent dans des tentes qui fuient, qui ne sont pas isolées du froid ou qui n'ont pas de plancher. Plus important encore, 90 % n'ont pas d'alternative à ces camps de tentes pour pouvoir rester en Ingouchie. « Si les camps ferment, je creuserai un trou pour m'y réfugier avec mes enfants », explique un déplacé vivant dans un camp en Ingouchie.

Les résultats parlent d'eux-mêmes, montrant le besoin de construction et de fourniture d'abris pour au moins 2 827 familles (14 443 personnes). L'aide humanitaire en Ingouchie, d'une qualité inacceptable, est loin d'être une incitation à rester. 88 % des familles interviewées ne mentionnent pas l'aide pour expliquer leur refus de rentrer. Ceci va à l'encontre des déclarations officielles selon lesquelles l'aide retient les réfugiés en

Ingouchie. L'aide en Tchétchénie est aussi largement insuffisante, notamment parce que les violences à l'encontre des civils n'épargnent pas les humanitaires.

Les réfugiés n'ont pas d'autre choix que de partir d'Ingouchie. Malgré leur volonté de rester et les déclarations officielles selon lesquelles personne ne sera renvoyé de force, la construction d'abris par les organismes humanitaires continue à être bloquée. Fin janvier 2003, les autorités ingouches ont soudain déclaré les abris provisoires de MSF illégaux. M. Ziazikov, président ingouche, avait cependant donné son approbation à deux reprises à ce programme. Mais un mois après notre dernière rencontre avec lui, son administration interdit toujours les constructions prévues. Les familles les plus vulnérables, identifiées par l'enquête, n'ont pas été autorisées à habiter les 180 abris déjà construits. La construction des 1 200 autres est au point mort.

L'enquête MSF montre, sans l'ombre d'un doute, que les familles de réfugiés tchétchènes ne veulent pas rentrer en Tchétchénie, et qu'aucun autre choix ne leur est donné. « Les réfugiés ne rentrent pas volontairement, mais ils succombent aux pressions exercées pour leur retour », explique Anne Fouchard, directrice de la communication, « il s'agit d'une violation du principe de retour volontaire. Les gens n'ont aucun choix. » MSF demande au président Ziazikov et aux autorités fédérales russes de respecter le droit fondamental de cette population à ne pas être forcée au retour. MSF exige également des autorités ingouches qu'elles cessent le harcèlement administratif à l'encontre des organismes humanitaires qui tentent d'apporter une assistance aux réfugiés. MSF demande aussi aux agences de l'ONU, dont le mandat est de garantir le libre choix des réfugiés, de véritablement agir pour la protection des familles et de prendre clairement position sur les retours forcés en cours.



« Des réfugiés interdits d'accès à un village MSF » Simon Ostrovsky, *The Moscow Times* (Russie), 6 mai 2003 (en anglais).

Extrait :

« Nous n'avions jamais eu aucun problème, jusqu'à ce que nous commencions à construire des structures d'allure plus pérenne, comme des toilettes en briques avec des portes en métal au lieu de structures en bois qui semblent plus temporaires et s'abîment très vite », constate Kate de Rivero, une volontaire de MSF.

Un représentant du président ingouche Mourat Ziazikov, Islam Merjoev, a affirmé que le gouvernement ingouche ne tentait pas d'empêcher les réfugiés de s'établir dans la république mais a refusé de commenter spécifiquement l'affaire des logements de MSF.

« Seul le président, qui est indisponible, peut en parler », a-t-il déclaré. [...]

Les réfugiés ont très envie de s'installer dans ces maisons. « Ils y sont 10, 20, 100 fois mieux que s'ils retournent en Tchétchénie maintenant », affirme Mouradov, qui dort dans un garage abandonné dans le camp. Sa pièce sans fenêtre est recouverte de tapis et une unique ampoule pend au plafond. À quelques pas de là se tient la tente où l'un de ses fils et sa famille vivent.

Depuis des mois, les responsables russes proclament que la paix est de retour en Tchétchénie et qu'il est temps pour les réfugiés de rentrer chez eux. Ziazikov a déclaré il y a quelque temps que 136 000 personnes étaient rentrées volontairement.

Mais une enquête menée par MSF en février et mars dresse un tableau complètement différent. Cette enquête, qui concerne 16 499 réfugiés de huit camps officiels et non officiels en Ingouchie, montre que 98 % d'entre eux refusent de rentrer volontairement en Tchétchénie. 93 % des personnes citées présentent leurs craintes pour la sécurité comme leur raison principale pour ne pas rentrer.

Selon la radio Écho de Moscou³⁰, l'envoyé du Kremlin pour les droits de l'homme en Tchétchénie, Abdoul-Khakim Soultiygov, a qualifié cette enquête de « *provocation* » et affirmé que les chiffres présentés par l'organisation étaient de purs mensonges. [...]

Entre-temps, les autorités ingouches ont interdit la construction de nouveaux camps de réfugiés et deux d'entre eux ont été fermés ces derniers mois. Selon MSF, environ 28 000 des 64 000 réfugiés en Ingouchie ont été forcés à s'installer dans des caves, des fermes abandonnées ou des garages.

[...] Les responsables de MSF affirment que les réfugiés ont le sentiment de n'avoir pas d'autre choix que de partir. « Les responsables du comité des personnes tchétchènes déplacées leur ont dit que, s'ils ne partaient pas, ils n'auraient pas d'hébergement dans les centres temporaires établis à cet effet en Tchétchénie », informe [Kate] de Rivero [équipe de coordination de MSF France à Moscou]. « C'est pour cela que beaucoup de gens partent maintenant, parce qu'ils ne veulent pas être mis dehors plus tard, et se retrouver sans rien. »

Elle ajoute que les autorités ont adopté une approche plus discrète qu'en décembre, lorsqu'en coupant l'électricité et le gaz au camp de réfugiés d'Aki-lourt elles avaient suscité un début de scandale au niveau international. « Ils ont appris que le retour volontaire ne consistait pas à forcer les gens à monter dans des camions à la pointe des fusils », dit-elle. « Ils comprennent maintenant que couper le gaz pour les forcer à partir est inacceptable. C'est pour cela qu'ils sont plus subtils maintenant. »

Doudorev, le chef du Conseil de sécurité tchétchène, a déclaré que, dans les camps, les réfugiés étaient dorlotés et qu'il était temps qu'ils commencent à se débrouiller tout seuls. « Le problème avec les réfugiés en Ingouchie, c'est qu'ils s'habituent de plus en plus à ce que tous leurs besoins soient satisfaits gratuitement », a-t-il déclaré au cours d'une interview. « Plus ils restent dans les camps, plus ils deviennent paresseux. »

Son analyse a été reprise par d'autres responsables tchétchènes partisans de Moscou et par des soldats des camps ingouches.

Kate de Rivero constate que la propagation de telles allégations sert à justifier le déplacement de familles entières vers une région instable, même lorsqu'il existe des logements neufs disponibles dans une région sûre. « Ils ne laissent aucun choix à ces gens », dit-elle.



En discutant entre sections, on a ressenti la nécessité de recommencer à s'exprimer sur la Tchétchénie. Il y avait des changements en Ingouchie, dont l'objectif était d'essayer de faire revenir tous les Tchétchènes en Tchétchénie.

Donc toute la politique avait changé en Ingouchie, et maintenant il y avait toutes ces restrictions et ces limitations mises en place : réduction de l'approvisionnement en eau et en gaz dans les camps, toutes sortes de harcèlement. Le dernier coup a été celui des logements illégaux.

Les chiffres s'élevaient à quelque chose comme 150 000 déplacés, dont 50 000 n'étaient pas dans les logements officiels. C'étaient de petits logements, dans de vieilles usines, avec 100 personnes par-ci, 150 par-là, qui n'avaient jamais été reconnus comme des logements de déplacés. C'est à cette époque qu'on a décidé de faire cette rapide enquête, en regardant combien il y avait d'espace par personne, quelle quantité de nourriture et d'eau ils recevaient, dans le but de souligner les difficultés des déplacés en Ingouchie après ces changements dans

30. Station de radio indépendante et influente.

la politique d'assistance. C'était une décision inter-sections. Je ne sais plus qui a lancé la discussion, mais très rapidement on s'est mis d'accord et on est passés à la mise en œuvre.

Michiel Hofman, MSF Hollande, coordinateur pour le Caucase du Nord de mai 2001-juillet 2003 (en anglais).



Pour les prises de parole sur les rapatriements d'Ingouchie, au fur et à mesure que l'enlèvement d'Arjan s'éternisait, la tension augmentait concernant le fait que nos opérations étaient à marée basse. Et on était tous dans l'attente. Et pourtant il se passait vraiment des choses, on menait de véritables programmes. C'est la section française, qui intervenait de manière significative dans les camps de déplacés, qui avait investi dans la construction d'un nombre important de logements de meilleure qualité et qui avait réalisé une enquête au porte-à-porte sur la volonté ou non de rapatriement, révélant que les affirmations du gouvernement russe sur le caractère volontaire des rapatriements était complètement faux. On était vraiment inquiets de la situation des déplacés, de la dureté de leur sort et de la façon dont les agences internationales qui les soutenaient étaient insultées. Nous pensions que MSF faisait du bon travail et que les plus engagées dans ce travail étaient les sections française et belge. On reconnaissait le leadership des autres sections là-dessus, à la fois dans leurs programmes mais aussi dans l'élaboration du contenu des prises de parole, parce qu'ils avaient des éléments de preuves solides et sophistiqués basés sur des témoignages de première main. Donc, on reconnaissait que toute cette expérience leur donnait la responsabilité de s'exprimer. Nous, on n'avait pas la même expérience ou le même contact avec ces personnes. On était impliqués dans la discussion collective sur la question de savoir si on devait rester silencieux ou pas, et à mesure que le temps passait, on s'était ralliés à l'idée que le lien entre nos prises de parole et la sécurité d'Arjan n'était pas si étroit et que cela valait la peine de s'exprimer publiquement sur cette question. On a soutenu la diffusion de ce rapport et on considérait que cette démarche des Français et des Belges était tout à fait nécessaire.

Austen Davis, MSF Hollande, directeur général de 1999 à 2004 (en anglais).

TENSIONS ET MENACES CONTRE LES HUMANITAIRES

Cette prise de parole s'effectue dans un contexte de sécurité tendue. Dans les semaines précédentes, certains responsables d'organisations humanitaires, dont ceux de MSF, ont été victimes d'incidents qu'ils perçoivent comme des avertissements. Des représentants de MSF accompagnés de l'ambassadeur des Pays-Bas ont rencontré un vice-directeur du FSB qui leur a déclaré en substance qu'Arjan n'avait que ce qu'il méritait.

La déclaration de MSF à la conférence de presse a été préalablement discutée en détail et le port par l'équipe MSF de tee-shirts mentionnant Arjan Erkel a été finalement abandonné.

D'autre part, certains membres du personnel national se sont montrés réticents à cette prise de parole, voire à tout positionnement public. Désormais, ils n'attendent plus qu'on parle du sort des Tchétchènes, mais qu'on essaye de leur fournir des secours.



Cette enquête a mobilisé énormément de monde. Cela a été très mal pris par les autorités ingouches et par les Russes, qui nous l'ont fait savoir. Cela restait assez correct avec les officiels, mais rien ne bougeait. Pendant que Michiel [Hofman, le coordinateur de MSF Hollande] et moi étions occupés à briefer le responsable du HCR sur la situation des déplacés – il n'était pas du tout réceptif et plutôt embêté qu'on vienne lui parler de cela –, deux personnes sont entrées au domicile de Michiel pour lui voler le disque dur de son ordinateur et des documents. Tout était renversé dans tous les sens, une bouteille de whisky avait été ouverte mais son passeport et son argent sur place n'ont pas été touchés... Ils cherchaient de l'information. Puis un responsable d'une autre organisation s'est vu remettre, au cours d'un rendez-vous dans un parc, une disquette qui contenait des menaces de mort contre des hauts dignitaires des Nations unies, si ces dernières ne se taisaient pas sur les histoires de déplacements forcés de réfugiés. Avec les autres organisations on se voyait une fois par semaine, ou tous les quinze jours pour discuter un peu et échanger. Et puis j'ai été tabassé. Quelqu'un a frappé à la porte, j'ai ouvert et je me suis fait exploser la tête par le voisin que je connaissais simplement de vue. Il m'a tapé et il est parti. Ensuite on a appelé les policiers qui sont allés le chercher, et là, il m'a dénoncé comme résident illégal. Je venais de me faire agresser et je devais montrer mon passeport à la police, alors que je n'étais pas du tout dans l'illégalité ! L'histoire en est restée là. On a déménagé dans la nuit, et on a envoyé ensuite les chauffeurs prendre nos affaires. On n'y est jamais retournés.

Notre personnel national représentait MSF sur place, mais il y avait certaines choses qu'ils ne savaient pas. En revanche, ils en connaissaient d'autres, entre autres parce qu'ils avaient un meilleur contact que nous avec les autorités. Donc ils jonglaient entre MSF et leur vie personnelle. A priori ils n'étaient pas très en faveur de la communication, et plutôt contre l'enquête qu'on a faite. Ils étaient aussi contre les actions illégales, comme distribuer du bois aux réfugiés quand les autorités avaient coupé le gaz, car ils avaient peur. De façon générale, les Tchétchènes considéraient que personne n'avait rien à faire de la communication et que cela ne servait à rien. Ce qu'ils voulaient, c'était surtout qu'on soit là, qu'on donne du matériel dans les hôpitaux.

Gabriel Trujillo, MSF France, coordinateur dans le Caucase du Nord de janvier 2002 à juillet 2003 (en français).



On est allés au FSB. C'est un « château » au milieu de Moscou [la Loubianka], c'est glauque ! On entre, il n'y a personne. Puis quelqu'un vient vous chercher, on passe dans le couloir et on a l'impression d'entendre Soljenitsyne³¹ crier dans la cave... Mais il n'y a pas un mot, l'atmosphère est extrêmement intimidante. On entre dans une salle de réunion, on nous donne un petit crayon avec FSB marqué dessus... Pas de lumière... On se demande si on va en sortir... Ils le font exprès... On a été reçus par un des vice-directeurs, un général. À côté de lui pendant toute la réunion, un sous-fifre ne parlait pas, mais me fusillait du regard. Il n'était là que pour me regarder. J'étais face à ces messieurs avec Steve Cornish et l'ambassadeur des Pays-Bas qui nous avait permis d'avoir ce rendez-vous. On a débarrassé toutes nos inquiétudes par rapport à l'incompétence des enquêteurs locaux. Et la réponse a été : « Arjan Erkel a ce qu'il mérite... » Évidemment, ils ne l'ont pas dit aussi clairement. Et ils ont aussi dit qu'il s'en sortirait un jour. C'était du genre « on va lui donner une leçon ». C'était extrêmement intimidant. Le FSB n'en avait rien à faire de MSF.

Dr Thomas Nierle, MSF Suisse, responsable des urgences puis directeur des opérations de 2000 à 2004 (en français).

31. Alexandre Soljenitsyne, écrivain russe, persécuté par le régime soviétique, dont l'œuvre décrit le système concentrationnaire mis en place par ce régime.



J'ai été envoyée à Moscou pour faire cette conférence de presse devant la presse russe et internationale. Auparavant, j'avais déjà rencontré une série de journalistes. L'équipe de coordination était là dont la coordinatrice médicale, qui était venue pour répondre sur les questions médicales. La responsable de terrain était dans la salle et elle n'était pas à l'aise parce qu'elle avait peur. La chargée de communication de MSF Hollande est venue me voir la veille de la conférence pour que je lui lise mon discours. Elle l'a fait très gentiment, mais en me faisant comprendre qu'elle me mettait « sous contrôle ». Je ne voulais pas faire les choses en mauvaise entente, ce n'était pas possible. Déjà, on avait forcé la main aux Hollandais. Ils l'avaient accepté, avec une relative bonne foi, il faut le reconnaître. Sur les témoignages comme sur le reste, elle ne s'est pas permis de faire des commentaires. Elle n'avait qu'une obsession, c'était la phrase que j'allais dire sur Erkel. Mais sur le reste, MSF Hollande avait déjà cédé. Kenny [Gluck] était directeur des opérations à ce moment-là. Je me suis toujours dit qu'il avait laissé faire. D'ailleurs, il n'a jamais empêché la communication. Donc, quand j'ai répété la lecture de mon discours à 9 heures du soir dans l'appartement de Moscou, notre coordinateur a fait finalement plus de remarques que la chargée de communication de MSF Hollande sur le contenu de mes phrases et sur la dureté d'un certain nombre de propos.

Pendant deux jours on a discuté régulièrement de savoir si on pouvait porter des tee-shirts « Arjan a disparu » ou pas. Pour notre équipe, cela semblait évident, mais au final nous n'avons pas eu l'autorisation de le faire. Ils disaient qu'il ne fallait pas parler d'Arjan. Moi je répondais qu'on ne pouvait pas faire une conférence de presse sans dire qu'on avait quelqu'un de MSF qui était enlevé. On a donc pesé chaque mot de la déclaration que j'avais faite. J'ai quand même réussi à dire qu'on avait quelqu'un d'enlevé en Tchétchénie, mais dans des termes d'une prudence extrême.

*Anne Fouchard, MSF France, directrice adjointe de la communication de juillet 2000
à juillet 2004 (en français).*



MSF a décidé de faire cette communication parce que les autorités fermaient les camps, et ne proposaient pas d'alternative aux gens. Nous, le personnel national, nous n'étions pas pour cette prise de parole publique car nous avons peur des conséquences. Le communiqué de presse a été préparé à Moscou. On l'a lu, on était contre l'expression « le retour forcé » dans le titre. On disait : « Même si on dit la vérité, il faut le faire discrètement. » Je me suis battue, j'ai été vraiment très agressive avec Gabriel. Je disais : « On ne peut pas faire comme cela, ce n'est pas possible, il faut au moins changer le titre. » Finalement, ils l'ont quand même changé. Notre logique, c'était : « Quand tu prends la parole, après il arrive qu'il se passe quelque chose de grave. » On avait vu Kenny à la télévision et on se disait que c'était peut-être pour cela qu'il avait été kidnappé. Arjan, on ne le connaissait pas du tout, il ne travaillait pas en Tchétchénie directement de notre côté. Je ne sais pas dire pourquoi il a été enlevé. Lors des visites de Loïc [Barriquand, responsable de programme MSF France], je lui ai toujours dit que je n'étais pas pour les communiqués de presse qui parlent des droits de l'homme. Nous ne sommes pas une organisation qui défend les droits de l'homme. Pour cela, il y a d'autres organisations. Nous, en tant que Médecins Sans Frontières, si on veut parler, on parle de ce qu'on voit nous-mêmes. Décrire la situation qu'on voit au quotidien dans nos activités, dans les pays où on travaille : oui, mais d'une manière discrète. Si un mot qui n'est pas bien formulé ou une phrase peut créer des problèmes, est-ce que cela vaut la peine de le faire ? On doit peser le pour et le contre : arrêter toutes les activités à cause de cela ou bien attendre ou parler d'une autre façon. Le souci qu'on avait c'était : si on dit quelque chose

contre les autorités, cela peut après se répercuter pas seulement par un enlèvement mais aussi par des problèmes pour mettre en œuvre nos activités.

E, membre du personnel de MSF recruté dans le Caucase du Nord (en anglais).



On n'a pas dit qu'on ne sortirait plus d'informations, mais que pour les prises de parole « rentre-dedans » on utiliserait un responsable du siège plutôt que du terrain. On voulait que les personnes qui avaient eu des responsabilités sur le terrain puissent y retourner sans avoir d'ennuis et on voulait éviter les pressions sur le terrain. Il fallait donc que cela soit séparé. Les membres du personnel national n'étaient pas d'accord, parce qu'ils avaient peur pour leur sécurité et pour leur emploi. Avant on s'asseyait ensemble, et s'ils disaient non, on ne le faisait pas. Là on s'asseyait toujours, mais on ne prenait plus en compte leur avis. Pendant l'été, j'ai appris par les ambassades qu'au cours de cette prise de parole il y avait eu des déclarations qui étaient allées bien au-delà de ce qui était dit dans le rapport et que cela n'avait pas amélioré la situation. Ils se sont peut-être laissés prendre par l'émotion. En tout cas, le personnel national n'était pas d'accord.

Steve Cornish, MSF France, coordinateur en Géorgie de janvier à avril 2000, puis en Ingouchie de septembre 2000 à janvier 2001; MSF Suisse, représentant en Fédération de Russie d'août 2002 à avril 2004 (en français).

En mai, le procès des deux hommes accusés de l'enlèvement de Kenny Gluck en janvier 2001 se déroule à Rostov-sur-le-Don. Kenny décline l'invitation à comparaître, afin de ne pas cautionner un verdict qu'il redoute cruel.



Article de **Kommersant** (Russie) sur le procès de deux personnes accusées de l'enlèvement de Kenny Gluck, 20 mai 2003 (traduit du russe vers l'anglais puis vers le français).

Extrait :

Hier le procès de deux Tchétchènes – Gakaev (26 ans) et Kataev (32 ans) – a commencé à Rostov-sur-le-Don. Ils sont accusés de l'enlèvement de Kenny Gluck, le coordinateur de MSF dans le Caucase du Nord en 2001. La victime du crime ne s'est pas déplacée en Russie, donc la cour a décidé de continuer l'audition de ce cas sans lui.

Selon l'enquête, Gakaev et Kataev étaient membres d'un détachement placé sous les ordres du commandant Anzor Moukaev. Le procès concernant ce cas a commencé début avril 2003, mais il a été vite suspendu : les prévenus, leur avocat et le procureur souhaitaient la présence de la victime devant la cour.

Pourtant, le siège de MSF à Amsterdam avait informé la cour que M. Gluck était en mission humanitaire en Irak et ne pourrait pas assister au procès.

L'audition du cas a été ajournée au 19 mai en espérant que l'Américain pourrait se rendre à Rostov à ce moment-là. En particulier parce que, deux mois plus tôt, il avait envoyé un fax au tribunal de Rostov déclarant qu'il souhaitait assister lui-même au procès. Mais il n'est jamais venu.

Selon le juge [...] à une seconde demande Amsterdam a répondu que M. Gluck ne pourrait pas se rendre en Russie car il était toujours en Irak. Après cela le juge a décidé de poursuivre le procès sans la victime.

Les personnes concernées ont été averties que les autorités judiciaires avaient fait de leur mieux pour assurer la présence de la victime devant le tribunal mais que les responsables de MSF leur avaient dit que « ce n'était pas possible ».

Toutefois, hier, l'adjoint au procureur général de la Fédération de Russie, [...], a déclaré au cours d'une conférence de presse que le bureau du procureur ferait tout son possible pour obtenir la présence de Kenny Gluck devant le tribunal. Selon lui la procédure d'audition des citoyens étrangers est très difficile, car ces personnes sont membres d'organisations internationales et « elles bénéficient légalement d'une exemption d'interrogatoire ».

Le procureur public [...] a ajouté que les accusés souhaitaient la présence de M. Gluck parce qu'à plusieurs reprises dans ses interviews aux médias étrangers il avait déclaré que ses ravisseurs l'avaient bien traité, bien nourri et ne l'avaient presque jamais battu. De plus les accusés affirment qu'ils n'ont jamais vu la victime auparavant.



Cela a fait vraiment débat. Quand la Russie a requis notre témoignage, nous n'avons pas refusé. On a en quelque sorte fait comme le font souvent les Espagnols en disant : « mañana, mañana » (demain, demain). On n'y est pas allés parce que le système judiciaire russe était extrêmement corrompu. On ne voulait pas participer à une procédure illégitime, sachant que d'ordinaire les Russes utilisent la violence et la torture pour forcer les gens et qu'on n'aurait eu aucun contrôle. On a pensé que cela enverrait un mauvais message en direction des Tchétchènes. Ce qu'on a dit aux Russes, dans une lettre officielle au juge, c'était : « Nous voulons coopérer, mais dans le cadre d'une procédure contrôlée. Nous témoignerons devant un juge néerlandais. » Il existe un traité international concernant la coopération judiciaire en matière de recevabilité des preuves. Un pays tiers peut fournir des preuves devant un tribunal néerlandais qui transmettra ces preuves aux Russes. Donc le procureur russe doit se rendre en Hollande et faire l'interrogatoire devant un juge hollandais. Mais ils ne l'ont pas fait : « Oubliez tout cela, nous n'avons pas besoin de votre information. »

Kenny Gluck, MSF Hollande, conseiller et coordinateur pour le Caucase du Nord de novembre 1999 à janvier 2001, directeur des opérations de 2001 à 2005 (en anglais).

Dans l'édition de l'hebdomadaire russe indépendant *Novaïa Gazeta* du 8 mai, Viatcheslav Izmaïlov affirme qu'Arjan Erkel pourrait être en vie et qu'avant son enlèvement il avait confié ses inquiétudes aux services de sécurité tout en déclinant une offre de protection par un garde armé.

Le 12 mai 2003, dans un communiqué de presse, MSF rapporte que, selon les enquêteurs russes, Arjan est vivant, s'en réjouit et demande des efforts supplémentaires pour assurer sa libération.



« Arjan Erkel pourrait être encore en vie » Viatcheslav Izmaïlov, *Novaïa Gazeta* (Russie), 8-11 mai 2003 (traduit du russe vers l'anglais puis vers le français par MSF).

Extrait :

Jusqu'ici, aucune information n'était disponible sur le sort d'Arjan. Toutefois, selon les services de sécurité daguestanais, le téléphone mobile d'Arjan a sonné il y a un mois et un médiateur a fait son apparition...

Le RUBOP [acronyme anglais de Département régional de lutte contre le crime organisé], dirigé par le colonel Kouliev, et le département régional des services de sécurité fédéraux travaillent en étroite coopération.

Dix jours avant son enlèvement, Arjan avait rendu visite au RUBOP en compagnie de son interprète.

Le colonel Kouliev lui avait suggéré d'utiliser une escorte armée. Arjan avait refusé cette solution, comme le refusent généralement les représentants de MSF. Selon nos sources, Arjan a fait part au département régional des services de sécurité de ses inquiétudes sur la possibilité d'un enlèvement. Toutefois, ces derniers n'ont pris aucune mesure de prévention. Nous supposons que certains membres des services de sécurité sont vraiment impliqués dans l'enlèvement d'Arjan.

Des cas similaires d'enlèvements sont bien connus. En janvier 2000, Andreï Babitski, le correspondant de *Radio Svoboda* (Radio Liberté), avait été pris en otage dans le village d'Avtoury, dans le district de Chalinski, par un membre des services de sécurité fédéraux. [...] En janvier 2001, Kenneth Gluck, le représentant de MSF Hollande, avait été kidnappé dans le village de Starye-Atagui. Il avait passé du temps dans le district de Tchichki. Un mois plus tard, le FSB mettait en scène sa libération.

Les actions du FSB peuvent s'expliquer par le fait que les services de sécurité n'apprécient pas la présence des missions humanitaires dans le Caucase du Nord, car elles informent le Conseil de l'Europe sur les violations des droits de l'homme dans la région.

Après un voyage au Daguestan et des rencontres informelles avec les représentants des services de sécurité, j'ai tendance à croire qu'Arjan Erkel est encore vivant. Magomedali Magomedov, qui est à la tête de la république, pense la même chose. Je suppose qu'il a des raisons de le penser.



« Les enquêteurs russes affirment à MSF qu'Arjan Erkel est vivant. MSF se réjouit de la nouvelle, mais exige que des efforts plus consistants soient produits pour assurer sa libération » **Communiqué de presse** de MSF Genève / Moscou, 12 mai 2003 (en français).

Extrait :

Neuf mois jour pour jour après l'enlèvement d'Arjan Erkel, chef de mission dans le nord du Caucase, les enquêteurs russes ont assuré à Médecins Sans Frontières qu'Arjan Erkel était vivant. Le mystère reste cependant entier quant à son lieu de détention, ainsi que sur l'identité et les motivations de ses ravisseurs. Cette situation est insupportable pour la famille d'Arjan et pour MSF.

« Nous avons rencontré à plusieurs reprises, récemment, les responsables russes et daguestanais qui enquêtent sur la disparition d'Arjan. Ces interlocuteurs nous ont confirmé qu'Arjan était en vie. Cependant, à ce jour, ils ne peuvent en aucune manière garantir sa sécurité, ni sa libération. C'est pourquoi nous en appelons une fois de plus au président Poutine et lui demandons de tout mettre en œuvre pour aider à trouver un dénouement satisfaisant à cette affaire », déclare le Dr Morten Rostrup, président international de MSF. Arjan Erkel, âgé de 33 ans, a été enlevé par trois hommes armés le 12 août 2002 à Makhatchkala, capitale de la république fédérale du Daguestan.

L'enquête ouverte depuis neuf mois n'a toujours pas réussi à localiser Arjan ni à faire comprendre les intentions de ses ravisseurs. Selon MSF, pour qu'Arjan soit libéré, il est indispensable que les plus hautes autorités russes s'impliquent directement. Or les demandes d'entretien de MSF avec l'administration présidentielle ont toutes été refusées jusqu'à présent.

« Le président Poutine doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour la libération d'Arjan », déclare le Dr Morten Rostrup.

Tant qu'il n'est pas libéré, la réalité de l'aide humanitaire en Fédération de Russie sera encore plus illusoire qu'elle ne l'est à présent. Aujourd'hui, Arjan Erkel est le seul travailleur humanitaire étranger dans le nord du Caucase à demeurer entre les mains de ses ravisseurs. Mais le cas d'Arjan n'est pas unique dans la région du nord du Caucase : depuis plusieurs années, la communauté des volontaires humanitaires a fait l'objet de menaces et d'enlèvements à répétition. Rien qu'en 2002, il y a eu au moins quatre cas de prise d'otages parmi le personnel des organismes humanitaires.

« Les enlèvements de civils, y compris de volontaires humanitaires, sont des crimes odieux, qui freinent considérablement l'action de l'ensemble des organismes humanitaires, par crainte de représailles et d'agressions. Une fois de plus, c'est la population civile qui en paie le prix », ajoute le Dr Rostrup.

Le 14 mai 2003, dans un communiqué de presse, MSF France annonce que ses équipes médicales ont porté secours aux victimes d'une attaque contre un bâtiment du FSB à Znamenskoïe, en Tchétchénie, dont le bilan s'élève à 57 morts et 300 blessés.



« MSF a envoyé des équipes médicales pour venir en aide aux civils blessés de Znamenskoïe, en Tchétchénie » **Communiqué de presse** de MSF Paris / Moscou, 14 mai 2003 (en français).

Extrait :

Suite à l'attaque qui a frappé, lundi 12 mai, la région de Znamenskoïe, des équipes médicales de Médecins Sans Frontières (un médecin et deux chirurgiens) sont intervenues pour apporter du matériel et des soins aux blessés. Un kit pansement pour 300 blessés et des antibiotiques injectables ont été donnés aux hôpitaux qui ont accueilli 103 blessés à Znamenskoïe et 46 à Mozdok. Trois autres hôpitaux avaient déjà été pourvus en matériel de soins la semaine précédente.

Depuis l'enlèvement à Makhatchkala, Daguestan, de son chef de mission, Arjan Erkel, le 12 août dernier, Médecins Sans Frontières a suspendu toutes ses opérations en Tchétchénie, à l'exception de soutiens ponctuels en urgence. MSF continue à approvisionner certains hôpitaux en matériel médical et médicaments vitaux.

Cette dernière attaque, qui aurait fait, selon les bilans, 59 morts et plus de 200 blessés, dans la région de Znamenskoïe pourtant considérée comme l'une des régions les plus calmes de la république, montre une fois de plus que la situation est très loin d'être normalisée dans cette république, contrairement aux déclarations optimistes des autorités.

Le 17 mai 2003, au cours de l'assemblée générale de MSF France³², en réponse à une question sur son rapport moral, le président pointe les responsabilités des autorités russes dans l'affaire Erkel.

32. L'assemblée générale est ouverte au public.



« **Rapport moral** à l'assemblée générale de MSF France » Jean-Hervé Bradol, président de MSF France, 17 mai 2003 (en français).

Extrait :

La Tchétchénie

Un autre exemple de guerre totale où nous nous accrochons au terrain en dépit des violences exercées contre la population mais aussi contre les organismes d'aide.

Nous ne nous sommes pas résignés à l'inaction face à l'intensité de la répression. Nous nous sommes battus pour construire des abris décents, ainsi que des latrines, des douches, des laveries, des points d'eau, des systèmes de chauffage (très important dans cette région où il fait très froid l'hiver) pour les Tchétchènes réfugiés en Ingouchie. Nous organisons des soins médicaux pour les femmes et les enfants réfugiés en Ingouchie ou vivant dans les régions limitrophes de la Tchétchénie.

Nous nous sommes accrochés sur une question particulièrement difficile : tenter d'apporter des soins aux personnes blessées dans ce conflit, y compris aux combattants indépendantistes à travers un soutien soit aux hôpitaux qui fonctionnent en Tchétchénie, soit aux médecins qui acceptent encore de pratiquer des soins de manière indiscriminée, dans l'esprit des conventions de Genève.

Pourquoi a-t-il fallu s'accrocher ? Parce que nous-mêmes, comme d'autres organismes d'aide, avons été victimes d'attaques particulièrement sévères. Je pense à l'enlèvement de notre collègue, Arjan Erkel, chef de la mission de la section suisse au Daguestan, enlevé le 12 août 2002 et qui n'a toujours pas été libéré. La bonne nouvelle, c'est que nous savons qu'Arjan est vivant. Nous nous en réjouissons mais sommes encore en attente de sa libération.

Le travail pour tenter d'obtenir sa libération explique pourquoi Thomas Nierle, un des membres du conseil d'administration, est absent aujourd'hui, puisqu'il est à Moscou dans le cadre de ce dossier.

Je ne vais pas entrer dans les détails, car le sujet est sensible, mais rendre des comptes à l'assemblée générale nécessite d'être clair sur cette question. La conviction des personnes qui travaillent sur le dossier d'Arjan au quotidien, qui ont mené les recherches, est que nous sommes en butte à l'hostilité de l'État russe et de ses services de sécurité. La mission en direction des populations tchétchènes est une mission difficile qui a pu être menée et continuer à être menée car il y a eu une prise de responsabilité importante de la part des personnels de terrain tchétchènes.

Fin mai 2003, la déclaration finale du sommet Union européenne / Fédération de Russie à Saint-Pétersbourg mentionne la nécessité de résoudre politiquement la question tchétchène. Pendant ce sommet, le Premier ministre néerlandais, Balkenende, a publiquement soulevé la question du sort d'Arjan Erkel, et Vladimir Poutine a déclaré que cette question faisait partie de ses préoccupations.



« L'Union européenne promet son soutien au plan de paix de la Russie en Tchétchénie » **AFP** (France), 31 mai 2003 (en anglais).

Extrait :

La déclaration finale du sommet mentionne le contentieux tchétchène malgré l'opposition initiale de Moscou.

La Russie et l'Union européenne « ont pris note du récent référendum et expriment l'espoir que le processus politique qui vient d'être lancé ainsi que le développement économique et social ramèneront un État de droit qui favorise la protection des droits de l'homme et finalement une réelle réconciliation en Tchétchénie ». [...]

Poutine a assuré son homologue néerlandais, Jan Peter Balkenende, de la poursuite des recherches concernant le médecin néerlandais kidnappé au Daguestan en août alors qu'il travaillait avec Médecins Sans Frontières dans le sud de cette république voisine de la Tchétchénie.

« Le cas d'Arjan Erkel est une manifestation du terrorisme qui menace également tous les autres pays. Nous continuerons nos efforts de recherche », a déclaré Poutine.

Les autorités russes ont annoncé qu'elles savaient que le médecin néerlandais était vivant, mais n'avait aucune idée de l'endroit où il se trouvait.

Le 12 juin 2003, dix mois après l'enlèvement d'Arjan, MSF diffuse un communiqué de presse en insistant de nouveau sur l'absence de nouvelles d'Arjan malgré les assurances des autorités russes.



« Arjan Erkel, enlevé il y a dix mois » **Communiqué de presse** de MSF, 12 juin 2003 (en français).

Extrait :

Ce jeudi 12 juin, cela fera précisément dix mois qu'Arjan Erkel, chef de mission MSF d'origine néerlandaise, a été enlevé au Daguestan, en Russie. Il y a quelques semaines, les enquêteurs russes nous assuraient qu'Arjan était encore en vie. Nous ne savons cependant toujours pas où il est, qui le retient, ni pour quel motif il a été enlevé. Cette incertitude est de plus en plus pénible pour la famille d'Arjan et pour MSF.

Durant le sommet européen à Saint-Pétersbourg, le président Poutine a fait savoir au ministre-président Balkenende (le Premier ministre hollandais) que les recherches se poursuivaient. Jusqu'à aujourd'hui, les enquêteurs n'ont pas encore pu dire où se trouvait Arjan.

Depuis le premier jour de l'enlèvement, MSF s'implique sans relâche via des équipes de crise à Moscou, Genève et Amsterdam. Des contacts ont été pris à tous les niveaux ; depuis les contacts politiques internationaux et nationaux jusqu'aux réseaux locaux informels. Ces efforts n'ont malheureusement pas non plus permis d'établir un contact avec les ravisseurs.

MSF ne désespère cependant pas et fait une fois de plus un appel pressant aux ravisseurs d'Arjan pour qu'ils le libèrent au plus vite.

À la mi-juin 2003, le coordinateur de la section française en Fédération de Russie est arbitrairement empêché de quitter le territoire russe. Nicolas de Torrente, le directeur général de MSF États-Unis, présente à sa place devant la commission Caucase de la Commission sur la sécurité et la coopération en Europe du Congrès des États-Unis³³ la position de MSF concernant le retour forcé des réfugiés en Tchétchénie. Ce discours est appuyé par la diffusion d'un communiqué de presse.

33. Commission composée de sénateurs et parlementaires indépendante du gouvernement étasunien, chargée de surveiller et encourager la cohérence dans l'application des accords d'Helsinki et les engagements de l'OSCE.



« Les personnes déplacées dans la région du Caucase et le sud-est de l'Anatolie »
Discours de Gabriel Trujillo, coordinateur MSF en Russie, prononcé par Nicolas de Torrente, directeur général de MSF États-Unis, 10 juin 2003 (en anglais).

Extrait :

Gabriel Trujillo, notre coordinateur en Russie, aurait beaucoup aimé être ici aujourd'hui et partager avec vous son expérience de travail en prise directe avec cette population. Je regrette vraiment que des délais dus à des questions administratives l'aient empêché de témoigner aujourd'hui. [...]

En conclusion, j'aimerais en venir au rôle de la communauté internationale dans ce que nous considérons comme un échec dans le maintien du respect des droits des civils tchétchènes, et en fait dans l'abandon de ces derniers à leur sort.

Mis à part les déclarations obligatoires aux rencontres au sommet, les conférences de presse et les forums publics, la communauté internationale, dont les États-Unis, a échoué à alléger les souffrances des civils tchétchènes.

Depuis des années, les États-Unis font des déclarations générales pour dire qu'il faut rendre des comptes sur les violations des droits de l'homme en Tchétchénie, que les organisations humanitaires doivent avoir un accès illimité aux personnes dans le besoin et que les déplacés tchétchènes ne doivent pas être rapatriés de force.

Je crois que l'administration a également affirmé qu'elle soulevait ces questions à l'occasion de chaque rencontre avec ses homologues russes.

Toutefois, le résultat de cette stratégie est une absence d'impact positif sur les vies des civils en Tchétchénie et les déplacés tchétchènes en Ingouchie.

En janvier 2003, après la fermeture du camp d'Aki-lourt, le porte-parole du département d'État a accueilli avec satisfaction les assurances répétées de la Russie selon lesquelles les personnes déplacées ne seraient pas forcées à rentrer contre leur gré.

Ces soi-disant assurances n'ont pas empêché une campagne de pression au retour sur les déplacés tchétchènes. Il semble clair qu'il ne suffit pas que les États-Unis et la communauté internationale fassent régulièrement les mêmes déclarations diplomatiques et dénuées de contenu sur leurs inquiétudes concernant la situation dans la région.

La guerre contre la terreur menée par les États-Unis ne devrait pas être utilisée comme prétexte par la Russie pour continuer à violer les droits fondamentaux.

En reliant les événements de Tchétchénie à la guerre mondiale contre la terreur, le gouvernement russe s'est signé à lui-même un chèque en blanc pour poursuivre sa campagne répressive en toute impunité. [...]

Voici les recommandations que nous aimerions vous soumettre. MSF demande instamment au gouvernement et au congrès étasuniens de prendre toutes les mesures appropriées, qu'elles soient politiques, diplomatiques ou publiques, afin de presser de toute urgence les autorités russes, ingouches et tchétchènes de supprimer immédiatement toutes les dispositions officielles et officieuses destinées à obliger les déplacés tchétchènes, en particulier ceux d'Ingouchie, à retourner dans une Tchétchénie ravagée par la guerre.

Nous demandons également aux États-Unis de faire pression sur la Russie afin que soient respectés l'intégrité physique des personnes déplacées et leurs droits fondamentaux à recevoir une assistance et une protection efficace dans une région sûre d'Ingouchie et ailleurs en Fédération de Russie. De faire pression sur la Russie afin que soient respectées les obligations imposées par le droit international humanitaire

d'autoriser les organisations humanitaires à exercer pleinement leur droit d'assister les Tchétchènes dans le Caucase du Nord, en particulier en levant les mesures administratives qui bloquent la livraison des logements alternatifs pour les déplacés tchétchènes en Ingouchie. De faire pression sur la Russie afin qu'elle fasse toutes les démarches nécessaires pour mettre fin aux détentions illégales et aux autres formes de violence affectant les travailleurs humanitaires dans le Caucase du Nord. Afin qu'elle assume le fait que ses responsabilités de base, en accord avec le droit humanitaire international, consistent à prodiguer sécurité et liberté de mouvement au personnel humanitaire.

Nous demandons aux États-Unis de soulever également auprès du président Poutine et des autres responsables russes de haut rang le cas d'Arjan Erkel, volontaire de MSF kidnappé, en demandant particulièrement qu'au plus haut niveau et en priorité un engagement politique soit pris qui permette d'obtenir que notre collègue soit libéré sain et sauf. De leur demander d'accepter de rencontrer des représentants de MSF pour discuter de l'enquête en cours sur ce cas.

Arjan Erkel est porté disparu depuis maintenant dix mois. Nous avons été informés par les autorités qu'elles le savaient vivant, mais elles n'ont pu nous donner aucune information vérifiable sur le lieu de sa détention, l'identité de ses ravisseurs, leur motif, ni de garanties sur sa sécurité actuelle et sur la méthode à suivre pour obtenir sa libération saine et sauve.

Au bout de dix mois, l'absence de progrès significatif dans les éléments de l'enquête montre qu'il existe une obstruction à la libération d'Arjan, et suscite des inquiétudes quant à la volonté réelle des autorités russes de résoudre ce cas.

Jusqu'ici nos demandes répétées de rendez-vous avec l'administration présidentielle de Russie pour discuter du cas ont été refusées, même lorsque nous avons apporté 300 000 signatures émanant de citoyens du monde entier qui sollicitaient ce rendez-vous.



« Les déplacés tchétchènes renvoyés de force en zone de guerre » **Communiqué de presse** de MSF États-Unis, 10 juin 2003 (en anglais).

Extrait :

Dans le cadre d'un témoignage délivré devant la commission Helsinki, la commission conjointe du Congrès étatsunien sur la sécurité et la coopération en Europe, Médecins Sans Frontières a demandé instamment au gouvernement des États-Unis de mettre fin immédiatement à toutes mesures officielles et officieuses mises en place pour obliger les déplacés tchétchènes à rentrer dans une Tchétchénie ravagée par la guerre.

Depuis des mois, les autorités en Ingouchie réduisent l'assistance, coupent l'électricité et l'eau, menacent de fermer les camps et empêchent les organisations humanitaires indépendantes de fournir de l'aide à des milliers de déplacés. MSF a construit 180 logements alternatifs, qui demeurent inhabités car les gens ne sont pas autorisés à y emménager.

Les détachements militaires ont pris position près des camps, comme ils l'avaient fait peu de temps avant l'opération qui avait vidé de ses résidents le camp d'Aki-lourt, en décembre 2002.

Même confrontées à de telles pressions, presque toutes parmi les 16 499 personnes déplacées interviewées par MSF en février disent qu'elles préféreraient rester dans ces conditions accablantes plutôt que de retourner en Tchétchénie où 90 % d'entre elles craignent pour leur sécurité. [...].

« Ces gens sont désespérés. Un homme a dit à notre personnel que si les camps étaient fermés, il creuserait simplement une fosse dans le sol et s'y installerait avec ses enfants », raconte Nicolas de Torrente. « Les autorités administratives russes, ingouches et

tchétchènes agissent en toute impunité à l'encontre des civils déplacés par la guerre, mais ces familles sont laissées sans aucun choix et doivent retourner en zone de guerre. Les États-Unis doivent mettre en œuvre toutes les mesures appropriées, qu'elles soient politiques, diplomatiques ou publiques, pour aider à mettre fin à ces violences. »



On était prudents, mais cela n'enlevait rien au fait que le contenu de nos messages pouvait déplaire. Je devais me rendre aux États-Unis pour faire avec Nicolas de Torrente [directeur général de MSF États-Unis] une présentation sur toutes les pressions exercées sur les déplacés. J'étais avec ma femme et mon fils à l'aéroport de Moscou. Au moment où on passe les contrôles, les agents de l'immigration disent que ma femme et mon fils ne peuvent pas sortir parce qu'ils n'ont pas de visa de sortie. Je leur dis que moi non plus, je n'ai pas de visa de sortie. Et ils me disent que moi je peux quand même y aller. Je leur rétorque que je ne pars pas sans ma famille et ils me confisquent les trois billets d'avion. Impossible de discuter avec qui que ce soit. Donc on décide de rentrer à la maison et on lance les démarches pour obtenir les extraits de casier judiciaire qu'ils demandent. Cela peut traîner pendant des mois et en attendant, on n'a pas de passeport, on ne peut pas bouger. L'ambassade britannique³⁴ ne veut rien faire. Ils nous disent que cela arrive de temps en temps... Finalement, on se « débrouille » tout seuls et on ne perd qu'une semaine. Mais c'est Nicolas qui présentera le papier.

Gabriel Trujillo, MSF France, coordinateur dans le Caucase du Nord de janvier 2002 à juillet 2003 (en français).

Dès que le coordinateur Caucase du Nord de MSF France a quitté la Russie, l'équipe de MSF États-Unis organise avec lui une série de briefings sur la situation des déplacés dans le Caucase et sur le sort d'Arjan Erkel auprès de différentes instances des Nations unies, de l'administration et de la presse étasunienne.



« Réunions à Washington sur la situation humanitaire dans le Caucase du Nord, 16-18 juin 2003 » **Mémo** de Patrice Page, département des programmes, MSF États-Unis, 25 juin 2003 (en anglais).

Extrait :

Il est clair qu'ils [les autorités étasuniennes] sont tous embarrassés / nerveux face à la situation en Tchétchénie et dans les républiques voisines, mais aussi face à leur propre politique en Tchétchénie vis-à-vis de la Russie.

Ils n'aiment plus et ne veulent plus entendre parler de la Tchétchénie. Cela commence à ressembler à l'ONU où la Tchétchénie a toujours été taboue, alors que dans le passé à Washington elle a toujours suscité un peu d'attention et de réaction dans la mesure où c'était un bon moyen de prouver que « le diable / monstre soviétique est toujours vivant ».

Susceptibles / nerveux sur le sujet parce qu'ils ont besoin de justifier la relation personnelle entre les deux présidents comme étant le meilleur moyen d'avancer, mais aussi vis-à-vis de nous, à cause du cas embarrassant d'Arjan.

34. L'épouse et le fils de Gabriel sont de nationalité britannique.

Si nous comparons avec l'année dernière (février 2002), lorsque nous avons fait la tournée avec le précédent rapport de MSF France, les réactions étaient plus positives sur les possibilités de soulever les questions et de les faire aller de l'avant, etc. Aujourd'hui, ils nous ressortent les boniments habituels sur le sujet (« nous soulevons la question à chaque occasion que nous avons de discuter avec eux, à tous les niveaux ») sans aucune conviction et ils s'accrochent clairement au référendum pour justifier une approche plus policée vis-à-vis de la Russie (« cela pourrait représenter le début d'une solution ou le début d'un réel processus politique... »). Ils mélangent également les atteintes aux droits de l'homme commises par la Russie avec toute la question du terrorisme, ce qu'ils ne faisaient pas il y a encore quelques mois. Finalement, ils nous disent qu'on ne doit pas se faire beaucoup d'illusions sur les capacités du Conseil de sécurité à convaincre les autorités russes sur ces questions (« il est désormais plus difficile de travailler avec ce gouvernement, ils sont très susceptibles, ils avancent lentement, nous n'avons plus aucun levier, etc. »).

Donc, évidemment, des choix ont été faits parmi d'autres priorités internationales et le sort des déplacés tchétchènes. En gros, ils se débarrassent du bébé.

Sur la situation en Tchétchénie et dans les républiques voisines, ils ne contredisent pas notre analyse de la situation, pas du tout. Ils sont d'accord avec notre évaluation de la situation (humanitaire, droits de l'homme) et les responsabilités des autorités.

Ils parlent même d'un processus de rapatriement immoral, un nid à impunité, etc. Ils ont posé des questions précises sur le processus de rapatriement (statistiques, types de mesures employées, par quelle autorité), la situation humanitaire en Tchétchénie (parc de logements, notre espace de travail) et les conditions de sécurité en Ingouchie (qui précisément est responsable des violations des droits de l'homme, la réponse de Ziazikov sur la question des logements alternatifs, d'autres contraintes administratives, etc.). Ils étaient un peu surpris que, même si les camps ne sont plus fermés, le processus continue.



« Forcés au retour » Éditorial, *The Washington Post* (États-Unis), 28 juin 2003 (en anglais).

Extrait :

De temps en temps, il plaît à M. Poutine d'annoncer que la guerre est finie. Les dizaines de milliers de Tchétchènes réfugiés sans abri dans les provinces voisines, qui ont peur de rentrer, composent un tableau visible et embarrassant qui rend cette fiction caduque. Donc, les forces russes ont commencé à faire pression sur ces personnes déplacées pour qu'elles rentrent contre leur gré dans des camps de réfugiés en Tchétchénie. Cette pression s'opère par divers moyens, selon les employés de l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières, qui ont enquêté : en détruisant les tentes dans lesquelles ils vivent, en coupant l'eau ou l'électricité, en menaçant les hommes tchétchènes d'arrestation ou pire.

Ce retour forcé ne représente qu'une petite partie des malheurs qui s'abattent sur le peuple tchétchène, mais – à part les combats, qu'à ce stade personne ne sait comment arrêter – il est facile de les prévenir.

Ces dernières années, le département d'État s'est opposé aux programmes de retour déclarés par les Russes, avec une certaine efficacité.

Cette année, la pression russe est plus biaisée et le gouvernement des États-Unis semble n'avoir aucun désir de troubler « mon bon ami Vladimir Poutine », comme l'a récemment appelé le président Bush.

Le président russe a été honoré la semaine dernière avec la première visite d'État d'un responsable russe à Londres en cent vingt-neuf ans, il a festoyé avec Sa Majesté et

voyagé dans le carrosse royal. Pendant ce temps, personne ne parle des civils tchétchènes qui sont reconduits comme du bétail vers une zone de guerre et de kidnapping.



Ensuite on a organisé des rendez-vous avec des gens qui suivaient le dossier russe dans l'administration et la presse américaines et aux Nations unies, aussi bien à Washington qu'à New York. Un matin, je donne une interview au Washington Post et un peu plus tard, je donne une conférence de presse assez dure. Je demande à Kris [Torgeson, directrice de la communication MSF États-Unis] si j'ai été suffisamment clair et elle me fait comprendre du regard que oui. À la fin de la conférence de presse, le représentant de l'ambassade de la Fédération de Russie vient nous voir et me demande si je considère le problème de l'aéroport comme un petit problème administratif ou comme autre chose... J'ai eu froid dans le dos.

Au rendez-vous, on a commencé à parler d'Erkel. On pensait que les Américains avaient aussi une certaine responsabilité dans l'histoire, que cela les intéressait. En fait, on a eu l'impression qu'ils se sont rendu compte que ce qu'ils pensaient qu'on savait, on ne le savait pas. Après, lorsque j'ai commencé à parler des déplacés, l'un de nos interlocuteurs s'est couché sur son fauteuil, a posé les pieds sur son bureau, il a bâillé, a fermé les yeux, et voilà... De toute façon, la politique des États-Unis vis-à-vis de la Russie était claire : il y avait eu un changement d'orientation et ils ne voulaient plus rien savoir. Même les Allemands se taisaient. Tout le monde s'en moquait.

Gabriel Trujillo, MSF France, coordinateur dans le Caucase du Nord de janvier 2002 à juillet 2003 (en français).

Le 3 juillet 2003, le Parlement européen vote une résolution qualifiant les violations des droits de l'homme commises par les forces russes en Tchétchénie de « crimes de guerre » et « crimes contre l'humanité ». Il vote également une résolution demandant une nouvelle fois aux autorités russes d'intensifier leurs efforts pour retrouver Arjan Erkel. Le lendemain, Akhmad Kadyrov, le chef de l'administration tchétchène prorusse, déclare que tous les déplacés devront avoir regagné la Tchétchénie en septembre, avant les élections présidentielles.



« Tchétchénie : le Parlement européen condamne la Russie » **Le Monde** (France), 5 juillet 2003 (en français).

Extrait :

Le Parlement européen (PE) a estimé jeudi 3 juillet dans une résolution que les « violations persistantes et récurrentes » des droits de l'homme « par les forces russes » en Tchétchénie constituaient « des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ». Le PE « réaffirme ses préoccupations et sa ferme condamnation en ce qui concerne les violations persistantes et récurrentes du droit humanitaire et des droits de l'homme commises à l'encontre de la population civile par les forces russes », stipule un amendement déposé par les Verts et adopté à 242 voix pour, 200 contre et trois abstentions. Les eurodéputés souhaitent par ailleurs que les Quinze « soulèvent la question de la Tchétchénie lors de leurs rencontres avec la Fédération de Russie, de manière à éviter que ce thème n'échappe à l'attention et aux préoccupations de la communauté internationale ».



« Un responsable tchétchène affirme que tous les réfugiés seront rentré en septembre » **AFP** (France), 4 juillet 2003 (en anglais).

Extrait :

Tous les réfugiés tchétchènes des camps voisins de l'Ingouchie seront de retour en septembre avant les élections présidentielles dans la province, a déclaré vendredi le président de Tchétchénie en fonction, appointé par le Kremlin. « Il n'y aura plus une seule tente en Ingouchie en septembre », a affirmé Akhmad Kadyrov au président Vladimir Poutine lors d'une réunion au Kremlin avec des responsables tchétchènes.

Selon l'agence Interfax, il a ajouté que les Tchétchènes qui vivent aujourd'hui sous des tentes emménageraient dans des maisons nouvellement construites en Tchétchénie.

La Russie se donne beaucoup de peine pour que les dizaines de milliers de réfugiés qui vivent dans les camps de la région voisine d'Ingouchie retournent chez eux, afin de montrer plus largement que la paix est de retour en Tchétchénie.

Mais les organisations humanitaires disent que les réfugiés refusent de rentrer, craignant pour leur sécurité dans cette république déchirée par la guerre. Les réfugiés et les organisations de défense des droits de l'homme rapportent que les responsables ont menacé de fermer les camps et jouent de l'intimidation et du chantage pour convaincre les gens de rentrer.

Selon une enquête effectuée par Médecins Sans Frontières en février, 98 % des plus de 32 000 familles qui vivent dans les camps de tentes ne veulent pas rentrer en Tchétchénie.

Le 16 juillet 2003, dans un article du quotidien néerlandais *NRC Handelsblad*, le journaliste Coen van Zwol rapporte que les services secrets russes étaient présents lors du kidnapping et qu'Erkel n'était pas au courant de l'identité des deux attachés américains avec lesquels il avait dîné quelques jours avant son enlèvement. Cette information, connue de MSF, n'avait pas été rendue publique.



« Erkel ne connaissait pas l'identité des deux attachés étasuniens » Coen van Zwol, ***NRC Handelsblad*** (Pays-Bas), 16 juillet 2003 (en néerlandais, traduit vers l'anglais par MSF).

Extrait :

Arjan Erkel, 33 ans, le chef de mission néerlandais de Médecins Sans Frontières dans la république russe du Daguestan, qui a disparu le 12 août de l'an dernier, était suivi par les services secrets russes du FSB. Une voiture du FSB était sur les lieux quand des hommes non identifiés armés de kalachnikovs ont poussé le travailleur humanitaire dans une voiture. Les agents secrets russes ne se sont pas interposés.

Le FSB du Daguestan s'intéressait à Arjan Erkel depuis que ce dernier, un peu plus tôt dans la semaine, avait dîné avec deux observateurs militaires à Makhatchkala, la capitale du Daguestan. On suppose qu'Erkel est aujourd'hui en Tchétchénie. Ses ravisseurs ont envoyé aux autorités du Daguestan au moins deux photos de lui en captivité. [...]

Dans la capitale du Daguestan, deux diplomates américains ont contacté Erkel ; au moins l'un d'entre eux était un militaire de l'ambassade américaine à Moscou. Ils visitaient le Daguestan à l'invitation du ministre russe des Situations d'urgence afin d'observer des manœuvres de la marine russe dans la mer Caspienne. Ces manœuvres se sont déroulées entre le 8 et le 15 août. Avant qu'elles aient pris fin, Erkel avait disparu. [...]

Les rives du Daguestan sur la mer Caspienne sont riches en pétrole et en gaz.

Toutefois, les cinq États de la Caspienne n'arrivent pas à se mettre d'accord sur la délimitation des eaux territoriales. L'appareil de sécurité russe est plutôt suspicieux vis-à-vis des intentions américaines concernant la Caspienne.

La Russie veut maintenir un semi-monopole sur le transit du pétrole et du gaz de la Caspienne. Mais depuis le début de la première guerre de Tchétchénie, en 1994, l'oléoduc russe à travers la Tchétchénie est pratiquement hors d'usage.

Les faucons russes soupçonnent traditionnellement les Américains de vouloir prolonger le conflit tchétchène pour cette raison.

Récemment, un consortium international a ouvert un second oléoduc à travers le Kazakhstan et la Russie vers le port de la mer Noire de Novorossiisk.

Un autre consortium est en train de construire un second oléoduc qui passe par l'Azerbaïdjan et la Géorgie pour aboutir au port turc de Ceyhan – hors de portée de la Russie.

Il est difficile de détacher les manœuvres d'août de la flotte russe de ce « grand jeu » du pétrole de la Caspienne. Les autorités russes ont souligné que l'objectif était de renforcer la préparation aux catastrophes écologiques, au terrorisme, au trafic de drogues et au crime organisé.

En août, les forces russes ont largement prouvé leur capacité à protéger les derricks et les pétroliers des attaques, ainsi que leur débrouillardise pour nettoyer les pollutions par le pétrole. [...]

Dans cet environnement à indice d'octane élevé, un rendez-vous entre des observateurs militaires américains et un travailleur humanitaire occidental n'était pas le meilleur des plans. Pourtant, les observateurs américains ont contacté Arjan Erkel pendant ou juste avant les manœuvres navales russes, afin d'obtenir des informations sur le Daguestan. Erkel a rendu service ; de plus, il a invité les Américains à dîner ce soir-là dans un restaurant de Makhatchkala. Une démarche risquée. « Quand les Américains sont en ville, et particulièrement si ce sont des militaires, tous les signaux sont au rouge au FSB local », nous confirme une source. « Après tout, c'est pour cela qu'ils ont été entraînés toute leur vie : les espions américains. » L'idée d'un dîner était d'autant plus mauvaise que Médecins Sans Frontières bénéficie d'une réputation épouvantable auprès des autorités russes en raison de ses critiques incessantes sur les violations des droits de l'homme en Tchétchénie. Dans l'armée russe et les services secrets, on a attribué à Médecins Sans Frontières des surnoms comme « CIA Sans Frontières » et « Médecins Sans Médicaments », écrivait le journal russe *Rossiskaïa Gazeta* en 2001, pendant le court enlèvement en Tchétchénie du célèbre médecin sans frontières Kenny Gluck.

L'ambassade des États-Unis à Moscou refuse de donner les noms des observateurs militaires qui se sont rendus en visite au Daguestan en août. Elle ne commentera pas le dîner avec Arjan Erkel. Selon son porte-parole, Tom O'Leary, « il s'agit d'une question très sensible ». Bien sûr, les Américains se sentent coupables. Ils savent maintenant que cette soirée distrayante à Makhatchkala a mis Arjan Erkel en grand danger.

Après le dîner, Erkel était censé être filé par les services secrets russes du Daguestan. Il est certain qu'une voiture du FSB se trouvait sur les lieux plus tard dans la semaine, quand Arjan Erkel a été kidnappé après avoir reconduit chez elle sa petite amie, A., interprète chez Médecins Sans Frontières, dans la banlieue de Spoutnik, le 12 août. Un témoin visuel a remarqué la voiture du FSB et noté le numéro de sa plaque d'immatriculation. La voiture a disparu.

Plus tard, la police du Daguestan a vérifié la plaque d'immatriculation et demandé aux collègues du FSB pourquoi ils ne s'étaient pas interposés, ou n'avaient pas au moins suivi les ravisseurs. « Les hommes du FSB n'étaient pas armés, donc ils ne pouvaient pas

s'interposer, c'est ce qu'ils nous ont dit », se souvient l'une de nos sources. « On ne s'est pas beaucoup attardés là-dessus. Après tout ce sont aussi des gars de chez nous. » [...] Selon nos sources, Arjan Erkel est maintenant en Tchétchénie. Le journaliste Viatcheslav Izmaïlov, qui a participé à l'enquête, publiera demain dans *Novaïa Gazeta* l'information selon laquelle Erkel est détenu par un groupe soutenant Akhmad Kadyrov, l'actuel chef de l'administration tchétchène prorusse.

Izmaïlov, qui est né au Daguestan, a mené l'enquête sur le cas Erkel à la demande de Mikhaïl Gorbatchev, l'ancien leader soviétique. Ce dernier s'intéresse au cas depuis que le bureau italien de sa fondation Glasnost l'a alerté. C'était juste après que le père d'Arjan Erkel, un politicien néerlandais catholique, se fut vu accorder une audience avec le pape à Rome.

Le 29 juillet 2003, un représentant du ministère des Affaires étrangères néerlandais convoque des journalistes ; il les informe avoir reçu, par l'intermédiaire du FSB, une vidéo montrant Arjan vivant, deux semaines après le discours de Poutine à Saint-Pétersbourg. Il leur déclare également que, selon lui, MSF se comporte de façon irresponsable dans la gestion de l'affaire Erkel. Les journalistes décident de ne diffuser que l'information concernant la vidéo.



« La rencontre "non officielle" entre le ministère des Affaires étrangères et les journalistes néerlandais – source anonyme » **Mémo** de Mark Walsh, chargé d'information de MSF en Fédération de Russie, 29 juillet 2003 (en anglais).

Extrait :

Note : Ce point d'information a été par moments contradictoire et émotionnel, donnant l'impression qu'il avait été très mal préparé. Ci-dessous un résumé de ce qui s'y est dit.

- La réunion a eu lieu le jeudi 29 juillet à la demande de P [...] (qui affirme être le principal interlocuteur de Thomas Linde [directeur général de MSF Suisse]. Toutefois il était visiblement nerveux, avait les mains moites et a insisté sur le fait que cette rencontre n'était pas censée avoir eu lieu.
- Trois journalistes étaient invités, deux de la presse écrite et un de la télévision, pour une rencontre « *off the record* ».
- P[...] a informé les journalistes que le MAE avait reçu une vidéo d'Arjan de la part du FSB deux semaines après le discours de Poutine à Saint-Pétersbourg. Le FSB a affirmé avoir reçu cette vidéo des mains de leur « taupe » dans le groupe qui a enlevé Arjan. Quand le MAE leur a demandé de négocier, ils ont refusé, comme l'avait fait MSF.
- En fait, jusqu'ici, MSF a joué un rôle assez irresponsable dans cette affaire. Ils n'ont fait aucune tentative pour coopérer avec l'enquête et pour servir la cause d'Arjan autre que ces stupides campagnes internet et autres manifestations publiques dont on leur a pourtant répété qu'elles étaient contre-productives. En fait, ils placardent des affiches dans toute la Hollande avec un numéro de compte en banque qui donne l'impression qu'ils collectent de l'argent pour une rançon, mais en fait, ils utilisent Arjan pour collecter de l'argent pour d'autres causes.
- Les relations de MSF avec la famille, les autorités russes, le FSB et le ministère néerlandais des Affaires étrangères sont très mauvaises. C'est une clique avec laquelle il est extrêmement difficile de travailler.

- Ils n'acceptent pas d'être responsables du sort d'Arjan et en conséquence ne sont pas préparés à entamer des négociations pour payer une rançon. Ils affirment également qu'ils n'ont pas l'argent.

[...] Le MAE a alors commencé à marteler que toutes ces informations ne pouvaient pas être attribuées à qui que ce soit. Les journalistes ont alors dit qu'ils ne pouvaient pas parler de cette affaire car ils ne connaissaient pas les sources et ne pouvaient même pas se cacher derrière un écran de fumée décent. Le MAE a alors affirmé que, lorsque MSF avait organisé une fuite pour diffuser les photos, ils n'avaient eu aucun problème pour fabriquer un écran de fumée à cet effet.

Les journalistes ont alors laissé tomber et passé un accord. Ils ne sortiraient que l'histoire de l'existence d'une vidéo et de son contenu, et seulement le 12. Le reste était inutilisable. Le mercredi, [...] l'un des trois journalistes a rompu l'accord, ce qui crée un mouvement de panique. C'est cette même femme qui m'a appelé jeudi en me demandant une interview pour le lendemain. Elle revient juste de congé de maternité et son emploi est remis en question, elle est soumise à une forte pression pour produire un bon sujet. Le fait qu'elle n'ait pas tenu parole a énervé beaucoup de journalistes néerlandais.

Finalement, le MAE a admis avoir saboté le voyage à Makhatchkala prévu en avril, car ils ne voulaient pas que la famille Erkel voyage là-bas et dise qu'ils n'avaient aucun contact avec les ravisseurs.

Et finalement, un sondage internet publié la semaine dernière en Hollande a montré que 60 % du public néerlandais ne pensait pas que le MAE fasse un bon travail concernant Arjan.

Le 11 août 2003, dans un communiqué de presse, MSF dénonce l'expulsion, dans l'indifférence générale, des réfugiés tchétchènes du camp de Bella, en Ingouchie.



« L'un des trois plus grands camps d'Ingouchie, celui de Bella, est vidé de ses résidents, sous le regard indifférent de la communauté internationale »

Communiqué de presse de MSF New York / Paris, 11 août 2003 (en anglais).

Extrait :

Les civils tchétchènes continuent à subir une pression croissante pour quitter le camp de Bella, un camp de tentes de déplacés situé à Sleptsovskaïa, en Ingouchie, une république de la Fédération de Russie.

Les équipes de Médecins Sans Frontières ont constaté aujourd'hui qu'il ne restait plus que 930 personnes dans le camp.

Les statistiques du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) montrent que 3 200 personnes vivaient là en janvier et 1 430 à la fin juillet.

Plus de 200 personnes ont été obligées, sous la pression, de quitter les camps sans avis préalable dans les trois derniers jours, et vivent maintenant dans 45 des 180 logements qu'a construits MSF pour offrir à ceux qui souhaitaient rester une alternative au retour en Tchétchénie.

Il s'agit de l'exemple récent le plus alarmant de la pression psychologique constante qui s'exerce sur les civils déplacés pour qu'ils rentrent dans une Tchétchénie ravagée par la guerre.

Même si ces circonstances sont inacceptables pour les personnes forcées à quitter le camp de Bella, les logisticiens de MSF vont faire en sorte que les abris soient alimentés en gaz et en électricité.

En mars 2003, les autorités ingouches ont déclaré que la construction par MSF de 180 abris alternatifs déjà livrés et celle de 1 020 autres prévue pour la fin de l'année étaient illégales, même si MSF avait obtenu toutes les autorisations officielles nécessaires. En conséquence, les familles les plus vulnérables n'ont pas été autorisées à vivre dans les nouveaux logements et la construction des 1 020 supplémentaires a été stoppée. À ce jour, 135 des abris déjà construits restent vides.

Une enquête menée par MSF en février montre que 90 % des Tchétchènes vivant dans les camps de tentes en Ingouchie ne veulent pas rentrer en Tchétchénie parce qu'ils craignent pour leur vie. Même si, ces derniers mois, les autorités russes, ingouches et tchétchènes ont utilisé tous les moyens pour mettre en œuvre leur politique de rapatriement forcé.

Confrontée à l'opération du camp de Bella ainsi qu'à plusieurs déclarations faites par les autorités russes, ingouches et tchétchènes dans les derniers mois sur l'imminence de la fermeture de tous les camps d'Ingouchie, MSF demande que ces autorités respectent les droits fondamentaux des personnes déplacées à ne pas être renvoyées de force dans une Tchétchénie déchirée par la guerre. MSF insiste également pour que les autorités prennent leurs responsabilités afin de s'assurer que les personnes déplacées qui choisissent d'exercer leurs droits de rester en Ingouchie soient assistées et protégées de manière appropriée, soit dans des camps de tentes, soit dans des logements alternatifs inoccupés, et qu'elles mettent fin aux restrictions administratives qui bloquent la construction de nouveaux abris.

UN AN DE CAPTIVITÉ POUR ARJAN ERKEL : MSF DÉNONCE L'INERTIE DES AUTORITÉS RUSSES ET NÉERLANDAISES

Cette campagne, appuyée par des manifestations à Makhatchkala, à Moscou, à Genève et à Amsterdam, bénéficie d'un large écho dans la presse internationale. Présent à la manifestation de Moscou, Dick Erkel, le père d'Arjan, remercie les gouvernements hollandais et russe pour leurs efforts, tout en affirmant qu'il est temps de « faire plus ». MSF Hollande relaie la position du mouvement MSF.



« Arjan Erkel a été enlevé au Daguestan il y a un an. MSF considère que l'enquête est un échec et exige un engagement accru des autorités russes pour le libérer »

Communiqué de presse de MSF Paris / Moscou, 12 août 2003 (en français).

Extrait :

Un an après son enlèvement à Makhatchkala, la capitale de la république daguestanaise de la Fédération de Russie, Arjan Erkel, chef de mission hollandais de Médecins Sans Frontières (MSF), est toujours en captivité dans un lieu inconnu du Caucase du Nord. Aujourd'hui, il apparaît que les démarches effectuées par les autorités russes, par les autorités hollandaises et par MSF pour libérer Arjan n'ont été qu'une succession d'échecs. MSF s'indigne de l'absence de résultats de l'enquête.

« Il est absolument scandaleux qu'après une année entière notre collègue Arjan Erkel soit encore porté disparu. Cette situation est la conséquence d'un manque flagrant d'implication des autorités russes et d'une enquête menée avec fort peu de conviction,

s'indigne le Dr Morten Rostrup, président international de Médecins Sans Frontières (MSF). La présence de deux agents des services secrets russes lors de l'enlèvement d'Arjan aurait dû accroître leur motivation à résoudre l'enquête. Or, à notre grand désarroi, l'enquête a été arrêtée en novembre 2002 pour n'être rouverte qu'en mai dernier. De surcroît, nous n'en avons jamais été informés. Au contraire, pendant tout ce temps, les autorités nous ont assuré qu'elles faisaient tout ce qui était en leur pouvoir pour assurer la libération d'Arjan. » En mai 2003, lors du sommet entre l'Union européenne et la Russie, le président Poutine avait publiquement assuré au Premier ministre hollandais qu'il demandait à ses services de résoudre l'enquête au plus vite, mais deux mois et demi plus tard, il n'y a toujours aucun résultat. MSF tient donc à réitérer qu'il est de la responsabilité légale des autorités russes de changer cette situation.

MSF est aussi largement déçue par l'attitude pour le moins réservée du gouvernement hollandais face aux autorités russes. De façon plus générale, le soutien de la communauté internationale, et plus précisément des gouvernements membres du G8, a été d'une frilosité surprenante. « Il est extrêmement difficile de comprendre pourquoi les gouvernements ont été si réticents à demander aux autorités russes de prendre leurs responsabilités dans la résolution de cette affaire », souligne le Dr Rostrup.

Depuis plusieurs années, l'intensification d'un climat de violence et d'insécurité dans le Caucase du Nord tient en otage non seulement toute une population, mais aussi toute l'aide humanitaire. MSF exige aujourd'hui que les autorités russes ainsi que la communauté internationale multiplient enfin leurs efforts pour rendre Arjan sain et sauf à sa famille, ses amis et ses collègues. Dans le même temps, les pressions au retour s'intensifient pour les Tchétchènes réfugiés en Ingouchie. Le camp de Bella, notamment, s'est vidé de près de la moitié de sa population en moins de six mois. Une enquête réalisée par MSF au mois de février dernier auprès de la quasi-totalité de la population tchétchène vivant dans des camps de tentes en Ingouchie montrait que plus de 90 % ne voulaient pas rentrer en Tchétchénie par crainte pour leur vie.



« Kidnappé en Russie » Éditorial, *The Washington Post* (États-Unis), 13 août 2003 (en anglais).

Extrait :

Il y a un an aujourd'hui, le travailleur humanitaire Arjan Erkel était enlevé dans la région russe du Caucase, sous les yeux, dit-on, de deux agents des forces de sécurité russes. De récents enregistrements vidéo laissent à penser que M. Erkel, 33 ans, directeur régional de Médecins Sans Frontières, est vivant et encore détenu contre son gré, soit dans la région séparatiste de Tchétchénie, soit dans celle voisine du Daguestan, où a eu lieu l'enlèvement.

Le fait qu'il soit toujours détenu rejaillit en grande partie sur le président russe, Vladimir Poutine, mais aussi sur les responsables étasuniens et européens, chacun d'entre eux, pour des raisons qui lui sont propres, semblant avoir fait preuve de peu de zèle dans ses efforts pour obtenir la libération de M. Erkel.

Les ultimes victimes de cette négligence, au-delà de M. Erkel et de sa famille, sont les civils de la guerre russe en Tchétchénie en souffrance depuis longtemps, et ailleurs tous les civils dont le sort dépend du libre accès accordé ou pas aux travailleurs humanitaires. [...] À cause des pressions du gouvernement Poutine et des dangers rencontrés sur le terrain, peu de journalistes osent couvrir la guerre et Médecins Sans Frontières est l'une des dernières organisations humanitaires à assister les civils tchétchènes et à témoigner de leurs souffrances.

Cela pourrait représenter une motivation à ce qui pourrait être – d'après ce qu'on raconte – une éventuelle complicité des services secrets russes dans l'enlèvement.

Cela pourrait également expliquer pourquoi le gouvernement n'est pas plus actif dans ses recherches pour faire libérer Erkel : tant que la région reste aussi dangereuse aux yeux des étrangers, personne ne peut témoigner des viols, des tortures et des disparitions dont continuent à souffrir les Tchétchènes aux mains des forces russes. Très récemment, les officiels russes ont fait pression sur les civils déplacés pour qu'ils retournent des camps de réfugiés vers les zones insécures de Tchétchénie, ce qui représente une violation du droit international mais aussi un moyen de cacher ce qui est devenu embarrassant pour M. Poutine.



« Les États-Unis et l'Union européenne pressent Poutine d'agir dans le cas du kidnapping d'un travailleur humanitaire » **Reuters** (Royaume-Uni), 12 août 2003 (en anglais).

Extrait :

Mardi, les États-Unis et l'Union européenne ont pressé le président Vladimir Poutine d'en faire plus pour aider à obtenir la libération du travailleur humanitaire kidnappé, tandis que sa famille et ses collègues ont accusé Moscou d'inaction. [...]

MSF s'est jointe au père et à la sœur d'Erkel pour une manifestation près du Kremlin, dénonçant l'échec de la Russie à obtenir la libération du jeune homme de 33 ans, qui se trouve être le seul travailleur humanitaire étranger encore en captivité dans cette région agitée.

« Aujourd'hui toutes nos pensées sont tournées vers Arjan. Tous les acteurs qui avaient un rôle à jouer dans la résolution de ce cas ont échoué », a déclaré Morten Rostrup, le président de MSF International.

« L'ambassadeur néerlandais à Moscou a transmis au Kremlin une lettre signée par des parlementaires de l'Union européenne et des États-Unis qui demandent l'aide de Poutine pour faire libérer Erkel », a déclaré l'ambassade.

« Les ambassadeurs de Grèce, d'Italie et d'Irlande – qui assure la présidence tournante de l'UE de 2003 jusqu'à la mi-2004 – se sont joints à leurs homologues néerlandais, suisses et étasuniens et à un représentant des Nations unies pour signer la lettre », a affirmé le gouvernement néerlandais.

« Les signataires de la lettre, tous représentants de pays et d'organisations qui apportent de l'aide humanitaire dans le Caucase du Nord, ont renouvelé leurs appels à Vladimir Poutine pour qu'il fasse tout ce qui est en son pouvoir afin de faire rapidement libérer Arjan Erkel, sain et sauf », a déclaré le ministre des Affaires étrangères néerlandais.

La manifestation silencieuse sous la pluie devant le siège des services de sécurité russes du FSB a rassemblé une vingtaine de personnes. Tous portaient un tee-shirt blanc orné d'une photo d'Erkel et des pancartes où on pouvait lire « président Poutine, aidez-nous à faire libérer Arjan Erkel ». [...]

« Arjan est devenu le symbole des dangers que courent les travailleurs humanitaires. La résolution de son cas aura des conséquences très positives sur l'aide aux populations civiles dans le Caucase », a déclaré Rostrup.

MSF a également critiqué le gouvernement néerlandais, en disant qu'il s'était montré excessivement prudent dans la gestion de ce cas, tandis que d'autres gouvernements occidentaux avaient montré une certaine réticence à faire trop pression sur la Russie concernant cette question.



Il est clair qu'il fallait avancer, il fallait commencer à parler de ce qui n'allait pas, de l'incompétence des Russes, demander s'il n'y avait pas un intérêt particulier à vider la Tchétchénie de ses témoins. On avait la preuve qu'ils n'en faisaient pas assez et que, finalement, quand on y réfléchissait, cela servait leurs intérêts. Mais il ne s'agissait pas de les pointer du doigt directement. Même à ce moment-là, on était loin d'être prêts à dire si c'étaient les Russes, le FSB, etc.

Dr Thomas Nierle, MSF Suisse, responsable des urgences puis directeur des opérations de 2000 à 2004 (en français).



La seule motivation qu'on avait pour les prises de parole, c'est de faire que la situation d'Arjan s'améliore. On aurait préféré éviter d'avoir des polémiques publiques, mais comme l'affaire n'avancait pas... La première fois au printemps 2003, on a essayé de tâter un peu ce terrain. Dès qu'on a commencé à s'agiter dans cette direction, il y a eu des résultats concrets, la première preuve de vie est apparue. Après, on est redevenus calmes, et on a repris pendant l'été. On a obtenu une sorte de négociation à travers les intermédiaires.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008 (en français).

Dans le quotidien français *Libération*, Thomas Nierle, le directeur des opérations de MSF Suisse, pointe les négligences des services russes, en particulier leur absence de suivi dans l'enquête sur les numéros appelés avec le téléphone mobile d'Arjan depuis sa disparition. Il se demande si le kidnapping d'Erkel ne fait pas le jeu de Moscou, en écartant les organisations humanitaires internationales d'une région présentée comme « normalisée ». Dans un article reprenant toutes les informations disponibles sur l'affaire, le quotidien français *Le Monde* rapproche cet enlèvement de ceux d'Andreï Babitski, en 2000, et de Kenny Gluck, en 2001, pour lesquels, selon le journal, les liens entre les services russes et certains groupes criminels locaux ont été mis en lumière. [V28](#) 



« Le rôle trouble de Moscou dans un rapt au Daguestan » Pierre Haski, *Libération* (France), 12 août 2003 (en français).

Extrait :

Un an, jour pour jour, après le kidnapping d'Arjan Erkel, 33 ans, chef de mission de Médecins Sans Frontières Suisse (MSF) au Daguestan, la république voisine de la Tchétchénie, l'atmosphère est plombée dans les locaux genevois de l'organisation : « Nous avons cru que la diplomatie discrète permettrait d'obtenir la libération de notre camarade. Nous avons fait erreur. Il n'y a jamais eu de volonté politique à Moscou de faire avancer ce dossier. Quant aux gouvernements occidentaux, en particulier les Pays-Bas, dont Erkel est un ressortissant, ils n'ont jamais mis sous pression les autorités russes », constate Thomas Nierle, chef des opérations de MSF Suisse. Aujourd'hui, il ne cache pas son inquiétude. « Il n'y a aucun signe qu'Arjan Erkel soit bientôt libéré. Il n'y a aucune négociation en cours. Nous avons eu quelques contacts avec des intermédiaires, mais nous n'avons jamais pu entamer une vraie discussion avec les ravisseurs. » L'anxiété

de MSF est aiguïlée par le jeu des autorités russes, en particulier du FSB, l'ex-KGB, qui apparaît de plus en plus trouble. [...]

Les autorités russes privilégient la piste criminelle. « Mais si ce sont des gangsters qui ont fait le coup, comment se fait-il qu'aucune rançon n'ait jamais été demandée ? », s'interroge Thomas Nierle. Quelque six mois après l'enlèvement survient un autre événement étrange. Arjan avait son téléphone portable au moment du rapt. MSF reçoit alors une facture détaillée avec 50 appels en février ! Certains numéros renvoient à des personnalités locales pour le moins louches. MSF transmet la facture au FSB, pensant que les services de renseignement vont exploiter cette piste providentielle. Pas du tout. « Au contraire, ils ont décidé de couper la ligne, rompant peut-être le seul lien indirect avec les ravisseurs », raconte Nierle, médusé.

Stupéfaction.

Lors du sommet russo-européen à Saint-Petersbourg, le 30 mai, le président Poutine affirme sa détermination à ce que l'otage recouvre la liberté. Mais rien ne vient. L'organisation apprend, stupéfaite, qu'en dépit des proclamations officielles selon lesquelles « l'enquête suivait son cours » celle-ci avait été interrompue, fin novembre 2002, pour plusieurs mois. « Nous ne pouvons échafauder que des hypothèses pour comprendre l'absence de volonté des autorités à parvenir à un résultat concret : les autorités russes sont-elles inefficaces ? Ou le kidnapping d'Erkel, en dissuadant les organisations humanitaires d'être présentes au Caucase du Nord, fait-il le jeu de Moscou, qui ne veut pas de témoins gênants dans une région qui n'est pas aussi "normalisée" que Poutine le prétend ? »



« Les services russes mis en cause dans le rapt d'un membre de MSF au Daguestan » Natalie Nougayrède, **Le Monde** (France), 12 août 2003 (en français).

Extrait :

Cette affaire, longtemps restée discrète dans les médias, commence à susciter de nombreuses questions quant au rôle des services secrets russes. À plusieurs reprises, MSF a reproché aux autorités de Moscou leur manque de zèle, voire leurs « obstructions », dans les recherches et l'enquête autour du cas d'Arjan Erkel.

[...] Moscou exerce de nombreuses pressions sur les organisations humanitaires étrangères actives autour de la Tchétchénie, souhaitant en canaliser l'aide tout en les empêchant de témoigner sur les exactions subies par la population civile.

[...] Plusieurs sources au Daguestan ont confirmé que, le soir de l'enlèvement d'Arjan Erkel, une voiture de la branche locale du FSB, les services secrets russes, était présente sur les lieux. Ses occupants auraient assisté au rapt sans intervenir. Cette information, publiée par le journal néerlandais *Handelsblad*, a été confirmée par un responsable policier daguestanais, ajoutant que les agents du FSB, bel et bien sur place, « étaient désarmés et n'avaient pas les moyens de s'interposer ». Selon l'ancien militaire russe Viatcheslav Izmailov, actif depuis des années dans les opérations de libération de prisonniers en Tchétchénie, l'implication du FSB dans l'enlèvement d'Arjan Erkel ne fait guère de doute.

Une circonstance particulière vient étayer cette version. Quelques jours avant l'enlèvement, Arjan Erkel avait dîné dans un restaurant de Makhatchkala avec deux représentants de l'attaché militaire de l'ambassade des États-Unis à Moscou. En août 2002, la Russie menait en mer Caspienne, au large des rivages du Daguestan, d'importantes manœuvres militaires visant à réaffirmer son poids dans cette zone riche en hydrocarbures et en confrontations géopolitiques bordant l'Asie centrale. À Moscou, l'ambassade américaine a confirmé que deux de ses représentants avaient contacté

Arjan Erkel, tout en refusant d'établir le moindre lien entre cette entrevue et l'enlèvement du Hollandais. Aujourd'hui toutefois, les États-Unis exerceraient des pressions sur Moscou pour qu'une libération rapide de l'otage intervienne.

[...] « Les Russes cherchent une porte de sortie qui permettrait de sauver la face », dit une source proche de l'affaire. Moscou dément toute implication de ses services et a successivement accusé, au fil des mois, des « groupes criminels daguestanais », puis des « terroristes tchétchènes » d'être à l'origine du rapt d'Arjan Erkel. Lors du sommet Russie-Union européenne de Saint-Petersbourg, le 31 mai, les pressions diplomatiques se sont accrues sur Moscou. Le président Vladimir Poutine a, pour la première fois, mentionné publiquement Arjan Erkel : « Les recherches vont continuer », a-t-il dit, interrogé sur ce point par le Premier ministre néerlandais. « Nous faisons face, comme d'autres pays, à des problèmes de crime organisé et de terrorisme », a ajouté M. Poutine.

Deux photographies d'Arjan Erkel sont parvenues, au printemps, à ses proches. Sur l'une, les traits fatigués, le jeune Hollandais tient un exemplaire d'un journal moscovite daté du 26 février.

Malgré des demandes répétées, aucun responsable de l'administration présidentielle russe n'a accepté de recevoir des représentants de MSF, ni de la famille Erkel. Le 30 juillet, le chef de la diplomatie russe, Igor Ivanov, a cependant reçu, à Moscou, le président de MSF Suisse, Thomas Linde. Mais il a fallu attendre le 25 mai 2003 pour que l'enquête sur le rapt, fermée par les autorités russes après seulement trois mois d'investigations, soit rouverte.

Les enlèvements ne sont pas rares dans le Caucase, où sévissent des groupes armés spécialisés dans les demandes de rançon. Mais les personnes suivant de près le dossier Arjan Erkel établissent un parallèle avec deux autres cas précis, survenus en Tchétchénie, où l'implication des services russes avait été fortement soupçonnée. Ces épisodes avaient jeté une lumière crue sur les liens entre les services russes et certains groupes criminels locaux, utilisés afin d'écarter les témoins gênants dans la région. Il s'agit du rapt, en 2000, du journaliste de Radio Liberté Andreï Babitski, et celui, en 2001, de l'Américain Kenny Gluck, lui aussi représentant de MSF dans la région. Le département d'État américain avait demandé des explications à Moscou après sa libération au bout de trois semaines, dans d'étranges circonstances présentées par le Kremlin comme une « opération spéciale » des services de sécurité.

Dans une lettre ouverte publiée par le quotidien britannique *The Independent*, Kenny Gluck, ancien coordinateur de MSF Hollande kidnappé pendant trois semaines en janvier 2001, et Vincent Cochetel, ancien représentant du HCR kidnappé pendant douze mois en 1998, demandent à la Russie de protéger les travailleurs humanitaires dans le Caucase.



« **Lettre** : La Russie doit agir pour protéger les travailleurs humanitaires dans le Caucase » Kenny Gluck, directeur des opérations, Médecins Sans Frontières, Vincent Cochetel, HCR, Genève, *The Independent* (Royaume-Uni), 13 août 2003 (en anglais).

Extrait :

Cela fait bientôt une année pleine que des inconnus armés au Daguestan ont enlevé Arjan Erkel, le chef de mission de Médecins Sans Frontières (MSF). Arjan était venu dans

le Caucase avec l'objectif de fournir de l'assistance aux personnes affectées par le conflit en Tchétchénie et au Daguestan.

Sa disparition est une offense aux droits des civils dans les situations de crise et à la capacité de leur porter assistance.

Les travailleurs humanitaires comme Arjan sont largement sans défense en face de telles violences. Nous n'utilisons pas d'armes. Nous ne nous déplaçons pas en véhicules blindés. Quand nous cherchons à aider les personnes dans le besoin, notre unique et véritable protection réside dans l'acceptation du principe selon lequel les personnes en situation de crise ont droit à une assistance.

Nous survivons, car nous voulons croire que les puissants de ce monde – ceux qui possèdent des armées et des fusils – nous laisseront en dehors de leurs cercles de violence. Nous survivons, car nous voulons croire qu'ils respecteront les lois qui fabriquent un peu d'espace d'humanité au milieu de la guerre.

Le kidnapping d'Arjan fait partie d'une longue chaîne de violences commises contre les travailleurs humanitaires en Tchétchénie. Pendant les sept dernières années de cette tragédie, plus de 27 travailleurs humanitaires ont été kidnappés dans la région. Ni le gouvernement russe ni les rebelles tchétchènes n'ont montré beaucoup de volonté à mettre fin au kidnapping et à la violence contre les travailleurs humanitaires.

Ce qui est arrivé à Arjan est une insulte aux garanties de sécurité envers les civils et les humanitaires en temps de guerre. Cela devrait être un affront à tous les États et les sociétés qui prétendent les défendre. Nous sommes désolés de constater meurtre après meurtre, kidnapping après kidnapping, l'absence de volonté de la part des États et plus particulièrement de l'État russe d'agir clairement et avec force pour mettre fin à ce type de violence contre les travailleurs humanitaires et les civils. Ils peuvent s'y mettre maintenant en faisant tout ce qui leur est possible pour libérer Arjan.

Kenny Gluck, directeur des opérations, Médecins Sans Frontières, Amsterdam

Vincent Cochetel, HCR, Genève

Les auteurs sont des travailleurs humanitaires qui ont eux-mêmes été enlevés et retenus en otage dans le Caucase du Nord.

Cette campagne médiatique est toutefois questionnée par le représentant de MSF Suisse à Moscou. En congé au moment où elle se déroule, il considère qu'elle hypothèque les résultats d'une piste de libération sur laquelle il travaille depuis plusieurs semaines.



Ce qui m'a le plus choqué, c'est qu'on venait d'avoir la première preuve de vie officielle, et qu'on commençait à suivre une piste. Au bout d'un an, c'était énorme d'avoir une preuve de vie. Et on faisait comme si ce n'était pas grand-chose.

Je crois que ce n'était pas une bonne prise de parole. Mais on ne pouvait pas l'arrêter. Il y avait l'anniversaire de l'enlèvement d'Arjan et la pression était trop grande. J'imagine que c'est cette prise de parole qui a fait monter l'histoire d'un cran et nous a amenés là où on ne pouvait plus espérer un règlement à l'amiable. On a essayé de continuer sur cette piste, mais on a vu que, chaque fois, quelque chose se passait qui arrêta tout. C'était trop tard. Est-ce que c'est uniquement dû à la prise de parole ? D'une manière ou d'une autre, si cela avait dû bouger quelque part à ce moment-là, est-ce que cela aurait été sur cette piste-là ? On peut se le demander, car on n'a pas eu l'occasion d'aller jusqu'au bout. Ce n'était pas un choix stratégique, mais une réponse à une frustration. Notre frustration nous a probablement conduits à nous aveugler nous-mêmes sur l'importance et la signification des preuves qu'on venait de

recevoir. Ils en avaient tellement marre, ils ont voulu donner un coup de pied. Donc la prise de parole nous a piégés collectivement. Il y avait quand même des personnes qui ne voulaient pas prendre la parole, comme les Hollandais. Mais c'était trop fort, on ne pouvait pas l'arrêter. Notre prise de parole a été plus forte que nous.

Steve Cornish, MSF France, coordinateur en Géorgie de janvier à avril 2000, puis en Ingouchie de septembre 2000 à janvier 2001; MSF Suisse, représentant en Fédération de Russie d'août 2002 à avril 2004(en français).



Steve mettait toujours un peu son veto aux prises de parole. Il croyait trouver une solution dans la négociation. C'était une des raisons de son engagement. À travers sa manière d'être, à travers ses connaissances, il pensait arriver à nouer des contacts avec lesquels on pourrait arriver à une solution. Il faut le comprendre, il était plus exposé. Il a pris beaucoup de risques pour lui et ses contacts. On a utilisé le fait qu'il soit en vacances pour communiquer un peu plus agressivement. On prenait le risque d'influencer des démarches locales sur le terrain. Il nous le reproche encore aujourd'hui. Il était sur une piste et il était certain d'y arriver, et il dit que, finalement, on a tout fait capoter. Évidemment, la communication n'est pas nécessairement très productive quand on négocie. Mais je crois qu'on était dans une situation où les questions étaient permises, parce que cela faisait plus d'un an et que les autorités n'avaient rien du tout, ce qui était très choquant.

Dr Thomas Nierle, MSF Suisse, responsable des urgences puis directeur des opérations de 2000 à 2004 (en français).



J'ai parlé avec Steve Cornish. Il a toujours dit qu'au moment de l'anniversaire, un an après l'enlèvement, la communication a peut-être mis en danger les opérations de recherche d'Arjan. Mais jamais nous n'avons eu la preuve de cela. Jamais on ne pourra dire que c'est la communication qui a fermé la piste. Je ne me souviens pas des détails, mais je pense que cette piste était déjà fermée. Mais je dis cela sous réserve. En plus, je pense qu'il y a des pistes que la communication a permis d'ouvrir. En revanche, jamais au cours des réunions de travail du comité de suivi international nous n'avons accepté une communication qui risquait de fermer une piste.

Rafael Vilasanjuan, MSF International, secrétaire général de janvier 2001 à janvier 2004 (en anglais).

En désaccord profond avec la campagne menée par MSF, et plus généralement avec son choix d'utiliser la pression politique publique, le ministère des Affaires étrangères néerlandais rompt, en septembre 2003, tous les contacts avec l'organisation pendant plusieurs semaines.



Minutes de la réunion à New York avec le Premier ministre néerlandais, M. Balkenende, 23 septembre, MSF International, septembre 2003 (en anglais).

Extrait :

Morten a expliqué au Premier ministre l'analyse que porte MSF sur le cas en soulignant les aspects politiques, la nécessité d'appliquer une pression politique, notre impression que la pression du gouvernement néerlandais sur les Russes a jusqu'ici été trop faible, etc., en référence aux critiques publiques du 12 août.

La réunion s'est bien passée, dans une ambiance ouverte et franche et une volonté claire du gouvernement néerlandais : rétablir la relation avec MSF. Ils ont mentionné l'idée de mettre en place un groupe stratégique incluant MSF et le ministère des Affaires étrangères. Ils ont déclaré que nous partagions le même objectif et que nous devions travailler ensemble, de façon complémentaire.

Toutefois, ils ne partagent pas complètement notre analyse de l'importance de la pression politique. Évidemment, ils sont réticents à « offenser » les Russes et disent qu'ils doivent rester « amicaux » avec eux.

Ils veulent clairement éviter les polémiques publiques avec MSF. Ils disent qu'ils ont leurs propres canaux d'information à Moscou comme à Saint-Pétersbourg mais ne souhaitent pas expliquer ce qu'ils font vraiment sur le terrain. [...]

Après le briefing de Morten, M. Balkenende a déclaré que :

1/ le gouvernement néerlandais s'était trouvé dans une situation « étrange » après avoir appris les critiques de Morten et de MSF en août dernier, en particulier parce que le jour même la présidente de MSF Hollande venait de lui exprimer sa reconnaissance.

2/ il avait personnellement soulevé le cas d'Arjan de nombreuses fois (avec Poutine à Saint-Pétersbourg, avec Bush aussi, etc.) et que le ministre des Affaires étrangères était « très occupé en permanence » avec cette histoire, en particulier avec la famille d'Arjan. Il a insisté sur la relation avec la famille en ajoutant « vous savez, nous sommes du même parti politique ».

3/ il était vraiment déçu que MSF soit aussi critique. Cette affaire est très importante pour tous les Hollandais. Il n'est pas dans l'intérêt d'Arjan que s'installe une crise et une polémique publique entre son gouvernement et notre organisation. Il vaudrait mieux travailler ensemble.

En outre, le Premier ministre a demandé à Morten quelles étaient les dernières informations en notre possession. Après mention de nos prochains rendez-vous à Washington, il a suggéré qu'au cours de ces rencontres nous fassions référence à sa propre discussion avec Bush et à la nécessité que ce dernier soulève la question d'Arjan auprès de Poutine lors de leur sommet à Camp David.

À la question particulière de Morten sur la pression politique, le conseiller du Premier ministre a répondu que ses collègues à Moscou y travaillaient, avec leur propre méthode (diplomatique et cordiale avec les Russes...) et a déclaré qu'ils en faisaient plus mais ne pouvaient pas discuter des détails. Ils ont aussi déclaré que des spécialistes leur avaient expliqué que, dans ce genre de cas, la diplomatie silencieuse était la meilleure stratégie.



Il était clair que nos activités de recherche étaient secrètes secret, et qu'il ne fallait pas en parler. Et ils en ont parlé. Ils ont sorti les mots qu'il ne fallait pas sortir. Cela a mis l'ambassade des Pays-Bas en colère, qui nous a exclus. Ils ont continué les démarches sans nous et donc on ne savait plus ce qui se passait.

Steve Cornish, MSF France, coordinateur en Géorgie de janvier à avril 2000, puis en Ingouchie de septembre 2000 à janvier 2001; MSF Suisse, représentant en Fédération de Russie d'août 2002 à avril 2004 (en français).

Le 26 août, suite à l'attentat contre l'ONU à Bagdad, le secrétaire général de l'ONU annonce l'adoption d'une résolution sur la protection du personnel humanitaire en zone de conflit. Dès le 28 août, MSF diffuse un communiqué de presse mettant en avant le fait que cette résolution a été adoptée par la Fédération de Russie, pour demander à cette dernière d'assurer la libération d'Arjan Erkel.



« Il est grand temps d'agir – Suite à l'adoption de la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies relative à la sécurité des travailleurs humanitaires, MSF insiste auprès de la Russie pour qu'elle assure la libération d'Arjan Erkel »
Communiqué de presse de MSF Paris / New York, 28 août 2003 (en français).

Extrait :

Suite à l'adoption à l'unanimité de la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies relative à la protection des travailleurs humanitaires, Médecins Sans Frontières (MSF) fait pression sur la Russie pour qu'elle prenne les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette résolution, et qu'elle assure ainsi la libération immédiate et en toute sécurité d'Arjan Erkel. Pour rappel, Arjan Erkel, chef de mission de MSF dans le Caucase du Nord, est détenu en otage depuis son enlèvement au Daguestan, le 12 août 2002.

« Il est certes important que le Conseil de sécurité ait envoyé un signal politique fort en déclarant que les attaques contre les travailleurs humanitaires ne pouvaient être tolérées », a déclaré le Dr Morten Rostrup, président international de MSF. « Mais aujourd'hui, tous les États membres doivent tenir le président Poutine responsable d'avoir permis que l'intolérable captivité d'Arjan se poursuive depuis plus d'un an déjà. » Dans de nombreuses situations de conflit, les travailleurs humanitaires sont de plus en plus souvent la cible d'actes de violence. Les personnes qui commettent ces actes cherchent à peser politiquement en empêchant les travailleurs d'apporter leur aide et de sensibiliser l'opinion publique à la situation de détresse dans laquelle se trouvent les populations civiles. C'est pourquoi il est urgent que le Conseil de sécurité des Nations unies et les États membres respectent le caractère neutre et indépendant des actions humanitaires et les distinguent clairement de leurs activités politiques. Des actions concrètes doivent être menées pour [faire] respecter le principe fondamental selon lequel toutes les personnes dans le besoin – indépendamment de leur origine et de leur situation géographique – ont droit à la protection et à l'assistance. Les organisations humanitaires sont également tenues de continuer à conférer un caractère neutre, indépendant et impartial à leurs activités.

« Les attaques sur les travailleurs humanitaires revêtent une importance capitale au niveau international. De tels actes de violence ont des effets dévastateurs sur les populations civiles en détresse, car la possibilité de leur apporter une aide s'en retrouve fortement réduite », poursuit le Dr Rostrup. « Mais la sécurité des travailleurs

humanitaires ne pourra être assurée que si les parties belligérantes et les États membres cessent d'utiliser à tort l'aide humanitaire au profit de leurs intérêts politiques. En effet, la tendance croissante qui consiste à faire de l'aide humanitaire un instrument pour répondre aux crises met en danger la vie des travailleurs humanitaires. »

Mais il y a plus important encore que l'adoption de cette résolution. Il est surtout essentiel que tous les pays membres de l'ONU tiennent chaque État responsable d'agir conformément aux modalités de la résolution.

« La Russie a adopté cette résolution », rappelle Morten Rostrup. « Pourtant, elle continue à fuir ses responsabilités pour assurer la libération immédiate et en toute sécurité d'Arjan Erkel. Deux fonctionnaires russes (des agents des services de renseignement) étaient présents sur le lieu de l'enlèvement d'Arjan, mais ils ne sont pas intervenus pour empêcher ce kidnapping. Le Conseil de sécurité des Nations unies a permis que cette situation intolérable, impliquant des membres permanents du Conseil, se prolonge beaucoup trop. Chaque État membre des Nations unies doit maintenant évoquer le cas d'Arjan auprès du président Poutine. Une déclaration seule ne suffit pas. La résolution demande des actions concrètes de la part du président Poutine – des actions qui doivent aboutir à la libération immédiate et sûre d'Arjan. Désormais, il est grand temps d'agir. »

Le 18 août 2003, Morten Rostrup, le président de MSF International, écrit à George W. Bush, lui demandant de soulever la question de la libération d'Arjan Erkel auprès de Vladimir Poutine lors de leur prochaine rencontre au sommet à Camp David. Il pointe en particulier les limites des démarches diplomatiques étasuniennes et le caractère politique du contexte de l'enlèvement, rappelant au passage qu'Arjan a été enlevé au lendemain d'un dîner avec des attachés militaires étasuniens.



Lettre de Morten Rostrup, président de MSF International, à George W. Bush, président des États-Unis, 18 août 2003 (en anglais).

Extrait :

Depuis la reprise de la guerre en Tchétchénie, en 1999, MSF fournit de l'assistance médicale directe aux personnes affectées par la guerre en Tchétchénie et dans les républiques voisines de l'Ingouchie et du Daguestan. Comme chaque fois que nous sommes témoins de violences commises contre les civils, MSF prend aussi la parole publiquement pour dénoncer le sort des victimes de la guerre brutale actuellement en cours. Les témoignages publics de MSF se sont souvent heurtés à la désapprobation, voire à des menaces de la part des autorités russes.

Il est notoire que les services de sécurité russes (FSB) surveillent étroitement les étrangers dans le Caucase du Nord. MSF étant l'unique organisation internationale humanitaire basée au Daguestan, il n'est pas surprenant qu'ils aient sérieusement surveillé Arjan Erkel. Après sa rencontre avec des attachés militaires du gouvernement des États-Unis, le 4 août 2002 à Makhatchkala, ils avaient clairement intensifié leur observation de ses déplacements.

Ce rendez-vous a confirmé aux yeux des services de sécurité russes des soupçons sans fondement qui leur laissaient penser qu'Arjan mènerait des activités allant bien au-delà de l'action humanitaire et qui auraient donc contribué à son kidnapping neuf jours plus tard.

De hauts responsables et des enquêteurs du gouvernement du Daguestan ont confirmé à MSF que 2 agents du FSB étaient présents au moment de l'enlèvement d'Arjan mais

n'étaient pas intervenus pour le prévenir ou l'arrêter. Ces responsables ont aussi confirmé qu'Arjan avait été soupçonné par les mêmes services de travailler pour le gouvernement des États-Unis.

En vertu du droit humanitaire international, les autorités du pays hôte ont la responsabilité première d'assurer la sécurité des travailleurs humanitaires sur leur territoire. Cela comprend l'obligation de prendre toutes les mesures nécessaires pour enquêter sérieusement et résoudre les cas d'enlèvement.

Toutefois, non seulement les agents russes étaient présents au moment de l'enlèvement et ne sont pas intervenus, mais de plus ils ont traité cet enlèvement comme une simple affaire de police alors qu'il était évident que cela allait bien au-delà.

Monsieur le Président, il est inacceptable qu'un an après l'enlèvement d'Arjan les autorités russes n'aient toujours pas fait de sa libération une affaire à haute priorité politique.

Il est également inacceptable que la communauté internationale, qui inclut les États-Unis, ait aussi permis qu'une telle situation impliquant un membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies dure aussi longtemps.

Le président Poutine devrait rendre des comptes sur l'échec de l'enquête chargée de résoudre ce cas inquiétant, ce qui n'a pas encore eu lieu car la communauté des États répugne encore à soulever la question avec ses homologues russes. [...]

Grâce aux efforts diplomatiques déployés par un certain nombre de gouvernements ces dernières semaines, les autorités russes ont finalement montré davantage d'intérêt pour la détention d'Arjan. Le 31 mai 2003, le président Poutine a pour la première fois manifesté publiquement son inquiétude concernant ce cas.

À la mi-juin, le FSB à Moscou a informé le gouvernement néerlandais qu'un contact indirect avec le groupe qui détient Arjan avait été établi. Le 30 mai, le FSB avait fourni davantage de preuves de vie d'Arjan au gouvernement néerlandais. Malgré cela, les autorités russes, en particulier les services de sécurité, ne franchissent toujours pas de pas important sur le chemin pour le faire libérer.

Depuis l'enlèvement d'Arjan, les représentants de MSF sont en contact régulier avec les responsables étasuniens, en particulier avec le Conseil national de sécurité, le département d'État et l'ambassade des États-Unis à Moscou.

Nous avons cru comprendre que l'ambassade des États-Unis à Moscou et des responsables russes de haut niveau avaient récemment effectué des démarches pour exprimer l'inquiétude des États-Unis en ce qui concerne Arjan. MSF prend acte de ces démarches. Des responsables de plusieurs États européens ont exprimé des inquiétudes similaires. Malheureusement cette approche a atteint ses limites, car elle a échoué à assurer la libération d'Arjan. [...]

En raison des circonstances politiques de l'enlèvement et des responsabilités spécifiques des États-Unis, je vous demande instamment de soulever la question de la libération immédiate d'Arjan, sain et sauf, au président Poutine pendant le prochain sommet de Camp David.

En raison de l'urgence de la situation, je demande également aux responsables de haut niveau de l'administration étasunienne de faire de même avec leurs homologues russes pendant les sessions préparatoires du sommet.

UN BATEAU SUR L'HUDSON : CAMPAGNE ERKEL AUX ÉTATS-UNIS ET À L'ONU

Le 25 septembre 2003, l'équipe de MSF États-Unis donne une conférence de presse au siège des Nations unies où le président russe est en visite. Puis elle organise une manifestation sur un bateau qui croise sur l'Hudson devant le site onusien. L'événement est largement couvert par la presse. Le *New York Times* consacre son éditorial à Arjan Erkel.

Parallèlement, des membres de MSF continuent leur lobby auprès des responsables étasuniens et européens.



« Appel au président Poutine – Le président russe doit prendre au sérieux ses responsabilités dans la libération d'Arjan ! » **Communiqué de presse** de MSF Paris / New York, 25 septembre 2003 (en français).

Extrait :

À l'occasion de la rencontre des principaux chefs d'État lors de l'assemblée des Nations unies cette semaine, l'organisation humanitaire indépendante Médecins Sans Frontières a appelé le président Vladimir Poutine à remplir ses obligations pour assurer la libération d'Arjan Erkel, volontaire de MSF enlevé le 12 août 2002 dans la république russe du Daguestan. MSF demande également aux États membres des Nations unies de considérer le leader russe comme responsable de la résolution de cette affaire.

Pendant plus d'une année, les officiels russes ont assuré à MSF qu'ils travaillaient sur l'affaire Erkel. En réalité, il n'y a eu aucun signe clair d'une quelconque action entreprise par les Russes pour retrouver et libérer Arjan.

En août 2003, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté à l'unanimité la résolution 1502 sur la sécurité des travailleurs humanitaires. La responsabilité de celle-ci appartient en effet aux pays bénéficiaires de l'aide. Aujourd'hui cependant, Arjan Erkel est toujours en captivité et les menaces ainsi que la violence à l'encontre des travailleurs humanitaires ont augmenté en Russie dans la région du Caucase du Nord. Le 12 septembre 2003, une mise en garde contre des kidnappings a même entraîné l'arrêt de toute action humanitaire en Ingouchie, où vivent actuellement 80 000 déplacés tchétchènes.

« Pour que la résolution récemment adoptée par l'ONU sur la sécurité des travailleurs humanitaires reste crédible, le président Poutine doit respecter le droit international et prendre ses responsabilités pour retrouver et libérer Arjan. Il est indispensable également que tout soit entrepris pour permettre à l'aide humanitaire d'accéder aux personnes dans le besoin au Caucase du Nord », déclare le Dr Morten Rostrup, président de MSF International.

MSF demande au président Poutine de profiter de son discours devant les Nations unies le jeudi 25 septembre pour réaffirmer son engagement dans la mise en place de la résolution 1502 et par là assurer la libération d'Arjan Erkel. MSF appelle également les autres États membres à faire respecter les principes de la résolution 1502 en s'assurant que le président Poutine mobilise immédiatement toutes les ressources nécessaires à la libération d'Arjan.

« En laissant le cas d'Arjan non résolu, les Russes ébranlent leur propre crédibilité face à la communauté internationale. Jusqu'à présent, les efforts entrepris au niveau international afin de rappeler à la Russie ses responsabilités ont été insuffisants. Les leaders mondiaux doivent impérativement envoyer un message fort à la Russie, afin de permettre la libération immédiate d'Arjan, sain et sauf », explique le Dr Rostrup.



« MSF organise une manifestation “Libérez Arjan” devant les Nations unies »
Communiqué de presse de MSF États-Unis, 24 septembre 2003 (en anglais).

Extrait :

Aujourd'hui, au moment où le président russe Vladimir Poutine s'adressait à l'Assemblée générale des Nations unies à New York, 70 membres de Médecins Sans Frontières (MSF), volontaires et sympathisants, se sont réunis devant le siège des Nations unies pour appeler à la libération de leur collègue kidnappé, Arjan Erkel.

Erkel, le chef de mission des programmes de MSF au Daguestan, est retenu en otage depuis le 12 août 2002. On ne sait pas où il se , ni dans quelles conditions.

« Nous sommes ici aujourd'hui pour demander au président Poutine de faire tout ce qui est en son pouvoir pour obtenir la libération immédiate d'Arjan sain et sauf et aux États membres de demander des comptes au chef d'État russe pour sa responsabilité dans l'échec de la résolution du cas d'Arjan », a déclaré le Dr Morten Rostrup, président du Conseil international de MSF, au début de la manifestation.

« Pour que la résolution nouvellement votée par les Nations unies concernant la sécurité des travailleurs humanitaires ait un sens, le président Poutine doit assumer sa responsabilité vis-à-vis du droit international pour trouver et libérer Arjan et permettre que l'assistance humanitaire atteigne ceux qui en ont besoin dans le Caucase du Nord », a poursuivi le Dr Rostrup.

L'acteur Patrick Stewart a lu une lettre à Arjan, écrite par Vincent Cochetel, un travailleur humanitaire qui avait été kidnappé en Tchétchénie pendant onze mois. La lettre commence ainsi : « C'est très étrange de se sentir si proche de quelqu'un sans le connaître. J'ai connu comme toi les abîmes insupportables de la solitude, trop de temps pour penser, trop de temps pour regarder en arrière. »

Daniel Gluck, un avoué et écologiste de New York, dont le propre frère, Kenny Gluck, un travailleur humanitaire de MSF, avait été kidnappé en Tchétchénie en 2001 et détenu pendant presque un mois, s'est exprimé avec passion sur les épreuves qu'endurait la famille d'Arjan.

« Bien que le monde soit grand et que les malheurs soient trop facilement ignorés par ceux qui se préoccupent de questions plus terre à terre, Arjan n'est jamais oublié », a affirmé Gluck.

Co-sponsorisée par Amnesty International et animée par l'actrice Kathleen Chalfant, la manifestation a aussi attiré l'attention sur le sort des civils tchétchènes qui souffrent depuis des années de la guerre et des déplacements. Aujourd'hui, en Ingouchie, 80 000 déplacés tchétchènes vivant dans des camps de tentes et des abris de fortune sont mis sous pression par les autorités russes pour retourner dans une Tchétchénie dévastée par la guerre où peu ou pas d'aide humanitaire est disponible.

La manifestation s'est terminée par la lecture des noms de 10 employés humanitaires kidnappés dans le Caucase depuis 1999. Les manifestants se sont alors dirigés vers l'East River pour embarquer à bord d'un bateau 'Libérez Arjan' qui a croisé au large du bâtiment des Nations unies pendant deux heures, envoyant ainsi à l'Assemblée générale un message fort pour demander la libération d'Arjan.



Mémo sur les rendez-vous avec le ministre des Affaires étrangères français, Dominique de Villepin, (25 sept 2003) et avec l'adjoint au conseiller de la Sécurité nationale des États-Unis (24 sept 2003), Morten Rostrup, Patrice Page, Catherine Harper, Nicolas de Torrente, MSF (en anglais).

Extrait :

Rendez-vous avec le ministre des Affaires étrangères français, Dominique de Villepin, [qui nous a dit] :

« Les démarches diplomatiques vous permettront peut-être de créer un climat propice à l'évolution de négociations, mais c'est tout. Erkel ne pourra être libéré qu'après des négociations directes entre les ravisseurs et un groupe neutre et respecté que vous devez trouver. [...] De plus, il se pourrait qu'ils ne puissent pas libérer Erkel car cela pourrait renforcer les soupçons sur le caractère politique de l'enlèvement, ou montrer que le FSB est faible ou pas totalement contrôlable. C'est pourquoi vous devez trouver une tierce partie neutre, indépendante, crédible et bien connue pour négocier de votre part avec les ravisseurs. Les Russes se font sans doute aussi du souci au sujet du "lendemain de la libération" ». Sur ce point nous avons été clairs : le message diffusé après la libération sera factuel, sans polémique politique, très contrôlé. Nous lui avons demandé de passer ce message à Ivanov [ministre des Affaires étrangères russe].

Rendez-vous avec l'adjoint au conseiller de la Sécurité nationale des États-Unis. [...]

Ce qui est étonnant, c'est qu'ils ne se dégagent pas du tout de leurs responsabilités ou de leur capacité de levier sur le gouvernement russe pour faire évoluer ce cas ; l'adjoint au conseiller de la Sécurité nationale n'essaye même pas de tempérer son discours en disant des choses comme « c'est plus compliqué que cela, c'est difficile pour les Russes, etc. ».

Donc, bien sûr, ils ont leurs propres renseignements sur l'affaire (plus de 500 personnes travaillent à l'ambassade des États-Unis en Russie) et s'ils sont d'accord pour que Bush soulève le cas d'un citoyen néerlandais alors qu'il y a beaucoup d'autres questions sensibles à évoquer entre les deux gouvernements, c'est peut-être parce qu'ils comprennent, au moins, que la Russie ne fait pas le maximum et qu'il est encore possible de faire mieux.

Le fait que le Premier ministre néerlandais ait lancé un appel a également joué un rôle. Et finalement, le lien avec la nécessité de contrôler les dégâts concernant leur responsabilité dans l'affaire des attachés militaires, de même que leur attitude vis-à-vis de leur propre capacité à soulever à un haut niveau la question avec la Russie ont drastiquement changé depuis la dernière fois où nous avons parlé de cette histoire avec le NSC, il y a quelques mois.



La seule initiative de prise de position publique que j'ai bloquée a été celle qui proposait d'aller interpellier Poutine publiquement au cours d'une conférence qu'il donnait à l'université de Columbia, à l'occasion d'une réunion des Nations unies à New York. L'équipe de MSF États-Unis avait déployé la banderole sur l'Hudson River. Morten [Rostrup, président du conseil d'administration du mouvement MSF International] m'a appelé pour me dire qu'il pouvait entrer dans la salle à Columbia et se trouver dans des circonstances où il pourrait interpellier Poutine publiquement. Je lui ai répondu de ne surtout pas faire cela. C'est la seule fois où j'ai dit non. Il ne fallait surtout pas personnaliser. Selon moi, cela aurait été une faute tactique. On va déjà assez loin en attaquant l'État. Il ne me semblait pas que don-

ner l'impression de vouloir s'en prendre à Poutine personnellement dans cette affaire allait faire avancer les choses.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008 (en français).

Le 26 septembre 2003, à l'occasion de la rencontre des présidents russe et étasunien, MSF lance un appel public à Vladimir Poutine le mettant devant ses responsabilités pour faire libérer Arjan Erkel.



« Le président Bush est invité à faire pression sur le président Poutine pour obtenir la libération d'un travailleur humanitaire » **Communiqué de presse de MSF**, New York, 26 septembre 2003 (en anglais).

Extrait :

L'organisation humanitaire médicale Médecins Sans Frontières (MSF) a appelé aujourd'hui le président des États-Unis, George Bush, à faire pression sur le président Vladimir Poutine lors de leur rencontre à Camp David afin que ce dernier obtienne la libération immédiate, sain et sauf, du travailleur humanitaire Arjan Erkel.

Arjan Erkel est un volontaire néerlandais de MSF qui a été enlevé le 12 août 2002 dans la république russe du Daguestan. Depuis la fin juillet, nous n'avons plus aucune information sur son état de santé et son lieu de détention demeure inconnu.

Depuis plus de treize mois, les responsables russes assurent MSF qu'ils travaillent sur le cas Erkel et cependant, nous n'avons eu aucune preuve substantielle d'actions menées par les autorités russes pour retrouver et libérer Arjan. En août 2003, la Russie a voté en faveur de la résolution 1502 adoptée à l'unanimité par les Nations unies concernant la sécurité des travailleurs humanitaires.

Selon la résolution 1502, tous les États membres doivent prendre les mesures appropriées pour assurer la sécurité des travailleurs humanitaires.

« Dans le discours qu'il a adressé cette semaine à l'Assemblée générale des Nations unies, le président Poutine a déclaré au monde entier que les États avaient le devoir de respecter les règles du droit international », a déclaré le Dr Morten Rostrup, président du Conseil international de MSF. « Le président Poutine doit respecter ses obligations et ses propres déclarations pour obtenir la libération immédiate d'Arjan sain et sauf. C'est à tous les chefs d'État, dont le président Bush, de tenir le président Poutine pour responsable de la résolution de ce crime commis contre un travailleur humanitaire. »

À ce jour, plus de 400 000 personnes à travers le monde ont signé la pétition demandant au président Poutine de faire tout ce qui est en son pouvoir pour assurer la libération d'Arjan.

Des membres du Sénat et du Congrès des États-Unis ont également écrit aux deux leaders au sujet d'Arjan et ont demandé instamment au président Bush de soulever la question directement avec le président Poutine. La semaine passée, des responsables de l'administration Bush ont assuré MSF que le cas d'Arjan les préoccupait beaucoup et qu'il était placé en haut de leur ordre du jour. Il sera crucial que le président Bush en parle directement avec le président Poutine.

« Un travailleur humanitaire retenu en captivité, c'est une question internationale », a poursuivi le Dr Rostrup. « En raison des menaces et des violences dans le Caucase du

Nord, les agences d'aide n'ont presque pas accès aux gens dans la région, même si les besoins sont énormes. C'est pourquoi le président Bush doit insister auprès du président Poutine afin qu'il mobilise de toute urgence tous les moyens nécessaires à la libération d'Arjan. »



« La rançon cruelle de la bonté » Bob Herbert, Éditorial, *The New York Times* (États-Unis), 26 septembre 2003 (en anglais).

Extrait :

La Russie n'a pas fait preuve de beaucoup de zèle pour enquêter sérieusement sur l'enlèvement d'Erkel, ce qui est à peine surprenant si l'on considère que des agents du gouvernement ont assisté en observateurs passifs à l'enlèvement.

L'enquête initiale, particulièrement tiède, avait été fermée en novembre et le serait restée si Médecins Sans Frontières et d'autres n'avaient pas réussi à transformer cette affaire en une gêne pour le gouvernement Poutine. Elle a été rouverte en mai.

Depuis lors, des bandes vidéo seraient apparues indiquant que M. Erkel est vivant.

La Tchétchénie et dans une moindre mesure l'Irak sont des zones de désastre où la souffrance de civils innocents est profonde. De plus, l'assistance humanitaire y est désespérément nécessaire. La rencontre au sommet de cette semaine est le moment parfait pour que les présidents Bush et Poutine affirment leur engagement à protéger les travailleurs humanitaires dans ces régions dont ils ont la responsabilité.

Fin septembre 2003, suite au rejet par les autorités russes de son programme de traitement contre la tuberculose multi-résistante, pourtant approuvé par l'OMS, MSF Belgique ferme les programmes qu'elle menait auprès des tuberculeux dans les prisons de Sibérie depuis plus de sept ans.

Début octobre, son équipe intervient auprès des victimes des tremblements de terre qui frappent la Sibérie et le fait savoir dans un communiqué de presse.



« En Russie, MSF abandonne le traitement contre la tuberculose dans la région de Kemerovo » **Communiqué de presse** de MSF Belgique, 30 septembre 2003 (en français).

Extrait :

Après avoir proposé pendant sept ans un traitement novateur contre la tuberculose dans les institutions pénitentiaires et au sein de la communauté de la région de Kemerovo, en Sibérie, Médecins Sans Frontières (MSF) a décidé de ne plus s'associer au contrôle de la tuberculose dans la région. MSF a estimé n'avoir aucune autre alternative que de mettre fin à ses activités, suite au rejet par le ministère de la Santé russe de son projet de lutte contre la tuberculose multi-résistante. Le projet MSF reposait sur les directives de l'OMS pour le traitement de cette maladie. Au printemps 2003, le ministère de la Santé a fait savoir à MSF que les schémas thérapeutiques proposés dans le cadre de son projet étaient contraires aux réglementations de la Commission pharmaceutique russe. MSF a par conséquent remanié le document du projet, avec le soutien d'éminentes autorités russes dans le domaine du traitement contre la TB. La nouvelle proposition de projet fut ensuite approuvée par l'Institut central de recherche sur la tuberculose, les autorités pénitentiaires centrales [...] et l'Institut TB de Novossibirsk, responsable du suivi

des activités TB dans la région de Kemerovo. Malgré cela, le ministère de la Santé a une seconde fois refusé le projet en septembre 2003.

« Après des années d'efforts, nous voici à nouveau à la case départ, regrette Nicolas Cantau, chef de mission pour MSF dans la Fédération de Russie. Nous sommes contraints de partir, car la seule autre solution serait d'offrir aux patients un traitement incomplet et inapproprié. Nous n'avons aucune alternative. Mais vu l'ampleur de l'épidémie de tuberculose en Sibérie et nos sept années d'efforts incessants de "négociation" avec les autorités russes, nous vivons cette décision comme une douloureuse défaite. »

Les raisons invoquées par le ministère de la Santé pour tenter de justifier ce second refus sont d'ordre juridique : la législation russe interdit en effet l'utilisation de certains médicaments de seconde intention, pourtant essentiels dans la lutte contre la tuberculose multi-résistante. Pour se conformer à la législation existante, MSF devrait mettre en œuvre une stratégie thérapeutique qui est en totale contradiction avec la stratégie recommandée par l'OMS. Au début du mois à Moscou, des négociations à haut niveau n'ont pas réussi à modifier le point de vue du ministère de la Santé.

Depuis le début de 1996, à l'invitation des autorités pénitentiaires centrales (GUIN) de Kemerovo, MSF a pris part aux activités de contrôle de la tuberculose dans le système pénitentiaire de la région de Kemerovo. Depuis 2001, MSF est également active au sein de la société civile. En juin 2003, plus de 10 000 patients atteints de tuberculose avaient bénéficié d'un traitement basé sur la stratégie de l'OMS, grâce à une étroite coopération entre MSF et les structures régionales. MSF a fourni aux patients des médicaments contre la TB ainsi que des médicaments contre les effets secondaires. Elle a également aidé la région à offrir des compléments nutritionnels aux patients, à réhabiliter les structures de santé, et a fourni des équipements de laboratoire. MSF a entièrement rénové et équipé le laboratoire de la colonie TB 33 de Mariinsk, qui est le laboratoire de référence pour l'ensemble du système pénitentiaire de la région.



« MSF intervient en Sibérie suite au tremblement de terre » **Communiqué de presse** de MSF, 8 octobre 2003 (en français).

Extrait :

MSF a envoyé une équipe d'urgence en Sibérie (Russie) suite aux différents tremblements de terre qui ont frappé cette région. La région de Koch-Agatch, qui compte près de 17 000 habitants, a été la plus touchée par ces séismes qui ont laissé par endroits des crevasses de 6 mètres de large et de 400 mètres de long.

12 villages ont été frappés par cette série de tremblements de terre d'une magnitude supérieure à 7 sur l'échelle de Richter. Et d'après les estimations des autorités, six hôpitaux auraient été détruits et 12 autres au moins partiellement endommagés.

Selon Charles Goethals, coordinateur des urgences MSF, « le caractère inaccessible de la région a représenté l'un de nos principaux défis, et ce non seulement en raison des distances importantes à couvrir mais également parce que les débris générés par les séismes ont barré la route sur plus de 100 kilomètres. Néanmoins, ces derniers jours, nous avons été en mesure d'envoyer sur les lieux deux équipes de Moscou et Kemerovo, avec des médicaments, du matériel médical et des couvertures ».

Bien que l'on ait dénombré peu de blessés, on a pu constater dans les jours qui ont suivi les tremblements de terre une augmentation nette du nombre de traumatismes, de syndromes de stress post-traumatique et de troubles respiratoires. MSF a réagi en distribuant les médicaments nécessaires aux centres de santé et aux hôpitaux fonctionnant encore.

Charles Goethals conclut : « L'une de nos plus grandes inquiétudes est le froid, qui pourrait s'avérer tout aussi dangereux pour la population que le tremblement de terre à proprement parler, et ce en raison du grand nombre de maisons détruites et de la température inférieure à -15 °C la nuit. »

Outre la distribution de médicaments, l'équipe MSF, qui se compose de sept personnes, distribue actuellement des vêtements achetés sur place ainsi que 1 500 couvertures et 1 500 kits d'hygiène.

Le 1 octobre 2003, les autorités ingouches ferment définitivement le camp de déplacés de Bella. Dans les semaines précédentes, des centaines de déplacés ont quitté ce camp sous la pression tandis que l'accès des organisations humanitaires était entravé. MSF dénonce cette situation dans un communiqué de presse. Un mois plus tard, Ivan Pomechtchenko, le chef du département des migrations en Ingouchie, déclarera que les organisations humanitaires intervenant dans les camps de déplacés se livrent à une propagande ouverte pour dissuader ces derniers de rentrer en Tchétchénie et que leurs activités sont étudiées de près par les services de sécurité de la Fédération de Russie.



« Fermeture des camps et expulsions : tous les réfugiés doivent avoir une possibilité de relogement en Ingouchie » **Communiqué de presse** de MSF Moscou / Nazran / Paris, 3 octobre 2003 (en français).

Extrait :

Ce mercredi 1^{er} octobre, conformément à la volonté des autorités, un nouveau camp a été vidé en Ingouchie. Ceci n'est qu'une nouvelle étape dans l'application de la stratégie de fermeture des camps de réfugiés tchétchènes. Le camp de Bella, où ont habité jusqu'à 3 500 Tchétchènes déplacés par le dernier conflit, a été fermé.

Au cours de la dernière semaine, les 168 dernières familles habitant le camp de Bella ont été relogées dans des tentes du Haut-Commissariat pour les réfugiés dans le camp de Satsita. Enlèvements, assassinats, torture, opérations de nettoyage : face au climat d'extrême violence qui persiste en Tchétchénie, ces réfugiés ont eu la possibilité concrète de rester en Ingouchie. Par contre, personne n'est capable de dire exactement où sont parties les familles qui ont dû quitter le camp avant le mois de septembre. Aucune alternative au retour en Tchétchénie ne leur a été proposée alors qu'elles étaient soumises de longue date à des pressions constantes.

La veille de la fermeture du camp de Bella, les réfugiés des petits camps appelés « *kompaktniki* », comme ceux de « Logovaz » et « Outchkhoz », ont été menacés d'expulsion. Le même jour, une nouvelle opération de ratissage a eu lieu en Ingouchie, cette fois dans le camp de MSF Karaboulak, dans la banlieue de Nazran. Une centaine de militaires ont encerclé le camp. Deux hommes ont été arrêtés et retenus jusqu'au soir. Le lendemain matin, une trentaine d'hommes masqués sont revenus dans le camp et ont arrêté un autre homme.

Pendant cette même période, les conditions d'accès des humanitaires aux camps se sont excessivement restreintes, officiellement pour des raisons de sécurité : interdictions d'accès aux camps, puis nécessité d'obtenir des autorisations spéciales, annonces de « *risques d'enlèvement* ».

Le relogement d'une partie des réfugiés du camp de Bella ne doit pas être une exception mais un précédent. Il montre qu'il est possible de fournir, rapidement, un logement

alternatif aux personnes qui le choisissent. Chaque famille expulsée doit recevoir une proposition concrète de logement en Ingouchie. MSF est prête à reprendre la construction d'abris temporaires dès que les autorisations promises seront données.



« Le FSB de Russie analyse les activités de certaines organisations humanitaires en Ingouchie » **RIA Novosti** (Russie), 5 novembre 2003 (traduit du russe vers l'anglais puis vers le français par MSF).

Extrait :

Au début de 2004, le Département des migrations d'Ingouchie (une république du district fédéral du Sud) a l'intention d'évaluer les activités de certaines organisations humanitaires internationales dans les camps de migrants forcés. Le chef du Département, Ivan Pomechtchenko, en a parlé lors d'une réunion avec un groupe de journalistes russes, qui effectue un tour d'Ossétie du Nord et d'Ingouchie sous l'égide du bureau du HCR en Fédération de Russie.

« Les missions de certaines organisations humanitaires internationales sont engagées dans une propagande ouverte dans les camps d'Ingouchie », a déclaré Ivan Pomechtchenko. Selon lui, « l'activité de telles organisations est analysée en détail par les services du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie. » S'exprimant au sujet du retour des migrants tchétchènes d'Ingouchie en Tchétchénie, Pomechtchenko a souligné que « le processus se déroulait sur la base du volontariat ».

Selon lui, les résultats du dernier sondage public parmi les migrants montrent que seulement 2 % des personnes interrogées refusent de retourner en Tchétchénie. En octobre, plus de 1 200 migrants sont volontairement rentrés en Tchétchénie. Le chef du Département des migrations d'Ingouchie a insisté sur « l'aide importante apportée par le bureau du HCR pour résoudre les problèmes des migrants tchétchènes ».

Le 5 octobre 2003, Akhmad Kadyrov, jusqu'ici ministre de l'Intérieur de l'administration tchétchène prorusse, est élu président de Tchétchénie. Selon les observateurs, le scrutin a été largement et ouvertement manipulé.

Dans l'édition du 8 octobre de l'hebdomadaire russe indépendant *Novaïa Gazeta*, Viatcheslav Izmaïlov suggère que la libération d'Arjan Erkel soit la première mission internationale du nouveau président, lequel, selon lui, serait déjà intervenu auparavant dans la libération d'autres otages.



« Un scrutin manipulé porte à la présidence de la Tchétchénie le candidat du Kremlin » Natalie Nougayrède, **Le Monde** (France), 7 octobre 2003 (en français).

Extrait :

En ce jour d'élections, Grozny est une ville fantôme. Rues désertes, marchés vides, habitants terrés dans ce qui tient lieu de « chez soi » – des appartements aux façades éventrées par les bombes qui se sont abattues sur la ville en 1994, 1995, 1999, 2000.

Partout, c'est la même misère, la même peur et le sentiment d'une absurdité indescriptible. Car après les massacres, les exécutions sommaires, les tortures, après le déchaînement de violence qui a suivi l'entrée de l'armée russe voici quatre ans, les Tchétchènes sont priés de voter.

« Des intentions pures, un pouvoir fort », dit l'affiche qui montre le vainqueur désigné du « scrutin présidentiel » du 5 octobre, Akhmad Kadyrov, serrant la main de Vladimir Poutine. Dans la soirée, les autorités annonceront « plus de 80 % de participation ».

Nul, à Grozny, ne confère la moindre crédibilité à ces chiffres. Les gens sont restés chez eux, de peur d'affrontements armés et d'attentats, convaincus en outre que le vote n'est qu'une mascarade. [...]

Pour créer l'apparence d'une participation active, des habitants sont ainsi transportés d'un bureau de vote à l'autre. Quelques dizaines de journalistes étrangers, invités par le Kremlin à une visite guidée sous haute garde armée, se verront servir ce genre de mise en scène. Village Potemkine électoral.

Lorsqu'ils parlent librement, loin des oreilles indiscrètes, les Tchétchènes font le portrait d'une société terrorisée, d'un monde de délation et de menaces. Telle cette femme, Aminat, qui, assise dans un bureau de ministère décoré à l'effigie d'Akhmad Kadyrov, attend que son chef ait quitté la pièce pour glisser : « On a été forcés à la pointe des kalachnikovs de devenir membres du Parti populaire de Russie [pro-Kremlin], car Moscou a promis à notre chef un siège au Parlement à Moscou s'il se présentait sous la bannière de ce parti. Je ne suis pas allée voter. Mais ils ont les coordonnées de nos passeports, et ont déjà voté pour nous. »

La manipulation se fait au grand jour. Officiellement, « 561 000 électeurs » ont été « enregistrés » pour ce scrutin, qui se tient en l'absence d'observateurs européens. Ce chiffre à lui seul représenterait plus que la population totale de la Tchétchénie actuelle. Par ailleurs, « 30 000 militaires » russes ont pu voter dimanche, selon les autorités, mais le chiffre réel pourrait être deux ou trois fois plus élevé. Les trois ou quatre candidats qui risquaient de faire de l'ombre à M. Kadyrov ont dû jeter l'éponge, sous la pression du Kremlin.



« Vladimir Poutine, la libération d'Arjan Erkel est entre vos mains » Viatcheslav Izmaïlov, ***Novaïa Gazeta*** (Moscou), 8 octobre 2003 (traduit du russe vers l'anglais par MSF).

Extrait :

Après l'appel à l'aide pour la libération d'Arjan Erkel que lui ont lancé, lors des festivités du jubilé de Saint-Petersbourg en mai cette année, les Premiers ministres des Pays-Bas et de Grèce, Vladimir Poutine a déclaré qu'il était au courant de l'affaire et qu'un travail pour aboutir à cette libération était en cours...

C'est vrai, le président a donné des instructions aux responsables du FSB et du MVD et ces deux établissements ont combiné leurs efforts pour faire libérer Arjan Erkel. [...] Je peux témoigner avoir personnellement et à plusieurs reprises rencontré le chef de l'administration de la république tchétchène, Akhmad Kadyrov, en 2000-2001, sur la question de la libération du journaliste Viktor Petrov et de l'activiste du mouvement des femmes Svetlana Kouzmina, qui a passé plus de deux ans captive de bandits en Tchétchénie.

Les longues négociations ont donné un résultat : les gens d'Akhmad Kadyrov ont vraiment aidé, même si pour cela nous avons dû avoir recours aux responsables de groupes illégaux de bandits – Rouslan Guelaïev et Dokou Oumarov.

[...] Cette édition du journal paraîtra au moment où les résultats des élections présidentielles en Tchétchénie seront déjà connus.

Ces résultats ne font aucun doute. Kadyrov sera élu président. Il serait bon que sa première mission internationale soit la libération d'Arjan Erkel. À condition, bien sûr, que le président de Russie le charge de cette mission.

À la mi-octobre 2003, le ministre russe des Affaires étrangères, en visite officielle en Suisse, affirme à son homologue helvétique qu'Arjan Erkel est vivant et que la Russie fait son possible pour le libérer.



« Le ministre russe des Affaires étrangères affirme qu'Arjan est vivant »
Communiqué de presse de MSF Suisse, 19 octobre 2003 (en français).

Extrait :

Selon l'agence de presse ITAR-Tass, Igor Ivanov a affirmé à Micheline Calmy-Rey [ministre des Affaires étrangères suisse] qu'Arjan, enlevé il y a plus de quatorze mois, était encore en vie et que la Russie faisait tout son possible pour qu'il soit libéré.

Depuis mai 2003, les autorités russes affirment qu'Arjan est encore vivant. Des preuves de vie ont été montrées à MSF. La première preuve avait été envoyée fin mars aux autorités néerlandaises, plus de sept mois après l'enlèvement d'Arjan. Elle comprend deux photos et deux lettres de la main d'Arjan. Fin juillet, une seconde preuve était arrivée.

Fin octobre 2003, le directeur général de MSF Suisse, Thomas Linde, modère les propositions de communication et de diplomatie du mouvement MSF. Il souhaite éviter les situations qui amèneraient à relancer des accusations pouvant compromettre l'avancée de certaines pistes.

Toutefois, le 1 novembre débute une campagne d'affichage de portraits d'Arjan et d'informations sur son sort dans les endroits stratégiques des aéroports de Moscou.



« Arjan » **Courriels** de Thomas Linde, directeur général de MSF Suisse, 30 octobre 2003 (en anglais).

Extrait :

Thomas :

a) Aujourd'hui, nos priorités en matière de communication publique sont un peu différentes. Les intermédiaires sur le terrain semblent faire des progrès et nous avons pu constater ces six dernières semaines que trop de bruit médiatique à ce stade pouvait semer la confusion à la fois parmi ceux qui sont censés libérer Arjan et ceux qui doivent donner le feu vert à cette libération.

En conséquence, nous devons faire de notre mieux pour maintenir l'attention sur le sort d'Arjan mais éviter les situations qui nous obligeraient à répéter des accusations que nous ne voulons pas mettre en avant à ce stade.

Pour cette raison, le moment n'est peut-être pas propice pour un briefing de fond avec des journalistes (si on le fait, c'est pour donner des informations « juteuses », mais dans ce cas on ne peut pas contrôler ce qui en sortira).



« **Chronologie narrative** : cas Arjan Erkel » cellule de crise MSF Suisse, avril 2004 (en anglais).

Extrait :

01/11 : à Moscou, début de la campagne d'affichage des photos d'AE. L'idée est d'avoir des panneaux informant de la situation d'Arjan. Dans les deux plus grands aéroports de Moscou, les panneaux sont situés dans des endroits stratégiques afin d'attirer l'attention des politiciens qui voyagent. La campagne est prévue pour durer jusqu'à la libération d'Arjan, sauf si elle s'avère contre-productive.



Il y avait des jours où Thomas Nierle ou Thomas Linde [directeur des opérations et directeur général de MSF Suisse] nous appelaient pour nous dire d'arrêter de communiquer. Je me souviens de deux fois où Thomas Linde m'a dit : « Attends, il ne faut pas monter maintenant avec cela. » Et ces deux fois, nous avons arrêté.

Rafael Vilasanjuan, MSF International, secrétaire général de janvier 2001 à janvier 2004 (en anglais).



À chaque opération de communication, il y avait des discussions entre sections. Au niveau international, il avait été décidé que notre section avait un droit de veto, c'est-à-dire que nous pouvions mettre notre veto à une communication si nous la jugions dangereuse ou contre-productive par rapport à des activités ou des négociations en cours. C'était bien respecté.

Dr Thomas Nierle, MSF Suisse, responsable des urgences puis directeur des opérations de 2000 à 2004 (en français).



Entre les Suisses, le bureau international et nous, cela ne fonctionnait pas si mal, on faisait les choses conjointement. À chaque prise de position, on était très inquiets de savoir si Arjan était vivant ou malade. C'est ce qui nous motivait, sinon on ne l'aurait pas fait. On mesurait à quel point cela pouvait être dangereux pour Arjan, pour nous individuellement, pour les équipes.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008(en français).

Le 5 novembre 2003, à l'occasion de la présence de Vladimir Poutine à Rome pour un sommet avec l'Union européenne, MSF donne une conférence de presse au cours de laquelle elle demande au président du Conseil italien, Silvio Berlusconi, qui préside également l'Union européenne, de faire pression sur son homologue russe pour qu'il assure la libération d'Arjan Erkel.

Le 7 novembre, Vladimir Poutine est à Paris. MSF demande au président de la République française, Jacques Chirac, de soulever la question du sort d'Arjan et organise une manifestation près du palais présidentiel pour dénoncer la situation des déplacés tchéchènes et demander la libération d'Arjan Erkel.

**Au final, l'Union européenne se montre divisée face au soutien inconditionnel du président Berlusconi à la politique de Vladimir Poutine.
Le 9 novembre, le Comité des droits de l'homme de l'ONU publie un rapport accablant sur les violations des droits humains en Tchétchénie.**



« Arjan Erkel est en captivité depuis plus de quatorze mois. MSF interpelle le président de l'Union européenne pour faire pression sur le président Poutine »
Communiqué de presse de MSF Paris / Rome, 5 novembre 2003 (en français).

Extrait :

Dans le cadre de la rencontre entre les chefs de l'Union européenne (UE) et leurs homologues de la Fédération de Russie au sommet de Rome cette semaine, Médecins Sans Frontières (MSF) a demandé au président de l'UE de faire pression sur le président russe pour garantir la libération d'Arjan Erkel, chef de mission enlevé le 12 août 2002 dans la république russe du Daguestan, en captivité depuis plus de quatorze mois.

À la fin juillet 2003, MSF a reçu la preuve qu'Arjan était toujours en vie. Au cours d'une visite officielle en Suisse le 13 octobre dernier, le ministre russe des Affaires étrangères, Igor Ivanov, a lui aussi confirmé qu'Arjan était en vie. Ivanov a également affirmé que la Russie faisait tout son possible pour accélérer sa libération. Pourtant, en dépit de ces affirmations qui se veulent rassurantes pour la famille d'Arjan comme pour MSF, le fait que le problème reste irrésolu prouve que davantage doit être fait. « Après plus de quatorze mois de captivité insupportables pour notre collègue, nous demandons instamment à tous les membres de l'Union européenne, et en particulier à son président, Silvio Berlusconi, de réclamer des comptes au président russe Vladimir Poutine », affirme le Dr Morten Rostrup, président du Conseil international de MSF.

Depuis le jour du kidnapping, le Parlement européen a interpellé deux fois la Russie dans ce sens : après une première résolution adoptée en janvier dernier, il a exigé lors de sa session plénière du 3 juillet que « les autorités russes renforcent leurs efforts pour trouver et libérer Arjan Erkel, chef de mission MSF au Daguestan ».

« Arjan est un citoyen européen ; MSF saisit donc aujourd'hui l'occasion du sommet UE-Russie pour que la présidence, assumée par l'Italie jusqu'à la fin de l'année, applique la résolution du Parlement », commente Morten Rostrup.

Arjan Erkel est aujourd'hui le seul travailleur humanitaire étranger en captivité dans le Caucase. Son cas est devenu l'expression claire de la réduction de l'espace humanitaire dans une région qui est en conflit depuis plus de dix ans. Les organisations humanitaires indépendantes ne peuvent plus efficacement fournir une assistance nécessaire à des milliers de victimes, en raison de la très grande insécurité et de l'instabilité qui y règnent. En août 2003, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté à l'unanimité la résolution 1502 sur la sécurité des travailleurs humanitaires, réitérant la responsabilité du pays hôte. Arjan Erkel est pourtant toujours en captivité, et les autres travailleurs humanitaires dans la région russe du Caucase du Nord sont toujours menacés.



« Liberté et droits de l'homme en Tchétchénie, des "questions gênantes" en arrière-plan » **La Repubblica** (Italie), 5 novembre 2003 (traduit de l'italien par MSF).

Extrait :

L'affaire loukos³⁵ n'est pas à l'ordre du jour officiel, de même qu'un autre sujet que la présidence italienne a pourtant promis de soulever : l'enlèvement d'Arjan Erkel, le volontaire de Médecins Sans Frontières (MSF) enlevé le 12 août 2002 dans la république russe du Daguestan où il était venu aider les réfugiés qui avaient fui la guerre en Tchétchénie. Depuis ce jour, toute trace d'Arjan Erkel, un Hollandais de 33 ans, a été perdue : deux photographies, l'une datant d'un an et l'autre de l'été dernier, et quelques communications informelles, parvenues à la famille et à MSF par des circuits russes, montrent qu'il est toujours en vie. « Les Russes sont en contact avec les ravisseurs », a expliqué Morten Rostrup, président international de MSF, avant de poursuivre : « Nous ne savons pas quel type de contacts ils entretiennent, mais nous pensons qu'ils peuvent en faire davantage pour qu'Arjan soit relâché. »

Pour faire pression sur l'Europe et la pousser à insister auprès de Poutine pour que cette question soit élucidée, le père d'Arjan, Dick Erkel, est venu à Rome. « Demain, quatre cent cinquante jours se seront écoulés depuis l'enlèvement », explique-t-il, « depuis ce moment où la vie de ma famille est devenue un enfer : je sais que mon fils est en vie, mais je ne sais pas où il se trouve. Il semble très éprouvé sur les photos qui me sont parvenues : je ne crois pas qu'il puisse survivre un hiver de plus dans le Caucase. » Pour cette raison, Erkel et MSF demandent à l'UE de faire pression sur Poutine, qui ne s'est intéressé à la question que suite aux très nombreuses pressions internationales, dont celles de Kofi Annan, du pape, du haut-commissaire de l'ONU aux réfugiés, Ruud Lubbers, et de nombreux gouvernements européens.



« Manifestation de MSF à Paris pour Arjan Erkel » **Le Monde** (France), 7 novembre 2003 (en français).

Extrait :

Les membres de Médecins Sans Frontières (MSF) ont manifesté à proximité de l'Élysée, vendredi 7 novembre, pour demander la libération de leur collègue Arjan Erkel. [...] « La vie d'Arjan est entre les mains de Vladimir Poutine. Nous avons demandé au président Chirac d'aborder le sujet », a expliqué Rafael Vilasanjuan, secrétaire général de MSF International. Le 31 juillet, le gouvernement des Pays-Bas (Arjan Erkel est citoyen néerlandais) a reçu une photo d'Arjan. Récemment, MSF Suisse a publié un rapport qui met en lumière « les coïncidences étranges, les incohérences et les dissimulations » de la partie russe lors de l'enquête sur son rapt. Selon ce rapport, il apparaît qu'Arjan Erkel « était sous la surveillance d'agents du FSB (ex-KGB) au moment de sa disparition ».



« L'Europe en plein désordre face à la Russie de Vladimir Poutine » Laurent Zecchini, **Le Monde** (France), 9 novembre 2003 (en français).

Extrait :

La Commission critique vivement le soutien inconditionnel de M. Berlusconi au président russe. Jacques Chirac multiplie les égards envers Moscou. Berlin et Londres se taisent

35. En octobre 2003, le milliardaire russe Mikhaïl Khodorkovski, à la tête de la compagnie pétrolière loukos, est arrêté et mis en prison pour fraude fiscale.

tandis que le Danemark, la Suède et le président du Parlement européen réitèrent leurs critiques sur la Tchétchénie.

Silvio Berlusconi a de nouveau provoqué de fortes tensions en Europe en affichant, jeudi à Rome, un soutien inconditionnel à Vladimir Poutine. Vendredi, la Commission européenne a fortement critiqué les propos tenus la veille par le président en titre de l'Union européenne, en estimant qu'il n'avait pas défendu les positions des Quinze. Mais au même moment, Jacques Chirac affichait à Paris son amitié envers Vladimir Poutine en le raccompagnant à l'aéroport. La plupart des dirigeants européens ont choisi de soutenir le Kremlin malgré les violations massives des droits de l'homme en Tchétchénie, à nouveau dénoncées dans un rapport de l'ONU. À Moscou, à un mois des élections législatives, les mouvements démocratiques, traditionnellement divisés, commencent à se mobiliser.



« Rapport accablant de l'ONU sur la Tchétchénie » **Le Monde** (France), 9 novembre 2003 (en français).

Extrait :

Dans un rapport accablant publié le vendredi 7 novembre à Genève, le Comité des droits de l'homme de l'ONU se dit « profondément préoccupé » par les violations des droits de l'homme en Tchétchénie, république indépendantiste de la Fédération de Russie. Selon l'un de ses experts, « les exécutions, les tortures, les crimes, les viols semblent [y] avoir été commis avec une bonne dose d'impunité ». Lors d'une conférence de presse, le rapporteur, M. Nigel Rodley, a d'ailleurs précisé que les explications données par Moscou « n'ont rien fait pour dissiper les inquiétudes du Comité ».

Les experts s'inquiètent des informations « persistantes et étayées de preuves », faisant état de violations des droits de l'homme dans la république tchétchène. Les rapporteurs constatent que 54 policiers et militaires ont été poursuivis pour des crimes contre des civils en Tchétchénie, mais notent que « les chefs d'inculpation et les condamnations ne semblent pas correspondre à la gravité des actes ». « Toutes les affaires extrajudiciaires, de disparitions forcées et de torture, y compris les viols » doivent faire l'objet d'une enquête et les coupables « doivent être poursuivis et les victimes dédommagées », ajoutent-ils.

Les 18 auteurs de ce rapport soulignent, par ailleurs, que l'élection présidentielle tchétchène, qui s'est tenue le 5 octobre, n'a pas respecté les exigences du pacte international relatif aux droits civils et politiques.



MSF Hollande préconisait la diplomatie silencieuse avec tous les gouvernements d'Europe. Je suis allé voir José Maria Aznar [le Premier ministre espagnol], Javier Solana [haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères], le second de Berlusconi, tous ces gens. La Russie n'avait alors pas encore autant de pouvoir qu'elle en a aujourd'hui grâce à ses ressources énergétiques, mais cela commençait. Poutine voulait jouer avec cela, et nous avons commencé à jouer avec l'Europe pour inscrire le cas d'Arjan dans toutes les rencontres entre l'Europe et la Russie. Le chef de cabinet de Solana m'avait dit que celui-ci avait tenté d'aborder le cas de la Tchétchénie, mais Poutine avait déclaré que jamais il n'accepterait une ingérence de l'Europe. Aucun président n'a rien fait, sauf Silvio Berlusconi [président du Conseil italien], mais dans un contexte privé. Lors d'un séjour privé en Sardaigne, il a dit à Poutine que, s'il voulait améliorer les relations avec l'Europe, il fallait qu'il envoie un signal fort du genre « trouver une solution au cas d'Erkel ». Poutine a répondu que ce n'était pas lui le responsable, et il n'a rien fait. Aznar ne voulait pas mentionner Arjan pour ne pas

mettre Poutine en colère. Villepin [Dominique de, ministre des Affaires étrangères français] a mentionné Erkel auprès d'Ivanov, le ministre des Affaires étrangères russes, lors d'une visite aux Nations unies, mais pas auprès de Poutine. Il n'y avait donc pas de véritable pression politique.

Rafael Vilasanjuan, MSF International, secrétaire général de janvier 2001 à janvier 2004 (en anglais).

DES JOURNALISTES DÉSIGNENT DES COMMANDITAIRES DE L'ENLÈVEMENT

Dans les éditions du 5 puis du 16 novembre 2003 du quotidien néerlandais *NRC*, Coen van Zwol reprend de nouveau des hypothèses posées par Izmaïlov quelques jours plus tôt dans *Novaïa Gazeta*. Elles désignent comme le commanditaire de l'enlèvement d'Arjan Erkel un homme d'affaires criminel, membre du Parlement daguestanais, proche de certains groupes wahhabites. L'article affirme que MSF ainsi que les enquêteurs daguestanais et russes sont sur cette piste depuis longtemps.

Outre celle de son collègue néerlandais, Izmaïlov est également une des sources privilégiées de MSF, qui se base beaucoup sur ses informations pour construire son analyse des tenants et aboutissants de l'enlèvement d'Arjan Erkel.



« L'identité du ravisseur d'Arjan Erkel est connue » Coen van Zwol, *NRC Handelsblad* (Pays-Bas) Moscou, 5 novembre 2003 (traduit du néerlandais vers l'anglais puis vers le français par MSF).

Extrait :

Le travailleur humanitaire néerlandais Arjan Erkel a été enlevé le 12 août l'année dernière sur les ordres d'un parlementaire et businessman du Daguestan. Au printemps, ses ravisseurs ont fait savoir qu'ils feraient bientôt connaître leurs exigences. Depuis, une rumeur circule au Daguestan selon laquelle Erkel devrait fournir une rançon d'un montant de 5 millions de dollars.

L'identité de la personne qui se tient derrière l'enlèvement est connue des enquêteurs russes. On dit qu'Arjan Erkel serait de retour au Daguestan, dans la région de Chamilski. Ces informations sont le résultat de l'enquête d'un journaliste, major retraité, Viatcheslav Izmaïlov, qui s'est rendu récemment en visite au Daguestan, un État du sud de la Fédération de Russie.

Izmaïlov est originaire du Daguestan et a servi de médiateur pour de nombreux enlèvements dans les années 1990. Dans son journal, *Novaïa Gazeta*, il nomme le ravisseur par le nom d'emprunt d'Imam, mais de telle façon que tout le monde au Daguestan sait immédiatement ce qu'il veut dire. À *NRC Handelsblad*, nous connaissons aussi son nom.

Selon Izmaïlov, Arjan Erkel a été enlevé par la bande d'Imam à Makhatchkala, la capitale du Daguestan, alors que deux agents des services secrets russes, le FSB, l'observaient et ne sont pas intervenus. Mais l'histoire commence réellement plus tôt. Le 23 avril 2002, le FSB avait annoncé triomphalement avoir assassiné le chef de guerre jordanien Khattab. Ce dernier était le leader d'un groupe de volontaires arabes de Tchétchénie et entretenait des liens étroits avec Al-Qaïda. Il est mort après avoir ouvert une lettre

empoisonnée qu'il avait reçue via le frère d'Imam, Ibrahim, qui vivait à Bakou (Azerbaïdjan). Ce dentiste et ancien compagnon de lutte du leader tchétchène Doudaïev faisait du commerce d'or à Bakou.

Ibrahim était un membre du réseau criminel d'Imam, qui a survécu principalement en exécutant des tâches louches pour la légion arabe de Khattab. Certains membres du gang d'Imam étaient des taupes du FSB. Ce sont eux qui ont envoyé à Khattab la lettre empoisonnée via Ibrahim – probablement sans que ce dernier soit au courant. Les rebelles tchétchènes l'ont considéré comme un collaborateur.

Le 14 mai 2002, le réseau de télévision arabe Al-Jazeera a rapporté qu'un tribunal tchétchène l'avait condamné à mort.

Selon Izmaïlov, il a été assassiné en septembre 2002, apparemment sur les ordres d'Imam. Imam avait toutes les raisons d'être furieux. Après la mort de Khattab, il a perdu le contact lucratif qu'il entretenait avec les financiers arabes de Khattab. Son gang a alors décidé de se concentrer de nouveau sur son ancienne spécialité : le kidnapping.

Imam voulait un étranger parce que ceux-ci permettent de lever beaucoup d'argent. Début août, Erkel, qui était à Khassaviourt, près de la frontière tchétchène, a été alerté du danger par le FSB.

Il a évacué les travailleurs étrangers de MSF – un médecin et un logisticien – vers Makhatchkala, la capitale du Daguestan.

À Makhatchkala, Erkel a alors commis une grave erreur en dînant avec deux observateurs militaires étasuniens qui étaient au Daguestan pour assister à des exercices de la flotte russe. Ce fait, associé à d'autres comportements « suspicieux » de sa part, a conduit la police locale et les services secrets à le prendre pour un espion occidental.

Toutes les sources d'Izmaïlov partagent cette opinion. Elles disent : une chose est certaine, Arjan Erkel avait des secrets. Elles trouvent également suspect qu'un travailleur humanitaire refuse un garde du corps quand, au même moment, la police lui signale qu'il est en danger. Selon elles, le travailleur humanitaire ne souhaitait pas que quelqu'un soit là à fouiner autour de lui.

Le gang d'Imam avait des informateurs au sein des forces de police corrompues du Daguestan et du FSB. Il n'est pas inconcevable que les soupçons concernant Arjan l'aient rendu encore plus attractif comme candidat à l'enlèvement : au Daguestan circule aussi l'histoire selon laquelle la CIA a d'énormes ressources et paye toujours pour récupérer ses agents.

Les sources d'Izmaïlov n'ont pas de réponse à la question de savoir pourquoi le FSB daguestanais, qui filait Erkel, n'est pas intervenu le 12 août et par la suite n'a mis que faiblement la pression sur Imam.

« Demandez à Vladimir Souratov » (le responsable local du FSB), répond la police du Daguestan. Le rapport d'Izmaïlov est fondé sur 14 sources : 10 policiers, deux agents du FSB au Daguestan et à Moscou et deux intermédiaires dans les cas d'enlèvement.

L'équipe chargée du cas Erkel par MSF dit qu'il s'agit « d'informations largement plausibles » et d'une « très bonne analyse », mais pas nécessairement « la seule vraie version parce qu'on ne sait jamais qui manipule qui ».

Jean-Christophe, de MSF : « Le fait que les autorités du Daguestan s'expriment désormais librement avec un journaliste m'indique qu'il se passe quelque chose. Il y a comme un mouvement pour augmenter la pression sur les ravisseurs. C'est bon signe, j'espère. »

En effet, entre-temps, la situation au Daguestan est entrée dans une nouvelle dynamique. En juin, après des discussions entre le Premier ministre [néerlandais] Balkenende et le président Poutine, le FSB de Moscou a envoyé une équipe indépendante d'agents vers le sud pour résoudre le cas Erkel. Ils mettent sérieusement la pression sur les « locaux ».

Jean-Christophe, MSF : « Ce n'est plus la question de la rançon. Chacun veut que cette affaire se termine, mais les ravisseurs veulent garantir leur immunité. Ils ne veulent pas être punis par la suite. »

MSF nie être en contact avec les ravisseurs. La demande d'une rançon de 5 millions de dollars « ne nous est parvenue que par la voie de la rumeur, depuis mai ».

Selon [Jean-]Christophe, il n'y a eu que trois preuves de vie d'Arjan : deux photos et lettres, et plus tard une cassette vidéo : « Comme la vidéo ressemblait un peu à un ultimatum, nous avons demandé une autre preuve qu'il était vivant. Ils nous en ont donné une. »

Selon Izmaïlov, la police du Daguestan est en train de perdre patience avec Imam et il y aurait des plans pour le tuer. « La seule chose qui les arrête, selon lui, c'est qu'ils peuvent mettre la vie d'Arjan en danger. Mais, de toute façon, Imam sait que si Arjan meurt, lui-même mourra. »

[Jean-]Christophe admet qu'il le sait aussi très bien. « La police du Daguestan nous a parlé d'attaques surprises, mais nous sommes très méfiants. S'ils tuent le chef, nous avons peur que ses hommes tuent Arjan. »

Est-ce la fin de la partie dans l'affaire Erkel ? Izmaïlov sait que ce reportage va faire accélérer les événements. Il doit aussi penser à sa propre sécurité : « Imam sait que j'ai beaucoup d'informations. Je considère désormais qu'il est très dangereux de les garder pour moi seul. Je lui ai fait savoir par mes sources daguestanaises que toute l'information, y compris les noms des ravisseurs, était entreposée en lieu sûr et serait publiée si quoi que ce soit m'arrivait. »

Izmaïlov ne lâche toujours rien sur l'endroit où Arjan Erkel est détenu. Mais si son reportage dans le journal *Novaïa Gazeta* ne mène pas à la libération d'Arjan, il se pourrait qu'il révèle d'autres détails d'ici deux semaines. Le ministère des Affaires étrangères néerlandais a déclaré qu'il ne commenterait pas ces questions opérationnelles.



« La mort comme gagne-pain » Coen van Zwol, **NRC Handelsblad** (Pays-Bas), 16 novembre 2003 (traduit du néerlandais vers l'anglais puis le français par MSF).

Extrait :

Qui est Imam ? La presse daguestanaise nous en dit un peu plus. Cette semaine, le journal local *Novoïe Delo* a publié un article du major retraité Viatcheslav Izmaïlov sur Arjan Erkel, le travailleur humanitaire néerlandais qui a disparu le 12 août 2002 dans cette république du sud de la Russie. L'auteur de l'enlèvement, affirme-t-il, est un homme d'affaires et membre du Parlement daguestanais. Izmaïlov lui donne le pseudonyme d'Imam mais pimente l'histoire de détails si nombreux que nous avons retrouvé le véritable nom après une journée et demie de recherches. Utilisons son prénom : Gazimagomed. MSF considère comme « plausible » la théorie selon laquelle Gazimagomed est le ravisseur mais dit qu'il ne s'agit pas nécessairement de « la seule théorie correcte ». Il apparaît que ce nom est connu des travailleurs humanitaires depuis au moins huit mois déjà.

Le policier daguestanais Temirboulatov, qui est chargé de l'enquête, affirme : « En tant que policier, je ne fais aucun commentaire. En tant que citoyen, je dis : c'est lui. » Un diplomate néerlandais déclare : « C'est une bonne histoire. Elle explique le comportement bizarre des ravisseurs. »

Le major Izmaïlov est un homme du sérail. Il vient du Daguestan, là où Erkel a disparu il y a quinze mois.

En tant que major dans l'armée russe, il a construit de bonnes relations avec les rebelles pendant la première guerre de Tchétchénie (1994-1996). Pendant la période de retrait

des Russes, il a quitté le service et est devenu médiateur dans les affaires de kidnappings, une véritable épidémie dans le Caucase à l'époque. Un Russe « normal » rapportait entre 5 000 et 10 000 dollars, un étranger souvent des millions. Izmaïlov est désormais reporter pour le journal *Novaïa Gazeta*.

Nous avons parlé avec Izmaïlov quand nous avons publié cet article. Dans la cour de *Novaïa Gazeta*, il était occupé à décharger de la farine, du riz et des conserves de viande du coffre d'une Mercedes noire : l'aide alimentaire pour des camps de réfugiés tchétchènes qu'il a « adoptés » près de la ville de Tver.

L'année dernière, j'ai accompagné le chauve et corpulent major dans une de ses distributions de nourriture. Nos chemins se sont de nouveau croisés en février de cette année, lorsque MSF a brisé le silence qui entourait Arjan Erkel.

L'ex-président Mikhaïl Gorbatchev, le patron du journal *Novaïa Gazeta*, a alors demandé à Izmaïlov d'enquêter sur l'enlèvement au Daguestan.

Cela n'a pas produit grand-chose, à part la preuve qu'Erkel était encore en vie. Nous sommes restés en contact et avons échangé des informations. En juillet [2003] nous en avons vérifié une information ensemble : une voiture appartenant aux services secrets russes du FSB suivait Arjan Erkel quand il a été kidnappé. Quelques jours plus tôt dans la semaine, le travailleur humanitaire avait dîné avec deux observateurs militaires américains. En moins d'une heure, tous ces faits étaient confirmés.

À ce moment-là, de nombreux indices convergeaient vers un rôle actif des services secrets russes du FSB qui, traditionnellement, s'étaient toujours montrés hostiles à MSF en raison de ses critiques virulentes de la brutale intervention russe en Tchétchénie. Et le FSB est sans doute en contact avec les kidnappeurs.

En juin, un agent secret a apporté une vidéo avec des photos d'Erkel à l'ambassade néerlandaise à Moscou, mais le FSB a refusé d'aller plus loin dans la médiation.

Le 12 août 2003, un an après la disparition d'Arjan, MSF a manifesté sur la place de la Loubianka, à Moscou, près du siège du FSB.

Maintenant, de retour d'une visite récente au Daguestan, Izmaïlov regarde dans une direction complètement différente : le ravisseur est un « homme d'affaires » qui travaille étroitement avec les chefs de guerre wahhabites. Il peut le faire confirmer par 14 sources partiellement indépendantes de la police, du FSB et du « milieu ». Si tout cela est vrai et apparemment notoire parmi les hommes du sérail, trois questions se posent : pourquoi ne négocie-t-on pas la libération d'Arjan Erkel avec Gazimagomed ? Pourquoi les autorités locales ne l'arrêtent-elles pas ?

Et où le major Izmaïlov pense-t-il aboutir en rendant tout cela public ? [...]

Qui est Gazimagomed, le ravisseur présumé d'Arjan Erkel ? C'est un homme d'affaires de 32 ans, membre de la tribu des Avars, le plus grand groupe ethnique du Daguestan. Il vient d'une famille pauvre du village de montagne de G, et depuis mars de cette année il est membre du Parlement daguestanais pour le district d'Untsukul. Une telle position offre un gros avantage : l'immunité face aux poursuites judiciaires.

Officiellement, Gazimagomed est le sous-directeur d'Elmier, une petite usine de produits électroniques censée être construite à M [...], une entreprise qui a reçu une grosse subvention de 10 millions de dollars en 1999 de la part d'un haut-fonctionnaire inconnu à l'époque qui n'est autre que l'actuel Premier ministre [...].

Le fait que l'usine n'a pas encore été ouverte et que l'argent semble avoir disparu fait l'objet d'un scandale local. Cette semaine, le journal Daguestani a décrit Gazimagomed comme « un ange ». « C'est parce qu'il vient d'une famille pauvre qu'il aide les gens ordinaires. » Mais ce n'est pas un ange sans ennemis : en juillet, sa voiture a pris feu et son chauffeur de 33 ans est mort.

Gazimagomed circule parfois sur les chemins poussiéreux de montagne autour de G [...] dans une Mercedes 600 noire et parfois dans une BMW 750.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 28 novembre 2003 (en français).

Extrait :

L'enlèvement d'Arjan

MSF a maintenant un niveau d'information très précis sur les personnes et structures impliquées dans son enlèvement. Toutes les possibilités en matière diplomatique ont été épuisées. [...] Nous espérons une conclusion dans les semaines à venir, mais nous n'en avons pas l'assurance. En revanche, nous savons qu'Arjan est toujours en vie.



Je me souviens de ce fameux journaliste, Izmailov. Je l'ai rencontré deux ou trois fois. C'était une de nos sources concernant une implication avérée du FSB. Le problème avec lui, c'était qu'il s'était fait son nom là-dessus. La fiabilité de ses propos ne pouvait pas être garantie. À mon sens, toute sa réputation se faisait sur ses attaques contre les autorités. C'était quelqu'un qui était accepté aussi longtemps qu'il ne dépassait pas les bornes, et qui finalement était utilisé par le pouvoir pour dire qu'il y avait une certaine liberté d'expression. Il fallait donc être très prudent avec lui. Mais il était indépendant, c'est certain. C'est lui qui a certainement écrit le plus sur Arjan et posé le plus de questions dans la presse russe.

Dr Thomas Nierle, MSF Suisse, responsable des urgences puis directeur des opérations de 2000 à 2004 (en français).



On essayait de faire transformer l'histoire d'Arjan de celle de « l'espion qui faisait ceci », à celle de « l'humanitaire qui faisait cela ». Il y avait un journaliste de Novaïa Gazeta, Izmailov, qu'on utilisait pour faire passer des messages positifs dans la presse. Il est clair que les ministères, tout comme nos contacts, suivaient ce qui se disait dans les médias.

Steve Cornish, MSF France, coordinateur en Géorgie de janvier à avril 2000, puis en Ingouchie de septembre 2000 à janvier 2001; MSF Suisse, représentant en Fédération de Russie d'août 2002 à avril 2004 (en français).

Le 10 décembre 2003, le camp de déplacés d'Alina, en Ingouchie, est définitivement fermé et ses occupants chassés vers la Tchétchénie. Dans le quotidien britannique *The Guardian*, le coordinateur de MSF France décrit les entraves posées à l'intervention humanitaire dans les camps de déplacés tchétchènes.



« Des médecins en action au fin fond du Caucase » ***The Guardian*** (Royaume-Uni), 20 décembre 2003 (en anglais).

Extrait :

Il n'existe sans doute aucun endroit dans le monde où l'action de MSF se projette aussi loin au-delà de sa vocation médicale d'origine qu'en Ingouchie auprès des réfugiés des deux récentes guerres qui ont sévi dans la république voisine de Tchétchénie. Environ 90 % des 70 000 Tchétchènes ne vivent plus dans des tentes. Pour échapper à la rigueur de l'hiver, ils ont emménagé dans des *kompaktniki*, un terme vague qui

recouvre une variété de garages désaffectés, de porcheries, de bâtiments d'élevage de poulets, de boulangeries et d'ateliers.

En plus de l'aménagement des étages et des greniers, MSF a supervisé les réparations et même construit de nouveaux logements.

L'action de MSF dans le Caucase du Nord est unique pour d'autres raisons encore. Elle se heurte à un énorme problème de sécurité et à des relations difficiles avec les autorités. Bien qu'il n'y ait pas de combats en Ingouchie ni au Daguestan, les deux républiques frontalières de la Tchétchénie, le risque de kidnapping y est omniprésent.

En août de l'année dernière, Arjan Erkel, son chef de mission dans le Caucase du Nord, a été enlevé au Daguestan et n'a pas réapparu depuis.

MSF a suspendu toutes ses opérations au Daguestan et interdit à son personnel international de pénétrer en Tchétchénie. Bien qu'ayant repris le travail quelques mois plus tard, ce personnel international ne passe plus la nuit dans la république.

Pour aggraver les problèmes de sécurité, le gouvernement russe interdit les communications par radio. Ce n'est pas un endroit où l'on peut observer les habituels 4x4 blancs Toyota avec de grandes antennes et le logo MSF sur le côté.

« Dans quasiment tous les autres pays, le gouvernement nous soutient ou reste neutre avec MSF », constate Duccio Staderini, le chef de mission en Russie. « Ici, les responsables créent souvent délibérément des difficultés. »

Il a travaillé dans l'ouest de l'Afghanistan avant de venir à Moscou et affirme que, même avec les Talibans, il était plus facile de travailler.

« La dernière restriction en date, c'est de nous avoir imposé des laissez-passer pour pouvoir accéder aux camps de tentes en Ingouchie. Dans un autre cas, on nous a autorisés à construire 140 logements pour les réfugiés, et puis on nous a ordonné de les détruire. »

La politique des autorités est de faire en sorte que la vie des Tchétchènes ne soit pas confortable. Afin de prouver que la guerre est presque finie et que la Tchétchénie se « normalise », ils ont mis la pression sur les réfugiés pour qu'ils rentrent à la maison.

La méthode la plus radicale consiste à fermer les camps. L'un d'entre eux a fermé en décembre l'année dernière après un ultimatum posé par les autorités pour couper la fourniture de gaz et l'électricité. Un autre a été fermé en octobre, et au début de ce mois les réfugiés du camp d'Alina ont reçu l'ordre de faire leurs bagages et de trouver un autre endroit pour vivre parce que les tentes allaient être démontées.

C'était la dernière étape d'un lent processus de compression qui a mené à réduire les effectifs d'Alina de 3 944 au début de janvier à 818 au début de décembre.

Environ 30 000 réfugiés sont retournés en Tchétchénie cette année, en partie leurrés par les fournitures de farine et d'autres produits alimentaires par le Programme alimentaire mondial et en partie par les promesses de compensation pour les logements endommagés faites par l'administration tchétchène, bien que jusqu'ici moins de 100 familles en aient bénéficié. Une fois là-bas, ils bénéficient toujours des programmes MSF. Bien qu'aucun personnel international ne se rende là-bas, MSF travaille avec un réseau d'employés tchétchènes qui approvisionnent 25 hôpitaux, des dispensaires et des pharmacies tchétchènes en médicaments et en matériel dans six régions de la république ravagée par la guerre.

Elle porte une attention particulière à l'hôpital central de Grozny, en soutenant la réhabilitation du bloc opératoire. L'hôpital a réussi à réaliser 395 opérations le mois dernier.

Début décembre 2003, une piste de libération passant par l'intermédiaire de vétérans des services secrets russes, recrutés par MSF avec l'accord des autorités néerlandaises, semble sur le point d'aboutir.

Mais le 10 décembre, l'arrestation, à la suite de dénonciations suscitées par des rivalités internes dans la police daguestanaise, d'Imamutdin Temirboulatov, le policier daguestanais chargé de l'enquête sur Arjan Erkel, sème la confusion dans la région, bloquant temporairement les pistes, dont celle suivie par l'association de vétérans.

Dans *Novaïa Gazeta*, Viatcheslav Izmaïlov prend la défense de Temirboulatov et rend publiques des informations que MSF est en train de vérifier de son côté.

Le 16 décembre, un article dans le *Chechen Times* annonce, à tort, que les forces spéciales tchétchènes ont libéré Arjan Erkel.



« **Chronologie narrative** : Le gouvernement néerlandais – Cas Arjan Erkel – de 2002 à 2004 » cellule de crise MSF Suisse, 2004 (en anglais).

• 01/12 : Deux pistes opérationnelles sont ouvertes, l'une avec les vétérans et une avec le juriste néerlandais R[...]. Thomas Linde (directeur général de MSF Suisse) a des doutes sur notre capacité à maintenir deux pistes ouvertes en même temps. [...]

• Aux environs du 07/12 : Une occasion de libérer AE est sur le point de devenir une réalité. Les vétérans sont dans le coup, sans doute pas à l'initiative mais acceptant de jouer les intermédiaires avec les ravisseurs. La libération est prévue autour du 11 décembre. Elle est censée avoir lieu au Daguestan. [...]

• 10/12 : Arrestation du colonel Temirboulatov (adjoint au chef de la Direction de la lutte contre le crime organisé UBOP MVD au Daguestan). Il est soupçonné de s'être laissé corrompre dans la libération de D[...] un garçon de 8 ans enlevé il y a plus de trois ans. L'arrestation a semé une telle pagaille dans la région, que les chances de libérer Arjan ont capoté. Les vétérans sont rentrés à Moscou et attendent du nouveau pour la fin du mois.



« Information à sensation ou totale fabrication » Viatcheslav Izmaïlov, *Novaïa Gazeta* (Russie), 15 décembre 2003 (en anglais).

Extrait :

La semaine dernière, les médias nationaux ont publié une information à sensation. Le chef de l'unité anti-kidnapping de la police du Daguestan, le lieutenant-colonel Imamutdin Temirboulatov, était détenu comme l'un des suspects de l'enlèvement de D[...], un garçon de 11 ans.

Je connais Imamutdin Temirboulatov personnellement comme un policier activement engagé dans la résolution des affaires de kidnapping.

J'ai des raisons de supposer que le « cas » d'Imamutdin Temirboulatov a été monté de toutes pièces. C'est une personne gênante à la fois pour les militants et pour ses propres patrons. [...]

Temirboulatov a rendu un rapport personnel au ministre de l'Intérieur daguestanais sur l'enlèvement d'Arjan Erkel, une affaire aux répercussions internationales. Il entretenait les relations les plus difficiles avec ses supérieurs hiérarchiques. Il les accusait régulièrement de corruption et de complicité de crimes.



« “Opération spéciale” des forces tchétchènes pour libérer Arjan Erkel : notre position est de ne pas commenter » **Échange de courriels** entre Pere Joan Pons, cellule de crise Erkel, et les responsables de communication de MSF, 16 décembre 2003 (en anglais).

Extrait :

Merci de lire l'article ci-dessous concernant le cas d'Arjan Erkel. N'oubliez pas que ce n'est qu'un article de presse...

Notre ligne de communication externe :

Pour toute demande de la part des médias, MSF n'a pas de commentaires à faire au sujet de l'information publiée dans le *Chechen Times*.

Notre position est simple : pas de commentaire. [...]

« Opération spéciale » des forces tchétchènes pour libérer Arjan Erkel :

L'équipe éditoriale du *Chechen Times* vient d'apprendre qu'une force spéciale tchétchène a mené le 13 décembre une opération spéciale dans le district de Tsountinski, au Daguestan, pour libérer un membre de l'organisation « Médecins Sans Frontières », Arjan Erkel, citoyen des Pays-Bas qui, selon nos informations, avait été enlevé par des membres des services secrets fédéraux (FSK RF) il y a plus d'un an et gardé en captivité, sous la couverture d'un « kidnapping » dans la zone montagneuse du Daguestan, près de la frontière avec la Tchétchénie.

L'équipe éditoriale du *Chechen Times* n'a pas d'information disponible indiquant qu'Arjan Erkel a effectivement été libéré de sa captivité entre les mains des Russes.



Plus tard, le chef de la police du Daguestan chargé des enquêtes, donc de chercher Arjan, a été arrêté au milieu de ses recherches et accusé d'être impliqué lui-même dans les kidnappings... Ils [les services de renseignement russes] étaient mouillés jusqu'au cou dans ces affaires !

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008 (en français).



Comment le dire ? Mon expérience m'a convaincu que pratiquement aucun des enlèvements n'est réalisé sans une participation quelconque des services secrets.

B, Membre du personnel local de MSF recruté dans le Caucase du Nord (en russe, traduit vers l'anglais, puis vers le français par MSF).

Le 25 décembre 2003, 500^e jour depuis l'enlèvement d'Arjan Erkel, MSF diffuse un communiqué de presse appelant à sa libération et organise une veillée aux chandelles à Amsterdam.



« 12 août 2002-25 décembre 2003 : cinq cents jours de captivité pour Arjan Erkel, toujours détenu » **Communiqué de presse** de MSF, 25 décembre 2003 (en français).

Extrait :

Arjan Erkel, chef de mission de Médecins Sans Frontières au Daguestan (dans le nord du Caucase), a passé cinq cents jours en détention depuis son enlèvement au Daguestan, le 12 août 2002. Âgé de 33 ans, Arjan Erkel, d'origine hollandaise, a été enlevé par trois hommes armés à Makhatchkala, capitale du Daguestan, une république russe proche de la Tchétchénie.

« Cinq cents jours de détention sans savoir de quoi demain sera fait, sans savoir s'il quittera sa geôle vivant, c'est un véritable cauchemar ! », déclare Thomas Nierle, directeur des opérations de MSF Suisse. « Nous appelons une nouvelle fois les parties en présence à faire tout leur possible pour qu'Arjan soit relâché immédiatement. »

Depuis l'enlèvement d'Arjan Erkel, MSF a reçu des preuves démontrant qu'il était toujours vivant. La dernière, une photo d'Arjan, date du mois de juillet 2003. Cette nouvelle a été confirmée par Igor Ivanov, ministre russe des Affaires étrangères, lors d'une visite officielle en Suisse en octobre dernier. M. Ivanov a également déclaré que la Russie faisait tout ce qui était en son pouvoir pour qu'Arjan Erkel soit libéré.

Des organisations internationales, comme les Nations unies, le Parlement européen ou la Commission européenne, ont manifesté à maintes reprises leur souci à l'égard du sort d'Arjan Erkel. Des leaders politiques importants ont agi personnellement pour permettre la libération d'Arjan. Plus de 380 000 personnes à travers le monde ont par ailleurs signé une pétition adressée au président russe, exprimant leur solidarité avec Arjan Erkel et exigeant sa libération saine et sauf.

En dépit de tous ces efforts, Arjan Erkel, qui travaille avec MSF depuis 1994, est le seul travailleur humanitaire étranger toujours en détention dans le nord du Caucase.

MSF ACCUSE

Contre l'avis de la famille et des autorités néerlandaises, MSF pointe publiquement la responsabilité d'hommes politiques russes et daguestanais dans l'enlèvement d'Arjan Erkel.

Le 28 janvier 2004, la famille Erkel insiste auprès des représentants de MSF et du gouvernement néerlandais pour que la plus stricte confidentialité soit maintenue au sujet des pistes suivies pour tenter de faire libérer Arjan, afin que celles-ci ne soient pas remises en question par des fuites dans la presse.

Mais en février, après plusieurs semaines de quasi-silence, l'échec de plusieurs pistes, et la circulation de rumeurs inquiétantes sur la santé d'Arjan, la cellule de crise Erkel et le comité de suivi international³⁶ relancent un plan d'action en matière de diplomatie et de communication publique.

Au sein du comité de suivi international, les divergences d'opinion sur l'opportunité ou non de faire pression publiquement sur les autorités russes se traduisent par des tensions très fortes, en particulier entre Jean-Hervé Bradol, le président de MSF France, et Kenny Gluck, l'un des directeurs des opérations de MSF Hollande.

36. Il n'existe aucun compte-rendu écrit de ces réunions.

Au final, le comité de suivi décide de pointer publiquement la responsabilité des autorités russes. Cette politique sera approuvée le 19 février par l'Excom³⁷, la plateforme des directeurs généraux des sections opérationnelles.

Un communiqué de presse est diffusé le jour des dix-huit mois de captivité d'Arjan Erkel.



« Réunion entre la famille Erkel, le ministère des Affaires étrangères néerlandais et MSF » **Minutes**, 28 janvier 2004 (en anglais).

Extrait :

6. Confidentialité de l'information opérationnelle : La famille présente deux situations particulières au cours desquelles des détails opérationnels concernant les négociations en cours ont été dévoilés publiquement et affirme que cette stratégie qui permet aux autres de savoir à l'avance ce que MSF veut faire n'est pas la bonne. On s'accorde à dire que les détails opérationnels doivent rester strictement confidentiels. Le maintien d'une stricte confidentialité a ses limites car les services chargés de l'enquête et les journalistes obtiennent parfois par des voies différentes et indépendantes les mêmes informations et les utilisent. [...]

9. Attention des politiques : On s'accorde sur le fait que les démarches diplomatiques en cours ne doivent pas être accusatoires, mais interrogatives, rappeler la situation et maintenir la pression. La famille pense que le nouveau président international de MSF, le Dr Rowan Gillies, peut donner un nouveau départ aux démarches politiques et Dick aimerait le rencontrer le plus rapidement possible.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF Suisse, 6 février 2004 (en français).

Extrait :

Point sur Arjan par Jean-Christophe Azé, de la cellule de crise.

La piste des ex-FSB ne donne rien non plus pour le moment, après cette libération d'un enfant enlevé par le même groupe qui a kidnappé Arjan et suite à l'arrestation de l'enquêteur qui travaillait aussi pour nous. Pour les groupes intermédiaires le travail devient difficile, ils se sentent plus exposés. Le responsable du kidnapping d'Arjan, qui est celui qui a un pouvoir de décision, n'apparaît plus. Il s'est mis à l'abri et est réticent à reprendre le contact. [...]

Avec la Hollande et le mouvement international, on s'est donné jusqu'à mi-février pour voir ce que nous allons relancer en termes de communication publique. On est silencieux depuis quatre mois, sans que nous ayons l'impression que cela nous ait permis d'avancer, c'est pourquoi, après un an et demi de captivité d'Arjan, on pense qu'on ne peut pas rester silencieux, et on retravaille un plan d'action en élaborant un calendrier d'actions sur le plan diplomatique.

On pense changer le message qu'on va faire passer, car on voit qu'en ayant contacté Bush et Berlusconi on a atteint les limites de ce qu'ils étaient prêts à faire. Il nous semble que la seule solution c'est d'être plus revendicatifs, de les forcer à prendre position, à être plus dynamiques.

37. *Executive Committee* : comité réunissant les directeurs généraux des cinq sections opérationnelles et le secrétaire général du mouvement MSF.

La cellule de crise va changer vers mi-février, on va réduire les postes ici, à Genève, et à Moscou une personne devrait remplacer Jana et Père, et si la communication doit être plus importante, on a toujours le département de la communication en backup. [...]

Thomas Nierle : [...] C'est un travail très dur psychologiquement et moralement, il y a beaucoup d'énergie dépensée. En relançant une nouvelle phase avec de nouvelles personnes, on veut créer un nouvel élan. [...]

Jean-Christophe Azé : [...] Le gouvernement hollandais et la famille ont de la peine à rester dans l'attente, la question sensible, c'est plus dans la façon qu'on aura de relancer la communication. On a actuellement une position très passive, et toujours de la pression de la part de la famille, on doit s'attendre à avoir un clash avec la famille.



« **Plan de communication** de la cellule de crise – février 2004-mai 2004 » (en anglais).

Extrait :

PHASE 1 – FÉVRIER-MARS

La priorité de la cellule de crise ira à la relance de rendez-vous diplomatiques opérationnels (gouvernement néerlandais, responsables de l'UE, autorités russes, bailleurs de fonds internationaux et communauté diplomatique, Nations unies) avec pour objectif de maintenir la pression sur les autorités russes et la communauté internationale pour réactiver la résolution de l'affaire.

La communication restera une priorité secondaire et servira en premier lieu à soutenir les rencontres diplomatiques.

Toutefois, pendant cette période, la communication visera à réactiver la pression publique sur les principaux acteurs: le gouvernement néerlandais, les institutions de l'UE et les autorités russes.

Les principaux objectifs de la communication pour la phase 1 :

- Envoyer des messages ouverts aux ravisseurs via la presse daguestanaise.
- Encourager les responsables néerlandais à poursuivre leurs efforts pour résoudre le cas.
- Maintenir la visibilité d'Arjan dans les médias internationaux pour encourager les autorités à faire pression pour résoudre l'affaire en toute sécurité.
- Envoyer un message clair aux autorités russes avant l'élection présidentielle: nous n'abandonnons pas.

Possibles actions de communication

- Appel de MSF au Daguestan: appel public adressé aux ravisseurs: LA FAMILLE AU DAGUESTAN [...]
- Conférence de presse marquant un an et demi de captivité: relancer la pression et mettre en place une nouvelle campagne.

PHASE 2 – MARS-AVRIL

Augmenter la pression via les médias et les canaux diplomatiques sur trois acteurs clés en mesure de résoudre le cas – les responsables russes et l'administration tchétchène, le gouvernement néerlandais, les services secrets russes – en pointant leur manque total de volonté politique pour résoudre le cas. Pour les médias, la communication se concentre sur la dénonciation du manque d'engagement du gouvernement néerlandais pour résoudre le cas d'Arjan. D'un autre côté, MSF prouve le manque total de progrès de l'enquête et des services secrets et exige plus d'implication de la part de l'administration russe pour accélérer la libération.

Pendant cette période, MSF diffuse publiquement les dernières images d'Arjan Erkel.

Possibles actions de communication

- L'anniversaire d'Arjan le 10 mars 2004 34 ans)
- Kenny Gluck + Cochetel + C. André + Carrs (l'autre famille d'Arjan)³⁸
- Conférence de presse pendant une session du Parlement européen ou une réunion du Conseil de l'UE.
- Campagne de publicité dans la presse économique.



« Après dix-huit mois de captivité, le chef de mission de MSF au Daguestan est toujours porté disparu » **Communiqué de presse** de MSF Suisse/ MSF France, 12 février 2004 (en français).

Extrait :

Une année et demie après l'enlèvement d'Arjan Erkel, Médecins Sans Frontières est toujours face à l'incapacité des autorités russes à résoudre cette affaire. Pour MSF, l'absence de tout progrès dans la résolution du cas montre clairement la nécessité d'une volonté politique plus ferme des autorités fédérales et locales, indispensable pour assurer la libération d'Arjan sain et sauf.

« Les autorités russes ont exprimé à plusieurs reprises leur volonté de résoudre cette affaire, mais, jusqu'à présent, cela n'a donné aucun résultat concret. L'arrestation récente de l'enquêteur chargé du cas d'Arjan ne fait que diminuer un peu plus la confiance de MSF dans l'enquête qui est menée. Nous demandons à nouveau aux autorités russes de respecter leur engagement afin d'assurer une libération d'Arjan sain et sauf », explique le Dr Rowan Gillies, président de MSF International.

Arjan Erkel, 33 ans, de nationalité hollandaise, travaille avec MSF depuis 1994. Le 12 août 2002, il a été enlevé par trois hommes armés à Makhatchkala, la capitale du Daguestan, une république russe.

Pendant ces dix-huit mois, MSF a reçu à plusieurs reprises des preuves indiquant qu'Arjan était en vie. La plus récente est celle du ministre russe des Affaires étrangères, Igor Ivanov, qui a affirmé, le 13 octobre 2003, lors d'une visite officielle en Suisse, qu'Arjan était toujours vivant. Depuis lors, nous n'avons reçu aucun élément indiquant une quelconque avancée de l'affaire qui aurait pu conduire à la libération d'Arjan.

Les prises de position récentes d'organisations telles que le Parlement européen et les Nations unies – et en particulier Jan Egeland, le sous-secrétaire aux Affaires humanitaires – indiquent que la libération d'Arjan Erkel serait un gage de confiance quant à la sécurité des travailleurs humanitaires dans la région.



Vu la situation interne à MSF Suisse, je me retrouvais seul à tenir tout cela et finalement je me tournais vers des gens qui semblaient prêts à nous soutenir pour Arjan. Il fallait le sortir pour que MSF retrouve une certaine sérénité. Finalement, on suivait un peu les grands axes qui étaient proposés par MSF France, dont la vision s'était quand même installée au fur et à mesure comme celle de notre cellule de réflexion stratégique, adaptée un peu à la sauce suisse.

Des gens avaient dit que dans une vidéo ils avaient vu Arjan maltraité, mal en point. Il est clair que ce genre d'information nous avait pas mal refroidis. On travaillait pour avoir cette vidéo, qu'on n'a jamais reçue. À partir de là, soutenus principalement par Jean-Hervé [Bradol, président de MSF France] et par Rafa [Vilasanjuan, secrétaire général du mouvement MSF International], on a commencé à dire qu'il fallait taper plus fort, que cela ne suffisait pas de

38. Kenny Gluck (MSF Hollande), Vincent Cochetel (UNHCR), Christophe André (MSF France), Camilla Carr (journaliste) ont tous les quatre été enlevés et détenus dans le Caucase, dans le cours des années précédentes.

seulement poser des questions. Il y avait une résistance très importante de tous les autres acteurs. On a d'abord réussi à convaincre Thomas Linde [directeur général de MSF Suisse], puis les autres petit à petit. Il y a eu des réunions assez houleuses au niveau international, dont une grosse discussion avec tous les directeurs généraux et le bureau international pour axer la communication. Jean-Hervé et Kenny [Gluck, directeur des opérations de MSF Hollande] se sont copieusement engueulés. Ils en étaient presque aux insultes. Mais finalement, la décision a été prise d'aller de l'avant. [...] Sans nommer quelqu'un précisément, il s'agissait d'accuser le FSB.

Dr Thomas Nierle, MSF Suisse, responsable des urgences puis directeur des opérations de 2000 à 2004 (en français).



Le comité avait très bien fonctionné au début, mais cela faisait déjà six mois que les relations se détérioraient. Et là il y avait une tension qui dépassait la question tchéco-tchène, en plus d'une question personnelle. Je me souviens que c'était très difficile. Jean-Hervé n'est venu à ce qui devait être notre dernière réunion que parce que je l'avais convaincu de venir. Quand il est entré, le silence s'est fait dans la salle. À la fin de la réunion, il a dit à Austen et à Kenny qu'il ne voulait pas continuer à travailler avec des espions russes. Austen et Kenny ne voulaient plus entendre parler de lui. Va donc construire une relation avec cela ! C'est à partir de là que Jean-Hervé a pensé à faire cavalier seul. Je pense que c'était une situation inévitable après tout ce que nous avons vécu. Je ne sais pas s'il voulait la guerre entre sections, mais il la voulait peut-être contre le FSB ! Et les Hollandais ne voulaient pas le laisser prendre position. C'était une bataille incroyable.

Rafael Vilasanjuan, MSF International, secrétaire général de janvier 2001 à janvier 2004 (en anglais).



Je n'en voulais pas au camp de la prudence. Personne ne possède le fond de la vérité dans ces histoires. Chaque fois qu'on communiquait, je gardais présent à l'esprit que mes collègues hollandais pouvaient avoir raison, que c'était peut-être préférable de se taire au lieu de dire des choses qui pouvaient avoir des conséquences mortelles pour Arjan. J'étais convaincu de mon option, mais je pensais qu'il y avait aussi des arguments pour défendre l'autre point de vue. On avait trop peu de demandes objectivables pour choisir entre les différentes positions de manière mieux informée et plus solide. Chaque position pouvait dire « je défends cette position parce qu'Arjan est en danger », « je suis silencieux parce que cela risque de le mettre en danger », « je parle parce que le silence risque de l'enfoncer au fond du trou ».

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008 (en français).



À MSF Hollande on pense qu'en cas d'enlèvement le seul objectif à tenir c'est la libération de l'otage. Tous les autres objectifs humanitaires deviennent secondaires et peuvent être sacrifiés. Donc on est prêts à sacrifier l'image humanitaire de MSF pour sauver la vie de l'otage. Cela devient votre unique priorité. C'est pourquoi on pense qu'il est nécessaire de séparer la gestion de l'affaire de l'enlèvement de celle des programmes. On ne laisse jamais le responsable des programmes ou le directeur des opérations chargé de la

région où s'est déroulé l'enlèvement gérer ce dernier. On a toujours une cellule à part pour le faire. Ce qui est très différent de la manière de faire de MSF France. Ensuite on s'en tient à l'adage : « Tu ne sais que ce que tu sais. » Donc tu ne fais pas de suppositions. Les enlèvements prennent fin quand les ravisseurs veulent qu'ils prennent fin. On n'était donc pas convaincus que le gouvernement russe était un acteur clé dans l'enlèvement. En partie parce que toutes les indications menaient vers un groupe islamiste isolé dans les montagnes – et ça s'est révélé plus tard être la vérité – qui avait probablement des relations plus étroites avec les rebelles tchétchènes qu'avec le gouvernement russe.

Ils avaient sans doute des relations – armes, information, criminalité – avec le gouvernement russe. Mais l'idée que martelait MSF France selon laquelle c'étaient « les Russes, les Russes, les Russes, faisons pression sur les Russes, attaquons les Russes, c'est le seul moyen d'y arriver », on ne voyait pas de quelle logique elle relevait.

Et si les Russes étaient les responsables, les mettre en rogne n'est pas nécessairement le bon moyen pour qu'ils s'intéressent à la libération de l'otage. Ça pouvait même les inciter tout simplement à l'exécuter. Donc on leur a dit : « Montrez-nous juste des preuves indiquant une implication des Russes. »

Ils pointaient aussi le fait que le FSB daguestanais était impliqué. Mais quelle est l'étendue du contrôle du FSB de Moscou sur le FSB du Daguestan ? Ce dernier est plutôt dirigé par les clans politiques du Daguestan, qui ressemblent beaucoup plus aux clans politiques tchétchènes qu'à ceux du Kremlin.

Dans les années 1990, la relation entre Moscou et le Daguestan, même au sein du FSB, ressemblait à quelque chose qu'on pourrait qualifier d'autorité négociée. Ce qui est différent de l'autorité implicite. Quand le gouvernement français ordonne à ses représentants en région de faire quelque chose, ils s'exécutent, parce que c'est le patron. Entre Moscou et le Daguestan, c'est plutôt du genre : « Combien allez-vous nous payer pour exécuter vos ordres ? » ou bien : « Qu'est-ce que vous nous donnez en échange ? » Donc ce n'est pas de la gestion en ligne directe.

L'approche hollandaise consiste à dire que, s'il n'existe pas de preuve ou de logique pour ne condamner que les Russes, on doit vraiment tout revoir à partir de la base, c'est-à-dire des informations qu'on détient. Et on pensait que ces informations étaient plus nuancées. C'est là où on était en désaccord et on en revenait toujours à mon propre kidnapping. Jean-Hervé disait souvent « Oui, c'étaient les Russes. » Nous on disait : « Tu n'as aucune preuve, et en fait, il existe des preuves que c'étaient les Tchétchènes. Ou au moins les groupes de Bassaïev, etc. » On disait donc : « Vu les preuves qu'on a sur les autres kidnappings, tu ne peux pas juste dire que les Russes peuvent résoudre l'affaire d'un simple claquement de doigts. » Ce qu'affirmait souvent Jean-Hervé : « Si on met la pression sur les Russes, ils peuvent résoudre le problème en dix minutes. »

Kenny Gluck, MSF Hollande, conseiller et coordinateur pour le Caucase du Nord de novembre 1999 à janvier 2001, directeur des opérations de 2001 à 2005 (en anglais).



Je ne me souviens pas qu'on ne se soit jamais mis d'accord sur le fait qu'il existait des preuves de l'implication des autorités. Je ne me souviens pas qu'il y ait même eu un consensus international là-dessus. Je ne me souviens pas d'avoir jamais vu aucune preuve crédible là-dessus.

Je me souviens vaguement qu'il y a eu un certain nombre de prises de position avec lesquelles MSF Hollande n'était pas d'accord, et qu'une fois celles-ci acceptées collectivement nous avons eu la difficile tâche à notre retour d'user de toute notre influence sur le siège et le conseil d'administration et de jouer notre rôle en communiquant avec la société néerlandaise.

Et on a dû affronter notre conseil d'administration et tout le personnel du siège et on a essayé

d'expliquer les décisions internationales, même si on ne les soutenait pas toujours toutes. Et on a vraiment communiqué, mais je ne me souviens d'aucune décision disant : « Hey, les Russes sont responsables, et comme il ne passe rien, on va pousser là-dessus. » C'est une position qui a été prise, c'est certain, mais je ne pense pas qu'elle ait été négociée au niveau international, et je ne pense pas qu'on ne l'ait jamais approuvée. On ne pensait pas qu'on avait des preuves ni aucune crédibilité à pointer du doigt les autorités russes. On pensait que certaines des choses qui se disaient sur les autorités russes étaient tout simplement absurdes, justes émotionnelles et pas du tout basées sur des preuves ou de l'expérience. Donc on était très opposés à un certain nombre d'actions. La plus grande partie de la communication officielle qui a été faite a été imposée par ce groupe international, et malgré l'émotion considérable qu'elles ont suscitée contre elles à Amsterdam, nous avons finalement accepté la plupart des décisions officielles. L'enthousiasme avec lequel nous avons diffusé ces messages publics n'était sans doute pas à la hauteur de celui des autres sections, mais nous avons quand même communiqué. Je suis passé à la télévision et j'ai dit la moitié de tout cela.

Austen Davis, MSF Hollande, directeur général de 1999 à 2004 (en anglais).

Le 16 février 2004, dans un article de *Novaïa Gazeta*, Viatcheslav Izmaïlov renouvelle ses accusations contre un influent homme d'affaires et parlementaire daguestanais, qui serait selon lui lié à l'enlèvement d'Arjan Erkel et pourrait aider à sa libération.



« Le financeur de Khattab » Viatcheslav Izmaïlov, *Novaïa Gazeta* (Moscou), 16 février 2004 (traduit du russe vers l'anglais puis vers le français par MSF).

Extrait :

Dès les premiers jours de l'enlèvement [d'Arjan Erkel], j'ai lancé ma propre enquête, suspectant que les forces de sécurité russes avaient quelque chose à voir avec cet enlèvement. J'avais des raisons de le penser.

Erkel prenait toutes sortes de contacts. Il avait rencontré des responsables de l'opposition, s'intéressait à des questions militaires et finalement, les services de sécurité (FSB) du Daguestan avaient mis en place une surveillance de ses activités.

Bientôt les agents de ces services ont remarqué qu'Erkel était également suivi par des criminels. Arjan a alors été averti par le FSB du risque d'un éventuel enlèvement.

Le département de lutte contre le crime organisé de la police daguestanaise [...] lui a suggéré de prendre des gardes du corps. Il a refusé. Peu de temps après, il a été enlevé sous les yeux d'agents du FSB.

Une enquête détaillée de son enlèvement a été publiée dans l'édition de *Novaïa Gazeta* datée du 27 octobre 2003. L'article s'intitulait « Sur la vie des agents doubles ». Je conclusais en disant qu'Arjan avait été enlevé par des personnes dont les proches avaient été utilisés par le FSB (le plus probablement à leur insu) pour éliminer le terroriste Khattab au printemps 2002. [...]

Pendant ce temps, le statut officiel de Gazimagomed a considérablement augmenté.

Depuis le printemps dernier, il est député à l'Assemblée nationale du Daguestan. Il a également été diplômé de l'université de San Marin. Et aujourd'hui, il a l'occasion d'acquérir encore plus de notoriété. Pour cela, il lui faut aider à la libération d'Arjan Erkel. Je suis convaincu que cela est en son pouvoir.

Toutefois, je crois que, dans le cadre du statu quo actuel, il ne s'agit pas seulement pour Gazimagomed et son adjoint [...] et toute leur équipe de sauver un humanitaire suisse, mais aussi de se sauver eux-mêmes.

Le 27 février 2004, le conseil d'administration de MSF France fait le point sur les difficultés rencontrées dans la gestion des efforts pour obtenir la libération d'Arjan Erkel et débat de la pertinence d'une extension de ses activités en Tchétchénie.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 27 février 2004 (en français).

Extrait :

Jean-Hervé Bradol : [...] Le transfert forcé de la population militerait pour que nous augmentions nos opérations maintenant en Tchétchénie. Nous avons accueilli récemment au siège de Paris des membres de l'équipe [...] qui sont porteurs de cette demande. Pourtant, le niveau de violence reste très élevé, même si sa mise en scène est moins ostensible, et nous sommes toujours bloqués dans l'affaire de l'enlèvement d'Arjan. Les points négatifs s'accumulent d'ailleurs puisque les intermédiaires se sont désistés ; Arjan serait malade et les ravisseurs envisageraient de l'exécuter. De plus, les médias russes veulent réactiver l'idée que l'enlèvement est le fait des indépendantistes alors que nous avons la certitude du contraire (FSB et groupes daguestanais). Les seules informations positives viennent d'une rencontre avec Kadyrov (allié de Poutine) qui, dans une déclaration d'intention, se propose de nous aider dans cette affaire.

Nous pensons relancer une campagne publique comme celle du mois d'août, mais la famille d'Arjan s'y oppose (en redoutant des retombées négatives).

[...] Devons-nous étendre nos opérations en Tchétchénie et exposer ainsi davantage nos équipes à un risque dont l'affaire d'Arjan montre que nous avons bien du mal à le gérer ? C'est pour cela que le CA, en raison du danger pour les équipes, aborde la situation de cette mission.

Xavier Trompette : Nous ne sommes pas présents en Tchétchénie et les expatriés passent tous les sept mois en Ingouchie. Il me semble qu'il faudrait maintenant suivre les bénéficiaires qui commencent à retourner en Tchétchénie. Le travail du personnel local reste un bon choix et il est tout à fait envisageable que le développement de nos activités soit corrélé au cas d'Arjan, encore faut-il poser des hypothèses.

Jean-Hervé Bradol : Les MSF belges ont fait un autre choix en développant leurs activités sur Grozny avec du personnel local (qui n'est pas sans être exposé).

Un parlementaire de la douma, des fonctionnaires du FSB, etc., sont directement concernés par l'enlèvement d'un de nos collègues. Ce message clair, nous l'avons porté dès le début de 2003 auprès de Kofi Annan, de Dominique de Villepin. Or tout se passe comme si, ces dernières années, les autorités avaient pris l'habitude de racheter des otages aux services russes et cela semble normal (un chef militaire russe vient d'être décoré à l'ambassade de France de la Légion d'honneur).

Philippe Houdart : Je pense qu'il ne serait pas logique d'étendre nos activités !

Denis Lemasson : Comment anticipons-nous nos opérations à l'issue du cas d'Arjan ?

Michel Janssens : La problématique centrale reste l'exposition d'autres personnels à des risques !

Xavier Trompette : Arjan a été enlevé au Daguestan, or nous faisons partie d'un processus qui « pénalise » la Tchétchénie.

Philippe Houdart : Je ne suis pas d'accord, nous ne pénalisons pas la population tchéchène !

Thierry Durand : Oui, nous ne pénalisons pas une population quand nous n'arrivons pas à l'aider.

Pierre Salignon : La situation est révoltante, car nous faisons peu par rapport aux besoins alors que les Russes continuent leurs provocations.

Xavier Trompette : Les activités vont diminuer en Ingouchie et il faut que nous sachions ce que nous voulons proposer à nos équipes locales.

Milton Tectonidis : Nous achetons très cher les médicaments en Russie puis nous les transportons, et cela représente un budget important. Peut-être ne faut-il pas augmenter nos activités mais changer d'orientation en proposant à la place de l'appui lointain réalisé actuellement, un travail à Grozny (hôpital / maternité). Notre équipe va de plus en plus dans cette ville, car les routes sont moins dangereuses qu'auparavant et que la moitié de la population a accès à Grozny. Ce n'est plus la guerre totale qui a existé, ce n'est plus la « sale guerre », mais la « sale paix ».

Jean-Hervé Bradol : Nos conversations avec MSF Suisse nous montrent que le gouvernement hollandais met peu d'énergie ; la section suisse attendait de l'ensemble des membres du mouvement une interpellation plus directe de ce gouvernement (mais d'autres sections étaient plus réservées).

Les diplomates nous déconseillaient d'exercer trop de pressions sur Moscou, or ce n'est qu'en nous manifestant plus vivement que nous avons eu des réponses et des ouvertures de canaux de négociations. Nous en avons déduit qu'il n'y avait pas de bénéfices à être calmes et passifs ; tel est du moins la conviction des deux personnes qui suivent le cas d'Arjan à Genève. D'autres personnes de MSF ne partagent pas cette analyse. Nous serions disposés à aller plus loin et notamment à casser le tabou sur les enlèvements pratiqués par les services russes.

Sylvie Lemmet : Devons-nous opérer un retrait partiel de nos équipes ?

Jean-Hervé Bradol : L'équipe est tchéchène donc elle ne va pas se « retirer », et il ne faudrait pas omettre que se retirer peut leur ôter une protection ou pour le moins une certaine visibilité. Le CICR rencontre les mêmes difficultés avec ses équipes nationales, et pourtant le CICR travaille sous escorte militaire en multipliant les compromis, mais cependant il ne cesse d'être menacé (d'être des espions, etc.). De telles organisations ont, elles aussi, des portés disparus : cela souligne que personne n'est à l'abri.

Sylvie Lemmet : Et le Daguestan ?

Jean-Hervé Bradol : La situation y est hautement instable et sous le contrôle de bandes aux activités criminelles, d'ailleurs un des responsables du Daguestan est vraisemblablement impliqué dans l'enlèvement d'Arjan.

Thierry Durand : Peut-on passer outre le veto de la famille ?

Jean-Hervé Bradol : Nous y pensons, car ne rien faire ne semble pas le plus pertinent ni pour Arjan ni pour la sécurité de nos équipes.

[...] Michel Janssens : Peut-on envisager le retour en Tchétchénie ?

Jean-Hervé Bradol : Il s'agit de veiller à limiter les dangers. En 1999, quand la guerre a repris, notre analyse sur les risques d'enlèvement était bonne, ils avaient baissé, puis il y a seulement eu l'enlèvement de Kenny en 2001 (que nous avons pu résoudre facilement). Mais ensuite une campagne d'attaques et d'enlèvements a repris au printemps 2002 (ce qui revient à dire que des autorisations étaient de nouveau accordées pour enlever des personnels internationaux). Au moment où Arjan a été enlevé, les équipes voulaient que nous installions plus de personnels et nous l'avions refusé. À l'heure actuelle, envoyer des personnels impliquerait de les exposer à être enlevés de façon définitive.

Mais nous avons toujours dit que nous ne nous retirerions pas sans avoir d'indications plus précises sur la situation d'Arjan, et pour cela, certains des personnels en Tchétchénie sont des éléments clés. [...]

Thierry Durand : Savez-vous si la famille pense entreprendre une action en justice ?

Pierre Salignon : Nous ne savons pas trop encore, mais il est clair qu'ils pourraient chercher un motif et c'est la grande crainte de MSF Hollande.

Philippe Houdart : Quels sont les reproches ?

Jean-Hervé Bradol : Ce n'est pas simple, car la famille est très déboussolée par la disparition d'Arjan, cela les rend peu cohérents et peu stables dans leurs analyses. Son père avait une grande confiance dans le gouvernement hollandais et comptait sur quelques appuis politiques qui ne se sont pas avérés efficaces.

Pierre Salignon : Le comité des directeurs généraux soutiendra les options de la cellule de crise.

Le 1 mars 2004, MSF diffuse aux responsables politiques concernés et à des médias internationaux ciblés un rapport récapitulatif qui pointe l'inertie des autorités russes et néerlandaises, malgré leur connaissance des auteurs de l'enlèvement.



« Arjan Erkel otage en Fédération de Russie depuis le 12 août 2002 » **Dossier de presse** MSF, 1 mars 2004 (en anglais).

Extrait :

On a souvent conseillé à MSF de ne pas communiquer sur le sort d'Arjan afin de préserver les efforts d'enquête des autorités.

Nous devons faire le contraire : briser le silence, dénoncer le scandale de la complaisance internationale autour de ce cas, exiger une action concertée, hurler pour la libération d'Arjan.

1. L'enlèvement d'Arjan Erkel doit représenter plus qu'un souci pour la diplomatie silencieuse : le gouvernement néerlandais, avec le soutien de gouvernements partenaires, doit demander des comptes au gouvernement russe sur l'action entreprise pendant ces derniers dix-huit mois pour obtenir la libération d'Arjan Erkel. De plus, le gouvernement russe doit fournir une information concrète sur les prochaines étapes qu'il envisage de franchir.
2. Le sort d'Arjan Erkel doit être un sujet de consultation et de concertation au plus haut niveau de l'Union européenne. Une réunion doit être organisée par les États membres de l'UE afin d'établir un plan d'action sur ce cas en relation avec les intimidations et les menaces qui pèsent actuellement sur le Caucase du Nord.
3. L'ONU doit considérer l'enlèvement d'Arjan Erkel comme un obstacle concret à l'action humanitaire dans la Fédération de Russie. Ceci implique que ce cas doit être un sujet de discussion au niveau du Conseil de sécurité des Nations unies.
4. Évaluer officiellement l'implication et le manque d'action des responsables russes et daguestanais : des mécanismes et des instances compétentes de la Commission des Nations unies pour les droits de l'homme et d'autres forums de droit international doivent être saisis de la question de l'enlèvement d'Arjan Erkel.

[...] Les faits entourant l'enlèvement d'Arjan sont connus. Les responsables russes sont même en position d'affirmer publiquement qu'Arjan est sain et sauf.

Les responsables du pouvoir fédéral russe maintiennent une emprise solide et étendue sur le Caucase du Nord. Ils sont profondément impliqués dans le jeu des forces régionales. Ils sont en lien étroit avec les circuits des politiciens locaux. De toute évidence, ils doivent savoir qui est derrière la détention d'Arjan et de quel jeu de pouvoir celui-ci est prisonnier.

Toutefois, au bout de dix-huit mois, ils n'ont pas réussi à obtenir sa libération. Au contraire, ils se sont régulièrement dispensés de toute action, ont transféré les responsabilités d'une instance à une autre et essayé de gagner du temps.

À aucun moment, les autorités n'ont fourni à l'une des parties directement concernées un rapport clair et détaillé de ce qui avait été réalisé et de ce qui était prévu.

Il semble que le sort d'Arjan ne vaut pas la peine d'engager les ressources – en matière de détermination politique, d'implication de l'appareil d'État et de moyens et de mesures – nécessaires pour aboutir à une solution.

L'équilibre des pouvoirs au niveau local comme régional et le profit semblent représenter une priorité plus importante que la vie d'Arjan.

MSF n'accepte pas cet état de fait et exige que les gouvernements partenaires de la Russie, les institutions européennes et internationales la rejoignent dans le refus de fermer les yeux sur la connivence qui existe *de facto* entre les autorités russes et daguestanaises au sujet du maintien d'Arjan en détention.

[...] Quand la vie d'un citoyen néerlandais pris en otage est menacée, les considérations du gouvernement néerlandais en matière de diplomatie et de politiques commerciales, d'approvisionnement en gaz et en pétrole doivent céder la place à des considérations sur la responsabilité morale et juridique et l'humanité.

Le gouvernement néerlandais peut faire plus pour tenir les autorités russes comptables de l'implication de certains responsables dans l'enlèvement d'Arjan, de leurs incohérences et de leur manque de détermination dans leurs opérations pour le faire libérer.

De plus, le gouvernement néerlandais peut et doit exiger la transparence totale sur la stratégie et les plans concrets des autorités russes.

Les Pays-Bas sont un membre influent et respecté de l'Union européenne et du monde occidental. Le gouvernement néerlandais a les moyens de mobiliser le soutien des autres gouvernements clés et des instances internationales pour insister sur le fait que le gouvernement russe doit mettre en œuvre l'autorité et les ressources nécessaires pour ramener Arjan à la liberté sain et sauf.

MSF rappelle au gouvernement néerlandais qu'il possède un levier économique et politique important vis-à-vis de la Russie et qu'en conjonction avec d'autres gouvernements il peut l'utiliser pour faire libérer Arjan.

Fin février 2004, l'avocat de la famille Erkel a menacé MSF de poursuites judiciaires si toute communication n'était pas bloquée, considérant que c'est cette activité médiatique qui empêche la libération d'Arjan.

Le 4 mars, Thomas Linde, le directeur général de MSF Suisse, envoie un courrier à Dick Erkel réaffirmant que MSF, bien que comprenant ses réticences, va augmenter la pression pour pointer le fait que les autorités russes et néerlandaises n'utilisent pas toutes leurs capacités pour obtenir la libération de son fils. Mais il n'annonce pas clairement la teneur des propos qui vont être tenus par MSF dans les jours qui suivent. [V29](#) 



« Embargo sur la campagne de communication » **Courriel** de Thomas Linde et Thomas Nierle, directeur général et directeur des opérations de MSF Suisse, au groupe de conseil informel inter-sections sur l'affaire Erkel, 26 février 2004 (en anglais).

Extrait :

Cet après-midi, nous avons reçu un appel téléphonique d'un cabinet d'avocats représentant la famille d'Arjan. En gros, ils essayent, à travers les voies juridiques, de bloquer toute communication sur Arjan de la part de MSF. Selon leur logique, la communication de MSF est la raison principale pour laquelle Arjan est encore détenu. Selon nous, il n'existe aucune base juridique pour bloquer notre communication. Toutefois, les déclarations de la famille affirmant que MSF – à cause de ses actions répétées de communication – est coresponsable de la prolongation de la captivité d'Arjan pourraient avoir des effets désastreux sur toutes nos démarches pour le faire libérer. Afin de faire un dernier effort pour trouver une solution avec la famille, nous allons essayer de les rencontrer demain ou lundi. La conférence de presse à Amsterdam ou ailleurs – et donc le lancement de la campagne de com – a été reportée à mercredi. Nous insistons sur le fait que nous n'avons pas l'intention de céder à la pression de la famille. Nous allons juste essayer d'éviter des manifestations publiques d'hostilité vis-à-vis de MSF avec tous les effets négatifs que cela pourrait entraîner pour notre message public, tout en restant conscients que nous perdons un temps précieux.



Lettre de Thomas Linde, directeur général de MSF Suisse, à Dick Erkel, 4 mars 2004 (en anglais).

Extrait :

Après une réévaluation méticuleuse de tous les éléments du dossier, nous maintenons notre conclusion – qui est partagée par un certain nombre d'autres organisations et d'analystes – sur le fait qu'un changement manifeste de stratégie est nécessaire.

MSF doit avoir pour objectif la mobilisation des énergies et des investissements par les autorités russes et daguestanaïses dans la recherche d'une solution à la situation d'Arjan. En fait, ils sont dans la meilleure position pour établir le contact avec les ravisseurs et pour assurer la libération d'Arjan, même si MSF et le gouvernement néerlandais doivent fournir de leur côté énergie et ressources.

En d'autres termes, il faut maintenant établir une nouvelle pression.

MSF insiste sur le fait que, pour cela, le leadership du gouvernement néerlandais est indispensable. Le levier économique et politique des Pays-Bas sur la Russie ne doit pas être sous-estimé, en particulier si le gouvernement néerlandais agit de concert avec d'autres gouvernements européens.

Depuis un certain temps, d'autres pays européens ont déclaré qu'ils étaient prêts à soutenir le gouvernement néerlandais s'il envoyait un signal pour demander un appui multilatéral accru.

C'est pourquoi les représentants de MSF vont augmenter leurs efforts pour informer sur le sort d'Arjan les responsables gouvernementaux, les parlementaires, des journalistes sélectionnés et des leaders d'opinion et leur transmettre notre sentiment d'urgence.

Ils seront d'accord pour reconnaître que les capacités russes sont plus importantes que toutes les autres dans le Caucase du Nord et que les Néerlandais et tous les autres gouvernements occidentaux doivent exiger qu'elles soient pleinement utilisées et sans aucun délai.

Je vous prie de croire en mon souhait sincère de maintenir un dialogue continu avec vous et votre famille afin de mettre fin le plus vite possible à la difficile situation d'Arjan.



Tout le monde est d'accord, et il reste à prévenir la famille. Je ne suis pas à l'aise, car cette famille, cet Arjan Erkel, je ne les connais pas... Donc j'assume de prendre cette position publique à une seule condition : que la famille soit informée préalablement et honnêtement de ce qu'on va faire. Je rédige le draft de la lettre pour prévenir la famille, je le donne à Thomas Nierle. Et il ne me vient pas à l'idée, après avoir rédigé le draft, que la lettre sera aussi mauvaise et que la seule condition que je pose ne sera pas respectée. Or, quand je découvre le contenu de la lettre qui a finalement été envoyée, je suis furieux. Je comprends l'indignation de la famille. Quant elle reçoit une telle lettre, elle ne peut pas prévoir qu'elle va se retrouver avec des déclarations publiques de la nature de celles faites par la suite. Pour ménager les Hollandais, on a créé de la confusion. Lors de la première guerre, Kenny Gluck [directeur des opérations de MSF Hollande] ne travaillait pas pour MSF. Mais on avait sympathisé avec lui en tant que journaliste engagé présent sur le territoire tchéchène et bien connecté. Avant de faire la déclaration au Monde, j'ai discuté avec lui. Je l'ai coincé un peu en lui demandant : « Qu'est-ce que tes amis russes te conseillent de faire ? De prendre la parole en attaquant les autorités russes sur leurs responsabilités ou de te taire ? » Il m'a dit qu'ils lui conseillaient d'attaquer publiquement. Je lui ai demandé pourquoi, alors, il ne soutenait pas nos démarches ? Sa réponse a été : « Parce que la famille Erkel ne le veut pas. » On voit donc bien qu'il y avait plusieurs points de vue chez les Hollandais. Mais ils se regroupaient tous sur cette position : la famille. J'étais furieux à cause de cela, parce que la première chose qu'on m'avait demandé de faire dans cette histoire d'enlèvement était de venir à Genève faire un briefing à l'équipe suisse qui suivait l'affaire. À l'époque, la plus grande partie de mon briefing avait porté sur « comment gérer une famille dans ce type de circonstance ». Je leur avais dit de la gérer en direct, voire de l'intégrer au dispositif. Mais le lendemain, la décision avait été prise de confier la famille à MSF Hollande...

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008 (en français).



On a eu un problème important avec la famille. Je ne parle pas des premières quatre semaines, mais par la suite, et cela a duré pendant toute la captivité d'Arjan. Ils étaient extrêmement hostiles à toute communication. Ils étaient influencés par le gouvernement hollandais qui voulait agir via la voie diplomatique et était hostile à toute communication. Quand on osait dire un peu plus, le père d'Arjan nous menaçait de nous traîner devant la justice si son fils mourait. Pour lui, c'était très viscéral. Pour nous, c'était un facteur important à prendre en considération. On ne pouvait pas dire tout et n'importe quoi contre la volonté de la famille. Dès le départ, les gens du mouvement qui avait déjà géré des enlèvements nous avaient dit qu'il fallait avoir la famille de notre côté, mais on n'y arrivait pas.

Dr Thomas Nierle, MSF Suisse, responsable des urgences puis directeur des opérations de 2000 à 2004 (en français).



Si mon enlèvement avait duré un an et demi, ma famille aurait perdu confiance en MSF et serait devenue très exigeante. Comme l'était la famille Erkel. La différence, c'est que, déjà avant l'enlèvement, ma famille pensait que MSF était

formidable. La famille Erkel, elle, ne le pensait pas. Ils n'appréciaient pas qu'Arjan travaille avec MSF, ils pensaient que ce n'était pas un bon emploi, qu'à MSF on n'était pas professionnels.

Dans ma famille, c'étaient des ex-communistes, des « enfants de « rouges » ». Ils ont grandi dans la méfiance vis-à-vis du gouvernement. La famille Erkel était de droite, de l'Union chrétienne du peuple néerlandais, donc ils faisaient totalement confiance au gouvernement. Ils ne comprenaient donc pas l'attitude de MSF envers les gouvernements russe et néerlandais. Avec ma famille, quand MSF disait : « Écoutez, on pense que c'est à MSF de gérer cela et vous devez dire au gouvernement des États-Unis de ne pas s'en mêler », cela faisait sens pour mes parents, parce qu'ils n'aimaient pas le gouvernement américain, ils étaient très méfiants à son encontre. Mais au bout d'un an, ma famille aurait aussi fini par créer tout un tas de problèmes. Et là, les Suisses, un peu influencés par les Français, n'ont pas investi beaucoup d'énergie pour développer des relations de confiance avec la famille Erkel. Nous leur avons recommandé de mettre en place un « tampon » entre la famille et la gestion des opérations autour de l'enlèvement. La famille est souvent très exigeante et il ne faut pas que celui qui gère les opérations soit influencé par ses pressions.

Mais toute famille exige aussi rapidement un contact à plus haut niveau. Donc, pendant les premières semaines, tout le monde était d'accord pour laisser les Hollandais s'occuper de la famille, car nous n'étions pas impliqués dans la gestion des opérations. Mais petit à petit, c'est devenu intenable, car la famille a dit : « Non, nous voulons parler avec les personnes qui s'occupent de l'enlèvement, nous ne voulons pas parler avec vos psychologues, etc. » Donc ils ont progressivement exigé un contact direct avec les Suisses. À l'occasion je suis allé rencontrer la famille, en compagnie de Thomas Linde (le directeur général de MSF Suisse), afin de donner aux Suisses quelques conseils sur la façon de l'aborder. Mais les Suisses étaient très insistants et leur disaient : « Non, nous avons notre stratégie et vous devez la suivre. » Je ne crois pas que c'était sage. Je pense que, de cette façon, nous avons perdu la famille encore plus rapidement.

Kenny Gluck, MSF Hollande, conseiller et coordinateur pour le Caucase du Nord de novembre 1999 à janvier 2001, directeur des opérations de 2001 à 2005 (en anglais).

Le 8 mars 2004, dans une interview à la chaîne de télévision CNN, le directeur général de MSF États-Unis déclare que les autorités russes et daguestanaises ont la responsabilité de faire libérer Arjan Erkel.

Le 9 mars, le président de MSF France déclare à l'AFP que des fonctionnaires daguestanais et fédéraux russes sont impliqués dans l'enlèvement d'Arjan Erkel.

Dans l'édition datée du 10 mars du quotidien français *Le Monde*, il accuse nommément deux parlementaires, un Russe et un Daguestanais, de maintenir Arjan Erkel en otage. Le 12 mars, il tient des propos similaires dans *Le Figaro*, un autre quotidien français.

De leur côté, le 11 mars, dans le quotidien suisse *Le Temps*, Thomas Nierle, le directeur des opérations de MSF Suisse, et Jean-Christophe Azé, responsable de la cellule de crise Erkel, accusent les autorités russes de ne rien faire pour faire libérer Arjan. Interrogés sur les affirmations du président de MSF France, ils précisent qu'en l'absence de preuves ses propos ne font état que de présomptions.

Le 12 mars, Marc Walsh, le coordinateur de l'information de MSF en Fédération de Russie, déclare au site russe Gazeta.ru que la source des informations données par le président de MSF France dans *Le Monde* se trouve dans un article de Viatcheslav Izmaïlov, publié quelques semaines auparavant dans l'hebdomadaire russe indépendant *Novaïa Gazeta*.

L'adjoint au représentant du président russe dans le Caucase demande à MSF de fournir des preuves de ses accusations, qu'il dit infondées. De son côté, Sergueï Iastrjembski, le conseiller du président russe pour la Tchétchénie, accuse MSF de vouloir politiser la situation concernant l'enlèvement.



Interview de Nicolas de Torrente, directeur général de MSF États-Unis, CNN, 8 mars 2004 (en anglais).

Extrait :

SAVIDGE (CNN):

Vous croyez que les Russes n'en font pas assez pour résoudre ce problème. Qu'est-ce qu'ils devraient faire ? Souhaitez-vous une sorte d'action militarisée pour le sauver ? En quoi est-ce qu'ils faillissent ?

DE TORRENTE :

Comme vous le dites, ils ont des obligations et des responsabilités claires. Ils sont responsables de la sécurité des travailleurs humanitaires qui interviennent sur leur territoire. Et le Daguestan est clairement sur leur territoire.

Et ils ont la responsabilité d'assurer sa libération. Ce que nous savons, c'est qu'ils peuvent communiquer – ont pu par le passé communiquer – avec les ravisseurs.

Ils ont obtenu des ravisseurs des preuves de vie, une vidéo, des photos. Nous savons qu'ils peuvent en faire beaucoup plus. Et ils peuvent et doivent vraiment faire plus.

SAVIDGE : Qu'est-ce que vous voudriez les voir faire ?

DE TORRENTE : Nous ne sommes pas en train de dicter aux autorités russes comment elles doivent résoudre l'affaire, mais elles ont des moyens. Elles ont une énorme présence militaire et policière dans la région. C'est un endroit compliqué, mais rien ne s'y passe sans qu'elles soient impliquées. [...] Donc nous pensons qu'elles peuvent le faire. Il faut une volonté politique, que des ressources y soient consacrées.

SAVIDGE : Quotidiennement, vous négociez et travaillez dans des régions du monde dangereuses. Est-ce que cela vous est déjà arrivé ? Avez-vous déjà eu des enlèvements ?

DE TORRENTE : Oui, c'est déjà arrivé dans différents endroits. Le Caucase du Nord est un endroit dangereux pour les travailleurs humanitaires. Plus de 56 d'entre eux y ont déjà été enlevés. Mais le cas d'Arjan est particulier. Il est celui qui est resté le plus longtemps captif dans cette région.

Et franchement, ce qui est fait pour le sortir de là n'est vraiment pas suffisant. Et c'est vraiment le problème aujourd'hui.

La responsabilité revient aux Russes mais aussi à la communauté internationale de passer à la vitesse supérieure et d'exiger plus de la part des Russes. Ils disent depuis des mois maintenant qu'ils savent qu'il va bien et qu'ils font de leur mieux. Maintenant il est temps pour la communauté internationale de leur demander des comptes. De réellement les mettre sous pression. Nous savons que la question a été soulevée par des responsables des États-Unis et de l'Union européenne. Mais maintenant il est temps de demander réellement des réponses et des résultats.



« MSF : des officiels impliqués dans l'enlèvement de son représentant au Daguestan » **AFP** (France), Paris, 9 mars 2004 (en français).

Extrait :

Le président de Médecins Sans Frontières (MSF), Jean-Hervé Bradol, a dénoncé mardi « l'implication de fonctionnaires daguestanais et fédéraux » russes dans l'enlèvement du chef de mission de MSF au Daguestan, Arjan Erkel, kidnappé en août 2002, et a fustigé « la complaisance internationale ».

« Après dix-neuf mois de pragmatisme, nous avons décidé de briser le silence », a déclaré à l'AFP M. Bradol, se déclarant « très inquiet pour la survie d'Arjan », malade – il souffrirait d'une infection pulmonaire – et menacé d'exécution, selon des sources de MSF.

La dernière preuve que le travailleur humanitaire néerlandais, qui a aujourd'hui 35 [34] ans, est en vie, date d'octobre, a-t-il dit. « Jusqu'en décembre, des négociations étaient en cours par le truchement d'intermédiaires. Mais brutalement, fin décembre, tous les intermédiaires se sont rétractés, et le fil est totalement coupé », a-t-il expliqué.

« On ne sait pas qui gère l'enquête. Et notre principal interlocuteur, l'enquêteur en chef daguestanais Imamutdin Temirboulatov, a été arrêté fin décembre », a poursuivi M. Bradol.

« Il y a une implication de fonctionnaires du Daguestan et de fonctionnaires fédéraux dans les affaires d'enlèvements », a-t-il affirmé, s'appuyant sur « les résultats d'une enquête de MSF ».

« On ne tient pas ces propos à la légère. Des gens très puissants sont impliqués, des parlementaires. C'est un secret de polichinelle », a-t-il dit.

Pour M. Bradol, l'enlèvement d'Arjan Erkel s'inscrit « dans le cadre d'une campagne de pressions et d'intimidations visant à faire taire les personnes qui parlent encore de la Tchétchénie, où se déroule depuis une décennie un crime d'une ampleur exceptionnelle », a-t-il dit, en dénonçant « la complaisance internationale ».

« L'enlèvement de personnes est une pratique massive dans cette région. Les gouvernements européens sont au courant depuis des années de ces pratiques ».

« Nous voulons un sursaut de l'UE et des Nations unies », a-t-il dit.



« MSF accuse des officiels russes de maintenir Arjan Erkel en otage » Marie Jégo, **Le Monde** (France), 10 mars 2004 (en français).

Extrait :

Qui a enlevé Arjan Erkel, 33 [34] ans, volontaire de Médecins Sans Frontières (MSF) dans le Caucase, détenu en otage depuis dix-neuf mois au Daguestan, une république voisine de la Tchétchénie où sont déployées d'importantes forces militaires et policières ? L'organisation humanitaire le sait. « Le chef du groupe qui détient Arjan est un membre de la douma – Parlement – du Daguestan. Et son "patron" est un député de la douma fédérale à Moscou », assure Jean-Hervé Bradol. Le président de MSF dit tenir ces informations « de différentes sources, y compris de membres des structures de forces – armée, FSB (ex-KGB), police – locales et fédérales », depuis plusieurs mois déjà.

Bien que transmises « aux diplomates hollandais, français, européens, à ceux des Nations unies », ces informations n'ont pas permis de progresser vers une libération d'Arjan Erkel. « En entretien avec nous, les diplomates reconnaissent cet état de fait, mais il y a un tabou public. "Il ne faut pas fâcher la Russie", "À force de faire du bruit vous allez mettre en danger la vie de votre collègue", nous dit-on dans les chancelleries », commente le Dr Bradol.

Silencieuse jusque-là, l'organisation humanitaire a décidé de lever le tabou. Officiellement, l'enquête sur l'enlèvement d'Arjan Erkel est au point mort. L'enquêteur principal a été mis sous les verrous et les autorités russes chargées de l'affaire – le ministère russe de l'Intérieur et le FSB – disent n'avoir aucune information sur les ravisseurs.

Dans le même temps, les responsables de MSF ont été approchés par « deux ou trois intermédiaires, tous recommandés par l'administration locale ou fédérale, qui ont proposé d'échanger Arjan contre une rançon ». Les premières demandes de rançon sont intervenues neuf mois après l'enlèvement, une revendication tardive pour des criminels supposés être isolés. Une somme a été fixée, puis « tout s'est évanoui à la fin de décembre ».

Depuis, l'incertitude est totale. Et désormais l'inquiétude est grande à MSF. « Nous sommes alarmés par les informations récentes sur l'état de santé et les menaces d'exécution qui pèsent sur la vie » du jeune homme, explique son président. Les ravisseurs parlent de « nettoyer le terrain avant l'élection présidentielle russe ».

L'affaire de l'enlèvement du jeune volontaire d'origine hollandaise, venu apporter son aide aux populations locales éprouvées par neuf ans de guerre, met en scène depuis le début des officiels russes ou daguestanais. Au moment où il est enlevé, le 12 août 2002, soit quelques jours après avoir rencontré deux attachés militaires américains de passage dans la région, Arjan Erkel se trouve sous la surveillance étroite de deux agents du FSB qui assistent à la scène sans lever le petit doigt. Ils expliqueront ensuite aux enquêteurs qu'étant dépourvus d'armes ils n'avaient pu s'interposer. Le numéro d'immatriculation de la voiture utilisée pour le rapt a bien été noté par un témoin oculaire, mais sans suite. En février 2003, MSF reçoit la facture du téléphone portable d'Arjan Erkel, celui qu'il avait au moment des faits. D'après celle-ci, plus de 50 appels ont été passés de ce portable depuis son enlèvement. Les numéros appelés figurent sur la note. MSF transmet ces données aux autorités russes pour enquête. « Des personnes non identifiées ont appelé différents abonnés depuis le portable d'Arjan Erkel. Mais l'étude de ces données n'a apporté aucune information digne d'intérêt. La ligne de l'otage a, depuis, été coupée », répondra par écrit le premier vice-ministre de l'Intérieur, M. Demidov.

Que peut faire une structure comme MSF, certes connue pour son engagement humanitaire, couronnée en 1999 par le prix Nobel de la paix, mais totalement démunie face à de tels agissements ? Son président s'insurge : « À MSF, les prises d'otages, on connaît. Or dans le cas présent, nous ne sommes pas face à un groupe isolé de ravisseurs terrés dans la forêt. Il ne s'agit pas des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) ! Nous affirmons que des membres de l'administration russe locale et fédérale sont mêlés aux négociations et en tirent profit. Depuis quand le trafic d'êtres humains est-il une pratique politique reconnue comme régulière ? Est-ce là la norme des relations entre la Russie et l'Union européenne ? Combien de temps encore peut-on ignorer que la traite d'êtres humains, de cadavres, le viol, la torture touchent des milliers de personnes en Tchétchénie ? »



« MSF accuse Moscou de ne rien faire pour libérer son chef de mission retenu en otage » Pierre Hazan, **Le Temps** (Genève), 11 mars 2004 (en français).

Extrait :

Pour Arjan Erkel, le cauchemar a commencé il y a dix-huit mois. Et désormais la vie du chef de mission de Médecins Sans Frontières (MSF) Suisse, retenu en otage dans le Caucase du Nord, ne tiendrait plus qu'à un fil. Ce sont les informations inquiétantes dont dispose Thomas Nierle, le chef des opérations de MSF à Genève : « Nous avons appris

que sa santé se détériore et qu'il court le danger d'être exécuté de manière imminente par ses ravisseurs. »

Le calvaire d'Arjan Erkel commence le 12 août 2002 quand il raccompagne son interprète. Il se fait alors kidnapper dans une banlieue de Makhatchkala, la capitale du Daguestan. Trois hommes masqués neutralisent son chauffeur et poussent brutalement Arjan dans une Lada blanche. Des mois plus tard, MSF apprendra que deux agents du FSB (ex-KGB) ont assisté au rapt sans bouger. Ce sera le premier signe d'un comportement pour le moins ambigu des autorités russes.

Au point qu'aujourd'hui MSF pointe un doigt accusateur vers Moscou : « Je ne dis pas qu'il suffise que Poutine claque des doigts pour qu'Arjan réapparaisse par enchantement. Mais j'affirme que, si les autorités russes le voulaient, elles pourraient obtenir sa libération », affirme Thomas Nierle. Motif d'agacement supplémentaire pour MSF, l'attitude timorée des gouvernements occidentaux : « Arjan Erkel est sacrifié au nom de la raison d'État. Les intérêts gaziers et les impératifs de la lutte antiterroriste font que ni les Pays-Bas, dont Arjan Erkel est ressortissant, ni aucun autre gouvernement ne sont prêts à mettre de la pression sur Moscou », déplore Thomas Nierle.

Cette captivité sans précédent par sa longueur d'un humanitaire occidental dans le Caucase ne peut, selon l'analyse de MSF, être le seul fait de la mafia. L'organisation humanitaire est, en effet, prête à payer une rançon aux ravisseurs. À plusieurs reprises, les négociations s'engagent à travers divers interlocuteurs dans une atmosphère d'opacité maximale. Mais, chaque fois, au dernier moment, le patient travail d'approche s'écroule. Les intermédiaires disparaissent de manière énigmatique. Pour MSF, l'évidence s'impose : il y a une dimension politique au kidnapping d'Erkel. « Pour des raisons qui nous échappent, Moscou n'a pas intérêt à obtenir sa libération. Sans doute parce qu'Arjan Erkel est devenu lui-même un enjeu dans le combat que se livrent différents clans au Caucase du Nord qui ont tous leurs entrées à Moscou », explique Thomas Nierle. Le président de MSF France, Jean-Hervé Bradol, est, lui, catégorique. Dans un entretien au Monde, il accuse le chef du groupe qui détient Arjan « d'être un membre de la douma (Parlement) du Daguestan ». Membre de la cellule de crise de MSF, Jean-Christophe Azé explique : « Tous les indices pointent dans cette direction, même si nous n'avons pas de preuve. Chaque fois que nous avons obtenu des informations, cela passait par des canaux semi-officiels daguestanais, c'est-à-dire par des gens proches des lieux de pouvoir, que ceux-ci soient politiques ou liés à des services de renseignement. Il est aussi évident que des gens, aussi bien à Moscou qu'au Daguestan, savent énormément de choses sur le sort d'Erkel. Nous pensons qu'ils savent quel groupe l'a enlevé, pour quelle raison et quelle est la clef de la résolution du problème. Pour des raisons qui nous échappent, sans doute liées à des questions de lutte interne, ils n'ont jamais mis les moyens pour qu'Erkel recouvre la liberté. »

Les gens de MSF avancent à l'appui de leur thèse les innombrables étrangetés liées à une enquête qui s'est même, par moments, interrompue. En juin 2003, les services de renseignement russes transmettent au gouvernement néerlandais une vidéo qui montre Arjan Erkel vivant. Un mois plus tard, un intermédiaire proche du FSB obtient une photo. Puis, mystérieusement, le FSB cesse de jouer un rôle actif. Quelques mois plus tôt, MSF avait reçu la facture du téléphone portable d'Erkel, avec une liste de 50 numéros appelés en février 2003. Certains numéros renvoient à des notables daguestanais. De manière incompréhensible, le FSB n'exploite pas cette piste providentielle qui remonte jusqu'aux ravisseurs.

Autre élément incompréhensible : le 9 décembre 2003, le responsable en chef de l'enquête au Daguestan, Imamutdin Temirboulatov, est lui-même arrêté. Aux dernières nouvelles, il serait encore en prison. « Pour quels motifs ? Son arrestation est-elle en rapport avec le kidnapping d'Arjan Erkel ? A-t-il même été remplacé ? Nous n'en savons

fichtre rien ! », constate Thomas Nierle. Seule certitude pour MSF : si rien n'est entrepris, le pire est désormais à craindre pour Arjan Erkel.



« Des pratiques délibérées et systématiques d'enlèvement » Interview du président de MSF France par Patrick de Saint-Exupéry, **Le Figaro** (France), 12 mars 2003 (en français).

Extrait :

Le Figaro. Pourquoi mettez-vous en cause aujourd'hui les plus hautes autorités russes dans l'enlèvement d'Arjan Erkel ?

Jean-Hervé Bradol. Il n'est pas une promesse reçue qui [...] ait été tenue. Cela fait dix-neuf mois maintenant qu'Arjan Erkel est enlevé. Nous sommes terriblement inquiets pour sa vie. Depuis la fin décembre, nous n'avons plus aucun contact avec ses ravisseurs. Mais les Russes continuent à entretenir le mythe. De passage à Paris, le représentant personnel de Vladimir Poutine pour la Tchétchénie, Sergueï Iastrjembski, a osé déclarer voici quinze jours sur une radio française qu'Arjan allait bien et que les autorités russes s'occupaient du dossier. Et c'est faux, totalement faux. Je vous le répète : depuis la fin décembre, il n'y a pas eu le moindre contact avec les ravisseurs.

Le Figaro. Comment expliquez-vous cette attitude des autorités russes ?

Jean-Hervé Bradol. Les autorités sont impliquées, elles sont parties prenantes du dossier. Tout au long des négociations que nous avons menées, nous avons pu mesurer ce degré d'implication. Si Arjan a été kidnappé, détenu et n'est toujours pas libéré, c'est parce qu'il y a eu un laisser-faire au plus haut niveau. Lors de son enlèvement, deux officiers du FSB (ex-KGB) étaient présents. Ils n'ont rien fait. Par la suite, nous nous sommes rendu compte, au fil des discussions, de l'implication d'officiels. Je ne citerai pas de noms, mais je parle d'un député local du Daguestan et de son patron à Moscou, député lui aussi mais à la douma russe.

Quant aux plus hautes autorités russes, je citerai le FSB, Vladimir Poutine, qui s'est engagé en mai 2003 à faire libérer Arjan, et son ancien ministre des Affaires étrangères, Igor Ivanov, qui a lui aussi fait cette promesse.

Le Figaro. Pourquoi décidez-vous brutalement de monter ainsi au créneau ?

Jean-Hervé Bradol. Nous sommes épuisés. Cela fait des mois que nous jouons le jeu. Nous avons écouté les recommandations qui nous étaient données et voulu croire aux promesses qui nous étaient faites. Mais c'est intenable. Les diplomates européens se sont tous faits à l'idée qu'il était normal et raisonnable de racheter des gens. Ils sont parfaitement au courant de l'implication des autorités fédérales russes, ils savent tout autant ce qui se passe en Tchétchénie, mais ils ont décidé de vivre avec ces pratiques. De fermer les yeux et de les accepter. Légitimant ainsi les pratiques d'un État membre permanent du Conseil de sécurité. C'est une faute morale et politique.

Le Figaro. Expliquez-vous ?

Jean-Hervé Bradol. Nous ne négocions pas avec un mouvement rebelle comme les FARC en Colombie, mais avec un pouvoir en place, avec un État. Et il faudrait trouver normal de racheter un homme comme du bétail ! C'est ce que, depuis des mois, les diplomates européens nous martèlent ! Sans avoir jamais été à même de nous obtenir un rendez-vous avec l'administration présidentielle du Kremlin alors que ça fait un an qu'on nous le promet. Il faut quand même savoir, et les responsables européens le savent, qu'en Tchétchénie nous avons affaire à des pratiques délibérées et systématiques d'enlèvement. Ces kidnappings interviennent dans le cadre d'une campagne. L'argent n'est pas le motif premier. Les rançons qu'on nous a demandées à plusieurs reprises de verser ne sont là

que pour couvrir les frais. Ces enlèvements sont politiques. Et cette politique est massive. Et l'Europe le tolère. Ce n'est pas un jugement. C'est un constat.



« Médecins Sans Frontières accuse les autorités russes de complicité dans l'enlèvement d'un volontaire humanitaire » Judith Ingram, **AP** (États-Unis), 11 mars 2004 (en anglais).

Extrait :

Bradol [Jean-Hervé, président de MSF France] a déclaré à Associated Press lors d'une interview téléphonique :

« Ils reconnaissent eux-mêmes qu'ils ont un certain degré d'implication directe dans l'enlèvement lui-même, avec la détention de notre collègue. Il apparaît clairement dans leur attitude au cours des réunions que nous avons avec eux... qu'ils le reconnaissent déjà. »

Ali Temirbekov, un porte-parole des procureurs daguestanais, a nié ces accusations et affirmé que MSF agissait de façon « non professionnelle ». Un représentant du Kremlin a aussi nié ces accusations.

« Ces allégations sont totalement infondées. Si Médecins Sans Frontières est en possession de preuves pouvant aider l'enquête, pourquoi ne les rendent-ils pas publiques ? », a déclaré à l'agence Interfax [...] l'adjoint à l'envoyé spécial du président dans le sud de la Russie.

Bradol a affirmé que deux parlementaires – l'un dans la région du Daguestan, l'autre du Parlement fédéral à Moscou – étaient impliqués dans l'enlèvement. Il a refusé de les nommer ou d'en dire plus sur leur rôle.

« Mais nous sommes au moins certains qu'ils peuvent agir rapidement et efficacement pour aboutir à la libération de notre collègue. Nous en sommes certains », a-t-il ajouté. Il a également expliqué qu'il était difficile pour son organisation d'aller plus avant dans ce genre d'accusations, mais qu'il avait reçu en décembre des informations selon lesquelles Erkel était malade et risquait d'être exécuté.

Il s'est avéré que c'était aussi au moment où les négociations avec les ravisseurs, via des intermédiaires, ont été interrompues. Selon Bradol, MSF avait reçu des assurances qu'Erkel serait libéré à la mi-décembre, en échange d'une rançon, mais rien ne s'est passé. Selon le porte-parole de MSF à Moscou, Mark Walsh, le bruit courait qu'Erkel souffrait de pneumonie ou d'un grave problème pulmonaire. [...]

Bradol attribue la responsabilité de l'enlèvement à ce qu'il qualifie de campagne du gouvernement russe contre les travailleurs humanitaires, les journalistes locaux et les organisations de défense des droits de l'homme travaillant en Tchétchénie.

« Depuis des années, ils déclarent ouvertement que nous sommes des espions, agissant comme des ennemis de la Russie », affirme-t-il. « Il faut qu'ils soient tenus pour comptables de telles attitudes. »



Interview de Mark Walsh, responsable de l'information en Fédération de Russie, MSF International, avec Maria Tsvetkova, **Gazeta.ru** (Russie), 12 mars 2004 (traduit du russe vers l'anglais par MSF).

Extrait :

Mark Walsh :

Bradol faisait référence à un article de Viatcheslav Izmailov, publié quelques semaines auparavant dans *Novaïa Gazeta*. Il mentionne en particulier un parlementaire daguestanais. Et les autorités n'ont pas contesté ces accusations.

À la mi-février, l'hebdomadaire russe *Novaïa Gazeta* a rejeté la responsabilité de l'enlèvement sur les services secrets russes, affirmant en particulier que G[...], un député du Parlement daguestanais, était impliqué dans l'opération.

Mais le point principal, c'est que nous n'avons aucune information sur Arjan depuis six mois, aucun signe qu'il soit encore en vie. Tout de même, ces dernières semaines, les responsables russes ont par deux fois affirmé qu'il était vivant. Sergueï lastrjembski [le conseiller spécial du Kremlin pour la Tchétchénie] l'a dit la semaine dernière et Igor Ivanov [le ministre des Affaires étrangères sortant] l'a dit également.

Et nous aimerions beaucoup savoir comment ils savent qu'il est vivant. Et pourquoi ils ne partagent pas cette information avec nous ? Les responsables de la sécurité nous ont dit de nombreuses fois qu'ils savaient qui détenait Arjan et où il se trouvait et nous ne comprenons absolument pas pourquoi ils ne l'ont toujours pas libéré.

Vous avez certainement posé ces questions aux responsables de la sécurité ou de la police. Qu'est-ce qu'ils vous répondent ?

MW : Officiellement ils disent qu'ils font tout ce qu'ils peuvent, mais ils n'en disent pas plus.

M. Bradol a aussi mentionné le fait que des discussions sur la libération d'Arjan avaient eu lieu en décembre de l'année dernière. Qui a servi d'intermédiaire dans ces discussions ?

MW : La plupart des soi-disant intermédiaires nous ont été présentés par les structures fédérales.

Qui étaient-ils ? des agents du FSB, des Tchétchènes, ou peut-être des responsables daguestanais ?

MW : Je ne peux pas en dire plus là-dessus. Tout ce que je peux dire à leur sujet, c'est qu'auparavant ces intermédiaires nous avaient fourni des preuves qu'Arjan était encore en vie : soit sous forme de photos, de vidéos ou de réponses à des questions. Les services spéciaux ont été en mesure de nous présenter des gens qui étaient capables de nous fournir des preuves. Entre février et octobre 2003 nous avons reçu cinq sortes de preuves différentes qu'Arjan était en vie.

Est-ce que ces éléments permettent d'établir où il se trouve ?

MW : Non, nous ne savons pas où il est. Nous ne savons pas s'il a quitté le Daguestan, mais les services spéciaux nous ont dit, de manière non officielle, qu'ils savaient exactement où il était détenu.

Dans quelles conditions est-il détenu ?

MW : Si l'on en juge par les photos et les vidéos, l'état de santé d'Arjan se détériore.

Il n'y a pas de signes montrant qu'il ait été battu. Mais nous avons de très solides informations, de la part de sources fiables, affirmant qu'il souffre maintenant d'une très grave infection pulmonaire ou d'une pneumonie. Et des sources sérieuses nous ont également dit que ses ravisseurs envisageaient de l'exécuter.

Le chauffeur d'Erkel a été arrêté juste après l'enlèvement. Est-ce que les enquêteurs ont pu apprendre quelque chose de sa part ?

MW : Le chauffeur a été détenu pendant une très courte période, puis il a été relâché. Mais les ravisseurs portaient des masques, donc il était incapable de les identifier. Il a seulement vu une Lada, mais il y en a des milliers au Daguestan.

Les médias rapportent que, plusieurs mois après l'enlèvement d'Erkel, MSF a reçu sa facture de téléphone mobile avec des appels enregistrés venant de numéros inconnus. Est-ce que les enquêteurs ont suivi cette piste ?

MW : Nous étions complètement abasourdis quand nous avons reçu cette facture sept mois après l'enlèvement. Honnêtement, nous pensions que son téléphone mobile était sur écoute. Vous pouvez imaginer notre surprise. Nous avons apporté la facture aux enquêteurs et ces derniers étaient aussi surpris que nous et ont promis de tout vérifier. Mais cela dit, les vérifications n'ont rien donné. Le téléphone a été mis hors service dès le lendemain.

Qu'est-ce que vous allez faire si les autorités russes ne réagissent pas à vos accusations ?

MW : Depuis le tout début nous essayons d'amener les autorités néerlandaises à faire pression sur la Russie. Maintenant nous mettons la pression sur l'Union européenne, l'ONU et la communauté internationale afin qu'ils rappellent à la Russie ses responsabilités. Nous travaillons à différents niveaux diplomatiques pour ramener également la communauté internationale à ses responsabilités.

Je pense qu'il est très important de rappeler que, à la suite du bombardement du bâtiment de la Croix-Rouge à Bagdad, la Russie a soutenu une résolution des Nations unies obligeant les pays où se déroulent des opérations humanitaires à assurer la sécurité personnelle des travailleurs humanitaires.



« Les autorités russes accusées d'enlèvement – Les déclarations déplaisantes de MSF » Ekaterina Blinova et Roman Oukolov, **Nezavissimaïa Gazeta** (Russie), 11 mars 2004 (traduit du russe vers l'anglais par MSF).

Extrait :

Les récents succès russes dans les combats contre les séparatistes tchétchènes ont été assombris par certaines déclarations venues de l'étranger. Des accusations sans précédent ont été lancées contre les autorités russes. Les agences internationales ont diffusé une déclaration de Jean-Hervé Bradol, de MSF, qui accuse ouvertement les autorités fédérales russes et daguestanaises de complicité dans l'enlèvement du volontaire de MSF Arjan Erkel.

Selon Bradol, cité par la BBC, « des responsables fédéraux et daguestanais sont impliqués dans l'enlèvement ». Hier, les preuves que M. Bradol était en mesure d'avancer pour soutenir ces accusations scandaleuses n'étaient pas très claires.

Du côté russe, la seule réaction à la démarche de MSF a été la déclaration faite par Saïd-Selim Pechkhoïev, l'adjoint au représentant du président dans le sud de la Russie, à l'agence d'information Interfax. « Ces accusations sont totalement infondées ! s'est-il exclamé. Si Médecins Sans Frontières est en possession de preuves pouvant aider l'enquête, pourquoi ne les rendent-ils pas publiques ? »

Les porte-parole des différentes agences de sécurité ont soit refusé de commenter, soit déclaré que les accusations de Bradol étaient infondées.

[...] Le département de la communication du ministère de l'Intérieur russe affirme ne pas être au courant des accusations de Bradol. « Chaque jour, il y a beaucoup de déclarations. Nous ne pouvons pas réagir à toutes. » Le centre de communication des services fédéraux de sécurité (FSB) a également refusé de commenter la déclaration de Bradol ainsi que d'en dire plus sur le cas Erkel. Même réaction des services de sécurité daguestanais. Ils ont déclaré qu'ils n'avaient entendu parler ni de la déclaration de Bradol, ni de l'implication des autorités daguestanaises dans l'enlèvement. Ils ont ajouté

qu'ils étaient « habitués à ce que les forces de sécurité soient critiquées, en particulier par les organisations internationales ».

Quant au ministère daguestanais de l'Intérieur, il considère toutes ces accusations « infondées et tirées par les cheveux ».

« L'enquête sur le cas d'Arjan n'a pas arrêté une seule journée, ce cas reste une priorité pour nous. Le ministre suit tout cela de très près », nous a affirmé Abdoulmanap Moussaev, le porte-parole du ministre de l'Intérieur.



« La Russie dément être impliquée dans l'enlèvement du collaborateur de MSF »
AFP (France), Moscou, 11 mars 2004 (en français).

Extrait :

Le conseiller du président russe pour la Tchétchénie Sergueï Iastrjembksi a « regretté profondément les accusations sans fondement de M. Bradol », en les qualifiant de « tentative de politiser la situation concernant l'enlèvement du représentant de MSF », dans une déclaration citée par Interfax.

« Nous faisons tout ce qui est possible pour obtenir la libération de M. Erkel », a ajouté M. Iastrjembksi, en assurant que cette question faisait « l'objet d'une attention constante des organes russes concernés ». [...]

« Il n'y a aucune information indiquant l'implication des autorités daguestanaises et russes dans l'enlèvement d'Arjan Erkel », a déclaré le porte-parole du parquet, cité par l'agence Interfax.

« Les forces de l'ordre daguestanaises font tout leur possible pour élucider ce crime, traduire en justice ceux qui ont enlevé Arjan Erkel et libérer ce dernier », a-t-il ajouté.



On était tous d'accord. L'interview que Jean-Hervé a donnée au Monde n'était pas une initiative isolée. Début janvier, on a décidé d'augmenter la pression médiatique pour ne pas seulement faire des communiqués de presse mais écrire et donner des interviews à des journalistes qui ont un impact dans les différents journaux russes et européens. C'était une multiplication d'activités publiques et l'interview au Monde tombait là-dedans. Il ne fallait pas se leurrer : si on voulait parler de la Tchétchénie, il fallait parler en France, parce que là au moins il y avait une petite oreille en raison de la présence d'une communauté tchétchène assez importante. Mais partout ailleurs en Europe, c'était oublié... En Hollande, tu pouvais encore en parler un peu parce qu'il s'agissait d'un ressortissant hollandais. En Suisse, cela n'intéressait personne. Il était quasiment impossible de placer des articles. J'avais un contact avec un journaliste qui écrit pour Le Temps à Lausanne et pour Libération à Paris. On a essayé en Allemagne, mais la section allemande MSF était liée à la section hollandaise. Et Amsterdam ne voulait pas communiquer.

Dr Thomas Nierle, MSF Suisse, responsable des urgences puis directeur des opérations de 2000 à 2004 (en français).



En fait, la personne qui a assumé les risques au sens politique et institutionnel dans cette affaire, c'est Thomas Nierle [le directeur des opérations de MSF Suisse]. Dans cette prise de parole, je me vois une responsabilité secondaire sur le fond, car je suis l'exécutant, après Thomas Nierle et Jean-Christophe Azé [cellule de crise de MSF Suisse]. [...] Il était très agréable de travailler avec eux pour cette raison : ils assumaient leur responsabilité. On était en appui et en conseil, mais sans inversion des rôles. Ils considéraient que cela serait

plus visible dans Le Monde que dans la Tribune de Genève. Il fallait que cela soit vu à Moscou. D'ailleurs je me souviens qu'ils avaient envisagé de demander à Rony [Brauman, ancien président de MSF France] afin de donner un maximum de visibilité à cette position, etc. Ils avaient raison de penser que Rony obtiendrait plus de couverture que moi, mais ce n'était pas très réaliste car il ne suivait pas le dossier. Je ne le voyais pas arriver au dernier moment pour prendre la parole... Donc on l'a fait autrement. Mais la décision a été prise par MSF Suisse, c'était même une commande.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008 (en français).



Jean-Hervé a décidé que cela suffisait, et qu'on allait passer à la méthode dure. Je partais pour Brazzaville l'après-midi, et il vient me voir le matin en disant qu'il était prêt à donner une interview pour tout lâcher. J'appelle Marie Jégo au Monde, et je lui dis que je lui lâche quelque chose mais pour une place en une, parce qu'il faut frapper fort. Elle a lâché la une, et il a fait l'interview pendant que j'étais dans l'avion. À la fin, sa stratégie sur la Tchétchénie a été : « J'emmerde tout le monde et je dis ce que j'ai à dire. » Il a forcé la main chaque fois qu'il avait l'intention de défendre ce qu'on voulait faire parce qu'il trouvait cela pertinent. Cela s'est fait dans un contexte de mélodrame permanent. Pendant un an, il y a eu au moins un mélodrame par semaine. Je pense que, quand je suis partie, je devais avoir mille documents sur cette affaire. On passait son temps à « re-tricoter » les textes, à s'engueuler sur deux mots, alors que ce n'étaient pas les deux mots qui posaient problème, mais plutôt, derrière, les visions respectives qu'on avait de tout cela.

Anne Fouchard, MSF France, directrice adjointe de la communication de juillet 2000 à juillet 2004 (en français).

TENSIONS À L'INTÉRIEUR, CRITIQUES À L'EXTÉRIEUR

Dans le mouvement MSF, ces déclarations sont critiquées par ceux qui estiment qu'elles peuvent mettre en danger les équipes de terrain.

Le 11 mars 2004, le président et la secrétaire générale de MSF International et le directeur général de MSF Suisse réaffirment officiellement que le mouvement assume les décisions prises par la cellule de crise.



« Chronologie narrative : Cas Arjan Erkel » cellule de crise MSF Suisse, avril 2004 (en anglais).

Extrait :

10/03 : « MSF accuse des officiels russes de maintenir en otage un de ses volontaires », titre d'une interview donnée par J-H Bradol (président de MSF France) après qu'il a reçu le feu vert du siège de MSF Suisse pour diffuser cette information confidentielle. Au sein de la cellule de crise et des équipes de terrain en Russie, les avis sont controversés au sujet du contenu de l'article.

Les premiers points de désaccord portent sur l'insinuation concernant les parlementaires daguestanais (M [...] et G[...]) mentionnée dans l'article et l'absence de preuve sur le lien

éventuel entre ces deux personnes. Le coordinateur de la cellule de crise a accepté que le nom du parlementaire M [...] ne soit pas mentionné publiquement.



« Re : des retours de votre côté ? » **Courriel** de Marieke van Zalk, chargée de communication MSF Hollande, à Anouk Delafortrie, coordinatrice de la communication, MSF International, aux directeurs de la communication de MSF États-Unis, MSF Belgique, MSF Suisse, MSF Royaume-Uni, à Pere Joan Pons, cellule de crise Erkel MSF Suisse, au responsable de l'information MSF Fédération de Russie, 10 mars 2004 (en anglais).

MSF Hollande est d'accord avec MSF Belgique pour dire que les déclarations de J-H [Bradol, président de MSF France] sont très risquées pour nos opérations sur le terrain et pour Arjan (notre équipe a subi des restrictions de circulation aujourd'hui). Nous ré-insistons sur la nécessité de minimiser les déclarations de J-H.

Voici des éléments possibles de questions / réponses :

Ce que fait MSF n'est-il pas dangereux ?

« Les commentaires du président de MSF France ont été diffusés de manière trop abrupte dans *Le Monde*. MSF le regrette. MSF ne peut et ne veut accuser personne. Nous n'avons toujours aucun contact direct avec les ravisseurs – nous ne savons pas qui détient Arjan. Ce qui est écrit dans *Le Monde* correspond à des spéculations déjà exprimées par d'autres analystes, qui ont déjà été publiées dans différents médias il y a des mois.

MSF ne peut pas les confirmer, pas plus que d'autres scénarios. Les informations que nous avons sont cependant très inquiétantes, alors qu'aucun éclaircissement n'est donné par les autorités russes chargées de l'enquête. »

Juste une illustration, les correspondants à Moscou nous appellent, abasourdis par les déclarations de MSF (pour info la presse russe titre : « MSF accuse les autorités russes d'avoir enlevé son volontaire »), et nous demandent si nous réalisons combien le jeu auquel « nous » jouons est dangereux et comment nous comptons réparer les dégâts.



« Processus de décision » **Message** de Jean-Christophe Azé et Pere Joan Pons, cellule de crise Erkel, MSF Suisse, aux départements de la communication MSF, 10 mars 2004 (en anglais).

Extrait :

Chers amis,

1. Processus de décision

Je veux juste vous rappeler la stratégie débattue pendant l'Excom du 19 février :

- Renforcer nos actions de lobbying envers les membres de l'UE et les États membres clés de l'ONU.
- Les pousser à agir d'une manière plus forte et plus unie pour demander des comptes aux autorités russes sur leurs responsabilités dans le cas d'Arjan.
- Lancer une communication publique forte pour appuyer ce lobbying politique et diplomatique.

Une fois la base de cette stratégie élaborée, nous avons édité un rapport que vous avez reçu la semaine dernière. Nous avons aussi prévu une conférence de presse pour le lundi 1^{er} mars. La conférence de presse et tout événement médiatisé ont été annulés après l'opposition de la famille à toute forme de communication de la part de MSF

(réunion entre Thomas Linde, Kenny Gluck, la famille et le ministère des Affaires étrangères néerlandais du dimanche 29 février).

La famille a été informée par lettre que nous comprenions et respections ses inquiétudes mais que, néanmoins, nous allions maintenir notre campagne de lobbying et informer « des politiciens, des diplomates, des parlementaires, des journalistes sélectionnés, des leaders d'opinion » de notre évaluation de la situation, de la responsabilité du gouvernement russe et des autres gouvernements et de l'urgence à agir plus pour Arjan, étant donné les informations alarmantes sur son état de santé.

La décision de choisir cette stratégie a été prise par la cellule de crise après consultations avec l'Excom. Au niveau des départements de communication, nous avons décidé d'approcher trois à six médias importants pour soulever le cas d'Arjan. En fonction de l'impact de ce premier round, d'autres interviews pourront être données, basées sur le contenu du rapport.

Trois publications ont été choisies pour le premier round : un éditorial dans un journal américain, une interview de JHB dans *Le Monde* et une interview de Tom Nierle sur les ondes de la BBC.

Je peux comprendre les craintes de certains d'entre vous concernant l'interview dans *Le Monde*. Les propos tenus sont forts et certains commentaires vont au-delà de ce qui est contenu dans le rapport. Mais vous serez d'accord pour constater que notre message stratégique est clairement passé, que l'intérêt a été éveillé, et que les médias suivent désormais l'affaire. C'est ce que nous voulions.

Je peux comprendre que vous soyez stressés de répondre aux questions concernant le premier paragraphe de cet article. Toutefois, les départements de la com ont reçu des indications pour donner des réponses appropriées. Si vous rencontrez des difficultés avec des journalistes particuliers ou avec le message général, la cellule de crise est là pour vous soutenir et prendre le relai si nécessaire.

Ce que je ne comprends pas, c'est que certains d'entre vous semblent vouloir changer complètement le message et la stratégie (garder le silence, s'aligner sur la position de la famille par principe...). La stratégie reste la même. Nous comptons sur le réseau MSF pour suivre la ligne définie lors des consultations de ces dernières semaines. S'il vous plaît.

Communications :

La cellule de crise de Genève aimerait préciser sa position en cas de demandes des médias sur le cas Arjan Erkel. [...]

3. Article dans *Le Monde* :

Nous ne corrigeons pas la position prise par Jean-Hervé Bradol dans le quotidien *Le Monde*. La publication de cet article était prévue dans la décision de briefer des médias importants sur le contenu du rapport. J-H est évidemment allé très loin, avec des propos très forts, mais son message reflète complètement notre position : « Chacun sait qui se cache derrière le cas, s'il vous plaît, il est temps que la communauté internationale et les institutions européennes agissent. »

Hier je vous ai donné la ligne à suivre pour les questions pièges sur le second paragraphe de l'article. Merci de rester fidèles à cette ligne.

Si vous avez des questions sur le premier paragraphe du Monde : « Accusez-vous les Russes d'être derrière cet enlèvement ? »

Nous n'accusons pas les Russes d'être responsables de l'enlèvement d'Arjan Erkel. Nous pointons simplement le fait que des responsables russes savent où se trouve Arjan et que bien qu'au courant de sa situation ils manquent d'initiatives pour résoudre son cas (tout le monde en Russie est au courant, même lastrjembski la semaine dernière a dit

qu'Arjan était sain et sauf, mais ce que nous voulons c'est l'avoir sain et sauf auprès de nous).

Il est de notoriété publique que des noms ont été publiés dans la presse russe et la presse néerlandaise : des journalistes russes ont écrit que des personnes importantes étaient impliquées dans l'affaire. MSF ne peut pas le vérifier donc le confirmer.

Il s'agit pour nous d'un scénario plausible. Toutefois, personne n'est venu nous voir pour nous dire quelle information avait été vérifiée ou non.



Courriel de Thomas Linde, directeur général de MSF Suisse, Marine Buissonnière, secrétaire générale de MSF International, Rowan Gillies, président de MSF International, aux directeurs généraux, directeurs de la communication, présidents des sections MSF, 11 mars 2004 (en anglais).

Extrait :

Il y a eu des discussions houleuses ces dernières vingt-quatre heures sur le renforcement de la campagne de communication concernant le cas d'Arjan. Nous comprenons que chacun ait à l'esprit la sécurité d'Arjan et sa libération. Quelles que soient les inquiétudes et les questions, nous devons à ce stade travailler ensemble, en tant que mouvement, à sa libération. Nous ne pouvons pas agir en étant divisés.

Il est essentiel que nous réaffirmions notre soutien complet à la cellule de crise et à la ligne qu'elle a choisi de suivre. Depuis le début, l'équipe de la cellule de crise est chargée de définir et de mettre en place la stratégie opérationnelle et de communication concernant Arjan.

La stratégie en cours a été acceptée pas plus tard que le 19 février, au niveau de l'Excom. [...] Cette stratégie n'a pas changé. Nous vous demandons de soutenir la cellule de crise dans ses efforts pour obtenir la libération d'Arjan et sur la ligne de communication qu'elle a définie.



Courriel de Pierre Salignon, directeur général de MSF France, aux directeurs généraux de MSF, 11 mars 2004 (en anglais).

Extrait :

Chers amis et membres de l'Excom,

Merci Thomas, Marine, Rowan, Jean-Xtophe et Pere pour votre dernier message et vos clarifications.

Je voudrais juste revenir sur certains des courriels diffusés dans le mouvement ces derniers jours concernant la campagne Arjan.

Je suis vraiment fâché de voir des individus et en particulier des communicants ne pas appliquer les décisions prises au niveau de l'Excom ou par la cellule de crise chargée de cette terrible affaire.

Je trouve inacceptables les courriels / l'attitude expliquant que nous devrions changer la stratégie actuelle, décidée par Genève (et si je ne me trompe pas soutenue par l'Excom), que la déclaration d'un des présidents de MSF n'est pas une position de MSF et qu'on doit demander aux journalistes – de façon proactive – d'arrêter de communiquer sur le cas d'Arjan.

Les gens qui se comportent de cette façon commettent une grave erreur professionnelle et devraient en assumer les conséquences.

Nous avons besoin de clarifier avec eux qui décide de quoi et qui est responsable de quoi. Ce ne sont pas eux qui décident qui est responsable de quoi. Ce ne sont pas eux

qui décident dans une telle situation de crise. Cela doit être clair pour chacun et au niveau de l'Excom. J'espère que ces personnes n'expriment qu'un point de vue individuel... Toutefois, ce n'est pas acceptable. La gestion du cas d'Arjan est difficile et douloureuse. Dans une telle affaire, les décisions ne sont pas faciles à prendre. Je fais confiance aux personnes qui travaillent au quotidien sur cette affaire depuis des mois. Ils sont les mieux placés pour décider quoi faire et quand.

À Paris, nous sommes prêts à leur apporter plus de soutien à l'avenir, car le cas d'Arjan est une priorité pour MSF. Nous devons continuer à être actifs publiquement.

S'il existe des désaccords entre sections, nous devons y faire face ouvertement, de façon transparente.

J'espère que, dans ce cas spécifique, nous gardons une position commune et réaffirmons notre soutien total aux membres de la cellule de crise.

Le 12 mars 2004, dans une interview au journal de la radio néerlandaise Radio 1, Dick Erkel, le père d'Arjan, critique la campagne de communication de MSF. MSF Hollande rencontre des difficultés à soutenir publiquement les positions de MSF alors que la famille d'Arjan et la société civile néerlandaise sont ralliées au point de vue de leur gouvernement, qui préconise la diplomatie silencieuse. Une difficulté renforcée, selon les intéressés eux-mêmes, par le fait que les principaux membres de l'équipe de direction, non néerlandophones et connaissant mal la société néerlandaise, peinent à y représenter l'association.



Interview de Dick Erkel au Journal de **Radio 1** (Pays-Bas), 12 mars 2004 (traduit du néerlandais vers l'anglais par MSF).

Extrait :

MSF affirme que les ravisseurs menacent la vie d'Erkel. Le président de MSF France a déclaré cette semaine que les ravisseurs envisageaient de « nettoyer le terrain » avant les élections présidentielles russes. MSF brise le silence, avec l'accord du ministre des Affaires étrangères et de la famille. Au téléphone le père d'Arjan. Bonjour.

Bonjour.

Pourquoi brisez-vous aussi vous-même le silence ? [...]

Je le brise parce que [...] mercredi soir [...] soudain les dépêches ont rapporté que la vie d'Arjan était menacée et qu'il était gravement malade. Cela nous a valu un nombre incalculable de coups de téléphone, du genre : qu'est-ce qui se passe ? Je n'ai pas de réponse à donner. Ces informations ont été diffusées sans que nous ayons été contactés auparavant. Il s'agit d'une déclaration unilatérale de MSF qui se trouve répétée partout. Cela nous a laissés perplexes. [...]

Je voudrais maintenant parler de l'article dans le NRC [*Handelsblad*, quotidien néerlandais], qui est une autre des raisons pour lesquelles nous nous entretenons maintenant... [...]

MSF commence à dire qu'Arjan a une pneumonie et que sa vie est menacée. Ils l'ont appris de source fiable. Je ne sais pas de quoi il s'agit. Je ne peux pas le vérifier. Puis, selon cet article, des réponses à deux questions personnelles ont été données par écrit. Ce n'est pas vrai. Il y a eu des réponses, mais nous les considérons seulement comme des preuves de vie lorsqu'elles sont tangibles et récentes. [...] Je doute que cela soit bon de rendre cela public.

Pensez-vous que cela soit dangereux ?

Je me demande dans quelle mesure le partage de cette information contribue à la sécurité des gens sur le terrain.

Je ne parle pas de ce qui semble avoir fait l'objet d'un accord, parce qu'alors on me reprochera de dévoiler encore plus l'histoire, mais je ne pense pas que cela soit sage.

La toile de fond de l'article, c'est la tenue d'élections dimanche prochain en Russie, et quand vous lisez la remarque « avant dimanche, il se passera quelque chose », est-ce que cela vous rend nerveux ?

Non.

Pourquoi ?

Je ne pense pas qu'il y ait des raisons pour qu'en Russie il y ait des plans concernant Arjan avant les élections. Pourquoi cela se produirait-il ?

[...] Maintenant, on a une information alarmante – je cite – sur l'état de santé d'Arjan. « Nous ne pouvons plus rester silencieux. » C'est Azé [Jean-Christophe, de la cellule de crise Erkel de MSF] qui le dit. Puis, apparemment, van Zwol [le journaliste de NRC] demande à MSF : « Maintenant qu'Arjan est si malade, avez-vous essayé de lui faire passer des médicaments ? » Et là, nous avons cette réponse déconcertante de la part d'une organisation qui a été créée pour aider les gens dans le besoin. Azé répond : « Non. Nous n'avons pas essayé. Nous l'avons juste envisagé. »

[...] Ils n'ont même pas essayé d'envoyer les médicaments à mon fils en passant par ce qu'ils appellent « les sources fiables habituelles ». C'est ahurissant. En lisant cela dans le NRC, j'ai repensé à l'été dernier, quand nous avons reçu la vidéo [sa voix tremble] et que ma femme a dit, juste après les premières images : « Voilà ce qu'est devenu notre Arjan ! Voilà ce qu'est devenu notre Arjan ! » Ils n'ont même pas essayé de faire passer des médicaments à ce garçon. Cela dépasse mon entendement. [...]

Nous présumons que les services russes travaillent sérieusement. Nous sommes très satisfaits du soutien que nous recevons du monde politique. Des leaders mondiaux de renom ont prêté attention à ce cas. Qu'est-ce qu'on peut faire d'autre ? Qu'est-ce que je peux faire d'autre ? Vous pensez vraiment qu'avec une énorme campagne de publicité on peut résoudre un cas ? Pas nous.



Lettre de Lisette Luykx présidente de MSF Hollande, à Jean-Hervé Bradol, président de MSF France, 14 mars 2004 (en anglais).

Extrait :

MSF Hollande a été prise par surprise lorsque l'article du *Monde* a eu justement l'effet que nous n'avions pas l'intention initiale de susciter. Pas l'intention, de notre point de vue. Je me base sur notre communication avec la famille d'Arjan et les briefings de mon équipe. Tu pourrais me dire : « Lisette, tu es très naïve, tu sais bien ce qui se passe quand le sang de MSF se met à bouillir... Il n'a jamais été question de ne pas compter sur la pression du public et son soutien. Et une fois que nous avons choisi de nous placer sous le regard du public, nous en tirons le maximum. » Je serais d'accord avec toi. Mais, dans ce cas, je m'interroge : pourquoi alors MSF n'a-t-elle pas eu le courage d'être claire à ce sujet avec la famille ? Je ne peux tout simplement pas croire que MSF puisse se comporter ainsi. Je trouve dégoûtant de donner une fausse impression de confort à la famille et c'est pourtant ce que MSF a fait. Ayant cette lettre à l'esprit, nous à Amsterdam n'avons tout simplement pas anticipé les éléments suivants :

Comment répondre à la colère immédiate mais avant tout aux appels désespérés de la famille. Ils sont en train de perdre tout espoir et ceci en rajoute. Ils étaient dévastés par la douleur.

Comment répondre aux médias : est-ce que tu réalises que MSF Hollande doit répondre aux rumeurs qui circulent publiquement concernant les mauvaises relations entre MSF et la famille d'Arjan ? Une situation où les médias et la famille exploitent de façon irresponsable des détails tels que : MSF n'est pas prête à envoyer des médicaments à Arjan. Et ceci en plus des reproches sur le fait qu'on ignore les demandes de la famille pour que le silence soit gardé et sur le danger créé, selon elle, par nos accusations.

Je n'ai pas besoin de t'expliquer qu'immédiatement des donateurs ont commencé à appeler pour annuler leurs engagements. Cela n'aide vraiment pas à mobiliser les hommes politiques néerlandais. Si c'était ça l'objectif, à mon avis MSF aurait dû s'y prendre différemment.

Immédiatement, MSF Hollande a essayé de trouver un juste milieu : respecter les souhaits de la famille et ne pas diminuer les efforts publics de MSF. Ce qui signifiait que nous commençons par ne pas commenter ni faire référence aux demandes de silence de la famille. Ça n'a pas duré une demi-journée. La première réaction de Genève a été de se montrer choquée et de demander une rectification. On peut l'expliquer comme étant une réaction à chaud. Acceptable de mon point de vue et destinée à garder un terrain d'entente commun afin d'arriver à une compréhension mutuelle de la façon de procéder.

Subissant les plus fortes pressions, l'équipe de communication de MSF Hollande a préparé des suggestions de réponse. Des suggestions ! L'une de ces suggestions consistait à prendre de la distance avec le message du *Monde*. Elle n'a pas été suivie. MSF Hollande n'a jamais élevé de voix dissidente et a toujours adhéré au même message, approuvé par la cellule de crise et le mouvement.

C'est tout. Je serais très déçue si tu ne pouvais pas considérer ces suggestions comme une tentative pour résoudre un dilemme difficile. Au lieu de créer un conflit, j'en appelle à ton sens des responsabilités vis-à-vis du mouvement et au respect des intentions de toutes les personnes impliquées et qui n'ont qu'un objectif : la libération d'Arjan.

Pour aller de l'avant :

Nous maintenons le choix d'une action exigeante et du courage politique pour résoudre le cas d'Arjan.

En ce qui concerne la famille, nous savons tous que c'est extrêmement difficile pour MSF. [...] Il est clair que cela aurait été beaucoup mieux si la famille Erkel avait partagé les ambitions d'Arjan quant à l'amélioration du sort des populations du Daguestan. Nous aurions pu au moins lier sa situation aux appels que nous lançons pour cette région. Mais ce n'est malheureusement pas le cas.

Pouvons-nous restaurer la relation avec la famille ? Lourde tâche. Mais nous pouvons faire preuve de décence et de compassion. Nous pouvons au moins exiger de nous-mêmes de rester en contact avec eux, de les informer régulièrement et d'être transparents concernant nos actions.

MSF Hollande s'est engagée à s'investir plus énergiquement pour exiger que le gouvernement néerlandais agisse. C'est toujours la cellule de crise qui coordonne les relations avec le gouvernement néerlandais à La Haye, à côté de la famille Erkel qui a également son propre réseau. Nous, nous jouerons un rôle complémentaire.



Ce qui était sans doute spécifique pour nous, c'est que c'était un citoyen néerlandais qui avait été enlevé, que le gouvernement néerlandais et le public néerlandais étaient engagés. Cela nous faisait supporter un poids de stress énorme, plus que s'il s'était agi d'un Français, d'un Belge, d'un Suédois ou d'un Ougandais. Au sein de notre section, il

régnait un climat de défiance envers les autres sections et on interprétait souvent de manière stéréotypée les actions et les motivations des uns et des autres.

Dans ces moments-là, on mesurait les réelles différences d'opinion entre les membres du bureau qui étaient néerlandais et ceux qui ne l'étaient pas. Les non-Néerlandais se levaient et disaient : « On devrait se battre contre le gouvernement néerlandais. Nous sommes MSF, et vous, les gars, votre seule ambition c'est de soutenir tout ce que fait le gouvernement néerlandais. » Cela a donné des tensions entre mon équipe de direction et certains membres du conseil d'administration qui ne me considéraient pas comme particulièrement néerlandais [Austen est britannique]. C'était effectivement une réelle contrainte pour l'organisation que d'avoir quelqu'un comme moi, incompétent dans l'espace public néerlandais. Et je ne considère pas ce souci comme illégitime. Lorsqu'on dirige une organisation ancrée dans la société civile et qu'on ne veut pas qu'elle soit orientée par des bailleurs de fonds, il faut bien qu'elle soit orientée par quelque chose, et jusqu'à un certain point c'est par l'opinion publique. On doit donc faire appel au public, être en contact avec ses goûts et ses passions. Et il ne s'agissait pas que de moi, le directeur général. Aucun des trois directeurs des opérations, Kenny, Marilyn [McHarg] et Jose-Antonio, n'était néerlandais. Donc aucun des leaders d'opinion, ceux qui structuraient les stratégies et les politiques et construisaient les positions de la section, n'était néerlandais.

Lorsqu'on revenait à Amsterdam avec des décisions prises au niveau international, on devait les expliquer à un conseil d'administration et à un bureau largement néerlandais qui étaient dans l'émotion, en phase avec la société néerlandaise puisqu'ils avaient les mêmes sources d'information (la presse néerlandaise). Donc ils ne pouvaient pas comprendre et intuitivement ils ne soutenaient pas la plupart des positions que nous prenions. Ils n'étaient pas aussi informés que nous. Ils ne passaient pas chaque jour des heures à discuter avec une variété de gens aux opinions différentes, chaque mois des journées entières enfermés dans des réunions internationales, à discuter et rediscuter pour arriver à une position. Donc l'ensemble du CA n'acceptait pas d'emblée simplement et directement toutes les décisions. Il fallait beaucoup travailler pour en expliquer le contenu et l'intérêt à les soutenir. Les membres du CA étaient très inquiets, mais je dois dire qu'ils ne nous ont jamais désavoués. Malgré ces tensions, d'un bout à l'autre, le conseil d'administration a gardé confiance en son équipe exécutive et nous a toujours soutenus. C'était beaucoup de travail, c'est tout. Mais au final, nous nous en sommes tenus le plus possible aux accords internationaux officiels, même lorsque nous ne les approuvions pas. Entre sections, on avait un sentiment de désespoir, une inquiétude très forte que cela ne cause à long terme des dégâts pour le mouvement MSF, voire que cela le détruise. Sérieusement. C'est incroyable les ressources qu'on a mises dans cette histoire, aussi bien pour sensibiliser l'opinion publique sur le sort d'Arjan et collecter 1 million de signatures que pour contacter les plus hauts responsables politiques. Sans compter les quantités d'heures de travail des membres des conseils d'administration, des responsables exécutifs et du personnel mobilisés dans le monde entier pour obtenir cette libération.

Austen Davis, MSF Hollande, directeur général de 1999 à 2004 (en anglais).



Aucun d'entre nous ne parlait le néerlandais. On n'était capables ni de lire la presse ni d'écouter les informations à la radio ou à la télévision en néerlandais.

On n'avait donc pas le même niveau de pression que nos collègues néerlandais puisqu'on n'avait aucune idée de ce qui se disait dans la presse. C'est le département de la communication qui nous le disait en nous informant de ce que contenaient les journaux, mais ce n'est pas la même chose que d'être capable de le lire soi-même. Cela donnait une dynamique un peu difficile, dans la mesure où Austen et moi, d'une certaine façon, on est devenus les défenseurs du mouvement, en disant : « Le mouvement a la légitimité pour prendre cette

position. » Donc, en interne, au bureau, on nous accusait d'être insensibles à l'opinion publique néerlandaise. Parce qu'on était des étrangers, qu'on n'écoutait pas les informations et qu'on était plus soucieux de la place de MSF dans le monde que de sa place en Hollande. Si cela s'était passé en France, les responsables de MSF France se seraient montrés aussi extrêmement soucieux de l'impact sur la position de MSF dans la société française. Mais finalement, ils se moquaient pas mal des Pays-Bas, de MSF Hollande, et c'est pour cela que j'ai trouvé très injustes leurs accusations à l'encontre de notre équipe dirigeante.

Kenny Gluck, MSF Hollande, conseiller et coordinateur pour le Caucase du Nord de novembre 1999 à janvier 2001, directeur des opérations de 2001 à 2005 (en anglais).



MSF Hollande a un système très structuré en cas d'enlèvement d'un expatrié. L'équipe qui gère l'enlèvement doit être différente de la ligne hiérarchique qui gère les programmes dans le pays, afin de protéger l'existence de ces programmes, la relation aux autorités, etc. Tout cela doit être complètement indépendant. Dès le premier jour de l'enlèvement d'Arjan Erkel, ce système a été déclenché. J'étais directeur des opérations, responsable du programme Caucase, mais à partir du moment où une cellule de crise a été mise en place, on m'a enlevé toute responsabilité concernant la gestion de l'enlèvement d'Arjan. À mon avis, le concept d'avoir ces deux équipes différentes c'est très bien, mais sa mise en œuvre dans ce cas a été trop drastique. Ils n'ont pas beaucoup profité des connaissances des équipes de terrain.

La communication externe était considérée comme un risque pour la gestion de l'enlèvement, donc elle était également gérée par une équipe spéciale, pas par moi.

Et une fois que la cellule de crise de MSF Suisse a pris la responsabilité de la gestion des recherches, MSF Hollande les a laissés travailler et on n'a pas eu de débats internes ouverts là-dessus. Seuls les membres du conseil d'administration et les directeurs généraux suivaient l'affaire. La cellule de crise de MSF Hollande s'est occupée de gérer les relations avec la famille, en la protégeant, avec une approche très conservatrice, qui minimisait les risques.

Donc les tensions au sein de la section étaient en partie dues à des raisons culturelles qui font que les Hollandais, et dans ce cas particulier les membres du personnel hollandais du siège, n'ont pas l'habitude de se confronter à leur gouvernement. Mais elles étaient aussi dues à une raison structurelle : la façon dont MSF Hollande s'est organisée, qui coupait tous les contacts entre le petit groupe spécialisé pour suivre l'enlèvement et le reste du siège.

Dr José-Antonio Bastos, MSF Hollande, directeur des opérations et chargé des programmes dans le Caucase du Nord de 2001 à 2003 (en français).



Notre responsabilité ne concernait pas une seule personne mais tout un mouvement. Arjan c'est Arjan, MSF c'est MSF, c'est le mouvement, tous les MSF. Et ce que nous faisions alors pour Arjan allait entraîner des conséquences pour tout le reste. D'une certaine manière, j'ai accepté le jeu de Jean-Hervé comme j'ai accepté celui d'Austen qui disait que la société hollandaise ne comprenait pas ce que nous faisions. Il fallait donc trouver un équilibre.

Rafa Vilasanjuan, MSF International, secrétaire général de janvier 2001 à janvier 2004 (en anglais).

MSF continue à informer les différents responsables politiques en mesure de faire pression pour faciliter la libération d'Arjan Erkel.

Le 26 février 2004, le Parlement européen a exprimé son inquiétude concernant l'absence de progrès dans la résolution de l'enlèvement d'Arjan Erkel et appelé les autorités fédérales russes et les autorités daguestanaïses, la Commission européenne et le Conseil du Parlement européen sur les relations UE / Russie à faire le maximum pour assurer sa libération.

Le 9 mars, tandis que ses représentants sont reçus par Romano Prodi, le président de la Commission européenne, un communiqué de presse est diffusé, demandant au Conseil européen d'agir pour sauver Arjan Erkel.

De leur côté, des responsables étasuniens incitent les représentants de MSF à renforcer la campagne de prise de parole publique sur le cas Erkel, tandis que les autorités néerlandaises contestent toujours l'efficacité de cette stratégie.

Le 12 mars, lors de l'ouverture de la session annuelle de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, le haut-commissaire lance un appel à la libération d'Arjan Erkel. Le 17 mars, c'est au tour du ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas de lancer un appel en ce sens.



« Le Conseil de l'Europe doit agir pour sauver Arjan Erkel » **Communiqué de presse** de MSF International, 9 mars 2004 (en anglais).

Extrait :

Le 26 février 2004, le Parlement européen a adopté un rapport sur les relations UE-Russie dans lequel il a exprimé sa sérieuse inquiétude au sujet de l'échec dans la résolution du cas d'Arjan Erkel. Le Parlement a profondément regretté l'absence de tout progrès dans la résolution de ce cas et a appelé à un engagement politique ferme de la part des autorités fédérales et locales de Russie, de la Commission et du Conseil à obtenir la libération d'Arjan Erkel sain et sauf.

[...] « Nous tenons à rappeler aux chefs d'État assistant à la réunion du Conseil européen de faire tout ce qui est humainement en leur pouvoir pour mettre fin à l'épreuve d'Arjan Erkel, qu'il ait la vie sauve et retrouve sa famille », a déclaré Marine Buissonnière, la secrétaire générale de Médecins Sans Frontières International.



Points principaux de la réunion entre l'adjointe à l'ambassadeur de la mission des États-Unis à l'ONU à Genève, la représentante de l'USAID, Thomas Linde, directeur général de MSF Suisse, et Laure Delcros, chargée des relations de MSF avec les Nations unies à Genève, 10 mars 2004 (en anglais).

Extrait :

- Elle a conseillé à MSF de faire plus de bruit et d'alerter l'opinion publique internationale.
- Elle a suggéré de soulever la question auprès du département des Affaires publiques, via des questions de journalistes lors d'un point presse. Elle a aussi suggéré d'obtenir une déclaration publique de la part du département d'État étasunien. L'initiative pourrait venir de l'USAID.



Compte-rendu de la réunion entre M. de Jong, ambassadeur de la mission néerlandaise à l'ONU à Genève, Thomas Linde, directeur général de MSF Suisse, et Laure Delcros, chargée des relations de MSF avec les Nations unies à Genève, MSF Suisse, 10 mars 2004 (en anglais).

Extrait :

Thomas a longuement informé l'ambassadeur, et particulièrement sur notre « dialogue constructif » avec le ministre néerlandais des Affaires étrangères. Il a expliqué notre désaccord actuel sur la nécessité d'une pression publique sur les autorités russes, et le choix de MSF en faveur de cette démarche.

Besoin aussi d'une approche multilatérale avec les autres pays européens et à un plus haut niveau que celui de l'ambassadeur à Moscou.

Ambassadeur de Jong : « La communication publique de MSF, d'une certaine façon, rend la diplomatie silencieuse plus difficile. » Ils [les autorités néerlandaises] essayent de s'assurer que les pressions sur les autorités russes sont constructives. En ce qui concerne la prochaine session de la Commission des droits de l'homme, aucune décision n'a encore été prise pour inclure une mention sur Arjan Erkel dans la résolution contre la Russie ou dans une déclaration d'ordre général. Il n'y aura sans doute aucune résolution et c'est peut-être une bonne chose car [ils] ont besoin de maintenir ouverts les canaux de communication avec la Russie. Les Pays-Bas sont soucieux de ne pas sous-estimer le souhait de la Russie de devenir un pays démocratique. M. de Jong a soulevé la question du désaccord avec Dick Erkel. Thomas a expliqué la situation et dénoncé l'aspect contre-productif du front uni entre les autorités néerlandaises et la famille.



« Le haut-commissaire aux droits de l'homme lance un appel à la libération du volontaire de MSF Arjan Erkel » **Communiqué de presse** du Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations unies, 12 mars 2004 (en anglais).

Extrait :

Le haut-commissaire a lancé son appel après avoir rencontré aujourd'hui Thomas Linde, le directeur général de MSF Suisse, et Laure Delcros, la chargée des relations de MSF avec les Nations unies, qui ont requis ses bons offices pour obtenir la libération de M. Erkel.

M. Ramcharan a rappelé qu'en août 2003 le Conseil de sécurité des Nations unies avait adopté à l'unanimité la résolution 1502 sur la sécurité des travailleurs humanitaires, qui rappelait les responsabilités des pays hôtes.

Prenant acte de l'écho provoqué par la campagne dans les médias et auprès des autorités concernées, la cellule de crise Erkel de MSF Suisse décide d'accentuer la pression en ce sens, d'organiser une conférence de presse à Moscou et d'inviter la famille Erkel à y participer.

Dans l'édition du 14 mars 2004 de l'hebdomadaire français *Le Journal du Dimanche*, le président de MSF France s'inquiète de menaces d'exécution qui pèseraient sur Arjan et affirme que des membres de l'administration russe sont mêlés aux négociations et en tirent profit. Le 16 mars, le quotidien français *Libération* titre également sur les menaces de mort. Dans son éditorial du 17 mars, le *Washington Post* se demande où est Arjan Erkel.

Le 16 mars, MSF diffuse publiquement une déclaration de la secrétaire générale et du président de MSF International, des présidents de MSF Suisse, Hollande et France, qui réaffirme l'implication de représentants des autorités russes et d'aguestanaises dans l'enlèvement d'Arjan Erkel.



« **Point opérationnel** sur Arjan Erkel + communications » cellule de crise MSF Suisse, 14 mars 2004 (en anglais).

Extrait :

La semaine dernière, les médias ont exprimé clairement leur intérêt pour le cas, même s'il y a eu quelques difficultés. Gagner cet intérêt des médias était notre objectif principal. [...] Dans le même temps, des contacts diplomatiques et politiques ont été pris. Pendant ces rendez-vous, nous avons remis le rapport aux responsables diplomatiques et politiques, nous les avons informés et nous leur avons demandé d'agir. [...]. Même s'il n'est pas évident d'évaluer les résultats de ces démarches publiques sur la sécurité d'Arjan et l'impact que cela peut avoir sur les autorités russes, nous pouvons toujours dire que nous avons obtenu des informations plus confidentielles pendant cette période.

1/ Les « Ex » [l'association des vétérans du FSB, sous contrat avec MSF] :

- ont confirmé que l'état de santé d'Arjan était mauvais et qu'ils devaient se dépêcher (information donnée le 10/03/04). Ils essayent de mettre en avant un nouvel intermédiaire afin de restaurer le contact.

2/ Kadyrov :

- a confirmé qu'Arjan était vivant. Ils sont en contact avec le groupe et devraient bientôt être en mesure d'entamer des négociations concrètes.

3/ Le nouvel « expert », ancien des « services » :

- a confirmé qu'Arjan était vivant,
- a confirmé que ses ex-collègues étaient furieux de notre campagne mais que désormais les choses avançaient.

4/ Autres sources confidentielles mais sûres :

- Le président Poutine souhaite une résolution positive de l'affaire.
- Des mécanismes commencent à être mis en place.
- Des instructions ont été données pour que les réactions officielles soient calmes et mineures.

Il nous faut maintenant prouver que nos actions de ces dernières semaines ne relevaient pas du spectacle, sans stratégie pour l'avenir. Nous devons confirmer notre position ainsi que justifier les arguments (et les éléments que nous avons mis en avant).

Nous devons également mettre en avant la cohérence du mouvement MSF en ce qui concerne nos déclarations publiques et notre lobbying politique.

Cette semaine nous donnerons une conférence de presse à Moscou, le jeudi 18 mars. Elle sera précédée d'un communiqué de presse.

Les réunions avec les responsables gouvernementaux et la remise des rapports continuent.

Les objectifs sont toujours les mêmes :

- Maintenir Arjan Erkel en vie et assurer sa libération.
- Mettre la pression sur les acteurs clés pour contribuer à la libération d'Arjan Erkel.



« Un membre de MSF menacé de mort » Karen Lajon, **Le Journal du Dimanche** (France), 14 mars 2004 (en français).

Extrait :

« On ne peut pas dire que ces derniers mois de silence, préconisés par les diplomates, aient arrangé en quoi que ce soit le sort d'Arjan, constate le président de l'organisation humanitaire, Jean-Hervé Bradol. Il faut vraiment un sursaut politique. Qu'il ne vienne pas seulement du Kremlin mais aussi des Nations unies et de l'Europe. » Récemment, le gouvernement russe a déclaré qu'Arjan Erkel allait bien. Des affirmations accueillies avec circonspection par MSF. « Ces déclarations verbales n'engagent qu'eux. Nous sommes pragmatiques, poursuit Jean-Hervé Bradol. Ce qui nous rassurerait, c'est qu'ils nous parlent de choses concrètes : Arjan est-il en bonne santé ? Ne souffre-t-il pas de malnutrition ? On aimerait pouvoir lui parler au téléphone ; cela s'est déjà vu par le passé dans cette région en cas de prise d'otages. » MSF a en effet la triste habitude de ces enlèvements.

« Dans le cas présent, s'insurge son président, nous ne sommes pas face à un groupe isolé de ravisseurs terrés dans la forêt. Il ne s'agit pas de gens comme ceux des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) ; ici, nous affirmons que des membres de l'administration russe locale et fédérale sont mêlés aux négociations et en tirent profit. » Ces derniers jours, l'inquiétude est montée d'un cran au bureau de MSF à Paris. Des informations récentes évoquent, en effet, des menaces d'exécution, les ravisseurs parlant de « nettoyer le terrain avant l'élection présidentielle russe ». « J'aimerais simplement revoir mon collègue vivant », murmure Jean-Hervé Bradol.



« Un membre de MSF menacé de mort » Pierre Hazan, **Libération** (France), 16 mars 2004 (en français).

Extrait :

Pour Arjan Erkel, le cauchemar a commencé il y a dix-huit mois. Et désormais la vie du chef de mission de Médecins Sans Frontières (MSF) Suisse, retenu en otage dans le Caucase du Nord, ne tiendrait plus qu'à un fil. Ce sont les informations inquiétantes dont dispose Thomas Nierle, le chef des opérations de MSF à Genève : « Nous avons appris qu'il court le danger d'être exécuté de manière imminente par ses ravisseurs. » Le 12 août 2002, Arjan Erkel raccompagne son interprète. Il se fait alors kidnapper dans une banlieue de Makhatchkala, la capitale du Daguestan. Trois hommes masqués neutralisent son chauffeur et poussent brutalement Arjan dans une Lada blanche. Des mois plus tard, MSF apprendra que deux agents du FSB (ex-KGB) ont assisté au rapt sans bouger. Ce sera le premier signe d'un comportement pour le moins ambigu des autorités russes. Au point qu'aujourd'hui MSF pointe un doigt accusateur vers Moscou : « Je ne dis pas qu'il suffise que Poutine claque des doigts pour qu'Arjan réapparaisse par enchantement. Mais j'affirme que, si les autorités russes le voulaient, elles pourraient obtenir sa libération », affirme Thomas Nierle. Motif d'agacement supplémentaire pour MSF, l'attitude timorée des gouvernements occidentaux : « Arjan Erkel est sacrifié au nom de la raison d'État. Ni les Pays-Bas, dont Arjan Erkel est ressortissant, ni aucun autre gouvernement ne mettent de la pression sur Moscou. » La cellule de crise de MSF a analysé la captivité sans précédent par sa longueur d'un humanitaire occidental dans le Caucase : la piste mafieuse ne tient pas la route. MSF est prête à payer une rançon aux ravisseurs. À plusieurs reprises, les négociations s'engagent à travers divers interlocuteurs, mais chaque fois, au dernier moment, le patient travail d'approche s'écroule. Pour MSF, il y a une dimension politique au kidnapping d'Erkel. « Pour des

raisons qui nous échappent, Moscou n'a pas intérêt à obtenir sa libération. Sans doute parce qu'Arjan Erkel est devenu lui-même un enjeu dans le combat que se livrent différents clans au Caucase du Nord, qui ont tous leurs entrées à Moscou », explique Thomas Nierle. Les gens de MSF avancent à l'appui de leur thèse les innombrables étrangetés liées à l'enquête. Dernier élément incompréhensible : le 9 décembre 2003, l'enquêteur en chef au Daguestan, Imamutdin Temirboulatov, est lui-même arrêté. Aux dernières nouvelles, il serait encore en prison.



« Médecins Sans Frontières confirme l'implication de représentants des autorités russes et daguestanaïses dans l'enlèvement d'Arjan Erkel » **Déclaration** de Rowan Gillies et Marine Buissonnière, président et secrétaire générale de MSF International, Éric Linder, président de MSF Suisse, Lysette Luycks, présidente de MSF Hollande, Jean-Hervé Bradol, président de MSF France, 16 mars 2004 (en anglais, en français).

Extrait :

La dernière preuve de vie d'Arjan Erkel, kidnappé à Makhatchkala le 12 août 2002, remonte à octobre 2003. Depuis décembre, nous recevons des informations indiquant que notre collègue est malade et vit sous la menace imminente d'être exécuté.

En décembre 2003, toutes les discussions que nous avons eues avec les ravisseurs à travers des intermédiaires se sont terminées de manière unilatérale, bien qu'un accord sur les procédures d'échange ait été récemment trouvé.

Notre certitude concernant l'implication d'employés administratifs et de personnel politique russe et daguestanaïse est fondée sur :

- des preuves matérielles (plaque d'immatriculation de véhicules, listes de communications téléphoniques);
- des actes et des déclarations de représentants des administrations russe et daguestanaïse (présence sur place durant le kidnapping d'agents du FSB, interruption inexplicable de l'enquête judiciaire pendant six mois, arrestation du principal enquêteur de la police accusé de participation à des enlèvements, intimidations et menaces – en public et sous l'œil des caméras – de la part de membres des administrations civiles et militaires);
- déclarations de diplomates de l'Union européenne confirmant l'implication de représentants d'institutions publiques dans les cas d'enlèvement de citoyens de l'UE pendant ces dix dernières années;
- informations collectées auprès de plusieurs sources publiques et privées données par solidarité ou contre rétribution;
- expérience acquise durant ces dix dernières années concernant les divers actes de violence subis par nos équipes dans le Caucase, dont nombre d'entre elles ont vu l'implication de nationalistes tchéchènes et de groupes criminels.

Depuis plus d'un an, cette information est transmise par Médecins Sans Frontières à la famille Erkel, au gouvernement néerlandais, aux autorités russes et daguestanaïses, à l'Union européenne et aux Nations unies.

De plus, la plus grande partie de cette information est publique et a déjà été diffusée par différentes agences de presse ces derniers mois.

Le président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, répondant à la demande de l'Union européenne et des Nations unies, s'est engagé à obtenir la libération d'Arjan Erkel, sans cependant tenir sa promesse ces dix derniers mois. L'administration

présidentielle n'a même pas fait l'effort d'accepter de rencontrer Médecins Sans Frontières, même si de nombreux diplomates européens l'y ont incitée.

Les Pays-Bas vont diriger le secrétariat général de l'OTAN, la présidence du Conseil de l'Europe et dans quelques mois la présidence européenne. D'importants contrats commerciaux ont été signés entre les Russes et les Néerlandais.

Toutefois, aucun progrès n'a été fait pour la libération d'Arjan Erkel. Ces derniers mois, des diplomates néerlandais ont conseillé à Médecins Sans Frontières d'être patiente, de préparer la famille Erkel au pire des scénarios et de garder le silence.

Le cas de l'enlèvement d'Arjan Erkel ne peut pas être compris en dehors du contexte d'extrême violence de la guerre en Tchétchénie et dans les républiques voisines. Depuis août 2002 – date de l'enlèvement d'Arjan –, des milliers de civils sont victimes d'une violence extrême. Au printemps 2002, une campagne de violence et d'intimidation a été lancée contre les organismes d'aide, les organisations de défense des droits de l'homme et les journalistes.

Des diplomates étrangers et des organisations internationales telles que les Nations unies ont toujours humblement accepté de payer en silence pour la libération de leurs citoyens ou de leurs employés. Ces actions ne contribuent certainement pas à arrêter le trafic à grande échelle dont des milliers d'êtres humains, en majorité tchétchènes, sont les victimes.

Médecins Sans Frontières exige que :

- Les autorités russes garantissent la libération d'Arjan Erkel en totale sécurité et dans les plus courts délais.
- Le gouvernement néerlandais, l'Union européenne et les Nations unies appliquent les conventions internationales et les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies concernant la protection des travailleurs humanitaires et acceptent de mettre en haut de leur agenda le cas d'Arjan Erkel.
- Cessent toutes les attaques contre les civils, les organisations humanitaires, les organisations de défense des droits de l'homme, les journalistes, dans le Caucase et sur l'entièreté du territoire de la Fédération de Russie.



« Où est Arjan Erkel ? » Éditorial, *The Washington Post* (États-Unis), 17 mars 2004 (en anglais).

Extrait :

Dans la foulée de sa victoire à la réélection, le président russe, Vladimir Poutine, a promis qu'il construirait la démocratie, une société civile et l'État de droit en Russie dans les quatre prochaines années. Rares sont ceux qui, à l'extérieur du pays, sont susceptibles de croire à une telle promesse, étant donné que M. Poutine a passé les quatre dernières années à démanteler ce qui existait de société civile et de démocratie dans son pays. Mais s'il souhaite renforcer sa crédibilité, plutôt flottante en Occident, il y a un pas que M. Poutine peut rapidement franchir. Il peut libérer Arjan Erkel. [...]

À ce jour, l'organisation humanitaire [MSF], renommée pour son travail dans les zones troublées du monde, n'est pas certaine de savoir qui a enlevé M. Erkel ni pourquoi. Mais elle sait que celui-ci était filé par les forces de sécurité russes dans les jours qui ont précédé sa disparition ; que deux agents du FSB, les services de sécurité russes qui ont succédé au KGB, étaient présents sur la scène de l'enlèvement ; et que depuis lors, le FSB, en produisant des vidéos et des photos de M. Erkel, a prouvé qu'il savait qui le détenait et probablement où il était.

C'est également notoire : Médecins Sans Frontières aide les réfugiés de la guerre de M. Poutine en Tchétchénie et dans les républiques voisines, dont le Daguestan, et s'est

positionnée publiquement contre les efforts de son gouvernement pour forcer ces réfugiés à rentrer chez eux. La disparition de M. Erkel arrangeait bien le FSB : elle a conduit Médecins Sans Frontières à suspendre ses opérations au Daguestan. Depuis plusieurs mois, l'agence internationale travaille tranquillement à la libération de M. Erkel. Mais on a appris que sa santé était menacée – il souffrirait d'une infection pulmonaire – et des avertissements ont circulé sur le fait que les ravisseurs de M. Erkel auraient décidé de le tuer. Les appels aux autorités russes émises par l'organisation et par ses nombreux soutiens occidentaux, dont le secrétaire d'État Colin L. Powell, se sont heurtés à la même réponse rigide : nous faisons de notre mieux. Cela semble être tout juste le cas. En fait, M. Erkel est un exemple frappant de la façon dont M. Poutine et ses collègues du KGB refusent d'appliquer la loi en Russie. S'ils décident de s'y remettre maintenant, son cas est une bonne occasion à saisir pour commencer.

Le 17 mars 2004, après avoir en vain demandé à MSF de suspendre la conférence de presse, l'avocat de la famille Erkel annonce que cette dernière tient l'organisation humanitaire responsable de ce qui peut arriver à Arjan ou à tout autre volontaire sur le terrain et lui demande de confier la gestion stratégique, opérationnelle et médiatique de l'affaire à des professionnels. Le 18 mars, le directeur général de MSF Suisse accuse réception de cette lettre et rappelle que MSF souhaite maintenir ses contacts avec la famille et le gouvernement néerlandais.



Lettre de [...], avocat, à Thomas Linde, directeur général de MSF Suisse, 17 mars 2004 (en anglais).

Extrait :

Je vous confirme ici le contenu de notre conversation téléphonique de ce matin. Vous m'avez informé que MSF n'annulerait ni ne décalerait la conférence de presse prévue pour demain matin à Moscou. De la part de la famille d'Arjan Erkel, je tiens à souligner que MSF, en dépit des recommandations répétées du ministre néerlandais des Affaires étrangères et des experts en kidnapping, et du souhait de la famille de ne pas chercher à faire de la publicité, a toutefois choisi de le faire. La famille désapprouve fermement cette initiative.

Au nom de la famille d'Arjan Erkel, je tiens ici MSF pour totalement responsable (au sens civil et criminel du terme) de tous les dommages qui ont été et pourraient être occasionnés (dans le passé et aujourd'hui) à Arjan Erkel et à sa famille, et à d'autres, tels que d'autres travailleurs humanitaires ou les personnes impliquées dans la résolution de cet enlèvement.

Par ailleurs, je souhaite insister sur la volonté particulièrement déterminée de mes clients de transférer la gestion de la stratégie, des opérations et de la communication de ce cas à des experts indépendants, respectés par toutes les parties impliquées.



Lettre de Thomas Linde, directeur général de MSF Suisse, à [...] avocat, 18 mars 2004 (en anglais).

Extrait :

Nous avons pris bonne note du contenu de votre lettre et nous reviendrons vers vous, si nécessaire et approprié.

Entre-temps, et comme je vous l'ai expliqué au téléphone hier, MSF maintiendra ses contacts avec M. Erkel et sa famille, ainsi qu'avec toutes les autres parties pertinentes, dont le ministre des Affaires étrangères néerlandais.

La couverture de la presse néerlandaise sur l'affaire Erkel est importante, mais essentiellement concentrée sur le différend entre la famille et le gouvernement d'un côté, et MSF de l'autre. L'équipe de MSF Hollande éprouve des difficultés à faire passer dans ses médias nationaux les messages du mouvement international qui ne ménagent pas les autorités néerlandaises.



« Re: Arjan Erkel ; court point opérationnel + message modérateur » **Courriel** de Marieke van Zalk, chargée de communication MSF Hollande, à Pere Joan Pons, cellule de crise Erkel, MSF Suisse, et aux départements de la communication de MSF, 29 mars 2004 (en anglais).

Extrait :

Un commentaire de la part du bureau d'Amsterdam concernant la prétendue « censure » sur les informations au sujet d'Arjan dans les médias néerlandais, qui donne une image fausse.

En fait, Arjan est très présent dans les médias néerlandais. Nous avons une énorme couverture depuis trois semaines jusqu'à ce week-end. Ce qui se passe, c'est que les médias néerlandais se concentrent en premier sur les différends qui opposent le gouvernement néerlandais (qui soutient la famille) et MSF.

Le véritable message de MSF (concernant les autorités russes, la communauté internationale) est secondaire pour les médias néerlandais et se retrouve noyé dans tout le bruit autour des relations avec la famille.



À cette époque, la famille disait qu'on assassinait Arjan et elle essayait de nous retenir en matière de communication. Mais au contraire, on essayait d'augmenter la communication publique pour faire avancer les choses. En effet, on n'allait pas tenir six mois, cela allait exploser. On voyait à quel point les nerfs étaient à vif dans l'ensemble du mouvement MSF. Cela tenait à très peu.

Dr Thomas Nierle, MSF Suisse, responsable des urgences puis directeur des opérations de 2000 à 2004 (en français).



On ne parlait pas beaucoup de la Tchétchénie dans les médias néerlandais, à l'inverse de la France où il y avait un très fort engagement des intellectuels. Rien de tel en Hollande.

Il y a eu des interviews avec la famille, sur son point de vue à elle, et qui n'étaient pas basées sur de l'information. C'étaient juste des sujets traitant de l'aspect humain, trois pages dans les journaux du dimanche sur l'épreuve que traversait la famille. Il y avait un journaliste néerlandais, basé à Moscou, qui publiait chaque semaine et qui essayait d'écrire un livre sur le sujet et auquel les Suisses ont décidé de ne pas parler. Donc il ne connaissait pas le point de vue de MSF. Dans la presse néerlandaise, la compétition était féroce. Chaque journal sérieux avait au moins l'un de ses journalistes seniors sur ce sujet qui publiait toutes les semaines.

Certains n'étaient que des éditoriaux. Il y avait aussi des entretiens avec des membres du ministère des Affaires étrangères, du gouvernement néerlandais, des déclarations de divers membres de la société néerlandaise. Et des tas d'interviews contenant des spéculations provenant de Russie. La moitié des difficultés était due plus aux querelles internes à MSF au sujet des relations avec le gouvernement néerlandais qu'à des éléments de contexte concernant l'identité des ravisseurs ou les jeux de pouvoir en Tchétchénie. Selon moi, cette crise était donc en partie créée par MSF elle-même. La position internationale de MSF était souvent tellement fabriquée, incohérente et bizarre. Lorsqu'on avait réussi à mettre au point un positionnement sur lequel tout le monde était d'accord, il était si sophistiqué qu'il n'était ni aisément compréhensible ni facile à communiquer.

On voulait tellement le contrôler et prendre des positions de qualité qu'on était devenus illisibles pour les médias.

L'âge d'or de MSF dans les médias, c'est la période Jacques de Milliano [président de MSF Hollande de la moitié des années 1980 à la moitié des années 1990]. Quel que soit l'endroit d'où il arrivait, il prenait la parole à la descente de l'avion et il disait ce qu'il pensait. Et le plus souvent c'étaient des choses incendiaires qui le faisaient détester du département de la communication parce que, derrière, il fallait qu'ils réparent les dégâts. Mais il attirait l'attention et ouvrait à MSF un espace pour ensuite être plus spécifique et justifier ou qualifier ce qu'il avait dit.

Ce qui est très difficile, c'est de s'exprimer dans les médias quand on fait l'objet d'un sentiment général de défiance et qu'il faut livrer des messages extrêmement compliqués. Et de n'avoir aucune liberté d'action pour juste une interprétation ou une métaphore ou quoi que ce soit. Parce que tout a été verrouillé par la fichue dernière phrase. Donc on n'a pas d'espace pour envoyer quelqu'un en face des médias pour réagir.

Austen Davis, MSF Hollande, directeur général de 1999 à 2004 (en anglais).

Le 18 mars 2004, Thomas Nierle et Kenny Gluck, les directeurs des opérations respectifs de MSF Suisse et MSF Hollande, donnent une conférence de presse à Moscou, dans les locaux de la radio Écho de Moscou. Ils font part des fortes suspicions de MSF concernant la responsabilité d'officiels russes dans la détention prolongée d'Arjan Erkel. Dans la demi-heure qui suit, le ministre de l'Intérieur du Daguestan affirme à l'agence de presse russe ITAR-Tass qu'il suit l'affaire Erkel au quotidien.



« MSF dénonce l'inaction des autorités russes pour libérer Arjan Erkel »
Communiqué de presse de MSF, 18 mars 2004 (en français).

Extrait :

Alors que des informations inquiétantes nous sont parvenues quant à l'état de santé d'Arjan, et dix-neuf mois après son enlèvement, MSF tient les autorités russes responsables de la longue captivité de son volontaire et demande sa libération immédiate. Les autorités russes et daguestanaïses reconnaissent qu'elles savent qui est derrière l'enlèvement d'Arjan et qu'elles connaissent son lieu de détention ainsi que les moyens à mettre en œuvre pour le libérer. Les autorités fédérales ont d'ailleurs démontré qu'elles avaient un accès direct aux ravisseurs.

« Il est clair que les autorités fédérales russes ont toutes les clés en main pour résoudre le cas et libérer Arjan. Si les autorités fédérales ne le font pas, c'est qu'elles n'ont aucun

intérêt à ce qu'Arjan soit libéré. Les autorités russes connaissent, depuis longtemps, les noms des personnes impliquées dans l'enlèvement d'Arjan. Cela a été largement publié dans la presse russe et internationale, sans qu'il n'y ait jamais eu de démenti officiel tant au niveau régional qu'au niveau fédéral », s'indigne le Dr Thomas Nierle, directeur des opérations de la section suisse de MSF.

Depuis son ouverture, l'enquête sur l'enlèvement d'Arjan est marquée par une multiplication d'irrégularités. Ainsi, la nuit où il a été enlevé, Arjan était suivi par deux agents du FSB (ex-KGB), qui ont assisté à la scène sans intervenir. De même, l'enquête a été suspendue pendant six mois, sans que MSF en soit informée. Au début de l'année 2003, plus de 50 coups de fil ont été passés du téléphone portable d'Arjan, avec lequel il a été enlevé et qui aurait dû être surveillé. MSF a reçu la facture détaillée, qu'elle a remise aux autorités. Ces éléments n'ont absolument pas été pris en compte pour faire avancer l'enquête, et la ligne a été coupée par les autorités. De plus, en décembre 2003, le principal enquêteur chargé de retrouver Arjan a été arrêté, sans qu'aucune explication officielle soit donnée.

« La façon dont l'enquête a été menée ne permet absolument pas de croire en la volonté des autorités russes de résoudre l'affaire. En vérité, l'enquête a été entravée à chaque étape. Cela montre que les autorités veulent étouffer l'affaire », explique le Dr Nierle.

Depuis octobre 2003, MSF n'a reçu aucun signe de vie d'Arjan. Les discussions entretenues avec les ravisseurs par le biais d'intermédiaires ont été brusquement et unilatéralement arrêtées en décembre. Les différentes preuves de vie obtenues depuis dix-neuf mois, ainsi que les rencontres avec de potentiels intermédiaires, ont quasiment toutes été obtenues via les services de sécurité russes.

« Après dix-neuf mois de captivité et avec la maladie d'Arjan, il est inacceptable que les autorités russes se contentent de vagues déclarations affirmant qu'Arjan est en vie », s'insurge Kenny Gluck, directeur des opérations de la section hollandaise de MSF, en référence aux très récentes déclarations des autorités russes. « Nous demandons aux autorités de prendre leurs pleines responsabilités et de faire libérer Arjan immédiatement », ajoute Kenny Gluck, qui avait lui-même été enlevé en Tchétchénie en 2001.

MSF exhorte les membres de l'Union européenne, les États-Unis et la communauté internationale à exercer plus vivement une pression sur la nouvelle administration russe, afin qu'elle résolve rapidement l'affaire et libère Arjan. Il est clair que ces pressions doivent provenir tout particulièrement des Pays-Bas, dont Arjan est citoyen. Le gouvernement hollandais doit exiger des résultats concrets de la part des autorités russes, et les tenir responsables de leur absence de résultat.



Interview de Kenny Gluck et Thomas Nierle, directeurs des opérations de MSF Hollande et MSF Suisse, par Alexeï Vorobiov, radio Écho de Moscou, 18 mars 2004 (en anglais).

Extrait :

Kenny Gluck (en anglais) :

Oui, nous confirmons qu'Arjan Erkel, qui a été enlevé il y a plus de dix-neuf mois, manque toujours à l'appel et que nous soupçonnons fortement que les autorités russes sont au moins coresponsables de sa détention prolongée.

A.V. : Sur quoi ces soupçons sont-ils fondés ?

Kenny Gluck (en anglais) : Nos soupçons sont basés sur divers éléments. Le premier concerne les énormes irrégularités de l'enquête. Les autorités russes se sont montrées parfaitement capables d'entrer en contact avec les ravisseurs et de fournir des preuves

de vie très très sérieuses dès le mois de mai 2003. Mais toutes ces pistes n'ont pas été suivies.

En outre, toutes nos propres démarches pour prendre contact avec les ravisseurs et négocier la libération d'Arjan ont dû être stoppées en décembre 2003. Il est évidemment curieux de constater que c'est au même moment que le responsable de l'enquête [...] sur le cas Erkel a été arrêté au Daguestan.

Le dernier point et pas le moindre – et nous en avons eu confirmation par des personnes qui travaillent pour les services de sécurité du Daguestan et de la Russie –, ces personnes ont émis des hypothèses sur les raisons de l'enlèvement d'Arjan Erkel, qui impliquent des officiels de l'appareil d'État daguestanais et fédéral. Ces accusations ont déjà été publiées dans la presse nationale et internationale en novembre 2003. Et elles n'ont jamais été démenties. Nous n'avons pas eu non plus d'autre explication concernant ces hypothèses, donc nous pensons qu'il s'agit de l'hypothèse de travail des services de sécurité russes et daguestanais.

A.V. : Pourquoi pensez-vous que le FSB (les services de sécurité fédéraux) pourrait trouver un intérêt à l'enlèvement et à la détention d'Arjan Erkel ?

Thomas Nierle (en anglais) : Bien sûr, c'est une question délicate. Je ne peux pas donner une raison précise, je peux seulement donner mon opinion personnelle. On pense seulement que l'enlèvement n'a pas que des motifs purement commerciaux. Donc les enjeux ne sont pas seulement financiers. Ils peuvent être liés à des raisons politiques au sein de la société daguestanaise. Ils peuvent être liés à des questions d'immunité. Mais, bien sûr, ce ne sont que des hypothèses. La seule chose que nous pouvons dire, c'est qu'il y a suffisamment de raisons pour ne pas résoudre le cas, sinon Arjan serait déjà avec nous aujourd'hui.

Kenny Gluck (en russe) : Si je peux ajouter quelque chose. Les questions de ce genre devraient être adressées au gouvernement russe. Nous ne sommes pas un organisme d'enquête, nous sommes une organisation humanitaire médicale. Nous ne comprenons pas pourquoi le gouvernement russe n'a toujours pas résolu ce problème. Il a le devoir d'assurer la sécurité des employés des organisations humanitaires travaillant sur son territoire. Nous voulons qu'il assure un suivi de toutes ces informations qu'il nous a présentées. Nous n'avons pas fabriqué ces accusations. Il s'agit d'informations que nous avons reçues des organismes en charge de faire appliquer la loi et de la presse russe et internationale. Nous voulons que le gouvernement russe assure un suivi. [...]

A.V. : [...] Donc vous pouvez nous fournir des preuves de la complicité des services de sécurité dans l'enlèvement ? Brièvement ?

Thomas Nierle (en anglais) : Je pourrais commencer par le fait que l'enquête officielle a été interrompue en novembre 2002, pendant six mois. Je pourrais aussi ajouter que le FSB était sur les lieux lorsque Arjan Erkel a été enlevé. Autre indication, le fait que MSF a reçu la facture du téléphone mobile d'Arjan. Ce téléphone a été utilisé en février 2003, six mois après l'enlèvement. 50 appels ont été donnés. Nous avons reçu une facture détaillée avec des noms, des numéros de téléphone, que nous avons transmise aux autorités. En réponse, les autorités se sont contentées de couper la ligne téléphonique et de dire : « Il n'y a aucun résultat, cela ne nous est d'aucun secours. » Pourtant certaines indications et informations permettaient de remonter jusqu'à des individus placés à des postes officiels au sein des services de sécurité et des autorités daguestanaises.

A.V. : Vous en êtes sûrs ou vous avez des raisons de le croire ?

Thomas Nierle (en anglais) : Oui, nous avons toujours la note de téléphone et ces numéros sont en notre possession, mais également entre les mains des autorités russes depuis plus de neuf mois maintenant. De plus, rien que le fait que les autorités nous aient mis en contact avec des intermédiaires à certaines occasions nous montre qu'elles sont en mesure d'entrer en contact avec le groupe qui détient Arjan.

Mais elles ont retiré leur soutien et les pistes se sont taries. Pour appuyer ce qu'a dit Kenny, nous ne sommes pas un organisme d'enquête, nous sommes une organisation médicale et c'est pourquoi nous sommes ici, pour partager nos impressions et nos suspicions avec vous.

A.V. : J'ai étudié plusieurs rapports sortis ces trois ou quatre dernières semaines, dont ceux des services de sécurité. Ils affirment qu'Arjan a été enlevé par des gens de Maskhadov. En fait, les kidnappings ont représenté un business lucratif pour les séparatistes tchétchènes. Ne pensez-vous pas que cette version doit aussi être prise en considération ?

Thomas Nierle (en anglais) : De nouveau, nous ne spéculons pas sur qui a enlevé Arjan Erkel. Ce que nous savons et ce que nous voyons, c'est que la conduite de l'enquête est plus que douteuse. C'est là-dessus que nous basons notre communication. Comme nous l'avons déjà dit nous sommes incapables de fournir des preuves sur l'identité des ravisseurs. Et en fait, je dois le dire, et cela peut paraître choquant, ce n'est pas vraiment notre souci, notre souci c'est qu'Arjan revienne parmi nous, auprès de sa famille, le plus vite possible.

A.V. : Si je comprends bien, vous parlez de la mauvaise qualité de l'enquête plutôt que de la complicité des services secrets dans l'enlèvement ?

Kenny Gluck (en russe) : Je pense qu'il est important de souligner qu'il ne s'agit pas seulement de la mauvaise qualité de l'enquête, c'est aussi l'absence de volonté politique pour mener à bien l'enquête, quand l'enquêteur en chef est en prison et n'est pas remplacé. Quand MSF fournit des informations comme la liste des appels téléphoniques et que les autorités russes ne suivent pas.

Cela n'indique pas seulement la mauvaise qualité de l'enquête, cela montre l'inaction et l'indifférence. Lors de sa rencontre avec les leaders européens en mai, le président Poutine a promis de suivre le cas d'Arjan et de donner une très haute priorité à ce cas. Jusqu'ici nous constatons que le gouvernement russe a échoué à tenir sa promesse.

A.V. : Regardez les déclarations faites par les autorités russes fin février. Des actions de recherche ont été menées et des suspects de l'enlèvement ont été identifiés. Les enquêteurs connaissent les noms des suspects. Pour eux les recherches sont en cours.

Kenny Gluck (en russe) : Les autorités russes disent depuis longtemps qu'Arjan Erkel est vivant et qu'elles savent qui l'a kidnappé et comment.

Elles admettent que leurs agents étaient sur les lieux du kidnapping. Toutefois, dix-neuf mois plus tard, Erkel n'est toujours pas libre. Nous sommes très inquiets pour sa santé. Il n'est pas acceptable de répéter qu'il est en vie et qu'on sait ce qui s'est passé sans qu'on voie aucun résultat concret : la libération d'Erkel et son retour dans sa famille.

Thomas Nierle : Juste pour soutenir cet argument – depuis l'année dernière, plus précisément avril-mai, nous avons une information très précise, fournie par les enquêteurs, sur les conditions dans lesquelles Arjan est détenu, sur le fait qu'il a accès à des journaux et des livres et qu'il est bien nourri. Et un an plus tard, vous voulez me faire croire qu'avec toutes ces informations, sachant qui est derrière, où est Arjan, il a été impossible d'obtenir sa libération. Est-ce que ce n'est pas étrange ?

A.V. : Quand avez-vous reçu les dernières informations concernant la santé d'Arjan ? On dit qu'il souffre d'une infection pulmonaire. Par quels canaux avez-vous été capables d'obtenir des preuves de son état de santé ?

Thomas Nierle : Nous les avons obtenues par deux sources très très différentes – l'une d'entre elles est liée à l'enquête officielle – l'information selon laquelle la santé d'Arjan était mauvaise. Cette information date de fin janvier-début février. Et bien sûr, nous sommes extrêmement inquiets et nous demandons combien de temps il va pouvoir faire face et résister à la maladie.

A.V. : Merci de me dire si, étant donné les circonstances, vous projetez activement de mettre fin à vos activités dans le Caucase du Nord ? Ou bien allez-vous opter pour une position différente ?

Thomas Nierle : Je laisserai Kenny Gluck répondre à cette question, je dirai juste que MSF Suisse a suspendu toutes ses activités au Daguestan, ce qui est très triste pour les personnes que nous assistions sur les sols daguestanais et tchéchène.

Kenny Gluck (en russe) : L'enlèvement d'Erkel n'est pas un incident isolé. 56 travailleurs humanitaires ont déjà été enlevés dans le Caucase du Nord. C'est inacceptable et bien sûr, cela a un effet négatif sur la fourniture d'assistance médicale et humanitaire à la population du Caucase du Nord. Nous espérons que la société russe rappellera à ses autorités de soutenir le principe de protection des travailleurs humanitaires.

A.V. : Merci beaucoup. Je veux juste ajouter qu'il y a un mois les Nations unies ont déclaré qu'elles suspendraient la fourniture d'aide humanitaire en Tchétchénie tant qu'Arjan Erkel n'était pas libéré. La situation n'a pas évolué. Merci beaucoup de nous avoir apporté votre point de vue.



On a fait une grosse conférence de presse à Moscou où je suis allé, avec Kenny Gluck. J'ai parlé de la responsabilité des Russes et je me suis demandé ouvertement devant la presse si ce n'étaient pas les autorités (je n'ai jamais précisé le FSB) qui étaient derrière tout cela. Il y avait donc une pression qui montait. Je n'avais presque plus de soutien à Genève et je crois que si j'ai reçu un soutien dans cette phase difficile, c'était de la part de Kenny, Jean-Hervé et Rafa. Kenny était toujours là. Il ne s'est jamais désengagé de l'histoire. Il avait d'autres chats à fouetter, mais il était toujours disponible, même pour des tâches difficiles, comme participer à une conférence de presse. Cette conférence de presse était importante, il y avait la télé, une trentaine de journalistes, c'était assez professionnel. Les journalistes nous ont demandé nos arguments et je les ai énumérés. Un certain nombre de ces arguments ont eu de l'effet, en particulier le fait que le FSB, l'appareil sécuritaire le plus important du monde, ait essayé de nous vendre que ses agents avaient perdu de vue quelqu'un qu'ils avaient en filature. Les journalistes russes nous disaient qu'il était impossible que cela arrive, que c'était difficile à croire. Ils étaient accessibles à ce genre d'argumentation. Je n'ai pas eu une mauvaise impression. J'avais plutôt l'impression que la presse achetait l'argumentaire.

Dr Thomas Nierle, MSF Suisse, responsable des urgences puis directeur des opérations de 2000 à 2004 (en français).

Avant la conférence de presse, MSF a été prévenue que ceux de ses responsables qui s'engageaient publiquement pouvaient être victimes de représailles. Certains incidents de sécurité, lors de visites à Moscou, semblent confirmer ce climat.

Le 24 mars, le directeur des opérations de MSF Suisse annule un voyage à Moscou après avoir été informé que des menaces de « provocation » de la part des « services » pesaient sur les représentants de MSF.



« Sécurité en Russie » **Courriel** de Thomas Nierle, directeur des opérations de MSF Suisse, à la cellule de crise Erkel de MSF Suisse et au groupe de réflexion MSF International sur l'affaire Erkel, 24 mars 2004 (en anglais).

Extrait :

Comme vous le savez je devais me rendre en Russie aujourd'hui. Toutefois, un individu avec lequel nous sommes en contact depuis peu m'a fortement recommandé de ne pas m'y rendre maintenant. Selon ses informations, les services ont décidé de répondre à « l'insulte » publique par une « provocation » à l'encontre de MSF.

Il a en particulier fait référence aux personnes qui ont été actives dans les médias récemment (moi-même, JHB, Kenny). Ces personnes pourraient être victimes d'un « incident » lorsqu'elles seront en Russie.

À ma question sur les risques pour le personnel international de MSF en général il a répondu que ce risque n'avait pas augmenté. Steve a l'information et il va la transmettre aux autres chefs de mission. Cela va lui prendre plusieurs jours pour avoir plus d'informations, il me tiendra au courant. Je ne veux pas entrer dans une phase de paranoïa... mais je ne peux pas négliger cette information non plus (donc j'ai annulé mon voyage). La qualité et la validité de l'information est encore sujette à des doutes et j'attends des précisions, qui n'arriveront pas avant la semaine prochaine.



Le groupe des vétérans [anciens membres du FSB, un groupe chargé par MSF de rechercher Arjan Erkel] avait fait savoir à Steve [Cornish, coordinateur MSF Suisse en Fédération de Russie] que les représailles ne seraient pas ciblées contre MSF globalement, mais contre les dirigeants qui s'engageaient. Puis, fin mars 2004, quand Thomas Nierle [directeur des opérations MSF Suisse] et Kenny Gluck [directeur des opérations MSF Hollande] étaient allés à Moscou pour une conférence de presse, j'avais conseillé à Thomas de ne pas y aller, de ne pas s'exposer personnellement. Pour ma part, je ne l'aurais pas fait. Et comme cela avait été précédé par cette mise en garde de la part des vétérans... Et puis, Patrouchev, le directeur du FSB, à la suite de l'article du Monde, avait dit sa déception concernant les déclarations du Dr Bradol... Quand le patron du FSB cite ton nom, il est hors de question de mettre un pied à Moscou dans ces conditions. J'ai trouvé Kenny et Thomas très courageux d'aller faire cette conférence de presse.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008 (en français).



À l'époque, au cours d'un de mes voyages à Moscou, une voiture avait essayé de nous chasser de l'autoroute. Comme dans les films, elle ralentissait devant nous, passait derrière nous, et nous poussait. Notre chauffeur est finalement passé dans les broussailles pour y échapper. Dans la voiture, j'étais avec le coordinateur de MSF Hollande qui était venu me chercher à l'aéroport. Au-delà du problème Arjan, je ressentais qu'il avait une pression sur nous qui devenait franchement désagréable. Et cela devenait difficile de pointer le doigt sur le FSB. On n'avait pas de preuve, et je sentais que l'insécurité grandissait pour moi et nos équipes.

Dr Thomas Nierle, MSF Suisse, responsable des urgences puis directeur des opérations de 2000 à 2004 (en français).

MSF multiplie les démarches auprès des membres du Conseil de sécurité des Nations unies, dont le secrétaire général, Kofi Annan, qui se rend en visite à Moscou.

Les 25 et 26 mars 2004, à l'occasion du sommet de l'Union européenne, au cours duquel le sort d'Arjan Erkel est évoqué, Marine Buissonnière, la secrétaire générale de MSF International³⁹, donne un briefing à la presse et des membres de MSF Belgique distribuent des tracts à l'entrée du sommet.



« **Point** sur les démarches politiques et diplomatiques – semaine 13-23 mars 2004 » cellule de crise Erkel, MSF Suisse, 23 mars 2004 (en anglais).

Extrait :

UE

• Le sommet de l'UE a eu lieu jeudi et vendredi à Bruxelles

Plusieurs correspondants ont soulevé la question d'Arjan au cours de la conférence de presse et poseront probablement des questions [aux responsables européens]

Re: Solana [Javier, haut représentant de l'Union européenne]

Le 24, Marine a rencontré van Rij (le conseiller de Solana): la question d'Arjan a été soulevée lors d'une réunion de la troïka le 23.

Le vice-ministre russe des Affaires étrangères a assuré aux Européens que la Russie était très concernée par ce cas, mais les a aussi instamment priés de ne pas prendre de position politique multilatérale à ce sujet. Il a aussi assuré que toutes les énergies étaient dédiées à résoudre ce cas et que s'ils savaient qui détenait Arjan, il serait immédiatement libéré. [...].

UE : va continuer à soulever la question à chaque réunion avec des responsables russes mais ne voit pas d'autre approche plus multilatérale de travailler dessus.

• La présidence irlandaise (réunion du 25/03 avec [...], premier secrétaire, mission irlandaise aux Nations unies à New York)

- Le 12/03, l'ambassadrice d'Irlande à Moscou a rencontré M. Chizhov (adjoint au ministre des Affaires étrangères) et a soulevé la question d'Arjan. Elle a aussi confirmé que les représentants de la troïka de l'Union européenne à Bruxelles avaient rencontré ce même Chizhov le 23 mars et qu'ils avaient discuté du cas Arjan.

- Elle suppose que, même avec la présidence, il sera impossible de prendre des positions publiques, car les Irlandais comme les Néerlandais veulent garder profil bas.

- Elle demandera à leurs délégations à Bruxelles et à Genève d'inclure le cas d'Arjan dans la proposition de résolution sur la Tchétchénie qui sera présentée par l'UE à la session annuelle de la Commission des droits de l'homme, mais elle dit qu'il est peu probable qu'un cas individuel soit mentionné dans une résolution générale sur la Tchétchénie, mais qu'une référence à Arjan peut être incluse dans la déclaration de l'UE présentant la résolution.

• Le Parlement européen

- Pat Cox (le président du Parlement européen) a tenu sa promesse et envoyé une lettre, signée par tous les chefs de partis politiques européens à : la présidence irlandaise, Solana, le commissaire Patten et Prodi. Ci-joint une copie de la lettre. N'hésitez pas à l'utiliser en particulier si l'un des signataires est un homme politique dans votre pays.

ONU

• Secrétaire général

39. Marine Buissonnière remplace Rafa Vilasanjuan au secrétariat général du mouvement MSF.

Kofi Annan est en route pour la Russie. [...] Une lettre va être envoyée aux 15 membres du Conseil de sécurité par le président de MSF International, leur demandant de soulever la question d'Arjan au Conseil de sécurité. Une lettre est également envoyée à Kofi Annan lui demandant de mettre Arjan à l'ordre du jour du Conseil de sécurité.

OCHA

Trois membres d'OCHA viendront au bureau de MSF le 1^{er} avril pour un briefing complet sur Arjan. [...]

BELGIQUE 23/03

Les trois pays du Benelux enverront une lettre signée de leurs ministres des Affaires étrangères à leur homologue russe Lavrov consacrée uniquement au cas d'Arjan. À Moscou, les trois ambassadeurs remettront le message ensemble. [...]

En ce qui concerne le sommet de l'UE en fin de semaine, la Belgique ne peut pas ajouter Arjan à l'ordre du jour officiel ; il faut faire pression sur la présidence irlandaise de l'UE. [...]

SUISSE

25/03 : réunion avec le MAE néerlandais [...].

Les Néerlandais se disent ennuyés par les déclarations et la position de MSF Suisse ces dernières semaines. Ils ont mentionné que les gouvernements étasunien, britannique et japonais les avaient contactés pour expliquer que MSF ne cessait de réclamer leur soutien et leur assistance sur ce cas et que, selon eux, cela les ennuyait. Le MAE n'a pas donné de retour sur la réunion entre Balkenende (le Premier ministre néerlandais) et Bush et Kofi Annan [...] Rapports plutôt tendus avec nos interlocuteurs.



« Arjan Erkel : **point général et opérationnel** » cellule de crise Erkel, MSF Suisse, 29 mars 2004 (en anglais).

Extrait :

Le gouvernement néerlandais est très fâché par notre campagne. Une réunion s'est tenue à Genève dans un climat très inamical entre le directeur général aux affaires consulaires néerlandais et MSF Suisse (DG et président), avec pour objectif d'effrayer et de faire taire MSF. À la suite de cette réunion, le DG aux affaires consulaires a déclaré à un journaliste néerlandais que MSF ferait mieux de garder le silence.

Famille :

Les relations avec la famille demeurent très tendues. Après la conférence de presse de Thomas Nierle et de Kenny Gluck à Moscou, un cabinet d'avocats a envoyé une lettre à MSF, au nom de la famille Erkel, la menaçant d'une action judiciaire et exigeant que MSF abandonne son rôle de coordination dans la crise Arjan.

Nous avons pris un avis juridique à Genève : à première vue, il y a peu de risque qu'une action judiciaire puisse être menée actuellement contre MSF. Toutefois, tous les efforts sont entrepris pour garder un lien avec la famille. Une nouvelle réunion entre MSF et la famille doit avoir lieu début avril.

Même s'il s'avère difficile d'évaluer les résultats de nos récentes actions publiques et diplomatiques, nous pensons que nous avons réussi à ramener Arjan dans les médias et sur les agendas diplomatiques internationaux et que la pression que nous avons mise a eu des résultats concrets :

- Réaction publique des autorités russes et daguestanaïses mentionnant qu'Arjan est en vie (confirmant ce que nous disons sur le fait qu'ils en savent plus qu'ils ne le disent).
- Nouvelles perspectives dans les pistes opérationnelles.

- Réactions fortes du gouvernement néerlandais.
- Reste le point négatif de la tension dans les relations avec la famille et la « censure » sur toutes les informations concernant Arjan dans la presse néerlandaise.

Le 25 mars 2004, la rupture est consommée entre MSF Suisse et le gouvernement néerlandais, qui déclare que les prises de parole publiques de l'organisation ont irrité les autorités russes et mené dans une impasse tous les efforts entrepris pour obtenir la libération d'Erkel. Ses représentants annoncent qu'ils ne donneront plus aucune information à MSF concernant les avancées de l'enquête. Le 26 mars, le gouvernement néerlandais fait publiquement état de ses désaccords avec la politique de communication de MSF.

L'avocat de la famille Erkel envoie de nouveau une lettre à MSF Suisse, menaçant d'une action en justice et demandant que MSF abandonne son rôle de coordination dans la résolution de la crise.



« MSF doit arrêter la campagne Erkel dans les médias » **ANP**⁴⁰, La Haye, 26 mars 2004 (en anglais).

Extrait :

La campagne médias de MSF concernant l'otage Arjan Erkel est en opposition avec la diplomatie silencieuse. Le ministre néerlandais des Affaires étrangères a fait passer ce message à MSF lors d'une réunion à Genève avec une délégation spéciale de MSF Suisse. Les Pays-Bas ont demandé solennellement l'arrêt de la campagne médiatique, a confirmé vendredi un porte-parole du ministère. Il y a deux semaines, la famille d'Erkel avait déclaré publiquement être inquiète de la publicité orchestrée par l'organisation dans les médias. Le père d'Arjan s'était dit « déconcerté » par la façon de travailler de MSF. Le désaccord sur la façon d'agir de l'organisation concerne également les critiques émises par MSF contre les autorités russes. Le message de MSF consiste à dire que les autorités russes ont complètement échoué à retrouver Arjan. Selon le ministère des Affaires étrangères, de telles affirmations sont contre-productives. Selon le porte-parole de MSF, l'association n'a pas encore décidé si elle réagirait à l'appel du département des Affaires étrangères.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 26 mars 2004 (en français).

Extrait :

Prises de position sur l'enlèvement d'Arjan Erkel (Thomas Nierle).

Jean-Hervé Bradol : [...] notre principale prise de position (à côté de notre opposition à la politique présentée par l'OMS pour la tuberculose).

Pour entrer directement dans le cœur du débat, il vous faut savoir que les positions de cette campagne qui avaient été arrêtées collectivement ont été sabotées par certains segments du mouvement ; cela mérite que nous y réfléchissions !

Thomas Nierle : pour reprendre l'historique de nos prises de position, il convient de retenir que notre décision d'opter pour un argumentaire plus accusateur à l'égard des

40. *Algemeen Nederlands Persbureau*, principale agence de presse néerlandaise.

Russes (et des gouvernements qui les soutiennent) date de janvier 2004. Cette stratégie a été validée de nouveau lors de la gestion d'informations plus délicates [...] en février 2004. Le lancement de la campagne a été difficile, car le gouvernement hollandais et la famille s'y opposaient (ce que nous avons respecté en ne réalisant pas de conférence de presse en Hollande). Nos claires prises de positions ont été exposées dans les médias avec pour objectif de divulguer ce que nous considérons comme étant la réalité de la prise d'otage d'Arjan, c'est-à-dire relevant d'une complicité avec des officiels du Daguestan et des membres du FSB. Ce briefing a été essentiellement diffusé auprès des diplomates (et pas plus largement, par respect des vœux de la famille). Cependant, nous avons rapidement dû constater que des « divergences » d'interprétation ont altéré la nature même du message. Ainsi, d'autres voix se sont élevées pour nuancer ou contrecarrer les propos validés par le mouvement international.

Je ne vous cache pas que cela a été très mal reçu par la cellule de crise qui suit ce dossier (j'ai personnellement pensé sortir du mouvement MSF tant investir de l'énergie à résoudre des tensions internes me semblait déplacé par rapport aux enjeux pour la vie d'Arjan). MSF Hollande a tenu un double langage (le gouvernement semble toujours aussi peu actif puisque Monsieur Balkenende, Premier ministre hollandais, était aux États-Unis et n'a exposé le cas ni à Bush ni à Kofi Annan); MSF Belgique a pris des distances; MSF Italie est intervenue pour mettre en avant une morale chrétienne imposant le respect de l'avis de la famille. Au bout d'une semaine de tensions internes, la campagne s'est poursuivie en Russie et a quand même réussi à provoquer l'irritation que nous espérions du côté des Russes (et incidemment du côté du gouvernement hollandais).

Bilan, nous sommes sous pression de toutes parts (interne et externe), mais nous nous attachons à suivre la stratégie élaborée.

Les prochaines étapes seront plus agressives en direction du gouvernement hollandais (sans passer par voie de presse), puisque nous ferons du lobbying auprès des parlementaires pour souligner que les propos tenus par ce gouvernement sont inacceptables: ils nous accusent d'irresponsabilité (alors que nous pouvons leur retourner l'accusation). Ils ont même déclaré que, dans l'éventualité d'une rançon réclamée au gouvernement hollandais, celui-ci s'autoriserait à la « récupérer » sur les fonds de MSF! Heureusement, la collaboration à Moscou entre le diplomate hollandais et MSF est de bonne qualité, ce qui est important.

La famille du président tchétchène dit avoir identifié le groupe détenteur d'Arjan et se montre prête à jouer le rôle d'intermédiaire pour des négociations. L'autre piste plus officielle suivie par le gouvernement hollandais a apporté des informations rassurantes sur la santé d'Arjan (sans cependant fournir de preuves tangibles).

La cellule de crise bénéficie du soutien total de la section française (je les en remercie) et je suis navré de constater que ce n'est pas le cas de toutes les sections.

Débat

Bénédicte Jeannerod: quels étaient leurs arguments pour ne pas vous soutenir? Comment s'exprime l'irritation des Russes?

Thomas Nierle: le discours des Russes a été, à notre surprise, assez modéré, « regret d'une volonté de politisation », etc. Nous les avons connus plus agressifs, faisant des contre-attaques publiques diffamatoires. La consigne diffusée par les autorités a été de ne pas répondre par voie de presse mais de renforcer les investigations pour faire aboutir les recherches. C'est pourquoi nous évaluons le résultat de cette première phase de campagne comme assez positif.

La cellule de crise est tout à fait consciente que, dans un cas aussi délicat, une prise de parole publique comporte des risques pour Arjan liés à la pertinence de notre analyse et à la justesse de notre stratégie. Cela recouvre aussi des risques pour MSF Hollande,

la famille (il nous a d'ailleurs fallu désamorcer la volonté de la presse de privilégier les relations de MSF avec la famille aux dépens des relations du gouvernement hollandais avec les Russes).

Christian Losson : sait-on si un chef d'État a déjà évoqué le cas d'Arjan ?

Thomas Nierle : oui, à plusieurs reprises dans les dix-neuf derniers mois, notamment par tous les représentants européens (plus ou moins formellement). La pression augmente au Parlement européen, qui réédite ses demandes de résolution de l'affaire auprès des Russes. Le ministre des Affaires étrangères hollandais apparaît en retrait puisqu'il n'en a que légèrement parlé officiellement. Invariablement, les Russes répondent toujours : « *Nous nous en occupons, soyez patients.* » Mais personne n'ose demander des comptes, interpellier les personnes présumées impliquées, demander des éclaircissements sur des faits troublants ; cela alimente notre désespoir car nous estimons que la mobilisation est insatisfaisante. [...]

Françoise Saulnier : comment peut-on être sûrs que la famille et le gouvernement hollandais ne détiennent pas des informations que nous n'avons pas ? Avons-nous suffisamment d'interlocuteurs communs pour valider nos éléments ?

Thomas Nierle : c'est une question que nous nous posons et il est extrêmement difficile d'y répondre. Cependant, à Moscou, Steve Cornish a un très bon contact avec l'ambassadeur et ne partage pas nos doutes en la matière. Évidemment, nous ne savons pas si l'ambassadeur sait tout, nous allons reposer cette question. [...] Le département de la communication de la section hollandaise a joué comme une protection masquant une politique effacée qui ne fait toujours pas vivre l'enlèvement d'Arjan dans la société civile hollandaise. Personnellement, je ne veux plus dépenser d'énergie à me battre contre ce grand moulin à vent hollandais !

Jean-Hervé Bradol : en Tchétchénie, depuis le printemps 2002, il y a une répression accrue contre les ONG humanitaires et les médias indépendants qui tentent encore d'y travailler (les cas sont de plus en plus nombreux). Cela accompagne une répression continue contre la population, les journalistes indépendants et les organisations de défense des droits de l'homme. Dans ces circonstances, nous pouvons nier que nous sommes attaqués, mais alors, je ne vois pas comment il sera possible d'essayer de se défendre alors même que nous ne sommes pas capables de remarquer que nous sommes attaqués et par qui !

Ce qui m'a profondément choqué dans l'attitude de MSF Hollande n'est pas leur désaccord (il est toujours possible d'avoir sa propre position), c'est leur mauvaise foi. En nous soutenant qu'ils n'avaient pas été informés de notre stratégie, qu'ils pensaient que nous nous plierions aux décisions de la famille !

Je peux reconnaître que la lettre envoyée à la famille manquait de clarté et qu'alors légitimement la famille puisse s'en plaindre ; mais que MSF Hollande prétende ne pas savoir (alors qu'ils ont eu le rapport et des discussions soutenues avec la cellule de crise sur le plan d'action), c'est inadmissible. Ces arguments de mauvaise foi rappellent les pires moments des relations internationales au sein du mouvement dix ans plus tôt. Ces arguments s'élargissent à d'autres questions que le cas d'Arjan puisque nous avons vu les mêmes attitudes concernant la non-commémoration du génocide du Rwanda.

Cela a des conséquences, puisque cela signifie que nous ne pouvons plus avoir confiance dans la section hollandaise sur des problèmes majeurs de sécurité. Il y a longtemps que les relations internationales ne m'avaient pas rendu à ce point pessimiste

Christian Losson : j'ai l'impression que nous ne disons pas assez clairement que nous sommes face à un enlèvement politique et non mafieux. Nous posons des questions accusatrices sans aller jusqu'au bout. Nous pourrions – quitte à faire de la provocation – demander si Poutine contrôle encore le FSB ? La communication me semble floue et l'étalement des arguments pas assez systématique.

Jean-Hervé Bradol : je pense que MSF n'assume pas de dire que nous sommes attaqués par l'administration. [...]

Thomas Nierle : le message est confus et peu simple à porter.

Philippe Houdart : tout se passe comme si le message semblait retenu.

Thomas Nierle : nous avons d'autres éléments supplémentaires que nous comptons distiller, mais ils ne nous permettent pas de désigner clairement un responsable. Les journalistes demandent des faits, or nous n'avons que de fortes présomptions, ce qui nous rend la tâche difficile quand il faut convaincre par les détails d'une démonstration.

Christian Losson : seules MSF Suisse et MSF France prennent la parole pour porter la situation d'un « Hollandais » (parti avec MSF Suisse) : il est incompréhensible que MSF Hollande ne relaie pas plus l'affaire et cela rajoute au flou.

Jean-Hervé Bradol : nous restons dans la demi-mesure pour tous les aspects.

Thomas Nierle : malgré l'ensemble des pressions, je considère pourtant que notre message est passé et a créé l'irritation que nous escomptions. Maintenant, à nous de l'entretenir et de l'alimenter par des faits tangibles qui permettent de renforcer l'accusation de complicité des autorités. [...]

Françoise Saulnier : pensez-vous que le fait de garder des informations en réserve leur laisse la possibilité de penser qu'ils auraient intérêt à la libération d'Arjan ?

Jean-Hervé Bradol : nous avons anticipé cela en proposant dès le mois d'avril, par le biais d'intermédiaires, une indemnisation, et en les assurant d'une communication très discrète autour des réels auteurs du rapt afin de ne pas mettre de l'huile sur le feu. D'ailleurs par la suite, ils se sont régulièrement inquiétés de ce que nous allions dire publiquement pour accompagner la libération d'Arjan (cela m'a personnellement coûté de tenir ce discours mais il me semblait préserver les meilleures chances pour Arjan).

Thomas Nierle : n'oublions pas que, pour que l'attention soit entretenue auprès des médias, il nous faut, dans la durée, garder des éléments pour relancer la tension, la publicité et la pression.

Le 29 mars 2004, dans un entretien accordé à Viatcheslav Izmaïlov, publié dans *Novaïa Gazeta*, le ministre de l'Intérieur du Daguestan affirme avoir de bonnes raisons de penser qu'Arjan Erkel est vivant. Il affirme également que les résultats de l'enquête menée par le journaliste sont très proches de la réalité.



« Détention de suspects dans l'enlèvement d'Arjan Erkel » Viatcheslav Izmaïlov, *Novaïa Gazeta* (Russie), 29 mars 2004 (traduit du russe vers l'anglais par MSF).

Extrait :

Voici les points principaux d'une conversation entre l'observateur des affaires militaires Viatcheslav Izmaïlov, de *Novaïa Gazeta*, et le ministre de l'Intérieur de la république du Daguestan, le général-lieutenant Adilgerey Magomedtagirov. La conversation était basée sur l'enquête d'Izmaïlov publiée dans notre journal : [...]

[VI] : Des responsables d'États européens, des volontaires d'organisations humanitaires ont régulièrement posé la question [d'Arjan Erkel] au président de Russie, Vladimir Poutine. Sans résultat – Erkel reste otage. Au même moment, les ravisseurs d'Erkel, me semble-t-il, sont libres et prospèrent.

[AM] : J'ai lu vos publications sur l'histoire d'Arjan Erkel très attentivement. Elles sont écrites comme si vous aviez été vous-même présent. Votre enquête journalistique s'approche très près de la vérité. Mais, croyez-nous, le sort d'Arjan Erkel ne nous soucie

pas moins qu'un autre. De concert avec le FSB et le bureau du procureur du Daguestan, nous enquêtons sur son enlèvement. Des gens intéressés par son sort nous contactent. Notre priorité est de préserver sa vie. Et des personnes soupçonnées de l'avoir enlevé sont déjà détenues. Nous avons des témoignages qui plaident en faveur de leur culpabilité.

[VI] : Êtes-vous certain qu'Arjan Erkel est en vie ? Plusieurs mois ont déjà passé depuis que les contacts avec les intermédiaires ont été arrêtés.

[AM] : Je n'aurai vraiment confiance que lorsque je l'aurai vu vivant. Nous savons que les gens qui l'ont enlevé sont très cruels. Mais nous avons des raisons de penser qu'il est encore en vie.

Début avril 2004, Kofi Annan, le secrétaire général des Nations unies, Jacques Chirac, le président de la République française, et Jaap de Hoop Scheffer, ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, rencontrent Vladimir Poutine, fraîchement réélu président de la Fédération de Russie, et plaident la cause d'Arjan Erkel.



Lettre de Kofi Annan, secrétaire général des Nations unies, à Rowan Gillies, président de MSF International, 2 avril 2004 (en anglais).

Extrait :

Je vous rappellerai tout d'abord que j'ai déjà soulevé le cas de M. Erkel auprès du ministre russe des Affaires étrangères, M. Sergueï Lavrov, qui m'informe régulièrement des efforts entrepris par les autorités russes. J'ai également l'intention de le soulever auprès du président Poutine et d'autres responsables russes lors de ma prochaine visite en Fédération de Russie et de demander qu'aucun effort ne soit épargné pour aboutir à la libération de M. Erkel et amener devant la justice les responsables de son enlèvement. Toutefois, porter cette affaire à l'attention du Conseil de sécurité, comme vous me le suggérez dans votre lettre, susciterait de graves difficultés juridiques. En vertu du paragraphe 5(b) de la résolution 1502 2003), le Conseil de sécurité encourage le secrétaire général « en accord avec les prérogatives que lui attribue la charte des Nations unies, à porter à l'attention du Conseil de sécurité des situations dans lesquelles l'assistance humanitaire est refusée en conséquence directe de violences commises contre le personnel humanitaire et des Nations unies et de son personnel associé ».

La référence aux prérogatives accordées par la charte au secrétaire général est en fait une référence à l'article 99 de la charte des Nations unies qui donne au secrétaire général le pouvoir de « porter à l'attention du Conseil de sécurité toute question qui selon lui peut menacer la paix et la sécurité internationales ». En encourageant le secrétaire général à invoquer les pouvoirs que lui attribue son « article 99 » en ce qui concerne les situations humanitaires, le Conseil de sécurité prévoyait qu'il porte à son attention des situations dans lesquelles l'assistance humanitaire est refusée en conséquence directe de violences commises contre le personnel humanitaire et des Nations unies et de son personnel associé. Il prévoyait également que de telles situations soient portées à son attention au moment où elles se déroulent, ou juste après, pour qu'il puisse prendre des mesures pour régler la situation. Dans ces circonstances, je doute que le paragraphe 5(b) de la résolution 1502 du Conseil de sécurité puisse être invoqué pour porter le cas de M. Erkel devant le Conseil de sécurité.

Toutefois, étant donné les menaces imminentes qui pèsent sur sa vie, j'espère que mon intervention directe auprès du président Poutine mettra en avant tous les espoirs d'un résultat.

Le 7 avril 2004, lors d'une réunion avec la famille Erkel et MSF, les représentants du ministère des Affaires étrangères néerlandais réitèrent leur refus d'échanger toute information avec MSF tant que durera la campagne de communication qu'ils considèrent comme dangereuse pour la vie d'Arjan. La famille est sur la même ligne. MSF maintient ses positions.



Minutes de la réunion entre la famille d'Arjan Erkel, le MAE et MSF, La Haye (Pays-Bas) 7 avril 2004 (en anglais).

Extrait :

MAE

La réunion a commencé par une remarque [...] concernant la position du gouvernement néerlandais : « En ce qui concerne la campagne publique de MSF lancée en mars 2004, le ministère a décidé que coopérer avec MSF était impossible. Tant que cette action publique durera, le ministère ne coopérera pas avec MSF et n'échangera aucune information opérationnelle avec l'organisation. Cette position s'applique aussi bien au niveau de La Haye, qu'au niveau de Moscou. »

« Le gouvernement néerlandais a noté que la campagne publique avait contribué à dégrader les relations avec les autorités russes, qui sont extrêmement irritées. » Le gouvernement néerlandais a des preuves écrites de cette irritation. [...] a fait cette déclaration à plusieurs reprises pendant la réunion.

La famille d'AE

M. Erkel a déclaré que la famille adoptait la même position que le gouvernement néerlandais. Il a demandé que MSF fournisse plus de rétro-information par écrit, par courriel plutôt que via ce genre de réunions.

Il a conclu que, dorénavant, seuls les experts en kidnappings embauchés sous contrat reprendraient contact avec l'organisation. [...]

2- Le point sur la stratégie :

- T-Linde a déclaré que la perception qu'avait MSF de la campagne publique (de mars) n'était pas la même que celle des Hollandais. Il a ajouté que l'irritation des autorités russes est un fait mais que les objectifs de la campagne étaient atteints : Arjan est toujours vivant et les activités opérationnelles ont été réactivées.

- Aucune campagne de communication n'est prévue pour le moment (en lien avec l'information opérationnelle), mais la position de l'organisation est réévaluée en permanence en fonction de l'évolution de l'activité opérationnelle.

- MSF pense que le gouvernement néerlandais a d'autres moyens qu'il pourrait mettre au service de la résolution de ce cas. En conséquence, MSF va continuer le lobby des politiciens car l'organisation pense que c'est un moyen de maintenir cette affaire dans l'actualité et de faire avancer les opérations.

LA LIBÉRATION D'ARJAN ERKEL

Le 8 avril 2004, la cellule de crise Erkel demande à l'ensemble des départements de communication de MSF de se mettre en mode silence concernant l'affaire Erkel, pour des raisons tactiques, liées à des opérations en cours.



« Important : communication concernant Arjan » **Courriel** de la cellule de crise Erkel aux départements de communication de MSF, 8 avril 2004 (en anglais).

Extrait :

Nous venons juste de recevoir une information qui exige une suspension tactique temporaire de toute la communication de MSF concernant Arjan Erkel à partir d'aujourd'hui, 8 avril, jusqu'au 16 avril 2004 au plus tard.

En d'autres termes, afin de ne pas perturber des développements opérationnels imminents, nous vous demandons d'avoir l'obligeance de passer en mode « silence » ce qui concerne le cas d'Arjan Erkel. Cela concerne également, bien sûr, le contenu du présent message ! Vous recevrez une mise à jour dès que possible et en fonction des circonstances, mais au plus tard le vendredi 16 avril. Merci de nous accorder encore un peu de votre patience.

Dans la nuit du 10 au 11 avril 2004, après avoir été transporté dans le coffre d'une voiture pendant quelques heures, Arjan Erkel se retrouve libre dans une pièce du siège du FSB à Makhatchkala. Quelques heures plus tard, le chef du groupe des vétérans des services secrets, employé par MSF depuis plusieurs mois pour le retrouver, fait son apparition. Steve Cornish, le représentant de MSF Suisse à Moscou, apprend la nouvelle à 2 heures du matin, par un coup de téléphone de l'ambassadeur des Pays-Bas. Une heure plus tard, c'est un représentant du FSB qui l'appelle pour annoncer qu'Arjan est libre.

Arjan est rapatrié sur Moscou dans un avion affrété par le gouvernement néerlandais.

Dans un premier temps, l'ambassadeur des Pays-Bas et Steve Cornish décident de lui éviter de parler aux journalistes, déjà nombreux à l'attendre à l'aéroport. Plus tard, ils se mettent d'accord pour qu'il tienne une courte conférence de presse devant l'ambassade des Pays-Bas.

L'annonce de la libération est faite simultanément aux médias par le ministère de l'Intérieur daguestanais et par le ministère des Affaires étrangères néerlandais, qui revendiquent tous la responsabilité de l'opération. V30



« Arjan Erkel est libre » **Communiqué de presse** de MSF, 11 avril 2004 (en français).

Extrait :

MSF confirme qu'Arjan Erkel a été libéré. Arjan avait été enlevé le 12 août 2002 au Daguestan alors qu'il était chef de mission pour MSF. Les premières informations

indiquent que, compte tenu des circonstances, Arjan est en bonne santé. Après vingt mois de détention, MSF est extrêmement heureux de voir se terminer l'épreuve d'Arjan. Un représentant de MSF est actuellement auprès d'Arjan et coopère avec le gouvernement hollandais afin d'assurer le rapatriement immédiat d'Arjan chez lui, aux Pays-Bas. Après une aussi longue période d'incertitude et d'angoisse, MSF souhaite de tout cœur à la famille d'Arjan d'être rapidement réunie avec lui.



« Arjan Erkel, chef de mission de Médecins Sans Frontières, a été relâché au Daguestan » **RIA Novosti** (Russie), Makhatchkala, 11 avril 2004 (traduit du russe vers l'anglais par MSF).

Extrait :

Arjan Erkel, le coordinateur de Médecins Sans Frontières, a été relâché au Daguestan, a annoncé Abdominal Moussaïev, le chef du service de presse du ministère de l'Intérieur daguestanais. Selon lui, une opération spéciale conjointe a été menée par le ministère de l'Intérieur de la république et le FSB à 3 heures du matin. Il n'a pas donné de détails sur l'opération spéciale pour délivrer le responsable de l'organisation humanitaire internationale, se retranchant derrière les intérêts de l'enquête. [...] Les ravisseurs n'ont pas pu être arrêtés sur-le-champ. Le bureau du procureur du Daguestan a ouvert un dossier criminel pour des faits d'enlèvement.



« Arjan Erkel : historique » **Courriel** de Pere Joan Pons, cellule de crise Erkel de MSF Suisse, aux missions de MSF Suisse, 12 avril 2004 (en anglais).

Extrait :

Cher tous,

[...] MSF a reçu un appel téléphonique de l'organisation « Les vétérans du contre-espionnage » à 5 heures ce matin, heure de Moscou (GMT + 3), annonçant qu'Arjan était libre.

Steve Cornish (le coordinateur par intérim de MSF Suisse – Arjan est toujours le coordinateur) a pris un avion pour aller chercher Arjan à Makhatchkala, au Daguestan, en compagnie d'un médecin de l'équipe de MSF Belgique à Moscou et du deuxième secrétaire de l'ambassade des Pays-Bas. Ils ont décollé autour de 9 heures et sont arrivés vers midi et demi.

Il a tout de suite été établi qu'Arjan n'avait pas besoin d'une évacuation médicale. Toutefois, il a perdu beaucoup de poids et sera soumis à un examen médical détaillé dans les jours qui viennent. Mais il marchait et parlait, grisé par sa liberté.

Peu de temps avant qu'Arjan ne décolle pour Moscou, le ministère de l'Intérieur daguestanais a fait une déclaration affirmant qu'Arjan avait été libéré grâce à une opération des forces spéciales.

Nous avons décidé de dire qu'Arjan était libre et que c'était l'organisation citée ci-dessus qui nous avait informés et que notre priorité était de faire en sorte qu'Arjan retrouve sa famille le plus vite possible.

Quand Arjan est arrivé à Moscou, nous avons décidé, avec son accord, de tenir une conférence de presse, pendant laquelle il lirait une déclaration, MSF donnerait quelques informations et l'organisation des vétérans fournirait quelques détails.

La conférence a commencé vers 6 heures et demie. Une quarantaine de journalistes, y compris de la radio et de la télévision, y ont assisté.

Après une courte introduction, Arjan a commencé à remercier MSF, le gouvernement néerlandais, les médias, sa famille et ceux qui l'ont soutenu. Il a ensuite remercié l'association des vétérans et serré la main du responsable de ce groupe puis l'a serré dans ses bras.

Arjan a ensuite dit aux journalistes qu'il savait qu'ils se demandaient comment il se sentait et il a réaffirmé qu'il se sentait dans un état fantastique.

Il a remercié Dieu pour l'avoir fait ressusciter le dimanche de Pâques et a déclaré que, s'il était à Rotterdam, il embrasserait le sol. Il a fini par une blague sur le lapin de Pâques, qui serait en quelque sorte complice de sa libération.

L'ambassadeur des Pays-Bas l'a alors ramené à l'intérieur en expliquant aux journalistes qu'il était très fatigué.

Steve Cornish a déclaré aux journalistes que la recherche et la libération d'Arjan avaient représenté une tâche longue et difficile. Il a ajouté que nos efforts pour trouver Arjan nous ont amenés à entrer en contact avec de nombreux groupes et que l'un d'entre eux était l'organisation des vétérans. Il a ensuite présenté le responsable de cette organisation, dont le prénom est Valeri [Valentin] (...).

Les principaux points soulevés par Valeri [Valentin] :

- Son organisation se compose de 4 000 professionnels qui ont jadis travaillé pour les services de renseignement russes. Ils ont des liens solides avec les structures politiques et commerciales dans le pays.

- Ils ont pris connaissance du cas d'Arjan il y a neuf mois, par l'intermédiaire de contacts dans le milieu du patinage de vitesse en Hollande, proches de la famille, qui étaient eux-mêmes en contact avec des sportifs russes.

Lorsqu'on lui a demandé si une rançon avait été payée, Valeri [Valentin] a répondu : Il y a deux raisons de kidnapper quelqu'un : la première est le gain financier. La seconde est le gain politique. Plus la personne enlevée est importante, plus les négociations politiques sont importantes ou plus il faut faire de compromis. Aucune rançon n'a été payée.

- Arjan n'a aucune idée de l'identité de ses ravisseurs.

Dans les jours qui suivent, la presse récapitule toutes les informations connues sur l'enlèvement et la libération d'Arjan. Ce n'est que le 15 avril 2004, après discussions entre ses dirigeants sur la nécessité d'élargir le message à la situation humanitaire dans le Caucase, que MSF diffuse une déclaration officielle resituant l'enlèvement d'Arjan Erkel dans le climat général de violence qui règne dans le Caucase du Nord.



« Arjan Erkel, représentant de MSF au Daguestan, a été libéré – Les ONG aidant les déplacés tchéchènes sont persuadées que l'enlèvement visait à les intimider » Natalie Nougayrède, **Le Monde** (France), 13 avril 2004 (en français).

Extrait :

Il s'est dit « libéré d'un cauchemar ». Il n'a fourni aucun détail sur sa détention ni sur l'identité de ses ravisseurs. Il a serré dans ses bras à deux reprises, devant les caméras, un petit homme joufflu aux cheveux blancs, Valentin Velichko, président de l'Association russe des vétérans des renseignements extérieurs, affirmant que cette organisation avait joué un rôle clé dans sa libération. Le soir, la télévision russe d'État a observé un silence total sur cette libération, n'en faisant pas état dans ses journaux. [...]

Les ravisseurs étaient « des bandits », « un groupe mixte » de « plusieurs nationalités », dont, « je pense, des Tchéchènes », a ajouté M. Velichko. Mais, selon lui, l'enlèvement

était lié avant tout « au contexte politique interne au Daguestan, où se déroule une bataille à l'approche des prochaines élections locales ». « Les deux motifs de ce genre d'acte sont la recherche d'une rançon et des avantages politiques », a-t-il dit, démentant en même temps – ainsi que l'ont fait des représentants de MSF – qu'une rançon ait pu être versée. [...] L'enlèvement d'Arjan Erkel avait mené à l'interruption des programmes de MSF au Daguestan. De nombreux responsables d'organisations non gouvernementales (ONG) occidentales dans la région sont persuadés que ce rapt a eu pour but d'intimider toutes les ONG étrangères portant secours aux déplacés de Tchétchénie. Le FSB chercherait à exercer un étroit contrôle sur l'activité de ces ONG, qui relaient des informations sur les exactions commises dans la république en guerre.



« La lumière est faite sur la libération d'Erkel » Simon Ostrovsky, **The Moscow Times** (Russie), 15 avril 2004 (en anglais).

Extrait :

« La libération de l'otage humanitaire néerlandais Arjan Erkel doit plus à un espion de l'ère soviétique à la retraite et à ses anciens collègues qu'aux autorités russes », a déclaré Médecins Sans Frontières mercredi.

La libération d'Erkel, tôt dimanche, après vingt mois de captivité, a été obtenue grâce aux efforts des vétérans des services de renseignement extérieur, une association d'anciens agents des services de sécurité russes, qui l'ont aidé à retrouver la liberté, a déclaré Stephen Cornish, qui dirige l'équipe de crise de l'organisation médicale à Moscou. Les responsables de MSF se sont tournés vers les vétérans après avoir atteint un certain niveau de frustration devant ce qu'ils considéraient comme de « l'inaction et de l'indifférence » de la part des services de sécurité russes.

« La corruption, le manque de volonté pour régler l'affaire et la compétition entre les services chargés de faire respecter la loi ont empêché qu'Erkel, notre chef de mission au Daguestan, soit libéré plus tôt », a affirmé Cornish.

Dimanche, le ministre de l'Intérieur daguestanais a déclaré qu'Erkel avait été libéré grâce à une opération spéciale menée conjointement par le ministère de l'Intérieur de la république et le FSB, mais une porte-parole du FSB contactée mercredi n'a pas voulu en dire plus sur le rôle joué par les services spéciaux dans l'affaire Erkel.

Les responsables de MSF affirment qu'Erkel a été remis au responsable de l'association des vétérans, Valentin Velichko, dans la banlieue de la capitale daguestanaise, Makhatchkala, à une heure de route de l'endroit où il était détenu.

Cette libération a lieu après une campagne de communication très visible de la part de MSF et de ses soutiens internationaux en vue de mettre la pression sur les autorités russes. Debout aux côtés d'Erkel pendant la conférence de presse, Velichko a affirmé qu'aucune rançon n'avait été versée pour la libération et les responsables de MSF ont ajouté qu'ils n'avaient pas non plus connaissance d'un paiement.

À la question sur l'identité des ravisseurs, Velichko a répondu simplement « des bandits ». Les responsables de MSF avaient déclaré le mois dernier qu'il ne leur importait pas de savoir qui était responsable de l'enlèvement et que ce qu'ils voulaient, c'est qu'Arjan soit libéré sain et sauf.

Selon NOS, la radio publique néerlandaise, depuis son enlèvement en août 2002 dans les faubourgs de Makhatchkala, Erkel a été détenu dans une série de caves, déplacé cinq fois, a rarement été autorisé à sortir à l'air libre et a été forcé d'utiliser un seau en guise de toilette.

« Pendant cette épreuve, Erkel avait construit des rapports raisonnables avec ses geôliers, mais n'a jamais montré de sympathie envers eux ou leurs exigences », a affirmé Cornish.

Selon l'agence de presse néerlandaise ANP, on lui a parfois fourni des livres et on l'a informé d'événements internationaux tels que l'invasion des États-Unis en Irak. À un moment, il a déclaré à ses geôliers que, s'il devait mourir, il aimerait que ce soit d'une balle dans le front.

Lundi, Erkel a retrouvé sa famille en Zélande, aux Pays-Bas, après avoir pris un vol du Daguestan vers Moscou dimanche, puis vers Rotterdam.

Les responsables de MSF ont déclaré que les services de sécurité avaient mis beaucoup de temps à répondre à leurs demandes d'action.

« Au départ on avait des difficultés à rencontrer les autorités en général », a déclaré Cornish. « Ce n'est qu'au printemps 2003 [...] qu'on a commencé à rencontrer régulièrement, dans une ambiance cordiale, des responsables de très haut niveau du FSB, dans leurs bureaux de la Loubianka. Pendant ces réunions, ils récupéraient l'information que nous avions collectée, tout en nous assurant que tout était fait pour aboutir à la libération d'Arjan. »

Mais les responsables de MSF maintiennent que ces promesses ne se sont jamais matérialisées.

Ils ont été consternés de découvrir en novembre dernier que l'enquête du FSB n'était plus prioritaire et avait été confiée au ministère de l'Intérieur du Daguestan.

« Nous étions choqués », a déclaré Cornish. « C'est quelque chose qu'à ce jour nous ne comprenons toujours pas. »

La chance de MSF a tourné en juillet 2003, quand un ami de la famille Erkel, un entraîneur de patinage, a mis Dick, le père d'Arjan, en contact avec le patineur de vitesse russe Vadim Sayoutine, dont le voisin de palier était un membre des vétérans des services de renseignement extérieur.

Suite à une réunion avec Velichko, MSF a signé avec son groupe un contrat pour qu'il collecte de l'information. Après plusieurs rencontres dans les bureaux des vétérans et dans les cafés de Moscou, Cornish a obtenu des informations le convainquant que ceux-ci étaient en mesure de résoudre l'affaire.

Selon lui, Velichko était prêt à aider l'organisation « pas uniquement en raison du contrat ». « Ils avaient un intérêt humain pour la Hollande, ils voulaient faire de leur mieux pour nous parce qu'ils avaient honte que cet enlèvement ait été commis dans leur propre pays sur une personne qui était venue pour aider. »

Les liens de Velichko avec les Pays-Bas remontent à l'époque communiste, lorsqu'il travaillait comme représentant des intérêts commerciaux soviétiques.

Son poste était en fait une couverture pour son véritable travail qui consistait à espionner les mouvements des navires de l'OTAN dans les eaux néerlandaises. Le journal néerlandais *De Telegraaf* rapporte dans son édition de mardi qu'il a finalement été déclaré *persona non grata* et expulsé en 1989.

« Nombre de détails de l'enquête de Velichko n'ont jamais été confiés à MSF », raconte Mark Walsh, un porte-parole de l'organisation à Moscou. « Pour nous protéger. Clairement, il serait trop dangereux pour nous de connaître certains aspects de l'enquête. Nous préférons ne rien savoir. »

Selon les responsables de MSF, les vétérans ont démontré qu'ils savaient où Erkel était détenu et qu'ils contrôlaient la situation, alors que les informations mises à disposition des services chargés de faire respecter la loi n'étaient pas utilisées.

« On nous a informés que des responsables et des agents corrompus étaient impliqués, et qu'ils empêchaient que l'affaire soit résolue », a raconté Cornish.

En décembre dernier, MSF et les vétérans avaient grand espoir d'obtenir une libération, quand la mission a reçu un nouveau coup. Un responsable du ministère de l'Intérieur daguestanais chargé de l'enquête, Temirboulatov, a été arrêté pour des motifs en lien avec un autre kidnapping.

« En octobre, le FSB a commencé à nous dire que la libération d'Arjan ne dépendait plus d'une question d'argent mais de l'obtention de garanties d'immunité contre des poursuites judiciaires », a confié Cornish. Il a suggéré que l'arrestation de Temirboulatov avait pu laisser penser aux ravisseurs d'Erkel que l'immunité n'était pas possible et retarder ainsi la libération.

Il a encore fallu quatre mois avant que les responsables de MSF reçoivent l'appel téléphonique de Velichko, tôt le matin du dimanche de Pâques, leur annonçant qu'Erkel était libéré. Selon Velichko, Erkel a été conduit les yeux bandés dans les faubourgs de Makhatchkala, puis leur a été remis, à lui et à ses hommes. « Une fenêtre d'opportunité s'est ouverte », a constaté Walsh.

Mais cette semaine, des questions persistent sur ce qui a fait basculer les événements vers la libération du travailleur humanitaire.

La version des événements donnée par MSF est différente de celles données dans les déclarations des agences russes chargées de faire respecter la loi et aussi dans celles du gouvernement néerlandais qui s'octroie le crédit d'avoir aidé à organiser la libération d'Erkel.

« Nous n'avons pas apprécié que MSF, soudainement, sans nous prévenir, soit passée à la diplomatie bruyante », a déclaré mardi le ministre des Affaires étrangères néerlandais, Bernard Bot, à la radio néerlandaise, après avoir remercié le gouvernement russe pour son aide dans la libération d'Erkel.

« Nous avons dit que nous préférons continuer à appliquer notre propre stratégie et je pense que, finalement, elle a donné de meilleurs résultats. »

Le mois dernier, MSF avait intensifié sa campagne pour la libération d'Erkel, accusant les autorités russes de complicité dans l'affaire et appelant la communauté internationale à faire pression sur eux pour arriver à une résolution.

Thomas Nierle, le responsable de la section suisse de MSF, et Kenneth Gluck, celui de la section hollandaise, qui avait lui-même été enlevé en Tchétchénie en janvier 2001 et libéré vingt-cinq jours plus tard, avaient déclaré sur la radio Écho de Moscou que les services de sécurité avaient à plusieurs reprises échoué à suivre des pistes qui auraient permis de faire libérer Erkel beaucoup plus tôt.

Nierle avait affirmé que MSF avait « de très très forts soupçons sur le fait que les autorités russes étaient au moins coresponsables de la détention prolongée d'Erkel » et Gluck avait accusé les autorités d'« inaction et d'indifférence ».

La libération d'Erkel intervient moins d'un mois après cette interview radiophonique. Entre-temps, son cas a été porté à l'attention du président Vladimir Poutine par diverses organisations et hommes d'État, dont le président français, Jacques Chirac, et le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan.



« Arjan : position pour une communication immédiate » **Échange de courriels** entre Nicolas de Torrente, directeur général de MSF États-Unis, et les présidents de MSF Belgique, MSF France, MSF Hollande, MSF Suisse, MSF International, les directeurs généraux et directeurs de la communication du mouvement MSF, 13 avril 2004 (en anglais).

Extrait :

Nicolas :

Après réflexion et avec l'expérience de la journée que nous venons de passer ici [à New York], nous nous sentons mal à l'aise concernant la position de communication « réactive » décidée lors de la téléconférence de lundi. Nous avons déjà reçu de nombreuses questions aujourd'hui de la part de différents interlocuteurs (le gouvernement des États-Unis, les Nations unies, des journalistes) et cela va continuer ! Il ne fait aucun doute que cela va aussi se déclencher en Europe mardi, au retour du week-end de Pâques. Le meilleur moyen d'aboutir (dans le mouvement) à un message clair de MSF, c'est de rédiger dès que possible une bonne déclaration pour la presse avec une mise en perspective de l'affaire, sans attendre d'en connaître tous les détails.

De plus, certains responsables ont déjà fait des déclarations sur la résolution de l'affaire (Annan, le gouvernement néerlandais, les services de sécurité du Daguestan). Ces déclarations étaient très positives sur le rôle joué par les autorités russes, néerlandaises et daguestanaïses.

D'autres déclarations suivront certainement dans les jours qui viennent. Sans contredire ces autorités (qui bien sûr veulent s'octroyer un peu de crédit), si nous ne lançons pas maintenant une approche de communication proactive sur notre point de vue et nos inquiétudes, c'est ce qui restera de cette histoire dans l'opinion publique et nous apparaîtrons non seulement comme n'ayant pas réagi, mais également comme passifs, capables d'émettre des messages divergents via diverses interviews, dans divers pays, etc.

Le message général devrait être : « Oui, nous sommes heureux qu'Arjan soit libéré et en bonne santé, etc. » Mais nous devrions également être capables de dire que le coût de cette libération est élevé (vingt mois de captivité pour Arjan et sa famille, des gouvernements qui n'ont pas pris leurs responsabilités pendant des mois, MSF obligée d'embaucher des anciens membres du FSB et de les payer pour négocier la libération, etc.). À cause de ce prix, nous sommes très inquiets sur l'avenir de l'assistance humanitaire dans la région, nous persistons à soulever la question du réel engagement de la Fédération de Russie et de la communauté internationale pour garantir la sécurité des travailleurs humanitaires. (Bien sûr nous devons remercier tous les individus qui ont signé la pétition ainsi que les responsables qui ont soutenu nos efforts ces derniers mois pour sensibiliser sur ce cas et organiser la pression sur les autorités russes.) Le sort des civils tchéchènes, l'avenir de l'action humanitaire et la présence de MSF dans la région, évoqués à la lumière de la capture et de la libération d'Arjan, sont des éléments qui manquent encore vraiment dans la proposition actuelle. Pourtant il s'agit d'une question clé aujourd'hui (« il est relâché, donc tout va bien, n'est-ce pas ? ») et c'est le plus important pour nous aujourd'hui. Il ne s'agit pas de « régler des comptes » (nous sommes heureux et reconnaissants des efforts de chacun, bien sûr...) mais de mettre la libération d'Arjan en perspective.

Jean-Hervé :

Salut Nico,

Je suis d'accord avec ta proposition mais j'ai une remarque.

Il n'est pas juste de dire que MSF a gardé le silence sur les autres questions liées aux civils et à l'aide humanitaire pendant la détention d'Arjan. Par exemple, nous avons régulièrement communiqué sur le rapatriement, l'insécurité pour les civils renvoyés de force chez eux...



« La crise Arjan est terminée – merci à tous » **Courriel** de Thomas Linde, directeur général de MSF Suisse, aux présidents, directeurs généraux et directeurs de la communication de MSF Belgique, France, Hollande, États-Unis, International, 13 avril 2004 (en anglais).

Extrait :

Il nous faudra un certain temps pour reconstituer l'ensemble des faits et établir un tableau cohérent de ce qui s'est passé. Nous allons faire de notre mieux pour le savoir. Mais comme pour les précédents enlèvements, nous ne saurons probablement jamais exactement qui était derrière (l'enlèvement et sa résolution).

Bien sûr, la libération d'Arjan n'était pas complètement inattendue. Pendant ces vingt mois, la cellule de crise a fait un travail admirable pour maintenir les contacts, élaborer des stratégies de communication, formuler nos inquiétudes et nos indignations, entreprendre des initiatives diplomatiques, organiser des briefings, passer des contrats avec des partenaires, ouvrir de nouvelles pistes, négocier des scénarios de résolution. Mais comment tous ces efforts se sont additionnés et ce qui a finalement été déterminant – il se peut que nous ne le sachions jamais avec certitude.

Toutefois, nous savons une chose, c'est que nous avons toujours été derrière Arjan. Le mouvement est resté uni. De temps en temps nous étions à bout de nerfs. Nous avons parfois été cruels dans nos critiques et nos doutes les uns envers les autres. Mais ce qui est important, c'est que, à aucun moment, nous ne nous sommes divisés. Le mouvement a continué à avancer à l'unisson, même dans les moments de désespoir.

Il y a tout juste une semaine, des responsables du gouvernement néerlandais nous ont annoncé qu'ils n'échangeraient plus d'information et ne coordonneraient plus leur action avec MSF sur le cas d'Arjan.

La communication agressive de MSF avait trop irrité les gouvernements russe et néerlandais et certains autres.

Nous avons répondu : c'est comme cela, mais de notre côté, nous continuerons à vous parler, même de façon critique et à partager l'information avec vous ! – Il est amusant de constater que ces fins diplomates gardent le silence alors que MSF s'en tient à la règle numéro 1 de la diplomatie : continuons à parler !

C'est une bonne stratégie, même si nous ne saurons pas toujours si et comment cela marche.

Merci à tous de la part de MSF Suisse et de la cellule de crise à Genève, Amsterdam et Moscou.



« MSF soulagée par la libération d'Arjan Erkel » **Communiqué de presse** de MSF, 15 avril 2004 (en français).

Extrait :

La détention prolongée d'Arjan Erkel et les conditions de sa libération mettent en lumière l'intimidation permanente et la violence auxquelles doivent faire face les travailleurs humanitaires dans le Caucase.

Médecins Sans Frontières a exprimé son profond soulagement suite à la libération de son collaborateur humanitaire, Arjan Erkel. Celui-ci a été libéré le dimanche 11 avril 2004, après vingt mois de détention dans le Caucase du Nord. MSF a également tenu à souligner les lourdes conséquences que la détention prolongée d'Arjan a eues sur la capacité à fournir de l'aide aux civils de la région touchés par la guerre.

Arjan Erkel, chef de mission au Daguestan, a été enlevé le 12 août 2002, dans la république du Daguestan (Fédération de Russie) alors qu'il dirigeait l'un des programmes d'aide médicale de MSF visant à apporter des soins aux civils tchétchènes et daguestanais victimes du conflit en Tchétchénie.

« MSF est vraiment heureuse de savoir qu'Arjan est finalement rentré chez lui », déclare le Dr Rowan Gillies, président du Conseil international de MSF. « Mais nous ne devons pas oublier que, bien qu'Arjan ait payé un lourd tribut de sa personne, de nombreuses autres personnes ont également été victimes de cet enlèvement. En effet, le rapt d'Arjan a entraîné la fermeture de plusieurs programmes d'aide aux populations déplacées et touchées par la guerre à travers toute la région. Cet enlèvement a renforcé le climat d'intimidation à l'encontre des travailleurs humanitaires, qui a régné pendant des années dans la région. »

Le fait qu'Arjan Erkel ait été maintenu en détention prolongée pendant vingt mois, et que MSF ait dû engager une agence de sécurité privée russe pour négocier sa libération, illustre parfaitement l'acceptation, par le gouvernement de la Fédération de Russie ainsi que celui de ses alliés et partenaires, du climat de violence qui règne dans la région.

Les actes de violence et les menaces perpétrés à l'encontre des organisations humanitaires se sont répétés dans la région au cours des dix dernières années. Depuis 1995, plus de 50 volontaires internationaux ont été enlevés. Aujourd'hui, la violence sévit toujours et l'aide humanitaire s'en trouve paralysée. « Cette situation ne peut plus durer. Il incombe au pays d'accueil de remédier à ce problème dès à présent », déclare le Dr Gillies.

Le Dr Gillies a encore souligné le fait que MSF ait apprécié la mobilisation qui a eu lieu autour du cas d'Arjan. « MSF est extrêmement reconnaissante envers toute personne ayant exprimé sa solidarité pour Arjan, qu'il s'agisse des centaines de milliers de personnes en Russie, au Daguestan et dans le monde qui ont signé notre pétition, ou des représentants d'organisations nationales et internationales et les membres de gouvernements qui ont également exprimé leur soutien. »



La pression publique en Russie et la pression internationale commençaient à monter. Les Russes commençaient à se sentir mal, il fallait donc qu'ils fassent un geste. Personnellement, j'ai vécu la résolution de l'affaire de cette manière. Pour moi, ce n'était pas la réussite de la communication, mais plutôt un moment opportun pour les Russes de laisser filer. Ce moment correspondait à peu près à celui où une certaine pression publique s'exerçait sur eux, et où nous avons reçu des informations concernant leur état d'esprit.

Dr Thomas Nierle, MSF Suisse, responsable des urgences puis directeur des opérations de 2000 à 2004 (en français).

Le 20 avril 2004, MSF International publie sur son site internet un document racontant les étapes de la libération d'Arjan.



« L'enlèvement d'Arjan Erkel : comment l'énigme a été résolue » posté sur le **site internet** de MSF International le 20 avril 2004 (en anglais).

Extrait :

Aux premières heures du dimanche 11 avril, MSF a été informée de la libération d'Arjan par un appel téléphonique de l'organisation russe des vétérans des renseignements extérieurs (VFA [acronyme anglais]). Le VFA est l'un des groupes recrutés par MSF pour aider à la recherche d'Arjan et ce contact est donc quelqu'un dont la relation avec MSF est bien établie. Ce groupe travaillait depuis neuf mois pour MSF sur la recommandation de la famille Erkel et son information s'est révélée vraie.

Arjan a été retrouvé au Daguestan où il attendait l'arrivée de l'équipe de MSF. Nous avons compris que, depuis au moins deux mois, il était détenu au Daguestan. La famille a été immédiatement contactée et informée de la bonne nouvelle.

Le VFA a travaillé en étroite coordination avec MSF et le gouvernement néerlandais – en particulier ses représentants à Moscou. Tout a toujours été étroitement coordonné avec les autorités. L'implication d'agences de sécurité extérieures est le reflet direct de l'absence d'action des autorités russes et daguestanaïses pour résoudre ce cas. Les frais de cette agence ont été payés par MSF.

Autant que MSF le sache, aucune rançon n'a été payée. L'organisation croit que la libération a eu lieu grâce aux contacts de VFA avec les services chargés de faire respecter la loi du Daguestan. Une équipe de trois personnes a été composée pour se rendre au Daguestan et ramener Arjan. Les deux représentants de MSF – Steve Cornish, le coordinateur par intérim, et un médecin de Moscou – se sont mis en chemin en compagnie du second secrétaire de l'ambassade des Pays-Bas à Moscou. Ils ont pris un vol pour le Daguestan à environ 9 heures dimanche matin et sont arrivés aux environs de 12h30. Pendant ce temps, l'armée néerlandaise avait mis un vol à disposition pour ramener Arjan en Hollande. Le père d'Arjan, Dick Erkel, était à bord de ce vol pour accompagner son fils. [...]

L'effectif de l'équipe de MSF chargée de travailler à la libération d'Arjan a varié de cinq à dix personnes, basées en Russie, au Daguestan et en Europe. L'équipe a systématiquement suivi toutes les pistes qui lui étaient soumises de la part de diverses sources. MSF a recruté divers groupes pour l'aider. Le cas d'Arjan a été évoqué à la fois publiquement et dans les coulisses au niveau politique au sein de la communauté internationale. Au niveau stratégique, MSF a considéré que maintenir la visibilité sur le sort d'Arjan était essentiel pour le faire avancer auprès du gouvernement russe et amener à sa libération. Toute stratégie comporte des risques clairs. Comprendre à quel moment il faut s'exprimer publiquement et à quel autre il faut garder le silence afin de permettre aux autorités de faire avancer l'affaire a constamment fait partie de nos soucis.

Des campagnes publiques ont été lancées uniquement lorsqu'elles étaient jugées utiles et toujours en considérant les risques encourus.

Nous n'avons aucune indication sur quelle stratégie ou quel événement a été déterminant pour la libération d'Arjan et nous ne le saurons sans doute jamais.

Malgré tout, l'organisation est très heureuse du résultat final. Ce furent vingt mois d'énormes peurs, de pressions et de stress, en particulier pour la famille d'Arjan.

Récemment, des tensions visibles sont apparues entre la famille, le gouvernement néerlandais et MSF. Ceci n'est pas inhabituel dans ce genre d'événement, qui a duré si longtemps et pouvait avoir de telles conséquences.

L'unique préoccupation de tous les acteurs a toujours été de garantir le retour d'Arjan sain et sauf.

Aujourd'hui, MSF ne connaît pas l'identité des ravisseurs et Arjan ne sait pas qui est responsable. Cette question est désormais entre les mains des autorités daguestanaïses

et MSF doit attendre les résultats de l'enquête en cours. Alors, MSF analysera les informations et s'exprimera publiquement si nécessaire.

Il est clair que les autorités russes ont contribué à la résolution de ce cas et MSF considère comme regrettable le fait que des agences de sécurité extérieures aient dû être recrutées pour faire avancer l'affaire.

Arjan Erkel est un travailleur humanitaire dont la tâche consiste entièrement à alléger la souffrance des populations civiles. Malheureusement, son enlèvement n'est pas un cas isolé. Depuis des mois, la communauté humanitaire est la cible dans le Caucase du Nord de menaces, de violences, d'enlèvements, ce qui rend notre travail quasiment impossible. Toutefois, dans le cas d'Arjan, nous avons reçu un immense soutien des opinions publiques et le mouvement leur en est très reconnaissant.

Les Nations unies, le Parlement européen, la communauté humanitaire ont tous offert leur soutien public constant. De plus, plus de 450 000 personnes à travers le monde ont signé la pétition appelant à la libération d'Arjan.

MSF aimerait remercier tous les individus et les groupes qui se sont souciés d'Arjan pendant ces vingt longs mois.



Je ne crois pas qu'il existe une preuve quelconque d'un lien entre nos prises de parole publiques et les enlèvements que nous avons subis. Il s'agit d'une question très différente. Cela ne veut toutefois pas dire qu'avant toute prise de parole on n'envisageait pas qu'il puisse y avoir des risques. Le risque est l'expression d'une probabilité, cela ne signifie pas que de A on va obligatoirement à B. On ne pouvait pas prévoir ce que seraient les réactions, mais on sentait qu'il y avait des risques.

Austen Davis, MSF Hollande, directeur général de 1999 à 2004 (en anglais).

Entre-temps, les pressions sur les déplacés tchéchènes en Ingouchie et les rapatriements forcés se sont poursuivis et se poursuivront jusqu'à ce que la majorité des camps d'Ingouchie soient vides. MSF continuera à dénoncer publiquement le sort fait à ces déplacés, en s'appuyant sur des données médicales et des récits.



« Le traumatisme de la guerre en cours en Tchétchénie – Évaluation quantitative des conditions de vie, de l'état de santé psychosocial et général parmi les déplacés de la guerre en Tchétchénie et en Ingouchie » Kaz de Jong, Saskia van der Kam, Nathan Ford, Sally Hargreaves, Richard van Oosten, Debbie Cunningham, Gerry Boots, Elodie Andrault, MSF Hollande, août 2004 (en anglais).

Extrait :

Résumé :

Ce rapport présente les résultats de deux enquêtes quantitatives conduites par MSF parmi les populations déplacées en Ingouchie et en Tchétchénie afin d'obtenir des informations sur leurs conditions de vie et leur état de santé. [...]

Les personnes interviewées sont déplacées depuis au moins cinq ans. Nous avons trouvé une population vivant dans des conditions inacceptables, traumatisée par le conflit, qui craint pour sa sécurité. Les besoins de soins de santé physique et mentale sont importants, mais l'accès aux services appropriés est au mieux problématique. Les autorités ont entrepris la mise en œuvre d'une politique de déplacements forcés de

l'Ingouchie vers la Tchétchénie, mais les conditions dans les deux endroits sont inacceptables et cela n'aidera pas à améliorer le sort de cette population vulnérable. Les autorités doivent garantir la protection et des conditions de vies appropriées pour cette population déplacée. Cela nécessite une plus grande attention de la communauté internationale pour ce conflit qui a été largement ignoré ces dix dernières années.



Courriel de l'adjoint à la responsable juridique au responsable de programme Caucase du Nord et à la direction de la communication, MSF France, 27 juillet 2004 (en français).

Extrait :

Pour info, la situation en Tchétchénie sera débattue lors de la prochaine session de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui se tiendra du 4 au 8 octobre prochain. [...] Comme vous le savez, l'APCE est la seule organisation internationale à débattre de la situation en Tchétchénie. Sauf erreur de ma part, c'est la dernière et la seule occasion de pression diplomatique publique sur la Russie qui se présentera en 2004 (la Commission des droits de l'homme de l'ONU n'a pas condamné la Russie en avril dernier).

Nous pourrions donc saisir cette occasion :

- pour demander à être auditionnés par l'une des deux commissions (leur réunion est en septembre à Paris);
- pour transmettre des infos sur la situation des déplacés, l'absence d'espace humanitaire et la détérioration de la situation sécuritaire en Ingouchie;
- pour exercer une pression publique sur le Conseil de l'Europe.

Arjan a été libéré le 11 avril dernier et notre dernier communiqué de presse sur la situation des populations civiles en Ingouchie remonte à octobre 2003. Parallèlement, pendant cette période, la situation sur le terrain n'a cessé de se dégrader, sans pour autant que nous en fassions part publiquement. Je trouve que le dernier texte publié sur notre site internet est de très bonne qualité, mais pour moi, ce n'est qu'une amorce de reprise de notre parole publique.



« Poutine: il n'y a plus de guerre en Tchétchénie depuis trois ans » **AFP** (France), Schleswig (Allemagne), 21 décembre 2004 (en français).

Extrait :

Le président russe, Vladimir Poutine, a affirmé mardi à Schleswig (nord de l'Allemagne) qu'il n'y avait « plus de guerre en Tchétchénie depuis trois ans ». Interrogé sur le conflit tchétchène lors d'une conférence de presse avec le chancelier allemand, Gerhard Schroeder, le président russe a répondu : « il n'y a plus de guerre en Tchétchénie ». « Vous pouvez passer les fêtes de Noël en paix », a ajouté sur un ton sec Vladimir Poutine.



La stratégie russe consistait à déstabiliser le pays. Créer un tel chaos était un moyen très efficace pour atteindre ce but. Il ne s'agissait pas de nous empêcher de prendre la parole publiquement. Ce qu'on allait dire ne les inquiétait pas, ce qu'ils voulaient c'était créer une situation ingérable. Et ça a marché. Les Tchétchènes ne se souciaient pas en priorité des enlèvements d'étrangers. Ce qui occupait leurs esprits, c'est que les hôpitaux ne fonctionnaient plus, que l'électricité et le téléphone étaient coupés, que les bus ne roulaient

plus et qu'ils faisaient eux-mêmes l'objet de kidnappings. La stratégie des Russes était donc beaucoup plus grossière qu'on ne l'imagine.

Mais les rebelles étaient également hors contrôle sur le plan idéologique. Certains d'entre eux ont commencé à flirter avec l'islam extrémiste, certains à se lancer dans les enlèvements, les cambriolages, la contrebande, dans d'importants trafics de drogue. Je ne pense pas que les Russes aient planifié cela, mais je pense qu'ils ont vu le chaos et qu'ils l'ont probablement encouragé. La difficulté, c'était de discerner quand ils l'encourageaient dans le cadre d'une stratégie venant de l'État, et quand c'était juste un colonel hors contrôle qui disait : « Ils se font beaucoup d'argent, pourquoi pas moi ? » Et je pense qu'il est extrêmement difficile de faire la différence.

Kenny Gluck, MSF Hollande, conseiller et coordinateur pour le Caucase du Nord de novembre 1999 à janvier 2001, directeur des opérations de 2001 à 2005 (en anglais).



On était tous restés avec l'image de la Tchétchénie de la première guerre, c'est-à-dire les bombardements massifs, les actions brutales d'une armée hyper violente qui violait les conventions de Genève.

En 2000-2001, les opérations militaires ont beaucoup diminué et on est passés d'une situation militarisée à une situation de répression politique sélective menée par un gouvernement de marionnettes avec des services secrets, etc. Ils ont remplacé les SS par la Gestapo. C'était une situation de violation des droits de l'homme plus que des droits humanitaires, c'étaient beaucoup plus des histoires de disparitions et de torture que de tanks qui bombardent un village. Il nous était donc beaucoup plus difficile de trouver des occasions pour parler. Mais on a quand même fait beaucoup de commentaires pour dénoncer le message de « normalisation » de la situation que Moscou matraquait. On a beaucoup dit : « Non, ce n'est pas du tout normalisé. »

Et puis les Russes nous ont apporté des « prétextes » tels que les déplacements forcés. On s'est dit : « Bon, en gros c'est perdu, les Russes vont écraser les Tchétchènes. Mais il y a encore quelques batailles qu'on doit mener ici et là en prenant la parole. Et pour commencer, tout simplement pour préserver la présence et l'espace des ONG internationales dans le contexte et continuer à aider les populations. »

Je pense aussi que, pour avoir la possibilité de parler plus, il nous aurait fallu une présence expatriée plus importante.

Sans expatriés sur place, ce n'est pas seulement le fait de ne pas avoir de l'information de première main qui pose problème. C'est aussi qu'on n'est pas « indigné de première main ». Or ça, c'est un moteur important de la communication de MSF. Dans l'implicite de la culture MSF, si on n'a pas quelqu'un qui a vu et qui après revient au bureau de la capitale ou au siège et le dit, rien ne se déclenche.

Dr José-Antonio Bastos, MSF Hollande, directeur des opérations et chargé des programmes dans le Caucase du Nord de 2001 à 2003 (en français).



Pendant la première guerre ainsi qu'à partir de fin 1999, en 2000 et 2001, la façon dont la population percevait les organisations internationales était liée à celle dont les Européens et l'Europe étaient perçus en général. Lorsqu'il y avait un site ou un village encerclé et bombardé, les gens avaient le sentiment que, si une organisation internationale faisait son apparition dans les environs, ils seraient en quelque sorte protégés : « La situation sera connue en Europe et il sera mis fin à l'impunité et à l'arbitraire. » Ils mettaient beaucoup d'espoir dans ces organisations. En 2004, cette illusion avait fait long feu et l'atti-

tude de la population envers les organisations humanitaires internationales est désormais différente. Mais moi, je crois toujours que le témoignage est une chose nécessaire.

B, Membre du personnel local de MSF recruté dans le Caucase du Nord (en russe, traduit vers l'anglais, puis vers le français par MSF).



La Tchétchénie est pour moi un exemple de communication publique et de lobby qui est vraiment « responsibility driven » [axé sur le sens d'une responsabilité]. C'est-à-dire qu'on espérait toujours qu'en communiquant et en effectuant un travail d'advocacy [de plaidoyer] on allait influencer un certain nombre de choses au niveau de la dénonciation de la violence, au niveau du respect du droit international humanitaire, au niveau du comportement des chancelleries et de la communauté internationale, au niveau des opérations, en défendant un espace de travail sur place. Mais on le faisait par souci de responsabilité. On savait très bien que, compte tenu du poids de la Russie, rien ne changerait, que la Russie avait un blanc-seing pour mater la rébellion tchétchène et pour passer à la trappe une bonne partie du peuple tchétchène. Mais pour autant on n'a pas laissé tomber. Malgré la conscience très nette qu'on n'arriverait pas à faire changer tout cela, on estimait qu'on avait la responsabilité de le faire.

[...], MSF France, adjoint à la responsable juridique de 1995 à 2005 (en français).

CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS 1990-2005

Cette chronologie a pour objectif essentiel de donner des repères au lecteur, en inscrivant les actions et prises de parole de MSF dans l'actualité régionale et internationale de l'époque. Élaborée pour ce document spécifique, elle ne prétend pas être une référence universitaire.

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
1990		Le président Boris Eltsine propose aux petits Etats de la Fédération de Russie de « prendre autant d'indépendance qu'ils peuvent en avaler. »		
1991		1 novembre 1991 Djokhar Doudaev, président de la République de Tchétchénie-Ingouchie, proclame unilatéralement l'indépendance. 8 novembre 1991 Envoi puis retrait, à la demande du Parlement, de troupes russes en Tchétchénie. Décembre 1991 L'Ingouchie se sépare officiellement de la Tchétchénie.		
1992		Janvier à mars 1992 Douaev refuse de signer l'adhésion à la Fédération de Russie et fait adopter une constitution. Moscou instaure un blocus économique sur la Tchétchénie.		
1993		Juin 1993 Douaev dissout le parlement tché-tchène et s'attribue les pleins pouvoirs.	Juillet-août 1993 MSF France : mission exploratoire Tchétchénie-Ingouchie-Ossétie-Soutien à l'hôpital de Nazran et aux réfugiés.	

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
1994		Janvier 1994 Doudaïev rebaptise la Tchétchénie « république tchétchène d'Ichkérie. » Septembre 1994 Après une tentative de renversement du régime attribuée aux services de sécurité fédéraux, <u>Doudaïev</u> déclare l'état d'urgence. 11 décembre 1994 25 000 soldats russes entrent en Tchétchénie. 20 décembre 1994 Grozny sous les bombes – fuite de la population.	<u>MSF France</u> : - <u>Ossétie du Sud</u> : soutien à l'hôpital de Tskinali. - Prigorodny (Ossétie du Nord) : assistance aux réfugiés ingouches. <u>MSF Belgique</u> travaille en Arménie et en Azerbaïdjan depuis plusieurs années. Juillet-août 1994 <u>MSF France</u> : Intervention choléra à l'est de la Tchétchénie, à partir de Nazran.	
1995	Février 1995 Rapport de <u>Human Rights Watch</u> Helsinki : « Russie, trois mois de guerre en Tchétchénie ».	Mi-février 1995 <u>Prise de Grozny</u> par les troupes fédérales. Ville détruite, milliers de blessés.	Février 1995 <u>MSF Belgique</u> : chirurgie et médicaments à <u>Vedeno</u> et <u>Makhkety</u>. <u>MSF France</u> : soins et soutien hôpitaux et dispensaires du sud de la Tchétchénie et à Grozny + réfugiés en Ingouchie.	20 décembre 1994 <u>CP MSF Belgique</u> : « MSF entame une opération de secours en faveur des victimes tchétchènes. » 9 février 1995 <u>CP MSF Belgique</u> : « Le conflit en Tchétchénie s'éternise : MSF envoie 42 tonnes de matériel supplémentaire. » 21 février 1995 <u>CP MSF Belgique</u> : « Évacuation d'orphelins de Grozny ».

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
1995	Fin mars 1995 OSCE : « La situation s'améliore en Tchétchénie. »	Mars 1995 Les forces russes bombardent intensivement les villes du <u>sud de la Tchétchénie</u>. Mai 1995 Intensification des <u>bombardements</u> sur le sud de la <u>Tchétchénie</u>.	Mars 1995 <u>MSF Belgique</u> : Hôpitaux 9 et 10 à <u>Grozny</u>. Avril 1995 <u>MSF Belgique</u> : Eau & assainissement Grozny et Khassaviourt. Mai 1995 <u>MSF Belgique</u> à Makhkety, <u>MSF France</u> à Chatoï : chirurgie sous les bombes dans les caves.	13 mars 1995 <u>CP MSF France</u> : « Tchétchénie : une aide vitale interdite ». 22 mars <u>CP MSF Belgique</u> : « Alors que l'attention des médias internationaux pour le conflit tchétchène diminue, 80 000 personnes errent parmi les décombres de la ville de Grozny. » 27 mars 1995 <u>CP MSF Belgique</u> : « Bombardements massifs sur plusieurs villes du pays – MSF envoie du matériel supplémentaire par charter. » 30 mars 1995 Conférence de presse à Bruxelles + <u>CP MSF France/Belgique</u> : « Tchétchénie : les civils cibles des combats » + rapport « Tchétchénie, la poursuite de l'aide humanitaire conditionnée à l'acheminement des secours ». 24 mai 1995 <u>CP MSF Belgique</u> : « MSF demande à l'armée russe d'épargner les installations médicales. »

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
1995			2 juin 1995 MSF France forcée d'évacuer Chatoï après ultimatum et attaque russes. MSF interdite d'accès au sud de la Tchétchénie. <u>Koulikov, commandant des forces russes</u>, refuse de rencontrer le président de MSF France à cause des CP. 9 juin 1995 <u>CAMSFFrance</u> : que faire en Tchétchénie ?	27 mai 1995 CP MSF France : « MSF demande un cessez-le-feu pour évacuer des populations civiles. » 30 mai 1995 CP MSF Belgique : « MSF demande à l'armée russe de protéger les installations médicales – Makhkety sous les bombes. » CP MSF France : « Les civils toujours sous les bombes russes à Chatoï. » 2 juin 1995 CP MSF Belgique/France : « Déclarée persona non grata dans la région de Chatoï et de Makhkety par les autorités militaires russes, MSF est forcée d'évacuer le sud de la Tchétchénie. » 16 juin 1995 <u>Rapport MSF France</u> : « Le droit humanitaire bafoué en Tchétchénie, l'exemple de Chatoï ». 20 juin 1995 CP MSF Belgique : « MSF a pu soigner des otages. » Lettre du président de <u>MSF France</u> au président de l'<u>APCE</u>.
		Fin juin 1995 Prise d'otages à Boudionnovsk par des rebelles tchétchènes : 100 morts.	Fin juin 1995 MSF Belgique : soins aux blessés de la prise d'otages de Boudionnovsk.	

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
1995		30 juillet 1995 Accord de cessez-le-feu entre forces russes et indépendantistes tché-tchènes. Des réfugiés rentrent à <u>Grozny</u>. Novembre 1995 Élection de Dokou Zavgaïev à la tête de la <u>république de Tchétchénie</u> par le Soviet suprême tchéchéne.	24 juin 1995 Coups de semonce d'un char russe sur une voiture <u>MSF Belgique</u> près de <u>Vedeno</u>. Août-septembre 1995 Quatre cambriolages à main armée contre le bureau et la maison <u>MSF France</u> à <u>Grozny</u>. Octobre 1995 MSF France : repli de Tchétchénie sur Nazran (Ingouchie). <u>MSF Belgique</u> : harcèlement contre les équipes aux postes de contrôle. 15 novembre 1995 MSF Belgique : équipe prise dans une embuscade russo-tchéchéne à Grozny. 25 décembre 1995 <u>MSF Belgique</u> : cambriolages à main armée contre la maison à Grozny.	25 juin 1995 <u>CP MSF Belgique</u> : « Une équipe MSF attaquée par l'armée russe ». Juin 1995 <u>Conférence de presse MSF</u> en réponse aux accusations de transport d'armes par les autorités.

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
1996	21 janvier 1996 Le <u>Conseil de l'Europe</u> vote l'adhésion de la Russie sans exigence sur les droits de l'homme.	10 janvier 1996 Prise de <u>2 000 otages</u> à <u>Kizlyar</u> (Daguestan) par des rebelles tché-tchènes. Repli sur <u>Pervomaïskaïa</u>.	Janvier-mars 1996 <u>MSF Belgique</u> : distribution de nourriture à <u>Grozny</u>. 10 janvier 1996 <u>MSF Belgique</u> : l'équipe du <u>Daguestan</u> prend en charge des otages blessés de <u>Pervomaïskaïa</u>. 11 janvier 1996 <u>MSF Belgique</u> : un expatrié pris en otage quelques heures à <u>Vedeno</u>. 30 janvier 1996 <u>MSF France</u> : cambriolage à main armée contre la mission à <u>Karaboulak</u>. Février 1996 <u>MSF Belgique</u> : ouverture d'une mission chirurgicale à <u>Vedeno</u> – fermeture à <u>Nozhaia Yurt</u> et <u>Kourtchaloï</u>, faute d'accès.	17 janvier 1996 <u>MSF Belgique</u> : - <u>lettre à Boris Eltsine</u> : demande de cessez-le-feu pour évacuation des otages de <u>Pervomaïskaïa</u>, - CP : « <u>MSF demande l'accès aux otages retenus dans le village de Pervomaïskaïa.</u> »

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
1996		Mars 1996 Les indépendantistes tchétchènes reprennent <u>Grozny</u> pendant trois jours. 14 mars 1996 <u>Ultimatum</u> du commandement russe à la population de <u>Samachki</u> – Bombardement de <u>Sernovodsk</u>. 31 mars 1996 - <u>Prise de Sernovodsk</u> par les forces russes. - <u>Eltsine</u> annonce un plan de paix, promis depuis mi-mars. - Les bombardements continuent. 18 avril 1996 Lettre du MAE russe à une ambassade, se dégageant de toute responsabilité vis-à-vis des ressortissants de cet État sur son territoire.	27 février 1996 <u>MSF Belgique</u> : tentative de cambriolage à main armée contre la maison à <u>Vedeno</u>. Mars 1996 - <u>MSF Belgique</u> à Grozny. - Assistant log MSF Belgique blessé par l'armée russe. Mi-mars 1996 <u>MSF Belgique</u> et <u>MSF France</u> : équipes bloquées devant <u>Sernovodsk</u>. Fin mars 1996 <u>MSF Belgique</u> sous les bombes à <u>Vedeno</u> et <u>Makhkety</u>. <u>MSF Belgique/France</u> : lancement de la collecte de récits pour une prise de parole publique lors de la visite de Bill Clinton à Moscou, en avril.	6 mars 1996 <u>CP MSF Belgique</u> : « Offensive des forces tchétchènes sur Grozny ». 5 avril 1996 <u>CP MSF Belgique / MSF France</u> : « Samachki rasée par l'armée russe – Vedeno menacée à son tour ». 18 avril 1996 <u>MSF Belgique/France</u> : - <u>conférence de presse à Moscou et à Bruxelles</u>, - <u>CP + rapport</u> : « Tchéchénie : loin de la paix », - <u>lettre à Clinton</u> et aux chefs d'État du sommet sur le désarmement à Moscou.

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
1996		21 avril 1996 Djokhar Doudaïev est abattu par les forces russes. <u>Zelimkhan Iandarbiev</u> le remplace à la présidence de l'Itchkérie indépendante. 10 juin 1996 <u>Accord de cessez-le-feu</u> entre forces russes et indépendantistes. Début juillet 1996 - <u>Boris Eltsine</u> réélu à la présidence de la Fédération de Russie. - Rupture du cessez-le-feu par attaque des forces fédérales sur villages sous contrôle rebelle.	27 avril 1996 <u>MSF Belgique</u> : - enlèvement de l'administratrice, du chauffeur (relâché aussitôt) et de l'interprète, - retrait temporaire des expatriés de Tchétchénie. 10 mai 1996 <u>MSF Belgique</u> : libération de l'administratrice et de l'interprète. Polémique interne sur le lien éventuel entre la prise de parole publique du 18 avril et l'enlèvement. Juillet 1996 <u>MSF France</u> : - mission exploratoire à <u>Chatoï</u>, Tchétchénie, - allers-retours Ingouchie-Tchétchénie pour livraison de médicaments. 27 juillet 1996 Deux volontaires d'<u>ACF</u> sont enlevés à Grozny. Ils seront libérés courant août et récupérés par <u>MSF France</u>.	

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
1996		6 août 1996 <u>Offensive rebelle sur Grozny.</u> 19 août 1996 Ultimatum russe de quarante-huit heures aux civils pour quitter Grozny et menace de bombardements – fuite massive de civils. 22 août 1996 Accord de cessez-le-feu et début du retrait des troupes russes de Grozny. 31 août 1996 Accords de paix russo-tchéchènes de <u>Khassaviourt</u> – début du retrait des troupes russes de Tchétchénie.	Septembre 1996 <u>MSF Belgique</u> : reprise des activités à Grozny : maternité + cinq polycliniques + distribution d'eau et <u>MSF France</u> : à Chatoï (soutien hôpital). Nuit du 25 au 26 septembre 1996 <u>MSF Belgique</u> : enlèvement violent de trois volontaires à Grozny pendant quelques heures ; remise de l'argent du coffre. Novembre 1996 <u>MSF Belgique</u> : cambriolage de la maison à Grozny.	Novembre 1996 MSF publie le livre «Populations en danger» : un chapitre dénonce la conduite de la guerre par les forces russes en Tchétchénie.

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
1996		Nuit du 16 au 17 décembre 1996 Assassinat de six employés du <u>CICR</u> dans l'hôpital de <u>Novye-Atagui</u>.	20 novembre 1996 - <u>MSF France</u> : incident à un poste de contrôle – confusion avec le <u>CICR</u>. - <u>Kidnapping</u> d'un volontaire du <u>CICR</u> pendant quelques heures. 14 décembre 1996 <u>MSF Belgique</u> et <u>HCR</u> : véhicules pris dans un combat et détenus quelques heures. Fin décembre 1996 - <u>MSF Belgique</u> : repli des expatriés sur le Daguestan, - plus aucune équipe d'expatriés MSF en Tchétchénie.	
1997		5 janvier 1997 Retrait officiel des dernières troupes russes de Tchétchénie. 27 janvier 1997 <u>Aslan Maskhadov</u> élu <u>président de la république de Tchétchénie</u>. Il refuse de siéger au conseil fédéral.	Fin février 1997 <u>MSF France</u> : réouverture mission à Chatoï. Avril 1997 <u>MSF France</u> : retour officiel en <u>Ingouchie</u>.	

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
1997	8 septembre 1997 Hubert Védrine, ministre des Affaires étrangères français, en visite à Moscou, évoque le cas des otages.	12 mai 1997 Signature d'un <u>accord de paix formel russo-tchétchène</u> : - Engagement à ne plus utiliser la violence, - La Douma refuse la ratification de l'accord. Été 1997 Augmentation des enlèvements d'étrangers dans le Caucase.	Nuit du 1 au 2 juillet 1997 <u>MSF France</u> : - Enlèvement à Nazran de <u>Christophe André</u>, l'administrateur en Ingouchie, - <u>Retrait</u> des expatriés des programmes <u>MSF France</u> dans le Caucase du Nord. 21 juillet 1997 Preuve de vie de Christophe André. 5 août 1997 <u>Enlèvement</u> de quatre membres d'<u>Équilibre</u> au Dagestan. 29 août 1997 <u>MSF France</u> : débat au CA sur la pertinence de communiquer avec les ravis-seurs par voie de presse.	24 septembre 1997 <u>MSF France</u> : interview de François Jean (Fondation MSF) à Moscou : appel au président de la République, Jacques Chirac.

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
1997	25-27 septembre 1997 <u>Jacques Chirac</u> , président de la République française, en visite à Moscou, évoque le cas des otages.		26 septembre 1997 MSF France : débat sur la pertinence de médiatiser l'enlèvement. 21 octobre 1997 Évasion de <u>Christophe André</u> . Retrait des expatriés de MSF Belgique du Daguestan. Novembre 1997 MSF France : fermeture du programme de Chatoï.	23 octobre-1 novembre 1997 Récit de l'évasion de <u>Christophe André</u> dans la presse française.
1998		Janvier 1998 <u>Aslan Maskhadov</u> nommé <u>Chamil Bassaïev</u> Premier ministre. Juin 1998 <u>Aslan Maskhadov</u> impose l'état d'urgence. Juillet 1998 <u>Aslan Maskhadov</u> échappe à une tentative d'assassinat. Octobre 1998 - Baisse de l'autorité d' <u>Aslan Maskhadov</u> . - Montée de l'influence de <u>Chamil Bassaïev</u> et de <u>Khattab</u> . - Quatre Britanniques enlevés et retrouvés décapités.	29 janvier 1998 Enlèvement de <u>Vincent Cocheteil</u> (HCR) en Ossétie du Nord.	

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
1999		12 décembre 1999 Libération violente de Vincent Cochetel (HCR) par les services russes. Janvier 1999 <u>Aslan Maskhadov</u> annonce l'instauration de la charia dans les trois ans. Mai 1999 Enlèvement de l'envoyé spécial de Moscou en Tchétchénie. Juin 1999 Fermeture de postes-frontières après clashes dans le Caucase du Nord. 7 août 1999 - Les forces de <u>Chamil Bassaïev</u> et <u>Khattab</u>, sans l'accord d'<u>Aslan Maskhadov</u>, attaquent le Daguestan pour en « chasser les Russes ». - <u>Vladimir Poutine</u>, le Premier ministre russe, annonce pou voir mater la rébellion en quelques semaines. 15 août 1999 <u>Aslan Maskhadov</u> déclare l'état d'urgence en Tchétchénie.	Juillet 1999 MSF France : fermeture du programme en Ossétie du Sud, en raison des menaces d'enlèvement.	

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
1999	Début octobre 1999 Le département d'État des États-Unis appelle le Kremlin à la retenue. Moscou compare sa campagne en Tchétchénie à celle de l'<u>OTAN</u> au Kosovo.	Fin août-début septembre 1999 - 300 morts dans des attentats à Moscou et au <u>Daguestan</u>, attribués aux Tchétchènes par la Russie et au FSB par les Tchétchènes. - Redéploiement des troupes fédérales en Tchétchénie. - Nouvelles incursions des rebelles tchétchènes au <u>Daguestan</u>. 6 septembre 1999 Les forces russes bombardent intensivement la frontière entre le Daguestan et la Tchétchénie. 11 septembre 1999 <u>Aslan Maskhadov</u> décrète la mobilisation générale en Tchétchénie. 23 septembre 1999 Les forces russes commencent à bombarder la Tchétchénie. Fuite des réfugiés en <u>Ingouchie</u>, <u>Ossétie du Nord</u> et <u>Daguestan</u>. Nuit du 3 au 4 octobre 1999 Les forces russes occupent le nord de la Tchétchénie. Le gouvernement légalement élu de Maskhadov n'est plus reconnu par les autorités russes.	30 septembre 1999 Comité de projet MSF Belgique : « La marge de manœuvre pour l'humanitaire dans le Caucase est insuffisante. » Courant octobre 1999 <u>MSF Hollande</u> : - Équipe « <i>scanning</i> » à Nazran, - Discussions / réflexions internes sur le risque et le mode d'intervention en Tchétchénie.	

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
1999	Novembre 1999 La délégation de l'OSCE en Tchétchénie est éconduite par les autorités russes.	24 octobre 1999 Fermeture de la frontière entre l'Ingouchie et la Tchétchénie, blocus total et bombardements intensifs. 4 novembre 1999 - Réouverture de la frontière Ingouchie-Tchétchénie. - Visite du HCR en Ingouchie et au Daguestan. - Encerclement et bombardement de Grozny. 5 novembre 1999 Igor Sergueïev, ministre de la Défense russe : « L'objectif est le retour de la Tchétchénie dans la Fédération de Russie. »	29 octobre 1999 CA MSF France : « reconsidérer la question de notre présence là-bas si le conflit se prolonge [...]. Nous avons repris des contacts notamment avec la Géorgie ». Début novembre MSF France : discussions internes sur une prise de parole publique demandant des garanties d'assistance et de protection des populations. Novembre 1999 MSF France : - Trois convois d'aide en Tchétchénie à partir de la Géorgie, - consultations et références chirurgicales dans la vallée de la Pankissi (frontière Géorgie / Tchétchénie).	10 octobre 1999 Le <u>prix Nobel de la paix</u> est décerné à MSF. Octobre-novembre 1999 MSF à la presse internationale : « L'absence dans le Caucase est due aux risques en matière de sécurité. » 8 novembre 1999 <u>Le Monde</u> (France) : « 200 000 civils dans les montagnes du sud de la Tchétchénie cherchent refuge contre les bombardements des villages. » – citation de MSF France.

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
1999	12 novembre 1999 Knut Vollebaek, président de l'OSCE : « Je ne vois pas de rôle politique pour l'OSCE à ce stade. » Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, sans soutien du Conseil de sécurité, déclare suivre les événements de Tchétchénie « avec inquiétude ». 17-20 novembre 1999 Sommet <u>OSCE</u> à Istanbul. 5 décembre 1999 <u>Hubert Védrine, MAE France</u> : « L'Occident maintiendra sa pression pour que la Russie mette fin à son opéra- tion militaire. »	Novembre 1999 Prise de <u>Goudermes</u> par les forces russes. <u>3 000 réfugiés tchétchènes en Géorgie.</u> 4 décembre 1999 Attaque aéroportée d'envergure des forces russes sur Grozny et blocus. 5 décembre 1999 <u>Ultimatum russe</u> à la population de Grozny : après le 11 décembre, toute personne dans la ville sera considérée comme terroriste et anéantie. <u>200 000 civils ont déjà fui la Tchétchénie.</u>	19 novembre 1999 <u>MSF France</u> : discussion au CA sur l'éven- tualité d'une prise de parole publique lors de la remise du prix Nobel. Décembre 1999 <u>MSF Belgique</u> : décision d'une mission « gérée à distance » de Moscou en Ingouchie. <u>MSF Hollande</u> : recrutement d'un coor- dinateur / consultant connaissant bien le contexte et les réseaux + ouverture d'un bureau à Nazran et recrutement d'une équipe locale.	16 novembre 1999 <u>MSF</u> : « Lettre ouverte aux pays membres de l'OSCE » (sommet d'Istanbul) – ques- tionnée par <u>MSF Belgique</u>.

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
1999	7 décembre 1999 Bill Clinton, président des États-Unis, condamne la stratégie de destruction de Grozny. 8 décembre 1999 Les ministres européens et canadien déclarent l'ultimatum sur Grozny inacceptable et <u>menacent la Russie de sanctions</u>. 9 décembre 1999 <u>Boris Eltsine</u> rappelle aux États-Unis que la Russie est une puissance nucléaire.	10 décembre 1999 <u>Moscou</u> repousse la date de l'ultimatum et évoque un dialogue avec <u>Maskhadov</u>. 13 décembre 1999 <u>Fermeture</u> de la frontière <u>Tchéchénie / Géorgie</u>.		10 décembre 1999 <u>MSF</u> reçoit le prix Nobel de la paix à Oslo : - ouverture du discours sur la demande de cessez-le-feu à Grozny ; port de tee-shirts « Grozny », - manifestation devant l'ambassade de Russie à Oslo. <u>CP MSF</u> : « La Russie doit cesser les attaques non discriminées contre les civils en Tchétchénie – le peuple tché- tchène doit avoir accès à l'aide humani- taire. » <u>MSF France</u> lance une <u>pétition</u> deman- dant l'<u>arrêt immédiat des massacres en</u> <u>Tchéchénie</u>. 14 décembre 1999 <u>Le Monde</u> (France) : « Les réfugiés sont anéantis. » –citation de <u>MSF France</u>.

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
1999	20 décembre 1999 Lettre ouverte de Human Rights Watch au secrétaire général de l'ONU demandant une commission indépendante d'enquête sur les violations du droit de la guerre des forces russes en Tchétchénie. <u>Le représentant de l'ONU aux personnes déplacées</u> rappelle à la Russie son devoir d'assistance et de protection aux personnes déplacées par les combats. 22 décembre 1999 <u>Lettre de Bill Clinton à MSF</u> : « Tous les efforts sont faits pour une solution politique en Tchétchénie. »			17 Décembre 1999 CP MSF France « MSF demande la réouverture immédiate de la frontière géorgienne pour les civils tchétchènes privés de toute possibilité de fuite. » <u>Lettre du président de MSF France au président de la Géorgie</u>, demandant la réouverture de la frontière. 23 décembre 1999 CP MSF France : « MSF demande une nouvelle fois la réouverture de la frontière géorgienne. » <u>Rapport MSF France</u> : « La traque des civils ». <u>MSF Hollande / Amnesty International</u> : manifestation devant l'ambassade de Russie à La Haye.

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
1999		Fin décembre 1999 Pression du ministre fédéral russe des urgences pour forcer les réfugiés tché-tchénes à rentrer en zone sous contrôle russe. <u>2 000 réfugiés rapatriés de force à Sernovodsk.</u>	Fin décembre 1999 MSF Hollande : début distribution de médicaments dans les hôpitaux d'Ingouchie accueillant des déplacés tché-tchénes.	
2000	Début janvier 2000 L'administration et le président des États-Unis affirment que l'avenir de Vladimir Poutine est lié au règlement du conflit en Tchétchénie.	Janvier 2000 Renforcement des tirs d'artillerie et des bombardements aériens russes sur Grozny.	Janvier 2000 <u>MSF Suisse</u> : mission exploratoire au Daguestan à partir de l'Azerbaïdjan.	Janvier 2000 Publication dans la revue française <i>Esprit</i> du dernier article de François Jean (Fondation MSF France) sur la Tchétchénie.
	13 janvier 2000 <u>Vladimir Poutine</u> officialise sa candidature à l'élection présidentielle.	16 janvier 2000 Enlèvement en Tchétchénie d' <u>Andreï Babitski</u> , correspondant de Radio Free Europe en Russie.		12 janvier 2000 <u>The New York Times</u> (États-Unis) : <u>Lettre ouverte de MSF au président Clinton et à la secrétaire d'État Albright</u> : « Le droit humanitaire doit être respecté dans le conflit tché-tchéne. »
				13 janvier 2000 <u>BBC</u> : « MSF accuse les Russes de crimes de guerre en Tchétchénie. » MSF France remet les 18 000 signatures de la pétition Tchétchénie au président et au Premier ministre français.
				18 janvier 2000 Démarches <u>MSF</u> auprès de responsables de l' <u>administration des États-Unis</u> .

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2000	24 janvier 2000 <u>George Robertson</u>, secrétaire général : « L'OTAN comprend, mais n'accepte pas l'action russe en Tchétchénie. » L'Union européenne « maintient sa condamnation, mais souhaite préserver le dialogue avec la Russie ». 27 janvier 2000 <u>L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe</u> sur la Tchétchénie refuse de sanctionner la délégation russe mais lui demande une solution pacifique en Tchétchénie. <u>Igor Ivanov</u>, ministre russe des Affaires étrangères : « En Tchétchénie, nous menons une opération antiterroriste, pas une guerre. » <u>Kofi Annan</u>, secrétaire général de l'ONU, appelle à un cessez-le-feu en Tchétchénie.	3 février 2000 Les forces russes tiennent Grozny, bloquent l'accès aux humanitaires et harcèlent blessés et personnel médical. <u>Oumar Khanbiev</u>, ministre de la Santé tchétchène, est détenu en camp de filtration. Retour forcé de réfugiés tchétchènes à <u>Sernovodsk</u>. 4 février 2000 Échange d'Andreï Babitski contre trois soldats russes, mais Babitski ne réapparaît pas.		27 janvier 2000 <u>Lettre ouverte de MSF aux pays membres du Conseil de l'Europe</u> : « Les pays membres du Conseil de l'Europe doivent reconnaître l'état de guerre en Tchétchénie. » <u>Conférence de presse de MSF France au Conseil de l'Europe à Strasbourg</u>. La pertinence de demander la qualification de la guerre est contestée par certains MSF.

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2000	11 février 2000 <u>Poul Nielsen, commissaire européen aux Affaires humanitaires</u>, demande aux autorités russes le libre accès aux populations pour les organisations humanitaires et la garantie de leur sécurité. 16 février 2000 <u>Mary Robinson, haut commissaire aux droits de l'homme de l'ONU</u>, demande aux autorités russes de donner l'accès à la Tchétchénie à des observateurs des droits de l'homme.	11 février 2000 <u>Aslan Maskhadov</u> annonce le lancement d'une guerre de partisans contre les forces russes. 18 février 2000 Libération d'Oumar Khanbiev et de son équipe et mise en résidence surveillée à Goudermes. 23 février 2000 Anniversaire de la déportation des Tchétchènes par Staline.	8-19 février 2000 MSF France : discussion sur une éventuelle prise de parole sur l'arrestation d'Oumar Khanbiev, ministre de la Santé tchétchène. 9 février 2000 MSF Hollande : programme auprès des déplacés en Ingouchie et distributions en Tchétchénie, à partir de l'Ingouchie.	22-23 février 2000 <u>MSF Belgique</u> et <u>MSF France</u> signent avec des organisations de défense des droits de l'homme la pétition « Crime sans châtiment en Tchétchénie : Poutine poursuit l'œuvre de Staline » et participent à des manifestations à Bruxelles et à Paris.

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2000		24 février 2000 Réapparition d'Andreï Babitski après passage dans un camp de filtration. Début mars 2000 Arrivée du premier convoi d'aide du <u>HCR</u> à <u>Grozny</u>.	25 février 2000 <u>Comité de projet MSF Belgique</u> : - Ouverture d'un projet avec personnel national « géré à distance » en Tchétchénie, - Limitation du témoignage pour raisons de sécurité, - Renforcement de la communication dans la société russe. 28 février 2000 Réunion des responsable de programmes Caucase du Nord MSF : divergences sur les approches de communication.	29 février 2000 <u>MSF Belgique</u> dans <i>La Dernière Heure</i> (Belgique) : « On a rarement vu une telle organisation criminelle basée sur l'enlèvement des Occidentaux. » Selon <i>REN TV</i> (Russie), le ministre de la Justice russe sous-entend que MSF livre des médicaments aux rebelles. 1 mars 2000 <u>MSF</u> refuse de s'expliquer sur <i>REN TV</i>.

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2000	13 mars 2000 Après la visite de sa délégation en Tchétchénie, l'<u>APCE</u> appelle à un cessez-le-feu et demande aux autorités russes : - D'enquêter sur les violations des droits de l'homme, - De laisser libre accès aux humanitaires, - De négocier avec les représentants tchétchènes élus.		4-18 mars 2000 <u>MSF France</u> : mission exploratoire en Ingouchie.	4 mars 2000 Le général Vladimir Chamanov, commandant des forces russes en Tchétchénie, à la TV russe : « MSF a des intérêts qui portent préjudice à l'État russe. » Désaccord entre sections MSF sur la réponse à donner. 16 mars 2000 <u>Lettre de MSF à Sergueï Lavrov, ambassadeur de Russie à l'ONU</u> : « MSF considère les propos de Chamanov comme une calomnie et une menace. » Courant mars 2000 Plaidoyer de <u>MSF Autriche</u> pour une présence de l'<u>OSCE</u> dans le Caucase du Nord. 22 mars 2000 <u>ITAR-Tass</u> (Russie) : « Le bureau de MSF dans la Pankissi a été ouvert pour servir aux trafics des combattants tchétchènes. »

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2000	Début avril 2000 Vote unanime de l'APCE pour une suspension de la Russie si elle ne recherche pas immédiatement une solution de paix en Tchétchénie et ne met pas fin aux violations des droits de l'homme. Réponse de Moscou : que l'APCE se mêle de ses affaires. Début avril 2000 Accord ONU / Fédération de Russie sur le cadre des opérations humanitaires en Ingouchie et en Tchétchénie impose escortes armées. 22 avril 2000 Visite troïka de l'UE en Ingouchie : « Les efforts humanitaires de la Russie pour les civils tchétchènes sont insuffisants. » – Rouslan Aouchev, président de l'Ingouchie, plaide pour le dialogue Poutine / Maskhadov.		Mi-avril 2000 MSF Hollande : fermeture des programmes en Géorgie. MSF France : ouverture d'un programme d'appui à l'hôpital de Nazran. 26 avril 2000 Comité de projet MSF Belgique : proposition d'intervenir en Tchétchénie en gestion à distance (remote control).	11 avril 2000 CP MSF Hollande : « MSF demande la présence d'observateurs indépendants en Tchétchénie. » 26 avril 2000 MSF France pousse la CNCDH à recommander une position de la France sur la conduite de la guerre en Tchétchénie. 30 mai 2000 Conférence de presse annuelle de MSF Autriche, dédiée à la Tchétchénie.

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2000	9 juin 2000 Résolution du <u>Sénat des États-Unis</u> : - Condamne la politique brutale des forces russes en Tchétchénie, - Demande un cessez-le-feu, - Demande l'accès pour les humanitaires, - Condamne le manque d'initiative de l'administration Clinton et la presse de rencontrer Maskhadov.	Juin 2000 <u>Vladimir Poutine</u> place la Tchétchénie sous administration directe de sa présidence et nomme à sa tête <u>Akhmad Kadyrov</u>, mufti, ancien soutien des rebelles. Juillet 2000 Multiplication des <i>zatchistki</i> (rafles) en Tchétchénie, et des attaques-suicides sur des postes de l'armée russe. Flux de déplacés de Tchétchénie vers l'<u>Ingouchie</u>.	Début juin 2000 MSF Hollande : Kenny Gluck reprend la coordination des programmes Caucase du Nord. Juillet 2000 MSF Hollande : le coordinateur et six membres du personnel national sont retenus pendant quatre heures à un poste de contrôle. MSF France : début de soutien au camp de réfugiés de Sernovodsk et à la maternité de Grozny.	6 juillet 2000 L'actrice militante Vanessa Redgrave présente un film sur la Tchétchénie à la Chambre des communes britannique, sur la base d'informations recueillies par MSF Hollande.

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2000			8 juillet 2000 Report de l'ouverture du programme de <u>MSF Belgique</u> en Tchétchénie pour raisons opérationnelles. 18 juillet 2000 <u>MSF Belgique/France/Hollande/Suisse</u> : accord des desks sur une politique de communication sur le Caucase du Nord basée sur la collecte auprès des patients de récits sur les violences. Développement des contacts avec la presse russe. Mi-août 2000 <u>MSF Belgique</u> : deux équipes de coordination à Moscou, sur programmes distincts : - Caucase du Nord, - Sans-abris à Moscou et tuberculose en Sibérie. Fin août 2000 <u>MSF France</u> : mission exploratoire puis ouverture programme à Chatoï.	21 juillet 2000 <u>The Washington Post</u> (États-Unis) : description par Kenny Gluck de la situation désastreuse des hôpitaux tché-tchènes. 1 août 2000 Site web de MSF international : « Le coût illimité de la guerre » par Kenny Gluck. 15 août 2000 <u>MSF Belgique</u> diffuse anonymement à la presse l'enquête : « Réfugiés tché-tchènes en Ingouchie ».

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2000	Mi-septembre 2000 Visite en Tchétchénie de représentants de l'<u>APCE</u>. 30 octobre-1 novembre 2000 Vladimir Poutine à Paris pour le sommet de l'Union européenne : - signature d'accords sur le gaz, - silence des Européens sur la Tchétchénie.	Septembre 2000 Akhamad Kadyrov déclare que : - L'aide de la Russie est insuffisante, - Les Tchétchènes pourraient se soulever face aux abus perpétrés par les forces russes.	Fin septembre 2000 MSF France/Hollande : - lancement d'une réflexion sur une opération de communication pour la visite de Poutine à Paris, - désaccord sur la nécessité de qualifier la situation de guerre, - accord sur la nécessité de documentation, - lancement d'un recueil de témoignages de réfugiés. Octobre 2000 <u>MSF Suisse</u> : ouverture du bureau au Daguestan.	22 septembre 2000 <u>Harvard International Review</u> (États-Unis) : « Tchétchénie, la revanche de Moscou » par François Jean (Fondation MSF). Début octobre 2000 <u>MSF Hollande</u> refuse la visite de Vanessa Redgrave sur ses programmes en Tchétchénie. Fin octobre-début novembre 2000 <u>Opération de communication MSF France/Hollande</u> lors de la visite de Vladimir Poutine à Paris. Interviews des deux coordinateurs Caucase du Nord dans la presse.

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2000	22-23 novembre 2000 Visite de camps de réfugiés en Ingouchie par une délégation de parlementaires du <u>Conseil de l'Europe</u> qui se déclarent choqués par les conditions de vie « inhumaines ».		Novembre 2000 <u>MSF Suisse</u> : le coordinateur au Daguestan questionne la politique de prise de parole de MSF sur la crise du Caucase. 29 novembre 2000 <u>MSF Hollande</u> : équipe retenue, menacée et accusée d'espionnage à un poste de contrôle. 2 décembre 2000 <u>MSF Hollande</u> : une employée locale est questionnée par le <u>FSB</u> sur le coordinateur, <u>Kenny Gluck</u>. 8 décembre 2000 <u>MSF Hollande</u> : équipe locale attaquée et détenue par des hommes en treillis et masqués cherchant à enlever un expatrié.	22 novembre 2000 Audition de MSF au Conseil de l'Europe sur la situation humanitaire en Tchétchénie. Conférence de presse : - <u>Rapport MSF</u> : « Tchétchénie, la politique de la terreur ». - <u>CP MSF</u> : « MSF dénonce la politique de terreur conduite sur les populations tchétchènes. »

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2000	Mi-décembre 2000 Visite de <u>Vladimir Poutine</u> au Canada.			Mi-décembre 2000 MSF Canada demande publiquement au Premier ministre canadien d'exiger des comptes de <u>Vladimir Poutine</u> sur les violations des droits de l'homme en Tchétchénie. <u>MSF Allemagne</u> interpelle l'adjoint au chef d'état-major de l'armée russe lors d'une conférence à Berlin. 21 décembre 2000 <u>Chicago Tribune</u> (États-Unis): « La Tchétchénie s'enfoncé dans les sables mouvants de la guerre » - incluant des citations de Kenny Gluck. 22 décembre 2000 <u>NTV</u> (Russie): débat sur la situation humanitaire en Tchétchénie avec Kenny Gluck + chirurgien MSF Hollande + Akhmad Kadyrov.
2001		10 janvier 2001 <u>Aslan Maskhadov</u> donne l'ordre de rechercher Kenny Gluck.	9 janvier 2001 Enlèvement de Kenny Gluck, coordinateur de <u>MSF Hollande</u> dans le Caucase du Nord, à <u>Starye-Atagui</u>, en Tchétchénie. Le coordinateur d'ACF échappe à l'enlèvement. <u>Suspension de toutes les activités MSF Hollande</u> dans la région. 10 janvier 2001 <u>Cellule de crise</u> Amsterdam / New York / Paris.	10 janvier 2001 <u>CP MSF</u>: « MSF condamne l'attaque dont ont été victimes des volontaires humanitaires. »

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2001	11 janvier 2001 L'UE demande aux ONG de suspendre leurs opérations en Tchétchénie. Le HCR suspend ses activités en Tchétchénie.			11 janvier 2001 Porte-parole du Kremlin : - Les volontaires de MSF et ACF ont circulé sans autorisation, - Les chefs de guerre tchétchènes sont responsables. <u>Représentant du Kremlin dans le sud de la Russie</u> : « Kenny Gluck a organisé lui-même son enlèvement. » <u>Autorités tchétchènes prorusses</u> : « Kenny Gluck est retenu dans une zone non contrôlée du sud de la Russie. » 12 janvier 2001 <u>CP MSF</u> : « La santé de Kenny Gluck est menacée. MSF exige la libération immédiate de son volontaire. » <u>Conférence de presse de MSF États-Unis et Daniel Gluck</u> pour demander la libération de Kenny. <u>Le Conseil de l'Europe</u> demande la libération immédiate de Kenny Gluck. 15 janvier 2001 <u>Lord Judd</u>, rapporteur au <u>Conseil de l'Europe</u> sur la Tchétchénie : « L'enlèvement de Kenny Gluck aura de graves conséquences pour la population tchétchène. » 16 janvier 2001 (Russie) publie une <u>interview de Kenny Gluck</u> dix jours avant son enlèvement : « Officiellement la guerre est finie, mais rien n'a changé pour les civils tchétchènes. »

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2001	25 janvier 2001 L'APCE annule les sanctions contre la Russie et la réintègre.	22 janvier 2001 <u>Vladimir Poutine</u> confie l'opération anti-terroriste en Tchétchénie aux services de sécurité	19-21 janvier 2001 <u>MSF France</u> : lettres de l'équipe de Nazran et Moscou responsable de programme, contestant la suspension des activités en <u>Ingouchie</u>. 26 janvier 2001 <u>CA MSF France</u> : contre une présence permanente en Tchétchénie et en Ingouchie.	18 janvier 2001 <u>Rouchaïlo</u>, ministre de l'Intérieur de la Fédération de Russie à la presse : « Gluck est détenu à Vedenov par le groupe de Khattab. Les forces russes essaient de le localiser. » 23 janvier 2001 <u>Aslan Maskhadov</u> accuse les gardes du corps de Kadyrov de l'enlèvement de Kenny. 25 janvier 2001 <u>Lord Judd [APCE]</u> lance un appel à la libération de <u>Kenny Gluck</u>. 27 janvier 2001 <u>Aslan Maskhadov</u> « n'exclut pas une implication de l'armée russe dans l'enlèvement de Kenny Gluck ».

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2001			4 février 2001 <u>Libération de Kenny Gluck</u> : - Officiellement au cours d'une opération menée par des membres du FSB, - En réalité, il est déposé devant la maison d'un membre du personnel national de MSF, - Ses ravisseurs lui remettent une <u>lettre d'excuse de Chamil Bassaïev</u>. 5 février 2001 Kenny Gluck retenu dans une base militaire russe.	1 février 2001 <u>Novaïa Gazeta</u> (Russie), Viatcheslav Izmaïlov : « Les buts politiques de l'enlèvement de Gluck sont atteints, il est temps de le libérer. » 2 février 2001 <u>NTV</u> (Russie) : Viatcheslav Izmaïlov accuse les services spéciaux russes de détenir Kenny Gluck, qui serait lui-même lié à des services secrets. 3 février 2001 <u>Le Monde</u> (France) fait état de divisions intra MSF sur la suspension des programmes dans le Caucase. 4 février 2001 <u>CP MSF</u> : « Kenny Gluck libéré en bonne santé ». 5 février 2001 <u>Kommersant</u> (Russie) : selon une source du FSB, Kenny Gluck n'a pas été libéré par les services russes mais par ses ravisseurs. Le département d'État étasunien fait savoir qu'il doute de la véracité des explications russes sur l'enlèvement et la libération de Kenny Gluck.

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2001	15 février 2001 Résolution du <u>Parlement de l'UE</u> demandant : - un cessez-le-feu, - des négociations en présence d'instances internationales, - l'accès des ONG aux déplacés	14 février 2001 <u>Akhmad Kadyrov</u> annonce que les ONG n'ont plus le droit d'intervenir de manière indépendante en Tchétchénie. 15 février 2001 Reprise de l'aide internationale en Tchétchénie. Début mars 2001 <u>OCHA</u> demande aux ONG de signer un protocole qui les soumet à l'arbitraire du FSB.	6 février 2001 Arrivée de Kenny Gluck à Nazran.	- <u>Aslan Maskhadov</u> se félicite de la libération de Kenny Gluck et accuse les services secrets russes. - <u>Vladimir Poutine</u> se félicite de la libération de Kenny Gluck. 8 février 2001 Rapide <u>conférence de presse</u> de Kenny Gluck à Moscou. <u>CP MSF</u> : « Kenny Gluck, le volontaire de MSF, relate les détails de sa captivité. » Fin février 2001 Conférence de presse et interviews de Kenny Gluck à New York.

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2001	22 avril 2001 Résolution de la <u>Commission des droits de l'homme de l'UE</u> condamnant la conduite de la guerre par la Russie.	Début avril 2001 <u>Sondage en Russie</u> : le nombre de Russes inquiets de l'incapacité de Poutine à mettre fin à la guerre en Tchétchénie a doublé en un an. Avril 2001 <u>Prise en otage</u> de 120 personnes par des militants pro-tchéchènes à Istanbul. Mai 2001 Les autorités russes diminuent leur aide aux déplacés tchéchènes en Ingouchie. Annonce du retrait total des troupes de Tchétchénie alors que 5 000 hommes y sont encore.	6 mars 2001 MSF à Vladimir Kalamanov (représentant du Kremlin pour les droits de l'homme) au cours d'une réunion : - MSF n'utilise pas d'escortes armées, - MSF n'a pas décidé la reprise d'activités en Tchétchénie. Mars 2001 <u>MSF Suisse</u> : - Réhabilitation maternité de Gudermes (Tchéchénie) et support dispensaires alentours. - Escortes armée pour l'équipe. Début avril 2001 MSF décline la demande du comité de soutien à la candidature de <u>Rouslan Aouchev</u> au prix Nobel de la paix. Mai 2001 <u>MSF Hollande</u> sommée par l'administration tchéchène prorusse de réorienter ses activités vers la Tchétchénie.	6 mars 2001 <u>Interfax</u> (Russie) : Vladimir Kalamanov annonce que MSF reprend ses activités en Tchétchénie. Démenti non public de MSF. 11 mars 2001 <u>NTV</u> (Russie) annonce l'arrestation de deux proches de <u>Bassaïev</u>, accusés de l'enlèvement de <u>Kenny Gluck</u>. 12 mars 2001 <u>Kavkaz Center</u> (web) Lettre d'excuse de Chamil Bassaïev à Kenny Gluck. 14 mai 2001 Le <u>FSB</u> affirme qu'un citoyen russe d'origine tchéchène arrêté pour espionnage a voyagé comme représentant de MSF en Russie.

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2001	16-19 mai 2001 <u>Sommet UE-Russie</u> : climat d'attentisme autour de la question tchétchène. Mi-juin 2001 Réouverture des bureaux de l'OSCE à Grozny présentée par Moscou comme un signe de « normalisation ».	30 mai 2001 <u>Résolution 22</u> de l'administration tchétchène prorusse : limitation drastique des conditions de travail des ONG internationales en Tchétchénie. 16 juin 2001 Opération de <u>ratissage</u> par les forces russes à <u>Kourtcha-loï</u>. Début juillet 2001 Nettoyage de <u>Sernovodsk</u> et <u>Assinovskaïa</u> par les forces russes.	Fin mai 2001 <u>MSF Belgique</u> : soutien aux victimes des inondations de Lensk (Sibérie). 15 juin 2001 <u>MSF France</u> : rencontre du président et du responsable de programme avec des membres du gouvernement indépendantiste tchétchène en exil sur les garanties de sécurité pour MSF. Début juillet 2001 <u>MSF France</u> : l'équipe de Nazran reçoit des témoignages directs des nettoyages à Sernovodsk et Assinovskaïa. Tente, en vain, de passer en Tchétchénie pour soigner et collecter des récits auprès des réfugiés.	<u>CP MSF Belgique</u> : « MSF s'indigne des propos diffamatoires du porte-parole du FSB. » 28 mai 2001 <u>CP MSF Belgique</u> : « Aide aux victimes des inondations ».

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2001	10 juillet 2001 Le <u>Conseil de l'Europe</u> appelle la Russie à fournir un rapport complet sur les accusations de torture en Tchétchénie. 12 juillet 2001 <u>Lord Russel-Johnston</u>, président de l'APCE, condamne les ratissages des villages tchétchènes par les forces russes et appelle les responsables occidentaux à faire pression sur les autorités russes.	9 juillet 2001 <u>Akhmad Kadyrov</u> accuse les troupes russes de s'en prendre aux civils à Sernovodsk et Assinovskaïa. 10 juillet 2001 Le <u>Kremlin</u> annonce le lancement d'une enquête sur les exactions de l'armée russe en Tchétchénie. 11 juillet 2001 <u>Vladimir Moltenski</u>, le commandant par intérim des forces russes dans le Caucase, reconnaît les « crimes à grande échelle » commis contre des civils à Sernovodsk et Assinovskaïa. Juillet-août 2001 Tensions entre les forces fédérales et le gouvernement tchétchène prorusse d'<u>Akhmad Kadyrov</u>. 28 août 2001 Le <u>Conseil de sécurité russe</u> appelle les réfugiés en Ingouchie à rentrer en Tchétchénie.	11 juillet 2001 <u>MSF France</u> : lettre et demande président à <u>Chamil Bassaïev</u>.	

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2001	11 septembre 2001 Attentat contre le World Trade Center à <u>New York</u> et le <u>Pentagone</u> à <u>Washington</u> : montée en puissance de la campagne de lutte antiterroriste. 14 septembre 2001 Moscou propose à Washington de coopérer en matière de lutte contre le terrorisme. 4 octobre 2001 <u>Vladimir Poutine</u> s'engage à lutter contre le terrorisme avec l'UE. 4 décembre 2001 <u>Lord Judd</u> (Conseil de l'Europe) annonce une amélioration en Tchétchénie concernant les droits de l'homme. Mi-décembre 2001 <u>Lord Judd</u> dénonce « les conditions de vie terribles des civils en Tchétchénie ».	Mi-septembre 2001 Regain d'activité des rebelles. Poutine se dit prêt à négocier. Mi-septembre 2001 Offensive rebelle dans l'est de la Tchétchénie. Attentats contre les chefs-lieux d'administration. Regain de bombardements et ratissages russes.	Septembre 2001 <u>MSF Hollande</u> : ouverture d'un programme de santé mentale en Ingouchie. Novembre 2001 <u>Enquête MSF Belgique/France/Hollande</u> sur les conditions de vie dans les camps en Ingouchie. <u>MSF Hollande</u> : reprise des activités en Tchétchénie.	Mi-décembre 2001 <u>MSF Moscou</u> : exposition de photos de déplacés prises dans les camps d'Ingouchie. <u>Diffusion de l'enquête</u> sur les conditions de vie des personnes déplacées.

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2001		Décembre 2001 Nouvelle offensive rebelle. <u>Aslan Maskhadov</u>, dans la clandestinité, annonce l'extension d'un an de son mandat de président de la République indépendante tchétchène d'Itchkérie. 28 décembre 2001 Démission de <u>Rouslan Aouchev</u>, président d'Ingouchie depuis 1993.		21 décembre 2001 CP MSF France : « Trente ans au service des victimes, pas des régimes », axé sur les déplacés tchétchènes en Ingouchie.
2002	10 janvier 2002 Le <u>département d'État étasunien</u> affirme que les exactions commises par les forces russes encouragent le terrorisme. 15 janvier 2002 <u>Ruud Lubbers (UNHCR)</u> en Ingouchie et à Moscou : - Beaucoup de progrès dans la résolution des problèmes des réfugiés, - Inquiétude face aux violences de l'armée russe, - Aslan Maskhadov n'est pas un terroriste. <u>Vladimir Poutine</u> à Paris : « Combattre le "régime criminel tchétchène" par tous les moyens. »			15 janvier 2002 CP MSF France : « Vladimir Poutine à Paris : MSF dénonce le sort des déplacés. » 16 janvier 2002 CP MSF Belgique : « MSF demande au HCR d'améliorer les conditions de vie des déplacés tchétchènes. »

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2002	23 janvier 2002 Le <u>Conseil de l'Europe</u> n'envisage aucune sanction contre la Russie. 15 février 2002 Igor Ivanov (ministre des Affaires étrangères russe) en visite en France. Fin février 2002 <u>Campagne de soutien</u> aux Tchétchènes en Europe.	23 janvier 2002 Prise de contrôle de la chaîne de télévision indépendante russe <u>TV6</u> par le gouvernement.		22 janvier 2002 Audition de MSF devant la commission réfugiés de l'<u>APCE</u> : « tentative de destruction d'un peuple ». 24 janvier 2002 CP MSF France : « Le Conseil de l'Europe : de la coopération à la collaboration ». CP MSF Belgique : « MSF condamne l'hésitation du Conseil de l'Europe à censurer la guerre menée par la Russie. » 25 janvier 2002 Conférence de presse MSF France avec Sergueï Kovaliov (douma + Memorial). <u>Rapport MSF</u> : « Tchétchénie-Ingouchie : non-assistance à personnes en danger ». Février 2002 MSF Etats-Unis : Campagne de communication autour du rapport « Tchétchénie-Ingouchie : non-assistance à personnes en danger ». 15 février 2002 CP MSF : « Visite d'Igor Ivanov à Paris : la Tchétchénie au cœur des discussions ».

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2002		4 mars 2002 Le chef de l'administration prorusse de Tchétchénie, <u>Akhmad Kadyrov</u>, critique les opérations de « nettoyage » à Grozny. Avril 2002 <u>Sergueï Iastrjembksi</u>, porte- parole du Kremlin sur la Tchétchénie : « Les rapports de HRW et MSF sont "biaisés". » <u>Stanislav Illiasov</u>, Premier ministre du gouvernement tchétchène prorusse : « Tous les camps de réfugiés en Tchétchénie seront démantelés pour le 15 avril. » Renforcement des con-trôles des véhicules transportant des médicaments.		Mars 2002 Plaidoyer MSF France en prévision de la prochaine session de la Commission des droits de l'homme des Nations unies. 4 mars 2002 <u>CP MSF Belgique</u> : « Les civils continuent à fuir la violence en Tchétchénie. » 14 mars 2002 <u>Lettre ouverte</u> de MSF au Conseil de l'Europe dans <i>International Herald Tribune</i> : « Pas de fin en vue à la guerre en Tchétchénie ». 15 mars 2002 <u>Lettre ouverte</u> du président de l'APCE en réponse à MSF : « Qui fait quoi pour mettre fin à la guerre en Tchétchénie ? » 2 avril 2002 Audition de MSF à la Commission des droits de l'homme de l'ONU : « Quelle instance internationale est aujourd'hui en mesure de faire cesser en Tchétchénie les violations massives des droits de l'homme et du droit international humanitaire ? »

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2002	10 avril 2002 Résolution du <u>Parlement européen</u> sur la Tchétchénie : - Ne condamne pas la Russie, - Demande une négociation politique aux deux parties.	Mai 2002 Victoire de <u>Mourat Ziazikov</u>, soutenu par Moscou, à l'élection présidentielle en Ingouchie. 29 mai 2002 <u>Accord de rapatriement</u> des réfugiés en Tchétchénie en 20 étapes signé par le Kremlin et <u>Mourat Ziazikov</u>, le nouveau président ingouche.	Mi-avril 2002 <u>MSF Belgique/France/Hollande</u> : - Plan de remplacement de toutes les tentes défectueuses dans les camps de réfugiés en Ingouchie, - Discussion sur la communication sur le Caucase du Nord. 24 avril 2002 <u>MSF Suisse</u> : Deux membres du personnel national sont retenus à un poste de contrôle près de Goudermes. 8 mai 2002 Le gouvernement tchétchène prorusse demande à <u>MSF Hollande</u> de fournir 200 tentes aux réfugiés rentrés en Tchétchénie plutôt qu'en Ingouchie.	11 avril 2002 <u>CP MSF France</u> : « Les recommandations "cosmétiques" du Parlement européen ».

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2002	26 juin 2002 G8 : - Aslan Maskhadov demande, en vain, au G8 de faire pression sur Poutine. - Vladimir Poutine qualifie la guerre de Tchétchénie de tragédie et annonce une « normalisation ».	Début juillet 2002 Démantèlement du camp de tentes clandestin de Znamens-koïe – Renvoi des réfugiés de force en Tchétchénie.	27 juin 2002 MSF Belgique : intervention auprès des victimes des inondations de Stavropol (Russie du Sud). 4 juillet 2002 MSF Belgique/France/Hollande : stratégie commune de réaction au plan en 20 étapes de rapatriement des déplacés tchétchènes.	3 juin 2002 CP MSF : « Inquiétude face aux nouvelles pressions au retour exercées sur les réfugiés tchétchènes en Ingouchie ». Juin 2002 Campagne de plaidoyer MSF sur le retour forcé des déplacés en Tchétchénie. 27 juin 2002 CP MSF Belgique : « La réaction de MSF face aux inondations qui ont frappé le sud de la Russie. » 9 juillet 2002 CP MSF : « MSF condamne la relocalisation forcée de déplacés tchétchènes. »

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2002	19 et 20 juillet 2002 Sommet <u>France-Russie</u> (Chirac-Poutine) à Sotchi. 23 juillet 2002 Suspension pour six mois des opérations de l'<u>ONU</u> après l'enlèvement de Nina Davidovitch.	10 juillet 2002 Le <u>FSB</u> prévient l'<u>UNSECOORD</u> que les visites de personnel international en Tchétchénie doivent être suspendues pour des raisons de sécurité. 20 juillet 2002 <u>Abdoul-Khakim Soultiygov</u>, représentant du président russe pour les droits de l'homme, qualifie la situation en Tchétchénie d'« inadmissible. » 23 juillet 2002 Enlèvement de <u>Nina Davidovitch</u>, de l'organisation humanitaire <u>Droujba</u>.	12 juillet 2002 <u>MSF Hollande</u> : le ministère de la Santé ingouche annonce la fin de l'accord autorisant l'ouverture d'un hôpital pour traiter les réfugiés tuberculeux.	16 juillet 2002 <u>MSF France</u> : lettre à <u>Dominique de Villepin</u>, ministre des Affaires étrangères (France), dénonçant les pressions au retour sur les déplacés.

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2002		26 juillet 2002 Le directeur du service des migrations de la Fédération de Russie annonce la <u>fermeture de tous les camps de réfugiés</u> pour la fin de l'année. Début août 2002 Les autorités daguestanaises préviennent MSF Suisse de <u>menaces d'enlèvements</u> contre les internationaux. 8 août 2002 Une équipe du <u>CICR</u> est enlevée dans la vallée de la Pankissi (Géorgie).	12 août 2002 Enlèvement d'Arjan Erkel, coordinateur de MSF Suisse au Daguestan. 13 août et jours suivants 2002 <u>Suspension des activités</u> MSF dans le Caucase. Prises de contacts pour demande de soutien avec les autorités russes et les représentants des indépendantistes en exil. Mise en place de la <u>cellule de crise</u> Arjan Erkel à MSF Suisse.	26 juillet 2002 <u>Lettres MSF Belgique/France/Hollande aux représentants des États à l'OSCE</u> demandant de faire pression sur la Russie pour arrêter les rapatriements forcés en Tchétchénie. 29 juillet 2002 <u>Lettre MSF à l'ONU</u> dénonçant les pressions au retour sur les déplacés. 6 août 2002 <u>CP MSF Moscou</u> : « MSF condamne fermement l'enlèvement de la responsable de Droujba – les opérations restent suspendues. » 8 août 2002 <u>CP MSF France</u> : « MSF suspend ses activités dans la vallée de la Pankissi (Géorgie). » 13 août 2002 <u>CP MSF Suisse</u> : « MSF confirme l'enlèvement d'un de ses volontaires au Daguestan. »

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2002	9 septembre 2002 L'<u>ONU</u> reprend ses activités humanitaires en Ingouchie.	15 août 2002 Le <u>CICR</u> évacue ses équipes internationales du Caucase.		14 août 2002 CP MSF Suisse : « Suite à l'enlèvement d'un membre de son personnel au Daguestan, MSF suspend ses activités en Tchétchénie, au Daguestan et en Ingouchie. » CP MSF : « MSF condamne le kidnapping d'un membre de son personnel et suspend ses activités. » L'<u>ONU</u> condamne l'enlèvement d'Arjan Erkel. 19 août 2002 CP MSF Genève : « MSF demande la libération inconditionnelle d'Arjan Erkel. Les représentations MSF au Daguestan restent ouvertes ; la suspension des activités est maintenue. » 22 août 2002 CP MSF Genève / Moscou : « MSF maintient la suspension de ses activités dans le Nord Caucase. » 26 août 2002 L'<u>UE</u> condamne les enlèvements d'acteurs humanitaires, et demande la libération d'Arjan Erkel.

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2002	Mi-octobre 2002 Rapport de l'<u>APCE</u> après visite dans le Caucase : - Persistance des nettoyages, - Demande d'enquêtes, - Appel aux ONG pour augmenter l'aide en Tchétchénie.	23 octobre au soir 2002 <u>Prise d'otage</u> du théâtre de la <u>Dobrovka</u>. Nuit du 25 au 26 octobre 2002 Les forces de l'ordre russes donnent l'assaut au théâtre en utilisant des gaz narcotiques.	Mi-octobre 2002 MSF décide de ne pas commenter le rapport de l'<u>APCE</u> pour ne pas compromettre les pistes de recherche d'Arjan Erkel. 21 octobre 2002 Discussion coordinateurs <u>MSF Belgique/ France/Hollande/Suisse</u> sur la suspension des activités en Tchétchénie. 24 octobre matin 2002 <u>Réponse négative</u> de MSF à la demande des autorités russes d'apporter des médicaments à l'intérieur du théâtre et de servir de <u>médiateur</u> dans la prise d'otage. Une équipe MSF sur les lieux prête à intervenir si besoins médicaux.	11 septembre 2002 <u>CP MSF</u> : « Toujours sans nouvelles de son chef de mission au Daguestan, MSF reprend néanmoins ses opérations de secours en Ingouchie. »

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2002	30 octobre 2002 L'ambassadeur des États-Unis à Moscou questionne les conditions d'assaut du théâtre de la Doubrovka.	13 novembre 2002 Enlèvement de deux employés du <u>CICR</u> près de Grozny.	26 octobre 2002 Une équipe MSF porte assistance aux victimes de l'assaut des forces russes et au personnel médical dans l'hôpital municipal no 13 de Moscou. MSF choisit de <u>ne pas communiquer</u> sur cette intervention. 29 octobre 2002 Le <u>président</u> de MSF International rencontre un haut responsable du <u>FSB</u> : - Arjan Erkel est vivant, - il aurait été enlevé par un « Commandant local ». 30 octobre 2002 Lettre de remerciement à MSF du médecin-chef de l'hôpital municipal no 13. Mi-novembre 2002 Formation du « <u>comité de suivi international</u> » du mouvement MSF sur l'affaire Erkel. Clôture de l'enquête entamée sur l'enlèvement d'Erkel par les autorités daguestanaises. MSF n'est pas prévenue. Un diplomate, anciennement en poste à Moscou, conseille au président de MSF France <u>la plus grande fermeté</u> avec les autorités russes.	4 novembre 2002 CP MSF France : « MSF condamne fermement l'enlèvement d'employés du CICR en Tchétchénie et exprime sa solidarité avec le CICR et les familles des otages. »

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2002		2 décembre 2002 Les réfugiés tchéchènes sont chassés du camp d'<u>Aki-lourt</u>.	3 décembre 2002 Le représentant des services de migration menace l'équipe <u>MSF Belgique</u>, qui continue à aider les réfugiés autour d'Akilourt, de démanteler le poste médical. 10 décembre 2002 <u>Plan de communication</u> de la cellule de crise Arjan Erkel pour maintenir la pression sur les autorités russes.	19 novembre 2002 CP MSF : « Cent jours après son enlèvement au Daguestan, MSF est toujours sans aucune nouvelle de son chef de mission. »
2003		10 janvier 2003 Libération de <u>Nina Davidovitch</u>, enlevée quelques jours avant <u>Arjan Erkel</u>.	13 janvier 2003 <u>La cellule de crise Arjan Erkel</u> lance la 2^e phase du plan de communication : « Les autorités russes ont les capacités de travailler à la libération d'Arjan Erkel. »	10 janvier 2003 CP MSF : « MSF se réjouit de la libération de Nina Davidovitch et demande la libération immédiate de son chef de mission, kidnappé le 12 août dernier au Daguestan. »

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2003	16 janvier 2003 Le Parlement européen appelle les autorités russes à tout faire pour obtenir la libération d'Arjan Erkel.			29 janvier 2003 Dans une lettre au président MSF International, le ministre des Affaires étrangères néerlandais s'étonne des propos tenus par le président de MSF France au ministre des Affaires étrangères français, impliquant les services secrets russes et la négligence des autorités néerlandaises dans l'affaire Erkel
	31 janvier 2003 L'UE appelle les autorités russes à tout faire pour obtenir la libération d'Arjan Erkel		29 janvier 2003 Réunion MAE /MSF /famille de Erkel : la famille demande qu'aucune critique ne soit émise publiquement contre les autorités russes.	3 février 2003 CP MSF Belgique : « La Douma lance une campagne d'information pour le sans-abri. » 5 février 2003 CP MSF « MSF a accueilli favorablement la récente déclaration de l'Union européenne appelant à la libération d'Arjan Erkel, chef de mission de MSF au Daguestan, dont on est sans nouvelles depuis presque six mois. » Lettre-réponse du président de MSF international au ministre des Affaires étrangères néerlandais.

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2003	10 février 2003 Vladimir Poutine est reçu par le président de la République française.		16 février 2003 <u>Enquête MSF</u> auprès des réfugiés tché- tchènes dans 8 camps de tentes en Ingouchie Début mars 2003 MSF reçoit la <u>facture du téléphone</u> mobile d'Arjan Erkel. Courant mars 2003 Le <u>ministère néerlandais des Affaires</u> <u>étrangères</u> reçoit des photos d'Arjan tenant en mains un journal récent, une lettre pour sa famille et une autre pour MSF. Des proches de Bassaïev informent MSF que les ravisseurs d'Arjan Erkel travaillent pour les services russes et ont essayé de revendre l'otage.	10 février 2003 <u>Le Figaro</u> (France) itw du président de MSF France : « La Russie de Poutine est un triangle des Bermudes » 12 février 2003 <u>Conférence de presse MSF/Famille Erkel/</u> <u>Ambassade des Pays-Bas à Moscou</u> CP MSF : « Toujours aucune nouvelle d'Arjan Erkel, enlevé il y a six mois, jour pour jour, au Daguestan. MSF demande aux gouvernements russe et daguestana- is qu'ils accordent la plus haute importance à cette affaire. » 7 mars 2003 CP MSF : « Appel international pour la libération d'Arjan, volontaire de MSF, otage depuis sept mois dans le Caucase, à l'occasion de son anniversaire – Les autorités russes n'assument pas leurs responsabilités. » Lancement d'une pétition MSF aux auto- rités russes et daguestanaises deman- dant de tout faire pour la libération d'Arjan Erkel.

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2003	Mars 2003 Lancement de l'offensive des États-Unis en Irak.	23 mars 2003 Référendum constitutionnel réintégrant la Tchétchénie dans la Fédération de Russie : - Selon les observateurs, les fraudes ont été massives, - Selon les autorités fédérales, plus de 80 % des Tchétchènes ont participé, - Les autorités russes déclarent qu'un règlement politique est en cours en Tchétchénie.	Mi-mars 2003 Réunion MSF / famille Erkel / MAE : - MSF réaffirme son objectif de maintenir la pression sur les autorités russes. - La famille et le MAE s'y opposent.	12 mars 2003 Lettre de MSF France à Mourat Ziazikov, le président ingouche, lui demandant de laisser les réfugiés tchétchènes s'installer dans les logements construits par MSF. 26 mars 2003 CP MSF France : « Les ordres de destruction d'abris pour les réfugiés tchétchènes constituent une nouvelle entrave aux droits des réfugiés. » <u>Lettre des sections MSF aux responsables occidentaux</u> pour dénoncer les ordres de destruction. 2 avril 2003 Remise des <u>pétitions MSF pour Arjan Erkel</u> aux ambassadeurs de Russie dans le monde entier. Remise de la <u>pétition au Kremlin</u> par le père d'Arjan et le secrétaire général de MSF International. CP MSF : « Médecins Sans Frontières demande instamment au président Poutine d'intervenir en faveur de la libération de son chef de mission. » 3 avril 2003 CP MSF : « Médecins Sans Frontières choqué par les assassinats à Grozny. »

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2003	16 avril 2003 La <u>Commission des droits de l'homme de l'ONU</u> n'adopte pas une résolution soumise au vote condamnant la Russie pour ces exactions.	Courant avril 2003 Intensification du retour des réfugiés en Tchétchénie sous la pression russe. 11 avril 2003 Rapport du gouvernement tchétchène prorusse sur les exactions des forces russes contre les civils.	4 avril 2003 Le MAE néerlandais demande à MSF de retirer la pétition ; MSF et la famille Erkel décident la maintenir. 10 avril 2003 Rencontre MSF / Mourat Ziazikov, <u>président de l'Ingouchie</u>, sur les menaces de destruction des logements MSF : aucun progrès. Courant avril 2003 Contexte de sécurité tendu pour les équipes MSF à Moscou.	5 avril 2003 <u>NRC Handelsblad</u> (Pays-Bas) : Coen van Zwol : « Un jeune homme aux cheveux clairs vaut des millions au Daguestan » : rapporte les propos du coordinateur de <u>MSF Hollande</u> et du responsable de l'information à Moscou : - lien entre l'enlèvement d'Erkel et la réticence russe face aux ONG dans le Caucase, - pourquoi MSF n'a pas témoigné sur les suites de l'assaut sur le théâtre de la Doubrovka.

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2003			Fin avril 2003 MSF apprend qu'au moment de son enlèvement <u>Arjan</u> était « filé » par le FSB. 12 mai 2003 Un intermédiaire fournit aux enquêteurs des <u>preuves</u> qu'Arjan Erkel est en vie.	6 mai 2003 <u>Conférence de presse MSF</u> à Moscou. <u>CP MSF + rapport d'enquête</u> : « Sans l'ombre d'un choix – le retour forcé des Tchétchènes en Tchétchénie » : 89 % des réfugiés ne veulent pas rentrer en Tchétchénie. 8 mai 2003 <u>Novaïa Gazeta</u> (Russie) <u>Viatcheslav Izmaïlov</u> : « Arjan Erkel pourrait être encore en vie. » 12 mai 2003 <u>CP MSF</u> : « Les enquêteurs russes affirment à MSF qu'Arjan Erkel est vivant. MSF se réjouit de la nouvelle mais exige que des efforts plus consistants soient produits pour assurer sa libération. » 14 mai 2003 <u>CP MSF</u> : « MSF a envoyé des équipes médicales pour venir en aide aux civils blessés de Znamenskoïe, en Tchétchénie. » Courant mai 2003 MSF demande aux ministres des Affaires étrangères européens et américains que le cas d'Arjan soit abordé au cours du G8 de Saint-Petersbourg. Déclaration du <u>HCR</u> accusant MSF de falsifier les chiffres (reprise par une agence de presse russe).
		14 mai 2003 <u>Attentat contre le bâtiment du FSB</u> à Znamenskoïe, en Tchétchénie.		

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2003	31 mai 2003 <u>Sommet européen de Saint-Petersbourg</u> : - Nécessité de résoudre politiquement la question tchétchène, - Le Premier ministre néerlandais soulève publiquement la question d'Arjan Erkel, - Poutine déclare que la situation d'Arjan Erkel fait partie de ses préoccupations.	21 mai 2003 Le <u>FSB</u> recommande au personnel des UN et des ONG internationales de ne pas circuler en Tchéchénie.	19 mai 2003 Début du <u>procès des ravisseurs présumés de Kenny Gluck</u> – Kenny décline l'invitation à comparaître. Fin mai 2003 MSF apprend que l'enquête de la police daguestanaise sur Arjan Erkel a été clôturée en novembre 2002. L'enquête est officiellement rouverte.	17 mai 2003 AG MSF France : <u>Rapport moral du président</u> : « La conviction des personnes qui travaillent sur le dossier d'Arjan au quotidien [...] est que nous sommes en butte à l'hostilité de l'État russe et des services de sécurité. » 10 juin 2003 Audition de MSF devant la commission Caucase du <u>Congrès des États-Unis</u>. <u>CP MSF États-Unis</u> : « Les déplacés tchéchènes renvoyés de force en zone de guerre. » <u>Rencontres de MSF</u> avec l'administration étasunienne sur le sort des déplacés et sur Arjan Erkel.

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2003	3 juillet 2003 Résolutions du Parlement européen : - Qualifiant de « crimes de guerre et crimes contre l'humanité » les exactions des forces russes contre les civils tchéchènes. - Demandant l'intensification des efforts pour retrouver Arjan Erkel.	4 juillet 2003 Le chef de l'administration tchéchène prorusse, Akhmad Kadyrov, déclare que tous les déplacés doivent avoir regagné la Tchétchénie en septembre.	Mi-juin 2003 Pendant plusieurs jours, le coordinateur de <u>MSF France</u> est empêché de quitter le territoire russe.	12 juin 2003 CP MSF : « Arjan Erkel, enlevé il y a dix mois ». 16 juillet 2003 <u>NRC Handelsblad</u> (Pays-Bas) Coen van Zwol : « Erkel ne connaissait pas l'identité des deux attachés étasuniens. » 29 juillet 2003 Devant des journalistes, un représentant du <u>MAE néerlandais</u> montre une vidéo d'Arjan et tient des propos hostiles à MSF. 11 août 2003 CP MSF : « L'un des trois plus grands camps d'Ingouchie, celui de Bella, est vidé de ses résidents, sous le regard indifférent de la communauté internationale. »

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2003	12 août 2003 Les États-Unis et l'UE pressent Poutine d'agir pour obtenir la libération d'Arjan Erkel. 19 août 2003 <u>Attentat contre le siège de l'ONU à Bagdad.</u> 26 août 2003 Suite à l'attentat contre l'ONU à Bagdad, le <u>secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan</u>, annonce l'adoption d'une résolution sur la protection du personnel humanitaire en zone de conflit.		12 août 2003 Le MAE néerlandais rompt toute relation avec MSF pendant plusieurs semaines.	12 août 2003 CP MSF: « Arjan Erkel a été enlevé au Daguestan il y a un an. MSF considère que l'enquête est un échec et exige un engagement accru des autorités russes pour le libérer. » <u>Manifestations</u> MSF à Moscou, à Amsterdam et à Genève. <u>Interviews</u> de MSF dans la presse internationale pointant les négligences russes. 13 août 2003 <u>The Independent</u> (Royaume-Uni): <u>lettre ouverte</u> de Kenny Gluck et Vincent Cochetel, ex-otages dans le Caucase: « La Russie doit agir pour protéger les travailleurs humanitaires dans le Caucase. » 18 août 2003 <u>Lettre</u> du président de MSF International au <u>président des États-Unis</u> lui demandant de soulever le cas Erkel lors de la prochaine visite de Vladimir Poutine.

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2003	26 et 27 septembre 2003 - Rencontre <u>George W. Bush</u> – <u>Vladimir Poutine</u> à Camp David. - Vladimir Poutine à l'ONU.	1 octobre 2003 Les <u>autorités ingouches</u> ferment définitivement le camp de Bella, en Ingouchie.	Fin septembre 2003 MSF Belgique : fermeture des projets tuberculose en Sibérie, suite au rejet du programme de traitement par les autorités russes.	28 août 2003 CP MSF : « Il est grand temps d'agir – Suite à l'adoption de la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies relative à la sécurité des travailleurs humanitaires, MSF insiste auprès de la Russie pour qu'elle assure la libération d'Arjan Erkel. » 25 septembre 2003 CP MSF : « Appel au président Poutine Le président russe doit prendre au sérieux ses responsabilités dans la libération d'Arjan ! » <u>Conférence de presse MSF à l'ONU, New York.</u> Manifestation « Libérez Arjan » en <u>bateau de MSF sur l'Hudson</u> devant l'ONU. Poursuite du plaidoyer humanitaire auprès des responsables européens et étasuniens. 26 septembre 2003 CP MSF : « Le président Bush est invité à faire pression sur le président Poutine pour obtenir la libération d'un travailleur humanitaire. » 30 septembre 2003 CP MSF Belgique : « En Russie, MSF abandonne le traitement contre la tuberculose. »

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2003		5 octobre 2003 Akhmad Kadyrov, chef de l'administration tchétchène prorusse, est élu président et promet de se débarrasser de Maskhadov et Bassaïev dans les deux mois. Selon les observateurs, le scrutin est manipulé.	Octobre 2003 Un intermédiaire fournit des preuves qu'Arjan Erkel est en vie. MSF passe un contrat avec l'association des « vétérans » du KGB pour rechercher Arjan. 19 octobre 2003 Le ministre des Affaires étrangères russe affirme à son homologue suisse qu'Arjan Erkel est vivant et que la Russie fait tout pour le faire libérer. Fin octobre 2003 MSF Suisse modère la communication pour ne pas compromettre certaines pistes.	3 octobre 2003 CP MSF : « Fermetures de camps et expulsions : tous les réfugiés doivent avoir une possibilité de logement en Ingouchie. » 6-8 octobre 2003 <i>Novaïa Gazeta</i> (Russie) Viatcheslav Izmaïlov : « Vladimir Poutine, la libération d'Arjan Erkel est entre vos mains. » 19 octobre 2003 CP MSF Suisse : « Le ministre russe des Affaires étrangères affirme qu'Arjan est vivant. » 27 octobre 2003 <i>Novaïa Gazeta</i> (Russie) Viatcheslav Izmaïlov accuse un homme d'affaires, membre du Parlement daguestanais, de l'enlèvement d'Arjan Erkel.

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2003	5 novembre 2003 Sommet UE / Russie à Rome. 7 novembre 2003 Vladimir Poutine reçu avec tous les égards par le président de la République française. Rapport accablant du <u>Comité des droits de l'homme de l'ONU</u> sur les violations des droits de l'homme en Tchétchénie.	5 novembre 2003 Le chef du département des migrations d'<u>Ingouchie</u> déclare que les organisations humanitaires intervenant dans les camps de déplacés font de la propagande contre le retour en Tchétchénie.	Novembre 2003 MSF et le gouvernement néerlandais apprennent que le <u>FSB</u> a transféré la responsabilité de l'enquête au ministère de l'Intérieur.	1 novembre 2003 Début de la campagne d'affichage de portraits d'Arjan Erkel dans les aéroports de Moscou. 5 novembre 2003 Conférence de presse MSF à Rome. <u>CP MSF</u>: « Arjan Erkel est en captivité depuis plus de quatorze mois. MSF interpelle le président de l'Union européenne pour faire pression sur le président Poutine. » <u>NRC Handelsblad</u> (Pays-Bas) <u>Coen van Zwol</u>: « L'identité du ravisseur d'Arjan Erkel est connue. » Reprise des thèses d'Izmaïlov de <u>Novaïa Gazeta</u> du 27 octobre. 7 novembre 2003 <u>Le Monde</u> (France): « Manifestation de MSF à Paris pour Arjan Erkel »: MSF demande à Jacques Chirac de soulever la question d'Arjan Erkel auprès de Vladimir Poutine. 16 novembre 2003 <u>NRC Handelsblad</u> (Pays-Bas) <u>Coen van Zwol</u>: « La mort comme gagne-pain », reprise des thèses de Viatcheslav Izmaïlov dans <u>Novaïa Gazeta</u> du 27 octobre.

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2003		7 décembre 2003 Élections à la douma de la Fédération de Russie – majorité au parti soutenant Poutine. 10 décembre 2003 Fermeture du camp de déplacés d'<u>Alina</u>, en Ingouchie.	Début décembre 2003 Une piste ouverte par l'association des « vétérans » du FSB, sous contrat avec MSF, semble sur le point d'aboutir. 10 décembre 2003 Arrestation d'<u>Imamutdin Temirboulatov</u>, policier chargé de l'enquête sur Arjan Erkel. Confusion et blocage de la piste de libération des « vétérans ». 25 décembre 2003 <u>500^e jour</u> depuis l'enlèvement d'Arjan Erkel. 28 janvier 2004 <u>La famille Erkel</u> insiste sur le maintien de la stricte confidentialité au sujet des pistes pour faire libérer Arjan.	15 décembre 2003 <u>Novaïa Gazeta</u> (Russie): « Sensation ou fabrication ». <u>Viatcheslav Izmaïlov</u> défend Temirboulatov. 16 décembre 2003 <u>Chechen Times</u> (Russie): « Opération spéciale pour libérer Arjan Erkel », annonce erronée d'une opération qui aurait été menée le 13 décembre. 25 décembre 2003 CP MSF: « 12 août 2002-25 décembre 2003 : cinq cents jours de captivité pour Arjan Erkel, toujours détenu. » Veillée publique aux chandelles pour Arjan Erkel à <u>Amsterdam</u>.

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2004	26 février 2004 Rapport du Parlement européen sur les relations UE / Russie : inquiétude sur l'échec de la résolution du cas Arjan Erkel.		26 février 2004 <u>Lettre</u> de l'avocat de la famille Erkel menaçant MSF de poursuites judiciaires si toute communication n'est pas bloquée. 27 février 2004 MSF France : débat au CA sur la sécurité du personnel dans le Caucase. 4 mars 2004 <u>Lettre</u> de Thomas Linde, directeur général de MSF Suisse, à <u>Dick Erkel</u> : MSF comprend ses réticences mais va augmenter la pression sur les autorités russes.	12 février 2004 CP MSF : « Après dix-huit mois de captivité, le chef de mission de MSF au Daguestan est toujours porté disparu. » 16 février 2004 <u>Novaïa Gazeta</u> (Russie) : « Le financeur de Khattab ». Viatcheslav <u>Izmaïlov</u> pointe de nouveau la responsabilité de l'homme d'affaires-parlementaire daguestanais dans l'enlèvement d'Arjan Erkel. 1 mars 2004 <u>Dossier MSF</u> diffusé à la presse et aux responsables politiques : « Arjan Erkel, otage en Fédération de Russie depuis le 12 août 2002 ».

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2004	9 mars 2004 Réunion du <u>Conseil européen</u> à Rome.		9 mars 2004 Anniversaire d'Arjan Erkel. 10 mars 2004 Les déclarations du président de MSF France sur la <u>responsabilité des officiels russes dans l'enlèvement d'Arjan Erkel</u> sont critiquées par certains dans le mouvement MSF. Des officiels de l'administration étasunienne conseillent à MSF de faire plus de bruit sur l'affaire Erkel. 11 mars 2004 Le président et la secrétaire générale de MSF International réaffirment que le <u>mouvement MSF assume les décisions de communication prises par la cellule de crise Arjan Erkel</u>.	8 mars 2004 <u>CNN</u> (États-Unis) : interview du directeur général de MSF États-Unis : « L'équilibre des pouvoirs et du profit dans le Caucase semble avoir la priorité sur la vie d'Arjan. » 9 mars 2004 <u>AFP</u> (France) : le président de MSF France parle de « l'implication de fonctionnaires daguestanais et fédéraux russes » dans l'enlèvement d'Arjan. <u>CP MSF</u> : « Le Conseil européen doit agir pour sauver Arjan Erkel. » 10 mars 2004 <u>Le Monde</u> (France) <u>Marie Jégo</u> : « MSF accuse des officiels russes de maintenir Arjan Erkel en otage. » – citation de JH Bradol, président de MSF France. 11 mars 2004 <u>Le Temps</u> (Suisse) Pierre Hazan : « MSF accuse Moscou de ne rien faire pour libérer son chef de mission retenu en otage » – citations de Thomas Nierle et Jean-Christophe Azé, cellule de crise Erkel MSF Suisse. <u>AP</u> (États-Unis) Judith Ingram : « MSF accuse les autorités russes de complicité dans l'enlèvement d'un volontaire humanitaire » – citation de JH Bradol, président de MSF France.

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2004				AFP (France): « La Russie dément être impliquée dans l'enlèvement du collaborateur de MSF. » <u>Nezavissimaïa Gazeta</u>: « Les autorités russes accusées d'enlèvement – les déclarations déplaisantes de MSF ». 12 mars 2004 <u>Le Figaro</u> (France) Patrick de Saint-Exupéry: « Des pratiques délibérées et systématiques d'enlèvement » – citation de JH Bradol, président de MSF France. Radio 1 (Pays-Bas): interview de Dick Erkel: critique de la campagne de communication de MSF. <u>Gazeta.ru</u> (Russie) – Maria Tsvetkova, interview de Mark Walsh, responsable de l'information MSF à Moscou: « Bradol fait référence à un article publié dans Novaïa Gazeta. » 12 mars 2004 CP haut-commissariat aux droits de l'homme des Nations unies: « Le haut-commissaire aux droits de l'homme lance un appel à la libération du volontaire MSF Arjan Erkel. » 14 mars 2004 <u>Le Journal du Dimanche</u> (France) Karen Lajon: « Un membre de MSF menacé de mort ».

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2004			17 mars 2004 Fax de l'avocat de la famille Erkel à MSF demandant l'arrêt de la campagne de communication, sinon procès.	16 mars 2004 <i>Libération</i> (France) Pierre Hazan : « Un membre de MSF menacé de mort » – citations de Thomas Nierle, cellule de crise Arjan Erkel de MSF Suisse. Déclaration publique des présidents de MSF International, MSF Hollande, MSF Suisse et de la secrétaire générale de MSF International. « Médecins Sans Frontières confirme l'implication de représentants des autorités russes et daguestanaïses dans l'enlèvement d'Arjan Erkel. » 17 mars 2004 <i>The Washington Post</i> (États-Unis) : Éditorial : « Où est Arjan Erkel ? » Devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU, le ministre néerlandais des Affaires étrangères, Bernard Bot, demande aux autorités russes d'assurer la libération d'Arjan Erkel. 18 mars 2004 CP MSF : « MSF dénonce l'inaction des autorités russes, alors qu'elles ont tous les éléments pour libérer Arjan Erkel. » Conférence de presse MSF à Moscou des directeurs des opérations MSF Suisse / Hollande sur la radio Écho de Moscou (Russie) : fortes suspicions de MSF sur la coresponsabilité des autorités russes dans la détention prolongée d'Arjan Erkel. <i>ITAR-Tass</i> (Russie) : « Le ministre de l'Intérieur du Daguestan suit l'affaire au quotidien. »

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2004			25 mars 2004 Le MAE néerlandais accuse MSF d'avoir irrité les autorités russes et mené les efforts pour libérer Arjan dans une impasse. Il tient MSF pour responsable de ce qui pourrait arriver à Arjan et ne lui donnera plus d'informations sur l'enquête. 26 mars 2004 MSF France : discussion au CA sur les prises de position concernant l'enlèvement d'Arjan Erkel.	<u>MSF France à la presse</u> : « Arjan Erkel est malade et menacé d'exécution. » 26 mars 2004 <u>ANP</u> (Pays-Bas) : « MSF doit arrêter la campagne Erkel dans les médias », a annoncé officiellement le MAE à MSF. 29 mars 2004 <u>Novaïa Gazeta</u> (Russie) Viatcheslav Izmaïlov – Interview du ministre de l'Intérieur du Daguestan : - Bonnes raisons de croire qu'Arjan est vivant, - L'enquête du journaliste est proche de la réalité. Début avril 2004 Lettre de Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, à <u>Rowan Gillies, président de MSF International</u>. <u>Kofi Annan</u>, le président de la République française et le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas plaident la cause d'Arjan Erkel auprès de Vladimir Poutine.

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2004	21 décembre 2004 <u>Vladimir Poutine, président de la Fédération de Russie</u>: « Il n'y a plus de guerre en Tchétchénie depuis trois ans. »		8 avril 2004 La cellule de crise Arjan Erkel demande le silence aux départements de communication pour des raisons opérationnelles. Nuit du 10 au 11 avril 2004 Arjan Erkel libre, dans les locaux du FSB à Makhatchkala. 13 avril 2004 Le directeur général de MSF États-Unis demande au mouvement MSF une position de communication plus proactive sur la libération d'Arjan Erkel.	11 avril 2004 <u>CP MSF</u>: « Arjan Erkel est libre. » 13 avril 2004 <u>Le Monde</u> (France) Natalie Nougayrède: « Arjan Erkel, représentant de MSF au Daguestan, a été libéré. – Les ONG aidant les déplacés tchétchènes sont persuadées que l'enlèvement visait à les intimider. » 15 avril 2004 <u>CP MSF</u>: « MSF soulagé par la libération d'Arjan Erkel »; dénonce l'acceptation par le gouvernement de la Fédération de Russie du climat de violence dans la région. <u>The Moscow Times</u> (Russie) « La lumière est faite sur la libération d'Erkel. » Août 2004 <u>Rapport MSF Hollande</u>: « Le traumatisme de la guerre en cours en Tchétchénie ».

	International	Fédération de Russie Caucase du Nord	MSF dans le Caucase du Nord	MSF dans l'espace public : prises de parole, diplomatie, médias
2005			Courant 2005 Fermeture des derniers programmes de MSF dans les camps de déplacés tchétchènes en Ingouchie.	

Les études de cas sur les prises de parole publiques de Médecins Sans Frontières (MSF) explorent les actions et les processus de prise de décision de l'organisation lors d'interventions humanitaires complexes, qui l'ont amenée à prendre la parole publiquement. Chaque étude de cas s'intéresse à des situations dans lesquelles la prise de parole publique a posé des dilemmes ou/et fait courir un risque à MSF. La méthodologie employée restitue de manière chronologique les dilemmes, les contraintes et les controverses, sans imposer de conclusion définitive sur la qualité des décisions prises.

Toutes les études de cas sont disponibles au téléchargement en français et en anglais sur le site : [**www.msf.org/fr/speakingout/accueil**](http://www.msf.org/fr/speakingout/accueil)



MÉDECINS SANS FRONTIÈRES INTERNATIONAL

Route de Ferney 140, Geneva, Switzerland
Tel: +41 (0)22 849 84 84, Fax: +41 (0)22 849 84 04, www.msf.org